
Diplomatie franco-anglaise de la
Guerre d'Indépendance américaine
Pourquoi la France n'a-t-elle pas voulu récupérer le Canada ?
suivi du Répertoire des opérations militaires franco-anglaises de la Guerre d'Indépendance américaine
Jean-Claude Castex
P-O Éditions

À Jean-Marc

Diplomatie franco-anglaise

de la

Guerre d'Indépendance américaine

Pourquoi la France n'a-t-elle pas voulu récupérer le Canada ?

suivi du : Répertoire des opérations militaires franco-anglaises de la Guerre d'Indépendance américaine.

2e Édition, revue, corrigée et augmentée

Jean-Claude Castex

Les Éditions Lulu

Castex, Jean-Claude, 1941-

Diplomatie franco-anglaise de la Guerre d'Indépendance américaine : Pourquoi la France n'a-t-elle pas voulu récupérer le Canada ?
suivi du
Répertoire des opérations militaires franco-anglaises de la Guerre d'Indépendance américaine.

2e Édition, revue, corrigée et augmentée

ISBN : 978-1-312-84190-1

Couverture : Scène de la *Bataille navale de la Baie de Chesapeake,* 5 septembre 1781. Huile sur canevas, 60x90cm, par Patrick O'Brien, artiste de la mer. Elle est aussi connue sous le nom de *Bataille navale des Caps de Virginie.* Les Américains, qui aujourd'hui n'aiment pas mettre en relief qu'ils doivent leur indépendance aux armes françaises, minimisent généralement les deux grandes batailles de Yorktown et de la Baie de Chesapeake. Cette dernière est souvent surnommée : *"The Forgotten Battle Which Won The American Revolution."*

Dépôt Légal 1er trimestre 2015.
Bibliothèque Nationale, Ottawa.
Bibliothèque Nationale du Québec, Montréal.

CHAPITRE 1er

De l'état des Treize Colonies américaines entre la fin de la Guerre de Sept Ans et le début de la Guerre d'Indépendance américaine. Des lois de restriction économiques, et religieuses. Des espions français.

Un certain jour de l'année 1778, après 27 ans d'exil dans son château de Cirey-sur-Blaise, le vieux Voltaire demanda à voir l'homme dont tout le monde parlait en France et dans le monde : Benjamin Franklin. L'Américain vint lui rendre visite et Voltaire, qui s'était bien préparé à cette visite, se souleva théâtralement de son lit pour réciter quelques vers de *l'Ode de Thomson à la Liberté*[1] : «Là-bas, au sud, sous un soleil bienfaisant, s'étendent d'heureuses colonies, calme retraite de la pauvreté imméritée, asile de ceux que des bigots chassent des terres étrangères. Elles ne sont pas fondées sur la rapine, la servitude et la douleur pour devenir un jour la proie de quelque misérable tyran, non, elles s'élèvent fortes et unies entre elles par la Liberté[2].»

Ces heureuses colonies baignées d'un soleil bienfaisant n'évoquaient plus dans son esprit *les quelques arpents de neiges* canadiens. Il est vrai que c'était en 1778, l'année de sa mort ; cela faisait 14 ans que Madame de Pompadour avait quitté son palais de l'Élysée pour rejoindre l'Élysée céleste, et Nicolas Arouet n'avait plus à rimer les vers de sa mauvaise foi pour défendre sa chère amie roturière victime de jaloux aristocrates. Cette maîtresse versaillaise lui avait fait obtenir de grasses pensions royales en gratitude pour sa défense acrimonieuse contre tous ceux qui la clouaient au pilori pour les scandales de la Guerre de Sept Ans qu'elle avait activement suscités par son manque de jugement et sa désinvolture, et qui avaient entraîné l'immolation de la Nouvelle-France et de son peuple francophone, sacrifiés par l'indifférence de Louis XV. Et cet abandon des Canadiens n'avait été que le prodrome de l'ingratitude du gouvernement français envers les harkis du temps du général de Gaulle. Dans cette ode, l'Angleterre n'était plus le paradis de la tolérance chanté par le même Voltaire dans ses *Lettres anglaises* —uniquement pour abaisser l'arrogance des aristocrates français qui lui avaient témoi-

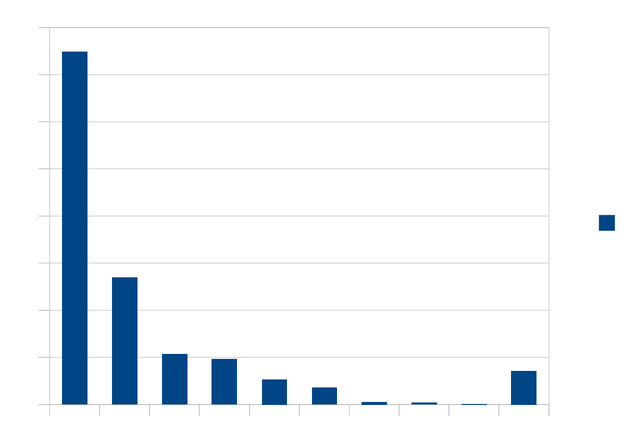
1 ●*Ode to Liberty*, de James Thomson. Levine, William, *Studies in English Literature, 1500-1900,* Vol.34, No.3, Restoration and Eighteenth Century, Rice University, Houston, 1994. pp. 553-577. James Thomson est le poète qui créa le poème patriotique "Rule, Britannia ! Rule the waves : "Britons never will be slaves," «Règne, Angleterre, Règne sur les flots. Les Anglais ne seront jamais des esclaves», poème qui fut curieusement composé en 1740, au moment même où l'Angleterre jouissait du monopole de la Traite des esclaves vers l'Empire espagnol, et aussi, bien entendu, vers ses propres colonies américaines, devenant ainsi la première nation négrière du monde.

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; pp. 50 ; p. 55 et suiv.

gné leur mépris—, mais une terre de bigots, aussi blâmable que la terre de France.

Si les soldats français se battirent aussi bien qu'à l'accoutumée, durant cette Guerre d'indépendance américaine, les diplomates français se montrèrent, eux mêmes, aussi déplorables qu'à leur habitude, puisque, pour des raisons que nous allons mettre en lumière dans les pages suivantes, ils n'exigèrent pas de l'Angleterre vaincue la restitution du Canada à la France à l'issue de cette guerre victorieuse, et prirent au contraire bien soin que ce pays restât sous la domination de l'Angleterre. Comme à l'issue de la Guerre de Sept Ans, seules, les Chambres de Commerce de France protestèrent contre l'abandon du Canada mais elles prêchèrent dans le désert[1].

Avant de nous plonger dans les arcanes diplomatiques de cette Guerre d'Indépendance américaine, faisons connaissance avec la population de ces Treize-Colonies britanniques qui se blottissaient frileusement le long de la côte occidentale de l'Atlantique.



Population américaine en 1780

Estimation à partir de la ICPS Research Inter-University Consortium for Political and Social. **TOTAL** 2.786.744, parmi lesquels : 1-Anglais 1.497.090 (53,7%); 2-Africains 538.984 ; 3-Écossais protestants d'Irlande 213.000 ; 4-Allemands 191.700 ; 5-Écossais 106.500 ; 6-Hollandais 71.000 ; 7-Huguenots français 10.650 ; 8-Gallois 7.100 ; 9-Suédois 1.420 ; 10-Autres 142.000.

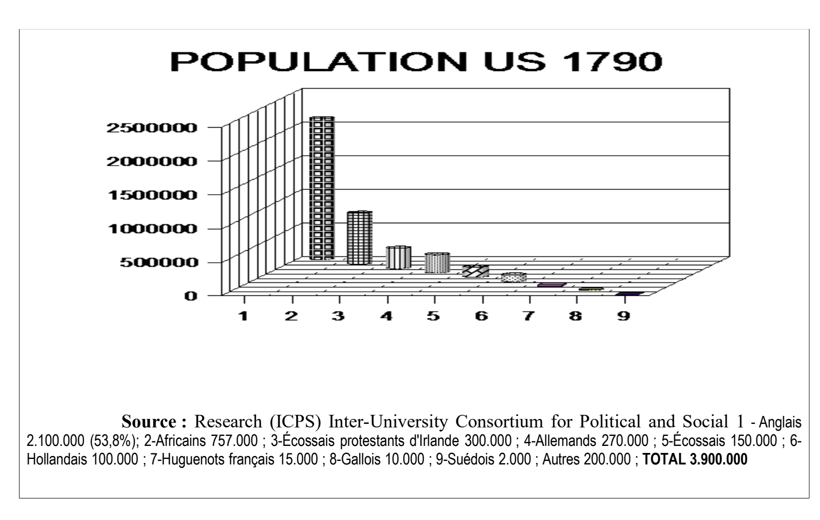
Si la population de l'ancienne Nouvelle-France était encore très homogène à 99,9%, celle de la Nouvelle-Angleterre brillait par sa forte

1 ●Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec (RAPQ), Année 1924-1925 : *Lettres de protestation de diverses Chambres de Commerce de France en 1760-1762, contre l'intention du Gouvernement de céder le Canada*. (*Protestation des C de C de Bordeaux, La Rochelle, Nantes, Marseille, Lyon, Le Havre, Dunkerque et Montpellier*) pp. 199-228

hétérogénéité ethnique. D'ailleurs le développement des deux colonies avait été très différent aussi.

L'historien Francis Parkman a ainsi commenté ce développement à deux vitesses : «La croissance de la Nouvelle-Angleterre a été le résultat des efforts communs d'une multitude laborieuse, chacun dans son coin s'escrimant pour lui-même afin d'amasser des richesses ou des compétences. L'expansion de la Nouvelle-France fut l'accomplissement d'une ambition gigantesque pour s'efforcer de s'emparer d'un continent. Ce fut une vaine tentative[1].»

Mais cette "ambition gigantesque" ne fut qu'un rêve missionnaire idéalisé –sinon chimérique– d'une "*Fille aînée de l'Église*[2]" désireuse de faire partager le Ciel à tous les humains, et non pas un besoin intrinsèque des individus d'améliorer égoïstement leur sort individuel, car l'initiative personnelle fut généralement découragée en Nouvelle-France par l'Administration royale qui octroyait toujours le monopole du commerce à une seule compagnie privilégiée, laquelle ne voyait aucune espèce d'intérêt à se forcer à peupler le pays ou à tout autre activité peu rentable puisqu'elle ne subissait aucune concurrence et restait assurée de conserver son monopole.



Source : Research (ICPS) Inter-University Consortium for Political and Social 1 - Anglais 2.100.000 (53,8%); 2-Africains 757.000 ; 3-Écossais protestants d'Irlande 300.000 ; 4-Allemands 270.000 ; 5-Écossais 150.000 ; 6-Hollandais 100.000 ; 7-Huguenots français 15.000 ; 8-Gallois 10.000 ; 9-Suédois 2.000 ; Autres 200.000 ; **TOTAL 3.900.000**

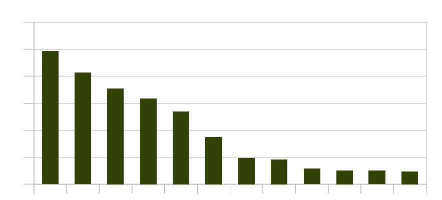
Le Clergé catholique canadien, par contre, créa des Écoles et des hôpitaux dans tout l'Ouest, pour former les esprits et soigner les corps. L'histoire lamentable de Des Groseilliers et de Radisson illustre

1 •Parkman, Francis, *Pionneers of France in the New World,* Little, Brown & Co., Boston, 1896. Introduction de l'ouvrage, page XXII. "The growth of New England was a result of the aggregate efforts of a busy multitude, each in his narrow circle toiling for himself, to gather competence or wealth. The expansion of New France was the achievement of a gigantic ambition striving to grasp a continent. It was a vain attempt."

2 •*Fille aînée de l'Église* = ancien surnom de la France.

parfaitement, si besoin est, ce muselage de l'initiative individuelle des colons français. Coureurs de bois, ces deux hommes énergiques proposèrent au Gouverneur de Québec de partir en expéditions lointaine en 1659 vers la Baie d'Hudson. Mais le Gouverneur le prit de haut et leur imposa, s'ils avaient la chance de revenir avec des fourrures, de payer la moitié de leurs profits en taxes[1]. À défaut de quoi il ne leur accordait pas l'autorisation de commercer.

Population américaine en l'an 2000



1- ***Allemands***, 49.206.934, soit 17,1% ; -2- ***Africains***, 41.284.752, soit 13,6% ; -3- ***Irlandais***, 35.523.082, soit 11,6% ; -4- ***Mexicains***, 31.789,483, soit 10,9 % ; -5- ***Anglais***, 26.923.091, soit 9,0% ; -6- ***Italiens***, 17.558.598, soit5,9% ; -7- ***Polonais***, 9.739.653, soit 3,0% ; -8- ***Français***, 9.136.092, soit 2,9% ; - 9- ***Écossais***, 5.706.263, soit 1,9% ; -10- ***Écossais protestants d'Irlande***, 5.102.858, soit 1,7% ; Total des ***Celtes*** déjà inclus (sans les Gallois) : 46.332.203, soit 15,2%, en deuxième position après les Allemands. La colonne 13 pour "***Autres***" n'a pas été mentionnée. *Source : United States 2010 Census.*

Les deux explorateurs partirent tout de même. À leur retour, les fourrures furent saisies. Désillusionnés, les deux Français se mirent au service de l'Angleterre, furent comblés d'honneurs et d'argent, et fondèrent au bénéfice de ce pays la fabuleuse *Compagnie de la Baie d'Hudson*.

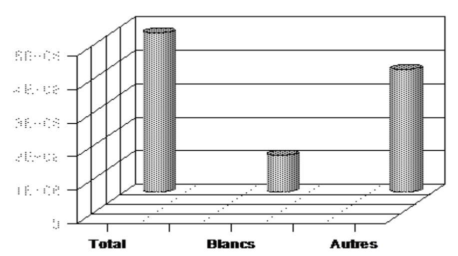
L'immensité potentielle des Treize-Colonies laissait présager qu'elles s'étendraient un jour prochain sur une bonne partie du continent nord-américain. L'Angleterre ─déjà maîtresse des peuples récalcitrants qui peuplaient les îles britanniques[2], et désormais en contrôle de ces Treize Colonies qui promettaient un avenir grandiose─, allait vraisemblablement devenir une superpuissance tout à fait redoutable.

Si c'était le cas, si ces préfigurations se concrétisaient, les lobbies marchands londoniens, boulimiques insatiables, devenus les maîtres du monde, n'hésiteraient pas à broyer le reste de l'Europe pour décupler leur richesse, pour le seul plaisir d'agrandir la montagne de guinées d'or qu'ils possédaient déjà. Cette perspective effrayait beaucoup les cours européennes, spécialement la cour de Versailles qui ne voulait pas se laisser détrôner de son hégémonie continentale, même si, grâce à son argent et au sang allemand, l'Angleterre réussissait fort bien à coaliser les nations européennes contre les Français. La surveillance des

1 ●On était encore loin des 75% exigés par certains gouvernements français du XXIe siècle, ce qui montre ainsi que quatre siècles après, ils n'ont encore rien compris au système.

2 ●Ces peuples récalcitrants, ceux d'Irlande et d'Écosse, que l'Angleterre mit des siècles à subjuguer.

lobbies londoniens devint donc l'un des axes essentiels des Services français d'espionnage : «Vous sentez, Monsieur, de quelle importance il est, si nous ne pouvons détourner le coup, de prévoir du moins l'époque à peu près où il pourra être frappé. C'est ce que les différentes intelligences que vous vous ménagez pourront vous procurer. La correspondance des ports, les notions que vous recevez du Bureau des Plantations[1], enfin les liaisons que vous avez dans le parti de l'Opposition [du Parlement anglais] … Le Roi n'entend pas… que vous supprimiez [les financements] que vous avez proposés pour vous procurer des intelligences dans le Bureau des Plantations[2].» Observer les Treize-Colonies anglaises et chercher des déficiences dans ce pays qui laissait présager un avenir de superpuissance, devinrent donc des activités impérieuses dès la chute de la Nouvelle-France. Dans ce but, plusieurs espions furent dépêchés par les Services français de renseignement afin d'observer l'Amérique.



Importance démographique des Américains de race blanche (population dite "Caucasienne") en l'an 2100. Total : 473.600.000 ; Blancs : 108.928.000 ; Autres : 364.672.000. Source : Calculs à partir des statistiques de l'ONU.

Monsieur de Pontleroy[3], lieutenant de vaisseau et officier d'artillerie, commença sa minutieuse étude des Treize-Colonies à l'issue de cette Guerre de Sept Ans. "*Beaulieu*", son nom de code, le présentait comme un simple *voyageur de commerce.* Officiellement au service d'un marchand, Pontleroy sillonna les mers côtières, releva les plans des ports, sonda les passages dangereux, et forma même des Canadiens comme

1 ●Les lobbies marchands de Londres étaient organisés en véritable Administration royale qui portait le nom officiel de *Conseil du Commerce et des Plantations étrangères*. Cette organisation fut créée par la Couronne d'Angleterre en 1696 sous le nom de *Council of Trade and Foreign Plantations*. Elle était composée de Commissionnaires *ex-officio* non-salariés qui n'étaient pas tenus d'assister aux réunions régulières et de 8 *Commissionnaires* payés qui dirigeaient la stratégie commerciale du Gouvernement anglais au profit des lobbies marchands et des milieux financiers. Le plus ancien (senior) Commissionnaire payé était appelé le *Premier Lord* et présidait l'ensemble du Conseil. Les Commissionnaires ex-officio se composaient d'un aristocrate qui pouvait ainsi surveiller et influencer la Chambre des Lords. À eux se joignirent l'*Évêque de Londres* en 1702 et le *Surveyor* ainsi que l'*Auditeur Général des Plantations* en 1721.

2 ●Le comte de Vergennes au comte de Guines, du 7 août 1775 à Versailles. Cornelis De Witt, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine*, Didier, Paris, 1861. p. 470.

3 ●Nicolas Sarrebource de Pontleroy, était un officier et ingénieur militaire, né le 12 juin 1717 à Marseille, France, fils de Jacques Sarrebource Pontleroy de Beaulieu et de Madeleine Coustan; marié à Sedan le 17 avril 1761 à Élisabeth Arbalestre de Melun, France ; et décédé le 6 août 1802 à Château-Thierry. Source : *Dictionnaire bibliographique canadien*, Université Laval. Cet officier avait combattu avec le général Lévis au Canada jusqu'au Traité de Paris.

pilotes et guides qui auraient pour mission de conduire des escadres françaises dans une invasion hypothétique ; *si vis pacem, para bellum*.

Un autre espion anonyme publia, dès 1765, le *Journal of a French Traveler in the Colonies*[1]. Il y affirma prophétiquement que les colonies américaines sentaient croître leur force et étaient trop opulentes pour persévérer dans l'obéissance [de l'Angleterre]. L'espérance de se rendre maîtresses des pêches et de la pelleterie, celle de secouer les obstacles et les entraves mises à leur navigation, et celle de pouvoir envahir pour leur compte les colonies à sucre qui sont près du continent, les séduiront tôt ou tard, et *l'Angleterre doit prévoir une révolution* vers laquelle l'acheminent tous les soins qu'elle se donne pour l'amélioration de ces trois colonies[2].»

Cet espion à la clairvoyance surprenante jeta dans la même lettre un commentaire d'une perspicacité tout à fait divinatoire, quand il ajouta : «Peut-être les Anglais ont-ils hâté la perte qu'ils doivent faire, en affranchissant ces colonies de la crainte que leur inspiraient les armes de la France lorsqu'elles tenaient le Canada.» Il ajouta aussi que, si l'on faisait abstraction des colonies de New York, du Maryland et de la Pennsylvanie, «le reste du pays n'a de forces réelles que dans le grand nombre des habitants dont *la population double tous les vingt ans*[3].» Elles auront donc «la force nécessaire pour résister à la Métropole et pour devenir un jour la plus grande puissance maritime du monde[4].» En 1766, M. Durant, chef de l'espionnage français à l'ambassade de France de Londres, constata l'impressionnante puissance des lobbies financiers anglais qui dirigeaient d'une main rigoureuse toute la politique britannique[5]. Il envoya ses commentaires éclairés au duc de Choiseul[6] à Paris qui dirigeait le pays sans en avoir le titre. Il me semble, écrivit-il, que nos guerres avec les Anglais «dureraient moins, si tant de citoyens de Londres, que la guerre enrichit et qui la désirent, voyaient de près les horreurs qu'elle entraîne avec soi, et si leur commerce avait essuyé des pertes assez fortes pour les ramener à des sentiments plus humains... Si les violences de l'Angleterre obligeaient la France à renouveler la guerre, je croirais, d'après ce principe, qu'elle devrait s'appliquer plutôt à faire

---

1 ●*American Historical Review* [AHR], Oxford University Press, Cary (Caroline du Nord). XXVI (1920-1921) pp. 726-747 ; et aussi XXVII (1921-1922) pp. 70-89.

2 ●De Witt, Cornelis Henri, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine,* Librairie académique Didier et C[ie], Paris, 1862. Durand à Choiseul le 3 août 1766, p. 408. L'espion Pontleroy (Beaulieu) décrit surtout des colonies de La Nouvelle-York, du Maryland et de la Pennsylvanie [Sic !] qu'il a plus particulièrement visitées et qui sont «dans toute leur perfection» selon lui.

3 ●Ibidem. Lettre écrite à Londres par Monsieur Durand au duc de Choiseul en France, le 3 août 1766, pp. 409-410.

4 ●Ibidem, p. 409.

5 ●Comme ils le font encore en ce XXI[e] siècle en Angleterre, et aussi à Washington. Lire, pour s'en convaincre, l'ouvrage de Carroll Quigley, Professor of Foreign Service at Georgetown University, (Université jésuite catholique de Washington) : *The anglo-american Establishment*.

6 ●Étienne-François, comte de Choiseul puis duc de Choiseul-Stainville (1719-1785) fut le premier ministre *de facto* de Louis XV entre 1758 et 1770.

tomber ses coups sur la fortune et sur le sou des particuliers qu'à détacher quelques parties du domaine de l'ennemi, parce que le sentiment public dans ces pertes ne ferait jamais autant d'effet sur les délibérations de la nation que l'intérêt personnel de ceux qui auraient à souffrir du genre de guerre que ferait la France[1].» Ainsi, selon ce Monsieur Durant, en cas de guerre, il serait plus rentable pour la France de frapper les lobbies au cœur, c'est à dire au portefeuille. Selon les rapports de l'espion Pontleroy, qui séjourna à Philadelphie, capitale de la Pennsylvanie et des colonies récalcitrantes, deux classes de citoyens s'opposent fortement dans cette colonie, le parti «des quakers et celui des presbytériens». Les *quakers* sont anglais d'origine, généralement riches, et, de ce fait, ils contrôlent le Gouvernement. «Quant aux *presbytériens,* ils sont les plus nombreux mais c'est un ramas[sis] d'Allemands fort las du gouvernement anglais, et qui disent ouvertement que la Pennsylvanie se nommera un jour la *Petite Germanie*. Dans la dernière guerre, ceux-ci refusèrent d'abord de s'engager au service de l'Angleterre. On fit venir des officiers allemands qui, en un mois et demi, en engagèrent 7.000 ; et on ne recruta, tant dans cette province que dans celle de la Nouvelle-York, que par des officiers de cette nation. Très peu d'entre eux parlent anglais, et ils évitent de traiter avec les Anglais qu'ils regardent comme des gens toujours prêts à les tromper. Ils idolâtrent le roi de Prusse et respectent tous ceux qui ont été à son service. Si jamais la France faisait quelque entreprise dans ce pays, il serait avantageux d'y employer des régiments allemands et de mettre à leur tête une personne d'un nom connu de l'empire[2]. Leurs colons ne souffrent même pas volontiers que l'on établisse chez eux des forteresses. La Nouvelle-Angleterre et la ville de Boston, qui en est la capitale, n'ont ni citadelles ni places fortes. Ces peuples craignent qu'on ne s'en serve pour les obliger à se soumettre aux Actes du Parlement contraires aux privilèges dont ils jouissent[3].» Globalement, le groupe germanique formait un ensemble certes encore minoritaire, mais qui grossissait rapidement, et dont la colère et la frustration refoulées pouvaient être traduites en anglophobie et utilisées avec profit par des agitateurs habiles. La discrimination et le mépris que subissaient les Allemands de la part des Anglais, beaucoup plus riches par passe-droits dans leurs colonies, et fort arrogants, allaient, au moment venu, engendrer des représailles terribles contre les Tories anglais. D'ailleurs, ils ne se privaient pas de mépriser les Anglais qui gardaient le verbe haut mais se refusaient à combattre en masse dans leurs propres forces armées.

---

1 •De Witt, Cornélis Henri, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine,* Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1862. Durand à Choiseul le 3 août 1766, p. 410.

2 •Du *Saint-Empire romain germanique,* bien sûr, et non pas de l'empire anglais. C'est pourquoi, le Corps Expéditionnaire français de Rochambeau comprendra un régiment allemand, le Royal Deux-Ponts.

3 •De Witt, Cornelis Henri, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine,* Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1862. Durand (à Londres) au duc de Choiseul (à Compiègne) le 7 août 1766, pp. 411-412, à partir des renseignements de Pontleroy.

Aujourd'hui, en ce XXIe siècle, la plupart des Allemands —devenus majoritaires— croient fermement qu'il y eut un jour un vote pour décider quelle serait la langue officielle des États-Unis. La langue allemande ne fut, selon eux, éliminée que par une seule voix en faveur de la langue anglaise[1]. Selon certains historiens d'origine anglaise, il n'en fut rien. Cependant, la langue devint un sujet politique dès 1750, quand les colons pennsylvaniens commencèrent à craindre que l'afflux d'Allemands (⅓ de la population dans cette province) ne mette leur prépondérance en péril. Les arguments racistes anti-immigration étaient les mêmes qu'aujourd'hui. Le philosophe Benjamin Franklin lui-même considérait les Allemands de Pennsylvanie comme un groupe racial «basané[2]» distinct de la majorité anglaise de la colonie. "Basané !" Qui l'eut cru ? En 1751, le même Franklin écrivait : «Pourquoi devons-nous souffrir que ces Palatins rustres viennent pulluler dans nos villes ; et, en s'agglomérant ensemble, implantent leur langue et leurs coutumes pour exclure les nôtres. Pourquoi la Pennsylvanie, fondée par les Anglais, devrait-elle devenir une colonie d'étrangers exotiques[3] qui vont rapidement se multiplier au point qu'ils nous germaniseront plutôt que l'inverse, et n'accepteront pas plus notre langue et nos coutumes qu'ils n'acquerront notre couleur de peau[4] ?» Les colons anglais de cette époque accusaient aussi les immigrants allemands de tous les maux : paresse, analphabétisme, esprit de clan, refus de s'assimiler (aux Anglais), fécondité excessive, et —pire que tout— de catholicisme[5], quand ils pratiquaient cette religion. Car beaucoup d'immigrants germaniques provenaient en fait des régions méridionales du Saint-Empire romain germanique (Bavière et Autriche).

Dans le but d'analyser spécifiquement l'état d'esprit de ces colons américains originaires du Saint-Empire, un autre espion français d'extraction allemande fut dépêché durant six mois par Choiseul : le baron bavarois Jean de Kalb. Sa mission était d'étudier spécifiquement les opinions de la population allemande des Treize-Colonies et d'estimer sa force et sa détermination[6]. Venant du Saint-Empire, Kalb inspirait confiance aux populations germaniques. Malgré sa discrétion, il fut sans doute repéré par les autorités anglaises car il crut comprendre que son courrier était décacheté. Il rentra alors en France sans visiter le Canada

---

1 ●"Le *Vote Mühlenberg*."

2 ●"A swarthy racial group."

3 ●*Alien* est plus négatif que *foreigner*. *Alien* inclut les adjectifs : *exotisme*, *métèque* et même *rastaquouère*.

4 ●*The papers of Benjamin Franklin*. Ed. Leonard W. Labaree, Yale University Press, New Haven, 1959. Vol.4, p.234 «Why should the Palatine Boors be suffered to swarm into our Settlements, and by herding together establish their Language and Manners to the exclusion of ours? Why should Pennsylvania, founded by the English, become a Colony of Aliens, who will shortly be so numerous as to Germanize us instead of our Anglifying them, and will never adopt our Language or Customs, any more than they can acquire our Complexion ?»

5 ●Mittelberger, Gottlieb, *Journey to Pennsylvania in the year 1750 and return to Germany in the year 1754*, Trans. Carl T. Eben, Philadelphia, 1898. p. 104.

6 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 47.

dont il avait aussi pour mission de sonder les populations. Cet abandon entraîna son congédiement par Choiseul.

Plus efficace, l'espion Pontleroy fit quant à lui des suggestions stratégiques qui auraient pu se révéler fort intéressantes si elles avaient réussi à convaincre les stratèges français, mais il n'était que lieutenant de vaisseau et l'esprit des généraux était aussi hiérarchisé que leur caste sociale. Il affirma que pour protéger au mieux nos colonies, la meilleure manière serait peut-être de les laisser se défendre toute seules. Car, au lieu d'intervenir en volant au secours de la colonie agressée, il serait plus efficace «d'aller attaquer les colonies de l'ennemi. La faiblesse même que l'ennemi trouve dans les nôtres, existe dans les siennes, et nous aurions eu le même succès contre les Anglais qu'ils ont eu contre nous, puisqu'ils prennent très peu de précautions pour garantir leurs possessions d'une surprise[1].»

Comme dans tout pays d'immigration d'aujourd'hui, la diversité des populations des Treize-Colonies était très grande. Un pays non homogène aux populations mal assimilées peut s'attendre à une forte défection en cas de guerre. Beaucoup parmi ceux qui se trouvent quelque affinité –religieuse, ethnique ou idéologique– avec l'ennemi, seront tentés par la trahison. Mais ce n'était pas les seuls ; même les Anglais qui avaient quitté leur patrie pour trouver et apprécier la tolérance religieuse, se sentaient immédiatement menacés quand le Gouvernement de Londres faisait mine de vouloir leur imposer ses quatre volontés et particulièrement une pluie de taxes, comme nous le verrons au deuxième chapitre.

Dans une lettre au duc de Choiseul, rédigée par M. Durand, chef de l'espionnage français à Londres[2], et expédiée de cette ville le 11 août 1767, l'auteur illustra la diversité ethnique par ces mots : «Dans la Nouvelle-York, le service divin se fait en anglais, en français, en allemand et en patois hollandais[3].»

En 1774, la population des Treize-Colonies s'élevait à 2,5 millions d'habitants ; 50% de cette population (soit 1.250.000) considéraient l'Angleterre comme leur mère-patrie d'origine. Ils faisaient mauvais ménage avec les 554.400 Celtes (20%) qui voyaient l'Angleterre comme leur marâtre, dont 125.000 Irlandais, 100.000 Écossais, 254.400 Irlando-Écossais[4] et 75.000 Gallois. Dans sa patrie insulaire d'origine, la nation catholique irlandaise, colonisée dans une perspective d'élimina-

1 ●Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : Étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. page 411.

2 ●Il s'agit de Jacques-Abraham Durand d'Aubigny, Ministre du roi à l'ambassade de France de Londres. Expilly, abbé, *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France*, Tome V., publié à Amsterdam, 1768.

3 ●Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. Page 421. Lettre de M. Durand au duc de Choiseul et rédigée à Londres le 11 août 1767, en rapport avec l'information venue d'espions installés dans les Treize Colonies. En patois néerlandais, car New York avait été auparavant, une colonie anglaise.

4 ●Les Irlando-Écossais sont en fait des protestants d'Écosse établis comme colons en Irlande en compagnie d'Anglo-protestants, afin d'effacer le catholicisme de cette île, à long terme.

tion politico-religieuse, était victime d'une violence inouïe de la part de l'État anglo-protestant et du *Test Act* qui exigeaient que tout catholique renie sa religion et adhère à l'Église anglicane pour retrouver ses droits civils[1]. Le *Test Act* était d'ailleurs appliqué dans toutes les colonies britanniques. Cette législation ségrégationniste allait se traduire par des engagements en masse d'Irlandais[2] dans les rangs des révolutionnaires et plus tard par une participation active aux raids de Fenians qui exerceront des représailles contre le Canada, possession anglaise au XIXe siècle.

Curieusement, cette intolérance anticatholique qui faisait rage en Angleterre au moment où se déroulaient les faits que nous relatons dans ces lignes, avait depuis longtemps été importée dans les Treize-Colonies américaines par les immigrants mêmes qui avaient fui leur patrie anglaise pour son intolérance. L'historien américain John Highham décrivit l'anti-catholicisme primaire aux États-Unis comme «the most luxuriant, tenacious tradition of paranoiac agitation in American History[3].»

Les Écossais d'Amérique qui avaient été soumis dans les Highlands calédoniens à de pareilles blessures, nourrissaient de semblables rancunes, car, en Haute-Écosse, les clans venaient d'être interdits et les massacres de Glencoe[4] et de Culloden avaient semé beaucoup de ressentiments, de cicatrices à vif et même de haine chez les Écossais expatriés de force après l'incendie[5] de leurs villages. De ce fait, tous ces Celtes allaient, au moindre appel, s'engager en masse dans les armées d'Insurgents et ce n'était pas les 475.000 esclaves africains (19% de la population totale des Treize-Colonies) qui s'opposeraient aux tourments infligés aux Tories[6] anglais.

Tous ces Américains de souches diverses avaient beaucoup plus que les Anglais, proportionnellement, donné leur sang pour éliminer la redoutable Troie de l'Amérique du Nord, l'imprenable Forteresse de Québec[7], dont les 60.000 habitants avaient fait trembler le million trois cent mille habitants des Treize Colonies durant la Guerre de Sept Ans. Si un bienfait n'est jamais perdu ; un méfait l'est moins encore ! «Il ne manque que des armes, un chef et du courage aux habitants que l'Angle-

---

1 ●Le *Test Act* fut officiellement aboli en 1829 par le *Catholic Relief Act*, mais, par la suite, la mentalité créée par la longue habitude de discrimination fit que partout et même dans les formulaires d'inscription aux universités, la religion était demandée ; et si le malheureux catholique avouait la vérité, il était systématiquement refoulé pour une raison quelconque.

2 ●Dont l'esprit était taraudé par le souvenir des massacres d'Oliver Cromwell qui se voulait le *God's Executioner*.

3 ●Jenkins, Philip, *The New Anti-Catholicism: The Last Acceptable Prejudice*, Oxford University Press. Cary (Caroline du Nord), 2003. p. 23.

4 ●Le clan protestant des Campbell, sur ordre secret du roi d'Angleterre, massacra un clan catholique MacDonald.

5 ●Les *Highland Clearances*, en gaélique écossais *Fuadaich nan Gàidheal*, «*l'expulsion des Gaëls*.» Cet horrible crime, véritable Shoah, peut aussi être approfondi par la lecture de : Prebble, John, *The Highland Clearances*, Penguin Books, London, 1963.

6 ●Aussi appelés Conservateurs, Royalistes ou plus tard Loyalistes.

7 ●Les remparts de Québec ne purent jamais être pris d'assaut, ni en 1759, ni en 1760, pas plus qu'en 1775-1776.

terre a rassemblée de toutes les parties de l'Europe dans ses colonies, pour se rendre indépendantes[1],» affirmait Monsieur Durant au duc de Choiseul, trois ans seulement après la fin de la Guerre de Sept Ans.

Les 30.000 Amérindiens survivants dans ces Treize-Colonies, auxquels les Anglais avaient fait subir la guerre bactériologique à la fin de la Guerre de Sept Ans[2], et les 50.000 Huguenots français (2%) n'étaient pas mieux disposés.

♦

Parmi la population d'origine anglaise, l'opposition des Quakers à l'idée de créer un pays séparé de l'Angleterre donnait quelques soucis aux partisans de l'indépendance. La secte, originaire d'Angleterre avait gardé des liens affectifs très solides avec la mère-patrie. Ce fut d'ailleurs le début de la fin pour cette communauté fort sympathique. «Je suis allé au Congrès, écrivit Henry Laurens, pour débattre pendant cinq heures sur "un point inconséquent, à savoir si certaines personnes, principalement les Quakers, qui ont donné les preuves les plus fortes pouvant, en ces temps, être attendues de leur attachement avoué à la cause de nos ennemis, qui ont péremptoirement refusé de prêter serment ou d'affirmer son allégeance à l'État[3]», peuvent être considérés comme fiables. Même si les accusations de trahison pesaient sur la tête de cette secte, le «Congrès a recommandé au Conseil Exécutif d'entendre leurs allégations "pour effacer la suspicion à savoir s'ils sont des ennemis de l'indépendance des États-Unis." Je me trompe fort si, sur ce terrain mouvant, le cri de la persécution n'est pas dix fois plus élevé[4].»

En interrogeant les populations, les espions français restaient donc unanimes à prévoir que les Treize Colonies allaient tôt ou tard se séparer de l'Angleterre. Après avoir utilisé la flotte de l'Angleterre pour éliminer la France d'Amérique du Nord, les "colonists" allaient désormais utiliser la puissance terrestre et navale de la France pour éliminer l'Angleterre. Mais les observateurs-espions découvraient en même temps qu'il existait tout de même une grande méfiance vis-à-vis de la France. Ils préconisaient donc d'attendre que les Américains prennent les armes et démontrent, par leur détermination, que leur révolution devenait certaine et sans retour possible.

Les diplomates français n'ignoraient pas, bien entendu, que ces mêmes colonies, une fois indépendantes et puissantes, pourraient devenir désastreuses pour les empires coloniaux des Européens. M. Durant chef

---

1 ●De Witt, Cornélis Henri, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine,* Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1862. M. Durant au duc de Choiseul le 3 août 1766, p. 409.

2 ●Cette guerre bactériologique à l'aide de couvertures contaminées par la variole a été exposée dans le *Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans*, du même auteur, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2004. ISBN 2-7637-8061-X

3 ●Lettre de Henry Laurens à John Lewis Gervais du 5 septembre 1777. LMCC II 478-483 Letters of Members of the Continental Congress, édition Burnett

4 ●Ibidem. 478-483

de l'espionnage à l'Ambassade de France (à Londres), avait même écrit à Choiseul, le 3 août 1766, que ces colonies, une fois indépendantes, "seraient, un jour, fatales à toutes les colonies à sucre de l'Europe[1]". Il prédisait même que la France et l'Espagne avaient autant à craindre d'une révolution dans ces colonies que l'Angleterre elle-même[2]. Mais tout valait mieux qu'une superpuissance anglaise qui aurait régenté la planète au grès de ses propres lobbies et lubies, comme 50 ans plus tard, elle forcera la Compagnie canadienne du Nord-Ouest à se saborder pour interdire toute concurrence à la Compagnie britannique de la Baie d'Hudson, fondée, comme nous l'avons mentionné plus haut, par deux Français déçus.

L'autre espion français fut donc envoyé dans les Treize-Colonies. Le baron-général Jean de Kalb[3], mentionné plus haut, était un Bavarois bon teint, né Johann Kalb, puis naturalisé français. Après avoir exploré les Treize-Colonies et ses importantes communautés allemandes, lui aussi eut la prémonition que les colonies américaines n'allaient pas tarder à se détacher de l'Angleterre. Le général de Kalb pressentit qu'une intervention française serait inopportune tant et aussi longtemps que ces colonies n'auraient pas pris les armes contre l'Angleterre, qu'elles ne se seraient pas déclarées indépendantes, et qu'elles ne se seraient pas regroupées en une fédération. La diplomatie française de Monsieur de Vergennes, Ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, suivra cette sage politique à partir de 1775.

D'une façon générale, les Américains, soumis pendant des générations à la propagande anticatholique, se défiaient de la France en tant qu'*état papiste*. Comme énoncé plus haut, les catholiques étaient alors dans les pays de langue anglaise une population aussi méprisée que les Cagots en France médiévale ou que les juifs sous le Troisième Reich. Si ces derniers devaient leur statut de sous-hommes aux trois *Lois de Nüremberg* entre 1935 et 1945, les catholiques d'Angleterre et de tout l'empire, durent leur pitoyable destin aux *Lois du Test*[4] entre 1661 et 1829. En dépit de ce traitement injuste d'une partie de sa population, l'Angleterre se considérait alors comme la seule *monarchie constitutionnelle,* même si les lobbies économiques, le fameux Bureau des Plantations, noyautaient le Parlement et le soumettait à un contrôle absolu ─comme on peu encore le constater aujourd'hui en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans l'Union européenne─ au seul profit de la Finance.

1 ●De Witt, Cornélis Henri, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine,* Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1862. Lettre de M. Durand au duc de Choiseul 30 aout 1767. p. 408.

2 ●Ibidem. p. 427.

3 ●De Colleville, vicomte, *Les missions secrètes du général-major Baron de Kalb et son rôle dans la guerre de l'Indépendance américaine*, Librairie académique Didier, Emile Perrin, Paris, 1885.

4 ●Test Act.

Les informations relevées sur le territoire des Treize Colonies américaines comportaient aussi de nombreux renseignements militaires qui laissaient présager une possibilité d'intervention plus ou moins lointaine dans le temps. L'un d'eux mentionne par exemple que Philadelphie possède : «des casernes qui peuvent contenir 1.500 hommes d'infanterie ; mais nulle fortification, qu'une seule batterie qui bat la rivière. Cette batterie est à l'extrémité de la ville. Elle est de 32 pièces de canon dont 31 ont été enclouées en 1765, et le sont peut-être encore aujourd'hui[1].» Il décrit aussi le système de défenses de New-York et plus loin, celui de Boston[2].

♦

Cette crainte de voir l'Angleterre devenir une puissance trop incontrôlable et trop perturbatrice sur l'échiquier européen, le duc de Choiseul en fit part au roi dès 1765, lorsqu'il écrivit : «Il n'y aura que la révolution d'Amérique, qui arrivera mais que nous ne verrons vraisemblablement point, qui remettra l'Angleterre dans l'état de faiblesse où elle ne sera plus à craindre en Europe […] ; l'étendue des possessions anglaises en Amérique opérera la séparation de ces mêmes possessions anglaises avec l'Angleterre[3].»

Certes, la vision de Choiseul était juste, à un détail près : il verrait cette Révolution américaine avant de mourir, mais le Destin lui épargnerait de justesse (4 ans) une autre Révolution qui lui aurait donné froid dans le dos et, donc, moins de satisfaction intellectuelle : la Révolution française.



1 •Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. p. 413.

2 •Ibidem. p. 414.

3 •Mémoire présenté au roi en 1765, tiré de *Mémoires du duc de Choiseul*, 1719-1785, p. 393

CHAPITRE 2

Des causes de cette révolte américaine contre l'Angleterre. De la dette immense et du refus de faire payer les lobbies d'Angleterre. Du mécontentement et de la révolte contre l'avalanche de taxes. Des déportations des criminels anglais en Amérique. De la réaction de l'Angleterre à l'effervescence dans les Treize-Colonies et aux mouvements d'insoumission : violence organisée ; occupation de ports ; escalade ; durcissement des lois. Des réactions en Europe. Des dévastations en représailles. De la participation des Amérindiens, des esclaves africains. Des réactions populaires en France. Du comportement général de la France. De la désinformation anglaise.

Les lobbies marchands qui, par la Guerre de Sept Ans, avaient laissé dans les coffres de la *Banque d'Angleterre*[1] des dettes insondables, prenaient bien garde de ne pas verser le sang de leurs concitoyens afin de ne pas susciter au sein de la population anglaise une réaction pacifiste qui aurait mis en péril la poursuite des hostilités, et, de ce fait, l'accroissement de leurs profits par la guerre. Comme mentionné plus haut, les lobbies marchands de Londres étaient solidement organisés au XVIIIe siècle en véritable organisation centralisée, plus encore que peuvent l'être en ce XXIe siècle les lobbies qui contrôlent la politique internationale américaine[2]. Ce que nous appelons communément dans ces lignes «*les lobbies londoniens*» était organisé en une véritable Administration royale qui portait le nom de *Council of Trade and Foreign Plantations*. Paradoxalement, ce genre d'organisation a pu fleurir en Angleterre car c'était alors le seul grand État européen qui n'était pas une monarchie absolue. Contrairement à la situation en Angleterre, les monarques français se sont toujours méfiés des "marchands" que l'aristocratie méprisait avec force, au point que si un aristocrate se livrait à cette occupation en Métropole, il déchoyait de tous ses titres et même de sa "noblesse". Le roi de France traitait de haut les lamentations de tous ces boutiquiers, et leurs protestations devenaient inaudibles dans les salons feutrés de Versailles. Ainsi, furent ignorées les protestations des Chambres de Commerce de France lorsque Louis XV et la Pompadour abandonnèrent d'un simple trait de plume la Nouvelle-France et ses habitants français.

En Angleterre, par contre, la finance faisait la loi selon le bon vouloir de la classe possédante ; d'ailleurs, pour avoir le droit de voter, il fallait être propriétaire de biens immobiliers et mobiliers. Lorsque ce

---

1 ●Qui était encore une compagnie privée. Elle ne fut nationalisée qu'après la Seconde Guerre mondiale par les Travaillistes. Mais le Gouvernement (dont les membres étaient actionnaires) l'utilisait tout de même comme banque d'État.

2 ●Le Lobby du Pétrole, masqué sous le nom sibyllin d'*Energy Lobby*, l'*AIPAC*, le Defense Industry (les profiteurs de guerre) ou le *NRA*, le Pharmaceutical and Health Products Industry... pour ne citer que ceux qui sont les plus puissants et les plus déterminants dans la politique américaine.

pays était forcé par quelque traité à consentir des avantages économiques aux Français, il s'efforçait de tergiverser, de traîner des pieds et d'en saboter la mise à exécution. Les protestations de la Cour de France, distraite par les plaisirs de Versailles, se faisaient si débonnaires que Londres ne les prenait pas vraiment au sérieux. Par exemple, depuis le Traité de Paris (1763), l'Angleterre se permettait de ne pas respecter les clauses qu'elle avait juré d'honorer, sans pour autant déclencher des réactions vives de la part des monarques français. Ainsi, par l'Article 11 de ce même traité de 1763, elle s'était engagée à restituer à la France les différents comptoirs des Indes que la France détenait au début de l'année 1749 : «On voit par ces stipulations, écrivit Vergennes, que notre droit de commerce dans les Indes est demeuré intact et qu'il n'y a été mis aucune source de restriction. Cependant les employés de la Compagnie anglaise [*British East India Co.*] n'ont cessé jusqu'à présent de faire éprouver à nos comptoirs des vexations de tous les genres et d'avoir recours à toutes sortes de manœuvres pour empêcher la traite que les Français font des marchandises des Indes. Le comte du Châtelet a été chargé de porter des plaintes à ce sujet à la Cour de Londres en 1768; elles ont été renouvelées depuis à mesure que la Compagnie ajoutait de nouveaux griefs aux anciens… Mais toutes nos représentations sont demeurées sans effet, malgré les belles promesses du Ministère britannique. L'impunité des employés anglais les enhardit toujours davantage[1].» Le possesseur et administrateur des Indes étant la *British East India Co*., le Gouvernement anglais se retranchait derrière les droits commerciaux de la compagnie privée. Comme de nos jours il se retranche derrière une autonomie illusoire pour laisser 15 îles anglaises[2] servir de paradis fiscaux, tout en condamnant officiellement l'ignominie de cette pratique. De la même façon, les droits des pêcheurs français à Terre-Neuve étaient continuellement violés.

Dans des circonstances où les Anglais auraient immédiatement dépêché une escadre pour rétablir leurs droits, l'indifférent et nonchalant roi de France laissait traîner, considérant que les marchands étaient gens plutôt méprisables et menteurs, et ce comportement permettait aux Anglais de tergiverser éternellement. Ainsi, en fait foi ce texte donné aux ambassadeurs français au début du XVIII[e] siècle : «Avant de s'engager à soutenir les demandes des négociants, [l'ambassadeur de France] doit examiner avec soin quel en sera le fondement. Ils ont ordinairement beaucoup de penchant à se plaindre, et, lorsqu'on les croit, ils attribuent à mauvaise volonté contre toute la nation ce qu'ils souffrent en particulier. Quelquefois même, *ils représentent comme une injustice*

1 ●Directives de Louis Gravier de Vergennes au nom de Louis XVI. *Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 Angleterre, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 498. Le non respect des clauses de paix se perpétrait aussi, au même moment, au large de Terre-Neuve où les pêcheurs français se faisaient refuser leurs droits non seulement par les pêcheurs anglais mais aussi par des vaisseaux de guerre anglais qui soutenaient leurs pêcheurs.

2 ●En particulier l'île de Mans, Jersey, les îles Cayman, Gibraltar...

criante les châtiments qu'ils ont mérités et qu'on doit plutôt regarder comme l'effet de l'exactitude des gens préposés à veiller sur les fraudes et à les empêcher[1].» En Angleterre, donc, où le pouvoir absolu n'était pas entre les mains du roi, il devenait facile de stipendier les Élus de la Chambre des Communes et même les Seigneurs non élus de la Chambre des Lords, en leur donnant une participation dans les affaires économiques du pays. Aujourd'hui, aux États-Unis, les mêmes lobbies contribuent à la réélection des membres du Congrès s'ils acceptent d'accorder leur vote en faveur de leur cause ; en cas de refus, la contribution est accordée à leur opposant. Paradoxalement, il semble donc manifeste que les monarchies absolues du XVIII[e] siècle aient été plus difficiles à contrôler et à assujettir que la démocratie constitutionnelle anglaise.

Les lobbies ne se contentaient pas d'influencer directement le Parlement et de le noyauter. Ils avaient aussi, depuis le début du XVIII[e] siècle, une grande influence sur l'opinion publique londonienne ─la seule qui comptait en Angleterre, comme l'opinion des Parisiens prévalait sur celle de tous les Français─ par l'intermédiaire de leurs magazines (en particulier les très populaires *Gentleman's Magazine* et *London Magazine*[2]) et des journaux, qui menaient l'opinion publique londonienne «comme un briard ses mérinos.» Benjamin Franklin qui se préparait à venir en France, avait bien compris l'influence de la presse londonienne et l'utilisation biaisée qui en était faite par les lobbies : «Je suis persuadé que le gros du peuple britannique est notre ami ; mais il peut changer, et par votre presse mensongère il peut vite devenir notre ennemi. Notre respect à son égard diminuera proportionnellement, et je vois clairement que nous sommes sur la voie de la haine mutuelle et de la détestation familiale. Une séparation sera bien sûr inévitable… Si vous vous flattez de pouvoir nous soumettre par la violence, vous ne connaissez ni notre peuple ni notre pays[3].»

En 1797, longtemps après avoir acquis l'indépendance, le même Franklin ne put s'empêcher d'expliquer à l'Anglais Alexander Small à quel point il avait du mal à comprendre que le peuple anglais puisse ainsi déchaîner les malheurs de la guerre dans le seul but de son enrichissement personnel : «Vous avez l'un des plus beaux pays du monde et vous en feriez un des plus heureux si vous pouviez vous guérir une bonne fois de la folie de faire la guerre pour votre commerce, guerres qui coûtent toujours plus cher que le commerce ne peut rapporter. Tirez le meilleur parti de vos avantages naturels au lieu d'essayer de porter atteinte à ceux des autres nations, et il n'est pas douteux que vous pour-

---

1 ●Segment non mis en évidence dans le texte original. Ce texte est tiré du *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* Volume XII, Espagne, avec une introduction et des notes par A. Morel-Fatio et H. Léonardon, Commission des Archives Diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères, Ancienne Librairie Germer Baillière et Cie, Félix Alcan, Éditeur, Paris, 1898; Tome deuxième (1701-1722), pages 206.

2 ●On pourra en trouver une liste de plusieurs dizaines sur wikipedia, à la rubrique *List of 18th-century British periodicals*

3 ●Lettre de Benjamin Franklin à David Hartley, du 3 octobre 1775, II, *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; p. 103.

rez encore prospérer et grandir. Commencez à ne plus considérer la France comme un ennemi naturel, ce sera le signe que le bon sens de la nation est en progrès. La postérité en aura le bénéfice, car les guerres devenant plus rares, l'impôt diminuera et la richesse augmentera[1].» Franklin oubliait que les lobbies londoniens, grands bénéficiaires des conflits, faisaient la guerre avec l'argent du peuple et non pas avec le-leur, puisque eux-mêmes refusaient obstinément d'augmenter les impôts pour résorber la dette publique[2]. Le Gouvernement en place jouait sur la monnaie, organisait des loteries qu'alimentait le petit peuple, et utilisait l'alchimie thaumaturgique des "*sinking funds*" pour escamoter la dette. Ces lobbies, donc, qui se montraient si parcimonieux avec le sang anglais dans les nombreuses guerres qu'ils suscitaient et dont ils profitaient[3], n'hésitaient pas à pousser l'État anglais à subventionner largement et généreusement les armées qui lui étaient alliées surtout sous la forme de régiments allemands achetés aux princes du Saint-Empire romain germanique, à condition que ces alliés acceptent de se coaliser contre leur grande rivale économique, la France.

Désormais, à l'issue de cette Guerre de Sept Ans, si profitable pour le *CTFP* [4] et pour l'autophilie narcissique de la nation toute entière, il fallut bien trouver des fonds pour rembourser tous les profiteurs de guerre qui avaient lourdement investi dans cette industrie florissante, puisque l'Angleterre fut ─après la France─, le pays européen qui provoqua le plus grand nombre de conflits. La France, elle, se livra sans restreinte à cet art destructeur, parce qu'elle était dirigée par une Noblesse qui mourait d'ennui et qui ne trouvait son plein épanouissement que dans la gloire militaire la plus illusoire et la plus inféconde, alors que l'Angleterre visait l'acquisition d'avantages économiques. Il suffit d'observer aujourd'hui les 233 Représentants millionnaires du Parti Républicain américain, principaux profiteurs des guerres étatsuniennes (d'Irak et d'Afghanistan…), proposer de couper l'aide publique aux démunis, aux laissés-pour-compte et aux anciens combattants, afin d'éviter de relever les impôts des multimillionnaires, pour comprendre que rien n'a changé dans l'esprit des ploutocrates. En désespoir de cause, le Parlement londonien décida donc que ce serait les colons américains qui rembourseraient l'immense dette générée par la fructueuse Guerre de Sept Ans.

Les Treize Colonies avaient déjà fourni ─avec les mercenaires allemands─ la presque totalité des combattants qui avaient conquis la Nouvelle-France. Mais elles n'avaient pas fait que payer de leur sang :

---

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 422 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à l'Anglais Alexander Small, écrite à Philadelphie le 19 février 1787.

2 ●De la même façon, les Républicains refusèrent de lever les impôts des riches pour rembourser les deux guerres d'Irak, au tournant du XXIe siècle.

3 ●Parcimonieux car jamais, le Parlement de Londres ne vota la mobilisation générale du peuple anglais, même pas durant les deux Guerres mondiales du XXe siècle. Par contre le Canada et les autres pays dépendants de la couronne d'Angleterre (y compris l'Écosse et –durant la Grande Guerre– l'Irlande) furent fortement incités à forcer leurs citoyens à venir se battre pour libérer le Métropole anglaise.

4 ●*Council of Trade and Foreign Plantation;* autrement dit : les fameux lobbies.

elles s'étaient aussi fortement endettées durant cette Guerre de Sept Ans. Selon De Witt, les Treize-Colonies «avaient levé, habillé et soldé, dans la guerre dernière près de 25.000 hommes. La Pennsylvanie dépensa, à cette occasion, 500.000 £ sterling, dont il n'y a eu de remboursé par le Parlement d'Angleterre, qu'une somme de 60.000 £[1].»

Désormais, donc, les Anglais se proposaient de faire payer par les "Colonists" la complète globalité de cette guerre de Sept Ans qui avait vu la dette anglaise s'élever de 72.000 £ sterling[2] en 1755 à 130.000.000 £ en 1764. «L'or donné par Pitt au roi de Prusse, Frédéric II, écrivit l'historien américain Balch, alluma la guerre continentale [européenne] connue sous le nom de guerre de Sept Ans[3].» Et on peut ajouter que ce même or, dont l'Angleterre voulut faire payer la note aux Américains, alluma une deuxième guerre qui lui fit perdre le bénéfice de la première. Le grand historien militaire anglais Fortescue commenta avec amertume la situation par ces mots : «De même que ses concitoyens[4] avaient laissé l'expulsion des Français [d'Amérique du Nord] essentiellement entre les mains de l'Angleterre, de la même façon ils se proposaient désormais de laisser aux Français le soin d'expulser les Anglais, tandis qu'eux mêmes se préoccupaient de faire de l'argent[5].» Ce qui était incontestablement exact comme nous le verrons ultérieurement.

Le destin des Nations et des empires est aléatoire. L'utilité de l'Angleterre pour les Américains était définitivement révolue et le temps était venu de s'en débarrasser. Depuis que les Treize-Colonies étaient «affranchies des inquiétudes que leur donnait la France par ses possessions [nord-américaines] et les sauvages par leurs courses, leur recours à l'Angleterre n'était plus que volontaire. «C'est aujourd'hui à la Métropole à sentir l'utilité qu'elle en peut tirer, sans que leurs besoins les attachent à elle ; ce que l'Angleterre a négligé en ne permettant à ses colonies que la culture des denrées qu'elle ne pouvait leur fournir[6].» Étant donné l'état d'esprit passablement anti-anglais qui prédominait au sein de certaines populations coloniales des Treize-Colonies américaines, on pouvait deviner qu'une étincelle risquait de faire exploser la poudrière.

Les lobbies londoniens allaient jouer le rôle d'étincelle. Désireux de transférer entre les mains des coloniaux américains le fardeau du remboursement, ils souhaitaient donc leur imposer une double taxation destinée à éponger cette dette abyssale de la Guerre de Sept Ans ;

---

1 ●Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. Page 423.

2 ●C'est à dire en livres sterling d'aujourd'hui, de 9 à 15 milliards de livres.

3 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 46 de la version française.

4 ●Les concitoyens de George Washington, c'est à dire les Américains.

5 ●Fortescue, J. W., *A History of the British Army, MacMillan & Co., London, 1910. 20 Vol.*

6 ●Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. Page 422. L'Angleterre ne permettait dans les colonies que ce que nous appelons aujourd'hui le secteur primaire, et interdisait le développement du secteur secondaire (manufacturier).

on pouvait aisément envisager que les "colonists" n'accepteraient pas d'être pris pour des dupes et ne se laisseraient pas mener aussi longtemps que ne l'avaient été, à travers les siècles, les Irlandais et les Écossais, trop assujettis, géographiquement, au pays qui les dominait. Ayant fourni[1] l'essentiel des soldats pour acquérir la Nouvelle-France au profit de l'Angleterre[2], ils considéraient que les Anglais devaient au moins accepter d'en défrayer les dettes financières ─dont les lobbies avaient empoché le fruit.

Pour décrire ce que l'Angleterre exigeait de ses colonies, on aurait pu parodier ainsi la fameuse phrase que John Fitzgerald Kennedy à mise à la mode : «*Ne vous demandez pas ce que l'Angleterre peut faire pour ses colonies, demandez-vous ce que les colonies peuvent faire au profit de l'Angleterre*.»

Certes, l'économie coloniale avait été durement muselée au fil du temps par les lobbies de Londres. Loi après loi, les Treize-Colonies s'étaient transformées en simples pourvoyeurs de matières premières afin de réserver à la Métropole le monopole de l'industrie de transformation. En 1699, le *Wool Act* avait taxé et ainsi contrôlé la laine produite à bas prix par les esclaves des colonies, et cette loi n'autorisait l'exportation que vers l'Angleterre. En 1707, les lobbies avaient fait voter le *Navigation Act* pour interdire aux colonies d'utiliser des vaisseaux non anglais pour commercer avec la métropole. En 1733, les lobbies réussirent à imposer, par le *Molasse Act*, une taxe particulière sur la mélasse[3]. En 1750, l'*Iron Act*, interdit aux colonies de fabriquer de la fonte et de l'acier et de les transformer en objets manufacturés[4]. Un Américain qui érigeait des hauts-fourneaux, des forges à martinet, des machines à rouler le fer, était considéré comme un criminel passible des pires châtiments[5]. Rien ne devait concurrencer les usines manufacturières de la mère-patrie qui commençait petit à petit à prendre les traits d'une marâtre. Dès le 5 avril 1764 le *Sugar Act* instaura une taxe spéciale sur le sucre, le café, les vins, l'indigo. Tout devait rapporter au Trésor anglais. Les vins et les rhums français furent interdits à l'importation dans les Treize-Colonies, alors qu'en Angleterre, l'aristocratie ne

---

1 ●Proportionnellement à leur population, l'Écosse et l'Irlande fournissaient toujours –comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, d'ailleurs– beaucoup plus de soldats que l'Angleterre, et beaucoup moins d'officiers généraux.

2 ●En subventionnant l'achat de mercenaires ou les "munitions de bouche et de guerre", comme l'on disait alors.

3 ●Cette loi interdisait en particulier aux Américains d'acheter la mélasse des Antilles françaises. Mais les producteurs français continuèrent leurs ventes,... en contrebande.

4 ●"Act 1750 (Statute 23 Geo. II c. 29) was one of the legislative measures introduced by the British Parliament, seeking to restrict manufacturing activities in British colonies, particularly in North America, and encourage manufacture to take place in Great Britain."

5 ●Au Canada, par contre, les *Forges du Saint-Maurice* fabriquèrent de la fonte et de l'acier dès 1733 (au temps de la Nouvelle-France) et jusqu'en 1883 (Confédération canadienne). Elles furent une exception dans les colonies anglaises mais furent mises sous contrôle anglais à partir de l'annexion du Canada à l'Angleterre.

se gênait pas pour se gorger de Bordeaux et de Bourgogne[6]. La colère monta d'un cran.

La pire nouvelle n'était pas encore parvenue en Amérique que, le 19 avril 1764, le *Currency Act* fut voté par le Parlement de Londres sous l'influence des lobbies dont l'esprit fertile et rapace voulait interdire aux Treize-Colonies d'émettre des billets de banque. Comment développer une économie viable sans monnaie ? Les Américains devaient en revenir au troc sur le plan local. Mais le commerce extérieur (ou la contrebande) devenait impossible avec les quelques livres sterling ou les *pièces de huit* espagnoles ou les *livres* françaises, qui avaient réussi à braver les interdits pour s'infiltrer dans les colonies. L'Angleterre asséchait ses colonies de toute monnaie afin de handicaper leur économie. Cette loi était applicable au Canada depuis 1763 de sortes que, pour commercer, les Canadiens devaient utiliser de multiples monnaies, y compris les vieilles monnaies de la désormais défunte et regrettée Nouvelle-France[1]. Jusqu'à 1763, la présence de la Nouvelle-France avait forcé l'Angleterre à ne pas trop brusquer les Américains, mais l'encre du Traité de Paris [de 1763] n'était pas encore séchée que la décision fut prise à Londres d'étrangler –sans masque et sans pitié– toute velléité de développement économique dans les Treize-Colonies.

Les Anglais réalisèrent très vite que la disparition de la Nouvelle-France rendait la situation plus compliquée que prévu et même dangereuse dans les rapports de subordination entre l'Angleterre et ses colonies récalcitrantes. Il devenait urgent de limiter l'extension et la puissance de ces "plantations" (colonies) dont le potentiel était illimité. Aussi, dès le 7 octobre 1763 —soit moins de 9 mois après la signature du Traité de Paris (10 février)— le roi d'Angleterre, Georges III, publia la *Proclamation de 1763*, qui limitait la liberté de mouvement des colons américains en leur interdisant de venir s'installer à l'Ouest des Appalaches. Par la Proclamation de 1763, «les territoires situés au-delà de la chaîne des Appalaches furent décrétés hors de toute juridiction des Gouvernements des colonies, les terres devaient être "réservées" aux tribus amérindiennes reconnues par la Couronne britannique, laquelle réaffirmait sa souveraineté et son contrôle sur tous ces territoires. Quoique la colère des colonies ait été tempérée par le fait que l'interdiction était une mesure temporaire et pas nécessairement un état

---

6 ●Dans le sous-continent indien sous contrôle de l'Angleterre, le Parlement de Londres mit aussi en place des tarifs douaniers et des règlements qui interdisaient aux Indiens de concurrencer les manufactures d'Angleterre. Ainsi l'industrie textile indienne disparut, tuée par les taxes douanières, et les Indiens durent acheter leurs textiles en Angleterre. La British East India Company transforma ainsi les Indes en simples productrices de matières premières (coton) au profit des industries d'Angleterre. Un peu plus tard, elle produisit aussi de l'opium dont elle inonda la Chine, l'Empire et l'Europe.

1 ●Regrettée par les Canadiens, bien entendu. Troc, ou dollars américains à partir de 1792, livres sterling, schillings en argent, pennies de cuivre, *guinées* qui étaient la monnaie de l'Esclavage en provenance du Golfe de Guinée, souverains en or, pièces d'or espagnoles d'Amérique du sud, doublons, pistoles, réals d'argent qui servaient de petite monnaie à toutes les pièces d'or ou d'argent espagnoles, écus d'or (escudo), "pièces de huit" en argent pur, dont le 8 stylisé en S, barré des deux colonnes d'Hercule, allait devenir le symbole du dollar américain, ainsi que de nos dollars canadiens quand ils seraient frappés en 1866, un an avant la création du *Dominion du Canada*, dont le nom "*dominion*" fut choisi pour ne pas provoquer les Américains qui avaient tant souffert de la monarchie. Au Canada, la monnaie de Nouvelle-France eut cours jusqu'à 1841, date à laquelle entra en vigueur la Loi des Monnaies. Les rares pièces et billets français restèrent en circulation jusqu'à 1866, à cause du manque de liquidités qui régnait dans les colonies anglaises. Le but de l'Angleterre était bien entendu d'entraver le commerce de ses colonies afin de favoriser la Métropole.

permanent, cette Proclamation concrétisa un autre exemple du *nœud coulant* qui était ainsi placé par la mère patrie sur la tête des libertés coloniales[1].» Jusque là, tout ce bassin de l'Ohio —que les Français appelaient *la Belle-Rivière*—, était surveillé de près par les Français et les Canadiens. La Guerre de Sept-Ans en Amérique du Nord avait d'ailleurs éclaté prématurément[2] dans cette région. Cette *Proclamation de 1763* qui limitait la liberté coloniale souleva la colère et par voie de conséquence hâta la venue de l'insurrection. Paradoxalement, tout se passait comme si les Anglais cherchaient désespérément à pousser les Américains vers l'indépendance, à la grande joie de ceux, anglophobes américains (Allemands méprisants, Irlandais revanchards, Écossais frustrés), qui se réjouissaient des erreurs des lobbies anglais.

Aujourd'hui, en ce XXI[e] siècle où règne chez les Anglais le réflexe de justification purificatoire (alors que les Français sont au contraire tourmentés par la repentance passéiste[3]), les historiens britanniques tentent d'expliquer cet interdit par un vrai souci de la monarchie anglaise de protéger les territoires indiens alors qu'au même moment, les autorités anglaises distribuaient aux Indiens des couvertures contaminées par la variole afin de répandre de mortelles épidémies.

Là encore, on sent s'affronter les idéologies protestantes et catholiques. Le sentiment de justification purificatoire des Anglais d'aujourd'hui leur inspire l'oubli de leurs crimes passés, et, en conséquence, la fierté de leur Histoire. De la même façon, le Dieu des protestants voit la réussite sociale comme une bénédiction. Face à eux le masochisme pénitentiel du catholicisme inspire aux Français, —même à ceux qui ne croient plus à Dieu ni à diable—, la réminiscence perpétuelle de leur fautes passées, et conséquemment, la honte de leur Histoire qui les plonge dans la repentance perpétuelle. Parallèlement, le Dieu des catholiques voit la réussite sociale comme un danger et presque une malédiction puisqu'il est *plus difficile à un riche de franchir la porte du Paradis qu'à un chameau de passer par le chas d'une aiguille*. Ainsi peut se caricaturer la différence de comportement des deux nations.

Dès que le *Stamp Act* (22 mars 1765), l'impôt du timbre-fiscal sur les journaux et sur tous les documents officiels, s'abattit sur les colons renfrognés, les lamentations se transformèrent en rugissements léonins, spécialement chez tous ceux qui n'étaient pas de langue anglaise pour lesquels la taxe était double puisqu'ils payaient déjà un droit pour utiliser une langue autre que l'anglais. Par ce Stamp Act, les colonists devaient affranchir d'un timbre fiscal leurs journaux, leurs documents légaux, leurs cartes à jouer (Sic !), leurs almanachs ; tout ce qui était imprimé.

Toutes ces lois coloniales anti-concurrence (concurrence avec la mère-patrie) furent donc perçues dans les colonies comme des

1 ●Washburn, Wilcomb E., *Indians and the American Revolution.*

2 ●*Prématurément* par rapport à l'ouverture de la Guerre de Sept Ans en Europe.

3 ●Repentance créée par les techniques de sabotage psychologique des soviétiques durant la Guerre froide.

brimades anti-développement En voulant rendre ses colonies dépendantes d'elle-même, l'Angleterre se tirait dans le pied. Un parlementaire anglais, Pownall écrivit à Franklin : «On a interdit les manufactures de laine en Irlande et l'Irlande reste pauvre, mais en agissant de la sorte, on a abandonné aux Français le commerce et la richesse que l'Irlande aurait pu acquérir à l'empire britannique[1].» Au dos de la lettre de Thomas Pownall[2], Franklin commenta : «Cette objection roule sur la supposition que la Grande-Bretagne perd nécessairement tout ce que les colonies gagnent et que, si l'on peut empêcher les colonies de faire un bénéfice, la Grande-Bretagne bénéficiera de ce profit[3].»

Benjamin Franklin, se rendit en 1766 devant la Chambre des Communes du Parlement britannique pour tenter de faire abroger cette loi fiscale, qu'il considérait comme anticonstitutionnelle puisque la loi fondamentale de ce pays interdisait la *taxation sans représentation*, et les Treize Colonies n'étaient pas représentées au Parlement. Sans succès ! Les lobbies londoniens se souciaient peu de contradiction anti-constitutionnelle ; leur logique restait sonnante et trébuchante.

Comme précédemment précisé, une disposition de *l'Acte du Timbre* imposait un double timbrage à tous les écrits rédigés autrement qu'en anglais, et ainsi une double pénalité qui défavorisait les minorités réputées plus anglophobes. Dans les idées du temps, c'était une façon de forcer les Allemands à s'assimiler, eux qui étaient si nombreux dans ces colonies du fait que l'Angleterre recrutait sans cesse des troupes dans les Principautés du Saint-Empire romain germanique, pour pallier le peu d'attrait que les Anglais démontraient pour l'art de la guerre.

Par contre, en ce qui concernait les Français du Canada, le Parlement de Londres avait fait preuve d'une grande sagesse en leur accordant «un délai de cinq ans[4]» dans les taxations supplémentaires, car l'agitation des Treize-Colonies américaines poussait les Anglais prudents à ménager la susceptibilité des Canadiens qui risquaient de vouloir faire cause commune avec leurs voisins du sud.

Au cours de cette visite de Franklin au Parlement, un membre de la Chambre lui demanda :

—*Quelle est, selon vous, la population blanche de Pennsylvanie ?*

—*Elle est, je suppose,* répondit Franklin, *d'environ 160.000 habitants.*

---

1 ●Lettre de Thomas Pownall au Dr. Franklin, *de l'égalité des droits entre la Grande-Bretagne et l'Amérique*, (sans date, vraisemblablement janvier 1767) *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome 11 (1757-1775), p. 185.

2 ●Thomas Pownall, (1722-1805) était un politicien anglais et un fonctionnaire colonial. Il fut Gouverneur de la Province de Massachusetts Bay de 1758 à 1760. Puis il devint membre du Parlement d'Angleterre. Malheureusement ses idées économiques ne cadraient pas avec celles des lobbies londoniens qui dirigeaient la politique anglaise et qui entraînèrent l'Indépendance des Treize-Colonies.

3 ●Lettre de Thomas Pownall au Dr. Franklin, de l'égalité des droits entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, (sans date, vraisemblablement janvier 1767) *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome 11 (1757-1775), p. 185.

4 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C [ie], Paris, 1866. Tome 1 (1757-1775), Page 108, Note 2

—Dans ce nombre, combien y a-t-il de quakers ?
—Peut-être un tiers.
—Combien d'Allemands ?
—Peut-être un autre tiers. Toutefois je ne saurais l'assurer.
—Y a-t-il beaucoup de ces Allemands qui ont servi comme soldats en Europe ?
—Oui ! Beaucoup ont servi en Europe et en Amérique.
—Sont-ils aussi mécontents du droit du timbre que les Anglais leur imposent ?

—Oui, plus encore ; et avec raison, car, en beaucoup de cas, ils payeront double timbrage[1] *!* répondit Franklin.

Tandis que la colère montait, le Gouvernement anglais, loin de chercher à calmer les esprits, choisissait la manière forte pour mater ces rebelles que Henry Hulton, fonctionnaire britannique des nouvelles douanes anglaises, qualifiait de «*misérables scélérats composés des bandits du pays, parmi lesquels il n'y en a aucun qui puisse avoir la prétention d'être appelé un gentleman*[2]». Or, il était absolument nécessaire de payer les sommes fabuleuses que, justement, les "*gentlemen*", tous ces profiteurs de guerre, avaient empochées durant la précédente guerre : les fabricants d'armes, d'uniformes, les Commissionnaires aux armées, les princes allemands qui avaient vendu leurs sujets comme mercenaires, de même que les roitelets africains vendaient leurs sujets aux diaboliques négriers.

L'Insurrection[3] du chef indien francophile, Pontiac, qui souhaitait le retour des Français en Nouvelle-France, et surtout le mécontentement dans les Treize-Colonies créé par l'imposition d'une pluie de taxes nouvelles, décidèrent immédiatement le Gouvernement anglais de conserver dans ses Treize Colonies une armée de 10.000 mercenaires essentiellement allemands mais sous le commandement de 1.500 officiers anglais (dont quelques-uns d'origine suisse mais naturalisés anglais car les accords franco-suisses leur interdisaient de se battre contre la France)[4]. Presque tous les officiers anglais étaient des aristocrates ou des bourgeois enrichis[5] qui avaient des liens avec les élus de la Chambre des Communes de Londres, et surtout avec les lords non élus

1 ●*Ibidem,* page 108.

2 ●Lettre de Henry Hulton à —, 20 juin 1775 ; La lettre fut originellement publiée par la sœur de Henry, Ann Hulton qui vivait aussi à Boston, dans son ouvrage *Letters of a Loyalist Lady*, The Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1927. Cité par Jensen, Merrill, *The Founding of a Nation, A History of the American Revolution 1763-1776*, Oxford University Press, New York, 1968. P-648. L'expression "Les bandits du pays" fait allusion au fait que tous les criminels d'Angleterre qui étaient condamnés à l'exil étaient déportés dans les Treize-Colonies.

3 ●Insurrection de 1763-1765, juste après le Traité de Paris, quand les Indiens du Mid-Ouest avaient réalisé que leur sort était désormais entre les mains d'une nation qui les traitait avec mépris. Les Anglais avaient réglé la Guerre de Pontiac par une épidémie de variole en donnant à des tribus amies des couvertures contaminées, sachant que ces tribus faisaient commerce avec les tribus insurgées de Pontiac. Pour en savoir plus, consulter le site suivant : http://www.nativeweb.org/pages/legal/amherst/lord_jeff.html

4 ●Paix perpétuelle qui dure depuis le *Traité de Fribourg*, le 29 novembre 1516.

5 ●Dans l'armée anglaise, la commission d'officier s'achetait. Il n'était pas nécessaire d'être noble —comme dans l'armée française où les grades ne s'achetaient pas—, il suffisait d'être riche. L'Angleterre était le seul pays d'Europe de quelque importance où les charges d'officiers s'achetaient.

de la Chambre Haute. Ces officiers, en cas de démobilisation intempestive, se trouveraient en chômage ou en demi-solde, ce qui aurait inutilement pesé sur le budget de la Nation[1]. Cela servit aussi de prétexte à un tel déploiement de forces. Les autorités anglaises évitèrent ainsi de dévoiler les vraies raisons d'être de cette armée stationnée en Amérique du Nord, et on l'attribua tout bonnement à l'Insurrection de Pontiac, mais en fait, la décision du Gouvernement anglais (Ministère de lord Bute[2] puis Grenville) précéda l'insurrection des Indiens francophiles.

La question restait entière et même se compliquait. Qui donc allait sortir sa bourse pour défrayer le coût d'entretien de ces 10.000 mercenaires, qui s'ajoutait aux échéances de la Guerre de Sept Ans, encore impayées aux princes allemands, et contestées sous mille prétextes par pure mauvaises foi[3] ? Il n'était pas question que l'Angleterre acceptât de payer. Dans la logique économique anglaise, les colonies étaient des chasses gardées, et nous avons vu que les lois étaient nombreuses afin d'interdire aux coloniaux toute production qui pouvait concurrencer la Métropole[4]. Et même si désormais ces 10.000 soldats étaient là pour surveiller, réprimer et châtier les Américains, c'était eux, les colons, qui allaient devoir en défrayer le coût, de même que, durant la IIe Guerre mondiale, les Français étaient tenus de payer un milliard par jour pour l'entretien des troupes allemandes d'occupation. Dans les Treize-Colonies, ce fut par la loi dite du *Quartering Act* [ou *Loi du Casernement*] votée en 1765, que les colons américains durent prendre à leur charge l'entretien de leur geôliers. Cette loi, ou plutôt cet amendement à la *Loi Anti-Mutinerie*, exigeait des Colonies qu'elles hébergent, habillent, nourrissent, désaltèrent, chauffent, et, le cas échéant, transportent les garnisons d'occupation, quel que soit l'endroit où elles étaient stationnées sur le territoire de leur ville ou de leur village, même en temps de paix[5].

Ainsi, les Américains qui s'étaient expatriés pour que la monarchie anglaise ne leur impose pas ses quatre volontés arbitraires dans le domaine de la religion, allaient eux-mêmes devoir subir une double taxation ; ils allaient payer des impôts aux trois royaumes constitutifs de la Grande Bretagne, qui se surajouteraient aux taxes payés à leurs gouvernements locaux.

---

1 ●Anderson, Fred, *Crucible of War, The Seven Years' War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, Alfred A. Knopf; London et New York: Faber and Faber, 2000. p.561.

2 ●John Stuart, IIIe comte de Bute, (Membre de l'Ordre de la Jarretière et du Conseil privé) (1713–1792), était un seigneur anglo-écossais qui fut Premier ministre de Grande Bretagne de 1762 à 1763.

3 ●Encore impayées non seulement aux financiers anglais mais aussi aux princes du Saint-Empire romain germanique.

4 ●Dans les Indes anglaises, similairement, les lobbies anglais passèrent des lois destinées à détruire l'industrie textile indienne et à transformer ce pays en simple pourvoyeur de matières premières pour l'industrie textile de l'Angleterre. De plus les Anglais instaurèrent dans le sous-continent indien une taxe sur le sel qui interdisait aux habitants l'extraction du sel de mer ou du sel gemme sans payer une forte taxe au trésor d'Angleterre. Toutes les colonies anglaises furent ainsi interdites d'industrialisation et taxées au maximum pour éviter la taxation de la métropole anglaise.

5 ●Le Troisième Amendement de la Constitution américaine fait référence à cette injustice et fut voté par la suite pour interdire une telle imposition à la population *en temps de paix*. En France, les municipalités construisirent des casernes à partir de 1691, pour ne pas devoir loger les garnisons chez l'habitant. Jusqu'à Louis XIV, donc, les soldats et les officiers recevaient un *billet de logement* chez tel ou tel bourgeois de la ville. Ceux qui avaient un nom imprononçable devaient *coucher dehors avec un* [malgré leur] *billet de logement*. [Crédé, J.E., *Les gens de guerre à Saint-Julien-du-Sault*, Librairie Pégorier, Laons, 1976.]

Mais alors, pourquoi ne pas lever ces impôts en Angleterre même, se demandaient les Américains ? Parce que les lobbies de Londres prenaient bien soin de ne pas provoquer les moindres remous dans leur capitale, Métropole de l'Empire. On prenait déjà grand soin de ne pas mobiliser les Anglais ; les lois ne permettaient d'enrôler que les criminels et les va-nu-pieds, comme nous le verrons plus loin. Lever des taxes en Angleterre était hors de question afin de ne pas provoquer de mécontentement. Les lobbies semblaient craindre les perturbations au plus haut point. En 1763, certains ministres, dont le Premier ministre lord Bute, avaient eu l'audace d'évoquer la possibilité de lever une petite taxe sur le cidre, sur l'ensemble du territoire de l'île de Grande-Bretagne. Pour avoir osé une telle suggestion, lord Bute avait été pendu[1] en effigie. Le Premier ministre Grenville, qui avait succédé à Bute avait tout simplement décidé de taxer les Américains qui étaient *trop loin de Londres pour y faire sentir leur mécontentement,* croyait-il. Peut-être aussi, les Colonists ne se rendraient-ils pas compte que la Constitution anglaise interdisait de taxer le peuple sans son assentiment. Pendant la Guerre de Sept Ans, les diverses colonies payaient les frais d'entretien des milices locales, mais il n'avait pas été question de leur faire payer l'entretien de l'armée anglaise. La paix revenue, les Milices avaient fondu. «Les officiers de la Milice, fatigués du mépris que leur infligeaient les officiers britanniques et frustrés de la quasi impossibilité de s'offrir un grade d'officier dans l'armée régulière britannique, refusaient de continuer leur service de Milice après la guerre[2].» Au sujet de ce mépris, l'historien israélien Schlomo Sand nota que l'attitude des Anglais «vis-à-vis des habitants des colonies fut toujours prétentieuse et méprisante[3]. Un bon nombre de Britanniques se sont raccrochés à leur ascendance anglo-saxonne, et les Gallois et les Irlandais [et les Écossais] "*d'origine celte pure*" furent considérés comme inférieurs et n'appartenant pas véritablement *au peuple chrétien élu*[4]»

Une autre cause de mécontentement des populations américaines provenait de la propension anglaise à se débarrasser des criminels qui perpétraient leurs crimes en Angleterre, en les déportant purement et simplement dans des territoires lointains où ils avaient le loisir, sinon l'autorisation, de poursuivre leurs activités criminelles. Benjamin Franklin, dans sa jeunesse politicienne d'*Agent de la Province de Pennsylvanie*[5], organisa même une pétition destinée au Gouvernement anglais pour protester contre de tels méfaits : «Nous montrons humble-

---

1 ●Middlekauff, Robert. *The Glorious Cause: The American Revolution, 1763-1789, Oxford University Press, Oxford,* 2005. p 62.

2 ●"Militia officers, tired of the disdain shown to them by regular British officers and frustrated by the near-impossibility of obtaining regular British commissions, were unwilling to remain in service once the war was over." Thomas, Peter D. G. *British Politics and the Stamp Act Crisis: The First Phase of the American Revolution, 1763-1767,* Clarendon Press, Oxford, 1975.

3 ●La Palestine et le territoire actuel d'Israël a jadis été un territoire sous mandat anglais.

4 ●Sand, Shlomo, *Comment le peuple juif fut inventé,* Librairie Arthème Fayard, Paris, 2008. p. 72. "Peuple chrétien élu" = allusion à certaines théories anglo-saxonnes qui feraient des Anglais, la 12e Tribu *perdue* d'Israël, qui serait venue se fixer dans cette île après avoir poursuivi le destin tracé par les prophètes de la Bible en acceptant le messie Jésus ; les onze autres tribus, par leur refus du messie promis, étant devenues, *dévoyées* ou en termes plus édulcorés : *hors piste*.

ment **que** la déportation de criminels d'Angleterre vers les plantations d'Amérique, est et à été depuis longtemps un important sujet de mécontentement pour lesdites plantations en général ; **que** lesdits criminels, débarqués en Amérique, non seulement continuent leurs méfaits, pour le désagrément des bons sujets de Sa Majesté, ici, mais contribuent grandement à corrompre la moralité des serviteurs et des pauvres gens auxquels ils sont mêlés ; **que** nombre de criminels s'échappent de la servitude à laquelle ils sont assignés afin de se rendre dans d'autres colonies où leur condition n'est pas connue. Vagabondant d'une ville populeuse à une autre, ils commettent beaucoup de cambriolages, de vols, de meurtres, à la grande terreur du peuple, et occasionnent des frais importants pour les appréhender, les tenir hors d'état de nuire et les traduire en justice.»

Franklin évoque alors un vote plus ancien ─celui de 1718, alors qu'il n'avait que 12 ans─ qui accordait également à l'Écosse la liberté de déporter ses criminels vers Amérique, «les pétitionnaires vous prient donc humblement , au nom de la Pennsylvanie et des autres colonies d'Amérique, de faire en sorte que les Chambres abrogent toutes les lois et les clauses des lois qui permettent de déporter les criminels,… ou si cela ne peut être fait à présent, que les colonies puissent, par une clause d'équité intégrée dans la même loi, déporter leurs propres criminels vers l'Écosse[1].» Le sens de l'humour et l'effronterie de Franklin n'allaient pas jusqu'à demander l'autorisation de déporter les criminels américains vers Angleterre, mais il se permettait cette insolence pour l'Écosse, considérée dans l'imaginaire des peuples britanniques, comme un État otage de l'Angleterre[2].

Le 5 mars 1770, se déroula à Boston, un événement de mauvais augure. Boston était alors la capitale de la province insoumise du Massachusetts, où les représailles anglaises avaient fortement crispé l'interaction entre la population et les soldats de la garnison anglaise. La populace s'attroupa un jour autour d'une sentinelle pour l'insulter et lui faire savoir que leurs motifs de plaintes étaient nombreux et variés. Finalement des renforts intervinrent, mais les soldats anglais, apeurés par la foule menaçante, perdirent leur sang-froid et tirèrent dans la foule, tuant trois civils. Deux blessés moururent de leurs blessures. Les Américains, soucieux de dramatiser la situation appelèrent cet incident *le Massacre de Boston* et les Anglais qui souhaitaient au contraire le minimiser, *l'Incident de King Street*. Le Gouverneur intérimaire anglais

---

5 ●L'utilisation des termes de "plantations", "colonies" ou "provinces", alors que chacune disposait d'un gouvernement autonome et d'une assemblée démocratique, était destinée à éviter que ces territoires autonomes ne se considèrent comme des États et ne veuillent prendre "la clé des champs." Nous verrons que, au moment des négociations de paix, l'Angleterre était encore récalcitrante à utiliser le mot "État".

1 ●Sparks, Jared, *The Works of Benjamin Franklin, containing several political and historical tracts not included in any former edition, and many letters official and private not hitherto with notes and a life of the author*, Hilliard, Gray & Co. Boston, 1836. Volume II, p. 496 et suiv.

2 ●Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil au drapeau britannique composé du drapeau anglais qui domine largement les drapeaux écossais et irlandais éclatés au-dessous, pour se rendre compte de cet état d'esprit de domination. De plus, la *Pierre du Destin*, symbole de l'indépendance de l'Écosse, fut volée à ce pays en 1297 par le roi d'Angleterre Édouard I[er] et rendue au début du XXI[e] siècle après sept siècles d'absence.

de la colonie du Massachusetts, Thomas Hutchinson, promit une enquête pour calmer l'ire populaire. Huit soldats dont un officier passèrent en Cour martiale. Ce fut l'avocat John Adams, futur président des États-Unis qui les défendit. Six soldats furent acquittés et deux condamnés à être flétris au dos de la main[1].

Avec quelques "si", la Rébellion américaine aurait pu s'arrêter là : ***si*** l'un des lobbies londoniens n'avaient pas été aussi avide et ***si*** le Parlement anglais n'avait pas été aussi soumis à ce lobby. Car de 1765 à 1773, la situation resta stable à l'exception de l'*Incident de King Street*.

Le lobby mis en cause était celui de la *British East India Co.* Ce lobby décida en 1773 de s'organiser pour s'octroyer le monopole du thé sur le marché nord-américain. En contrepartie, la compagnie anglaise accepta de lever discrètement sur les Américains le nouvel impôt sur le thé qui venait d'être voté. Le 10 mai 1773, avait été voté le *Tea Act* ou *Loi sur le Thé* par le Parlement de Grande Bretagne. La *B.E.I.C.* avait prévu cette action commerciale *de longue date* car elle avait accumulé dans ses entrepôts londoniens d'énormes stocks de thé, des milliers de tonnes achetés à la Chine. Afin d'appuyer son monopole, la Compagnie répandit la rumeur selon laquelle ces énormes stocks de thé *devaient* absolument être vendus dans les Treize-Colonies sous peine de devoir se déclarer en faillite si ses stocks londoniens ne pouvaient être écoulés. Cette menace jeta la panique au sein de l'aristocratie anglaise fortement impliquée dans les lobbies marchands. Ce n'était qu'une ruse de marketing car la compagnie britannique avait prémédité son coup. En dépit de la taxe qu'allaient payer les Américains, elle pouvait ainsi faire du *dumping*[2] dans les Treize-Colonies américaines afin de ruiner les petites compagnies locales. Après avoir éliminé les rivales et la concurrence, la *British East India Co.* n'aurait plus qu'à relever ses prix et à regagner au centuple tout ce qu'elle aurait perdu. Seul le peuple américain y perdrait[3].

C'était une stratégie commerciale immorale, contraire aux lois mêmes du capitalisme légal (dont le grand bienfait est *la concurrence*), mais la *British East India Co.* ne se limita pas à ces malversations économiques[4]. Bien entendu le thé serait frappé d'une taxe anglaise que recueillerait la nouvelle Administration des Douanes britanniques

---

1 ●Flétrir = marquer au fer rouge en guise de châtiment, soit par un dessin de fleur, par des lettres, soit par un dessin .

2 ●*Dumping* : Vente à prix coûtant, sans bénéfice, afin de ruiner la concurrence. Après quoi, débarrassée de toute concurrence, la compagnie peut alors vendre bien au-dessus du prix de production au détriment de la population et récupérer de nombreuse fois sa mise initiale.

3 ●Cette Compagnie britannique dirigée par les plus hautes autorités aristocratiques et financières d'Angleterre avait l'habitude de tremper dans des affaires extrêmement louches. Par exemple, pour combler son immense déficit avec la Chine à laquelle elle achetait des centaines de milliers de tonnes de thé, elle se mit à produire de la drogue (opium) dans sa colonie du Bengale et la vendit en fraude aux Chinois. Ce trafic –aussi généralisé et funeste que celui du cartel colombien de la drogue (au XXI[e] siècle)– entraîna les Guerres de l'Opium au siècle suivant (1840 et 1860), quand le Gouvernement britannique dépêcha la Royal Navy pour protéger les trafiquants et forcer la Chine à accepter la drogue. Finalement la Chine fut entièrement corrompue (y compris la Cour impériale) et la British East India Co. non seulement combla son déficit mais réalisa de gras bénéfices qui firent la grandeur de son pays.

4 ●Voir les *Guerres de l'opium*.

nouvellement installée dans les Treize Colonies par les *Lois Townshend*[1].

Les Lois Townshend, du 29 juin 1767, prenaient en compte cinq lois particulières, l'une (le Revenue Act) tentait de forcer, au profit de l'Angleterre, la levée de nouveaux revenus douaniers en Amérique ; *l'Indemnity Act* se proposait d'indemniser la déjà riche *British East India Co.* pour ses pertes de bénéfice dues à la concurrence du thé hollandais vendu au marché noir. Inutile de préciser que ces subventions de l'État, tirées de la poche des Américains et des contribuables anglais, allaient finir dans les goussets des aristocrates et des lobbies londoniens. Le jeu de la libre concurrence ne pouvait être libre que lorsqu'il était favorable[2].

Plus encore ; anticipant sur les juteuses recettes tirées des Treize-Colonies et voulant du même coup améliorer son image en Angleterre, les lobbies firent baisser la taxe sur le thé vendu en Grande-Bretagne et du même souffle firent octroyer à la British East India Co. le remboursement des 25% de taxe sur le thé qui était réexporté vers les Treize-Colonies[3]. On comprend tout de suite pourquoi cette compagnie avait accumulé d'énormes stocks de thé dans ses entrepôts londoniens.

Pour appuyer la levée de ces nouvelles taxes, le *Commissioners of Customs Act,* se chargea de créer, comme précisé plus haut, un Service de Douanes sur le modèle des douanes d'Angleterre. Le *Vice Admiralty Court Act* créa aussi quatre districts judiciaires pour juger, sans jury, les infractions douanières ; car la population était globalement opposée à la pénalisation de ces infractions, et les jurés auraient montré trop d'indulgence à l'égard des fraudeurs. Ainsi furent activées les "*Cours of Oyer and Terminer*" ─ou Cour de *Justice accélérée*─ selon la vieille tradition franco-normande[4]. Les Lois Townshend mirent enfin en application le *New York Restraining Act,* –connu aussi sous le nom de *New York Suspending Act*, une législation destinée à suspendre les pouvoirs de l'Assemblée de la Colonie de New York jusqu'à ce qu'elle accepte de se plier aux lois votées par le Parlement d'Angleterre[5].

Les Lois Townshend modifièrent comme suit la contrainte fiscale : au lieu de laisser les Assemblées coloniales payer les Gouverneurs et les juges, elles firent en sorte que l'Angleterre levât en Amérique les impôts destinés à cela et en défrayât elle-même les salaires et rémunérations. Ainsi ces magistrats-fonctionnaires présumés

1 •De 1767. Les *Townshend Acts* ou Les Lois de Charles Townshend, sont deux décisions du Parlement anglais votées en 1767 et proposées par Charles Townshend, Chancelier de l'Échiquier, peu avant son décès. L'objectif des lois Townshend était d'augmenter les revenus du Trésor anglais.

2 •Ce fut aussi le cas au Canada entre la Compagnie montréalaise du Nord-Ouest et la British Hudson's Bay Co. Cette dernière fit intervenir le Gouvernement de Londres qui força la Compagnie montréalaise du Nord-Ouest à se laisser acheter.

3 •Labaree, Benjamin Woods. *The Boston Tea Party*. Northeastern University Press, Boston, 1964 et 1979. p.13

4 •*Court of Oyer and Terminer.* Cour pour *Oyer (Entendre) et Terminer (déterminer la culpabilité)* en vieux français de Normandie, importée en Angleterre par Guillaume le Bâtard. Cette cour de Justice fut active dans tout l'Empire. Elle permettait d'accélérer les décisions de Justice.

5 •Knollenberg, Bernhard. *Growth of the American Revolution, 1766–1775.* New York: Free Press, 1975. p.296.

intelligents se montreraient plus fidèles à la main qui les nourrissait. C'était ce que le Parlement appelait "the power of the purse[1]." L'historien américain John C. Miller, qui ne manquait pas d'esprit de synthèse écrivit que «Townshend cherchait ingénieusement à prendre l'argent des Américains par le moyen de taxation parlementaire pour l'employer contre leurs libertés en rendant les gouverneurs coloniaux et les juges, indépendants de leurs Assemblées coloniales[2].»

The Boston Tea Party

Tant que les Américains se contentaient de brutaliser les opposants surnommés *Tories* (par les Américains) et *Loyalistes* (par les Anglais), la patience des autorités anglaises resta dans les limites des haussements d'épaules courtois. Mais quand les *opposants* aux taxes s'attaquèrent à une Compagnie commerciale aussi puissante que la British East India Co. capable de stipendier la moitié des Londoniens, tout devint aussi dramatique qu'un crime de lèse-majesté. Il faut dire que la B.E.I.C. étaient la *propriétaire foncière en titre* de ce que nous appelions alors : *les Indes anglaises*[3] grandes comme 35 fois l'Angleterre. Le 16 décembre 1773, un groupe d'Américains, déguisés en Iroquois, envahit un vaisseau de la *British East India Co*. pour jeter à la mer une cargaison de thé taxé, *imposée* aux Américains. Cet acte banal –qui prit dans l'Histoire des États-Unis le nom ironique de *Boston Tea Party*[4]– dirigé contre le lobby de la très puissante British East India Co., eut l'effet d'un véritable sacrilège perpétré contre la Couronne britannique, alors que *le Massacre de Boston* fut lamentablement sous-estimé et même négligé. Certains "historiens patriotes" d'aujourd'hui tentent d'en estomper le ridicule en prétendant, comme énoncé plus haut, que la *British East India Co.* était au bord de la faillite et que ce privilège inadéquat était destiné à la renflouer. En fait la Compagnie montrera toujours beaucoup de fertilité d'esprit dans la création de moyens interlopes pour combler son déficit en produisant à grande échelle de la drogue (opium) dans sa colonie du Bengale et en forçant la Chine à l'acheter et à la consommer[5]. Elle fut l'archétype de l'actuel *Cartel de Medellin*, sauf que *la British East India Co*. put compter sur les forces armées de l'Angleterre pour atteindre ses buts en forçant la Chine à acheter les narcotiques.

---

1 ●Thomas, Peter D. G. *The Townshend Duties Crisis: The Second Phase of the American Revolution, 1767–1773*. Oxford: Oxford University Press, 1987. p.260.

2 ●Miller, John C. *Origins of the American Revolution*. Stanford University Press, 1959. p. 255. Les taxes Townshend ne rapportèrent que 300 livres par an, alors que la présence militaire britannique en coûtait 170 000 £. Londres dut faire marche arrière devant le *boycott des marchandises* et les lois furent abrogées le 5 mars 1770, même si la taxe sur le thé fut maintenue.

3 ●Territoire qui incluait le Pakistan et le Bengladesh. Les Indes restèrent la *propriété privée* de la Compagnie jusqu'en 1757, quand la révolte des troupes indiennes de l'armée privée de la Compagnie, força celle-ci à céder officiellement le territoire à la Couronne anglaise. Ainsi, la reine Victoria put devenir Impératrice des Indes.

4 ●Le nom *Tea Party* était bien entendu sarcastique. Les *réceptions au thé* étaient très communes et très populaires partout dans les régions de langue anglaise.

5 ●Il fallut attendre les méthodes impitoyables de Mao Tsé Toung, un siècle plus tard pour éradiquer l'opium de Chine en liquidant les derniers toxicomanes les plus irréductibles d'une balle dans la tête.

Le Parlement britannique prit immédiatement la mouche et considéra *de si haut* cette violation d'un vaisseau marchand de la *British East India Co.* qu'on ne put s'empêcher d'y voir un prétexte. Londres s'empressa de saisir cet incident plutôt banal, de le monter en épingle et de riposter en votant les *Lois Coercitives* que les Américains surnommèrent d'un même souffle les *Lois Intolérables*.

De par ces lois-châtiments, la Colonie du Massachusetts passa sous le contrôle direct du roi d'Angleterre[1] et perdit son autonomie administrative interne. Le port de Boston fut immédiatement bloqué et fermé jusqu'à nouvel ordre à tout commerce, pour avoir été le théâtre de la Boston Tea Party[2]. Dans le domaine judiciaire, en cas de poursuite criminelle, les accusés "politiques" seraient déportés pour être jugés en Angleterre. Un tout *Nouveau Quartering Act* fut voté pour renforcer la loi d'hébergement des soldats, de même que la loi la plus ignoble (du point de vue des colonists américains), *le Québec Act,* paraphé par le roi d'Angleterre le 22 juin 1774[3] qui sera développé de façon plus exhaustive au Chapitre 5 consacré au Canada. Les deux objectifs du *Québec Act* étaient, d'abord et avant tout, d'accorder au Clergé catholique du Québec, porte-parole et gardien du peuple français du Canada, tous les privilèges qu'il souhaitait afin qu'il interdise[4] aux Canadiens-Français la liberté de se joindre aux Insurgents américains. "*Question of give and take !*" C'était donnant donnant. La deuxième ambition du Québec Act était de faire bloquer l'expansion territoriale des Treize-Colonies vers le nord-ouest[5] par un Québec agrandi, menaçant comme un cerbère papiste, dont les vieux Américains avaient gardé des souvenirs terrifiés de batailles perdues à cinq Américains contre un seul Canadien[6].

Concernant ce *Québec Act*[7], la colère des Pétitionnaires monta d'un cran, car, en dépit du fait que la plupart des Anglais étaient devenus américains pour fuir l'intolérance de leur mère-patrie, la moutarde ne manquait pas de leur monter au nez en pensant que le Gouvernement anglais avait eu l'audace de permettre à la religion catholique de continuer de fleurir au Canada, et qu'avait été aboli au profit des Canadiens-Français le terrible *Test Act* qui, sur tout les territoires contrôlés par la Monarchie anglaises ─y compris les Treize-Colonies─, réduisait les catholiques anglais à l'état de sous-hommes. Pendant dix ans, il avait

1 ●Massachusetts Government Act.

2 ●Boston Port Act.

3 ●Mais effectif à partir du 1er mai 1775.

4 ●C'était une interdiction sous peine d'excommunication..

5 ●L'Est étant bloqué par l'immense Louisiane que l'inepte roi Louis XV avait– de façon totalement incohérente– donnée à l'Espagne par le Traité secret de Fontainebleau en 1762, provoquant une révolte de la part des Louisianais furieux.

6 ●Bataille de Carillon, 5 juillet 1758. Bataille du Fort William-Henry (2-9 août 1757), bataille de la Monongahela (ou Fort Duquesne), le 9 juillet 1755. Voir le *Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans*, par Jean-Claude Castex, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2006. Et ce sera aussi le cas en 1812, lors de la Bataille de Chateauguay, quand 1.800 Canadiens-Français et Indiens mirent en fuite une armée de 3.500 Américains.

7 ●Voté en 1774, et entériné par le roi en 1775

transformé les 70.000 Canadiens-Français catholiques en citoyens sans droit.

Un quatrième Acte du Parlement s'était permis d'étendre «les limites du Québec, abolissant l'anglais et restaurant les lois françaises, par lesquelles un grand nombres d'Hommes Libres anglais sont soumis à ces dernières, et établissant un Gouvernement absolu, ainsi que la religion catholique romaine à travers toutes ces vastes régions qui bordent les frontières ouest et nord des colonies anglo-protestantes libres[1].»

♦

Premier Congrès Continental – 5 septembre – 26 octobre 1774

Les Treize-Colonies anglaises d'Amérique avaient été «presque exclusivement peuplées, dès l'origine, par des partisans de plusieurs cultes réformés qui fuyaient l'intolérance religieuse et le despotisme monarchique… Tous étaient donc animés de la plus profonde antipathie pour la forme de gouvernement qui les avait contraints à l'exil. Là, dans ce pays immense, vivait une population différente par l'origine, mais unie dans une égale haine pour l'ancien continent, par des besoins et des intérêts communs[2].» De ce fait, toutes ces lois anglaises coercitives, infligées à tort et à travers, allaient entraîner des réactions violentes et incontrôlables. Le 5 septembre 1774, 12 des 13 Colonies[3] se réunirent à Philadelphie en un *Premier Congrès Continental.* L'un des documents initiaux qu'entérina le Congrès fut le *Suffolk Document* qui dénonçait les Actes Intolérables ou Coercitifs ; il préconisait de :

1-boycotter les *importations* en provenance d'Angleterre et de refuser d'utiliser les produits anglais. **2-**refuser de se plier aux lois anglaises qui supprimaient l'*autonomie* de la Province du Massachusetts et aux lois de blocus du port de Boston. **3-**exiger la démission des *fonctionnaires anglais* nommés pour régenter le Massachusetts. **4-**refuser de payer des *taxes* jusqu'à ce que ce Gouvernement "fantoche" du Massachusetts soit dissous. **5-***soutenir* le Gouvernement colonial du Massachusetts, indépendant de l'autorité royale jusqu'à ce que soient rescindés les Intolerable Acts. **6**-presser les colonies de lever des *milices* américaines afin de créer une force armée.

Dans l'une des ses célèbres chevauchées, Paul Revere [le Huguenot Rivoire] délivra une copie des Résolutions au Premier Congrès Continental à Philadelphie, Pennsylvanie, où elles furent entérinées le 17 septembre 1774 en signe de solidarité inter-coloniale. Puis fut votée une *Pétition* au Monarque britannique pour lui demander

1 ●"abolishing the English and restoring the French laws, whereby great numbers of British Freemen are subjected to the latter, and establishing an absolute Government and the Roman Catholick Religion throughout those vast regions that border on the Westerly and Northerly boundaries of the free Protestant English settlements." *Journal of the proceedings of the Congress, held at Philadelphia, September 5, 1774*. Philadelphia, PA: William and Thomas Bradford, at the London Coffee House. 1774. p. 48-49.

2 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 40 de la version française.

3 ●La Géorgie exceptée.

d'abroger ces lois-châtiments injustifiées. Voici le texte abrégé de ces doléances :

> «Une armée sur pied de guerre a été stationnée dans ces colonies depuis la conclusion de la dernière guerre [de Sept Ans], sans le consentement de nos Assemblées ; et cette armée, accompagnée d'un armement naval considérable, a été employée à mettre en vigueur le recouvrement des taxes. L'autorité du Commandant-en-Chef, et, à l'échelon au-dessous, celle du Général de Brigade, ont été élevées au-dessus de tous les Gouvernements civils en Amérique... Les Agents des Douanes ont le pouvoir d'entrer par effraction dans les habitations, sans autorisation de la magistrature civile... Les Assemblées ont été dissoutes à plusieurs reprises de façon infâmante. Le commerce a été entravé de multiples restrictions inutiles et oppressives... Des taxes nouvelles nous sont infligées dans le but de lever des fonds... Les jugements par jury de nombreux dossiers civils ont été abolis... Les Colons peuvent être jugés en Angleterre pour crimes censés avoir été perpétrés en Amérique[1].»

Au Canada, curieusement, les mêmes victimes américaines de l'intolérance se révoltaient contre la tolérance momentanée et calculée d'un Gouvernement anglais, qui se montrait accommodant, par calcul, par stratégie, et par peur que les Canadiens-Français ne prennent la voie de la fraternisation avec les Insurgents américains. Les commentaires fort négatifs qui critiquaient vertement le comportement accommodant de l'Angleterre vis-à-vis des Canadiens-Français (acceptation *momentanée* de la langue française et de la religion catholique dans les Institutions) eurent un certain impact sur le comportement circonspect et défensif du Clergé catholique canadien qui canalisait l'opinion publique des populations laurentiennes, dans cette *Priest Ridden Province*. On peut presque dire que ce fut cet antipapisme congénital de nombre d'Américains qui rompit le charme qu'aurait éprouvé la grande majorité des Canadiens à "bouter" les Anglais hors du Canada et à se joindre aux États-Unis et à la Liberté chérie. .

Dans la même "Address" au roi d'Angleterre, les Pétitionnaires américains frisaient l'arrogance en rappelant au Monarque qu'il n'était qu'un pauvre Allemand élevé par sa Couronne royale au niveau enviable d'Anglais : «Si notre Créateur avait pris plaisir à nous faire naître dans une terre d'esclavage, le sens de notre condition aurait pu être mitigé par l'ignorance et l'habitude. Mais, rendons grâce à Son adorable bonté qui nous a fait naître les héritiers de la Liberté, et nous a toujours laissé jouir de nos Droits sous les auspices de vos ancêtres royaux, *dont la famille fut installée sur le trône britannique pour épar-*

---

1 ●*Journal of the proceedings of the Congress, held at Philadelphia, September 5, 1774*. Philadelphia, PA: William and Thomas Bradford, at the London Coffee House. 1774. p. 48-49.

gner infailliblement à notre Nation pieuse et courageuse, le Papisme[1] *et le despotisme de tyrans superstitieux et inexorables.* Votre Majesté ! Pleins de confiance, nous nous réjouissons, comme il se doit, que votre titre à la Couronne soit ainsi fondé sur la prédilection de votre peuple à la Liberté. De ce fait, nous ne doutons pas que votre royale sagesse doive approuver la sensibilité qui enseigne à vos sujets de garder avec passion les bénédictions qu'ils ont reçues de la Divine Providence, et, de ce fait, confirmer la réussite de *ce pacte qui a élevé l'illustre Maison de Brunswick à la dignité impériale dont elle jouit actuellement*. La crainte d'être dégradé jusqu'à un état de servitude, à partir du rang éminent d'homme libre anglais[2]...» Autrement dit, "ce n'est pas un Allemand que nous avons élevé à la dignité impériale qui va se permettre de nous abaisser à l'état d'esclaves.»

Et pour finir, une menace de destruction de l'Empire : «Nous déclarons solennellement que notre Conseil n'a été influencé par nul autre motif que *la crainte d'une destruction imminente... Et que vos descendants puissent hériter de votre prospérité et de ses territoires* jusqu'à la fin des temps.» La menace était bien claire[3].

L'effet domino se poursuivait inlassablement : en réponse aux Actes Intolérables, les Treize-Colonies décidèrent de boycotter les importations en provenance d'Angleterre ; impardonnable outrage à la mère-patrie, qui décréta un châtiment exemplaire et supplémentaire à l'encontre de la colonie du Massachusetts : l'interdiction de pêcher sur le Grand Banc de Terre Neuve et dans les zones islandaises. C'était la ruine pour une bonne partie de l'économie de cette Colonie récalcitrante dont l'industrie de la pêche était le fondement, surtout depuis que la fourrure était entièrement passée aux mains des Montréalais. Cet interdit n'était pas fait pour calmer les esprits.

En tant qu'Agent colonial officiel à Londres de la colonie du Massachusetts, Benjamin Franklin envoya, au printemps de l'année suivante (le 16 mars 1775), au comte de Dartmouth[4] —l'un des princi-

---

1 ●*Popish* et *popery* sont des surnoms dérogatoires de l'adjectif *catholique* utilisés en Angleterre et aux États-Unis avant l'indépendance. Le mot *papisme* n'est pas aussi méprisant. Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

2 ●"Had our Creator been pleased to give us existence in a land of slavery, the sense of our condition might have been mitigated by ignorance and habit. But, thanks be to his adorable goodness, we were born the heirs of freedom, and ever enjoyed our right under the auspices of your Royal ancestors, whose family was seated on the British Throne to rescue and secure a pious and gallant Nation from the Popery and despotism of a superstitious and inexorable tyrant. Your Majesty, we are confident, justly rejoices that your title to the Crown is thus founded on the title of your people to liberty; and, therefore, we doubt not but your royal wisdom must approve the sensibility that teaches your subjects anxiously to guard the blessing they received from Divine Providence, and thereby to prove the performance of that compact *which elevated the illustrious House of Brunswick to the imperial dignity it now possesses*. The apprehension of being degraded into a state of servitude, from the pre-eminent rank of English freemen…" *Journal of the proceedings of the Congress, held at Philadelphia, September 5, 1774*. Philadelphia, PA: William and Thomas Bradford, at the London Coffee House. 1774. pp.-49-50.

3 ●«We therefore most earnestly beseech your Majesty, that your Royal authority and interposition may be used for our relief, and that a gracious Answer may be given to this Petition. That your Majesty may enjoy every felicity through a long and glorious Reign, over loyal and happy subjects, and that your descendants may inherit your prosperity and Dominions till time shall be no more, is, and always will be, our sincere and fervent prayer.» *Journal of the proceedings of the Congress, held at Philadelphia, September 5, 1774*. Philadelphia, PA: William and Thomas Bradford, at the London Coffee House. 1774. pp. 48-49.

4 ●George Legge, comte de Darmouth, pair d'Angleterre et vicomte de Lewisham, était un politicien qui servit de *Secrétaire d'État pour les Colonies* et *Premier Lord du Commerce* (*First Lord of Trade*) entre 1772 et 1775.

paux Secrétaire d'État de Sa Majesté─, un Mémoire qui se libellait ainsi :

> «Attendu qu'une injure ne peut donner à la partie injuriée que le droit d'en obtenir pleine réparation, ou, en cas de refus, le droit de rendre une injure semblable ; et attendu que le blocus du port de Boston, qui dure depuis neuf mois, a causé chaque semaine à cette ville des pertes égales à celles qu'a souffertes la *British East India Co.* par la destruction de son thé : il en résulte que le surcroît de pertes est une injure infligée par le Gouvernement britannique, et dont il est dû réparation…, je, soussigné en tant qu'agent colonial, au nom de mon pays et de la ville de Boston, proteste contre la continuation *dudit* blocus, et, par ces présentes, je demande solennellement satisfaction pour l'injustice répétée qu'on leur a occasionnée au-delà du dommage subi par la *British East India Co*. par la destruction des caisses de thé. Et *attendu que la conquête* [de la Nouvelle-France], *a été faite par les forces réunies de la Grande-Bretagne et des Treize-Colonies…, les colonies ont le droit incontestable de participer aux avantages de ces pêcheries…* En conséquence, au nom de la colonie du Massachusetts, je proteste contre l'acte soumis en ce moment à la considération du Parlement, destiné à *priver du droit de pêche cette province ainsi que les autres* (sous prétexte qu'elles refusent d'acheter des marchandises anglaises), et déclare cet acte souverainement injuste et injurieux[1].»

Thomas Walpole[2] renvoya ce dernier *Mémoire* à Franklin, le jour même (16 mars 1775), avec des paroles qui pouvaient paraître menaçantes pour sa personne : «Cher Monsieur, Je vous renvoie votre Mémoire. On pense qu'il pourrait avoir des suites dangereuses pour votre personne, et qu'il contribuerait à exaspérer la nation... *signé* Thomas Walpole[3].» Franklin écrivit à ce sujet : «M. Walpole vint chez moi le lendemain, et… ajouta que comme je n'avais pas d'instructions qui me chargeassent de remettre une telle protestation, mon Mémoire paraîtrait injustifiable, et qu'on le regarderait comme un affront fait à la nation anglaise[4].»

---

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome 1 (1757-1775), p. 452 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin, Agent colonial du Massachusetts à l'honorable comte de Darmouth, Secrétaire d'État de Sa Majesté le roi d'Angleterre, écrite à Londres le 16 mars 1775.

2 ●Thomas Walpole était le puiné du 1[er] Baron Walpole et de sa femme Mary Lombard. Thomas était le neveu de Sir Robert Walpole, Premier ministre de Grande-Bretagne de 1721 à 1742. Il se lança dans le commerce avec le marchand sir Joshua Vanneck, dont il épousa la fille Elizabeth Vanneck. Il se lança aussi en politique. Au début des années 1770, avec un groupe d'investisseurs parmi lesquels se trouvait Benjamin Franklin dont il devint l'ami, il chercha à obtenir des terres dans l'Ohio. En 1787 il épousa sa seconde femme la Française Jeanne-Marguerite Batailhe de Montval.

3 ●Thomas Walpole était associé à Benjamin Franklin et à un groupe d'investisseurs pour obtenir des terres dans l'Ohio nouvellement acquis. Thomas était le fils d'Horatio 1[er] baron Walpole et de Marie Lombard sa femme. Il fut député et épousa en premières noces la fille d'un riche marchand d'origine française, Joshua Vanneck, et fut anobli pour sa fortune. En deuxièmes noces il épousa Jeanne-Marguerite Batailhe de Montval qui lui apporta l'aristocratie.

4 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome 1 (1757-1775), p. 452 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin, Agent colonial du Massachusetts à l'honorable comte de Darmouth, Secrétaire d'État de Sa Majesté le roi d'Angleterre, écrite à Londres le 16 mars 1775. p. 454

Si les protestations étaient refusées avec mépris, que restait-il à faire sinon à prendre les armes. Les Américains commençaient à se rendre compte de cet état de choses qu'envisageaient déjà les diplomates des pays européens. Dès 1768, le comte de Chatelet[1] écrivait à Choiseul-Stainville : «Il ne manque que des armes, un chef et du courage aux habitants, que l'Angleterre a rassemblés de toutes les parties de l'Europe dans ses colonies, pour se rendre indépendants[2].»

Ainsi les dés étaient jetés. Certains Anglais plus clairvoyants se rendaient compte de ce que l'affaire prenait mauvaise tournure. Par contre, les lobbies et le Gouvernement anglais, trop orgueilleux ou trop avides pour céder à ce peuple de colons[3] passablement méprisés, s'entêtaient impitoyablement. Leur obstination mercantiliste, qui pendant un siècle avait fait la grandeur de l'Angleterre, fut aussi la cause du tragique faux-pas.

Pour donner une idée du mépris de la classe dirigeante anglaise pour ces expatriés de la religion qui refusaient de se laisser taxer sans avoir le droit de vote, on lira avec profit la lettre que Henry Hulton, Commissaire anglais des Douanes en Amérique, écrivit en rapportant la bataille de Breed's Hill. Hulton annonça que le "rascally patriot and apothecary," James Warren "happily was killed...Vous pouvez juger ce que le troupeau doit être quand un homme comme lui est leur chef.» Et Hulton de se lamenter «en disant que dans l'armée britannique, il y avait [parmi les officiers] "beaucoup de familles nobles, beaucoup de personnages très respectables, vertueux et aimables, et on est affligé que des gentilshommes, de braves soldats britanniques, puissent tomber par la main de misérables scélérats tels que les bandits de ces pays, parmi lesquels il n'y en a aucun qui puisse avoir la prétention d'être appelé un gentleman. Ils sont d'une race excessivement vulgaire, dépravée et dégénérée, et c'est une mortification pour nous qu'ils parlent anglais, et puissent trouver leur origine dans notre pays[4].»

L'Angleterre était donc entraînée dans une dangereuse spirale qui la menait droit à la guerre civile. Les plus lucides voyaient que cet entêtement à imposer le thé de la British East India Co. faisait perdre beaucoup d'argent aux financiers anglais : «J'ai saisi cette occasion de faire remarquer la grande imprudence qu'il y a à perdre le marché américain en conservant la taxe sur le thé. On a jeté ce commerce entre les mains des Hollandais, des Danois, des Suédois et des Français, et il

---

1 ●Florent-Louis-Marie du Châtelet (1727-1793), comte du Châtelet-Lomont, duc Châtelet de Haraucourt, seigneur de Cirey, Saint-Rémy, Avison, Aigremont, Blanques et Fayet, gouverneur de Sémur et Toul, maréchal des camps des armées du roi, grand'croix de l'ordre militaire de Saint-Louis, ministre plénipotentiaire à la cour de Vienne, ambassadeur auprès de l'empereur d'Allemagne puis en Angleterre. Il était alors ambassadeur en Angleterre.

2 ●Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : Étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. Lettre du comte de Chatelet à Choiseul du 12 mars 1768. p. 434

3 ●Le mot "*colon*" qui signifiait autrefois *paysan des colonies*, était tout à fait péjoratif, même si, au XXe siècle, les colons d'Algérie furent considérés comme de riches propriétaires. En anglais le mot colon donna le mot *clown*, qui était un homme pauvrement habillé et ridicule.

4 ●Lettre de Henry Hulton à —, 20 juin 1775 ; La lettre fut originellement publiée par la sœur de Henry, Ann Hulton qui vivait aussi à Boston, dans son ouvrage *Letters of a Loyalist Lady*, The Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1927. Cité par Jensen, Merrill, *The Founding of a Nation, A History of the American Revolution 1763-1776*, Oxford University Press, New York, 1968. P-648.

résulte des rapports et des lettres de nos commis de douanes, que ces pays fournissent aujourd'hui, en contrebande, tout le continent, non seulement du thé, mais de tous les articles indiens, pour une somme de 500.000 £ sterling par an, au moins. Cela cause quelques inquiétudes ; le peuple commence à se convaincre de plus en plus qu'on a eu tort de se brouiller avec l'Amérique. On se dit que depuis cinq ans que subsistent les associations de *non importation* [de boycott], nous aurions vendu, là-bas, pour deux millions et demi de ces marchandises, si l'on n'avait pas imposé de droits sur le thé, ou si l'on avait eu le bon sens de le révoquer promptement[1].» Certes, en cas d'échec de cette taxe, l'État anglais ─c'est à dire le peuple anglais─ perdrait beaucoup d'argent, mais en cas de succès, le bénéficiaire n'aurait pas été le peuple anglais mais la *British East India Co*.

Dans une autre lettre à son ami, l'amiral anglais lord Howe, dépêché en Amérique avec une flotte pour mater les Insurgeants américains, Benjamin Franklin montra à quel point il ne s'était pas penché en profondeur sur le problème de la guerre et des avantages économiques. Il écrivit : «Jamais le profit d'aucun commerce n'équivaudra aux frais qu'il en coûte, lorsqu'on veut le faire de force, et le maintenir avec des flottes et des armées[2].» Mais, "les *fauteurs de guerres* [les groupes de pression économiques], n'étaient pas les payeurs." C'est habituellement le petit contribuable qui paye par son sang ─même si, quand il s'agit de l'Angleterre, ce sont surtout les mercenaires allemands, mais aussi et surtout les Écossais et les Irlandais. Le peuple anglais se contentait de rembourser les frais de guerre par leurs impôts. Les lobbies s'organisaient toujours pour que les impôts ne les atteignent pas aussi durement.

Le peuple américain était prêt à tout pour des motivations bien diverses. À son fils, Benjamin Franklin écrivit vers octobre 1775, pour lui montrer à quel point les Américains étaient prêts à se soumettre à tous les sacrifices pour obtenir l'indépendance, même les *sans-domiciles* dont les maisons avaient été brûlées à Charleston ou à Boston par les troupes anglaises. Ces dernières avaient reçu l'ordre d'exercer des représailles extrêmement cruelles sur les populations américaines, dès que les fameux *tories*, agissant comme dénonciateurs ─ou *Cinquième Colonne*─ les signalaient aux autorités militaires : «Je ne suis pas terrifié par les dépenses pour cette guerre, même si elle durait longtemps. Un peu plus de frugalité ou un peu plus d'industrie chez les individus en viendra à bout. Supposons son coût à 100.000£ par mois, ou 1.200.000£

---

1 ●Conversation avec lord Dartmouth sur les affaires d'Amérique. – Chute des actions de la Compagnie [anglaise] des Indes. Telle qu'exposée dans une lettre de Benjamin Franklin à Thomas Cushing, Speaker de l'Assemblée du Massachusetts à Boston, le 5 janvier 1773. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome 11 (1757-1775), p.294 et suiv. Thomas Cushing (1725-1788), était le Speaker de l'Assemblée du Massachusetts à Boston. Fils de marchand enrichi, Cushing devint avocat et politicien. Il resta contre l'indépendance jusqu'au bout mais grâce à ses amis et à son argent, parvint à ne pas être pris dans la vague antibritannique de la population américaine et à devoir émigrer au Canada.

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; lettre de Benjamin Franklin à son ami l'amiral anglais lord Howe, envoyé en Amérique avec une flotte pour mater les Insurgeants américains, écrite à Philadelphie le 20 juillet 1776. p. 19

par année. Si 500.000 familles dépensaient chacune un shilling de moins par semaine, ou gagnaient un shilling de plus par semaine, ou si elles dépensaient 6 pences de moins par semaine, et gagnaient 6 pences de plus par semaine, elles pourraient payer cette somme sans s'en rendre compte. Renoncer à boire du thé produirait les trois-quarts de cette somme ; et 500.000 femmes qui fileraient chacune 3 pences de fil ou de tricot par semaine, paieraient le reste. Pourtant, je souhaite très sincèrement la paix, cette guerre étant contre nature et mauvaise ; mais nous n'avons rien à attendre de la soumission excepté l'esclavage et le mépris[1].» Dans la bouche de cet homme déjà célèbre, «ne pas boire de thé ou filer des textiles devenaient des actes politiques[2].» Des actes similaires qui paraissaient anodins constitueront aussi la stratégie de Gandhi dans les Indes anglaises. Dans le but de violer la loi anglaise qui interdisait aux Indiens de fabriquer leurs textiles ou de tirer le sel de l'Océan Indien, Gandhi raviva la mode du rouet et de l'extraction du sel par évaporation. Et il gagna la partie !

Dans le cas de Franklin, ses "comptes" apparaissent un peu comme ceux d'un homme riche qui sait qu'il n'aura aucun vrai sacrifice à faire. Quant à ce refus de la soumission dans un pays où régnait le fléau de l'esclavage, le commentaire semble surprenant dans la bouche d'un philosophe aussi éclairé.

♦

Petit à petit, ce qui n'était encore qu'un mécontentement général s'envenima pour devenir une révolution. L'année 1770 démontrerait que la stratégie du Gouvernement anglais de laisser 10.000 hommes dans les Treize-Colonie pour prévenir toute émeute allait ─incident après incident─ engendrer une vraie insurrection. Placer face à face de jeunes hommes armés pouvait engendrer des conséquences graves. Car 10.000 hommes, c'était, à la fois, *trop peu* pour tenir un tel territoire, et *trop* pour éviter des heurts entre la soldatesque et la population. Au même moment, l'Angleterre faisait preuve de beaucoup plus de diplomatie avec les Canadiens-Français, qui obtenaient tous les avantages, de peur de les voir eux-aussi, prendre le large[3].

Quelle était donc cette stratégie de ne frapper que le Massachusetts et New York? Le Gouvernement anglais savait que la plupart de ses colonies avaient entre elles des différents frontaliers. C'était donc une bonne raison de compter sur ces divergences inter-états pour maîtriser la révolte selon la fameuse politique du «diviser pour régner». De ce fait, Londres frappa principalement le Massachusetts d'où venait l'essentiel de la révolte, en espérant que ce châtiment exemplaire servirait de leçon aux autres. Mais il «se trompa dans ses prévisions. Tous les Américains firent front commun pour s'éviter le sort de Boston. Ils

---

1 ●Parton, James, *Life and Times of Benjamin Franklin*, Mason Brothers, New York, 1864. Volume II, p.93. Traduction de l'auteur de cet ouvrage.

2 ●Vincent, Bernard et Marienstras, Élise, *Les Oubliés de la Révolution américaine* : *femmes, Indiens, Noirs, quakers, francs-maçons dans la guerre d'Indépendance,* Presses universitaires, Nancy, 1990. 207 pages. p. 127.

3 ●Suppression du Test Act et autres avantages.

s'unirent tous contre la Métropole, les uns pour défendre leurs privilèges de citoyens britanniques, les autres (d'origine étrangère) parce que leur patrie était désormais l'Amérique[1]» et se trouvait en danger.

Ces 10.000 soldats qui représentaient l'Angleterre, allaient donc, par leur arrogance méprisante et présomptueuse ─comme sont toujours les hommes armés face aux hommes désarmés─ enflammer la haine chez les coloniaux. Ce mépris s'aggrava du fait que, colportées par les voyageurs jusqu'en Angleterre, des rumeurs prétendaient que les Américains étaient des lâches, et que la vue d'un habit-rouge suffirait à les mettre en fuite. Benjamin Franklin, qui connaissait bien ces ouï-dire, tâcha dans une lettre, d'effacer cette croyance absurde qui risquait de favoriser le courage des *va-t-en-guerre* britanniques : «Je crois… que les Américains se battront, et que la noix sera plus dure à casser qu'ils ne l'imaginent[2].»

Revenons sur quelques violences déjà mentionnées ailleurs. Au tout début de l'année 1770, une quarantaine de soldats anglais, occupés à afficher de grandes pages de journaux dans les rues, furent attaqués par une bande de *Fils de la Liberté* au sang chaud. Plusieurs hommes furent blessés. Après l'épisode durant lequel des soldats anglais tirèrent dans la foule, Thomas Hutchinson, Gouverneur anglais du Massachusetts ordonna enfin, devant la gravité de la situation, le retrait de la garnison anglaise qui sortit de Boston à la demande de Samuel Adams[3], futur père de l'Indépendance. Plusieurs soldats anglais ─dont le capitaine lui-même─ furent jugés et accusés de meurtre. Le gouvernement anglais suspendit même les lois fiscales[4] imposées aux Américains excepté celle sur le thé, parrainée par la puissante *British East India Co*., propriétaire en titre de tout le Sous-Continent indien (les Indes qui comprenaient alors le Pakistan et le Bengladesh actuels). Pourtant, en dépit de cette volonté d'apaisement, un navire des douanes anglaises (le Gaspée) échoué en juin 1772 sur la côte du Rhode Island fut attaqué et brûlé. Un avis de recherche promit une prime de 500 £ sterling à qui trouverait les coupables.

Le 20 octobre 1774, le Congrès américain décida de *boycotter tout commerce* dans les deux sens avec l'Angleterre et, comble de tout, de *cesser même la Traite des esclaves* qui enrichissait essentiellement les négriers anglais de la *South Sea Co*. C'était l'ultime provocation dirigée contre les lobbies négriers de Sa Majesté.

Dès la fin de l'hiver, le 30 mars 1775, le Parlement anglais vota le *New England Restraining Act* qui rappelait l'obligation formelle pour

---

1 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine* (1775-1783), Les Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p.77

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p.5; lettre de Benjamin Franklin à Joseph Priestley, politicien anglais, écrite à Philadelphie le 7 juillet 1775. La note au bas de cette page explique justement le préambule de cette citation, selon laquelle *"En Angleterre, les traîneurs de sabre n'avaient pas manqué de dire que les Américains étaient des lâches, et qu'il suffirait de la vue d'un habit rouge pour les mettre en fuite*."

3 ●Mark Puls, *Samuel Adams: Father of the American Revolution*, New York, Palgrave Macmillan, 2006,

4 ●Y compris celle sur l'entretien des troupes d'occupation.

les Treize-Colonies ─comprenant les 6 colonies récalcitrantes de Nouvelle-Angleterre─ de commercer exclusivement avec l'Angleterre, et interdisait aux pêcheurs américains de venir pêcher sur les bancs de Terre-Neuve et de l'Atlantique-Nord. Il était facile de légiférer dans les salons feutrés du Parlement londonien au profit des lobbies d'Angleterre; mais qui donc arriverait à imposer sur le terrain de telles lois punitives ? En avril, le Gouverneur colonial anglais du Massachusetts, le général Thomas Gage, reçut l'ordre *secret mais impératif* de mettre les Américains au pas. Gage s'était trouvé à la Bataille de Fontenoy en 1745, puis avec Georges Washington face aux Canadiens en 1755 lors de la Bataille de la Monongahela en 1755 et, dans les deux cas, les deux généraux s'étaient sauvés au coude à coude devant les Français. Mais aujourd'hui ils se retrouvaient ennemis implacables, d'autant plus que les troupes anglaises exerçaient sur la population américaine de cruelles représailles qui ne faisaient que rendre irréversible la détermination des coloniaux.

Le 5 juillet 1775, de Philadelphie, Benjamin Franklin écrivit à William Strahan, à Londres : "Vous êtes membre du Parlement, un des membres de cette majorité qui a voué mon pays à la destruction. Vous avez commencé à brûler nos villes et à assassiner notre peuple. Regardez vos mains, elles sont souillées du sang de vos frères ! Vous et moi, nous avons été longtemps amis ; aujourd'hui, vous êtes mon ennemi et je suis le vôtre. *Signé* Benjamin Franklin[1].»

Inutile de préciser que les Américains royalistes surnommés *tories,* ceux-là même qui s'opposaient à l'indépendance et qui habituellement étaient d'un niveau social supérieur (fonctionnaires, commerçants, politiciens locaux…), devenaient une *Cinquième Colonne* au sein même de la population américaine : non seulement renseignaient-ils les autorités pour que des représailles soient infligées aux agitateurs et à leurs ouailles, mais ils gardaient officiellement le profil bas pour ne pas subir la vengeance de la population. Peter Force cite une lettre écrite par l'un de ces indicateurs secrètement opposés à l'indépendance. Selon lui, la population coloniale envisageait haut et fort de s'allier «aux Français, aux Espagnols ou à toute autre nation, pour envoyer tout au diable. Nous avons reçu un schooner, il y a quelques jours, qui nous a apporté une quantité considérable de poudre à canon dissimulée sous de la mélasse, et quand il est arrivé, il a arboré un drapeau français "ensign and pendant[2]" en signe de victoire. Si le Gouvernement souhaite faire quelque chose, il doit le faire vite, à défaut de quoi la contestation se renforcera. Je suis surpris que vous n'arraisonniez pas ou n'arrêtiez pas tous les vaisseaux qui entrent et sortent de ces ports.» Et l'informateur anonyme terminait son message par ces paroles exprimant la peur : «Ne

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C ie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790), pp.2 et suiv.

2 ●*Pendant* : quoique épelé *pendant* dans la Royal Navy, ce mot est toujours prononcé *pennant*. [la dentale tombe après une nasale].

divulguez pas mon nom, ou je courrai un grand risque pour ma vie et mes biens s'ils découvraient que je vous ai envoyé par la présente des informations sur ces événements. Je cours vraiment des dangers en écrivant tout court[1].»

L'une des cruelles représailles exercées contre les "collaborateurs tories ou royalistes" était appelée le "jeu" des *plumes-et-goudron*. Fort cruel[2], cette torture consistait à déshabiller[3] les royalistes, à leur enduire le corps de goudron puis à leur coller des plumes de poulet en signe de moquerie, vraisemblablement pour stigmatiser leur habitude de faire combattre des mercenaires allemands à leur place[4]. Sous l'effet de ces brimades et humiliations (qui se terminaient parfois en crimes de sang), des milliers d'Anglais émigrèrent vers le Canada ou retournèrent dans leur patrie d'origine, l'Angleterre. Leurs biens étaient alors vendus aux enchères publiques et le fruit des ventes empoché par les diverses colonies.

Si la rancune des Américains contre les tories qui dénonçaient les Indépendantistes, tournait souvent à la violence, il y avait quelques solides raisons, car les troupes anglaises commirent non seulement pendant la guerre de l'Indépendance, nous dit l'historien américain Balch, mais sur tous les points du globe où elles eurent à combattre, «des actes de barbarie les plus révoltants et les plus contraires non-seulement aux lois de l'humanité, mais même à celles que l'usage a consacrées dans les guerres entre peuples civilisés. Les généraux, plus encore que leurs soldats, sont, devant la postérité, responsables des violences de toute espèce qu'ils ordonnaient de sang-froid et à l'exécution desquelles ils présidaient avec impassibilité. Dès mars, tandis qu'on parlait de paix au Parlement [britannique], l'on donnait des ordres pour mettre tout à feu et à sang dans les provinces américaines. Ces ordres barbares trouvaient des exécuteurs ardents pour mettre en œuvre les souhaits du Ministère. Le général Gage, enfermé dans Boston, se vengeait de son inaction forcée en maltraitant les prisonniers améri-

---

1 ●Extract of a letter to a gentleman in London, dated Philadelphia, August 1, 1775. Force, Peter, *American Archives*, 9 vol., 1837─1853, Series V, Volume 3 : p.4.

2 ●Abbott, John S. C., *American Pioneers and Patriots : Benjamin Franklin : A picture of the struggles of our infant nation, one hundred Years ago,* Dodd, Mead & Company, New York, 1876. p.339

3 ●Harris, William J. "Etiquette, *Lynching, and Racial Boundaries in Southern History*." *The American Historical Review*. Vol. 100, No. 2 (Apr., 1995). Ce jeu typiquement américain fut aussi employé durant la Première Guerre mondiale contre les Américains d'origine germanique qui s'opposaient trop ouvertement à l'aide militaire contre l'Allemagne.

4 ●*Chicken* signifie *lâche.* L'opinion était assez généralisée en Allemagne, conséquence du manque de volontariat anglais à faire la guerre : En Allemagne, «Les Anglais étaient considérés comme des hommes d'affaire rusés, mais, quant à moi, comme des lâches, et même à un degré incroyable. Malheureusement, nos nobles dispenseurs d'histoire universitaire n'ont pas rétabli dans l'esprit de leurs élèves la vérité selon laquelle il n'est pas possible de construire un puissant édifice tel que l'Empire britannique sur une simple escroquerie et une fraude. Les rares personnes qui voulurent attirer l'attention sur cette vérité furent soit ignorés soit réduits au silence. Je peux clairement rappeler à mon esprit les yeux étonnés de mes camarades quand ils se retrouvèrent pour la première fois en face de Tommies en Flandre. Après une journée de combat, nos soldats ont lentement pris conscience que ces Écossais ne ressemblaient en rien à ceux qui leur avaient été dépeints et caricaturés dans les "illustrés" et mentionnés dans les communiqués.» Hitler confondait hardiment les Anglais et les Écossais, comme beaucoup d'Européens qui pensent que tous les Britanniques sont des Anglais. [Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Eher Verlag, Munich, 1925.]

cains, ce qui lui attira de la part de Washington de justes reproches et des menaces de représailles qui ne furent jamais mises à exécution[1].»

En Virginie, lord Dunmore exerça d'horribles ravages qui lui valurent le surnom de *Tyran de cette province.* Après la victoire [américaine] de Saratoga, la ville d'Œsopus sur l'Hudson ainsi que les villages des environs «furent réduits en cendres sur les ordres des généraux [anglais] Vaughan et Wallace. Les habitants s'étaient réfugiés dans les forêts et préféraient s'exposer aux tourments de la faim plutôt que de subir les outrages qu'un vainqueur féroce exerçait contre les malades, les femmes, les vieillards et les enfants[2].»

Au commencement de mai 1778, au cours d'une expédition dans les environs de Philadelphie, le colonel Mawhood ne craignit pas de publier l'avis suivant : «Le colonel réduira les rebelles, leurs femmes et leurs enfants à la mendicité et à la détresse, et il cite ici les noms de ceux qui seraient les premiers objets de sa vengeance[3].» En juin 1779, les habitants de «Fairfield, près de New-York, subirent encore les derniers excès de cette férocité tant de fois reprochée aux troupes britanniques. Leurs incursions dans la baie de Chesapeake furent marquées par ces mêmes atrocités que la plume se refuse à décrire[4].»

D'autres témoins racontèrent qu'ils «abattirent aussi les pommiers et autres arbres fruitiers et les brûlèrent. Et soit par accident soit volontairement, brûlèrent à Princeton une grande maison récemment terminée, appartenant à Jonathan Sargent, Écuiller… À Newmarket, à moins de deux milles de là, ils incendièrent le meilleur moulin de cette région, avec tout le blé et la farine dedans. Et avec ça un moulin à fouler avec une grande quantité de vêtement.... Ils brûlèrent aussi le moulin à blé et une maison d'habitation à colombages de six chambres qui appartenait au major William Scudder[5].»

La guerre bactériologique, que l'armée anglaises avait déjà utilisée en 1764 contre les Indiens francophiles de Pontiac (variole), fut réactivée contre les *colonists* américains, lorsque, pour arrêter la marche des troupes alliées devant York, lord Cornwallis[6] fit jeter dans tous les puits des têtes de bœufs, des chevaux morts, et même des cadavres d'esclaves, dans le but de contaminer l'eau potable[7]. Ce général anglais ─dont le nom (Brome) fut donné à un comté et une montagne du

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, *American and French Accounts of the American Revolution,* Porter & Coates, Philadelphia, 1891. Volume I, note des pages 207 et suiv. Thomas Balch était un Virginien né à Leesburg en 1821.

2 ●Ibidem, note des pages 207 et suiv.

3 ●Ramsay, David, *The History of the American Revolution,* Printed and sold by James J. Wilson, Trenton, 1811. 2 volumes, Vol.I, p. 335.

4 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, *American and French Accounts of the American Revolution,* Porter & Coates, Philadelphia, 1891. Volume I, note des pages 207 et suiv.

5 ●The Princeton Historical Association, *A Brief Narrative of the Ravages of the British and Hessians at Princeton in 1776-77*, Edited by Varnum Lansing Collins, Princeton, N.J., 1906. pp.4-6

6 ●Charles Cornwallis, 1er Marquis Cornwallis (Ordre de la Jarretière) (1738-1805), est aussi connu sous le titre de vicomte Brome ou Le Comte Cornwallis. Un comté et une colline montérégienne portent son nom au Québec.

7 ●L'armée française souffrit d'ailleurs, plus tard, du manque d'eau potable grâce à cette horrible stratégie.

Québec, sans doute pour célébrer ses hauts faits─, fit même «inoculer tous les nègres qui désertaient leurs plantations ou qu'il pouvait enlever, et les força ensuite à rétrograder et à aller porter la contagion dans le camp américain[1].»

Parallèlement à leur volonté de destruction des personnes et des biens, les troupes anglaises pratiquaient aussi le viol des femmes américaines. «Les dommages infligés par ces pillages et ces désolations, qui doivent s'élever à des sommes très élevées et occasionnèrent beaucoup de difficultés à ceux qui les subissaient, sont encore loin d'un autre horrible scandale que je n'ai pas encore mentionné ; je veux parler du viol des femmes[2].»

Voyant la rancune et même la haine se développer face à ces violences, Benjamin Franklin écrivit à un politicien et aristocrate anglais afin de tenter de stimuler l'apaisement : «C’est avec peine que nous avons fait voter une nouvelle humble pétition à la Couronne, pour donner à la Grande-Bretagne une dernière chance, une dernière occasion de recouvrer l'amitié des colonies. Je ne lui suppose pas assez de bon sens pour saisir cette chance, et je conclus qu'elle a perdu les colonies pour toujours. Elle a commencé par brûler nos ports, bien sûr, je suppose que nous ne serons jamais en mesure de lui rendre le même outrage. Elle peut sans doute détruire tous nos ports, mais si elle veut reconquérir notre commerce, est-ce là le moyen ? En vérité, elle est insensée ; quel marchand, sinon Bedlam, a jamais songé à augmenter le nombre de ses clients en leur cassant la tête, ou à leur faciliter le paiement de leurs dettes en brûlant leurs maisons[3] ?»

Dès juillet 1775, Franklin menaça les Anglais de demander l'aide de la France, sans la nommer. Il évoqua aussi la plus terrible menace, pour les lobbies anglais, la menace de faire don de son commerce à cette puissance étrangère, c'est à dire à la France, la puissance la plus jalousée et abhorrée des Anglais : «Nous ne nous sommes encore adressés à aucune puissance étrangère pour lui demander de nous aider ; nous n'avons pas encore offert notre commerce pour prix de cette alliance. Peut-être ne le ferons-nous jamais ; mais si nous sommes serrés de trop près, il sera naturel d'y songer[4].» Et au fur et à mesure que s'écoule cette lettre, on sent l'exaspération envahir l'esprit et la main du savant américain, à tel point qu'il se laisse aller à des jugements qui démontrent qu'il n'est pas dupe des motivations de boutiquiers de sa patrie d'origine : «En Angleterre, on ne croira guère qu'on soit aussi zélé

---

1 ●Cité par l'historien américain Balch et aussi par *le Mercure de France, Journal littéraire et politique*, Chez Arthus-Bertrand, Paris, décembre 1781, p. 109.

2 ●The Princeton Historical Association, *A Brief Narrative of the Ravages of the British and Hessians at Princeton in 1776-77*, Edited by Varnum Lansing Collins, Princeton, N.J., 1906. p.14. Comme mentionné ailleurs, l'expression obsolète *Ravishing of Women* signifie : *viol* des femmes ou *ravissement* des femmes. Ce qui peut paraître fort curieux.

3 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p. 4; lettre de Benjamin Franklin à Joseph Priestley, politicien anglais, écrite à Philadelphie le 7 juillet 1775.

4 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p.5; lettre de Benjamin Franklin à Joseph Priestley, politicien anglais, écrite à Philadelphie le 7 juillet 1775. p.5.

chez nous par amour du bien public que chez vous par amour de quelques milliers de livres sterling par année. Telle est la différence des nouveaux États qui ne sont pas corrompus et des vieux États qui sont putrides[1].» Et le mépris de Franklin à l'encontre du commerce s'exacerbe : «Une guerre dont la grande cause est, comme vous le dites dans votre lettre, la nécessité d'empêcher le commerce américain de passer dans des canaux étrangers… Il me semble que ni l'obtention, ni la conservation d'un commerce, quelque avantageux qu'il soit, ne peut autoriser les hommes à s'entr'égorger[2].»

La coupe de la patience était pleine pour les Américains. Enfermés dans leurs confortables bureaux londoniens, les législateurs anglais, soudoyés par les lobbies marchands, avaient complètement perdu tout contact avec la réalité. Dans les rues des grandes villes des Treize-Colonies, on commençait à brandir le slogan de «Pas d'imposition sans contrôle direct de la population.» Partout surgissaient des *Fils de la Liberté*, activistes vraisemblablement d'origine irlandaise, écossaise, allemande et même française, opposés par la violence et la terreur à toutes ces lois oppressives. Ils s'attaquaient aux agents anglais du fisc et les forçaient à fuir. Le 26 août, ils attaquèrent le domicile de Thomas Hutchinson, Juge en chef du Massachusetts. Le juge et sa famille trouvèrent prudemment le salut dans la fuite.

L'agitation et la peur commencèrent très vite à se répandre dans les Treize-Colonies et l'idée de «prier la France d'intervenir[3]» fleurit de plus en plus. Ce qui est sûr c'est que toutes ces minorités qui s'étaient construit un environnement de liberté en Amérique n'allaient pas se laisser terrasser par cette même patrie dont l'intolérance les avait forcés à s'expatrier.

Dans une lettre aux Commissaires, écrite à Philadelphie le 21 décembre 1776, Robert Morris décrivit la frayeur qui envahissait le peuple menacé par la soldatesque, et la nécessité d'une *intervention française* pour éviter la catastrophe : «Notre peuple n'avait aucune idée des difficultés et des calamités de la guerre quand il a si fièrement provoqué l'Angleterre à se battre. Chaque homme qui était alors un bon patriote, se sentait à la hauteur du défi, et semblait souhaiter trouver l'occasion de réaliser des prouesses. Mais aujourd'hui que nous sommes assez engagés (dans la guerre), quand la mort et la ruine nous regardent droit dans les yeux, et que rien, excepté le plus intrépide courage, ne peut nous sauver du mépris et de la disgrâce, je suis désolé de dire que beaucoup de ceux qui se plaçaient en avant dans le brouhaha, se retirent loin du danger comme des lâches et demandent pardon sans donner de coups. Ceci, cependant n'est pas général, mais l'abattement des esprits est une maladie contagieuse, et à moins que quelque événement heureux

---

1 • *Ibidem,* p. 6.

2 •*Ibid.* p.19

3 •Trudel, Marcel, *La Révolution américaine. (1775-1783),* Les Éditions du Boréal Express, Trois-Rivières, p.45. Trudel cite le *Journal of a French Traveler in the Colonies, 1765*, dans American Historical Review, XXVI (1920-1921) pp.726-747; XXVII (1921-1922) pp.70-89

ne vienne donner une autre orientation à ce désordre, avec le temps, il va prendre le dessus dans toute notre communauté. Aucun événement ne provoquerait ce tournant bénéfique aussi efficacement qu'une déclaration de guerre de la part de la France à la Grande-Bretagne[1].»

Devant les menaces de voir leur chasse-gardée américaine passer aux mains des Français si jalousés et si haïs, les lobbies d'Angleterre tentèrent de ruiner au plus vite l'économie des Treize-Colonies en contrefaisant les monnaies que ces territoires se permettaient d'émettre sans autorisation de l'Angleterre. En 1776, ils contrefirent une telle quantité de papier monnaie qu'ils discréditèrent ces valeurs fictives, dont le Congrès dut ordonner le cours forcé. Il fallait «saper l'indépendance de l'Amérique en attaquant l'économie américaine… On trouvait dans les journaux "tory" de New York que "les personnes qui devaient se rendre dans les autres colonies pouvaient se procurer toute somme en billets contrefaits du Congrès pour le prix du papier ream[2]." Josiah Bartlett affirma que ce fut "le complot le plus diabolique pour ruiner notre papier-monnaie," en notant que les faux étaient "si parfaitement exécutés qu'il était extrêmement difficile de découvrir la moindre différence." Le *Plan Tory*, dit-il, était "l'un des plus infernaux qui aient jamais été imaginés." Ce fut aussi la première tentative enregistrée de sabotage financier en temps de guerre, jusqu'à présent.» Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Nazis mirent des prisonniers de camps de concentration au travail pour contrefaire les monnaies alliées, en espérant affaiblir les économies ennemies. L'Empire britannique d'ailleurs, fortement ébranlé, s'écroula à l'issue de la guerre.

Ainsi, en dépit du fait que les citoyens anglais eux-mêmes se montraient fort peu enclins à aller combattre pour leur Empire en tant que *rank and file*, la puissance de nuisance de l'Angleterre et de ses lobbies restait extraordinairement élevée, grâce à leur or qui servait à acheter des régiments allemands aux princes du Saint-Empire romain germanique. Les groupes de pression anglais s'efforçaient aussi, sans le moindre risque de provoquer des émeutes populaires à Londres, de contraindre les lointains et belliqueux Écossais ainsi que les Irlandais irascibles à se battre pour eux. Généralement en vain ! En ce qui concernait les esclaves noirs des Treize-Colonies, les autorités anglaises les motivaient par la ruse en leur promettant l'affranchissement pur et simple et la liberté, afin de les inciter à déserter l'armée américaine et les plantations. En outre, les Anglais s'engagèrent à accorder aux Iroquois de vastes territoires inviolables afin que ces derniers restent de leur côté. Si l'on en croyait les agitateurs de Sa Majesté, demain, on "allait vraiment raser gratuit." Ils agirent de la même façon avec les Canadiens français qui seuls avaient le pouvoir de conserver le Canada à l'Angleterre dans le cas ou les Treize-Colonies souhaiteraient l'an-

1 ●Sparks, Jared, *The Diplomatic Correspondence of the American Revolution*, Nathan Hale & Gray & Bowen, Boston, 1830. Lettre de Robert Morris aux Commissaires, écrite à Philadelphie le 21 décembre 1776.

2 ●Ream = c'est le mot français *rame* de 500 feuilles. Le papier en rame était de moindre valeur.

nexer. Le Résultat de ces promesses fort diplomatiques prit forme, comme nous l'avons dit, par l'*Acte de Québec*. Mais, la tolérance religieuse de l'Acte de Québec vis-à-vis du catholicisme canadien, scandalisa au plus haut point les protestants fondamentalistes des Treize-Colonies. À l'intérieur de ces 13 territoires, les catholiques étaient scrupuleusement persécutés non seulement par la populace mais aussi par les diverses législations[1]. Cette tolérance affichée par l'Acte de Québec fut un véritable coup de poignard dans le dos des protestants pour lesquels il ne s'agissait de rien de moins que d'un pacte avec le démon de la part d'un roi d'Angleterre qui portait le titre de *Défenseur de la Foi*. Rares étaient ceux qui savaient que ce titre avait été conféré à Henri VIII par nul autre que le Pape Léon X, honni, peu avant que ce roi ne crée la nouvelle religion "*catholique anglicane*", par opposition à "*catholique romaine*."

♦

En guise de détente, Franklin se moquera plus tard de l'impuissance des Anglais qui semblaient lutter contre les Américains avec la même efficacité que Saint-Augustin, évêque d'Hippone[2], qui souhaitait percer le *Mystère de la Trinité* : «Avec une dépense de trois millions sterling, la Grande-Bretagne a tué cent cinquante Yankees dans cette campagne [de 1775 devant Boston] ; c'est vingt mille livres sterling par tête ;… durant ce temps, il est né soixante mille enfants en Amérique[3].» En effet l'accroissement de la population américaine avait de quoi effrayer. «Rien ne fait mieux sentir l'importance de ses colonies que l'accroissement de leur population, qui double tous les 25 ans, tandis que les demandes [les importations de produits manufacturés] qu'elles font en Angleterre suivent une progression encore plus rapide[4].»

Prémonitoire dans le domaine démographique, Benjamin Franklin ajoute que «notre plus grande sûreté consiste dans l'accroissement de notre population, de notre richesse et de notre force… Ces qualités nous feront respecter davantage ; notre amitié sera plus recherchée et l'on craindra davantage notre inimitié… Non seulement on nous traitera avec justice, mais avec bienveillance[5].» Et en ce XXI[e] siècle, l'Angleterre est moralement devenue le 51[e] état américain, toujours disposée à se lancer dans n'importe quelles guerres inspirées par les lobbies américains, et même à les justifier par esprit de vassalité[6].

---

1 ●Les Test Acts, qui réduisaient les droits des catholiques.

2 ●Hippone = Hippo Regius = Annaba = Bône, Algérie.

3 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; lettre de Benjamin Franklin à Joseph Priestley, politicien anglais, écrite à Philadelphie le 3 octobre 1775. p. 7.

4 ●Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. page 423.

5 ●Conversation avec lord Dartmouth sur les affaires d'Amérique. — Chute des actions de la Compagnie [anglaise] des Indes. Telle qu'exposée dans une lettre de Benjamin Franklin à Thomas Cushing, Loyaliste, Speaker de l'Assemblée du Massachusetts à Boston, le 5 janvier 1773. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome 11 (1757-1775), p. 296.

6 ●Allusion aux Guerres du pétrole (Irak) des deux présidents Bush.

♦

Tout au long de cette Révolution américaine qui fut la première guerre d'indépendance coloniale (des temps modernes[1]), l'Angleterre riposta de toutes les façons possibles et imaginables. Certes il y eut les représailles directes, les arrestations, les déportations, les destruction de propriété, l'enlèvement d'esclaves, l'embrasement de tribus indiennes par des promesses non tenues d'agrandissement de leur territoire, l'incorporation volontaire ou contrainte d'esclaves par des promesses vite oubliées d'affranchissement ou de concessions de terre au Canada, la fabrication de fausse monnaie américaine pour ruiner l'économie des Treize-Colonies, et enfin la destruction systématique des quelques industries qui s'étaient développées en dépit des lois anglaises restrictives prohibant la concurrence coloniale avec la mère-patrie. Ainsi, les colonies produisaient du chanvre pour alimenter les corderies de Virginie considérées comme une industrie de guerre très importante. En avril 1781, Benedict Arnold remonta la Rivière Jones avec une unité d'infanterie britannique, et s'avança jusqu'à Richmond. L'un des objectifs de sa campagne fut de détruire la corderie publique de Warwick. Cette corderie était la plus importante fabrique de corde de Virginie et sa destruction asséna un choc considérable à l'effort de guerre des Américain qui se trouvèrent dans l'obligation d'acheter français en fraude[2].

Une autre parmi les ripostes anglaises fut de lancer des rumeurs de désinformation ─de celles qui effrayaient tant les politiciens comme Laurens─ selon lesquelles, la France ne cherchait qu'à asservir les Treize-Colonies. Les Anglais amplifiaient toutes ces fausses rumeurs et «propageaient ces faux bruits au dehors [c'est-à-dire dans les Treize-Colonies] par la voie de leurs journaux, afin de dissuader les étrangers [les Français en particulier] d'entrer en concurrence avec eux et de leur disputer notre commerce[3].» D'autres rumeurs anglaises désinformatives tentaient de présenter les Treize-Colonies comme des zones d'anarchie et les Américains comme des lâches.

Franklin répondait à ces ruses par des nuées de lettres et des escadres d'articles qu'il envoyait à ses amis anglais : «Vos journaux sont pleins de récits étranges sur l'anarchie et la confusion qui troublent l'Amérique, anarchie dont nous n'avons aucune connaissance, tandis que vos propres affaires sont vraiment dans un état déplorable. À mon humble avis, la racine du mal est moins dans la trop longue durée de votre Parlement, ou dans le choix trop inégal de ceux qui le composent, que dans les traitements énormes, les émoluments excessifs et le patronage de vos grandes fonctions… Notre tranquillité est générale et notre

---

1 ●Haïti fut la deuxième, 20 ans plus tard, le 1er janvier 1804.

2 ●Hopkins, James F., *History of the Hemp Industry in Kentucky,* University Press of Kentucky, Lexington, 1951.

3 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 369 ; lettre de Benjamin Franklin à John Ingenhousz, Passy, le 29 avril 1785.

peuple… très content de son nouveau gouvernement… Ces contes sont, je présume, inventés pour consoler l'Angleterre[1].»

Par contre il défendait les Français de toutes ses forces : «Je crois pouvoir dire –pour autant qu'il m'est possible de m'en apercevoir– que la Cour de France a toujours le même bon vouloir à notre égard. Je souhaiterais pouvoir en dire autant des autres Cours d'Europe. Je crois que leur désir de se lier avec nous par des traités a fort diminué depuis quelque temps ; j'attribue ce refroidissement au mal que se donne l'Angleterre à nous présenter partout comme déchirés par des divisions, et mécontents de ceux qui nous gouvernent. Les journaux anglais sont remplis de ces mensonges que les Ministres font insérer dans les journaux étrangers[2].» Ceci était le principe inverse de la *désinformation*, telle que pratiquée par les soviétiques durant la Guerre froide. On s'arrangeait pour lancer une rumeur dans un journal occidental qui était présenté comme une simple rumeur, puis *La Pravda* rapportait cette rumeur "provenant de la presse occidentale" comme un fait établi.



1 •*Ibidem*, p. 351 ; lettre de Benjamin Franklin à Richard Price, Passy, le 16 août 1784.

2 •*Ibid.* p. 362 et suiv. lettre de Benjamin Franklin à John Jay, Passy, le 8 février 1785.

CHAPITRE 3

Des origines diverses des soldats dans l'armée anglaise ; dans les armées françaises et américaines. De la solde. Du recrutement des mercenaires allemands. Des contingents irlandais, et amérindiens.

Il était une curiosité européenne, c'était l'absence d'armée nationale en Angleterre. L'Empire anglais se caractérisait par l'utilisation massive de mercenaires allemands, de soldats écossais, irlandais, cipayes, sikhs, suisses, gurkhas (aujourd'hui), indiens, néozélandais et australiens (durant les guerres mondiales[1]). La proportion des soldats de naissance anglaise était extrêmement faible en dépit de la supériorité numérique proportionnelle de l'Angleterre comparée aux populations de ces différents pays. Par contre, les Anglais achetaient les charges d'officiers que l'armée anglaise vendait aux plus offrants.

Le service de recrutement de la troupe de naissance anglaise devait se contenter de criminels sortis de prison dans le seul but de racheter leur liberté, de sans-domicile-fixe, de débiteurs incapables d'effacer leurs créances. Certes, de tout temps l'armée française eut des effectifs étrangers, mais d'abord ils étaient *volontaires* et ils ne dépassèrent jamais[2] 6 à 8 %, tandis que dans l'Armée britannique les Anglais de naissance ne représentaient que 6 à 8 % des effectifs globaux (et les mercenaires allemands 70 à 75% ; les autres étant fournis par les Écossais, troupes de choc toujours placées en première ligne, les Irlandais et les autres). *On peut avancer que dix fois plus d'Allemands que d'Anglais moururent pour l'Empire britannique*.

Si l'on compare deux grands empires coloniaux, l'Empire romain et l'Empire anglais, on constate que l'armée romaine était avant tout une armée de citoyens provenant de la *classe intermédiaire*. C'était surtout dans «cette classe moyenne que se recrutaient les légionnaires[3], et il en tomba des centaines de milliers sur les champs de bataille. À titre d'exemple, en Espagne, dans la lutte de 20 années contre le roi Viriathe

---

1 •Les soldats néo-zélandais et australiens subirent des pertes 4 à 5 fois supérieures à celle des troupes levées en Angleterre. En 1914-1918, durant la Première Guerre mondiale, les troupes terreneuviennes furent *"entièrement"* exterminées. Elles furent donc plus exposées par l'État-Major britannique dominé par des généraux anglais.

2 •Au maximum de son déploiement dans les années 1950, la Légion étrangère aligna des effectifs de 60.000 hommes (dont 15% étaient des Français engagés sous un état-civil étranger. Ces 60.000 hommes représentaient alors 12% de l'Armée française). Elle compte, en 2014 des effectifs de 7.700 hommes de 146 nationalités différentes dont 15% de Français. Au total la Légion Étrangère représente aujourd'hui 2,5% des effectifs globaux de l'Armée française.

3 •Il y avait trois classes sociales à Rome : la classe riche (*Patriciens*), la classe *moyenne*, et enfin la classe pauvre (les *Plébéiens*). Comme les légionnaires devaient s'équiper à leurs frais, seules les deux premières classes en avaient les moyens. Les Patriciens, très riches, voulaient certes s'enrichir mais s'arrangeaient pour ne pas faire la guerre. La classe moyenne fut ainsi exterminée, à la longue.

et les habitants de Numance[1], 50.000 Romains disparurent. Dès l'année 180, le Sénat eut de la peine à réunir l'effectif de neuf légions, alors qu'il en avait opposé vingt-trois à Hannibal, et il dut enrôler des soldats avant l'âge légal de 17 ans[2].» Finalement, la classe moyenne romaine fut décimée, et les Sénateurs ─qui ne voulaient pas que leurs propres enfants fussent obligés de se battre mais qui souhaitaient tout de même continuer de s'enrichir par la guerre─ durent accorder la citoyenneté et une solde à des masses de plébéiens et de non citoyens (et même à des esclaves, affranchis pour une si noble cause) afin d'assurer des effectifs satisfaisants à l'Armée Romaine. Ce fut lorsque la Classe Moyenne fut exsangue, presque totalement décimée, que Rome engagea des Gaulois, des Germains, et mille autres nations de l'Empire.

Tout au long de la Guerre de Sept Ans en Amérique, l'Angleterre suppléa les équipages de la Flotte et les officiers supérieurs de l'Armée de Terre, mais ce furent les Treize-Colonies qui complétèrent (20.000 soldats de l'Armée de Terre et 12.000 marins) les effectifs que ne comblaient pas les régiments mercenaires allemands, plus dispendieux.

La Guerre d'Indépendance américaine mit en relief un manque criant d'effectifs de base dans l'armée anglaise[3]. «Tout au long de cette guerre, le Gouvernement anglais éprouva de grande difficultés à obtenir un nombre suffisant d'hommes de troupe, à tel point qu'il lui fut impossible de recruter les effectifs votés par le Parlement britannique[4].» Pourquoi les Anglais étaient-ils si obstinément antimilitaristes quand il devenait nécessaire de mettre leur propre vie en danger pour sauvegarder ou accroître la fortune de leurs lobbies et donc de leur pays ? La réponse est dans la question. Pour mille raisons dont la plus essentielle résidait dans le fait que le service militaire généralisé ne fut jamais rendu obligatoire dans la mesure où d'autres pouvaient faire la guerre à leur place : Allemands, Écossais, Irlandais, Indiens...

D'autres «particularités tendaient à freiner le recrutement de troupes à travers les Îles britanniques. Le service militaire [de ceux qui acceptaient de porter l'uniforme pour diverses raisons,] durait habituellement toute la vie. La solde des *ranks and files* (hommes de troupe) était inadéquate pour soutenir un niveau de vie standard de confort. De plus ─ou peut-être essentiellement *à cause* de cette raison─, peu de considération était attachée au service armé. Le prestige de l'uniforme ne procurait aucun avantage en Angleterre tandis qu'en France c'était l'activité principale de la Noblesse. L'enrichissement par le développement écono-

---

1 ●Numance était une ville de Celtibérie, et Viriathe un roi régional de Lusitanie (Portugal), auxquels Rome fit la guerre.

2 ●Malet, Albert, & Isaac, Jules, *Histoire romaine*, Librairie Hachette, Paris, 1925. p. 170

3 ●Comme dans les vieux documents historiques, nous avons abondamment employé l'adjectif "anglais" à la place de celui de britannique.

4 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office. 4:275, Lettre de Jenkinson à Clinton, du 5 décembre 1780.

mique constituait le souci essentiel de l'aristocratie anglaise. En 1775, aucune médaille, aucune décoration ne couronnait la vaillance des troupes anglaises. Rien ne correspondait à la *Croix de Victoria*. Depuis l'époque honnie de Cromwell, le soldat était considéré comme l'ennemi naturel des libertés du peuple. Tout le monde en Angleterre taxait de ridicule l'homme en uniforme et le considérait comme méprisable. Les journaux caricaturaient avec délectation sa vie ignoble et malheureuse. L'estime populaire pouvait se résumer dans un dicton qui courut aussi dans la Marine quelque trente ans plus tard : «Un compagnon de ripaille passe avant un compagnon de bord ; un compagnon de bord avant un étranger ; un étranger avant un chien ; un chien avant un soldat[1].»

Toutes ces raisons combinées rendaient fort épineux le travail des sergents-recruteurs. Les Anglais étant peu tournés vers cet art viril, l'art de la guerre, ni vers l'armée et encore moins vers les champs de batailles, nous dit Lowell, «le recrutement était très difficile [en Angleterre], et ne pouvait apporter, au mieux, que des recrues de mauvaise qualité[2].» L'acuité du problème de recrutement était accentuée par le fait que jamais au grand jamais, sur son propre territoire métropolitain, l'Angleterre ne décréta de levée en masse obligatoire et universelle, même au plus fort des deux Guerres mondiales qui obscurcirent le XXe siècle et marquèrent le début de la fin de la civilisation européenne, préférant faire pression sur les colonies [Nouvelle-Zélande, Australie, Canada, Écosse, Irlande, Terre-Neuve, Inde...] pour qu'elles fournissent entre 3 et 5 fois plus de soldats ─proportionnellement─ qu'elle n'en mobilisait elle-même. Certains considèrent ce refus (de forcer sa population à combattre) comme une espèce de respect des Droits de l'Homme avant l'heure ; et cette intention serait adéquate et pleinement justifiable si d'autres n'avaient pas été forcés de verser leur sang pour ce pays qui se livra, à travers les siècles, à d'incessantes guerres d'agression pour le seul bénéfice de ses financiers. Beaucoup parmi les Anglais qui ne voulaient pas se battre s'engagèrent dans la Défense Passive[3]. Toutes les conscriptions partielles furent instaurées par le Gouvernement anglais, sous la pression incessante des Français[4].

---

1 ●Belcher, *First American Civil War,* I, 250, 258". A messmate before a shipmate, a shipmate before a stranger, a stranger before a dog, a dog before a soldier."

2 ●Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chap. III, The Treaties before Parliament, p.35. «Enlistments were made with difficulty [in England], and could at best bring in but raw recruits. Conscription seems always to be out of the question in England.»

3 ●Ce fut d'ailleurs grâce à cette défense dite passive (qui incluait tous les volontaires et bénévoles de bonne volonté, y compris les marraines de guerre) que l'Angleterre peut aujourd'hui prétendre à des effectifs de plus de 8,8 millions de soldats à la fin de la 1e guerre mondiale –200.000 de plus que la France–, et à des effectifs de 4 millions de soldats à la fin de la 2e Guerre mondiale.) Les chiffres peuvent être trompeurs.

4 ●Broad, Roger, *Conscription in Britain 1939─ 1964: The Militarization of a Generation*, Routledge Publishings, c/o Taylor & Francis Group LLC, Florence, Kentucky, 2006. "The introduction of conscription in May 1939, before the war began, *was largely due to pressure from the French, who emphasized the need for a large British army to oppose the Germans*."

À titre d’exemple ─changeons d'époque et de siècle─; les Français firent la *Guerre de Crimée* (entre 1853 et 1856), voulue par les lobbies londoniens, uniquement parce que l'Empereur Napoléon III désirait plaire à la reine Victoria et aux Anglais pour lesquels il éprouvait une immense reconnaissance[1]. Les Anglais voulaient empêcher la Russie d'annexer des territoires ottomans qu'ils se réservaient et dont ils s'empareront à l’issue de la Grande Guerre. Napoléon III ne trouva comme prétexte de participation à cette guerre inutile, qu'une insignifiante dispute entre les gardiens multiconfessionnels des Lieux Saints à Jérusalem. Qui garderait la Clé des Lieux Saint, les orthodoxes (russes) ou les catholiques (français) ? Les Français envoyèrent 400.000 hommes et les Anglais 250.000. Les Français perdirent 100.000 tués et les Anglais 21.000 dont 2.755 au combat et les autres de maladie. Au total, la fameuse *Clé des Lieux Saints* enleva la vie à un demi-million de jeunes soldats, engendra deux millions d'handicapés et trois millions d'orphelins à la France. L'Angleterre ne put rassembler ses 250.000 soldats qu'en passant l'Irlande et surtout l'Écosse au peigne fin. La *Haute-Écosse* qui venait de subir le nettoyage ethnique appelé *The Highlands Clearances*[2], fournit la part du lion, mais l'Angleterre dut aussi embaucher 5.000 mercenaires polonais, 2.200 mercenaires suisses, et bien sûr, les éternels mercenaires allemands au nombre de 4.250. En fait les Highlanders catholiques ne furent pas mieux traités par leurs seigneurs anglo-protestants que les paysans allemands par leurs princes qui les vendaient sans vergogne à l’Angleterre. Et comme le compte n'y était pas encore, les Anglais jetaient des regards de convoitise vers le Piedmont italien[3] et certains cantons suisses qui n'avaient pas encore contribué de leur sang. Dans une lettre de l’impératrice Eugénie de Montijo épouse de Napoléon III, au duc d’Albe, au sujet de la guerre de Crimée, Eugénie écrivit : «En revenant de Saint-Cloud, le jour de la Revue de la Garde, l’Empereur Napoléon III annonça : «Lord Palmerston[4] m’a dit que le gouvernement anglais, obligé d’envoyer des renforts en Orient (en Crimée), allait demander au Piémont et peut-être à la Suisse une levée d’hommes qu’elle enverrait à sa solde en Orient.» C'est alors que la belle impératrice française se rappela que dans ses veines coulait l'intrépide sang espagnol. Et elle qui, plus tard, trembla tant pour son cher fils parti combattre et soumettre les Zoulous au profit de l'Empire britannique, elle ne pensa pas alors aux mères espagnoles de tous ces adolescents qu'elle envoyait à la mort. Elle suggéra simplement alors "que son pays d'origine

---

1 ●Ils lui avoir accordé l'asile politique alors qu'il tentait ses coups d'état en France.

2 ●En gaélique écossais *Fuadaich nan Gàidheal*, « l'expulsion des Gaëls »

3 ●Bayle C.C. *Mercenaries for the Crimea: The German Swiss and Italian Legions in British Service 1854-1856*, Presses des Universités Mc Gill-Queen, Montréal, 1977.

4 ●Henry John Temple, 3e vicomte Palmerston (1784-1865) servit deux fois comme Premier ministre.

put profiter de la gloire de participer" à la boucherie criméenne : «*L'idée alors me vint de dire : "Pourquoi pas* [lever des troupes] *en Espagne ? Les soldats sont sobres et courageux et je ne doute pas qu'ils n'aient aussi leur rôle auprès des nôtres* (des Français)[1].» L'idée plut beaucoup à l'Empereur. Il en parla à lord Palmerston et celui-ci, bien entendu, approuva cet apport de sang neuf.

Durant les *Guerres* dites *françaises et indiennes*[2] en Amérique, les Treize-Colonies avaient été la source presque unique (avec le Saint-Empire romain germanique) de l'Armée qui avait guerroyé puis conquis la Nouvelle-France. «On évalue à 300.000 le nombre d'hommes de l'Amérique septentrionale, entre les âges de 16 et de 69 ans. Quelles espérances pour la suite, si l'Angleterre peut les contenir dans la sujétion[3].» Avec de telles masses de soldats, l'Angleterre pouvait rêver d'occuper tout l'immense Empire hispano-lusitanien comme elle s'était emparée de l'Empire français (le Canada et l'Acadie). Que de rêves de richesses et de puissance pour les lobbies londoniens ! Le Pérou au sens propre !

Quoi qu'il en soit, pour en revenir à cette Guerre d'indépendance américaine, le vœu des financiers anglais de faire la guerre pour leur seul profit ne correspondait *pas du tout* à l'absence absolue de désir de la population anglaise de se ruer sur les champs de bataille pour conquérir les lauriers de la Gloire... ou des couronnes de chrysanthèmes. Au contraire, le refus des citoyens anglais d'aller se battre pour leur pays «était intense. Afin de se rendre inapte au combat, beaucoup en arrivaient à se mutiler. Ils se coupaient le pouce et l'index de la main droite[4]» [afin d'être incapables d'épauler une arme]. D'autres choisissaient de déserter à la première occasion. Pour utiliser l'expression d'un officier, "c'était une puissante, instable, bande de gars[5]» difficile à contrôler.

Avant le tournant stratégique de l'humiliante défaite de *Saratoga*[6] en mai 1778, le Gouvernement anglais utilisait deux méthodes pour se procurer des soldats. La première était le *volontariat*. «Le 16 décembre

---

1 ●*Lettres familiales de l'impératrice Eugénie,* publiées par les soins du duc d'Albe, Le Divan, Paris, 1935.

2 ●French and Indian Wars, qui correspondent aux Guerres du XVIIIe siècles (la Guerre de Sept-Ans, la Guerre de Succession d 'Autriche, d'Espagne) et même aux Guerres de la Ligue d'Augsbourg.

3 ●Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861. Page 424. Selon le *British Office for National Statistics*, la population de l'Angleterre prise isolément approchait les 8 millions en 1777. Les Treize-Colonies alignaient déjà 2,8 millions d'habitants qui doublaient tous les 20 ou 25 ans.

4 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office. I:1005, Lettres de Oughton à Jenkinson, 27 mai, 1779, Colonel Peirson à Jenkinson, 11, 15 Mar. 1779; ibid., I:1002, Major J. Clayton à Jenkinson (non daté).

5 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office. I:991, Lettre du colonel Gisborne à Barrington, 29 janvier 1776. Andrews, Charles M., *Guide to Materials for American History in P.R.O.,* Carnegie Institute, Washington, 1914.

6 ●En dépit de l'opposition violente du Clergé catholique du Canada, il y avait à Saratoga deux régiments de volontaires canadiens français. Cette bataille fut le Stalingrad, le point tournant de la guerre, car à l'annonce de cette victoire américaine, le roi de France jugea que la Révolution américaine n'était pas une simple révolte de gueux qui allait se terminer en réconciliation, mais une vraie Guerre d'Indépendance. La France décida alors d'aider officiellement les Américains (*Alliance franco-américaine*) et de leur envoyer une armée française pour les seconder.

1775, le Ministère de la Guerre mit un Avis dans le *London Gazette*, organe officiel de l'Armée, promettant que "pendant cette période de Rébellion qui se poursuivait en Amérique du Nord, chaque volontaire, qui s'engagerait comme soldat dans l'un des Régiments d'Infanterie de Sa Majesté "serait titulaire d'une démobilisation à l'issue de trois années, ou à la fin de ladite Rébellion, *au choix de Sa Majesté*[1]."

Cependant aucune mention n'était faite dans *ledit* avis du *London Gazette*, qu'une prime d'une guinée et demie était offerte à chaque volontaire[2]. Cela permettait de ne l'attribuer qu'aux hésitants et à ceux qui étaient au courant de son existence. Ultime arnaque !

À titre d'exemple : comparaison des effectifs de l'armée britannique : effectifs durant la Guerre de Succession d'Autriche			
Alliés	Population totale	Soldats	% de la population
Anglais	7 500 000	3 000	0,04 %
Hanovriens	2 000 000	16 480	0,82 %
Hollandais	4 000 000	30 540	0,76 %
Écossais	2 500 000	6 000	0,24 %
Irlandais	3 000 000	6 000	0,20 %

Mais décidément, vendre sa vie pour ces quelques guinées ne souriait pas aux sujets de Sa Majesté. Alors, le Gouvernement de Londres prit les grands moyens. Sous la pression des lobbies marchands, il accorda à des détenus de droit commun une amnistie pour leurs crimes comme condition à leur engagement dans l'armée anglaise. «Vagabonds[3], trafiquants et criminels de toutes sortes pouvaient de cette façon échapper aux peines judiciaires qui leur avaient été infligées. Même les déserteurs, en fuite ou en détention, pouvaient être amnistiés en acceptant de réintégrer les rangs ou de leur propre régiment ou d'un autre[4].»

Contrairement à une idée assez répandue, les loubards, marioles en tout genre, voyous de bas quartiers, voleurs de sacs à main de vieilles dames à la sortie des vêpres, tous ces "gibiers de potence" font de très mauvais soldats. La discipline constituant la force essentielle d'une armée, on comprend bien que cette vertu fasse rarement partie du saint-crépin d'un bandit. L'historien Jean-Claude Damamme donne une idée de la valeur des duellistes ; le même commentaire pourrait affubler la racaille qui passe son existence en prison : «Malheureusement pour leur gloire personnelle, ces bretteurs acharnés, paradoxalement, n'aiment guère en découdre sur le champ de bataille où l'on ne peut choisir son adversaire. Ce manque de vrai courage les fait juger par les autres

1 •*London Gazette* du 16 décembre. 1775. "should be entitled to his Discharge at the end of Three Years, or at the end of said Rebellion, at the option of His Majesty."

2 •Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office. 3:5, Lettre de Harvey à Elliot, du 10 mars 1775.

3 •"Vagrants, smugglers, and criminals of various kinds might thus escape such legal penalties as had been adjudged them. Even deserters, whether at large or imprisoned, were to be pardoned upon agreeing to reenter the ranks of either their former regiment or some other.""

4 •*London Gazette,* du 20 au 24 février 1776, et le même journal du 28 au 31 mars 1778.

combattants avec une sévérité justifiée : "Tous ces ferrailleurs étaient en général de fort mauvais soldats ; l'homme qui, comptant sur sa force, cherche querelle aux faibles est nécessairement un lâche." jugement sans appel d'un officier subalterne[1].»

Le duc de Wellington nous donne un exemple significatif de la valeur de ses propres soldats, à Badajoz, 1812, comme à Ciudad Rodrigo. Ces villes tenues par les Français, étaient assiégées par les troupes du duc de Wellington. Or, après avoir pris ces villes espagnoles, ses soldats burent, pillèrent, brûlèrent et violèrent durant trois jours entiers les populations civiles. Pour mettre un terme à ces journées d'anarchie et venir à bout de ces excès, le duc de Wellington fit dresser des potences *pour ses propres soldats* en guise de menace. Lorsqu'il réussit enfin à rétablir l'ordre, c'était un aspect de désolation et de honte. Devant cela, pour la première fois en public, les yeux de Wellington se mouillèrent. Il donna alors un aperçu de la valeur de l'armée anglaise lorsqu'il compara le recrutement britannique face à la Conscription des Français durant ces guerres napoléoniennes : «Une armée française est constituée de façon très différente par rapport à la nôtre. En France, la Conscription fait appel à toutes les classes sociales ─aussi bien votre fils que le mien─. Tout le monde doit y aller. Mais, nos amis (nos soldats) ─je peux le dire dans cette pièce (c'est à dire, *entre nous*)─ c'est le rebut même de l'humanité. On prétend que ces soldats se sont engagés par patriotisme ─Fumisterie ! ─ Rien à voir. Quelques-uns sont entrés dans l'armée pour fuir leurs bâtards, d'autres parce qu'ils avaient quelques petits crimes sur la conscience, la plupart pour boire. On peut difficilement imaginer un tel assemblage[2].» Par la suite, lorsque les pillages et les viols de Ciudad Rodrigo furent oubliés, ce commentaire cruel devint choquant pour les militaires anglais, et l'un d'eux[3] ajouta un bout de phrase fictif qui sauvait l'honneur, "and it really is wonderful that we should have made them the fine fellows they are." Ce qui donnerait approximativement : «Et il est vraiment formidable que nous en ayons fait les bons gars qu'ils sont devenus.» Mais un tel commentaire, de la part d'un Wellington en pleurs, est totalement invraisemblable après trois jours d'anarchie, alors qu'il observait les potences destinées à punir ces mêmes soldats qui venaient de violer, de piller et de brûler cette ville espagnole censée être l'alliée des Anglais.

---

1 ●Damamme, Jean-Claude, *Les soldats de la Grande Armée*, Perrin, Paris, 1998. p.201

2 ●Traduction libre de "A French army is composed very differently from ours. The conscription calls out a share of every class — no matter whether your son or my son — all must march; but our friends — I may say it in this room — are the very scum of the earth. People talk of their enlisting from their fine military feeling — all stuff — no such thing. Some of our men enlist from having got bastard children — some for minor offences — many more for drink. You can hardly conceive such a set brought together...." cité dans Paul Johnson, *The Birth of the Modern World Society 1815-1830*, Harper Collins Publ., New York, 1991; p. 65.

3 ●Certains prétendent que ce fut le duc de Wellington lui-même qui, sous la pression des critiques, ajouta le commentaire final pour sauver l'honneur de l'Armée anglaise.

Les recrues pouvaient être des criminels mais il n'était pas question que les catholiques anglais aient l'honneur d'être recrutés pour apprendre à se battre. Ces papistes étaient bien trop revanchards. Avant la bataille de Saratoga [1778], les volontaires levés en Grande-Bretagne devaient déclarer qu'ils étaient effectivement de religion protestante[1].

Les régiments constitués d'un tel ramassis de "jailbirds[2]" étaient constamment gardés à l'œil car les hommes ne cherchaient qu'à déserter : «On ne pouvait pas leur faire confiance quand leur régiment était en Métropole et ils devaient être gardés sous les verrous jusqu'à leur embarquement pour l'Amérique ou ailleurs. "Il est clair, écrivit Jenkinson, qu'on ne pouvait faire aucune confiance à la plus grande partie des engagés de force dans aucun des régiments qui effectuaient leur service en Grande Bretagne. Il est douteux qu'on puisse leur faire confiance dans aucun des régiments servant sur le continent américain ; mais ils pourraient tout à fait être envoyés dans les régiments des Antilles ou dans les garnisons de Gibraltar et de Minorque. De ces places, ils peuvent difficilement déserter et rien ne nous amène à conclure qu'ils ne feraient pas correctement leur travail là-bas[3].»

Dans une lettre à Jenkinson concernant ces recrues tout à fait singulières, sir David Lindsay, affirma en fronçant les sourcils : «116 parmi eux sont des enrôlés d'office que je suis dans l'absolue nécessité de garder à l'isolation[4] car il n'y en a pas un seul d'entre eux qui resterait avec nous 24 heures d'affilée[5].» Malgré cela, ce genre de soldats avait la liberté de choisir dans quel régiment ils souhaitaient servir.

La cuisante défaite de Saratoga et l'intervention française firent l'effet d'un électrochoc sur les Lobbies marchands londoniens qui pour une fois se rendirent compte qu'ils avaient mené l'Angleterre à la catastrophe. En mai 1778, le Parlement passa donc rapidement une loi[6] destinée à «faciliter et à améliorer le recrutement des forces terrestres de Sa Majesté[7].» Cette loi décrétait que chaque volontaire recevrait une prime de 3£, et qu'il avait le droit d'être démobilisé à la fin de ses 3 années de service "*à moins que la Nation ne soit en guerre ;*" petite phrase qui pouvait se révéler périlleuse pour l'engagé. Cette nouvelle réglementation donnait aussi aux juges de paix et aux *Commissaires à la Taxe Foncière* nommés pour appliquer cette loi par la force dans le pays, l'ha-

---

1 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office, 1:1002, lettre de Aird à Jenkinson, du 28 décembre 1779.

2 ●*Taulards* ou plutôt *gibiers de potence*.

3 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office, 4:966, Jenkinson to Amherst, 26 octobre 1779.

4 ●"To keep in confinement."

5 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office, 1:1004, Plymouth, 2 juillet, 1779.

6 ●La Loi de Recrutement (Recruiting Act 18 Geo.III, C.53) qui peut se consulter sur internet.

7 ●Owen Ruffhead, Esq., *Statutes at Large from Magna Carta to the End of the Last Parliament*, XIII, 273-280.

bilité et le pouvoir d'appréhender et de livrer aux officiers recruteurs «tout homme apte, ou toute personne condamnée pour inconduite publique [ivrognerie publique, vol à la tire, cambriolages, violence ou autres], qui ne pouvait pas, après enquête, prouver qu'il exerçait un commerce ou s'adonnait industrieusement à un emploi légal, et qui ne possédait pas *quelque liquidité suffisante* pour subvenir à son propre support et maintien[1].» *Vae pauperibus !* Malheur aux nécessiteux !

Ces fameux *Commissaires à la Taxe Foncière* ─les titres ronflants sont souvent destinés à camoufler les réalités trop scabreuses─ devaient aussi incarcérer et livrer à l'Armée de Terre toute personne qui était convaincue de faire le commerce de biens pour un chiffre d'affaire inférieur à 40 £*, en remplacement de toute peine judiciaire*[2].» Il semble tout à fait manifeste que l'on ne voulait se saisir que des petites gens. Contrairement à la pisciculture, les gros poissons pouvaient passer à travers les mailles du filet de l'Administration militaire anglaise. Se battre pour son pays était devenu une punition pour les fripouilles et les vauriens, généralement de très mauvais combattants. Heureusement que l'État-Major anglais pouvait compter sur les Highlanders écossais, les Irlandais et les mercenaires allemands pour gagner ses batailles ou au moins pour ne pas les perdre toutes.

Pour éviter les plaintes des autorités municipales, les officiers recruteurs devaient acquitter aux Municipalité [aux Paroisses[3], disait-on alors en Angleterre, comme en France] ─pour chaque recrue capturée de la façon décrite─, 20 shillings, et au *Contrôleur des Pauvres* ─au cas où l'homme avait une épouse et une famille qui émargeaient au budget social de la paroisse─ une somme située entre 10 et 40 shillings, suivant le nombre d'enfants. Une prime de 10 shillings était en outre offerte en récompense à toute personne *qui dénonçait* un homme susceptible d'enrôlement forcé dans les Forces Armées dans le cadre de cette loi spécifique. Aucun électeur[4] et ─entre le 25 mai et le 25 octobre─, aucun employé chargé de *récolter* [d'aider dans les récoltes] ne devait être enrôlé de force afin de ne pas nuire aux propriétaires fonciers qui les employaient. Les enrôlés de force pouvaient théoriquement exiger une décharge à l'issue de 5 ans de service, *à moins que la nation fut encore en guerre* (!). Aucun homme ne pouvait être enrôlé en vertu de la loi s'il n'était assez robuste pour servir Sa Majesté, libre de membre rompu, de toute perturbation caractérielle, de toute faiblesse ou infirmité corporelle,

1 ●"all able-bodied idle, and disorderly Persons, who could not, upon Examination, prove themselves to exercise and industriously follow some lawful Trade or Employment, or to have some Substance sufficient for their Support and Maintenance."

2 ●"They were also to raise and deliver all Persons who should be convicted of running Goods to the Value of 40£ or under in lieu of all legal Penalties."

3 ●La paroisse anglicane était l'équivalent de la municipalité d'aujourd'hui.

4 ●C'est à dire : personnes assez riches pour avoir le droit de vote (les propriétaires fonciers.) Seuls les pauvres pouvaient être incorporés d'office.

invalidités qui pourraient le rendre inapte à effectuer le métier de soldat. Aucune recrue ne devait paraître avoir moins de 17 ans et plus de 45, ou en-dessous de la taille de 5 pieds 4 pouces sans chaussures[1]. On peut alors imaginer l'ambiance de délation, les *traques aux clochards* dans les villes et les campagnes anglaises, et la chasse aux simulateurs (faux caractériels...) au sein même des bataillons.

Cette Loi d'Enrôlement forcé (*Press Act*) reçut l'assentiment royal le 28 mai 1778. Mais le petit peuple anglais connaissait la voracité et la ruse de ses lobbies marchands, cupides et sans scrupule. De ce fait, les quelques avantages offerts ne parvinrent pas à convaincre les citoyens pauvres de Sa Majesté à sacrifier leur vie au profit de cette Monarchie phagocytée par les affairistes. Aucune recherche n'a été produite concernant l'efficacité de la loi du recrutement forcé de 1778. Mais on peut imaginer que si l'année suivante une nouvelle loi fut édictée, ce fut parce que la précédente n'avait pas donné les résultats escomptés. La Loi de 1778 fut donc, elle-aussi, un échec[2]. Environ 15.000 hommes furent levés de force dans l'île, dont 10.000 provenaient d'Écosse [et 5.000 d'Angleterre et du Pays-de-Galles]. Ces 15.000 hommes furent enrôlés sous l'union-jack, grâce aux efforts (contraignants et contraints) des municipalités et des seigneurs d'Écosse en faveur du Service de Sa Majesté[3]. En fait les seigneurs protestants d'Écosse offrirent leurs sujets catholiques à la voracité des lobbies comme les roitelets d'Afrique à l'âpreté sordide des négriers arabes, européens ou américains. Entre l'Écosse et l'Angleterre, la proportion de racolage était des 2/3. Quoique l'Écosse n'ait qu'1/4 ou 1/5 de la population de l'Angleterre, elle fournissait les 2/3 des effectifs anglo-écossais. Les levées massives en Écosse étaient faites par les municipalités mais aussi par les seigneurs anglo-protestants d'Écosse placés là à la suite des insurrections du milieu du siècle, et qui cherchaient à plaire au roi par leur zèle[4].

Le fonctionnement de la loi suivante, celle de 1779, fut par contre, soigneusement scruté par les historiens. On sait que le recrutement issu de cette loi (de mars à octobre 1779) fut aussi un échec, puisque, en dépit du rajeunissement des recrues à 16 ans, 1.463 criminels et vagabonds seulement furent forcés de porter l'Uniforme Rouge en Angleterre du

---

1 ●Tiré de *The Organization of the British Army in the American Revolution Chapter III The Recruiting of the Army*, site Americanrevolution.org

2 ●Corbett, William, *Parliamentary History of England; from the Earliest Period to the Year 1803,* Vol. XX (décembre 1778-février 1780), Longman, Hurst, Rees, Orme & Brown, …, Londres, 1814.

3 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office, 1:682. "*Resolution of Nobility of Norfolk*"; Fortescue, John, *A History of the British Army*, III, p.290.

4 ●Les anciens seigneurs écossais catholiques de Haute-Écosse (Highlands) qui s'étaient joints à l'insurrection catholique (à Culloden) avaient été démis de leur fonction et remplacés par des seigneurs anglo-protestants. La plupart de leurs descendants se convertirent au protestantisme et tâchèrent par leur zèle envers le roi d'Angleterre de reconquérir leurs titres de noblesse.

Sud[1]. L'activité de vagabond devint vraiment périlleuse en Angleterre en ces temps où les besoins des lobbies marchands londoniens pour mener leurs guerres à terme, étaient énormes. Par contre l'Écosse fut passée *au peigne fin* pour combler le déficit de "matériel humain" en Angleterre.

Imperturbablement, le Parlement, stimulé par l'énergie des infatigables lobbies financiers, vota donc cette *Loi de Contrainte militaire du 9 janvier 1779*[2]*,* qui admettait les garçons robustes à partir de 16 ans et jusqu'à 50 ans. Il est de notoriété publique qu'un garçon de 16 ans ne connaît pas la valeur précieuse de sa vie et de sa santé ; autant utiliser cette insouciance et la rendre profitable pour le plus grand bénéfice de l'économie nationale. De plus cette loi "rendait disponible pour la Conscription une autre classe de criminels (déjà évoquée) en déclarant que, pouvaient être recrutés d'office, non seulement *les oisifs* robustes mais aussi "les personnes qui se conduisaient mal sur les voies publiques" et perturbaient l'ordre, de même que ceux qui délaissaient leur famille et l'abandonnaient à la charge de l'aide publique ─assistance qui était alors *paroissiale* c'est-à-dire *municipale*. Ce que certains appellent "le gentleman britannique" n'est pas né par génération spontanée. Les recrues recevaient désormais 3£ et 3 shillings au lieu de 3£ et surtout des exemptions de *mille corvées* paroissiales *s'ils revenaient vivants*. De plus, ils obtenaient la liberté unique de créer et d'exercer *n'importe quel* commerce *n'importe où* en Grande Bretagne. Cette dernière concession était précieuse et même inestimable, et sa valeur ne peut être appréciée qu'à l'aune de ce XVIII[e] siècle, en prenant en considération que presque chaque ville et corporation possédaient alors un système monopolisateur de douanes et de règlements municipaux. Ce système très complexe régulait dans chaque circonscription administrative les poursuites judiciaires pour régler les désaccords économiques. Il était si obscur et amphigourique que les candidats se trouvaient découragés de réclamer leurs droits ; seuls en profitaient ceux qui avaient les moyens financiers.

Plus encore, selon cette Loi de 1779, les militaires libérés à la suite de blessures, avant l'expiration de leur contrat, seraient susceptibles d'obtenir les mêmes privilèges que ceux qui avaient servi la totalité du terme. De quoi allécher les défavorisés de *la seule* Monarchie constitutionnelle du Continent européen. À la vue de si nombreux avantages, on se demande pourquoi l'Armée anglaise éprouvait encore tant de mal à recruter des volontaires de sang anglais ? Le fameux patriotisme des Anglais n'allait pas jusqu'à risquer sa vie.

---

1 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office, 4:966, Lettre de Jenkinson à Amherst, 26 octobre 1779. L'uniforme rouge date de Guillaume d'Orange.

2 ●Corbett, William, *Parliamentary History of England; from the Earliest Period to the Year 1803* Vol.XX (décembre 1778-février 1780), Longman, Hurst, Rees, Orme & Brown, Debate in the Commons on the Bill for better Recruiting the Army, Jan.21 1779, Mr. Jenkinson, Secretary at War…., Londres, 1814. pp. 1123 et suiv.

On constate aussi qu'à «plusieurs occasions, des personnes qui avaient été arrêtées par les magistrats dans un but de conscription forcée dans l'Armée régulière, se portaient volontaires pour la Milice locale[1].» Ce modèle de comportement semble encore de mise dans certaines sociétés anglo-saxonnes puisque deux siècles plus tard, le président George W. Bush junior suivra ce processus exact lorsqu'il s'engagea dans la *Garde Nationale* pour s'éviter d'aller guerroyer au Vietnam. Cette couardise ne l'empêcha pas de déclarer plus tard la Guerre à l'Irak de même que celle à l'Afghanistan où moururent 10.000 Américains[2] et des centaines de milliers d'Irakiens et d'Afghans.

Comme certains magistrats anglais protestaient du rôle de recruteurs qu'on leur faisait jouer, Jenkinson, le Secrétaire à la Guerre, répondit que tout était pour le mieux puisque «ces hommes, par le fait qu'ils étaient «troublesome and obnoxious,» devenaient ainsi immédiatement utiles à leur pays en contribuant à sa défense par leur Service *volontaire* dans la Milice[3].»

♦

Devant le peu d'enthousiasme des citoyens anglais à se battre, les lobbies se résignèrent à faire voter des budgets énormes pour acheter des régiments allemands, toujours disponibles sur le marché international, tant certains princes[4] du Saint-Empire romain germanique avaient besoin de l'or anglais pour rehausser leur fortune ou simplement tenir leur rang au sein de l'aristocratie européenne en s'affichant comme généreux philanthropes, humanistes consommés ou amateurs d'art raffinés. Quand un Gouvernement ne parvient pas à recruter des soldats à peu de frais, il ne lui rester qu'à lever de l'argent, beaucoup d'argent, pour en trouver ailleurs. Et cela ne va pas sans opposition. Le discours du Très Honorable Charles James Fox[5] au Parlement britannique au sujet du budget et de l'emprunt de 1781, s'efforça de condamner le budget qui risquait d'endetter plusieurs générations d'Anglais[6].

Le comte Russell avait déclaré à cette occasion que l'un des sujets les plus importants du débat parlementaire de la Législature de

1 ●British War Office, 4:965, Barrington to the Commissioners, 17 Aug. 1778. Ibid. 1:1005, Lord Sir Percy Brett to Jenkinson, 8 Mar. 1779.

2 ●Sans compter les 22 anciens combattants qui se suicidaient *chaque jour* en constatant, après leur rapatriement aux États-Unis, que la guerre avait détruit leur psyché et leurs chances d'avoir une vie normale.

3 •"impresses into the Regular Army". British War Office, 4:966, Lettre de Jenkinson à John Livesey et E. Brewer, 13 avril 1779. Les adjectifs *troublesome* et *obnoxious* sont eux-mêmes des synonymes et ils peuvent se traduire par *pénible* et *désagréable*. L'addition de deux synonymes est une figure de style d'insistance.

4 ●Les régiments mercenaires suisses étaient organisés et loués aux Anglais par les Gouvernements des Cantons qui pouvaient ainsi se dispenser de hausser les impôts des riches (les pauvres n'en payant pas). Mais les Anglais firent moins usage de mercenaires suisses, lesquels, selon les traités franco-suisses, ne pouvaient se battre contre la France ; or l'Angleterre se battit presque exclusivement contre la France, sa principale rivale économique.

5 ●Le Très Honorable Charles James Fox fut un politicien Whig important, passa presque toute sa vie dans l'Opposition. Il devint en 1782 leader de la Chambre des Communes.

6 ●Corbett, William, *Parliamentary History of England; from the Earliest Period to the Year 1803,* Vol.XX (décembre 1778-février 1780), Longman, Hurst, Rees, Orme & Brown, …, Londres, 1814.

1781 était l'emprunt destiné à payer la guerre et à acheter des régiments allemands. James Fox se leva alors et clama au sommet de sa voix : «Quand un pays engagé dans une guerre se heurte à des difficultés à lever, par des taxes, les sommes nécessaires pour défrayer les dépenses annuelles, et qu'il a recours à un *emprunt*, il est évident que cet expédient renvoie à une génération ultérieure le fardeau des dépenses actuelles. Pour cette raison la solution de l'emprunt devrait être utilisée avec grande précaution. Car *si une nation peut être stimulée par l'excitation d'une guerre, par l'espoir de conquêtes et par la loterie hasardeuse de la victoire, lorsqu'elle ne risque aucune augmentation équivalente de taxes, le jeu sera joué avec un empressement ardent* ; *les motifs de guerre seront examinés superficiellement et les carnages des bataille lointaines ne causeront qu'une tristesse fugace*[1].» Ainsi s'exprimait le Très Honorable membre du Parlement britannique qui avouait avec une spontanéité remarquable à quel point, quand on est un profiteur de guerre, la mort des soldats laisse indifférent. Et son cynisme abyssal nous aide à comprendre pourquoi le citoyen anglais se montrait si peu intéressé à mourir pour ces canailles.

À côté de la Shoah et de l'esclavage, l'infâme commerce de mercenaire du XVIIIe siècle restera toujours une abomination, non seulement pour les pays qui exportaient des régiments, mais pour ceux qui en importaient dans un même but d'enrichissement. Certes tous les pays engageaient des mercenaires pour compléter leurs effectifs, les Pays-Bas, l'Autriche... Mais alors que la France se contentait en moyenne de 7 à 8 % de mercenaires[2] avec 92 à 93 % d'effectifs français de naissance, l'Angleterre alignait des pourcentages totalement inversés. 8 % d'Anglais en moyenne, 70 à 75% des effectifs globaux en mercenaires allemands, et le reste en Écossais, Irlandais et autres.

En 1775, les Anglais firent des tentatives infructueuses pour se procurer une armée de 20.000 mercenaires russes[3] que l'impératrice Catherine II acceptait de leur vendre à prix abordable[4]. Ils tentèrent aussi

---

1 ●Earl Russel, *The Life and Times of Charles James Fox*, Richard Bentley, Londres 1866. Vol.I, p.235. "When a country engaged in war finds a difficulty in raising by taxes the sums necessary for its yearly expenditure, and has recourse to a loan, it is obvious that this expedient charges upon a succeeding generation the burthen of the actual expenditure. For this reason the resource of borrowing should be employed with great reserve. For if a nation can be buoyed up by the excitement of war, the hopes of conquest, and the gambling chances of victory, without any corresponding increase of taxes, the game would be played with eager readiness ; the motives for hostilities would be lightly examined, and the distant bloodshed of a battle would cause only a transient sorrow."

2 ●7% est une moyenne entre 6 et 8%. Aujourd'hui, en 2014, la Légion étrangère française comporte 2,5% des effectifs globaux de l'Armée de terre française.

3 ●Selon Frédéric de Prusse, les Anglais avaient déjà obtenu en 1748, durant la Guerre de Succession d'Autriche, une armée mercenaire russe de 37.000 combattants. Politische Correspondenz, Correspondance politique ; Œuvres en langue française de Frédéric le Grand ─ Werke Friedrichs des Großen. Édition en ligne, numérisée par la Bibliothèque de Trèves (Universität Trier). t.VI, pp.12 et 14.

4 ●British Colonial Office Papers in The National Archives of the United Kingdom. Kew, Richmond, Surrey, Royaume-Uni, 5:92, Dartmouth to Howe, 5 Sept. 1775; ibid. 5:93, Pownall to Howe, 5 Jan. 1776 ; *Dartmouth MSS.*, I, 395. Le 7 juillet 1777, Howe écrit à Germain, «Un Corps russe de 10.000 combattants assurerait, je pense, la victoire à la Grande-Bretagne dans cette guerre en une autre Campagne.»

de racheter une brigade écossaise qu'ils avaient eux-mêmes louée à la Hollande à un prix supérieur à celui des Allemands. *Business is business !*

Comme le détaille avec minutie l'historien américain Edward Lowell, le commerce de soldats mercenaires était devenu extrêmement lucratif dans l'*Europe des Lumières*, aussi lucratif que l'esclavage qui faisait rage à la même époque et qui enrichissait non seulement les négriers mais aussi, comme exprimé plus haut, les roitelets locaux du Golfe de Guinée. Le roi d'Angleterre, écrivit cet historien, «accepta de payer à Sa Très Sereine Grandeur[1], sous le titre de taxe-de-recrutement, pour chaque soldat, la somme de 30 couronnes banco, égal à 7£ 4s. 4½d. Il devait accorder, en outre, un subside annuel de 11.517£, 17s et 1½d. à partir du jour de la signature du traité-contrat pour aussi longtemps que les troupes recevraient sa solde, et double montant (à savoir 23.035£ 14s. 3d.) pour une période de deux ans[2]» après le retour des survivants. Il s'agit ici de l'État du Brunswick. Mais les avantages étaient à peu près similaires et aussi fructueux pour les autres princes des principautés allemandes.

Le même historien nous apprend que, selon la tradition de ces contrats, «trois hommes blessés étaient comptés comme un tué; un homme tué était payé (au duc et non pas à ses ayant-droit) au tarif de la taxe-de-recrutement... Cela peut signifier que *le roi d'Angleterre s'engage à défrayer la somme équivalente à celle d'une recrue pour remplacer un soldat du Brunswick tué au combat*, mais que le duc doit remplacer à ses frais un homme qui déserte ou qui meurt de maladie, à moins d'une inhabituelle maladie contagieuse[3].»

Mais avant de louer de nouvelles troupes pour mener à bien cette guerre d'indépendance américaine, il fallut que l'Angleterre cessât de tergiverser avec les princes allemands, de louvoyer pour ne pas défrayer la totalité des sommes dues, et se résignât à payer les dernières traites de la Guerre de Sept Ans. Car, débarrassée depuis 1763 de la nécessité d'acheter des troupes mercenaires, les Anglais avaient sciemment négligé ou contesté les factures. Ils avaient donc accumulé un énorme retard et des montagnes d'intérêt pour s'acquitter de leurs dettes

---

1 •Le duc de Braunschweig plus connu au Canada sous le nom de Brunswick, puisque l'une de ses provinces porte ce nom.

2 •Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chapter II The Treaties, p.17. La couronne était une grande pièce de monnaie anglaise de 5 shillings frappée l'année du couronnement d'un roi ou de la reine. «The King of England agreed to pay to his Most Serene Highness, under the title of levy-money, for every soldier the amount of 30 crowns banco, equal to £7 4s. 4½d. He was to grant, moreover, an annual subsidy amounting to £11,517 7s. 1½d. from the day of the signature of the treaty so long as the troops should enjoy his pay, and double theta amount (viz., £23,035 14s. 3d.) for two years after the return of the troops into his Most Serene Highness's dominions.»

3 •Ibidem, p.18. «Three wounded men shall be reckoned as one killed; a man killed shall be paid for at the rate of levy-money... It may be taken to mean that the King of England undertook to bear the expense of a recruit to fill the place of a Brunswick soldier actually killed in battle, but that the Duke must replace at his own cost one who deserted from the ranks or died of sickness, unless in case of an "uncommon contagious malady.»

envers les princes du Saint-Empire. Ils durent aussi solder les sommes dues aux officiers allemands. Les simples soldats mercenaires, eux, pouvaient toujours patienter quelques années de plus, en espérant que la mort ne les saisirait pas auparavant, et ne trancherait pas le différend en faveur de l'Angleterre en éteignant la dette.

En constatant que la guerre revenait à grands pas, l'Angleterre s'empressa donc de solder ses dettes de la Guerre de Sept Ans sans plus tergiverser. Ainsi, l'Électeur de Hesse encaissa entre 1776 et 1783 «outre les dépenses indirectes, 21.276.778 thalers en subsides, parmi lesquels 2.203.003 thalers représentaient des impayés datant de la Guerre de Sept Ans. De cette somme globale, une partie servit à payer la différence entre le pied de guerre[1] et l'état de paix de l'armée hessoise pendant huit ans[2].»

Le premier traité de fourniture de mercenaires destinés à cette Guerre d'Indépendance américaine, fut celui du duc de Brunswick. Il était daté du 9 janvier 1776. «Le duc cède à Sa Majesté-Britannique un Corps de 3.964 fantassins, et 336 dragons sans monture. Ce Corps doit être complètement équipé aux frais du duc, excepté pour les chevaux de la Cavalerie légère. Ils devront se mettre en marche à partir du Brunswick en deux divisions, en février et mars [1776], et le roi [d'Angleterre] doit prendre des mesures quand elles traverseront son territoire électoral[3] du Hanovre en route pour le bord de mer. Le roi doit les payer et les nourrir comme ses propres soldats et le duc [de Brunswick] s'engage "à laisser ses soldats jouir de toutes les rémunérations que Sa Majesté-Britannique leur allouera", c'est-à-dire à ne pas les payer au rabais en empochant la différence[4]. Cependant, le Gouvernement britannique ne lui faisait pas confiance. Aussi, à partir du moment où ces troupes arrivèrent en Amérique, leur solde leur fut versée directement, sans passer entre les mains de Sa Très Sereine Grandeur ducale. Cette précaution fut désormais adoptée avec tous les auxiliaires allemands excepté ceux du Hesse-Cassel dont le landgrave réussit à se faire confier la manipulation de l'argent[5].» Il faut se garder de croire qu'en payant directement les soldes aux mercenaires, les Anglais faisaient œuvre morale ; payer la solde directement aux troupes permettait aussi aux Anglais de tricher sur les morts et les handicapés et de retarder la solde de plusieurs mois ou même années ; ce qu'ils ne pouvaient pas faire lorsque l'argent était géré par les princes

1 ●"the difference between the war footing and the peace footing expense"

2 ●Rosengarten, Joseph G., *A defence of the Hessians*, The Pennsylvania Magazine of History and Biography, Philadelphie, 1899. p.4.

3 ●Le roi d'Angleterre était Prince-Électeur de Hanovre.

4 ●Littéralement : "that is to say, not to pay them on a lower scale and pocket the difference." Comme le faisaient de nombreux généraux et particulièrement le duc de Marlborough durant la Guerre de Succession d'Espagne.

5 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

plus filous encore que l'Administration anglaise. Dans tous les cas, les mercenaires étaient volés du prix de leur vie.

Le Roi d'Angleterre «accepta de payer à Sa Très Sereine Grandeur, sous la dénomination de "taxe"[1], pour chaque soldat, la somme de 30 "couronnes de banque", correspondant à 7 £ 4s. 4 1/2d. Il devait en outre accorder [directement au prince] un subside annuel de 11.517 £, 17s. 1 1/2d. à partir du jour de la signature du traité aussi longtemps que les troupes recevraient leur solde, et doubler cette somme (23.035 £ 14s. 3d.) pendant deux ans après le retour des troupes sur le territoire de Sa Très Sereine Grandeur[2].»

L'une des clauses de ce traité mérite un éclairage supplémentaire, car elle a enflammé l'indignation de tous ceux qui ont exécré ces marchandages pour la vente de sang humain. Elle précisait que «selon la coutume, trois hommes blessés devront avoir la valeur [monétaire] d'un homme tué ; un homme tué sera payé au tarif de la taxe dite "*levy money*"[3]. Cette clause, qui n'apparaît pas dans le subséquent contrat anglais avec le prince de Hesse-Cassel, est mentionné dans le traité avec le prince du Brunswick sous la même forme, avec la condition d'y inclure toute perte extraordinaire due à une bataille, à une épidémie ou à un naufrage. Cela pourrait signifier que le roi d'Angleterre acceptait d'assumer la dépense d'une recrue destinée à remplacer un soldat du Brunswick tué au combat, mais que le duc devait remplacer à ses propres frais un homme qui déserterait de son armée ou mourrait de maladie, à moins que ce ne soit dans le cas d'une "épidémie contagieuse inhabituelle". Mais si cela était l'interprétation convenable, que signifierait alors "trois hommes blessés" ? Kapp rejette cette explication et établit que les nouvelles recrues étaient payées par des taxes anglaises "levy-money" qui se surajoutaient aux 30 couronnes reçues pour les hommes tués et les blessés, et que ce prix-du-sang (blood money) était empoché par le prince et non par la famille du soldat, ni par lui-même, s'il était blessé[4] ou handicapé.

Dans tous les cas, le fait est établi que le duc de Brunswick recevait, par contrat, une somme qui s'élevait à environ 35,00 $ (dollars canadiens de l'an 2015) pour chacun de ses soldats qui serait tué au combat, et de 11,66 $ pour chacun de ses hommes qui serait mutilé.

---

1 ●«levy-money.» Plus loin *"crowns banco"* traduits par *"couronnes de banque"*.

2 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

3 ●C'est-à-dire, pour chaque soldat, la somme de 30 "couronnes de banque", correspondant à 7 £ 4s. 4 1/2d., payable au prince directement ; la solde étant bien sûr supprimée pour les morts.

4 ●Heinrich von Sybel, *Historische Zeitschrift* [en français : *la Revue historique*] est une revue bimensuelle d'histoire fondée en 1859 par l'historien allemand Heinrich von Sybel à l'Université Louis-et-Maximilien de Munich. Vol. II, 6 - 42, 1879, p. 327. La création de cette revue inspira le Français Gabriel Monod de fonder la *Revue historique* en 1876. En 1886, la *English Historical Review* fut créée et en 1895 l'*American Historical Review*.

Il est aujourd'hui devenu impossible de savoir combien les Anglais ont payé dans ce domaine particulier. Les paiements n'étaient pas enregistrés sous leurs véritables rubriques dans les relevés envoyés au Parlement anglais par le Ministre de la Guerre. L'historien allemand Friedrick Kapp[1] suggère que le Cabinet ne souhaitait pas soulever les critiques et les controverses que ce titre de rubrique aurait soulevées[2].» Éternel souci des Anglais de cacher leurs failles pour que la postérité reste fière de son Histoire et n'ait pas à demander pardon ; surtout pas de masochisme pénitentiel à la française.

Le traité avec le landgrave du Hesse-Cassel, daté du 15 janvier 1776, diffère de celui du Brunswick «essentiellement par le fait qu'il est plus favorable à l'intérêt du prince allemand. D'abord, le roi de Grande-Bretagne s'engageait dans une alliance défensive avec le landgrave de Hesse-Cassel. Les troupes hessoises devaient être gardées groupées sous leur propre général, à moins que des raisons tactiques ou stratégiques impératives les engagent à se séparer[3]. Leurs malades devaient rester aux soins de leurs propres chirurgiens et d'autres personnels adéquats sous la responsabilité des généraux hessois, et tout ce que le roi d'Angleterre accordait à ses propres troupes devait être accordé à ces Hessois de Hesse-Cassel. Selon ce traité, le landgrave de Hesse-Cassel devait fournir 12.000 hommes complètement équipés, et avec de l'artillerie si nécessaire. Le prince serait payé en "levy-money" au même taux que le duc de Brunswick (30 couronnes banco, ou 7£ 4s. 4 1/2 d. par homme). Ses subsides personnels, cependant, étaient proportionnellement plus importants, s'élevant à 450.000 couronnes banco, ou 108.281£ 5s. par année. Ils seraient poursuivis ─sans être doublés toutefois─ durant une année après le retour effectif de la troupe sur le territoire de Hesse. Il y avait là une réelle amélioration au profit du prince par rapport aux autres Électorats allemands ; mais, en dépit de ce qui est écrit, la réalité se trouvait être rarement la même.

Par la suite, le landgrave fournit plusieurs contingents moins importants, en profitant d'accords favorables. L'avantage du landgrave de Hesse-Cassel, comparé à celui du duc de Brunswick, était qu'il recevait plus du double par soldat envoyé en Amérique. En dehors du contrat, le landgrave insista aussi sur le paiement par l'Angleterre d'une vieille dette que nous avons évoquée plus haut. Cette créance datait de la Guerre de Sept Ans, et l'Angleterre avait jusque-là refusé de la payer. Elle s'élevait à 41.820£ 14s et 5d[4].» Comme on le voit, les lobbies anglais fort rusés furent contraints, par les Électeurs allemands plus filous encore, de

---

1 ●Kapp, Friedrich, *The trade in soldiers for America by German princes*; Berlin, 1864.

2 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

3 ●Ce qui rendait cette clause totalement caduque, puisque, en temps de guerre, tout mouvement est considéré comme exigé par la tactique militaire ou la stratégie.

payer jusqu'aux ultimes 14 shillings et 5 pences pour obtenir leur *cannon fodder,* leur chair à canon. Les princes germaniques avaient besoin de leur £$Ð pour fournir eux-mêmes à l'Angleterre la drogue de la puissance militaire[1].

Les traités avec les États allemands de moindre importance démographique et stratégique (la Hesse-Hanau, le Waldeck, l'Anspach-Bayreuth, et l'Anhalt-Zerbst) ne différaient pas, dans leurs grands traits, de ceux décrits précédemment. Aucun d'eux n'était tout à fait aussi favorable envers les princes germaniques que le Traité avec Cassel, pas tout à fait aussi favorable à l'Angleterre que celui avec le Brunswick[2]. La clause "blood-money" était incorporée dans ceux du Hanau et de Waldeck, mais pas dans celui d'Anspach[3].»

De temps en temps, des négociations étaient entamées avec plusieurs des princes susmentionnés pour de plus petites unités de troupes. «Les Chasseurs et les tireurs d'élite étaient spécialement en demande. D'année en année, ces recrues étaient envoyées en Amérique aux diverses divisions.

L'un des nombreux avantages incontestables pour l'Angleterre d'employer des Allemands par rapport aux Anglais de naissance, était que les mutilés et les officiers demi-soldes retournaient en Allemagne : «Les étrangers sont les seuls soldats que nous pouvons lever, et à un prix raisonnable, *car ils ne nous coûtent pas une demi-solde supplémentaire quand le travail est terminé*[4].» Les effectifs globaux, selon Kapp, se subdivisaient comme décrit dans ce tableau :

ÉTAT DES TROUPES MERCENAIRES ENVOYÉES EN AMÉRIQUE PAR CHAQUE PRINCIPAUTÉ DU SAINT-EMPIRE ROMAIN GERMANIQUE		
Principauté de Brunswick		
	Envoyés en 1776	4.300 mercenaires
	Mars 1777	224
	Avril 1778	475

4 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

1 ●Allusion au fait que les abréviations de *Livre-Shilling-Pence*, utilisent les lettres latines LSD (librae, solidi, denarii).

2 ●Les textes des traités avec le Brunswick, le Hesse-Cassel, le Hesse-Hanau, and le Waldeck, peuvent être trouvés dans le "Parliamentary Register," 1st series, vol. III.; pour le traité avec l'Anspach, vol. VII.

3 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

4 ●*Correspondence of George III with Lord North from 1768 to 1783, By W. Bodham Donne, in two volumes, John Murray, Albemarle Street, Londres, 1867. Vol.* II, p.120. Lettre 378 du 13 décembre 1778 du roi à North. p.45.

	Avril 1779	286
	Mai 1780	266
	Avril 1782	172
Total 5.723 dont 2708 revinrent (y compris les mutilés de guerre)		
Principauté de Hesse-Cassel		
	Envoyés en 1776	12.805 mercenaires
	Décembre 1777	403
	Mars 1779	993
	Mai 1780	915
	Avril 1781	915
	Avril 1782	961
Total 16.992 dont 10.492 revinrent (incluant les mutilés de guerre)		
Principauté de Hesse-Hanau		
	1777	2038 mercenaires
	Avril 1781	50
	Avril 1782	334
Total 2.422 dont 1441 revinrent (y compris les mutilés de guerre)		
Principauté d'Anspach-Bayreuth		
	Envoyé en 1777	1285 mercenaires
	Automne même année	318
	1779	157
	1780	152
	1781	205
	1782	236
Total 2353 dont 1183 revinrent (y compris les mutilés de guerre)		
Principauté de Waldeck		
	Envoyé en 1776	670 mercenaires
	Avril 1777	89
	Février 1778	140
	Mai 1779	23
	Avril 1781	144
	Avril 1782	159
Total 1225 dont 505 revinrent (y compris les mutilés de guerre)		
Principauté de Anhalt-Zerbst(		
	Envoyé en 1778	600
	Avril 1779	82
	Mai 1780	50
	Avril 1781	420
Total 1152 dont 984 revinrent (y compris les mutilés de guerre)		
Grand Total 29.867 mercenaires dont 17.313 revinrent		

Source : Kapp, Friedrick, Von Eelking, Max, Von Riedesel, Generalin, Leiste, Christian, Melsheimer, FB, Von Ewald, J, Biedermann, Karl, Pfister, Ferdinand, Seume, IG, Schlozer, August Ludwig, etc…The Hessians. Les nombres originellement donnés dans les "Stats-Anzeigen" de Schlozer (vi. pp. 521, 522), ont été corrigés par Kapp pour inclure le contingent d'Anspach. Ils forment sans doute l'approximation la moins imparfaite.

ÉTAT DES PERTES ALLEMANDES DURANT LES PRINCIPAUX COMBATS

Nom du combat	*tués*	*blessés*
Long Island	2	25
Long Island 15 sept. 1776	2	16
Long Island 16 sept.1776	1	1
Long Island 9-23 oct (incl. Chatterton Hill)	13	63
Fort Washington	56	276
Trenton	17	78
Assapink 2 janv.1777		4
Campagne de Burgoyne jusqu'au 6 oct.	164	284
Campagne de Burgoyne du 7 au 16 oct	25	75
Accrochage du 3 sept.1777	1	19
Chasseurs Brandywine	7	39
autres Hessois	2(?)	16
Newport	19	96
Stono Ferry	9(?)	34(?)
Charleston	11	62
Springfield	25(?)	75(?)
Bâton-Rouge		
Pensacola	15(?)	45(?)
Guildford Court-House	15	69
Yorktown	53	131

Source : Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

Le Brunswick envoya ....5.723 mercenaires
La Hesse-Cassel ………........16.992 mercenaires
La Hesse-Hanau……….........2.422 mercenaires
L'Anspach-Bayreuth……........2.353 mercenaires
Le Waldeck…..........................1.225 mercenaires
L'Anhalt-Zerbst sent ....1.160 mercenaires

Total……...............................**29.875** mercenaires

On pourrait penser que ces "contrats *dits* de chair-à-canon" ne choquaient personne dans l'Europe du XVIIIe siècle. Bien au contraire. Et, comme précisé plus haut, les greffiers anglais qui rédigeaient les contrats d'achat s'arrangeaient pour que les membres du Parlement ne puissent être choqués par la phraséologie. Bien sûr, l'aristocratie et la bourgeoisie anglaise savaient exactement à quoi s'en tenir dans ce domaine, mais ils ne voulaient pas qu'il restât la moindre trace de ces tractations scabreuses dans les archives gouvernementales anglaises afin que leurs descendants puissent être fiers de leur Histoire et n'aient pas honte d'être Anglais. De ce fait, aujourd'hui, les livres ignorent ces contrats comme ils ignorent que l'Angleterre fut jadis la principale nation négrière du monde après l'Arabie. Dans ce but d'honneur national, donc, «les sommes n'étaient pas inscrites sous leurs véritables raisons d'être dans les factures envoyées au Parlement par le Ministère de la Guerre[1].» Malgré ces précautions artificieuses, tout le monde savait quelles étaient

1 ●«The payments were not entered under their proper heading in the bills sent to Parliament from the War Office.» Kapp, Friedrich, *Der Soldatenhandel Deutscher Fürsten nach Amerika,* Bibliolife, 2009. ISBN-13: 9781103700011, 978-1103700011.

les conditions d'achat de ces mercenaires. Ainsi un Membre du Parlement, lord John Cavendish —fier descendant de William Cavendish lequel s'était jadis enrichi en s'emparant des monastères dont le roi Henri VIII avait dispersé ou liquidé les moines—, critiqua vertement la mesure d'achat en tout point. Selon lui, «l'Angleterre allait être déshonorée aux yeux de l'Europe toute entière... [Il mit aussi] en relief qu'un corps de 12.000 *étrangers* allait être importé dans des territoires de la Couronnes britannique, sans aucun contrôle ni du roi ni du Parlement, car les termes exprès du contrat d'achat étaient "que ce corps de troupes resterait sous les ordres du général [allemand] auquel Sa Très Sereine Grandeur [le Landgrave] aura confié le commandement[1].» Lors Irnham[2] doutait pour sa part que les princes d'Allemagne aient le droit de signer de tels traités. Irnham «considérait que c'était inconsistant avec leurs devoirs vis-à-vis du Saint-Empire romain germanique, qui doit par cela être rendu vil et déshonoré aux yeux de toute l'Europe, comme un *élevage d'hommes* réservé au soutien du pouvoir arbitraire, chaque fois que ceux qui en avaient les moyens voulaient les utiliser, quoiqu'ils n'aient pas plus le sens de la Justice ni de la Vertu que ceux qu'ils pouvaient opprimer au moyen de leur argent[3].» Et ainsi du matin jusqu'au soir les membres du Parlement déversaient dans l'hémicycle[4] de belles et vertueuses paroles, plutôt destinées à détourner l'attention de leur propre misère morale, eux qui finissaient inexorablement par voter les crédits destinés à acheter des "esclaves allemands". C'était, en plein *Siècle des Lumières*, une honte pire que l'esclavage lui-même, puisque ces paysans allemands étaient achetés pour donner leur *vie* et non pas leur *travail*.

Dans les négociations entre la cour de Grande-Bretagne et les princes-électeurs allemands pour l'acquisition de régiments mercenaires destinés à servir contre les rebelles d'Amérique, «il est clair que les deux parties étaient pressées d'en arriver à une entente. L'Angleterre voulait des hommes, les princes voulaient de l'argent, et tandis que les derniers étaient anxieux de recevoir des subsides aussi gros que possible, le

---

1 ●«*Lord John Cavendish* reprobated the measure in all its parts. Britain was to be disgraced in the eyes of all Europe... [He] pointed out that a body of twelve thousand foreigners was to be introduced into the dominions of the British crown, under no control of either king of parliament; for the express terms of the treaty were "that this body of troops shall remain under the orders of the [German] general to whom his Most Serene Highness [the Landgrave] shall have intrusted the command." Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chap. III, The Treaties before Parliament. p.29.

2 ●Le baron Irnham était l'un des titres du fils de Henry Luttrell 2e comte de Carhampton, pair anglo-protestant de l'Irlande catholique. Les *Luttrell* d'Irnham (Lincolnshire) étaient une famille d'origine française (Lutrel ou Loutre en vieux français de Normandie) qui avait suivi Guillaume le Bâtard en 1066 lors de sa conquête de l'Angleterre.

3 ●«He held it inconsistent with their duty to the Empire, which must thereby be rendered vile and dishonorable in the eyes of all Europe, as a nursery of men reserved for the purpose of supporting arbitrary power, whenever grasped by those who had more money, though not more justice and virtue, than the others whom they could pay for oppressing.» Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chap. III, The Treaties before Parliament. Lord Irnham était Henry Luttrell, pair d'Angleterre en Irlande, fils illégitime de Henry Lawes Luttrell, 2e comte de Carhampton.

4 ●Qui n'avait d'ailleurs rien d'un hémicycle.

premier souci du Cabinet de lord North[1] était d'obtenir le plus grand nombre de soldats dans les délais les plus brefs et pour le prix le plus bas. Friedrich Kapp, l'historien allemand de ces transactions, pense que le colonel (puis général) William Faucett –Commissaire anglais et plénipotentiaire pour l'ensemble de cette compétence dans le Saint-Empire romain germanique–, se montrait extravagant dans les termes qu'il accordait. Ceci n'apparaît pas comme étant l'opinion du comte de Suffolk, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères de lord North, qui semblait constamment fort satisfait de son agent[2].»

Les Lords anglais de la Chambre Haute trouvaient *ces Allemands bien chers*. À la séance de la Chambre des Lords du 29 février 1776, lord North fit une motion afin que les traités d'achat entre Sa Majesté et le Landgrave de Hesse-Cassel, le duc de Brunswick, et le prince héréditaire de Hesse-Cassel, soient référés au *Committee of Supply*, pour vérification. «Lord North fut appuyé par Mr. Cornwall, qui assura à la Chambre qu'il avait une meilleure faculté de connaître les moyens optimum de négocier avec les princes allemands et de procurer plus de troupes que tout autre homme [pour le même montant, bien entendu. Il ajouta aussi] que sa situation depuis de nombreuses années, lui donnait cette opportunité, et qu'il était surpris d'entendre un gentilhomme, discutant des connections allemandes, qualifier de *désavantageuses* les clauses présentes... Lord George Germaine cita un grand nombre de précédents pour démontrer que *dans chaque guerre ou rébellion, l'Angleterre avait eu recours à des étrangers pour livrer ses propres batailles* et pour soutenir son gouvernement... Les recrues pouvaient être obtenues à nulle autre condition [de coût]. [Lord Barrington] admit que la négociation n'était pas avantageuse mais c'était le mieux qui avait pu en être tiré[3].»

Finalement, lord Camden, excédé, mit un terme aux palabres de marchands-de-tapis de la Chambre des Lords par ces mot :«Y-a-t-il un seul Seigneur parmi vous qui ne comprenne pas très clairement que tout cela n'est qu'une *simple braderie de mercenaires*, d'un côté pour se procurer des soldats, et de l'autre *pour vendre du sang humain; et que les bougres dévoués, ainsi achetés pour être massacrés, sont de simples*

---

1 ●Frederick North, 2e comte de Guilford fut Premier ministre de Grande Bretagne de 1770 à 1782. Le bruit courait qu'il était le frère utérin du roi Georges III.

2 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

3 ●Ibidem. Chap. III, The Treaties before Parliament, pp. 27 à 29.

mercenaires dans le pire sens du terme[1]?» Le mépris de lord Camden[2] pour cette chair-à-canon était palpable.

Le 5 mars 1776, le duc de Richmond pria la Chambre des Lords qu'une «humble demande soit présentée à Sa Majesté, pour la prier gracieusement de contremander la marche des troupes étrangères, et pour ordonner une suspension immédiate des hostilités en Amérique[3].» Cette protestation du duc de Richmond exprimait le souci que ressentait la Chambre des Lords, à savoir que ces traités démontraient à toute l'Europe «que la Grande-Bretagne était incapable, soit par manque d'hommes, soit par manque d'inclination pour le Service militaire, de fournir un nombre satisfaisant de sujets "de naissance naturelle[4]" pour faire cette première campagne. Ce fut une considération mélancolique, ce refus de troupes nationales laissait la Grande-Bretagne nue et exposée aux assauts et à l'invasion de voisins puissants et de nations étrangères[5].»

En introduisant cette protestation à la Chambre des Lords, «le duc de Richmond énonça un bref résumé des différents traités [de fourniture de mercenaires allemands] depuis 1702, avec le landgrave de Hesse, et démontra que de temps en temps les landgraves successifs avaient durci leurs exigences ; et encore, alors qu'ils continuaient d'extorquer de meilleures conditions, ils ne manquèrent jamais d'établir leurs précédentes extorsions comme bases des tractations suivants, prenant toujours soin d'ajouter quelques nouvelles exigences au détriment de la Grande-Bretagne.» Ainsi se lamentait Charles, de si grande Noblesse, duc de Lennox, fier duc de Richmond, comte de March, baron de Settrington, seigneur de Torboulton, glorieux Pair d'Angleterre, sur le sort accablant du peuple anglais qui se laissait extorquer des sommes fabuleuses par ces diables d'Électeurs du Saint-Empire romain germanique. Jamais il n'eut la moindre pensée pour ces jeunes soldats allemands qui venaient contre leur gré verser leur sang pour lui, pour que de jeunes Anglais ne meurent pas ! Jamais il ne se demanda pourquoi les jeunes Anglais acceptaient la honte de paraître des lâches en faisant mourir les autres à leur place. Ne pouvant décemment pas flétrir l'Angleterre, le valeureux duc de Richmond se contenta de jeter l'opprobre sur les victimes elles-mêmes, tous

1 ●Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chap. III, The Treaties before Parliament. p.35. «Is there one of your lordships that does not perceive most clearly that the whole is a mere mercenary bargain for the hire of troops on one side, and for the sale of human blood on the other; and that the devoted wretches thus purchased for slaughter are mere mercenaries in the worst sense of the word?» Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

2 ●De famille bourgeoise enrichie ¨(huguenote), originaire des Pyrénées, Charles Pratt devint avocat, se fit élire à la Chambre des Communes, acheta le château de Camden ainsi que son grand domaine attenant, dans le Kent. Le 17 juillet 1765, Charles Pratt fut anobli sous le nom de baron Camden, et put ainsi devenir membre de la Chambre des Lords. Est-il vrai que le mépris des autres est une attitude fréquente chez les arrivistes et les nouveaux riches ?

3 ●Registres Parlementaires, 1e série, Volume 5, pp. 174-216.

4 ●Le texte anglais est *"natural-born subjects"*, périphrase qui évite d'associer le nom d'*Anglais* à ce manque de *virilité militariste*.

5 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

ces jeunes Allemands menés à l'abattoir : «Ce traité était carrément un marchandage de mercenaires pour l'embauche de larbins qui sont achetés et vendus comme des bestiaux pour le massacre[1].»

L'échevin Bull clôtura les débats parlementaires sur l'adoption de ces contrats d'esclavage en conseillant la discrétion et même le mutisme dans la divulgation de ces transactions honteuses pour le peuple anglais : «Ne faisons pas en sorte que les historiens soient forcés de dire, s'exclama-t-il, que des esclaves russes et allemands ont été engagés pour soumettre des fils d'Anglais et de la Liberté [les Américains révoltés], et que, durant le règne d'un prince de la Maison de Brunswick, toutes les tentatives les plus infâmes furent faites[2]» Mais Bull s'angoissait inutilement sur l'honneur anglais. Les historiens anglais surent très bien oublier cette étape de l'histoire d'Angleterre et cet esclavage militaire à grande échelle. Quoi qu'il en soit, en dépit de toutes ces figures de rhétorique teintées d'un patriotisme typiquement "outre-Manche", la motion fut largement votée par 242 voix contre 88.

Les lobbies d'Angleterre étaient si accros aux "guerres fructueuses" et aux mercenaires allemands qui leur permettaient d'atteindre leurs buts fort lucratifs, qu'ils endettaient lourdement leur pays et laissaient au petit peuple le soin de rembourser. Au moins ne demandaient-ils pas à ce même peuple de fournir son sang. Les princes du Saint-Empire romain germanique par contre étaient eux-mêmes accros à l'or d'Angleterre que cette nation empruntait profusément sur le marché international, et en particulier hollandais.

Tous ces princes germaniques qui n'avaient alors rien d'autre à exporter ─aucune *Deutscher Hochtechnologie* ou *Advanced German Technology*, comme on dit aujourd'hui─, se bousculaient aux guichets dorés de Buckingham-sur-Tamise avec, aux lèvres, la flatterie du commerçant. Lowell nous en donne l'exemple dans cette lettre : «Le prince héréditaire de Hesse-Cassel, actuel comte régnant de Hesse-Hanau, avait écrit pour exprimer à Sa Majesté d'Angleterre, son zèle et son attachement au meilleur des rois, et pour offrir le service de son régiment de 500 hommes "tous fils de la terre que seule la protection de Votre Majesté m'assure, et tous prêts à sacrifier *avec moi* leur vie et leur sang pour votre service[3]."» Inutile de préciser que, en dépit de sa proposition

1 ●Traduction délicate de : "a downright, mercenary bargain, for the taking into pay of a certain number of hirelings, who were bought and sold like so many beasts for slaughter." «hireling» est un terme très méprisant, de même que «beasts» Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

2 ●Le roi d'Angleterre était membre d'une dynastie allemande originaire du Brunswick. Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

3 ●Lowell, Edward-Jackson, *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chapter II The Treaties, p.15. «The hereditary prince of Hesse-Cassel, actual reigning count of Hesse-Hanau, had written to express to His Majesty of England his zeal and attachment to the best of kings, and to offer the services of his regiment of five hundred men "all sons of the land which the protection of your Majesty alone insures to me, and all ready to sacrifice with me their life and their blood for your service."»

("*avec moi*"), le prince héréditaire ne suivit pas ses troupes pour mourir sur le champ de bataille.

Le prince de Waldeck «écrivit avec la même insistance en novembre 1775, offrant 600 hommes ; ses officiers et ses soldats, comme leur prince, ne demandaient rien d'autre que de se sacrifier pour Sa Majesté[1].» On a peine à croire à une telle flagornerie !

Pour ce qui était des soldes accordées aux mercenaires allemands, comparées à celle des soldats de naissance anglaise, l'historien américain Joseph G. Rosengarten, nous apprend que «la garnison anglaise de Gibraltar débutait, salarialement parlant, à 1£ 9s. pour les sergents, les troupes hessoises à 1£ 14s. Les officiers généraux recevaient 59£, tandis que la solde du commandant de compagnie hessois fut accrue de 13£ à 19£ par des primes spéciales. Le sous-lieutenant anglais recevait 5£ 2s., le sous-lieutenant hessois un shilling de plus, et en outre s'ajoutaient chaque mois des primes complémentaires ─pour les lieutenants, 8 thalers[2], pour les capitaines 32 thalers, pour les généraux 180 thalers. Les officiers supérieurs gardaient leur grade hessois avec la solde afférente. Le commandant en chef hessois recevait sa solde anglaise mensuelle de 121£ ainsi que sa solde hessoise de 182£. On peut lire que le capitaine Ewald, des célèbres yägers, notifia ses commandants de compagnie que leur solde serait d'une *guinée* par jour *en plus de leur part de butin*. Pour les provisions prises dans le pays où les troupes anglaises servaient, il n'y avait rien à payer. Les yägers recevaient chacun la valeur de 20 shillings anglais par mois ainsi que ses armes de flanc, le soldat de la ligne 12½ shilling[3].» Telle était la théorie.

La pratique était moins engageante car le Service de la Solde et les officiers généraux se servaient au passage comme du temps du duc de Marlborough. Seules les primes aux princes arrivaient presque toujours à bon port. De telles masses d'argent ne pouvaient manquer d'intéresser les intermédiaires les plus *vide-goussets*. Pour les princes eux-mêmes, l'Angleterre réussissait à laisser traîner les paiements jusqu'à la paix, et alors les princes allemands restaient sur leur faim… en tout cas jusqu'à la guerre suivante, quand les lobbies londoniens se retrouvaient à nouveau dans le besoin de chair-à-canon. Les princes et les princesses exigeaient alors les paiements d'arrérages incluant les annuités. Tous redevenaient alors les simples négociants qu'ils étaient vraiment.

♦

1 •Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chapter II The Treaties, p.15. «The Prince of Waldeck wrote in the same strain in November 1775, offering six hundred men. His officers and soldiers, like their prince, asked nothing better than to find an occasion to sacrifice themselves for His Majesty.»

2 •*Thaler* = substantif qui finit par donner le mot américain *dollar*.

3 •Rosengarten, Joseph G., *A defence of the Hessians*, The Pennsylvania Magazine of History and Biography, Philadelphie, 1899. p.16.

Après avoir inventorié précédemment les diverses façons de recrutement des soldats anglais dans les villes et les villages de Grande-Bretagne, on peut se demander comment étaient enrégimentés tous ces pauvres allemands qui devaient (involontairement) se battre à leur place, dans les différents États du Saint-Empire romain germanique, empire qui n'avait, comme on le répète souvent, de saint que le nom.

Dans la principauté de Hesse-Cassel, «le territoire avait été divisé en districts, dont chacun devait fournir un nombre donné de recrues à un certain régiment. Les officiers avaient cependant ordre de prendre pour le service armé autant d'étrangers que possible, dans le but d'épargner leur propre district dont les habitants étaient toujours à portée de main pour être recrutés en cas de nécessité... Le recrutement d'officiers était actif à travers tout le Saint-Empire romain germanique. D'abord, comme en Angleterre, dilapidateurs, oisifs, paresseux, indolents, traîne-savates, ivrognes, ergoteurs, instables, et trublions politiques, tout ce monde –à moins d'aligner 60 printemps et d'afficher une santé et une stature inacceptables–, était enrégimenté de force. À côté de cette canaille servaient d'honnêtes gaillards allemands de la campagne, arrachés à leur brabant [1].»

Témoin implacable et involontaire de cette époque scabreuse, le poète saxon *Johann Gottfried Seume*[2] fut incorporé de force dans un régiment hessois, et, en dépit de plusieurs désertions, vendu à l'Angleterre. Il raconta par la suite son aventure captivante. Il était né en 1763 dans une famille de fermiers de Saxe-Anhalt. Ses parents s'étaient sacrifiés pour le faire instruire. Il étudia la théologie à l'Université de Leipzig, puis, en 1781, il décida de se rendre à pied à la Sorbonne, l'Université de Paris, pour poursuivre ses études à un niveau supérieur. Mais en chemin il dut traverser le territoire de Hesse-Cassel dont le landgrave rassemblait des régiments de mercenaires pour les vendre à l'Angleterre toujours très gourmande en sang allemand en raison des guerres suscitées par sa pseudo-démocratie financière de la City[3].

---

1 ●Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chap.IV, The soldiers, p.37. «In Hesse-Cassel, the country had been cut up into districts, each of which was to furnish a given number of recruits to a certain regiment. Officers were, however, instructed to bring as many foreigners as possible into the service, in order to spare their own districts, whose inhabitants would always be at hand, to be called in case of need... Recruiting officers were active all over Germany. Spendthrifts, loose livers, drunkards, arguers, restless people, and such as made political trouble, if not more than sixty years old and of fair health and stature, were forced into ranks... Together with this mixed rabble served the honest peasant lads of Germany, forced from their ploughs.»

2 ●Le poète écrivain saxon *Johann Gottfried Seume* (1763-1810) a raconté comment il avait été *"recruté"* par le landgrave de Hesse-Cassel pour servir dans un régiment que ce landgrave vendit à l'Angleterre. Après des mois de traversée, il parvint en août 1782 à Halifax en Nouvelle-Écosse, où il apprit que l'Angleterre avait capitulé devant la France. Au cours de sa vie et suivant les circonstances, cet homme fut donc soldat "anglais", étudiant en théologie, professeur, traducteur, officier de grenadiers russes, correcteur d'imprimerie, voyageur infatigable, poète lyrique (*Gedichte* ; 1801), humaniste, dramaturge (*Miltiades,* 1808). Mais il est surtout connu pour ses récits de voyages.

3 ●À noter que la *City* de Londres –déjà siège du *Council of Trade and Foreign Plantations*, en d'autres termes *des lobbies*– est aujourd'hui encore, en 2015, un *Paradis fiscal* qui viole les clauses des traités européens officiellement signés par le Gouvernement anglais, traités destinés à lutter contre la fraude fiscale internationale et le nettoyage de l'argent sale. La Grande-Bretagne autorise l'existence sur son territoire de 14 autres paradis fiscaux dont Jersey, l'île de Man, Gibraltar

Le jeune étudiant fut alors capturé par des recruteurs du landgrave qui écumaient sans cesse le territoire afin d'enlever les paysans en âge de faire la guerre, ainsi que les voyageurs de passage. *Johann Gottfried Seume* détailla ainsi la brutalité qu'il dut subir et le cynisme du système de mercenariat anglais : «Ils me conduisirent en semi-captivité à la forteresse de Ziegenhain, où se trouvaient déjà de nombreux camarades de misère de toutes provenances, destinés aussi à partir pour l'Amérique au printemps suivant, après avoir été examinés par Fawcett[1]. Je m'abandonnai à mon sort en tâchant de tirer le meilleur du pire. Nous fûmes longtemps détenus à Ziegenhain avant que soient réunis suffisamment de recrues en provenance de la campagne, des grands chemins et des villes.» L'histoire de cette période est bien connue. À cette époque personne n'était à l'abri des kidnappeurs : tout était bon, persuasion, ruse, fraude, violence. Personne ne demandait si les moyens justifiaient l'horrible fin. Les étrangers de tout acabit étaient arrêtés, saisis et expédiés. «Ils déchirèrent mon papier d'identité, seul document capable de me légitimer. En désespoir de cause, je ravalai ma colère ; on doit continuer de vivre quelle que soit la situation ; si tant d'hommes survivent, vous le devez, vous-aussi.»

Franchir l'océan était assez invitant pour un jeune gars, et «il y avait des choses à découvrir de l'autre côté aussi. Ce fut ce qui me convainquit. Durant notre séjour à Ziegenhain, le vieux général Gore eut besoin de moi pour tenir les écritures et me traita avec beaucoup de sympathie. C'était alors un vrai mélange disparate d'âmes humaines entassées là : les bons et les mauvais, et ceux qui étaient alternativement l'un et l'autre. Parmi mes camarades, il y avait un rebelle de Jena, un marchand ruiné de Vienne, un dentelier de Hanovre, un employé de la poste mis à pied, un moine de Würzburg, un premier-huissier de Justice de Meinungen, un sergent des hussards de Prusse, un major hessois destitué,» et autres individus du même acabit.

On peut bien imaginer que «nous ne manquions pas de distractions, et qu'une simple esquisse de la vie de ces messieurs aurait été une histoire captivante et instructive. Comme tous avaient vécu la même expérience que moi-même, ou pire, une grande conspiration destinée à nous libérer fut rapidement ourdie. Tous avaient une telle confiance en mon esprit et en mon courage qu'ils m'en confièrent la direction ainsi que le commandement avec les pleins pouvoirs. Je réfléchis et ne fus pas peu

---

et de nombreuses îles de l'ancien Empire.

1 •Le colonel William Fawcett (1728-1804) était le grand *Inspecteur du Recrutement anglais* dans ces Électorats allemands, comme il y en avait dans tout le Saint-Empire romain germanique. Le 20 novembre 1782, il fut promu major-général, et fait Chevalier de l'Ordre du Bain en 1786 pour services rendus à l'Angleterre. Puis, le vent tourna. Ce fut une horreur à travers toute l'Angleterre, non pas parce que Fawcett avait fait du trafic de chair-à-canon, mais parce qu'il commandait des troupes durant les Campagnes de Flandre de 1794-1795 au cours desquelles il s'était montré un piètre commandeur contre les Français qui l'avaient humilié. Il dut démissionner mais en guise de consolation fut nommé *Membre du Conseil Privé* en 1799. Sir Sidney Lee, *The Dictionary of National Biography,* Macmillan & Co.,. Leslie Stephen, New York et Londres, 1889. Volume 18, p.261.

disposé à assumer ce digne rôle de conduire quinze cents hommes vers la Liberté avant de les libérer honorablement,» chacun vers son Destin.

En plus de cette splendide mission, «il était merveilleusement excitant de jouer un mauvais tour à Monsieur le Landgrave pour ses kidnappings, un de ceux dont il se rappellerait parce qu'il lui en coûterait fichtrement cher. Quand je fus déterminé à agir, un vieux sergent prussien vint à moi en confiance : "Jeune homme, me dit-il. Vous courrez inévitablement à votre perte si vous mettez votre plan à exécution. Une telle entreprise se termine rarement bien. Trop de coïncidences causeront son échec. Croyez-en mon expérience de vieil homme. J'ai malheureusement été présent lors de plusieurs incidents similaires. Vous semblez bon et honnête et je vous aime comme un père. Prenez mon opinion en considération. Si cette affaire se termine bien, nous ne serons pas les derniers à en tirer avantage." Je pesai les paroles du vieux soldat, étouffai mes petites ambitions, me désistai en m'appuyant sur ma jeunesse et mon inexpérience,» et laissai les événements poursuivre leur propre cours.

Le premier sergent d'artillerie avait raison, «le complot était éventé et trahi : un tailleur de Göttingen, à la douce voix de rossignol, s'offrit par sa perfidie un grade de sous-officier, et, comme il avait été vraiment apprécié par ses supérieurs, et que sa vie était désormais en danger, il obtint la liberté et une poignée de ducats» en guise de deniers de Juda. «Le souvenir de ces événements est encore très vif dans mon esprit. Tous les préparatifs d’évasion étaient au point. Nous étions cantonnés dans différents quartiers, dans des casernes, au château et dans un vieux manoir de chevaliers. Le plan prévoyait de sortir à minuit, à un signal, d'attaquer le poste de garde et de s'emparer des armes, de poignarder tous ceux qui résisteraient, de défoncer la porte de l'armurerie ; nous devions ensuite enclouer les canons, bloquer la maison du commandant et sortir du cantonnement. En trois heures nous aurions été libres.» La plupart savaient par la suite quoi faire pour prendre le large et étayer leur propre liberté.

La veille, «quand nous nous sommes rangés par compagnies dans la cour d'honneur, nous avons trouvé, à la place des 20 gardes habituels, plus de 100, flanqués de canons, mèches fumantes, et munitions à côté. Tout le monde savait ce qui nous attendait. Le général vint nous tenir un vrai discours de potence : "Il y a encore plus de canons devant le portail. Souhaitez-vous le franchir ?" Les adjudants vinrent lire les noms de ceux qui étaient en état d'arrestation : Hans, Peter, Michel, Görge, Kunz. Mon nom fut l'un des premiers, car il sembla fort invraisemblable à ce monsieur que l'indocile étudiant ne fût pas du nombre. Mais comme personne ne put m'imputer quoi que ce soit, on me libéra rapidement, sans doute à cause du nombre. Le procès commença ; deux furent condamnés à la potence, parmi lesquels je me serais infailliblement trou-

vé si le vieux sergent prussien n'avait éclairé mon jugement. Un grand nombre parmi les autres furent roués de coups, entre 12 et 36 fois.» Ce fut une brutale boucherie et une chambre de torture des plus créatrices.

Quoique les condamnés voués à la potence «fussent amnistiés après avoir subi une frayeur atroce sous le gibet, ils n'échappèrent pas aux 36 passages à tabac ; puis, pour obtenir le pardon du prince, ils durent se rendre à Cassel enchaînés. À cette époque, *être mis aux fers pour un temps indéterminé* signifiait *pour toujours et sans rédemption*. Le pardon du prince était inconnu. Plus de 30 parmi nous furent cruellement torturés de cette manière, et beaucoup, y compris moi-même, s'en tirèrent uniquement parce qu'un trop grand nombre de sous-fifres devaient être châtiés. Quelques-uns furent libérés de leurs fers et de leurs chaînes quand nous nous mîmes en marche, pour des raisons faciles à deviner : en effet les Anglais refusaient de payer [le prince] pour un gars qui arrivait à Cassel avec des fers[1]» ; non pas par humanisme de cœur, sentiment qui les tracassait moins qu'une liasse de billets de banque, mais parce que cette recrue forcée représentait nécessairement un futur déserteur.

En cas de refus de suivre son régiment, les soldats récalcitrants étaient fusillés. Des officiers-recruteurs *en armes* escortaient les recrues non armées. Lorsqu'un officier recruteur avait capturé un homme, la consigne lui recommandait : «de rester sous les armes, de marcher derrière lui et ne pas le laisser s'approcher ou s'éloigner, de l'avertir qu'au moindre faux pas il serait impitoyablement abattu. La nuit à l'auberge, les recrues et les gardiens devaient se déshabiller et donner leurs vêtements à l'aubergiste [pour éviter que la recrue ne vole l'uniforme du recruteur]. Chaque recrue était examinée par un Commissionnaire anglais dans le port avant "l'embarquement" final. Les officiers allemands étaient tenus de savoir lire et écrire le français» car telle était alors la langue internationale en usage, même dans les coalitions ennemies de la France, comme ce fut le cas au cours de cette période d'hostilités.

Malgré toutes ces précautions, les *désertions* et les *insoumissions*[2] étaient communes car tout le monde redoutait le service dans l'armée : «Au Wurtemberg, lorsque l'alarme était donnée, les gens de la paroisse devaient instantanément se mobiliser pour bloquer les routes, les sentiers et les ponts durant une période de 24 heures, ou jusqu'à ce que le fugitif soit capturé[3]. Si, d'aventure, il réussissait à ne pas être repris, le village était condamné à fournir un mercenaire remplaçant de la même

---

1 ●Seume, Johann Gottfried Seume, "Im Hessischen" ["En Hesse"], tire de *Mein Leben* [*Ma Vie*] (1813), in *Prosaschriften* [*Écrits en prose*], publié par W. Kraft, J. Metzler, Cologne, 1974, pp. 112-16.

2 ●L'*insoumis* est un civil qui refuse l'incorporation ; il n'est pas encore soldat. Le *déserteur* est un militaire qui fausse compagnie à son groupe de combat..

3 ●Comme durant la Seconde Guerre mondiale lorsque des prisonniers de guerre s'évadaient d'un camp de concentration.

taille que le déserteur, et [comble de perversité] les fils de l'homme le plus important du village étaient en première ligne pour ce rôle de substitut... Le citoyen qui aidait éventuellement un déserteur, perdait ses droits civiques et était condamné aux travaux forcés avec flagellation[1].» Dans le Hesse-Cassel, un paysan qui arrêtait un déserteur recevait une prime substantielle, un ducat, «mais si le fugitif traversait un village sans être arrêté, les villageois étaient pénalisés[2].» En 1738, un officier-recruteur prussien et une femme de soldat prussien induisirent un soldat de l'État d'Anspach à déserter pour s'engager dans l'armée prussienne. Ils furent interceptés par les autorités d'Anspach[3] en Hesse. La femme, moins utile, fut pendue, l'officier condamné à assister à l'exécution puis incarcéré. Le déserteur s'en tira avec un passage à tabac[4]. Sa vie rapportait au prince Frédéric II, landgrave de Hesse-Cassel[5], plus d'or anglais que n'en aurait rapporté sa mort.

Ce trafic d'êtres humains souleva —et soulève encore— un profond dégoût bien compréhensible. *L'Encyclopédie catholique* américaine fustige ce Crime contre l'Humanité avec presque autant de vigueur qu'elle ne condamne l'esclavage, même si à l'époque toutes les religions fermaient les yeux avec application sur l'esclavage des Africains et des Amérindiens. Elle déclare : «Pendant la guerre de la Révolution [américaine], 30.000 soldats allemands combattirent sous la botte britannique. Ils avaient été vendus à l'Angleterre par de minables [pettit] princes allemands, des "trafiquants d'hommes et vendeurs d'âmes" comme ils furent justement qualifiés par l'un de ces soldats[6].»

Mirabeau, alors fugitif en Hollande, publia pour sa part un «pamphlet adressé aux "Hessois et autres nations d'Allemagne vendues par leurs princes à l'Angleterre." C'est un éloquent réquisitoire contre la rapacité des princes, et un splendide tribut au patriotisme des Américains. Le génie de Mirabeau pouvait voir loin dans l'avenir pour reconnaître dans le continent nord-américain un asile pour les opprimés de

---

1 •Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chap. III, The Treaties before Parliament. p.41. «With troops collected as these were, desertion was necessarily common. The military service was dreaded... In Württemberg when the alarm was given, the parish must instantly rise and occupy roads, paths and bridges for twenty-four hours, or until the fugitive was caught. Should he escape, the place must furnish a substitute as tall as the deserter, and the sons of the principal man of the village were first liable... Whoever helped a deserter lost his civil rights, and was imprisoned with hard labor and flogged in prison. Württemberg

2 •Ibidem. p.41. «but if the fugitive passed through a village without being arrested, the village was liable to pay for him»

3 •Ancien nom de la ville d'Ansbach en Allemagne.

4 •Lowell, Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, Harper & Brothers, New York, 1884. Chap. IV, The soldiers, p. 42.

5 •Dont l'épouse d'ailleurs était la princesse Marie, sœur du roi d'Angleterre Georges III, et fille du roi Georges II et de son épouse Caroline, autre princesse d'Ansbach. La consanguinité faisait des ravages dans ces milieux aristocratiques européens dont le sang n'était assaini que par les "mésalliances" et les bâtards.

6 •*The Catholic Encyclopaedia* : *An International Work of Reference on the Constitution, Doctrine, Discipline, and History of the Catholic Church.* vol.6, p.476.

toutes les nations. Ses charges contre le landgrave de Hesse-Cassel atteignirent leur but. Non seulement ce dernier essaya-t-il de racheter l'édition complète du pamphlet, mais il déclencha une réplique qui eut l'effet d'entraîner une riposte, et qui établit qu'une agression contre la liberté des nations est le plus grand des crimes[1].»

Frédéric de Prusse lui-même, surnommé *le Grand* pour ses qualités de stratège et vraisemblablement aussi pour son cynisme, exprima dans une lettre à Voltaire du 18 juin 1776, tout «son mépris pour ces princes vendeurs d'hommes,» et trouva une occasion, plus tard, de leur mettre des bâtons dans les roues. «Si le landgrave était venu dans mon école, écrit-il, il n'aurait pas vendu ses sujets aux Anglais comme on vend du bétail pour la boucherie. Ceci est un trait malséant dans le caractère d'un prince qui s'érige lui-même en éducateur de dirigeants. Une telle conduite est causée par nulle autre chose qu'un sale égoïsme. J'ai pitié des pauvres Hessois qui finissent leur vie dans le malheur et l'inutilité en Amérique[2].»

On sent une merveilleuse évolution morale chez cet ami de Voltaire, ce Prussien des Lumières qui n'hésitait pas à crier à ses soldats dont l'assaut hésitait sous la dense fusillade : «*Hunde ! Wollt ihr ewig leben?* Chiens ! Vous voulez donc vivre éternellement ?»

Voltaire lui-même exprima le plus grand mépris pour ces princes allemands vendeurs d'hommes, qui, comme les seigneurs anglo-protestants d'Écosse donnèrent leurs sujets adolescents aux lobbies marchands de Londres toujours en quête de sang humain pour s'enrichir plus encore. Pourtant,… Voltaire n'avait-il pas lui-même investi une partie de sa fortune dans le commerce triangulaire ?

Dans l'une de ses nombreuses lettres, Franklin écrivit à son ami John Winthrop, professeur de mathématiques et de philosophie à Harvard : «Les recrues du prince d'Anspach se sont mutinées : elles ont refusé de marcher. Ce prince a été forcé de les faire désarmer et enchaîner, et de les conduire lui-même de la sorte, jusqu'au bord de la mer, à la tête de ses gardes. À son retour, la populace de toutes les villes de Hollande, par lesquelles il est passé, l'a hué publiquement, en lui jetant les épithètes les plus outrageantes. Le roi de Prusse [Frédéric II] a trouvé plaisant d'obliger ces princes à lui payer, pour chaque tête d'homme qu'ils conduisent ainsi à travers ses États, le même péage qu'ils ont coutume d'exiger pour leur bétail, puisqu'ils avaient en effet vendu leurs sujets comme des moutons. La mesure a été généralement approuvée ; c'est une juste flétrissure de ces tyrans. Je vous souhaite toutes sortes de

---

1 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

2 ●Heinrich von Sybel, *Historische Zeitschrift* [en français : *la Revue historique*] est une revue bimensuelle d'histoire fondée en 1859 par l'historien allemand Heinrich von Sybel à l'Université Louis-et-Maximilien de Munich. Vol. II, 6 - 42, 1879, p. 314.

prospérités, ainsi qu'à mon cher pays, où j'espère bien passer mes dernières années et laisser mes os[1].»

Mais l'anathème le plus manifeste tomba trente ans après ces événements, lorsque Napoléon expulsa le landgrave de Hesse-Cassel. Il exprima alors ses sentiments de mépris par ces mots : «La Maison de Hesse-Cassel a, durant de nombreuses années, vendu ses sujets à l'Angleterre. C'est ainsi que les Électeurs ont accumulé de si grands trésors. Aujourd'hui, la plus basse cupidité renverse leur Maison[2].» Ces mots prenaient tout leur sens dans la bouche d'un homme (Napoléon Bonaparte) qui, essentiellement par ambition personnelle, provoqua la mort d'un million et demi de ses concitoyens, et plus encore d'ennemis, et qui, plus gravement encore, enleva aux Français le désir de se reproduire et de se perpétuer dans l'avenir, comme les Allemands après le guerre hitlérienne[3].

L'humour *à la Charlie Hebdo* —sur les thèmes les plus hideux— permet parfois de ridiculiser l'ignominie et ainsi de forcer le criminel à se repentir d'un crime que son âme dépourvue d'empathie ne pourrait autrement regretter. Dans sa lettre du comte de Schaumbergh au baron Hohendorf commandant des troupes mercenaires allemandes en Amérique, Benjamin Franklin tente de flétrir cet esclavage honteux : «Rome, le 18 février 1777. Monsieur le baron, À mon retour de Naples, j'ai reçu à Rome votre lettre du 27 décembre de l'année dernière. J'ai appris avec un plaisir inexprimable le courage que nos troupes démontrèrent à Trenton, et vous ne pouvez pas imaginer ma joie d'entendre dire que des 1.950 Hessois engagés dans cette bataille, 345 seulement survécurent. Il y avait précisément 1.605 tués, et je ne peux suffisamment féliciter votre prudence en envoyant une liste exacte des morts à mon Ministre à Londres. Cette précaution était le plus nécessaire, car le rapport envoyé au ministre anglais ne donne que 1.455 tués. Cela ferait 483.450 florins au lieu de 643.500 auxquels je suis susceptible de prétendre selon notre entente. Vous comprendrez le préjudice qu'une telle erreur infligerait à mes finances, et je ne doute pas que vous prendrez la peine nécessaire pour prouver que la liste de lord North est erronée et la vôtre correcte[4].»

---

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; p.39 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à son ami John Winthrop, professeur de mathématique américain à Harvard, écrite à Paris le 1[er] mai 1777.

2 ●Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.

3 ●En effet, l'épopée impériale et l'holocauste de la population française marquèrent le début d'une chute de natalité qui en 80 ans plaça la France parmi les grands pays les moins peuplés d'Europe, alors qu'elle était jusque-là le plus peuplé. Ce fut aussi le cas de l'Allemagne après 1945. Le traumatisme entraîna une sorte de harakiri national.

4 ●Smyth, Albert Henry, *The Writings of Benjamin Franklin, collected and edited with a Life and Introduction*, Volume 7, 1777-1779, The MacMillan & Co., Londres, 1906. La Vente des Hessois, Lettre du comte de Schaumbergh au baron Hohendorf, commandant les troupes hessoises en Amérique. Rome, le 18 février 1777. [Texte d'humour noir dirigé contre les princes allemands et contre l'Angleterre, rédigé par Benjamin Franklin],

Et le comte de Schaumbergh poursuit : «La Cour de Londres objecte qu'une centaine de blessés ne devraient pas être inclus dans la liste, ni payés comme tués ; mais je vous fais confiance de ne pas oublier les instructions que je vous ai données en quittant Cassel,… de ne pas tenter par des moyens humains de rappeler à la vie les infortunés dont l'existence ne peut être prolongée que par la perte d'une jambe ou d'un bras. Ce serait leur faire un pernicieux cadeau et je suis sûr qu'ils préfèreraient mourir que vivre dans des conditions qui ne leur permettraient pas d'être en situation de me servir. Par ces mots, je ne veux pas dire que vous devriez les assassiner ; nous devrions nous montrer humains, mon cher baron, mais vous pourriez insinuer aux chirurgiens de façon tout à fait appropriée qu'un homme handicapé est une tache sur leur profession, et qu'il n'y a pas de meilleure solution que de les laisser tous mourir quand ils cessent d'être aptes au combat[1].»

Et il continuait imperturbablement : «Je suis sur le point de vous envoyer quelques nouvelles recrues. Ne les économisez pas ! Rappelez-vous : la Gloire avant toutes choses ! La Gloire est la vraie richesse. Rien ne dégrade le soldat plus que l'amour de l'argent ! Il ne doit se préoccuper que d'honneur et de réputation. Mais sa réputation ne peut s'acquérir que dans les dangers. Une bataille gagnée qui ne coûte au vainqueur aucune vie humaine est un succès sans gloire, tandis que le vaincu se couvre de gloire en périssant les armes à la main. Souvenez-vous des 300 Lacédémoniens qui défendirent le défilé des Thermopyles ? Aucun n'en est revenu ! Combien serais-je heureux de pouvoir dire de même de mes braves Hessois[2] ! Il est vrai que leur roi Léonidas, périt avec eux. Mais les choses ont changé. Et ce n'est désormais plus dans la tradition des princes de l'Empire [germanique] d'aller combattre pour la cause qui leur tient à cœur. Et en outre, à qui paierait-on les 30 guinées par tête si je ne restais pas en Europe pour les recevoir ? Et puis, il est aussi nécessaire que je sois prêt à envoyer des recrues pour remplacer les hommes que vous perdez. Pour cette bonne raison je dois retourner en Hesse. C'est vrai que les hommes adultes deviennent rares là-bas, mais je vous enverrai des garçons. En outre, plus rares sont-ils, plus chers seront les prix. Je suis sûr que les femmes et les fillettes ont commencé à labourer notre terre et qu'elles ne se débrouillent pas trop mal.»

«Bravo d'avoir renvoyé en Europe ce Dr. Crumerus qui était si bon pour soigner la dysenterie. Ne vous tracassez pas pour un homme qui est sujet au relâchement des tripes. Cette maladie fait de mauvais soldats.

---

1 ●La Vente des Hessois [texte d'humour noir dirigé contre les princes allemands et contre l'Angleterre, rédigé par Benjamin Franklin], Lettre du comte de Schaumbergh au baron Hohendorf, commandant les troupes hessoises en Amérique. Rome, le 18 février 1777. Smyth, Albert Henry, *The Writings of Benjamin Franklin, collected and edited with a Life and Introduction*, Volume 7, 1777-1779, The MacMillan & Co., Londres, 1906.

2 ●*Ibidem*, Lettre du comte de Schaumbergh au baron Hohendorf, commandant les troupes hessoises en Amérique. Rome, le 18 février 1777. [texte d'humour noir dirigé contre les princes allemands et contre l'Angleterre, rédigé par Benjamin Franklin],

Un peureux fera plus de dégâts durant un engagement que dix braves feront de bien. Il vaut mieux qu'ils s'épanchent dans leur cantonnement que de voler au combat pour ternir la gloire de nos armes. En outre, vous savez qu'on me paie pour des tués plus que pour ceux qui meurent de maladie ; et je ne reçois pas un sou pour les déserteurs !

Et le bouquet final dans cet art subtil de la dérision : «Mon voyage en Italie qui m'a coûté une fortune, rend souhaitable qu'il y ait une forte mortalité parmi eux. Vous promettrez donc une promotion à tous ceux qui s'exposent ; vous les exhorterez à rechercher la gloire au milieu des dangers, vous direz au major Maundorff que je n'apprécie pas du tout son économie des 345 qui ont échappé au massacre de Trenton... Entre temps, je prie Dieu, mon cher baron de Hohendorf, pour qu'il vous garde dans sa sainte et gracieuse sérénité[1].»

En tant que diplomate, Franklin produisit ainsi de la propagande satirique pour ridiculiser les princes allemands. «Le Landgrave justifia son commerce comme étant *sa seule source de revenus.* En fait, après la guerre, grâce à ses profits accumulés de 18.000.000 $ (dollars), il employa 2.000 hommes durant 14 ans à construire un palais de type versaillais comme maison de vacances[2].»

La rancune fut si profonde au sein de ces régiments allemands, que beaucoup se tournèrent contre l'Angleterre dès qu'ils en eurent la possibilité. Ainsi, les troupes d'Anspach, qui faisaient partie d'une garnison anglaise prisonnière ; deux jours après la capitulation, officiers et soldats offrirent au duc de Lauzun de servir dans sa Légion française. M. de Lauzun leur répondit qu'ils [en tant que prisonniers de guerre] appartenaient aux Américains et qu'il ne pouvait les prendre au service du roi de la France sans l'agrément du roi de France lui-même et du Congrès continental américain[3].»

♦

Si l'Anglais "de la rue" a toujours montré une grande aversion à se porter volontaires pour combattre sur les champs de batailles terrestres, il faut reconnaître que les lobbies marchands qui dirigent la politique nationale et internationale du pays à leur profit exclusif, ont toujours pris garde de ne jamais forcer la population anglaise à venir mourir en masse dans des champs clos, comme le firent les Français depuis la Révolution française en décrétant la *levée en masse*. Jamais au grand jamais le Gouvernement anglais ne trouva l'audace de voter la

---

1 ●*La Vente des Hessois*, Lettre du comte de Schaumbergh au baron Hohendorf, commandant les troupes hessoises en Amérique. Rome, le 18 février 1777. [texte d'humour noir dirigé contre les princes allemands et contre l'Angleterre, rédigé par Benjamin Franklin],

2 ●Zall, Paul M., *Benjamin Franklin's Humor*, The University Press of Kentucky, Lexington, 2005. p. 128.

3 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-83. NOTE* p. 187 de la v. fr.

Conscription générale et universelle de tous les citoyens, quelle que soit leur classe sociale.

Tout de suite après les mercenaires allemands, plaçons les Highlanders écossais, si vaillants et si téméraires que même les fameuses légions romaines renoncèrent à les vaincre, et, au contraire, construisirent entre l'Angleterre occupée et l'Écosse libre un mur défensif[1] qui permettait presque aux Romains de dormir sur leurs deux oreilles. Le revers de la médaille fut que la Haute-Écosse ne fut pénétrée par la civilisation occidentale que bien plus tard par simple osmose culturelle. Mais ces qualités guerrières des Écossais ne manquèrent pas de frapper l'esprit des Anglais, et il suffit de voir aujourd'hui l'Écosse dépeuplée pour se rendre compte que l'Angleterre a aussi usé et abusé du sang écossais pour épargner le sien.

En Écosse, le pouvoir militaire des chefs de clans catholiques avait été brisé en 1745[2]. Les chefs catholiques avaient été dépossédés et leurs estates octroyés à des seigneurs anglo-protestants qui avaient expulsé toutes les populations catholiques sur les côtes où l'armée anglaise était venue embrigader 40 régiments de Highlanders écossais. La plus grande partie de la population civile avait été déportée en Amérique ou ailleurs[3]. De ce fait, quand l'appel sous les drapeaux se fit entendre, «les meilleurs combattants du comté d'Argyll et d'Inverness s'engagèrent en saluant ardemment la chance de conquérir par l'épée en Amérique un statut plus solide que leurs prédécesseurs n'avaient gagné à la pointe de l'épée dans les vallées de leur Écosse natale[4],» et surtout… de nourrir leur famille abandonnée à la misère par la déportation.

Ils abandonnèrent massivement la foi catholique qui leur avait attiré tant de malheurs de la part des autorités protestantes. Parmi ceux qui se convertirent, se trouvaient les fils des anciens chefs de clans qui tâchèrent ainsi de regagner la confiance du roi ainsi que leurs estates jadis confisqués à leurs pères ; ils ajoutèrent même une couche supplémentaire de soumission et de servilité pour le plus grand plaisir de la monarchie anglaise. Grâce aux efforts de ces "chefs", «après 1745, le recrutement (pour l'Armée anglaise) fut de plus en plus tiré d'Écosse ; au milieu des années 1760, entre 1/5 et 1/3 des officiers provenaient d'Écosse[5]» et presque tout le reste d'Allemagne, en dépit du fait que la

1 ●Le Mur d'Hadrien.

2 ●Bataille de Culloden suivis de terribles massacres.

3 ●Les *Highland Clearances* (en gaélique écossais *Fuadaich nan Gàidheal*, « l'expulsion des Gaëls ») furent des déplacements forcés de la population des Highlands écossais au XVIIIe siècle, qui ont pris de l'ampleur à partir de la rébellion jacobite catholique de 1708 et de l'Acte de Désarmement de 1716, pour culminer après la bataille de Culloden (1746). Durant la Révolution française et l'Empire, les Français, défenseurs habituels des Écossais, ayant les mains liées par les Guerres de la Révolution et de l'Empire, les Anglais en profitèrent pour faire subir aux Écossais un véritable nettoyage ethnique.

4 ●Trevelyan, II, 33-34. Cf. Andrews, *Journal of a Lady of Quality,* p. 38 and Appendix I.

population d'Écosse ne représentait qu'une infime fraction» de celle de l'Angleterre.

Tout au long de cette guerre d'Amérique, l'Écosse continua donc d'être le vivier de recrutement le plus fertile après l'Allemagne ; sauf que les Écossais étaient "gratuits". «L'ardeur actuelle des *Gentils-hommes des Highlands*," écrivit lord John Murray, "est formidable à employer au service de Sa Majesté[1].» Et George III écrivit à lord North que *tout ce qui pouvait, humainement parlant, être tiré de l'Écosse, avait été prélevé :* «En vérité, avec les 6 Corps à lever sur l'Écosse, ainsi que le régiment de Manchester et celui de Liverpool, nous aurons 8.000 hommes, ce qui est le maximum que nous puissions possiblement lever en plus de la complétion des Corps existants[2].»

En comparant avec l'Angleterre la multitude de soldats tirés de l'Écosse, le roi se montrait mécontent pour l'immense "*promotion*" qui avait été réservée à cette partie du pays. Ses regrets ne concernaient pas l'injustice de sacrifier les Écossais au profit du peuple anglais, mais ils portaient plutôt sur la frustration de ne pas avoir pu tirer plus d'hommes d'Angleterre : «Le nombre immense de nouveau Corps [tirés d'Édimbourg et d'Écosse], a donné la supériorité à une partie de mon royaume par rapport au reste[3].» Une supériorité dont les Écossais se seraient bien passés, à n'en pas douter !

Mais si les Highlanders écossais étaient de bons soldats, ils n'étaient pas pour autant disposés à abandonner ce qui constituait leurs fibres culturelles. Ainsi, quand un régiment en Amérique, décimé par la guerre, avait atteint des effectifs trop faibles, il était habituel de le "*draf-ter*" c'est à dire de transférer les survivants dans d'autres régiments dont les rangs avaient aussi besoin de renflouement. Mais le drafting entraînait souvent des frustrations car les soldats aiment combattre et mourir en compagnie d'amis. Or, en avril 1779, il advint que le 83rd Foot Regiment allait prendre la mer, au port écossais de Leith[4], à destination de l'Amérique, quand «arrivèrent des ordres destinés à compléter ses effectifs avec des hommes des 31st, 42nd et 71st Foot Regiments. Les soldats des 31st et une partie de ceux du 42nd obéirent sans broncher. Le reste, cependant refusa obstinément d'embarquer. Les soldats du 71st se montraient récal-

---

5 ●Chandler, David G., Beckett, Ian Frederick William, *The Oxford Illustrated History of the British Army*, Oxford University Press, Oxford, 1994. p. 103. "After 1745, recruits were increasingly drawn from Scotland; by the mid-1760's between one fifth and one third of officers were from Scotland."

1 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office. 1:993, Lettre de lord John Murray à lord Barrington du 20 janvier 1776.

2 ●*Correspondence of George III with Lord North from 1768 to 1783,* By W. Bodham Donne, in two volumes, John Murray, Albemarle Streetm Londres, 1867. Vol. II, p.108. lettre 432 — du 29 déc 1777 du roi à North.

3 ●*Ibidem.* Lettre 440 du 15 janvier 1778 du roi à North. «The immense number of new Corps [from Edimburgh] has given promotion to one part of my kingdom in preference to the rest.»

4 ●Leith, port d'Édimbourg à l'embouchure de la rivière *Water of Leith*, était à ce moment-là séparé de la capitale de l'Écosse. Aujourd'hui c'est l'un des quartiers nord de la ville.

citrants à se joindre au 83rd, car ils allaient devoir abandonner leur fameux kilt. Un détachement de 200 hommes commandé par le major sir James Johnstone fut dépêché pour capturer les mutins. Il trouva 40 ou 50 d'entre eux debout près du quai de Leith, dos à un mur et baïonnette au canon. Vainement Johnstone leur fit la morale. L'un des mutins qui tenta de fuir fut saisi au collet par l'un des hommes de Johnstone et tiré loin du mur. Cela déclencha une bousculade. «*Les deux côtés ouvrirent le feu*[1]», mentit Buccleugh dans sa lettre. Trente-deux mutins furent tués ou blessés. Les autres furent maîtrisés et emmenés prisonniers au château d'Édimbourg[2].» En lisant entre les lignes, (*Les deux côté ouvrirent le feu* mais *32 mutins furent tués* sur les 40 ou 50 et… aucun Anglais), on peut imaginer le massacre à sens unique, et on devine en Scott Buccleugh, qui rapporta ces faits en biaisant, un fieffé *thuriféraire* des autorités[3].

♦

Et en Irlande, comment cela se passa-t-il ? Manifestement, les chiffres nous montrent que l'Angleterre était moins fertile que l'Écosse en courage belliqueux et viril, «tandis que l'Irlande était à peu près stérile, produisant des recrues non seulement peu nombreuses mais de basse qualité.» Ainsi parlait le colonel Pattison, commandant de l'artillerie[4]. Mais quand on connaît l'histoire douloureuse du peuple irlandais sous le joug anglais ─qui va de la déshumanisation par le *Test Act* jusqu'au nettoyage ethnique savamment programmé au moment de la crise de la pomme de terre, au milieu du XIXe siècle─ on comprend très bien que les Irlandais, qui se montrent aussi combatifs que les Espagnols lorsqu'ils professent une noble cause à défendre, puissent devenir totalement récalcitrants lorsque l'Angleterre fait appel au don de leur vie pour sa cause à elle.

D'ailleurs les autorités anglaises qui connaissaient très bien le caractère ardent et fougueux des Irlandais pour avoir dû faire face à plusieurs dizaines d'insurrections à travers les siècles ─depuis que le seul pape anglais (Adrien IV) avait eu l'étrange idée "d'offrir" l'Irlande à l'Angleterre─, les Anglais donc préféraient ne pas leur apprendre à combattre par le fer et le feu, peu désireux qu'ils étaient de se mesurer à eux sur le

---

1 ●En fait seuls les Anglais ouvrirent le feu sur les Écossais qui subirent de lourdes pertes. Pas un Anglais ne fut tué.

2 ●Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office 1:616, Lettre de Buccleugh à Oughton, avril 1779; Lettre d'Oughton à Amherst, 22 avril 1779.

3 ●Henry Scott (1746-1812), 3e duc de Buccleugh et 5e duc de Queensberry, fut un aristocrate anglo-écossais dont la famille abandonna la religion catholique dans le seul but de conserver ses titres et ses biens. Pour services rendus, Henry devint le premier Président de la *Royal Society* d'Édimbourg en 1783. Il était déjà chevalier de l'*Ordre* écossais *du Chardon* en 1767 et il deviendra chevalier de l'*Ordre de la Jarretière* en 1794 à condition qu'il se démette de son titre de chevalier de l'Ordre du Chardon, car on ne mélange pas ce qui ne doit pas l'être. Il devint 5e duc de Queensberry en 1810; ce fut le couronnement de sa carrière pour sa soumission totale à la couronne anglaise. Il était un cousin et ami de l'écrivain écossais bien connu sir Walter Scott.

4 ●Duncan, Francis (major), *History of the Royal Regiment of Artillery.,* Publishings John Murray, London, 1879. *Cf.* the opinions expressed by Colonel Pattison, " The Official Letters Of Major General James Pattison commandant of artillery" New York Historical Society, Collection of 1875.

champ de bataille, à tel point qu'ils préféraient aussi ne pas les réprimer eux-mêmes. Ils dépêchaient toujours des régiments écossais pour écraser les révoltes irlandaises[1] ; les frères celtes se massacraient avec une haine fraternelle tandis que les autorités royales anglaises souriaient[2]. Dans la mesure du possible, avant 1775, donc, «la règle était que les catholiques romains[3] étaient exclus des effectifs, mais désormais [les besoins en "matériels humains" devenaient tels que les papistes] du Connaught et du Munster furent les bienvenus[4].» Le général Howe[5] se montra pour sa part fortement opposé à recruter comme soldats un plus grand nombre d'Irlandais catholiques pour aller combattre en Amérique. Son armée : «quoique complétée au printemps, devait compter entre 6 et 7.000 recrues et de la pire espèce, car essentiellement composée de catholiques irlandais, assurés de déserter s'ils étaient mis aux travaux trop durs, et dont l'ignorance des armes ne permettait pas de leur accorder la moindre confiance en tant que soldats[6].»

En contrepartie, les Irlandais et les Celtes en général, furent beaucoup plus nombreux dans les rangs de l'Armée continentale qui luttait en faveur de l'indépendance. William Henry écrivit : «les troupes de Virginie étaient formée de miliciens essentiellement d'origine écossaise et irlandaise… [et quoique sans entraînement militaire,] elles montraient la plus grande fermeté au combat[7].» Pourtant, il ne faudrait pas croire que les papistes irlandais qui rechignaient à se battre pour cette Angleterre, laquelle les tyrannisait dans leur Verte Érin, allaient trouver dans les Treize-Colonies anglaises insurgées un paradis de tolérance et de droits civils. Car dans les colonies américaines comme à travers tout

---

1 ●Ou, inversement, des régiments irlandais pour réprimer les révoltes écossaises.

2 ●Par exemple, l'historien militaire anglais, natif d'Écosse, le major James Grant, Laird de Ballindalloch (1720-1806), *British Battles on Land and Sea*, Cassell Petter & Galpin, London, écrivit au sujet du siège de Londonderry, un commentaire qui montre à quel point : "*On devrait garder présent à l'esprit que les défenseurs de Londonderry* [Anglais et Écossais], *étant des coloniaux, étaient de races mélangées; ils possédaient dans leurs veines plus de sang obstiné et têtu des Saxons et des Écossais. Ils étaient de ce fait très différents du caractère des Celtes qui leurs faisaient face.* " La culture de Grant comporte quelques lacunes et son désir de ne pas ressembler aux Irlandais le poussent à dire des énormités. Il semble bizarrement ignorer que les Écossais étaient aussi des Celtes, comme les Irlandais, les Gallois et les Bretons. [*Laird* était un titre héréditaire de propriétaire terrien d'Écosse. Habituellement traduit en anglais par *lord*, le titre de *laird* n'est pourtant pas un titre de noblesse, contrairement à *lord*.]

3 ●L'adjectif romain est toujours utilisé dans les pays anglophones pour les différencier des Anglicans, car ces derniers se disent ''*catholiques*'' eux aussi, c'est à dire ''universels''.

4 ●Lecky, William Edward Hartpole, and James Albert Woodburn, The *American Revolution*, D. Appleton and Co., New York, 1919. p. 242.

5 ●La famille Howe était l'une des familles anglo-protestantes auxquelles l'Irlande catholique avait été attribuée pour services rendus au roi d'Angleterre. Ces anglo-protestants qui dominaient des populations catholiques celtes avec un esprit extrêmement colonialiste n'éprouvaient que mépris pour ceux qui les faisaient vivre sur un très grand pied (comme la Noblesse vis-à-vis du Tiers-État en France, avec en plus le fanatisme religieux). Des trois frères Howe, deux se distinguèrent durant la Guerre d'Indépendance américaine. *William Howe*, 5ème vicomte Howe (1729-1814) était officier dans l'Armée de terre. Il devint Commandant-en-chef des forces anglaises en Amérique du Nord. Son frère *Richard* fut amiral de la Flotte, 1er comte Howe (1726-1799). Ils sont les ancêtres de la princesse Diana, morte à Paris dans un accident de la circulation, ainsi que, bien entendu, de William, appelé à régner. À la mort de Richard, en 1799, William Howe hérita du titre de comte.

6 ●British Colonial Office Papers. 5:92, Lettre de Howe à Dartmouth, du 26 Nov. 1775.

7 ●Henry, William Wirth, *Patrick Henry, Life, Correspondence and Speeches*, Charles Scribner's Sons, New York, 1891. vol.I, p.204.

l'Empire britannique, le fameux *Test Act* anglais était en pleine vigueur, transformant les catholiques en sous-hommes dépourvus de droits civiques. L'historien américain John Tracy Ellis écrivit qu'un «préjugé général anticatholique répandu à Jamestown en 1607 était très virulent dans l'ensemble des Treize-Colonies anglaises, du Massachusetts à la Géorgie.» Toutes les législations coloniales contenaient des interdits spécifiques contre les catholiques. Ellis a noté qu'une haine commune contre les catholiques pouvait même unir les Anglicans et les Puritains en dépit de leur haine interpersonnelle réciproque. Avant l'Indépendance, la plus grande partie de la Nouvelle-Angleterre était à prédominance C*ongrégationaliste*[1] ou Anglicane; tous fondamentalement anti catholiques[2].» De ce fait, on peut considérer que lorsque les Acadiens francophones et catholiques furent déportés au milieu du XVIIIe siècle au sein de ces Treize Colonies américaines violemment anti-papistes et fougueusement discriminatoires, ils ne le furent que pour ajouter une souffrance supplémentaire à leurs malheurs.

En dépit de toutes les réticences anglaises à former dans l'art de la guerre des catholiques qui pouvaient un jour se retourner contre eux, les autorités anglaises sollicitèrent l'archevêque primat d'Irlande afin qu'*il promeuve la participation des Irlandais à la défense de la Grande-Bretagne contre les fantasmes d'indépendance des Treize-Colonies*. Ce fut une demande similaire à celle que reçurent les autorités catholiques du Canada afin de juguler les Canadiens-Français face à la menace d'invasion américaine. Sous le chantage de l'Église canadienne —comme nous le verrons au Chapitre V—, les Anglais abrogèrent au Canada le terrible *Test Act.* En Irlande, les Autorités anglaises desserrèrent un moment l'étreinte d'étouffement de la nation irlandaise en autorisant par exemple les catholiques irlandais à acheter un lopin de leur terroir irlandais pour y vivre. Mais dès la signature de l'indépendance des États-Unis, l'étau se resserra sans pitié. Les Canadiens eurent plus de chance car la présence toujours menaçante des États-Unis interdit aux autorités anglaises de rétablir le dégradant *Test Act.* Mais les fortes-têtes qui contrevinrent aux directives de l'Église furent inexorablement excommuniées, c'est-à-dire —selon le Droit canonique du temps— condamnées à l'Enfer éternel en cas de décès ; puissant impact sur les esprits crédules de l'époque.

---

1 ●Églises protestantes au sein desquelles, chaque c*ongrégation* (nous dirions chaque *paroisse*) est matériellement et légalement indépendante des congrégations voisines. L'Église catholique du Canada et celle des États-Unis en viennent aujourd'hui (en 2013) à se fractionner *légalement* en diocèses indépendants, pour éviter que les poursuites judiciaires pour abus sexuel, si populaires de nos jours, ne ruinent des diocèses qui n'ont pas participé à ces crimes. Ainsi pour payer les indemnités aux victimes des orphelins abusés à Terre-Neuve, les diocèses de Vancouver avaient été obligées de vendre une école secondaire.

2 ●Ellis, John Tracy. *Documents of American Catholic History*: Bruce Publishing Co., Milwaukee, 1956, 2e édition. On consultera aussi avec intérêt Richard Middleton, *Colonial American,* Oxford: Blackwell Publishing, Oxford, 2003, p. 260-1. Et enfin : IVe partie de l'article "Penal Laws" dans *The Catholic Encyclopedia*, écrit par Edwin Burton, E. A. D'Alton & Jarvis Kelley, 1911

Dans une lettre d'un officier anglais stationné en Irlande à un officier anglais de Boston, datée de Cork (Irlande) le 14 septembre 1775, on lit : «Lord Kenmare donne une prime de 10 shillings et 6 pences à tout volontaire irlandais qui s'engage à se battre dans les rangs du major Roche[1]. Les Papistes de Limerick et les Papistes de Cork se sont engagés à donner deux fois plus aux 500 premiers volontaires. Les évêques papistes[2] ont également été sollicités pour utiliser leur influence sur leur troupeau[3], ce qu'ils ont accepté de faire à condition que leurs officiers soient papistes. Temps bénis de Dieu[4] !» (*These are blessed times !*) se moquait l'officier anglais.

Pour mille et une raisons, le Clergé catholique irlandais ─comme le clergé canadien d'ailleurs─ ne put conjurer toutes défections parmi leurs fidèles. La rancune était telle contre le brutal occupant anglais que tous les prétextes étaient bons. Même le beau temps freina paradoxalement le recrutement : «Les récoltes abondantes semblaient avoir rendu la tâche des officiers recruteurs spécialement difficile dès le début de cette guerre. Le Gouvernement [colonial] de Dublin constata en octobre 1775, que les laboureurs avaient rarement joui d'une année si prospère." Les blés de toutes sortes, écrivit lord Harcourt, et les pommes de terre ─aliment de base du [petit] peuple [catholique]─ sont une vraie drogue." Avec leurs cabanes regorgeant d'abondance, les fermiers irlandais ne sont pas d'humeur à se laisser tenter par l'uniforme[5].» La famine seule, et la nécessité d'empêcher leur famille de mourir de faim, auraient vraisemblable convaincu les Irlandais de porter cet *habit rouge* détesté qui les avait persécutés depuis Guillaume III d'Orange, celui-là même qui avait mis cette couleur rouge à la mode presque un siècle plus tôt.

Par contre, en dépit des persécutions et du furieux *bashing* qui régnaient contre les papistes des Treize-Colonies, beaucoup de pauvres catholiques de la Verte Érin se laissaient tenter par l'émigration à destination de la Nouvelle-Angleterre. Ça ne pouvait être pire que l'Irlande. Bouleversé par le sort réservé aux catholiques d'Irlande, Benjamin Franklin écrivit ces mots cinglants à sir Edward Newenham, l'un des grands seigneurs anglo-protestants d'Irlande, un de ceux qui étaient directement responsables des molestations infligées à ce peuple celte : «J'ai reçu, il y

---

1 ●Sir Boyle Roche, 1[st] baronet (en 1736) était un militaire et politicien anglo-huguenot d'Irlande. Militaire de carrière, il se battit en Amérique du Nord dans l'Armée anglaise puis devint membre de la Chambre des Communes coloniale d'Irlande. Issu d'une vieille famille huguenote, il fut l'un des ancêtres de la fameuse princesse Diana, princesse de Galles, première épouse de Charles d'Angleterre à la toute fin du XX[e] siècle.

2 ●*Popish,* adjectif très péjoratif.

3 ●"*Flock*", leurs ouailles.

4 ●Lettre du major John Brown [un espion envoyé au Canada] au Gouverneur Trumbull, Crown Point, 14 août 1775, tirée de Peter Force, *American Archives*, publiées de 1837 à 1853, Vol. III : Extrait d'une lettre d'un officier anglais stationné en Irlande à un officier anglais à Boston, datée de Cork (Irlande) le 14 septembre 1775. pp. 169-170

5 ●Trevelyan, George Macauley, English Social History - A Survey of Six Centuries - Chaucer to Queen Victoria, New York, 1942. II, 32-34. Aussi dans : *Correspondence of Geo. III with Lord North,* I, 265.

a quelque temps, une lettre de Belfast dans laquelle on me dit qu'il y a un grand nombre d'Irlandais qui émigreraient en Amérique s'ils pouvaient obtenir des passeports pour eux et leurs effets… J'admire le généreux esprit des Irlandais qui se décident enfin à réclamer quelque part de cette liberté de commerce qui est le droit de l'Humanité, droit dont ils ont été si longtemps privés par l'abominable égoïsme de leurs concitoyens… On dirait que les Anglais ont longtemps pensé que ce droit, nul ne pouvait en jouir qu'eux seuls. Leur manque de Justice leur a déjà coûté cher[1].» Protestant pur et dur, ce politicien Newenham s'opposa toujours au moindre adoucissement en faveur des Irlandais. Cette politique coûta effectivement l'Irlande à l'Angleterre.

♦

Dès que l'agitation américaine prit de l'ampleur et de la consistance, les Anglais s'empressèrent de combler les Iroquois de promesses plus alléchantes les unes que les autres afin que ces derniers restent paisiblement l'arme au pied et flèches dans leur carquois. Pourtant, la Confédération iroquoise avait subi en vain les mêmes promesses au cours de la Guerre de Sept Ans et durant la Guerre dite du chef Pontiac, et ils avaient pu constater et vérifier que les promesses d'Albion n'étaient jamais tenues. Mais il faut comprendre leur désespoir en voyant ces innombrables tribus européennes envahir rapidement leurs territoires de chasse. Ils étaient aussi désespérément angoissés que ne le seront les Européens du XXIe siècle qui voient des millions de musulmans déferler sur leurs rivages. Certaines bonnes âmes ou supposées telles, atteintes du *Syndrome de Seattle*[2], croient qu'en accueillant la différence avec bienveillance, elles pourront malgré tout conserver leur "*way of life*." De quel côté les Iroquois devaient-ils se ranger pour faire le bon choix ? Bien entendu du côté de ceux qui faisaient des promesses car les Américains, qui supputaient l'avenir, ne se donnaient même pas la peine d'en faire. Ils savaient que le temps travaillait pour eux, que leur peuple doublait tous les 25 ans, qu'ils finiraient par occuper tout le continent, et que, face à eux, les Anglais allaient finalement devenir une nation vassale. Et ils ne se trompaient pas.

Dans une grande assemblée à Onondaga en Iroquoisie, en octobre 1774, les Confédérés iroquois, aveuglés par des promesses creuses, prêtèrent serment de rester en paix avec les Anglais. Mais ce n'était qu'une ruse de la part des Anglais. Les dés étaient pipés. Les

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); pp.86-87 ; Lettre de Benjamin Franklin à sir Edward Newenham, l'un des grands seigneurs anglo-protestants d'Irlande où son père avait été collecteur d'impôt au siècle précédent; Edward était devenu grand propriétaire terrien (incluant la population) dans les comtés de Limerick, de Cork, de Tipperary, de Kilkenny et de Carlow. Cette lettre fut écrite à Passy (France) le 27 mai 1779.

2 ●Le chef indien Seattle accueillit les blancs avec bonté et bienveillance. Cinq ans plus tard, ses territoires de chasse étaient peuplés d'un million de blancs et lui et sa tribu se retrouvaient dans une Réserve. J'ai nommé cette bonne volonté naïve : *le Syndrome de Seattle*.

promesses de l'*Acte de Québec*, qui accordaient aux Indiens un immense territoire de chasse, n'était qu'un jeu diplomatique par lequel les Anglais punissaient momentanément les Américains insurgés. Tout le monde, excepté les Indiens, savait bien que dès que les Américains se soumettraient, ils auraient carte-blanche pour coloniser les terres vierges. Et si c'était les Anglais qui perdaient la guerre ; alors que Dieu vienne en aide aux pauvres Indiens qui n'avaient su miser que sur le mauvais cheval, n'en ayant pas de bon.

Si quelques tribus restèrent en bons termes avec les Américains, l'efficacité d'airain de la force de conviction des diplomates anglais fit que la plupart des Amérindiens désespérés crurent leurs promesses creuses et s'opposèrent aux Treize-Colonies. On estime que 13.000 guerriers combattirent aux côtés des Anglais. La Nation la plus importante, la *Confédération Iroquoise*, en représentait à elle seule 1.500. Et quels combattants indomptables ! Les Canadiens en avaient fait la terrible expérience, avant 1700, lorsque les pelletiers de Nouvelle-Angleterre envoyaient des détachements iroquois razzier la Nouvelle-France pour ruiner les pelleteries françaises.

Les quelque «deux cent mille Amérindiens qui résidaient à l'est du grand fleuve Mississippi furent ainsi immédiatement secoués par la guerre d'indépendance américaine[1].» En fait, la plupart des Amérindiens résidant à l'est du Mississippi furent touchés par la guerre, et plusieurs communautés se trouvèrent divisées sur le rôle qu'elles avaient à jouer dans ce conflit[2]. Les Anglais s'investirent en efforts magistraux pour amadouer, embobiner et leurrer les Indiens. Ils éprouvèrent pourtant quelque difficulté car, après les désillusions de la Guerre de Sept Ans, les Indiens se doutaient que la *Perfide Albion* allait de nouveau les enquinauder. Mais que faire d'autre dans leur désespoir de se sentir devenir des étrangers sur la terre de leurs ancêtres, chez eux, comme les Irlandais en Irlande ?

♦

En cette guerre d'Indépendance américaine, les Canadiens-français se battaient essentiellement aux côtés des Anglais. C'était troublant après des siècles de guerre impitoyable contre les mêmes. Certains Indiens de l'Ohio se souvenaient encore de la remise du territoire de la Nouvelle-France aux Anglais, à l'issue de la Guerre de Sept Ans ; quand un détachement de cinq soldats anglais venait prendre possession d'un fort français que la garnison de vingt hommes avait ordre de le rendre sans combattre ; le commandant français ─habituellement un Canadien─ remettait les clés du fort puis serrait la main du chef anglais ─habituelle-

1 ●Vincent, Bernard, et Marienstras, Élise, *Les oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, Quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1990. p.17

2 ●Smoyer, Stanley C. "Indians as Allies in the Intercolonial Wars." New York History, 17, 1936. pp. 411.

ment un Américain─. Que se passait-il donc ? Ces Européens se comportaient parfois de façon si étrange ! Ces 60.000 intrépides baroudeurs canadiens-français, pratiquement abandonnés par la France, qui avaient fait trembler un million et demi d'Anglais, semblaient désormais avoir mangé de l'agneau ! Comment auraient-ils pu comprendre que la France était dirigée par une courtisane demi-castor et un roi ganache[1]?

Partout, pour en revenir à cette Révolution américaine, étaient perpétrés des incendies de maisons et de récoltes, des attaques indiennes contre les villages américains, des tueries qui leur attiraient des représailles sanglantes sans pour autant que les agitateurs anglais ne viennent à leur rescousse. Ainsi, parmi les premiers à prendre le sentier de la guerre, «les Tchérokîs… menèrent pendant toute l'année 1776 la guerre contre les Américains... Les colons… soutinrent un siège de plusieurs semaines[2].» Toutes ces attaques dirigées contre les Treize-Colonies avaient convaincu ces dernières qu'une réaction violente devenait nécessaire et indispensable. Ce furent des armées entières qui allèrent détruire les villages des indiens insurgés. En 1779, le général Georges Washington envoya une armée détruire l'Iroquoisie en représailles. Non soutenus par les forces anglaises tout à fait indifférentes, le chef anglophile Joseph Brant et ses guerriers furent forcés d'émigrer au Canada à l'issue de la guerre, pour s'éviter le massacre[3].

Les combattants amérindiens avaient ceci de particulier qu'ils ne violaient pas les femmes américaines comme le faisaient les soldats britanniques durant cette Guerre d'Indépendance américaine : «Je n'ai jamais lu ni entendu parler qu'ils violaient les femmes, en dépit de leur cruauté envers les captifs[4],» écrira un témoin.

♦

Vue sous l'angle de l'esclavage, la Révolution américaine montra un caractère tout à fait irrationnel en mettant à l'ordre du jour «les idées de *Liberté,* d'*Égalité*, mais en prenant la défense d'autres droits, ─comme celui de *la propriété* qui entrait en contradiction directe avec les deux idéaux initiaux. Elle fournit à la classe des planteurs du Sud les arguments nécessaires au maintien de l'*esclavage* et permit aussi l'expansion de cette institution que certains avaient pu croire condamnée à une disparition plus ou moins immédiate[5].»

---

1 ●Il s'agissait bien sûr, à l'époque, de La Pompadour et de Louis XV.

2 ●Vincent, Bernard, et Marienstras, Élise, *Les oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, Quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1990. p.31

3 ●Graymont, Barbara, *The Iroquois in the American Revolution*, Syracuse University Press, Syracuse, New York, 1972.

4 ●The Princeton Historical Association, *A Brief Narrative of the Ravages of the British and Hessians at Princeton in 1776-77*, Edited by Varnum Lansing Collins, Princeton, N.J., 1906. p.15. Noter au passage que, au XVIIIe siècle, *to ravish* signifiait à la fois *violer* et *ravir* (au sens de *enchanter*).

5 ●Vincent, Bernard, et Marienstras, Élise, *Les oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, Quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1990. p.70 et note 46, p.55.

Durant la Première Guerre mondiale, les soldats américains de race blanche qui débarquèrent en France furent formés en une seule Armée[1], tandis que le régiment de volontaires américains noirs fut carrément donné à l'armée française pour combattre sous casque français dans la 93e Division d'Infanterie française[2] ; ce fut le fameux 369e Régiment d'Infanterie de l'Armée française. Le général américain Pershing ne voulait pas de troupes combattantes noires dans l'Armée américaine ; seulement des auxiliaires pour le *Service général*. Bien entendu, les Français, saignés par la guerre, les prirent avec enthousiasme comme unités combattantes sur les champs de bataille où le 369e gagna la *Croix de Guerre* en dépit des froncements de sourcils des autorités américaines, opposées à cet honneur.

À la vue de ces excès modernes, on peut aisément imaginer que 140 ans plus tôt, durant la Révolution américaine, la situation des troupes noires n'était pas plus enviable. L'utilisation «d'effectifs d'origine africaine devint un sujet d'importance dès les premières années de la Guerre d'Indépendance américaine. Les Britanniques… établirent leur stratégie pour gagner les noirs et les induire à prendre les armes contre leurs propriétaires, en leur promettant la liberté[3]» sans idée de tenir leur promesse, bien entendu. Le général sir Henry Clinton, commandant en chef de toutes les forces de Sa Majesté dans les colonies situées le long de l'Océan Atlantique, de la Nouvelle-Écosse jusqu'à la Floride-Occidentale inclusivement, publia alors la Proclamation suivante, au nom de Sa Majesté Britannique :

PROCLAMATION [anglaise]

«Attendu que l'Ennemi a adopté la pratique d'enrôler des nègres parmi ses troupes ; par la présente j'avise que tout nègre pris en armes, ou en train d'effectuer n'importe quelle fonction militaire,

---

1 ●Certes sous commandement français comme l'était aussi l'armée britannique. Le maréchal Foch devint généralissime de toutes les armées alliées.

2 ●Le Corps Expéditionnaire Américain en France fit distribuer au commandement français de l'Armée, un Document secret appelé *"Secret Information concerning Black American Troops."* Il précisait que «les 15 millions de Nègres des États-Unis présentent une menace de métissage [*mongrelization* signifie métissage impur ou abâtardissant] à moins que les noirs et les blancs soient tenus strictement séparés. Comme le danger n'existe pas en France, le peuple français est habitué à être amical et tolérant envers les noirs. Mais un tel comportement offense profondément les Américains comme un outrage à leurs croyances nationales, et soulève chez eux la crainte que cela puisse donner aux Américains noirs des prétentions intolérables à l'égalité — et, en outre, puisse déclencher une réaction défavorable sur l'opinion publique américaine [vraisemblablement dans le domaine de l'aide militaire à la France ; la menace était patente]… il faut éviter toute intimité, en dehors de la politesse normale, entre les officiers français et noirs américains. Les Français ne doivent pas manger avec eux ni leur serrer la main, ni leur rendre visite, ni tenir de conversation en dehors de ce qui est exigé par la situation militaire…. Le peuple français doit se persuader de ne pas gâter les Nègres [¨spoil = pourrir, donner de mauvaises habitudes]. Les Américains se montrent outragés de voir de l'intimité entre les femmes blanches et les noirs…" Le document fut lu à l'Assemblée nationale en France et souleva la colère.» [Barbeau, Arthur & Florette, Henri, *The Unknown Soldiers ; African American Troops in World War I*, Temple University Press, Philadelphia, 1974. pp. 114-115.] Florette était professeur d'histoire et d'anthropologie à West Liberty State University, en Virginie-Occidentale. À partir de cette époque et jusqu'à la fin du XXe siècle, les Français furent qualifiés de colorblind, c'est-à-dire aveugle aux races [c'est à dire *égalitaires*].

3 ●Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.3

sera acheté pour le service public à un prix établi ; la somme sera payée à celui qui l'aura capturé. Mais j'interdis formellement à toute personne de vendre ou de réclamer tout Droit sur n'importe quel nègre, propriété d'un rebelle, qui pourrait chercher refuge dans une unité de notre armée [anglaise]. Et je promets à tout NÈGRE qui désertera l'Étendard rebelle, toute sécurité pour suivre dans ces limites toute occupation qu'il jugera adéquate. Le 30 juin 1779, Q.G. de Phillipsburg, *signé* H. Clinton[1].»

En fait, les besoins en effectifs étaient si grands que les Noirs ─ esclaves ou libres─ participèrent à la guerre dans le camp anglais comme dans celui des insurgés américains. Il est aujourd'hui estimé que «5.000 Américains noirs servirent comme soldats dans l'Armée dite Continentale, tandis que plus de 20.000 combattirent pour les Anglais[2].» Durant le siège de Yorktown, en 1781, «le baron Closen, officier du régiment français du Royal Deux-Ponts, estima qu'un quart environ des effectifs de l'Armée américaine était composé de Noirs[3].» Et à la bataille de Rhode Island, le 29 août 1778, La Fayette décrivit la valeur d'un régiment noir (colonel Greene) qui repoussa par trois fois des forces anglaises beaucoup plus importantes. Les Noirs de l'armée avaient les mêmes droits de pillage que les soldats blancs[4].

En dépit de l'inquiétude des planteurs qui redoutaient de voir leurs esclaves apprendre à manier des armes, des Noirs s'engagèrent donc dans les milices américaines. En novembre 1775, lord Dunmore[5], gouverneur anglais de Virginie, commença à proclamer des promesses vides en s'engageant à affranchir tous les esclaves qui s'engageraient dans l'armée britannique. En 1779, sir Henry Clinton[6] édicta une loi similaire pour la région de New York. La plupart des esclaves servirent comme plantons, mécaniciens, ouvriers ou éclaireurs. Plus de la moitié moururent dans les épidémies de variole qui frappèrent les armées britanniques. Cependant, en dépit des promesses de ces gouverneurs britanniques établis dans les Treize-Colonies, la majorité des esclaves survivants ne furent pas affranchis. D'ailleurs, la plupart des Américains (blancs) étaient instruits que ce n'était que du bluff. Le Dr. Hopkins, écrivain américain opposé à l'esclavage, écrivit en 1776 : «Nos oppresseurs

1 ●Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.23

2 ●Lanning, Michael. *African Americans in the Revolutionary War*. New York: Kensington Publishing, 2000

3 ●Selig, Robert A., *The Revolution's Black Soldiers*.

4 ●"Were intitled to the same bounty as the whites." Quarles, Benjamin. *The Negro in the American Revolution*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1961

5 ●John Murray, 4e comte de Dunmore (1730-1809), habituellement appelé lord Dunmore. Seigneur anglo-protestant d'Écosse, pair d'Angleterre, et gouverneur colonial.

6 ●Henry descendait d'une famille noble franco-normande qui remontait à l'invasion franco-normande de l'Angleterre en 1066. Il était le fils de George Clinton, amiral de la flotte. Henry engendra deux fils : sir William Henry Clinton (1769-1846) et le lieutenant général sir Henry Clinton (1771-1829).

envisageaient de gagner les noirs et de les inciter à prendre les armes contre nous en leur promettant la liberté. Bien sûr ils ne tinrent pas leur promesse car ce n'était qu'une ruse de guerre afin de diviser la nation américaine[1].» Du côté des troupes insurgées, on recense de nombreux cas d'affranchissement.

PROCLAMATION [américaine]

Dans son ordre du jour du 12 novembre 1775, Washington déclara :

> «Ni les nègres trop jeunes pour porter les armes, ni les hommes trop vieux pour endurer les fatigues de la campagne militaire, ne doivent être acceptés.» Pourtant, durant les derniers jours de l'année 1775, lorsqu'on notifia le général Washington que les Noirs libres qui avaient servi dans son armée se montraient extrêmement mécontents d'être mis sur la touche, et craignant qu'ils puissent chercher à servir dans l'*armée ministérielle*[2], prit la responsabilité de s'écarter de la résolution qui les concernait, et leur laissa la liberté de se porter volontaires[3].» Washington changea d'idée car lord Dunmore venait de proclamer libre tout engagé[4], nègre ou quiconque, à condition qu'il se joignit aux troupes de Sa Majesté britannique. C'était l'opinion du Commandant-en-chef que, si Dunmore n'était pas hors de combat avant le printemps, il deviendrait le plus formidable ennemi que l'Amérique ait jamais eu ; sa force s'accroîtrait comme une boule de neige qui roule, et plus vite encore si quelque expédient ne pouvait être trouvé pour convaincre les esclaves et les domestiques, de l'impuissance de ses projets[5].»

Curieusement, grâce à la ruse des Anglais, les promesses de libération de ceux qui se battaient pour la Liberté ─les Américains─ parurent moins convaincantes que les promesses de ceux qui ne voulaient que l'empêcher. Le ralliement des esclaves aux troupes anglaises se fit par milliers (plus de 10.000 selon certaines évaluations ; 20.000 selon d'aucuns). Les Anglais se présentèrent comme les champions de la liberté

---

1 ●Cité par Moore, George H., dans *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.3

2 ●L'Armée ministérielle est l'armée royale anglaise, par opposition à l'Armée continentale américaine.

3 ●Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.7

4 ●Un "*engagé*" en Nouvelle-France [en américain *endentured servant*] était un homme ou une femme qui devait travailler gratuitement dans les fermes coloniales durant un certain nombre d'années afin de rembourser ses frais de voyage depuis l'Europe. Son statut ressemblait à s'y méprendre à celui de l'esclave.

5 ●Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.7

grâce à la fameuse *Affaire Somerset*[1] qui datait de 1772. «Les historiens ont insisté sur la naïveté des noirs… ou bien ils ont montré l'habileté des Anglais qui surent gagner la confiance des noirs en dissimulant leurs véritables desseins qui étaient d'utiliser les esclaves pour affaiblir la cause patriote… La plupart des études insistent sur l'absence de scrupules ainsi que les manipulations des Britanniques[2].»

Alexander Hamilton conseillait au Président du Congrès (John Jay), le 14 mars 1779 de lever deux, trois ou quatre «bataillons de nègres,... par contribution des propriétaires, en proportion du nombre qu'ils possédaient... Je n'ai pas le moindre doute que les nègres feront des soldats tout à fait excellents... C'est une maxime avec quelques grands juges militaires, que, avec des officiers sensibles, les soldats peuvent difficilement être trop stupides. Selon ce principe, on pense que les Russes feraient les meilleurs soldats du monde, s'ils étaient commandés par des officiers autres que les leurs[3]. Le roi de Prusse est parmi ceux qui appuient cette doctrine,... J'ai fréquemment entendu dire qu'il s'est opposé au principe de l'incorporation des nègres ; qu'ils sont trop stupides pour faire de bons soldats. Cela est si loin de m'apparaître comme une objection valide que je pense que leur manque de culture (car leurs facultés naturelles sont aussi bonnes que les nôtres) jointe à cette habitude de soumission acquise de leur vie de servitude, les rendront capable de devenir de véritables soldats plus vite que nos habitants blancs... Je prévois que ce projet aura à combattre beaucoup d'opposition des racistes et des intérêts privés. Le mépris dont on nous a enseigné à gratifier les noirs, nous fait imaginer une foule de choses qui ne sont fondés ni sur la raison ni sur l'expérience, et une réticence à se défaire de biens de si grande valeur, fournira mille arguments pour démontrer l'impossibilité ou la pernicieuse tendance d'une action qui nécessite tant de sacrifices. Mais nous devons considérer que si nous ne les utilisons pas dans cette fonction, l'ennemi le fera probablement, et que la meilleure façon de contrarier la tentation de l'ennemi sera de leur offrir nous-mêmes cette option[4].»

---

1 •Un juge, (Mansfield) avait décrété que sur le territoire métropolitain anglais (comme c'était le cas en France depuis très longtemps), des esclaves devenaient libres dès qu'ils foulaient le sol d'Angleterre. 14.000 esclaves s'étaient soudain retrouvés libres en Grande-Bretagne. «Si l'on en croit les avis de recherche parus dans les journaux de l'époque, beaucoup de noirs (des Treize-Colonies) tentèrent alors de s'enfuir vers l'Angleterre. Vincent, Bernard, et Marienstras, Élise, *Les oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, Quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1990. p. 90

2 •Vincent, Bernard, et Marienstras, Élise, *Les oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, Quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1990. p. 70 et note 46, p. 91. et aussi : Quarles, Benjamin. *The Negro in the American Revolution.* Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1961. p. 111 à 157.

3 •Il est curieux de constater que ce furent ces mêmes soldats russes, sous commandement russe, qui, en 1812, allaient vaincre la Grande Armée, de même que, en 1942-1945, la Wehrmacht, meilleures armées de leurs époques respectives. Certains commentaires ne valent la peine d'être cités que pour en démontrer l'absurdité.

4 •Lettre d'Alexander Hamilton à John Jay, Président du Congrès, le 14 mars 1779. Lettre citée par Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.8

Les efforts de John Laurens qui lui aussi préconisait la constitution d'unités noires rencontrèrent immédiatement une puissante et profonde «opposition, nourrie depuis la plus tendre enfance au sein de ce peuple, qui ne voulait pas s'abaisser à confier la défense du pays à des bandes serviles, ou à partager avec une couleur —à l'égard de laquelle l'idée d'infériorité était inséparablement connectée—, la profession des armes et cette proximité de conditions qui doit exister entre le soldat normal et le milicien[1].»

Tous les bons amis du roi d'Angleterre (appelés Tories ou Royalistes ou, plus tard, Loyalistes), instruments du Gouvernement, «ont de grandes plantations et possèdent des nègres, de telle sorte que les Tories perdraient leurs esclaves, en même temps que ceux des Whigs. Banisay, l'historien de Caroline-du-Sud évalue en milliers les pertes en nègres durant cette guerre. Il déclare : Il a été calculé par de bons juges que, entre les années 1775 et 1783, l'État de Caroline-du-Sud a perdu 25.000 nègres.″ C'était 1/5 de tous les esclaves de cet État au commencement de la guerre, et cela équivalait à plus de la moitié de l'entière population blanche[2].» De nombreuses tribus indiennes −dont les Tchérokîs et les Iroquois − possédaient des esclaves noirs. La plupart utilisaient des esclaves indiens issus d'autres tribus.

La *liberté* était accordée à chaque noir volontaire qui entrait dans la guerre, de même qu'un dédommagement au propriétaire. Ainsi firent les Américains –durant les deux guerres d'Irak et celle d'Afghanistan–, avec les Hispaniques qui s'engageaient dans leur armée : les survivants recevaient la nationalité américaine.

Nombre de planteurs d'origine anglaise donnèrent des esclaves pour se dédouaner eux-mêmes de ne pas risquer leur vie, et surtout de se battre contre leur chère mère-patrie. Ils refusaient de se battre ***pour*** ; ils n'allaient tout de même pas se battre ***contre.*** Ils promettaient même la liberté à ces combattants noirs qui allaient se faire tuer à leur place. Mais à l'issue de la guerre, tout danger étant écarté, ils essayèrent de les récupérer et de les réintégrer injustement dans leur servitude. «L'infamie de ces comportements souleva une juste indignation, et mena à un *Act of Emancipation* de tous les esclaves qui s'étaient engagés et qui avaient fidèlement combattu[3].» Cette loi leur permit même de poursuivre pour dommages et intérêts ceux qui les avaient ré-asservis injustement. Il est vrai que beaucoup perdirent la vie à cette roulette russe de la Justice contre les blancs.

---

1 ●Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.13

2 ●Ibidem, p.15. En Amérique Whig était le surnom des Indépendantistes, et Tory des anti-indépendantistes.

3 ●Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.22

La Virginie, elle, proposa d'incorporer les Noirs des plantations appartenant à des Anglais. James Madison, alors membre du Congrès, s'en félicita tout en émettant des commentaires qui ne manquaient pas de trahir l'étendue de ses préjugés. Les unités ne seraient sûres qu'«avec des officiers blancs et une majorité de soldats blancs. Ainsi, il ne pourrait y avoir aucun danger imaginable de leur part[1].»

Un important afflux d'esclaves noirs migra vers la Nouvelle-Écosse –l'Ancienne-Acadie qui n`était pas encore une province canadienne–, dans le sillage des réfugiés anglais chassés des États-Unis[2]. Chaque famille amenait ses biens meubles dont faisaient partie ses esclaves. Tous ces réfugiés anglais occupèrent les territoires défrichés par les malheureux Acadiens-français, eux-mêmes expulsés peu auparavant par les Anglais sans que la France n'élève la moindre protestation[3]. Ce furent ces esclaves noirs qui construisirent les fortifications d`Halifax avec les pierres de taille (taillées en France) de la forteresse démolie de Louisbourg. D'autres réfugiés anglais allèrent occuper et défricher la partie occidentale de la province de Québec qui fut finalement amputée pour former la province d'Ontario.

Trois mille esclaves noirs qui, sous promesse d'émancipation, avaient combattu pour l'Angleterre durant la Révolution américaine, furent ainsi installés en Nouvelle-Écosse où le Gouvernement britannique leur avait promis de grandes concessions à défricher (de 100 arpents et plus) comme cela se faisait pour les Loyalistes blancs[4]. En définitive, ces promesses furent vite oubliées. 60% des 3.000 Loyalistes noirs survivants ne reçurent rien du tout. Et les 40% restants ne se virent attribuer que de petits lopins d'un seul arpent seulement[5], à demi stériles, dans des endroits périphériques que les Loyalistes négligeaient[6]. Ces derniers pouvaient quant à eux choisir leur site et certains poussèrent même l'arrogance jusqu'à expulser des familles noires de leur lopin laborieusement défriché pour s'en emparer sans aucune compensation et sans que leurs protestations soient prises en considération par les autorités coloniales anglaises[7].

---

1 •Ibidem, p.21

2 •Appelés *Loyalistes* dans l'Histoire d'Angleterre.

3 •Krauter, J.F., et Davis, M., *Minority Canadians ; Ethnic Groups*, Methuen, Toronto, 1978.

4 •Ibidem.

5 •Le mot arpent vient du gaulois *arepenn*, « portée de flèche ». Avant l'adoption du système métrique, l'arpent linéaire du Canada équivalait à 58,4 m, et l'arpent surface 3418,8 m^2. L'arpent de Paris équivalait à 3 417 m^2, l'arpent commun 4 221 m^2, l'arpent des eaux et forêts 5 104 m^2.

6 •Lampkin, Lorna, *Visible Minorities in Canada*, dans R.S. Abella (dir.), Research Studies of the Commission on Equity in Employment, Supply and Service Canada, Ottawa, 1985. *Aussi* Krauter, J.F., et Davis, M., Minority Canadians ; Ethnic Groups, Methuen, Toronto, 1978. *et même* Davis, R, *Christian Slaves, Mulslim Masters : White Slavery in the Mediterranean, the Barbary Coast, and Italy, 1500-1800*, Palgrave Macmillan Londres, 2003. M., *Minority Canadians* ; Ethnic Groups, Methuen, Toronto, 1978; et même Davis cf.bibliographie.

7 •Boyko, J., Last Steps of Freedom, J. Gordon Shillingford, Toronto, 1998. p.159.

EFFECTIFS NOIRS SERVANT DANS L'ARMÉE CONTINENTALE, 24 AOÛT 1778				
BRIGADES	**Présents**	**Malades**	**On command**	**Total**
North Carolina	42	10	6	58
Woodford	36	3	1	40
Muhlenburg	64	26	8	98
Smallwood	20	3	1	24
2d Maryland	43	15	2	60
Wayne	2	—	—	2
2d Pennsylvania	[33]	[1]	[1]	[**35**]
Clinton	33	2	4	40
Parsons	117	12	19	148
Huntington	56	2	4	62
Nixon	26	—	1	27
Patterson	64	13	12	89
Late Learned	34	4	8	46
Poor	16	7	4	27
TOTAL	**586**	**98**	**71**	**755**
[*signé*] Alexander Scammell, Adjudant-General				

NOTE : Le *Black Regiment of Rhode Island* n'est pas inclus ici car il ne faisait pas partie de l'armée principale. Pas plus que d'autres unités.

Pour comble d'outrance, il fut même proposé d'utiliser les Loyalistes noirs pour payer aux Américains les rançons des prisonniers anglais détenus aux États-Unis[1].

Le tableau[2] qui précède montre le nombre de Noirs combattant dans l'armée principale, celle commandée par le général Washington, deux mois après la bataille de Monmouth.

Sans aucun titre de propriété, les noirs ne pouvaient donc même pas vendre leur modeste lopin de terre[3]. C`était encore une fois une ruse et ces pauvres gens finirent par vivre de charité publique en se contentant de rechercher de rares emplois sous-payés. Cela n'améliora pas l'opinion des populations blanches de Halifax qui blâmaient les noirs pour leur inactivité, sans en chercher la raison. Les victimes étaient ainsi blâmées par les bourreaux.

Curieusement, on attribue souvent aux rois des sentiments d'équité généreuse alors qu'ils sont les premiers profiteurs du système social et de la sueur de leurs sujets. Un noir courageux, Thomas Peters,

1 ●Walker, J.W., *A History of Blacks in Canada,* Minister of State Multiculturalism, Ottawa, 1980.

2 ●Moore, George H., *Historical Notes on the Employment of Negroes in the American Army of the Revolution*, Charles T. Evans, New York, 1862. p.17

3 ●Bolaria, B.S. et Li, P.S., *Racial Oppression in Canada,* Garamond, Toronto, 1998.

pensa naïvement que le roi d'Angleterre Georges III devait être mis au courant de cette injustice dont certains de ses sujets étaient victimes. En 1791, il se rendit à Londres dans ce noble but. Le roi Georges III refusa de le recevoir.

La *Sierra Leone Co.* décida de réexpédier en Afrique les esclaves libérés de Nouvelle-Écosse, comme les Américains faisaient au Libéria; 1.200 noirs de Nouvelle-Écosse partirent pour Freetown en 1792. Mais ils se rendirent vite compte que la compagnie anglaise voulait administrer la Sierra Leone comme une entreprise commerciale qui devait lui rapporter des dividendes. Des révoltes éclatèrent contre la surtaxation des habitants[1].

Quatre ans après, 550 esclaves marrons[2] de la Jamaïque, en état d'insurrection armée, furent aussi exilés en Nouvelle-Écosse de peur qu'ils se joignent aux Républicains français abolitionnistes. Rappelons que le 4 février 1794 le Gouvernement révolutionnaire français avait aboli l'esclavage sur l'ensemble du territoire colonial français. Les Anglais, entraînés par leurs lobbies pro-esclavagistes, envahirent les colonies françaises des Antilles afin d'y rétablir l'esclavage avant que le désir de liberté ne contamine leurs propres esclaves[3]. Paradoxalement, ces 550 soldats furent intégrés dans les forces armées anglaises et durent se battre *en faveur* du rétablissement de l'esclavage contre les forces républicaines françaises qui, elles, se battaient *contre* son rétablissement.

♦

En ce qui concerne les femmes américaines, leur combat fut essentiellement moral. «Lorsque les hostilités éclatèrent, à Lexington et à Concord, en avril 1775, une véritable "rage militariste" s'abattit sur le pays. Les femmes devinrent des propagandistes, poussant les hommes à endosser l'uniforme et leur faisant honte s'ils tentaient d'éviter l'armée[4].» Elles firent mieux que les meilleurs sergents recruteurs. La situation ressemblait à celle de l'Angleterre de la Première ou de la Deuxième Guerre mondiale, où, la Conscription n'étant pas universelle, seuls les regards de biais et les critiques des voisins forçaient les hommes qui ne voulaient pas participer aux hostilités à aller à la guerre. Les petits malins endossaient alors un uniforme des Local Defence Volunteers, de la Passive Defence, des Home Guards, et d'autres organisations nationales ou locales qui pullulaient alors pour couvrir les "embusqués" fort

---

1 ●Wyse, Akintola J.G., *The Krio of Sierra Leone*, Howard University Press, Washington, 1991.

2 ●Esclave déserteur, en général métissé d'où la couleur marron.

3 ●Bonaparte rétablit l'esclavage dans les colonies françaises à la fin de ce même XVIIIe siècle.

4 ●Vincent, Bernard, et Marienstras, Élise, *Les oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, Quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1990. p.70 et note 46, p.110

nombreux. Une image plus précise de la participation réelle peut ressortir du nombre de tués[1].

Quand la lutte s'éternisa dans les Treize-Colonies, «bien que le service fut de courte durée, ─celui de la Milice durait habituellement trois mois et celui de l'Armée continentale dépassait rarement une année─ les gens (surtout ceux d'origine anglaise) préférèrent bientôt payer une *amende* plutôt que d'effectuer leur service militaire. Les riches se trouvaient donc privilégiés. À mesure que se prolongeait la guerre, certains comités locaux de sécurité en vinrent à recruter aussi bien des vieillards que des jeunes et même à l'occasion une veuve[2].» On sentait que l'enthousiasme à guerroyer et l'impétuosité à *tuer de l'Anglais* retombait comme un soufflet raté. La mentalité "refus-de-combattre" de la jeunesse d'Angleterre reprenait le dessus chez les Américains d'origine anglaise, comme de mauvaises herbes entre les dalles d'un sentier. Et d'ailleurs, dès que l'Armée française débarquera, ce sentiment de refus de combattre de la jeunesse américaine s'accentuera. Nous en reparlerons au moment adéquat.

Du côté de l'armée britannique, les quelques régiments anglais et écossais avaient le droit d'amener leurs femmes et même leurs enfants. Cela leur permettait au moins d'être nourris convenablement à l'Ordinaire de l'Armée. Bien que le phénomène soit connu pour la Guerres d'Indépendance américaine, les récits semblent non-publiés. Par contre de nombreux soldats anglais ont décrit les véritables épopées des courageuses femmes écossaises, anglaises et irlandaises qui suivirent l'armée de Wellington à travers Espagne et le Portugal, en pleine insurrection, durant les Guerres du Premier Empire. Cet exemple espagnol donne une idée plus claire : «L'Anglais Bell[3] raconta l'anecdote de deux épouses de soldats qui, durant la terrible retraite anglaise vers le Portugal, à partir de Burgos, *"*restèrent collées aux basques de l'armée comme des briques*"* et quelquefois retardèrent la marche de l'armée à cause de leur indiscipline. Mrs Biddy Flynn et Betty Wheel étaient censées suivre leurs régi-

---

1 ●STATISTIQUES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE : **France** ; population : 39.000.000 dont 9.000.000 de mobilisés soit 23.00% ; 1.615.800 tués soit 17,95 % des mobilisés. (On ajoutera 82.000 tués en provenance des colonies françaises soit 4,82% de tous les tués.) *Les pertes de la France métropolitaine représentent 95,18% de toutes les pertes de l'Empire français.* **Angleterre** ; population : 36.070.492 dont 4.003.824 mobilisés soit 11,1% (certaines statistiques anglaises gonflent les chiffres dans le but de dépasser le nombre de mobilisés en France) ; 258.676 tués soit 6,46% des mobilisés. (On ajoutera 303.720 tués des colonies anglaises incluant le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande mentionnés plus bas. *Les pertes de l'Angleterre métropolitaine représentent 32,38% de toutes les pertes de l'Empire britannique*.) **Écosse** ; pop.4.748.167 dont 527.000 mobilisés soit 11,9% ; 147.000 tués soit 27,89% des mobilisés. **Pays de Galles** ; pop 1.200.000 dont 133.200 mobilisés soit 11,10% ; 40.000 tués soit 30,03 des mobilisés. **Irlande** ; pop.4.300.000 dont 210.000 mobilisés soit 4,88% ; 49.400 tués soit 23,52% des mobilisés. **Canada** ; pop. 7.200.000 dont 620.000 mobilisés soit 8,60% ; 66.940 tués soit 10,80% des mobilisés. **Australie** ; pop.4.500.000 dont 331.000 mobilisés soit 7,35% ; 61.928 tués soit 18,70% des mobilisés. **Nouvelle-Zélande** ; 1.100.000 dont 100.000 mobilisés soit 9% ; 18.050 tués soit 18% des mobilisés.

2 ●Vincent, Bernard, et Marienstras, Élise, *Les oubliés de la Révolution américaine : Femmes, Indiens, Noirs, Quakers, francs-maçons dans la guerre d'indépendance*, Presses universitaires de Nancy, Nancy, 1990. p.70 et note 46, p.111

3 ●Bell, Sir George, major-général, *Soldier's Glory, being Rough Notes of an Old Soldier*, publié par Brian Stuart, Londres, 1956; page 60. Ainsi que : Castex, Jean-Claude, *Combats franco-anglais des Guerres du Premier Empire,* Éditions P-O, Vancouver, 2013. pp. 121-122.

ments respectifs. Au lieu de cela, elles bloquaient souvent l'étroit passage suivi en général par l'armée anglaise en retraite, le sentier battu, à tel point qu'un Wellington exaspéré dut donner l'ordre d'abattre les ânesses de ces femmes si leurs maîtresses refusaient de suivre les directives du Haut-Commandement. Habituées à n'en faire qu'à leur tête "comme des enfants mal élevés qui ne subissaient jamais la moindre conséquence", elles ne prirent pas la menace au sérieux. Sous la direction de Mrs Skiddy, une petite Irlandaise courtaude, très large par le travers, qui montait une ânesse appelée fort irrévérencieusement : "*The Queen of Spain*", elles tentèrent encore une fois de se porter en avant de la colonne. Hélas ! La prévôté [la police militaire] leur avait tendu une embuscade et plusieurs de leurs ânes et ânesses –dont la fameuse *Reine d'Espagne*– furent impitoyablement abattus afin de décourager les indomptables "épouses" rebelles. Crachant des lamentations et d'interminables malédictions, les femmes poursuivirent obstinément leur marche, à la suite de la dévouée Mrs Skiddy, qui se montrait encore plus désireuse de ramasser du butin et de préparer un bon nid-étape pour son cher mari Daniel : *"*On doit prendre des risques si on veut arriver avant les hommes, pour préparer le feu et une p'tit' goutt' de thé pour nos pauv' z' hom' qui ont peiné sous la charge et le travail[1]. *"* Ces femmes indisciplinées ne furent plus jamais inquiétées par le Commandement. Adam Wall, en 1808, appelait les épouses de militaires en campagne, "*ces éternels caillots qui bloquent l'armée britannique*[2]."... En conséquence, leurs enfants mouraient *comme des mouches* sous les intempéries, et les mères en étaient réduites à la famine et à se vêtir de haillons.» Quel courage inutile pour avoir droit à quelque pitance ! Il était tout de même curieux et même irrationnel que les hommes anglais soient si difficiles à enrégimenter et leurs femmes au contraire si intrépides. « Amour, amour, quand tu nous tiens, on peut bien dire : Adieu prudence !» disait Jean de La Fontaine[3].

Pour en revenir à la Guerre américaine, le recrutement en Angleterre était si problématique, que les rares volontaires se voyaient eux aussi accorder tous ces privilèges prodigieux, similaires à ceux des guerriers mongols de Gengis Khan. Comme au temps du duc de Wellington, des foules de femmes et d'enfants suivaient les armées anglaises. À cette cohorte d'épouses et d'enfants se joignirent bientôt les milliers de femmes noires échappées de l'asservissement sous les promesses anglaises d'accorder l'affranchissement des esclaves s'ils quittaient leur

---

1 ●"To have the fire an' a dhrop of tay ready for the poor crathers after their load an' their labour." "To have the fire and a drop of tea ready for the poor creatures after their load and their labour."

2 ●Wall, Adam, capitaine, *Diary of the Operations in Spain, under Sir John Moore,* (Proceedings of the Royal Artillery Institution) vol. 14, Woolwich, 1886

3 ●Dans la fable *Le lion amoureux*, dédiée à la fille de Madame de Sévigné, Françoise-Marguerite, qualifiée de "La plus jolie fille de France", qui se refusait aux plaisirs libidineux du lion Louis XIV. La froideur de la belle était fort dangereuse.

maître américain, «près de 10.000, rien que pour Savannah et Charleston[1].» La ruine des plantations américaines était assurée, mais l'affranchissement ne le fut pas. Hannah Fayerweather Wintrop décrivit les femmes courageuses qui suivaient l'armée anglaise en déroute après la défaite de Burgoyne : «Il y avait de nombreuses femmes, semblables à des bêtes de somme pliées en deux sous le poids de boisseaux et de paniers dont le contenu semblait être des pots, des casseroles, divers éléments d'ameublement. Les enfants regardaient au travers de poêles et autres ustensiles de cuisine. Quelques très jeunes enfants étaient nés au bord de la route, de ces femmes aux pieds nus, vêtues de guenilles. Une telle odeur emplissait l'air tout au long de leur passage au point que, si ce n'était le fait qu'elles fumaient sans cesse, j'aurais craint d'être contaminée[2].»

♦

Pour ce qui fut de l'armée française, il n'était pas questions que les épouses et les enfants soient autorisés à suivre et à encombrer la troupe en campagne[3]. Du côté américain, les femmes eurent tout de suite un statut particulier. Beaucoup aidèrent dans l'effort de guerre. Par exemple, les «femmes de Leitchfield, dans le Connecticut, produisirent 42.000 cartouches à partir du plomb venant de la statue de Georges III que les *Fils de la Liberté* avaient déboulonnée sur le Boulingrin de la Ville de New-York[4].» Comme le nombre de femme augmentait avec la disette, Washington s'efforça de décourager leur présence, mais il n'osa pas les exclure entièrement par crainte de mécontenter les troupes et de perdre des effectifs. Pourtant, «lorsque l'Armée continentale défila à travers Philadelphie en 1777, les éléments féminins furent sommés de rester dans les rues adjacentes, de manière à ne pas décourager ou choquer par leur apparence désordonnée, les spectateurs ou les patriotes peu convaincus[5].» Il faut dire que Philadelphie était aux trois-quarts quaker, c'est-à-dire plutôt favorables à l'Angleterre.



1 ●Gross, Robert A., *The Minutemen and Their World,* New York, 1976. pp. 147-148.

2 ●Ellet, Elizabeth, *Women of the Revolution*, vol.I, New York, 1848. Lettre de Hannah Fayerweather Wintrop à Mercy Otis Warren, du 27 septembre 1774.

3 ●Ni les femmes des mercenaires allemands de l'Armée anglaise, d'ailleurs.

4 ●Depauw, Linda Grant*, Founding Mothers, Women in America in the Revolutionary Era*, Boston, 1975, p.178.

5 ●Vincent, Bernard et Marienstras, Élise, *Les Oubliés de la Révolution américaine* : *femmes, Indiens, Noirs, quakers, francs-maçons dans la guerre d'Indépendance,* Presses universitaires, Nancy, 1990. p.117

Chapitre 4

Du pacifisme de la France vis-à-vis de l'Angleterre. De la naïveté française. De l'aide directe de la France.

L'observateur un tant soit peu neutre et objectif, qui tâche de suivre la relation agitée entre la France et l'Angleterre à travers les siècles, et plus particulièrement durant cette Guerre d'Indépendance américaine, est forcé de constater la mansuétude des Français face à la rouerie des lobbies marchands de Londres habitués à utiliser les conflits armée et la force pure pour atteindre leurs buts commerciaux et ainsi régler à coups de canons les problèmes de compétitivité avec leurs concurrents.Cette indulgence de la France en faveur de l'Angleterre à travers les siècles peut paraître paradoxale. On peut même dire que les États-Unis de 1783 furent aussi déçus de leur alliée française ─qui voulut épargner l'Angleterre à genoux─ que ne le fut l'Espagne, autre alliée de la France, à la fin de la Guerre de Succession d'Autriche, lorsque les Anglais, voyant qu'ils allaient être vaincus, se rapprochèrent secrètement de la France afin de ne pas subir les graves déboires de la défaite[1].

En dépit de cette grande indulgence à l'égard de l'Angleterre, cette dernière n'hésita pas, à la fin de la Guerre de Sept Ans (1763), à dépecer sans pitié la France, défaite sur le continent par l'armée prussienne. Et Frédéric le Grand, roi de Prusse, joua cette fois le rôle du jocrisse, de dupe, à tel point qu'il se mit après coup à haïr les Anglais en prenant conscience que lui-même avait joué durant la Guerre de Sept Ans contre la France, le rôle du "collaborateur désintéressé" au seul profit de l'Angleterre. En cette guerre d'Indépendance américaine, donc, Frédéric le Grand exhorta les Français à faire la guerre à l'Angleterre par ces mots : «Je vous envoie mon secret contre la rage ; il est certain, aucune des épreuves que j'ai fait faire dans mon royaume n'ayant manqué. On devrait bien s'en servir contre le Parlement d'Angleterre qui se conduit comme un fou et un forcené dans l'Affaire d'Amérique… J'espère toujours que vous endosserez la cuirasse contre ces *goddam*, que vous aiderez les colonies à devenir libres et reprendrez le Canada qu'on vous a si fallacieusement soutiré. C'est le vœu de mon cœur, et ce doit être aussi celui de la politique[2].»

---

1 •Lire à ce sujet les Prolégomènes du *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, par Jean-Claude Castex, Les Éditions du Phare-Ouest, Vancouver, 2011. p.14. ISBN 978-2-921668-06-4

2•Lescure, Mathurin-François-Adolphe de, *Correspondance secrète inédite sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la Cour et la Ville, de 1777 à 1792, publiée d'après les manuscrits de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg, avec une préface, des notes et un index alphabétique*, Henri Plon, Imprimeur-Éditeur, Paris, 1866. Lettre de Frédéric, à un correspondant français, du 3 nov 1777, Tome .Ier, p. 108

Certes la nation française gardait rancune contre l'Angleterre de s'être fait subtiliser son empire colonial par le Traité de Paris (1763) mais la Cour de France ne semblait pas accessible à ce ressentiment dans son désir apparent de séduire les lobbies marchands de Londres plutôt que de les soumettre à ses représailles ; un peu comme un commerçant qui met de l'eau dans son vin plutôt que de se livrer à une guerre commerciale. En 1779, le comte de Vergennes, Ministre français des Affaires étrangères, écrivit à M. de Montmorin, son ambassadeur en Espagne, que l'Angleterre : «est nécessaire dans la balance de l'Europe[1].»

En juin 1771, le duc d'Aiguillon avait remplacé Choiseul aux Affaires Étrangères, mettant fin à l'intérim de La Vrillière. La diplomatie française avait continué d'envisager sans trop y croire désormais une alliance improbable de la France avec l'Angleterre. Devait-on en rêver ? En ce même mois de juin, les graves événements[2] qui allaient se produire en Europe orientale avaient incité le nouveau ministre Aiguillon à réactiver la recherche de rapprochement avec l'Angleterre. Châtelet, consulté, tenta en vain de l'en dissuader : «Jamais, non jamais vous n'établirez aucun concert, aucune union de la France avec l'Angleterre que ce ne soit dans le but unique de nous tromper et de nous faire donner dans quelque piège. Les intérêts des deux Couronnes sont trop opposées, les préjugés de rivalité trop établis dans la tête de tous les Anglais, pour qu'il y ait un homme sensé en Angleterre qui puisse s'imaginer comme une chose possible le projet de réunir à des points communs l'intérêt pratique des deux nations[3].»

Dans les Directives diplomatiques envoyées à l'ambassadeur de France à Londres le 28 janvier 1773, et rédigées au nom du roi Louis XV par le duc d'Aiguillon, on lit continuellement le désir de la diplomatie française de rester en paix avec l'Angleterre qui n'est pas une des très grandes puissances *terrestres* en Europe, mais qui, grâce à son pouvoir de nuisance et de sédition possède la capacité de bouleverser l'échiquier européen. Les historiens anglais contemporains, désireux de laver leur pays de cet aspect de boutiquier avide toujours prêt à faire battre l'Europe pour tirer parti de la guerre sans envoyer eux-mêmes de soldats anglais sur les champs de bataille, ont tâché d'anoblir le rôle de l'Angle-

1 ●Balance = équilibre. Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Lettre du comte de Vergennes à M. de Montmorin, ambassadeur en Espagne), du 21 septembre 1779, à Versailles. p. 317

2 ●Où se préparait le partage de la Pologne ; où Gustave III venait de commencer son règne et allait faire un coup d'état.

3 ●Ce texte est cité à la page 466 des Directives aux Ambassadeurs. *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. Ce qui pourrait aussi s'appliquer au XXe siècle fut communiqué par l'héritier de Châtelet, le marquis de Chabillan, et cité par Bertrand de Fraguier dans *Le duc d'Aiguillon et l'Angleterre*, dans *Revue d'Histoire diplomatique* (Revue trimestrielle), Éditions A. Pedone, Paris, 1912. P.606. L'argumentation était qu'en s'emparant de la Pologne et particulièrement de Dantzig, la Prusse pourrait avoir accès à la mer baltique, se créer une marine de guerre et faire concurrence à l'Angleterre au moins dans la Baltique ; exactement comme fit la Prusse entre 1870 et 1914 pour se créer un empire colonial.

terre en nommant leur politique : The *Balance of Powers*. Cet *équilibre des puissances* consistait à coaliser sur le continent européen un certain nombre de nations pour contrebalancer la France, fixer les forces de cette dernière sur le continent européen, tandis que l'Angleterre fendait la vague et la houle lointaine pour aller s'emparer des colonies françaises[1] toujours mal défendues.

Dans les *Directives*, le comte de Guines se fait dire : «Le moyen le plus naturel et le plus efficace de réunir les deux puissances, dans un parfait concours de sentiments relativement aux affaires générales de l'Europe, serait de former entre elles des liaisons solides et durables par des traités fondés sur les raisons de convenance et de justice tant au sujet des intérêts communs des deux nations, que par rapport au bien universel de toutes les autres [2].» La Justice ! On perçoit la naïveté incommensurable des Français dont certains diplomates n'ont pas encore compris que les lobbies d'Angleterre ─qui dirigent les Destinées du pays d'une main de fer sous un masque de démocratie─, ne voient la France que comme une riche Marianne dont ils peuvent impunément voler le sac à main, à condition de se mettre à plusieurs.

Confortablement assis dans son fauteuil Louis XV, le duc d'Aiguillon continue imperturbablement : «Le Comte de Guines ne doit jamais perdre de vue cet objet important de négociation [une alliance commerciale pour la paix], et ses propos ne doivent avoir pour motif que le désir de ne laisser aucun doute sur les dispositions réelles du Roy (de France) à cet égard.»

Un projet de traité commercial est donc jeté sur papier à Versailles par Choiseul. Le but «lointain est une alliance défensive dont les suites seraient d'autant plus considérables qu'elles pourraient successivement conduire à des engagement défensifs entre la France, l'Espagne et

---

1 ●Après 1870, l'Empire allemand prussien devenant menaçant pour l'Empire anglais, l'Angleterre se rangea du côté de la France qui devint le glacis de l'Angleterre ; mais durant la Première Guerre mondiale, l'État-Major français dut faire de fortes pressions sur le Gouvernement anglais afin qu'il décrète la conscription universelle ; en vain. Par contre, dès la fin de la Première Guerre mondiale, les lobbies anglais (le think tank Groupe Milner) trouvaient déjà que la France retirait trop de pouvoir moral d'avoir vaincu l'Allemagne et envisagèrent aussitôt une alliance avec l'Allemagne *contre la France.* Dans ce but, le think tank *Milner Group* se montra tout à fait opposé à pénaliser trop sévèrement l'Allemagne qui avait causé la Grande Guerre car la France avait gagné trop de puissance par la Victoire finale. En prenant la défense de l'Allemagne contre la France , les Anglais pensaient que les Allemands seraient ainsi "convertis aux idées anglaises", c'est à dire séduits "par les façons de penser et d'agir des Anglais", autrement dit favorables à une *Alliance anglo-allemande* qui permettrait de rebâtir la puissance allemande "*comme arme britannique dans le système de Balance of Powers contre la Russie bolchévique et contre le militarisme français*." Le dernier chapitre de cet ouvrage se propose d'exposer de façon plus exhaustive le revirement de l'Angleterre qui, après avoir utilisé la force de la France pour réduire la menace allemande (Première Guerre mondiale) envisageait froidement d'utiliser le militarisme germanique (comme elle l'avait fait pendant des siècles pour constituer son Empire ainsi que nous le verrons au chapitre III du présent ouvrage), pour détruire la France, sans se rendre compte que le refus de pénaliser l'Allemagne allait persuader les Allemands que leur défaite n'était due qu'à une trahison communiste (*un coup de poignard dans le dos*, comme disait Hitler), et qu'il faudrait bientôt s'engager dans une nouvelle Guerre mondiale pour régler le sort de la France. Lire à ce sujet l'ouvrage de Stephen Schuker : *The End of French Predominance in Europe : The Financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1976. Lire surtout : *The Anglo-American Establishment,* de Carroll Quigley, Professor of Foreign Service, Georgetown University, New York, 1981. Chapitre 8 (War and Peace 1915-1920), p.196, et la note de la page 280.

2 ●*Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV-2- ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 471.

l'Angleterre, pour assurer à ces trois Puissances la jouissance tranquille de leurs possessions et de leurs Colonies… De tout ce qu'on vient de mettre sous les yeux de l'Ambassadeur, il lui sera aisé d'inférer que Sa Majesté [Louis XV] ne désire rien plus sincèrement que de cimenter et de resserrer les nœuds de son union avec l'Angleterre et de trouver dans cette Couronne les mêmes sentiments[1].»

Cette *union économique*, destinée à "*assurer à ces trois Puissances la jouissance tranquille de leurs possessions et de leurs colonies*", n'était qu'un fantasme chimérique pour les Français, mais un cauchemar pour les lobbies anglais qui **ne** rêvaient **pas** de *partager les bénéfices* du commerce mondial, mais d'*effacer* la concurrence commerciale française avec laquelle l'Angleterre ne pouvait rivaliser que par la gueule de ses caronades écossaises.

En définitive, dans le problème polonais en Europe Orientale (évoqué à la page110), les Anglais, qui ne voyaient dans cette action aucun intérêt économique, laissèrent les Français agir seuls en faveur de la Pologne. Ils refusèrent non seulement d'intervenir militairement eux-mêmes, conjointement avec les Français, mais même de participer à l'opération diplomatique. Le sort de la Pologne n'avait pour les lobbies londoniens aucun intérêt économique. Le partage de la Pologne se fit donc en mai. Le partisan des Français, Gustave III, s'empara du pouvoir le 18 août en Suède. Les Anglais craignaient que la France n'envoie une escadre en mer Baltique, et dans ce cas ils prévoyaient d'envoyer aussi une flotte afin que les Français ne soient pas les seuls à ramasser les lauriers diplomatiques, si lauriers il y avait[2].

Mais le mirage d'alliance franco-anglaise respirait encore, quoique d'un souffle volatil et fugace, au moins dans l'esprit de certains diplomates utopistes français.

Aux Directives de Versailles (de 1773, évoquées plus haut) d'Union avec l'Angleterre, la réponse de l'Ambassadeur-comte de Guînes fut : «Le projet d'un traité offensif… pourrait être accepté par l'Angleterre avec d'autant plus de facilité que, d'une part, elle y rencontrerait tous ses avantages réunis et que, de l'autre, *elle ne s'y compromettrait en aucune façon, parce que l'impossibilité de déterminer la nation anglaise à faire de grands efforts pour soutenir la France, si elle était attaquée*,… serait toujours pour ses ministres un prétexte suffisant de

---

1 •Fait à Versailles le 28 janvier 1773, Louis (XV), Le Duc d'Aiguillon. Tiré du *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV-2- ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 472.

2 •*Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 467

neutralité, et qu'enfin, ils pourraient trouver dans ce traité même la source de la rupture du *Pacte de Famille*[1]» avec l'Espagne.

Le comte de Guînes, qui pressentait mieux les Anglais que la moyenne des courtisans versaillais, dépêcha le 23 mars 1773 la réponse suivante : «Le Plan d'un Traité de Commerce entre la France et l'Angleterre… dont le but serait d'établir entre les deux Nations la franchise et la liberté qui pourraient convenir à leurs intérêts réciproques, *serait si manifestement contraire à ceux de la Nation anglaise,* que l'on ne pourrait guère se flatter de l'amener à le conclure… *La France à tout à donner à l'Angleterre. Celle-ci rien à lui rendre*. Elle (l'Angleterre) en reçoit la majeure partie des objets de première nécessité, tous ceux que le luxe ─qui y a fait les progrès les plus rapides─, lui rend indispensables, et elle ne peut mettre en compensation que des choses de très peu de valeur... Il n'est pas cependant impossible d'amener cette Puissance à quelques arrangements particuliers[2].»

Ainsi, un tel traité ne serait concevable que dans la mesure où seule la France devrait en respecter les termes et les obligations. On a vraiment l'impression de consulter le *Traité d'Adhésion britannique à l'Union Européenne*, par lequel l'Angleterre exigea de profiter de *tous* les avantages de l'Europe *sans accepter d'en subir la moindre contrainte*[3].

Nous savons que la France finit par intervenir dans les Treize-Colonies, d'abord discrètement, puis directement en envoyant un petit *Corps expéditionnaire* et une flotte pour appuyer les Américains.

Louis XV partit enfin –en mai 1774– rejoindre sa complice, La Pompadour, morte dix ans plus tôt, après avoir fait une belle capilotade de la France. Le comte de Guînes revint en 1775 à Londres, encore prêt à tenter de réaliser le fameux pacte commercial franco-anglais. Autant demander aujourd'hui à la multinationale Monsanto de renoncer à son souhait de monopoliser les céréales du monde. En vertu de cette utopie, il n'aurait plus été question de fournir de l'aide aux Insurgents américains qui commençaient à demander des armes et de l'argent aux Français. Si les diplomates anglais négligèrent de *faire semblant* de croire à cette utopie dans le seul but de lier les mains des Français dans la Guerre d'indépendance américaine, ce fut certes par un excès de confiance en eux ; confiance qui les mena dans le mur, à la défaite et à la perte des Treize-Colonies.

1 ●*Ibidem*. p. 474. Le *Pacte de Famille* des Bourbons.

2 ●*Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 473.

3 ●Par exemple, les paradis fiscaux anglais autorisés par le Gouvernement de Londres en contradiction à la Législation européenne sont tous les territoires non indépendants, encore rattachés à la Couronne : Anguilla, Montserrat, Les Bermudes, les Îles Caïmans, Gibraltar, Les Îles Turques-et-Caïques, Les Îles Vierges britanniques, Les Bermudes, Guernesey, Jersey, Île de Man, le territoire des deux bases navales britanniques de Chypres, et même… la City de Londres.

Vergennes, de son côté, le nouveau Ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, voulait intervenir ou tout au moins était favorable aux Américains. Guînes adressa donc son mémoire qui préconisait une alliance commerciale et politique avec l'Angleterre, mais Vergennes trouva ce projet tout à fait chimérique[1], et, en dépit du soutien de la reine Marie-Antoinette en faveur de Guînes, il fit rappeler ce dernier par Louis XVI. Guînes quitta Londres[2] le 26 février 1776 et fut remplacé en mai par le marquis de Noailles[3] qui fut jugé fort déterminé par les lobbies londoniens, «et c'est conséquemment à cette détermination que l'Angleterre s'est épuisée en hommes et en vaisseaux, et qu'elle a fait des traités de subsides ruineux pour porter le fléau de la guerre civile en Amérique[4].» La détermination de Noailles lui venait des directives mêmes de son supérieur hiérarchique. Dans sa première lettre, à son arrivée au Ministère des Affaires Étrangères, Vergennes recommanda à de Noailles de se montrer ferme avec l'Angleterre contrairement à ce qu'avait été Louis XV toujours conciliant avec les Anglais et toujours frustré de leur hypocrisie : «Le rôle de plaignant commence à nous lasser. Ce n'est pas le ton naturel de la France[5].»

De Noailles partit donc pour Londres avec des instructions très précises de son Ministres des Affaires étrangères. «L'objet vers lequel nous devons tourner de préférence toute notre sollicitude, c'est de découvrir, autant qu'il se peut, *les vues* que pourra avoir la Cour de Londres, lorsqu'elle aura terminé, d'une manière quelconque, sa querelle avec les colonies ; soit qu'elle réussisse à les soumettre, ou qu'elle soit forcée de souscrire à leur indépendance. Rappellera-t-elle ses troupes et fera-t-elle rentrer tranquillement ses vaisseaux dans les ports de la Grande-Bretagne, ou bien croira-t-elle devoir [ou plutôt *pouvoir*] s'indemniser aux dépens de la France et de l'Espagne des pertes qu'elle aura éprouvées, ou se venger des deux Puissances pour les secours qu'elle supposera qu'elles ont donnés aux Insurgents ? La solution de cette question délicate occupe essentiellement le Roi et son Conseil.»

---

1 ●*Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 477.

2 ●Pour tenter de le consoler et de le dédommager, Louis XVI le nomma duc et lui accorda plusieurs pensions énormes (10 000 livres + 6000 livres). Pendant la Révolution française, Guînes émigra en Allemagne. Il revint sous le Consulat, mais tous ses biens ayant été confisqués, il mourut *dans la misère* en 1806. L'expression "*dans la misère*" n'implique pas toutefois qu'il mourut de faim ; c'était une misère d'aristocrate.

3 ●Emmanuel-Marie-Louis, marquis de Noailles et de Maintenon, petit-fils du 1er maréchal de Noailles et fils du second. Né en 1743, fut nommé ambassadeur à Londres le 24 mai 1776. Il était très lié à Vergennes et à Maurepas. Ce fut Noailles qui annonça aux Anglais l'Alliance franco-américaine juste avant de quitter Londres et son ambassade en mars 1778. Il resta en France durant la Révolution française et mourut prosaïquement dans son lit en 1822.

4 ●Directives de Louis Gravier de Vergennes au nom de Louis XVI. Le roi de France laissait faire. *Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2-ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 483

5 ●Ibidem. p. 499

Noailles reçut en même temps l'ordre de sonder la Cour d'Angleterre pour essayer de découvrir les intentions des lobbies. Mais Vergennes lui conseilla de se méfier des apparences et surtout le mit en garde sur le peu de fiabilité des Anglais dans le domaine des promesses : «La politique du Ministère[1] est si variable, ses démarches sont si inconséquentes, ses vues si incertaines, son existence si précaire[2], que ce serait courir de grands risques que de se reposer sur les assurances qu'il donne de ses dispositions pacifiques. D'ailleurs, on sait par une fâcheuse expérience que le Conseil de Londres ne connaît d'autre loi que celle de la *convenance*[3], qu'il croit juste tout ce que son intérêt et son ambition lui prescrivent, et quand même on oserait compter sur sa bonne foi, il peut survenir mille circonstances qui le forceront à se plier aux caprices, aux clameurs du peuple anglais[4], et de prendre, contre son gré, des résolutions violentes et destructives de la tranquillité de l'Europe. Il est aisé de sentir qu'avec une Puissance (une Nation) de cette espèce, il n'est pas permis de se reposer sur la foi des Traités ; qu'il est de la dernière conséquence *d'éclairer constamment ses démarches*[5], et qu'un seul instant de sécurité oisive peut avoir les conséquences les plus dangereuses. La vérité qui résulte de là est que *nous devons sans cesse nous méfier du langage affectueux de la Cour de Londres ; que nous devons lui supposer la volonté toujours subsistante de nous faire tout le mal qui est en son pouvoir, et que nos Traités avec la nation britannique ne sont que des trêves qu'elle rompra chaque fois que son intérêt ou son caprice lui paraîtront l'exiger*[6].»

À titre d'exemple de ce non respect des traités par les Anglais, Vergennes donne le cas des pêcheries de Terre-Neuve. Selon l'Article 13 du Traité d'Utrecht, la France s'était réservé la pêche entre la Cap Bonavista et le Cap St-Jean. Ce secteur avait été confirmé par les *Articles 5 et 6* du Traité de Paris –de 1763– qui assurait en même temps à la France la possession de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais les pêcheurs anglais venaient en force pêcher dans ces zones avec l'appui

1 ●C'est à dire du Premier ministre anglais; en fait c'est une critique du système parlementaire anglais qui change en fonction du parti au pouvoir, parti déterminé par les décisions des lobbies marchands, selon les avantages économiques du moment.

2 ●*"Précaire"* car le parti ministériel (c'est à dire *au pouvoir*) pouvait être renversé par une simple élection démocratique alors que le pouvoir –théoriquement absolu– du roi de France permettait plus de continuité. Les électeurs anglais devaient être propriétaires de biens immobiliers, ce qui laissait l'immense majorité du peuple anglais sans aucun pouvoir démocratique.

3 ●Ce qui me *convient* aujourd'hui ne me *conviendra* pas nécessairement demain.

4 ●Clameurs suscitées par les fameux *magazines* londoniens appartenant aux lobbies marchands.

5 ●C'est à dire *de trouver ses motivations profondes*. Le segment mis en italique n'est pas mis en évidence dans le texte original.

6 ●Directives de Louis Gravier de Vergennes au nom de Louis XVI. Le roi de France laissait faire. *Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 Angleterre, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 484-485

de bateaux de guerre. Cela créait des difficultés pour les pêcheurs français.

Il était évident que l'aristocratie française protégeait peu ses pêcheurs et ses marchands contre les exactions que les Anglais, peu respectueux des traités internationaux, perpétraient à l'encontre des citoyens français. Il en était de même dans les Indes. Par l'Article 11 du traité de Paris (1763), le Roi d'Angleterre s'était engagé à restituer à la France les différents comptoirs sur lesquels elle avait la souveraineté pleine et entière au début de l'année 1749. Mais la puissante *British East India Co.*, celle-là même qui allait provoquer la Révolution américaine en imposant son thé surtaxé, s'efforçait de saboter le commerce des Français. Là aussi, le roi Louis XV laissa la situation se corrompre, considérant que les marchands étaient gens plutôt méprisables. Certes, les territoires coloniaux anglais des Indes appartenaient en toute propriété à la fameuse *British East India Company*[1], dont le puissant lobby faisait la pluie et le beau temps à Londres par la corruption des élites. Et le Gouvernement anglais et le Parlement étaient à ce point stipendiés par ces lobbies que toute contrainte était impensable.

La mansuétude ─que d'aucuns qualifient d'apathie et même d'indifférence─, de la France vis-à-vis de l'Angleterre, trouve une interprétation positive dans une lettre du comte de Vergennes à Monsieur de Montmorin, ambassadeur de France en Espagne. Certes, la lettre est datée du 21 septembre 1779, une période plus tardive de cette guerre, mais elle dévoile tout de même les intentions profondes de la diplomatie française, et expliquera au terme de cette guerre, la clémence de la France face à l'Angleterre vaincue : «En nous occupant à humilier [c'est à dire *à vaincre*] l'Angleterre, il faut bien nous garder de laisser soupçonner le dessein de vouloir l'écraser ; *elle est nécessaire dans la balance de l'Europe*… On nous redoutera moins, lorsque nous nous contenterons de couper les bras de notre ennemi, que lorsque nous voudrons lui percer le cœur[2].»

Il est sûr que pour percer le cœur des *Angleterriens*, comme les appelait l'Alsacien Conrad Gérard, premier ambassadeur de France aux États-Unis, il aurait fallu profiter de leur défaite pour les expulser définitivement du Canada et de toute l'Amérique septentrionale. Au-delà de la perte des Treize-Colonies, cela était la plus grande peur des Anglais. Le roi Georges III, en avait été si effrayé qu'il avait avoué à lord North en

---

1 ●Ces territoires de la *British East India Co.* ne deviendront véritablement propriété du Gouvernement britannique qu'à partir de 1857 et de la révolte des cipayes que la Compagnie n'arrivait plus à maîtriser. Parallèlement, ce fut la révolte des Métis-français de l'Ouest canadien qui poussa la *British Hudson's Bay Co.* à passer son immense territoire au Gouvernement canadien. Mais le Gouvernement anglais força alors les Canadiens à acheter leur propre territoire pour une somme fabuleuse.

2 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Lettre du comte de Vergennes à M. de Montmorin, ambassadeur en Espagne), du 21 septembre 1779, à Versailles. p. 317

1778 de ne jamais abandonner le Canada, la Nouvelle-Écosse et les Florides : «car c'est par ces colonies que nous sommes capables de garder une certaine crainte sur les colonies abandonnées, dans lesquelles d'importantes garnisons doivent être gardées en permanence[1].» Cette perspective de perdre le Canada effrayait beaucoup les Anglais, prêts à se battre jusqu'au dernier Allemand ; mais ils savaient bien au fond d'eux-mêmes, qu'une guerre perdue pouvait forcer les vaincus à accepter l'inacceptable, selon le désir du vainqueur.

Comme nous le verrons plus loin, le but de la France n'était pas d'annihiler l'Angleterre, mais de l'empêcher de devenir une superpuissance en demeurant à la tête de ses Treize-Colonies. Car, selon les esprits les plus lucides de l'époque, ces treize modestes colonies, dont la population doublait tous les vingt-cinq ans, allaient devenir un géant titanesque, un continent qui viderait l'Europe d'une bonne partie de ses forces vives démographiques. Et ces devins perspicaces ne s'étaient pas trompés. L'Europe affaiblie du XXIe siècle, décimée par deux guerres mondiales, et plus radicalement encore par la contraception et l'avortement, ne peut plus désormais se maintenir à flot que par l'immigration massive des pays du Tiers-Monde face aux États-Unis d'Amérique. Quant à l'Angleterre méconnaissable, elle s'efforce de se soumettre docilement et de se plier aux moindres souhaits de ce pays-continent américain[2].

♦

Dès le début des troubles, le peuple français observa les Américains avec grand intérêt car lui-même rêvait de constitutions et peut-être même de… république ─en tout cas de se débarrasser de la tyrannie monarchique qui l'accablait depuis toujours. «Il faut le dire, la liberté germait en France dans tous les cœurs, et applaudir Franklin, le représentant de l'Amérique républicaine, c'était une façon de protester en faveur de la Liberté française[3].»

Les Anglais pour leur part avaient jadis connu la République[4], mais elle s'était montrée plus tyrannique encore que leurs rois dégriffés. Les Grands Barons d'Angleterre avaient réussi à arracher (en 1215) la *Grande Charte* au roi Jean, au seul profit de l'aristocratie et non pas à

---

1 ●*Letters of William Lee, Sheriff and Alderman of London, Commercial Agent of the Continental Congress in France, and Minister to the Courts of Vienna and Berlin, 1766-1783*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, Historical Printing Club, Brooklyn NY, 1891. Vol. II, p. 405 note au bas de la page. Lettre du 26 mars 1778 du roi Georges III à lord North. "I will never consent that in any treaty that may be concluded, a single word be mentioned concerning Canada, Nova Scotia, or the Floridas, which are colonies belonging to this country; and the more they are kept unlike the other colonies the better, for it is by them we are able to keep a certain awe over the abandoned colonies, where good garrisons must be continually kept."

2 ●À tel point que le philosophe américain Noam Chomsky a pu écrire en 1999 dans *De la Guerre comme politique étrangère des États-Unis*, p. 157 : «L'Amérique est un "*État éclairé*" par définition. Son chien de garde, la Grande-Bretagne, également ; du moins aussi longtemps qu'elle obéira aux ordres.»

3 ●Laboulaye, *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; p. 51

4 ●De 1649 à 1653 puis de 1659 à 1660. Elle ne s'appela pas ré-publique (chose publique) mais Commonwealth (richesse commune, publique ou collective, ce qui revient au même). Elle fut encore plus oppressive que la Monarchie.

celui de toute la population anglaise. Au fur et à mesure que se dévelop-pa l'insurrection américaine, les Français prirent position pour ou contre les révoltés. Pour les uns, l'idéal de Liberté dominait les motivations ; d'autres voulaient prendre leur revanche sur l'Angleterre pour ce qu'elle avait fait en aidant l'agitation dans les régions de France (agitation huguenote, vendéenne, plus tard…), d'autres encore voulaient simple-ment un combat singulier avec l'Angleterre afin de lui montrer que lors-qu'elle ne se cachait pas derrière une coalition européenne, elle ne faisait plus le poids. D'autres enfin recherchaient simplement l'aventure sans état d'âme.

L'un des premiers à vouloir aider les insurgés fut l'écrivain, musicien, homme d'affaires, poète et inventeur Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais. Dans son *Mémoire Au Roi seul*, Beaumarchais écrivit en 1776 : «Sire, quand la raison d'État vous engage à tendre une main bien-faisante aux Américains... La Politique exige que Votre Majesté prenne assez de précautions pour qu'un secours secrètement porté en Amérique ne devienne pas en Europe, le brandon d'un incendie entre la France et l'Angleterre[1].» Beaumarchais fonda une compagnie commerciale *Horta-lès et Cie* qui lui permit de vendre des armes aux insurgés. Dès le début de l'agitation dans les Treize-Colonies, la France avait formé une escadre à Brest qui devait gagner la Martinique et Saint-Domingue, et inquiéter les Anglais. Dès juillet, un premier émissaire des colons révoltés, Sileas Deane arriva à Paris pour y rassembler secrètement des fournitures de guerre. Beaumarchais, devenu en 1775 agent secret de Vergennes à Londres, se chargea du transport et de la livraison grâce à sa compagnie de commerce.

Avant même Beaumarchais, des volontaires français avaient commencé à s'engager dans l'armée insurgée. Dès 1775, les Archives américaines nous apprennent que deux officiers français, venus de Cap-Français-de-Saint-Domingue, proposèrent de l'aide militaire au Congrès continental. Le Congrès «accepta leurs offres relativement à des fourni-tures de poudre, d'armes et d'autres munitions de guerre[2].» De ce fait, furent livrés 15.000 mousquets Charlesville modèle 1763. Les milices américaines manquaient d'ingénieurs, ce fut Barbue-Dubourg, ami de l'agent secret américain posté à Paris, Silas Deane, qui en trouva en France en 1776[3]. Toute une pléiade de jeunes officiers nobles français suivit La Fayette et se joignit aux Américains. Au début des hostilités,

---

1 ●Beaumarchais, Pierre-Augustin, *Mémoire Au Roi seul*, de février 1776, New York Historical Society, Collections pour l'année 1886. Col.I, pp. 100-108

2 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 69 de la version française. Le mousquet **Springfield Modèle 1795** fut le premier mousquet à être produit aux États-Unis sous licence française. Il était la copie directe du mousquet français **Charleville Modèle 1763**, qui fut importé de France en très grand nombre durant la guerre d'Indépendance américaine. Le **Springfield Modèle 1812**, copie presque identique du mousquet français **Charleville Modèle 1777**, améliora encore le modèle 1795.

3 ●Il s'agit de Gouvion, Portail, La Radière et Laumoy.

l'arrivée des volontaires français, apporta surtout une aide psychologique. Certains volontaires même étaient si ambitieux qu'ils rêvaient de diriger les opérations de la guerre. Silas Deane à Paris, soucieux de ne pas mécontenter la noblesse française ou européenne pour sa cause, eut même la naïveté «d'appuyer auprès du Congrès, les ambitions des princes Ferdinand, duc de Brunswick, du comte de Broglie, et du maréchal de Maillebois[1] qui voulaient chacun servir les États-Unis *à condition d'occuper le poste de généralissime,* c'est-à-dire de supplanter Washington[2].»

Face à l'arrogance de ces aristocrates qui se croyaient irremplaçables, le jeune La Fayette confia à George Washington : «J'ai le droit d'exiger deux grâces ; l'une est de servir à mes dépens, l'autre est de commencer à servir comme volontaire.» Un si noble détachement alla droit au cœur du général américain. Sa modestie n'était pas sa moindre Vertu, et lorsque Washington lui témoigna ses regrets de n'avoir pas de plus belles troupes à présenter à un officier français, La Fayette lui répondit : «Je suis ici pour apprendre et non pour enseigner.» C'est par de telles paroles qu'il sut séduire Washington[3] ainsi que le peuple américain, à tel point que, en signe de reconnaissance, 42 villes ou comtés arborent aujourd'hui son nom. La Fayette refusa donc la solde et les honneurs immédiats. De plus, il était franc-maçon, tout comme George Washington. Ce dernier depuis 1752 et La Fayette depuis 1778[4]. La franc-maçonnerie n'était pas encore, comme aujourd'hui, rongée par les indignités mafieuses du crime organisé. Pour toutes ces raisons, Washington, 45 ans, prit immédiatement cet adolescent sous son aile et lui fit obtenir du Congrès le grade de major-général et le commandement d'une division. Ceux qui connaissent le milieu militaire peuvent imaginer la colère que durent ressentir les officiers américains placés sous le commandement de cet adolescent au geste raffiné.

Le Congrès accepta un certain nombre de volontaires mais paya le retour vers l'Europe de nombreux aristocrates dont le seul et unique talent était l'ambition, car les Américains craignaient de désobliger les Français et de perdre l'aide militaire de la France. Contrairement à La Fayette, Philippe Tronson de Coudray, officier d'artillerie, réussit pour sa part à se faire nommer major-général de l'armée américaine, commandant de toute l'Artillerie. Il réclama même le pouvoir de ne rendre des comptes qu'à George Washington et au Congrès. Il exigea une forte

---

1 •Yves-Marie Desmarets, marquis de Maillebois, héros de la Guerre de Sept Ans.

2 •Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 133

3 •Balch, Thomas, *Les Français en Amérique pendant la Guerre de l'Indépendance des États-Unis, 1777-1783*, A. Sauton, éditeur, Paris, Philadelphie, Leipzig, 1872. p. 60

4 •Selon Stillson et Hughan, *History of Freemasonry and Concordant Orders*, 1890. p.226.

solde, une retraite, ce qui sema l'indignation au sein de la population[5]. Sa mort, le 15 septembre 1777, rasséréna tout le monde en Amérique.

Contrairement à La Fayette aussi, Thomas Conway, Irlandais de l'Armée française, sema la colère aux États-Unis en exigeant, dès son arrivée, d'être nommé brigadier-général. Puis, ayant obtenu gain de cause, il demanda au Congrès de le nommer major-général. Devant la levée de bouclier, il écrivit imprudemment au général Horatio Gates[1], critiquant George Washington : «Le Ciel est déterminé à sauver votre pays, car autrement un général faible et de mauvais conseil aurait dû le conduire à la ruine[2].» Washington lui fit savoir sa mauvaise humeur.

♦

Si la jeune noblesse française affichait généralement des idées et des opinions favorables à la révolte des Américains contre la personne sacrée de leur souverain, le roi Louis XVI, plus lucide sur le sens de cette révolution républicaine, se gardait de l'approuver. À contrecœur, il laissa passer l'aide aux Américains et accorda aux corsaires américains le droit de trouver refuge dans les ports français. Et quand Franklin vint s'installer à Paris, à Passy, il emporta les dernières résistances en faveur de l'aide officielle, plus par faiblesse que par conviction. Silas Deane était l'agent à Paris du Congrès continental, et il s'activait à faire passer de l'argent, des armes et ensuite des volontaires. Le roi céda littéralement devant la pression de l'opinion publique. Comme il le fera jusqu'à la guillotine.

Ainsi donc, les idées révolutionnaires qui balayaient la France – alimentées durant des générations au sein du grand public par des scandales tels que *l'Affaire des Poisons*[3] sous Louis XIV, la débauche publique de Louis XV, abondamment et inconsidérément dénoncée par le Clergé en dépit du fait qu'il profitait lui-même du système, et *l'Affaire du Collier* sous Louis XVI– avaient profondément pénétré les jeunes gens de la Noblesse. Ils semblaient oublier que la révolution contre un Monarque européen –fut-elle en Amérique– était totalement incompatible avec leur propre statut de privilégiés.

Le comte de Ségur était du nombre. Il exprima ses pensées de Liberté, qui auraient valu les murs humides d'une froide cellule à la Bastille à tout autre qu'un comte de Ségur : «Quoique jeune, j'ai déjà passé par beaucoup d'épreuves, et je suis revenu de beaucoup d'erreurs. Le pouvoir arbitraire me pèse. La Liberté, pour laquelle je vais combattre, m'inspire un vif enthousiasme. Et je voudrais que mon pays pût

---

5 •Quand on sait que, en l'an 2000, quarante-cinq millions d'Américains n'étaient même pas couverts par la Sécurité Sociale, on peut imaginer l'arrogance d'une telle exigence de retraite en cette fin de XVIIIe siècle.

1 •Gates –comme Conway, d'ailleurs– revendiquait le commandement suprême de l'Armée américaine.

2 •The *Conway-Gates Cabal*. Lettre de Washington à Conway, le 9 nov. 1777. George Washington, The *Writings of George Washington, from the Original Manuscript Source,* 1745-1799, John C. Fitzpatrick, Editor, Washington, 1936. 39 vol., t.10, p. 29.

3 •Mise à jour par le tribunal secret appelé la *Chambre ardente*, dont les enquêtes furent étouffées par Louis XIV, mais qui transpirèrent malgré tout.

jouir de celle qui est compatible avec notre monarchie, notre position et nos mœurs. Mes affections mêmes fortifient mes opinions actuelles. Uni par d'heureux liens avec la petite-fille du chancelier D'Aguesseau, mon plus vif désir, en suivant une autre carrière que celle de cet illustre magistrat, est de m'élever à la hauteur de ses immortels principes de Vertu, de Justice et d'Amour pour la Patrie... Ce grand magistrat, si dévoué à son roi, portait dans les tribunaux, dans la législation et dans l'administration, toute l'indépendance et toutes les vertus républicaines. Mon admiration pour un si noble modèle a dissipé dans mon âme les faux attraits d'une folle ambition, du désir des richesses. Elle me fait résister au tourbillon du monde. L'opinion peu éclairée du vulgaire était la dernière idole que j'encensais. Mais elle s'est enfin montrée à moi telle qu'elle est, assise sur l'ignorance, égarée par la fortune, et ne nous présentant qu'un encensoir de faux métal, qui ne s'agite que pour honorer le vice brillant favorisé par les caprices du sort. Je n'éprouve plus d'autre passion que celle de mériter les suffrages de l'opinion publique, non telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être, l'opinion, par exemple, d'un peuple libre dont un sage serait le législateur. Aussi, en me séparant aujourd'hui de tout ce qui m'est cher, ce n'est pas à un préjugé, c'est à un devoir que je fais ce pénible sacrifice... Guerrier, je quitte ma famille et mes foyers, tout ce qui charme ma vie, pour remplir strictement les devoirs d'un métier, le plus noble de tous quand on l'exerce pour soutenir une juste cause. Tels sont les motifs qui me guident; il en est un surtout plus fort que les autres, c'est celui de m'élever au niveau de quelques êtres dont je ne puis me rapprocher qu'à force de nobles sentiments et de vertus[1].»

Parmi les officiers qui combattirent aux côtés des Américains, un très grand nombre, à la vérité, fut «plus tard hostile à toute idée de réforme en France et ne craignit même pas de porter les armes contre leur patrie pour combattre la Révolution. C'est qu'ils n'avaient pas prévu tout d'abord les conséquences de leurs actes, et cette contradiction dans leur conduite est une nouvelle preuve de la puissance des idées répandues en France et sous l'impulsion desquelles ils avaient pris les armes, quinze ans avant, en faveur de la Liberté[2].» Ainsi, le duc de Castries, qui lutta aussi pour l'indépendance des États-Unis, se rendit compte –trop tard, lui-aussi–, qu'il s'était involontairement battu pour la Révolution française : «Rien ne pouvait nous dessiller les yeux dans cette funeste guerre. Nous n'avons jamais aperçu –les jeunes gens du moins– tout de

1 ●Comte de Ségur, *Mémoires ou Souvenirs et anecdotes,* Tome Premier, Alexis Eymery, Libraire-Éditeur, Paris, 181824. p. 323 La lettre de Louis-Philippe, comte de Ségur fut écrite en rade de Brest, à bord de LA GLOIRE, le 19 mai 1782.

2 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-83*, Philadelphia, 2 vol., 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 214 de la v. fr.

qu'elle avait d'immoral[1].» Les vieux aristocrates seuls s'en rendirent compte.

Comme énoncé plus haut, tous les volontaires français ou étrangers qui se rendaient dans les Treize-Colonies américaines n'étaient pas aussi désintéressés que le jeune La Fayette, comme en fait foi cette lettre du général George Washington au gouverneur Morris : «La prodigalité avec laquelle on a distribué les grades aux étrangers amènera certainement l'un de ces maux : cela rendra notre avancement militaire méprisable, ou ajoutera à nos charges actuelles en encourageant les étrangers à tomber sur nous comme des torrents, à tel point que nos officiers nationaux se retireront du service… Non, nos officiers ne verront pas injustement placés au-dessus d'eux des étrangers qui n'ont d'autres titres qu'un orgueil et une ambition effrénés, et qui sollicitent avec une telle persévérance qu'il faut une fermeté peu commune pour résister à leurs prétentions[2].»

La lettre faisait essentiellement allusion au général Conway, le fameux Irlandais évoqué en page 119, qui avait fait carrière d'officier dans l'armée française. Anciennement major de l'armée française, Conway avait quitté Paris avec le marquis de La Fayette. Il avait obtenu le grade de général dans l'armée continentale américaine. Mais à cette époque instable et critique, le jeune Congrès continental des États-Unis se méfiait d'éventuelles trahisons d'un chef militaire trop puissant et trop omnipotent. Pour limiter le pouvoir de George Washington, le Congrès avait donc nommé un *Président du Bureau de la Guerre* (Gates) avec une partie des pouvoirs militaires.

♦

Arrivé à Paris le 21 décembre 1776, le représentant des Treize-Colonies américaines insurgées, le savant Benjamin Franklin, logea dans un hôtel particulier de Passy appelé l'*Hôtel de Valentinois* que lui prêta gratuitement un Français. Des marchands opportunistes vendirent son portrait avec la devise *Eripuit cœlo fulmen sceptrumque tyrannis*[3]. Les Français s'enthousiasmèrent et saluèrent l'avènement de la Liberté. Même si la France ne reconnaissait pas encore officiellement les États-Unis, le gouvernement français avança un million de livres à Beaumarchais pour acheter des munitions et des armes, et Louis XVI octroya aux Commissaires 500 000 livres par trimestre[4]. Devant cet enthousiasme de la population française fort travaillée par les idées libérales du Siècle des

1 •De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, p. 146.

2 •*Mémorial de Gouverneur Morris*, I, Jules Renouard et Cie, Paris, 1842. p.135 et suiv. Lettre écrite à Philadelphie, le 24 juillet 1778.

3 •Il arracha au ciel sa foudre, aux tyrans leur sceptre. Franklin est l'inventeur du paratonnerre.

4 •*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome 11 (1757-1775, page 27.

Lumières, Franklin écrivit de nombreuses lettres dans lesquelles il exprimait son optimisme effervescent en l'avenir. Celle-ci fut adressée le 26 mai 1779 au Comité des Affaires étrangères : «C'est ma ferme opinion que, malgré les pertes considérables que le commerce de France a souffert depuis le commencement des hostilités, la Cour [de Louis XVI] est toujours décidée à continuer la guerre jusqu'à ce qu'elle ait établi notre indépendance, et [c'est aussi ma ferme opinion] que son estime pour nous n'a pas diminué[1].» Sa désinvolture pour le commerce semblait aussi profonde que celle des Français.

Franklin arrivait dans un monde "eery", totalement nouveau et étrange pour lui. Il connaissait la Cour d'Angleterre pour y avoir séjourné à un poste représentatif au nom de sa colonie du Massachusetts, mais le contraste restait palpable entre les deux nations. En 1779, la *Cour de France* avait peu évolué depuis la guerre de Sept Ans (15 ans), et il semble intéressant, pour s'en faire une opinion précise, de lire la description d'un historien américain, Francis Parkman, faite au moment de la Guerre de Sept Ans mais pouvant s'appliquer à la cour de Versailles jusqu'à la Révolution française : «Le Gouvernement (de la France) était devenu une grosse machine centralisatrice pour administrer[2] le pays, avec un roi à sa tête ─quoique ce roi ne puisse ou ne veuille gouverner[3]. Toute rivalité avait disparu entre le roi et la noblesse, la féodalité avait été privée de vie et n'était plus que l'ombre d'elle-même, dépourvue de sa raison d'être, excepté de ses abus, de ses privilèges de caste, de ses extorsions, de son orgueil et de sa vanité, de son pouvoir d'humilier et d'opprimer. En Angleterre les Aristocrates étaient une fraction vivante de la nation, et s'ils jouissaient de privilèges, ils les payaient par de constants services à l'État. En France, ils n'avaient aucune vie politique et se trouvaient séparés du peuple par des lignes de démarcation très claires. De chefs de guerres, ils étaient devenus des courtisans. Ceux d'entre eux qui en avaient les moyens ─et beaucoup parmi ceux qui n'en avaient pas─ abandonnaient leurs terres aux bons soins d'un régisseur, pour se regrouper à Versailles et orbiter autour du trône comme de clinquants satellites, pour être payé en apparat, en distinctions sans intérêt, ou en riches sinécures pour le pouvoir qu'ils avaient perdu. Ils étranglaient leurs vassaux pour soutenir leurs extravagances qui les ruinaient eux-mêmes. Ceux qui restaient chez eux faisaient l'objet de pitié et de mépris. «*Loin de la présence de Votre Majesté,* disait l'un d'eux*, nous sommes non seulement malheureux mais ridicules,*» un peu comme la lune qui s'éteint en dehors de l'éclat du soleil.

1 ●Édouard Laboulaye, p. 81, lettre écrite au Comité des Affaires étrangères, à Passy le 26 mai 1779.

2 ●"one great machine of centralized administration "

3 ●Il s'agissait alors de Louis XV qui laissait gouverner sa maîtresse.

L'historien américain comparait Versailles à «un vaste et magnifique théâtre, où tout le monde était acteur et spectateur en même temps ; et où tous jouaient leur rôle à la perfection. Là, se pressait en foule cette Noblesse soyeuse dont les ancêtres chevauchaient caparaçonnés de fer ; tournoi après tournoi. Une image de ces temps nous représente une soirée dans la grande salle du Château, où le roi, devant des piles de louis d'or, siège à une grande table de jeu ovale, jetant les dés au milieu des princes et des princesses, des ducs et des duchesses, des ambassadeurs, des maréchaux de France, et d'une multitude de courtisans, comme une plate-bande vivante de tulipes, car les hommes comme les femmes portent des couleurs vives et variées, sous des fresques de Le Brun, entourés de marbres sculptés et incrustés, ainsi que de miroirs qui réfléchissent les splendeurs mouvantes de la scène et les embrasements des lustres étincelants de cristaux. La pompe, la magnificence et la profusion étaient une obligation et un devoir à la Cour. *Versailles était un gouffre dans lequel tout le labeur de France s'engloutissait, et qui n'était jamais comblé*[1].»

La réalité de la situation à la Cour de France, confirmée par les descriptions de Benjamin Franklin, semble plus proche de cette description que de celle décrite dans une lettre caricaturale de Horace Walpole, comte d'Orford, à son cousin Henry Seymour Conway[2], écrite à Paris le 30 juillet 1771, qui décrit la Cour de Louis XVI de façon si parodique qu'elle en perd son authenticité : «La détresse ici est incroyable, spécialement à la Cour. Les argentiers[3] du roi sont ruinés, ses serviteurs affamés, et même les anges et archanges ne peuvent obtenir leurs pensions et salaires, sauf chanter *"Woe !" "Woe !" "Woe !"* au lieu des *Hosannahs !* Compiègne est abandonnée ; Williers-Coterets et Chantilly bondées, et Chanteloup encore plus visitée[4].» Le but de ce dénigrement systématique de Walpole était d'influencer les banquiers internationaux (particulièrement de Hollande) dont les Français empruntaient des sommes fabuleuses pour les prêter à l'Amérique. Les Français jouaient aussi le rôle de *caution* pour permettre aux Américains d'emprunter à ces mêmes banquiers, seuls profiteurs de cette guerre avec les princes du Saint-Empire qui louaient des régiments d'infanterie à l'Angleterre. Les lettres de ce genre paraissaient habituellement dans les magazines londo-

---

1 ●Parkman, Francis, *Montcalm and Wolfe*, MacMillan & Co., Londres, 1884. Chapitre I, The Combattants. pp. 20-21.

2 ●Henry Seymour Conway [Seymour est une corruption du français Saint-Maur], Lieutenant-General of the Ordnance, Secrétaire de la Couronne en Irlande, Membre du Parlement pour Thetford, colonel du 4th Regiment of Dragoons, colonel du Royal Regiment de Horse Guards, qui avait été leader de la Chambre des Communes de 1765 à 1768.

3 ●*Argentiers de la Cour* pour traduire *King's tradesmen* : les *économes*, les *commissionnaires*...

4 ●Mercy d'Argenteau, Smythe, Lillian C., *The Guardian of Marie Antoinette: Letters from the Comtesse de Mercy-Argenteau. Austrian Ambassador to the Court of Versailles, to Marie Therese, Empress of Austria, 1770-1780*, Publisher Hutchinson, 1902. Numérisé par l'Université de Californie à Los Angeles. Extraits de cette lettre p. 160. Cette lettre se trouve *in extenso* dans : *The Letters of Horace Walpole, Earl of Orford, including numerous Letters now First Published from the Original Manuscripts*, 6 col., Richard Bentley, Londres, 1840. Vol.5 p.305

niens et les financiers en étaient immédiatement avisés. Aujourd'hui, nous qualifierions ce texte de *désinformation*.

Toujours dans le domaine de la guerre économique et de la désinformation, Franklin cite également dans ses nombreuses lettres d'autres rumeurs propagées par les Anglais pour discréditer leurs ennemis et les empêcher d'emprunter. «Pour encourager l'emprunt que nous faisons en Hollande, le roi [de France] a été assez bon pour s'engager, en sous main, et se porter notre caution pour le paiement de l'intérêt de 3.000.000 de livres… J'ai enfin obtenu, comme je l'ai dit plus haut, le Bon du roi pour le paiement de l'intérêt de 3.000.000, si nous pouvons emprunter cette somme en Hollande, ou ailleurs. Mais, quoique deux puissantes maisons d'Amsterdam aient entrepris le placement de cet emprunt avec espoir de succès, elles m'ont écrit récemment toutes deux que les grandes demandes d'argent en Allemagne et en Angleterre ont fait monter l'intérêt plus haut que notre chiffre, que les succès des Anglais en Géorgie et à Sainte-Lucie, la destruction du commerce français, les prétendues divisions du Congrès, *grossies par le ministre anglais* [rumeurs mensongères], et les emprunts sollicités par plusieurs de nos États (américains), faisaient que les capitalistes doutaient de notre stabilité, aussi bien que du pouvoir que nous aurions de rembourser ce qu'on nous prêterait, et qu'il fallait attendre un moment plus favorable pour placer notre emprunt[1].»

Jusqu'à la toute fin de la guerre, les besoins des États-Unis d'Amérique en liquidités furent énormes. En juin 1782, Franklin écrivait à Robert Livingston que le Congrès sollicitait encore des sommes fabuleuses pour couvrir le fonctionnement de la nouvelle république. Les Résolutions du Congrès «me chargent de demander à la France un emprunt de 12 millions de livres pour l'année courante… J'ai reçu une promesse de six millions… J'espère toutefois que l'emprunt de trois millions de florins que M. Adams a ouvert en Hollande, et qui, dit-on, réussit, pourra combler ce déficit.»

La petite Hollande faisait des affaires d'or à faire pâlir de jalousie les banquiers et usuriers des autres nations et les profiteurs de guerre de toutes origines, car tout le monde leur empruntait, y compris les Anglais. Le sens des affaires de cette petite nation était si développé que —on peut l'affirmer péremptoirement— si elle avait eu la chance d'être protégée de la gloutonnerie territoriale des Français par un bras de mer, comme l'avaient été les Anglais, le monde entier parlerait aujourd'hui néerlandais. Paradoxalement, pour alimenter leurs services de prêt, les Hollandais devaient emprunter à travers toute l'Europe, y compris auprès des institutions privées de l'Angleterre, dont la fameuse *Banque*

---

1 •*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); pp. 83-84; Lettre du 26 mai 1779, rédigée à Passy, par B. Franklin, pour le Comité des Affaires étrangères de France, écrite à Passy le 21 mars 1779.

d'Angleterre qui était alors une *institution privée* et qui le restera jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale. La France, les États-Unis et l'Angleterre, tels des oisillons ouvrant leur bec affamé, tâchaient de gober toutes ces sommes mythiques pour nourrir leurs tueries implacables.

Tous ces emprunts qui comblaient de plaisirs délectables le cœur des usuriers internationaux, donnaient des sueurs froides à certains citoyens responsables de toutes les nations impliquées. John Adams, qui s'était rendu à Amsterdam en 1782, écrivait : «On n'aura pas la somme. L'argent comptant n'est pas inépuisable en ce pays [la Hollande]. Depuis deux ou trois ans le commerce de la Hollande a été ruiné [par l'Angleterre]. La France, l'Espagne, l'Angleterre, la Russie, la Suède, le Danemark et d'autres puissances sont ici [en Hollande] ; sans parler des emprunts hollandais, emprunts nationaux, provinciaux, municipaux. Les prêteurs sont déjà chargés de fardeaux au-dessus de leurs forces, et tous les courtiers de la République [des Provinces-Unies] sont tellement engagés, qu'ils ne sauraient prêter un ducat au-delà de ce qu'ils ont promis[1].»

Au total, «les Français déboursèrent 1,3 milliards de livres[2] pour soutenir directement le budget des Américains, sans inclure les sommes dépensées pour combattre l'Angleterre ailleurs dans le monde en dehors des Treize-Colonies[3]» durant la même guerre, dans les Indes orientales, dans les Antilles, en Afrique et en Amérique du Sud. Il faudrait vraisemblablement multiplier par deux ce milliard trois-cents millions pour avoir une idée des sacrifices imposés au peuple français pour aider les Américains, hormis les pertes humaines, bien sûr.

Le sacrifice fut si grand pour le peuple de France que certains politiciens américains commencèrent à croire que les Français avaient un projet stratégique destiné à annexer les États-Unis trop endettés. En effet, jusqu'à l'an 1778, la conduite de la France sembla équivoque car elle reflétait les contradictions qui sévissaient au sein du peuple français : d'un côté, les idées libérales des masses populaires qui rêvaient de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, et de l'autre, le conservatisme du roi et de la Haute Noblesse –en tout cas ceux d'un certain âge– qui ne pouvaient concevoir que des sujets puissent se révolter contre "le souverain que le Très-Haut avait placé sur le trône par Sa propre volonté," comme l'assurait et le confirmait avec conviction le Clergé complice.

---

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 197. Lettre de John Adams à Franklin du 2 mai 1782 à Amsterdam.

2 ●Livres françaises ; en devises modernes, approximativement 13 milliards de dollars américains, ou près de 10 milliards d'euros.

3 ●Schiff, Stacy, *A Great Improvisation*: *Franklin, France, and the Birth of America*, Macmillan, 2006. p.5.

De ce fait l'équivocité des Français donnait des sueurs froides à certains étrangers plus avisés : d'un côté des prêts énormes étaient octroyés par l'intermédiaire des diplomates habituellement fort généreux avec l'argent des autres, l'aide militaire arrivait par la Société commerciale de Beaumarchais, des volontaires se rangeaient en foule sous le drapeau rebelle, mais en même temps les autorités royales françaises faisaient décharger des navires de contrebande et se refusaient à se prononcer officiellement en faveur des rebelles à leur roi. «Les ministres français traitent nos Représentants avec toutes les civilités, mais ils font attention de ne pas offenser l'Angleterre. Ils prennent tous les moyens pour satisfaire publiquement l'Angleterre, écoutent leurs plaintes, interdisent le départ des vaisseaux chargés de cargaisons de matériel militaire, suppriment les autorisations de congés sans solde des officiers qui veulent se rendre en Amérique, et, en présence de l'Ambassadeur britannique, donnent des ordres stricts afin que les prises américaines[1] ne soient pas vendues en France, et, au même moment, toutes ces choses sont néanmoins faites, et ils nous assurent de leur bonne volonté. Peut-on présenter de plus fortes preuves de la dissimulation française et de l'inconsistance grand-guignolesque[2] américaine ?»

Le même politicien américain d'origine française Henry Laurens qui devait plus tard devenir Président du Congrès continental, déclara qu'il finissait par craindre que la France envoie sa flotte pour exiger que les Américains paient leurs dettes[3]. Le Gouvernement américain qui ne voulait pas hausser les impôts sur les habitants des colonies tâchait de créer de la richesse de plusieurs façons : en imprimant des "dollars carrés[4]", en confisquant et en vendant aux enchères publiques les biens des Anglais qui refusaient de collaborer en vue de l'indépendance, et enfin en empruntant des sommes fabuleuses aux Français et aux Hollandais.

Pour ce qui était de l'émission à profusion de "dollars carrés", cette richesse "virtuelle" était préjudiciable et même périlleuse du point de vue économique. D'autant plus que les autorités anglaises —comme le faisaient les nazis durant la Seconde Guerre mondiale—, imprimaient elles aussi des masses de faux billets afin de ruiner l'économie des Treize-Colonies, en espérant qu'elles finiraient par implorer à genoux le roi Georges III de leur pardonner ces absurdes velléités d'indépendance. Dans les villes occupées comme New York et Boston, les faux billets de banque étaient distribués gratuitement et à volonté —à grand renfort de

1 •Les *prises américaines* : les vaisseaux anglais capturés par des corsaires américains.

2 •Pour traduire "*American Puppetism*."

3 •Lettre de Henry Laurens à John Lewis Gervais du 5 septembre 1777. *Letters of Members of the Continental Congress*, édition Edmund C. Burnett, publié par The Carnegie Institution of Washington, Washington DC, 1921. Vol. II, pp. 478-483.

4 •La plupart des billets de banque de la Révolution américaine étaient de forme carrée.

publicité dans les journaux locaux─ à tous ceux qui devaient se rendre dans les zones insurgées. Ainsi chaque voyageur participait, parfois inconsciemment, à la ruine de l'économie américaine en répandant profusément cette "monnaie de singe.". C'était pousser le cynisme jusqu'à ses limites extrêmes.

La vente des biens des "kollaborateurs[1]" se déroula de façon satisfaisante. Mais tous ces Anglais démunis qui se réfugièrent au Canada reçurent, en compensation de leurs pertes et de leurs terres, dans la partie méridionale[2] et dans la partie occidentale de la Province de Québec, une aide pécuniaire, du matériel aratoire, des outils, des vivres et des semences, grâce aux taxes payées par les Canadiens-français. Ces derniers virent surgir tous ces réfugiés Tories, furieux d'avoir été expulsés et spoliés par leurs compatriotes, écumant de rage contre les "Français" qui avaient aidé les Américains à vaincre l'Angleterre, et bien décidés à annihiler ces Français du Canada qui pourtant se battaient pour eux et payaient des taxes accablantes pour les indemniser. Le chien mordait la main généreuse qui lui donnait à manger. Ils demandèrent presque aussitôt[3] d'amputer la Province de Québec de toute sa moitié occidentale pour créer la province anglaise d'Ontario car ils refusaient de se trouver minoritaires dans une province à majorité papiste et française ; les deux épouvantails cauchemardesques de l'âme anglaise.

En ce qui concernait la troisième et plus importante source de revenus qui permettait de poursuivre la guerre –l'emprunt au Royaume de France– Henry Laurens aurait préféré lancer des emprunts dans la population américaine, dont la couche supérieure était fort riche. Mais il semble que les planteurs fortunés et les propriétaires d'esclaves parmi les plus nantis ─habituellement d'origine anglaise et secrètement opposés à l'indépendance, sans oser l'afficher ostensiblement─ n'aient pas été totalement disposés à payer pour équiper et nourrir cette armée américaine dont les combattants se trouvaient être essentiellement d'origine écossaise, irlandaise et allemande, une origine méprisable créée essentiellement pour donner son sang au profit de la noble classe dirigeante. La plupart des Américains d'origine anglaise affichaient ouvertement des sentiments pro-américains pour s'éviter le supplice *plumes et goudron*, l'expulsion et la confiscation de leurs biens, mais la volonté de dissimulation et de duplicité des tories n'allait pas jusqu'à combattre ou subventionner l'entretien de l'armée insurgée s'ils n'y étaient forcés.

Dans sa longue, très longue lettre du 5 septembre 1777, dont nous ne retiendrons que quelques florilèges significatifs, lettre destinée à

---

1 ●Pour utiliser un terme anachronique mais très significatif.

2 ●Appelés aujourd'hui *Cantons de l'Est*, car ils sont à l'Est de Montréal, découpés non pas selon le cadastre canadien-français mais selon les townships américains.

3 ●En 1791, dès que l'indépendance américaine fut consommée, et que l'espoir d'un retour fut évanoui.

John Lewis Gervais[1], Henry Laurens exposa toutes ses craintes sur les dangers de trop s'endetter auprès de la France «à cause de l'intérêt qui s'accumule et qui devra être payé à un pays étranger, ce qui revient à hypothéquer une bonne partie de notre sol au bénéfice d'une puissance étrangère astucieuse. Je ne peux les amener à comprendre que si les Certificats de Prêt étaient payables en un an au lieu de trois ou cinq ans, et l'intérêt trimestriel ou semestriel, les détenteurs d'argent [domiciliés dans les Treize-Colonies] pourraient être amenés à prêter plus[2].»

La lettre de Laurens exprime bien la crainte de certains Américains de tomber de Charybde en Scylla, de se tirer des griffes de l'Angleterre pour tomber dans celles de la France par l'accumulation de dettes immenses, et ainsi, de devoir donner en gage à la France une partie de leur territoire : «S'endetter avec la France... hypothèquera notre terroir... La sagesse nous impose donc de ne plus faire appel à la France afin d'obtenir des fonds, excepté ceux qui nous sont absolument nécessaires pour acheter et payer les articles indispensables à notre guerre défensive. [La sagesse nous impose aussi] de restreindre nos dépendes publiques et privées, de *recommander la taxation dans chaque colonie*[3], de faire nos emprunts à l'intérieur du pays aux meilleures conditions, de nettoyer les domaines terriens de nos ennemis[4], de vendre[5] les biens abandonnés et ceux confisqués, ainsi que les autres propriétés, d'encourager les manufactures[6]... Si nous n'avons pas assez de vertu pour nous sauver nous-mêmes, eh bien ! un trop facile accès au Trésor de France ne fera qu'accélérer notre ruine[7]... Je ne souhaite plus d'émission de papier-monnaie ; je souhaite l'éviter[8].»

Peu éclairés sur les mœurs politiques des Gouvernements français –mœurs qui perdurent encore en ce XXI[e] siècle–, les Américains ne pouvaient comprendre que la France puisse dilapider l'argent laborieusement gagné à la sueur du front de son peuple, avec une si grande irresponsabilité, sans exiger la moindre garantie. Trouvez le traquenard !

---

1 •*Jean-Louis ou John Lewis Gervais* (1741–1798) fut un planteur américain de la Caroline du Sud. Il fut délégué au Congrès Continental en 1782 et 1783. Gervais était né en Allemagne de parents huguenots français. Il avait immigré dans les Treize-Colonies en 1741. *Henry Laurens* (1724-1792) était aussi un planteur et marchand américain de Caroline du Sud. Descendant de Huguenot français, il devint politicien durant la Guerre d'Indépendance, fut délégué au Second Congrès continental, puis en devint le Président. En tant que Président, il signa les Articles de la Confédération en 1777.

2 •Lettre de Henry Laurens à John Lewis Gervais du 5 septembre 1777. *Letters of Members of the Continental Congress*, Vol.II, pp. 478-483, édition Edmund C. Burnett, Publié par The Carnegie Institution of Washington, Washington DC, 1921. "dollars carrés" : comme précisé plus haut, les premiers dollars américains avaient une forme carrée et non pas rectangulaire.

3 •Ce segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

4 •C'est à dire d'expulser les Anglais royalistes.

5 •À l'encan ou enchères publiques.

6 •Lettre de Henry Laurens à John Lewis Gervais du 5 septembre 1777. *Letters of Members of the Continental Congress,* Vol.II, pp. 478-483, édition Edmund C. Burnett, Publié par The Carnegie Institution of Washington, Washington DC, 1921.

7 •Ibidem. pp. 478-483.

8 •Ibid. pp. 478-483

Comment un citoyen d'un pays dirigé par les lobbies économiques et financiers, qui —de façon tout à fait habituelle— recherche son intérêt dans toutes ses actions, pouvait-il comprendre les actions d'un Gouvernement presque totalement détaché de la recherche d'intérêts économiques, qui n'agissait que par coup de cœur, et dont la classe dirigeante méprisait ostensiblement tout ce qui était mercantile.

Quoique de lointaine origine huguenote, Laurens ne comprenait pas. Le désintéressement apparent des Français pouvait dissimuler un piège : «La France ne nous demande aucune garantie, elle offre son prêt *sans aucune sécurité* et quand nous serons son débiteur, ce sera son intérêt de nous aider... Il est cohérent pour les intérêts de la France de nous soutenir quand nous sommes en dette avec elle ; il sera également consistent selon son intérêt et ses habitudes aussi, d'envoyer quelques vaisseaux de guerre, bataillons et officiers dans un ou plusieurs de nos ports pour nous protéger des insultes de nos ennemis et en même temps de recueillir les revenus d'intérêt générés par les prêts[1].»

Un tel comportement semblait effectivement très curieux car l'aide française représentait un déferlement presque hémorragique. Elle ne se limitait pas à l'aide financière. La France fut aussi à l'origine de la création de l'US Navy. L'Écossais John Paul Jones «donna de lui une si haute opinion au Ministre de la Marine que ce dernier désira l'employer en lui donnant le commandement d'une entreprise particulière. Le capitaine Jones est en ce moment à la tête d'un vaisseau de cinquante canons et de quelques frégates, *armés aux frais de la France*, et portant pavillon américain. On dit qu'il mettra à la voile vers le 1er juin 1779[2].» De nombreux membres des équipages de John Paul Jones provenaient des centaines de prisonniers **américains**, aux travaux forcés dans les mines de charbon de Nouvelle-Écosse, que les Anglais avaient enfin accepté d'échanger contre des prisonniers anglais ; après mille tractations et de nombreux refus successifs de la part des autorités anglaises.

♦

La défaite anglaise de *Saratoga* engagea Vergennes à accepter d'ouvrir les hostilités directes avec l'Angleterre. Ce fut la cause apparente ou plutôt le prétexte[3]. Il signa avec Franklin un traité d'aide le 6 février 1778. Prenant peur après Saratoga, les Anglais légiférèrent pour supprimer les taxes que, de toute façon, les colons américains refusaient de payer. Ce fut à ce moment que la France notifia Londres du traité franco-américain. Le 13 mars à Londres, Weymouth donna audience à de

---

1 ●Lettre de Henry Laurens à John Lewis Gervais du 5 septembre 1777. *Letters of Members of the Continental Congress*, édition Edmund C. Burnett, Publié par The Carnegie Institution of Washington, Washington DC, 1921. Vol. II, pp. 478-483

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 82 Lettre de B. Franklin à David Hartley, écrite à Passy le 21 mars 1779.

3 ●Nous expliquerons plus loin pourquoi ce ne fut qu'un prétexte.

Noailles. L’Anglais le reçut le visage baigné de larmes. Aussitôt Stor-mont quitta l'ambassade de Grance-Bretagne à Paris, et de Noailles, "*extrêmement heureux*," quitta Londres sans prendre congé.

C’était la guerre ouverte.



Chapitre 5

Rôle du Canada et des Canadiens. Du Test Act imposé partout dans l'Empire, y compris au Canada. De la réaction par le Québec Act. De la participation des Canadiens-Français dans les deux camps ennemis. De la conquête du Canada soit par la France, soit par les Américains. Des Proclamations américaines à l'égard des Canadiens.

Les Canadiens, nouvellement sujets de Sa Majesté britannique, jouèrent un très grand rôle durant cette guerre d'indépendance des Treize-Colonies. La désinvolture[1] dont fit preuve la France en abandonnant ce courageux peuple canadien qui s'était si bien battu pour elle durant un siècle et demi, avait été à ce point indigne d'une grande nation, et si peu concevable dans l'esprit d'un citoyen de Sa Majesté le roi George, que certains Anglais y avaient décelé une intention machiavélique. Ainsi, l'envoyé spécial du gouvernement anglais auprès de Franklin, M. Richard Oswald[2], représentant direct des lobbies londoniens, soutint «que la cession du Canada aux Anglais, lors de la paix de 1763, avait été, de la part de la France, un acte politique[3], parce qu'on avait ainsi affaibli les liens entre l'Angleterre et ses colonies, et que lui, Oswald, n'avait pas hésité à en tirer la prévision de la présente Révolution [américaine].» Autrement dit, en supprimant l'épée de Damoclès canadienne, danger toujours alarmant des Canadiens perchés sur la tête des Treize-Colonies comme un vautour sur un arbre ─menace qui canalisait et attirait jusque-là la crainte et l'hostilité des Treize-Colonies, et poussait leur population à bien rester blottie sous l'aile protectrice de l'Angleterre─, les Français avaient démobilisé les Américains et leur avait donné le loisir de se retourner contre l'Angleterre. Désormais –la disparition d'un gros souci découvrant les petites contrariétés–, les Américains réalisèrent que les lois anti-développement-économique qui prévalaient dans l'Empire britannique afin de réserver la part du lion au

---

1 ●Désinvolture par le nombre infime de régiments français –quelques maigres bataillons totalisant approximativement 3000 soldats issus de régiments plus ou moins disciplinaires– envoyés pour défendre un empire grand comme l'Europe.

2 ●Richard Oswald était un riche négrier anglais né en Écosse par les hasards de l'histoire. Les Lobbies londoniens le firent nommer Conseiller commercial du Gouvernement britannique sur l'indépendance des Treize-Colonies et Négociateur à Paris en 1782.

3 ●*The Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol.II, p. 181 et suiv. Lettre de B. Franklin à lord Shelburne, écrite à Passy le 18 avril 1782.

territoire métropolitain, entravaient l'essor manufacturier et l'accroissement de leur prospérité.

Cette situation stratégique instable avait été pressentie dès le début de la Guerre de Sept Ans par l'un des acteurs essentiels de cette période, le marquis de Montcalm, qui, de 1757 à 1759, année de sa mort sur les Plaines d'Abraham, semble avoir écrit à son cousin M. de Berryer, quelques lettres qui s'interrogent sur les motivations insensées des Anglais qui ne se rendaient pas compte que la chute de la Nouvelle-France entraînerait inévitablement leurs Treize-Colonies américaines dans une spirale d'indépendance par rapport à l'Angleterre. Selon Montcalm, «le Canada est la sauvegarde de ces [Treize-] Colonies. Pourquoi le ministre anglais cherche-t-il à le conquérir ? Cette contrée une fois soumise à la domination britannique, les autres colonies anglaises s'accoutumeront à ne plus considérer les Français comme leurs ennemis[1].» L'historien américain Thomas Balch croit voir dans cette prédiction une manœuvre du ministre français Choiseul, destinée à faire reculer le Gouvernement anglais dans sa volonté de conquête. Cela aurait pu être le cas si les lettres divinatoires de Montcalm avaient été publiées plus tôt et proclamées dans les milieux diplomatiques, mais ce ne fut pas le cas. En réalité, le désir irrépressible d'accaparement et de monopolisation des lobbies anglais allait bien au-delà de ces lettres.

En tout cas, la prophétie se réalisa pleinement.



Quelle était, alors, la situation générale de ce peuple de Français d'Amérique, devenus, par l'incurie de Louis XV, sujets mal-aimés du roi d'Angleterre. Le *Traité de Paris* de 1763 laissait les Canadiens-Français aussi désarmés devant le Gouvernement colonial anglais que les harkis livrés par le général de Gaulle aux tortionnaires fanatiques. Paradoxalement, l'*Article IV* du Traité de Paris de 1763 qui prétendait garantir la liberté religieuse des Canadiens-Français, était assorti d'une proposition subordonnée qui permettait aux Anglais de neutraliser cette bonne intention : «Sa Majesté-Britannique convient d'accorder aux habitants du Canada la liberté de la religion catholique ; en conséquence elle donnera les ordres les plus précis et les plus effectifs pour que ses nouveaux sujets catholiques romains puissent professer le culte de leur religion selon le rite de l'Église romaine[2].» C'était fort prometteur, mais les négociateurs anglais glissèrent à la fin un codicille qui paraissait insignifiant et qui d'ailleurs passa inaperçu devant les yeux myopes des diplomates français sans doute gagnés par la sympathie des négociateurs anglais ; c'était «en

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 49 de la version française.

2 ●*Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans*, de Jean-Claude Castex, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2006. p. 577

tant que le permettent les lois de la Grande-Bretagne.» Or, elles ne le permettaient pas, comme nous allons le voir.

Peu après la signature de ce fameux traité de Paris (de 1763), le Huguenot François (Francis) Masérès[1], né à Londres, fut nommé le 4 mars 1766, *Procureur général* de la nouvelle province britannique de Québec, l'ancien Canada français. Masérès exerça cette fonction de 1766 jusqu'à l'automne 1769. En février 1769, il remit au gouverneur Carleton un rapport sur la réforme du Droit dans la province. Dans un essai publié à Londres, en 1770, il *recommanda que les colonies soient représentées au plus vite à la Chambres des Communes de Londres*. Mais il n'en était pas question ; c'était même anticonstitutionnel car le Test Act en vigueur sur tous les territoires dominés par les Anglais, réduisait les catholiques (romains) à l'état de sous-hommes, un peu au même rang que les Cagots en Gascogne ancienne. Les catholiques n'étaient donc pas éligibles et il aurait été aussi illégal de les élire que de les autoriser à voter.

Avant de revenir à la situation tragique des Français du Canada livrés à une Angleterre vindicative par une France ingrate et indifférente, et de découvrir comment l'insurrection des Treize-Colonies américaines poussa l'Angleterre à mettre en veilleuse au Canada son intolérance religieuse pour dissuader les Canadiens-Français de prendre le parti des Insurgents américains, suivons durant quelques instants le chemin de croix des catholiques anglais accablés durant des siècles en Grande-Bretagne par leurs compatriotes anglicans, puritains et autres. Ainsi, nous apprécierons plus encore la chance des catholiques canadiens de ne pas avoir eu à subir ces persécutions destinées à les transformer en humbles sous-hommes (après quelques brèves années de persécution religieuse). L'histoire de la liberté religieuse en Angleterre laisse rêveur le voltairien qui a lu les *Lettres anglaises* dans lesquelles l'Angleterre était représentée comme un parangon de tolérance.

Sous le régime militaire du Canada, immédiatement après l'occupation du pays par l'Angleterre (1759) et jusqu'à la cession totale (1763), les Canadiens-Français n'étaient tenus qu'au *Serment de fidélité et d'allégeance au roi d'Angleterre*. À partir de 1764, on exigea en outre de tout fonctionnaire ─en violation du Traité de Paris qui exigeait la liberté de culte[2]"─ le *Serment du Test* [*Test Act*]; comme en

1 ●Le nom de ce Huguenot français finit par devenir un nom commun : *les Masères* sont des Français protestants qui ont quitté la France suite à la révocation de l'Édit de Nantes en 1685. Masères, Francis, *A Collection of Several Commissions, and Other Public Instruments, Proceeding from His Majesty's Royal Authority, and Other Papers, Relating to the State of the Province in Quebec in North America, Since the Conquest of it by the British Arms in 1760*, Printed by W. and J. Richardson, Salisbury Court, Fleet Street, Londres, 1772. Pp. 103-112. Ce document est numérisé en ligne.

2 ●L'**Article 4** du *Traité de Paris* qui mit fin à la Guerre de Sept Ans se lisait ainsi : «En conséquence, [Sa Majesté-Britannique] donnera les ordres les plus précis et les plus effectifs pour que ses nouveaux sujets catholiques romains puissent professer le culte de leur religion selon le rite de l'Église romaine, en tant que le permettent les lois de la Grande-Bretagne.» Or les lois de la Grande-Bretagne ne le permettaient pas et les diplomates français le savaient vraisemblablement. Cité par le *Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans*, de Jean-Claude Castex, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2006. p. 577

Angleterre et dans toutes les colonies, de même qu'en Irlande, Écosse, Pays de Galle, Cornouailles...

Ce fameux *Serment du Test*[1] comprenait une *Abjuration du Pape*, une *Abjuration des descendants* de *Jacques II,* roi catholique d'Angleterre, une *Abjuration de la transsubstantiation*[2] et, pour faire bonne mesure, une *Abjuration du culte des saints et de la Vierge*. Pas un seul Canadien ne consentit à prêter ces derniers serments et il s'ensuivit que les Canadiens catholiques ─c'est à dire la totalité absolue de la population─ se trouvèrent exclus, en principe, de toute charge *officielle*. Comme les Anglais du pays n'étaient pas tous compétents à remplir les postes de l'Administration, les Gouverneurs Murray et Carleton ─moins forcenés que leurs chefs londoniens dans l'intolérance[3]─ durent faire appel à quelques Canadiens sans exiger d'eux de se plier au *Serment du Test*. Nous donnons ici le serment de fidélité et le serment du Test, à l'exclusion de l'abjuration de Jacques II.

I. *Serment de Ligence* [d'allégeance] ou *de Fidélité* : «Je, Firmin Tremblay, promets & jure sincèrement que je serai fidèle et garderai une véritable ligence [allégeance] envers sa Majesté le Roi Georges. Ainsi Dieu me soit en aide.» **II.** *Serment d'Abjuration des Pouvoirs du Pape*. «Je jure que j'abhorre du fond de mon cœur et que je déteste et abjure, comme étant impie et pleine d'hérésie, cette doctrine et maxime affreuse que les princes qui sont excommuniés, ou privés de leur royaume ou territoires, par le Pape, ou par aucune autorité du siège de Rome, peuvent être détrônés ou mis à morts par leurs sujets ou par d'autres personnes quelconques. Et je déclare que nul prince, personnes, prélat, état, ou potentat étranger a, ou doit avoir, aucune juridiction, pouvoir, supériorité, prééminence, ou autorité ecclésiastique ou spirituelle dans ce royaume. Ainsi Dieu me soit en aide.»

V. *Déclaration contre la Transsubstantiation*, ou Présence réelle du Corps de Jésus Christ dans la Sainte Cène. «Je, Pierre Dupont, déclare que je crois qu'il n'y a pas dans le sacrement de la Sainte Cène de Nôtre Seigneur Jésus Christ, aucune transsubstantiation des éléments de pain et de vin, ni dans le moment de leur consécration, ni après leur consécration, par quelque personne que ce soit.»

VI. *Déclaration contre le Papisme*[4] : «Je, Alfred Rousseau, professe, témoigne, et déclare, solennellement et sincèrement dans la présence de Dieu, que je crois que dans le sacrement de la Sainte Cène de notre Seigneur Jésus Christ il n'y a aucune transsubstantiation des éléments de pain et de vin en le corps et le sang de Jésus-Christ dans le

1 ●*Du Test* ou *de l'Épreuve* ; on *testait* si votre religion était la bonne.

2 ●La transformation du vin et du pain, au cours de la messe catholique, en sang et chair du Christ.

3 ●Murray et Carleton étaient protestants, mais Murray d'Écosse et Carleton d'Irlande.

4 ●Le mot *Popery* ne traduit pas le mot *papisme* car *popery* is a derogatory name for *Roman Catholicism*.

temps, ou après le temps de leur consécration par quelque personne que ce soit ; et que l'invocation, ou l'adoration de la Vierge Marie, et de tout autre saint, le sacrifice de la messe, comme ils sont aujourd'hui pratiqués dans l'église de Rome, sont superstitieux et idolâtreux [Sic!]. Et je professe, témoigne, et déclare, que je fais cette déclaration et chaque partie d'icelle, dans le sens naturel et ordinaire des mots qui m'ont été lus, comme ils sont entendus communément par les Anglais Protestants, sans aucune évasion, interprétation équivoque, ou réservation mentale quelconque, et sans aucune personne, ou autorité quelconque, et sans penser que je suis, ou que je puisse être, devant Dieu ou les hommes, sensé, libre de l'obligation de cette déclaration, ou que je puisse être absous d'icelle, ou d'aucune partie d'icelle, quoique le Pape, ou tout autre personne, ou personnes, ou puissance quelconque, m'en dispensât ou l'annulât, ou déclarât qu'elle a été nulle et de nulle validité depuis son commencement.» On sent l'obsession des législateurs anglais de prévoir et de contrecarrer tout faux-fuyant, échappatoire ou finasserie pour feindre la fausse conversion qui permettrait à un catholique honni (à un *maranne* chrétien, en d'autres termes) de sortir de son état de porte-pipe pour acquérir un terrain, un poste honorifique ou une éducation.

La Réforme anglaise ayant été amorcée par le roi Henri VIII, il était naturel que la soumission à ses exigences essentielles soit imposée avec quelque solennité[1], par serment, par épreuve ou par déclaration formelle, et que cela changerait selon les diverses humeurs de ceux qui dominaient l'État.

I. *Serment de Suprématie royale.* Ce serment fut imposé en mars 1534 par Henri VIII. Le titre de *Chef Suprême* fut introduit pour la première fois par Henri VIII dans un décret de Convocation, le 11 février 1531, mais fut vigoureusement contesté par le Clergé catholique d'Angleterre. En vain ! Le serment n'avait pas encore d'implication religieuse mais le Clergé craignait qu'il puisse être soumis à une autre interprétation... Effectivement, deux ans après, un changement prit place qui, auparavant, avait paru inconcevable ; le roi d'Angleterre ayant rompu avec le pape, le Parlement décida que le roi devait être "pris en considération, accepté et réputé *la seule autorité suprême* sur terre de l'Église d'Angleterre par tous ses sujets." Toutefois aucune formule d'assermentation ne fut décidée dans cet Acte.

L'Acte de Suprématie fut annulé par la Reine Marie (catholique) et ravivé par Élisabeth (protestante). La formule exigée fut : "Moi, Paul Johnson, testifie absolument et déclare en conscience que Sa Grandeur la reine est le seul chef suprême du royaume, aussi bien dans tous les domaines spirituels ou ecclésiastiques que temporels, etc., etc., Que Dieu

1 ●Ce texte est inspiré de la *Old Catholic Encyclopedia*, publiée par la Robert Appleton Company New York, NY. Vol. 1 2 : 1907; Vol. 3-4 : 1908; Vol. 5-6 : 1909; Vol. 7-8-9 : 1910; Vol. 10-11-12 : 1911; Vol. 13-14-15 : 1912, et consultable en ligne.

me vienne en aide !» Il n'était pas prévu d'imposer ce serment immédiatement et à tout le monde, mais seulement aux membres du Clergé, et à tous ceux qui occupaient une fonction d'État. Cette modération dans l'imposition de ce serment par petites doses aida à prévenir l'indignation, et permit au Gouvernement d'astreindre les récalcitrants l'un après l'autre. Par exemple, plusieurs années s'écoulèrent avant que *l'Acte de Suprématie* ne soit imposé aux diplômés des universités.

Les dernières lois répressives imposées par la reine Élisabeth Ière contre les catholiques ─de 1592 à 1593─ prévoyaient une nouvelle épreuve pour assujettir les réfractaires[2]. Cette avanie comprenait (1) "une autocritique qui reconnaissait comme une infraction grave : le mépris envers le Gouvernement de Sa Majesté"; (2) la Suprématie de la Reine ; (3) une clause qui interdisait les dispenses et les dissimulations en jouant sur les mots.

Le succès dans "l'implantation et la consolidation de la religion anglicane" par Élisabeth Ière fut vraiment dû à son alliance avec le parti qui, plus tard, prit le nom de *Puritains*, secte presbytérienne rigoriste.

II. Le *Serment d'allégeance* de Jacques Ier (1606) fut aussi appelé le *Serment d'Obéissance*. Il brima les catholiques de la naissance jusqu'à la mort, voyage qui pour certains fut un chemin de croix horriblement abrégé. Ils furent harcelés et persécutés lors des baptêmes, des mariages, des enterrements, de l'éducation. «Moi, Paul Johnson, reconnais véritablement et sincèrement que notre seigneur souverain, le Roi Jacques, est légalement et justement Roi, et que le pape, ni par sa propre autorité ni par celle de l'Église, ni par celle du Vatican romain, ni par aucun autre moyen, ne possède aucunement le pouvoir de déposer le roi, ni d'autoriser un quelconque prince étranger de l'envahir ou de donner licence à quiconque de prendre les armes, ou de créer du tumulte. Je jure aussi que, en dépit de toute sentence d'excommunication, ou de dépossession, je garderai allégeance et foi véritable à Sa Majesté. Plus encore, je jure que du fond de mon cœur, j'abhorre, déteste et abjure comme impie et hérétique cette doctrine damnable et cette opinion selon lesquelles les princes qui seront excommuniés par le pape puisse être déposés ou assassinés par leurs sujets ou par toute autre personne. Je crois que le pape n'a aucun pouvoir de m'affranchir de ce serment[1].»

III. *Serment d'abjuration* sous le Commonwealth (1643). Quand le parti des Puritains fondamentalistes et intégristes domina durant les guerres civiles [les guerres anglaises de religions], les exactions des *Serments de Suprématie* et *d'Allégeance* tombèrent en désuétude, et ces serments furent annulés par l'*Acte de février 1650.* À leur

---

2 ●Great Britain. Statute Law Committee, *Chronological Table and Index of the Statutes,* printed for Her Majesty's Stationery Office, Londres, Edinbourg et Dublin, 1882. 35 Elizabeth c. 2.

1 ●Ce serment fut voté et mis en vigueur sous le règne de Jacques Ier et proclamé loi le 22 juin 1606.

place fut créé un "*engagement d'Allégeance*" envers le Commonwealth. Mais le sort des catholiques ne s'améliora pas ; au contraire, il devint pire par la mise en place d'un "*Acte d'Abjuration*". Cette dernière loi fut votée le 19 août 1643. Chaque citoyen anglican se vit adjuger "un papiste" qui avait refusé d'abjurer. Les pénalités contre les fortes têtes catholiques allaient de la confiscation des 2/3 de leurs biens mobiliers jusqu'à la privation de presque tous leurs droits civiques et civils.

IV. *Le Serment du Test* (1672, 1678). Connu aussi sous le nom du *Serment de Déclaration d'Attestation*. Le premier Parlement qui suivit la Restauration raviva le 14 juillet 1660 les *Serments de Suprématie et d'Allégeance*. Après la conversion au catholicisme du duc d'York (Jacques), "la jalousie" du parti anglican s'aggrava, et, en 1672, un *Serment du Test* fut voté par Shaftesbury, qui renforça l'obligation pour tous ceux qui détenaient une charge officielle de faire une brève *Déclaration contre la Transsubstantiation*, c'est à dire de jurer "qu'il ne se passait *aucune transsubstantiation* dans le sacrement de la Cène... que ce soit *au moment même*, où bien *à la suite* de la Consécration qui est effectuée par une personne quelconque[1]". Cet *examen* ou *test de passage* fut très efficace. Jacques dut démissionner de son poste de Lord Grand-Amiral. Mais lorsque le pays et le Parlement furent perturbés par le *Complot d'Oates*[2] en 1678, un test beaucoup plus long et plus cruel fut mis en place par l'adjonction d'une déclaration supplémentaire selon laquelle : «L'invocation à la vierge Marie[3] ou à un Saint quelconque, et le Sacrifice de la Messe... sont superstitieux et idolâtres... Je fais cette déclaration sans aucune ambiguïté, équivoque, ou réserve mentale quelles qu'elles soient, et sans aucune dispense que le pape m'aurait accordée[4].» Dans les temps modernes, cette formule devint notoire sous le titre de "the *King's Declaration*". Elle était obligatoire pour tous ceux qui occupaient des charges et pour les Membres du Parlement, excepté pour le duc d'York[5]. À la mort de Charles, Jacques II prit la succession avec le projet d'abolir tous ces serments anticatholiques. Mais son entourage veilla à ce qu'il

---

1 ●Great Britain. Statute Law Committee, *Chronological Table and Index of the Statutes,* printed for Her Majesty's Stationery Office, Londres, Edinbourg et Dublin, 1882. 25 Charles II, c. 2.

2 ●*Le Complot d'Oates* (ou *Oates's Plot*) fut un pseudo complot papiste (*Popish Plot* en anglais), une fausse conspiration, perpétrée en Angleterre en 1678. Cette année-là, Titus Oates, prêtre anglican, voulant influencer des élections, se venta d'avoir mis à jour un «complot papiste» dont l'objectif était d'assassiner le roi anglican Charles II d'Angleterre et de le remplacer par un roi catholique, Jacques, son frère. Ce faux *Popish Plot* entraîna l'exécution de dix-neuf catholiques et l'exclusion de plusieurs Lords. La plupart des sectes protestantes profitèrent du coup monté pour apporter un soutien total aux Whigs anglicans, qui remportèrent la majorité des sièges à la Chambre des Communes. Ainsi, les Whigs tentèrent l'année suivante de voter l'*Exclusion Bill,* interdisant à tout catholique de devenir roi, afin d'interdire à Jacques l'accès au trône, mais la loi fut rejetée par la chambre des Lords. [Hibbard, Caroline M., *Charles I and the Popish Plot*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1983.]

3 ●À noter que le mot *vierge* ne portait aucune majuscule dans ce cas.

4 ●Great Britain. Statute Law Committee, *Chronological Table and Index of the Statutes,* printed for Her Majesty's Stationery Office, Londres, Edinbourg et Dublin, 1882. 30 Charles II, ii. 1.

5 ●Le duc d'York devint le roi Jacques II d'Angleterre et d'Irlande et en même temps le roi d'Écosse Jacques VII. Il fut leur dernier roi catholique.

n'eut jamais le loisir de porter son projet de loi devant le Parlement. Il réussit à se libérer lui-même par le "Dispensing Power". Mais la Révolution de 1688 ramena rapidement la situation à son état habituel. Le Premier Parlement qui suivit l'avènement de Guillaume d'Orange ajouta une clause au Bill of Rights, qui forçait le roi lui-même à prêter ce serment[1].

V. *Le serment irlandais de 1774* jusqu'à l'Émancipation en 1829. En 1770, sous la pression de la Révolution américaine qui exigeait de nombreux soldats, le général Burgoyne proposa de libérer les soldats catholiques de l'obligation du *Serment du Test* ; en vain. En 1771, pourtant, il devint urgent de fidéliser les Canadiens-Français face aux bouillonnements révolutionnaires des Américains, et l'*Acte de Québec* fut voté, première mesure de tolérance pour les catholiques, que le Parlement acceptait depuis la reine Marie Tudor. Tenaillé par la nécessité d'obtenir de la "cannon fodder" catholique irlandaise, le Parlement anglo-protestant d'Irlande fit aussi le premier pas en adoucissant les terribles règles de Guillaume III d'Orange qui se considérait lui-même comme le *God's Executioner*. En 1774, fut proposé un serment d'allégeance au roi Georges III et un rejet du Prétendant (catholique), mais sans y impliquer le rejet de l'autorité pontificale, ou de quelque dogme de foi que ce fût. Le slogan de "no faith with heretics" fut mis en veilleuse, de même que le pouvoir de déposer, ainsi que les mots dépréciatifs de : *impie, damnable* et *hérétique*. Le pouvoir temporel et la juridiction civile du pape, directs ou indirects, étaient également abjurés, en même temps que devait être refusée toute dispense papale de se plier au serment *par ruse*. Le *Serment Irlandais* de 1774 fut accepté par le Corps législatif comme preuve de loyauté et il fut effectué librement.

En 1778, le même besoin en effectifs militaires devint si urgent en Angleterre même, que la première *Loi d'Apaisement* (Relief Bill) – aussi appelée *Sir George Savile's Act–,* soulagea même les catholiques d'Angleterre d'une partie des conséquences pénales de ces lois discriminatoires ; elle incluait le *Serment Irlandais* (Irish Oath[2]). Devant la nécessité absolue, la loi passa sans difficultés, en dépit des protestations acérées des autorités religieuses anglicanes, principale pierre angulaire de l'intolérance de ce pays. En principe, l'Émancipation des catholiques fut entièrement effectuée en 1829. Officiellement en tout cas, car, dans la pratique, les mauvaises habitudes (en particulier celle de demander la religion des candidats à l'Université, et de les refuser, le cas échéant) perdurèrent jusqu'à 1950.

VI. *Abrogation des Serments légaux* (statutaires) contre le

---

1 •Great Britain. Statute Law Committee, *Chronological Table and Index of the Statutes,* printed for Her Majesty's Stationery Office, Londres, Edinbourg et Dublin, 1882. 1 William III & Marie, sess. 1, c. 8.

2 •Great Britain. Statute Law Committee, *Chronological Table and Index of the Statutes,* printed for Her Majesty's Stationery Office, Londres, Edinbourg et Dublin, 1882. 18 George III, c. 60.

catholicisme (1867-1910). Les *Lois d'Apaisement* (*Relief Bills*) étaient habituellement des mesures d'allègement seulement, laissant les anciens statuts, serments et épreuves bien en place dans les *Recueils de Statuts*, et certains des dirigeants de l'État devaient encore s'y soumettre. L'abrogation totale et officielle de ces tests et serments de Guillaume III d'Orange ne se fit pas d'un coup ; elle s'échelonna ─paradoxalement─ dans les temps moderne. En 1867 la *Déclaration* fut abolie[1]. Après cela, la seule personne tenue de prononcer ce serment fut le roi lui-même au début de son règne ; comme l'assermentation d'un président. En 1871, la *Promissory Oaths Bill*[2] abrogea tous les vieux serments d'Allégeance[3]. En 1891, une première tentative fut faite par lord Herries à la Chambre des Lords pour se débarrasser de la *Déclaration du Roi*, mais l'amendement proposé par le Gouvernement était si vide et insignifiant que les catholiques eux-mêmes s'y opposèrent. Il était dit que ce seraient les Canadiens-Français qui, une fois de plus, viendraient en aide aux Anglais figés dans leurs vieux préjugés religieux comme une oie confite dans sa graisse : en 1901, une forte résolution passa contre son maintien à la *Chambre des Communes du Canada*. Des pétitions similaires furent proposées en Australie et par les catholiques des colonies anglaises. En 1904, 1905 et 1908, des projets de lois similaires furent proposés en Angleterre ; mais sans effet. Après la mort du roi Édouard VII (en 1910), enfin, le roi Georges V suggéra discrètement au Gouvernement de proposer un projet de *Loi d'Abrogation*. Ce fut fait, et l'opinion publique anglaise, après bien des hésitations, se déclara finalement en faveur du projet de loi qui fut voté par les deux Chambres avec une large majorité ; l'Assentiment royal vint le mettre en vigueur le 3 août 1910, purgeant ainsi la Constitution anglaise de ses derniers serments anticatholiques surannés, épaves lépreuses d'une époque où les politiciens utilisaient sans vergogne la *religion* chrétienne dans des buts de division. On dit que les êtres continuent d'aimer jusqu'à la mort ceux qui les ont aimés. Il est est ainsi de *la Haine.* Il m'advint d'entendre, dans les années 1980, au Canada anglais, quelques personnes dévaloriser les catholiques, avec des rictus de haine ou de frayeur qui déformaient leur visage. Seule la mort de l'anglicanisme en Angleterre débarrassa le Commonwealth, vers l'an 2000, de l'absurde haine *anti-popish* pour la transformer en *anti-islamisme*.

♦

Voyant l'agitation se généraliser sur le territoire des Treize-Colonies américaines, à partir de l'insurrection de Boston (1773), le Gouvernement anglais s'efforça de négocier au plus vite avec le Clergé

---

1 ●Ibidem. 30, 31 Victoria, c. 75.

2 ●L'adjectif *promissory* : *provisoire, éphémère, passager,* prend plutôt ici la nuance de : *obsolète.* C'est donc la *Loi des Serments obsolètes.*

3 ●Great Britain. Statute Law Committee, *Chronological Table and Index of the Statutes,* printed for Her Majesty's Stationery Office, Londres, Edinbourg et Dublin, 1882. 34, 35 Victoria, c. 48.

catholique canadien afin de le séduire, de le gagner à ses vues et de recréer à son profit exclusif *la menace canadienne*, qui depuis des siècles déjà intimidait les esprits des colons de Nouvelle-Angleterre, Nouvelle-Hollande, Nouvelle Suède ainsi que des autres colonies plus méridionales afin de les forcer à rester sous l'aile de la mère-poule anglaise. Le peuple canadien-français avait été laissé orphelin par le Gouvernement français de Louis XV peu soucieux des *quelques arpents de neige,* même si ces arpents étaient peuplés d'une foule de Français à part entière. Voltaire avait lancé dans le vent mauvais cette expression péjorative afin de minimiser la perte d'un continent, dans le seul but de soutenir sa chère amie roturière, Madame de Pompadour[1], accusée et chargée par le peuple français des déboires de la France durant la Guerre de Sept Ans ; car il fallait bien un coupable. Devant le vide déclenché par le rapatriement des nobles et des fonctionnaires qui avaient fui, comme des rats, le navire canadien en perdition, le Gouvernement anglais négocia donc avec le Clergé catholique ─seul *corps constitué* resté sur place, en première ligne─ la coopération militaire des Canadiens-français destinée à menacer les Treize-Colonies en ébullition. Le résultat de cette collaboration sera l'*Acte de Québec* qui fut approuvé et voté en 1774 par le Parlement de Grande-Bretagne[2].

♦

La *Pétition de 1773*, rédigée par le Clergé canadien-français, avait servi de base à l'Acte de Québec qui accordait aux Canadiens tout ce dont ils pouvaient rêver à l'exception du retour à la mère-patrie, la France. L'Acte de Québec fut donc, en partie, une loi du Parlement britannique qui redonnait aux Canadiens une existence légale et leur évitait le sort pitoyable des catholiques d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse, soumis aux terribles *Test Acts*. En vertu de ce nouveau statut, les Canadiens retrouvaient tous leurs droits civils, linguistiques, religieux et judiciaires. L'Église catholique qui avait été le maître d'œuvre de cette "collaboration" avec l'occupant anglais recouvrait son droit de lever son impôt traditionnel –la dime ou dixième partie des revenus annuels.

La superficie du Canada, appelé *Province de Québec*, était grandement étendue afin d'englober en partie ou en totalité ce qui est aujourd'hui l'Illinois, l'Indiana, l'Ohio, le Wisconsin, le Minnesota et l'Ontario. Avec leurs coutumes civiles et l'usage officiel de la langue française, les Canadiens se réapproprièrent le Labrador, les îles de la Madeleine, l'île d'Anticosti, les Grands-Lacs jusqu'à la confluence de l'Ohio et du Mississippi, fleuve frontière de la Louisiane que Louis XV avait donné à l'Espagne par le traité secret de 1762. Une assemblée contrôlée par la

---

1 ●Qui lui avait fait obtenir une formidable pension royale. C'était un retour d'ascenseur pour Voltaire ; il haïssait les aristocrates qui lui avaient montré du mépris dans la fameuse affaire du chevalier de Rohan-Chabot.

2 ●Citation 14 George III c. 83.

poignée de marchands anglais égoïstes et discriminatoires ne leur serait pas imposée mais plutôt le nombre des membres du Conseil serait augmenté. Ainsi Londres, devant le danger menaçant de tout perdre, avait comblé les Canadiens-Français de gâteries suprêmes. Leur patrie reparaissait sur la carte. L'Angleterre rétablit aussi le mode de concession des terres selon le cadastre particulier du régime seigneurial français au Canada[1].

L'objectif de cet agrandissement était certes de plaire aux Francophones, mais aussi de menacer d'enfermement –d'incarcérer– les Treize-Colonies dans un champ clos pour leur interdire toute extension territoriale qui leur permettrait d'établir leurs jeunes pionniers dont la population doublait tous les quarts de siècle. L'Angleterre rétablissait à son profit exclusif les mêmes antagonismes, les mêmes haines entre les Français et les Américains, qui avaient endeuillé l'Amérique du Nord durant des siècles et qui finalement avaient tant enrichi le lobby anglais de la fourrure et des peaux. Il faut dire que les diplomates anglais avaient une longue expérience dans l'art subtil d'opposer leurs ennemis afin qu'ils s'affaiblissent, se neutralisent par une haine éternelle et féroce au profit exclusif des Anglais[2].

Le Clergé canadien-français, s'efforça alors de fidéliser la population du Canada[3]. Selon l'entente anglo-canadienne, tout Canadien-Français qui prendrait fait et cause pour les Américains serait mis au ban de la société canadienne. Le Clergé était en effet détenteur des foudres du Ciel et de l'Enfer, sous forme d'*excommunication sacramentelle* (l'équivalent d'une *fatwa islamique*), laquelle, non seulement envoyait le récalcitrant en enfer en cas de décès intempestif, mais plaçait l'insoumis vivant au ban de la société sous peine d'excommunication contre ceux qui contreviendraient à l'ordre d'ostracisme social exigé par l'excommunicateur ; seuls les parents proches avaient le droit d'adresser la parole à l'excommunié qui devenait ainsi un paria dans son propre milieu[4]. À l'issue de sa vie d'entêtement dans l'insoumission et dans l'irrespect de la règle, son corps défunt ne pourrait même plus être inhumé dans la terre bénite du cimetière du village. Ses restes seraient enfouis *hors les murs* de la cité des morts. Non seulement son âme serait-elle maudite mais son corps de réprouvé resterait exclu même au-delà du seuil de la mort. Et Dieu lui-même se pliait docilement aux basses considérations politiques

---

1 •De longues bandes de terre perpendiculaires aux cours d'eau qui fournissaient les transports, l'eau potable, l'irrigation. Le cadastre anglais était composé de grands carrés d'un mille de côté, subdivisés en concessions.

2 •Les Écossais aux Irlandais, les Écossais aux Métis-Français de la Rivière-Rouge, les Écossais aux Canadiens-Français en 1837.

3 •Population qui était presque exclusivement papiste, si l'on exclut les quelques centaines de marchands anglais (environ 500), rapaces et virulents, qui s'étaient fort opportunément infiltrés au Canada derrière les baïonnettes de l'armée anglo-américaine en 1759-1760.

4 •Neuf souverains de France (y compris Napoléon), ainsi que deux d'Angleterre et un du Saint-Empire romain germanique, furent excommuniés par les papes.

qui avaient amené son excommunication sur terre pour lui fermer au nez les portes du Paradis. Seul Belzébuth lui ouvrait ses bras accueillants, sans doute en ricanant.

L'excommunication était donc une arme terrible entre les mains des Anglais, aussi destructrice qu'un *Charleville modèle 1777*, le fusil français[1] avec lequel les Américains "boutèrent" les Anglais hors de leur patrie. Une hiérarchie est facile à maîtriser ; il suffit d'en changer la tête. En contrôlant dans la tête des Canadiens-Français la *chaîne de servitude* appelée Religion, les autorités coloniales anglaises réussirent ainsi à juguler presque totalement le peuple canadien-français traditionnellement fort combatif qui avait fait trembler les Treize-Colonies pendant des siècles. Seuls quelques milliers de Québécois *libres penseurs* bravèrent les flammes de Belzébuth pour combattre aux côtés des Américains. Ainsi, grâce à cette collaboration officielle, le Canada fut presque rétabli dans ses anciennes limites de la Nouvelle-France ; les catholiques avaient droit d'accès aux fonctions officielles ; le droit civil restait le Droit français de la Coutume de Paris. Le droit criminel *anglais* était l'ancien droit franco-normand auquel avait été surajouté l'*Habeas Corpus*[2]. Le régime seigneurial fut conservé et légalisé. Le gouvernement fut assisté d'un Conseil législatif de 17 à 23 membres ouvert aux seigneurs canadiens-français. L'alliance entre la Couronne britannique et les élites canadiennes-françaises fut alors scellée et, «dès mai 1775, Monseigneur Briand rappela à ses ouailles leur *devoir de fidélité à leur souverain*, qui allait jouer à merveille et largement contribuer en 1776 à sauver Québec d'une offensive américaine. Dès lors Québec fut, pour les Insurgents, le symbole d'une aristocratie britannique, aggravée de papisme[3].»

L'Acte de Québec qui fidélisait les Canadiens contre les Américains, replaçait habilement un danger imminent ─une épée de Damoclès─ sur la tête des Américain. Ce même danger, catholique et furieusement combatif, qui avait forcé les Treize-Colonies américaines à demeurer sous l'aile et sous la botte de l'Angleterre durant des siècles. Le papisme et les canons des Canadiens-français étaient brandis comme un épouvantail par Londres pour remettre les colonies au pas et les faire rentrer dans le rang ; "Je ne veux voir qu'une tête !" Par la volonté de leur Clergé catholique, les Canadiens-Français devenaient les *Gardiens de l'Empire britannique,* avec la même irrationalité, la même incohérence que le titre de *Défenseur de la Foi* [*catholique*] qui empanachait la tête

1 ●Conçu par Gribeauval et fabriqué sous licence aux États-Unis sous le nom de *Springfield,* la ville où le Charleville était fabriqué.

2 ●L'Habeas Corpus fut suspendu au Canada durant les deux Guerres mondiales contre les citoyens des nations en guerre qui résidaient au Canada, et durant la *Crise d'Octobre 1970* contre les Canadiens-Français.

3 ●Lacroix, Jean-Michel, *Canada et Canadiens*, Presses Universitaires de Bordeaux, Centre d'Études canadiennes, Bordeaux, Bordeaux, 1984. p. 32.

du roi Georges III et de tous les rois et reines d'Angleterre comme des bois de cervidés.

La lettre ouverte de Mgr Briand (22 mai 1775) fut bien entendu plus efficace que toutes les invitations fraternelles et rassurantes du Congrès américain, dument traduites en français, car, par l'une des perversions de l'Histoire, désobéir au Clergé –c'est-à-dire aux Anglais– entraînait cette fameuse excommunication, piège infernal, au sens propre. Les curés de campagne y perdaient leur latin.

Paradoxalement, les seuls "néo-Canadiens" qui n'appréciaient pas cette libéralisation du peuple franco-canadien furent les 500 marchands anglais fraîchement installés au Canada qui utilisaient la *discrimination coloniale* comme un réseau de barbelés pour ghettoïser les Canadiens-français, monopoliser, garantir et maintenir la chasse-gardée de leur business fort lucratif, et qui, de ce fait, tenaient à conserver ces papistes jugulés par le Test Act et réduits à l'état de sous-hommes, incapables d'exercer la moindre concurrence économique contre eux[1]. Organisés en un lobby puissant, ils avaient déjà attiré de nombreux ennuis au premier Gouverneur colonial du Canada ─James Murray─ un Écossais qu'ils jugeaient trop tolérant envers les Canadiens-français, donc traître à leur patrie ; car, aux fanatiques, la tolérance apparaît toujours comme un vice. Dénoncé par le puissant porte-voix du *Conseil des Plantations* de Londres (l'Organisation administrative des lobbies), James Murray fut sanctionné et limogé.

L'intention des législateurs anglais n'échappa à personne comme l'indique une lettre non signée datée du 1er juillet 1774, à Londres : «La Loi infâme de Québec, qui établit le papisme et le pouvoir arbitraire dans un pays [potentiellement] capable de contenir une population plus grande que celle de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne, *a pour but de maintenir les anciennes colonies dans la terreur. Et ceux qui détiennent ici le pouvoir ne se cachent pas pour dire que, en ayant soin d'entraîner la milice canadienne, ils pourront, avec elle et avec la flotte, garder toujours les colonies [américaines] dans la sujétion*[2].»

Les Américain eux-mêmes virent dans cette loi une mesure punitive très vexatoire : «Eh quoi ! Nous les Américains, avons dépensé tant de sang et de richesse au service de la Grande-Bretagne dans la conquête du Canada, pour que les Britanniques et les Canadiens puissent aujourd'hui nous asservir[3] ?» Le retour de boumerang faisait très mal. En fait dans ce Québec Act, ce qui choquait le plus les Américain c'était

---

1 ●Une perversion aussi diabolique que le système politique actuel de la Chine qui permet aux capitalistes mondiaux d'utiliser à leurs profits égoïstes l'assujettissement et la coercition propres aux systèmes communistes pour forcer les ouvriers et les gagne-petit à se laisser exploiter sans protestation et sans grève.

2 ●Peter Force, *American Archives*, publiées de 1837 à 1853, Vol. IV : p.136.

3 ●Quincy, Josiah Jr., Avocat à Boston, *Memoir of the Life of Josiah Quincy Junior, of Massachusetts Bay,* 1744-1775, by his son Josiah Quincy, Little, Brown & Co., Boston, 1875. Lettre d'octobre, p. 182.

cette tolérance vis-à-vis des catholiques si détestés depuis toujours dans les Treize-Colonies, soumises, génération après génération, au pire endoctrinement sectaire. L'historien Trudel rappelle[1] que l'armée venue du Massachusetts qui avait attaqué la forteresse de Louisbourg en 1745, portait la devise, brodée sur ses drapeaux : «*Nil desperandum, Christo duce*[2]» et que les troupes avaient été forcées à une journée de jeûne et de prières ferventes[3]. C'était le *Allahu Akbar !* des Islamistes du XXI[e] siècle et le *Dieu le veut !* des croisés du Moyen Âge. Comment les papistes français auraient-ils pu tenir tête à des troupes anglaises menées par le Christ ? Trente ans plus tard, nombreux furent ceux qui éprouvèrent la vague sensation que le raminagrobis papiste était retombé sur ses pattes pour continuer le combat, suivi et aidé par les trois léopards d'Angleterre domptés et apprivoisés comme des roquets du Yorkshire[4].

En réalité, dès que les menaces américaines auront disparu, Londres délaissera son gant de velours vis-à-vis des Canadiens-Français, jusqu'à ce qu'une nouvelle menace vienne encore effrayer les Anglais ; par exemple lorsque les États-Unis assailliront de nouveau le Canada au cours du *Premier Empire* français[5] (1812). Là aussi, le Clergé francophone obligera les Canadiens-Français à se battre aux côtés de l'Angleterre sous peine d'excommunication sacramentelle. L'inféodation du Clergé catholique à l'Angleterre intolérante fut grandement facilitée sous le Premier Empire, par le fait que Napoléon —lui-même excommunié— était considéré comme l'Antéchrist pour avoir humilié le pape jusqu'à le maintenir en captivité. Et puis les convulsions révolutionnaires de la France anticléricale –amplifiées par l'afflux incessant au Canada de prêtres français réfugiés politiques qui en détaillaient les excès avec complaisance– avaient, dans l'esprit des Canadiens, transformé *la Fille aînée de l'Église*, en *Fille aînée de Belzébuth.* Dans les deux cas[6], ce furent des troupes canadiennes-françaises qui contribuèrent à garder le Canada sous la botte britannique.

Même le fameux Jules Verne, plus romancier qu'historien, a bien compris que l'Angleterre, qui avait annulé le Test Act pour acquérir la fidélité des Canadiens, n'a pas hésité à montrer les dents et son désir de détruire la civilisation française d'Amérique du Nord, dès que tout danger fut écarté. Le romancier expliqua la raison pour laquelle, l'ogre américain étant assagi, le gouvernement colonial anglais, totalement déli-

1 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 60.

2 ●«Il ne faut désespérer de rien quand le Christ nous montre la voie.»

3 ●Benjamin Franklin, *Writings*, II, Lettre du 10 mars 1645, p. 283.

4 ●Ceci n'est qu'une figure de style ; les yorkshires ne furent hybridés qu'un siècle plus tard.

5 ●*Bataille de Châteauguay* 1813, une bataille qui permit aux Québécois de démontrer que leur valeur combative était hors pair, comme au temps de la Nouvelle-France : 300 Canadien-français et une poignée d'Indiens infligèrent une cuisante défaite à une armée américaine de 7.500 hommes.

6 ●Révolution américaine et Guerre de 1812.

vré de la peur de perdre le Canada, commença à frauder, à ne plus respecter les règles de la Démocratie, en retirant artificiellement aux Canadiens francophones leur poids politique : «Les membres du Conseil législatif, nommés à vie par la Couronne, étaient tous anglais de naissance et annihilaient complètement la Chambre d'Assemblée élue par le peuple. Sur une population de 600.000 habitants[1] [en 1837], qui comptait alors 525.000 Franco-Canadiens, les emplois appartenaient pour les trois-quarts à des fonctionnaires d'origine saxonne. Enfin, il était de nouveau question de proscrire l'usage de la langue française dans toute la colonie[2].» Ainsi parlait Jules Verne, au sujet de l'insurrection canadienne de 1837, montrant ainsi que la collaboration opportuniste avec Albion est toujours décevante et même horripilante. Comme le disait déjà le ministre Vergennes : «Les traités avec la Nation britannique ne sont que des trêves qu'elle rompra chaque fois que son intérêt ou son caprice lui paraîtront l'exiger[3].»

D'une façon générale, la collaboration des Canadiens-Français avec le gouvernement colonial anglais se fit très mal de la part du peuple, même psychologiquement jugulé et solidement harnaché par le Clergé.

♦

Les projets américains d'invasion du Canada par l'armée des Insurgents recélaient plusieurs motivations importantes. L'une d'elles, la plus cruciale, était de contrecarrer les effets de l'Acte de Québec qui agrandissait le Canada aux dépens des Treize-Colonies, et séquestrait ces colonies derrière les Appalaches, au bord de la mer, en leur ôtant le contrôle du commerce et de l'agriculture sur la plus grande partie du continent et plus particulièrement sur la vallée de l'Ohio qui avait été la pomme de discorde en Amérique durant la Guerre de Sept-Ans. Selon Trudel, les Américains craignaient que les Anglais lancent contre les colonies américaines l'armée de papistes qui avait tant fait trembler les populations anglaises du temps de la Guerre de Sept Ans[4]. Frayeur d'autant plus vive que le bruit courait que les Anglais avaient stocké au Canada d'énormes réserves de poudre ; vraisemblablement une fausse rumeur

---

1 ●600.000 habitants en 1837.

2 ●Verne, Jules, *Famille-sans-nom,* Guérin, Montréal, 1982. p. 20. Jules Verne écrivit trois romans qui se situaient au Canada : *L'île flottante* (une expédition à la dérive sur un iceberg), *Le Pays des fourrures* (inspirée par l'histoire de la Compagnie de la Baie d'Hudson) et *Famille-sans-nom,* qui évoque le drame des Canadiens-Français menacés de perdre leur identité par l'abandon de la France. En réalité, aujourd'hui, en ce début de XXI[e] siècle, le Québec semble mieux armé pour lutter contre l'assimilation américaine que la France même, et l'avenir nous confirmera sans doute que longtemps après que l'Europe en général et la France en particulier seront devenues totalement anglophones, le Québec résistera encore, comme le fameux village d'Astérix sur les marches bretonnes.

3 ●Directives de Louis Gravier de Vergennes au nom de Louis XVI. Le roi de France laissait faire. *Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 Angleterre, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965.

4 ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine*, *(1775-1783),* Les Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976.

lancée par les autorités anglaises pour dissuader de toute attaque. George Washington lui-même croyait voir dans le Canada «le plus grand magasin de munitions jamais stocké en Amérique... un objectif d'une si grande importance que ce sera folie de ne pas faire tous les efforts possibles pour atteindre ce but[1],» sans mentionner l'importance stratégique de Québec, Porte du Saint-Laurent et du vaste bassin des Grands-Lacs. La forteresse de Québec était la clé des Grands-Lacs, comme Gibraltar celle de la Méditerranée.

La politique ambigüe de Vergennes vis-à-vis de la conquête du Canada par les Américains allait placer les Français dans des situations très délicates. Cette politique fut clairement définie dans une langue diplomatique non-hermétique et non-codée, pour le seul bénéfice de l'ambassadeur de France qui remplaça Gérard, à qui Vergennes expliqua la position exacte qu'il devait suivre : «Tout ce qui empêchera la conquête de cette contrée [le Canada] entrera essentiellement dans nos vues. Mais vous sentirez vous-même, Monsieur, que cette façon de penser doit être un secret impénétrable pour les Américains. Il serait un crime qu'ils ne nous pardonneraient jamais. Il convient de les laisser dans l'illusion, de faire toutes les démarches nécessaires pour qu'ils croient que nous les partageons, et d'empêcher sans affectation les tentatives auxquelles elle pourrait les entraîner si nous sommes requis d'y coopérer[2].» C'était effectivement fort compliqué car l'*Article* 4 de l'Alliance franco-américaine obligeait les Français à participer aux conquêtes du Canada et des Provinces Maritimes. La situation était très délicate car les Français engagés à aider les Américains à conquérir le Canada au seul profit des Treize-Colonies, étaient bien décidés –non pas à les en empêcher– mais au moins à faire leur possible pour que le Canada reste anglais afin de satisfaire à l'étrange stratégie mondiale du Ministre français des Affaires étrangères.

Plus encore, dans ce désir de conquête, les Américains tenaient fort à paraître des agressés et non des agresseurs, comme ils le feront plus tard au Viet Nam, en Irak, en Afghanistan et partout ailleurs. Cette attaque contre le Canada n'était qu'une attitude défensive contre les méchants anglais qui risquaient de lâcher contre les Treize-Colonies la meute enragée des papistes francophones du Canada. Dans l'Adresse (la Proclamation) aux habitants des colonies en 1776, le Gouvernement américains posait la question : «Quand avons-nous été les agresseurs ? Nos troupes sont-elles entrées en campagne avant que les troupes gouvernementales (anglaises) aient commencé leur invasion agressive

1 ●*Secret Journals of the Acts and Proceedings of the Continental Congress*, Édition Worthington C. Ford, 31 volumes, Vol.V, p.770; et Trudel p.97.

2 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3e volume contient des documents historiques. Lettre du comte de Vergennes au chevalier de La Luzerne, du 14 octobre 1782, à Versailles.

vers Lexington et Concord ? Avons-nous pris possession ou planifié de prendre possession du Canada avant d'avoir appris que c'était l'un des points du programme gouvernemental de lâcher les Canadiens sur nos frontières[1] ?»

♦

En dépit des directives formelles du Clergé et de la condamnation des récalcitrants à la géhenne éternelle, il est important d'insister sur le fait que la masse des Canadiens resta neutre dans cette guerre, tandis que quelques milliers d'entre eux combattirent des deux côtés, les uns pour gagner une solde, les autres par idéal. Afin de sonder l'opinion publique, des espions américains vinrent se mêler à la population canadienne dans le but de pressentir à quel genre de collaboration les Insurgents pouvaient s'attendre : «Le 24 du mois dernier [juillet], par ordre du général, je suis parti pour le Canada avec 4 hommes, avec ordre de pénétrer dans le pays et de rassembler les informations que nous pourrions obtenir concernant les préparatifs militaires faits là-bas par les troupes royales, les Canadiens et les Indiens ; quelle était la situation [des places fortes] de Saint-Jean, Chambly, Montréal et Québec ; les effectifs qui défendaient chaque place ; si les Canadiens avaient l'intention de se battre contre nous ; si des renforts venaient d'arriver dans la colonie[2].»

Et le major John Brown, auteur de ces lignes continuait ainsi : «Je suis arrivé au Canada le 30 juillet 1775..., protégé par les Canadiens, lesquels, je peux vous l'assurer, sont nos amis. Sans leur protection, je serais tombé dans les mains des ennemis. Il m'est impossible de décrire la gentillesse que m'ont témoignée les Français [du Canada], de même que leur situation horripilante, alors qu'ils se trouvent menacés de destruction par les troupes du Roi [d'Angleterre] par le feu et le fer, parce qu'ils refusent de prendre les armes contre les [Treize-] Colonies... Ils s'engagent à nous ravitailler avec tout ce qui est en leur pouvoir. Les Amérindiens sont déterminés à agir en conjonction avec les Canadiens[3].» Et, prenant ses désirs pour des réalités, Brown concluait par ces mots : «Il est temps de prendre le Canada. Cela peut être réalisé très facilement et à un coût très bas ; et je suis persuadé que les Canadiens se joindront à nous. Beaucoup parmi eux font défection [des troupes royales anglaises]... Il semble que les troupes du roi ne sont pas rassurées[4].»

Un Anglais de Ticonderoga qui croyait bien connaître les Canadiens, avertit le gouverneur anglais du Connecticut en août 1775 : «Les Canadiens sont généralement armés, mais n'ont que peu de munitions ou

---

1 ●Wilson, James, *Selected Political Essays*, A.A. Knopf, New York, 1930. p.115.

2 ●Lettre du major John Brown au gouverneur Trumbull, Crown point, 14 août 1775, tirée de Peter Force, *American Archives*, publiées de 1837 à 1853, Vol. III : p. 135

3 ●Lettre du major John Brown [un espion envoyé au Canada] au Gouverneur Trumbull, Crown Point, 14 août 1775, tirée de Peter Force, *American Archives*, publiées de 1837 à 1853, Vol. III : p.p. 136

4 ●Ibidem : p.p. 136

pas du tout. Autrement, il est plus que vraisemblable qu'ils se soulèveraient pour s'opposer aux mesures actuelles[1].» Ce qui semblait minimiser la puissance de la mainmise du Clergé sur leur esprit. Leur déception et même leur désillusion ne pouvaient qu'être grandes.

La société canadienne fut, en dépit des ordres et des interdits stricts du Clergé, partagée en trois blocs inégaux : ceux qui se plièrent à la volonté des autorités ecclésiastiques, d'un côté, et les récalcitrants de l'autre formèrent deux groupes égaux. Mais l'immense majorité resta imperméable aux uns et aux autres. La réoccupation du Canada par les Français resta tout au long de cette guerre comme un espoir secret de tous les Francophones sauf des diplomates français qui ne souhaitaient pas que les Américains renoncent à l'indépendance par crainte de se retrouver seuls face aux Français.

Le général Lévis –seigneur de *petite Noblesse* mais de grande vertu et de sublimité personnelle, qui battit les Anglais sur les Plaines d'Abraham, presque sur les lieux mêmes[2] de la fameuse bataille de 1759 et dont on donna le nom à la ville voisine d'Aubigny pour célébrer le centenaire de cette victoire–, souligna l'incurie de la Royauté française à travers ses ministres : «En admettant même que M. de Maurepas n'ait point agi impolitiquement en secourant ouvertement les Américains[3], on sera toujours en droit de lui reprocher la faiblesse et le peu d'habileté qu'il montra dans la conduite de cette guerre. Il a manqué l'occasion la plus favorable de procurer à la France de magnifiques établissements dans l'ancien et le nouveau continent. Au lieu d'envoyer dans les Antilles une expédition mesquine, dont les exploits devaient nécessairement se borner à la prise d'une petite île à sucre, vraie conquête de gazette, que ne faisait-il partir pour le Canada un corps d'armée de dix ou douze mille hommes ? Cette colonie, encore toute française, se serait soulevée en notre faveur, et nous la posséderions aujourd'hui. D'un autre côté, deux ou trois vaisseaux de ligne et quelques milliers de soldats de plus dans l'Inde nous y auraient donné une supériorité décisive, et sauvé l'empire du Mysore[4].» Lévis était un soldat, un vrai, et les fanfreluches de courtisans lui seyaient peu. Et au fond, quand on sait avec quelle ingratitude le gouvernement américain traita la France dès la fin de cette guerre d'indépendance américaine, on se demande si les Français n'auraient pas mieux fait de se montrer moins désintéressés et de se réapproprier le Canada.

---

1 ●Ticonderoga (le fameux Fort-Carillon des Français) se trouve entre le Lac Champlain et le Lac George, sur les marges méridionales du Canada, dans l'État de New York. Lettre de Samuel Mott to Governor Jonathan Trumbull (ou Trumbel), Ticonderoga, 3 août 1775, tirée de Peter Force, *American Archives*, 9 vol., 1837–1853, Volume III : p.18.

2 ●Au sud-ouest des Plaines d'Abraham-Martin, du côté de Sainte-Foy.

3 ●"*Impolitiquement*" car elle encourageait la révolte de sujets contre leur souverain "de droit divin", et, au moment où ces lignes étaient écrites, avait entraîné le même processus en France.

4 ●Duc de Lévis, *Souvenirs et portraits*, 1780-1789, Chez Laurent Beaupré, Libraire, Paris, 1815. p. 15.

Quoi qu'il en fut, le Gouvernement français refusa toujours de reconquérir le Canada, en dépit des espérances de tous les Francophones et francophiles (incluant la plupart des tribus indiennes du mid-ouest.) Par contre, les Treize-Colonies américaines rêvèrent dès le départ de s'adjoindre ce peuple qui les avait fait trembler durant des siècles et qui les effrayait encore. Ils voulaient les arracher à leur alliance avec Londres, car ils savaient que cette "*priest-ridden Province*[1]" était redoutable entre les mains du Gouvernement opportuniste de l'Angleterre. Ils souhaitaient cette alliance moins par affinité que par crainte ; en dépit de toutes les réticences religieuses, pour ne pas dire *répugnances*.

Le surlendemain, de Ticonderoga[2], Ethan Allen envoya une proclamation datée du 4 juin 1775, aux Canadiens pour leur faire comprendre que les Américains n'en voulaient qu'aux Anglais et non pas «à nos valeureux et respectables amis et compatriotes, les habitants français du Canada[3].» Leur rêve était de détacher les Canadiens de la défense de cette colonie anglaise.

Au début, il n'y avait au Canada que 600 soldats –selon ce que le gouverneur Carleton avait écrit le 7 juin 1775– dispersés sur tout le parcours du fleuve[4] ; quant aux Indiens de Caughnawaga[5], ils feignaient de collaborer avec les Américains et jouaient le double jeu[6] car ils savaient que, d'un côté comme de l'autre, ils ne pouvaient en tirer que désagréments. Ces Américains qui se battaient soi disant pour la Liberté alors qu'ils possédaient des esclaves noirs et amérindiens, ne leur inspiraient aucune confiance.

Les Anglais plus habiles dans l'Art du Double-Jeu, faisaient circuler des rumeurs fallacieuses selon lesquelles l'Angleterre envisageait de rendre le Canada à la France. Cette *désinformation* était destinée à terroriser les Américains et les milieux diplomatiques en jetant le doute sur le désintéressement incompréhensible que la France affichait[7]. Dans une lettre[8] de Benedict Arnold au Congrès de New York, ce dernier écri-

1 ●L'expression péjorative *priest-ridden province* (Province gouvernée par les prêtres) pour désigner le Québec, fut lancée au siècle suivant par les mouvements anglais xénophobes pour dénigrer la société québécois. En 1843, Mgr Bourget, évêque de Montréal, écrivait : «Notre religion, c'est notre première distinction nationale, en même temps qu'elle est la base de nos institutions. C'est parce que nous sommes catholiques que nous sommes une nation en ce coin d'Amérique.» [Cité par Roy, Paul-Émile, Article : *Les Québécois et leur héritage religieux,* Revue mensuelle d'Histoire intellectuelle et culturelle de l'Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario.]

2 ●Évoqué plus haut. *Fort-Ticondéroga* est l'ancien *Fort-Carillon* des Français, dans l'État actuel de New York.

3 Journals of the Prov. Cong. of NY, II, p. 26, datée du 4 juin 1775.

4 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine, (1775-1783),* Les Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976, p. 89, tiré de *Papiers d'État*, APC (*Archives Publiques du Canada*), Q.I. p. 184

5 ●Aujourd'hui la réserve de *Kanawaké,*, enclave dans l'agglomération montréalaise.

6 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine*, *(1775-1783),* Les Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 89.

7 ●De Witt, Henri, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861.

8 ●Citée par Trudel, Marcel, *La Révolution américaine*, *(1775-1783),* Les Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 92

vait que les colonies américaines, en général, étaient «également menacées par le Canada, que ce dernier restât aux mains de la Grande-Bretagne, sous la forme actuelle de gouvernement, ou qu'il fût rendu à la France, ce que plusieurs soupçonnent le ministre anglais de vouloir faire.» Le post-scriptum d'Arnold qui se préparait à envahir le Canada par le lac Champlain apprenait qu'il tenait cette rumeur d'un marchand anglais nommé Hay de passage à Crown Point[1]. Cette désinformation atteignit la France, et Vergennes, ministre des Affaires étrangères de Louis XVI écrivit en août 1775 que le Gouvernement anglais se trompe lourdement «s'il se persuade que nous regrettons autant le Canada qu'il peut se repentir d'en avoir fait l'acquisition[2].» Le Canada, pomme de discorde, devenait une espèce de "*patate trop chaude* que tout le monde voulait se refiler ou faire semblant."

Afin d'attirer dans son camp les Français du Canada, le Congrès américain décida de subventionner ─avec les fonds empruntés à la France─ la levée de deux régiments canadiens-français de 1.000 hommes chacun. L'enthousiasme pour se battre **contre** l'Angleterre fut à peine supérieur à celui de se battre **pour** ; les deux *régiments* ne furent que de modestes *bataillons*. Ainsi, le 29 novembre 1777, un Comité spécial du Congrès invita encore une fois le Canada à se joindre aux États-Unis, dans une lettre rédigée en français[3]. Le même Comité proposa de créer une *Légion française* composée d'une brigade (deux régiments de volontaires canadiens) qui lutterait aussi afin que le Canada se joigne à l'Union comme 14e État. Pour encourager le volontariat, on promettait un grade à celui qui recruterait des combattants : «avec 3 recrues, le recruteur devenait caporal ; avec 5, il montait à sergent ; avec 15 il passait enseigne ; avec 30 sous-lieutenant[4].» Le Comité avait, sans le savoir, inventé avant l'heure la fameuse méthode pyramidale !

Ainsi furent créés les deux régiments francophones (les deux bataillons !) évoqués plus haut. Grâce à leur potentiel de recrutement et à leur connaissance de la langue anglaise[5], ce furent deux marchands américains établis au Canada qui purent s'offrir les grades les plus élevés. Le commandement du premier régiment échut à Livingston et le second à Moses Hazen. Adorné du grade de colonel, Hazen retourna à Montréal et poursuivit le recrutement en offrant une prime de 40 livres à ceux qui s'enrôlaient, rallongée d'une solde mensuelle. Ainsi, aux côtés

---

1 ●*Crown Point* est l'ancien fort français de *Pointe-à-la-Chevelure,* qui défendait les marches méridionales de la Nouvelle-France.

2 ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique, Correspondance diplomatique et documents*, Paris, 1886-1892. 5 volumes. I, p. 120 Lettre du 7 août 1775.

3 ●*Secret Journals of the Continental Congres*, I, p. 452

4 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 131

5 ●À cette époque, 95% des Canadiens ne parlaient pas l'anglais. Aujourd'hui, en 2015, 60% des Québécois sont bilingues (français-anglais), mais 40% ne parlent pas encore la deuxième langue officielle du Canada. Dans les provinces anglophones, le pourcentage des unilingues anglais est plus important encore.

des nombreux volontaires français qui combattirent dans les rangs des Américains, ces deux régiments canadiens-français allèrent aussi se joindre à eux dans l'armée américaine : le *Congress Own Regiment* commandé par Moses Hazen et Clément Gosselin[1], et le *Régiment de James Livingston*, un marchand écossais vivant au Canada depuis 1744. Selon le Journal[2] de François Baby, Gabriel Elzéar Tachereau et Jenkins Williams (des pro-Anglais), 747 Canadiens[3] prirent les armes pour soutenir les Américains au tout début du conflit, soit deux ans avant l'arrivée de Lafayette en 1777. Le régiment de Livingston participa à la bataille de Saratoga et combattit à West Point la traîtrise de Benedict Arnold[4], en 1780. Le Régiment de Hazen participa au siège de Québec défendu par des soldats canadiens-français. Après l'échec de l'attaque désespérée de Montgomery contre la ville, le 31 décembre 1775, on envoya Hazen et Edward Antill[5], auprès du second Congrès continental de Philadelphie, porter la nouvelle de la mort de Montgomery et demander des renforts.

À la fin du mois de mars 1776, Hazen prit le commandement de la garnison de Montréal ; il reçut aussi la mission de surveiller une ligne de retraite pour les Américains le long de la vallée du Richelieu et du Lac-Champlain pour le cas où la conquête du Canada ne réussirait pas. C'est pourquoi il mit en état de défense les forts de Saint-Jean et de Chambly dans la vallée du Richelieu. Son régiment renforcé de recrues demeura une unité combattante pendant tout le cours de cette guerre américaine. En septembre 1778, Hazen lança une nouvelle campagne pour une invasion du Canada, et, l'année suivante, son régiment francophone construisit une route, dans cette éventualité, aujourd'hui appelée Bayley-Hazen Road, à travers le nord-est du Vermont et en direction de la Baie de Missisquoi, mais la seconde invasion ne se produisit jamais.

En juin 1783, à l'issue de la guerre, les soldats canadiens furent purement et simplement licenciés par le Congrès. Démobilisés, ils rejoignirent leurs familles dans des camps de réfugiés d'Albany et de Fishkill, dans la colonie de New York, où ils reçurent en tout et pour toute gratitude quelques rations du Congrès continental. Offensé par cette ingrati-

1 •*Moses Hazen* était un marchand ; il devint propriétaire foncier, seigneur puis officier car dans l'Armée britannique les charges d'officier s'achetaient. Il naquit le 1er juin 1733 à Haverhill, Massachusetts ; le 5 décembre 1770, il épousa à Montréal Charlotte de La Saussaye. Moses Hazen essaya d'abord de se joindre à l'armée anglaise de Carleton mais celui-ci le refusa, sachant qu'il avait d'abord parlé aux envahisseurs américains. Il se joignit alors à ces derniers. *Clément Gosselin* (1747-1816) était un capitaine dans son régiment. Il combattit à de nombreux endroits dont à Yorktown où il fut blessé.

2 •Baby, François, Gabriel Elzéar Tachereau et Jenkins Williams, *Journal de 1776*, Publié par Aegidius Fauteux, Québec 1929.

3 •Et non pas les 2.000 initialement prévus.

4 •Benedict Arnold était un officier américain qui, défavorisé dans son avancement hiérarchique par le Congrès américain, se vengea de l'injustice en passant dans l'armée anglaise. Il avait auparavant accepté de livrer Fort Clinton de West-Point aux Anglais mais le projet fut éventé lorsque l'officier anglais John Andre fut capturé avec les documents compromettants. Arnold réussit à se sauver en passant aux Anglais mais Andre fut pendu par les autorités américaines.

5 •Des Américain qui vivaient à Québec et qui en avaient été expulsés par le gouverneur anglais Carleton.

tude[1], Hazen livra un combat de tous les instants contre le Congrès afin d'obtenir quelque compensation pour ses dépenses occasionnées par le recrutement et l'entretien de son régiment. L'indifférence du Congrès continental américain à l'égard des survivants canadiens-français qui avaient combattu pour l'indépendance de leur pays, n'eut d'égal que le manque de reconnaissance du même Congrès pour la France qui avait aidé les Révolutionnaires à s'affranchir sans rien réclamer en contrepartie. Il n'y eut même pas un simple merci[2] quand George Washington donna congé à l'Armée française à la fin de la guerre. Par contre, en 1783, tombèrent les représailles du Gouvernement anglais contre les Canadiens : les biens de Hazen au Canada furent confisqués.

♦

Mais pourquoi donc la France n'a-t-elle pas profité de ce qu'elle avait mis l'Angleterre à genoux pour récupérer une partie notable de sa Nouvelle-France : le Canada ? Certes, elle aurait pu facilement le faire. Mais un projet stratégique supérieur ─ou qui se considérait comme tel─ contrecarra ce dessein.

On ressentait encore les effets toxiques de Louis XV et surtout de sa maîtresse, Madame de Pompadour, dont Choiseul était l'une des créatures[3]. Rappelons la description brossée par Solnon : «Une "grisette" dirige la cour, décide du choix des Ministres, commande aux Armées, oriente la Diplomatie. Ses châteaux et ses fêtes ruinent le royaume, elle vend des régiments et des postes de fermiers généraux. Son désir d'amasser est insatiable[4].»

Sous Louis XVI, même si Choiseul n'était plus en Cour, sa politique perdurait à travers Vergennes. L'abandon du Canada à l'Angleterre était déjà la politique de ce grand inspirateur de la politique française durant la Guerre de Sept Ans. Vergennes se contenta de singer cette stratégie ténébreuse et amphigourique, et, à travers le ministre, ce fut aussi le choix du roi Louis XVI. Choiseul, si machiavélique qu'il s'embrouillait lui-même, peut certainement être considéré comme l'acteur le plus important dans l'abaissement de la France qui commença à cette époque de grandeur culturelle et de décadence politique, entre Louis XV et la Révolution.

En dépit des désastres de la Guerre de Sept Ans, Vergennes s'obstina à toujours poursuivre «la politique étrangère de Choiseul. La

---

1 ●Ingratitude envers les anciens combattants qui est devenue une solide tradition aux États-Unis, si l'on en croit les dizaines de milliers de vétérans *sans domicile fixe* qui encombrent les rues de ce pays après les guerres d'Irak et d'Afghanistan ainsi que les 22 suicides quotidiens au sein de ces soldats désormais inutiles. À un moment ou à un autre de leur vie, la moitié des anciens combattants d'Irak et d'Afghanistan furent SDF. [source CBS]

2 ●Schiff, Stacy, *A Great Improvisation* : *Franklin, France and the Birth of America*, Henry Holt & Co., New York, 2005. p.411.

3 ●Étienne-François, comte de Choiseul puis duc de Choiseul-Stainville, né en 1719 à Nancy et mort en 1785, fut le premier ministre officieux de Louis XV entre 1758 et 1770.

4 ●Solnon, Jean-François, *La Cour de France*, Fayard, 1987, p. 521.

continuité de la politique française était ainsi assurée[1]. La renonciation au Canada en faisait partie, de même aussi la garantie du Canada à l'Angleterre[2].» Tout en passant pour un grand ennemi de l'Angleterre, Choiseul aurait pu être à la solde des lobbies anglais qu'il n'aurait pas mieux précipité le déclin de la France, comme le fit aussi Charles Robert Godeheu de Zaimont dans les Indes françaises.

Selon la géopolitique de ce théoricien extravagant et même loufoque (comme le sont aujourd'hui certains pseudo-raisonneurs de la gamme de Bernard-Henri Lévy), la France se devait de renoncer à tout avantage, et si, cette fois, elle ne combattit pas pour le roi de Prusse, ce fut pour les États-Unis et pour l'Angleterre. À l'occasion des négociations concernant cette Alliance franco-américaine, le Congrès continental n'offrit pas le moindre avantage à la France, laquelle n'exigea absolument *rien* pour elle-même, et s'engagea par l'Article 6 à ne *rien* acquérir sur le continent nord-américain : «*Le Roi Très-Chrétien renonce à posséder jamais les Bermudes ni aucune des parties du Continent de l'Amérique du Nord septentrionale, qui, avant le Traité de Paris* [de 1763] *ou en vertu de ce traité, ont été reconnues appartenir à la Couronne de la Grande-Bretagne*[3].» Donc, par ce traité, la France renonçait définitivement au Canada et à ses habitants. Elle les abandonnait inexorablement pour calmer l'anxiété des États-Unis, comme elle avait abandonné les Acadiens, et les Terre-Neuviens au début du même XVIII[e] siècle pour soudoyer les Anglais[4]. Jamais au grand jamais, politique ne fut plus suicidaire pour une nation dont les politiciens semblaient à cette époque aussi déraisonnables que ceux d'aujourd'hui. La France autorisait par ailleurs les États-Unis –sans rien faciliter pourtant– à faire la conquête du Canada. Tout compte fait, les Français préféraient que ce soient les USA qui annexent le Canada plutôt que de voir les Treize-Colonies rester au sein de l'Empire anglais.

La lettre secrète du 30 octobre 1778, du comte de Vergennes au comte de Montmorin, écrite à Versailles, explique clairement la stratégie insensée de la France : «Nous ne demandons l'indépendance que pour les treize États de l'Amérique qui seront unis entre eux, sans y comprendre aucune des autres possessions anglaises qui n'ont point participé à leur insurrection. Nous ne désirons pas, à beaucoup près, que la nouvelle République qui s'élève, demeure maîtresse exclusive de tout cet immense continent. Bientôt, [la République américaine] suffisant seule à ses besoins, les autres nations seraient dans le cas de compter avec elle,

1 ●Nous dit, peut-être avec un brin d'ironie, le grand historien canadien Marcel Trudel, *La Révolution américaine*, *(1775-1783),* Les Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976.

2 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine* (1775-1783), Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 170.

3 ●Ibidem. p. 165.

4 ●Voir au sujet de ce pot-de-vin *L'Histoire des relations diplomatiques franco-anglaises durant la Guerre de Succession d'Espagne,* par Jean-Claude Castex, Les Éditions P-O., Vancouver, 2010.

parce que, pouvant se passer de toutes, *elle leur ferait très certainement une loi très dure*[1]. L'esprit dominant dans cette République est, suivant mes notions, *l'esprit mercantile*. Ce n'est pas un mal qu'il règne : il n'en sera que moins dangereux pour ses voisins. Suivant ce que M. Gérard me mande, il faudra bien du temps, et même des siècles, pour que cette nouvelle République prenne une consistance qui la mette en état de jouer un rôle extérieur. *Néanmoins, il n'en est pas moins intéressant que les Anglais demeurent maîtres du Canada et de la Nouvelle-Écosse. Ils feront la jalousie de ce peuple*, qui pourrait bien se retourner ailleurs, et *de lui faire sentir la nécessité d'avoir des garants, des alliés et des protecteurs*[2].» Et qui seraient ces "Alliés" et ces "Protecteurs" ? Je vous le donne en mille ! Les Français bien sûr [3]!

Ainsi donc, cette curieuse politique de la France reposait sur le concept selon lequel : 1) L'Angleterre devait absolument être détachée de ses Treize-Colonies, lesquelles allaient à la longue devenir très puissantes, et permettre à l'Angleterre —si elle gardait son Empire— de tyranniser l'Europe. 2) Afin que les Treize-Colonies —qui avaient l'esprit aussi *mercantile* que l'Angleterre—, ne finissent pas elles-mêmes par tyranniser le monde, le Canada devait rester anglais non seulement pour empêcher les États-Unis de devenir "continentaux", donc trop puissants, mais afin de garder un chien de garde jaloux [l'Angleterre] qui les surveillerait, et qui forcerait les États-Unis à conserver une alliance défensive avec la France, pendant longtemps encore.

Quant à l'Espagne, alliée peu active de la France pour diverses raison parfaitement justifiées[4], elle se laissa vite convaincre du plan français, car ainsi les États-Unis étaient entièrement jugulés par le sud (partie de la Floride espagnole), par l'Ouest (la Louisiane était espagnole depuis la Guerre de Sept-Ans), et par le Nord (le Canada et la Nouvelle-Écosse qui étaient abandonnés à l'Angleterre).

Par cette stratégie qui consistait à laisser le Canada à l'Angleterre et la Floride à l'Espagne «les Américains seront contenus au-delà du

---

1 ●En fait, il ne fallut qu'à peine plus de 89 ans pour que la population des États-Unis dépasse celle de la France. Ce fut en 1870. Et en 1875, les États-Unis dépassaient l'Allemagne.

2 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3[ème] volume contient des documents historiques. Cet important document est la lettre de Vergennes à Montmorin, écrite le 17 oct 1778. Vol. III, p. 310-311. Les segments en italique n'étaient pas mis en évidence dans le texte original.

3●Les Anglais suivirent une stratégie similaire lorsqu'ils créèrent de minuscules États qui regorgeaient de précieux pétrole (Koweït, Abou Dhabi, Ajman, Dubaï, Brunei,... et même Arabie, grande en étendue mais faible en population). Ils devenaient ainsi les "protecteurs" de cette énergie. Lorsque l'Angleterre devint une simple État auxiliaire des États-Unis, ce furent les Américains qui jouèrent ce rôle de grand frère.

4 ●Entre autres raisons, l'Espagne admettait mal que des sujets se révoltent contre leur roi, craignait que ces nouveaux États-Unis donnent le mauvais exemple à leurs propres colonies, et, en outre, redoutait de voir ce pays indépendant devenir trop puissants au point de mettre son empire en péril ; ce fut d'ailleurs le cas.

nécessaire pour les empêcher de devenir entreprenants et incommodes à leurs voisins[1].»

Cette curieuse politique d'équilibre nord-américain était, nous l'avons dit, inspirée par le vieux Choiseul qui, sans être consulté, continuait d'influencer la politique extérieure de la France dans sa spirale de déclin[2]. Selon lui, la France ne devait conserver que les pêcheries de Terre-Neuve : «J'ai voulu me rendre compte de ce que je conseillerais au Roi s'il me consultait sur la position de ses affaires… Je ne connais au Roi qu'un allié à qui il doive communiquer ses déterminations secrètes, l'Espagne, car les États[-Unis] d'Amérique doivent selon moi être regardés comme un moyen pour parvenir aux vues que l'on peut avoir contre l'Angleterre plutôt que comme alliés… Je crois qu'il convient à la France de n'avoir en Amérique que des îles et de n'en avoir que ce qui est proportion à la possibilité de la défense et au commerce de son royaume…»

Il se fait, «dans cette partie, une pêche de la morue, qui rapporte au royaume environ 20 millions de livres par an et qui en rapporterait encore davantage si les pêcheurs de la France n'avaient pas chaque année plus ou moins à craindre des avanies de la part des Anglais, soit dans leur pêche, soit dans les sécheries qui auraient été spécialement réservées sur Terre-Neuve aux Français dans l'Article du Traité d'Utrecht, par lequel la France cédait à l'Angleterre l'île de Terre-Neuve ; chaque année de paix, l'Angleterre envoie des vaisseaux de guerre à Terre-Neuve pour protéger la pêche anglaise et dominer la pêche de la nation française ; ces vaisseaux ont des ports qui leur servent d'abris et de points de réunion ; la France ne peut pas envoyer de vaisseaux dans cette partie, n'y ayant pas de ports, de sorte que les pêcheurs français sont à la merci des forces anglaises. Il survient des rixes entre les pêcheurs, des vexations ; un objet de cupidité en entraîne toujours. Pendant la paix, on porte les plaintes à la cour d'Angleterre. Les vérifications de ces plaintes se font avec lenteur. Il résulte toujours de ces vérifications que le Français a tort et, comme on ne se détermine pas à faire la guerre pour un point qui paraît peu intéressant dans le moment, pour me servir d'une expression triviale mais assez appropriée au sujet, de guerre lasse on abandonne la discussion, et le commerçant qui a souffert de l'avanie et à qui l'on n'a pas rendu justice est dégoûté et n'envoie plus à la pêche» De ce fait, Choiseul ne recommande que la récupération de Terre-Neuve et de l'Île Royale[3], unique-

---

1 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3e volume contient des documents historiques. Lettre de Vergennes à Montmorin, le 2 nov. 1778. Vol. III, p. 312.

2 ●*Mémoires du duc de Choiseul*, 1719-1785, Librairie Plon-Nourrit et Cie, Paris, 1904. *Plan de campagne contre l'Angleterre rédigé vers 1778-1779*, pp. 427-431.

3 ●L'Île Royale –aujourd'hui l'Île du Cap-Breton--- avait l'excellente rade de Louisbourg, dont la forteresse avait été démolie et dont les pierres de taille avaient servi à construire les fortifications d'Halifax. Mais cette rade, ou une autre, aurait pu facilement être remise en état de défense.

ment dans le but d'abriter une escadre destinée à protéger les pêcheurs français de Terre-Neuve.

Quand on évoque cette stratégie amphigourique et filandreuse du vieux Choiseul[1], réchauffée par Vergennes dans les salons flamboyants de Versailles, qui entraîna l'abandon des peuples français d'Amérique du Nord, on ne peut s'empêcher de penser à tous ces Acadiens, à tous ces Canadiens, à tous ces Terreneuviens, à tous ces Louisianais, à tous ces Indiens de Pontiac qui offrirent leur vie durant des siècles pour cette chère France, si généreuse à l'égard de sa Noblesse égoïste et de son Clergé parasitaire, et si ingrate pour les autres.

Ainsi donc, on peut aligner les quelques hypothèses suivantes :

● Si, ***avant*** la Guerre d'Indépendance, la France avait déclaré souhaiter récupérer le Canada, les Treize-Colonies auraient pris peur, auraient refusé de se séparer de l'Angleterre afin de combattre la France par crainte. De ce fait, l'Angleterre, grossie des Treize-Colonies, serait en moins de 90 ans[2] devenue le plus puissant pays du monde qui aurait tyrannisé l'Europe et spécialement la France, alors la grande concurrente économique de l'Angleterre.

● Si la France avait déclaré, ***pendant*** la Guerre d'Indépendance, vouloir envahir le Canada pour son propre compte, violant ainsi le Traité d'Alliance franco-américaine, les États-Unis auraient tenté d'empêcher l'invasion et se seraient rapprochés de l'Angleterre, pour créer une coalition ou une alliance défensive contre la France. Ce que ne voulait pas le Gouvernement français.

● Si la France avait aidé les États-Unis à conquérir le Canada –ce que souhaitaient profondément les États-Unis et que les diplomates français n'osaient pas officiellement refuser–, les États-Unis seraient finalement devenus un pays continental, gigantesque et surpuissant, ce que ne voulait pas la France.

● Si la France tergiversait pour aider les États-Unis (comme cela fut fait) à conquérir le Canada, les Américains, insuffisamment puissants, échoueraient dans leur tentative. Ainsi, le Canada resterait aux mains de l'Angleterre qui conserverait un rôle menaçant, perché sur la tête des États-Unis, et qui limiterait par jalousie les velléités d'expansion des États-Unis. Tandis que la France pourrait rester l'alliée des Américains, désireux de conserver son amitié et sa protection face à l'Angleterre.

---

1 ●Au moment où Vergennes écrivit cette lettre, Choiseul (1719-1785) n'avait que 59 ans, âge vénérable à cette époque où la longévité humaine n'atteignait pas 40 ans. Il mourut 7 ans plus tard, après avoir réduit à néant le 1er empire français en Amérique du Nord. Curieusement, de nombreuses rues portent le nom de Choiseul en France et, paradoxalement, un lac au Québec. Son œuvre, le Traité de Paris qui mit fin à la Guerre de Sept Ans « marque le début d'un déclin plus que bi-séculaire de la France, du moins du point de vue de la puissance » [Emmanuel Le Roy Ladurie]

2 ●Ce fut effectivement en 1870 que les États-Unis atteignirent la population de la France (38 millions à l'époque). L'Allemagne (40 millions) réunifiée par Bismarck venait juste de dépasser la France qui piétinait à 38 millions. En 1900, les États-Unis atteignirent le double de la population française (76 millions) ; en 1930 le triple ; en 1960 le quadruple ; et en l'an 2000 le quintuple.

Cette menace intimidante permanente de l'Angleterre sur les États-Unis indépendants, qui nous paraît aujourd'hui si dérisoire en observant le gouvernement anglais toujours soucieux de plaire servilement à Washington pour garder son amitié, pénétrait vraisemblablement aussi l'esprit des diplomates anglais, puisque Georges III, avait écrit à lord North en 1778 (comme précédemment mentionné), alors que l'intervention directe de la France commençait à laisser poindre pour l'Angleterre la perte de son empire nord-américain : «Je n'accepterai jamais que, dans quelque traité que ce fut, soit mentionné un seul mot du Canada, de la Nouvelle-Écosse ou des Florides, car c'est par elles que nous sommes capables de garder une certaine frayeur sur les colonies abandonnées, dans lesquelles d'importantes garnisons doivent être gardées en permanence[1].» Cette affirmation désespérée venait d'un roi dévoré par la peur de voir son règne terni par la perte de son Empire nord-américain. Georges III avait signé le Traité de Paris (1763) qui avait marqué l'apogée de son règne, et 20 ans plus tard il allait signer un autre Traité de Paris (1783) qui le plongerait dans le désespoir le plus ignominieux, désespoir qui le rendra dément au soir de sa vie. Mais la Providence allait le maintenir sur son trône jusqu'en 1820 et ainsi il aurait le bonheur de voir sa vengeance accomplie par la chute de Napoléon, même si les Russes, les Prussiens et les Autrichiens allaient être les principaux fossoyeurs du Premier Empire français et de sa Grande Armée, tandis que les Anglais s'attarderaient aussi longtemps que possible en Espagne, au Portugal et en Sicile, c'est à dire loin des principaux théâtres d'opérations de Napoléon[2].

Quoi qu'il en fut, pour en revenir aux hypothèses stratégiques en Amérique du Nord mentionnées plus haut, ce fut en quelque sorte la dernière assomption qui se réalisa, *en partie,* car les États-Unis devinrent si puissants qu'ils imposèrent très vite leurs moindres volontés à l'Angleterre, laquelle finit par devenir leur alliée soumise et inconditionnelle[3].

Tout au long de cette Guerre d'Indépendance américaine, les Anglais usèrent et abusèrent donc de la phobie des Américains de voir la France réoccuper le Canada pour terroriser les Treize-Colonies et les inciter à renoncer à leur indépendance. Dans ce but, ils lancèrent d'inces-

---

1 ●*Letters of William Lee, Sheriff and Alderman of London, Commercial Agent of the Continental Congress in France, and Minister to the Courts of Vienna and Berlin, 1766-1783*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, Historical Printing Club, Brooklyn NY, 1891. Vol.II, p. 405 note au bas de la page. Lettre du 26 mars 1778 du roi Georges III à lord North. "I will never consent that in any treaty that may be concluded, a single word be mentioned concerning Canada, Nova Scotia, or the Floridas, which are colonies belonging to this country; and the more they are kept unlike the other colonies the better, for it is by them we are able to keep a certain awe over the abandoned colonies, where good garrisons must be continually kept."

2 ●Comme le firent les Américains durant la Seconde Guerre mondiale (ils débarquèrent en Afrique du Nord), laissant aux Russes le rôle de briser la Wehrmacht, en dépit des demandes réitérées de Staline pour que les Américains ouvrent un deuxième front sur la façade Atlantique. Finalement ce fut la crainte de voir l'Europe occidentale soviétisée, comme l'Europe orientale, qui força les Américains à ouvrir ce fameux front.

3.●Comme mentionné plus haut, les États-Unis dépassèrent démographiquement la France en 1870 (90 ans plus tard, seulement), après quelques velléités de reconquête (voir les quatre défaites anglaises de La Nouvelle-Orléans en 1815), et de vengeance (incendie de Washington) de la part de l'Angleterre.

santes fausses rumeurs selon lesquelles, la France se préparait secrètement à mettre la main sur le Canada. Cette désinformation remplissait d'espoir les Canadiens et les Indiens du Mid-Ouest. L'objectif de cette fausse rumeur était d'effrayer les Américains et de les induire à ne pas rompre le lien colonial avec l'Angleterre, et en même temps de créer la suspicion à l'égard de la France. Selon l'ambassadeur de France à Washington, l'Alsacien Conrad Gérard : «Les Anglais d'ailleurs s'efforçaient d'entretenir leurs anciennes haines contre le nom français. Leur manège a été, constamment en Amérique, de nous rendre suspects et en Europe de nous inspirer des défiances. Les avantages qu'ils offraient en Europe au ministère du Roi, ils les présentaient ici comme assurés par des conventions formelles. Ils ont affirmé que le Canada était cédé au Roi [de France] pour prix de ses complaisances et que nous n'avions traité avec les Américains qu'afin de faire durer la guerre, pour obtenir des concessions amiables de l'Angleterre. Les chefs, Monseigneur, paraissent ne s'être jamais livrés à une illusion aussi grossière ; mais des esprits soupçonneux, habitués à la politique avide et injuste des Anglais, conservaient des défiances. Plusieurs personnages considérables m'en parlent avec franchise[1].» Ainsi agissaient *perfidement* les agents d'*Albion*.

À l'annonce de l'alliance franco-américaine, qui impliquait l'entrée en guerre de l'ancienne mère-patrie des Canadiens-Français, de nombreux Américains crurent que les Canadiens allaient être séduits par une union canado-américaine. La nouvelle fut propagée au Canada afin d'influencer les Canadiens qui, à leur corps défendant, ne pouvaient chasser de leur esprit les siècles d'horrible guerre avec leurs voisins du sud, quand les "*Bostonnais*" et les "*Yangais*[2]" poussaient des bandes d'Iroquois à lancer de cruels coups de mains contre les villages français du Canada. Les Canadiens répliquaient en lançant des raids de représailles, dans lesquels ils accompagnaient, eux, des Indiens francophiles. Durant cette Guerre d'Indépendance, les Américains souhaitaient influencer favorablement les Canadiens et aussi les Indiens, lesquels, poussés par l'Angleterre, dévastaient inexorablement les régions frontalières des Treize-Colonies[3].

Lorsque Monsieur de Vergennes avait remis à Conrad Gérard, premier "Ambassadeur non-officiel" de France, le 29 mars 1778, son *Mémoire au Sieur Gérard*, Secrétaire d'État, qui allait résider au nom du roi de France auprès du Congrès continental : «L'Indépendance de l'Amérique Septentrionale [les États-Unis] et son union [politique] permanente

---

1 •Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), à Philadelphie le 25 juillet 1778. *Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p.178

2 •Du temps de la Nouvelles-France le mot Bostonnais ou Bostonien désignait "les Anglais." Les Indiens francophiles désignaient les Anglais plutôt sous le nom de "les Yangais" qui donna le mot "Yankee."

3 •Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 181.

avec la France, ont été le but principal du Roi [de France], et c'est pour s'assurer l'un et l'autre que Sa Majesté s'est portée aux stipulations éventuelles renfermées dans ce traité d'alliance, et que *dans le traité de commerce elle ne s'est assurée d'aucun avantage exclusif*… Il est essentiel que le Sieur Gérard pénètre le Congrès de cette vérité, et qu'il le prémunisse par-là contre toutes les suggestions que les Anglais pourraient lui faire pour porter le Congrès Continental à une paix séparée[1].»

Et Vergennes continue imperturbablement, au sujet du fameux Article IV : «Les députés du Congrès ont proposé au Roi [de France] de prendre l'engagement de favoriser la conquête que les Américains entreprendraient du Canada, de la Nouvelle Écosse et des Florides[2], et il y a lieu de croire que le projet tient fort à cœur au Congrès. Mais le Roi a considéré que *la possession de ces trois contrées, ou au moins du Canada, par l'Angleterre, serait un principe utile d'inquiétude et de vigilance pour les Américains, qu'il leur fera sentir davantage le besoin qu'ils ont de l'amitié et de l'alliance du Roi* [de France], et qu'il n'est pas de son intérêt de les détruire. D'après cela, Sa Majesté pense qu'elle ne doit prendre aucun engagement relativement à la Conquête dont il s'agit. Cependant si le Congrès en fait l'ouverture, ainsi qu'il est à présumer, le Sieur Gérard répondra que le Roi se prêtera toujours avec empressement à tout ce qui pourra convenir aux États-Unis, et qu'il concourra volontiers à l'effectuation de leur plan de conquête autant que les circonstances pourront le permettre ; mais que l'incertitude et la variabilité de ces circonstances ne lui permettent point d'en prendre l'engagement formel. Tel est le principe que le Roi a adopté par rapport à cet objet ; et l'intention de Sa Majesté est que le Sieur Gérard le prenne pour base de ses Insinuations et de son Langage. Si cependant le Congrès devenait trop pressant et que le Sieur Gérard jugeât que le Roi ne pourrait refuser de coopérer à ses vues sans faire soupçonner sa bonne volonté et la droiture de ses intentions, il pourra, dans ce cas, condescendre à leurs désirs ; mais en leur faisant entendre toutefois que la conquête qu'il s'agira de faire, ne devra pas être une condition essentielle de la prochaine paix. Le Sieur Gérard sentira de lui-même que cette dernière insinuation devra être faite avec assez de dextérité pour qu'elle n'indispose point le Congrès[3]. Approuvé ce 29 mars 1778.»

---

1 ●Toujours Vergennes à La Luzerne. Les Américains se laisseront tenter de violer cette clause en négociant avec les Français dans le dos des Français, en contravention du Traité d'Alliance franco-américain.

2 ●L'actuel État de Floride était alors coupé en deux par une ligne qui séparait la Floride espagnole ou orientale (la péninsule floridienne) de la Floride anglaise ou occidentale (l'actuelle région continentale appelée panhandle (manche de casserole) dans laquelle se trouve la capitale Tallahassee.) La limite nord-sud entre les deux Florides passait justement dans la région de Tallahassee. Les Anglais s'étaient installés en Floride à la fin de la Guerre de Sept Ans (1763), en échange de La Havane. Les Espagnols récupérèrent leur territoire vingt ans plus tard en 1783 à l'issue de la Guerre d'Indépendance américaine.

3 ●La longue lettre de M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères à Versailles) à Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France), du 29 mars 1778, intitulée MÉMOIRE POUR SERVIR D'INSTRUCTION AU SIEUR GÉRARD, SECRÉTAIRE D'ÉTAT ALLANT RÉSIDER DE LA PART DU ROI [DE FRANCE] AUPRÈS DU CONGRÈS GÉNÉRAL DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE. Tirée de *Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French*

Comment imaginer que l'ambassadeur de France ait pu posséder "assez de dextérité" verbale –selon l'expression de Vergennes–, pour que les Américains ne se soient pas rendus compte, à la longue, que Conrad Gérard jouait le double jeu. Comprenant que les Français avaient un projet secret, les Américains en vinrent à douter de leur bonne foi et de leur honnêteté. Le projet secret était, selon leurs craintes, de s'emparer du Canada et de le réintégrer dans l'Empire français. C'est ce qui apparaît dans cette lettre de George Washington au Président du Congrès Continental[1] Henry Laurens. Cet envoi comportait une lettre officielle qui pouvait être montrée aux Français, et une lettre secrète que voici[2] : «Frederickburgh, le 14 novembre 1778. Dear Sir, Cet envoi est accompagné d'une lettre officielle concernant l'expédition proposée contre le Canada... Je ne suis vraiment pas sans appréhensions… J'ai une objection à cela, dont je ne parle pas dans la lettre publique... C'est que, introduire un important corps de troupes de Français au Canada, et les mettre en possession de la capitale de cette province qui leur est attachée par tous les liens du sang, des coutumes, des usages, de la religion et des anciens liens de gouvernement, créerait, je le crains, une tentation trop puissante pour qu'une force motivée par l'intérêt national puisse y résister[3]. Imaginons un instant les avantages frappants que la France retirerait de la possession du Canada.» Et là, le Président énumère les avantages commerciaux que pourrait retirer la France, monopolisation du commerce, indépendance par rapport aux autres. Supposons, dit-il, que l'Armée française occupe le Canada et tienne le pays «comme garantie et caution de sécurité pour la dette due à la France par les États-Unis.» Que nous resterait-il sinon «le ressentiment, les reproches et la soumission[4].» Et George Washington se demandait très honnêtement comment la France pouvait être capable de jouer un rôle aussi désintéressé : «Je suis

---

Minister to the United States with the Comte de Vergennes, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. pp.128-129. Ce texte capital pour comprendre le comportement insolite de la France se retrouve aussi, bien entendu, dans le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, XXV 2 ANGLETERRE, Tome Troisième (1698-1791), avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Editions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965.

1 ●Laurens était président du Congrès depuis le 1er novembre 1777.

2 ●Lettre de George Washington à Henry Laurens, 14 novembre 1778. *The Writings of George Washington*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, G.P. Putnam's Sons, The Knickerbocker Press, New-York, 1890. 1778-1780. Vol.XIII, pp.254 à 257.

3 ●"to be resisted by any power actuated by the common maxims of national policy" À ce point, le brouillon laissait entrevoir une phrase raturée ; voici cette phrase : [On ne doit] «ajouter aucune pression particulière sur cet esprit d'ambition et sur ce désir de domination que les ennemis de la France ont fait croire être l'apanage particulier de cette nation entreprenante.» "*to lay no particular stress on that spirit of ambition and love of dominion which the enemies of France have pretended to be peculiarly characteristic of that enterprising nation*."

4 ●Lettre secrète accompagnant une lettre officielle du 14 novembre 1778, de George Washington à Henry Laurens, Président du Congrès, depuis le 1er novembre 1777, tirée de *The Writings of George Washington*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, G.P. Putnam's Sons, The Knickerbocker Press, New-York, 1890. 1778-1780. Vol.XIII, p.254 et suiv. «This is the introduction of a large body of French troops into Canada, and putting them in possession of the capital of that Province, attached to them by all the ties of blood, habits, manners, religion and former connexion of government. I fear this would be too great a temptation, to be resisted by any power actuated by the common maxims of national policy. Let us realize for a moment the striking advantages France would derive from the possession of Canada.»

du fond du cœur disposé à me bercer des sentiments les plus favorables concernant notre nouvelle alliée et de les chérir à l'égard des autres à un degré raisonnable, mais il est une maxime fondée sur l'expérience universelle de l'humanité, à savoir qu*'on ne peut avoir confiance en aucune nation au-delà de ses propres intérêts,* et aucun homme d'état ou politicien ne s'aventurera à outrepasser cette règle. Dans notre cas, nous devons nous montrer particulièrement prudents. En effet, nous n'avons pas encore atteint une vigueur et une maturité suffisantes pour nous remettre du choc d'un mauvais pas qui occasionnerait notre chute. Si la France envisageait seulement de s'engager dans cette voie [de la conquête du Canada], d'abord avec les intentions les plus pures, il y aurait le plus grand danger que, au fur et à mesure de l'action, invitée en cela par les circonstances, et peut-être incitée par les sollicitations et les vœux des Canadiens, elle pourrait altérer son objectif[1].» Et George Washington concluait par ces mots : «Je souhaiterais autant que possible, éviter de donner à une puissance étrangère de nouveaux *droits de mérite* pour service rendu aux États-Unis, et ne demanderais aucune assistance à moins qu'elle ne soit absolument indispensable[2].

La réponse de Henry Laurens, Président du Congrès Continental, à George Washington, fut rédigée le 20 novembre 1778. «J'ai de bonnes raisons de croire que le projet d'expédition vers le Canada de concert avec les Armes de France a pris son origine dans la poitrine du marquis de La Fayette, probablement encouragé par des consultations avec le comte d'Estaing, et je crois aussi que c'est le fruit des motifs les plus purs pour ce qui est de l'origine [de l'idée] ; mais ce n'est pas suffisant pour engager mon accord dans un domaine riche en possibilités de dérapage. Dans la petite mesure où mon temps et mes facultés m'ont permis d'approfondir cette question, j'ai souvent contemplé notre délicate connexion avec la France, et quoiqu'il soit douloureux de parler de notre propre sagacité, j'ai prévu et prédit il y a quinze mois l'état d'humiliation auquel notre indépendance embryonnaire serait réduite en quémandant de cette Nation plus d'argent que nécessaire pour l'entretien de l'armée et de notre pauvre marine. J'étais l'un des six opposants malheureux à cette résolution d'emprunter de l'argent à la France pour payer les intérêts de nos *Certificats de Prêts*. Nous avons par ce simple article de loi plongé l'Union dans un abîme de dettes... et je redoutais les conséquences de soumettre notre bonheur à la volonté d'un puissant Créancier, qui pourrait pour des raisons spécieuses, réduire notre honneur national à sa destruction. Je mis en garde mes amis contre le danger

1 ●Lettre secrète du 14 novembre 1778 accompagnant une lettre officielle de George Washington à Henry Laurens, Président du Congrès, depuis le 1er novembre 1777, tirée de *The Writings of George Washington*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, G.P. Putnam's Sons, The Knickerbocker Press, New-York, 1890. 1778-1780. Vol.XIII, p.255.

2 ●*Ibidem*, p.254.

d'hypothéquer ces États en faveur de puissances étrangères. Chaque million de livres que vous empruntez implique une garantie sur notre terre, et il est au choix du créancier d'être repayé à la *Banque d'Angleterre* avec une prime exorbitante, ou de saisir l'argent qui lui est dû dans n'importe lequel de vos ports, et selon sa propre convenance... De là, Votre Excellence percevra quels sont mes sentiments, quand les propositions pour soumettre le Canada par les moyens de la Flotte française et de l'Armée furent abordés pour la première fois en ma présence. Je m'objectai de toute ma force aux plans du Marquis[1] et exprimai quelques doutes sur l'agrément du Congrès ;... toute cette affaire fut confiée à un Comité qui s'en rapporta au Marquis... mais la Chambre se détermina très prudemment à consulter le Commandant en Chef avant de prendre la décision finale. En dépit de vos observations, Votre Excellence, je me tromperais fort si chaque Membre du Congrès n'avait pas une opinion en faveur [de l'invasion]. Si la poursuite d'un projet aussi extensif est, pour notre Armée et pour nos moyens financiers, impossible pour notre part, il devient en même temps peu nécessaire de discuter ce plan d'un point de vue politique, et j'ai confiance que le Marquis sera satisfait d'un tel raisonnement pour nous excuser de nous *désister* de la poursuite de son entreprise favorite, comme nous le dictent les circonstances... J'ai toujours été opposé à toutes les propositions qui tendaient à éparpiller nos forces, et à grossir notre dette. Les événements ont confirmé mon opinion[2]."»

En dépit de toutes les peurs insondables des politiciens américains qui souhaitaient tout recevoir mais ne rien donner[3], et des réticences gênées des Français, les projets d'invasion du Canada se succédèrent durant toute la guerre d'indépendance. Finalement, pour les raisons expliquées très clairement dans sa lettre à Henry Laurens, Washington renonça à la deuxième invasion du Canada sous le faux prétexte de raisons techniques. Cette deuxième invasion qui n'eut pas lieu impliquait une remontée du Saint-Laurent par une escadre française. Marcel Trudel traduisit bien les craintes des Américains lorsqu'il écrivit : «Maîtresse de la Nouvelle-Orléans et du Canada, la France pourrait facilement imposer sa loi aux États-Unis, avec le concours des tribus indiennes[4].» Curieux commentaire puisque la France n'était pas alors

1 ●Il s'agit bien sûr du marquis de La Fayette, qui voulait au tout début de la guerre que la France récupère le Canada, puis, mis au courant d'une partie de la brumeuse stratégie des diplomates français, il opta pour conquérir le Canada au profit des États-Unis, sachant que les Américains en étaient incapables sans l'aide des Français.

2 ●Réponse du 20 novembre 1778 de Henry Laurens, Président du Congrès, à la lettre secrète du 14 novembre, de George Washington, tirée de *The Writings of George Washington*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, G.P. Putnam's Sons, The Knickerbocker Press, New-York, 1890. 1778-1780. Vol. XIII, p. 257.

3 ●Par exemple, Le Gouverneur de New York Morris, père fondateur de l'État de New York, voulait que les Français fassent la conquête du Canada, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve au profit des États-Unis, et que, en récompense, ils obtiendraient une plus grande part des pêcheries et même quelques terres à Terre Neuve.

4 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 199.

maîtresse de la Louisiane qui avait été donnée à l'Espagne par Louis XV. George Washington pensait que ce projet d'invasion provenait certes du marquis de La Fayette, mais que les services diplomatiques français pouvaient lui en avoir suggéré l'idée. Dans quel but ? Il ne tente pas la moindre hypothèse.

♦

Comme on n'attrape jamais les mouches avec du vinaigre, il n'était pas question de faire savoir aux Canadiens-Français qui étaient l'objet de tant de convoitise de la part des Américains, que la plupart des habitants des Treize-Colonies grinçaient des dents simplement en entendant l'adjectif "popish" toujours prononcé avec un rictus de haine ou de mépris, même si la doctrine de base du christianisme aurait dû consister à aimer son prochain comme soi-même.

La *Première Proclamation* américaine destinée à séduire le peuple canadien-français fut publiée le 21 octobre 1774. Elle énuméra au peuple de Québec cinq importants privilèges prévus par la Constitution britannique qui n'avaient pas encore été appliqués dans leur colonie canadienne plus d'une décennie après le Traité de Paris de 1763, alors que les sujets français du Canada étaient devenus sujets britanniques, avec théoriquement les mêmes droits que tous les autres sujets de la lointaine Angleterre. Ces cinq privilèges étaient : un *Gouvernement représentatif* de la population, les Tribunaux avec *jury,* l'*Habeas Corpus*, le *Droit de propriété foncière* et la *Liberté de presse*. L'imprimeur américain de Philadelphie Fleury-Mesplet, publia 2.000 copies de la traduction française attribuée au Huguenot Pierre Eugène du Simitière.

La Deuxième Proclamation fut publiée le 10 mai 1775[1]. Dans ses lignes, le Congrès déplora encore la forme de Gouvernement que l'Acte de Québec avait imposée aux Canadiens : "une tyrannie" qui rendait les Canadiens esclaves.

La Troisième Proclamation fut émise en septembre 1775. Elle annonçait une invasion américaine du Canada à partir de Fort Ticonderoga[2]. Finalement, en décembre, les Américains se heurtèrent aux murailles de Québec solidement tenues par une armée de Canadiens-français, et ils furent repoussés avec de lourdes pertes. La proclamation datée de l'Île-aux-Noix annonçait aux Canadiens que les Américains n'en voulaient qu'aux Anglais et non pas aux Canadiens-Français. Le commandant américain promit aux Canadiens et aux Indiens qu'on respecterait leur vie, leur liberté et leurs biens. Quand on sait comment les droits des

---

1 •«Proclamation du 10 mai 1775 à la suite des combats du 19 avril (Lexington et Concord), qui virent les Américains forcer à la retraite vers Boston une armée anglaise bien plus importante numériquement.

2 •*Fort-Ticonderoga* que l'on peut visiter aujourd'hui encore et où les touristes peuvent acheter des souvenirs locaux made-in-China, portait, sous les Français, le joli nom de *Fort-Carillon*. C'est sur le glacis de cet ouvrage que fut livrée la grande bataille de Carillon dont les Canadiens sont si fiers, puisque, à 3.000, ils infligèrent une humiliante défaite à 15.000 Anglais. Le drapeau actuel du Québec est dit : *Drapeau de Carillon*.

Indiens avaient été bafoués 10 ans plus tôt[1], on était en droit de mettre en doute ces promesses. Washington, à titre de commandant suprême, lança sa propre Proclamation aux Canadiens, les exhortant à se joindre à eux contre l'Angleterre. «*La cause de l'Amérique et de la Liberté est la cause de tout citoyen vertueux*[2].» On croirait entendre l'incorruptible Robespierre épurer la France à grands coups de guillotine, ou même le président George W. Bush parler d'imposer la sainte démocratie américaine pullulante de lobbyistes corrupteurs, aux *États Voyous* en ce début de XXIe siècle. Le général Washington paraissait plus sincère, lui qui connaissait bien les Canadiens-Français surtout depuis qu'il avait dû accepter de capituler devant eux au Fort-Necessity, 21 années auparavant et qu'il avait été leur prisonnier[3]. Toutefois il avait effectivement donné à Benedict Arnold des ordres en 14 points, dans lesquels il ordonnait de respecter les Canadiens, leurs biens, leur religion catholique (il avait même ordonné de punir de mort les infractions graves dirigées contre les Canadiens), de payer les réquisitions indispensables... Il n'était pas question de traiter les papistes canadiens aussi mal qu'ils étaient traités dans les Treize-Colonies ou en Angleterre.

Les deux invasions combinées du territoire canadien se firent par le Lac Champlain et le Richelieu, vers Montréal, et l'autre vers Québec par les rivières Kennebec et Chaudière.

Au cours de l'*Invasion de 1775.* Montgomery descendit le Saint-Laurent en direction de Québec afin d'y faire sa jonction avec les forces d'Arnold (2 décembre). Tandis que l'armée américaine, mal approvisionnée, manquait de munitions de guerre et de bouche, la population canadienne, solidement harnachée jusqu'au contrôle absolu par le Clergé qui brandissait l'excommunication comme une hache de guerre, refusait de collaborer ouvertement avec les Américains. Les rumeurs de victoire américaine parvinrent à Philadelphie. La Cour de France apprit la fausse rumeur de la prise complète du Canada. À Versailles, Jacob Nicolas Moreau, écrivit que le Canada était tombé entre les mains des Américains : «On a assuré, au lever du Roi, que, en Amérique, les Insurgents s'étaient rendus maîtres de Québec et de Montréal. Le duc de Gloucester, frère du roi d'Angleterre, avait gagné sa gageure : il avait voulu parier, à son passage en France, que, sous un an, les Anglais auraient perdu l'Amérique[4].»

---

1 ●Durant la *Guerre de Pontiac* (1763-64), l'Armée anglaise avait volontairement propagé la variole au sein des tribus indiennes insurgées. Voir à ce sujet le *Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans*, par Jean-Claude Castex, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2006.

2 ●Washington, George, *Writings*, Vol.III, p.478 et suiv.

3 ●Voir le *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans,* de Jean-Claude Castex, Les Éditions de l'Université Laval, Québec,

4 ●Jacob Nicolas Moreau, *Mes Souvenirs,* Plon, Paris, 1901. Moreau était le bibliothécaire de la reine de France

Mais en dépit de ces bonnes (fausses) rumeurs, l'armée américaine était en plain désarroi : manque de munitions et de vivres, refus des habitants de coopérer, rigueur agressive de l'hiver ; les officiers partaient en permission *sans* permission, les «fonctionnaires chargés de payer les troupes et les vivres disparaissaient.[1]» Des soldats qui avaient terminé leur contrat[2] menaçaient de rentrer dans leur foyer. Schuyler ne connaissait même pas quels étaient ses effectifs[3]. Montgomery lança son assaut contre les murailles de Québec le 31 décembre 1775 vers 5 h du matin pendant une tempête de neige. Inutile de préciser que les Canadiens étaient plus habitués que les Américains à ce genre de blizzard. Montgomery fut tué ; en conséquence ses soldats s'enfuirent. Quant aux troupes d'Arnold, elles furent carrément capturées par les Canadiens-Français. Ce fut la démoralisation des Américains dont bon nombre d'officiers retraita avec leurs unités vers Montréal. Le 2 janvier 1776, Arnold ne conservait plus que 800 soldats américains, les plus braves, ainsi que le régiment canadien-français de 200 (survivants). La passivité de l'Anglais Carleton encourageait Arnold à poursuivre son siège devenu sans espoir.

Conséquemment, cette défaite américaine devant Québec déclencha un véritable effort du Congrès pour attirer les Canadiens dans la révolte. Mais le Clergé tenait le peuple d'une poigne ferme ; il infligea quelques coups de goupillons sur les doigts des contrevenants, quelques menaces infernales sur l'esprit des têtus, quelques excommunications à l'encontre des plus irréductibles, et... tout échoua. Les Commissaires du Congrès arrivèrent à Montréal le 29 avril 1776, mais en dépit de sympathies apparentes, les pourparlers échouèrent car le Clergé ne voulait rien entendre. Il semblait presque que le Clergé prudentissime avait eu vent de ce que la France s'opposait à ce que l'Angleterre soit chassée du Canada. D'ailleurs pour célébrer la défaite américaine de Québec, Mgr Briand, soucieux de faire amende honorable pour ses hésitations politiciennes, fit célébrer un *Te Deum*. Franklin, déçu, repartit au bout d'une dizaine de jours à Montréal. Les troupes américaines étaient à bout de résistance : la famine, l'incurie du commandant américain (Wooster), une épidémie de vérole qui inquiétait les soldats trop avides de "*petites Françaises*", et finalement, pour couronner le tout, une escadre anglaise qui arriva à Québec le 6 mai avec le général John Burgoyne et les premiers éléments d'une armée de 9.000 Écossais et Allemands. Les Commissaires Carroll et Chase dénoncèrent la situation et reprirent le chemin de Philadelphie après avoir forcé les marchands anglais à fournir des vivres à l'armée. Pour fournir cette armée américaine elle-même,

---

1 •Trudel, p107.

2 •Les Miliciens américains qui formaient la base de l'armée américaine étaient sous contrat. Normalement, ils étaient tenus de servir *sur le territoire des Treize-Colonies* et dans les limites de leur contrat.

3 •*Letters to Washington*, p.187. Lettre de Schuyler à Washington du 12 avril 1776, dans laquelle il avoue ne pas connaître l'état numérique de ses effectifs.

devant les revers qui s'accumulaient, Arnold pilla les magasins[1] de Montréal et retraita le 17 juin 1776 vers Saint-Jean-sur-Richelieu. Le 18, les Américains en pleine retraite passèrent devant le fort de l'Île-aux-Noix puis marchèrent sur le Fort Carillon à Ticonderoga. C'était l'échec total. «Notre armée du Canada est désormais à la Pointe-à-la-Chevelure[2], mais encore la moitié des effectifs est hors d'état de combattre, contaminée par la variole[3].»

Le Congrès instaura une enquête administrative pour trouver les causes de cet échec. Trois causes furent identifiées : l'enrôlement des troupes américaines pour une durée bien déterminée qui entraînait leur départ sans permission à la fin du contrat, le manque de fonds pour acheter des vivres, et enfin une épidémie de variole qui mit momentanément hors d'état de combattre la moitié des effectifs de l'armée américaine. Le bruit courut que c'était les Anglais qui avaient répandu cette maladie dans l'armée américaine, comme ils l'avaient fait contre les Indiens durant la *Guerre de Pontiac* en 1764. D'ailleurs, en 1786, Jefferson accusa directement Carleton, le chef anglais, d'avoir commis ce crime[4]. L'accusation, quoique impossible à étayer, demeura tout de même dans le domaine du vraisemblable et même du probable, puisque l'épidémie de variole ne ravagea que l'armée américaine. L'enquête révéla aussi que certains chefs américains n'avaient pas démontré un esprit des plus combatifs : «Vous demandez comment s'est comporté Arnold aux Cèdres ? Le scélérat de major Butterfly capitula avec ses 390 soldats retranchés dans un fort muni de réserves de 20 à 30 jours de vivres et bien assez de munitions. Il capitula avant d'avoir perdu un seul homme devant 40 soldats de métier, 100 volontaires canadiens-français et 500 Indiens[5].»

♦

Invasion du Canada de 1778. Tandis que Washington se préparait à envahir le Canada en attendant le feu vert du Congrès et du *Comité ad hoc*, le 5 décembre ce Comité remit son rapport. Le *Comité ad hoc*, qui prenait ses désirs pour des réalités, était d'avis que les Anglais allaient abandonner la totalité de l'Amérique du Nord si les États-Unis leur arrachaient l'indépendance. *Le Comité se dit convaincu que la*

---

1 ●*Letters to Washington*, p. 187. Lettre d'Arnold à Schuyler du 6 juin 1776. Les magasins militaires ou entrepôts

2 ●*Crown Point* dans l'État de New-York.

3 ●*Lettre de Jefferson à Francis Eppes*, écrite à Philadelphie le 15 juillet 1776. *The Works*, vol.2 (1771-1779)

4 ●*The Writings of Thomas Jefferson: Being his Autobiography, Correspondence, Reports, Messages, Addresses, and Other Writings, Official and Private: Published by the Order of the Joint Committee of Congress on the Library, from the Original Manuscripts, Deposited in the Department of State*, (première édition des Jefferson Writings, publiés par Taylor & Maury à Washington, D.C. XVII, p.140.

5 ●*The Writings of Thomas Jefferson: Being his Autobiography, Correspondence, Reports, Messages, Addresses, and Other Writings, Official and Private: Published by the Order of the Joint Committee of Congress on the Library, from the Original Manuscripts, Deposited in the Department of State*, (première édition des Jefferson Writings, publiés par Taylor & Maury à Washington, D.C. XVII..

France apporterait son aide, sans quoi la conquête serait impossible. Il confia à La Fayette et à Franklin le soin d'établir une coopération optimale entre les armées françaises et américaines si la France envoyait son escadre à Québec et une armée en appui. Le Congrès approuva le tout le 6 décembre 1778.

En cette fin décembre 1778, assuré que l'invasion n'aurait pas lieu, Gérard tâcha de réveiller le Congrès et de lancer une opération de grande envergure afin de faire diversion en divisant les forces anglaises : «J'ai fait voir qu'une simple action défensive pour contenir les ennemis à New York ne remplirait pas ce qu'on est en droit d'attendre de la part du Congrès, que ce plan [d'inaction] dispenserait les Anglais d'augmenter leurs forces… qu'il y a sans doute des points susceptibles d'une attaque, enfin qu'une inaction réfléchie et volontaire ferait tort aux États-Unis dans l'esprit de leurs alliés présents et futurs et causerait de l'étonnement dans toute l'Europe[1].»

Vergennes quant à lui «considérait le Canada comme un appât de nature à réveiller les Américains, et il était convaincu que le Congrès ne réussirait jamais dans son entreprise de conquête, il approuva donc la tactique de Gérard[2]» d'occuper les troupes américaines dans des attaques tous azimuts vers les possessions anglaises et même le Canada. «Je pense comme vous, Monsieur, que si l'évacuation [anglaise] de New York et de Rhode Island se réalisait, l'inertie gagnerait bientôt les Américains, ils ne s'occuperaient plus que du soin de jouir du repos que cet événement leur procurerait, et, *selon toutes apparences, ils nous verraient tranquillement supporter tout le fardeau de la guerre.* Vous jugerez d'après cela que je ne puis qu'approuver le parti que vous avez pris de présenter un nouvel appât au Congrès, en lui faisant porter ses regards sur le Canada. Mais je suis persuadé que jamais il ne tentera cette entreprise, parce qu'il est peu probable que les Anglais se résolvent, ainsi que les Américains le présupposent, à abandonner les deux seuls points [le Canada et la Nouvelle-Écosse] qu'ils occupent encore dans l'Amérique septentrionale.» D'ailleurs, l'Espagne «n'est point favorable aux désirs du Congrès d'envahir le Canada[3].»

Tentative d'Invasion du Canada de 1779. Le 21 juin 1779, l'Espagne qui comptait bien profiter de la guerre pour arracher Gibraltar à l'Angleterre, déclara la guerre à cette dernière. Mais La Fayette, qui ne

---

1 •*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p. 178 Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), à Philadelphie le 25 juillet 1778.

2 •Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 201.

3 •*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p. 178 Dépêche de M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères) à Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à Versailles le 19 février 1779. p. 536.

connaissait pas les grandioses plans stratégiques de Vergennes et du spectre de Choiseul, espérait toujours conquérir le Canada au profit des États-Unis avec l'aide des Français. «Vergennes, rassuré par Gérard de ce que les Américains ne réussiraient jamais sans les Français à conquérir le Canada[1], et qu'il serait toujours facile "avec quelque ruse" de rendre toute collaboration "inefficace"», avait pratiquement encouragé La Fayette à lancer une action à l'automne de 1779. Les Français étaient toujours soucieux de *stimuler et dynamiser les Américains qui avaient tendance à se laisser bercer par la paix. Et, à partir de 1780, à abandonner le combat aux Français*.

Si les États-Unis souhaitaient garder l'espoir de conclure un jour avec l'Angleterre une paix fondée sur l'amitié, il leur semblait nécessaire d'annexer le Canada. Et l'historien canadien, Marcel Trudel[2], cite à l'appui de cette hypothèse les paroles mêmes de Benjamin Franklin, qui abondait dans le même sens en écrivant que, si le Canada restait à l'Angleterre, la paix entre les deux pays ne pourrait être qu'une paix armée : «Peut-être pourriez-vous en vertu de votre traité, garder tout : le Canada, la Nouvelle-Écosse et les Florides[3]. Mais si vous vouliez avoir en Amérique un allié vraiment amical aussi bien que capable, et éviter toutes les occasions futures de discorde, lesquelles, autrement, surgiront continuellement sur les frontières américaines, vous devriez vous offrir ces contrées. Et vous pourriez appeler cela, si cela vous plaît, une *indemnisation* pour la destruction de nos villes par incendie ; laquelle indemnisation sera autrement exigée tôt ou tard[4].» L'avenir lointain ne confirma pas cette opinion.

La Fayette, qui n'était pas dans le secret des dieux de la diplomatie française, apprit lui-aussi plus tard, non pas la *véritable* cause, mais le *prétexte* des réticences de la France : «Le Ministère français... se refusa décidément à la conquête du Canada, sous prétexte qu'avant d'ajouter un quatorzième État à ceux qui s'étaient déclarés indépendants, il convenait de délivrer les treize autres du joug des Anglais. M. Necker craignait tout ce qui pouvait augmenter les dépenses ou prolonger la guerre[5].»

Les Américains eux-mêmes se trouvaient dans un dilemme : certes ils souhaitaient annexer le Canada, par la force si nécessaires, mais ils savaient que sans l'aide des Français, ils n'étaient pas capables d'en faire la conquête. De plus, comme précisé plus haut, ils craignaient au plus

---

1 •Trudel, Marcel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éd. du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 209.

2 •Ibidem. p. 140

3La péninsule floridienne était alors partagée en deux Florides, la Floride occidentale au nord et la Floride orientale (la péninsule). L'une appartenait à l'Angleterre et l'autre à l'Espagne.

4 •Wharton, Francis*, Lettre de Franklin à James Hutton* écrite à Passy (France) le1er février 1778, *Revolutionary Diplomatic Corr. of the United States*, Government Printing Office, Washington, 1889. 6 t. Tome II, p. 484

5 •*Mémoires, correspondance et manuscrits du général La Fayette 31 décembre 1777-4 mai 1781* publiés par sa famille - H. Fournier ainé (Paris) - 1837-1838. Tome. I, p.256.

haut point que ce quatorzième État potentiel tombe dans l'escarcelle des Français, si, d'aventure, ces derniers s'en emparaient au nom des Américains : « Nous espérons, si la guerre continue,... que le Canada sera arraché aux mains des Britanniques. Ceci pourrait être facilement exécuté par une invasion par mer et par terre, à condition que nos finances nous permettent de maintenir une armée... Si une telle stratégie est adoptée, la France doit nous donner les assurances les moins équivoques, qu'elle n'a pas l'intention de recommencer de gouverner le Canada, mais de l'intégrer aux États-Unis. C'est son intérêt et c'est si conforme aux principes de base de l'Alliance, que je n'ai pas le moindre doute qu'elle en ait l'intention, et il ne sera nécessaire que de faire connaître ses intentions de la manière la plus explicite, au moins à nous[1].»

Fausse Proclamation de La Fayette (1780). Au début de l'année 1780, on apprit le débarquement de l'armée française du comte de Rochambeau. Les projets d'invasion du Canada se mirent à refleurir comme des primevères, en France et dans les Treize-Colonies. Le général George Washington ─qui désormais ne souhaitait plus que les Français envahissent le Canada de peur qu'ils ne puissent, par la suite, résister à la tentation de le garder pour eux-mêmes─, décida d'utiliser stratégiquement cette fausse perspective pour leurrer et effrayer les Anglais. Il espérait ainsi que les troupes anglaises qui occupaient encore les États-Unis se retireraient pour aller protéger leur base-arrière canadienne.

Le chef militaire suprême des troupes américaines demanda donc à La Fayette de rédiger en français une fausse Proclamation qui *désinformerait* non pas les Canadiens –puisque ces derniers n'en prendraient jamais connaissance–, mais les Anglais, en s'arrangeant pour qu'une fuite due à l'espionnage toujours très fructueux, laisse apparaître les termes de cette Proclamation dans les milieux anglais de New York et d'ailleurs. Elle invitait les Canadiens à se rallier *au drapeau fleurdelisé*. À cette dernière mention, les envahisseurs anglais qui tremblaient de perdre aussi le Canada ne pourraient sans doute pas résister à un besoin pressant de rebrousser chemin.

Après en avoir rendu compte à La Luzerne, La Fayette rédigea la Proclamation et en expliqua ainsi l'objet : «J'ai l'honneur de vous prévenir, M. le Chevalier, que pour tromper les ennemis sur l'objet de notre expédition, le général Washington désire que je fasse un projet de

1 ●Sparks, Jared, The works of Benjamin Franklin, containing several political and historical tracts, not included in any former edition, and many letters official and private, not hitherto published with Notes and a Life of the Author, Volume VIII, Hilliard, Gray and Co., Boston, 1840. Letter of Samuel Cooper (1725-1783) to Benjamin Franklin, 4 janvier 1779. p. 308. Il s'agit d'un pasteur de Boston qui correspondit avec Franklin et non pas de celui qui avait participé à la Boston Tea Party. «We hope, if the war continues,… that Canada will be wrested from the British power. This may be easily done by a joint invasion by sea and land, provided our finances will allow us to support an army… If such a plan of operations is adopted, *France must give us the most unequivocal assurances, that she means not to resume the government of Canada, but to incorporate it with the United States.* This is her true interest, and is so agreeable to the principles and basis of the alliance, that I have not the least doubt she intends it, and it will only be needful to make known her intentions in the most explicit manner, at least to us.»

Proclamation aux habitants du Canada. Cet écrit sera imprimé dans le plus grand secret, mais on aura attention à le faire passer par New York. Quant aux autres exemplaires, ils seront jetés au feu à l'arrivée des troupes françaises. Ainsi, je puis écrire tout ce qu'il me plaira dans un ouvrage destiné à ne jamais paraître[1].» On avait d'abord pensé à confier à La Fayette et à Conway le soin de commander cette invasion fictive du Canada. Mais La Fayette n'aimait pas Conway car ce dernier faisait du mauvais esprit contre son protecteur George Washington.

Au début de 1781 le général John Sullivan, fortement sollicité par Moses Hazen, rédigea une adresse au Congrès destinée à envahir le Canada : «Messieurs,... l'ennemi [les Anglais] est entièrement maître de deux États[2], occupe des places importantes dans plusieurs autres et continue toujours de détenir la province du Canada qui contient plus de territoire que les Treize-États tout entiers. Cette province qui les encercle presque tous, doit, de par sa situation et l'accroissement de ses habitants, devenir bientôt suffisante, unie aux forces navales de la Grande-Bretagne, pour nous priver de ces privilèges pour lesquels nous avons si longtemps combattu[3].» L'invitation était passionnée et Sullivan s'offrait, bien entendu, comme commandant en chef de cette armée d'invasion.

Le mois suivant de la même année 1781, un autre projet d'invasion du Canada fut mis de l'avant par le pasteur Jacob Bailey dans une lettre à Richard Howley, membre du Congrès. Mais Howley préconisa le général Gates pour commander l'invasion. La chicane éclata aussitôt avec le général John Sullivan, fou de jalousie. Mal lui en prit car ce dernier fut forcé à prendre sa retraite, poussé dehors par ses malversations avec l'argent destiné à l'armée. En France, «Vergennes reçut lui aussi, en juillet 1781, une invitation à conquérir le Canada. Elle lui vint du sulpicien Pierre Huet de La Valinière, ex-curé du Canada, que le gouverneur Haldimand avait fait renvoyer[4]» pour son opposition au système de collaboration avec les autorités coloniales anglaises. Il s'était rendu en France. Valinière avait bien entendu pris parti pour les États-Unis. Déçu du comportement de son pays d'origine qui prenait si peu en compte ses propres intérêts nationaux, Pierre Huet de La Valinière retourna au Canada en 1798.

Et ainsi passèrent les années et les chances des Canadiens de revenir dans le giron de la France. Il est vrai que quelques années plus

---

1 •Letters from Lafayette to Luzerne, 1780-1782. Au Quartier-Général. Dans *American Historical Review*, Edited by Waldo G. Leland, Vol.XX, N[os] 2 and 3, January and April 1915. p. 349. Lettre de La Fayette à La Luzerne, le 25 mai 1780. p. 349

2 •La Géorgie et la Caroline du Sud. Les nouvelles n'allaient pas vite. En fait Cornwallis ne conservait plus que les côtes de ces territoires.

3 •Sullivan John, *Letters and Papers of Major-General John Sullivan, Continental Army,* publié par Q.G. Hammond, volumes XIII (1930), XIV (1931), XV (1939), Collections of the New Hampshire Historical Society. Vol. III, p. 313, et cité par Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 225.

4 •Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p.227.

tard, lorsque éclata la Révolution française et qu'affluèrent au Canada les réfugiés ecclésiastiques qui avaient par miracle sauvé leur tête, le Clergé canadien ne put que se féliciter d'avoir évité au peuple canadien les folies du sectarisme révolutionnaire et des fanatiques anticléricaux. Cette satisfaction dura jusqu'à la fin du Premier Empire français célébré dans la province de Québec par de nombreux *Te Deum* : et lorsqu'un Anglais, réfugié des États-Unis, chassé par l'indépendance des Treize-Colonies nomma en 1822 un village du Québec du nom de *Waterloo*, par rancune contre les Français qui avaient été à la source de ses malheurs personnels, le Clergé canadien-français, qui lui-aussi détestait l'antéchrist Napoléon[1], ne s'y opposa pas.

L'opposition de certains Canadiens-Français à l'annexion du Canada par les Américains fut renforcée lorsque l'Illinois fut conquis par l'armée américaine. Kaskaskia, capitale de l'Illinois français, ainsi que Vincennes, que le *Québec Act* avait annexé à la Province de Québec, furent conquis le 6 juillet 1778 par les Américains, à la grande joie de la population entièrement francophone qui pavoisa avec ferveur. L'Illinois changea de mains deux fois avant de rester finalement entre les mains des Américains. Pourtant, en dépit des promesses de ces derniers, les Français de l'Illinois ne semblent pas avoir obtenu pleinement satisfaction, car en 1780, l'Ambassadeur de France à Philadelphie, La Luzerne, reçut une pétition aigre-douce tartinée d'humour grinçant, de regrets et même de désespoir : «L'État de Virginie, poussé d'un zèle par trop ardent à notre égard –zèle qu'on peut également appeler indiscret–, nous a envoyé environ 200 hommes vêtus comme les Grâces, à demi-nus. Les guerriers ainsi équipés marchaient sous les ordres du colonel Clark, qui venait nous affranchir et enlever quelques officiers soutenus d'une très faible division de soldats anglais. Votre Excellence verra ci-après le résultat de cette officieuse démarche. Ces troupes venaient disaient-elles, de la part des Français, du Congrès Continental. Dès lors, personne ne s'avisa de faire résistance. Au contraire, on se joignit à elles, on alla au-devant, on s'enrôla sous leurs étendards. On les aida à capturer les Anglais. On contint les Indiens qui ne pouvaient pas les souffrir. On se dépouilla enfin en faveur d'une nation qui se disait alliée de la France. La reconnaissance fut de tout temps une Vertu. Votre Excellence va juger combien les Virginiens l'honorèrent. Ils n'eurent rien de plus pressé que d'infecter ce pays-ci de leur monnaie de papier –qu'ils prétendaient équivalente en valeur aux espèces de métal– monnaie de papier que nous avons eu la bonhomie d'accepter comme telle. Ils achetèrent toutes nos marchandises, nos chevaux, nos provisions, avec leur prétendu argent, et quand nous n'avons plus été capables de leur en fournir, ils eurent l'audace d'envahir, armés, les moulins publics et les greniers des maisons

1 ●Napoléon avait fait arrêter le pape Pie VII.

privées, et d'enlever de vive force les farines ou les grains destinés à nous alimenter. Non contents de ces violences, ils crurent devoir s'en permettre d'une autre espèce ; se répandant dans nos prairies, ils tuèrent nos bêtes à cornes à coups de mousquets, nos pourceaux dans les rues, dans les basses-cours… Ô ces Virginiens ! Si c'est ainsi que vous agissez avec les anciens et fidèles sujets d'un puissant roi [Louis XVI], votre allié, si c'est ainsi que vous voulez nous enrichir, nous affranchir, nous rendre heureux, abandonnez-nous donc à la rigueur de notre sort ! Si c'est ainsi que vous agissez avec vos amis, quel traitement destinez-vous à vos ennemis[2] ?» La soldatesque américaine se conduisait donc aussi mal en Illinois qu'elle l'avait fait au Canada laurentien, et les Canadiens ne furent pas du tout séduits par leur fréquentation, de sorte que la plupart n'éprouvèrent plus le désir de les voir séjourner dans leur contrée.

On peut se demander quel aurait été l'accueil des Canadiens en voyant arriver un homme tel que La Fayette en 1776 ou le *Corps expéditionnaire français* de Rochambeau après 1778. Les auraient-ils accueillis comme des libérateurs ou seraient-ils restés prisonniers de la menace d'excommunication lancée par leur Clergé contre les fortes têtes ? Le grand historien canadien Marcel Trudel qui se posa cette question, pensait qu'il n'y avait «aucun doute, M[gr] Briand aurait exigé de son peuple la même fidélité au serment d'allégeance [au roi d'Angleterre, bien entendu]. Mais ce peuple canadien qui, dans l'ensemble, n'avait pas transgressé les défenses de l'évêque lors de l'invasion américaine, mais qui n'avait pas, non plus, accédé à l'invitation de l'évêque à s'enrôler dans la milice de Carleton, ce peuple, neutre en 1775 parce qu'il était hésitant ou apathique, qu'aurait-il fait devant La Fayette[1] ?» Trudel se garde de donner une réponse ; mais il semble évident que le peuple serait tombé dans les bras des Français. L'appréhension des Américains dans ce domaine était pertinente. La Fayette aurait pu s'époumoner, vociférer et tempêter, jamais les Canadiens n'auraient laissé repartir les régiments français et leurs drapeaux fleurdelisés. Et en supposant que les soldats français soient repartis vers le sud, l'Angleterre n'aurait pu se venger immédiatement de ces hésitations, à cause de la menace américaine, elle qui par le *Québec Act* avait momentanément accordé au peuple canadien beaucoup plus qu'elle n'accordait en Angleterre à la minorité papiste asservie et déshumanisée.

Par la suite, dès que le danger américain aura été effacé, le Gouvernement colonial anglais resserrera son étreinte[2] sur les Canadiens francophones, et certains militaires anglais parleront même de *canon-*

---

2 ●*Memorial of the Inhabitants of Vincennes to the French Minister Luzerne*, 22 août 1780, dans George Rogers Clark Papers 1771-1781, édited with Introduction and Notes by James Alton James, Illinois State Historical Library, Springfield Illinois, 1912. pp.439-447.

1 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976.

2 ●En tentant de tricher sur la représentation électorale et d'assimiler les Canadiens…

nières à fond plat pour pulvériser les villages canadiens traditionnellement construits le long des cours d'eau. L'Angleterre ne témoigna aucune reconnaissance à l'égard du Clergé catholique. Les esprits pragmatiques et utilitaristes ne voient que des opportunismes à ne pas manquer.

Il reste incontestable que la cause la plus déterminante de l'échec américain dans la conquête du Canada fut la main de fer du Clergé canadien-français qui punissait sans vergogne les rares prêtres récalcitrants, qui lança des *Te Deum* à tout vent pour célébrer les échecs américains, et des excommunications variées et fort redoutées des masses pour discréditer les fortes têtes. Les Canadiens-Français qui, envers et contre tout, choisirent la rébellion, durent suivre les Américains lors de leur retraite vers l'exil, comme les "*afrancesados*[3]" espagnols du Premier Empire et les "*kollabos*" français à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

Pour les Américains, laisser le Canada à la France n'était pas un meilleur choix que de l'abandonner à l'Angleterre, car l'étendue de la Province de Québec leur fermait *les Pays d'en Haut* c'est à dire *toutes les zones de fourrure*.



3 ●*Los afrancesados = les francisés* ; les Espagnols qui avaient collaboré avec les Français jusqu'en 1813-1814 et qui se retirèrent vers la France à la suite de l'Armée française en pleine retraite.

CHAPITRE 6

Saratoga, le point tournant

De l’importance de la bataille de Saratoga. De la décision d’intervenir des Français. Des diverses causes de l’intervention française. De la réception des soldats français en Amérique.

La révolte des Américains contre leur roi souleva en France un immense enthousiasme au sein de la population française lassée de voir la Cour de France, la Noblesse ainsi que le Clergé, dilapider sans honte le fruit de sa sueur et de son labeur. Face aux abus de ces privilégiés, la France était alors travaillée par la lourde propagande des Lumières avec ses idéaux de liberté, d’égalité et de fraternité qu’une Bourgeoisie jalouse, cupide et égoïste s'efforçait d’exacerber. Son objectif était de pousser "les Misérables" sur les barricades, afin qu’eux, les bourgeois, puissent chausser les confortables pantoufles de cette Noblesse vaniteuse et honnie. Six ans seulement après avoir bouleversé les Treize-Colonies, ce bouillonnement libéral allait renverser la société française. Ainsi, «la ligne de force libérale triomphait avec les idées de Voltaire et la main de Robespierre, deux roturiers animés par le ressentiment[1].»

Dès le début de l'agitation américaine, les Français avaient apporté leur aide aux Treize-Colonies, les uns par idéal de Liberté, les autres pour restituer à l'Angleterre les tourments qu'elle avait infligés aux Français en suscitant des insurrections dans plusieurs régions de France : agitation huguenote dans quelques provinces et plus tard révolte catholique en Bretagne méridionale (Vendée). La religion importait peu dans cette rivalité de jalousie, l'essentiel était de créer des entraves à la bonne marche du pays et à son commerce.

Curieusement, l'idéal des Lumières était si impérieux, si envoûtant, si charismatique, que même la jeune Noblesse se laissa hypnotiser et infecter. Comme des moucherons les soirs d’été, elle alla se brûler les ailes à ces Lumières incandescentes. Le fils d'un ministre, M. de Ségur, écrivit le 19 mai 1782 l'incroyable lettre qui suit (*incroyable* sous la plume d'un aristocrate) : «Au sein d'une monarchie absolue, on sacrifie tout à la vanité, au désir de la renommée qu'on nomme amour de la gloire, et qu'on ne peut appeler amour de la patrie dans un pays où un petit nombre de personnes, élevées précairement aux grands emplois par la volonté d'un maître, ont seules part à la législation et à l'administration ; dans un pays où la chose publique n'est plus que la chose privée,

1 •Onfray, Michel, *Les Ultras des Lumières, Contre-histoire de la philosophie,* t.4, Grasset & Fasquelle, Paris, 2007. p. 305.

où la Cour est tout, et la Nation rien… Ce n'est point par des talents mais par des faveurs qu'on avance. Il est plus profitable de se rendre agréable au pouvoir qu'utile au pays… Quoique jeune, j'ai déjà passé par beaucoup d'épreuves, et je suis revenu de beaucoup d'erreurs. Le pouvoir arbitraire me pèse. La liberté, pour laquelle je vais combattre, m'inspire un vif enthousiasme. Et je voudrais que mon pays pût jouir de celle qui est compatible avec notre monarchie, notre position et nos mœurs… Je n'éprouve plus d'autre passion que celle de mériter les suffrages de l'opinion publique, non telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être, l'opinion, par exemple, d'un peuple libre dont un sage serait le législateur[1].»

Belles, généreuses et lucides pensées d'un jeune noble plein d'idéal qui n'avait pas encore été flétri par l'égoïsme de son milieu alangui de privilèges. Mais la plupart des aristocrates de France et de Navarre, comme le frère de Louis XVI ─futur Louis XVIII─, rechignaient à encourager le peuple à se révolter contre son roi et ce même prince fit même une remarque désobligeante au célèbre corsaire John Paul Jones, officier écossais dans la marine française mais futur fondateur de l'US Navy, en le comparant au rebelle George Washington : «Il ne reste plus qu'à élever des trophées à Cartouche Washington[2].» lança-t-il un jour. Comment pouvait-on se permettait d'encourager les gueux à la révolte ?

Le roi Louis XVI lui-même était opposé à cette jacquerie à l'américaine. Ce ne fut qu'à contrecœur ─par faiblesse plus que par conviction─ qu'il laissa passer l'aide aux Américains et qu'il autorisa les corsaires américains à s'abriter dans les ports français. Il se consola en pensant que ce n'était que représailles puisque les corsaires anglais s'en prenaient eux-mêmes aux vaisseaux de commerce français. Mais quand Franklin vint s'installer à Passy, dans la banlieue parisienne, les dernières digues de résistance de Louis XVI furent emportées, plus encore par irrésolution que par adhésion intellectuelle en faveur de l'aide officielle. Silas Deane, agent du Congrès Continental à Paris, s'activa donc à faire passer de l'argent, des armes et ensuite des volontaires. Le roi céda littéralement par faiblesse devant l'opinion publique… comme il le fera jusqu'à la guillotine.

D'autres aristocrates français qui adhéraient totalement aux idées inhérentes à cette révolution de sujets contre leur roi, se rendirent compte de leur erreur quand il fut trop tard. Le duc de Castries, qui fit la guerre pour l'indépendance des États-Unis, comprit après coup qu'il avait lutté en faveur de la Révolution française : «Rien ne pouvait nous dessiller les yeux dans cette funeste guerre. Nous n'avons jamais aperçu ─les jeunes gens du moins─ tout ce qu'elle avait d'immoral[3].» Parmi les

1 ●Comte de Ségur, *Mémoires ou Souvenirs et anecdotes,* Tome Premier, Alexis Eymery, Libraire-Éditeur, Paris, 181824. p.323 La lettre de Louis-Philippe, comte de Ségur fut écrite en rade de Brest, à bord de LA GLOIRE, le 19 mai 1782.

2 ●Louis Dominique Cartouche (1693-1721) était un Parisien devenu un bandit des Grands Chemins légendaire.

3 ●De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, p.146.

officiers français qui combattirent pour l'idéal de Liberté aux côtés des Américains, «un très grand nombre, à la vérité, furent plus tard hostiles à toute idée de réforme en France et ne craignirent même pas de porter les armes contre leur patrie pour combattre la Révolution française. C'est qu'ils n'avaient pas prévu tout d'abord les conséquences de leurs actes, et cette contradiction dans leur conduite est une nouvelle preuve de la puissance des idées répandues en France et sous l'impulsion desquelles ils avaient pris les armes, quinze ans auparavant, en faveur de la Liberté[1].»

Étant donné l'indécision du roi de France et d'une partie de la Noblesse, fort partagée, la conduite de la France resta équivoque jusqu'en 1778. Les Français donnaient des millions en prêts, et toléraient l'action de la compagnie commerciale de Beaumarchais qui, par contrebande, armait les Insurgés, mais en même temps les autorités faisaient décharger des navires de contrebande, et refusaient de se prononcer officiellement en faveur des Américains.

La jeune Noblesse française et européenne, uniquement préoccupée de loisirs et de guerre, pleurait alors d'oisiveté et d'inaction dans l'espoir de combats et de gloire. Car si la Noblesse anglaise, enrichie par le commerce, se battait pour le bien de l'économie anglaise et donc pour sa propre richesse, la Noblesse française ─interdite de commerce sous peine de déchoir de son rang─ se contentait de gloriole et de lauriers. Louis Philippe de Ségur raconta qu'il se trouvait alors dans la petite ville de Spa[2], station thermale si populaire alors auprès de la jeunesse européenne riche, qu'elle était surnommée "*le Café de l'Europe*", et qu'elle donna dans la langue anglaise un néologisme encore utilisé de nos jours. Mais écoutons-le : «Dans cette petite ville de Spa où se trouvaient tant de voyageurs,… je fus singulièrement frappé de voir éclater unanimement un si vif et si général intérêt pour la révolte d'un peuple contre un roi. L'insurrection américaine prit partout comme une mode : le savant jeu anglais, *le whist*[3], se vit tout à coup supplanté dans tous les salons par un jeu non moins grave qu'on nomma *le boston*[4] Ce mouvement, quoiqu'il semble bien léger, était un notable présage des grandes convulsions auxquelles le monde entier ne devait pas tarder à être livré, et j'étais bien loin d'être le seul dont le cœur palpitât alors au bruit du réveil naissant de la Liberté, cherchant à secouer le joug du pouvoir arbitraire. Ceux qui nous en blâmèrent depuis, devraient se rappeler qu' ils partageaient alors notre enthousiasme[5].»

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-83*, Philadelphia, 2 vol., 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 214 de la version française.

2 ●Près de Verviers, aujourd'hui en Belgique, à 25 km de la frontière allemande, mais à l'époque dans le Saint-Empire romain germanique. Ce fut d'ailleur un empereur du Saint-Empire (Joseph II de Lorraine, fils de Marie-Thérèse d'Autriche et frère de Marie-Antoinette, reine de France) qui surnomma Spa *le Café de l'Europe.*

3 ●Le *whist* était une variante du jeu français « l'*écarté*.»

4 ●Les Insurgents étaient alors nommés en Europe *les Insurgés* ou *les Bostoniens.*

5 ●De Ségur, Louis-Philippe, [1753-1830] *Mémoires ou souvenirs et anecdotes par M. le comte de Ségur, Alexis Eymery*, Libraire-Éditeur, Paris, 1824. Tome Premier, p. 87.

♦

Pour résister à l'Angleterre, les États-Unis avaient besoin d'argent, d'armes et d'alliances. Le Congrès pensa que la France, qui venait de signer en 1763 en faveur de l'Angleterre le Traité de Paris sous la pression militaire de la Prusse, ne perdrait pas une si belle occasion d'humilier sa vieille ennemie anglaise maintenant que l'Angleterre se trouvait seule face à la France. «Par une majorité d'une seule voix, nous avons décidé de tirer parti de la France, à la grâce de Dieu[1] !» Cette faible majorité démontrait deux choses ; d'abord que la suspicion était encore immense chez les Américains vis-à-vis de la France papiste car la classe politique américaine était essentiellement anglaise[2] et avait été bercée de propagande antifrançaise depuis le tout début du XVI[e] siècle. Les politiciens savaient aussi que l'intervention de la France marquerait un point de non-retour dans la chicane anglo-américaine : la dispute mère-fille allait devenir une rupture entre deux nations. On ne peut s'empêcher de penser que nombre de ces politiciens n'exprimaient pas ouvertement leurs sentiments profonds (opposés à toute rupture) par peur de subir des représailles de la part de ceux qui souhaitaient vraiment cette rupture (les coloniaux d'origine écossaise, irlandaise, allemande, huguenote –dont Laurens faisait partie).

Benjamin Franklin fut tout naturellement désigné pour négocier une aide de la France. Il parlait français et possédait beaucoup d'admirateurs en France chez ces Français dont les sciences allaient inventer les pivots du monde moderne[3]. Franklin revint donc en ce pays le 27 octobre 1776, sur cette terre qu'il appellera bientôt : *le pays que j'aime*. Il avait 70 ans. Il y rejoignit Silas Deane qui était déjà en France pour y acheter des armes et des munitions. Le savant américain fort connu en France pour ses travaux sur le paratonnerre, voyagea à bord du sloop de guerre Le REPRISAL (16 canons) sous pavillon américain. En chemin, le sloop s'empare de deux brigantines anglaises qui sortaient de Bordeaux et de Rochefort. Deane avait déjà obtenu de la France deux cents canons, 30.000 fusils et d'autres fournitures militaires.

Londres sollicita alors de la France que Deane soit extradé vers l'Angleterre, mais les Français refusèrent[4]. Ah ! Que certains Anglais durent alors regretter de ne pas avoir collaboré avec les Français pour régler les disputes des pêcheurs de Terre-Neuve systématiquement provoquées par les autorités anglaises, les chamailleries dans les comptoirs des Indes, et les saisies illégales de vaisseaux marchands français en pleine paix avant l'ouverture de la Guerre de Sept Ans ! Un méfait

---

1 •*Lettre de Henry Laurens à John Lewis Gervais du 5 septembre 1777*. Letters of Members of the Continental Congress, II. édition Burnett, Published by the Carnegie Institution, Washington, 1923. II 478-483

2 •Même si la population n'était anglaise qu'à 50%, les Anglais étaient encore habituellement plus riches grâce aux privilèges coloniaux qu'ils s'étaient habilement octroyés ; de ce fait, les riches anglais s'étaient réservé presque toutes les rênes du Pouvoir dans les colonies.

3 •Dans ce monde bâti sur l'image, le cinéma, l'automobile et l'avion, ce fut Nicéphore Niepce qui inventa la photographie en 1826 ; Auguste et Louis Lumière le cinéma ; Nicolas-Joseph Cugnot la première voiture automobile en 1769, et Clément Ader procéda au premier décollage d'un avion en 1890.

4 •Lettre de Franklin à John Hancock, président du Congrès américain, écrite à Nantes le 8 décembre 1776.

n'est jamais oublié ! Franklin arriva à Paris le 21 décembre 1776 et logea dans un hôtel particulier de Passy appelé l'*Hôtel de Valentinois* que lui prêta gracieusement un Français. Des marchands opportunistes vendirent son portrait avec la devise *Eripuit cœlo fulmen sceptrumque tyrannis*[1].

Les Français s'enthousiasmaient et saluaient l'avènement de la Liberté. Même si la France ne reconnaissait pas encore officiellement les États-Unis, le gouvernement français avança un million de livres à Beaumarchais pour acheter des munitions et des armes, et Louis XVI octroya aux Commissaires 500.000 livres par trimestre[2] pour éponger leurs frais de fonctionnement.

À Paris les aristocrates oisifs commencèrent aussitôt à se masser dans l'antichambre des représentants américains en poste, Benjamin Franklin ou Silas Deane (agent plus ou moins secret), afin de se porter volontaires pour combattre. La paix en Europe durait depuis 15 interminables années et tous ces ambitieux, avides de gloire, mouraient d'envie de chevaucher les Appalaches et d'occire de l'Anglais ; comme aujourd'hui de nombreux aventuriers se convertissent à une secte de l'islam uniquement pour pouvoir ressentir l'adrénaline en allant guerroyer sous d'autres cieux et mourir en héros avec du captagon (fénétylline) en guise de courage ; comme les islamistes *hachichins* du Moyen-Âge gorgés de haschich. Des princes germaniques et est-européens vinrent même à Paris pour hâter leur départ. Certains se voyaient généralissimes par la seule vertu de leur noble naissance et rêvaient de voir le roturier George Washington au garde-à-vous à six pas devant eux. Ainsi furent le prince Ferdinand duc de Brunswick[3], le comte de Broglie[4] et le maréchal de Maillebois[5] qui voulaient, chacun, servir les États-Unis à condition d'occuper le poste de généralissime, c'est-à-dire de supplanter George Washington, nous affirme Trudel en souriant en coin[6]. Par faiblesse, Deane eut même la candeur d'appuyer les ambitions de ces présomptueux auprès du Congrès Continental. Sans aucun complexe, «Broglie… rêvait de devenir le Guillaume d'Orange de la nouvelle république[7].» Le jeune La Fayette pour sa part exigea le grade mais refusa la solde. Il plut aussitôt à George Washington ; les deux étaient froids, et courageux jusqu'au sacrifice, et surtout francs-maçons, Washington depuis 1752 et La Fayette depuis 1778[8]. Washington, 45 ans, prit aussitôt cet adolescent sous son aile et lui fit obtenir du

1 ●Il arracha au ciel sa foudre, aux tyrans leur sceptre.

2 ●Laboulaye, p.27.

3 ●Charles-Guillaume-Ferdinand (1735, Wolfenbüttel - 1806, Ottensen) était un général et prince du Saint-Empire romain germanique. Il fut duc de Brunswick-Lunebourg et prince de Wolfenbüttel de 1780 à sa mort.

4 ●Charles Louis Victor de Broglie, né en 1756 à Paris où il est mort en 1794.

5 ●Yves-Marie Desmarets, marquis de Maillebois, héros de la Guerre de Sept Ans, est un militaire français né en 1715 à Paris et mort en 1791 à Liège.

6 ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p.133

7 ●Charles J. Stillé, *Comte de Broglie, the Proposed Stadtholder of America,* article dans *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, XI (1887), 4, pp. 369-405.

8 ●Selon Stillson et Hughan, *History of Freemasonry and Concordant Orders,* 1890. p.226.

Congrès le grade de *major-général* et le commandement d'une division. Ceux qui connaissent le milieu militaire peuvent imaginer la colère que ressentirent les vieux officiers américains placés sous le commandement d'un adolescent étranger, fut-ce pour des raisons politiques !

Les Archives américaines mentionnent que, dès 1775, deux officiers français, étaient venus de Cap-Français-de-Saint-Domingue, proposer de l'aide militaire au Congrès Continental. Le Congrès avait accepté «leurs offres relativement à des fournitures de poudre, d'armes et d'autres munitions de guerre[1].» De ce fait les 15.000 premiers fusils furent livrés à cette époque ; des "Charleville", les *Kalachnikov* de l'époque. Les milices américaines manquaient d'ingénieurs, ce fut Barbue-Dubourg, ami de Silas Deane, qui en trouva en France en 1776. Benjamin Franklin engagea en 1777 ces quatre ingénieurs en France[2]. Toute une pléiade de jeunes officiers nobles français suivit La Fayette et se joignit aux Américains.

Parmi tous ces candidats, souvent trop vaniteux, qui souhaitaient commander les troupes américaines et les mener sur les chemins de la gloire, le Congrès Continental accepta un certain nombre de volontaires mais paya le voyage de retour à tous ceux qui furent refusés, car ces jeunes venaient des plus grandes familles de la Noblesse, et le Gouvernement américain craignait de vexer les Français, et, par conséquent, de perdre l'aide militaire de la France. Aujourd'hui les Américains préfèrent oublier que les Français les ont aidés à se libérer[3]. Ils ont l'impression de ternir leur gloire en avouant qu'ils ont quémandé l'aide étrangère.

Contrairement aux belles qualités d'un La Fayette, prince de haut lignage, Philippe Charles Jean-Baptiste Tronson du Coudray[4], officier d'artillerie, exigea pour sa part d'être nommé major-général de l'armée américaine, commandant de toute l'Artillerie, et de pouvoir ne rendre des comptes qu'à George Washington en personne et au Congrès. Il exigea une forte solde et sema l'indignation et de nombreux blasphèmes dans le cœur et la bouche de tous les soldats américains. Par contre, il possédait un grand savoir et sut le vendre au meilleur prix à ceux qui avaient besoin de ses lumières selon les bonnes vieilles règles

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 69 de la version française.

2 ●Jean-Baptiste Gouvion, (1747-1792) ; major, plus tard colonel, Engineer Corps, Continental Army ; Louis Le Bègue de Presle du Portail (1743-1802) ; général de brigade (Major-General après Yorktown), commandant le Corps des Ingénieurs de l'Armée Continentale ; Louis des Hayes de La Radière; Ingénieur français. Jean Baptiste Joseph, chevalier de Laumoy : (1750-1832) ; colonel, plus tard général de brigade, Corps du Génie dans l'Armée Continentale.

3 ●On peut le vérifier à chaque commémoration officielle ou officieuse de cette Révolution américaine, m'indiqua un Louisianais. «*Les troupes françaises sont arrivées à la fin de la Guerre !*» opposaient les Américains les plus patriotes. «*Comme nous, Américains, durant la Première Guerre mondiale !* répond toujours l'auteur de cette anecdote. *Ils n'ont combattu qu'au printemps de 1918.*» *Quelle ingratitude !* termina le Louisianais.

4 ●Philippe Charles Jean-Baptiste Tronson du Coudray, 1738-1777, était un authentique scientifique qui écrivit longuement sur l'usage de l'artillerie [*Artillerie nouvelle, ou Examens des changements faits dans l'artillerie française depuis 1765*, Amsterdam, 1772]. Il se porta volontaire avec une troupe de vingt-neuf officiers et douze sergents français et de deux cent canons pour rejoindre l'armée de George Washington. Le 17 septembre 1777, il traversait la rivière Schuylkill sur un bateau plat, lorsque le cheval qu'il montait se mit à reculer et précipita son cavalier dans la rivière, où il se noya.

capitalistes qui fermentaient alors en Angleterre depuis la crise économique de 1720 créée par la fameuse compagnie négrière *South Sea Co*.

Le 24 juillet 1778, le général Washington écrivit au gouverneur Morris à Philadelphie : «La prodigalité avec laquelle on a distribué les grades aux étrangers amènera certainement l'un des deux inconvénients suivants : rendre notre avancement militaire insignifiant, ou accroître nos charges actuelles en encourageant les étrangers à nous submerger comme des torrents, au point que les officiers de notre nation se retireront du service… Non ! Nos officiers ne verront pas injustement placés au-dessus d'eux des étrangers qui n'ont d'autres titres qu'un orgueil et une ambition effrénés, et qui sollicitent avec une telle persévérance qu'il faut une fermeté peu commune pour résister à leurs prétentions[1].» La lettre faisait essentiellement allusion au général Conway qui avait obtenu le grade de général dans l'armée continentale américaine.

À cette époque instable et critique, le jeune Congrès Continental des États-Unis redoutait une éventuelle trahison d'un chef militaire devenu trop puissant. Pour limiter le pouvoir de Georges Washington, le Congrès nomma donc un président du *Bureau de Guerre* (Gates) avec une partie des pouvoirs militaires. Ce cloisonnement eut un effet pervers prévisible, il créa la division dans le haut état-major, conformément au précepte qui veut que, dans ce cas, les conflits de personnalité éclosent presque automatiquement. Conway, se jugeant mal récompensé pour ses qualités, se mit à la tête d'un groupe de factieux. Finalement il démissionna des cadres de l'Armée continentale, pensant qu'on allait le supplier, l'implorer de rester, puis en voyant qu'on se réjouissait plutôt de son départ, il contesta sa démission (*Il n'avait pas eu l'intention de démissionner !...* C'était la pure vérité !) qui fut tout de même retenue par Washington. Alors les amis de Conway tentèrent de le faire réintégrer par le Congrès Continental.

Tous ces volontaires français qui devancèrent le Traité d'Alliance conclu plus tard entre la France et l'Amérique, apportèrent sans aucun doute un grand secours moral à l'armée américaine[2]. Ils étaient certes moins nombreux que l'armée régulière britannique dont la troupe était essentiellement allemande, mais «l'habileté de leurs chefs et l'opiniâtreté de leurs soldats suppléèrent à cette infériorité numérique[3].» Et puis plus tard débarquèrent les troupes françaises réglées.

L'aide française comporta aussi des vaisseaux de guerre, et on peut dire que quelques-uns des premiers vaisseaux de l'*US Navy* naissante furent français. Ainsi, l'Écossais John Paul Jones donna «de lui une si haute opinion au Ministre français de la Marine que ce dernier souhaita l'employer en lui donnant le commandement d'une entreprise

---

1 ●*Mémorial de Gouverneur Morris*, I, Jules Renouard et Cie, Paris, 1842. P. 135 et suiv.

2 ●Bien que leur rôle soit minimisé aujourd'hui afin de donner plus d'importance à celui des Insurgents. Les détracteurs disent que l'armée française est arrivée tard dans la guerre. En fait, l'armée américaine qui combattit sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale pourrait être taxée de la même faiblesse puisqu'elle combattit à partir du printemps 1918 seulement, c'est-à-dire durant les derniers mois de guerre.

3 ●Mark M. Boatner, *Encyclopaedia of the American Revolution*, p. 264 et 663

particulière. Le capitaine Jones est en ce moment à la tête d'un vaisseau de cinquante canons et de quelques frégates, armés aux frais du roi de France, et portant pavillon américain. On dit qu'il mettra à la voile vers le 1er juin 1779[1].»

♦

Chaque guerre est marquée par une apogée, un point tournant. La Campagne de Russie de Napoléon marqua le point tournant du Premier Empire français et du IIIe Empire[2] allemand. La bataille de Stalingrad fut celle de la Deuxième Guerre mondiale et d'Hitler. Les Russes furent sans contexte la pierre d'achoppement des deux despotes. En Amérique, ce fut la bataille de Saratoga qui marqua le point tournant de la Guerre d'Indépendance des Treize-Colonies américaines.

En dépit de sa volonté de paix générale, d'une part, et d'autre part de sa propre volonté d'aider un peuple avide de liberté à l'obtenir, la France avait mille raisons de mécontentement contre l'Angleterre qui, comme nous l'avons vu, ne respectait pas les traités qu'elle signait[3]. Elle se montrait si envieuse et si arrogante sur mer et dans les colonies que le désir d'en découdre chatouillait l'esprit de la plupart des militaires de France et de Navarre.

À ce sujet, le *Mémoire* remis par le comte de Floride Blanche au marquis d'Ossun, le 17 octobre 1777, nous fait remarquer que si chacune des deux puissances ─la France ou l'Espagne─ ouvre le livre de ses griefs envers l'Angleterre, «elle y trouvera des violences commises dans le sein de la paix; des dénis de justice outrageants; des fraudes, des vexations, des usurpations et enfin toutes les espèces d'injustice que la dépravation humaine peut enfanter. Leur pavillon est-il respecté ? Leur commerce est-il libre ? Les bâtiments français et espagnols ne sont-ils pas soumis, même à l'entrée de leurs ports, à des visites humiliantes, à des saisies odieuses et ensuite condamnés par des tribunaux avides à des confiscations sur des motifs les plus frivoles et les plus arbitraires ? La vaste mer n'est même plus un patrimoine commun. Les Anglais y exercent impérieusement une dictature universelle, qu'ils prétendront bientôt qu'on reconnaisse à titre de droit, comme ils se l'arrogent *de facto*. Quand l'injure et l'outrage sont portés à leur comble, qu'il n'y a plus accès à la réparation et à la Justice, le ressentiment sera-t-il muet, et prendra-t-on le parti de dissimuler ce qu'on serait en état de venger[4] ? Il n'est pas que les deux puissances n'aient déféré de

---

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 82 Lettre de B. Franklin à David Hartley, écrite à Passy le 21 mars 1779.

2 ●*Reich* peu se traduire par *empire* ou *république*.

3 ●On pourrait ajouter, en vrac, le refus de remettre Malte à l'Ordre des Chevaliers de Malte. «Par la paix d'Amiens, la Grande-Bretagne avait promis de remettre l'île de Malte au Grand Maître… Un corps de 2.000 Napolitains avait débarqué dans l'île au mois d'octobre 1802 ; les Anglais pas empêchés, mais ils ne les avaient pas mis en possession de l'île.» Ainsi avaient commencé les guerres napoléoniennes. Refus de remettre le Cap aux Hollandais, même si le cap de Bonne-Espérance devait être rendu au Gouvernement batave. [Loch, Christophe, Samson, Maximilian, Schoell, Friedrich, *Histoire abrégée des traités de paix entre les puissances de l'Europe, depuis la Paix de Westphalie*, 2 tomes, Librairie Méline, Cans & Compagnie, Bruxelles, 1837. Volume 1. p. 342]

4 ●Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Tome II,

nombreuses plaintes à l'Angleterre ; qu'elles daignent consulter les réponses qu'elles ont reçues ; de froids désaveux; des promesses vagues de s'informer et de redresser ; des dénégations formelles des faits les mieux constatés ; de vaines exceptions, de frivoles récriminations. Jamais une réparation, pas même une excuse honnête. Tel est le caractère anglais : il croit pouvoir tout exiger et ne rien rendre[1].»

Les temps étaient donc pleins d'espoir pour les militaires français qui voyaient l'occasion de se retrouver ─militairement parlant─ en tête à tête avec les militaires anglais, pour en venir aux mains. Mais le Gouvernement de Louis XVI souhaitait un acte, un prétexte, qui montrait que les Américains étaient sérieux dans leur désir d'indépendance ; que ce n'était pas une simple querelle de famille, et que les deux "chamailleurs" n'allaient pas se retourner contre les Français à la première intervention française.

Certes, la succession événementielle était stratégiquement de bon augure en faveur des Américains. Les hostilités, commencées en 1775 sous les ordres de George Washington, avaient amené l'année suivante le Congrès Continental à se réunir à Philadelphie et à proclamer unilatéralement, le 4 juillet 1776, l'indépendance des Treize-Colonies américaines. Les débuts du conflit avaient été heureux pour les indépendantistes. Les Anglais s'étaient vu infliger une cuisante défaite à Lexington, le 19 avril 1775. Eux, qui avaient occupé Boston *manu militari,* se retrouvaient en position d'assiégés. Les Américains s'étaient élancés à l'assaut du Canada. *Montréal* avait été occupée mais, comme précisé plus haut, l'assaut des Américains était venu se briser devant les fortifications de *Québec* solidement défendues par les Canadiens-Français (décembre 1775).

Un an plus tard, pendant la nuit du 25 décembre 1776, l'armée continentale franchit le fleuve sur la glace, surprit à *Trenton* un corps anglais de mille hommes qui bloquait Philadelphie et les fit prisonniers. Le 3 janvier 1777, l'armée de Washington remporta un autre succès sur les Anglais lors du combat de *Princeton*. En juin 1777, sir William Howe partit de New York, débarqua ses 16.000 hommes dans le Maryland. Washington s'avança au-devant de lui avec 11.000 hommes. Les deux armées se rencontrèrent sur les bords de la *Brandywine*, et se livrèrent bataille le 11 septembre. Howe battit Washington. Philadelphie fut occupée par les Anglais et le Congrès dut déménager au plus vite à

---

p. 601, Réponses de l'Espagne aux demandes des Commissaires américains. Traduction du Mémoire remis par le comte de Floride Blanche à M. le marquis d'Ossun, le 17 octobre 1777. Annexe au chapitre IX.

1 ●Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Tome II, p. 465

Lancaster. Le 19 septembre, le général anglais Burgoyne[1] fut battu à la bataille de *Bemis Heights* (Vermont).

En marche pour Albany, les Anglais de Burgoyne rencontrèrent le 7 octobre l'armée américaine d'Horatio Gates. Cette armée attendait sur la rive près de *Saratoga*. L'objectif de la *Bataille de Saratoga* était le suivant : renonçant à s'occuper pour l'instant des six colonies rebelles dites *de Nouvelle-Angleterre*[2], les Anglais avaient décidé de couper en deux les Treize-Colonies afin d'isoler [les 6 colonies de] la Nouvelle-Angleterre des 7 colonies du centre et du sud que les Britanniques croyaient être plus loyales à l'Angleterre. En quelque sorte, les Anglais souhaitaient trier leurs fruits afin de détruire les pommes pourries.

Le commandement anglais élabora donc une stratégie destinée à isoler les colonies contaminées par le virus de la révolte, au moyen d'un mouvement synchronisé en tenaille à trois mâchoires, qui débuta le 16 août 1777[3]. *La mâchoire* anglaise ***ouest*** commandée par Barrymore-St. Leger[4], devait avancer à partir de la partie occidentale de la Province de Québec (l'Ontario actuel) et suivre la rivière Mohawk. La *mâchoire* ***sud*** devait remonter le cours de l'Hudson à partir de la ville de New York. La *mâchoire* ***nord*** descendrait de Montréal, dans l'axe Nord-Sud du Richelieu. Les trois offensives combinées devaient effectuer leur jonction et conjuguer leurs puissances dans les environs d'Albany afin de couper la Nouvelle-Angleterre des autres sept colonies.» Malheureusement, les Anglais se prirent à leur propre piège. Une succession de batailles conduisit à la reddition finale du général en chef anglais, Burgoyne.

Cette victoire dite de Saratoga marqua un point-tournant dans la guerre d'Indépendance. Ce fut le plus beau succès des Américains depuis le commencement de la lutte. Ils s'emparèrent d'une artillerie nombreuse, d'armes en masse et de dix mille prisonniers. À partir de ce moment, les cours européennes prirent conscience que la guerre pouvait se conclure en faveur des insurgés, qui, de toute évidence, n'étaient pas une simple bande de Celtes mécontents.

La nouvelle officielle de cette victoire, exagérément qualifiée par les Américains de l'une des "15 batailles les plus décisives de l'Hu-

---

1 •Le général anglais Burgoyne n'était pas un Huguenot. Son ancêtre était un colon français, venu occuper en Angleterre les meilleures places qui, durant des siècles après l'invasion du duc de Normandie Guillaume le Bâtard, étaient réservées aux opportunistes venus de la *Doulce France*. Ces "colons" venaient renforcer l'aristocratie, le commerce et l'administration française qui encadraient le pays. La famille d'Anne Boleyn (Boulogne) était dans le même cas, de même que Thomas Becket (Béquet). Lors de la création de l'Église anglicane, l'ancêtre du général Burgoyne avait été nommé par Henry VIII *Commissaire royal à la Dissolution des Biens du Clergé catholique*. Il s'était servi le premier, s'était enrichi, et avait ainsi pu se faire anoblir jusqu'au niveau de Baronnet.

2 •La Nouvelle-Angleterre ne comprend que 6 États : Le Massachusetts bien sûr, le Connecticut, le Rhode Island, le Vermont, le New-Hampshire et le Maine.

3 •Mintz, Max M., *John Burgoyne & Horatio Gates: The Generals of Saratoga*. Yale University Press, New Haven, Connecticut, 1990.

4 •Barrymore (Barry) Matthew St. Leger (1733-1789) était un officier anglo-irlandais de lointaine ascendance huguenote. Sa principale faute, lors de la seule campagne qu'il mena lui-même, fut –selon l'historien militaire James Stokesbury, professeur d'histoire à Acadia University, Wolfville, Nouvelle-Écosse, dans le *Dictionnaire de biographie canadienne*– «de sous-estimer son adversaire américain, mais toute l'armée britannique et le gouvernement commirent la même erreur.» *A Short History of the American Revolution,* Harper-Collins Publishers, Toronto, Canada.

manité", à laquelle sir Edward Shepherd Creasy consacra un traité[1], fut apportée en France par Jonathan Loring Austin, Secrétaire du Ministère de la Guerre du Massachusetts. Parti le 30 octobre 1777, Austin débarqua à Nantes après un voyage de 31 jours. Il se rendit immédiatement à Passy où il rencontra Franklin, Arthur Lee, William Lee[2], Izard, Beaumarchais et Bancroft. «Le caractère capital de cette victoire qu'il annonça ne fut pas rendu moins intéressant par le soin particulier qu'il prit à décrire les détails de la dépêche et des événements qui avaient précédé. Les visiteurs aussi bien que les Envoyés se mirent immédiatement au travail pour préparer la transmission de la nouvelle aux Français et aux autres cours d'Europe[3].» La nouvelle parvint à Versailles au début de décembre 1777.

L'historien Doniol assure que les représentants américains en France s'efforcèrent de précipiter l'intervention française «en exagérant la probabilité d'un compromis entre la Grande-Bretagne et les Treize-Colonies. Il n'y a aucun doute que Franklin chercha de toutes les façons à inculquer aux Français l'idée que si une aide française adéquate (une armée de terre et une escadre) n'était offerte aux colonies, ces dernières succomberaient nécessairement [à la soumission et à la paix avec l'Angleterre]. Il ne fait pas l'ombre d'un doute, aussi, que lord Stormont, dans sa communication avec Vergennes, exagéra grandement la force de l'élément loyaliste dans les Colonies et le désir partagé de réconciliation[4].» La stratégie de l'ambassadeur d'Angleterre en France (Stormont) fut si excessive qu'elle devint contre-productive et joua contre les intérêts de son gouvernement puisque les Français s'empressèrent de se lancer dans la guerre. Il pensait alarmer les Français jusqu'à l'intimidation. Il les inquiéta au point de les lancer dans l'action sans plus attendre !

La victoire de Saratoga frappa donc tous les esprits en France car pendant toute la guerre de Sept Ans, «pas une fois on n'avait vu une armée entière se faire capturer de la sorte, par des chefs inconnus ou presque, à la tête d'une armée que l'on méprisait un peu parce qu'elle était surtout composée de miliciens et dirigée par des officiers qui exerçaient dans le civil des métiers d'avocats, de négociants de chevaux, de commerçants de bois, de forgerons ou de libraires, alors que le général Burgoyne passait pour l'un des plus habiles généraux de l'Angleterre.» L'Amérique avait montré sa détermination et le Gouvernement français

1 ●Non pas un traité mais l'un des chapitres d'un traité : Sir Edward Shepherd Creasy (1812-1878) est un historien britannique, *The Fifteen Decisive Battles of the World : From Marathon to Waterloo,* Humphrey Milford Oxford University Press, Toronto, 1915. De toute évidence, Sir Edward gonfla le mérite de cette bataille pour permettre aux Américains d'afficher au moins une victoire dans son Traité. Lorsque Creasy mourut, en 1878, les Américains ne pouvaient pas encore se glorifier des grandes victoires américaines de la IIe Guerre mondiale contre le Japon et contre l'Allemagne (quoique, contre l'Allemagne, ce fut surtout la Russie soviétique qui vainquit Hitler, et les Américains n'intervinrent en définitive que pour empêcher les Communistes de conquérir l'Europe occidentale), ou des presque-victoires contre l'Irak ou l'Afghanistan. Quant au Japon, ce ne fut que l'utilisation de bombes atomiques qui en vint à bout.

2 ●Arthur Lee (1740-1792) était le frère de William Lee (1739-1795)

3 ●*Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, Government Printing Office, Washington, 1889. 6 tomes. t.1, p.342.

4 ●*Ibidem.* p. 343.

décida d'aider l'Amérique "*ouvertement*" et non plus "*secrètement*", même si les services de renseignements de tous les pays savaient exactement ce qui se tramait dans les diverses chancelleries. Comme mentionné plus haut, la résidence de Benjamin Franklin était truffée d'espions à la solde des services de renseignements anglais qui pouvaient suivre au jour le jour toutes les discussions et en connaître l'essentiel avant même le Congrès Continental. Les Services de renseignements français avertirent même Franklin à plusieurs reprises sur les noms des taupes anglaises établies à Passy.

Vergennes, pour sa part, fit présenter ses félicitations à Benjamin Franklin et à Sileas Deane pour cette victoire déterminante. Alors les deux commissaires en profitèrent pour soumettre à la France le fameux *Traité d'Alliance*[1] en bonne et due forme.

♦

Ce fut à partir de cette victoire que Franklin réussit donc à négocier un ensemble de «traités avec la France, qui, selon la volonté des signataires, lieraient les deux pays *dans une éternelle amitié*. Un participant français exprima sans aucune délicatesse l'espoir que "les Américains n'hériteraient pas les prétentions, et le caractère rapace et buté de leur mère-patrie anglaise, qui l'avait fait détester." En conséquence des arrangements de Franklin, les Français fournirent la plus grande partie des armes aux Américains, la presque totalité de sa poudre à canon, et presque autant de combattants que les Américains eux-mêmes pour gagner les décisives batailles de Yorktown[2].» Les Français fournissaient des soldats de métiers expérimentés alors que les Américains alignaient des miliciens écossais ou irlandais, courageux et pleins d'enthousiasme mais peu expérimentés dans la guerre en rase campagne.

Le succès de Saratoga fut donc considéré pour les Français, comme le coup de maillet qui fit sauter la dernière cale. Dès cet instant, les Français étant prêts à intervenir directement, la guerre s'ébranla avec le lancement du dernier vaisseau français de la série. Le Conseil des ministres français envoya à Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de «Rochambeau, l'ordre d'embarquer immédiatement une partie de ses troupes et de son matériel, et de partir au premier vent favorable[3].» Le manque de bâtiments fit que deux régiments durent être laissés en arrière ainsi qu'une bonne partie de l'artillerie. En juillet, cette armée française de 8.000 hommes, sous le commandement du comte de Rochambeau, débarqua à Newport.

Perdant son sang-froid devant ce danger, l'Angleterre commit une erreur notable. Elle se permit d'arraisonner les navires des neutres

---

1 •*Lettre du 18 septembre 1777*, des Commissaires au Comité des Affaires étrangères de France, Revolutionary Diplomatic Correspondance of the United States 4 vol. Vol.II, pp. 452-454.

2 •Isaacson, Walter, *The New York Times*, 3 avril 2005.

3 •Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* pp. 89-90 de la version fr.

pour les contrôler. En réaction, Catherine II de Russie proposa un plan de neutralité armée contre l'Angleterre auquel adhérèrent la Suède, le Danemark, la Prusse, le Royaume des Deux-Siciles[1], la Hollande, et même le Portugal, pourtant fidèle ami traditionnel de l'Angleterre depuis la lointaine Guerre de Cent Ans[2]. Les Hollandais se mirent même à abriter des corsaires américains. Ce que voyant, les Anglais leur déclarèrent la guerre, sautèrent sur l'occasion pour s'emparer de l'île hollandaise de Saint-Eustache en février 1781. Mais les Français leur reprirent peu après (1784) cette même île que les Anglais s'empressèrent de piller avant de fuir.

♦

Pourtant, insistons sur le fait qu'il se trouve des indices qui tendent à laisser croire que Saratoga ne fut pas la motivation initiale et essentielle de l'intervention directe de la France. En fin de 1776, on peut affirmer qu'il était temps pour la France d'intervenir directement dans cette guerre, avec une raison supplémentaire qui n'était sans doute qu'une justification, une excuse *a posteriori*, celle de prévenir la vengeance prévisible des lobbies financiers anglais dès que l'insurrection américaine serait apaisée, *car d'ici peu, la Marine Royale serait prête à entrer en action puisqu'elle n'avait besoin que de quelques mois seulement «pour mettre la dernière main aux préparatifs... La rentrée des pêcheurs en France assurée*[3] ; en Espagne celle de la flotte du Mexique si elle doit revenir cette année ; rien ne peut plus alors faire obstacle à l'exécution du parti qu'elles estimeront devoir prendre.» Le texte qui suit date du 3 octobre 1776, c'est à dire une année entière avant la Campagne de Saratoga[4] qui amena la capitulation d'une armée anglaise. Il fut signé à Versailles sous le titre de "*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique*." Dans ces directives diplomatiques, le Ministre français des Affaires étrangères se pose la question et pèse le pour et le contre pour savoir si la France doit se lancer dans une nouvelle guerre contre l'Angleterre, ou bien laisser les Treize-Colonies américaines former un grand et redoutable ensemble *avec* l'Angleterre. Selon lui, devant le danger d'une superpuissance économique et militaire, la France ne doit «rien négliger, rien omettre et rien épargner pour l'empêcher[5].» La situation était critique pour la liberté du monde. Il s'agissait d'empêcher la formation d'une superpuissance qui, grâce au système démocratique corrompu de l'Angleterre ─c'est à dire

1 ●Le *Royaume des Deux-Siciles* comportait la Sicile insulaire et le Royaume de Naples, partie méridionale de la péninsule italienne. La capitale de cette entité politique était Naples.

2 ●Depuis la fameuse *Bataille d'Aljubarrota,* 1385.

3 ●Non seulement pour que l'industrie de la pêche soit en sécurité mais surtout pour compléter les équipages de la Marine Royale.

4 ●La campagne dura du 14 juin au 17 octobre 1777.

5 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique Paris, 1965. pp. 501 et suiv.

un Parlement inexorablement contrôlé par les lobbies marchands, comme une mouche par les fils de soie d'une araignée[1]─, allait traiter le reste du monde comme elle traitait ses propres colonies (industrialisation interdite pour ne pas concurrencer l'Angleterre[2], liberté de religion contestée...). Et de cette tâche, seule la France, alors le pays le plus puissant d'Europe[3], pouvait s'acquitter.

Mais pourquoi ne pas avoir agi ouvertement plus tôt en offrant une aide militaire officielle aux révoltés américains ? Parce que, répond Vergennes, Ministre français des Affaires étrangères, «les Américains, pétris de cette défiance aveugle, si familière aux Anglais dont ils sont les descendants, *contre toutes les autres nations qui aspirent au partage du commerce*, se seraient peut-être imaginés que les Deux-Couronnes[4] ne s'intéressaient *à les tirer du joug de leur métropole que pour les faire passer sous le-leur*[5].» Et puis finalement, la clandestinité des secours français, susceptibles d'être désavoués, eut une conséquence stratégique *fort perverse* sur l'Angleterre : "en jouant sur la confiance illimitée que cette nation nourrit artificiellement sur elle-même, infatuation que la richesse donne habituellement à l'individu[6]", *cette dissimulation a donné à son ennemi anglais la fausse impression que la France avait peur de la puissance militaire anglaise, entraînant par conséquent l'Angleterre, par une aveugle immodestie, à aller trop loin*. Ainsi, selon Charles Gravier comte de Vergennes, ministres des Affaires étrangères de Louis XVI, cette aide militaire et financière, *faussement clandestine,* entretint l'Angleterre «dans la vaniteuse confiance que les deux puissances n'oseraient pas rompre[7] avec elle. Elle s'en est fait un moyen ─ainsi que les actes de son Parlement en font foi─ pour entraîner sa nation dans un précipice dont il est bien intéressant de ne pas la laisser se tirer[8].»

---

1 ●Ce type de pseudo-démocratie au service de la Haute Finance est aujourd'hui devenu la norme aux États-Unis, en Union-Européenne et partout ailleurs.

2 ●Nous pouvons dire l'Angleterre plutôt que la Grande Bretagne puisque l'Écosse et l'Irlande étaient traitées à la même enseigne que les colonies d'outremer.

3 ●Puisque l'Angleterre elle-même ne pouvait venir à bout de la France que par des coalitions. Or, dans cette guerre, l'Angleterre se trouvait seule devant la France.

4 ●Les *Deux-Couronnes* du *Pacte de famille* Bourbon, la France et l'Espagne.

5 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 501. Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

6 ●Ainsi, il est connu que durant la Révolution industrielle anglaise, la classe possédante, fort riche, considéraient que si les prolétaires restaient pauvres c'était pour des raisons de dégénérescence mentale. Certaines sociétés coloniales nourrissaient la même opinion sur les colonisés. Cette autojustification artificielle permettait à la couche possédante et dominatrice de ne pas se sentir trop répugnante –et de ce fait blâmable– en attribuant sa richesse à sa propre rapacité.

7 ●Les deux puissances sont les *Deux-Couronnes*. Rompre avec elle : rompre les relations diplomatiques, c'est à dire déclarer la guerre.

8 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV-2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p.501. Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

Désormais la France devait apporter une aide militaire et financière illimitée aux Américains, de façon directe et ouverte, par exemple en envoyant une armée et une flotte en Amérique, car autrement «ce serait *accréditer l'opinion —que les Anglais propagent avec soin*[1]— *que la politique de la France et de l'Espagne n'est autre que de détruire l'Angleterre par l'Amérique, et l'Amérique par l'Angleterre*, afin de les entraîner plus facilement toutes les deux. Cette vue n'est pas absolument assez chimérique pour ne pas [lui] trouver quelque créance[2], et elle l'est trop pour qu'on imagine qu'elle entre dans le système des Deux-Couronnes[3].»

Et Vergennes poursuivait en prophétisant que l'aide directe et ouverte de la France à l'Amérique, allait nécessairement entraîner la guerre avec l'Angleterre. Certes, les Français pouvaient légitimer leur intervention en mettant de l'avant les principes mêmes des Anglais «lorsqu'Élisabeth fournissait patament[4] des secours aux Provinces-Unies[5] soulevées contre l'Espagne, [elle] recevait leurs places[-fortes] en dépôt, et pour sûreté [garantie] de leur fidélité comme de ses avances[6], tenait dans leur sein un ambassadeur qui était tout à la fois un général d'armée et le chef du Conseil[7].»

Pour Vergennes, à ce point de la Révolution américaine, un an avant l'humiliation anglaise de Saratoga[8], *maintenant que la Marine Royale est reconstituée pour se mettre au diapason de la Royal Navy*, la France ne peut tarder plus longtemps à intervenir directement ; le temps presse car «c'est le cri général en Angleterre que si cette campagne[9] ne réduit pas les Américains, il faut faire la moins mauvaise composition possible avec eux ; en faire des alliés si on ne peut les garder pour sujets et s'aider de leurs moyens pour retomber avec plus de force sur la

---

1 ●Les Anglais propageaient cette rumeur afin d'inciter les Américains à la soumission totale.

2 ●Nous dirions aujourd'hui *crédibilité.* Le sens du mot *créance* a aujourd'hui glissé vers un autre contenu.

3 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV 2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p. 501. Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

4 ●Patament = patemment = ouvertement. Vergennes fait allusion à la Guerre de Quatre-Vingts Ans ou Révolte des Provinces Unies protestantes contre l'Espagne catholique. En 1568, plusieurs provinces protestantes de cette région, menées par Guillaume le Taciturne, se révoltent contre le gouverneur du roi d'Espagne, Empereur du Saint-Empire romain germanique, car Ferdinand Alvarez de Tolède, persécutait les protestants dans les Provinces Unies protestantes (les Pays-Bas actuels). À cette occasion, la reine Élizabeth I[ère] d'Angleterre avait prêté main forte aux néerlandais pour nuire à l'Espagne.

5 ●Provinces-Unies, les Pays-Bas d'aujourd'hui.

6 ●Des avances d'argent, des subventions remboursables avec intérêt.

7 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV-2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p.501.

8 ●Il n'échappera pas à la vigilance du lecteur que ce Mémoire de Vergennes date d'octobre 1776, alors que la très important bataille de Saratoga, qui est habituellement considérée comme le déclencheur de l'intervention directe de l'Armée et de la Marine françaises, date de septembre-octobre 1777 ; elle est donc postérieure d'une année.

9 ●La Campagne de 1777 avec le général anglais Burgoyne, qui devait détruire l'armée américaine et écraser définitivement l'insurrection.

France et l'Espagne, se venger des secours qu'elles ont donnés à des rebelles et peut-être même des vœux qu'elles ont pu faire en secret pour eux[1].» Ainsi, c'était le moment ou jamais pour la France de s'engager ouvertement dans la guerre pour deux raisons capitales : la Marine française était enfin prête, et les Anglais commençaient à se lasser de ne pas réussir à mater les Treize-Colonies et par conséquent parlaient d'oublier la guerre et de conserver une alliance avec les États-Unis que nous appellerions aujourd'hui de type *Commonwealth,* avec des privilèges et des exclusions de tiers partis. *If you can't beat them, join them !*

On peut difficilement imaginer les lobbies londoniens accepter de gaieté de cœur que leurs anciennes colonies puissent s'enticher d'autres qu'eux-mêmes ─même s'il ne s'agissait que de commercer. La jalousie de ces insulaires était aussi vive que celle d'un mari bafoué. La liberté de commerce qui adviendrait dans le cas de l'indépendance américaine ne pouvait en aucune manière convenir à l'Angleterre, même si ce pays réussissait le tour de force de rester ami avec les nouveaux États-Unis. «Il est un motif bien plus pressant encore pour l'Angleterre de vouloir la guerre; sans parler de l'intérêt que les Ministres peuvent avoir de la provoquer pour soustraire leurs têtes à l'indignation et à la vindicte publiques, c'est celui du *commerce*. Ce commerce, s'il est libre, échappe à l'Angleterre ; la convenance le portera naturellement sur la France et sur l'Espagne[2].» Et cela, c'était insupportable pour l'avidité jalouse des lobbies londoniens et pour le patriotisme envieux des autres citoyens de Sa Majesté, manipulés dans un sens ou dans l'autre, suivant les besoins, par les fameux magazines londoniens, propriété de ces mêmes lobbies[3].

La colère et la jalousie des Anglais étaient attisées par des lettres telles que celles de Franklin à son ami anglais, David Hartley, membre du Parlement britannique. Franklin comparaît le trio France-États-Unis-Angleterre à un *ménage à trois*, à un *trio d'amour* : «Les Américains sont reçus et traités en France avec une cordialité, un respect, une affection qu'ils n'ont jamais rencontrés en Angleterre, alors même qu'ils méritaient mieux, et qu'aujourd'hui ils trouveraient moins encore après tant de peines prises pour exaspérer les Anglais contre eux et les rendre aussi odieux que méprisables… L'Amérique a été chassée et poussée dans les bras de la France. C'était une fille obéissante et

---

1 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV-2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre nat. de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p.501.

2 ●«Pour soustraire leurs têtes à l'indignation» Ce commentaire était particulièrement vrai dans ce gouvernement anglais de lord Frederick North, 2nd comte de Guildford, qui montra le zèle des grands coupables. *Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV-2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre nat. de la Recherche scientifique, Paris, 1965. p.501.

3 ●Surtout le mensuel *Gentleman's Magazine*, le *London Magazine* qui allait mourir avec l'indépendance des États-Unis. Comme précisé plus haut, le rôle des magazines était de convertir la population de Londres au point de vue des lobbies. En fait la presse américaine d'aujourd'hui tient la même fonction.

vertueuse. Une cruelle marâtre l'a mise à la porte, l'a diffamée, a cherché à la tuer. Tout le monde reconnaît son innocence et prend son parti ; *ses amis espèrent qu'elle sera bientôt mariée honorablement*. Jamais ils ne lui conseilleront de retourner sous l'empire d'une ennemie aussi barbare… Je crois qu'elle sera aussi bonne épouse qu'elle a été bonne fille, que son mari l'aimera et l'honorera, et que la famille qui l'a si méchamment chassée regrettera longtemps de l'avoir perdue[1].» Il est sûr que cette triste lettre de reproches dut torturer le cœur de Hartley et de tous les Londoniens qui purent s'en abreuver d'amertume et porter à la France la haine du cocu.

Moralement, comment ce ramassis de rois chrétiens[2] qui jouaient à la guerre comme aux échecs, qui usaient et abusaient sans vergogne du sang de leurs concitoyens, allaient-ils trouver les excuses et les justifications morales nécessaires pour attaquer un autre roi chrétien, bourgeois britannique, qui périodiquement ameutait des coalitions contre des rivaux commerciaux ? Précisément, ce roi britannique dont les pouvoirs étaient détenus par des associations de marchands, était accusé d'avoir commis l'infamie, quelques années plus tôt, d'attaquer les Français sans même leur déclarer la guerre[3]. Vergennes tentait au moins d'analyser ce problème moral et de lui trouver des justifications, quand il disait : «On sent qu'il peut répugner à la magnanimité et à la religion des deux monarques de prendre la circonstance la plus fâcheuse où puisse se trouver l'Angleterre pour lui porter le coup sinon mortel au physique du moins à son influence et à sa considération[4].» Et le Chef de la diplomatie française trouvait ainsi sa justification car «il s'agit ici d'un intérêt majeur. On ne peut guère mettre en doute que l'Angleterre ne désire terminer la guerre civile pour en commencer une nouvelle contre les Deux-Couronnes. Sa conduite qu'on analysera bientôt en fait une preuve à laquelle il serait difficile de se refuser. S'il est évident qu'elle nourrit le dessein de la guerre et qu'elle en prépare les moyens, attendra-t-on qu'elle ait pris tous ses avantages pour la commencer où et

1 •Lettre de Benjamin Franklin au politicien anglais David Hartley, membre du Parlement, écrite à Passy le 12 février 1778, dans *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; pp.47-48.

2 •Il s'agit du Roi Très-Chrétien (France), du Roi-Catholique (Espagne), et, pour l'Angleterre, du Défenseur de la Foi [catholique]. Le roi anglican s'obstinait à porter le surnom de *Défenseur de la Foi* accordé par le pape Léon X. En effet, au début du bouillonnement réformiste, Henri VIII invectiva avec rage la Réforme protestante. En 1521, il envoya même au pape un traité intitulé *Assertio septem sacramentorum*, rédigé avec l'aide de (ou plutôt "par") Thomas More (qu'il fit assassiner quelques années plus tard, d'ailleurs) Ce Traité lui valut le titre de « Défenseur de la foi » (*Defensor Fidei*) qui lui fut décerné par le pape Léon X. Il prit aussi le titre d'*illustrissimus*, qu'il conserva aussi après sa rupture avec Rome et jusqu'à nos jours. Ainsi le prince Charles deviendra le Défenseur de la Foi (anglicane) lorsqu'il sera couronné roi d'Angleterre.

3 •En 1755, tandis que l'Angleterre déportait le peuple acadien afin d'installer des colons anglais en Acadie, le vice-amiral Boscawen se posta *en pleine paix* dans le détroit de Cabot et le Golfe Saint-Laurent. Son escadre s'empara de quelques transports de troupes français "partially disarmed" [armés en flutes] transportant 1.500 fantassins français ainsi que de la solde (80.000 £ françaises). Le lendemain se déclara une épidémie dans ses équipages qui perdirent ainsi 2.000 marins. Lors de la défaite navale anglaise de Port-Mahon ou de Minorque, en 1756, Charles Boscawen vota pour l'exécution de l'amiral anglais Byng qui fut battu par la Marine française.

4 •*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique.* Versailles le 3 octobre 1776. in *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis le Traité de Westphalie jusqu'à la Révolution française,* XXV-2 ANGLETERRE, Tome 3 (1698-1791) avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965. Ibid.

quand bon lui semblera ? [Attendra-t-on] que fortifiée des forces qu'elle emploie contre l'Amérique et de celles qu'elle pourra s'y procurer, elle ait triplé sa puissance maritime pour braver et insulter celle des Deux-Couronnes ? C'est un axiome reçu en politique comme à la guerre, qu'il vaut mieux prévenir que d'être prévenu[1].» L'intervention française était donc imminente en octobre 1776, bien avant Saratoga.

À la fin de l'année 1776, tout est donc paré pour frapper l'Angleterre ouvertement. Mais l'hiver arrive, et il faut attendre le retour de la bonne saison pour attaquer, et ce fut donc la victoire américaine de Saratoga qui se produisit à l'automne suivant qui décida Vergennes à prendre *le prétexte de cette victoire* pour faire monter en première ligne les bataillons français.

Les causes de l'intervention directe et officielle de la France sont donc de plusieurs ordres (moral, matériel et militaire). Certains historiens qui, pour une raison ou une autre, cherchent à diminuer le mérite des Français, mettent en relief des motivations extrêmement intéressées et ont tendance à minimiser les causes morales qui balayaient la France à ce moment-là, au moment où culminait le Siècle des Lumières.

♦

Conformément à l'opinion qui veut que la France était décidée à intervenir même si Saratoga n'avait pas été une victoire pour les Insurgents, l'historien anglais Dull confirme cette même présomption. Pour lui, Saratoga ne fut qu'un simple prétexte qui se produisit au moment où la flotte française se trouvait en état de vaincre la Royal Navy. Selon Dull, la bataille de Saratoga a reçu «une fonction qu'elle n'a jamais méritée, celle d'avoir démontré la capacité de l'armée américaine aux côtés de laquelle la France voulait entrer en guerre en tant qu'alliée[2].» Les vraies raisons de l'entrée en guerre de la France, furent, selon lui (et selon Vergennes), que la France avait fini de reconstituer sa marine de guerre apte à rivaliser et même à vaincre la Royal Navy ; ce qu'elle fit d'ailleurs à la Bataille de la Baie de Chesapeake et au cours de plusieurs autres combats navals détaillés dans le Livre II du présent ouvrage. Selon Dull, les tensions rendaient inévitable l'implication directe de la France dans cette guerre. Le Conseil d'État français, ajoute-t-il, «faisait face à la nécessité éventuelle d'abandonner la politique d'*implication partielle* rendue obsolète par l'augmentation presque incontrôlable de la tension avec l'Angleterre[3],» car cette dernière, dupée par ses propres succès de la Guerre de Sept Ans ─dus essentiellement aux armées prussiennes et au génie stratégique et tactique de Frédéric le Grand,─ avait fini, par vanité, par se convaincre qu'elle était capable de faire face, seule, aux armées françaises. Elle avait d'ailleurs commis la même

1 ●*Ibidem.*

2 ●Dull, Jonathan R., *The French Navy and American Independence ; A Study of Arms and Diplomacy,,* Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1975. p.90.

3 ●Ibid.

erreur d'estimation en faisant la guerre à l'Espagne quelques années auparavant et en se faisant humilier[1]. Mais ce qui est certain c'est que, en cette Révolution américaine, l'intervention française outremer ne fut rendue possible que grâce à «l'œuvre des chantiers navals [français] plutôt que par les succès américains sur les champs de bataille américains[2].»

La deuxième raison qui entraîna l'intervention de la France fut, toujours selon Dull, l'incapacité des Américains de vaincre le gros de l'armée anglaise qui battait la campagne en Amérique : «Je soupçonne que la décision française de se lancer ouvertement dans la guerre fut renforcée moins par la bataille de Saratoga que par les défaites du général Washington qui ont démontré que, *quoique les Américains aient pu venir à bout de gros détachements, ils restaient pourtant incapables de détruire la principale armée britannique sans une assistance directe plus considérable*[3]» de l'Armée française.

Jonathan Dull sort donc des sentiers battus de l'*Histoire officielle* pour fournir son explication originale selon laquelle ce fut la fin du réarmement naval français qui détermina l'intervention directe de la France[4]. Il écrivit qu'il lui semblait vraisemblable que «la décision préliminaire de déclencher la guerre ouverte fut faite vers la fin de juillet 1777[5].» Plus encore, selon lui, la décision finale des Français de partir en guerre *seuls* contre l'Angleterre fut due aux tergiversations des Bourbon espagnols qui souhaitaient certes «garder la révolution américaine bien vivante tout en redoutant les dangers de treize États indépendants face aux colonies espagnoles[6],» car ces dernières risquaient de suivre leur exemple en aspirant à cette fameuse liberté laquelle, incubée dans la France des Lumières, transsudait vers les autres peuples d'Europe.

L'historien américain Kaplan estime, pour sa part, que «les Américains commirent l'erreur de croire qu'ils avaient réussi à convaincre les Français d'entrer directement dans la guerre. Vergennes était *déjà* convaincu. Sa décision fut renforcée, moins par la victoire de Saratoga que par l'*incapacité évidente de George Washington de faire face à l'armée anglaise la plus importante sans l'assistance plus directe des Français*[7].» Et pour les Français, il était d'une importance impérative ─et même absolue─ d'éviter que les Américains ne se

---

1 ●Il s'agit bien sûr de la *Guerra del Asiento des Negros*, qualifiée par les Historiens anglais du nom ridicule de *Guerre de l'Oreille à Jenkin* (Jenkin's Ear War) pour en édulcorer l'humiliation, et *Guerre de l'Esclavage* par les Français, car, si les prétextes initiaux étaient quelques abus des douanes espagnoles contre des trafiquants anglais, l'objectif réel des Anglais était de forcer l'Espagne à leur prolonger le monopole de l'Esclavage vers l'Empire espagnol. À ce sujet lire les *Prolégomènes* du *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche,* de J.-C. Castex, Éditions P.O. Vancouver, 2011.

2 ●Dull, Jonathan R., *The French Navy and American Independence ; A Study of Arms and Diplomacy,,* Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1975. p.90.

3 ●Dull, Jonathan R., *The French Navy and American Independence ; A Study of Arms and Diplomacy,,* Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1975. p.90.

4 ●Ibidem.

5 ●Ibid. p.84.

6 ●Ibid. p.88

découragent et renoncent à l'indépendance complète. Kaplan rejoignait Dull en cela.

En fait, comme nous l'avons précisé plus haut, il suffit de consulter les dates de la bataille − des batailles de Saratoga devrions-nous dire − (les 19 septembre et 7 octobre 1777), pour constater que la Diplomatie française avait *déjà*, le 23 juillet de la même année 1777, décidé de l'intervention directe des Français : «Le moment est venu où il est de toute nécessité de prendre une résolution : *il faut ou abandonner 1'Amérique à elle-même, ou la secourir courageusement et efficacement*. Les termes moyens ne peuvent plus que compromettre et affaiblir la considération en affichant la faiblesse... Janvier ou février de 1778 est 1'époque après laquelle les deux Couronnes n'auront plus qu'à regretter 1'occasion qu'elles auront négligée. Il faut dès à présent avertir l'Amérique si on veut la servir et s'en servir. Si au contraire on ne croit pas pouvoir rien faire d'effectif pour elle, l'humanité et l'honnêteté exigent encore qu'on le lui dise... [La France et l'Espagne] se remettront à leur place et feront rentrer l'Angleterre dans celle d'où elle n'aurait jamais dû sortir[1].»

En dépit de cette réalité incontestable, ce fut la victoire de Saratoga qui donna l'illusion d'être le point de départ de l'intervention française et qui détermina le prudent et indécis Louis XVI à céder aux pressions de l'opinion publique française, des ministres du Gouvernement, et surtout, bien entendu, des Américains représentés en France par l'éminent Benjamin Franklin. Malgré tout− et par simplification −, Saratoga est aujourd'hui considéré par la plupart des Historiens, comme le point-tournant qui convainquit le roi de France que cette rébellion n'était pas une simple chicane entre mère et fille qui allait se terminer par des larmes de réconciliation, entre les Treize-Colonies et l'Angleterre.

Selon l'historien Doniol, «les hésitations du Ministre français en 1777, s'expliquent par la crainte que la Grande-Bretagne offre soudainement l'indépendance aux Treize-Colonies, et ensuite retourne contre la France et l'Espagne toutes ses forces que sa réconciliation libèrerait, tandis que le Gouvernement anglais, de son côté, était porté à suggérer à la France qu'une telle possibilité n'était pas impossible[2].» Mais on peut douter que le *Council of Trade and Foreign Plantation* ─en d'autres termes les lobbies londoniens─, ait pu envisager de vaincre la France et l'Espagne réunis, sans aucun allié européen, même si l'Espagne faisait acte de présence plus pour des raisons diplomatiques que militaires. La défaite anglaise contre l'Espagne dans la *Guerre de*

---

7 ●Kaplan, Lawrence S. "*The Diplomacy of the American Revolution: the Perspective from France*." *Reviews in American History*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore (Maryland), 1976. Vol.4. No.3 (septembre 1976), p.387. "The Americans were mistaken in believing that they had already succeeded with the French; Vergennes was already convinced. His decision was reinforced less by Saratoga than by Washington's demonstrated incapacity to cope with the main British army without more direct French assistance."

1 ●Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. *Mémoire communiqué au Roi le 23 juillet 1777, et approuvé le même jour par Sa Majesté,* Tome II, p. 466 et suiv. Les Deux-Couronnes sont la France et l'Espagne.

2 ●Ibidem, pp.393, 691

l'Asiento de Negros était trop récente pour être tombée dans l'oubli des dirigeants anglais, même si le peuple anglais, trompé par les magazines londoniens n'avait jamais connu la vérité, la dure réalité de la défaite.

Une vraie motivation des Français, en tout cas, était basée sur la crainte que les Anglais et les Américains se réconcilient dans des larmes de joie, et que les Treize-Colonies, au potentiel illimité quant à la puissance économique et militaire, continuent d'appartenir à Londres, c'est à dire aux lobbies financiers de ce pays. La Grande-Bretagne d'une puissance très modeste réussissait grâce à son pouvoir de nuisance, à son or et à son ambition sans limite à rallier assez de nations pour vaincre la France, principale puissance européenne ; qu'en aurait-il été si l'Amérique du Nord avait été soumise au Parlement londonien ? Tôt ou tard, le monde entier aurait été le jouet docile des sordides lobbies londoniens qui n'hésitaient pas à organiser guerres sur guerres jusqu'aux derniers mercenaires allemands, jusqu'aux derniers Highlanders écossais, qui en payaient le prix du sang, sachant qu'eux-mêmes en tireraient tous les bénéfices, laissant au petit peuple anglais le soin de combler par leur sueur l'énorme déficit.

Quoi que puissent supputer les historiens les plus sceptiques, un texte du Secrétaire d'État de France nous donne les véritables motivations des autorités françaises. En résumé, «l'Angleterre est un pays qui ne respecte rien et veut tout pour elle. Or si elle garde les États-Unis sous sa coupe, rien ni personne ne pourra la freiner dans ses ambitions car les Treize-Colonies vont rapidement devenir une super puissance. Il faut donc pousser à l'indépendance et opposer ces deux pays ─les États-Unis et l'Angleterre─ *pour qu'ils se neutralisent*. En 1777, le temps presse. Ce qui est frappant dans le ton du texte officiel qui suit, c'est la certitude de la France de maîtriser l'Angleterre dépourvue d'alliés.

Les Français prirent leur temps pour que le processus d'indépendance devienne irréversible. Saratoga montra que les Américains étaient sérieux et vraiment déterminés à se battre jusqu'au bout, et que le désir d'indépendance n'était pas un idéal de rêveurs impénitents ou de Celtes vindicatifs désireux de se venger d'une mère-patrie considérée comme une marâtre. Si les Français avaient aidé ouvertement et massivement les insurgés dès le début de la guerre, les Anglais auraient risqué de reculer, de se réconcilier et d'accorder l'exemption fiscale que réclamaient les Américains. Dans ces conditions, les Treize-Colonies seraient restées unies à l'Angleterre. Il était donc important pour la France de paraître hésitante au début.

Marcel Trudel (1917-2011) a tenté d'analyser toutes les possibilités d'action, afin d'imaginer quelles auraient été les conséquences de cette Révolution américaine, pour la France et pour le reste de l'Europe, dans chacune des hypothèses en perspective. Son analyse, fort intéressante, mérite d'être connue. Selon cet historien canadien, dans l'alternative où la France serait restée neutre, «l'Angleterre soumettrait probablement ses colonies, et, au faite de sa puissance, tournerait toutes ses

ressources contre son ennemi [héréditaire] et lui enlèverait les derniers lambeaux de son empire[1]» et de son indépendance commerciale.

Dans l'alternative où la France aiderait l'Angleterre à mater ses «colonies révoltées pour empêcher la révolte de se communiquer à ses propres colonies, elle affermirait encore par-là la puissance du vainqueur de 1763[2].»

Si ─comme cela allait être le cas─ la France accordait ouvertement son aide aux «colonies américaines, elle pouvait être certaine que l'Angleterre lui déclarerait la guerre[3],» emportée par une vanité indéfectible laquelle, sans aucune coalition pour équilibrer les forces, la mènerait inexorablement à la défaite. Donc, qu'elle collaborât ou non, «qu'elle restât ou non hors du conflit qui éclatait, la France pouvait être sûre d'avoir la guerre. C'est le comte de Vergennes, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui allait solutionner le problème : il allait faire le plus de mal possible à l'Angleterre, mais *en prenant bien garde de ne pas la détruire, parce qu'elle était nécessaire à l'équilibre européen* ; il allait en même temps éviter que la puissance qui se formait en Amérique ne devienne une menace de plus pour cet équilibre[4].»

Dès 1775, à Londres, l'opinion du comte de Guînes avait ajouté une couleur de plus à ce prisme d'opinions et de stratégies. Il avait écrit au ministre français des Affaires étrangères, le comte de Vergennes, le 28 juillet 1775 que certains Anglais pensaient qu'une guerre déclarée par l'Angleterre à la France effraierait les Américains et les forcerait à revenir prudemment dans le giron anglais, surtout si l'Angleterre courait le risque de perdre la guerre et devait rendre le Canada à la France. «Lord Rocheford m'a confié hier que nombre de personnes… *des deux partis,* étaient intimement persuadés que le moyen de faire cesser cette guerre d'Amérique était de la déclarer à la France, et qu'il voyait avec peine cette opinion s'accréditer… Les partisans de ce plan ne sont pas arrêtés par l'alliance de l'Espagne ; ils disent que l'Angleterre a bien combattu avec succès cette puissance et la France réunies à la fin de la dernière guerre…[La Prusse était déjà balayée sous le tapis et oubliée par les historiens anglais] Ils avancent que *la crainte d'une guerre malheureuse pour l'Angleterre qui finirait par remettre la France en possession du Canada serait l'épouvantail le plus certain pour l'Amérique* où le voisinage de notre religion et de notre gouvernement est extrêmement appréhendé ; ils disent enfin que les Américains, forcés par une guerre de renoncer au projet de liberté et de se décider entre nous et eux, leur *donneraient certainement la préférence*[5].»

---

1 ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éd. du Boréal Express, Sillery, 1976. pp. 151-152.

2 ●Ibid.

3 ●Ibid.

4 ●Ibid. pp. 151-152.

5 ●Lettre du comte de Guînes au comte de Vergennes, Londres, le 28 juillet 1775 Cornelis De Witt, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine*, Didier, Paris, 1861. p. 465 et suiv. "Les deux partis" en question dans cette lettre sont bien sûr les whigs et les tories.

Cette opinion était connue depuis fort longtemps dans les milieux diplomatiques et stratégiques français et étrangers. C'est pourquoi, *les diplomates français avaient déjà prévu de renoncer à récupérer la Nouvelle-France et son valeureux peuple dans le seul but de faciliter l'indépendance américaine.* Il fallait donc désormais que les Français rassurent les révoltés américains en s'engageant en ce sens par écrit, dans le Traité d'Alliance franco-américain, en renonçant définitivement au Canada et en abandonnant le peuple canadien qui s'était si bien battu pour la France mais qui, pour de basses raisons hégémoniques, allait subir le sort des Harkis, des Acadiens et des tribus indiennes du chef Pontiac.

Pour ce qui était de certaines hypothèses soulevées par Marcel Trudel, la perspective que l'Angleterre puisse envisager de faire, seule, la guerre à la France, *sans le moindre allié*, paraissait plutôt extravagante aux diplomates français de l'époque : «Nous avons peine à concevoir qu'il y ait des gens assez peu éclairés parmi eux pour regarder, dans les circonstances présentes, la guerre contre la France comme une porte de salut.» Aux yeux des Français, une telle déclaration paraissait, ou bien une simple vantardise naïvement destinée à tenter d'effrayer l'ennemi, ou plutôt le fruit d'une vanité générée par un patriotisme aveugle et trompeur. Jamais au grand jamais depuis le lointain Moyen-Âge[1], l'Angleterre ne s'était mesurée à la France *seule à seule.* Et elle venait d'être vaincue par l'Espagne dans la Guerre de l'*Asiento de Negros*. Mais les Historiens anglais réussissaient toujours à dissimuler les revers, car comme l'écrit Michel Onfray : «L'écriture de l'Histoire fait l'Histoire : elle crée l'événement majeur, puis décrète simultanément l'anecdote mineure[2].» La défaite anglaise qui allait clore cette guerre donnera raison aux diplomates français.

Les Anglais se donnaient beaucoup de mal pour affaiblir la confiance des Français dans leurs nouveaux alliés américains. Franklin écrivit à ce sujet que l'ennemi (c'est à dire les Anglais) : «présentait notre peuple [américain] comme fatigué de la guerre et de la façon de gouverner du Congrès ; il représentait ce corps élu comme déchiré par les dissensions, etc.; mais tout cela faisait peu d'effet... Et c'est ma ferme opinion que, malgré les pertes considérables que le commerce de France a subies depuis le commencement des hostilités, la Cour [versaillaise] est toujours décidée à continuer la guerre jusqu'à ce qu'elle ait établi notre indépendance, et que son estime pour nous n'a pas diminué[3].»

Si les Français n'avaient rien fait, cela aurait pu décourager les Américains et entraîner la réconciliation et, par conséquent, la formation d'une superpuissance, accablante par sa volonté de domination et son

1 •Et même à la Bataille de Poitiers, le Prince Noir avait beaucoup plus de combattants gascons que d'Anglais.

2 •Onfray, Michel, Les Ultras des Lumières, Contre-histoire de la philosophie, t.4, Grasset, Paris, 2007. p.301.

3 •*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 81; Lettre du 26 mai 1779, rédigée à Passy, par B. Franklin, pour le Comité des Affaires étrangères de France, écrite à Passy le 21 mars 1779.

âpreté au gain. Si les Français avaient pris en charge une trop grosse part de l'action, avaient fourni un effort de guerre excessif, les Américains auraient moins apporté. À l'appui de la première assertion, le comte de Vergennes écrivit : «C'est vraisemblablement le parti qu'ils prendraient[1] [d'abandonner l'indépendance], si, privés de l'espoir d'un secours mieux caractérisé que tout ce qu'on a fait jusqu'à présent pour eux, ils étaient abandonnés à la tentation des offres à peu près satisfaisantes que les Anglais leurs feraient infailliblement si le succès des armes ne répondait pas à leurs espérances. Il est bon de faire observer ici que le préjudice serait aussi fâcheux si les Américains succombaient à la séduction ou à la terreur des Anglais… Leur réduction serait une arme formidable entre les mains de l'Angleterre ; la France et l'Espagne regretteraient pendant des siècles de lui [à l'Angleterre] avoir permis de se ressaisir[2].» On peut aujourd'hui facilement imaginer la gigantesque puissance d'une Angleterre qui aurait au bout de la main la force incalculable de l'Amérique ; ce serait Jupiter Fulgurator brandissant la foudre américaine pour détruire tous les concurrents économiques de l'Angleterre.

Vergennes craignait aussi que les Américains entraînent les Français dans les hostilités puis leur laissent faire la guerre seuls ou presque : «Il faut s'assurer avant tout de la persévérance et de la coopération des Américains. Il serait inconséquent de s'armer pour eux et de les laisser désarmer[3].» Les paroles du Ministre français des Affaires Étrangères seront confirmées en cela par une dépêche de Conrad A. Gérard, Ambassadeur de France à Philadelphie datée du 25 juillet 1778, qui constata rapidement que «le zèle des États de l'est pour le recrutement de l'armée s'était déjà ralenti[4].» Croyant que la France était prête à leur offrir tout ce qu'ils pouvaient désirer, les Américains insatiables ─au point qu'ils refusèrent toujours de lever leurs propres impôts, préférant poursuivre la guerre avec l'argent des Français─ insistèrent jusqu'à la fin de la guerre pour que les Français les aident avec leur sang et leur argent à conquérir le Canada et la Nouvelle-Écosse.» En cela les Américains ressemblaient étrangement à leurs cousins mal-aimés d'Angleterre qui ne manquaient pas une seule guerre, mais refusaient d'y combattre. Au point que Vergennes lui-même commençait à trouver la potion imbuvable : «Ainsi, si l'on vous parle de secours pour l'année prochaine, vous vous bornerez à répondre que vous ignorez encore les intentions du roi à cet égard. Cependant vous ne dissimulerez pas à M. Morris que nous sommes étonnés des demandes que l'on ne cesse de nous faire,

---

1 ●De Witt, Cornelis, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine*, Didier, Paris, 1861. p. 465 et suiv. Le comte de Vergennes au comte de Guînes, du 7 août 1775 à Versailles.

2 ●De Witt, Cornelis, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine*, Didier, Paris, 1861. p. 465 et suiv. Le comte de Vergennes au comte de Guînes, du 7 août 1775 à Versailles.

3 ●Ibidem. p. 465 et suiv. Même lettre de Vergennes au comte de Guînes, du 7 août 1775 à Versailles.

4 ●*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p. 870 Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), à Philadelphie le 25 juillet 1778.

tandis que les Américains se refusent obstinément au paiement des taxes, qu'il nous semble cependant beaucoup plus naturel de lever sur eux, plutôt que sur les sujets du Roi [de France], les fonds qu'exige la défense de leur cause. Quant à l'acquittement des intérêts, vous pouvez déclarer péremptoirement que le roi ne s'en chargera point, et que le mécontentement qui résultera de cette détermination ne servira qu'à apprécier à leur juste-valeur la gratitude et l'attachement des Américains pour la France[1].»

Pris comme des enfants du divorce entre la France et l'Angleterre et cyniquement soucieux, en adolescents roués, de tirer le meilleur parti de l'un et de l'autre, les Américains étaient ainsi décrits en 1779 par l'Ambassadeur de France Conrad A. Gérard : «Les uns s'applaudissent ─ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous le mander─ de n'avoir fait aucune offre à Sa Majesté [le roi de France]. Ils se flattent de profiter du succès de la Guerre sans prendre aucun nouvel engagement, et surtout sans faire aucun nouvel effort, pour s'assurer non seulement les Pêcheries de Terre Neuve mais encore de la Nouvelle-Écosse et même du Canada. Leur dilemme secret est que l'Amérique recevra ces avantages, ou des mains de la France et de l'Espagne comme une portion du fruit de leurs succès, ou des mains de l'Angleterre pour prix de sa résistance[2].»

Face à cette faction du Congrès ─menée par Lee et Adams─ qui tenait absolument à ce que les Français aident les Américains à conquérir le Canada et qui promettait en retour d'augmenter simplement les facilités de pêche pour les Français au détriment de l'Angleterre, les Français répondaient que le *Traité d'Alliance* impliquait seulement l'indépendance et non pas des conquêtes complémentaires. D'ailleurs ce même John Adams, qui deviendra le premier vice-président des États-Unis et le deuxième président, mit bas le masque immédiatement après l'indépendance pour devenir le pire ennemi de la France et pour en arriver à la "quasi-guerre" avec la nation qui lui avait tendu la main : *Canis manum hominis pascentis mordet*[3].

Nombreux étaient en France et partout en Europe les esprits spéculatifs qui, «portant leurs vues au-delà du possible, voulaient faire envisager 1'Amérique comme *une puissance redoutable un jour*, même contre ses bienfaiteurs[4]. Que par une succession progressive (Sic !) d'années, l'Amérique puisse devenir assez considérable, on n'en disconviendra pas ; mais quelle puisse devenir formidable[5], c'est une

---

1 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Lettre du comte de Vergennes au chevalier de La Luzerne (nouvel ambassadeur), du 14 octobre 1782, à Versailles. p. 289

2 ●À la place de "résistance", certaines copies écrivent "réconciliation" (réconciliation avec l'Angleterre après la guerre, bien entendu.) Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. *Mémoire communiqué au Roi le 23 juillet 1777, et approuvé le même jour par Sa Majesté,* Tome II, p. 466 et suiv.

3 ●Jacques Vinerbi, Tahiti.

4 ●Sans doute envisageaient-ils déjà la morsure du fameux chien !

5 ●Au sens étymologique du mot *formidable*, du latin formīdābilis = redoutable, terrible, qui inspire la peur.

terreur contre laquelle on se prémunira en prenant garde à la forme de constitution que se donnera... cet ensemble, lequel, en constituant une grande confédération, peut prendre un essor rapide et se rendre odieux à tous ses voisins[1].»

En conséquence, la puissance ─donc la dangerosité─, de l'Angleterre étant neutralisée par la perte de ses Treize-Colonies américaines, il ne restait qu'à inventer un moyen de contrecarrer la dangerosité[2] de ces nouveaux États-Unis, véritablement périlleux pour tous. Les diplomates français décidèrent que, dans un premier temps, la France ne devait pas favoriser l'annexion du Canada et de la Nouvelle-Écosse par les Américains sous peine de multiplier leur puissance potentielle et donc leur dangerosité. Cela devait être absolument évité tout en restant *rigoureusement secret* afin de ne pas décevoir les Américains.

Dans un deuxième temps, les diplomates français jugèrent que le Canada et la Nouvelle-Écosse devaient rester à l'Angleterre afin que la frontière septentrionale des États-Unis demeurât une menace permanente de la part des Anglais jaloux et furieux de l'indépendance américaine. Cette présence ennemie non seulement occuperait l'esprit des Américains et calmerait leurs ambitions, mais en même temps obligerait l'Angleterre à maintenir des garnisons ruineuses sur le territoire canadien. *Ainsi les deux puissances seraient neutralisées l'une par l'autre pour le plus grand bénéfice des autres puissances européennes*. «Le Canada restant au pouvoir de 1'Angleterre, cette frontière seule suffirait à remplir d'inquiétude des colonies méridionales qui ne pourraient jamais être parfaitement tranquilles sur les vues de ce voisin[3].»

Les diplomates français voulaient ainsi, pour une fois, adopter une stratégie proche de celle de l'Angleterre dont la technique de "*Balance of Powers*" consistait à lancer une ou plusieurs nations contre la France sur le continent européen[4], tandis qu'elle-même profitait de la mêlée en Europe pour aller s'emparer des colonies françaises au loin.

Dans ses guerres "coloniales" aussi, l'Angleterre sut opposer avec génie ─pour les neutraliser sans aucune perte pour elle─, les Écossais aux Irlandais, les Écossais aux Métis-Français de la Rivière-Rouge, les Écossais aux Canadiens-Français[5]. Mais si les Anglais surent profiter avec talent de ces antagonismes fructueux, les diplomates français ratèrent totalement leur opposition stratégique du Canada et des États-

1 ●Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. *Mémoire communiqué au Roi le 23 juillet 1777, et approuvé le même jour par Sa Majesté,* Tome II, p. 466 et suiv.

2 ●La notion de *dangerosité* peut être définie comme une menace ressentie de façon réelle ou imaginaire.

3 ●Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. *Mémoire communiqué au Roi le 23 juillet 1777, et approuvé le même jour par Sa Majesté,* Tome II, p. 466 et suiv.

4 ●Les Anglais appelaient cette stratégie *Balance of Powers*. Durant les guerres de Succession d'Espagne et de Succession d'Autriche, elle lança, entre autres, l'Autriche, les Provinces-Unies et plusieurs États du Saint-Empire romain germanique. Pendant la Guerre de Sept Ans ce furent la puissante Prusse et les Provinces-Unies.

5 ●Durant l'insurrection de 1837 au Québec ; la plupart des régiments qui matèrent la population québécoise étaient constitués d'Écossais expulsés de Haute-Écosse sous des prétextes pseudo-économiques à la suite de la destruction des clans récalcitrants par le Gouvernement anglais. Ces Écossais reçurent ensuite des terres limitrophes en Ontario le long de la frontière méridionale du Québec, dans le secteur du Loch Garry, où ils mêlèrent leur sang à celui des Québécois.

Unis, car ces derniers devinrent rapidement gigantesques, tandis que le Canada resta, quant à sa population, frappé de nanisme chronique, pour des raisons climatiques[1]. De ce fait, notre Canada de même que l'Angleterre se rangent docilement aujourd'hui au pied du géant américain en prenant bien soin de ne pas lui écraser un orteil.

En juillet 1777, donc, le chef de la Diplomatie française poursuivait ainsi ses rêveries chimériques : «Le Canada dans les mains de l'Angleterre sera la sûreté[2] qu'ils ne voudront pas rompre entièrement avec deux puissances qui les auront si gratuitement obligés, et payer leurs bienfaits par la plus noire des ingratitudes. Ils feront la paix parce qu'il ne sera vraisemblablement plus au pouvoir des chefs de continuer la guerre, mais ils observeront une exacte neutralité ; l'asile de leurs ports sera ouvert aux bâtiments des Deux-Couronnes ; ils y trouveront sûreté et protection[3].» Il est si bon de rêver un monde différent dans lequel on aurait l'illusion de tirer les ficelles à sa guise comme le faisait si bien la machiavélique Albion ; surtout quand ce dernier pays, précisément, prenait la place que la France tenait traditionnellement. Et Vergennes ne se privait pas d'extravaguer : «Ne pourrait-on pas même en se conduisant adroitement, en ne s'opposant pas à la pente pour la paix si on la reconnaissait invincible, leur faire sentir que cette même paix ne peut être assurée et durable qu'autant quelle sera garantie par les Deux-Couronnes, et que cette réserve est indispensable à faire. Elle formerait dans le calme un lien qu'il serait très possible de rendre indissoluble[4].» Mais, justement, les deux puissances qui croyaient *obliger* les Américains de façon *indissoluble,* seront "payées de leurs bienfaits par la plus noire des ingratitudes" puisque, à peine la guerre terminée le président John Adams, deviendra le pire ennemi des Français[5]. Quant à l'Espagne, les États-Unis, poussés par les lobbies du sucre qui avaient investi dans les plantations de Cuba, lui déclarèrent la guerre un siècle plus tard (en 1898) et démantelèrent les dernières colonies espagnoles. Les lobbies financiers, qui achètent les *Membres du Congrès* et avilissent ainsi la Démocratie, se soucient peu de reconnaissance envers les bienfaiteurs passés, car leur seule motivation est d'accroître leur fortune, d'ajouter

---

1 •90% de notre population s'agglutine à moins de 100 km de la frontière américaine ; le reste du Canada reste désespérément vide.

2 •Cette phrase obscure ─de par son style obsolète─ pourrait se traduire ainsi en français moderne : «La présence menaçante de l'Angleterre au Canada sera la clé de sécurité qui empêchera les Américains de rompre leur alliance d'amitié avec les Français et les Espagnols, qui les auront aidés de façon aussi désintéressée, et [les empêchera aussi] de les rembourser de cette aide par la plus vile ingratitude.» Les deux puissances sont *Les Deux-Couronnes,* soit la France et l'Espagne.

3 •Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. *Mémoire communiqué au Roi le 23 juillet 1777, et approuvé le même jour par Sa Majesté,* Tome II, p. 466.

4 •Ibidem. p. 466 et suiv.

5 •Il y avait à Paris, une espèce de rivalité entre Franklin et Adams. Ce dernier refusait de communiquer avec Franklin qui était le chef de la mission américaine. Vergennes avait tendance à considérer Franklin comme le principal représentant des Treize-Colonies, ce qui enflammait la colère d'Adams. Fort peu diplomate et très coléreux, Adams développa une véritable haine contre Vergennes et contre la France. Le chef de la Diplomatie française refusa alors de considérer Adams comme le représentant des Treize-Colonies, et se contenta de discuter avec Franklin qui était effectivement le représentant accrédité de son pays. Les détails de ces antagonismes et des conflits de personnalités qui affligeaient la Délégation américaine de Passy peuvent être trouvés dans, *A Great Improvisation* : *Franklin, France and the Birth of America* d'après Stacy Schiff, Owl Books ; Henry Holt Books, New York, NY 2005. p. 247

quelques dollars supplémentaires au sommet de la montagne symbolique qui incarne leur richesse.

Massifs furent les efforts des Anglais destinés à faire échouer les demandes insistantes des Américains qui souhaitaient l'intervention directe des Français. Londres savait très bien tout ce qui se manigançait entre Français et Américains, car les Services Secrets anglais avaient posté des taupes à Passy même, dans la résidence de Benjamin Franklin qui centralisait toute l'information. Les Services Secrets français qui, eux aussi, surveillaient de près tous ces va-et-vient, avaient averti Franklin à plusieurs reprises **que** le courrier de l'Hôtel de Valentinois, résidence de Franklin à Passy, était soigneusement épluché par les Anglais, **et que** des résumés envoyés à Londres renseignaient le Gouvernement anglais avant même le Congrès américain : «Comment se fait-il que ce qui se passe à Versailles soit toujours si bien connu à Londres ?» demandait Beaumarchais. Les Services Secrets français avertirent même Franklin que le traître n'était autre que le jeune secrétaire du représentant Arthur Lee. On sait aujourd'hui que cet homme était une taupe, mais Arthur Lee s'entêta avec rage à défendre l'innocence de son secrétaire-espion, pour des raisons qui pourraient jeter un voile de suspicion sur Arthur Lee lui-même. Les frères Lee ─qui faisaient eux-mêmes partie de l'immense champ clos de la Légation américaine de Passy dans lequel s'affrontaient les jalousies et les médisances dirigées contre Benjamin Franklin─ écrivirent de nombreuses lettres au Congrès Continental pour geindre et larmoyer au sujet des défauts supposés de Franklin (indolence, mollesse, méchanceté, arrogance...).

Finalement, toutes ces fuites firent que Franklin tint les frères Lee à l'écart des informations confidentielles. Ces derniers, furieux de voir qu'on leur cachait les informations sensibles, et consumés par une paranoïa dévorante, devinrent véritablement enragés. Vraisembla blement achetés par l'Angleterre, ils cherchaient peut-être à jeter la confusion dans l'Hôtel de Valentinois pour paralyser le fonctionnement de la Légation américaine. Le commissaire Silas Deane qui, lui, prenait le parti de Franklin, subissait le même sort et ne pouvait plus supporter de «vivre ou d'avoir à faire avec les frères Lee, et [il] ne connaissait personne qui le pouvait. Il en avait assez de l'agressivité, des soupçons, de la "manière vulgaire et dégoutante dont Lee parlait constamment de la nation française." Il ridiculisait les Français et les insultait constamment devant le personnel de maison, dont chacun d'eux était un espion[1],» chaque laquais un mouchard, chaque cocher un sycophante, chaque postillon un mouton au service d'une des principales cours d'Europe. Et tout ce beau monde était soigneusement surveillé par la Police secrète de Vergennes qui espionnait les espions sans aucune inhibition.

---

1 ●Schiff, Stacy, *A Great Improvisation : Franklin, France, and the Birth of America*, Henry Holt & Co., New York, 2005. p.147.

En janvier 1779, l'Angleterre tenta une ultime fois de faire échouer l'Alliance franco-américaine. L'Anglais David Hartley, grand ami de Franklin en Angleterre, membre du Parlement et nommé, par Georges III, *Plénipotentiaire pour les affaires américaine*, conseilla à Benjamin Franklin de rompre l'Alliance de l'Amérique avec la France afin de faciliter la venue de la paix entre l'Angleterre et l'Amérique. Le piège était grossier ; les Anglais (qui se savaient espionnés par tous les Services Secrets d'Europe) partaient du principe que quelques hésitations de Franklin à remplir ses obligations avec les Français auraient vraisemblablement provoqué des flottements du côté français et jeté un froid entre les alliés. Mais Benjamin Franklin ne tomba pas dans le traquenard. Il lui répondit de Passy, le 3 février 1779 «Vous me mandez que "l'alliance qui existe entre la France et l'Amérique est la grande pierre d'achoppement qui empêche la paix de se faire ;" vous ajoutez "Quels que soient les engagement qu'ait pris l'Amérique [avec la France], on peut au moins *y renoncer*, du consentement des deux parties [sans doute l'Amérique et... l'Angleterre ?], afin d'écarter un si grand obstacle à tout traité général. Et si pour faire la paix, les parties pouvaient se rencontrer sur un terrain *libre* et *dégagé*, vous pensez que cela seul serait une belle avance faite au peuple d'Angleterre[1].»

Ce fut par des mots assez excessifs –qui révélaient l'exaspération de Franklin devant la perfidie de sa mère-patrie et son désir de se laver de tout soupçon aux oreilles vigilantes des Services Secrets français– que Franklin démontra à David Hartley à quel point sa proposition était outrancière : «L'intérêt constant et solide que vous avez témoigné pour le bonheur de l'Amérique, votre conduite au Parlement, me prouvent assez que cette proposition n'émane pas de vous mais vous a été suggérée. Votre extrême humanité, votre amour de la paix, la crainte que vous avez de voir tomber sur nous la destruction dont on nous menace, ont voilé vos yeux d'un brouillard qui vous empêche de discerner la malignité et la perfidie d'une semblable proposition. Nous savons que votre roi…a soif de notre sang; que ses ministres, faibles et sans principes, sont prêts à exécuter ses ordres les plus cruels, et son Parlement vénal à les voter. Quelle décision pourrait nous décider à rompre une alliance solide avec l'un des plus aimables comme des plus puissants princes d'Europe, contre l'espoir d'obtenir des conditions de paix que nous ne connaissons pas, et que nous offrira plus tard un pareil Gouvernement, un Gouvernement qui a déjà violé honteusement tous les traités qu'il a faits avec nous. C'est pire que de nous conseiller d'abandonner la proie pour l'ombre… Comment [si nous acceptions votre offre,] jamais espérer que la France, ou toute autre nation, se fiât

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 68 ; Propositions secrètes de l'Anglais David Hartley à Benjamin Franklin, évoquées dans la lettre-réponse de Franklin à David Hartley, du 3 février 1779 (rédigée à son domicile de Passy, France). Les mots en italique étaient déjà mis en évidence dans le texte original.

désormais à nous ?... Permettez-moi de vous donner un conseil : n'acceptez point de venir ici pour nous faire une telle proposition[1].»

À la Mission américaine de Passy, les dissensions se développaient. Deux clans s'affrontaient avec une violence inouïe. D'un côté Benjamin Franklin et Silas Deane, et de l'autre les frères Lee. Pour d'obscures raisons de félonie perfide ou d'ambition et de rivalités personnelles, les Virginiens William et Richard Lee détestaient Franklin le Yankee du Massachusetts. Ces rivalités "*sudistes-nordistes* avant l'heure" compliquaient tout. Par exemple, les deux clans souhaitaient que le Canada fût annexé, mais pour des raisons différentes : les deux Virginiens pensaient que le Canada empêcherait les six États de Nouvelle-Angleterre de tyranniser les sept États du sud comme la Virginie. Lee alla jusqu'à «insinuer que Silas Deane et Carmichael avaient tous deux organisé le fameux "vol de Hynson[2]" avec, bien entendu, la complicité de Franklin[3].» La dispute tournait parfois à une véritable tempête dans le verre d'eau de la Mission américaine : «Paranoïaque par nature, Lee s'attacha à prendre connaissance dès le début du flot d'information dont on voulait le tenir à l'écart, selon lui[4].»

Dès septembre 1777, «Franklin ne partagea que peu d'informations avec tout autre que Silas Deane. Les deux se réunissaient avec le Français Gérard *à minuit*, afin d'éluder leurs collègues[5].» Habitué aux complications inextricables de la Cour, Beaumarchais réussit à décoder «l'imbroglio de l'état des relations dans la Mission diplomatique américaine de Paris. La jalousie de Lee s'était mutée en une sulfureuse haine à l'égard de Silas Deane qui était un obstacle aux ambitions de Lee[6]. »

Mais il fallait bien se rendre à l'évidence, les Treize-Colonies seules n'arriveraient jamais à arracher l'indépendance à l'Angleterre dont les lobbies londoniens ne se souciaient pas plus de patriotisme et d'Habeas Corpus, que les aristocrates de la Cour de Versailles ne s'affligeaient du sort des Canadiens, des Amérindiens et des Acadiens abandonnés d'un trait de plume à leurs ennemis implacables. Seul le nombre de zéros de leur fortune faisait vibrer le cœur les lobbyistes, comme vibrait le cœur des aristocrates lorsqu'ils avaient l'insigne honneur d'être invités au *lever du Roi* qui siégeait sur sa "*chaise d'affaire*"

---

1 ●Réponse aux propositions secrètes de l'Anglais David Hartley par Benjamin Franklin, dans la lettre de ce dernier à David Hartley, rédigée le 3 février 1779 à son domicile de Passy, France. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 69.

2 ●Vol de Hynson ou *Hynson heist*. Hynson était un capitaine de la marine marchande américaine. Il crut être victime de la négligence supposée de Deane et de Franklin, mais le gros dossier qu'il constitua pour en avertir le Congrès Continental fut volé par un espion anglais et envoyé à Londres qui sut ajouter de l'huile sur le feu. Bien sûr, les ennemis de mes ennemis étant mes amis, les deux sudistes Lee appuyèrent Hynson qui souhaitait porter des accusations de malversation contre les deux Commissaires nordistes américains (Franklin et Silas Deane) qu'ils détestaient cordialement. [Les adjectifs *sudiste* et *nordiste* sont ici anachroniques mais montrent l'origine géographique de ces Américains, qui explique aussi cette haine implacable.]

3 ●Schiff, Stacy, *A Great Improvisation : Franklin, France, and the Birth of America*, Henry Holt & Co., New York, 2005. p.S148.

4 ●Ibidem. p.146.

5 ●Ibid. p.146.

6 ●Ibid. p.145.

(chaise percée). Il devenait donc urgent pour les soldats américains, généralement vêtus de loques, et dont le débraillement était le seul uniforme, d'entraîner la France et ses régiments vêtus de blanc sur les champs de bataille nord-américains, pour faire face aux Écossais en tartans noir, aux Anglais en veste rouge, et surtout aux mercenaires allemands vêtus de bleu. Que de belles couleurs pour mourir ! Ce texte rapporté par le fils de Patrick Henry (de famille écossaise) montre à quel point l'intervention française devenait urgente : «Je vais être franc avec vous. Je doute que nous soyons capables, seuls, de venir à bout d'une nation si puissante. Mais, continua-t-il (en se levant de sa chaise avec une grande surexcitation), Où est la France ? Où est l'Espagne ? Où est la Hollande ? Les ennemis naturels de la Grande-Bretagne ; où seront-ils à ces moments-là ? Pensez-vous qu'ils vont attendre, spectateurs oisifs et indifférents devant ce conflit ? Louis XVI va-t-il rester assoupi tout ce temps ? Non ! Croyez-moi. Quand Louis XVI sera satisfait du sérieux de notre opposition, de notre Déclaration d'Indépendance, et de l'impossibilité d'une réconciliation, alors et seulement alors nous fournira-t-il des armes, des munitions et des uniformes ; et pas seulement cela, il enverra aussi sa flotte et son armée *pour combattre notre combat pour nous* ; il élaborera avec nous un traité offensif et défensif, contre notre mère dénaturée[1].» Quoique un peu plus ancien, ce texte montre à quel point l'intervention de la France était souhaitée, et semble-t-il, Patrick Henry emploie des mots ambigus ; mais "*pour nous*" ne signifie pas ici *à notre place* mais *en notre faveur.*

Le 18 mars 1777, les Commissaires Franklin et Deane, à la demande pressante du Congrès américain, insistèrent pour que le Gouvernement français se déclare ouvertement, déclare la guerre à l'Angleterre et participe à la conquête de toutes les colonies anglaises d'Amérique du Nord[2]. Et pour prix de ces multiples conquêtes au profit des États-Unis, le Congrès offrait *généreusement* à la France –en plus des avantages commerciaux–, la médiocre jouissance d'une revanche pour les infortunes de la Guerre de Sept Ans : «L'objet de la guerre sera d'obtenir pour la France les satisfactions convenables pour les injures susdites[3], et pour les États-Unis, l'établissement de leur indépendance et l'affaiblissement de la puissance britannique pour la sécurité commune de la France et de l'Amérique[4].» Mais le Congrès américain qui offrait

---

1 ●Henry, William Wirth, *Patrick Henry, Life, Correspondence and Speeches*, Charles Scribner's Sons, New York, 1891. V. I, p. 208.

2 ●Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, Île-Saint-Jean (Île du Prince Édouard), les Florides, les Bermudes, les Bahamas, et bien sûr et surtout, le Canada.

3 ●Les injures infligées à la France par le désastreux Traité de Paris de 1763. Il avait mis fin à la Guerre de Sept Ans de triste mémoire pour les Français, lesquels avaient été vaincus sur le continent européen par la Prusse, et dont l'Angleterre avait recueilli tous les fruits dans son escarcelle. Pour une fois, Ce n'était pas les Français qui se battaient pour le roi de Prusse mais les Prussiens au seul profit des Anglais.

4 ●Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Lettre du 18 mars 1777, de Silas Deane pour lui-même et au nom de B. Franklin, Commissaire plénipotentiaire des États-Unis de l'Amérique septentrionale, destinée au comte de Vergennes. Tome II, pp. 319-320.

cette curieuse récompense à un roi, ajoutait que «en cas de succès, la moitié des pêcheries de Terre-Neuve et toutes les îles à sucre appartiendront désormais à la France, et le surplus des conquêtes appartiendrait aux États-Unis, et le commerce entre les domaines du Roi [de France] et les États-Unis, serait désormais fait exclusivement par les vaisseaux desdits domaines français et des États américains[1].» Le Congrès Continental offrait aux Français, à condition qu'ils en fassent la conquête, la moitié des Droits de pillage des îles anglaises des Antilles. Il se réservait l'autre moitié. De quoi appâter irrésistiblement un Gouvernement anglais sous irrésistible influence des lobbies, mais sans grands effets sur les aristocrates français qui se faisaient un point d'honneur à jouer les désintéressés, car, de toute façon, la Noblesse française dérogeait en se livrant au commerce.

Dès les dernières semaines de l'année 1777, l'Ambassadeur d'Angleterre à Versailles tenta de sonder Vergennes pour savoir ce qui se tramait. Il donna par ces mots le résultat de son enquête : « [Vergennes] sembla plus embarrassé que je ne me souviens de l'avoir jamais vu. Il jouait avec ses doigts et gardait le silence… Son Excellence, qui, j'imagine, ne se croit pas en mesure d'avouer la vérité, et qui a trop d'élévation d'âme pour s'abaisser à la fausseté et soutenir une chose qui ne serait pas, ne m'a pas répondu une seule syllabe… [Il répondit toutefois que] "c'est ma règle de ne donner jamais de réponse sérieuse sur aucun point important sans m'être informé du bon plaisir du roi." En le quittant, [continua l'Anglais] j'allai chez M. de Maurepas. On me fit entrer, quoiqu'il fût obligé de garder le lit, car il avait la goutte. Je lui promis que je serais bref, et, sans aucune préface, j'entrai directement en matière. Il me répondit : "Il n'y a pas encore d'armement ordonné. *Vos croiseurs nous font de grands dommages, nous nous plaignons, et ne pouvons obtenir justice. Peut-être serons-nous obligés de nous la faire nous-mêmes,* mais il n'y a rien de décidé encore. Le roi souhaite la paix." Ensuite Maurepas parla de nos grands armements. Je lui en répétai les motifs, et lui démontrai la différence entre notre situation et celle de la France, l'obligation où nous sommes d'entretenir, pour notre sécurité, une grande force navale pour garder nos côtes et fournir aux nécessités de la guerre en Amérique… Je le priai d'observer que je sais le français assez bien pour comprendre toute la portée de l'expression "Il n'y a rien de conclu encore". Il se reprit alors, et dit "Ni conclu ni entamé... Il est vrai que les Américains nous font des offres souvent répétées, et nous pressent vivement de les accepter[2]."»

Mais avançons de quelques jours dans le temps pour examiner ce *Traité d'Alliance franco-américain* du 6 février 1778. En digne scion de l'Angleterre, les États-Unis prenaient tout sans rien vouloir donner, et

1 •Henri Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888.

2 •Lettre de Lord Stormont au Secrétaire d'État d'Angleterre, 3ème lettre secrète et très confidentielle, rédigée à Paris le 22 janvier 1778, tirée de Bancroft, George, ouvrage traduit et annoté par le comte Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. (Le 3ème volume contient des documents historiques. t.3, pp. 16 et 17.)

les Français allaient encore se battre et mourir non pas pour le roi de Prusse mais pour des États-Unis qui aujourd'hui encore[1], à chaque cérémonie du 4 juillet, cachent soigneusement le rôle des Français dans l'obtention de leur indépendance. Le *Traité préliminaire* donnait même plus de détails sur les renonciations que devait accepter la France pour avoir l'honneur d'aider les Américains : «Fort des déclaration de *bon vouloir*, et heureux de profiter de ce que la France affirmât qu'elle n'avait aucune intention de reprendre le Canada, le Congrès proposait à la France, dans l'Article 9 du *Plan du Traité* [préliminaires], de renoncer à toute conquête et à toute possession dans le continent nord-américain ; on y spécifiait que le roi de France n'envahirait sous aucun prétexte ni ne tenterait de s'assurer le Labrador, la Nouvelle-Bretagne, la Nouvelle-Écosse, l'Acadie, le Canada, la Floride, les îles du Golfe Saint-Laurent, et on en demandait, pour les États-Unis, la possession "exclusive, indivise et perpétuelle", le jour où ces régions seraient unies ou confédérées avec les États-Unis[2].» En fait le seul avantage pour les Français revenait au droit de commercer avec les Américains. Quand on sait l'importance plutôt moyenne que l'aristocratie accordait au commerce, on peut imaginer l'indifférence que suscitaient ces promesses.

Ainsi, à partir de ce préambule, fut conclu, le 6 février 1778 à Paris, entre la France et les États Unis d'Amérique, le Traité d'Alliance franco-américaine[3] : Par l'*Article 6,* le Roi Très Chrétien renonçait à posséder jamais les Bermudes, ni *aucune partie du Continent* de l'Amérique septentrionale. Selon l'*Article 8*, aucune des deux Parties ne pourrait conclure *ni paix ni trêve* avec la Grande-Bretagne sans le consentement préalable et formel de l'autre partie ; et elles s'engageaient mutuellement à ne mettre bas les armes que lorsque l'indépendance des dits États-Unis aurait été assurée formellement ou tacitement par le traité ou les traités qui termineraient la guerre. L'*Article 9* déclarait que les Parties contractantes étaient résolues à remplir, chacune de son côté, les clauses et conditions du présent traité d'alliance, selon son pouvoir et les circonstances, et qu'elles n'auraient *aucun dédommagement* à se demander réciproquement quelle que puisse être la tournure que prendrait la guerre. C'était signé par C.A. Gérard d'un côté, et Benjamin Franklin, Silas Deane et Arthur Lee de l'autre.

Par ce traité, *la France renonçait donc à tout*, à récupérer tout ce qu'elle avait perdu à l'issue de la Guerre de Sept Ans et oubliait même, pour une cause qu'elle jugeait supérieure, le peuple canadien. Et si la France se sentit tenue de se battre jusqu'à l'indépendance totale des États-Unis, les États-Unis, quant à eux, violèrent ce même Article 8 en

---

1 •En ce XXIe siècle.

2 •Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 151. La Nouvelle-Bretagne ou New-Britain était alors une partie de l'extrême nord de la Province de Québec et du Labrador actuels que les Anglais avaient renommée ainsi. Le nom ayant disparu du Canada, les Anglais donnèrent ce nom à l'île allemande de Nouvelle-Poméranie dans l'archipel Bismarck.

3 •*Recueil des Traités de la France*, publié sous les auspices du *Ministère des Affaires étrangères* par M. de Clercq, ancien ministre plénipotentiaire et M. Jules de Clercq, Consul de France, Tome 15, supplément 1713-1885, A. Durand et Pedone-Lauriel, Éditeurs, Paris, 1888. p. 113 et suivantes.

négociant avec les Anglais dans le dos des Français. Et pour finir, la France ne pouvait espérer aucun dédommagement de la part des États-Unis, ce qui permit aussi aux Américains de ne pas payer la totalité des armes fournies par Beaumarchais, en prétendant que certains matériels étaient de moindre qualité. La France allait encore se battre «pour le roi de Prusse,» comme elle l'avait fait durant ce XVIIIe siècle et comme elle le fera encore au cours du XIXème[1].

Avec cette alliance militaire du 6 février, fut signé un *traité de commerce*. Le Traité d'Alliance *offensive et défensive* était destiné à contrecarrer les réactions de l'Angleterre au Traité de Commerce, car les cours d'Europe la prévoyaient *incapable de maîtriser sa jalousie du fait du traité de commerce.* Sous l'effet de la haine, elle perdrait nécessairement la tête, déclarerait inconsidérément la guerre à la France, et serait inévitablement vaincue. «La nouvelle en parvint le 3 mai au Congrès. Elle fut accueillie par des réjouissances publiques et provoqua le plus vif enthousiasme[2].» Pour la plupart des d'Américains, l'intervention directe de la France marqua le basculement vers l'indépendance totale. Personne n'imagina un seul instant, et dans les plus oniriques phantasmes, que l'Angleterre, seule et sans le support d'une solide coalition, puisse vaincre la France.

L'Alliance ne fut proclamée que le 20 mars, soit une semaine après la déclaration de guerre de l'Angleterre à la France. Lors de la célébration de Versailles, Franklin fit une excellente impression sur la Cour, en tant que beau vieillard, fondateur de sa nation et savant découvreur de l'électricité. Il avait la vertu de ne pas être français, donc d'être hors-caste et de n'appartenir à aucune classe sociale en France, dans un pays fortement soumis au mépris qui dévalait la hiérarchie sociale comme une cascade de dédain. De ce fait, il n'eut à subir aucun mépris de l'aristocratie et de la Cour, habituellement si venimeuses.

La suite fut moins positive ; soucieux de regagner son indépendant totale et d'oublier ses dettes morales vis-à-vis des Français, le Congrès américain annula unilatéralement cette Alliance franco-américaine le 7 juillet 1798, dès que fut écarté tout danger de la part de l'Angleterre[3]. En dépit de toutes les promesses des Américains, le traité d'alliance de 1778, qui promettait aux Français la défense des territoires français sur le continent américain*, ne fut pas respecté par les États-Unis dès 1793*, lorsque la France révolutionnaire entra en conflit avec l'Angleterre dans les Caraïbes[4]. Les États-Unis auraient pu rester

---

1 •Par amitié et par reconnaissance de Napoléon III pour la reine Victoria qui manquait toujours de volontaires anglais, les Français mourront en masse durant la Seconde Guerre de l'Opium en Chine ainsi que pendant la Guerre de Crimée.

2 •Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. Chap. 8.

3 •*A Century of Lawmaking for a New Nation : U.S. Congressional Documents and Debates, 1774-1975*, The Library of Congress. Consultable en ligne.

4 •Il s'agit de la Guerre des Esclaves. La France révolutionnaire ayant aboli l'esclavage en 1793, les Anglais qui craignaient que leurs propres esclaves ne fussent contaminés dans les Antilles par ces idées antiéconomiques, attaquèrent les îles françaises pour y rétablir l'esclavage ; sans succès. Finalement, à la fin du siècle, Napoléon Bonaparte rétablit l'esclavage sur le territoire français, *par souci de paix sociale* (Sic !), et l'abolit de nouveau à la fin de l'Empire sans effet.

parfaitement neutres, mais *l'opposition des lobbies américains à l'abolition de l'esclavage décrétée par les Français* fit que cette neutralité américaine fut très négative. Ils interdirent aux Révolutionnaires français le droit d'armer et d'équiper des navires corsaires dans les ports américains, et leur refusèrent le droit de vendre les prises françaises aux États-Unis. Toute cette mauvaise volonté provoqua la fin de l'alliance sans faille et de la Reconnaissance éternelle des Américains à l'égard de la France[1]. On sentit que ce grand pays de Liberté avait lui-aussi sombré dans les griffes des lobbies américains, qui n'étaient pas moins avides que ceux de Londres.

♦

Dès l'annonce du Traité d'Alliance franco-américain qui reconnaissait l'Indépendance des États-Unis, l'Angleterre tomba dans l'abattement le plus vif. Le discours du Premier Ministre whig de Grande-Bretagne au Parlement, lord Chatham[2] trahissait à la fois l'angoisse des lobbies économiques londoniens dont la cupidité avait entraîné cette révolution, de même que le regain d'orgueil du peuple anglais : «Je remercie Dieu d'avoir été capable de venir ici aujourd'hui pour faire mon devoir, scanda lord Chatham en pointant un index déformé par l'arthrose mais menaçant comme un poignard, en direction de la France abhorrée, et pour parler d'un sujet qui est si profondément imprimé dans mon esprit. Je suis vieux et infirme. J'ai un pied –plus qu'un pied même– dans la tombe. J'ai quitté mon lit pour défendre mon pays ; peut-être pour la dernière fois ici.» La Chambre des Communes était si suspendue à ses lèvres "qu'on aurait entendu tomber un mouchoir" nous dit un témoin de la scène. Il parla des affaires d'Amérique, ponctuant chaque erreur qu'il avait prédite par un : "*Je vous l'avais bien dit ! Je vous l'avais bien dit !*[3]" avec son intonation londonienne aussi rythmée par l'accent tonique de chaque mot que par le pas cadencé d'un régiment de mercenaires allemands.

Le vieux Pitt qui martelait ainsi le dernier discours de sa vie et qui vivait ses ultimes minutes sur la terre, scruta les affaires d'Amérique de son regard inquisiteur et clair pour lequel on l'avait tant admiré dans ses meilleures années pour son entêtement (tout thatchérien !) à faire gagner des guerres au profit des lobbyistes anglais (dont il faisait partie), gagnées avec du sang allemand et écossais. Il ne put s'empêcher de décerner un zéro pointé à lord Mansfield qui avait recommandé la surtaxation des Treize-Colonies, laquelle avait précipité le pays dans l'effondrement actuel.

---

1 ●Kaplan, Lawrence S., *Entangling Alliances with None: American Foreign Policy in the Age of Jefferson*, The Kent State University Press, Kent (Ohio), 1992. pp.27-28.

2 ●William Pitt, 1er comte de Chatham, the Great Commoner (1708-1778), surnommé aussi *William Pitt le Vieux* par les Historiens, fut un homme d'État anglais. Le surnom *Le Vieux* le distinguait de son fils *William Pitt le Jeune* (nous dirions aujourd'hui *Junior* et *Sénior*) Il était aussi connu sous le nom du *Great Commoner,* (le *Grand Roturier* et aussi le *Grand membre de la Chambre des Communes*). La ville américaine de Pittsburgh (Fort-Dusquesne sous les Français) porte son nom. Pitt était le petit-fils de Thomas Pitt, gouverneur de Madras, surnommé *le Diamant* car il avait trouvé et vendu un diamant d'une taille extraordinaire (141 carats) appelé Le Duc d'Orléans, qu'il vendit pour la somme extraordinaire de 135.000£ de l'époque.

3 ●"And so it proved! And so it proved!"

Avec sa modestie légendaire, née à juste titre de sa gloire suprême durant sa carrière de Premier Ministre, il en vint à se présenter tout simplement comme le rédempteur tutélaire : «Mes Seigneurs, je me réjouis de ce que ma tombe ne se soit pas encore refermée sur moi-même !» lança-t-il en levant son index difforme vers le ciel, sans savoir que la pierre tombale était en train de s'abattre et de clôturer sa superbe vie de ploutocrate. «Je m'élève contre le démembrement de notre ancienne et très noble monarchie ! Handicapé comme je le suis par l'inaction de l'invalidité, je ne suis pas des plus aptes à venir en aide à ma patrie dans une conjecture aussi périlleuse ; mais, mes Seigneurs ! tant et aussi longtemps que je disposerai de mon esprit et de ma mémoire, je ne consentirai jamais à priver les descendants de la Maison royale de Brunswick, les héritiers de la princesse Sophie, de leur très juste héritage… Devrons-nous ternir le lustre de cette nation par un renoncement ignominieux à ses droits et à ses possessions ? Cette grande nation qui a survécu aux déprédations des Danois, aux incursions des Écossais, à la conquête des Normands, qui a résisté à l'invasion menaçante de l'Armada espagnole, est désormais prostrée devant la Maison de Bourbon ? Il est évident, mes Seigneurs, que cette nation n'est plus ce qu'elle fut ! Est-ce qu'un peuple qui, voilà dix-sept ans, était considéré comme la Terreur du Monde, peut courber si bas la tête pour dire à son vieil ennemi invétéré [la France, bien entendu !] : "*Prenez tout ce que nous avons, nous ne demandons que la paix*[1]." C'est impossible !...

S'il est absolument nécessaire de se déclarer pour la paix ou pour la guerre, et que la première ne puisse être atteinte dans l'honneur, pourquoi ne pas nous lancer sans délai dans la dernière ? Je ne suis pas, je le confesse, très informé des ressources du royaume, mais j'ai confiance qu'il en possède suffisamment pour maintenir ses justes droits... Mes Seigneurs, n'importe quel sentiment est plus souhaitable que le désespoir. Faisons au moins une tentative, et si nous échouons, échouons comme des hommes[2] !»

Ce fut un discours courageux, semblable à celui que fit sir Winston Churchill lorsqu'il accueillit l'Armée anglaise qui, en 1940, avait fui devant la Wehrmacht, et déserté l'Armée française en rase campagne, en abandonnant ses 4.000 canons et tout son équipement sur les plages de Dunkerque. Son discours terminé, sa vie le fut aussi ; William Pitt-le-Vieux, 1er comte de Chatham, ouvrit soudain la bouche, tomba sans connaissance et commença sans délai son agonie pour mourir dans la journée. Sa motion de poursuivre une guerre désespérée contre les Français ─désespérée car pour la toute première fois l'Angleterre se trouvait seule devant la France, n'ayant pas eu le temps d'ameuter une coalition pour garrotter les Français─ fut adoptée, et l'ambassadeur britannique à Versailles fut immédiatement rappelé.

---

1 •*to tell its ancient inveterate enemy : Take all we have, only give us peace?*

2 •Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Chapitre 8*

Beaucoup virent dans l'intervention française en Amérique une irruption condamnable dans les affaires d'Angleterre, mais curieusement, l'opinion de l'historien anglo-irlandais William Edward Hartpole Leckey transgressa les convictions générales de ses compatriotes : «Les hommes de sang anglais, écrivit-il, pensent que la France est autant dans son bon droit que la Hesse en interférant dans leurs querelles domestiques[1]» entre Américains et Anglais.

Lord North voulut conjurer le péril d'une guerre avec la France en offrant aux colonies ce qu'elles avaient demandé depuis 1774 ainsi qu'une amnistie totale et absolue pour les rebelles ; à la seule condition que leurs habitants veuillent bien demeurer des sujets soumis aux décision de Londres. Malheureusement, ces mêmes rebelles ne se contentaient désormais plus de demi-mesures. L'intervention directe de la France leur laissait présager beaucoup plus qu'ils n'avaient pu espérer jusque-là. «Ils rejetèrent donc tout arrangement qui n'avait pas pour base la reconnaissance de leur indépendance[2]» totale, condamnant, par le fait même, l'Angleterre à boire le calice jusqu'à la lie.

Dès l'annonce de la déclaration de guerre, la plupart des Européens éclairés parièrent sur la victoire des Français. «L'Angleterre n'a jamais été dans une situation aussi périlleuse, avertit un ambassadeur, en prédisant que si la France ne faisait pas de faute, l'Angleterre était perdue[3].» L'enthousiasme des nations et les paris étaient aussi enflammés que lors du championnat d'échecs entre Karpov et Kasparov à Séville en 1987. Lorsque lord Stormont quitta Paris, le scientifique Le Roy se rappela : «Je n'ai jamais vu un homme aussi heureux, aussi jubilant que ne l'était Monsieur Franklin le jour ou lord Stormont, l'ambassadeur d'Angleterre, quitta Paris à l'occasion de notre rupture avec sa Cour. Nous avons dîné ensemble, et lui qui était habituellement si calme, si serein, me parut ce jour-là un autre homme, métamorphosé par la joie qu'il irradiait[4].» Comme le bonheur des uns fait toujours le malheur des autres, lord Stormont, pour sa part, mit son mobilier en vente au moment de quitter Paris. Le Tout-Paris, qui n'avait rien de mieux à faire, s'esclaffa d'un article dans la presse ainsi libellé : "Une grande quantité de linge de table qui n'a jamais servi." «Pas étonnant disaient les mauvaises langues, il n'a jamais donné à manger[5]!» Quoique bon ambassadeur, il souffrait, en dépit de sa richesse, d'une solide réputation de pingrerie.

---

1 ●Leckey, William Edward Hartpole, *History of England in the Eighteenth Century*, Longmans, Green & Co. Londres, Bombay et Calcutta, 1909. Vol. III. pp. 453 et suiv. L'Angleterre recrutait ses mercenaires en Allemagne (essentiellement en Hesse.)

2 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *Chapitre 8*

3 ●Schiff, Stacy, *A Great Improvisation : Franklin, France, and the Birth of America*, Henry Holt & Co., New York, 2005. p.144

4 ●p.144

5 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 47 ; Lettre de Benjamin Franklin à David Hartley, écrite à Passy le 12 février 1778. p. 65.

L'éternelle guerre franco-anglaise qui durait en fait depuis 1066 —entrecoupée de trêves plus ou moins brèves—, se rallumait d'un coup avec la déclaration de guerre de l'Angleterre. Ce fut à ce moment surtout que «la France put apprécier les bons effets de l'administration de Choiseul. Sa marine put lutter avec avantage contre celle de l'Angleterre. Une flotte de douze vaisseaux et de quatre frégates partit de Toulon pour l'Amérique, sous les ordres du comte d'Estaing. Une autre fut assemblée à Brest pour combattre dans les mers d'Europe[1]» dans le but de menacer d'une de *ces éternelles descentes qui au fond n'avaient pour but stratégique que d'empêcher la flotte anglaise de dépêcher trop de forces navales dans les colonies*. Le lieutenant-général des Armées navales Louis Guillouet, comte d'Orvilliers[2], sortit de Brest avec trente-deux vaisseaux, et refoula la Royal Navy «dans la bataille d'Ouessant, contre l'amiral Keppel (27 juillet 1778). L'Angleterre, effrayée de voir la France reparaître sur mer à armes égales, fit passer son amiral devant un conseil de guerre[3].» Les rêveries stratégiques de Choiseul avaient eu, au moins, un vrai avantage pour la France.

♦

Ce fut, certes, un très grand jour pour les Américains qui entraîna l'adhésion enthousiaste des derniers hésitants. Lorsque l'intervention française fut annoncée aux équipages de la flotte de guerre française, «le ministre américain et les officiers de cette nation qui se trouvaient à notre bord firent éclater leur joie par des témoignages d'une cordialité parfaite. Ils nous serraient les mains et nous appelaient leurs libérateurs[4].»

Dans les Treize-Colonies, dès que la participation active de la France se répandit, si ce fut l'euphorie chez les whigs (les tenants de l'indépendance), on ressentit une immense exaspération chez les autres, les tories. L'accueil dans les Treize-Colonies de l'escadre française et du Corps Expéditionnaire français fut des plus grandioses ; les Américains étaient fort heureux d'accueillir leurs libérateurs.

Ces Américains whigs et tories étaient les fils et les filles de ceux qui, à peine 24 ans plus tôt, avaient perpétré un terrible nettoyage ethnique en Acadie, par ordre du Haut Commandement britannique, en déportant dans les Treize-Colonies les populations françaises des terres acadiennes[5]. Affligés et douloureux furent sans aucun doute les

1 •Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. Chap. 9.

2 •Louis Guillouet d'Orvilliers fut nommé Lieutenant Général des Armées navales (vice-amiral) le 6 février 1777. Il avait 67 ans. [Vergé-Franceschi, Michel, *Les officiers généraux des marines françaises, anglaises et hollandaises de 1643 à 1715*.]

3 •Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. Chapitre 9, p. 76.

4 •De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, p. 89.

5 •L'ancienne Acadie correspond aux provinces canadiennes de Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard (anciennement Île Saint-Jean). Les populations françaises furent déportées dans les Treize-Colonies. De là, les Acadiens (catholiques), fort mal reçus par les populations (protestantes) s'enfuirent en Louisiane où elles furent appelées Cajuns, au Canada, aux Îles de la Madeleine, en Gaspésie, à Terre-Neuve, et dans l'Île de Ré en France. D'autres revinrent dans les territoires vierges de ce qui est aujourd'hui le Nouveau-Brunswick et créèrent ce qui est aujourd'hui la Nouvelle

Acadiens déportés en 1755 dans ces treize colonies américaines en voyant débarquer 28.000 soldats et marins français venus pour libérer les Américains, alors que la même France n'avait dépêché que 3.500 fantassins pour défendre la gigantesque Nouvelle-France grande comme 16 fois la France[1].

Quoique Philadelphie ait été une ville à majorité quaker, et que les membres de cette secte aient courageusement[2] opté pour garder le statut de colonies anglaises, la ville était devenue la capitale du nouveau pays et le siège du Congrès continental. Le 10 juillet 1780, la flotte de guerre française apparut devant les installations portuaires de Newport. Deux jours plus tard, Rochambeau débarqua, sans aucune opposition anglaise, avec un premier contingent de 5.100 hommes escorté par une petite escadre de 7 vaisseaux de ligne seulement (et 2 frégates).

Le 23 août 1779, l'anniversaire du roi de France fut célébré à Philadelphie et dans toutes les grandes villes américaines avec beaucoup d'éclat. «Dès le matin, le grand pavillon des États-Unis[3] fut déployé sur le principal quai, et l'artillerie de la ville et des vaisseaux [français] a fait plusieurs Saluts qui ont été réitérés à midi et au soleil couchant. Les cloches de la Ville ont sonné alternativement pendant toute la journée. Les compagnies de milices ont paradé. Un Comité du Congrès composé d'un membre de chaque État s'est rendu chez le Ministre plénipotentiaire du roi [de France], pour le féliciter à cette occasion... Le Président de l'État, et celui du Comité de la Ville ainsi qu'un grand nombre de citoyens ont également complimenté ce Ministre. La journée a été terminée par un feu d'artifice ordonné par le Conseil Exécutif de Pennsylvanie, et exécuté aux acclamations vives et réitérées du peuple de Philadelphie[4].»

Lors de la célébration de Boston, tout le monde fit assaut de francophilie ; beaucoup en rajoutaient, secrètement pro-anglais, mais soucieux de ne pas être taxés de trahison, ou pire, tabassés, déshabillés, enduits de goudron et encollés de plumes de volatiles, humiliés et même expulsés, dépouillés de tous leurs biens meubles et immeubles. Durant cette célébration d'accueil des Français, les toasts «les plus remarquables furent portés ; d'abord au roi de France puis au Congrès Conti-

Acadie. Les terres que les Acadiens avaient défrichées dans l'ancienne Acadie avaient été immédiatement distribuées à des colons anglais et à des tories des Treize-Colonies.

1 ●La Nouvelle-France comprenait le Canada, l'Acadie et la Louisiane. La France avait envoyé quelques petits bataillons supplémentaires, mais ayant une escorte insuffisante, les transports de troupes avaient été capturés par une forte escadre anglaise postée à l'embouchure du Saint-Laurent. Mais aucun renfort de remplacement n'était parvenu pour aider les Canadiens qui avaient fourni une dizaine de milliers de soldats (pour une population de 60.000 personnes, dont 16 % de la population était mobilisée), alors que les Treize-Colonies avaient alors 1.300.000 habitants, et pouvaient ainsi recruter plus de soldats qu'il n'y avait d'habitants au Canada, mais en fait ils ne prenaient que des volontaires (environ 1% de la population). Heureusement, l'intrépidité et la bravoure des Canadiens n'avaient pas leur égal ; ils avaient ainsi remporté de grandes victoires sur des forces qui leur étaient plusieurs fois supérieures.

2 ●Courageusement car ils en souffrirent beaucoup, et finirent par disparaître de la carte religieuse des États-Unis.

3 ●C'était le drapeau actuel (de 13 bandes rouges et blanches et de 13 étoiles blanches sur fond bleu en canton), adopté deux ans plus tôt par le Congrès continental. Jusque là les Treize-Colonies révoltées utilisaient le drapeau de la British East India Co., qui comportaient les mêmes 13 bandes avec l'union-jack au canton.

4 ●*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p.871 Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires étrangères), à Philadelphie.

nental, puis à l'Armée navale française et à son illustre chef. Je me dispenserai de dire toutes les belles choses qui furent dites, lorsqu'on porta ces différents toasts.»

Le soir, il y «eut des illuminations et un magnifique bal nous fut donné par le Gouverneur Général Encook. Toutes les dames de Boston vinrent y étaler leur grâce ; leur parure nous parut élégante dans sa simplicité. Les dames de tous les environs y avaient été priées et le nombre en fut prodigieux. Chacun de nous avait déjà fait quelque connaissance et le bal nous fournit l'occasion de les cimenter. Les Anglais, avant notre arrivée, nous avaient dépeints auprès du beau sexe sous les couleurs les plus ridicules et n'avaient rien oublié pour jeter sur nous la plus grande défaveur…»

Le bal du général Encook «fut particulièrement remarquable par la quantité de belles et jolies femmes que l'on y admirait[1].» Tous les participants y avaient été priés et ne s'avisèrent pas de décliner l'invitation. Les mots d'ordre, recommandés par le Gouvernement et surtout par Benjamin Franklin qui connaissait bien la francophobie de ses concitoyens, étaient *le bon accueil* et *l'affabilité.* Désormais ceux qui s'affichaient comme *tories* étaient malmenés par les tenants de l'indépendance et surtout par les hésitants, soupçonnés de royalisme, qui redoublaient de zèle pour se démarquer de leurs idées : «On regarde l'attachement à l'Alliance française comme la pierre de touche du Whiggisme. Les gens les plus suspects entraînés par le torrent, tâchent de se rendre populaires en enchérissant sur les autres. Un soupçon les perdrait dans ce moment-ci. L'Alliance est en quelque sorte le cri de ralliement réunissant les factions qui divisent l'État de Pennsylvanie. Au Congrès Continental, on ne se permet plus de sarcasmes, d'insinuations dangereuses, de défiances sur nos vues, et de marques de confiance dans les dispositions de l'Angleterre à recevoir les Américains à bras ouverts. Tous les Députés se portent, *comme à l'envi*[2], à faire ce qui peut être agréable au Roi [de France]. Les chefs de la faction se distinguent par leur empressement[3].»

Scipion de Castries, alors officier de la Marine royale, donna une description remarquable de l'accueil que les uns et les autres réservèrent au *Corps Expéditionnaire français* nouvellement débarqué. Les Américains «nous donnaient toutes les marques d'amitié possibles. Les chefs étaient très empressés auprès de nous et la politique exigeait ces empressements. Mais le peuple n'avait pas oublié encore qu'il était anglais et la haine nationale n'avait pas eu le temps de s'éteindre. Une autre classe de citoyens joignait, au peu de goût qu'elle avait pour nous,

---

1 ●De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, pp. 140 et suiv.

2 ●"*Comme à l'envie*" = *à qui mieux mieux, autant que faire se peut*. Non mis en évidence dans le texte original

3 ●*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p. 865. Dépêche cryptée de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), écrite à Philadelphie le 5 septembre 1779.

le mépris qui lui était inspiré par la cause pour laquelle nous combattions : c'étaient *les tories* ou *royalistes*.»

Et Scipion, l'esprit gangréné de mille préjugés de classe, disséquait ainsi la société américaine avec un scalpel d'aristocrate français. Les royalistes, «les *tories*[1] étaient en général ce qu'il y avait de mieux dans la nation. La plupart d'entre eux étaient des gentlemen et avaient exercé des emplois, soit dans le civil, soit dans le militaire. Le plus grand nombre avait reçu son éducation, soit en Angleterre, soit en France. Leurs manières en général étaient fort bonnes : en un mot, eux seuls formaient la bonne compagnie du pays.» C'était clair, il aurait préféré se battre pour ces derniers, mais il était venu lutter pour les gueux.

Les indépendantistes, les *whigs*, au contraire, «étaient dans la société une classe inférieure ; ils étaient peu polis, et quoiqu'ils nous cajolassent beaucoup, leurs cajoleries avaient néanmoins quelque chose d'âpre et de dur qui voulait imiter la franchise républicaine et qui n'était qu'une grossièreté qui leur était naturelle. Les femmes *tories* les plus remarquables, soit par leur beauté, soit par l'excellence de leurs manières étaient Mmes Temple, Bell, Schmit, Carteret, MacCarthy et Macnemara. Ces dames avaient le meilleur ton possible et il n'aurait tenu qu'à nous de profiter de leur société, mais, outre que la politique s'opposait à ce que nous les vissions[2] souvent, l'habitude où nous étions de regarder les *tories* comme des ennemis nous avait donné un air de sauvagerie qui s'étendait jusque sur leurs aimables femmes[3].»

Le jeune Scipion de Castries, officier de marine de haut vol, aristocrate, marinait dans une société française prérévolutionnaire —une société minée par le mépris et les préjugés de classe—, qui, dix ans plus tard, allait prendre la Bastille et renverser l'ordre établi. Mais les *tories* américains avaient peu à voir avec l'aristocratie française. En Amérique, certaines familles étaient riches parce qu'elles créaient de l'emploi pour les autres, et, en définitive, de la richesse pour tous. En France, l'Aristocratie vivait en parasite du travail de la masse fort méprisée.

Ce snobisme de caste peut aussi se lire dans cet échange entre deux officiers, l'un américain et l'autre français, fort surpris de voir que les officiers pouvaient être roturiers, alors qu'en France c'était l'un des nombreux privilèges de la Noblesse. Cet échange se déroula un peu plus tard, en 1781 : «Notre aubergiste était un capitaine. Les différents grades étant accordés ici à tous les états, ou plutôt l'état militaire n'y étant pas une carrière, il y a des cordonniers colonels, et il arrive souvent aux Américains de demander aux officiers français quelle

---

1 ●Les *tories* ou *royalistes*, souvent appelés *traîtres* par les Américains et *loyalistes* par les Anglais. Comme quoi on peut être les deux à la fois !

2 ●La confusion entre le subjonctif imparfait du verbe *voir* et le subjonctif présent du verbe *visser* laisse une impression étrange à un lecteur de langue anglaise, et on se demande si l'écrivain n'en a pas été conscient.

3 ●De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, pp. 145 et suiv.

était leur profession en France.» En note, l'auteur ajoute : «On connaît cette anecdote. Un Américain demandait à un officier supérieur français ce qu'il faisait en France. "*Je ne fais rien !*", répondit celui-ci. "*Mais votre père ?*" "*Il ne fait rien non plus !*" ou bien "*Il est ministre !*" "*Mais ce n'est pas un état !*" "*Mais j'ai un oncle qui est maréchal !*" "*Ah ! C'est un très-bon métier*[1]." L'anecdote est peut-être inventée; les uns l'attribuent à Lauzun, d'autres à Ségur ou à Broglie. Mais elle peint bien les mœurs[2].» On voit que les deux sociétés étaient à des années lumières l'une de l'autre : en France l'officier n'avait pas le droit d'exercer un métier pour gagner de l'argent sous peine de déchoir de ses quartiers de noblesse, car le travail était considéré comme une déchéance pour cette classe privilégiée[3] ; en Amérique celui qui ne gagnait pas sa vie par son travail était considéré comme un être abject et vil. En Angleterre, au même moment, les grades [les commissions d'officiers] s'achetaient fort cher. Les bourgeois casaient ainsi leurs garçons qui n'avaient aucun talent pour le commerce ou pour tout autre chose. Quant aux aristocrates, ils avaient les moyens de se payer les grades supérieurs.

Tous ces fringants officiers français, riches, beaux et bien élevés, ne manquaient pas de susciter des fantasmes chez les dames de Nouvelle-Angleterre ; surtout que, comme aujourd'hui, les Anglais veulent imaginer que le libertinage qui fascine leurs sens vient nécessairement d'ailleurs. «Nous trouvions auprès des femmes l'accès le plus facile, c'est-à-dire auprès des demoiselles, car ceux qui ont voulu pousser un peu loin la galanterie auprès des dames ont été repoussés et exclus sans miséricorde de leur maison. On ne peut pas faire une plus grosse injure à une femme mariée que d'avoir l'air de croire qu'elle peut écouter des propos d'amour… On aurait tort de croire que la facilité qu'on trouve auprès des demoiselles en annonce de mauvaises [mœurs] … Les femmes mariées savent qu'elles ne sont plus les maîtresses de disposer de leur cœur ni de leur personne[4].» Le haut du panier de la société coloniale donnait un aspect qui plaisait beaucoup aux aristocrates français. Mais pouvaient-ils se permettre de gratter le vernis vertueux de cette riche société bourgeoise ? Pas plus qu'il n'était permis de critiquer ou de dénoncer les excès de la Cour de France[5] !

---

1 ●Aux États-unis, un *marshal* est un officiel du Système judiciaire, ou un policier ; en Angleterre un officier de la Cour ; en France, un maréchal-ferrant.

2 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States,* 1777-1783, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 125 de la vers. fr.

3 ●L'étymologie du mot *travail* est révélatrice : du latin *tri-pallium* – trois pieux. Un instrument de torture. Le *travail* est encore utilisé aujourd'hui pour castrer les taureaux.

4 ●De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, p. 271. Le prince évoque ici le stationnement des troupes à Newport.

5 ●Nicolas Gabriel de La Reynie (mort en 1709), lieutenant général de police de Paris, aurait pu confirmer cela, lui qui, responsable d'enquêter sur l'Affaire des Poisons, se vit interdire d'incriminer la haute noblesse. Seul le menu fretin fut puni.

Et Scipion poursuit : «Nous étions sans contredit fort bien accueillis par le sexe[1], et il n'y avait pas à Newport une jeune demoiselle qui ne se crut destinée à épouser un officier français. Nous avons fortement usé et malheureusement beaucoup trop de nous ont abusé de la facilité que nous avions à être admis dans le sein des familles et de la franche hospitalité qui nous était cordialement offerte. Il n'était pas possible d'aller plusieurs fois de suite dans une maison où l'on recevait beaucoup de monde sans se choisir une *sweet-heart*[2]. L'indifférence sur ce point dénotait une froideur qui inspirait du mépris aux Américains et surtout à leurs femmes[3].»

Mais si les whigs américains —à majorité écossais, irlandais, allemands, huguenots et autres— étaient heureux de voir les Français débarquer pour les aider à se débarrasser des Anglais, les tories —généralement anglais de naissance— ne décoléraient pas, secrètement ou à mi-voix. À Boston, le lendemain de la célébration d'accueil organisée par le gouverneur-général Encook du Massachusetts, «une scène terrible et sanglante eut lieu entre les Américains et les Français. Les Américains étaient poussés à des agressions envers nous par les tories qui étaient en assez grand nombre. Des gens de la populace attaquèrent dans les cabarets des matelots et des soldats de l'armée. Ils commencèrent par les insulter sans motif ; ceux-ci ne furent pas patients, des insultes on en vint bientôt aux voies de fait. On fut bien vite avertir les officiers qui se trouvaient à l'État-Major général. Il était alors 10 heures du soir, le désordre avait commencé à 9h00.

Messieurs le comte de Saint-Sauveur et Pléville Le Pelley accoururent au principal lieu de la scène. Ils furent d'abord insultés et puis menacés. Ces deux officiers mirent l'épée à la main. Monsieur de Pléville fut très grièvement blessé. Le nombre des Américains était de plusieurs milliers d'hommes de toutes les espèces [ce qui laisse penser penser que c'était un traquenard organisé, un guet-apens]. Le comte de Saint-Sauveur tomba mort au milieu du petit nombre de Français qui vendaient chèrement leur vie. Les assassins voulurent emporter son corps, mais un grenadier de la Marine faisant partie de la garnison du [vaisseau de guerre] LANGUEDOC, homme d'une force prodigieuse et d'une grande valeur, défendit le cadavre avec un tel courage qu'il parvint à l'empêcher de tomber dans les mains de ces forcenés. Il tua trois hommes de sa main, et, assisté de deux de ses camarades qui se faisaient jour à coup de sabre, il emporta les restes de Monsieur de Saint-Sauveur au bureau major. Ce brave homme se nommait Deschamps. *Nous eûmes 15 hommes tués, soldats ou matelots. Les Américains en perdirent plus*

---

1 ●Les mots ne signifient pas toujours ce que les apparences semblent de nos jours leur faire dire. *Le sexe* signifiait alors *les femmes*. L'étymologie est indécise ; d'aucuns le rattachent au latin *secare*, *couper* (donc "*la coupure*"), d'autres au sanskrit *sacate*, *suivre,* c'est à dire *ce qui suit, la descendance.*

2 ●En anglais dans le texte original.

3 ●De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, p. 274. Le prince évoque ici le stationnement des troupes à Newport.

de cent… Monsieur de Pléville aussi, lieutenant de vaisseau parvenu[1], et homme de mérite, fut cruellement blessé à la tête d'un coup de bâton ferré. Il dut de n'être pas tué à la présence d'esprit qu'il eut de faire parfaitement le mort.»

Telle fut la bagarre de Boston que «le gouverneur Encook ne serait pas parvenu à apaiser s'il n'avait fait proclamer que le comte d'Estaing venait d'ordonner une descente de ses troupes, et que, si le désordre ne cessait immédiatement, la ville allait être mise à feu et à sang. Le gouverneur ne pouvait disposer que de quelques hommes de milice [peu sûrs] mal armés et qui n'en imposaient à personne. Mais sur la déclaration qu'il venait de faire, les bourgeois, les négociants, tous ceux en un mot qui avaient quelque chose à perdre [dans cette mise à feu et à sang de la ville] s'armèrent spontanément et vinrent rétablir l'ordre. Des précautions furent prises le lendemain pour que de pareilles scènes ne se renouvelassent pas et c'est en effet la seule qui ait eu lieu. Les tories étaient nombreux partout. Ils étaient les plus acharnés contre les Insurgents et voyaient dans leurs alliés des auxiliaires perfides[2].»

Avant même l'arrivée du *Corps Expéditionnaire français*, Benjamin Franklin qui connaissait bien son peuple et les siècles de propagande antifrançaise et anticatholique dans laquelle avait mariné l'esprit de ses compatriotes, s'évertua à écrire à ses amis et aux personnalités américaines pour les inciter à contrebalancer l'immense malveillance ambiante, qui se réveilla d'ailleurs dès l'obtention de l'indépendance. Le Gouvernement américain était craintif car il savait que ce n'était pas avec quelques recommandations qu'on allait éteindre presque deux siècles d'hostilité aggravée par les différences intrinsèques inévitables entre les deux nations : «Il ne faut pas dissimuler que le caractère et les manières des deux Nations s'accordent peu, et les occasions multipliées de petits différends inévitables pourraient aigrir les préjugés réciproques au lieu de les effacer[3],» expliquait l'ambassadeur (ou représentant) de France à Philadelphie en juillet 1778. Dès que les troupes françaises «se mirent en route à la voile, Franklin écrivit de nombreuses lettres à ses amis du Massachusetts et de Pennsylvanie, pour introduire les officiers et recommander la troupe à leur attention amicale[4].»

Pour ce qui était de ces différences énormes et parfois infranchissables, qui séparaient les Français des Anglais, Franklin décrivait

---

1 ●*Parvenu* : dans ce cas précis *officier roturier*, les charges d'officier étant l'un des privilèges de la Noblesse. Tard dans sa vie, Louis XV avait autorisé les roturiers, mais la Noblesse avait fait pression sur Louis XVI pour leur supprimer ce droit. Certains officiers de roture avaient conservé leur grade ; ce furent les officiers *parvenus* que les Nobles ne manquaient pas de stigmatiser de leur mépris.

2 ●De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, pp. 140 et suiv.

3 ●Lettre de Gérard à Vergennes du 20 septembre 1778. Dans *Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p. 178 Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), à Philadelphie le 25 juillet 1778. p. 302.

4 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895.

ainsi le caractère du peuple français : «Je suis fort charmé de ce que vous me dites de la politesse et de l'urbanité françaises, qu'on a remarquées chez les officiers et les marins de la flotte. Il est certain qu'à cet égard les Français sont de plusieurs degrés en avant des Anglais. Je trouve que c'est la nation avec laquelle il est le plus agréable de vivre. L'opinion commune suppose que les Espagnols sont cruels, les Anglais fiers, les Écossais insolents, les Hollandais avares, etc. ; mais je ne crois pas qu'il y ait de vice national attribué aux Français. Ils sont un peu frivoles, mais cette frivolité ne fait de mal à personne[1].» Tous ces clichés ─qui seraient aujourd'hui fort différents─ sont évidemment spécieux, mais Franklin qui savait que son courrier était soigneusement lu par les services Secrets de toutes les nations et qui n'ignorait pas que les Anglais publieraient aussitôt dans leurs magazines londoniens toute critique contre les Français pour essayer de jeter la discorde entre les alliés, ne prenait pas le moindre risque. Mais, ne retrouvait-on pas dans les opinions inconciliables des Français et dans leurs comportements antagonistes l'imbroglio habituel du peuple français toujours divisé en plusieurs factions qui s'affrontent les armes à la main et se contrecarrent, détruisant systématiquement le lendemain ce que les autres avaient construit la veille. N'était-il pas curieux de voir des Royalistes se battre pour la République ? Les Français sont fiers de leurs divisions, mais ce défaut autodestructeur fut la cause principale de leur abaissement.

♦

En cet automne-hiver de l'année 1778-1779, les troupes françaises nouvellement débarquées hivernèrent à Newport. En garnison ou sur les champs de bataille, le comportement des soldats et marins français fut particulièrement loué par tous les observateurs américains. De Castries constata que «pendant les huit ou neuf mois que l'armée française resta en quartier [d'hivernage] à Newport, pas une seule plainte ne fut portée par les habitants, pas une poule ne fut volée. Le camp était entouré de vergers, les champs étaient pleins d'arbres fruitiers ; pas un fruit ne fut volé. Les paysans en apportaient abondamment et en pur don à tous les soldats qu'ils connaissaient plus particulièrement ; et le soldat français communicatif de son naturel se faisait bientôt des amis. Pendant la moisson qui est fort retardée dans ces pays-là, ils se faisaient un plaisir d'aller travailler gratuitement pour leur connaissance ; en hiver ils battaient la grange avec eux et les paysans en étaient très reconnaissants… Quant aux officiers de terre et de mer, rien n'égala le bonheur dont ils jouissaient à Newport. La société y était extrêmement nombreuse et quoiqu'il y eût quelques familles un peu plus distinguées, elles ne l'étaient que par la fortune… Il n'y avait point de Noblesse dans ce pays-là. L'égalité y était adoptée mais point par esprit révolutionnaire[2].»

1 ●Lettre de Franklin à son ami Bostonien Josiah Quincy, écrite à Passy le 22 avril 1779. p. 73.

L'Américain Thomas Balch écrivit que, à Rhode-Island, «la discipline française est telle que les poulets et les cochons se promènent au milieu des tentes sans qu'on les dérange et qu'il y a dans le camp un champ de maïs dont on n'a pas touché une feuille[1].» Franklin renchérissait : «Dans toutes leurs longues et fatigantes marches à travers le pays, [les soldats français] respectèrent scrupuleusement les droits et la propriété de la population. Pas une grange, pas un poulailler, pas un verger ne fut pillé. Ces "ennemis héréditaires" dont la population craignait tant, se montra comme des alliés généreux et respectueux. Le biographe de James Otis mentionna que le vieil ami de Franklin, le Dr. Cooper, un pasteur de Boston, auquel il avait spécialement écrit en faveur des officiers français, fut excessivement séduit par les nouveaux venus, "*papistes comme ils étaient*", qui, non moins que lui-même, bon vieux Puritain courtois, étaient versés dans les langues, les sciences et l'humanisme[2].»

À cette époque et jusqu'à l'expulsion définitive des Anglais, les Américains comme les Anglais s'efforçaient d'attirer dans leur camp les tribus indiennes. Il vint à ce moment au camp français «différentes députations d'autochtones. Les chefs témoignèrent surtout de leur étonnement de voir les pommiers chargés de fruits au-dessus des tentes que les soldats occupaient depuis trois mois. Ce fait prouve à quel point était poussée la discipline dans l'armée [française], et montre aussi avec quelle scrupuleuse attention on respectait la propriété des Américains[3].» L'histoire ne dit pas si des soldats français furent fusillés pour avoir volé un poulet, comme cela se produisit souvent au Portugal sous le Premier Empire alors que "*la terre brûlée*", systématiquement organisée par l'armée anglaise, avait affamée l'Armée française.

Le 8 juillet 1781, le général Washington passa en revue les deux armées alliées. L'Armée américaine présente –qu'il honora en premier en la saluant pour s'éviter les critiques–, alignait «4.500 hommes au plus, parmi lesquels on comptait de très jeunes gens et beaucoup de nègres. Ils n'avaient pas d'uniformes et paraissaient assez mal équipés. Ils faisaient sous ce rapport un grand contraste avec l'armée française, dont le général Washington parut très satisfait[4].»

La même année (1781), le duc de Lauzun[5] donna lui-même quelques détails de l'Armée américaine dont la description contrastait

---

2 ●De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV, p.270.

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783,* Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p.101 de la version fr.

2 ●Parton, James, *Life and Times of Benjamin Franklin*, Vol.II Mason Brothers, New York, 1864. p.393

3 ●Cette visite des Indiens à Rochambeau se situa à Newport, du 29 août au 2 septembre 1780. Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 111 de la version fr.

4 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 139 de la v. fr.

5 ●Armand-Louis de Gontaut Biron, comte de Biron à sa naissance, marquis de Gontaut (1758), puis duc de Lauzun (1766), puis en 1788 duc de Biron et Pair de France, marquis de Châtel et de Caraman, baron de Lesquelen, naquit à Paris en 1747 et mourut guillotiné en 1793.

violemment avec les belles rangées en uniforme selon les représentations hollywoodiennes actuelles, ou même les reconstitutions des Cercles historiques locaux dont les Américains sont friands : «Je ne peux trop répéter, dit-il, combien j'ai été surpris de l'armée américaine. Il est inimaginable que des troupes presque nues, mal payées, composées de vieillards, de nègres et d'enfants, marchent aussi bien et en route et au feu... Je n'ai que faire de parler du sang-froid du général Washington ; il est connu; mais ce grand homme est encore mille fois plus noble et plus beau à la tête de son armée que dans tout autre moment... La célérité de la marche des troupes françaises et leur discipline eurent un grand succès auprès des Américains[1].» Ce dénuement des troupes venait de ce que la plus grande partie des aides octroyées par les Français au Gouvernement américain pour équiper et nourrir son armée était détournée par les politiciens des Treize-Colonies à leur profit presque exclusif. Par ses critiques, Lauzun s'accordait quelque consolation, car les Américains étaient très avares de louanges, comme ils le sont encore 225 ans après, oubliant absolument toute participation française dans leurs célébrations officieuses ou officielles du 4 juillet au point que l'Américain moyen ignore totalement que des Français sont morts pour leur liberté. En fait, on peut dire sans risque d'erreur que l'Armée américaine n'aurait pas pu soutenir une guerre aussi longue sans, d'abord, l'aide militaire française qui couvrait absolument tous les besoins essentiels [même si une bonne partie de l'aide était détournée au profit des politiciens], et malgré cela ils n'auraient pu la gagner sans l'intervention directe du Corps Expéditionnaire français.

En dépit des millions de livres françaises qu'accorda la France, l'Armée américaine paraissait des plus pitoyables, dans son aspect extérieur et non dans sa combativité semblable à celle des troupes révolutionnaires de France, une décennie plus tard.. Le général George Washington, écrivit au Président du Congrès Continental, en 1780 : «Outre les embarras déjà mentionnés plus haut et à d'autres occasions, il y en a un autre de nature très difficile et très humiliante. Selon mes meilleures informations nous n'avons pas de chemises à distribuer aux troupes ; l'ensemble est en grand besoin, et une grande partie d'entre eux sont absolument dépourvus de tout. Leur situation aussi, concernant la tenue d'été, n'est pas susceptible d'être bien meilleure, je le crains. Il y a de nombreuses tenues disponibles à Springfield, dit-on, mais de qualité si douteuse qu'elles valent à peine la dépense et le mal de les faire venir et de les distribuer.» Les concussionnaires et autres profiteurs de guerre étaient déjà bien à l'œuvre.

Pour la troupe, «être sans uniforme est hautement humiliant pour le service, et disgraciant à nos sentiments, mais ce besoin sera particulièrement mortifiant quand nous devrons combattre aux côtés de nos alliés [français]. Si c'est possible, je ne doute pas que des mesures immédiates seront prises pour amoindrir cette détresse. Il est aussi à espérer qu'il puisse y avoir des uniformes pour les officiers. Beaucoup parmi eux sont dans des situations réellement affligeantes, et, en quelque sorte, c'est le cas de tous les États. Il serait satisfaisant pour eux et pour le bien public qu'ils puissent être équipés. Quand nos amis [français] viendront collaborer à des opérations avec nous, [nos hommes] ne pourrons pas effectuer leurs services avec eux, et s'ils y

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. pp. 144-145 de la v. fr.

sont forcés, leur apparence les fera considérer en très basse estime[1].» Il est bien évident que les bourgeois anglais, qui contrôlaient encore les rouages politiques, économiques et administratifs de chacune des Treize-Colonies et qui s'opposaient secrètement à l'indépendance, s'arrangeaient pour défavoriser ceux qui prenaient les armes contre Albion.

Chez les Américains, l'uniforme n'était pas la seule déficience. Les fonds fournis par les Français et destinés à payer les soldes semblaient donc, eux aussi, ne pas avoir pris, du côté américain, le chemin vertueux auquel ils avaient été destinés. Et les soldats frustrés ─et pas le moins du monde prisonniers d'une discipline rigoureuse─ ne l'entendaient pas de cette oreille. «Le 11 janvier, raconta Thomas Balch, le général Knox[2], commandant l'artillerie américaine, vint de la part du général Washington informer Lauzun (l'un des généraux français) que les brigades de Pennsylvanie et de New Jersey, lasses de servir sans solde, s'étaient mutinées, avaient tué leurs officiers et s'étaient choisi des chefs parmi leurs propres effectifs. On craignait également, ou qu'elles marchassent sur Philadelphie pour se faire payer de force, ou qu'elles joignissent l'armée anglaise qui n'était pas éloignée. Cette dernière crainte était exagérée, car lorsqu'un émissaire du général [anglais] Clinton vint proposer aux révoltés de leur payer les arrérages de solde à condition qu'ils se rangent sous ses ordres : "Il nous prend pour des traîtres, protesta un sergent de Milice, mais nous sommes de braves soldats qui ne demandons que justice à nos compatriotes; nous ne trahirons jamais leurs intérêts." Et les envoyés du général anglais furent traités en espions[3].» La mutinerie gagna la milice du New Jersey, et menaça de contaminer toute l'armée américaine. Washington trouva quelque argent dans les poches des Français pour leur verser une partie de leur rappel de solde. Par contre, les Congressistes, eux, ne se plaignaient jamais ! Leur traitement était toujours versé à temps. Le Gouvernement américain utilisait vis-à-vis de ses soldats, la même sècheresse de comportement que le Gouvernement anglais vis-à-vis de ses troupes nationales et de ses soldats mercenaires : les soldes étaient versées avec un retard considérable de plusieurs mois afin de défalquer des effectifs soldables les tués et les mutilés[4].

Les officiers aristocrates de l'Armée anglaise[5] ne pouvaient se départir d'un certain mépris vis-à-vis des officiers non nobles et de leurs subalternes rebelles. Un aide de camp du général George Washington,

---

1 ●Lettre du 20 juin 1780, de George Washington au Président du Congrès, rédigée au QG de Springfield, tirée de *The Writings of George Washington*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, G.P. Putnam's Sons, The Knickerbocker Press, New-York, 1890. Vol. 8, 1778-1780. Vol. 8, p. 317-318.

2 ●Le même Henry Knox qui donna son nom à Fort-Knox (Kentucky), la Réserve de l'or fédéral.

3 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 115 de la version française.

4 ●À noter que, aujourd'hui encore, les soldats américains sont l'objet de manœuvres chafouines qui les victimise dès qu'ils sont blessés au combat. La solde de la troupe est faible mais *la prime de champ de bataille* est énorme. Dès que le soldat est à l'hôpital (ou tué, prisonnier ou en permission), il perd la fameuse prime.

5 ●L'Armée française exigeait que les officiers soient issus du corps de la Noblesse. Une tentative de démocratiser l'armée fut faite à la fin du règne de Louis XV, mais la Noblesse s'y opposa et fit rétrograder le Gouvernement. Dans l'Armée anglaise, les grades s'achetaient, et à des prix fort élevés, de sorte que seuls les riches (bourgeois ou aristocrates) pouvaient se les offrir.

le colonel Hamilton, raconta la manière dont le lieutenant-général avait reçu une dépêche de sir Henry Clinton qui était adressée à *Monsieur* Washington. «Cette lettre, répondit Washington, est adressée à un planteur de l'État de Virginie; je la lui ferai remettre chez lui à l'issue de cette guerre ; jusque-là, elle ne sera point ouverte.» Une seconde dépêche fut alors adressée à *Son Excellence le général* Washington[1].» Le général américain l'ouvrit donc[2].

Ce mépris d'un officier anglais pour un officier américain n'aurait pas eu lieu d'être, car Washington avait gagné ses galons au feu, sur les champs de bataille contre les Français durant la Guerre de Sept Ans[3], alors que le général Clinton, comme la totalité des officiers anglais, aristocrates ou bourgeois, s'était contenté d'acheter son grade à grand renfort de guinées. Vers 1782, «l'armée britannique était la seule d'Europe où l'achat et la vente des grades étaient fondés sur des principes réguliers et fixés. L'avancement dans l'Armée était facilité pour ceux pour lesquels le cours de la vie était adouci par la fortune. Les grades étaient achetés et vendus à peu près comme des actions dans une bourse. Les parents prudents aidaient leurs enfants en leur achetant des grades dans l'armée. Il y avait peu de limitations à cette pratique ; les talents ou les inclinations des jeunes gens eux-mêmes n'avaient aucune importance. Il n'était pas question pour eux de servir durant une période requise dans le rang avant d'être promu au grade supérieur[4].» Tel fut pendant des siècles le talon d'Achille de l'Armée de Terre anglaise. Heureusement pour eux, aucun crime n'est payé plus légèrement et plus négligemment que le massacre de soldats par la faute d'un officier incompétent ou lâche, surtout quand ces soldats ne sont que des mercenaires allemands.

Le mépris du général Cornwallis à l'égard du général La Fayette qui sortait à peine de l'adolescence en 1781 (il avait 24 printemps), fut d'un autre ordre. Ce dédain était sans doute le fruit de la vieillesse[5] qui préjugeait que l'âge et l'expérience apportaient toute la sagesse du monde ; par conséquent, la jeunesse en était dépourvue. Cette année-là (en 1781), lord Cornwallis se retira de Williamsburgh sur Portsmouth, près de l'embouchure du James-River et de la Baie de

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 116 de la version fr.

2 ●Cette attitude méprisante des Anglais de Métropole vis-à-vis des habitants des colonies, confirme bien l'opinion de l'historien israélien Shlomo Sand, exposée à la page 72 de son ouvrage intitulé *Comment le peuple juif fut inventé*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2008.

3 ●Il combattit notamment à la *Bataille du Fort Necessity* et à la *Bataille de la Monongahela*. Dans ces deux cas, l'Armée anglaise fut battue par les Canadiens-Français. Voir les détails de ces batailles dans le *Dictionnaire des batailles terrestres franco-anglaises de la Guerre de Sept Ans*, de Jean-Claude Castex, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2006.

4 ●*Purchase and Promotion in the British Army in the Eighteenth Century,* in History, The Journal of the Historical Association, Volume 36, Issue 126-127, page 57-72, de février 1951. The Historical Association & Blackwell Publishing Ltd. "By 1782, the British army was the only one in Europe where the purchase and sale of commissions was founded on regular and fixed principles. Advancement in the Army was made easy for those whose way was smoothed by wealth. Commissions were bought and sold much like shares on the exchange ; prudent parents provided for their children by purchasing them commissions in the army. There few limitations on the practice –the talents or inclinations of the young men themselves were unimportant ; there no question of serving a specified period in one rank before being promoted to the next highest rank."

5 ●43 ans étaient alors plus que la longévité moyenne du peuple français ou anglais.

Chesapeake. La mer n'indiquait aucune activité suspecte et cette succession de mouvements rétrogrades semblait chez les Anglais révéler le projet d'évacuer la Virginie. La Fayette, que Cornwallis appelait "Le gosse" ─The Kid─ avec quelque hauteur, avait montré une grande habileté dans ces marches et contremarches. Avec quinze cents miliciens américains seulement, "Le Gamin" avait su forcer à la retraite le général Cornwallis qui se trouvait à la tête de plus de 4.000 hommes. Il évita soigneusement d'en venir à une action générale, leurra constamment les Anglais concernant les effectifs réels de ses effectifs, lança d'habiles manœuvres avec audace et prudence. Grâce à son intelligence, La Fayette obtint ce résultat inespéré. «Le gosse ne saurait m'échapper,» avait écrit Cornwallis au début de la campagne, en parlant de ce général dont il méprisait la jeunesse et dont il méconnaissait l'habileté. À son tour, il allait tomber dans le piège où le menait peu à peu La Fayette[1].» Il est bien vrai que le mépris de l'ennemi est le piège le plus consistant, le plus dangereux. La mort doit être méprisée, mais surtout pas l'ennemi. «La négligence, qui a pour source *le mépris que l'on éprouve pour l'ennemi*, est non seulement dangereuse, mais souvent funeste[2].» Ainsi, les Américains n'auraient jamais eu à exiger leur indépendance si les Anglais ne les avaient pas méprisés. Le Premier Ministre North et son Gouvernement étaient totalement persuadés que les Américains ne poseraient aucun danger en cas de guerre civile. Ils n'avaient aucune armée de métier, aucune marine, et ne possédaient qu'une poignée d'officiers formés dans les milices, l'Angleterre se réservant toujours les postes de commandement tout en laissant aux autres les places de combattants, de *chair à canon*. L'Angleterre possédait une armée ‒certes de mercenaires, mais de bonne qualité– et une marine de grande valeur. De plus les Américains n'avaient aucune tradition de coopérer entre États, même devant le danger.

Pire que tout, les chefs militaires anglais avaient répandu en Angleterre l'idée selon laquelle les Américains étaient des lâches ; comme si la lâcheté pouvait être généralisée à toute une population alors que c'est un défaut individuel. Le brigadier-général James Wolfe ─celui-là même qui avait été tué par les Canadiens sur les Plaines d'Abraham─ avait stigmatisé les soldats américains par le sobriquet de "*cowardly dogs*[3]." Plus nuancé, Henry Ellis, Gouverneur anglais de la colonie de Géorgie, qualifiait, presque au même moment, les soldats américains de "*poor species of fighting men*[4]" à cause, disait-il, d'un manque de courage, "*a want of bravery*." Furieux de voir les Américains constituer leur propre Assemblée législative (le Congrès Continental), le roi d'Angleterre Georges III vociféra devant ses ministres

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 146 de la v. fr.

2 ●Turpin de Crissé, *Caius Julius Caesar : Commentaires de César, avec des notes historiques critiques et militaires*, D.J. Changuion, Amsterdam, 1887. Volume 2, p. 117.

3 ●Chiens peureux.

4 ●*Pauvre* (au sens de *basse, misérable*) espèce de combattants.

que, désormais «les coups doivent décider si les Américains se soumettront ou triompheront[1].» Cette haine et ce mépris étaient accentués par la constitution même des troupes américaines dont les ⅔ étaient des Celtes (Écossais et Irlandais) fortement méprisés par les Anglais[2], et, de ce fait, avides de vengeance pour les exactions subies par leur peuple dans les îles britanniques. Ils triompheront. Ce mépris à l'encontre des Américains bloqua le sens du compromis des Anglais et entraîna la séparation des deux pays.

Paradoxalement, la volonté américaine d'offrir une hospitalité des plus obligeantes aux troupes françaises venues pour les libérer, accrut la jalousie et l'agressivité des soldats américains vis-à-vis des Français. Ces derniers étaient à peine débarqués que le général Washington «autorisa Rochambeau à requérir les milices de l'État de Boston et de Rhode Island pour aider son armée dans les travaux de terrassement pour la défense de l'île.» Les généraux américains accordaient la préférence aux troupes françaises «pour la nourriture et pour tous les soins qui dépendaient d'eux.» Durant et après le siège de Yorktown, «quand les troupes du marquis de Saint-Simon se joignirent à celles de La Fayette[3], le jeune général ordonna que l'on ne délivrât de farines aux troupes américains que lorsque les Français auraient reçu des provisions pour trois jours. Conséquemment, les soldats américains ne reçurent presque jamais que des *repas indiens*[4]. Il fit réquisitionner les chevaux des *gentlemen* du pays pour les hussards français, et les officiers supérieurs eux-mêmes cédèrent leurs propres chevaux dans le même but.

Malgré tout cela, «il ne s'éleva pas la moindre plainte au sujet de ces préférences que les soldats américains reconnaissaient devoir être accordées à des étrangers qui venaient de très loin afin de combattre pour leur cause[5]» et "*à leur place*." Pas la moindre plainte à voix haute... au début ! Un certain agacement, devant cette faveur outrancière, semblable à celle des soldats de la Grande Armée devant les privilèges de la Garde Impériale ; comme aussi la jalousie de la Wehrmacht devant les complaisances accordées aux régiments paramilitaires de la Schutzstaffel.

Vus de Londres, ces privilèges accordés aux Français sur le dos des soldats américains, constituaient le meilleur terreau possible. Il fallait bien s'attendre à ce que les Anglais, qui rêvaient de jeter la discorde et la zizanie entre les Français et les Américains, tentent d'y planter les fleurs vénéneuses de la jalousie et de la désunion. Nombre de

---

1 ●"*Blows must decide whether the Americans submit or triumph*."

2 ●Comme le rappelle l'historien israélien Shlomo Sand à la page 72 de son ouvrage intitulé : *Comment le peuple juif fut inventé*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2008. «Bien que les Britanniques aient toujours été fiers de leurs origines composites (normande, scandinave, etc,...), des intellectuels et des dirigeants politiques, au summum de la puissance de l'Empire britannique libéral, virent dans le caractère natif anglais la source de sa supériorité, et un bon nombre de Britanniques se sont raccrochés à leur ascendance anglo-saxonne, et les Gallois et les Irlandais [et les Écossais] "d'origine celte pure" furent considérés comme inférieurs et n'appartenant pas véritablement *au peuple chrétien élu*.»

3 ●La Fayette commandait des unités américaines.

4 ●C'est à dire de la farine de maïs (India Corn ou blé d'Inde).

5 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 187 de la v. fr.

commentaires dans la presse londonienne déclaraient que : «Les Français et les Américains ne s'aiment pas du tout les uns les autres. Les officiers français nous l'ont déclaré bien des fois[1].» Ce qui semble invraisemblable, étant donné l'accueil réservé aux Français, en tout cas au début ; au point que Franklin put écrire : «La constante harmonie qui règne entre les armées des deux nations [la France et les États-Unis] en Amérique m'a causé un plaisir infini. Il faut l'entretenir avec soin. J'espère qu'il n'arrivera rien qui la trouble. Les officiers français qui sont revenus ici [en France où résidait Benjamin Franklin] cet hiver, parlent de nous de la plus noble et de la plus aimable façon ; il y a chez la jeune noblesse [française] un vif désir d'aller se battre pour nous[2].»

Devant un tel afflux de combattants étrangers, il fallut en fait mettre un peu d'ordre en hiérarchisant les grades des deux armées. Dans ce but, le général Washington fut nommé *maréchal de France* et les *officiers américains eurent préséance sur les officiers français égaux en grade et en ancienneté*[3]. Sachant que les officiers français étaient de nobles aristocrates et les Américains des roturiers *ignobles* (au sens archaïque de *non-nobles*), on peut imaginer les sentiments étranges que durent éprouver les altiers gentillâtres de devoir leur obéir. Ils devaient sentir que leur monde se terminait inexorablement, de même que, en ce XXIe siècle, l'Occident sent que sa civilisation chrétienne fond inéluctablement dans le Néant, victime de la Liberté absolue d'exterminer sa progéniture.

En dépit des précautions infinies prises par les autorités américaines pour garder la paix entre les chefs français et américains, il y eut parfois des éclats. On ne pourra jamais empêcher un chef vaincu de rejeter la responsabilité de ses malheurs sur son allié. Il suffit de lire l'épopée du duc de Wellington dans la péninsule ibérique aux temps du Premier Empire napoléonien pour comprendre que tous les échecs de l'armée alliée de Wellington étaient causés par la faute ou par les lâchetés des Armées espagnoles ou portugaises. Il est parfois plus gratifiant d'être l'ennemi d'une nation que son allié, car, dans ce dernier cas, on est gratifié de tous ses échecs et on perd le bénéfice de tous les succès[4].

---

1 ●*Letters from America,* p.145

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p.157. ; Lettre de Benjamin Franklin à Robert R. Livingston, Secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères de 1781 à 1783. La lettre fut rédigée à Passy le 4 mars 1782.

3 ●Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 218.

4 ●Les historiens anglais ne sont effectivement pas tendre avec leurs alliés espagnols tel celui-ci (Fitchett) : "The Spaniards were ill-disciplined, ill-officered, and in a condition of semi-starvation. As the battle proved [il s'agit de la Bataille d'Albuera, le 16 mai 1811, qui fut une défaite de Wellington], they could stand in patient ranks and die, but they could not manœuvre." En ce qui concerne le chef espagnol nommé Blake, les critiques tournent carrément à l'insulte englobant l'Espagne tout entière : "Blake was ignorant, proud and fiercely jealous of the British commander-in-chief. He was of Irish blood, but kept nothing of the Irishman except the name. Blake had lost, in a word, all the virtues proper to the Irish character, and had acquired all the vices peculiar to the Spanish temper." [tiré du fort peu modeste et très patriotique *How England saved Europe, The Story of the Great War (1793-1815),* par William Henry Fitchett, Smith, Elder & Co., London, 1900. Vol. III. (The War in the Peninsula), p. 245.] "À titre d'exemple en ce qui concerne les bénéfices de la victoire, citons la Bataille d'Albuera et surtout celle deWaterloo, dont les effectifs étaient allemands à 72%, et anglais à 8% (Hollandais 11% ; Écossais 9%. Et pourtant la nation anglaise sut en tirer tout le prestige, au détriment des autres.

La fameuse affaire Sullivan-d'Estaing n'est qu'un exemple d'un général vaincu qui rejette ses défaillances sur les autres. Le général américain John Sullivan «devait travailler en coopération avec une escadre française pour assiéger et prendre d'assaut la ville de Newport tenue par les Anglais mais considérée comme extrêmement vulnérable depuis l'entrée en guerre de la France. La tentative fut contremandée quand l'escadre française de l'amiral d'Estaing fut dispersée et endommagée par une tempête. En raison des avaries infligées à ses navires par la tempête et à l'annonce d'une escadre anglaise plus imposante sous le commandement de lord Howe, d'Estaing alla relâcher et réparer à Boston. Alors la garnison anglaise de Newport fit une attaque surprise en août 1778, forçant Sullivan à retraiter après avoir combattu sans conviction à Rhode Island[1]. L'incapacité de Sullivan de vaincre ce qui apparaissait comme une garnison très vulnérable, et l'échec de la campagne provoqua une profonde fissure dans les relations franco-américaine. Sullivan écrivit une lettre [fort insultante] à d'Estaing pour stigmatiser ce qu'il souhaitait considérer[2] comme une trahison et une poltronnerie. Il décrivit cette affaire comme étant «peu digne de l'honneur de la France[3]», refusant de prendre sur lui la responsabilité de son humiliant échec[4].

Le mélange soldats français et miliciens américains était peu propice à la coopération, dit Pierre Landais, le capitaine du vaisseau américain ALLIANCE : «Français et Américains mélangés ensemble, sans se comprendre les uns les autres, si différents par leur discipline, leurs façons de vivre, etc. ne pourrons jamais agir ensemble et ne seront jamais d'accord.» Pourtant ces deux mêmes armées ─"ces *trois* armées", devrions-nous dire, puisque l'Armée anglaise était du nombre─ combattirent durant la Première Guerre mondiale (en 1918) sous le commandement unique du maréchal français Ferdinand Foch, nommé généralissime pour concerter les efforts de tous !



1 ●Le combat coûta à Sullivan 38 tués, 210 blessés et 12 disparus ou déserteurs. Les forces "anglaises" de Pigot subirent 38 tués, 210 blessés et 12 disparus ou déserteurs. Ce fut donc un très modeste combat.

2 ●Ou tenait à considérer dans le but d'insulter d'Estaing.

3 ●Golway, Terry. *Washington's General: Nathanael Greene and the Triumph of the American Revolution*. Owl Books, 2006. p. 189. Le terme original était "derogatory to the honor of France", dérogatoire ou humiliant pour l'honneur de la France.

4 ●Lettre de Heath au Conseil du Massachusetts, le 9 septembre 1778. Dans *The Heath Papers*, in *Collection of the Massachusetts Historical Society*, Published by the Society, Boston, 1878. vol.II, p.267 ; et aussi Bonsal, Stephen, *When the French were here* : *a narrative of the sojourn of the French forces in America, and their contribution to the Yorktown campaign, drawn from unpublished reports and letters of participants in the national archives of France and the Ms. Division of the Library of Congress,* Doubleday, New York, 1945. p.47. Heath fut plus tard membre du Congrès mais dut démissionner pour une sombre affaire d'emprunt personnel à l'Ambassadeur de France.

CHAPITRE 7

Des prisonniers de guerre et des pontons infernaux.

On dit que la grandeur d'une nation peut se mesurer à la générosité avec laquelle elle traite les prisonniers de guerre de ses ennemis, surtout quand le peuple qui lui est opposé traite bien ses propres prisonniers de guerre et qu'il n'est pas question de représailles, de mesures de rétorsion ou de tactique mûrement réfléchie comme ce fut le cas entre les deux tyrans Hitler et Staline. Napoléon qui fut la cause de millions de morts et de grands malheurs en Europe, traitait fort bien ses prisonniers. Il disait très justement que «les prisonniers de guerre n'appartiennent plus à la puissance pour laquelle ils ont combattu ; ils sont sous la sauvegarde de l'honneur et de la générosité de la nation qui les a désarmés[1].» En disant cela, il avait sans doute oublié les 3.000 soldats albanais de l'Armée ottomane qui s'étaient rendus aux Français sous promesse de vie sauve[2], et qu'il fit exécuter, au Proche-Orient, pour des raisons stratégiques. On sait que Hitler laissait mourir de faim les prisonniers de guerre russes, simplement parce que les soviétiques avaient refusé de signer la *Convention de Genève* concernant le respect dû aux Prisonniers de guerre[3].

L'avantage des Américains, détenus dans des geôles anglaises tout au long de cette Guerre d'Indépendance, était que l'Angleterre, dont les citoyens se montraient récalcitrants à faire la guerre, a toujours eu un urgent besoin de soldats pour mener à bien ses guerres coloniales et économiques. Acheter des régiments mercenaires allemands exige des sommes fabuleuses —non seulement pour payer les soldes des mercenaires mais surtout pour en défrayer les coûts de location aux princes du Saint-Empire romain germanique, et le Gouvernement anglais espérait que les soldats ou les marins américains se considéreraient comme chan-

---

1●*Napoléon, ses opinions et jugements sur les hommes et sur les choses, recueillis par M. Damas, Ginard*, Tome 2, Dufey Lib.-Éditeur, Paris, 1838. Napoléon Ier dans son *23ème Bulletin impérial*, du 28 juin 1809. p. 353

2●Le 3 mars 1799, l'Armée française de Bonaparte arriva devant Yafo (Jaffa, aujourd'hui en Israël). La ville résista durant deux jours aux Français. Les 2.000 défenseurs turcs se firent tuer sur place. 3.000 Albanais de l'Armée ottomane (qui avaient été incorporés de force) se réfugièrent dans la citadelle et demandèrent à ce qu'on leur laissât la vie sauve. Deux officiers français leur promirent. Mais Bonaparte, qui ne pouvait les nourrir par manque de vivres, ni les relâcher de peur qu'ils n'aillent grossir la garnison turque de Saint-Jean-d'Acre, donna, après plusieurs jours d'hésitation et malgré les protestations de nombreux officiers français, l'ordre inhumain de les massacrer ; à l'exception de 500 Égyptiens et artilleurs turcs qui purent être incorporés dans l'Armée française. «Tôt ou tard, le sang de ces 3.000 victimes retombera sur nous !» écrivit le jour-même un officier de l'État-Major français. Ce fut plus "tôt" que prévu. Dès le lendemain, se déclara une épidémie de peste au sein des troupes françaises ; 7 ou 800 soldats français en moururent. [Tiré de *Combats franco-anglais de la Guerre de l'Esclavage* (1791-1804) *et des Guerres de la Révolution française*, par Jean-Claude Castex, Les Éditions P-O, Vancouver, 2013. pp. 270-271.]

3●Staline considérait comme des traîtres tous les prisonniers de guerre soviétiques, car ils s'étaient rendus aux Allemands plutôt que de combattre jusqu'à la mort. Par conséquent, les Russes qui survécurent aux camps nazis furent immédiatement déportés en Sibérie et incarcérés dans des goulags soviétiques.

ceux de pouvoir racheter leur pseudo-trahison[1] en s'engageant immédiatement dans l'Armée anglaise pour offrir leur vie au roi Georges III. Franklin nous apprend que les autorités anglaises en arrivaient même à refuser ou à retarder les échanges de prisonniers afin de se donner le temps de les forcer à s'engager dans l'Armée anglaise. Il affime qu'il «est maintenant évident que ces retards ont été calculés afin d'avoir plus de temps pour séduire nos matelots et les amener par des promesses ou des souffrances à gagner leur liberté en s'engageant contre leur propre pays. Ceux qui se sont évadés nous apprennent qu'il y avait des gens continuellement occupés à les cajoler et à les menacer[2].» De ce fait, les prisonniers de guerre anglais désignés pour équipoller ces échanges au pair, et qui se trouvaient à la garde des Français, devaient patienter jusqu'à ce que toutes ces tergiversations[3] soient terminées. Franklin, en poste à Paris, était au premier rang pour s'occuper de ces copermutations de prisonniers : «En attendant leur échange, une grande partie de vos prisonniers [écossais ou mercenaires allemands] sont restés six mois sur un navire en rade de Brest, où je crains qu'ils n'aient pas été aussi confortablement traités qu'ils l'auraient été dans une prison française sur la terre ferme. On a donc ordonné de les débarquer.»

Les Américains, prisonniers de guerre des Anglais, avaient ainsi le choix de trahir la cause de la liberté et de l'indépendance pour sauvegarder leur liberté, mettant ainsi leur vie en danger puisque les Anglais voulaient précisément en faire des soldats. Mais rares furent ceux qui acceptèrent cette vilenie ; la plupart préférèrent la mort. «Tout ce qu'ils avaient à faire était de signer un document d'allégeance à la Couronne d'Angleterre afin de recevoir un pardon total en s'engageant dans l'Armée de Terre ou la Marine militaire[4]» de l'Angleterre.

Même si le texte suivant –de Napoléon–, ne correspond pas à la période que nous brossons actuellement, il permet au moins de constater que de tout temps les autorités anglaises se sont montrées et se montreront parfaitement expertes pour arracher aux autres ce qu'elles ne voulaient pas accorder elles-mêmes : la libération des prisonniers. «L'article des prisonniers, écrivit Napoléon dans son *Mémorial de Sainte-Hélène*, a été un des points sur lesquels s'est exercée la mauvaise foi habituelle des ministres anglais, avec ce machiavélisme qui caractérise si bien l'école actuelle. Absolument *résolus à repousser tout échange et ne voulant pas être accusés de s'y refuser*, ils multipliaient et dénaturaient les prétextes... Je connaissais mes adversaires et lisais leurs véritables intentions : ils avaient infiniment plus de Français que je

---

1 • Ils avaient combattu contre leur roi, c'était un crime de lèse-majesté.

2 •*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; p. 72, Lettre de B. Franklin à David Hartley sur l'échange de prisonniers de guerre américains et anglais, écrite à Passy le 21 mars 1779.

3 •*Tergiversations* : ces cajoleries et ces menaces exercées par les Anglais sur les prisonniers américains afin de les induire à s'engager dans l'armée anglaise.

4 •Fish, Hamilton, *New York State, The battleground of the Revolutionary War,* Vantage Press, New York, 1976.

n'avais d'Anglais[1] ; une fois qu'ils eussent obtenu les-leurs, ils n'auraient pas manqué d'incidents pour en demeurer là ; et le restant de mes pauvres Français fût demeuré dans les pontons pour l'éternité. Je déclarais donc que je ne voulais pas d'un échange partiel, mais bien d'un échange total. Et voici, disais-je, ce qui allait le faciliter : je convenais d'avoir beaucoup moins d'Anglais qu'ils n'avaient de Français[2] ; mais j'avais aussi des Espagnols, des Portugais et d'autres alliés des Anglais pris sous leurs bannières... Cette proposition... fut repoussée.... Il était évident que, si l'on commençait d'abord par échanger tout simplement Français contre Anglais, une fois qu'ils se sentiraient nantis, ils ne manqueraient pas de prétextes pour en demeurer là... J'offris alors, pour éviter tout malentendu réciproque, d'échanger par transports de 3.000 seulement à la fois. On me rendrait 3.000 Français, contre lesquels je donnerais 1.000 Anglais et 2.000 Hanovriens, Espagnols, Portugais et autres... Je promettais de rendre le reste par dessus-le marché[3].» Mais le Gouvernement anglais refusa que leurs Alliés allemands, espagnols et portugais puissent servir de monnaie d'échange. Ils devraient alors recommencer à *payer leurs mercenaires libérés* avec leurs rappels de solde. Ils ne voulaient libérer que les Anglais, laissant les autres nations moisir dans les geôles françaises.

Ces fameux pontons dans lesquels les Anglais enfermaient les prisonniers de guerre français ou américains, étaient de vieilles coques pourries et dématées de vaisseaux de guerre, trop criblées par les canons français ou trop obsolètes pour demeurer au service du roi. Les Anglais embossaient[4] ces casernes flottantes à une certaine distance de la côte sur deux ou plusieurs ancres, dans les ports de New York, de Portsmouth ou d'ailleurs. Ces horribles pontons étaient les ancêtres des camps de concentration inventés 110 ans plus tard par eux-mêmes[5]. Certains auteurs anglais prétendent que le sadisme et la sous-alimentation qui étaient exercés contre les prisonniers américains n'étaient destinés qu'à forcer les Américains à tourner leur veste d'uniforme en s'engageant dans la Marine ou l'Armée de Terre anglaise. En réalité, le même sadisme et la même sous-alimentation étaient exercés contre les prisonniers français. Cette excuse était donc mensongère.

Les Commissaires américains de Paris, avec Benjamin Franklin à leur tête, apprirent très vite que les Anglais traitaient avec une cruauté criminelle les prisonniers américains capturés en mer. «On

---

1 •Dans l'armée anglaise, les soldats de naissance anglaise ne représentaient en moyenne que 7 à 8 % de l'ensemble, les Écossais et les Irlandais environ 16% en dépit de la faiblesse de leur population, et les mercenaires allemands 75%. De ce fait, les prisonniers anglais ne représentaient que 7 à 8% des effectifs détenus dans les camps français de prisonniers de guerre. Dans la Grande Armée, en général, les proportions de Français étaient inverses.

2 •Puisque l'armée anglaise comportait surtout des mercenaires allemands, des Écossais, des Irlandais, des Espagnols, des Portugais...

3•*Napoléon, ses opinions et jugements sur les hommes et sur les choses, recueillis par M. Damas, Ginard*, Tome 2, Dufey Libraire-Éditeur, Paris, 1838. Napoléon dans son *Mémorial de Sainte-Hélène*, pp. 355-356

4 •Embosser : ancrer avec deux ou plusieurs ancres pour fixer le navire.

5•Durant la *Guerre des Boers*. Hommes, femmes et enfants moururent par dizaines de milliers dans ces camps installés en Afrique du Sud, lorsque, les Boers ayant découvert des mines de diamants, l'Angleterre, stimulée par ses lobbies, envahit les deux États boers. Ce ne furent par les Nazis qui inventèrent les camps de concentration.

forçait les uns à servir dans la marine anglaise et à combattre contre leurs concitoyens… Les commissaires écrivirent à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, lord Stormont. Ils lui proposèrent d'échanger à nombre égal des marins anglais qu'un croiseur américain avait amenés en France. Lord Stormont ne daigna pas répondre. Une seconde lettre n'obtint du lord anglais que la réplique suivante : «L'Ambassadeur du Roi ne reçoit aucune communication des *rebelles*, à moins qu'ils ne viennent implorer le pardon de Sa Majesté[1].» Franklin renvoya à l'expéditeur cette lettre arrogante en y joignant les mots suivants : «En réponse à une lettre qui touche aux plus visibles intérêts de l'Humanité, et qui concerne deux nations, la Grande-Bretagne et les États-Unis, nous avons reçu cette note inconvenante que nous renvoyons à Votre Seigneurie pour qu'elle se livre à de plus mûres réflexions[2].»

Les prisonniers américains qui refusaient de se battre contre leurs propres compatriotes américains, au profit des Anglais, devaient systématiquement s'attendre à souffrir la torture, le martyre et même la mort. Dans son *Histoire de la ville de New York*, l'historien Charles Burr Todd affirme que «pas moins de 10.644 prisonniers américains périrent dans le ponton JERSEY durant cette guerre. Et qu'en fut-il des autres pontons plus petits, embossés eux-aussi dans le port de New-York : le WHITBY, le GOOD-HOPE, le PRINCE-OF-WALES, le FALMOUTH, le SCORPION, le STROMBOLO et le HUNTER ? À New York seulement, parmi les 20.000 prisonniers américains captifs des Anglais, il n'y avait pas plus de 5.000 soldats captifs : 3.000 avaient mis bas les armes à Fort-Washington, 1.000 à la bataille de Brooklyn, quelques centaines à White-Plains et dans la capture de Fort-Clinton et de Montgomery. Les autres s'étaient fait capturer au cours de divers accrochages dans les États du Connecticut, du New Jersey et dans la ville de Westchester. Il y eut environ 9.000 marins capturés sur la côte Est. Les autres étaient 6.000 patriotes civils.» Le lieutenant-général William Scrope, comte de Howe, et sir Henry Clinton qui lui succéda à la tête de cette escadre immobile de crucifiés, adoptèrent secrètement –apparemment pour des raisons stratégiques, puisqu'ils comptaient contraindre les malheureux à combattre pour l'Angleterre– un programme proche de l'extermination.»

L'historien Edwin G. Burrows décrit ainsi la même situation : «Il y avait aussi des prisonniers de guerre dans le PRINCE OF WALES, un vaisseau de guerre décrépit ancré dans la Baie de Wallabout sur la rive Brooklynienne de l'East River, près du navire-hôpital KITTY. Au cours de cette année-là, le JUDITH et le MYRTLE, deux transports de troupes s'ancrèrent dans l'Hudson, en face de l'église de la Trinité, et commencèrent à recevoir des prisonniers de guerre, comme le firent le JERSEY et le GOOD HOPE, deux navires-hôpitaux jusque-là utilisés au profit des

1 ●Laboulaye, Edward (Édouard René Lefèbvre), *Political History of the United States,* The Office of the Boston Daily Advertiser, Boston. 1855-66. p.-28

2 ●Ibidem. pp. 27-28

soldats anglais. Les prisonniers de guerre américains furent aussi confinés dans au moins neuf autres bricks qui n'étaient pas officiellement prévus pour servir de camps de prisonniers ou de navire-hôpital : l'EAGLE, le FELICITY, l'ISIS, le RICHMOND, l'OTTER, le DISPATCH, le YORK, le VIGILANT, et le MERCURY[1].»

Les autorités anglaises n'avaient pas trouvé de place plus sûre, excepté en Angleterre, pour détenir tous ces prisonniers de guerre. D'ailleurs, il est probable que le peuple anglais ne les aurait pas acceptés chez eux non plus, si on leur avait demandé leur opinion. New York était dans une certaine mesure une ville en état de siège et pouvait être attaquée n'importe quand. Chaque «ponton renfermait 7 à 800 individus, croupissant sans jamais voir le ciel, car sur les pontons anglais [contrairement aux pontons espagnols de Cadix] on restait à fond de cale. Cette cruauté froide et systématique –d'autant plus odieuse qu'elle était calculée– fera dire à Grivel à propos de cette Nation qui prétend descendre de la fameuse 12e tribu perdue d'Israël[2] : «Tant qu'elle persévérera dans sa *manière* d'entasser les prisonniers, elle restera adéquatement au ban de l'Humanité[3].» Excepté si des Historiens complaisants parviennent à faire oublier ses méfaits. Ce fut le cas.

Dix mille patriotes américains, la plupart au début de la vingtaine ou de la trentaine, emprisonnés [successivement] à bord du JERSEY, totalement déshumanisés, consommèrent de la nourriture puante et moururent littéralement d'inanition ou de maladie. Selon le grand historien américain Hamilton Fish, cette politique d'extermination apparaît maintenant comme ayant été une conspiration délibérée non seulement parmi les Commissaires de la prison, mais aussi au sein du Haut-Commandement britannique[4]. Ces infortunées victimes de la Révolution américaine furent ensevelies dans le sable des rives adjacentes de la baie de Wallabout, où étaient situés les chantiers navals anglais de la Marine de guerre. Vingt ans après cette guerre, en construisant des murs et des bâtiments, une vaste quantité d'ossements de ces martyrs fut exhumée et exposée sur la côte. Ces restes furent rassemblés par le capitaine John Jackson, propriétaire des terres avoisinantes, et remis en terre à ses frais. Plus tard, des cérémonies publiques furent célébrées sur cette fosse commune. Mais même jusqu'à nos jours, ces patriotes américains qui préférèrent la mort la plus ignominieuse à la déloyauté à l'égard de leur nation, sont encore les héros volontairement oubliés de la Guerre pour l'Indépendance.

---

1 •Burrows, Edwin G., *Patriots or Terrorists ? The Lost Story of Revolutionary War POW's*, American Heritage, Oxford (USA), 2008.

2 •Armstrong, Herbert W., *The United States and Britain in Prophecy*. De tout temps, les parvenus ont éprouvé le besoin de se créer des racines qui les glorifient.

3 •Damamme, Jean-Claude, *Les soldats de la Grande Armée*, Les Éditions Perrin, Paris, 1998. p. 406

4 •Conspiration aux plus hauts niveaux de l'administration militaire comme en 1764, lorsque des couvertures de laine contaminées par la variole furent distribuées par l'Armée britannique aux tribus indiennes insurgées (Guerre de Pontiac). Les données de ce texte proviennent directement ou indirectement de l'ouvrage *New York State, The battleground of the Revolutionary War,* par Fish, Hamilton Vantage Press, New York, 1976.

Le capitaine Freneau, qui fut lui-même confiné à bord des deux –vaisseau-hôpital et vaisseau-prison ou ponton─ survécut grâce à un échange de prisonniers… Naturellement, les Britanniques utilisèrent toutes les ruses de la propagande, lorsqu'ils capitulèrent et évacuèrent la ville de New York, pour camoufler leurs responsabilités en ces prisons, repaires d'iniquité et de mort, et sur les pontons qui exhalaient l'abomination et la désolation. Cette tactique de travestissement fut aussi tentée par les *Einsatzgruppens* à l'issue de la Seconde Guerre mondiale lorsque les Nazis s'efforcèrent en vain de dissimuler les massacres de juifs et de tziganes. Mais les preuves sont consignées en toutes lettres dans le courrier des prisonniers qui survécurent aux pontons anglais. On peut aussi prendre en compte les révélations des prisonniers évadés ou échangés. Et pour ceux qui ne seraient pas convaincus, il y a le rapport de l'Américain Elias Boudinot, Commissaire nommé par le Congrès pour garantir l'échange des prisonniers, pour leur procurer des vêtements et des vivres, et pour enquêter sur la situation qui prévalait dans certaines des prisons de New York, tenues par les Anglais.

Le vice-amiral anglais Richard Howe[1] avait un lien direct et spécifique avec le Commissaire Joshua Loring –puisqu'il était l'heureux amant de sa splendide épouse Elizabeth, loyaliste[2] de Boston. En guise de gratifications à l'égard du mari complaisant, Howe donna de la promotion à Loring, personnage presque aussi méprisable et abject que William Cunningham (provost-marshal anglais des prisons flottantes ou terrestres de New York), sur l'échelle de la cupidité, de la corruption et du sadisme dans l'art de la torture. Ces supplices consistaient à affamer les prisonniers de guerre... Plus tard, Loring admit s'être approprié les 2/3 des fonds qui servaient à l'alimentation des détenus, ce qui entraîna la famine chez eux, un affaiblissement chronique et, conséquemment, une multitude de décès face à l'agression de la maladie et du froid.

Quand Elias Boudinot, le Commissaire américain, demanda à Cunningham "*qui était responsable des conditions exécrables des prisons*", il répliqua avec arrogance qu'il était entièrement responsable et qu'il ne voyait aucune raison pour y changer quoi que ce fut ou pour s'en excuser... Il disposait d'un adjoint du nom de sergent O'Keefe, une cruelle canaille qui traitait les prisonniers de guerre plus mal que des criminels de droit commun. Il fut sans doute l'exécuteur secret ou au moins le responsable de presque 300 pendaisons ténébreuses, ordonnées officieusement et dirigées par Cunningham sans le moindre procès. Il est inconcevable que, sous le contrôle de l'armée anglaise, de tels traitements, bestiaux et létaux, de prisonniers de guerre aient été autorisés et aient pu se poursuivre sans discontinuer presque jusqu'à la fin de cette guerre d'indépendance.

---

1 ●Le vice-amiral lord Richard Scrope, 1[er] comte de Howe était le frère du Lieutenant-General William Howe. Ils étaient les descendants illégitimes d'une maîtresse du roi George I[er] et se trouvaient être les oncles du roi de cette époque, Georges III.

2 ●Elle était loyale au roi d'Angleterre plus qu'à son époux.

Les autorités anglaises firent ensuite l'impossible pour camoufler la situation. Elles dénoncèrent les aveux de Cunningham comme des faux éhontés. En réalité le mortel duo Cunningham-Loring tua directement et d'un commun accord, approximativement 2.500 prisonniers par inanition, maladie et privations, dans les prisons de la ville, entrepôts, églises et dans la prison du provost[1], et indirectement entraîna la mort de 10.500 prisonniers désespérés qui moururent dans ces pontons, de maladie, de suicide, ou par infection transmise par des vivres avariés ou contaminés. Les seuls chanceux furent ceux qui s'échappèrent ou furent échangés : 1.000 furent échangés, 100 réussirent à s'enfuir, et 200 autres furent autorisés à retrouver la liberté grâce à des pots de vin. *Le taux de décès dans ces camps anglais de prisonniers de guerre s'éleva à 75%.* En comparaison, le «taux de décès de prisonniers de guerre français ou anglais dans les camps allemands de la Deuxième Guerre mondiale n'atteignit pas 15%. Le taux de décès spécifique sur le JERSEY fut de *85%.* L'auteur. Hamilton Fish, place le niveau global de mortalité au sein des prisonniers de guerre américains à 13.000 individus, ce qui est 1.000 de moins que les autres estimations[2].»

Le patriotisme mal digéré des geôliers-bourreaux joua un grand rôle dans ces crimes de masse contre l'Humanité. «Il y avait de toute évidence une conspiration entre le provost marshal William Cunningham, le commissaire Joshua Loring ainsi que le Commissaire naval David Spout ; cette responsabilité s'étendait jusqu'au bas de l'échelle hiérarchique, c'est à dire jusqu'aux simples gardiens, tous unis pour décimer les rebelles prisonniers. *Décimer* n'est pas le terme exact, car il signifie infliger la mort à un seul homme sur dix. Le mot adéquat ici serait *annihilation* ou *extermination*, car ce fut ce qui se passa. On est dans l'une des plus horribles et formidables tragédies de l'histoire américaine[3],» si l'on excepte le lancement des deux bombes nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki, 160 ans plus tard, ainsi que les massacres de la Guerre de Sécession et l'Esclavage diabolique.

Le 18 janvier 1777, George Washington écrivit au vice-amiral de la Flotte anglaise le comte Richard Howe pour l'admonester au sujet des marins prisonniers par une lettre dans laquelle perçait l'ironie méprisante : «Je suis dans la désagréable nécessité de troubler sa Seigneurie par une lettre concernant les traitements cruels que nos officiers et nos marins du Département de la Marine, assez malchanceux pour tomber entre vos mains, ont subis à bord des pontons-prisons du port de New York. De l'opinion qui est mienne au sujet du sens huma-

---

1 ●Le *provost*, en anglais, est le chef ou superviseur d'une université, d'une cathédrale, d'une ville, d'une prison... Le terme vient de l'invasion franco-normande de l'Angleterre en 1066.

2 ●Fish, Hamilton, *New York State, The battleground of the Revolutionary War,* Vantage Press, New York, 1976. Ces pages sont inspirées, directement ou indirectement, de l'œuvre de cet historien américain ainsi que de Edwin G. Burrows, *Forgotten Patriots : The Untold Story of American Prisoners During the Revolutionary War,* Basic Books, New York 2008, et *Horrors of the prison ships: Dr. West's description of the wallabout floating dungeons, how captive patriots fared.*" West, Charles E.. Eagle Book Printing Department, 1895.

3 ●Ibidem.

nitaire de votre Seigneurie, je ne supposerais pas que vous êtes au courant des comportements d'une nature si cruelle et si injustifiable. J'espère qu'après avoir procédé à une enquête adéquate, vous ferez tellement réglementer ce domaine que les personnes assez malchanceuses dont le lot est la captivité, ne pourront pas, à l'avenir, se voir infliger la misère du froid, de la maladie et de la famine, en plus de leurs autres infortunes. Vous pouvez nous appeler "rebelles" et dire que nous méritons de tels traitements, mais rappelez-vous, Monseigneur, que nous avons encore des sentiments aussi vifs et sensibles que des Loyalistes, et –si nous y sommes forcés– nous sommes prêts assurément à riposter contre ceux que nous regardons comme les injustes envahisseurs de nos droits, de notre liberté et de notre propriété[1].» La menace de rétribution n'était pas voilée. Pourtant les autorités anglaises se sentaient si fortes et, personnellement, si à l'abri de toute rétribution que la réprimande fut dédaignée avec mépris.

Devant le refus d'interrompre ces tortures de la part des Anglais, le général George Washington infligea une deuxième lettre de reproches et de menaces au comte Howe : «Je regrette d'être dans la nécessité de protester auprès de vous pour le traitement que nos prisonniers continuent de se voir infliger à New York. Ceux qui ont été libérés récemment donnent les plus choquantes descriptions de ces usages barbares, que confirme leur aspect misérable et émacié. Que leur apparence est donc différente de celle de vos soldats qui ont été récemment renvoyés chez vous, après une captivité de 12 mois ; et si cette différence dans l'apparence était due à une différence de traitement, je laisse à votre jugement ou à toute personne impartiale, le soin de le décider. Je prierais que certaines règles de conduite envers les prisonniers de guerre puissent être décidées ; et si vous êtes déterminés à continuer de rendre la captivité aussi lamentable que possible, faites le moi savoir afin que nous puissions agir de façon similaire, car votre façon de faire doit et va m'imposer la mienne.» La lettre était directe et fulminante.

En dépit de ces menaces, jamais l'amiral anglais n'eut la grandeur d'âme de faire changer les choses. D'abord, les prisonniers n'étaient pas des aristocrates, et la solidarité de caste ne jouait pas. Et puis et surtout, les fameux prisonniers ─en tout cas ceux de l'armée de terre anglaise sur qui pouvaient s'exercer les représailles─ n'étaient même pas majoritairement des Anglais ; ils n'étaient que des Celtes méprisés et des mercenaires allemands, "cannon fodder", "kanonenfutter" "chair à canon" de peu d'intérêt pour les officiers généraux anglais. Et d'ailleurs le Haut Commandement anglais ne souhaitait pas adoucir la détention de ses propres mercenaires prisonniers, des Américains ou des Français, car le taux de désertion et de capitulation était déjà très

1.●Fish, Hamilton, *New York State, The battleground of the Revolutionary War,* Vantage Press, New York, 1976. *Aussi* West, Charles E.. "*Horrors of the prison ships: Dr. West's description of the wallabout floating dungeons, how captive patriots fared*." Eagle Book Printing Department, 1895.

élevé dans l'armée anglaise, et une détention de rêve aurait sans doute encouragé les désertions intempestives[1].

Huit ans après que les portes des prisons fussent ouvertes par suite de la victoire franco-américaine, William Cunningham, l'ancien provost-marshal, fit une confession écrite avant de mourir sur la potence. Il fut pendu en Angleterre en 1791, non pas pour ses crimes contre l'Humanité qu'il avait perpétrés "par pur patriotisme", mais pour une simple infraction de faux et usage de faux. Ainsi, un témoin génant était supprimé. Heureusement, l'Histoire avait déjà pris connaissance des aveux du tortionnaire. Dans sa fameuse confession dans laquelle Cunningham tentait désespérément de minimiser le nombre de ses crimes, il écrivit de sa main : «J'ai été nommé Provost-Marshal à l'Armée Royale britannique, ce qui me plaça dans une situation d'accabler les Américains de notre vengeance. Je frémis devant tous ces assassinats dont j'ai été complice *avec* et *sans* les ordres du Gouvernement, particulièrement lorsque j'étais à New York ─alors qu'il y avait plus de 2.000 prisonniers affamés dans différentes églises[2]─ en supprimant leurs rations alimentaires que je vendais. Il y eut aussi 275 prisonniers américains et personnes odieusement exécutées ; de ce nombre, il n'y eut qu'une douzaine seulement d'exécutions publiques, qui consistaient principalement en déserteurs hessois et britanniques[3].» Il oublia volontairement la plupart de ses crimes

Quelque vingt ans après la guerre, «en 1804, la *Columbia Society* (Tammany Hall) entreprit de rassembler les ossements de ces Patriotes enterrés à Wallabout Bay afin de les transférer dans une fosse commune située dans un bâtiment de bois voisin. Soixante-dix ans plus tard, le peuple de Brooklyn construisit une tombe permanente dans le *Parc de Fort-Greene*, et encore plus tard, en 1912, elle fut coiffée d'une colonne dorique de 44 m de haut en granit, brandissant une énorme urne. Ce fut le *Prison Ship Martyrs' Monument*, destiné à commémorer les premiers patriotes américains qui préférèrent la mort dans ces pontons puants, au déshonneur et à la déloyauté envers leur pays.» Il fallut 124 ans pour que cette stèle fût érigée en l'honneur de tous ces héros morts de faim ou sous la torture par fidélité pour leur patrie. Et ce ne fut même pas la génération qui profita directement de leur sacrifice qui érigea cet ex-voto ; ce furent leurs arrière-petits enfants ! Que penser de l'ingratitude humaine des bien-nantis à l'égard de tous ces hommes et de toutes ces femmes qui offrent leur vie pour un idéal d'héroïsme que les pauvres appellent *patriotisme*, tandis que les riches et les

1 ●Rappelons que durant la Deuxième Guerre mondiale, Staline fit immédiatement déporter dans les goulags sibériens les prisonniers russes qui, par miracle, avaient survécu aux camps de concentrations d'Hitler, en partant du principe qu'ils n'avaient pas combattu jusqu'à la mort pour le Socialisme international.

2 ●Comme nous l'avons dit plus haut, les églises et autres bâtiments publics ou semi-publics de New York, en plus des pontons, servaient de prisons.

3●*The Life Confession and Last Dying Words of William Cunningham, formerly the British provost marshal in the City of New York who was executed in London the 10th of August, 1791 , taken from his own mouth by the Ordinary of Newgate*. Il fut exécuté non pas pour ses crimes au nom du roi mais pour des vols en Angleterre quelques années plus tard.

lâches le considèrent comme un *hochet* à utiliser sans modération avec les enfants des autres[1] ?

♦

New York ne fut pas la seule ville à servir de camp de concentration aux prisonniers de guerre américains et français. Les pontons ancrés dans les ports de guerre de Plymouth et de Portsmouth furent aussi des lieux de torture et d'extermination, et ils le redeviendront une décennie plus tard, quand les Anglais, enfin flanqués d'alliés puissants et rassurants, voulurent faire payer aux Français cette défaite de la Guerre d'Indépendance américaine et la perte de leurs Treize-Colonies. De ce fait les pontons de Plymouth redevinrent «des lieux de torture, des tombeaux cent fois plus redoutables que les prisons flottantes de Cadix[2].» À Plymouth, donc, en cette Guerre d'Indépendance américaine, le nombre de prisonniers était beaucoup moins élevé qu'à New York et Franklin qui se souciait de leur bien-être, depuis Paris, pouvait écrire : «Vous avez en Angleterre et en Irlande 1.200 de nos compagnons qui sont prisonniers. Depuis plusieurs années, ils ont bravement subi toutes les misères de la captivité plutôt que de consentir à entrer à votre service pour se battre contre leur propre pays[3].»

Continuellement tenu au courant de la maltraitance des prisonniers de guerre américains par des évadés ou des libérés, Benjamin Franklin, basé à Paris, s'attachait plus particulièrement à aider les détenus non seulement par des lettres aux dirigeants anglais, en essayant de stimuler leur sens de l'humanité, en menaces quand le premier argument n'était suivi d'aucun effet, en argent pour nourrir les prisonniers que l'Angleterre laissait dépérir de faim, ou même en insultes.

L'une de ces lettres d'insultes était ainsi libellée : «Vous autres, Anglais, si vous désirez la paix, vous avez une occasion de nous le prouver par la manière dont vous traiterez les prisonniers qui sont dans vos cachots. Ils se plaignent d'être maltraités… L'hiver approche, ils souffriront beaucoup dans l'état où on les laisse, mal nourris, sans abri, sans vêtements, sans feu… Je puis vous affirmer, de science certaine, que vos compatriotes prisonniers en Amérique, y ont été traités avec beaucoup de douceur. Ils ont eu les mêmes rations que nos troupes. On leur a fourni de bons logements. On leur a assigné sur parole des villages salubres pour se promener et se distraire… Quelques actes remarquables de bienveillance envers nos gens laveraient la nation anglaise de l'accusation d'inhumanité qui pèse sur elle et la feraient retomber sur les vrais coupables, sur ceux qui conduisent la guerre

---

1 ●Et que penser aussi de cette même génération qui, à peine l'indépendance acquise, viola leur engagement de paix éternelle avec les Français et manqua de peu déclarer la guerre à la France ?

2 ●Damamme, Jean-Claude, *Les soldats de la Grande Armée*, Les Éditions Perrin, Paris, 1998. p. 410

3 ●*The Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&., comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes,* Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, pp. 110 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à David Hartley, écrite à Passy le 5 avril 1782.

d'Amérique… Peut-être, sur vos instances, obtiendrons-nous promptement cette faveur en Angleterre[1], quoiqu'on nous l'ait refusée fort inhumainement à New York[2].» Et Benjamin Franklin continuait, imperturbablement : «Si vous aviez le temps de visiter les prisons où sont enfermés nos prisonniers, et que vous fussiez curieux de vous assurer des traitements qu'ils reçoivent, je désire que vous preniez la peine de distribuer parmi les plus nécessiteux, en raison de leurs besoins, cinq ou six cents livres sterling, pour lesquelles vos retraits sur mon compte en banque seront ici très exactement honorés. Vous pourriez alors évoquer pertinemment ce point au Parlement ; et ceci pourrait produire de bons effets. Si vous ne pouvez obtenir pour nous la permission d'envoyer un Commissaire, peut-être trouverez-vous, à Plymouth et à Portsmouth, des personnes sûres, humaines et discrètes, qui se chargeraient de faire parvenir à nos malheureux soldats, martyrs de la Liberté, les secours que nous serons en mesure de leur procurer. Certes, votre roi ne vous récompensera point de cette peine, mais Dieu le fera. Je ne vous parle point de la gratitude de l'Amérique, vous l'obtiendrez en votre faveur, mais ce qui a plus de valeur encore, c'est l'estime que vous témoignera votre conscience. Nos capitaines ont mis en liberté plus de 200 de vos gens, faits prisonniers par nos vaisseaux de guerre et amenés en captivité en France, sans parler d'un grand nombre d'autres qui ont été débarqués dans le but de les rapatrier. Cependant *vous ne nous avez pas rendu un seul homme en échange*. Si nous avions vendu vos compatriotes aux Maures de Salé[3], comme vous avez vendu la plupart des nôtres à vos compatriotes d'Afrique et des Indes orientales, auriez-vous eu droit de vous plaindre ? … Pourquoi par notre barbarie mériter la haine éternelle, non seulement des habitants actuels d'un vaste pays, mais de leur postérité, qui sera bien plus nombreuse et qui, de siècle en siècle, maudira le nom d'*Anglais*, comme aujourd'hui en Hollande les

1 ●La faveur de laisser des Américains venir s'occuper eux-mêmes des prisonniers américains dans les baies de Plymouth et de Portsmouth.

2 ●Au large de New York avaient été amarrées de vieilles coques de vaisseaux, les fameux pontons de triste mémoire, qui servaient de prisons et de camp d'extermination aux prisonniers américains. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; pp. 42 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à l'Anglais David Hartley, membre du Parlement et nommé, par Georges III, Plénipotentiaire pour les affaires américaines.

3 ●Salé au Maroc. Les musulmans d'Afrique du Nord enlevaient des blancs d'Europe pour les réduire en esclavage. Les personnes intéressées par ce phénomène liront avec plaisir *Captifs en Barbarie,* de Giles Milton, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 2006.

enfants maudissent le nom d'*Albe*[1] et celui d'Espagnol[2] ?» Sa sollicitude était touchante et sa haine semblait palpable mais tout à fait contrôlée.

Le Représentant de la Légation américaine à Paris organisa des souscriptions en France dont il se portait le garant. Ainsi ce seraient les Français qui nourriraient les prisonniers de guerre américains en Angleterre. «La souscription en faveur des prisonniers produit un excellent effet en faveur de l'Angleterre [le Gouvernement anglais ne voulait pas voter des crédits pour l'entretien des prisonnier américains] et des Anglais. Les souscriptions écossaises pour lever des troupes afin de nous anéantir ont monté à des sommes beaucoup plus considérables mais elles ne feront pas moitié autant de bien à la nation. Si vous en aviez l'occasion, je vous prie d'exprimer notre respectueuse reconnaissance au Comité et aux souscripteurs. Leurs bienfaits mettront nos pauvres gens aussi à l'aise que leur situation le permet[3].»

Ainsi donc, dans sa lutte humanitaire incessante contre la maltraitance et pour le bien-être des prisonniers de guerre américains, Franklin sollicitait bien sûr des échanges de prisonniers, mais, comme nous l'avons dit, les Anglais se montraient fort réticents et parcimonieux dans ce domaine car ils avaient conscience de perdre des soldats potentiels mais aussi d'en accorder aux Américains. De plus, aux prisonniers allemands libérés, ils devaient, au moins, payer les arrérages de solde : «Que ne commencez-vous vos mesures de *réconciliation* par l'acte de mettre ces hommes en liberté ? Je sais que cette mise en liberté vous procurerait celle d'un nombre égal de vos concitoyens, même sans aucune stipulation de votre part[4].»

Enfin, dans cette avalanche de larmes et de crimes, se répandit une bonne nouvelle. Le 3 mai 1782, David Hartley de Londres avertit Franklin que le Gouvernement anglais, anxieux de plaire aux Améri-

---

1 ●Fernando Álvarez de Toledo, duc d'Albe, était un général de Charles Quint. Il se rendit tristement célèbre par sa cruauté et sa sauvagerie dans la répression contre les protestants aux Pays-Bas espagnols, qui devinrent les Provinces-Unies.

2 ●Lettre de Benjamin Franklin à David Hartley, Membre du Parlement de Londres, et Plénipotentiaire pour les affaires américaine écrite à Passy (France) le 14 octobre 1777. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; pp. 43-44. Ce texte est certainement à rapprocher de celui de Napoléon, écrit 40 ans plus tard : «Durant toute la guerre, je n'ai cessé d'offrir l'échange des prisonniers, mais le gouvernement anglais, jugeant qu'il m'eût été avantageux, s'y est constamment refusé sous un prétexte ou sous un autre... Alors a commencé pour nos malheureux compatriotes cet affreux supplice des pontons... Avoir prolongé dix ou douze ans ce supplice de chaque jour, n'est ce pas assez pour que le sang bouillonne au hideux tableau d'une telle barbarie ? Et sur ce point, je me reproche fort de n'avoir pas usé de représailles, de n'avoir pas jeté dans des pontons pareils, non les pauvres matelots et soldats, dont la voix ne compte pas, mais tous les milords et la masse de la classe distinguée... Je le devais aux Français qui m'avaient chargé de les protéger et de les défendre. J'ai manqué de caractère : c'était mon devoir.» [*Napoléon, ses opinions et jugements sur les hommes et sur les choses, recueillis par M. Damas, Ginard*, Tome 2, Dufey Libraire-Éditeur, Paris, 1838. Napoléon dans son *Mémorial de Sainte-Hélène*, p. 354]

3●Lettre de Benjamin Franklin au politicien anglais David Hartley, membre du Parlement, écrite à Passy le 12 février 1778, dans *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; pp. 48-49.

4●T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&., comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals*, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, Part III, p. 112 et suiv. Lettre de B. Franklin à David Hartley, Membre du Parlement de Londres, écrite à Passy le 5 avril 1782.

cains pour tenter de récupérer ses privilèges économiques, venait d'annoncer la libération de tous les prisonniers de guerre américains «First step towards sweet reconciliation.» Mais, rappelle l'Anglais, «à présent, comme vous le savez, certaines conditions dépendent de vous, sur votre rive de la Manche[1].» Et le saint homme terminait sa lettre par quelques versets d'un chant grégorien au Très-Haut : «*Da pacem, Domine, in diebus nostris*.» Bien entendu le Gouvernement anglais souhaitait que Franklin prenne la défense des intérêts anglais. Sans succès.

♦

À défaut de réussir à faire libérer ses compatriotes américains, Franklin distribuait généreusement l'argent des Français afin que des agents installés en Angleterre procurent des vivres à tous ces malheureux prisonniers si maltraités par leurs geôliers. Nous avons vu que les geôliers anglais de New York détournaient l'argent qu'ils recevaient pour acheter les vivres. La situation en Angleterre était la même, sauf que ce n'était pas les geôliers qui volaient l'argent, mais les agents anglais qui devaient le répartir dans les divers camps de prisonniers américains d'Angleterre ; et Franklin l'apprit assez tôt. Monsieur Thomas Attwood Digges, un riche marchand du Maryland qui résidait en Angleterre, avait lui-même proposé ses services pour distribuer une fois par semaine une allocation à chaque prisonniers américains sur les pontons anglais de Portsmouth et de Plymouth. Certes, le marchand recevait ces sommes ; mais il oubliait de les attribuer à qui de droit. «Je suis révolté de ce que vous me dites de Digges. Celui qui dérobe une seule guinée à un riche n'est qu'un gueux. Mais quel nom donner à celui qui viole un dépôt sacré, qui vole les pauvres prisonniers en leur prenant les 18 pences que la Charité publique lui a confiés, celui qui répète ce crime autant de fois qu'il y a de semaines dans un hiver, et qui le multiplie en volant 600 pauvres chaque semaine ? Il n'y a pas de mot dans notre langue pour flétrir une telle félonie. *Si ce vaurien n'est pas damné, il ne sert à rien d'avoir un diable[2]?*» Paroles fort énergiques de Franklin qui écrivait en outre : «Ce grand scélérat de Digges leur a volé trois à quatre cents livres sterling qu'il a tirées en mon nom pour leur profit… Il m'a dernièrement écrit pour me dire qu'il venait régler sa dette avec moi, afin de me prouver que je me trompais fort à son égard, mais il ne s'est jamais montré, au contraire il est parti pour l'Amérique. Prenez garde à lui, il est fort habile, et il en est plus d'un qu'il a filoutés.

1●Lettre de Hartley à Franklin du 3 mai 1782. *Private Correspondence*, p. 177-178. «Premier pas vers une douce réconciliation.» «Mais, à présent, comme vous le savez, certains choses dépendent de vous, sur l'autre rive [de la Manche].» «Da pacem, domine, in diebus nostris.» Accorde la paix, Seigneur, en ces jours qui nous appartiennent. Mais Hartley s'est bien gardé d'ajouter les versets suivants : Quia non est alius / Qui pugnet pro nobis / . ("Parce qu'il n'y a personne d'autre qui combattra pour nous!") Ce qui représentait vraiment l'Angleterre qui, faute de volontariat national pour faire la guerre, avait été obligée d'acheter des régiments allemands.

2●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p. 133; Lettre de Benjamin Franklin à un ami nommé William Hodgson, marchand anglais, le 1[er] avril 1781, à Passy, France. Bien entendu, Thomas Attwood Digges nia les malversations. On peut approfondir cette affaire en lisant ses lettres et les commentaires de William Bell Clark dans, *Letters of Thomas Attwood Digges,* p. XXIII-LIV ; "*In Defense of Thomas Digges*," Pennsylvania Magazine of History and Biography, 77 du Oct. 1953, p. 381-438.

Chaque jour j'apprends de nouvelles indélicatesses commises par lui[1]» en Angleterre.

Donc, après bien des efforts et des échecs répétés, quelques échanges mineurs de prisonniers se firent ; en voici un : «Le vaisseau anglais nous a déjà amené de Plymouth une cargaison de matelots. On nous avait annoncé 100 personnes; il n'y en avait que 97; le navire est reparti avec un nombre égal de prisonniers anglais échangés. Il va nous apporter une deuxième cargaison tirée de la prison de Portsmouth… Les Américains s'engagent presque tous avec les capitaines Jones et Landais. Cet échange est d'autant plus remarquable que nos gens avaient été emprisonnés comme coupables de haute trahison[2]», donc ils étaient promis à la mort ; mais cela n'empêchait pas les autorités anglaises d'essayer de lésiner sur le nombre en ne donnant que 97 Américains pour recevoir 100 Anglais. Pour un adepte du négoce, il n'y a pas de petits profits.

Les guerres civiles sont toujours plus cruelles que les conflits entre nations étrangères, car l'amour fraternel vire facilement à la haine[3]. Le traitement des prisonniers américains fut certainement la plus infâme des cruautés. Selon l'historien français Jean-Claude Damamme, les Anglais et les Espagnols furent les pires Européens en ce qui concerne le respect dû aux prisonniers de guerre : «Les belligérants, qu'ils soient français, autrichiens, saxons, prussiens, russes, … traitent leur prisonniers avec une raisonnable humanité. Dans cette liste non exhaustive, on note une double absence : celle des Espagnols et des Anglais[4].» Certes, Damamme n'évoquait que les guerres napoléoniennes, mais l'exemple peut facilement être étendu à tous les conflits jusqu'à ce que l'Angleterre ait signé la Convention de Genève.

Cette immense insensibilité des autorités anglaises vis-à-vis des prisonniers en état de vulnérabilité, ─autorités militaires, certes, mais avec la bénédiction des autorités civiles qui couvraient ces actions ou en tout cas ne les faisaient pas cesser─ pouvait aussi être dirigée contre les populations civiles. Les Canadiens se rappellent comment l'armée anglaise brûla systématiquement les fermes du Bas-Saint-Laurent, à l'entrée de l'hiver 1759-1760, et de nouveau[5] en 1837. On sait par exemple que ─à l'issue de la Guerre de Sept Ans, lorsque, sous l'instigation du chef indien Pontiac, qui avait été capitaine dans l'Armée française, les tribus indiennes du Mid-Ouest s'étaient insurgées pour

1 ●Correspondance de Franklin p. 271 *Lettre de Franklin à Robert Livingston,* à Passy le 25 juin 1782.

2●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 82 Lettre de B. Franklin à David Hartley, écrite à Passy le 21 mars 1779.

3 ●La Guerre de Sécession en est l'exemple irréfutable avec ses 700.000 tués et ses 2.000.000 d'handicapés pour une population globale de 30.000.000 d'habitants. Ce fut le conflit étatsunien le plus sanglant. Américains tués durant la Première Guerre mondiale:116.516. Durant la Deuxième Guerre mondiale : 405.399 (Guerre contre le Japon et Guerre contre l'Allemagne). Guerre de Corée : 36.516. Guerre du Vietnam : 58.209.

4 ●Damamme Jean-Claude, *Les soldats de la Grande Armée*, Perrin, Paris, 1998. p. 372. ISBN 978-2-262-02949.

5 ●Et, paradoxalement, ces ravages étaient perpétrés par des régiments highlanders écossais sous commandement anglais. Ces Highlanders venaient eux-mêmes d'être chassés des Hautes-Terres d'Écosse et leurs fermes incendiées.

expulser les Anglais de l'Ohio et des Grands-Lacs, en espérant le retour des Français— les Anglais s'étaient alors arrangés pour vendre à des tribus amies des couvertures contaminées par la variole, sachant que ces tribus amies faisaient commerce avec les tribus francophiles en état d'insurrection. L'épidémie avait fait des ravages.

Les autorités anglaises réitérèrent ces opérations bactériologiques, crimes contre l'humanité, durant la Révolution américaine, non pas contre les Indiens, cette fois[1], mais contre les Américains eux-mêmes, tant la haine devenait farouche. C'est du reste avec ces mêmes armes aujourd'hui interdites par la Convention de Genève, que le général Cornwallis, vicomte de Brome, «avait cherché auparavant à détruire la petite armée de La Fayette. Il faisait inoculer [de la variole] tous les nègres qui désertaient leurs plantations ou qu'il pouvait enlever, et les forçait ensuite à rétrograder et à aller porter la contagion dans le camp américain. La vigilance de La Fayette mit en défaut cette ruse barbare[2].» Très imaginatif, lord Cornwallis élabora même des techniques particulières dont il trouva des précédents dans l'Histoire des guerres de l'Antiquité, pour empoisonner les puits. «Désireux d'arrêter la marche des troupes alliées devant York, il fit jeter dans tous les puits des têtes de bœufs, des chevaux morts, et même des cadavres humains. L'armée française souffrit de la disette d'eau[3].»

Ces tactiques dénaturées et perverses ne furent pas le fruit du choix isolé d'un chef militaire dévoyé. Au tout début de la guerre, durant l'année 1775, tandis que le Parlement londonien évoquait le besoin de rétablir la paix en Amérique afin de raviver le sacro-saint business, des ordres secrets étaient simultanément donnés par les autorités anglaises de *mettre à feu et à sang* les six colonies récalcitrantes du Nord en guise de représailles, dans l'espoir de rétablir l'ordre par intimidation. Cette tactique d'accabler les populations séditieuses en état de révolte, en brûlant leurs biens et en massacrant les récalcitrants pris les armes à la main, s'était révélée très efficace en Angleterre de 1066 à 1071 lorsque les Franco-normands de Guillaume le Conquérant pacifièrent les populations anglaises. Or, curieusement, cette stratégie de dévastation systématique appliquée aux Américains ne fit que les ancrer dans l'obstination de la révolte. Il faut dire qu'un fort pourcentage de la population des Treize-Colonies était de sources diverses : hollandaises, allemandes, françaises, russes... assez réfractaires à la soumission

En Virginie, lord Punmore dévasta la région au point que les Américains affublèrent cet aristocrate du sobriquet peu enviable de

1 ●Durant cette guerre les Amérindiens étaient au contraire incités par les Anglais à aller détruire les fermes et les villages américains. Ce qui leur attira des représailles à l'issue de la guerre.

2 ●*Mercure de France,* décembre 1781, p. 109.

3 ●Thomas Balch, , *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Government Printing Office, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895, p.207

Tyran de Virginie. Les destructions ne se limitèrent pas aux biens immobiliers. L'économie américaine était parallèlement mise à sac par des contrefaçons monétaires, nous l'avons évoqué plus haut. Et la torture était encouragée par l'armée anglaise grâce à des *primes aux chevelures* prélevées par les autochtones sur la tête des factieux américains.

Le général Gates réduisit en cendres le bourg d'Oesopus sur l'Hudson, ainsi que les villages des environs, par ordre des généraux Vaughan et Wallace, afin de venger leur défaite de Saratoga. En mai 1778, pendant une expédition aux environs de Philadelphie, le colonel Mawhood publia la menace suivante qui flétrit son honneur et, par voie de conséquence celui de sa patrie : «Le colonel réduira les rebelles, leurs femmes et leurs enfants à la mendicité et à la détresse ; ici sont annexés les noms de ceux qui seront les premiers objets de sa vengeance[1].» Pour l'historien américain Thomas Balch, il ne faudrait pas croire pourtant que ces crimes contre l'Humanité fussent spécifiquement réservés à l'Amérique et exercés seulement contre les colons révoltés. Il semble qu'à cette époque ils étaient tout à fait dans les mœurs britanniques, dans les Indes et ailleurs[2]. L'utilisation cruelle des Amérindiens dans des buts étroitement égoïstes ne s'est pas limitée à la Guerre d'Indépendance américaine. Dans son Discours sur l'État de l'Union, du 4 novembre 1812, donc trente ans après la Guerre d'Indépendance, le président américain James Madison souleva l'épineux problème de l'agitation des Amérindiens que continuaient de susciter les Anglais durant la guerre anglo-américaine de 1812, sans se soucier des représailles terribles que ces mêmes tribus allaient subir de la part des Américains à l'issue de la guerre, lorsque les deux nations trinqueraient fraternellement au retour de la paix : «Dans ces bénédictions[3] sont nécessairement mêlées des contraintes et des vicissitudes dues à l'état de guerre dans lequel les États-Unis ont été forcés par l'insistance d'une puissance étrangère à se complaire dans son système d'injustice et d'agression.» Et, après cette introduction succincte, Madison développe sa pensée, et stigmatise l'utilisation par les Anglais «de sauvages impitoyable[4] placés sous leur influence. Tandis que la politique bienveillante des États-Unis à invariablement recommandé la paix, et promu la civilisation à l'égard de cette *pitoyable portion de la race humaine*, et a fait des efforts pour les dissuader de prendre parti d'un côté ou de l'autre

---

1 ●Ramsay, David, *History of the American Revolution,* R. Aitken & Son, Philadelphia, 1789. Tome. I, p. 335.

2 ●D'ailleurs Charles Cornwallis, après ses hauts faits en Amérique, fut envoyé dans les Indes comme Gouverneur Général, puisque depuis le milieu du XIXe siècle les Indes étaient devenues une colonie anglaise après avoir été durant des siècles une propriété privée de la fameuse *British East India Co*. C'était la société commerciale même qui par sa rapacité avait provoqué la révolte des Américains et le début de la Guerre d'Indépendance des Treize-Colonies. Comme nous l'avons vu, elle avait voulu forcer les Américains à acheter les énormes stocks de thé chinois qu'elle avait accumulés à Londres et que son lobby londonien souhaitait leur faire consommer, avec une taxe supplémentaire.

3 ●Ces *bénédictions* sont essentiellement les faveurs et la richesse que le Président vient d'évoquer en exorde : «À l'occasion de la présente réunion, vient-il de dire, il est de mon tout premier devoir d'attirer votre attention sur les faveurs providentielles que notre pays peut apprécier, en considérant le niveau général de surabondance dont jouissent nos habitants, et la riche opulence dont la terre à gratifié les efforts qui y ont été consacrés.»

4 ●"*Merciles savages*." Le segment mis en évidence n'était pas en italique dans le texte original.

dans cette guerre.» Les Anglais n'ont montré «aucun scrupule à appeler à leur aide la férocité sans merci [des Indiens], avec leurs horribles instruments de carnage et de torture qui sont connus pour n'épargner ni les enfants ni les femmes[1]. Dans cette disgrâce qui violait les règles d'une guerre honorable ainsi que le sentiment sacré d'humanité... [les Anglais] ne peuvent pas atténuer la portée de leur acte en prétextant la légitime défense contre des hommes armées. En fait, tout cela met en relief les massacres les plus choquants de familles sans défense. Ils ne peuvent pas non plus prétendre qu'ils ne doivent pas être tenus responsables des atrocités perpétrées, car les sauvages étaient utilisés en toute connaissance du danger selon lequel leur furie ne pourrait *plus* être contrôlée. Tel est le spectacle que les autorités déléguées par une nation, qui se vante de sa religion et de sa moralité, ne s'est pas privée de présenter à une époque "éclairée."... Chaque citoyen se prépara à voler en armes pour protéger ses frères contre ces sauvages buveurs de sang... Les tribus indiennes qui n'ont pas été sous instigation étrangère sont demeurées en paix et ont reçu l'attention civilisatrice qui a été si bénéfique pour elles[2].» Commentaires, aujourd'hui frappés d'obsolescence totale et d'impertinence politique, qui doivent êtres déchiffrés avec le filtre de l'anachronisme historique.

Une autre lettre fait aussi allusion aux atrocités commises contre les Indiens en guise de représailles. Franklin évoque ainsi la missive écrite à M. Bertin, ministre d'État, «qui contient un récit des abominables assassinats commis par quelques habitants de la frontière sur les pauvres Indiens moraves[3]. [Cette missive] m'a fait beaucoup de peine. Les dispensations de la Providence en ce bas monde, troublent ma faible raison... Je ne puis comprendre comment il peut être permis à des hommes cruels d'égorger leurs semblables. On supposera bien que quelques Indiens avaient commis des péchés; mais des petits enfants avaient-ils pu commettre une faute qui méritât la mort ? Comment cette Providence a-t-elle permis à un seul homme en Angleterre[4], parce qu'il abhorre les Américains, de satisfaire ses mauvais penchants, en salariant des assassins allemands[5] pour massacrer, de concert avec les siens et pendant une longue suite d'années sanglantes, près de 100.000 créatures humaines qui, pour la plupart, se rendaient utiles par leurs talents, leurs vertus, leur capacité, toutes qualités auxquelles cet homme [le roi d'Angleterre] n'a aucun droit ? C'est lui qui arma les sauvages de haches et de couteaux à scalper, lui qui les excita à fondre sur nos planteurs sans défense, à les égorger avec leurs femmes et leurs enfants, lui qui paya jusqu'aux chevelures des victimes, chevelures dont le nombre, compté

---

1 •"Neither age nor sex."

2 •Consultable en ligne : James Madison: Online by Gerhard Peters and John T. Woolley, *The American Presidency Project*. http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29454. "Fourth Annual Message," November 4, 1812.

3 •Indiens convertis au protestantisme par la secte allemande Morave.

4 •Ici le texte présente une note : *Il s'agit du roi Georges III, qui n'était pas un méchant homme, mais un sot entêté.*

5 •Il s'agit, bien entendu, des mercenaires allemands de l'armée anglaise.

en Amérique, s'élève déjà, m'a-t-on dit, à 2.000 au moins. Peut-être les habitants des frontières, exaspérés par les cruautés des Indiens, ont-ils été excités à tuer sans distinction tous les Indiens qui leur tombaient sous la main ; de sorte que ces horribles meurtres de nos pauvres Moraves sont encore à la charge de cet homme [le roi d'Angleterre]. Et cependant il vit ; il jouit de toutes les douceurs que ce monde peut offrir ; il est entouré de flatteurs qui endorment sa conscience, en lui disant qu'il est le meilleur des princes !"

"Plus le nombre et l'atrocité des crimes me montre l'impossibilité de punir, en cette vie, un scélérat d'une manière proportionnelle à ses forfaits, plus je suis convaincu qu'il est une autre vie où toutes les injustices de ce monde se réparent, où tous les torts sont redressés. En gardant cette foi, consolons-nous donc ensemble, mon cher ami, c'est la seule consolation qui soit permise sur cette scène d'horreurs où nous sommes projetés[1].»



1 •*Correspondance de Franklin, Volume 3,* pp. 109-110, Lettre de Franklin à James Hutton, rédigée à Passy le 7 juillet 1782. Cette lettre n'est plus dans la version anglaise des lettres de Franklin. Aussi, The Private Correspondence of Benjamin Franklin, William Temple Franklin, Vol.I, Henry Colburn, Public Library, London, 1817. p.115

CHAPITRE 8

De la Bataille de la Baie de Chesapeake (Waterloo naval) et de Yorktown. La nomination des Commissaires américains pour négocier la paix. Des ordres aux Commissaires américains de ne pas jouer dans le dos de la France. De l'espionnage anglais et des tentatives anglaises de négocier séparément avec les Américains pour isoler la France. Des négociations pour la paix. Des Cinq Points de friction entre la France et les États-Unis. De la signature anglo-américaine dans le dos des Français. Des signatures générales des deux traités.

La victoire navale française de la Baie de Chesapeake, en septembre 1781, et la victoire franco-américaine de Yorktown qui en découla, marquèrent la fin de l'espoir anglais de maintenir les Treize-Colonies en état de sujétion.

Ce jour-là, le combat d'artillerie navale entre la Marine Royale et la Royal Navy dura cinq heures. Plusieurs navires furent endommagés, et on compta près de 340 tués ou blessés. Le soir venu, l'escadre de la Royal Navy rompit définitivement le combat, mise en fuite mais pas détruite. Les Français tentèrent de poursuivre l'escadre anglaise, mais la fuite ressemblait tellement à une panique que les Français ne parvinrent pas à la rattraper. Ils rentrèrent donc sur la Baie de Chesapeake afin de barrer l'entrée de la baie à des secours anglais qui auraient pu renforcer l'armée anglaise de Yorktown. Finalement, Yorktown capitula. Cette éclatante victoire laissa entre les mains des Français et des Américains 214 canons, 22 étendards anglais et 8 000 prisonniers qui défilèrent en habit rouge entre une rangée de soldats français et une autre d'Américains.

L'ensemble de la garnison anglaise prisonnière s'élevait selon Balch à un total de 9.641 militaires, qui incluaient «6.198 fantassins, plus 1.500 matelots et 68 hommes pris pendant le siège. Mais il y en avait 1.875 dans les hôpitaux d'York. Ces troupes étaient composées du 23rd Foot Regiment (régiment gallois aussi nommé *Royal Welsh Fusiliers Regiment* de ligne, recruté dans le nord et le centre du Pays de Galles), du 33rd Foot Regiment (régiment levé à l'origine dans l'extrême sud-est du Pays de Galles ─région frontalière anglo-galloise de Gloucester─, puis dans le nord de l'Angleterre (Yorkshire); plus tard nommé *Duke of Wellington's Regiment of Foot.*), du 45th Foot Regiment (Régiment anglais formé dans le Nottinghamshire), du 71st Highlander Foot Regiment (régiment de Highlanders écossais mobilisés dans le clan Fraser), du 76th Highlander Foot Regiment (régiment de Highlanders écossais mobilisés dans le clan MacDonald.), et du 80th Highlanders Foot Regiment (régiment d'infanterie à l'origine levé dans le Staffordshire mais signalé

comme régiment de Highlanders écossais. Ce régiment faisait partie de la capitulation de Yorktown, pourtant l'histoire du régiment passe sous silence sa présence à Yorktown car les historiens anglais ne tenaient pas à signaler cette humiliation. Les effectifs du régiment anglais semblent avoir été comblés par des soldats highlanders écossais par manque de combattants anglais, par des éléments des Régiments de mercenaires hessois du prince héréditaire et de Boos, et par des soldats des régiments allemands d'Anspach et de Bayreuth, par de l'Infanterie Légère de la British Legion (composée exclusivement de mercenaires allemands) et par les Queen's Rangers (écossais), du 1er Bataillon des Gardes du roi d'Angleterre (4 ou 500 hommes), du 17th Foot Regiment (Régiment anglais d'infanterie de ligne aussi nommé *The Royal Leicestershire Regiment*.). Ce décompte montre à quel point les soldats de naissance anglaise s'aventuraient peu sur les champs de bataille. Les Français trouvèrent en outre 214 bouches à feu de tous calibres, 7.320 petites armes, 22 drapeaux, 457 chevaux. Les Anglais perdirent aussi 64 bâtiments dont ils coulèrent une vingtaine. Mais les 40 qui restaient étaient en bon état, 5 étaient armés, de même que la frégate GUADELOUPE de 14 canons qui avait été coulée mais put être renflouée. Les Français avaient subi pendant le siège 253 hommes tués ou blessés, parmi lesquels 18 officiers. Un seul de ceux-ci avait été tué le dernier jour du siège, c'était M. de Bellanger, lieutenant d'artillerie[1].» Plusieurs régiments allemands demandèrent aussitôt à combattre dans l'Armée française pour le cas où la guerre continuerait. Mais ce ne fut pas le cas, l'Angleterre déposa les armes et capitula.

La nouvelle de la victoire fut accueillie par des transports de joie dans toute l'Amérique et à Versailles. Ces deux victoires françaises étaient le couronnement de plusieurs mois de campagnes. Au début de cette année 1781, les sept colonies du sud étaient encore entre les mains de l'armée anglaise de Cornwallis. À la poursuite des deux armées de Greene et de Morgan, le général anglais finit par abandonner le terrain aux Américain à l'exception de Savannah et de Charleston. Cornwallis remonta alors vers la Virginie afin de faire sa jonction dans la Baie de Chesapeake avec une escadre de la Royal Navy qui devait le ravitailler et lui débarquer des munitions de guerre, de bouche[2], ainsi que des renforts en effectifs.

En apprenant la défaite navale de la Royal Navy, le général anglais décida qu'il cessait le combat, en dépit de la qualité de ses troupes, essentiellement des mercenaires allemands et des Écossais. En cessant toute résistance, il transforma le retentissement de la bataille navale de la Baie de Chesapeake en "*Waterloo naval*" anglais, pour utiliser l'expression du grand historien hongrois Emil Reich[3]. La position des Anglais n'était plus tenable face aux Français. Le quart de l'armée anglaise s'était fait porter malade. Il y avait bien de quoi rendre malade leur chef

[1] ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. *NOTE* pp. 186-187 de la v. fr.

[2] ●Les *munitions de bouche* sont aujourd'hui appelées *les vivres* ou *les rations alimentaires individuelles*.

[3] ●Emil Reich (1854–1910), dans *Foundations of Modern Europe*. Read Books, 2007 (première édition en 1902. Curieusement, il n'y a pas une seule rue en France qui célèbre la Bataille de la Chesapeake, alors que l'Angleterre est littéralement couverte de rues ou de places Waterloo.

lui-même ─et d'ailleurs, ironie du sort, il se fit lui-même porter malade le jour de la capitulation humiliante[1]─. Par cette défaite navale s'écroula les rêves anglais de conserver les États-Unis dans leur "*pré-carré*" économique et de devenir, ainsi, une superpuissance qui dépasserait de loin la France de l'époque, et qu'aucune coalition ne pourrait mettre à genou. Certes, ils pourraient désormais commercer avec les Américains, mais ces derniers pourraient aussi se permettre de leur faire concurrence, ce à quoi ils n'avaient pas été autorisés jusque-là. Ainsi, les lobbies économiques londoniens perdaient tout espoir d'utiliser ce jeune pays, promis aux plus colossales destinées, pour hisser l'Angleterre au sommet de la puissance mondiale, imposer à leur seul profit un monopole complet sur le commerce international, et écraser à coups de canon toute la concurrence récalcitrante qui voudrait menacer leur monopole. Quel commerçant n'a pas rêvé d'abattre ainsi avec des canonnières la concurrence ou le simple refus de commercer, comme le fera la *British East India Co*. avec la Chine, 60 ans plus tard, pour obliger ce pays à acheter son opium (Guerre de l'Opium, 1840) ? Il faut tout de même réaliser qu'un tiers des terres émergées (l'immense *Empire britannique*) fut, à un moment ou à un autre, soumis à cette interdiction de concurrencer les lobbies d'Angleterre.

Dès le 17, à 10h00 du matin, le général anglais dépêcha un officier chez les Français, sous pavillon parlementaire, pour demander une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Soucieux de respecter à la lettre les règles de coopération hiérarchique entre les deux armées alliées, les Français référèrent immédiatement la demande au général Washington, commandant en chef[2] des deux armées. Dans le but de punir les Anglais d'avoir volontairement ignoré la voie hiérarchique franco-américaine et la supériorité du général américain dans la chaîne de commandement, le général "*américain et français*[3]" feignit de ne pas trouver la demande de trêve assez claire et ordonna de poursuivre le pilonnage d'artillerie. Le bombardement des troupes anglaises se poursuivit donc six heures supplémentaires et un grand nombre de soldats allemands furent tués pour satisfaire la susceptibilité du général en chef et pour châtier la vanité anglaise. Vers 16 heures, ces derniers avaient enfin compris que s'ils souhaitaient obtenir une suspension des bombardements franco-américains, ils devaient se soumettre aux volontés de leur général rebelle si méprisé. La crainte des canons français de Vallières, qui composaient l'ensemble de l'artillerie américaine, fut ainsi le commencement de la sagesse. Les propositions furent clairement soumises au général américain par Cornwallis. Le pilonnage fut alors suspendu.

Le lendemain se passa en négociations de capitulation. Comme les négociations se déroulaient *en français*, la langue internationale de l'époque. Ce qui peut paraître fort curieux entre les Américains et les Anglais. Le comte de Rochambeau nomma le vicomte de Noailles pour re-

[1] ●Lord Cornwallis prétexta une indisposition pour ne pas sortir à la tête de ses troupes. Elles furent commandées par le général O'Hara.

[2] ●Afin d'éviter tout conflit hiérarchique, le Gouvernement français avait conféré à George Washington le grade de général de l'armée française.

[3] ●Rappelons que pour éviter les problèmes hiérarchiques, George Washington avait été nommé au grade de général de l'Armée française.

présenter l'armée française, le général Washington nomma le colonel Laurens[1] au nom de l'armée américaine, et M. de Granchain se présenta au nom de la Marine Royale de France. Tout ce beau monde rencontra les officiers de l'armée de lord Cornwallis pour échafauder les clauses de la capitulation anglaise.

Les Français qui n'avaient aucun grief contre le général anglais ─ excepté peut-être d'avoir empoisonné les puits en y précipitant des cadavres d'esclaves et d'animaux─ étaient d'avis de lui accorder les "*honneurs de la guerre*", c'est à dire une capitulation sans humiliation programmée[2]. Quoique peu enthousiastes, les généraux américains allaient acquiescer lorsque La Fayette[3] ─ se rappelant que, lors de la capitulation de Charleston, les Anglais avaient forcé le général Lincoln à tenir ployés les drapeaux américains en signe d'humiliation, et à ne pas jouer la moindre marche militaire nationale─, insista pour que l'on usât de représailles à leur égard, et obtint des Français que la capitulation se fit selon ces deux mêmes conditions, ce qui fut adopté[4].

L'*Article* Ier stipulait que les garnisons d'Yorktown et de Gloucester, y compris les officiers et marins des vaisseaux de Sa Majesté Britannique, de même que les autres mariniers, se constituent prisonniers de guerre aux Forces combinées d'Amérique et de France. Les troupes de Terre restaient prisonnières des États-Unis, les troupes de la Marine et l'Armée navale devenaient prisonnières de Sa Majesté Très-Chrétienne, le roi de France.

L'*Article* III prévoyait que, à midi ce jour, les deux redoutes du flanc gauche d'Yorktown seraient livrées, l'une à un détachement de l'Infanterie américaine, l'autre à un détachement de Grenadiers français. La garnison d'Yorktown sortirait jusqu'à un emplacement prévu en face des poteaux de bornage, à 12h00 précisément, avec l'arme à l'épaule, les couleurs repliées et les tambours battant une marche militaire. Les soldats britanniques devaient ensuite déposer leurs armes devant les Français et retourner dans leurs bivouacs où ils resteraient momentanément. Deux ouvrages du côté de Gloucester seraient livrés à 13h00 à un détachement de troupes françaises et américaines qui en prendraient possession. La garnison sortirait à 15h00, la Cavalerie sabre au clair, trompettes sonnantes, et l'Infanterie de la façon prescrite pour la garnison d'Yorktown. L'*Article* IV précisait que les officiers conserveraient leurs armes individuelles. Le cinquième permettait aux soldats (allemands, écossais ou irlandais) qui le souhaitaient de s'engager au service de l'Amérique. L'*Article* IX accordait trois mois aux commerçants anglais qui voudraient évacuer les zones jusque-là tenues par les Anglais, bien que l'armée victorieuse garderait un droit de réquisition sur leurs biens.

En dépit de sa maladie opportune (fictive) qui lui avait permis d'éviter l'ultime humiliation de remettre lui-même son épée, lord Corn-

1 ●Un Américain d'origine française.

2 ●L'armée anglaise sortirait donc en colonnes, tambours battants et enseignes déployées.

3 ●Rappelons que La Fayette était alors un officier américain et non pas un officier de l'Armée française. De plus le général anglais surnommait l'adolescent qu'était La Fayette avec une certaine condescendance : «The kid !». Aussi peut-on penser que La Fayette n'était pas mécontent de le punir doublement.

4 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. pp. 182-183 de la v. fr.

wallis fut *prisonnier sur parole* des Français. À sa grande satisfaction. Ces derniers lui permirent de retourner en Angleterre, mais, en tant que prisonnier français, il ne devait pas siéger à la Chambre des Lords ni commander des troupes anglaises contre les Français. L'ensemble de la capitulation fut signé du côté allié par le général George Washington qui représentait les États-Unis, le comte de Rochambeau, pour l'Armée de Terre française, et le comte de Barras au nom de la Marine Royale de France.

La capitulation fut donc signée le 19 octobre 1781 à midi[1]. À deux heures, la garnison anglaise défila entre les deux haies formées par les Français et les Américains, et déposa ses armes. Lord Cornwallis qui avait prétexté une indisposition ne sortit pas en vaincu à la tête de ses troupes. Elles furent commandées par le général O'Hara. L'adjudant général Dumas fut chargé d'aller au devant de ces troupes et de diriger la colonne. II se plaça à la gauche du général O'Hara, et comme celui-ci lui demanda où se tenait le général Rochambeau : «À notre gauche, répondit Dumas; à la tête de la ligne française !»

Aussitôt le général O'Hara pressa le pas de son cheval pour présenter son épée au général français. Dumas devinant son intention partit au galop pour se placer entre le général anglais et M. de Rochambeau. Il lui indiqua en même temps d'un geste le général Washington placé en face de lui à la tête de l'armée américaine : «Vous vous trompez, lui dit alors Dumas, le général en chef de notre armée est à la droite. Au moment où le général O'Hara[2] leva son épée pour la remettre au général Washington, ce dernier l'arrêta d'un geste en s'écriant : "*Never from such good a hand !*" «Jamais d'une aussi bonne main !»

L'Américain nous décrit l'état d'esprit des officiers anglais : «Les généraux et les officiers anglais semblaient très humiliés par leur défaite et faisaient paraître surtout leur mécontentement d'avoir dû céder devant des révoltés, pour lesquels ils avaient professé publiquement jusque-là le plus grand dédain et même un mépris qui était souvent allé jusqu'à l'oubli des lois les plus élémentaires de l'humanité. Dumas, en signalant ce dépit des officiers anglais, qu'il était bien à même de remarquer, puisqu'il dirigeait la colonne de prisonniers, raconte que le colonel Abercromby, des Gardes anglaises, au moment où sa troupe mettait bas les armes, s'éloigna rapidement, se couvrant le visage et mordant son épée.

On se traita de part·et d'autre avec la plus grande courtoisie, on se rendit des visites. Mais au milieu de ces démonstrations de politesse perçait, du côté des vaincus, un sentiment d'amertume qui se traduisait en

---

[1] ●En présence de Son Excellence le général Washington, commandant en chef de la Force combinée d'Amérique et de France, Son Excellence le comte de Rochambeau, lieutenant-général des Armée du roi de France, Grand-Croix de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandant en chef de l'Armée navale de France dans la Chesapeake, d'une part ; et, en face, le Très Honorable comte de Cornwallis, lieutenant-général des Forces de sa Majesté Britannique, commandant la garnison d'York et de Gloucester, et Thomas Symonds, Écuiller, commandant les Forces navales de Sa Majesté Britannique dans la rivière York en Virginie.

[2] ●Charles O'Hara (1740 -1802) était un officier de l'armée britannique d'origine irlandaise par son père qui l'avait conçu illégitimement avec une Portugaise à Lisbonne. En 1766, son riche père lui acheta une charge de lieutenant colonel (comme cela se faisait en Angleterre à l'époque) dans un régiment constitué de bandits anglais libérés à condition de se battre pour leur pays. En 1780 il fut nommé général de brigade dans l'Armée anglaise. En 1792, il servit de Gouverneur-général de Gibraltar. Le 23 novembre 1793, il fut fait prisonnier par Bonaparte, lors du siège de Toulon. Il fut échangé en 1795 contre Rochambeau. Il fut de nouveau nommé Gouverneur-général de Gibraltar en décembre 1795. Il mourut en 1802, dans son lit. Il fut un des rares à être fait prisonnier par Napoléon Bonaparte et par George Washington. [Bicheno, Hugh. *Redcoats and Rebels: The American Revolutionary War.* Harper Collins, 2003.]

paroles satiriques ou dénigrantes à l'égard des Américains, auxquels les Anglais ne voulaient pas reconnaître qu'ils avaient été obligés de se rendre. Ainsi les généraux Washington, Rochambeau et La Fayette, envoyèrent chacun un aide de camp complimenter lord Cornwallis, qui retint celui de La Fayette, le major Washington, parent du général Georges Washington. Il lui dit qu'il mettait du prix à ce que le général contre lequel il avait fait cette campagne fût persuadé qu'il ne s'était rendu que par l'impossibilité de se défendre plus longtemps. Le même général O'Hara qui, comme nous l'avons dit plus haut, avait voulu rendre son épée à M. de Rochambeau plutôt qu'au général Washington, se trouvant un jour à la table des généraux français, fit semblant de ne pas vouloir être entendu de M. de La Fayette et dit qu'il s'estimait heureux de n'avoir pas été pris par les Américains seuls : «*C'est apparemment*, lui répliqua aussitôt La Fayette qui avait fort bien entendu, *que le général O'Hara n'aime pas les répétitions*[1].» En effet, par ce mot de *répétition*, La Fayette faisait allusion au fait que le général O'Hara avait déjà été fait prisonniers une première fois lors de la fameuse capitulation du général Burgoyne.

O'Hara ne dut jamais regretter d'avoir appris le français et de le parler couramment, car les Français le firent de nouveau prisonnier quelques années plus tard, pour la troisième fois, lors de la fuite de la flotte anglaise à Toulon, devant les Révolutionnaires français. Prisonnier, le général faillit mourir sur la guillotine comme l'avait criminellement décrété le Gouvernement révolutionnaire français au sujet des Anglais qui tenteraient de saboter et d'interrompre le cours de la Révolution française.

♦

En dépit de leur capitulation au terme de cette Guerre d'Indépendance, les Anglais avaient du mal à accepter que les Américains leur faussent compagnie, et surtout que les Français ─honnis, jalousés et détestés depuis des siècles─ aient été les acteurs de cette perte immense. L'état d'esprit était très comparable à la haine qui putréfie les relations des deux femmes d'un "*ménage à trois*". L'Angleterre haïssait la France avec toute l'intensité d'une épouse trompée. La France victorieuse se comportait avec une modération qui frisait la condescendance, comme la maîtresse victorieuse et aimée qui prend en compte la souffrance de l'épouse délaissée et s'efforce de l'adoucir par sa retenue et sa délicatesse. L'épouse ivre de haine, mais devenue soudain craintive devant la maîtresse qui l'avait mise à genou et se préparait à régler son sort, cachait prudemment cette haine à l'encontre de la maîtresse et ne la dévoilait que devant le mari. Telle était, caricaturée et simplifiée, la situation des trois pays au moment des négociations de paix qui allaient mener aux Traités de Paris et de Versailles.

La lettre de Benjamin Franklin à un ami du parlement britannique, William Strahan ─Écossais mais fortement intégré[2] dans la société londonienne─, nous donne une idée de la profondeur de la blessure saignante et même suppurante qui existait entre le peuple anglais et le

---

[1] ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. pp.184 et suiv. de la v. fr.

[2] ●Par sa religion anglicane.

peuple américain : «Vous avouez franchement que la dernière guerre s'est terminée d'une manière tout opposée à votre attente. Votre attente était mal fondée… Vous ajoutiez plutôt foi aux contes qu'on vous débitait sur notre couardise, sur notre impuissance de corps et d'esprit. Vous souvenez-vous de l'histoire que vous me répétiez, du sergent écossais qui tout seul avait désarmé et fait prisonniers 40 soldats américains[1] ? Elle ressemblait un peu à celle de cet Irlandais qui prétendait avoir pris, à lui tout seul, cinq ennemis *en les encerclant.*

Et cependant, mon ami, malgré votre esprit et votre jugement, vous paraissiez croire à ces folies, parce que vous partagiez l'infatuation générale. Le mot *général* me rappelle votre général Clarke qui eut l'impudence de dire, chez sir John Pringle et en ma présence, qu'*avec mille grenadiers anglais*, *il irait d'un bout de l'Amérique à l'autre et y châtrerait tous les mâles*… Le Parlement crut aussi les histoires de je-ne-sais-plus quel autre général, qui affirma sottement qu'*un Yankee ne ressentait aucun courage*. On pensait qu'un Yankee était une sorte de Yahoo[2]. Aussi votre Parlement ne jugea-t-il pas convenable de recevoir et de lire devant une Assemblée aussi auguste les pétitions de pareilles créatures.

Quel a été le résultat de cet orgueil monstrueux et de cette insolence ? Vous avez d'abord envoyé contre nous de petites armées, les croyant plus que suffisantes pour nous subjuguer, mais vous avez bientôt été forcés d'en envoyer de plus considérables. Partout où celles-ci se sont aventuré à pénétrer dans notre pays, au-delà de la protection de leurs vaisseaux, elles ont été soit repoussées et mises en fuite, soit encerclées, battues et faites prisonnières.

Un planteur américain qui n'avait jamais vu l'Europe, a été choisi pour commander nos troupes ; ce qu'il a fait durant toute la durée de la guerre. Cet homme vous a réexpédié, l'un après l'autre, cinq de vos meilleurs généraux, déconfits, tête dépourvue de lauriers, déshonorés même dans l'opinion de leurs maîtres. Le mépris que vous affichiez pour notre intelligence, en la comparant [défavorablement] à la vôtre, n'a pas semblé beaucoup mieux fondé que l'opinion que vous aviez de notre courage… Dans quelque Cour de l'Europe que parût un négociateur Yankee, le sage Envoyé anglais, dérouté et furieux, finissait par chercher querelle à vos amis, et était renvoyé chez lui "avec une puce dans l'oreille[3]". Ne croyez pas cependant, mon cher ami, que je sois assez vaniteux pour attribuer nos succès à notre supériorité. Je connais trop les ressorts et les leviers de notre machine, pour ne pas voir que nos moyens humains étaient hors de proportion avec notre entreprise, et que sans la justesse de notre cause, et par conséquent sans le secours de la Providence [c'est à

---

1 ●Le thème récurrent est bien connu. Un homme H, parti sans arme dans le bois voisin afin de soulager un besoin pressant, voit arriver une patrouille ennemie, en colonne. Il les laisse passer puis, remonte son pantalon et crie : «*Vous êtes nos prisonniers de guerre. Jetez vos armes sinon vous êtes morts ! Ne vous retournez pas ! Avancez droit devant vous jusqu'à nos lignes !*» Et la patrouille, les mains en l'air, arrive dans les lignes ennemis, suivie de l'homme H qui, de ses mains, retient son pantalon. Cette légende avec des variantes alimente et agrémente le patriotisme et le mépris de l'ennemi de nombreuses nations en temps de guerre. Un conte similaire soulignait le courage d'Adolf Hitler dans l'Entre-deux-Guerres ; il aurait ainsi fait prisonniers un groupe de fantassins anglais durant la Première Guerre mondiale dans le nord de la France ou en Belgique.

2 ●Avant d'être un moteur de recherche, un *Yahoo*, dans les voyages de Gulliver, était un animal répugnant, qui était l'esclave du cheval, mais qui n'avait aucune des qualités de ce noble animal. Swift peignit le Yahoo sous des traits odieux.

3 ●"And was sent home with a flea in his ear": expression idiomatique populaire utilisée en Angleterre et en Australie, signifiant : "To angrily tell someone to go away," se faire ficher dehors.

dire de la France] en qui nous avions foi, nous étions perdus[1].» Telle fut la lettre cuisante de reproches qui reflétait bien l'opinion générale des Américains au sujet des préjugés des Anglais.

♦

Battus sur mer comme sur terre, les Anglais commencèrent à se montrer moins intransigeants… mais plus chafouins. Shelburne[2] reçut Joseph-Mathias Gérard de Rayneval du 13 au 15 septembre 1782, en mission d'information et non de négociation. Les Anglais qui avaient perdu une armée à Saratoga étaient revenus à des sentiments de coopération. Mais c'était une ruse destinée à amadouer les Français afin de ne pas trop souffrir de leurs défaites successives, comme ils l'avaient fait à l'issue de la guerre de Succession d'Autriche qu'ils avaient jadis perdue : «Shelburne m'a dit avec le ton le plus sérieux et le plus réfléchi, raconta Gérard de Rayneval : "Je désire non seulement contribuer au rétablissement de la paix entre les deux souverains, mais aussi… les amener à une cordialité qui fera leur bonheur réciproque. Non seulement ils ne sont pas ennemis naturels, ainsi qu'on l'a pensé jusqu'à présent, mais ils ont des intérêts communs qui doivent les rapprocher. Autrefois on n'osait pas tirer un coup de canon dans l'Europe sans le consentement de la France et de l'Angleterre… Aussi nous avons, de part et d'autre, perdu notre considération pour nous être acharnés à nous faire du mal. Changeons des principes aussi erronés ; réunissons-nous, soyons d'accord et nous ferons la loi au reste de l'Europe [3].» Ainsi, les diplomates anglais tâchaient de louvoyer pour "sauver les meubles" comme ils l'avaient fait à l'issue de la Guerre de Succession d'Autriche, ce qui avait fait dire à Frédéric le Grand, l'allié des Français, au sujet de Louis XV : «Ce sont donc des idiots et des ignorants qui gouvernent la France pour savoir si mal tirer parti de leurs avantages[4] !» Et malheureusement, Frédéric de Prusse était très perspicace.

Le choix d'une ville où se tiendraient les négociations et serait signée la paix se porta ─comme par hasard─ sur la ville même où les Français avaient dû signer l'humiliant traité de Paris de 1763 par lequel les Anglais ─peu soucieux de montrer quelque légitime gratitude à l'égard de la France qui les avait épargnés lors de la Paix d'Aix-la-Chapelle[5]─ avaient mis la main sur le Canada 20 ans plus tôt ; tandis que les

---

1 ●*The Private Correspondence* p.162 et suiv.

2 ●William Fitsmaurice-Petty, 1er marquis de Lansdowne, (1737–1805), fut plus connu en Histoire comme le *comte de Shelburne* (The Earl of Shelburne) entre 1761 et 1784. C'était un anglo-protestant d'Irlande [nous dirions un pied-noir] du parti whig anglais de lointaine origine franco-normande (Fils de Maurice). Il fut Home Secretary en 1782 puis Premier Ministre en 1782-1783.

3 ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique, Correspondance politique et documents*, tome V, Imprimerie nationale, Paris, 1886. p. 127-128.

4 ●Duc de Broglie, *La Paix d'Aix-la-Chapelle*, Calmann-Lévy, Paris, 1895. p. 245, .et Castex, Jean-Claude, *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, Éditions P-O., Vancouver, 2011. Prolégomènes p. 18. Selon lord Chesterfield et selon tout Historien attentif et impartial, la seule raison pour laquelle Louis XV et Madame de Pompadour sabotèrent les victoires des soldats français fut la lassitude du roi de France de suivre son armée en campagne. Il voulait passer pour un *Roi Guerrier* afin de racheter sa débauche dénoncée publiquement par le Clergé français. Lassé de suivre son armée en campagne, il souhaitait simplement rentrer chez lui pour retrouver le confort de Versailles. Le roi d'Angleterre avait, lui, fort opportunément abandonné son armée en campagne après sa frayeur de la bataille de Dettingen, au cours de laquelle il avait manqué de peu tomber entre les mains des Français. Ainsi il ne prit plus le risque de se fatiguer des champs de bataille. De toute façon, étant un monarque constitutionnel, soumis aux lobbies marchands, ces derniers ne lui auraient pas laissé le loisir de renoncer aux avantages d'une guerre victorieuse comme le fit Louis XV à Aix-la-Chapelle. [Castex, Jean-Claude, *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, Éditions P-O., Vancouver, 2011. Prolégomènes p. 21.]

5 ●À l'issue de la Guerre de Succession d'Autriche que l'Angleterre, les Provinces-Unies et l'Autriche avaient perdue.

Prussiens de ce même Frédéric II, qui avaient joué le rôle principal en Europe n'y avaient pratiquement gagné que de la gloire.

Peu désireux d'humilier les Anglais en mentionnant la raison profonde de son choix, le ministre français des Affaires étrangères proposa Paris qui «lui semblait le lieu le plus pratique pour négocier, puisque l'Espagne y avait déjà un ambassadeur, et qu'il était facile d'y réunir les Commissaires américains; cela dans la supposition où les parties traiteraient directement entre elles, sans intervention de médiateurs; mais que, si l'on voulait recourir à la médiation de l'Empereur[1], on pouvait se réunir à Vienne[2].» Vergennes déclara que le roi de France, son maître, «était si disposé à la paix, qu'il en traiterait partout où le roi d'Angleterre le choisirais[3].» On notera à quel point ce commentaire[4] n'était pas approprié dans la bouche d'un négociateur dont l'armée était victorieuse. On avait l'impression de retourner à la fin de la Guerre de Succession d'Autriche quand Louis XV, quoique victorieux, sacrifiait tous les avantages gagnés par les soldats français avec leur sang, et imposait une paix immédiate, afin de s'éviter le désagrément de suivre son armée en campagne[5]. *Le Vieux Fritz* qui n'en avait plus que pour quatre ans à vivre, dut bien hausser les épaules dans son beau palais royal de *Sanssouci* en caressant tendrement la main d'un officier géant de sa Garde prussienne.

Dès le 15 juin 1781, Huntington, Président du Congrès Continental, ordonna aux *Commissaires américains pour la Paix* ─c'est à dire aux négociateurs officiels américains─ de *ne pas jouer dans le dos* de la France[6]. «Nous pensons qu'il serait imprudent, à cette distance, de vous enfermer dans des directives absolues et péremptoires concernant tout autre sujet que les deux articles essentiels susmentionnés. Vous avez donc la liberté de défendre les intérêts des États-Unis... Dans ce but, *vous devez faire communications les plus franches et les plus confidentielles sur tous les sujets aux Ministres de notre généreux allié, le roi de France, de ne rien décider dans les négociations en vue de la paix ou d'une trêve, sans leur faire savoir et obtenir leur approbation. Et ultimement, d'agir selon leur avis et leur opinion ;* en vous efforçant dans votre conduite de les sensibiliser au fait que nous comptons beaucoup sur eux et sur l'influence de Sa Majesté [Louis XVI] pour nous venir en aide effective en tout, aide qui pourrait être nécessaire pour la paix, la sécurité et la future prospérité des États-Unis d'Amérique.» C'était aussi limpide

1 ●L'Empereur du Saint-Empire romain germanique, *Joseph II de Habsbourg*, fils aîné de François de Lorraine et de Marie-Thérèse d'Autriche. Il résidait à Vienne et se trouvait être aussi archiduc d'Autriche et roi de Hongrie.

2 ●Lettre de Benjamin Franklin à Henry Laurens, écrite à Passy le 20 avril 1782 ; T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol.II, Part III, p.149 et suiv.

3 ●Ibidem.

4 ●"The King, his master, however was so truly disposed to peace, which he would agree to any place the King of England should chose."

5 ●Au sujet de cette "curiosité' de l'Histoire de France, à l'origine de l'expression "Travailler pour le roi de Prusse", on consultera avec profit les *Prolégomènes introductoires* du même auteur dans son *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, Les Éditions du Phare-Ouest, White-Rock Vancouver, 2011. ISBN : 978-2-921668-06-4

6 ●*The Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, Government Printing Office, Francis Wharton,, Washington, 1889. 6 tomes. T. IV, p. 504. [Traduction libre et abrégée.]

que de l'eau de roche… au XVIII[e] siècle, si ce n'est aujourd'hui, ère de pollution. Mais cet avertissement n'était-il pas aussi un signe que des *dérapages* pouvaient se produire au sein de l'équipe de négociateurs américains sans cesse sollicités par les Anglais.

Outre les négociateurs français, les négociations de paix furent menées par cinq Américains désignés par le Congrès parmi lesquels figuraient Benjamin Franklin et John Jay. David Hartley représenta la Grande-Bretagne. En bons lobbyistes matois, les Anglais hésitaient toujours à faire des propositions *de peur de dépasser les attentes*. Le marquis de La Fayette avait demandé au major Ross pourquoi l'Angleterre était si lente à faire des propositions acceptables. Ross qui était un militaire franc et direct avait répondu : parce que «nous avons peur de vous offrir plus que vous n'attendez ou ne désirez[1].» Les plénipotentiaires anglais adoucissaient leurs exigences avec les Insurgents afin de les séduire, écrivait Franklin au Dr. John Ingenhousz, à Passy le 21 juin 1782 : «Nos affaires d'Amérique présentent aujourd'hui le meilleur aspect. Notre Congrès est parfaitement uni. Tous nos citoyens sont armés et disciplinés. Un service fréquent dans la Milice a fait d'eux tout autant de soldats. Le nombre de nos ennemis a fort diminué; il est réduit à deux ou trois garnisons. Notre commerce et notre agriculture sont florissants. L'Angleterre reconnaît enfin la difficulté de nous conquérir ; elle n'exige plus notre soumission. Elle demande la paix. Elle s'estimerait aujourd'hui fort heureuse d'obtenir de nous une union fédérale ; elle fera tout pour y réussir. Mais peut-être échouera-t-elle car *il est de l'intérêt de toute l'Europe d'empêcher cette union*[2].»

À Londres, loin de prostrer les Anglais dans l'inaction, la défaite les rendait hyperactifs car il n'était pas question que les lobbies marchands ─leur *principe actif*─ s'avouent vaincus. L'armée anglaise avait été vaincue ? Des milliers d'hommes étaient certes morts pour rien ? *Never mind the price*, les pompiers de la politique ─les diplomates─ allaient essayer de limiter les pertes pour les lobbies londoniens. D'abord, en cette année 1782, le Gouvernement changea de mains après un vote de *non confiance* contre le Gouvernement de lord North[3]. Les derniers succès des Français avaient «tellement renforcé l'Opposition au Parlement de Londres, qu'elle devint la Majorité, et qu'elle força le roi à renvoyer ses anciens ministres et leurs partisans[4].»

Le Parlement anglais qui souhaitait se rapprocher des Américains au détriment des Français avait «déjà fait une demi-paix avec nous autres, Américains, en défendant à leurs troupes d'Amérique de prendre l'offensive, écrivit Benjamin Franklin, et en autorisant le roi à faire la

---

1 ●Correspondance, p. 266 Franklin du lundi 17 juin 1782.

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 172 ; Lettre de Benjamin Franklin à John Ingeniiousz, écrite à Passy le 21 juin 1782. Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

3 ●Ce fut la première fois qu'un Premier Ministre anglais fut forcé de démissionner après un vote de non-confiance de la Chambre des Communes.

4 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 164 ; Lettre de Benjamin Franklin au prince de Broglie, à Passy le 8 avril 1782.

paix[1].» Toutes ces manœuvres occultes qui cherchaient à détacher les Treize-Colonies de la France, dans l'espoir bien vain de venir à bout des Français isolément et de pacifier les Américains par la suite, fonctionnèrent, en dépit des dénégations véhémentes de Benjamin Franklin au chevalier de Chastellux, écrites à Passy le 6 avril 1782 : «Je sais qu'on désire nous détacher de la France, mais cela est impossible[2].» Il semblait fort honnête, mais il se laissa lui-même enjôler par des virtuoses dans l'art de l'illusionnisme politique et diplomatique.

Hormis le Canada, que la France refusa d'exiger pour les raisons exposées dans cet ouvrage, le point sur lequel les Anglais restaient les plus craintifs était le retour de Gibraltar à l'Espagne, au sujet duquel le ministre anglais «ne voulait rien promettre[3].»

Tout au long de cette guerre, mais surtout après la Bataille de la Baie de Chesapeake, toutes les lettres de toutes les parties en guerre étaient soigneusement lues et recopiées par des espions chevronnés ─ou par des traîtres─ travaillant non seulement pour les Français, pour les Anglais, mais aussi pour les autres puissances européennes : l'Espagne, la Russie, la Prusse. Ainsi, après une conférence secrète (en 1781), une dépêche du général Washington au général Sullivan, député du Congrès, et une autre lettre de M. de Chastellux au consul de France à Philadelphie, M. de La Luzerne, furent interceptées par des agents anglais et remises au général Clinton, tandis qu'une dépêche de lord Germaine à lord Clinton était portée à Washington par un corsaire américain. Ces lettres servirent mieux la cause des alliés que la plus habile diplomatie. Washington révélait en effet dans sa lettre que «l'on allait pousser activement le siège de New-York et que l'on allait écrire à M. de Grasse de venir forcer la barre de *Sandy Hook,* tandis que le ministre anglais annonçait la résolution de pousser la guerre dans le Sud. Washington comprit alors la justesse des idées de M. de Rochambeau.

[Dans le même document,] Monsieur de Chastellux s'exprimait en termes fort peu convenables sur le compte de M. de Rochambeau, et prétendait l'avoir gagné aux idées du général Washington. [Dans le but de pervertir les relations interpersonnelles en jetant la zizanie au sein de l'ennemi français], l'officier anglais chargé du service d'espionnage envoya une copie de cette lettre au général français, qui, pour toute punition, fit venir M. de Chastellux, lui montra cette copie et la jeta au feu. Il se garda bien de le détromper et de lui confier ses véritables desseins[4]» qui avaient changé entre temps. François Jean de Beauvoir de Chastellux était marquis, tandis que Jean-Baptiste Donatien de Vimeur de Rochambeau n'était que comte, et ce dernier jugea plus hiérarchique, socialement parlant, de punir l'autre en affichant un silence chargé d'animadversion.

Ainsi les Anglais poursuivaient les négociations de paix, séparément, avec les Français d'une part, et les Américains de l'autre. Les Français tenaient leurs alliés américains au courant des propositions anglaises, mais les Américains ne révélaient que ce qu'ils voulaient. Heu-

1 ●*Ibidem.* p. 163 ; Lettre de Benjamin Franklin au chevalier de Chastellux, à Passy le 6 avril 1782.

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 163 ; Lettre de Benjamin Franklin au chevalier de Chastellux, à Passy le 6 avril 1782.

3 ●Cité par Henri Doniol.

4 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. p. 129 de la v. fr.

reusement, les Services Secrets français suppléaient au manque de loyauté de leurs alliés américains. Même au début des négociations, les lettres de Georges III à North trahissaient parfois une grande crainte de l'avenir. On le sentait depuis longtemps déjà, en fait depuis l'intervention de la France qui avait montré aux Anglais que, sans alliés, ils couraient vers des abysses de danger.

Certes la France avait une alliée (l'Espagne), mais ce pays ─qui craignait que le goût pour la liberté de ces coloniaux américains ne contaminât ses propres colonies─ ne tenait pas à faire du zèle, même si elle ne portait pas l'Angleterre dans son cœur car la liste des rancunes envers ce pays était longue et incandescentes : vol de bois précieux dans les forêts espagnoles d'Amérique Centrale, incessantes fraudes dans la pratique de l'*Asiento de Negros* et du *vaisseau annuel* de marchandises, attaque des Plata Flottas, attaques de la Floride espagnole... De ce fait, l'Espagne ne combattit pas sur les champs de batailles des Treize-Colonies. Le roi d'Angleterre craignait donc au plus haut point de perdre toute l'Amérique du Nord, y compris le Canada, l'Acadie française qui venait d'être nettoyée ethniquement de ses Français sans que la France n'ai élevé la moindre protestation contre ce crime contre l'humanité perpétré par l'Angleterre[1], et Terre-Neuve dont les pêcheries tenaient une place primordiale dans les économies européennes. En ce XVIIIe siècle qui allait s'achever dans le sang de la Révolution française, les souverains de France avaient abandonné toute l'Amérique du Nord à l'avidité de l'Angleterre : Louis XIV avait renoncé à Terre Neuve, à la Baie d'Hudson, et à l'Acadie au profit de l'Angleterre, Louis XV au Canada[2] et Louis XVI allait négliger de récupérer la Nouvelle-France pour des raisons byzantines. Quant à Napoléon, il allait vendre la Louisiane –récupérée de force sur l'Espagne– pour une simple bouchée de pain.

Quand on constate cette incurie des souverains français qui amena l'abaissement de la France à long terme par la dilapidation de ses colonies de peuplement, on peut penser que, même si la monarchie *constitutionnelle* anglaise n'avait à ce moment-là apporté aucun bien-être à l'Anglais de la rue, au moins l'action des puissants lobbies londoniens avait suffisamment castré le pouvoir discrétionnaire des rois d'Angleterre pour qu'ils ne puissent commettre pareilles aberrations contre les intérêts de leur propre nation. Le roi Georges III avait écrit à North : «Je ne consentirai jamais à ce que dans quelque traité qui puisse être conclu, un seul mot soit mentionné concernant le Canada, la Nouvelle-Écosse ou les Florides, qui sont des colonies appartenant à ce pays, et plus elles seront tenues séparées des autres colonies[3], mieux ce sera, car *c'est par ces colonies que nous garderons une certaine terreur sur les colonies abandonnées*[4], dans lesquelles de bonnes garnisons doivent être constamment maintenues[5].» Sachant que les *Services Secrets* français (comme ceux des

1 ●L'Acadie était devenue la colonie de Nouvelle-Écosse, peuplée d'Allemands et surtout d'Écossais déportés d'Écosse où les Anglais exercèrent aussi un nettoyage ethnique.

2 ●Et la Louisiane à l'Espagne.

3 ●Des Treize-Colonies.

4 ●"Over the abandoned colonies." Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original.

5 ●*Correspondence of George III with Lord North from 1768 to 1783,* by W. Bodham Donne, in two volumes, John Murray, Albemarle Street, Londres, 1867. Vol. II, p. 108. Lettre 432 – du 29 déc. 1777 du roi à North.

Anglais, d'ailleurs) lisaient toutes les lettres de tout le monde avant même qu'elles parviennent à leur destinataire, c'était ─plus encore qu'un cri d'effroi─ un message aux Français pour leur affirmer que la politique de Vergennes serait réalisée et que les Français ne commettaient pas d'erreur stratégique en abandonnant le Canada à l'Angleterre[1].

En dépit de tous ces grenouillages, les Préliminaires purent être présentés au Parlement anglais en janvier 1783. Ils avaient été proposés en mai 1782. L'*Article* 1[er] proposait que les troupes anglaises se retireraient des treize provinces d'Amérique du Nord; et une trêve serait conclue entre la Grande-Bretagne et lesdites provinces pour une période de [ici un espace vide permettait d'ajouter 10 ou 20 ans au choix des négociateurs]. L'*Article* 2 statuait qu'une négociation *bona fide* s'ouvrirait entre la Grande-Bretagne et les alliés de l'Amérique. L'*Article* 3 s'efforçait de détacher sans façon les Américains de la France : *Si les négociations proposées entre la Grande-Bretagne et les alliés de l'Amérique ne réussissent pas à produire la paix, et si la guerre continuait entre lesdites parties, l'Amérique devrait se comporter comme une nation neutre et être traitée comme telle*. L'*Article* 4, décidait que la paix s'instaurerait entre la Grande-Bretagne et les alliés de l'Amérique, la trêve entre la Grande-Bretagne et l'Amérique serait transformée en paix perpétuelle. L'indépendance de l'Amérique serait acceptée et garantie par la Grande-Bretagne, et un traité de commerce signé entre eux. L'*Article* 5 souhaitait que ces propositions soient présentées à la Cour de France, pour communication aux Commissaires américains, et pour réponse à la Cour de Grande-Bretagne.» Autrement dit, il suffirait à l'Angleterre de refuser toute entente avec la France pour que les États-Unis soient libérés [Art. 3] des obligations de son Traité d'Alliance avec Louis XVI qui obligeait théoriquement les deux parties à se soutenir l'une l'autre. Le piège était vraiment grossier et on se rend compte à quel point les Anglais devaient déconsidérer les Américains pour imaginer qu'ils puissent tomber dedans.

Il est sûr que le comportement des lobbies londoniens devait être surveillé, car, surtout dans les négociations finales, il était à craindre que les Américains soient amenés à craquer, ne puissent résister à la tentation de sacrifier leurs alliés français pour obtenir une part plus importante des dividendes rapportés par la guerre. Les nouveaux États-Unis étaient vraiment les fils spirituels de ces lobbies anglais qui ne fonctionnaient que par calcul économique. *Money talks !* Et les lobbies londoniens étaient prêts à toutes les bassesses, à toutes les trahisons pour obtenir des avantages matériels. Ils l'avaient prouvé durant la Guerre de Succession d'Espagne au cours de laquelle ils n'avaient pas hésité à abandonner l'Autriche et les Provinces Unies en pleine guerre pour avoir droit au pot-de-vin royal [dont faisait partie le monopole de la *Traite des Esclaves* ou *Asiento de Negros* vers l'Empire espagnol] offert par la France[2]. Ils avaient réitéré ce forfait durant la Guerre de Succession d'Autriche qu'ils

p. 162, lettre 477 du 26 mars 1778.

1 ●L'absurde stratégie de Vergennes qui consistait à laisser le Canada à l'Angleterre pour que celle-ci "surveille" les États-Unis et les menace par sa présence, neutralisant par le fait-même l'agressivité des deux pays, comme s'il était inscrit dans le marbre que ces deux pays resteraient éternellement des ennemis jurés.

2 ●*Histoire des relations diplomatiques franco-anglaises durant la Guerre de Succession d'Espagne,* par Jean-Claude Castex, Les Éditions P-O., Vancouver, 2010. L'ouvrage est consultable sur plusieurs sites dont *Internet Archives*.

avaient perdue, en trahissant cette dernière (l'Autriche) pour obtenir des complaisances de la France[1]. À l'issue de la Guerre de Sept Ans, lorsque furent signés les Préliminaires de Paix[2] à Fontainebleau entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, le 3 novembre 1762, Choiseul réussit facilement à séparer la Prusse de son alliée l'Angleterre, en subornant encore cette dernière. Choiseul accorda d'énormes avantages aux Anglais afin de frustrer les Prussiens. La Prusse se vit ainsi isolée. Les soldats de Frédéric II de Prusse étaient morts en vain et ce fut l'Angleterre qui en tira tous les avantages. Il est vrai que l'utilisation du sang allemand au profit de l'Angleterre n'a jamais été une nouveauté. Dix ou vingt fois plus d'Allemands que d'Anglais moururent pour l'Empire britannique. Jamais Frédéric II de Prusse ne pardonna ce qu'il estima une trahison de l'Angleterre. Ce n'étaient pas les premières fois dans l'Histoire que l'Angleterre se laissait suborner. En 1493, pour 745.000 écus d'or donnés par Charles VIII de France, Henri VII d'Angleterre avait abandonné son allié Maximilien d'Autriche qui avait été ainsi forcé de signer avec la France la *Paix de Senlis*, le 29 mai. En 1658, l'Angleterre de Cromwell avait abandonné l'Espagne en pleine guerre aussi, pour obtenir un cadeau royal, la forteresse de Dunkerque. Les Anglais ne s'étaient jamais pardonné d'avoir perdu la "*tête de pont*" de Calais, un siècle après la fin de la Guerre de Cent Ans, et ils espéraient que Dunkerque la remplacerait adéquatement. Mais en 1662, l'Angleterre ayant besoin d'argent, Charles II vendit Dunkerque à la France, pour le plus grand désespoir des souverains à venir.

♦

Les négociations se poursuivaient sans relâche. En fait, 10 jours avant que les Anglais ne retrouvent une lueur d'espoir en remportant un combat naval dans les Antilles, ils paraissaient «ne savoir ni comment continuer la guerre ni comment faire la paix, disait Franklin. Le moindre succès aux Antilles dissiperait leurs craintes, réveillerait leur insolence naturelle, interromprait les négociations et rallumerait la guerre[3].»

Et ce "moindre succès" se produisit le 12 avril 1782, lorsque l'amiral de Grasse et son escadre qui escortaient un convoi rencontrèrent devant l'île de La Dominique l'amiral Rodney à la tête de sa propre escadre. À la vue des Anglais, De Grasse donna l'ordre à plusieurs vaisseaux français de poursuivre leur route afin de sécuriser le passage du convoi dont ils avaient la charge, tandis que le reste de l'escadre française se déployait en ligne de bataille pour faire face aux vaisseaux anglais augmentés d'une quinzaine de frégates. Les Anglais alignaient donc une supériorité numérique de 3 ou 4 vaisseaux de ligne et de 766 canons. Tous les bâtiments anglais arboraient sur leur gaillard d'avant une arme nouvelle, *les caronades*, des canons courts mais de très gros calibre fabriqués dans la fonderie de Loch Carron en Écosse, qui eurent un effet

1 ●Voir les *Prolégomènes* du *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, Castex, Jean-Claude, Éditions P-O., Vancouver, 2011.

2 ●Paix finalement ratifiée lors du traité de Paris le 10 février 1763.

3 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p.161 ; Lettre de Benjamin Franklin à George Washington, écrite à Passy le 2 avril 1782.

meurtrier sur les gréements français. Finalement, le convoi français passa ─ce qui était l'objectif de la bataille─, pourtant de Grasse fut fait prisonnier et cinq vaisseaux pris, mais l'escadre anglaise était elle-même trop mise à mal par le combat pour être capable de poursuivre.

Les succès des Français aux Antilles avaient eu jusque-là beaucoup de retentissement en Europe. «L'amiral Rodney se trouvait alors à Paris où il était retenu par des dettes qu'il ne pouvait payer. Un jour qu'il dînait chez le maréchal français de Biron, il traita avec dédain ─fort désobligeamment pour son hôte─, les succès des marins français, en disant que s'il était libre, il en aurait bientôt raison. Le maréchal français paya ses dettes et lui dit : «Partez, monsieur. Allez essayer de remplir vos promesses. Les Français ne veulent pas se prévaloir des obstacles qui vous empêchent de les accomplir[1].» Cela donna la victoire anglaise des Saintes. Ce fut un coup de maître dans l'art de la stupidité de la part de Biron[2]. En Angleterre, il aurait indubitablement été fusillé. La Déesse de la Victoire (Niké) est si volage qu'il est malavisé de jouer avec sa fidélité.

Quoi qu'il en fût, cette victoire donna de nouveaux espoirs aux Anglais. De ce fait, le désir de négocier des lobbies londoniens en souffrit beaucoup, ou tout au moins elle handicapa leur volonté de mettre de l'eau dans leur vin. Dans une lettre à John Adams, écrite le 2 juin 1782 à Passy, Benjamin Franklin évoquait l'influence de cette victoire sur leur désir de négocier : «Le lundi 3 juin [1782], M. Oswald est venu me voir… Il m'a dit qu'il avait parlé à lord Shelburne, à lord Rockingham et à M. Fox ; qu'ils avaient toujours le même désir de faire la paix mais que quelques-uns de ces messieurs lui avaient paru un peu trop enflés de la dernière victoire des Antilles, et que, observant sa froideur, ils lui[3] avaient demandé s'il ne regardait pas cette victoire comme une très bonne chose. "Oui, répondit Oswald, si vous ne l'estimez pas trop haut[4]."»

Dès l'annonce de la victoire, les négociateurs anglais reçurent des lobbies londoniens l'ordre de se montrer plus exigeants. Dans sa lettre datée du 25 mai 1782 à Londres, le plénipotentiaire anglais David Hartley[5] écrivit à Benjamin Franklin pour lui faire la morale afin de l'inciter à

1 ●Le vieux *maréchal de* Biron, qui n'avait aucune peur de porter préjudice à la France, n'était autre que Louis Antoine de Gontaut, duc de Lauzun, comte puis duc de Biron. Cela permit à l'amiral George Brydges Rodney, 1er baron de Rodney, de remporter la victoire navale des Saintes et de prolonger ainsi cette guerre car les Anglais, jusque-là découragés par leurs défaites incessantes sur mer, retrouvèrent grâce à cette unique victoire des Saintes l'espoir d'empêcher leurs 13 colonies d'acquérir l'indépendance. Plusieurs milliers d'hommes moururent par la faute de Biron qui pour sa part quitta ce monde 6 ans après cette bataille. Pourtant un convoi de 20 vaisseaux anglais chargés de butin pour une valeur de 60 000 000 de livres, car Rodney venait de piller l'île hollandaise de Saint-Eustache, fut attaqué et capturé par l'amiral français La Motte-Piquet au large de l'Angleterre. *Anecdotes historiques sur les principaux personnages anglais qui jouent maintenant un rôle*. 1784; cité par Balch.

2 ●Louis Antoine de Gontaut, duc de Lauzun, comte puis duc de Biron (1701-1788). À ne pas confondre avec Armand-Louis de Gontaud-Biron, comte de Biron, marquis de Gontaud puis duc de Lauzun en 1766, qui commandait un corps de troupes françaises durant cette guerre d'Indépendance américaine. Il mourut guillotiné en dépit de son adhésion apparente aux principes révolutionnaires..

3 ●La dite froideur est celle de M. Oswald, *"Commissioner of His Britannic Majesty"*. Lansdowne était Secrétaire à l'Intérieur et il devint (en juillet de cette même année 1782) Premier ministre de Grande-Bretagne. Charles Watson-Wentworth, 2e Marquis de Rockingham, (1730-1782), vicomte Higham, comte de Malton. Il fut Premier ministre de Grande-Bretagne du 27 Mars 1782 au 1er juillet 1782 et fut remplacé à ce poste par Lansdowne. Charles James Fox (1749-1806) était à ce moment-là Secrétaire d'État.

4 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p. 224 et suiv ; Lettre de Benjamin Franklin à John Adams, écrite le 2 juin 1782 à Passy, résidence de Benjamin Franklin en France.

5 ●David Hartley Junior (1732-1813), inventeur et politicien anglais, était le fils du philosophe David Hartley Senior connu en Angleterre du même nom. Il fut nommé Ministre Plénipotentiaire pour négocier l'indépendance avec les Treize-Colonies. Il signa le Traité de Paris au nom de l'Angleterre.

la souplesse : «Il me semble que je vois de toutes parts bien des moyens d'établir une paix qui fasse honneur à toutes les parties et qui soit fondée sur des principes *durables. Point de conditions avilissantes ou vexatoires qui abrègeraient la paix et rallumeraient la guerre !* Peut-être n'irais-je pas trop loin en ajoutant que si les nations suivaient tout bonnement *la Raison* et corrigeaient quelques préjugés gothiques qui ne leur servent de rien, ce simple changement les récompenserait largement du sacrifice qu'elles feraient de leurs prétentions mutuelles, qui, *aux yeux de la Raison*, ne sont que le triste fruit de la passion, de la jalousie et d'un orgueil mal placé. La paix ne sera jamais durable parmi les hommes tant que les principes de *la Raison* et de l'équité ne seront point adoptés dans les transactions de peuple à peuple[1].» Ainsi, les Anglais, suivant la mode parisienne de l'époque, évoquaient les platitudes moralisatrices de la Déesse Raison. Mais la certitude restait : la raison du plus fort resterait toujours la meilleure, et les mêmes qui avaient, sans état d'âme, maraudé aux Français l'immense colonie de la Nouvelle-France lors du Traité de Paris en 1763, grâce à la puissance irrésistible de la machine de guerre prussienne, souhaitaient 20 ans plus tard, en venant signer un autre Traité de Paris, que les Français se montrent *raisonnables* dans leurs exigences, et qu'ils les laissent indemnes et ne leur prennent rien, comme à l'issue de la Guerre de Succession d'Autriche.

On sentait que les trois lions[2] d'Angleterre devenaient des renards chafouin car tout au long de cette guerre se succédèrent des tentatives de corruption. Déjà, en juillet 1778, des espions anglais avaient tenté d'acheter Benjamin Franklin. Ce dernier avait reçu de Bruxelles une mystérieuse lettre signée du pseudonyme *Charles de Weissenstein*. Bâtons et carottes y battaient la mesure[3].

Cette lettre de corruption se libellait en partie par ces mots : «Comme il est déraisonnable que leurs services[4] [les services des patriotes américains] à l'égard de leur pays [l'Angleterre] les privent des avantages que leurs talents leur auraient autrement gagnés, les personnalités dont les noms suivent auront des *charges ou des pensions à vie,* à leur choix : Franklin, Washington, Adams, Hancock, etc. *Au cas où* Sa Majesté ou ses successeurs décideraient un jour de créer une *Classe de Pairs d'Amérique,* alors ces personnalités ou leurs descendants seraient les premiers nommés au cas où ils le désireraient[5].»

Fort outragé par cette tentative de corruption, Benjamin Franklin décocha une réponse fulgurante, percutante et acerbe en s'adressant directement... au roi d'Angleterre : «Libre à vous, et libre à vos enfants de vous bercer du droit de nous gouverner aussi longtemps que vos rois se berceront du titre de "Rois de France" ; tant que vous n'essaierez pas

---

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p. 235 et suiv. Lettre de David Hartley à Benjamin Franklin, écrite le 25 mai 1782 à Londres.

2 ●En réalité des léopards. En fait le blason d'Angleterre porte les deux léopards de Normandie et le léopard d'Aquitaine, provinces qui au Moyen Âge avaient été des possessions personnelles des rois d'Angleterre.

3 ●Bakchichs et menaces.

4 ●"Leurs services" = les services des patriotes américains. Leur pays = l'Angleterre.

5 ●Abbott, John S. C., *American Pioneers and Patriots : Benjamin Franklin : A picture of the struggles of our infant nation, one hundred Years ago,* Dodd, Mead & Company, New York, 1876. p.337

d'exercer ce droit, nous ne nous en troublerons nullement[1]… Cette proposition de nous livrer liés et bâillonnés, prêts pour la potence, sans même le droit de nous plaindre, et sans le moindre ami après coup dans toute l'humanité, vous voudriez que nous l'embrassions sur la foi d'une Loi du Parlement. Dieu Tout-Puissant ! Une Loi de votre Parlement ! Cela montre que vous ne nous connaissez pas encore ; et que vous vous imaginez que nous ne vous connaissons pas. Mais ce n'est certainement pas en vertu de cette illusion creuse que nous agirons. Vous nous offrez un espoir, l'espoir de charges, de pensions et de pairie. Tout cela, à votre point de vue, semble irrésistible. Cette tentative de corruption, monsieur, nous démontre ce que vous êtes[2], et me convainc que vous n'êtes pas un simple particulier en demande. Tout cela porte l'empreinte de la Cour britannique. C'est même la signature de votre roi. Mais pensez un instant comment ces offres vont être considérées en Amérique. Par "places" [traduites plus haut par "charges"], vous voulez dire des places chez nous; car vous prenez soin, par un article spécial de vous assurer vos propres charges à vous-même. Nous devrons donc payer les salaires dans le but de nous enrichir avec ces postes. Mais vous allez nous donner des pensions, qui proviendront probablement aussi de vos impôts levés en Amérique, et qu'aucun de nous ne peut accepter sans avoir mérité... Quant à la pairie [l'anoblissement)] ! Hélas ! Selon notre longue observation, la vaste majorité servile de vos *Pairs d'Angleterre* votent constamment en faveur de chaque mesure proposée par le Premier ministre, si médiocre ou si méchante soit-elle, qu'il ne nous reste qu'un faible respect pour ce titre. Nous considérons cela comme une sorte d'honneur du type *plumes-et-goudron*, ou un mélange de crasse et de sottise, auquel chacun de nous, qui devrions l'accepter de votre roi, serait obligé de renoncer, de l'échanger contre celui que confère la foule, ou de le porter comme une éternelle infamie[3].»

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que Georges III ne put être flatté de cette lettre, et si en définitive les Treize-Colonies avaient accepté de se soumettre et de rentrer dans le rang, Benjamin Franklin aurait payé cher ses invectives de lèse-majesté adressées directement au roi, car si le fameux *Habeas Corpus* empêchait en principe un roi d'Angleterre d'emprisonner un sujet sans raison valable, il pouvait sans problème le faire assassiner.



1 ●Benjamin Franklin qui connaît fort bien les curiosités de l'histoire, n'ignore pas que les rois d'Angleterre portent depuis la Guerre de Cent-Ans le titre de *Roi de France* auquel ils n'ont jamais voulu renoncer. Ils le porteront jusqu'au Traité d'Amiens (25 mars 1802) et les fleurs de lys de France disparaîtront alors des armes d'Angleterre, mais les deux léopards de Normandie et le léopard d'Aquitaine continueront de décorer les armes d'Angleterre. Ils pareront simplement les trois léopards du titre de "lions", comme les Américains prendront l'aigle comme symbole. Peut-être cette moquerie sur le ridicule titre de *Roi de France* porté par le roi d'Angleterre engagea-t-elle Georges III à renoncer définitivement à l'arborer à partir de la Paix d'Amiens (1802). Qui sait ?

2 ●Traduction laborieuse de "This offer to corrupt us, sir, is with me, your credential." D'autres ont traduit par : "Cette offre de corruption, monsieur, est pour moi votre lettre de créance."

3 ●Le "jeu" *plumes-et-goudron* était cruel. Il consistait à déshabiller les Anglais des États-Unis qui se battaient contre l'indépendance, à leur enduire le corps de goudron puis à leur coller des plumes de poulet en signe de moquerie, vraisemblablement pour stigmatiser leur habitude de faire battre des mercenaires allemands à leur place (*chicken* signifie *lâche*). Sous l'effet de ces brimades et humiliations (qui se terminaient parfois en crimes de sang), des milliers d'Anglais émigrèrent vers le Canada ou retournèrent en Angleterre. Abbott, John S. C., *American Pioneers and Patriots : Benjamin Franklin : A picture of the struggles of our infant nation, one hundred Years ago,* Dodd, Mead & Company, New York, 1876. p.339

En dehors du fait que les plénipotentiaires américains violaient leur Entente avec la France en négociant une entente secrète avec l'Angleterre, les deux alliés (France et États-Unis) vont aussi s'opposer sur plusieurs clauses majeures. Car les États-Unis, voyant l'Angleterre à genoux vont essayer de la dépouiller avec autant de rapacité que l'Angleterre l'avait fait à la France à la fin de la Guerre de Sept Ans. Les principales pierres d'achoppement furent : **1-** Le partage des pêcheries sur le Grand Banc de Terre-Neuve. **2-** La possession du Canada. **3-** Les frontières des États-Unis. **4-** L'indemnisation des Loyalistes (les réparations). **5-** Le paiement des dettes américaines à l'Angleterre.

Le partage des pêcheries de Terre-Neuve

Les six colonies de Nouvelle-Angleterre[1], c'est à dire les états du Nord, avaient pour seule industrie, la pêche ; ceux du sud l'agriculture (coton…). Les pêcheries du golfe Saint-Laurent «étaient pour la Nouvelle-Angleterre, une question de vie ou de mort[2].» Les États du Nord disposaient autrefois de la fourrure, mais paradoxalement, l'arrivée du Canada dans l'Empire britannique avait fait glisser vers Montréal l'ensemble de l'industrie pelletière. Toutes les *Guerres de la Fourrure* nord-américaine (que les Anglais appellent *French and Indian Wars*) qui avaient ensanglanté les XVIIe et XVIIIe siècles entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre, n'avaient eu pour ultime résultat que de priver les vainqueurs ─démunis de frontières protectrices─ du fruit de leurs terribles combats. Le résultat peut être comparé à une échelle différente au *mondialisme économique* de ce XXIe siècle qui, par la disparition des frontières, vide l'Occident de ses industries, tant il est vrai que la seule patrie des affairistes, spéculateurs, affameurs, accapareurs et traficoteurs, est le paradis fiscal dans lequel s'accumulent leurs profits.

Jusqu'à 1763, les vrais profiteurs de guerres n'étaient autres que les grandes familles pelletières de Nouvelle-Angleterre comme la famille Schuyler[3] d'Albany, capitale actuelle de l'État de New York. La langue de communication des coureurs de bois et des Indiens ayant toujours été le français[4], les compagnies de fourrure trouvaient ainsi au Canada les milliers de Francophones nécessaires pour parcourir toute l'Amérique du Nord en direction de l'Illinois, des Grands-Lacs, de Michillimackinac et de la Rivière-Rouge, jusqu'aux lointaines Montagnes Rocheuses. Il était donc normal que les états du Nord des États-Unis veuillent absolument poursuivre les hostilités afin d'arracher à l'Angleterre ce qu'ils considéraient comme crucial pour leur développement économique : les pêcheries de Terre-Neuve, et si possible le Canada tout entier afin de rapatrier et de récupérer l'industrie pelletière de la fourrure qui faisait encore la fortune de l'aristocratie et de la bourgeoisie anglaises par l'intermédiaire de la *British Hudson's Bay Co*.

---

[1] ●La Nouvelle-Angleterre comportait le Massachusetts, le New Hampshire, le Maine, le Connecticut, le Rhode Island et le Vermont. L'État de New York était alors Nieuw Nederland, et la Nouvelle-Suède la Pennsylvanie et le New Jersey.

[2] ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 239.

[3] ●Pour en savoir plus sur cette grande famille, voir la *Bataille de Laprairie*, dans l'ouvrage de Jean-Claude Castex, *Combats franco-anglais de la Guerre de Trente Ans et de la Ligue d'Augsbourg*, Éditions P-O., Vancouver, 2012. p. 271 et suiv.

[4] ●Un dialecte français saupoudré de mots indiens appelé *chinouk* ou *chinook*. Les mots anglais ne s'y infiltrèrent que durant la deuxième partie du XIXe siècle.

Renseigné par ses Services Secrets quant à l'activité fébrile du Congrès Continental, Vergennes avait informé La Luzerne[1], dès le 25 septembre 1779, qu'aucun membre du Congrès n'avait osé opiner ouvertement du bonnet en faveur de la continuation de la guerre, mais qu'un parti s'était formé sous la direction de messieurs Lee et Adams pour chercher à la prolonger indirectement, en élevant des difficultés sur les conditions de la paix. Ce parti «s'est attaché principalement, précisait Vergennes, à deux objets, à savoir : les pêcheries, et les terres situées sur les bords du Mississipi. Il prétend **l°** que le droit de pêche appartient aux États de l'Est, et que l'Angleterre doit le reconnaître et la France le garantir. **2°** que les territoires situés du côté du Mississipi appartiennent aux États-Unis, et que la libre navigation sur ce fleuve ne saurait leur être contestée.» On sent à la détermination de ces mots, la volonté de créer des difficultés. La liberté de navigation sur le Mississippi impliquait bien entendu l'Espagne à laquelle l'inepte Louis XV avait fait cadeau de l'immense Louisiane qui bordait la rive occidentale du Mississippi, sauf au niveau de la Nouvelle Orléans où les deux rives étaient espagnoles.

Dans cette même lettre secrète, on sent par ailleurs la gêne du Gouvernement français vis-à-vis des Américains de formuler l'espoir que, même si la France n'exige pas de récupérer l'Acadie ou le Canada, elle pourrait au moins se dédommager de cette guerre en acquérant quelques droits de pêche supplémentaires sur le *Grand Banc de Terre-Neuve*, au détriment de l'Angleterre. Même si les Français sentent que les Américains insatiable veulent TOUS les avantages de la guerre *sans exception*, les Français redoutent d'être pris pour des profiteurs de guerre s'ils exigent LA MOINDRE compensation : «Il est incontestable que le roi [de France] était en droit de formuler les prétentions les plus légitimes tant sur le Canada que sur l'Acadie, et que ces deux provinces, surtout la seconde, seraient fort à notre convenance ; cependant Sa Majesté a eu la générosité de renoncer éventuellement à l'une et à l'autre dans l'unique vue de favoriser les États-Unis, et d'éviter tout ce qui aurait pu leur donner le moindre ombrage[2]. Une conduite aussi désintéressée semblerait devoir servir d'exemple et d'aiguillon aux États-Unis, et les empêcher de jalouser la France, si le sort des armes lui procurait le faible avantage d'étendre ses pêcheries aux dépens de la Grande-Bretagne[3].» Ainsi s'exprimait le tremblant Vergennes, caricature du couple Pompadour-Louis XV dans le vivier des fossoyeurs de la nation française.

Trois petites années auparavant, en 1776, alors que le sort de l'Indépendance n'était pas aussi clairement assuré, on sentait que les Américains étaient prêts à faire montre envers la France d'une générosité plus magnanime afin de les appâter à participer directement à la guerre.

[1] ●Le marquis Anne-César de La Luzerne naquit à Paris en 1741 et mourut en Angleterre en 1791 où il avait été nommé ambassadeur. Ainsi il sauva sa tête de la guillotine mais mourut de chagrin en voyant, de loin, disparaître la France monarchique de son enfance comme les cosmonautes soviétiques virent du haut du ciel se dissoudre leur Union Soviétique, ou comme les pilotes japonais de Zéros ne trouvèrent plus leurs porte-avions, coulés par les Américains à la bataille de Midway. La Luzerne fut le premier ambassadeur de France aux États-Unis d'Amérique après en avoir été le Représentant officiel. Un comté de Pennsylvanie porte son nom. [Michaud, Louis-Gabriel, *Biographies universelles anciennes et modernes*, tome 25, Ch. Delagrave & Cie., Paris, 1842.]

[2] ●Ombrage = jalousie ou peur.

[3] ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3e volume contient des documents historiques. Lettre écrite à Versailles, de Vergennes à La Luzerne, 25 septembre 1779, vol. 3, p. 279 et suiv.

À la rubrique des discussions du Congrès Continental du 30 décembre 1776, on lit (comme déjà mentionné dans ces pages) que le Congrès souhaite «que sa majesté Très-Chrétienne [c'est à dire *le roi de France*] soit invitée, si possible, à assister les États-Unis dans la présente guerre contre la Grande-Bretagne, en attaquant l'Électorat du Hanovre ou quelque autre partie des territoires de la Grande-Bretagne, en Europe, dans les Indes Orientales ou Occidentales. [Le Congrès souhaite aussi] que les Commissaires [américains à Paris] soient investis des pouvoirs de stipuler à la Cour de France que tout le commerce entre les États-Unis et les Indes Occidentales, soit effectué sur des vaisseaux appartenant aux sujets de sa Majesté Très-Chrétienne, ou à ceux des États-[Unis], les deux ayant la totale liberté de se livrer à un tel négoce. [Le Congrès souhaite aussi] que les Commissaires soient pareillement avisés d'assurer à Sa Majesté Très-Chrétienne que dans le cas où ses forces armées seraient employées ─en conjonction avec celle des États-Unis─, dans le but d'exclure sa Majesté-Britannique de toute part de la pêche morutière en Amérique, en s'emparant des îles de Terre-Neuve et du Cap-Breton, et que des vaisseaux de guerre soient fournis aux États-Unis quand ils les demanderaient, afin de s'emparer de la Nouvelle-Écosse, *les pêcheries bénéficieraient à parts égales et en communauté aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne et à ceux de ces États[-Unis], à l'exclusion de toutes les autres nations*, quel que soit le peuple ; et la moitié de l'île de Terre-Neuve sera placée en possession de Sa Majesté Très-Chrétienne et sous sa juridiction, à condition que les provinces de Nouvelle-Écosse et de l'île du Cap-Breton, ainsi que la partie restante de Terre-Neuve soient annexées au territoire et à l'administration des États-Unis[1].» Les Portugais pouvaient se préparer à oublier leur *bacalhau-à-brás* et à s'habituer au bœuf haché. On voit que de 1776 à 1779, la gratitude des Américains avait déjà rétréci comme une peau de chagrin. Elle disparaîtra complètement et se transformera même en hostilité dès que le deuxième président américain sera élu.

Ces pêcheries du Grand-Banc de Terre-Neuve –disparues en ce XXIe siècle pour des raisons de surpêche industrielle–, causèrent donc des tensions extrêmement importantes en cette fin de la Guerre d'Indépendance américaine. Dans une lettre à Josiah Quincy, écrite à Passy, le 11 septembre 1783, le Représentant officiel des États-Unis en France tentait de justifier pour son pays la possession des pêcheries : «Les pêcheries qu'on me reproche d'avoir abandonnées, n'avaient pas encore été mises en discussion au moment où on m'accusait. Je n'en avais pas dit une syllabe ni par parole ni par écrit. Tout au contraire, j'ai toujours été à cheval sur ce principe qu'ayant eu avec les Anglais un droit égal aux pêcheries quand nous étions unis, et ayant également contribué de notre sang et de notre argent à les conquérir sur la France, nous avions droit à une juste part quand notre association se romprait[2].»

---

[1] ●*Secret Journals and the Acts and Proceedings of Congress, from the First Meeting thereof to the Dissolution of the Confederation, by the Adoption of the Constitution of the United States*, Printed & Published by Thomas B. Wait, Boston, 1820. Vol. II, pp. 39-39.

[2] ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 326; lettre de Benjamin Franklin à Josiah Quincy, Passy, le 11 septembre 1783.

Terre-Neuve et les pêcheries du Grand-Banc de Terre-Neuve, avaient été conquises par le groupe-franc canadien de Le Moyne d'Iberville durant la Guerre de la Ligue d'Augsbourg, mais Louis XIV les avait tout simplement offertes à l'Angleterre à la fin de la Guerre de Succession d'Espagne[1].

Mais en ces sempiternelles négociations, l'indépendance des États-Unis soulevait un problème nouveau: les Américains continueraient-ils de jouir des pêcheries du golfe? L'intervention de la France en posait un autre : la France allait-elle se partager les pêcheries avec les Américains en excluant les Britanniques[2]?» Face aux Etats-Unis, l'Angleterre vaincue était à la merci de la France car les États-Unis souhaitaient que la France et eux-mêmes se partagent les pêcheries à parts inégales, et voulaient carrément en exclure l'Angleterre en totalité comme ce dernier pays l'avait froidement imposé à d'autres pays depuis le Traité d'Utrecht. *Œil pour œil, dent pour dent !*

En 1763, l'Angleterre «avait éliminé [du Grand Banc] une très ancienne concurrente, l'Espagne; elle avait réduit la part de la France à peu de choses, de sorte que l'Angleterre se trouvait à exploiter la plus grande partie des pêcheries de concert avec ses colonies américaines. D'ailleurs, même si la France avait conservé quelque droit de pêche, les pêcheurs français se faisaient harasser par les vaisseaux de guerre anglais sans que Louis XV et Louis XVI ne fassent autre choses que de vaines et stériles protestations à Londres, devant un Gouvernement anglais cynique qui ricanait derrière sa Manche. En situation inversée, si les violations des Traités de Paix avaient été infligées par les Français et non par les Anglais, les puissants lobbies anglais n'auraient pas manqué de faire pression sur le Gouvernement anglais pour envoyer une escadre à Terre-Neuve rétablir le Droit international. Mais les lobbies marchands étant particulièrement mésestimés en France par une classe dirigeante aristocratique qui feignait de mépriser l'argent[3], de ce fait les protestations ne se faisaient que du bout des lèvres. En conséquence, les Anglais avaient beau jeu de les noyer dans une mer d'atermoiements. Malgré la débonnaireté affligeante des Français envers l'Angleterre à genoux, cette dernière craignait que la France lui impose des clauses cinglantes, au moins en guise de rétribution pour le terrible Traité de Paris de 1763 qui n'avait démontré aucune indulgence envers la France. Mais comme d'habitude, les pêcheurs français furent fort déçus, et les Américains aussi. Le Gouvernement français, trop soucieux de pseudo équité, se fit le violent défenseur de l'Angleterre face à des Américains furieux. Vergennes déclarait que les pêcheries du golfe appartenaient exclusivement à l'Angleterre et que les Américains, en se rendant indépendants, s'étaient «dépouillés volontairement de toutes les jouissances que cette communauté leur avait procurées, tout comme ils ont dépouillé l'Angleterre de tous les avantages

[1] ●Rappelons que Terre-Neuve, la Baie d'Hudson [également conquise par les "commandos" de Le Moyne d'Iberville], l'Acadie et le monopole de la Traite des Esclaves vers l'Empire espagnol (Asiento) faisaient partie du "pot-de-vin" gigantesque que Louis XIV déclinant avait accordé à l'Angleterre *par Traité secret,* afin qu'elle abandonnât ses alliés sur les champs de bataille. Ce qu'elle fit, permettant ainsi à la France d'établir un Bourbon français sur le trône d'Espagne, et non plus un Habsbourg.

[2] ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 238.

[3] ●Et qui d'ailleurs ne pouvaient se livrer au commerce sous peine de déchoir.

que lui procurait leur union avec elle» ; il refusait donc de reconnaître aux États-Unis «aucun droit actuel aux pêcheries.» Barbé-Marbois, secrétaire de La Luzerne, proposa, dans une lettre chiffrée à Vergennes, d'exclure les Américains des pêcheries du golfe, lettre chiffrée qui finit par tomber entre les mains des Commissaires représentant les États-Unis[1]. John Adams, qui voyageait avec La Luzerne et son secrétaire à bord de La SENSIBLE, écrivit que les diplomates français qui étaient de son avis dans ces discussions au cours du voyage, changèrent d'avis dès qu'ils touchèrent le sol de la capitale américaine : «Le Secrétaire, M. Barbe-Marbois en personne, était aussi franc et ouvert que moi-même. Il m'a déclaré, en termes des plus clairs et affirmatifs, à plusieurs occasions, que je l'avais convaincu de ce que "nous avions un droit naturel et légal à la possession des pêcheries" ; qu'elles étaient nécessaires et essentielles à nos intérêts ; et que la France devait appuyer notre demande pour une jouissance complète et libre. Après notre retour en Amérique, quand j'entendis dire que ces messieurs avaient recommandé au Congrès tant de modérations dans leurs instructions à leur négociateurs pour la paix, et avaient avisé de ne pas insister sur les pêcheries et territoire de l'ouest en tant qu'ultimatum, et quand, après coup, j'ai trouvé par nos instructions et par mes correspondants privés qu'ils ont préconisé une renonciation explicite de toute demande sur les pêcheries et sur les terres de l'ouest, je ne savais pas comment concilier ces faits avec nos conversations[2]» qui avaient eu lieu durant la traversée sur La SENSIBLE.

Vergennes parla alors de la pêche côtière. Si la situation de la pêche hauturière est particulière puisque toutes les puissances européennes peuvent y puiser à volonté tous leurs approvisionnements, «il n'en est pas de même de la pêche côtière. Elle appartient de droit au propriétaire de ces mêmes côtes, et il est le maître d'en exclure qui il juge à propos.» Et là, Vergennes revint à son cheval de bataille qui consistait à écarter les Américains non seulement du Canada, mais aussi de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve, afin de réserver tous les avantages à l'Angleterre. Partant du fait que chacun est maître chez soi, il en résulte «que la pêche sur les côtes de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et ses dépendances, du Canada, etc., appartient exclusivement aux Anglais ; que les Américains n'ont absolument rien à y prétendre, et que, si nous l'exerçons dans certaines parties, ce n'est pas en vertu du droit commun, mais en vertu des traités qui nous en ont expressément réservé la faculté.

On en arriva à une situation ─au mieux paradoxale et au pire déraisonnable─ dans laquelle la France, qui se battait pour les États-Unis, s'opposa à ce que ces derniers s'approprient les pêcheries anglaises. Alors, John Adams, furieux, déclara qu'il ne signerait pas la Paix si l'Angleterre ne laissait pas au moins les Américains pêcher sur le Grand Banc de Terre-Neuve. L'Angleterre finit par céder, mais le comportement protecteur des Français pour les intérêts anglais porta un rude coup à l'amitié franco-américaine[3]. Et lorsque une vingtaine d'années plus tard, John

---

1 ●Par les soins, bien sûr, des Services secrets anglais qui souhaitaient ainsi semer la zizanie entre la France et le les États-Unis. Sans succès, les Américains avaien trop besoin des Français pour qu'il en soit autrement !

2 ●Adams, Charles-Francis, *The Works of John Adams, Second President of the United States, with a Life of the Author*, by his grandson, Vol.1, Little, Brown and Company, Boston, 1856. Vol. I, pp. 671-672.

3 ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 240.

Adams devint le deuxième président des États-Unis, en 1797, les Français se demandèrent pourquoi il se montrait si ingrat avec le pays qui lui avait offert la liberté. En fait, les Français qui avaient procédé à l'accouchement du bébé Pantagruel américain afin que l'Angleterre ne devienne pas trop puissante, redoutaient aussi de trop favoriser le bébé qui risquait de devenir lui-même trop gros et trop puissant pour eux.

♦

La possession du Canada

Comme traité en profondeur au Chapitre 5, la possession du Canada resta un sujet brûlant tout au long de cette guerre et de ces négociations. La France devait-elle renoncer à cet immense territoire peuplé de 150.000 Français et de 500 Anglais[1] ou aider les Américains à en faire la conquête ? Car sans l'aide du Corps Expéditionnaire français et de la Marine Royale, ils étaient bien incapables de s'en emparer, comme le démontrèrent les diverses tentatives.

La situation avait bien changé depuis la Guerre de Sept Ans. Trente ans plus tôt, la France défendait la vallée de l'Ohio et celle des Grands Lacs contre les empiétements de ce même George Washington et des colonies américaines sous le principe que l'Ohio faisait partie du bassin hydrographique du Mississippi, lequel appartenait à la France. En cette année 1782, ce dernier pays, l'Angleterre, interdisait encore l'Ohio «contre les mêmes empiétements, mais cette fois, ce n'était plus pour défendre son empire, mais pour empêcher un nouvel empire de se constituer[2],» l'Empire américain qui venait de naître et qui effrayait déjà les nations hégémoniques et les autres.

Comme dit plus haut, la politique de la France était complexe car certains de ses objectifs secrets étaient totalement antinomiques par rapport à ses buts avoués. Dans son mémoire de 1777, Vergennes expliqua pourquoi il souhaitait que le Canada reste au pouvoir de l'Angleterre, contrairement à ses vagues engagements auprès des Américains : «Le Canada restant au pouvoir de l'Angleterre, cette frontière seule suffirait pour occuper l'inquiétude des colonies septentrionales qui ne pourront jamais être parfaitement tranquilles sur les vues de ses voisins.» Ainsi, Vergennes semblait oublier que la population des États-Unis doublait tous les 25 ans[3], et que ce pays allait devenir gigantesque et puissant en cannibalisant l'Europe de sa population et de ses cerveaux, face à une Angleterre beaucoup plus lente. Dans sa grande naïveté, Vergennes ne pouvait imaginer que les "Américains" puissent se montrer ingrats envers la France et l'Espagne «qui les ont si gratuitement obligés, et payer leurs bienfaits par la plus noire des ingratitudes.» D'ailleurs si Vergennes avait oublié que c'était le moment ou jamais de séparer les Treize-Colonies de

[1] ●Mais ce nombre augmentait rapidement avec l'arrivée des Tories américains [appelés *loyalistes* au Canada] chassés des États-Unis par les Indépendantistes. En arrivant, les Canadiens leur donnaient des terres entre 200 et 1200 arpents par famille, et de quoi survivre, s'habiller et cultiver la terre pendant deux ans complets. Mais les Canadiens furent bien mal payés pour leur générosité par ces réfugiés, pleins de haine contre les Français dont une armée venait de participer à l'indépendance des Treize-Colonies. L'Histoire de ces Français du Canada devint un long chemin de souffrance, et seule la présence toujours menaçante des voisins américains –avec lesquels les Canadiens-Français risquaient de faire cause commune– dissuada l'Angleterre de les traiter avec la même cruauté que les Acadiens, les Boers, les Highlanders écossais, les Irlandais catholiques, les Béothuks de Terre-Neuve, les Tasmaniens, les Métis de l'Ouest... pour ne citer que ceux-là.

[2] ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 238.

[3] ●Un siècle après ces négociation de 1780, la population américaine dépassait déjà 50.000.000 d'habitants, tandis que la population française atteignait 39 millions où elle restera jusqu'en 1939.

leur mère-patrie, Benjamin Franklin ne manquait pas de le lui rappeler. Ainsi dans cette lettre écrite le 13 février 1781, il déclarait en clair que «si l'on permet aux Anglais de récupérer ce pays… la possession de ces vastes et fertiles régions… leur donnera une base si large dans leur grandeur future, elle augmentera tellement leur commerce, le nombre de leurs marins et de leurs soldats, qu'ils deviendront la terreur de l'Europe, et ils exerceront avec impunité cette insolence qui est naturelle à leur nation et qui grandira énormément avec l'agrandissement[1]» de leur puissance.

Dès le début de cette guerre, l'Espagne, peu au courant de la stratégie fumeuse des Français, souhaitait voir la France reprendre le Canada, afin d'affaiblir l'Angleterre. Gérard dut montrer le texte de l'Alliance franco-américaine à Don Juan de Mirailles[2] pour lui faire comprendre que les clauses du traité ne permettaient pas aux Français[3] de s'emparer de l'ex-Nouvelle-France pour leur propre compte. Le 17 octobre 1778, Vergennes écrivit au comte de Montmorin, ambassadeur de France à Madrid pour lui faire savoir que, selon le même traité franco-américain, la France s'était engagée à expulser l'Angleterre de la totalité des Treize-Colonies. Mais il précisait que, en ce qui concernait le reste de l'Amérique du Nord, «il pouvait y avoir des difficultés de notre part à garantir le Canada... Je voudrais fort que la Floride n'y fut pas comprise, et la voir rentrer dans les mains de Espagnols[4].» Les Espagnols finirent par accepter cette curieuse stratégie française, comme l'explique à Vergennes, le 26 octobre, le comte de Montmorin : «À l'Escurial, 26 octobre 1778. Je puis vous dire… que M. le comte de Floride Blanche, à qui j'ai communiqué les conditions auxquelles le Roi consent à la paix, a donné la plus entière approbation à la modération qui les a dictées et n'y voit aucune objection[5].»

Mais Gouverneur Morris[6] se méfiait de la France, et il n'était pas sans lucidité. Sous prétexte de parler de l'Espagne, il expliqua aux Français ─avec beaucoup de diplomatie puisqu'il substitua l'Espagne à la France─, ce qui allait précisément se passer avec cette politique aberrante de poster l'Angleterre sur la tête des États-Unis pour les surveiller

[1] ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p.114 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à Charles Gravier, comte de Vergennes (1717-1787) qui était le Ministre des Affaires étrangères du roi de France, Louis XVI. Cette lettre fut écrite à Passy, résidence de Benjamin Franklin en France, le 13 février 1781.

[2] ●Mirailles était le Chargé d'Affaire du Royaume d'Espagne à Philadelphie.

[3] ●*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. Lettre de Gérard à Vergennes, du 25 juillet 1778. pp. 185-187

[4] ●La Floride espagnole avait été partiellement occupée par les Anglais durant la *Guerra del Asiento de Negros*, [qui servit d'ouverture à la Guerre de Succession d'Autriche] que les Anglais perdirent contre les Espagnols et minimisèrent en la gratifiant du nom ridicule de *Guerre de l'Oreille à Jenkins*. Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3[ème] volume contient des documents historiques. Lettre de Vergennes à Montmorin, le 17 oct 1778. Vol. III, p. 307

[5] ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3[ème] volume contient des documents historiques. Lettre de Vergennes à Montmorin, le 17 oct 1778. Vol. III, p. 308. Le comte de Floride Blanche est le comte de Florida Blanca, bien sûr.

[6] ●Nom de famille : Morris ; prénom : Gouverneur ; c'était le nom de famille de sa mère Sarah Gouverneur, fille d'un Huguenot français de Nouvelle-Hollande. Il était membre du Congrès Continental depuis le 28 janvier 1778. Il fut immédiatement nommé à un Comité pour l'Armée et fut très surpris de constater que les soldats américains étaient laissés dans ce terrible état d'abandon. En 1778, il fut signataire des Articles de la Confédération. Gouverneur Morris remplaça plus tard Jefferson comme ambassadeur des États-Unis à Paris en pleine Révolution française. Il fut le dernier diplomate à refuser de fuir la capitale française en plein règne de la Terreur, au risque de se faire guillotiner. Son prénom français "Gouverneur" était le nom de famille de sa mère Sarah Gouverneur.

et les menacer dans le but de concentrer leur pugnacité : «M. Morris me témoigna alors qu'on ne doutait pas des dispositions de la France, mais qu'on craignait que les préjugés de l'Espagne n'inspirassent à cette Puissance la politique de laisser le Canada entre les mains des Anglais dans l'espérance de fixer toute l'attention et de diriger toutes les forces des États-Unis de ce côté ! Il observa que cette politique serait fausse, parce que tant que les Anglais demeureraient maîtres du Canada et des Lacs, on ne pouvait se dissimuler qu'ils *deviendraient amis* des Américains par le besoin et l'avantage réciproque [autrement dit par nécessité], demeureraient les ennemis de l'Espagne [sous entendu, de la France], et trouveraient des facilités à associer quelques membres de la confédération [américaine] dans leurs entreprises contre cette Couronne [espagnole, c'est à dire *française*]. Il en résulterait nécessairement deux partis en Amérique, l'un anglais et l'autre français et espagnol, et qu'il n'était pas possible de méconnaître les avantages que le premier aurait sur le second[1].» Morris fut en cela un vrai prophète. Toutes ses prédictions se réalisèrent. Il y eut effectivement deux partis politiques aux États-Unis, et la France eut à subir par la suite les conséquences néfastes de la duplicité de Vergennes et de ses théories stratégiques insensées, même si le duc de Choiseul en était le vrai inspirateur, lui qui avait mené la France dans les abîmes insondables de la Guerre de Sept Ans.

Les Anglais comprenaient bien l'état d'esprit des Américains, eux qui, dès le début de l'agitation indépendantiste, tentèrent d'effrayer les colons américains afin de leur faire abandonner toutes velléités d'indépendance en lançant des rumeurs selon lesquelles l'Angleterre envisageait de rendre le Canada à la France, et que, conséquemment, les éternelles guerres dites "françaises et indiennes" ─autrement dit, les *Guerres de la Fourrure*─ allaient se rallumer en Amérique du Nord. Cette rumeur reparut avec plus de persistance encore lors des discussions préliminaires de la paix, en 1782. Ce fut l'une des multiples rumeurs qu'utilisèrent les Anglais dans leur guerre psychologique contre les Américains.

Ceux qui n'étaient pas dans le secret des dieux ─dans le secret de cette diplomatie insolite pour ne pas dire incohérente─ pensaient que la France allait sauter sur l'occasion pour récupérer le valeureux peuple canadien qui s'était si bien battu pour sa mère-patrie durant ces fameuses *Guerres de la Fourrure*.

Parmi ceux qui ignoraient totalement la stratégie diplomatique de la France, au début de la guerre ─pour ne citer que le plus célèbre─, on est surpris de trouver Gilbert du Motier, marquis de La Fayette. Il écrivit à cette époque à sa femme : «Le Canada est opprimé par les Anglais ; tout cet immense pays est en possession des ennemis, ils y ont une flotte, des troupes et des forts… L'idée de rendre toute la Nouvelle-France libre et de la délivrer d'un joug pesant, est trop brillante pour s'y arrêter. Alors mon armée augmenterait immensément et serait augmentée par des Français[2].» Il préparera lui-même à plusieurs reprises l'invasion du Canada, mais le Congrès Continental lui-même deviendra prudent

[1] ●*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), à Philadelphie le 20 septembre 1778, à Philadelphie. pp. 343 et suiv.

lorsqu'il comprendra que l'invasion du Canada par des Français déclencherait un élan irréversible de la population canadienne pour reconstituer la Nouvelle-France. Le Congrès Continental semblait ne pas y attacher une immense importance lorsqu'il recommanda à La Fayette de «déterminer sa conduite sur les chances de succès et de n'exposer ses troupes à aucun hasard sérieux[1].» Comment peut-on demander à un chef de guerre de ne pas exposer ses soldats à un danger sinon pour se couvrir en cas d'échec ou pour décourager un chef d'agir ? Les seuls qui furent déçus, furent les deux régiments canadiens-français de l'Armée de La Fayette qui pensaient arriver en libérateurs et délivrer leur cher pays, ainsi que les Canadiens qui espéraient secrètement que leur mère se rappelait d'eux après les avoir abandonnés à leur marâtre.

Jusqu'au bout, les Américains espérèrent recevoir le Canada «ou des mains de la France et de l'Espagne comme une portion du fruit de leur succès, ou des mains de l'Angleterre comme prix de sa réconciliation[2].» Finalement, le projet fut abandonné devant les dangers que les Canadiens ne préfèrent s'offrir aux Français sans que les Américains ne soient en mesure de s'y opposer.

Les frontières des États-Unis

L'*Acte de Québec* voté par le Parlement d'Angleterre se présentait comme une terrible menace sur les Américains dans la mesure où cette loi punitive confinait les Treize-Colonies dans une frontière trop petite et les emprisonnait dans une *camisole de force* étouffante qui était censée les empêcher de devenir un pays puissant et donc menaçant pour l'Angleterre.

Dans la très importante lettre de Gérard[3] à Vergennes, du 28 janvier 1779, l'ambassadeur expliqua les arguments qu'il avait fournis au Congrès Continental en référence aux désirs des Américains. On voit que dans tous les domaines ─excepté celui de l'indépendance même − les Français soutenaient plutôt les Anglais, car les deux pays se sentaient également menacés par le Destin de ce jeune Pantagruel dont on devinait l'avenir brillant et titanesque.

Selon Gérard, le droit des Américains «se bornait au Territoire qu'ils possédaient en tant que colonies anglaises.» Les Américains devaient se garder de laisser leurs colons migrer en dehors de leurs frontières pour aller occuper des territoires qui appartenaient à l'Angleterre ou à l'Espagne. En effet, si les Américains acceptaient le principe des «établissements[4] particuliers et épars, ils démentiraient le principe de jus-

[2] ●La Fayette, Marie-Joseph, *Mémoires, correspondance et manuscrits du général La Fayette, publiés par sa famille,* Société belge de Librairie, Hauman, Cattoir et Cie. Bruxelles [publié simultanément à Paris par Fournier aîné, et à Londres par Saunders & Otley], 1837. t.1, pp. 151-152. Lettre de La Fayette à Madame de La Fayette, du 3 février 1778.

[1] ●Instructions du 24 février 1778, tirées du *Secret Journals of the Acts and Proceedings of Congress, Thomas B. Watt, Boston, 1821.* 4 tomes, t.I, et *Journals of the Continental Congress*, t.10, p.193.

[2] ●*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. pp. 865-866. Dépêche cryptée de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), écrite à Philadelphie le 5 septembre 1779.

[3] ●*Ibidem*. p. 491 Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), à Philadelphie le 28 janvier 1779. Conrad A. Gérard était l'Ambassadeur de France aux États-Unis.

[4] ●Établissement = colonisation, établir des colonies. Comme mentionné ailleurs, l'annexion ultérieure des territoires espagnols du Sud-Ouest des États-Unis se fit ainsi, en laissant les colons s'établir en territoire mexicain, puis en les aidant à obtenir l'indépendance du Mexique puis le rattachement aux États-Unis.

tice et d'équité qui a dirigé la Révolution, et montreraient un désir injuste de conquête, avant même d'avoir pris leur propre consistance. [L'ambassadeur de France ajoutait ─comble de fourberie─ que] leur confiance en moi m'imposant la nécessité de ne leur dissimuler aucune de mes réflexions, je leur déclarai que jamais le Roi ne prolongerait la guerre d'un seul jour, pour leur procurer les possessions qu'ils revendiquaient[1].» Et, ultime avertissement adressé aux Américains, «le Congrès doit sentir à quel danger il se trouverait exposé à l'avenir, si, pressé entre les Anglais du Canada et les Espagnols [de Louisiane et de Floride], ces deux Puissances venaient à unir leur ressentiment[2].»

L'avertissement ainsi formulé laissait percer la crainte des puissances européennes face au nouveau venu. Aucune des puissances européennes, surtout celles qui dominaient la politique mondiale, en particulier la France (sur terre) et l'Angleterre (sur mer), ne voulait que les États-Unis, grande puissance en devenir[3], n'obtiennent un territoire démesuré qui ferait de cette confédération un pays que même les coalitions les plus puissantes ne pourraient maîtriser. C'est le cas des États-Unis d'aujourd'hui qui totalisent plus de porte-avions que le reste du monde réuni. La France, protectrice de la république américaine ─pas plus que l'Angleterre pour une raison différente─, ne voulait lui accorder tout le territoire qu'elle désirait obtenir.

Le 25 septembre 1779, Vergennes, *toujours à courte-vue*, avait confié à La Luzerne, que les États-Unis ne parviendraient vraisemblablement jamais à être un puissant pays, puisque, devenus indépendants, leur : «confédération générale aura bien de la peine à se maintenir, et qu'elle pourrait bien être remplacée par des confédérations particulières. Si cette révolution arrive effectivement, elle affaiblira les États-Unis, qui n'ont et n'auront jamais une force réelle et respectable que par leur union. Mais c'est à eux seuls à faire ces réflexions. Nous sommes sans titre comme sans intérêt à les leur présenter. Je dis "sans intérêt", parce que nous n'en avons aucun à voir l'Amérique septentrionale jouer le rôle d'une puissance, et se trouver en mesure de donner de l'inquiétude à ses voisins. Le seul objet de nos vœux à l'égard des États-Unis est qu'ils soient indépendants et paisibles[4].» Les paroles de Vergennes s'appuyaient sur quelques mésententes mineures entre les Treize Colonies, tout au long de la guerre : outre les rivalités entre les États du Sud et ceux du Nord qui s'exacerbaient pour des raisons politico-économiques, la participation financière à la guerre frustrait les colons qui ne voulaient pas hausser les impôts ni établir la conscription pour forcer leurs concitoyens à se battre. Pourquoi l'auraient-ils fait puisque les Français le faisaient à leur place ? Certaines colonies menaçaient continuellement de faire sécession parce qu'elles n'étaient pas d'accord avec les autres. La plus grande crise se produisit quatre-vingt ans plus tard, lors de la Guerre de

1 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. pp. 283-284.

2 ●Ibidem. p. 285.

3 ●Puisque sa population avait presque doublé en vingt ans. Elle était passée de 1.300.000 en 1760 à 2.500.000 habitants 20 ans plus tard. Elle était de 315 millions d'âmes en janvier 2013 et dépassera largement le milliard en 2100, mais deviendra vraisemblablement une puissance hispanique.

4 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. pp. 284 et suiv.

Sécession. Aujourd'hui encore, on trouve plus de différences juridiques et structurelles entre les 50 états qu'entre la France et la Belgique. Le paradoxe des pays anglo-saxons est qu'ils sont tous dirigés par de puissants lobbies qui veulent n'en faire qu'à leur tête et qui redoutent de faire face à un État unitaire, centralisé et fort[1], plus difficile à corrompre. Ils optent donc pour de nombreux paliers de gouvernement ─ce que les Francophones appellent *la décentralisation*─ plus aisément corruptibles au niveau local, et, en même temps sans force réelle pour imposer aux financiers des règles contre la concussion. Telle est la raison profonde de cette décentralisation à laquelle aspirent en ce XXI[e] siècle tous les Français, imitateurs irraisonnés de la République américaine.

Un document français officiel[2] montre à quel point la naissance de ce jeune géant pouvait inquiéter les Européens : «Le sort en est jeté, l'Angleterre doit la[3] regarder comme son égale, et même comme sa rivale, indépendante[4].» Et toutes les cours d'Europe se mirent à rêver avec appréhension de ce géant dont l'Angleterre venait d'accoucher aux forceps grâce à la sage-femme française, avec l'idée qu'il allait rapidement devenir redoutable. C'était comme des gardes d'une réserve faunique qui élèvent un lionceau ou un bébé tigre en sachant que très bientôt l'animal deviendrait dangereux. Dans cette perspective, Vergennes passa rapidement à l'objet véritable de son *Mémoire*, la taille du nouveau pays : «Ce qui, pour le moment, nous paraît plus important, c'est de régler quelle sera l'étendue que l'on donnera à cette puissance dans le vaste continent de l'Amérique septentrionale et quelles en seront les limites[5]... Il serait trop dangereux d'abandonner à cette puissance, au moment de sa naissance, une étendue de domination indéterminée dans un pays neuf, *encore très-peu peuplé, mais qui peut le devenir en très-peu de temps ;* ce serait rendre ses chefs maîtres de produire bientôt les plus grandes révolutions non-seulement dans cette partie du monde, mais même hors de leur continent[6].»

Vergennes discernait deux possibilités d'entraves qui devaient être imposées aux Américains afin d'endiguer leur puissance future : freiner l'immigration en provenance d'Europe et limiter la taille de la nouvelle république. De ce fait, autant que faire se pouvait, «chaque puissance [européenne] doit donc prendre des précautions pour *prévenir l'émigration*. Dans le but d'empêcher autant que possible cet inconvénient, il convient de ne pas laisser les Colonies américaines *s'étendre démesurément* afin de ne pas leur donner par là le moyen de recevoir un trop grand nombre de nouveaux sujets. Négliger cet objet important serait une faute majeure dont on pourrait promptement se repentir[7].» Et les diplomates de rêver d'enfermer la nouvelle nation «dans des bornes qui

1 ●Les premières règles favorables au capitalisme sont la *liberté totale* et un *État* aussi *petit* que possible. La liberté se concrétise par l'absence de contrôle de la part de l'État ; les financiers doivent s'*autoréguler*, de sorte que même dans les pires turpitudes ils ne violent jamais aucune loi et ne risque pas la moindre pénalité.

2 ●Ce *Mémoire* rédigé par Xavier de Vergennes et signé par le roi Louis XVI, à Versailles, le 15 novembre 1782, fut vraisemblablement rédigé entre le 30 mai 1778 et le 15 juin 1782. On peut le consulter dans Bancroft entre la page 29 et la page 42.

3 ●Le pronom représente la nouvelle puissance qu'est *l'Amérique*.

4 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, Paris, 1876. 3 volumes. Vol. 3, pp. 29 et suiv.

5 ●Ibidem.

6 ●Ibid.

7 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, Paris, 1876. 3 volumes. Vol. 3, pp. 29 et suiv.

retardent au moins pour longtemps les projets de l'ambition.» Ce que Vergennes ne pouvait savoir, c'était que les lois concernant l'immigration, manipulées par le groupe dominant aux États-unis, favorisèrent ultérieurement l'immigration en provenance de Grande-Bretagne et s'efforcèrent de freiner les autres sources[1].

Le ministre français des Affaires étrangères, quant à lui, rêvait tout haut de ces fameuses *bornes* qui limiteraient le nouveau pays : «Voici ce que nous croyons être le moyen d'y parvenir ; c'est d'abord d'entourer les possessions des Insurgents par des nations en état de se soutenir mutuellement contre leurs entreprises et dont la puissance puisse s'opposer aux projets contraires à la tranquillité de cette partie du monde. Pour remplir cet objectif, il faut laisser la nation anglaise maîtresse de se consolider sur la frontière de l'est et du nord des États des Insurgents; il faut même l'y inciter[2].» Inutile de préciser que l'Angleterre était, pour une fois, totalement favorable à cette proposition française.

Cette stratégie qui consistait à poster des États ennemi (l'Espagne à l'Ouest et au Sud ; l'Angleterre au nord) à la porte des États-Unis pour les menacer, comme une véritable épée de Damoclès, paraît en ce XXIe siècle totalement dérisoire, surtout si l'on considère le spectacle de l'Angleterre d'aujourd'hui, frileusement blottie contre les guêtres des Marines américains et prête à se plier aux caprices des lobbies washingtoniens[3]. Mais en 1780, l'Angleterre était encore un état puissant sur mer, par sa marine de guerre, même si les recruteurs anglais éprouvaient toujours autant de difficultés insurmontables pour recruter des fantassins.

En opposition aux Français et aux Anglais, Franklin qui souhaitait que son pays récupère le Canada, évoquait plutôt une autre forme de migration : celle des colons qui vont s'installer dans les zones frontalières marginales et deviennent des causes de troubles entre les nations[4], ce qui pourrait aussi occasionner des tensions entre les États-Unis et l'Angleterre : «Les colons installés sur les marges des provinces américaines sont généralement les gens les plus débridés[5], lesquels, loin des regards et du contrôle de leur gouvernement respectifs, se montrent plus portés à commettre des agressions contre leurs voisins, occasionnent d'intermi-

[1] ●Les *Lois des Quotas* de 1921 puis de 1924, limitèrent à 2% du nombre de ressortissants aux États-Unis du pays en question, le maximum d'entrées autorisées; par exemple, si 10.000 Russo-Ukrainiens habitaient aux États-Unis, l'Ukraine ne pouvait envoyer que 200 nouveaux immigrants.

[2] ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Vol. 3, pp. 29 et suiv.

[3] ●Au XXIe siècle, les pays anglo-saxons se laissent embrigader dans une mentalité de bande d'aigrefins : «D'abord centrée sur l'URSS durant la guerre froide, la NSA (Services secrets américains) a rapidement étendu ses grandes oreilles tous azimuts. Les stations d'écoute de son réseau d'interceptions Echelon, fruit de l'alliance des services de renseignement de *cinq pays anglo-saxons* (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande) drainent des milliards d'informations chaque jour vers le quartier général de Fort Meade, dans le Maryland. Dès le milieu des années 1990, le président Bill Clinton et son bras droit Al Gore ont donné comme consigne aux services secrets, NSA et CIA, de s'orienter vers le *renseignement économique,* afin de conquérir tous les marchés.» Source : le Figaro digital du 5/7/2013. L'expression «blottie aux pieds des guêtres» n'est pas extravagante ; en effet, lors de la 1ère Guerre d'Irak, l'armée anglaise, trop proche de l'armée américaine, subit 25 tués, tous victimes des tirs américains. Ce furent les seuls tués de l'armée anglaise.

[4] ●On se souvient que la Guerre de Sept Ans en Amérique a commencé dans l'Ohio (que les Français considéraient comme faisant partie de la Nouvelle-France (puisque l'Ohio se situe dans le bassin hydrographique du Mississippi) où les Américains (et George Washington en particulier) souhaitaient établir des colons. Les États du Sud-Ouest américains ont aussi été conquis sur le Mexique en encourageant les colons américains à aller s'installer subrepticement dans ces zones mexicaines (Californie, Texas, Nouveau-Mexique, Arizona...) puis en demandant l'indépendance et le rattachement aux États-Unis.

[5] ●"the most disorderly of the people". J'ai eu le choix entre anarchiques et débridés et j'ai pensé que "anarchique" avait une arrière connotation politique, alors que "disordedly" signifie plutôt "désordonné, débridé".

nables plaintes et créent des raisons de nouveaux différends entre leurs États[1].» L'inventeur du paratonnerre voulait, par cet argument, montrer à quel point il serait plus souhaitable de conquérir le Canada plutôt que de l'abandonner entre les mains de l'Angleterre, car la présence de l'Angleterre aux portes des États-Unis apportait un risque superflu, mais l'argument ne changea rien à l'opinion de Vergennes qui souhaitait le contraire pour cette raison même.

L'Espagne, qui dissimulait moins son jeu et présentait des avis partagés quant à l'Indépendance de ce voisin colonial, subit les critiques acerbes des Américains lors des négociations de paix. Dans la lettre du 12 août 1782 de Benjamin Franklin à Robert R. Livingston, Franklin écrit de Passy : «Rien ne paraît plus clair que le dessein de cette cour [d'Espagne], de nous claquemurer entre les monts Allegheny. J'espère que le Congrès insistera pour avoir le Mississippi comme frontière, et pour jouir en même temps de la libre navigation sur le fleuve, dont on voudrait nous exclure entièrement... Ce serait comme vendre la porte de ma maison à mon voisin[2].»

Indemnisation des Loyalistes (les réparations)

Si l'on voulait schématiser les strates sociales au sein de la population américaine, on pourrait dire que dans les Treize-Colonies, les colons d'origine anglaise avaient réussi, par solidarité coloniale et népotisme, à se maintenir dans la couche supérieure de la société. Surtout au niveau politico-social. Ce furent donc ces riches politiciens anglais, qui avaient beaucoup à perdre en s'opposant à la vague de fond en faveur de l'indépendance, qui gardèrent les rennes du pouvoir. Par contre les autres Anglais, peu ou pas riches, s'opposèrent souvent à l'indépendance. Ceux qui souhaitaient trop ouvertement empêcher les Américains d'obtenir l'indépendance, étaient traités avec une grande violence par les Indépendantistes, le plus souvent irlandais, écossais ou allemands. Les Irlandais, les Écossais (et même les quelques Acadiens qui n'avaient pas encore migré vers la Louisiane) avaient eux-mêmes subi des atrocités dans leur propre pays de la part des Anglais, et Dieu seul sait combien de vengeances inexpiables et peut-être même injustifiées furent infligées en rétribution. Les Allemands qui avaient conscience de servir de chair à canon pour le bénéfice des Anglais et qui étaient doublement taxés pour lire leurs journaux en langue germanique, les détestaient pour cette raison. Tout tory[3] était considéré comme un traître à l'Amérique, maltraité[4], expulsé, ses biens vendus aux enchères publiques, comme le furent les biens des Japonais[5] durant la IIe Guerre mondiale, au Canada et aux États-Unis. Certains parents de soldats américains ─soldats détenus dans l'enfer des pontons anglais de New York et de Portsmouth et que les geô-

1 ●*Notes for Conversation*, dans *The Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States, Edited under Direction of Congress by Francis Wharton with Preliminary, Index, and Notes Historical and Legal,* Government Printing Office, Department of State, Washington, 1889. Volume V, p. 541. Aussi dans *Œuvres posthumes de Benjamin Franklin, éditions Janet, 181.* vol. II, p. 187.

2 ●James Parton, *Life and Times of Benjamin Franklin*, Mason Brothers, New York, 1864. t. II, p. 389. "A neighbor might as well ask me to sell my street door."

3 ●Que l'Angleterre surnommera *loyaliste.*

4 ●Enduits de goudron et couverts de plumes, signe de lâcheté (les Anglais faisaient battre des mercenaires allemands à leur place).

5 ●Y compris des Japonais nés au Canada et aux États-Unis.

liers faisaient mourir de faim ou sous la torture—, se vengeaient aussi sur les *tories* anglais.

Or, il se trouvait que les négociateurs anglais dont les troupes avaient incendié, tué et détruit partout où elles passaient, comme elles l'avaient fait au Canada en 1759 et comme elles le feront à nouveau en 1837 sur les rives du Saint-Laurent, eurent l'arrogance de réclamer des dédommagements au bénéfice des tories anglais ; ces derniers avaient été expulsés, bien souvent parce qu'ils servaient de *Cinquième Colonne*[1] aux troupes anglaises, lesquelles venaient exercer des représailles contre les Américains.

Dans une lettre à John Adams, Franklin écrivit : «Je fis observer qu'on parlait beaucoup, en Angleterre, d'une *réconciliation* avec les colonies ; c'était plus que *la paix*, puisqu'on pouvait obtenir l'une sans l'autre. J'ajoutai, que les maux cruels qu'on nous avait fait subir en brûlant nos villes, […] laisseraient de longues traces de ressentiment ; que les plus grands avantages, que le commerce anglais pouvait espérer de la paix, dépendaient d'une réconciliation ; que la paix, sans réconciliation, ne serait vraisemblablement pas durable ; que des amis brouillés n'étaient jamais mieux réconciliés que lorsque l'agresseur offrait de *réparer les torts* qu'il avait commis dans un moment de passion. Et j'insinuai que si l'Angleterre nous offrait volontairement le Canada comme indemnité, cela pourrait avoir un bon effet[2].» Mais non contente de ne pas offrir d'indemnité et de ne pas nous concéder le Canada en guise de réparations, l'Angleterre essaya d'en obtenir des États-Unis dans le but d'indemniser les Loyalistes pour leurs pertes personnelles. En vain !

Richard Oswald (1705-1784) était un négrier anglais, fils de pasteur protestant qui rata sans doute son éducation puisque Richard devint négrier. Il représentait l'Angleterre et les lobbies anglais lors des Négociations de Paix de Paris. Il fut le signataire pour l'Angleterre. En mai 1782, Oswald donna à Franklin un *Mémorandum* exigeant des "Réparations" afin de dédommager les loyalistes brimés. Le Représentant américain en poste à Paris rédigea aussitôt une réponde le 21 du même mois, dans laquelle on pouvait lire que leurs biens avaient été «confisqués par les lois particulières des États dans lesquels les délinquants avaient résidé, et non pas en vertu de lois du Congrès Continental, qui, à vrai dire, n'a aucun pouvoir d'en voter de semblables ou de les abroger. Le Congrès ne peut, par conséquent, donner à ses Commissaires aucun pouvoir pour traiter de la restitution à faire à ces personnes. Cela concerne chaque État spécifiquement. Dans le cas où le Gouvernement de Londres jugerait que ces Loyalistes avaient étés spoliés injustement, ce serait à l'Angleterre plutôt qu'à l'Amérique qu'échoirait ce devoir de les indemniser. Mais selon moi, l'Angleterre n'a aucune obligation envers eux, puisque c'était par leurs faux rapports et par leurs mauvais conseils qu'elle s'est laissé entraîner dans cette misérable guerre. Et s'il faut porter à notre compte les pertes des Anglais loyalistes, nous pouvons largement les équivaloir par

---

1 ●*Cinquième Colonne* : espions, indicateurs, informateurs. L'expression est bien sûr anachronique dans cet ouvrage puisqu'elle date de la Guerre civile espagnole, 1936-1939.

2 ●Laboulaye, Édouard, *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite et annotée par Édouard Laboulaye, Tome Second 1775-1790, Hachette et Cie, Paris, 1866. Lettre de Franklin à John Adams, à Passy, le 20 avril 1782, tome 3, pp. 188-189.

les déprédations que les Anglais ont commises sur les côtes d'Amérique[1].»

Ce fut dans ce domaine "un langage de sourds qui ignoraient le braille". Tout au long de ces négociations de paix, les plénipotentiaires américains[2] se comportèrent comme s'ils avaient reçu des instructions qui les contraignaient à ignorer toute demande de dédommagement de la part des autorités anglaises. Or, ils furent bientôt ulcérés d'apprendre que les Français appuyaient le dédommagement des loyalistes expulsés : «C'est un usage généralement reçu par toutes les nations policées de stipuler dans les Traités de Paix, amnisties et restitution des biens confisqués pour ceux des sujets qui se sont séparés de leur patrie et ont suivi la cause de la puissance qui lui faisait la guerre[3].» Voilà que le Gouvernement français, qui ne s'était jamais soucié le moindrement de l'expulsion inhumaine infligée par les Anglais à des Français (les Acadiens), qui n'avait jamais élevé la voix et réclamé des indemnités en faveur des milliers de Canadiens dont les fermes avaient été pillées et brûlées par l'armée anglaise à l'approche de l'hiver 1759, pas plus qu'en 1837, voilà donc ce même Gouvernement français qui s'enflammait dans une casuistique byzantine pour prendre la défense des Anglais spoliés. Il y avait de quoi y perdre son latin.

Selon l'esprit brumeux et amphigourique de Vergennes, les plénipotentiaires américains opposaient aux Réparations, des arguments factices. Et Vergennes d'y aller de quelques traits de faux angélisme dont la Gauche-caviard française est si friande aujourd'hui, pour se parer de la sainte tunique des apôtres ; traits probablement formulés dans le but perfide d'alimenter incongrûment les feux de la rancune et de la discorde entre l'Angleterre et les États-Unis, principales victimes de cette guerre : «Ces raisons sont bonnes sans doute, mais *elles ne sauvent pas la dignité de l'Angleterre*, qui ne peut abandonner entièrement des gens [ses Loyalistes] qui ne sont aujourd'hui dans l'embarras que parce qu'ils lui sont restés fidèles. Il est donc bien essentiel, si on veut la paix, de rechercher et d'imaginer des expédients pour aplanir cette difficulté[4].» En "jetant cette nouvelle rancune et ces frustrations sur le feu" comme de l'huile brûlante, Vergennes ne pouvait chercher qu'à "entretenir la flamme" de l'aigreur et de l'hostilité, car les États-Unis se trouvaient eux-mêmes aux tréfonds d'une dette abyssale, qui avait pour conséquence que *les Français devaient se payer à eux-mêmes leurs propres annuités*. Les politiques français ont toujours montré du désintéressement pour l'argent gagné par la sueur de leur concitoyens contribuables.

---

1 ●Mémorandum donné au docteur Franklin par M. Oswald, négociateur anglais. 21 mai 1782, T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, Part III, pp. 209 et suiv.

2 ●*Plénipotentiaires* qui ne l'étaient que de nom puisqu'ils devaient faire approuver leurs décisions par le Congrès Continental, ce qui retardait les traités de plusieurs mois.

3 ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Lettre de Vergennes à La Luzerne, du 23 novembre 1782, vol. 5, p. 178.

4 ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Lettre de Vergennes à La Luzerne, du 23 novembre 1782, vol. 5, p. 178.

Le jeu diplomatique de Vergennes était peut-être aussi de se placer en arbitre *objectif* entre les deux ennemis dans l'espoir vite déçu de se ménager un capital de reconnaissance de la part des deux parties, les Américains et les Anglais. Mais il est toujours dangereux de se placer entre des querelleurs. On risque de prendre des coups des deux mauvais coucheurs. D'un côté les Américains se sentirent trahis et leur côte d'amour pour la France fondit comme neige au soleil. Du côté anglais, la reconnaissance et l'amour étaient des sentiments totalement inconnus et pervers pour les négriers lobbyistes anglais du genre de Richard Oswald, spécialement à l'égard de la France jalousée. De toute façon, quant à la restitution des biens confisqués, ils avaient été vendus aux enchères publiques[1]. Et pour éviter toutes les contestations légales, byzantines et interminables, concernant les droits de propriété de ces biens confisqués ─comme cela se fera à l'issu de la Révolution et du Premier Empire français lorsque les aristocrates reviendront en France[2]─, les négociateurs déconseillèrent le retour aux États-Unis des anciens propriétaires de ces biens, en faisant remarquer «le peu de sûreté dont les prétendus Loyalistes jouiraient s'ils revenaient sur le territoire des États-Unis, car le ressentiment que les peuples conservent de leurs cruautés[3] était profondément gravé dans tous les cœurs[4].»

Quant à Benjamin Franklin, il écrivit, au sujet de l'indemnisation des Loyalistes anglais qui avaient habité aux États-Unis : «Vous m'avez parlé d'une indemnité pour les Royalistes dont les biens ont été confisqués. Je vous ai répondu qu'il nous était impossible de stipuler quoi que ce soit sur ce point, les confiscations ayant été faites en vertu des lois particulières des divers États, lois que le Congrès ne peut ni abroger ni suspendre… Je vous ai dit honnêtement et cordialement que si l'on désirait une réconciliation, il ne fallait pas qu'il fût question de ces gens-là dans nos négociations. Ils ont fait un mal infini à nos propriétés, en brûlant et détruisant fermes, villages et villes, pour le seul plaisir de nuire ; et, si l'on exige une indemnité pour les pertes qu'ils ont souffertes, nous présenterons à notre tour un compte des ravages qu'ils ont commis[5], et ce compte, qui rappellera nécessairement des scènes de barbarie, ne servira qu'à enflammer les esprits au lieu de les apaiser, et perpétuera des haines que nous cherchons tous à éteindre. Néanmoins, sachant de vous que vos ministres ont à cœur d'obtenir cette indemnité, j'ai écrit à ce sujet au Congrès, voici la réponse que j'en ai reçue depuis peu[6].» Pièce jointe

---

[1] ●Ainsi après que Henri VIII ait eu confisqué et vendu à son profit les biens du Clergé catholique d'Angleterre, il aurait été dans l'impossibilité de faire amende honorable auprès du pape et de revenir à la religion catholique, à moins de rendre gorge, de racheter tous les biens mobiliers et immobiliers et de les rendre aux congrégations religieuses qui avaient été spoliées. Il resta donc dans l'anglicanisme.

[2] ●Ainsi fut votée par le Gouvernement Villèle la *Loi du Milliard aux émigrés* (1825) qui contribua à l'impopularité de Charles X.

[3] ●La *cruauté des Loyalistes,* car nombre d'entre eux formèrent des unités répressives qui combattirent aux côtés de l'armée régulières, brûlant les maisons des patriotes, torturant et tuant ceux qui prenaient les armes ainsi que leurs familles.

[4] ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Lettre de Vergennes à La Luzerne, du 23 novembre 1782, vol. 5, p. 178.

[5] ●De nombreux colons des Treize-Colonies d'origine anglaise tentèrent de s'opposer à l'Indépendance en s'engageant dans l'armée anglaise pour diriger les opérations de représailles contre les indépendantistes. Il semble que le verbe *to lynch* vienne du juge virginien Charles Lunch qui pendant cette même guerre d'Indépendance américaine condamnait les colons anglais royalistes à des peines non couvertes par la légalité.

[6] ●Telle fut la lettre du 26 novembre 1782, de Benjamin Franklin à Richard Oswald, écrite à Passy (France), le 26 novembre 1782. pp. 289-291. *Notes for Conversation*, dans *The Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United*

comportant la réponse du Congrès Continental à la demande d'indemnités : «Par les États-Unis assemblés en Congrès, il a été résolu que le Secrétaire des Affaires étrangères recevra l'ordre de se procurer, le plus promptement possible, l'état authentique *des esclaves et autres propriétés* qui ont été enlevés ou détruits par l'ennemi, dans le cours de la guerre, et qu'il transmettra ledit état aux Ministres plénipotentiaires chargés des Négociations de Paix. En attendant, le Secrétaire des Affaires étrangères informe lesdits ministres que plusieurs milliers d'esclaves et une immense quantité d'autres propriétés ont été soit enlevés, soit détruits par l'ennemi. Le Congrès est d'avis, d'après cela, que l'énorme perte que les citoyens des États-Unis ont soufferte de la part de l'ennemi, sera regardée par les différents États comme une barrière insurmontable qui s'oppose à toute restitution ou indemnisation en faveur des propriétaires de biens confisqués par lesdits États. Si, dans chacun de nos États, on dresse les comptes de la guerre, les énormités commises par les Royalistes sous la direction des généraux anglais, et par les troupes anglaises elles-mêmes, ils feront un tel scandale que cela rendra le nom *anglais* odieux en Amérique, jusqu'aux toute dernières générations. Dans ce recueil de crimes authentique, on trouvera l'incendie de la belle ville de Charlestown, près de Boston ; de Falmouth, à l'entrée de l'hiver, ce qui a privé de tout abri les malades, les vieillards, les femmes et les enfants ; celui de Norfolk au milieu de l'hiver ; de New-London, de Fairfield, d'Œsopus, etc., sans compter le ravage de près de 150 milles de pays cultivé, toutes les fermes et les granges brûlées, et des centaines de cultivateurs avec leurs femmes et leurs enfants, massacrés et scalpés.

Si les ministres actuels de Grande-Bretagne «daignent y réfléchir un instant, ils seront sans doute assez impartiaux pour admettre que leur nation n'avait pas le droit de nous imposer une guerre injuste (ils ont toujours reconnu que celle-ci n'était pas fondée en Droit) ; que l'Angleterre n'avait pas le droit de commettre mille cruautés inutiles, sans exemple parmi les peuples civilisés ; et que cependant il nous ait fallu souffrir ces maux sans en demander satisfaction ; tandis que, si un Anglais ou l'un de leurs acolytes avait subi quelque perte, il devait obtenir restitution ou indemnité ! Jamais les troupes anglaises ne pourront justifier leur barbarie : on ne les avait point provoquées. Les Loyalistes peuvent se justifier en disant qu'ils étaient exaspérés par la perte de leurs biens, et qu'ils voulaient en tirer vengeance. Cette vengeance, ils l'ont assouvie. *Est-il juste qu'ils obtiennent à la fois leur vengeance et leurs biens*[1]? Quelques-uns d'entre eux peuvent avoir bien mérité de l'Angleterre. C'est aux Anglais de récompenser ceux qui, par attachement, ont embrassé la cause anglaise.»

Au problème insoluble de rembourser ces dizaines de milliers de royalistes, dépouillés par leur propre faute, «les Commissaires des États-Unis, qui se trouvent ici, *ne semblent pas fort empressés* d'y travailler.» Et si les Français jouaient l'*angélisme* pour créer la dissension

States, Edited under Direction of Congress by Francis Wharton with Preliminary, Index, and Notes Historical and Legal, Government Printing Office, Department of State, Washington, 1889.

1 ●Segment mis en relief dans le texte original.

entre les frères ennemis, les Américains ─qui ne pouvaient pas se permettre de démasquer le patelinage des Français de peur de les fâcher─ allaient, eux, jouer les *foudres de guerre* avides de poursuivre une guerre éternelle afin d'inciter les Français à précipiter la paix, eux qui, à son plein prix, payaient cette guerre de leurs goussets et de leur sang : «La continuation de la guerre ne les effraie pas ! ajoutait Vergennes fort abattu par l'obstination apparente des négociateurs américains. J'avoue qu'elle m'effraie beaucoup surtout quand je réfléchis que les États-Unis, sans moyens propres et sans énergie pour s'en procurer par eux-mêmes, se replient sans cesse sur nous pour en obtenir[1].» Mais ce n'était qu'une ruse américaine pour inciter Vergennes à la modération dans le domaine des *indemnisations*.

Les difficultés venaient donc essentiellement de l'obstination des États-Unis qui ne voulaient pas se résoudre à payer, à juste titre puisque les troupes anglaises avaient incendié des milliers de maisons, et même quelques rares industries mineures (chanvrières[2] et corderies de chanvre pour la marine…) qui faisaient concurrence à d'autres situées en Angleterre. Les lobbies londoniens pensaient à tout en joignant l'utile à l'agréable.

Le prétexte de ce refus catégorique résidait donc dans le fait que les confiscations avaient été établies en vertu de législations spécifiques de chaque État, forçant le Gouvernement fédéral américain à se soumettre à ces lois sans être habilité à les modifier. L'Angleterre toujours fort industrieuse pour inventer un dénouement en forgeant une solution dont elle n'aurait pas à défrayer le coût prohibitif, demanda au Gouvernement colonial canadien de voter un budget à même les taxes levées dans la Province de Québec, afin d'accueillir et d'équiper ces milliers de réfugiés démunis ; la bourse vide, certes, mais le cœur plein de haine contre ces "Français" sans lesquels ils n'auraient pas été jetés sur les routes de l'exil, du déracinement et de l'indigence. Comme la presque totalité des Loyalistes allèrent s'installer au Canada qu'avait bien voulu leur laisser la France, ils firent payer l'ensemble de ces dédommagements aux Canadiens-Français dont la Province de Québec fut même coupée en deux pour créer l'Ontario, et chaque Loyaliste reçut une terre, des outils aratoires, des graines de semence, des animaux de trait et de quoi subsister durant deux bonnes années. En Irlande comme au Québec, la population catholique dut aussi débourser pour fournir une deuxième chance à ces exilés anglo-protestants qui se joignirent aux Orangistes *purs et durs*[3] pour leur mener une vie impitoyable. En Acadie, les réfugiés vinrent occuper les bonnes terres défrichées à grands efforts par les Français un siècle auparavant et dont les Acadiens avaient été expulsés sans dédommagement par les Anglais cinquante ans plus tôt... sans que l'*angélisme* des diplomates français ne soit scandalisé le moindrement !

1 ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Lettre de Vergennes à La Luzerne, du 23 novembre 1782, vol. 5, p. 178.

2 ●La canebière (ou chènevière) si populaire à Marseille était autrefois un champ de chanvre. Avec la tige on tissait la corde, tandis que la feuille se fumait en *marie-jeanne*.

3 ●*"Purs et durs",* c'est à dire intolérants et cruels.

Au début de ce XVIIIe siècle ─aussi néfaste pour les Français d'Amérique que le XXe pour les Français d'Europe─, Louis XIV s'était peu soucié de ses sujets Acadiens en les offrant en bakchich à l'Angleterre[1], Louis XV de ses Canadiens et de ses Louisianais ; en 1782, par contre, Louis XVI se soucia fort des sujets anglais des Treize-Colonie !

Le terme de *Loyaliste* sonne assez mal dans l'esprit des Québécois comme dans celui des Français. Pour ces derniers, les Loyalistes sont les Français qui, durant la Deuxième Guerre mondiale, refusaient de se rallier au général de Gaulle afin de rester *loyaux* au maréchal Pétain. Pour les Québécois, ce furent une multitude de réfugiés anglais qui se ruèrent vers le Canada comme vers un havre de salut, avec leur famille et leurs esclaves, après avoir été maltraités et dépouillés par les Indépendantistes américains. Mais il s'avéra que ces réfugiés, grassement gâtés par les Canadiens-Français, ne tardèrent pas à mordre la main qui les avait nourris, par leur intolérance, sociale, religieuse et linguistique. En fait, ils furent presque aussi ingrats que ceux qui allèrent coloniser l'Irlande pour en faire une île anglo-protestante, en excluant totalement les Celtes catholiques.

Entre 15 et 19% des colons américains[2] –c'est à dire entre 30 et 38% des colons d'origine anglaise qui représentaient approximativement 50% de la population globale, si l'on excepte les Indiens et les Noirs– peuvent être classés dans la catégorie des *Loyalistes* ; mais la plupart des colons anglais des Treize-Colonies n'osèrent pas avouer publiquement leur attachement à l'Angleterre afin de ne pas être victimes d'expropriation et d'humiliation de la part des colons d'origine irlandaise, écossaise et allemande. Certains colons anglais firent même du zèle anti-anglais pour se dédouaner.

Longtemps après que tous les canons se furent tus et que les pleurs des orphelins eurent séché sur leurs joues, l'Angleterre continua inlassablement de réclamer des dédommagements pour ses Loyalistes qui avaient déjà refait leur vie ailleurs grâce à l'argent des Canadiens-Français. Dans sa lettre à l'Anglais Alexander Small qui lui reprochait de ne plus penser aux souffrances des Loyalistes, Franklin répondit entre autre le 28 septembre 1787, à Philadelphie où il devait mourir 30 mois plus tard : «Vous trouvez très impolitique de notre part d'avoir expulsé les réfugiés ; je ne crois pas qu'ils nous manquent, ni que personne les regrette… Ils doivent être accueillis avec plus de plaisir chez un peuple dont ils ont épousé la querelle, que parmi des gens qui ne peuvent avoir oublié si tôt la destruction de leurs habitations, le meurtre de leurs proches et de leurs amis les plus chers[3].» En ce qui concernait la restitution des biens confisqués, il ajouta que «c'est une opération que nul de nos politiques ne s'est encore hasardé à proposer… Peut-être attendent-ils que le Gouvernement anglais restitue aux Écossais les biens confisqués

1 ●À ce sujet, lire du même auteur l'*Histoire des Relations diplomatiques franco-anglaises durant la Guerre de Succession d'Espagne*, Éditions P-O, Vancouver, 2010.

2 ●15 et 19% des colons américains représentent 30 et 38% des colons d'origine anglaise lesquels constituaient approximativement 50% de la population coloniale globale, sans compter les Indiens et les Noirs.

3 ●Allusion directe aux cruautés infligées par l'armée britannique aux populations américaines en guise de représailles. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 423; Lettre de Benjamin Franklin à l'Anglais Alexander Small, écrite à Philadelphie le 19 février 1787. Alexander Small (1710-1794) était un chirurgien écossais.

en Écosse[1], aux Irlandais ceux qui l'ont été en Irlande[2], et aux Gallois ceux qui l'ont été en Angleterre[3].» L'Écossais n'insista pas.

Mais tout au long de ces négociations de paix, le comportement trop protecteur de la France pour les intérêts des Anglais paraissait si étrange que Franklin lui-même écrivit à l'un de ses amis d'Angleterre, l'évêque anglican Jonathan Shipley[4] : «On ne cesse de dire qu'il n'y a point de réciprocité [c'est à dire que l'Angleterre qui a perdu la guerre n'obtient aucun avantage] dans notre traité. On compte donc pour rien notre silence sur les atrocités commises par les troupes anglaises, et notre renonciation à toute indemnité pour l'incendie et la dévastation de nos villes et de nos campagnes… Les Anglais peuvent-ils être assez égoïstes pour s'imaginer qu'ils ont le droit de piller et de tuer à leur gré, et de faire ensuite la paix à des conditions égales, sans réparer le mal qu'ils ont fait ?... Je persiste à penser qu'il serait de l'intérêt de l'Angleterre de réparer volontairement ces dommages autant qu'il est en son pouvoir[5].» Mais tenaillé par ses frustrations, le peuple anglais habitué à la complaisance de la France –certains diront *à la mollesse*–, et pensant pouvoir obtenir toujours plus de sa bienveillance, n'eut jamais le moindre mot de gratitude pour la mansuétude de son ennemie à son égard[6].

On ne sera pas surpris de voir que cette fameuse clémence de la France vis-à-vis de l'Angleterre ─même si aucun Historien anglais n'y a jamais fait allusion à travers l'Histoire, vraisemblablement par fierté nationale─ était encouragée par les services secrets anglais qui y voyait un moyen pour l'Angleterre de s'en tirer à moindre mal. Franklin qui fut le grand architecte de la liberté américaine y fait allusion dans une lettre au Secrétaire américain des Affaires Étrangères, Robert Livingston : «La lettre de monsieur Marbois[7], qui nous a été transmise par le *canal suspect des négociateurs anglais*,... dans lesquelles on [la France] *nous a recommandé la modération*, n'a eu assez de poids dans mon esprit pour me persuader que la cour de France aurait voulu réduire les avantages que nous [Américains] pouvions obtenir de nos ennemis[8].» Et là, Franklin y

1 ●En référence aux *Highlands Clearances* ou nettoyage ethnique de la Haute-Écosse catholique qui commença en 1760 sous le prétexte de transformer l'agriculture en élevage du mouton Cheviot. Ces cruautés atteignirent leur paroxysme dès que le peuple français ─défenseur traditionnel du peuple écossais─ fut accaparé par la Révolution française.

2 ●Les Irlandais catholiques n'avaient pas le droit de posséder un pouce de terrain dans leur pays. Ils devaient auparavant se convertir à l'une des sectes protestantes, à condition qu'elle soit elle-même tolérée par la Monarchie anglaise.

3 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 443; Lettre de Benjamin Franklin à l'Anglais Alexander Small, à Philadelphie le 28 septembre 1787.

4 ●Cet évêque anglican Jonathan Shipley naquit en 1714 et mourut en 1788. En 1769, il fut successivement nommé évêque de Llandaff (sud du Pays de Galles) puis de Saint-Asaph, au nord du Pays de Galles. Benjamin Franklin qualifia cet ecclésiastique d'«ami constant de l'Amérique, le bon évêque d'Asaph.»

5 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 309; lettre de Benjamin Franklin à Jonathan Shipley, Passy, le 17 mars 1783.

6 ●On peut même dire que les États-Unis de 1783 furent aussi déçus de leur alliée française qui voulait épargner l'Angleterre que ne le fut l'Espagne, autre alliée de la France, à la fin de la Guerre de Succession d'Autriche, lorsque les Anglais, voyant qu'ils allaient être vaincus, se rapprochèrent secrètement de la France afin de tâcher de s'entendre et de ne pas trop y perdre. Et cette stratégie marcha aussi au profit de l'Angleterre, tandis qu'à la fin de la Guerre de Sept Ans, la France, vaincue sur le continent par la Prusse, fut dépecée sans pitié par l'Angleterre.

7 ●Il s'agit du marquis François Barbé-Marbois (1745-1837) qui était alors Consul Général de France à Philadelphie.

8 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 315; lettre de Benjamin Franklin à Robert R. Livingston, Passy, le 22 juillet 1783. "We relying too much on the ability of France to continue the war in our favour, and supply us constantly with money, might insist on more advantages than the English would be willing to grant, and thereby lose the opportunity of making peace, so necessary to all our friends." The Correspondence of Benjamin Franklin, p. 413. Les segments en italique n'étaient pas mis en évidence dans le texte

va d'une tentative d'explication pour décrypter les raisons profondes de la France : «Tous ces discours s'expliquent fort bien par la crainte très naturelle qu'aurait la France qu'on ne comptât trop sur elle et sur ses subsides pour continuer la guerre… Le jugement que vous portez sur la conduite de la France me paraît parfaitement juste. *Sa modération lui est plus glorieuse que sa victoire*. Le caractère de cette cour et de cette nation est bien changé depuis ces dernières années. Les idées de conquête sont passées de mode : celles qu'on se fait du commerce sont plus éclairées et plus élevées qu'autrefois… *Les gens sages de ce pays estiment que la France est assez grande, que toute son ambition doit être la Justice et la magnanimité envers les autres nations, la fidélité et l'utilité envers ses alliés*[1].» Cette lettre, à forte saveur d'encensement et d'amadouement, avait toutes les chances d'être lue par les Services Secrets français. De ce fait, on peut se demander dans quelle mesure ces flatteries n'étaient pas des ruses, de simples manipulations destinées à inciter les Français à se dévouer toujours plus, sans demander le moindre avantage en nature, car, comme le disait fort justement le Canadien Euclide Roy : "*Glorifier le dévouement, c'est créer des héros*[2]" à exploiter plus encore.

La dette américaine

Alors que l'Angleterre était entraînée par son *Council of Trade and Foreign Plantations* (autrement dit *par ses lobbies*) vers une fuite en avant dans une guerre cruelle qui ne tenait aucun compte du sang allemand et écossais versé ou de l'endettement du pays, il est vraisemblable que l'une des raisons de cette modération des Français vis-à-vis des Anglais, ne soit au fond qu'un simple désir d'interrompre les dépenses abyssales dans lesquelles la Monarchie française sombrait sans espoir d'aide de qui que ce fut. Car il ne se passait pas un mois que la république américaine n'ait d'immense besoins d'argent et que la France déjà en ruine ne soit sollicitée. Où passaient tous ces millions de livres françaises (?), certainement pas à nourrir et à équiper les pauvres soldats américains (majoritairement d'origine celtique ou allemande) qui semblaient provenir directement d'une "cour des miracles" alors que les riches politiciens (habituellement d'origine anglaise) ergotaient et palabraient au Congrès Continental, ou se disputaient jalousement à la Légation américaine de Paris-Passy en prenant Franklin pour cible[3].

original.

[1] ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 315; lettre de Benjamin Franklin à Robert R. Livingston, Passy, le 22 juillet 1783. "We relying too much on the ability of France to continue the war in our favour, and supply us constantly with money, might insist on more advantages than the English would be willing to grant, and thereby lose the opportunity of making peace, so necessary to all our friends." The Correspondence of Benjamin Franklin, p. 413.

[2] ●Cité par Antoine Bissonnette, dans *Soixante Ans de Liberté 1837-1897, Souvenirs patriotiques par nos meilleurs écrivains,* Déom & Frères, Montréal, 1897. Cette phrase célèbre avait été prononcée le 14 novembre 1858, au cimetière de la Côte-des-Neiges à Montréal, par le Canadien Euclide Roy, Président de l'*Institut canadien*, à l'occasion de l'inauguration d'une stèle aux Patriotes canadiens morts durant l'insurrection de 1837. D'une façon plus générale, tant de personnes se mésestiment et sont prêts à faire n'importe quoi pour savourer la satisfaction de se croire admirés, que le fait de leur montrer de l'admiration les pousse à sacrifier leur vie par dévouement, au seul bénéfice des égoïstes. Dans le cas de la Monarchie française, en pleine crise économique et au bord de la Révolution française, cette explication serait adéquate.

[3] ●En observant ces soldats dont on veut le sang sans bourse délier, on ne peut s'empêcher de les comparer aux anciens combattants américains du Vietnam et d'Irak, qui perdaient la moitié de leur solde dès qu'ils étaient hospitalisés car l'énorme prime "champ de bataille" disparaissait dès que le militaire était blessé. On ne peut oublier non plus les dizaines de milliers de clochards désespérés qui n'ont pu retrouver leur emploi au retour de ces guerres et qui n'avaient aucun droit à l'assurance-chômage.

Parfois la lassitude gagnait les Français. Le 10 mars 1779, l'Ambassadeur de France, Conrad Gérard écrivait à Vergennes, Ministre des Affaires Étrangères : «Vous trouverez peut être, Monseigneur, que je tiens trop rigueur aux Américains sur toutes leurs demandes et leurs projets ; mais le Roy eut été accablé d'une multitude de demandes également déplacées ou impraticables[1].» Franklin lui-même avouait ses multiples demandes et montrait à quel point certains Américains ne tenaient aucun gré à la France des efforts et des sacrifices qu'elle faisait pour eux : «Je n'ai pas cessé un moment de solliciter, soit directement, soit par l'intermédiaire du marquis de Lafayette, qui s'est employé activement et chaudement dans cette affaire... On nous a dit qu'on nous aiderait, mais non pas jusqu'à la somme demandée. On a parlé de 6.000.000, mais non pas comme d'une somme fixe… Je connais sa bonne volonté, il fera pour nous du mieux qu'il pourra… Il y a des limites à toute chose. Les ressources de la France sont limitées comme le sont celles de toutes les autres nations. *Il y a en Amérique des gens qui ont établi pour principe que la France a assez d'argent pour tous ses besoins, et pour tous les nôtres par dessus le marché, et que si elle ne nous fournit pas tout ce que nous lui demandons, c'est faute de bonne volonté chez elle*, ou l'effet de ma négligence. La première supposition est fausse, j'en suis sûr; quant à la seconde, je puis dire que je serai aussi heureux que personne d'obtenir davantage, et que je serai fort heureux si mon successeur a plus de succès[2].» Pourquoi donc le Congrès Continental n'établissait-il pas de nouveaux impôts pour couvrir les frais de guerre au lieu de compter sur les contribuables français ? Parce ledit Congrès Continental était peuplé des plus riches planteurs, essentiellement d'origine anglaise, et que ces derniers ne tenaient pas à défrayer le coût de la guerre, surtout pour une indépendance qu'ils n'approuvaient même pas au fond d'eux-mêmes mais qu'ils acceptaient à contre-cœur pour ne pas se faire déposséder de leurs biens et expulser du pays.

Signature séparée des États-Unis dans le dos des Français

Les négociations de paix allaient bon train entre la France et l'Angleterre d'une part, et les États-Unis et l'Angleterre de l'autre. Les Anglais fort rusés s'efforçaient de ralentir les négociations dans le but qu'une *victoire militaire* viendrait leur donner plus de poids. Avec cet objectif, le soi disant *plénipotentiaire* anglais, le fameux négrier Richard Oswald, considérait qu'il devait à chaque proposition demander l'avis du Gouvernement de Londres. Ainsi, le *Council of Trade and Foreign Plantations* (les lobbies londoniens) avait la possibilité d'examiner chaque proposition avec soin et ainsi de traîner les pieds. Franklin se plaignit souvent des lenteurs exigées par les Anglais, comme dans cette lettre : «Si, à chaque proposition, votre *plénipotentiaire*, qui paraît n'en avoir

[1] ●*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939. p. 178 Dépêche de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), Versailles le 10 mars 1779. p. 571.

[2] ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, tome II, Lettre de Franklin à Livingston, Passy, le 5 déc. 1782. p. 294

que le nom, est obligé d'envoyer un courrier et d'attendre une réponse, nous ne verrons pas de sitôt l'heureuse conclusion[1].»

Acculés à la perte du commerce nord-américain, les lobbies anglais tâchaient de se raccrocher à la moindre brindille d'espoir. Ils retardaient les négociations dans le but d'attendre un miracle, par exemple une victoire navale ou terrestre. Ils l'obtinrent dans le cas de la Bataille des Saintes, qu'ils s'efforcèrent de considérer comme une victoire stratégique, mais que les Français pouvaient considérer comme une victoire tactique puisque le convoi —pour laquelle cette bataille fut livrée—, passa sans encombres ; mais elle n'apporta aux Anglais qu'un soulagement moral et non pas la victoire en Amérique, car la guerre était bel et bien perdue pour eux ; et si les victorieux Français, nonchalants dans le domaine commercial et colonial, leur abandonnaient le Canada et ne leur interdisaient pas le commerce étatsunien, les Anglais, par contre gardaient toujours l'espoir perfide de signer une *paix séparée* avec les Américains afin de se retourner, ensemble, contre les Français et de leur faire payer toutes leurs humiliations successives. Ainsi, quand lord Grenville arriva avec des pouvoirs de *plénipotentiaire,* il affirma être nommé pour traiter *avec tous*, mais ses lettres de créances révélaient qu'il n'était accrédité que pour négocier avec les Français. «Ce ne fut qu'hier[2] que j'eus l'occasion de causer sur ce point avec M. Grenville. Lui ayant exprimé ma surprise, qu'après tout ce qu'il m'avait dit, ses pouvoirs ne mentionnaient pas nos États; il ne put me donner la moindre explication satisfaisante. Il me dit que la cause de l'omission était sans doute qu'on avait copié d'anciens pouvoirs conférés à M. Stanley lors du dernier Traité de Paix, mais qu'il était sûr qu'on avait l'intention de traiter avec nous, ses instructions le prouvant clairement. Je lui dis qu'un pouvoir spécial me paraissait nécessaire; que sans cela, nous ne pourrions traiter avec lui[3].»

Tous les moyens étant satisfaisants pour les lobbies londoniens ; les diplomates anglais utilisèrent même les amis que Franklin avait en Angleterre pour l'influencer à trahir les Français en négociant avec eux en dehors des clauses de l'Alliance franco-américaine. Le 2 janvier 1782, l'écuyer Hartley écrivit à Franklin : «Mon cher ami,… Lors de ma dernière entrevue avec Mr. Alexander, il m'a dit que les derniers événements[4] ne changeraient rien à la perspective de paix ; que l'Amérique n'avait d'autre désir que de terminer la guerre … et qu'*aucune reconnaissance formelle de l'indépendance* [américaine] *n'était exigée*. J'ai trouvé que c'était une très honnête ouverture, mais le point qu'il m'exposa ensuite me sembla *plus effectif pour atteindre la paix*, en un mot que l'Amérique était disposée à entrer dans un *traité de paix séparé* avec la Grande-Bretagne, et que ses alliés [français] étaient disposés à y consentir. Je crois que cela a été l'union malheureuse d'une cause commune entre la

[1] ●*Ibidem.* Lettre à l'Anglais David Hartley du 10 juillet 1782. p. 281.
[2] ●Donc, le 1[er] juin 1782.
[3] ●Lettre de Franklin à John Adams, Passy le 2 juin 1782. T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, Part III, pp. 204 et suiv.
[4] ●Les principales causes étaient la défaite anglaise de Yorktown, la Hollande qui abandonnait sa neutralité favorable à l'Angleterre pour se joindre aux Français…

France et l'Amérique, qui a contrecarré, durant les trois dernières années, le désir de paix du peuple d'Angleterre. Je suis vraiment convaincu (vu la profonde jalousie qui existe entre l'Angleterre et la France), que ce pays [l'Angleterre] voudrait combattre pour un fétu de paille jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier schilling plutôt que d'accepter une paix dictée par la France. De ce fait, je considère cela comme la plus grande ouverture… Je vous ai souvent affirmé que ce serait un acte de *justice* dû aux Américains de la part de leurs alliés, de ne pas les entraîner dans une guerre de ressentiments et de jalousies entre Européens au-delà de ses objectifs et de ses engagements initiaux. De plus, je pense que *la séparation des causes dans ces négociations promet et de loin le chemin le plus court vers une paix générale*… Je vous accorde que ce serait une amère épreuve d'humilité d'être forcé à une reconnaissance formelle d'indépendance sous l'hautaine direction de la France, et je crois que chaque partie de la nation en viendrait à toutes les extrémités avant de s'y soumettre. Mais si ce point épineux peut être passé sous silence (*sub silentio*) et si le traité proposé avec l'Amérique peut être mené en dehors du contrôle de la France, donnons à la cause de la paix une bonne chance[1].» Ainsi pour les négociateurs anglais, la Diplomatie semblait située en dehors des sentiers de l'Honneur et du respect des traités.

Mais s'il était un homme capable de repérer la sournoiserie, c'était bien le négociateur en chef, Benjamin Franklin. Il connaissait fort bien ses anciens concitoyens, ayant vécu longtemps à la Cour de Londres. Il savait qu'en cas de collaboration américaine, les Anglais ne manqueraient pas de le faire savoir aux Français afin de faire perdre toute crédibilité aux Américains. Il répondit à David Hartley, presque par retour de courrier, les paroles cinglantes qui suivent : «Vous me dites que M. Alexander vous a informé que "l'Amérique était disposée à faire un traité séparé avec la Grande-Bretagne." Je suis persuadé que votre vif désir de paix vous a trompé; et que vous avez mal compris M. Alexander. Il n'est pas possible qu'il ait avancé une chose aussi entièrement dépourvue de fondement. Je me rappelle qu'en d'autres occasions (ainsi que vous le dites vous-même), *vous avez mis en avant cette proposition, et qu'elle m'a toujours causé plus de dégoût que mon amitié pour vous ne me permettait de le témoigner*. Mais puisque cette fois vous avez été jusqu'à communiquer une telle proposition à lord North, *comme si elle venait de nous*, il est nécessaire que je m'explique franchement avec vous, et que je vous dise sans détour que je n'ai jamais eu de pensée semblable. *Je crois qu'il n'y a pas en Amérique un seul homme, hormis quelques Tories anglais, qui ne bondit à l'idée d'abandonner un noble et généreux ami, pour le plaisir de faire une trêve avec un injuste et cruel ennemi*. J'ai relu votre "Bill de Conciliation," ainsi que les propositions manuscrites qui l'accompagnent. Je vois avec peine que l'on ne peut émettre le moindre

[1] ●Les segments en italique n'étaient pas mis en évidence dans le texte original. T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, pp. 60-61 ; lettre de David Hartley (Écuyer) au Dr. Franklin, Londres le 2 janvier 1782. Les segments en italique n'étaient pas mis en évidence dans le texte original.

vœu de paix, ni témoigner le plus simple sentiment d'humanité sans qu'il y ait des gens qui l'interprètent aussitôt comme *une disposition à accepter les conditions les plus humiliantes* plutôt que de continuer la guerre[1].» La réponse était blessante et brutale.

À ce point, le négociateur américain souleva le filet de camouflage du piège que lui tendait, sans la moindre honte, son cher ami anglais, afin de lui démontrer qu'il n'était pas dupe : «Comment osez-vous nous proposer une *trêve de dix ans*, pendant laquelle nous nous engagerons à ne pas assister la France tandis que vous continuerez à lui faire la guerre. Une trêve où il ne sera rien dit qui puisse affaiblir les prétentions que vous avez de nous dominer[2] : prétentions que vous pourrez, par conséquent, afficher *de nouveau à l'expiration de la trêve* ou à votre bon plaisir, dès que, par notre trahison envers notre premier ami, nous nous serions couverts d'infamie à ce point qu'*aucune autre Nation ne voudra nous porter secours*, quelle que soit la cruauté avec laquelle il vous conviendra de nous traiter ! Croyez-moi, mon cher ami, l'Amérique a trop de bon sens, et elle attache trop de prix à l'estime du monde, pour tout perdre par une telle perfidie. Le Congrès ne chargera jamais ses Commissaires d'obtenir la paix à des conditions aussi ignominieuses ; et quoiqu'il y ait très peu de cas où je m'exposerais à lui désobéir, cependant, s'il était possible qu'on me donnât un ordre semblable, je refuserais absolument de l'exécuter. Je me démettrais sur-le-champ de mon mandat et m'exilerais à jamais d'un pays aussi infâme[3].» Et le négociateur américain concluait par ces mots qui montraient que le machiavélisme des négociateurs anglais partait du principe que les négociateurs américains étaient assez sots pour se laisser prendre à ce piège grossier : «Vous me dites qu'aucune stipulation *en faveur de notre indépendance* ne doit être insérée dans le traité [entre les États-Unis et l'Angleterre] parce que "vous croyez fermement que la jalousie qui existe entre l'Angleterre et la France est si profonde que l'Angleterre se battrait... Dans cet état de chose, il n'y a pas de traité de paix qui soit possible. En fait, nous avons commencé la guerre pour être indépendant de votre gouvernement, que nous trouvions tyrannique ; et cela bien avant que la France n'eût rien à démêler avec nos affaires. L'article de notre traité est ainsi conçu :"Les deux parties prennent l'engagement qu'aucune d'elles ne conclura de trêve ou de paix avec la Grande-Bretagne sans le consentement formel et préalable de l'autre partie. Elles s'engagent mutuellement à ne pas déposer les armes avant que l'indépendance des États-Unis n'ait été formellement ou tacitement assurée par le traité ou les traités qui termineront la guerre"; cet article a été inséré sur notre demande car il est en notre faveur[4].»

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); pp. 148 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à David Hartley; écrite à Passy, résidence de Benjamin Franklin en France, le 15 janvier 1782.

2 ●Pendant ces dix ans, "*aucune reconnaissance formelle de l'indépendance n'était exigée."*

3 ●En fait la France avait donné son accord pour que les États-Unis et l'Angleterre négocient la paix entre eux, mais, bien entendu, pas à son insu. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); pp. 148 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à David Hartley; écrite à Passy, résidence de Benjamin Franklin en France, le 15 janvier 1782.

4 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et C[ie], Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 148

L'affaire semblait close. Et pourtant les diplomates anglais, infatigables dans l'art de se raccrocher aux brindilles les plus chétives de l'espoir et du machiavélisme, continuaient de tenter désespérément de fracturer la bonne entente franco-américaine. Ainsi, le 20 avril 1782, trois mois après la réponse cinglante de Franklin, ce dernier reçut une lettre de lord Shelburne[1], Home Secretary (Ministre de l'Intérieur), qui était sur le point de devenir, le 4 juillet 1782, Premier ministre de Grande-Bretagne en remplacement de lord Rockingham. Sa lettre montrait que des paroles imprudentes prononcées par le Ministre français des Affaires étrangères[2] n'étaient pas tombées dans l'oreille d'un sourd et que les diplomates anglais allaient en faire un efficace usage. La missive disait entre autre : «La franchise avec laquelle le comte de Vergennes[3] exprime les sentiments et les vœux de Sa Majesté Très-Chrétienne au sujet d'une prompte pacification, est un heureux présage de l'accomplissement de notre entreprise. Sa Majesté-Britannique partage les mêmes sentiments, les mêmes vœux. Elle a fortifié ses ministres dans leur intention d'agir de la même façon; c'est celle qui s'accorde le mieux avec la véritable dignité d'une grande nation.» Ces quelques basses flatteries des rusés diplomates anglais suffirent à figer Vergennes dans sa gélatine angélique de dindon confit. Les Anglais pétrifiés par la crainte que les Français les humilient, n'avaient absolument rien à redouter.

Les politiciens français aiment incarner le rôle de prêcheurs moralisants, de sermonneurs désintéressés ; et pour cela, ils effacent les ardoises, pardonnent les injures et les trahisons, renoncent à tout avantage pour leur pays, mais non pour eux-mêmes, et s'accablent de repentance pénitentielle au nom de leurs concitoyens sans leur demander leur opinion. Tandis que les historiens français noircissent quelques méfaits pour flétrir l'Histoire et l'Honneur de leur pays[4], les historiens anglais, eux, s'efforcent ─en dépit du fait que les politiciens anglais se conduisent avec perfidie et avidité─ d'effacer de la mémoire du monde toutes ces hypocrisies perpétrées en faveur de leurs négociants et de leurs financiers. Il y avait toutes les chances du monde pour que la France, une fois de plus, ne réclame rien à l'Angleterre vaincue, comme après la Guerre

et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à David Hartley; écrite à Passy, résidence de Benjamin Franklin en France, le 15 janvier 1782.

1 ●William Petty FitzMaurice (1737-1805), homme d'État anglo-protestant d'Irlande, connu sous le nom de lord (seigneur) ou comte Shelburne; plus tard il devint marquis de Lansdowne, car sa femme Sophie Carteret était la fille de John Carteret, 2e comte Granville par héritage de la famille Granville. Lansdowne était secrétaire à l'Intérieur et il devint (en juillet de cette même année 1782) Premier ministre de Grande-Bretagne.

2 ●Lequel avait souhaité le retour de la paix le plus vite possible ; phrase banale mais pouvant être utilisée à bon escient par les diplomates anglais toujours à l'affut.

3 ●Le nom de *Vergennes* a été donné à une petite ville du Vermont, USA. Charles Gravier, comte de Vergennes, natif de Dijon (1717), mort à Versailles en 1787. Selon Antoine-François Delandine, (*Dictionnaire universel, historique, critique et bibliographique*, Mame Frères, Paris, 1810. tome 26, p 426), "Sous son ministère, la France reprit, dans les pays étrangers, une considération politique d'autant plus solide, qu'elle était fondée sur les vertus et l'esprit de bienfaisance du comte de Vergennes. Son désir le plus vif et son zèle le plus ardent furent toujours de prévenir l'effusion du sang humain, et d'accommoder les différends qui auraient pu amener la guerre." Tel fut l'homme à cause duquel le Canada ne revint pas dans le giron de la France. S'il avait été anachorète ou frère prêcheur, on l'aurait applaudi avec enthousiasme, mais il était Ministre des Affaires étrangères d'un pays victorieux, dont les citoyens avaient versé le sang pour une juste cause, et qui non seulement fut incapable d'en tirer parti mais laissait entendre à l'ennemi quelles étaient les intentions de son roi. S'il avait été britannique, les Anglais l'auraient fusillé pour ces indiscrétions qui sentaient la trahison. Mais il était français, et bien dans la ligne des diplomates français du genre de Saint-Séverin d'Aragon (Guerre de Succession d'Autriche).

4 ●Ce salissage systématique de la France et de son Histoire est un reste de la Guerre Froide, quand le Parti Communiste français, obéissant à l'URSS qui voulait saboter l'Occident, discréditait systématiquement les pays dits capitalistes. Cette diffamation réussit particulièrement en France où le Parti Communiste, puissant, obéissait docilement à Moscou. Le Parti Socialiste français en hérita le caractère excessif. Au Québec, par osmose avec la France, se développa un phénomène similaire de discréditation de l'Histoire du Canada. En Angleterre la virulence de la désinformation soviétique se brisa sur les rochers de la profonde et puissante «religion» patriotique des citoyens de Sa Majesté Élizabeth II.

de Succession d'Autriche, même si à l'issue de la Guerre de Sept Ans, l'Angleterre avait accablé et saigné la France, vaincue par la Prusse. En 1782, les Anglais, à bout de force, continuaient malgré tout de laisser croire qu'ils étaient décidés à poursuivre la guerre jusqu'au dernier mercenaire allemand du Saint-Empire romain germanique, si les Français leur imposaient des conditions trop humiliantes.

Les diplomates anglais aux abois continuèrent d'abreuver Vergennes de flatteries qui allaient leur permettre de ne pas trop payer leur défaite. Jouant sur les deux tableaux en virtuoses, ils flattaient aussi Benjamin Franklin mais celui-ci, connaissant les flèches habituelles de la perfidie d'Albion, ne restreignait pas ses désirs pour autant : «Après avoir lu cette lettre [de Shelburne à Franklin, du 20 avril 1782], je demandai à Oswald quelles étaient les idées particulières de lord Shelburne, qu'il était chargé de me communiquer. Il me dit que le Ministère était sincèrement disposé à faire la paix[1] ; qu'on avait grande confiance dans la franchise et l'honnêteté de mon caractère [en effet, l'Angleterre avait mille fois tenté de signer la paix séparément avec Franklin pour isoler la France, en vain] ; qu'on croyait aussi que *je conservais quelque reste de mon ancienne affection pour la vieille Angleterre*, et *qu'on espérait que je saisirais cette occasion pour en donner les preuves*... [Il me dit qu'au cours d'un Conseil de Cabinet tenu le 27 avril 1782, il avait été proposé] que le point le plus important était l'indépendance américaine, à condition que l'Angleterre se trouvât *replacée économiquement dans la position où l'avait laissée la paix de* 1763.»

L'interprétation de cette phrase —*replacée économiquement*— laissait le champ libre à l'imagination de chaque partie. Voulait-on dire que l'Angleterre espérait ne souffrir aucunement d'avoir infligé cette guerre aux Américains, et, en définitive, reprendre son rôle de mère-patrie pour les Treize-Colonies ?

Pour ce qui était des *réparations* exigées : «ce problème serait réglé à notre satisfaction *vers la fin du traité,* mais selon ce diplomate anglais (Shelburne), *il valait mieux n'en pas parler au début*[2]» sans doute parce qu'il risquait de jeter la discorde avant la cessation des hostilités. Quand les soldats seraient démobilisés et rentrés dans leur foyer, bien fort serait celui qui les ferait revenir sur les champs de bataille. D'ailleurs, au sujet de ces fameux dédommagements, il ajouta que «lord Shelburne avait dit qu'il n'aurait jamais cru que l'on comptât sur des réparations, et qu'il était étonné que je ne sache pas si l'on avait ou non l'intention d'en demander[3].»

Fort choqué par les commentaires du diplomate anglais qui prétendait espérer que Franklin "*conservait quelque reste de son ancienne affection pour la vieille Angleterre*", alors que Franklin était plutôt d'humeur à publier un lexique des crimes, des méfaits et des incendies perpétrés par les Anglais durant cette guerre à travers les Treize-Colonies[4], le philosophe-négociateur américain répétait avec entêtement que *les Amé-*

[1] ●Comment ne le seraient-ils pas après les multiples défaites.

[2] ●Lettre de lord Shelburne à Benjamin Franklin, à Shelburne-House le 20 avril 1782. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p. 202.

[3] ●Ibidem.

ricains ne traiteraient jamais sans les Français ; et il réitéra une fois encore à lord Shelburne son "*jamais !*", de moins en moins convainquant tandis que s'écoulait le temps, ennemi juré de l'obstination. Mr. Oswald, "*Commissioner of His Britannic Majesty*", avait été nommé par le fameux *Council of Trade and Foreign Plantations* (l'organisation officielle des lobbies marchands londoniens). Ce fameux Richard Oswald vint alors rendre visite à Franklin qui l'introduisit auprès de M. de Vergennes. Le Chef de la Diplomatie française crut devoir expliquer à ce représentant des lobbies anglais, que «le fondement d'une paix bonne et durable, c'est la Justice. Et quand on traitera, j'aurai sur plusieurs points un appel à faire à la Justice des Anglais. Je vous en préviens à l'avance.» De toute évidence, le Français et l'Anglais n'étaient pas branchés sur la même longueur d'onde. Quelles étaient ces exigences ? Vergennes ne le précisa pas à Oswald et il n'y en eut qu'une seule qui se présenta à l'esprit de Franklin : Vergennes demanderait vraisemblablement réparation pour l'injure que les Anglais avaient faites aux Français en leur prenant *en pleine paix*, en violation du droit des peuples, une grand nombre de vaisseaux de commerce, par surprise et sans la moindre déclaration de guerre. Comme (re-)firent les Anglais en 1940, juste avant leur attaque sur Mers-el-Kébir.

Sur le chemin de Versailles, à la suite de l'entrevue avec le Ministre français des Affaires étrangères, Franklin comprit que Richard Oswald cherchait encore à le persuader de l'idée que tous les négociateurs anglais cherchaient à imposer, selon laquelle *la faiblesse actuelle du Gouvernement anglais ne tenait qu'à la division des opinions* des Anglais au sujet de la guerre. Mais il insista lourdement ─trop lourdement pour être crédible─ sur le fait que «si par hasard la France exigeait de l'Angleterre des propositions humiliantes… on retrouverait l'unanimité, et les ressources ne manqueraient pas[1].» La grenouille bluffait bien sûr en espérant intimider le bœuf, car l'Angleterre était au bord de la banqueroute. Mais le sage et subtil Franklin commenta cette esbroufe ainsi : «Ces menaces m'encourageaient en me rappelant un vieil adage : *Qui menace a peur*[2].» L'Américain suggéra alors à Oswald de faire en sorte, s'il voulait la paix, que l'Angleterre paie des dommages et intérêts aux familles pour les villages brûlés et les habitants tués ou scalpés lors du passage des troupes britanniques ou de leurs sbires indiens ou esclaves. Car au cours de cette guerre d'indépendance qui se terminait, les soldats anglais avaient, comme nous l'avons mentionné plus haut, encouragé et incité les Indiens et les bandes d'esclaves insurgés à attaquer les popula-

[4] ●Schiff, Stacy, Winner of the Pulitzer Prize, *A Great Improvisation, Franklin, France, and The Birth of America*, Henry Holt & Co., New York (NY), 2005. Note de la page 209. «Avec La Fayette, Franklin commença à compiler un catalogue des atrocités britanniques, afin de l'illustrer et de le publier en un volume relié, un effrayant ouvrage de propagande. Les Anglais avaient incité les esclaves à massacrer leurs maîtres, et les Indiens à scalper les colons ; ils avaient exécuté des hommes qui s'étaient constitués prisonniers ; ils avaient brûlé des villes américaines. Contrairement à Franklin, La Fayette avait été témoin de beaucoup de ces déprédations. Malgré cela ce fut lui qui convainquit Franklin qu'un peu de modération pourrait être souhaitable. La Fayette méprisait les Anglais autant que quiconque, malgré cela il devait concéder que, en tant que peuple, ils n'étaient pas pires que le reste de l'humanité.»

[1] ●T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II,

[2] ●Ibidem. pp. 181 et suiv. Lettre de B. Franklin à lord Shelburne, écrite à Passy le 18 avril 1782.

tions civiles américaines, ce qui était aussi lourd de conséquence pour les Indiens mêmes que l'affaire des harkis pour la France, car à la suite de la défaite de l'Angleterre, les Indiens subirent de graves représailles dont les Anglais ne se préoccupèrent nullement.

Le 3 mai 1782, le baron anglais de Grenville[1], envoyé spécial de Fox[2], se rendit chez Vergennes en compagnie de Benjamin Franklin qui lui servait de sésame. Il venait lui aussi tenter d'éviter à l'Angleterre les inconvénients de la défaite. Bien sûr, à ce moment-là, il ne savait pas que les Français étaient si peu exigeants pour eux-mêmes. Cette incroyable absence d'avidité paraissait extrêmement préoccupante pour les Anglais ─affairistes dans l'âme─ qui ne faisaient jamais la guerre pour le roi de Prusse, mais qui, au contraire, profitaient du roi de Prusse pour gagner leurs guerres[3].

De deux choses l'une, ou bien les Français avaient une botte secrète fort dangereuse, ou bien ils étaient sottement désintéressés et refusaient de profiter de leurs victoires ─comme à la fin de la Guerre de Succession d'Autriche, et dans ce cas il fallait essayer d'en extraire le meilleur parti possible, la "substantifique moelle" comme aurait dit Rabelais, mais en avantages en nature. Tout permettait de croire que c'était la deuxième disposition d'esprit qui les habitait. Tirer le plus possible de leurs ennemis ; les Anglais avaient joué sur ce clavier-là à la fin des guerres de Succession d'Espagne, d'Autriche, de Sept Ans, et ils pouvaient espérer que les aristocrates qui servaient de diplomates à la France ne seraient pas plus brillants que par le passé ; que Vergennes ne vaudrait pas plus que Saint-Séverin-d'Aragon[4]. Franklin se souvint peu de cette discussion : «Grenville déclara "qu'au cas où l'Angleterre reconnaîtrait l'indépendance américaine, elle comptait que la France restituerait les îles qu'elle avait conquises sur l'Angleterre, en échange des îles de Miquelon et de Saint-Pierre ; [il ajouta] que puisqu'on avait obtenu l'objet initial de la guerre –c'est à dire l'indépendance des Treize-Colonies– on avait tout lieu de supposer que la France se contenterait de ces conditions." Le ministre (français) sourit à cette proposition d'échange [fort arrogante qui montrait que l'Anglais considérait les Français comme des "naïfs"] et remarqua que l'offre d'accorder l'indépendance à l'Amérique était peu de chose. "L'Amérique, ajouta-t-il [raconta Vergennes], ne vous la demande pas [en d'autres termes "elle vous la prend"] ; voici M. Franklin qui vous répondra sur ce point." [Franklin prit alors la parole :] "Il est sûr, répondis-je, que nous ne croyons pas avoir besoin de marchander ce qui nous appartient, ce que nous avons acheté au prix de beaucoup de sang et de beaucoup d'argent, ce que nous possédons." [Vergennes reprit alors la parole :] "Quant à être satisfaits parce que nous avons obtenu l'objet initial de la guerre, examinez un peu la conduite de votre nation dans les

[1] ●William Wyndham Grenville, 1er baron de Grenville (1759-1834) était alors Chief-Secretary for Ireland. Il sera Premier ministre du Royaume Uni de 1806 à 1807. Il était le fils de George Grenville qui avait été lui aussi Premier ministre whig de 1763 à 1765.

[2] ●L'Honorable Charles James Fox (1748-1806), un whig, cumulait alors les fonctions de Leader de la Chambre des Communes et de Secrétaire aux Affaires étrangères sous la houlette du ministre le marquis de Rockingham. Il était le fils de Henry Fox, 1er baron Holland.

[3] ●En particulier la Guerre de Sept Ans.

[4] ●Alphonse Marie Louis de *Saint-Séverin d'Aragon* (1705-1757), comte d'Olza, chevalier du Saint-Esprit, nommé –par l'incontournable Madame de Pompadour parce qu'il avait suffisamment de ruse pour la traiter avec déférence–, ministre plénipotentiaire pour négocier la fin de la Guerre de Succession d'Autriche (Paix d'Aix-la-Chapelle).

guerres passées. Par exemple, quels furent les motifs de la dernière guerre [la Guerre de Sept Ans] ? Vos prétentions à quelques terres incultes sur les bords de l'Ohio et sur les frontières de la Nouvelle-Écosse. Eh bien ! Vous êtes-vous contentés de recouvrer ces terres ? Non, vous avez gardé, à la paix, **tout** le Canada, toute la Louisiane[1], toute la Floride, la Grenade et d'autres îles des Antilles, en outre la plus grande partie des pêcheries du nord avec toutes les conquêtes que vous aviez faites en Afrique et dans les Indes Orientales." Quelqu'un fit remarquer, raconta Franklin, qu'il n'était pas juste qu'après avoir fait sans aucune provocation la guerre à ses voisins, une nation [la nation anglaise pour ne pas la nommer] qui n'avait pas eu le dessus, puisse espérer se retrouver indemne et récupérer tout ce qu'elle aurait perdu par les hasards de la guerre. Sur quoi M. Grenville prétendit que la guerre avait été provoquée par les encouragements que la France avait donnés aux Américains pour les inciter à la révolte. Cette remarque échauffa un peu M. de Vergennes qui déclara avec fermeté que la rupture était faite et l'indépendance déclarée longtemps avant que nous [les Américains; c'est Franklin qui raconte l'accrochage] ayons reçu le moindre encouragement de la France. Et cela dit, il défia qui que ce fut de trouver la moindre preuve contraire. "Et Monsieur Franklin qui est assis là, ajouta-t-il, connaît les faits et peut me contredire si je ne dis pas la vérité." Il répéta à Monsieur Grenville ce qu'il avait auparavant dit à M. Oswald, que selon l'intention du roi [Louis XVI], il négocierait avec loyauté et respecterait fidèlement les conventions qu'il signerait. Il donnerait des preuves convaincantes de ces dispositions lors des négociations, par la fidélité et l'exactitude avec lesquelles il respecterait ses engagements avec ses alliés actuels[2]. Vergennes ajouta que le roi avait essentiellement en vue la *justice* et la *dignité*; et qu'il ne s'en départirait jamais[3]. Il fit savoir à M. Grenville qu'il devrait communiquer sans délai aux Cours d'Espagne et de Hollande[4] les événements qui s'étaient passés et faire écho de leurs réponses[5].»

En repartant de Versailles, qui se trouvait être alors un bourg au sud-sud-ouest de Paris, pour retourner à Passy, village à l'Ouest de la capitale[6], Benjamin Franklin fit un bout de chemin avec le même ministre anglais. Grenville se plaignit lourdement du Ministre français des Affaires Étrangères qui lui avait un peu trop montré sa mauvaise humeur. Si bien qu'ils se quittèrent sans aucun déplaisir ce soir-là.

1 ●Erreur grossière de Vergennes qui semble ne pas connaître l'histoire diplomatique récente de son propre pays ; la Louisiane a été tout bonnement donnée à l'Espagne (*Traité secret de Fontainebleau* de 1762) sans vraie raison politique par nulle autre que la capricieuse Madame de Pompadour qui ne voulait pas que son cher Louis XV ait des motifs de repartir en guerre et donc de suivre son armée en campagne comme il s'y était engagé pour apparaître comme un Roi-Guerrier et faire oublier au peuple qu'il n'était qu'un roi incapable de quoi que ce fut excepté de débauché. Ce fut un autre coup de poignard dans le dos, donné par les Français aux Acadiens déportés dans les Treize-Colonies par l'Angleterre. Le Traité de Paris (1763) leur permettait d'émigrer vers la Louisiane où ils ne seraient pas traités en parias par la population, alors que la Louisiane venait secrètement d'être donnée à l'Espagne !

2 ●États-Unis, Espagne et Provinces-Unies que de plus en plus on appelait Hollande, du nom de la plus puissante de ces provinces

3 ●On croirait entendre un président de la Ve République énumérer les "valeurs républicaines".

4 ●Même si la Hollande était l'une des Provinces-Unies dirigées par une *République.*

5 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790), pp. 208 et suiv.

6 ●Ces deux municipalités sont aujourd'hui fondues dans le Grand-Paris. Passy est devenu un quartier du XVIe Arrondissement.

Quelques jours après, Grenville insista de nouveau auprès de Franklin, comme l'avait fait Hartley, pour que celui-ci abandonnât l'alliance de la France : «Il m'a répété les mêmes arguments que M. Hartley m'avait déjà écrites ; c'est à dire qu'on supposait que la France élèverait ses prétentions[1] sur des points tout à fait différents de ceux qui faisaient l'objet de notre alliance ; et que, dans ce cas, on ne croyait pas [à Londres, bien sûr] que nous soyons tenus de continuer la guerre pour servir les intérêts français, etc. etc. etc…»

Alors, Benjamin Franklin donna à l'Anglais une grande leçon d'honnêteté en lui martelant ces mots : «Les hommes n'ont trop souvent que des idées imparfaites de leurs obligations ; la gratitude est si contraignante pour la plupart d'entre eux qu'ils s'ingénient à chercher des raisons et des arguments pour se prouver qu'ils ne doivent rien à personne; et ils s'accommodent trop facilement de tels arguments[2].» Belles et justes paroles, en vérité, que les Français auraient sans doute appréciées à leur juste valeur si les Américains en général et Franklin en particulier, n'avaient pas fini par se laisser corrompre par les Anglais et par signer dans le dos des Français des *Préliminaires secrets*. Ulysse et ses compagnons avaient été plus prudents que les diplomates américains ; afin de ne pas se laisser séduire par le chant irrésistible des sirènes, ils s'étaient enchaînés aux mâts de leur navire.

Mais revenons-en à cette entrevue Grenville-Vergennes en présence de Franklin. L'historien Jonathan Dull précise, pour sa part, que le comportement du baron de Grenville ─Chief-Secretary for Ireland, et qui sera plus tard Premier ministre d'Angleterre─, déplut souverainement à Benjamin Franklin, et il privilégia par la suite la présence de certains autres plénipotentiaires plus honnêtes et plus acceptables[3].

Ce qui est sûr, c'est que la leçon de morale de Benjamin Franklin étonna fortement le plénipotentiaire anglais peu habitué dans son pays à une telle rectitude morale et à de telles règles d'éthique. Il répondit que «c'était pousser bien loin mes idées de gratitude que de les appliquer à la France, car c'était elle [la France] qui avait gagné notre[4] séparation d'avec l'Angleterre, séparation qui diminuait la puissance de sa rivale (anglaise) et augmentait la sienne[5].» Benjamin Franklin lui répondit du tac au tac : «J'ai été touché par l'assistance que la France nous avait apportée dans notre détresse, et par la manière noble et généreuse dont elle

---

1 ●Comme l'avait fait l'Angleterre à la fin de la Guerre de Sept Ans.

2 ●T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol.II, Part III, p.175

3 ●Dull, Jonathan R., *Benjamin Franklin and the American Revolution*, Bison Books, Winnipeg, 2010. À ce point, Franklin se lança dans une véritable parabole de type évangélique pour faire comprendre son point de vue à l'Anglais : «'A', a stranger to 'B', sees him about to be imprisoned for debt by a merciless creditor. He lends him the sum necessary to preserve his liberty. 'B' then becomes the debtor of 'A' and after some times repays the money. Has he then discharged the obligation ? No. He has discharged the money debt, but the obligation remains, and he is debtor for the kindness of 'A' in lending the same so reasonably. If 'B' should afterwards find 'A' in the same circumstances that he, 'B', had been in when 'A' lent him the money, he may then discharge this obligation of debt of kindness in part by lending him an equal sum. "*In part"*, I said, and *not wholly*, because when 'A' lent 'B' the money, there had been no prior benefit received to induce him to it. And therefore, if 'A' should a second time need the same assistance, I thought 'B', if in his power, was in duty bound to afford it to him.» *The Private Correspondence of Franklin,* p. 176.

4 ●"*Notre*" car c'est toujours Franklin qui parle.

5 ●*Private Correspondence*, p. 177.

nous l'avait accordée sans exiger ni stipuler le moindre privilège, soit pour son commerce, soit autrement, que je ne me permettrais jamais de laisser affaiblir ma reconnaissance par de semblables raisonnements. J'ajoutai que j'espérais ─et qu'au fond j'étais persuadé─ que tous mes compatriotes partageaient les mêmes sentiments.» Quant à ce dernier vœu, Franklin se trompait, bien sûr. L'encre du traité de paix n'était pas plutôt absorbée par la cendre de séchage, que le Gouvernement américain entrait presque en guerre contre la France[1]. À l'immense joie de l'Angleterre, fort jalouse, qui attisera la mésentente.

Inutile de préciser que l'admonestation ne plut pas au futur Premier ministre anglais. «Néanmoins nous nous quittâmes bons amis.» conclut Franklin. Et quand Grenville exprima avec insistance le désir de discuter avec Franklin des moyens de réconciliation avec l'Amérique ─il faut se rappeler que l'Angleterre voulait récupérer *tous* ses avantages économiques avec les États-Unis, comme s'il n'y avait pas eu de guerre─, «je promis de considérer le sujet, et enfin en fixai la date au samedi 1er juin lorsqu'il proposa de me le rappeler.» En dépit de ses paroles toujours polies, on sentait, vis-à-vis de ce "diplomate" fort peu diplomate, un profond agacement et une grande réticence, simplement par la façon par laquelle Franklin relata l'anecdote[2].

Au début d'avril, le Représentant américain fit ─encore et toujours─ mention, cette fois dans une lettre au chevalier de Chastellux, de ce que les Anglais tentaient de nouveau d'isoler la France en entraînant les représentants américains dans une paix séparée : «Je sais qu'on désire nous détacher de la France, mais cela est impossible[3]» écrivit-il, ferme dans sa droiture. Les Anglais, absolument brûlants du désir de détacher les Hollandais de la cause de l'Indépendance américaine, tentaient dans ce but de les séduire afin de les amener à cesser les prêts aux Américains. La France elle-même devait emprunter à la Hollande pour prêter à perte aux Treize-Colonies. L'argent étant le nerf de la guerre, ils voyaient dans les banquiers hollandais le talon d'Achille de la Révolution américaine : «J'ai appris de l'Envoyé hollandais que le nouveau ministère d'Angleterre avait offert, par la médiation de la Russie, une suspension d'hostilités à la Hollande, et un renouvellement du Traité de 1674. M. de Berkenrode a paru penser que l'offre était faite pour gagner du temps... On craint que cette offre n'ait pour effet de fortifier le parti pro-anglais en Hollande et de retarder un peu les affaires; mais on espère qu'en définitive, la proposition ne sera pas acceptée. Cela rendrait les Hollandais ridicules.»

---

1 ●*Quasi-War* en anglais. Les Français reprochaient au Gouvernement américain la cessation de remboursement de la dette au Gouvernement révolutionnaire français. Les Américains prenaient pour prétexte l'étrange argument selon lequel... leur dette concernait la France royale et non la France républicaine. Inutile de préciser que le Président en fonction était John Adams, qui s'était conduit, à Paris lorsqu'il était représentant en France, avec une violence qui le fit suspecter de vouloir semer la zizanie entre la France et les États-Unis afin de rapprocher ces derniers de l'Angleterre (à tel point que Vergennes refusa de le considérer comme un représentant des États-Unis). Ce qu'il fit d'ailleurs dès qu'il fut président des États-Unis ; il s'éloigna de la France et se rapprocha de l'Angleterre. La véritable raison de cette Quasi-Guerre fut que le Gouvernement révolutionnaire français avait aboli l'Esclavage, et que les Gouvernements américains et anglais, noyautés par leurs lobbies esclavagistes, s'y opposaient. L'Angleterre envahit les Antilles françaises et les Américains montrèrent aussi leur mauvaise humeur en refusant aux vaisseaux français l'autorisation de mouiller dans un port américain ; mais ce fut loin d'être une véritable guerre avec les États-Unis.

2 ●*Private Correspondence*, p. 177.

3 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 163 ; Lettre de Benjamin Franklin au chevalier de Chastellux, à Passy le 6 avril 1782.

Quant à la situation de *paix séparée* (proposée par l'Angleterre avec tant d'insistance) entre les États-Unis et l'Angleterre (à l'insu de la France), Franklin, qui aimait bien les *paraboles politiques*, la résumait ainsi : 'A' *a une canne à la main. Il rencontre son voisin* 'B' *qui n'a pas de canne. Il profite de son avantage pour donner une bastonnade à* 'B'. *Mais* 'B' *se procure un bâton et revient pour rendre les coups. Alors* 'A' *lui dit "Mon vieil ami, pourquoi nous quereller ? Nous sommes voisins, vivons en bonne intelligence et en paix comme nous avions coutume de le faire. Si* 'B' *accepte et jette son bâton, ses autres camarades ainsi que* 'A' *se moqueront de lui. C'est sous ce jour que j'ai présenté la situation*[1]» entre les États-Unis et l'Angleterre.

La double démarche de la diplomatie anglaise laissait entrevoir les objectifs des Anglais : dans un premier temps, *récupérer les Treize-Colonies* qui pouvaient constituer un réservoir inépuisable de "matériel humain", avec l'Écosse, l'Irlande et les éternels États allemands du Saint-Empire romain germanique. Tous ces peuples remplaçaient efficacement les Anglais sur les champs de bataille terrestres pour le plus grand bénéfice de l'Empire britannique. Dès que les Colonies seraient récupérées, la deuxième phase suivrait, qui consistait à rassembler une coalition suffisamment puissante pour tenter d'*écraser la France* afin de la punir d'avoir ainsi saboté l'accroissement de cet Empire, et, de cette façon, lui ôter le pouvoir ─sinon le désir─ de recommencer. L'ivresse de la gloire de la Guerre de Sept Ans était encore toute récente et les Anglais avaient malencontreusement oublié que c'était la puissante machine de guerre prussienne de Frédéric le Grand qui avait infligé la défaite à la France et non pas les armées anglaises qui s'étaient contentées d'aller recueillir outremer le fruit des victoires prussiennes en Europe. Pour rester dans les paraboles de facture franklinnienne, cette *Balance of Powers* fonctionnait ainsi : «*Dans une cour de récréation*, "A" *jalouse* "B" *qui a toujours dans les poches de son manteau, au vestiaire, mille jouets que* "A" *rêve de lui dérober. Malheureusement* "B" *est le plus robuste de la cour. Alors* "A" *qui est le plus rusé se fait plusieurs amis à qui il donne des bâtons, et pendant que, au signal de* "A", *ses amis bastonnent* "B", "A" *va subrepticement lui voler ses jouets. Et c'est ainsi tout au long de l'année scolaire. Or, un dimanche de juillet*, "B" *rencontre* "A" *tout seul en train de battre sa petite amie.* "B" *prend le parti de la jeune fille et donne une correction à* "A". *Mais au lieu de lui reprendre tous les jouets que* "A" *lui a volés durant l'année scolaire*, "B" *est pris de pitié et lui abandonne tout en disant : «Gardons-nous de lui reprendre nos jouets et d'éliminer* "A". *Il est trop important dans l'équilibre de la cour de récréation !* » Mon cher enfant, conclut le pédagogue, qui est le ballot, dans cette histoire ?

---

[1] ●T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, Part III, p. 114 ; Lettre de B. Franklin à l'Honorable Robert Livingston, Esq. (Écuyer ou porteur de l'écu du chevalier ; c'est le premier titre dans l'Ordre des Chevaliers de St Jean de Jérusalem). La lettre a été écrite à Passy, résidence de Franklin en France, le 12 avril 1782.

Remplacez la cour de récréation par l'Europe, les jouets par les colonies, les bâtons par des mercenaires allemands, le dimanche de juillet par la Révolution américaine, la jeune fille par les Treize-Colonies américaines, "B" par la France, et "A" par l'Angleterre, et vous avez l'Europe du XVIIIe siècle jusqu'à la fin du Premier Empire.

Du 9 au 12 avril 1782, se déroula un événement qui aurait pu générer des conséquences graves sur l'indépendance américaine. Ce fut la Bataille navale des Saintes car l'Angleterre avait réussi à regrouper localement un plus grand nombre de vaisseaux de ligne que les Français, ainsi qu'une quinzaine de frégates pour faire face aux vaisseaux français[1]. Ce succès apparent[2] fouetta l'entêtement du *Council of Trade and Foreign Plantations* (les *lobbies londoniens*) et leur redonna l'espoir que la France ne parviendrait peut être pas à leur arracher leur *pré carré* américain : «Je crois bien qu'au début, écrivit Franklin à Livingston, les Anglais désiraient sincèrement la paix, mais depuis leur succès aux Antilles, il me semble voir chez eux un certain désir de laisser les négociations traîner en longueur pour profiter des chances que peut leur donner cette campagne[3].» Il ajouta dans une lettre à Morris, au sujet de cette pause anglaise, qui laissait deviner le *Council* à l'affût, se demandant si cette campagne de Rodney allait leur fournir d'autres lueurs d'espoir : «J'espère que notre peuple, écrivit Franklin, ne se laissera pas séduire par de belles paroles, mais qu'il se tiendra sur ses gardes, prêt à repousser toute entreprise de ces perfides ennemis[4].» Ce ne fut pas le cas.

L'activité diplomatique anglaise, revigorée par cette éclaircie dans les défaites navales, se concentra encore plus sur l'espoir de séduire les Américains afin d'isoler les Français en entraînant les Treize-Colonies à signer dans le dos des Français. Parmi les multiples tentatives des diplomates anglais d'isoler la France, nous avons vu plus haut que les Anglais tentaient d'inciter les banquiers hollandais à cesser leurs prêts aux Treize-Colonies. Ils espéraient que, les Américains ne recevant plus rien de la part de la France, il serait plus aisé de les en détacher. Plus important encore, ils tentèrent aussi de négocier une paix séparée avec la Hollande afin qu'elle cessât de subventionner la guerre. Dans les derniers jours de mai 1782, Franklin fut secrètement reçu par le tzar de Russie en visite i*ncognito* à Paris sous le pseudonyme de *Comte du Nord*. Ce ne fut pourtant pas assez secret pour que les Services Secrets français ne s'y intéressent pas. Il y rencontra M. Berkenrode, ambassadeur des Provinces-Unies, ainsi que les agents de la *Vereenigde Oost-Indische Compagnie*, Vanderpierre et Boeris[5]. «Ces messieurs m'apprirent que la seconde lettre de M. Fox au ministre de Russie qui offrait la médiation ─par laquelle il proposait de conclure une paix séparée avec la Hollande─, n'avait pas

---

[1] ●Les Anglais de Rodney alignaient 3 012 canons face aux 2 246 canons français du comte de Grasse ; une supériorité en vaisseaux de ligne et en artillerie (766 canons) ; d'ailleurs, sans cette supériorité d'effectifs, Rodney n'aurait pas attaqué de Grasse.

[2] ●Apparent parce que les Français réussirent à atteindre l'objectif de la bataille (faire passer un convoi de transports logistiques). Mais le commandant en chef français (l'amiral de Grasse) fut fait prisonnier, ce qui fit mauvais effet.

[3] ●*Private Correspondence*, Lettre de Franklin à Robert Livingston, écrite à Passy le 25 juin 1782. p. 270.

[4] ●Lettre de Franklin du 25 juin à Robert Morris, p. 272.

[5] ●*Compagnie hollandaise des Indes Orientales,* plus connue sous l'abréviation de VOC

produit plus d'impression que la première, et qu'on ne traiterait que de concert avec la France[1].» Déception sublime !

Les offensives anglaises étaient multiples et désespérées. Par tous les moyens, leurs diplomates s'employèrent aussi à convaincre les États-Unis de rentrer dans le rang afin qu'ils puissent se réinstaller dans leur rôle colonial. Acharnés, ils publièrent même de fausses nouvelles dans les journaux londoniens, propriété des lobbies de la finance. Le 30 mai 1782, le *London Evening Post* fit état de la "désinformation" suivante : «Si nos nouvelles de France disent vrai, M. Grenville a obtenu lors de sa première visite au Dr. Franklin, un renseignement des plus considérables : l'Amérique s'est réservée le droit de traiter séparément avec la Grande-Bretagne.» Et de pseudo journalistes, prenant pour acquis que la désinformation[2] était fondée, analysèrent le Traité d'Alliance franco-américain du 6 février 1778 pour décider que l'objet de cette alliance étant *l'indépendance des États-Unis*, dés que ces derniers seraient assurés que l'Angleterre leur accordait l'indépendance et un libre accès commercial au monde entier, le traité franco-américain deviendrait caduc et l'Amérique pourrait traiter séparément dans ses négociations. «Je suppose que cet article a pour origine une lettre de M. Grenville[3],» écrivit simplement Franklin.

Bouillants partisans de la violence et insatiables jusqu'au-boutistes lorsqu'ils se sentaient les plus forts, les gentlemen anglais devenaient fourbes et machiavéliques quand leur faiblesse leur faisait craindre le pire. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le surnom de Perfide Albion fut vraisemblablement attribué à l'Angleterre par les Autrichiens lorsque furent publiées les *Mémoires de Torcy* en 1757, après que les Autrichiens se furent rendus compte que les Anglais les avaient trahis au cours de la Guerre de Succession d'Espagne[4].

Le jeudi 11 juin 1782, Franklin révéla que Walpole avait essayé d'ouvrir des négociations séparées avec le marquis de Castries, Ministre de la Marine, mais le marquis lui avait indiqué qu'il devait s'adresser au comte de Vergennes. Walpole n'avait pas osé insister[5]. En apprenant cela, le jour-même (le 11 juin 1782), le représentant américain à Paris en profita pour tenter de sécuriser la paix future en amenant les Français à signer un nouveau Traité d'Alliance militaire qui entrerait automatiquement en fonction dès que la paix serait signée. Alors que le comte de Vergennes, toujours aussi crédule, se réjouissait en tâchant de se convaincre que «la Cour d'Angleterre était sincère en déclarant qu'elle désirait la paix !» Alors Franklin qui connaissait bien la ruse insondable de ses an-

1 ●Le *Comte du Nord* devint Paul Ier, Tsar de toutes les Russies. T*he Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&.*, comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negociations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, Part III, p. 195.

2 ●Nous nous octroyons le droit d'utiliser cet anachronisme.

3 ●*The Private Correspondence,* p. 212

4 ●Colbert, Jean-Baptiste, marquis de Torcy, *Mémoires de Monsieur de Torcy pour servir à l'Histoire des négociations depuis le traité de Ryswick jusqu'à la Paix d'Utrecht*, Nourse & Vaillant Imprimeurs, Londres, 1757. 3 Vol. Tout cet imbroglio est exposé en détail dans l'*Histoire des Relations diplomatiques franco-anglaises durant la Guerre de Succession d'Espagne*, par J.-C. Castex, Les Éditions P-O, Vancouver, 2010.

5 ●*The Private Correspondence,* p. 259

ciens compatriotes, fit la remarque que, «puisque les Anglais avaient montré un si grand désir de nous diviser, en faisant des offres considérables à chaque puissance séparément, dans le but évident de traiter plus favorablement avec les autres ; et que, puisqu'ils avaient consenti avec *tant de répugnance* à conclure une paix générale, il était possible qu'après avoir établi la paix avec nous tous [dans le seul but de rendre *caduc* le Traité d'Alliance franco-américain qui devait prendre fin à la paix], ils choisissent l'un d'entre nous pour lui déclarer la guerre séparément. Pour contrarier ce projet, je crus qu'il ne serait peut-être pas inutile que, avant de signer le Traité de Paix générale, toutes les puissances en guerre fissent *un nouveau Traité entre elles, s'engageant en ce cas*[1] *à faire de nouveau cause commune et à renouveler la guerre générale*[2].» La prudence était la mère de la sécurité. Deux semaines plus tard, le 28 juin 1782, l'Angleterre, toujours en retard d'une étape, proposa enfin aux Treize-Colonies de leur octroyer un statut d'autonomie semblable à celui de l'Irlande. L'expression "*le Statut de l'Irlande*" avait de quoi faire frémir les catholiques américains originaires de la Verte Érin qui savaient précisément dans quel enfer les placerait ce fameux Statut de l'Irlande[3]. Aussi n'était-il pas question que les Américains acceptent eux-mêmes de se laisser crucifier à ce fameux statut : «Quelque disposés que nous eussions été, au commencement de la lutte, à accepter de pareilles conditions, soyez assuré que nous ne pouvons nous y fier aujourd'hui. Le roi nous hait de tout son cœur. Qu'on lui accorde le moindre degré de pouvoir ou d'autorité sur nous, quelque limité que soit ce pouvoir, il l'étendra bientôt par la corruption, l'artifice et la violence jusqu'à ce que nous soyons réduits à une sujétion absolue ! Il en viendra d'autant plus aisément à bout, qu'en le reprenant pour notre roi, nous attirerons sur nous le mépris de toute l'Europe, qui aujourd'hui nous admire et nous respecte, et que nous ne trouverons plus jamais un seul ami qui veuille nous aider[4].» Ah ! Décidément, ce Franklin était un cerveau de 18 carats qui comprenait tout à la vitesse de l'éclair !

♦

Pourtant, en dépit de la méfiance abyssale du sagace Franklin vis-à-vis de l'Angleterre, les *Préliminaires de Paix* signés le 30 novembre 1782, montrèrent des divisions importantes chez les Franco-Américains. «Il était entendu dans le contrat d'Alliance franco-américaine qu'aucune des deux parties ne conclurait ni paix ni trêve avec la Grande-Bretagne sans avoir d'abord obtenu le consentement formel de l'autre partie. Et cependant, malgré cet article et les instructions officielles du Congrès Continental, les plénipotentiaires américains signèrent en ce 30 novembre 1782, un traité avec l'Angleterre, sans consulter M. de Vergennes, sans savoir où en étaient les négociations avec la Cour de

---

[1] ●'*En ce cas*', au cas où, la paix revenue, l'Angleterre se jetterait sur les États-Unis, pour les ré-enchaîner à son Empire par le carcan colonial, ou même, l'esprit embué de haine, sur la France elle-même pour essayer de lui faire payer son aide militaire et financière aux Treize-Colonies.

[2] ●Laboulaye, Édouard, *Correspondance de Benjamin Franklin,* p. 259.

[3] ●Les catholiques irlandais ne jouissaient d'aucun droit civique, aucun droit de propriété du moindre lopin de terre, aucun droit de vote. Seule la minorité anglo-protestante disposait alors de tous les droits humains et politiques. Les Irlandais étaient alors destinés à être lentement "digérés" par l'Angleterre protestante.

[4] ●Laboulaye, Édouard, *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite et annotée par Édouard Laboulaye, Tome Second 1775-1790, Hachette et Cie, Paris, 1866. p. 298.

France. *L'impatience et la défiance de John Adams et de John Jay furent la cause de cette conduite étrange, de ce manque de procédés.* L'excuse de Franklin, était que ce traité était *provisoire* mais ce fut là, selon Laboulaye, une pauvre excuse et la conduite de Franklin en cette circonstance peut être mise au rayon de ce qu'il appelait les *errata* de sa vie[1].»

Donc, sans consulter les Français, en ce dernier jour de novembre, les Commissaires américains signèrent avec l'Angleterre, leurs Articles Préliminaires. Quand Vergennes apprit l'événement, il fut fort indigné de la conduite des Commissaires du Congrès. Il protesta auprès de Franklin et demanda à La Luzerne de mettre le Congrès Continental au courant de ce qui s'était passé.

Les Plénipotentiaires américains[2] ─qui n'étaient pas de vrais plénipotentiaires au sens strict puisqu'ils devaient, par crainte de la trahison, faire approuver leurs décisions par le Congrès Continental, c'est à dire par le monde des affaires, ce qui prenait des mois─, étaient chargés de négocier la paix. Les Plénipotentiaires anglais devaient aussi prendre conseil du Gouvernement anglais[3], mais ce n'était qu'une ruse destinée à laisser traîner en longueur en espérant qu'un revirement militaire les libèreraient des contraintes de leurs défaites successives. Franklin, pour sa part, «tendait singulièrement à favoriser la politique de Vergennes ; John Adam demeurait comme toujours le défenseur le plus austère des intérêts du Congrès Continental,» John Jay penchait plutôt pour l'Angleterre, et Henry Laurens semblait marqué par son désir de se démarquer de ses origines françaises en affichant une grande méfiance vis-à-vis de la France. C'était un peu comme s'il était motivé par *l'extrémisme du nouveau converti !*

Des quatre ministres plénipotentiaires américains, John Adams était certainement le plus hostile vis-à-vis des Français parce qu'il avait commis des impairs en France. À l'automne 1779, il avait tenté d'offrir un traité de commerce à l'Angleterre. Le 17 juillet 1780, lorsqu'Adams annonça à Vergennes qu'il avait pour objectif de signer unilatéralement un traité de commerce avec l'Angleterre, le diplomate français lui enjoignit d'attendre que le Congrès Continental prit connaissance des objections de la France[4]. Lorsque le Congrès en prit connaissance, le 12 juillet 1781, il annula la commission de John Adams. Et comme on peut s'en douter, aussi rancunier que la mule du pape qui avait gardé sa vengeance durant sept ans, Adams ne l'oublia jamais, et lorsqu'il devint vice-président des États-Unis (7 ans plus tard, précisément) puis président, les Français eurent à subir sa vengeance implacable.

Quand Vergennes apprit le faux-pas des plénipotentiaires américains à Paris, il écrivit à Franklin, le 13 décembre 1782 : «Je suis assez embarrassé, Monsieur, pour expliquer votre conduite et celle de vos collègues à notre égard. Vous avez décidé de vos Articles préliminaires sans nous en faire part, quoique les instructions du Congrès vous prescri-

1 ●Ibidem. pp. 298-299.

2 ●Comme précisé plus haut, les plus importants avaient pour nom Benjamin Franklin, John Adams, John Jay et Henry Laurens. Le dernier, Laurens, descendait d'un Huguenot français.

3 ●Comme précisé plus haut, les lobbies financiers londoniens eux-mêmes étaient représentés au sein de l'équipe des Plénipotentiaires anglais. Mais ils devaient tout de même faire approuver chaque clause.

4 ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p. 236.

vissent de ne rien faire sans la participation du roi… Croyez-vous satisfaire à ceux qui vous lient au roi ? Je ne veux pas porter plus loin ces réflexions, je les abandonne à votre honnêteté[1].»

Franklin se défendit très habilement en conseillant à Vergennes d'éviter de laisser éclater la controverse afin de ne pas faire savoir aux Anglais qu'ils avaient réussi à semer la zizanie au sein de l'Alliance franco-américaine. «Nous n'avons rien décidé dans ces Préliminaires qui soit contraire aux intérêts de la France et aucune paix ne se fera jamais entre nous et l'Angleterre que vous n'ayez conclu la vôtre. Vous faites cependant l'observation, juste en apparence, qu'en ne vous consultant pas avant la signature nous avons été coupables de négliger un point de *bienséance;* mais comme ce n'est pas par manque de respect pour le Roi, que nous aimons et honorons tous, nous espérons que ce sera pardonné et que le grand ouvrage si heureusement conduit jusqu'ici, si près de sa perfection et si glorieux pour son règne, ne sera pas détruit par une simple imprudence de notre part... *Les Anglais,* je viens de l'apprendre, *se flattent d'avoir déjà réussi à nous diviser.* J'espère que ce petit malentendu restera un secret, et qu'ils se trouveront entièrement trompés dans leur attente[2].»

Vergennes suivit ce conseil en gardant secrète cette affaire, mais il laissa libre cours à son indignation dans une lettre privée à La Luzerne, le 19 décembre 1782 suivant : «Vous applaudirez sûrement, Monsieur, ainsi que moi, aux avantages très étendus que nos alliés, les Américains, doivent recueillir par la paix; mais vous ne serez pas moins surpris que je l'ai été du procédé des députés. Suivant les instructions du Congrès, ils ne devaient rien faire sans notre participation. Je vous avais prévenu, Monsieur, que le Roi ne chercherait à influer dans la négociation qu'autant que ses offices pourraient être nécessaires à ses amis. Les députés américains ne diront pas que j'aie cherché à y intervenir, encore moins que je les aie fatigués par ma curiosité. Ils se sont tenus soigneusement éloignés de moi : John Adams, l'un d'eux, venu de Hollande où il avait été accueilli et servi par notre ambassadeur, *a été près de trois semaines à Paris sans imaginer qu'il me devait une marque d'attention*, et probablement je ne l'aurais pas vu encore si je ne l'en avais fait aviser. Lorsque j'ai eu l'occasion de voir quelqu'un d'eux et de les interroger succinctement sur le progrès des négociations, ils se sont constamment *renfermés dans des généralités*, cherchant à me faire entendre qu'elle n'avançait point et qu'ils n'avaient aucune confiance dans la sincérité des ministres anglais. Jugez, Monsieur, quelle fut ma surprise lorsque, le 30 novembre, M. Franklin me fit part que les articles étaient signés... Je n'accuse personne, je ne blâme même pas Monsieur Franklin; il cède peut-être trop facilement aux impulsions de *ses collègues qui affectent de ne connaître aucun égard*[3].»

---

1 ●Voir Doniol, tome V, p. 192.

2 ●Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique. Correspondance politique et documents*, Imprimerie nationale, Paris, 1886. 5 vol. Tome V: lettre de Franklin à Vergennes, le 17 décembre 1782. pp. 127-128.

3 ●Ibidem. Tome V, pp. 192-194.

Et le Ministre français de jouer les prophètes de malheur et de tomber sans aucune difficulté sur la bonne prédiction : «*Si nous jugeons de l'avenir par ce qui se passe présentement sous nos yeux, nous serons mal payés de ce que nous avons fait pour les États-Unis d'Amérique et pour leur en assurer le titre*[1].» Il ne croyait pas si bien dire. Ce fut dans cette même lettre que Vergennes ordonna à La Luzerne d'informer «les membres les plus influents du Congrès... de la conduite peu adéquate de leurs délégués sans toutefois tomber dans une optique de réquisitoire[2].»

Or ils se trouvait que le Congrès Continental venait juste de solliciter auprès de la France un énorme emprunt supplémentaire de six millions de livres françaises. Certains Américains eurent alors quelques sueurs froides. Bien inutilement, d'ailleurs ! Louis XVI accorda la somme. Aussi Vergennes, en annonçant la nouvelle à la Luzerne, fit allusion à ce "coup de poignard dans le dos" du 30 novembre : «Vous aurez soin, Monsieur, de faire valoir cette nouvelle marque d'intérêt au Congrès, mais vous voudrez bien en même temps *ne laisser aucune espérance que le Roi puisse être disposé à lui donner plus d'étendue, soit par de nouvelles avances soit en lui prêtant son cautionnement*[3]. Les États-Unis ne se montrent pas assez disposés à se créer les moyens de faire face à leurs dettes pour qu'on puisse raisonnablement songer à acquérir des créances pour eux. Celle-ci sera très certainement la dernière[4].» Effectivement, les États-Unis préféraient emprunter aux Français plutôt qu'augmenter leurs propres impôts. Éternelle technique héritée du Parlement d'Angleterre dont les lobbies profitaient seuls des guerres, mais dont les factures étaient défrayées par le petit peuple de cette île.

Le 31 décembre 1782, le ministre français réitéra son admonestation et sa menace gratuite : «Concernant les demandes d'argent qu'on nous fait; vous jugez bien que le comportement présent ne nous encourage pas à nous montrer facile.»

En fait, cette fameuse trahison des Américains vis-à-vis des Français ne fut plutôt qu'un simple manque de tact, un manque d'expérience diplomatique. L'Article 8 du traité d'alliance spécifiait : «Aucune des deux parties ne pourra conclure ni trêve ni paix avec la Grande-Bretagne, sans le consentement préalable et formel de l'autre partie[5]», or la signature des *articles préliminaires* n'équivalait absolument pas à la signature d'une trêve ni à la signature de la paix : c'était simplement l'acceptation des articles qui pouvaient éventuellement constituer les articles d'un traité de paix; *ces articles ne valaient rien si la paix n'était pas conclue entre la France et l'Angleterre*[6]. La déclaration des ministres plénipotentiaires américains là-dessus est explicite. C'est pourquoi, en dépit de ce manque d'égards vis-à-vis des Français, la France accorda son nou-

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, tome II, chap XIV, p. 302, et Doniol pp. 192-194.

2 ●Doniol p. 194.

3 ●Cautionnement : les Français servaient aussi de caution aux Américains afin que ceux-ci puissent emprunter également sur le marché mondial (Hollandais…).

4 ●Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique. Correspondance politique et documents*, tome V, Imprimerie nationale, Paris, 1886. 5 vol. Tome V: 197—198, le 31 décembre 1782.

5 ●US National Archives, The Federal Register Publications System, United States Statutes at Large *The treaties of 1778,* p. 54

6 ●Doniol, tome V, note de la page 277.

veau prêt de 6.000.000 de livres françaises aux Américains, et resta fidèle à la cause de leur liberté.

Dans les Préliminaires généraux, la France n'exigea rien pour elle même à l'exception d'un simple accès, *non privilégié*, à l'économie américaine. Par contre, les États-Unis, profitant de ce que l'Angleterre était à genoux, ─la toute-puissance sécrétant la rapacité boulimique─, ne voulaient plus se contenter de ce pour quoi eux-mêmes et la France étaient entrés en guerre : l'Indépendance totale. Ils souhaitaient par exemple exclure totalement l'Angleterre des Grands Bancs de Terre-Neuve, pour se les approprier à parts égales avec la France… Les Américains quant à eux voulaient commercer avec les Français, mais savaient aussi que tôt ou tard, ils seraient une immense puissance comme le laissait espérer leur situation qu'ils qualifiaient déjà de "continentale" mais qui ne l'était pas encore puisque l'Espagne, l'Angleterre et la Russie impériale étaient encore dans leur chemin, en Louisiane espagnole, au Canada, en Alaska et dans le "Territoire *dit* de l'Orégon". Cela promettait d'ailleurs bien des déboires en perspective pour les voisins qui occupaient le même espace vital continental : Espagne, Angleterre et Russie[1].

Signature générale des deux traités

Enfin furent signés le même jour, le 3 septembre 1783, les traités de Versailles et de Paris qui mirent fin à cette *Guerre d'Indépendance américaine* que les Américains aiment appeler *Révolution américaine* pour lui donner préséance sur la Révolution française. En fait, ce fut la première colonie des temps modernes à arracher son indépendance. Le *Traité de Versailles* (3 septembre 1783) mit un terme au conflit entre la France et l'Angleterre. L'Espagne qui se trouvait aussi en état d'hostilité avec l'Angleterre signa elle-aussi. David Hartley, membre du Parlement britannique, signa la paix pour le roi Georges III. Du côté américain, Benjamin Franklin, John Jay et John Adams, représentèrent les États-Unis. La cérémonie de signature du *Traité de Paris* (3 septembre 1783) entre les États-Unis et l'Angleterre se déroula au 56 rue Jacob, à Paris, car Benjamin Franklin toujours fort méfiant des Anglais dont il craignait une ruse de dernière minute (kidnapping, prise d'otage...), refusa de signer à l'Ambassade d'Angleterre. Il craignait la duplicité de ses anciens compatriotes, car, à l'Ambassade de Grande-Bretagne (territoire anglais), ils auraient pu être mis en état d'arrestation.

♦L'Angleterre reconnaissait l'Indépendance de ses Treize-Colonies américaines et procédait à la restitution les prisonniers de guerre qui avaient survécu aux tortures dans les camps d'internement anglais. L'Angleterre rendait aussi les prises de guerre et les biens spoliés aux citoyens américains.

♦Les Frontières du nouvel état étaient circonscrits par la ligne des Grands-Lacs au nord, par le Mississippi à l'Ouest et par le 31e parallèle au sud. La nouvelle frontière coupait longitudinalement tous les lacs par le milieu à l'exception du lac Michigan entièrement entre les mains des

[1] ●La Russie eut la sagesse de vendre l'Alaska aux Américains. Sous menace de guerre, l'Angleterre se fit imposer au Canada et particulièrement dans le *Territoire de l'Orégon*, une frontière qui ne lui laissait que les froidures canadiennes ; sans parler des îles Sandwich du Nord (Hawaii). L'Espagne se fit enlever des territoires immenses dans ce qui est actuellement le sud-ouest étatsunien.

Américains. Dans l'Ouest où se rencontraient la Louisiane *espagnole* et le Territoire de Rupert qui appartenait en pleine propriété *privée* à la Compagnie de la Baie d'Hudson, le territoire n'avait pas lieu d'être partagé. Il le sera au début du siècle suivant lorsque la France de Bonaparte aura forcé l'Espagne à lui rétrocéder la Louisiane et que Bonaparte l'aura bradée aux États-Unis pour une bouchée de pain. La Province de Québec perdait une partie de son territoire au profit des États-Unis, mais l'emplacement exact de la frontière méridionale du Québec ne fut réglé que bien plus tard.

♦Les pêcheurs américains récupéraient leur droit de pêche autour de l'île de Terre-Neuve et dans le Golfe Saint-Laurent.

♦En ce qui concernait la France, l'Angleterre fut forcée de rendre une partie des territoires qu'elle avait acquis à la fin de la Guerre de Sept Ans ; huit loges[1] des Indes : Balassore, Kassimbazar, Yougdia, Dacca, Patna, Mazulipatam, Calicut et Surat. La France garda ou récupéra le Sénégal et quelques îles des Antilles : Martinique, Guadeloupe, Sainte-Lucie, Tobago et Trinidad ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon dans le nord. Elle s'octroya un droit de pêche plus étendu sur les bancs de Terre-Neuve, sur les côtes nord-est et ouest de cette île, depuis le cap Saint Jean jusqu'au Cap Raye. Par contre la France ne demanda aucune réparation pour les actes de piraterie de la Royal Navy contre les vaisseaux marchands français, en pleine paix ; les marchands ne sont-ils pas gens méprisables selon l'opinion des aristocrates ? Ces captures avaient été faites par ruse, avec une sournoiserie indigne d'un pays civilisé. Les capitaines anglais annonçaient aux commandants français de ces vaisseaux marchands qu'*ils avaient une nouvelle à leur communiquer*, et ils envahissaient par surprise leur navire.

♦L'Espagne récupéra Minorque et la partie de Floride qui avait été annexée. Mais la France refusa de forcer l'Angleterre à rendre Gibraltar afin de ne pas trop l'humilier !

♦Être les alliés des vaincus britanniques fut désastreux pour les Canadiens-Français qui eurent fort à perdre de la défaite de l'Angleterre. D'abord, 50.000 réfugiés anglais s'abattirent sur eux comme une nuée de sauterelles affamées. Ils arrivèrent des États-Unis, ruinés pour avoir misé sur le mauvais cheval et furieux contre les Canadiens-Français qu'ils assimilaient à La Fayette et aux troupes françaises de Rochambeau lesquelles les avaient expulsés de leurs Treize-Colonies. Ils refusèrent rapidement de vivre avec les Canadiens et il fallut amputer la Province de Québec (1791) en faveur de ces *Royalistes* appelés officiellement ici *Loyalistes.* Les Canadiens perdaient aussi l'Ohio et les Grands Lacs au profit des Américains. De plus, ces mêmes Canadiens-Français durent payer des contributions pour équiper tous ces nouveaux venus et leur permettre de se refaire une nouvelle vie et une santé mentale toute neuve.

♦

Si la déception des Canadiens fut immense en constatant que la France ne reprenait pas le Canada, considérables aussi furent la surprise

[1] ●Ces loges s'ajoutaient aux comptoirs traditionnels de Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon et Mahé, qui, finalement restèrent plus longtemps français (le transfert ne se fit qu'en 1954) que l'Inde ne resta anglaise (1947). Le Gouvernement de l'Inde indépendante refusa un référendum pour demander à la population de Pondichéry si elle voulait rester française, craignant que la population refuse d'être rattachée à la République indienne.

et la satisfaction des Anglais. «Le sieur Adhémar s'attachera à montrer aux Anglais que nous somme leurs amis et que l'inimitié qui a existé jusque là ne venait que de Louis XIV et de Guillaume III.» Rêveries utopiques d'idéalistes, incapables de comprendre que les lobbies d'Angleterre qui dirigeaient le Destin du peuple anglais ne rêvaient que de vengeances.

Il était tout de même curieux et choquant que Louis XIV ─l'un des meilleurs rois de France─ soit ainsi mis au pilori par l'un des pires monarques, Louis XVI. Mais tout comme de Gaulle tendit la main à l'Allemagne détruite, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, l'essentiel était de tendre la main au vaincu afin de créer la paix en Europe après des siècles de conflits. Mais les Anglais ne sont pas les Allemands. Il y eut deux réactions antinomiques. Georges III d'Angleterre avait été si échaudé par la défaite qu'il se montra momentanément favorable à un rapprochement, comme le raconta Rayneval[1] plénipotentiaire français à Londres : «J'ai été introduit dans le cabinet du roi par mylord Grantham, qui est resté en tiers. J'ai fait le discours dont je joins ici la copie. Sa Majesté-Britannique m'a répondu de manière à me convaincre de *la joie franche et sincère qu'elle éprouvait de voir la paix rétablie*. Ce prince m'a dit que les principes de la Justice que Sa Majesté a développés dans toutes les occasions, la candeur et la droiture qu'il a remarquées dans sa politique, la simplicité et la pureté de ses mœurs et de sa vie privée, lui avaient inspiré depuis longtemps une grande estime et une véritable amitié pour Sa Majesté ; qu'il voyait avec bien du plaisir le moment de pouvoir s'expliquer à cet égard ; que la manière franche et libérale avec laquelle les négociations ont été suivies, ont augmenté et fortifié ses sentiments ; qu'il espérait qu'il s'établirait entre Sa Majesté et lui une cordialité dont le germe était autant dans son cœur que dans ses principes ; que *la France et l'Angleterre étaient faites pour êtres amies* ; que leur union convenait parfaitement à leurs intérêts bien entendus ; qu'elle [l'union commerciale entre les deux pays] préviendrait une guerre non seulement entre les deux puissances, mais aussi entre les autres souverains de l'Europe. Enfin Sa Majesté Britannique m'a dit avec beaucoup d'onction et beaucoup de gaîté qu'elle ne voulait plus avoir la guerre avec la France. Ensuite ce prince s'est attaché, Monseigneur[2], à faire votre éloge ; il a beaucoup appuyé sur la conduite franche et loyale que vous avez tenue dans tout le cours de la négociation, et il se flatte que tant que vous serez ministre, il n'y aura ni guerre, ni discussion [dispute] entre la France et l'Angleterre. Sa Majesté Britannique a fini son discours par me dire des choses infiniment flatteuses [on n'est jamais mieux servi que par soi-même], mais que je me garde bien de répéter. Mon audience a duré près d'une heure. Il a beaucoup été question d'intrigues ; et cette matière a encore fourni au roi d'Angleterre matière à faire l'éloge de Sa Majesté [le roi de France]. L'intervention des médiateurs n'a pas été omise ; le roi

1 ●Né à Masevaux dans le Haut-Rhin, Mathias Joseph Gérard de Rayneval était le frère de Conrad Alexandre Gérard, comme lui diplomate. Au service des Affaires étrangères, Mathias fut nommé Ministre plénipotentiaire à Londres à la fin de la guerre ; il eut une grande part au traité de commerce conclu avec l'Angleterre en 1786, dit Traité Eden-Rayneval.

2 ●Il s'agit bien entendu de Vergennes, qui s'occupait des Affaires étrangères en France. Comment évaluer les éloges dithyrambiques d'un roi d'Angleterre pour un ennemi qui vient de le vaincre et de l'humilier ? Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'un Vergennes anglais aurait été décapité par le même roi pour Haute-Trahison.

d'Angleterre a montré beaucoup de satisfaction de ce qu'elle n'a pas eu lieu ; et ce prince a dit d'une manière très agréable qu'il avait toujours pensé qu'il fallait s'adresser directement à la France ; qu'il était persuadé que c'était la voie la plus sûre à la paix, et que mon voyage du mois de septembre l'avait convaincu de la justesse de son opinion et de ses espérances[1].» Ah ! Que ces éloges résonnent comme un *Ouf !* de soulagement dans la bouche du souverain anglais. Mais cette débonnaireté française n'empêcha pas l'Angleterre de tomber à bras raccourcis sur les Français à peine 10 ans plus tard, sous l'influence de ses lobbies financiers, après avoir rameuté toute l'Europe contre sa mortelle ennemie prise dans les griffes de la Révolution française.



[1] ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique, Correspondance politique et documents*, tome V, Imprimerie nationale, Paris, 1886. pp. 279-280. Bancroft George, Ancien ministre plénipotentiaire des États-Unis près des cours de Paris et de Berlin, traduit et annoté par le comte Adolphe de Circourt, *Histoire de l'action commune de la France et de l'Amérique pour l'Indépendance des États-Unis,* F.Vieweg, Libraire-Éditeur, Paris, 1876. Volume III, p. 55. Lettre de M. de Rayneval à M. de Vergennes, Londres, 24 janvier 1783.

Chapitre 9

Des pertes humaines et des conséquences de cette guerre ; de la longueur des guerres ; des réparations ; des grenouillages de cour ; du Destin de chacun de ces pays.

La chronologie des événements qui ponctuent l'effort américain destiné à se libérer de l'étreinte de l'Angleterre peut sans aucun doute être considérée comme une aventure heureuse pour l'équilibre de l'Europe et du monde. En effet, insistons sur le fait que, avec l'apport des colonies américaines dont la population doublait tous les 25 ans, l'Angleterre devenue une superpuissance, aurait vraisemblablement permis aux lobbies économiques anglais de transformer l'Europe en "chasse-gardée" de consommateurs, comme elle le faisait déjà avec ses colonies qui n'avaient d'autres choix que de consommer des biens manufacturés en Angleterre, sans aucune possibilité d'exercer la moindre concurrence. Ce fut aussi le cas dans les provinces celtes des Îles britanniques ─Écosse, Irlande, Galles, Cornouailles[1]─ qui furent, siècle après siècle, saignées à blanc de leur vitalité démographique et économique, au profit de l'Angleterre, hégémonique dans cet archipel[2]. Mais on ne peut refaire l'Histoire, même si on est en droit de considérer que si, au XVIIIe siècle, les États-Unis avaient adopté l'allemand comme langue officielle, l'aventure hitlérienne aurait aussi possiblement dérapé plus encore et modifié le monde cent-cinquante ans plus tard, avec l'appoint d'une Amérique culturellement germanique.

C'est pourquoi, quand Jonathan R. Dull écrit que «la guerre d'Amérique ne réussit pas à accomplir l'objectif de la France qui était d'*affaiblir la Grande-Bretagne de façon permanente en mettant un terme à son monopole sur le commerce américain*[3],» il est évident que Dull n'a pas suffisamment fouillé la stratégie française de l'époque qui était simplement de *séparer politiquement les Treize-Colonies de leur mère-patrie*, car ces colonies allaient transformer l'Angleterre en une superpuissance qui déstabiliserait l'équilibre européen et même mondial. Inverse-

---

1 •Cornwall (Cornish) est l'extrémité sud-ouest de l'île de Grande-Bretagne. C'est l'une des 8 nations celtiques d'Europe avec la Bretagne, l'Écosse, l'Irlande, le Pays-de-Galle, l'Île-de-Man, Asturies et Galice.

2 •Surtout si l'on étudie en profondeur des catastrophes comme : les *Highland Clearances*, en Écosse, ainsi que les *famines provoquées d'Irlande* au milieu du XIX siècle.

3 •Dull, Jonathan R., *The French Navy and American Independence ; A Study of Arms and Diplomacy*, Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1975. pp. 340-341

ment, la diplomatie française ne souhaitait pas que l'Angleterre fût réduite à néant car son rôle était jugé nécessaire dans l'équilibre des nations de l'époque.

La Guerre d'Indépendance américaine pourrait certes être considérée comme une guerre civile[1], mais les Américains aiment à la présenter comme une Révolution, la première Révolution des temps modernes. Cela leur accorde la primauté de la Liberté face au colonialisme diabolisé par les temps modernes. Même si, au fond, tous les pays de quelque importance ont été constitués de "colonies agglomérées" qui ont été, à la longue, assimilées avec succès. La Gascogne a été reconquise sur l'Angleterre les armes à la main par l'Armée française à l'issue de la Guerre de Cent Ans, et les dirigeants gascons qui souhaitaient rester "anglais" eurent la tête tranchée, ce qui leur laissait peu de choix ; la Bretagne, la Normandie, la Franche-Comté, la Corse, l'Alsace, la Flandre française... ont été conquises par annexion forcée et lentement digérées par la France, c'est à dire *francisées,* pour que ces "colonies" deviennent des provinces de France. Encore fallait-il que cette période de "colonisation" soit suffisamment longue.

En fait, les Treize-Colonies constituèrent les premières accessions à l'indépendance de colonies contemporaines. Ces hostilités durèrent dix longues années[2], de 1773 à 1783. Et cela marqua tellement l'esprit des Anglais qu'ils s'arrangèrent pour ne plus s'opposer par les armes à la volonté d'indépendance de leurs colonies désireuses de secouer le joug de l'oppression. *Chat échaudé craint l'eau froide !* dit-on. Et si les Français ont fait les guerres d'Indochine et d'Algérie, les Anglais, eux, poussés par les *think tanks*[3] créés par les lobbies marchands, aristocratiques et financiers (*The Secret Society of Cecil Rhodes, The Milner Group, The Round Table*[4]...), ont immédiatement accepté de négocier des accords économiques de type Commonwealth (Richesse commune) avec tous les récalcitrants qui rêvaient de liberté.

Comme toutes les guerres d'Indépendance, la Révolution américaine fut essentiellement une révolte sociale. La révolte d'une bourgeoisie possédante fort ambitieuse, soumise à une taxation antidémocratique et à des contraintes économiques injustifiées. Cette classe aisée, qui contrôlait le pouvoir, poussa alors le petit peuple à prendre les armes. L'insurrection fut facilitée par le fait que le petit peuple avait accumulé de lourdes rancunes contre le Gouvernement central. Tel est le schéma

---

1 ●Bien que, ethniquement parlant, les grandes lignes de force suggéraient que, au sein du petit peuple majoritaire, c'était les Celtes et les Allemands qui souhaitaient se débarrasser des Anglais. Les dirigeants, par contre, étaient plutôt dominés par les Anglais qui constituaient au tout début la classe riche et qui préférèrent garder leurs biens en changeant d'allégeance.

2 ●1773, Boston Tea Party, à 1783, Paix de Paris et de Versailles.

3 ●Le mot *think tank* (groupe occulte de réflexion et de pression politique) était anachronique à cette époque.

4 ●Carroll Quigley, Professor of Foreign Service à Georgetown University, (Université jésuite catholique de Washington) : *The anglo-american Establishment,* 1981.

habituel de toutes les guerres d'indépendance, de toutes les révolutions et particulièrement de la Révolution française qui suivit immédiatement dans son sillage.

Dans les Treize-Colonies, la *structure sociale* consistait en deux couches de base qui résistaient autant au mélange que la noblesse et la roture en France, ou que l’huile et l’eau dans la Nature. L’huile symbolisait les Américains d’origine anglaise (50% du total) et l’eau les autres, essentiellement les 20% de Celtes (Écossais, Gallois et Irlandais), les 7% d’Allemands et les 20% d’esclaves (noirs ou amérindiens Panis) qui formaient une classe à part. Tous ces éléments ethniques, plus ou moins considérés avec mépris par la mère-patrie, ne se mélangeaient pas, certes, mais ils surent se liguer contre l'Angleterre.

La couche ethnique d’origine anglaise ou anglicane tenait le haut du pavé dans les Treize-Colonies, avantagée par le népotisme ethnique et appuyée par les lois discriminatoires[1] et par le halo de vaine fierté nationale que s’arrogent souvent ceux qui méconnaissent l’Histoire ou qui considèrent cette discipline comme un moyen de se glorifier arbitrairement. Le petit peuple qui prit les armes provenait essentiellement de la couche inférieure, prolétarienne de la société américaine[2], les Celtes (Écossais, Irlandais, Gallois…) et les Allemands venus du Saint-Empire romain germanique. La lutte armée fut donc généralement exécutée par ces Celtes, tandis que la strate supérieure de la couche anglaise monopolisait les postes de dirigeants politiques et administratifs pour contrôler le nouvel État. Beaucoup parmi les Anglais pauvres qui avaient *peu* à perdre (petits fonctionnaires ou gagne-petit), dévoilèrent leur vraie opposition à l’Indépendance et se proposèrent comme indicateurs, guides, soldats ou même "vigilantes". Ils finirent brutalisés et expulsés. Ils durent s’exiler. Les Anglais, planteurs avec de nombreux esclaves, riches commerçants et politiciens, furent finalement les grands bénéficiaires de la Révolution. Cette schématisation excessive a l’avantage de donner une esquisse simplificatrice de la sociologie révolutionnaire. La Révolution française qui allait éclater six ans plus tard, suivit le même processus : les leaders bourgeois, ou même nobles appauvris, montèrent au créneau de l'agitation politique derrière leur lutrin, leur ambon et leur chaire de propagande, tandis que le petit peuple se contenta des créneaux des barricades.

Les Français, débarqués en juillet 1780, commencèrent à combattre le 26 juin 1781 pour finir à Yorktown, le 19 octobre 1781 après

---

1 •Outre le *Fugitive Slave Act* de 1793, l’*Indian Removal Act de* 1830 (destiné à forcer les tribus indiennes de l’est du Mississippi à s’expatrier vers l’ouest du Mississippi), le *Test* Act anticatholique et les nombreuses lois discriminatoires de chacune des treize colonies : double taxation de la presse de langue allemande.

2 •L’adjectif *prolétarien* n’est pas anachronique, même si l’analyse marxiste était encore loin à cette époque. Les prolétaires formaient la couche la plus pauvre dans la hiérarchie des Citoyens romains. Leur seul capital était leurs *enfants* : prōlētărĭus, ĭi, m. = *qui ne compte dans l’État que par ses enfants*. (de prōlĕsis, f. = enfants, famille, race, lignée, postérité). [Gaffiot F., *Dictionnaire latin-français*, Hachette, Paris, 1934.] En Grande-Bretagne, les Écossais tenaient à peu près ce rôle de fournisseurs de soldats, pour suppléer au refus de la population anglaise de combattre en rase campagne.

une seule campagne. En 14 semaines, l'armée anglaise capitula[1]. Certains chefs militaires sont réputés pour rejeter sur leurs alliés le discrédit de leurs défaites. Jamais les Espagnols et les Portugais n'ont jamais été plus mauvais combattants que sous la plume des écrivains militaires anglais lorsqu'ils évoquèrent, par exemple, les Campagnes péninsulaires du duc de Wellington durant le Premier Empire français. Les mensonges des chefs militaires, destinés à sauvegarder leur vanité et celui de leur pays, tournaient parfois en leur défaveur, plongeant leur ennemi dans l'hilarité. Ainsi, au cours de la Guerre de l'*Asiento de Negros (Guerre de l'Oreille à Jenkins)* qui servit d'*ouverture* à la Guerre de Succession d'Autriche, «l'honneur de l'Angleterre fut même doublement affecté car ses chefs de guerre avaient eu la mauvaise idée d'annoncer prématurément plusieurs victoires contre les Espagnols qui se révélèrent des défaites[2], de sorte que des médailles furent frappées à Londres ; le roi avait aussi organisé à grands frais des célébrations triomphales[3].» Le roi d'Angleterre Georges II mentit aussi en faisant célébrer comme une victoire sa fuite de Dettingen[4], par des *Te Deum* à travers toute l'Angleterre.

Les chefs militaires n'hésitent donc pas à mentir pour se blanchir d'une erreur, d'une défaite, ou pour soutenir le moral de la population, comme le fit le Service de la Propagande de toutes les armées du monde durant les deux Guerre mondiales. Durant les Négociations de Paix de 1782-1783, Franklin écrivit à Henry Laurens pour lui mentionner que tous ces mensonges sont le fait «de chefs de guerre et de ministres de puissances belligérantes, qui pour soutenir le courage de leur peuple, lui représentent leur propre situation sous des couleurs les plus favorables, et celle de l'ennemi sous les pires. Il en résulte que des deux côtés, le peuple s'attend à de meilleures conditions de paix qu'on n'en peut vraiment obtenir, et qu'il attribue ce désappointement à la trahison. C'est ainsi que la

1 ●À comparer à l'intervention de l'Armée américaine sur les champs de bataille européens durant la Grande Guerre. Les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Empire allemand (IIe Reich) en 1917 après l'interception par les Anglais du *Télégramme de Zimmerman*, dans lequel les Allemands proposaient au Mexique de déclarer la guerre aux États-Unis pour récupérer certains États du Sud-Ouest américain arrachés au Mexique. Mais en 1917, les États-Unis n'ayant pas encore d'armée capable de se battre contre une armée moderne (autre que les Indiens), les premiers régiments américains ne commencèrent à combattre en Europe que les derniers mois de la guerre, au printemps de 1918.

2 ●En particulier la Bataille de *Carthagène,* capitale de la colonie espagnole de Nouvelle-Grenade. Cette guerre de l'Angleterre contre l'Espagne fut un désastre complet pour l'Angleterre : 600 seulement des 3.000 soldats levés dans les Treize-Colonies survécurent. Les Colonies servaient alors de réservoir d'effectifs pour l'Armée anglaise, afin d'épargner les citoyens d'Angleterre.

3 ●Castex, Jean-Claude, *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, Les Éditions P-O, Vancouver, 2011. p. 11 (Prolégomènes).

4 ●Le 27 juin 1743, au début de la Guerre de Succession d'Autriche. Le maréchal de Noailles réussit à acculer l'armée anglaise dans un défilé, sans vivres. Mettant la nuit à profit, les Anglais s'enfuirent en abandonnant les blessés et une partie de leur artillerie. Georges II ne voulut plus se risquer sur un champ de bataille après cela. Il présenta sa fuite comme une victoire et ordonna aux Anglais de la célébrer par des Te Deum. Encore aujourd'hui, les historiens anglais présentent cette fuite comme une victoire. [Castex, Jean-Claude, *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, Les Éditions P-O, Vancouver, 2011. pp.. 86-90.]

Paix d'Utrecht[1] et celle d'Aix-la-Chapelle[2], passèrent, en Angleterre, pour avoir été influencée par l'or français, et, en France, par les guinées anglaises. La dernière paix (le Traité de Paris en 1763), la plus avantageuse et glorieuse pour l'Angleterre, fut, vous vous en rappelez peut-être [nous dit Franklin], violemment décriée, et ceux qui l'avaient négociée grossièrement insultés[3]» car ils trouvaient que l'Angleterre aurait pu obtenir plus encore.

♦

Dans le domaine des pertes humaines, «plus de 25.000 Révolutionnaires américains furent tués en service militaire actif ; 8.000 d'entre eux tombèrent sur les champs de bataille ; les 17.000 autres furent victimes de maladie, en incluant 8 à 12.000 morts de faim ou de maladie générées par les conditions déplorables de captivité des camps de prisonniers anglais, dans les pontons pourrissants de New York ou de Portsmouth.

Le calcul des morts par maladie est sans aucun doute sous-estimé ; «2.500 Américains moururent alors qu'ils étaient cantonnés à Valley Forge durent l'hiver 1777-1778 seulement[4].» Le nombre de Révolutionnaires sérieusement blessés ou handicapés par la guerre fut estimé à un total situé entre 8.500 et 25.000. «Le calcul global des pertes militaires américaines s'élève à 50.000[5]» dont l'immense majorité était constituée de Celtes (Écossais, Irlandais, Gallois) et d'Allemands.

Du côté anglais, environ 170.000 marins ont servi dans la Royal Navy durant cette guerre, sur toutes les mers du globe, non pas simultanément mais les uns après les autres à cause d'un taux de désertion énorme. Environ 25 ou 50% d'entre eux furent enrôlés de force; les autres étant des marins-pêcheurs peu volontaires, eux-aussi. Près de 20.000 moururent de la guerre, dont 1.250 seulement tués au combat et 18.500 de maladie. La maladie la plus meurtrière fut le scorbut, car pour des raisons d'économie le Haut-Commandement anglais négligea de dis-

---

1 •La Paix d'Utrecht termina la Guerre de Succession d'Espagne. Effectivement au cours de cette guerre, ce fut l'or anglais qui permit à l'Angleterre d'acheter des régiments de mercenaires allemands et d'en payer à l'Autriche et à la Hollande. Et ce fut l'immense pot-de-vin français –non pas composé d'or, mais de territoires comme l'Acadie, Terre-Neuve et la Baie d'Hudson, ainsi que du monopole de la Traite des esclaves vers l'Amérique espagnole– que Louis XIV donna à l'Angleterre, qui permit à la France d'acheter le retrait de l'Angleterre de la coalition anti-française, et ainsi d'imposer un Bourbon sur le trône d'Espagne.

2 •La Paix d'Aix-la-Chapelle mit un terme à la Guerre de Succession d'Autriche. Ce fut, là encore, les guinées anglaises qui permirent à l'Angleterre d'acheter des régiments de mercenaires allemands et d'en offrir à l'Autriche et à la Hollande. La *guinée* était la livre (non pas en argent sterling mais en or) de la Traite des esclaves dont les victimes provenaient essentiellement du Golfe de Guinée. La motivation anglaise principale de cette guerre avait été de se faire prolonger par l'Espagne les trente ans de monopole de l'Asiento ou traite des esclaves vers l'Amérique espagnole. Cette fois la France se battit *pour le roi de Prusse* et ne tira rien de cette guerre, excepté une nouvelle guerre (celle de Sept Ans) qui fut catastrophique pour elle. Comme après la Première Guerre mondiale, l'absence d'énergiques représailles de la France envers le pays qu'elle avait vaincu entraîna le renouvellement de la guerre.

3 •Lettre de Benjamin Franklin à Henry Laurens, du 25 mai 1782 (Passy), *Private Correspondence,* pp. 225-226

4 •Burrows, Edwin G., *Patriots or Terrorists ? The Lost Story of Revolutionary War POW's*, American Heritage, Oxford (USA), 2008.

5 •Shy, John. *A People Numerous and Armed: Reflections on the Military Struggle for American Independence*. New York: Oxford University Press, 1976. pp. 249-250.

tribuer du jus d'agrumes aux marins. Selon l'historien écossais Piers Mackesy, 42.000 marins désertèrent durant la guerre ce qui représente presque le quart des marins de la Royal Navy[1].

Mais les lobbies marchands ─étroitement fusionnés avec la classe politicienne aux commandes de l'Angleterre, de même qu'avec l'aristocratie anglo-protestante qui ne déchoyait pas en se livrant au négoce (contrairement à l'aristocratie française)─ n'éprouvaient qu'indifférence pour les malheurs de la guerre et les monceaux de tués, de handicapés, de veuves et d'orphelins engendrés par leurs décisions et leurs stratégies commerciales. L'utilisation massive de non-Anglais : Écossais, Irlandais et Allemands, permettait à la populace londonienne de ne pas entrer en effervescence lorsque les magazines et les journaux de la capitale rapportaient les pertes. Les morts étaient enterrés, et les "gueules cassées", transformées en handicapées, étaient renvoyées chez eux à l'étranger (Saint-Empire romain germanique, Écosse, Irlande) avec une partie des retards de solde et une promesse jamais tenue de recevoir le reliquat. Rappelons le discours significatif, déjà évoqué ailleurs, prononcé par le Très Honorable Charles James Fox dans son intervention au Parlement de 1781 afin de critiquer l'énorme emprunt de guerre britannique : «S*i une nation peut être stimulée par l'excitation d'une guerre, par l'espoir de conquêtes et par la loterie hasardeuse de la victoire, lorsqu'elle ne risque aucune augmentation équivalente de taxes, le jeu sera joué avec un empressement ardent* ; *les motifs de guerre seront examinés superficiellement et les carnages des bataille lointaines ne causeront qu'une tristesse fugace*[2].» Ce texte des plus inhumains montre bien que la classe affairiste d'Angleterre se moquait bien des malheurs de la guerre pour n'en retenir que les bénéfices qui n'atteignaient jamais les combattants.

Les Armées de terre américaines et anglaises
durant la Guerre d'indépendance américaine

Alliés	**Population du pays**	**soldats**	**% de la population**
Canadiens français	90.000	3.500 § note [3]	3,88%
Hesse	2 400 000	30 000	0,82 %
Américains	2.700.000	25.000	0,92%
Écossais	3 000 000	7 200	0,24 %
Irlandais	3 600 000	7 200	0,20 %
Anglais	9 000 000	3 600	0,04 %

1 ●Mackesy, Piers, *The War for America: 1775–1783*, University of Nebraska Press, 1993, pp. 6 et 176.

2 ●Extrait caractéristique déjà mentionné dans un autre chapitre de cet ouvrage. Tiré de Earl Russell, *The Life and Times of Charles James Fox*, Richard Bentley, Londres 1866. Vol.I, p.235. "If a nation can be buoyed up by the excitement of war, the hopes of conquest, and the gambling chances of victory, without any corresponding increase of taxes, the game would be played with eager readiness ; the motives for hostilities would be lightly examined, and the distant bloodshed of a battle would cause only a transient sorrow."

3 ●Les Canadiens-Français combattaient dans les deux armées: environ 2.500 servaient de garnison à Québec, Montréal, Trois-Rivières et ailleurs ; la seule garnison de Québec comptait 1.500 Canadiens-Français. 3 à 400 hommes se battaient dans le 1er Régiment canadien-français de l'Armée américaine, et un 2ème régiment comptait aussi 700 soldats.

Les mercenaires allemands de l'armée anglaise subirent des pertes approximatives de 1.200 tués au combat, tandis que 6.354 moururent de maladie et d'accident divers dus à la guerre. En fait, 16.000 mercenaires allemands seulement retournèrent dans leur natal Saint-Empire romain germanique. 5.500 choisirent de rester aux États-Unis après la guerre pour des raisons variées, beaucoup devinrent citoyens américains après s'être battus contre ce pays.

Quant aux insurgés américains, ils ne disposaient que de 18.000 à 25.000 hommes inexpérimentés, des miliciens volontaires mal équipés, à moitié soldats, à moitié cultivateurs. Leur nombre se réduisit même parfois jusqu'à 3.000 hommes en état de combattre, surtout quand les Français intervinrent. Ils n'avaient pas de marine de guerre à l'exception de quelques vaisseaux donnés ou subventionnés par les Français, et ne disposaient que de peu de généraux bien formés et aguerris. Dans plusieurs des 13 colonies, on finira par imposer un service militaire *provisoire et non universel* pour tous les hommes *blancs* âgés entre 16 et 60 ans. Cependant, demeurèrent généralement exemptés de la conscription les fonctionnaires, les pères de famille, le Clergé, les étudiants et les enseignants de Yale, les Amérindiens, les noirs et les métis. Le mariage fut alors fort en vogue. De toute façon, c'était plus que ne pouvait en équiper l'armée américaine sans créer des taxes nouvelles, car l'aide française était essentiellement engloutie par les politiciens et les fonctionnaires. De ce fait, il était possible d'échapper à l'obligation de combattre pour son pays en payant 5 livres ; somme modeste pour les riches mais "*impertinente*" pour les modestes. Selon Jack P. Greene[1], le peuple américain eut à subir 25 000 morts au cours de la Révolution américaine, par faits de guerre, maladie, mais aussi par violences entre royalistes et républicains.

Selon l'historien américain Simeon Thayer[2], les forces anglaises résiduelles ─en réalité essentiellement des Allemands et des Écossais─ qui gardaient les différentes places-fortes des Treize-Colonies et du Canada ne totalisaient que 700 soldats de métier lors de l'invasion américaine de 1775. Ce nombre insignifiant fut heureusement renforcé de 1.025 miliciens canadiens-français de forte valeur combative[3]. En juin 1776, 9.000 hommes (essentiellement allemands et écossais) débarquèrent sous les ordres de l'Écossais Charles Douglas et de John Burgoyne pour venir renforcer les Canadiens-Français et les Indiens[4]. Ce fut cette armée de Réguliers qui fut capturée par les Américains à la Bataille

---

1 ●Greene, Jack P., *The American Revolution*, University Press, New York, 1987 ; cité dans É. Marienstras, É., *Révoltes et révolutions,* N. Wulf, 2005, p. 98

2 ●Thayer, Simeon; Stone, Edwin Martin; Rhode Island Historical Society (1867). *The Invasion of Canada in 1775: Including the Journal of Captain Simeon Thayer, Describing the Perils and Sufferings of the Army Under Colonel Benedict Arnold, in Its March Through the Wilderness to Quebec*. Providence, RI: Knowles, Anthony & Co. p. VII. p.209. Thayer était plus soldat qu'historien.

3 ●Smith, Justin H, *Our Struggle for the Fourteenth Colony,* vol 1. G.P. Putnam's Sons, New York, 1907. Vol.1, pp. 342–3. Aussi Alden, John R (1969 (1989)). *A history of the American Revolution*. New York: Knopf.

4 ●Ibidem. Vol.2, p. 430.

de Saratoga (septembre-octobre 1777).

♦

L’argent est le nerf de la guerre, dit-on. Il en est à la fois la cause et le moteur. Les sommes fabuleuses qui circulent dans les milieux gouvernementaux en temps de guerre, et le relâchement dans la surveillance, déterminé par la fébrilité et parfois l’hystérie guerrière, ne manquent pas de fournir des opportunités tentantes de concussion à tous ceux qui, "planqués" loin des champs de batailles, sont les véritables profiteurs de guerre. Les membres du *Council of Trade and Foreign Plantations*[1] qui se fondaient en complète symbiose avec les Parlementaires anglais, étaient les premiers bénéficiaires de cette manne guerrière. Parlant du budget britannique de North en 1781, Fox en fit une dure critique ; et l’une de ses accusations était : «Pour compléter l’iniquité de la transaction, une grande partie de l’emprunt fut attribuée aux amis politiques des Ministres[2].» Investir dans la guerre était donc un privilège fort juteux, à condition que ce ne soit pas notre enfant qui verse son sang.

L’historien américain Bemis[3] a calculé que les sommes fournies par la France, de 1776 à 1783, s’élevaient à 45.500.000 livres françaises (soit environ 8.000.000,00 $ américains) ; toutes ces sommés furent remboursées avec les intérêts plus tôt que la France ne s'y attendait (après avoir fait quelques difficultés) : dès 1795, les États-Unis éteignirent toutes leurs dettes financières envers la France[4]. Le dernier paiement sur la dette contractée avec la Hollande fut versé en 1809. L'Espagne qui refusa de signer une Alliance avec les Treize-Colonies par respect pour l'institution monarchique, ne fournit qu'environ 650,000 $[5].

Pourtant, lorsque la France sombra dans les désordres de la Révolution française ─à partir de 1789─, les Américains atermoyèrent pour procéder aux remboursements prévus. Les Français pensèrent immédiatement que les Américains allaient profiter des convulsions de la Révolution française pour s’affranchir de leurs dettes sous divers prétextes. Les Américains hésitèrent effectivement. Mais Benjamin Franklin veillait, lui qui était simplement honnête sans arrière-pensée, s’efforça de trouver une raison invincible pour faire payer les Congressistes : "la peur non pas du gendarme, mais de l’Angleterre." La Grande-Bretagne «épiera, pendant longtemps, l'occasion de recouvrer ce qu'elle a perdu… si nous montrons de la négligence à payer nos dettes, de l'ingratitude pour ceux qui nous ont servis et traités avec amitié,… on nous attaquera avec la

---

1 ●Autrement dit : *les lobbies* londoniens organisés en Administration royale.

2 ●"To complete the iniquity of the transaction, a large portion of the loan was distributed among the political supporters of the Ministers." Earl Russell, *The Life and Times of Charles James Fox*, Richard Bentley, Londres 1866. Vol.I, p.237.

3 ●Professeur de Yale, fort anglophile.

4 ●Bemis, Samuel Flagg, *A diplomatic history of the United States,* Holt, New York, 1936. pp. 22-24, et pp. 93-97; *Payment of the French loans to the United States,* 1777-1795, dans *Current history,* XXIII (1926) : pp. 824-831.

5 ●Ibidem. pp.24, 93 n. 4.

perspective d'un meilleur succès… Ne nous endormons donc pas dans une sécurité dangereuse[1].» Autrement dit : si nous ne remboursons pas nos dettes aux Français, ils ne viendront plus nous libérer des Anglais lorsque ces derniers ─saisissant l'occasion─ se précipiteront pour nous asservir de nouveau. Car la France, cette «puissante monarchie continue d'être l'amie des États-Unis. Cette amitié est du plus grand prix pour notre sûreté ; il faut la cultiver avec soin. La Grande-Bretagne ne peut se consoler d'avoir perdu l'empire qu'elle exerçait sur nous, elle se flatte quelquefois encore de la reconquérir un jour. Les événements peuvent accroître ses espérances et encourager quelque dangereuse tentative. Une rupture, entre la France et nous, ramènerait infailliblement les Anglais sur notre dos, et cependant *il est parmi nos compatriotes quelques fanatiques qui s'efforcent d'affaiblir les liens qui nous unissent à la France !* Gardons notre bonne réputation en faisant honneur à nos engagements, notre crédit en exécutant nos contrats, nos amis en leur témoignant reconnaissance et amitié, car nous ne savons pas si bientôt nous aurons besoin de toutes leurs ressources[2].» Et les événements étaient là pour ramener les Américains dans le chemin de l'honnêteté, comme un briard ses moutons mérinos : en 1814-1815, voyant la France faire face à toute l'Europe enfiévrée par l'or anglais ─suivant l'habituelle stratégie des lobbies londoniens qui payaient aux pays acceptant d'assaillir la France sur le Continent européen une partie de leurs frais de guerre sous forme de mercenaires allemands─, les Anglais, essayèrent d'envahir les États-Unis par la Louisiane[3] que les Américains venaient d'acheter à la France. Leur objectif était, dans un premier temps, de s'emparer de la Louisiane et de la Floride pour créer une tête de pont. Ils échouèrent grâce aux pirates louisianais ─encore français de cœur─ qui n'hésitèrent pas à se battre aux côtés des Américains en dépit des tentatives anglaises de les suborner.

Selon le même Franklin, l'aide de la France, au 12 août 1782, s'élevait «au chiffre exact de 18.000.000,00 livres, sans parler de l'emprunt hollandais que le roi [de France] avait cautionné. J'envoie à M. Morris une copie de cet acte. En la lisant, vous y verrez de nouvelles marques de la bonté du roi de France à notre endroit ; cela monte à près de 2.000.000. Si vous ajoutez cette somme aux dons que le roi nous a faits en différentes occasions, cela fait un total de 12.000.000 au moins, en retour duquel on n'attend de nous que de la reconnaissance et de l'ami-

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 341 et suiv. lettre de Benjamin Franklin à Charles Thomson, Secrétaire du Congrès, Passy, le 13 mai 1784.

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); pp. 340 et suiv. lettre de Benjamin Franklin à Samuel Mather, Passy, le 12 mai 1784.

3 ●Voir les quatre batailles de la Nouvelle-Orléans –les 24 décembre et 28 décembre 1814, et les 1er et 8 janvier 1815– dans *Combats franco-anglais des Guerres du Premier Empire*, par Jean-Claude Castex, Éditions P-O, Vancouver, 2013. pp. 329 à 390.

tié. J'espère que toutes deux seront éternelles[1].» Elles ne le furent pas, dès que l'ancien plénipotentiaire John Adams fut président. Il avait été jaloux de Benjamin Franklin à qui les Français accordaient plus d'importance à Paris. Son orgueil en avait souffert. Il se vengea par des hostilités contre la France dès que les Français abolirent l'esclavage en 1794. Ils refusèrent aux marins français le droit de"faire de l'eau" dans leurs ports. Ils craignaient que la Liberté des Français, différente de la Liberté américaine, compromette la soumission des esclaves des États-Unis.

Mais cette générosité de la France à accorder aux Américains des millions pour poursuivre la guerre avait incité ces derniers à s'obstiner dans cette guerre avec l'Angleterre sans chercher le moindre compromis, et en tâchant d'arracher plus encore de leur ennemie. «Nous comptons trop sur la capacité de la France à continuer la guerre en notre faveur, et à nous fournir constamment des fonds, et qu'elle puisse insister pour obtenir plus d'avantages que les Anglais ne voudraient nous en accorder, et, de là, perdre l'opportunité de faire la paix, si nécessaire pour tous nos amis[2].»

Au fond, les États-Unis se trouvaient dans la même situation que les pays du Tiers Monde au cours de la Guerre Froide du XXe siècle. Tous ces pays que les deux blocs essayaient de séduire, de s'arracher et de s'allier. Comme les enfants du divorce, ils tâchaient tous d'obtenir les plus grands avantages des deux parties, et ne tenaient pas du tout à ce que la paix vienne tarir la générosité des blocs opposés.

♦

Pour ce qui fut des réparations pour les dommages causés, le négociateur en chef américain avait une demande toute prête à titre de compensation : le Canada. Dans une lettre à son collègue John Adams, Franklin raconta ainsi son entrevue avec le négrier Oswald, représentant du *Council of Trade and Foreign Plantations* londoniens, et affublé pour l'occasion, comme précisé plus haut, du titre de *"Commissionner of His Britannic Majesty*" pour le Gouvernement anglais, selon l'exigence des lobbies marchands : «J'ajoutai que les maux cruels que nous avaient fait subir [les Anglais] en brûlant nos villes, etc., laisseraient de longues traces de ressentiment. [J'ajoutai aussi] que les plus grands avantages que le commerce anglais pouvait tirer de la paix dépendaient d'une réconciliation ; que la paix sans réconciliation ne serait probablement pas durable ; que des amis brouillés n'étaient jamais mieux réconciliés que lorsque l'agresseur offrait de réparer les torts qu'il avait commis dans un moment de passion. Et j'insinuai que si l'Angleterre nous offrait volontairement le Canada comme indemnité, cela pourrait avoir un bon effet. M. Oswald goûta fort cette idée et dit que l'Angleterre était trop gênée dans

1 ●Lettre de Benjamin Franklin à Robert R. Livingston, le 12 aout 1782 à Passy. *Correspondence,* p.284.

2 ●*Life and Writings of Benjamin Franklin, The Private Correspondence*, Derby & Jackson, New York, 1859. Vol. I, p. 547

ses finances pour nous offrir une réparation pécuniaire, mais que lui [Oswald] ferait tous ses efforts pour nous procurer une satisfaction dans le genre de celle que j'indiquais[1].» En réalité, le représentant des lobbies était prêt à promettre n'importe quoi, et même la lune, pour retrouver la saveur et surtout les bénéfices du commerce américain.

En fait tous les pays étaient lourdement en dette en cette année 1782. La France qui allait, pour cela même, plonger dans la Révolution sept ans plus tard, se voyait solliciter "*again and again*" par les États-Unis qui refusaient eux-mêmes d'augmenter leurs impôts. Vergennes écrivit à La Luzerne, le 23 novembre : «Vous êtes instruit, Monsieur, des demandes du Congrès Continental au Roi pour des secours pécuniaires. Elles ne montent pas moins qu'à leur faire un prêt de 20 millions de nos livres. Cette somme excède trop toutes les proportions pour y avoir égard. Cependant, Sa Majesté, voulant donner aux États-Unis une nouvelle preuve de son amitié et de l'intérêt qu'elle prend à leur bien être, leurs accorde pour l'année 1783 un prêt de *six millions de nos livres* dont on va avancer immédiatement à Monsieur Franklin 600.000 livres... Je ne vous dissimulerai pas, Monsieur, que cet effort est pesant après cinq années d'une guerre dont les dépenses ont été et sont encore énormes et que nous ne sommes pas assurés de voir finir si prochainement[2].» Cette dernière phrase faisait allusion au fait que (comme évoqué plus haut), forts de l'argent et des soldats de France, les États-Unis tâchaient d'extorquer le plus possible de l'Angleterre vaincue. À renard, renard et demi ; l'Angleterre elle-même essayait de jouer la carte de la "réconciliation fraternelle et éternelle" pour tâcher de s'éviter les inconvénients de la défaite, et pour que les Américains ne se montrent pas aussi voraces qu'ils ne l'avaient eux-mêmes été à l'issue de la Guerre de Sept Ans.

À Londres, le Parlement était encore et toujours grevé par la corruption chronique inhérente au parlementarisme britannique, corruption que favorisent le jeu ouvert des lobbies marchands et la subornation incontrôlée des députés des deux Chambres "pour des raisons électorales". Évoquant le budget britannique de North en 1781, Charles Fox l'avait critiqué. L'un de ses blâmes se formulait ainsi : «Le profit de l'emprunt proposé... s'élève à 900.000 £. Cette grosse somme entre les mains du Ministre pour être distribuée en guise de *douceurs*[3] aux membres de cette Chambre en compensations pour les dépenses électorales, ou pour tout autre raison d'influence corruptrice qui pourrait concorder avec son opi-

---

1 •Lettre de Benjamin Franklin à John Adams, à Passy le 20 avril 1782. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790), p. 189.

2 •Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. Lettre de Vergennes à La Luzerne, du 23 novembre 1782, vol. 5, p. 1 97 Versailles, lettre no 45 du 21 décembre 1782 (chiffrée)

3 •Le mot anglais *douceur,* aujourd'hui obsolète dans la langue de Shakespeare, signifiait *pot-de-vin, cadeau conciliatoire, bakchich, dessous-de-table.*

nion... [Tout cet argent] est donné en guise de moyen de réunir et de garder une majorité à la Chambre des Communes à chaque occasion[1].» La corruption était dénoncée sans honte. Aujourd'hui, elle est totalement admise au Congrès américain, au Parlement britannique, et, de façon plus occulte, au Parlement européen, sous le nom de *participation électorale.* L'hypocrisie est un hommage à la Vertu.

Depuis la Guerre de Succession d'Espagne, l'Angleterre tâchait de payer sa dette publique par une *loterie nationale*, de telle sorte que les lobbies ne soient pas touchés par la moindre augmentation de taxes. Ainsi, grâce à cette loterie, c'était le petit peuple d'Angleterre, friand de jeux de hasard pour rêver de richesses, qui paierait la note de toutes ces sempiternelles guerres, lesquelles ─quand elles étaient victorieuses et fructueuses─ profitaient aux lobbies financiers et industriels. Dans la même intervention concernant le budget de North, Fox s'attaqua à ces loteries destinées à combler le déficit : «La loterie est une partie non nécessaire de ces *douceurs*, et elle doit être omise de chaque principe de solution pour la moralité publique[2].» Toutefois, la motion de Fox fut rejetée par 169 voix contre 111. Les Honorables Membres du Parlement ne voyaient pas ce que la Moralité publique venait faire dans le Business.

Parmi les expédients destinés à rembourser la dette publique, inventée par les lobbies marchands de Londres, le *Sinking Fund,* tenait une place privilégiée. Comme l'indiquait le nom, cette technique était destinée à "noyer" la dette qui devenait une "vache à lait" pour les lobbies. Cette curieuse technique avait été créée au tout début du XVIIIe siècle. Le pays était alors accablé par une énorme dette que personne ne voulait payer. Le Parlement créa le *Sinking Fund* en 1716, à l'issue de la Guerre de Succession d'Espagne. Il avait été instauré par le ministre des Finances[3] anglais de l'époque Robert Walpole. Son but était d'escamoter l'énorme dette de 55.000.000,00£ sterling que les lobbies avaient accumulée par leurs guerres simpiternelles. Voici en quoi consistait ce tour de passe-passe : une modeste taxe spéciale était imposée sur le peuple dans le seul but de réduire symboliquement la dette globale. Cette réduction de la dette globale réduisait parallèlement l'intérêt annuel dont le montant économisé était immédiatement englouti dans la dette. Si l'intérêt était de 2%, chaque fois que l'État remboursait 100£, cela diminuait l'intérêt d'autant de fois 2£. Cette somme reversée diminuait encore la dette. Ainsi, en théorie, année après année, la dette diminuait et le Sinking

1 ●Earl Russell, *The Life and Times of Charles James Fox*, Richard Bentley, Londres 1866. Vol.I, p.238. "The profit on the loan now proposed, in every way he had been able to take it, and subject to every probable contingency, was 900.000; and this large sum was in the hands of the Minister to be granted in douceurs to the members of that House as compensation for the expenses of an election, or for any other purpose of corrupt influence which might suit his views… It was given as a means of procuring and continuing a majority in the House of Commons upon every occasion."

2 ●Ibidem. p.239. "The lottery was an unnecessary part of the douceur, and ought to be omitted from every principle of policy and of regard for the morals of the people.

3 ●Lord of the Treasury and Chancellor of the Exchequer.

Fund augmentait proportionnellement et accélérait la décroissance de la dette nationale. En fait, le but de ce fond miracle –cette "oubliette"– était plus d'ignorer la dette en laissant croire qu'on faisait quelque chose, que de la payer tout court. Il semble que les lobbies américains copièrent la même formule pour escamoter leur dette à la fin du XXe siècle, lorsque l'État américain fut pris en otage par les sauvages néo-conservateurs des ères Reggan-Bush.

Durant la Guerre d'Indépendance américaine, ce furent les soldats survivants ─c'est à dire ceux qui avaient le plus souffert─ qui furent payés en "*monnaie de singe*" avec des Reconnaissances de Dettes[1], lesquelles ne furent honorées que bien plus tard lorsque l'État jugea qu'un nombre satisfaisant de survivants étaient morts de vieillesse, de leurs blessures, ou avaient égaré leur I.O.U.

♦

Destin des États-Unis

Ainsi, les Treize-Colonies obtinrent leur indépendance de l'Angleterre. Comme cela avait été prévu par les diplomates français et probablement européens dans leur ensemble, les États-Unis devinrent la puissance la plus formidable que la terre ait jamais produite. Si les Anglais avaient supprimé les irritants destinés à tourmenter les catholiques, et avaient démocratiquement intégré ces Treize-Colonies en permettant à chaque comté d'envoyer des représentants élus au Parlement londonien, la "mayonnaise de l'assimilation" aurait peut-être pris et l'Angleterre aurait alors pu adopter l'arrogante devise des Habsbourg en remplaçant *Austriae* par *Britania* : AEIOU «*Austriae est imperare orbi universo*[2].» Et même si les voyelles obéissantes avaient été perturbées par la présence insolite d'une consonne, les voyous lobbyistes auraient alors pu régenter l'ensemble de l'univers.

Mais l'aspect antidémocratique du comportement de l'Angleterre qui s'employait à taxer les colons américains sans leur accorder de représentation au Parlement de Londres n'était pas le seul point qui heurtait les Treize-Colonies.

Au total les Celtes[3] représentaient en 1780, à peu près 20% de la population américaine, mais ils fournirent les ¾ des soldats en campagne militaire[4]. Les 50.000 tories loyalistes ─c'est à dire les seuls Anglais qui

---

1 ●Des IOU (I Owe You, je vous dois).

2 ●"Il appartient à l'Autriche de gouverner tout l'univers."

3 ●Population des États-Unis en 1780, [estimée à partir des chiffres de 1790 de l'ICPS, [Research Inter-University Consortium for Political and Social.] Population totale : 2.786.744 dont 1.497.090 Anglais ou 53,7% du total. 538.984 Africains ou 19,3% ; 213.000 Irlandais-Écossais [expression pour désigner les Écossais protestants installés en Irlande pour coloniser l'île] ou 7,6%; 191.700 Allemands ou 6,9% ; 106.500 Écossais ou 3,8% ; 71.000 Hollandais ou 2,5% ; 10.650 Huguenots français ou 0,4% ; 7.100 Gallois ou 0,3% ; 1.420 Suédois ou 0,05 ; et enfin 142.000 autres ou 5,09.

4 ●En l'an 2000 les Celtes déclarés représentent plus de 14% de la population américaine.

eurent le courage de se déclarer pour l'Angleterre et qui en subirent les conséquences— ne représentaient que 3,33% du groupe anglais. Les autres ou bien se cachèrent, ou jouèrent les séparatistes pour se faire oublier, ou le furent vraiment, comme Benjamin Franklin (bien que son propre fils fût pro-anglais.)

Si l'on excepte les tories royalistes, avoués ou cachés, le peuple américain de toutes origines éprouva une immense reconnaissance pour l'aide française et il suffit de compter le grand nombre de villes qui prirent le nom de La Fayette, pour s'en convaincre. Louisville (Kentucky) évoque Louis XVI, et la Rivière Grasse (New York) l'amiral de Grasse, même si aujourd'hui, toutes les célébrations de l'Indépendance s'efforcent d'oublier que des soldats français moururent aussi pour libérer le peuple américain de la tyrannie[1]. Par contre, ce furent les politiciens jaloux et haineux —américains mais de souche anglaise— qui s'efforcèrent immédiatement d'éliminer la France du paysage, pour diverses raisons. Dès septembre 1779, les diplomates français commencèrent à se rendre compte qu'un groupe de politiciens américains se débarrasserait vraisemblablement des Français dès que leur pays aurait acquis son indépendance ou dès qu'il aurait rétabli un arrangement avec l'Angleterre. Vergennes écrivit à cette époque : «Quoique le Congrès ait témoigné dans toutes les occasions son attachement à l'Alliance [franco-américaine], ainsi que sa résolution d'en remplir fidèlement tous les devoirs, il est néanmoins plusieurs membres qui ne sont pas pénétrés de ces devoirs, ou qui cherchent à leur donner une fausse interprétation. On pourrait même les soupçonner d'avoir l'intention de porter les États-Unis à s'en affranchir. M. Gérard s'est expliqué sur cette matière avec tant de force, d'énergie et de justesse, que nous devions croire à la conversion des anti-gallicans[2] les plus obstinés, mais comme ce n'est point leur esprit mais bien leurs passions et leurs vues personnelles qui leur donnent l'impulsion, il est plus que probable que vous aurez encore trouvé beaucoup de sectateurs de la doctrine perverse des Adams et des Lee[3]. Les violentes empoignades de Passy entre les négociateurs américains de Paris restèrent mémorables dans l'histoire anecdotique de la Révolution américaine. Le Congrès Continental, soucieux de ne pas donner trop de pouvoir à un seul représentant en hiérarchisant les postes, avait simplement envoyé quatre chefs non hiérarchisés afin d'éviter le problème de l'origine géographique : états du sud, agricoles, face aux états du nord qui vi-

1 ●Tel est le "patriotisme" anglo-saxon : les Anglais souhaitent donner l'impression qu'ils furent les grands vainqueurs de Napoléon, et les Américains essaient de faire oublier que ce furent les Russes qui furent les principaux vainqueurs de l'Allemagne nazie.

2 ●Les Francophobes.

3 ●Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3ème volume contient des documents historiques. Lettre écrite à Versailles, de Vergennes à La Luzerne, 25 septembre 1779, vol. 3, pp. 279 et suiv.

vaient de pêche et de bois, l'industrie de la fourrure étant entièrement passée au Canada depuis 1763. Il fallut attendre le siècle suivant pour que l'industrie textile se développe dans le nord. Mais comme disent les enfants canadiens : "Trop de chefs et pas assez d'Indiens n'arrange pas l'entente." C'était une recette de discorde. Le Congrès Continental était lui-même, comme la Légation américaine à Paris, pris dans le dilemme de l'origine géographique : les 6 États de Nouvelle-Angleterre au nord, regardaient de haut les États agricoles du sud[1].

Lorsque John Adams arriva à Paris et vit que les Français considéraient le glorieux Benjamin Franklin[2] comme le seul et unique représentant des États-Unis, il fut dévoré d'une jalousie aussi ardente que le Caïn de la Bible. Pour contrecarrer cette situation qu'il jugeait injuste, il feignit de se considérer lui-même comme le plus représentatif des plénipotentiaires des États-Unis en Europe, «non plus *à côté*, mais *en dehors* de Benjamin Franklin, et, à vrai dire, *au-dessus* de ce dernier de toute la hauteur de la mission qu'il se croyait conférée ou qu'il se conférait à lui-même... À la correspondance aussitôt ouverte par lui sur toute chose et presque quotidiennement avec le Président du Congrès Continental, on voit qu'il n'avait nulle hésitation dans ce rôle, et qu'il pensait que la politique étrangère des États-Unis était dorénavant passée entre ses mains. On sait aujourd'hui que ce John Adams, "sudiste" avant l'heure, avait été nommé par un groupe de Représentants secrètement favorables à l'Angleterre (dont il était d'ailleurs le leader), pour contrebalancer la fermeté de Franklin jugée anglophobique. Auto-adoubé véritable *Représentant des États-Unis en France*, il s'était chargé, à l'automne 1779, de la mission d'offrir un traité de commerce à l'Angleterre, si cette dernière souhaitait conclure la Paix, et cela *à l'insu de la France*[3]. En fait, il n'était que la concrétisation de tous les grenouillages diplomatiques des agents anglais qui étaient parvenus à jeter la confusion au sein même du Congrès Continental. En arrivant sur le sol de France, John Adams envoya sans tarder au Secrétaire d'État français une copie des pouvoirs qui lui avaient été soi-disant conférés par le Congrès Continental, en feignant de considérer —et en tentant de faire considérer— cette nomination comme une mission occulte transcendante. « Il ajoutait d'ailleurs que cette nomination n'avait rien de plus secret en Amérique que celles de Jay à Madrid ou de Franklin en France,

---

1 •Izard résida à Londres en 1771 et déménagea à Paris en 1776. Cette même année le Congrès Continental le nomma, de 1776 à 1779, Commissaire des États-Unis à la Cour de Toscane. Ralph Izard était originaire de Caroline du Sud, Franklin et John Adams du Massachusetts, les frères Richard Henry Lee, William Lee et Arthur Lee de Virginie. Ce dernier Lee était représentant en Espagne, et Silas Deane provenait du Connecticut.

2 •Franklin était bien connu en France pour ses travaux sur l'électricité, la foudre, le paratonnerre, les verres de lunettes à double-foyer...

3 •Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. p.236. On sait aujourd'hui qu'il avait été chargé de cette mission occulte par les planteurs sudistes d'origine anglaise qui étaient secrètement opposés à la rupture avec la mère-patrie.

qu'inévitablement il en était de même en Angleterre, si bien qu'il ne faudrait pas lui en imputer la divulgation si elle venait à se produire[1].»

Lorsque Vergennes apprit que John Adams «avait reçu la mission de proposer un traité de commerce à l'Angleterre, il lui répondit que le temps n'était pas encore venu de faire connaître cette mission, et il lui intima, au nom du Roi, l'ordre d'attendre que le Congrès Continental eût pris connaissance des objections de la France. Le Congrès en prit connaissance, et, le 12 juillet 1781, il annula la Commission de John Adams. *Celui-ci ressentit l'opposition de la France comme la pire des injures personnelles. Il écrira que son pays a prostitué son honneur en sacrifiant son délégué, que le Congrès a capitulé devant un ministre français* : "Comment peut-on laver cette tache ? Peut-on couvrir cette affaire d'un voile et ne plus y penser ?" Il écrira encore : "Je dois l'affirmer de la façon la plus solennelle : je suis convaincu que la politique française a enrayé le progrès de notre cause en Europe, plus que la politique britannique." Paroles excessives, conclut l'historien canadien, car la France, après avoir envoyé des millions en Amérique, une armée et deux flottes, avait tout de même le droit d'espérer quelque chose en retour[2].»

On comprend qu'ensuite John Adams soit devenu le pire ennemi de la France. Et lorsqu'il fut élu le deuxième président des États-Unis, de 1797 à 1801, il montra une telle hostilité à l'égard de la France révolutionnaire, que cela lui coûta sa réélection contre le très francophile Thomas Jefferson, porté, lui, par le parti pro-Français de Washington. Ne dit-on pas que la haine frappe avant tout celui qui s'en repaît ? On sait bien depuis fort longtemps que ce n'est pas la valeur intellectuelle qui conduit un candidat à la Maison Blanche, mais plutôt l'appui des lobbies financiers. Et ces derniers préfèrent de beaucoup les hommes de paille plus faciles à manœuvrer[3]. En fin de compte, grâce à la rancune de ce politicien qui considérait son propre honneur comme celui de son pays, les Français revinrent bredouilles après tant de sacrifices. Mais ils en avaient l'habitude tout au long de leurs guerres diplomatiques contre une Angleterre plus artificieuse.

À Passy, Centre de la diplomatie américaine en France, John Adams*, agent très secret qui voulait supplanter Franklin* enflamma rapidement la chicane la plus violente entre les divers représentants américains jaloux du prestige du savant et soucieux de lui arracher des lambeaux de pouvoir comme des hyènes à la curée. N'ayant pas pu renouer avec l'Angleterre, ils se contentaient de jeter le trouble dans la bonne marche de la Représentation américaine de Paris. À son arrivée, cet anta-

---

1 ●Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. T.4, p. 411

2 ●Marcel Trudel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976. pp. 236-237.

3 ●Voir en particulier Reagan et les Bush.

gonisme de champ de bataille qui régnait à Passy datait déjà de quelques mois. Il avait eu pour source, en janvier 1779, une demande de Ralf Izard, autre trublion (sudiste), qui avait demandé à Franklin ses émoluments annuels[1]. Il avait cinq enfants et sa femme était enceinte. Certes, il était très riche et possédait de nombreux esclaves, mais "son argent était [prétendait-il] inaccessible en Caroline du Sud." En dépit de toutes ses excellentes raisons, Franklin, harcelé de demandes, depuis les intérêts sur les prêts jusqu'à l'équipement et la réparation des vaisseaux, lui refusa net tout salaire. Plus encore, les Anglais ayant enfin accepté un protocole d'échange de prisonniers[2], Franklin souhaitait utiliser l'argent des Français pour soulager ces pauvres patriotes à demi morts de faim et dépourvus de tout secours. Ce planteur fortuné n'avait qu'à emprunter à une banque pour nourrir sa famille nombreuse. Moins d'un an auparavant, il avait accordé à Izard ce qu'il avait estimé "une extravagante somme d'argent" pour son voyage à Florence, un voyage que le Représentant américain en Toscane n'avait d'ailleurs jamais fait. Franklin ne vit aucune bonne raison pour que le Congrès Continental dût prendre en charge la famille grandissante d'Izard. "Vous êtes un gentilhomme fortuné," rappela-t-il au planteur de riz de Caroline du Sud... Comme les Lee, les Izard provenaient de l'une des plus opulentes familles du Sud. Ses revenus dépassaient de beaucoup les revenus déjà substantiels de Franklin... Du fait que ni William Lee n'était à la Cour de Vienne ni Izard à la Cour de Toscane[3], il ne leur devait rien... Franklin resta donc sourd à toutes leurs sollicitations[4].» Inutile de préciser que les deux diplomates portèrent plainte directement auprès du Congrès Continental, accusant l'homme du Nord, Franklin, de tous les maux, d'insolence, de fausseté et de brutalité. Ils portèrent contre le vieil homme les accusations les plus perverses et en particulier celle de malveillance constante. Le 5 décembre 1778, le journal du nord «*Pennsylvania Gazette* lança des attaques contre les frères Lee. Deane, grand ami de Franklin en France, accusait les deux Lee (Arthur et William) de "démontrer une haine tenace contre la nation [française] dont nous sollicitons l'assistance".» Et il terminait par une accusation bien plus grave selon laquelle «les frères Lee travaillaient en coulisse en faveur d'une pactisation avec l'Angleterre, aux dépens de la

---

1 ●Son salaire.

2 ●Comme exposé plus haut, les Anglais laissaient mourir de faim les prisonniers dans leurs divers camps de prisonniers ; aussi Franklin devait, depuis la France et avec l'argent des Français, organiser des distributions mensuelles d'argent à chaque prisonnier en captivité en Angleterre pour améliorer leur ordinaire. La libération des prisonniers de guerre ne permettait donc pas encore de disposer de ces sommes puisqu'il fallait encore subvenir à leurs besoins quotidiens.

3 ●Ces deux hommes avaient été nommés par le Congrès Continental pour représenter les Treize-Colonies à Vienne et en Toscane (Étrurie). Le Grand-Duché de Toscane —capitale Florence— était alors un état satellite du *Saint-Empire romain germanique,* avec à sa tête le grand-duc Pierre-Léopold Ier de Habsbourg-Lorraine. Ce Léopold Ier devint en 1790 Empereur des Romains jusqu'en 1792 sous le nom de Léopold II.

4 ●All parties, c'est à dire les Lee et les Izard. Tiré de Schiff, Stacy, Winner of the Pulitzer Prize, *A Great Improvisation, Franklin, France, and The Birth of America*, Henry Holt & Co., New York (NY), 2005. p.196.

France[1] !» Ce qui était fort vraisemblable car la plupart des tories fortunés des Treize-Colonies arboraient, par crainte de représailles, un faux masque de "Patriote". Les révélations de Deane enflammèrent le Congrès Continental, ce «volatile body already hot with regional frictions[2].» À l'image de l'Hôtel de Valentinois de Passy, le Congrès Continental entra lui-même en ébullition, victime de son esprit de clocher entre les États du Nord et ceux du Sud.

La faction radicale et francophobe dirigée par «Richard Henry Lee et Samuel Adams --le premier était un orateur des plus éblouissants, et le deuxième le plus accompli des abuseurs de libertés individuelles— avait depuis longtemps été pleine de suspicions vis-à-vis de la France[3].» La dénonciation de Deane ne fit que rendre ce problème public. Ce fut la guerre dans la presse et il se forma le parti *francophile* et le parti *francophobe* qui regroupait bien sûr tous les tories clandestins et chafouins, qui n'exprimaient leur opinion que de façon occulte, ou, dans le meilleur cas, furtive. Ces partis politiques perdurèrent d'ailleurs durant des années après l'acquisition de l'indépendance totale.

[

Thomas Paine[4] prit évidemment la défense d'Arthur Lee et divulgua des informations soi-disant "secrètes", par exemple selon lesquelles la France avait aidé les Colons bien avant la conclusion de l'Alliance franco-américaine officielle. Ce que tout le monde savait parmi les cours d'Europe. Mais portée en pointe par la Presse, la nouvelle fut considérée comme aussi grave que si l'on avait découvert que l'archevêque de Cantorbéry trompait son épouse avec Sophie-Charlotte de Mecklembourg-Strelitz, épouse de Georges III d'Angleterre[5].

Le représentant français, Gérard, fit exclure Paine par le Congrès Continental. Le 12 janvier 1779, le Congrès passa une résolution qui censurait Paine et qui, par la même occasion, affirmait sans sourire que, *contre toute apparence, le roi de France n'avait pas offert le moindre bouton de vareuse, la moindre cartouche de papier et le moindre caleçon à la cause américaine avant la signature du Traité d'Alliance militaire*. Les Anglais auraient sans doute ricané derrière leur Manche si leur esprit n'avait été profondément préoccupé par la peur panique qui les troublait alors : la crainte que les Français n'exigent de récupérer le Canada en dé-

1 ●Schiff, Stacy, Winner of the Pulitzer Prize, *A Great Improvisation, Franklin, France, and The Birth of America*, Henry Holt & Co., New York (NY), 2005. p.200

2 ●«Ce corps volatile déjà enfiévré de tensions régionalistes.» Les États du Nord (pauvres pêcheurs et forestiers) et ceux du Sud (riches planteurs) se méprisaient et se jalousaient avec passion. La Guerre de Sécession, 80 ans plus tard, fut aggravée par ces rivalités régionales. Nombre d'atrocités furent infligées pour ces raisons absurdes.

3 ●Schiff, Stacy, Winner of the Pulitzer Prize, *A Great Improvisation, Franklin, France, and The Birth of America*, Henry Holt & Co., New York (NY), 2005. p.201.

4 ●Thomas Paine était un opportuniste né en Angleterre. Au moment de la Révolution française, il se rendit en France, se fit naturaliser français le 26 août 1792 afin de profiter du désordre pour se faire élire dix jours plus tard député du Pas-de-Calais à la Convention nationale. Inutile de dire qu'il cacha alors sa francophobie avec grand soin.

5 ●Le nom de cette reine d'Angleterre fut donné dans un premier temps à l'Archipel-de-la-reine-Charlotte, sur la Côte Ouest du Canada. En 2010, cet archipel fut rebaptisé Haïda Gwaï par les Indiens locaux.

pit de leur engagement dans le Traité franco-américain.

Les ennemis (Lee et Izard) lançaient aussi contre Franklin des brûlots perfide et fielleux, rumeurs de corruptions, de dépravation et de mille autres calomnies presque aussi choquantes que s'il avait entretenu une liaison cachée avec de petites Françaises. Et Franklin, qui savait aussi mijoter des vengeances en y ajoutant un zeste d'humour, réduisait Ralph Izard à sa seule lettre **Z** "un serpent (Ƨ) petit, venimeux, sifflant, obsédé par sa place de lanterne rouge dans l'alphabet, ce qu'il considérait comme inacceptable vu son état et son potentiel exceptionnel". La nouvelle de cette dispute publique se répandit dans tous les pays d'Europe, grâce à "*la BBC de l'époque*," les Services Secrets anglais, qui souhaitaient déconsidérer les Américains en les décrivant comme une bande de "gueulards" incorrigibles —presque "français", rebelles chroniques, allergiques à tout ordre logique— et non pas comme des citoyens équilibrés. Ceux qui ont vécu l'époque contemporaine (sous le fameux trio néoconservateur Bush-Cheney-Rumsfeld), quand les frites (french-fries) de la cafétéria du Congrès avait changé de nom par haine des Français, et que le nectar de Champagne était incroyablement déversé dans les caniveaux, peuvent imaginer jusqu'à quels niveaux de vilénie et de trivialité peuvent descendre les crêpages de chignons sur les rives du Potomac. On avait un peu l'impression de voir des ignorants fanatiques détruire les musées de Mésopotamie parce que les dieux qu'ils représentaient étaient encore plus chimériques que les-leurs.

Benjamin Franklin expliquait leur haine par ces mots : «Ma trop grande réputation et la bonne volonté générale que ce peuple [français] me porte, le respect qu'il me témoigne et même les compliments qu'il m'adresse, tout cela frustre ces hommes sans joie ; sans joie bien sûr par leur tempérament, et par la sombre et désagréable passion de la jalousie, de la colère, de la suspicion, de l'envie et de la malice[1].»

Conséquemment, les partisans de Jay et d'Adams auraient soutenu que manifester de la reconnaissance envers les Français serait une marque de la plus grande folie[2]. William Lee, qui avait représenté le Congrès Continental auprès du roi de Prusse, se montra particulièrement opposé à tout témoignage de reconnaissance, et lorsqu'il apprit qu'il était question d'ériger à Philadelphie une statue avec l'inscription suivante: *Louis XVI, libérateur des Américains,* il s'y opposa énergiquement[3].

Pourtant d'autres politiciens américains tels que Benjamin

---

1 ●Schiff, Stacy, Winner of the Pulitzer Prize, *A Great Improvisation, Franklin, France, and The Birth of America*, Henry Holt & Co., New York (NY), 2005. p.207.

2 ●*Revolutionary diplomatic correspondence of the United States.* 6 vol. édités par F. Wharton. Volume VI : p. 581, lettre de Franklin à R.R. Livingston, le 22 juillet 1783.

3 ●*Letters of William Lee,* III: 938. Une statue de ce roi a toutefois été érigée à Louisville, Kentucky, en 1966. Son coût ne fut pas défrayé par les citoyens américains mais par les habitants de Montpellier, France. En fait cette statue d'Achille-Joseph Valois, qui décorait Montpellier, avait été en partie cassée par la Révolution de 1848. Elle fut offerte en 1966 à la ville de Louisville.

Franklin ou Thomas Jefferson se sont montrés moins obtus. Jared Sparks pour sa part écrivit : «Dans l'histoire de la Révolution américaine, rien n'est plus facile à démontrer que la bonne foi de la France dans ses rapports avec les États-Unis durant la guerre et au moment de la paix. La France tint avec honneur tous ses engagements ; son rôle a été toujours généreux et souvent magnanime.» Pourtant le gouffre abyssal des dettes précipita les Français dans les affres de la Révolution. Elle entraîna la chute de la monarchie et la prise du pouvoir par la bourgeoisie[1] qui poussa le petit peuple sur les barricades.

Tout le monde aux États-Unis n'aimait donc pas la France, et des menées furtives tentèrent sans fin de rompre la fragile harmonie : «Je suis extrêmement chagriné du langage que certains Américains tiennent de ce côté-ci de l'eau et du vôtre. On compromettra ainsi la bonne intelligence qui a, jusqu'à présent, subsisté si heureusement entre la cour de France et notre pays. Il semble qu'il y a chez nous un parti qui souhaite la détruire. S'il y réussissait, il nous ferait un mal irréparable. C'est notre ferme union avec la France qui nous donne du poids en Angleterre et qui nous vaut le respect de l'Europe. Si nous rompions avec la France, sous quelque prétexte que ce soit, l'Angleterre recommencerait à nous fouler aux pieds et tous les peuples nous mépriseraient… Vous entendrez beaucoup parler d'une lettre interceptée que nous a communiquée le Ministère anglais[2]. Le canal est suspect. On a pu altérer la lettre ou y ajouter quelque chose ; mais supposons-la vraie; on ne peut imputer le zèle téméraire ou l'erreur d'un secrétaire de légation à un roi qui, de tant de manières, s'est toujours montré notre fidèle et ferme allié.»

♦

Et les Canadiens ?

L'arrivée au Canada et dans les Maritimes des tories ou Réfugiés royalistes (au nombre de 50.000 pour 80.000 Canadiens-Français) bien qu'ils n'aient représenté qu'un nombre infime de la population américaine d'origine anglaise (3,3%), bouleversa l'équilibre démographique du Canada[3]. Non seulement fallut-il les équiper aux frais des Canadiens français, mais ces réfugiés frustrés par leur défaite, haineux contre tout ce qui leur rappelait les Français, se montrèrent d'une arrogance infinie, à

---

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 394; Journal de Voyage vers les États Unis via Le Havre, 1785.

2 ●Cette lettre était supposément écrite par monsieur Barbé-Marbois, Secrétaire de l'ambassade de France aux États-Unis. Elle concernait les pêcheries américaines. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790) ; pp. 303-304. Lettre de Benjamin Franklin à Samuel Cooper, Passy, le 26 décembre 1782.

3 ●Les conséquences sont toujours difficiles à mesurer. Ainsi, lorsque Québec tomba en 1759, il y eut des feux d'artifice à Boston pour célébrer la chute du papisme. Ce qu'ignoraient les Bostonnais, c'est que 75 ans plus tard des centaines de milliers de papistes allaient se déverser d'Irlande et du Québec sur la Nouvelle-Angleterre en tant qu'immigrants, à tel point que les anti-papistes, dégoûtés, allaient fuir ces catholiques, déménager sur la Côte Ouest et y fonder de nouveaux Salem, Portland, Albany.

tel point que, dégradation après dégradation, fleurirent en 1920, partout au Canada, comme des colchiques automnales, des cellules du KKK destinées à détruire ces infâmes «papistes français.»

Puis, tout danger étant écarté de la part des Américains, l'Angleterre reprit ses tentatives d'étouffement du peuple canadien. Devant les menaces américaines, l'Acte de Québec de 1774 avait agrandi la Province de Québec. Les vautours menaçants repartis, l'*Acte constitutionnel* de 1791 la coupa en deux pour créer l'Ontario au profit des réfugiés américains[1]. En observant le sort réservé aux Métis-Français de l'Ouest, aux catholiques d'Irlande et aux Highlanders d'Écosse, les Canadiens purent en 1870 et 1885 envisager ce qu'il serait advenu d'eux s'ils avaient été moins nombreux et surtout si les États-Unis n'avaient pas été là, comme une intimidation pour l'Angleterre. Les Français avaient souhaité que le Canada soit une menace pour les États-Unis ? Juste retour des choses, ce furent les Américains qui restèrent intimidants pour les Anglais et qui permirent aux Canadiens-Français de survivre en tant que Nation originale.

Les Canadiens ont dû subir deux Guerres Mondiales, totalement étrangères à leur peuple, et 100.000 tués (40 + 60) pour le bénéfice de l'Angleterre ; car la Conscription qui n'était pas obligatoire —générale et en masse— en Angleterre le fut au Canada et le taux d'exposition des Canadiens au feu de l'ennemi fut plus grand que pour les troupes anglaises : 10,8% des Canadiens mobilisés furent tués contre 6,46% seulement des Anglais[2].

Finalement, alors que les Français avaient manœuvré pour que la présence anglaise au Canada neutraliserait la puissance américaine en la tenant en respect, et que, tout compte fait, les deux nations se neutraliseraient, ceux qui profitèrent le plus de cet équilibre de la terreur furent les Canadiens-Français. En effet, grâce à l'intimidation des Américains, ils ne subirent jamais les excès, brimades, déshumanisation, que les Anglais exercèrent sur les catholiques d'Irlande, d'Écosse et même d'Angleterre.

♦

Et la France ?

La guerre n'était pas plutôt terminée que les grenouillages assourdissants reprirent de plus belle dans le marécage versaillais. La dis-

---

1 •L'Ontario est appelé le *Haut-Canada* et le Québec le *Bas-Canada*, ce qui montre déjà la mesquine intention dépréciative du Gouvernement colonial. Certes le Québec se situait vers l'aval par rapport à l'Ontario, mais il se situait plus haut en latitude.

2 Pays **Angleterre** - Population totale en 1914 : 36.070.492 - Citoyens mobilisés : 4.003.834 - Pourcentage mobilisés : 11,1% - Nombre de tués : 218.676 - Pourcentage de tués parmi les mobilisés : 5,4% - Pays **Canada** - Population totale en 1914 : 7.200.000 - Citoyens mobilisés : 620.000 - Pourcentage mobilisés : 8,6% - Nombre de tués : 66.944 - Pourcentage de tués parmi les mobilisés : 6,4% - Pays **Irlande** - Population totale en 1914 : 4.300.000 - Citoyens mobilisés : 210.000 - Pourcentage mobilisés : 4,88% - Nombre de Tués : 49.400 - Pourcentage de tués parmi les mobilisés : 23,52% - Pays **Écosse** - Population totale en 1914 : 4.748.167 - Citoyens mobilisés : 527.000 - Pourcentage mobilisés : 11,09% - Nombre de tués : 147.000 - Pourcentage de tués parmi les mobilisés : 27,89% - **Pays de Galles** - Population totale en 1914 : 1.200.000 - Citoyens mobilisés : 133.200 - Pourcentage mobilisés : 11,1% - Nombre de tués : 40.000 - Pourcentage de tués parmi les mobilisés : 30,03%

tribution des prix royaux se fit essentiellement aux officiers nobles : «Les officiers généraux, les officiers subalternes et les soldats du *Corps expéditionnaire français* reçurent des titres, des pensions, de l'avancement ou des honneurs[1].» Mais le copinage et le népotisme gardaient toujours ses droits dans la *Maison de France* sur le point de s'écrouler. La mort de M. de Maurepas, protecteur de La *Légion de Lauzun* qui revenait de la campagne américaine, laissa son protégé Lauzun dans une complète disgrâce. La Légion fut totalement oubliée dans la distribution d'honneurs et de pensions. Si la Cour d'Angleterre était un repaire de boutiquiers et de margoulins, la Cour de France était vraiment demeurée un panier de vipères. Cette injustice influença peut-être Lauzun (devenu duc de Gontaut-Biron), 10 ans plus tard, lorsque l'autorité royale fut battue en brèche par les Révolutionnaires, à devenir général en chef d'une armée républicaine et à écraser dans le sang les Vendéens royalistes manipulés par la Noblesse émigrée, et armés par les Anglais. Ce qui ne l'empêcha pas de mourir sur la guillotine lorsque la Révolution française devenue paranoïaque mangea ses propres enfants.

♦

Face aux commentaires négatifs déversés sur la France pour son action, la plupart du temps insinués par la diplomatie anglaise déjà fortement portée à la *désinformation* avant l'heure, Franklin, qui discernait bien chez les Français leur angle ingénument Don Quichotte ─d'aucuns disaient *sottement*─, écrivit qu'ils sont «vraiment une nation généreuse, amoureuse de gloire, et particulièrement fière de protéger les opprimés. La Noblesse qui gouverne toujours en ce pays a peu d'admiration pour le commerce. Dire aux Français que leur commerce profitera de nos succès, et que leur intérêt est de nous aider, cela équivaut à dire : "Secourez-nous et nous ne vous en serons pas obligés !" Nos gens ont quelquefois tenu ce langage inadéquat et peu convenable; cela n'a pas produit le meilleur effet[2].»

L'intervention de la France fut capitale pour couper le cordon ombilical entre les Treize-Colonies et leur mère-patrie, en dépit de ce qu'ont prétendu quelques historiens américains désireux de minimiser l'utilité de l'intervention des Français et de grossir leur propre rôle natio-

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-83*, Philadelphia, 2 vol., 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p.211 de la version française.

2 ●*The Private Correspondence of Benjamin Franklin, Minister Plenipotentiary from the United States of America at the Court of France, and for the Treaty of Peace and Independence with Great Britain, &.&., comprising a Series of Letters on Miscellaneous, literary, and Political Subjects written between the Years 1753 and 1790 illustrating the Memoirs of his Public and Private Life and developing the Secret History of his Political Transactions and Negotiations, published from the Originals, by his grandson William Temple Franklin, in two Volumes, Second Edition with Additions, Printed for Henry Colburn, Londres, 1817. Vol. II, p. 85 et suiv. et suiv.* Lettre de Benjamin Franklin à Robert R. Livingston, Secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères de 1781 à 1783. La lettre fut rédigée à Passy le 4 mars 1782. France "is really a generous nation, fond of glory, and particularly that of protecting the oppressed. Trade is not the admiration of the noblesse, who always govern here. Telling them their commerce will be advantaged by our success, and that it is their interest to help us, seems as much as to say, help us and we shall not be obliged to you. Such indiscreet and improper language has been sometimes held here by some of our people, and produced no good effects."

nal. Le rôle de la France, ont-ils prétendu, fut "très limité du fait que les troupes françaises n'intervinrent directement que la dernière année." Effectivement, grâce à l'Armée de Rochambeau, l'Armée anglais fut forcée à capituler en trois mois et demi[1]. Cela revient à minimiser le rôle de l'Amérique durant les deux Guerres Mondiales, en avançant que les soldats américains n'avaient vraiment combattu sur les champs de bataille européens que de juin à novembre 1918, c'est à dire durant cinq mois et demi, et que durant la deuxième Guerre mondiale, ils n'avaient débarqué qu'en 1944, l'avant dernière année, et plus spécifiquement pour éviter que les Européens ne reste entièrement sous la coupe du Communisme international, les Soviétiques ayant déjà dépassé Berlin. L'armée allemande était, de toute façon, en train de s'écrouler sous les coups de boutoir russes. Ces assertions sont infondées et injustifiables car le rôle de la France durant la Guerre d'Indépendance américaine fut probablement plus important que l'action des Américains durant la Deuxième Guerres mondiale. Il fit pencher la victoire du bon côté alors qu'en 1944-1945, la Wehrmacht s'écroulait devant l'Armée Rouge.

Les historiens anglais, voulant minimiser l'humiliation de la défaite de leur pays, estiment aujourd'hui que l'Angleterre sans alliés faisait face non seulement aux Français, mais aussi à l'Espagne et aux Provinces Unies. En réalité, l'Espagne et la Hollande ne fournirent que de l'argent et non une aide militaire effective ; l'Angleterre elle-même profita de l'argent néerlandais. Au sujet de l'Espagne, Franklin écrivit au comte de Vergennes, en février 1981 : «En Amérique, on espérait beaucoup ─je ne sais sur quel fondement─ qu'on obtiendrait de l'Espagne d'importants subsides; mais cet espoir a été déçu. Les forces que l'Espagne entretient dans nos mers ont été employées à s'emparer de petits forts en Floride, sans être d'aucun secours direct pour les États-Unis. D'un autre côté, le long retard que met cette Cour [espagnole] à accéder au traité de commerce semble indiquer qu'elle désire peu se lier avec nous. Si bien que pour obtenir une amitié fructueuse et les secours qui nous sont si nécessaires dans la situation présente, nous ne pouvons compter que sur la France seule[2].»

La France, selon ces mêmes historiens anglais qui ricanent narquoisement, n'a rien retiré de cette guerre sinon un déficit énorme qui l'a précipitée dans la Révolution. Ce qui est exact à court terme ; sauf que la

---

1 ●Les Français, débarqués en juillet 1780, commencèrent à combattre le 26 juin 1781 pour finir à Yorktown, le 19 octobre 1781. En 3 mois et demi l'armée anglaise capitulait. Le Congrès des États-Unis déclare la guerre à l'Allemagne le 6 avril 1917. Mais les Américains n'ayant pas encore de véritable armée pour combattre les Allemands, à l'exception des régiments de cavalerie destinés à combattre les Indiens. Le débarquement des recrues commence le 13 juin 1917, à Boulogne-sur-Mer. Lors des offensives allemandes du printemps 1918, les premières unités américaines disponibles sont engagées. L'Armée américaine combattit de juin 1918 à novembre.

2 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p.114 et suiv. Lettre de Benjamin Franklin à Charles Gravier, comte de Vergennes (1717-1787) qui était le Ministre des Affaires étrangères du roi de France, Louis XVI. Cette lettre fut écrite à Passy, résidence de Benjamin Franklin en France, le 13 février 1781.

mission stratégique que s'était fixée la diplomatie française était tout autre que remplacer l'Angleterre comme partenaire commercial auprès des États-Unis. Si le dessein des citoyens français de base était de se battre contre la tyrannie, l'objectif des diplomates français était de détacher les Treize-Colonies de leur mère-patrie anglaise, pour éviter que cette dernière ne devienne une superpuissance face à laquelle aucune coalition humaine ne pourrait faire face dans un avenir rapproché. Le temps a donné raison aux diplomates Français et il est curieux de constater que les historiens anglais refusent de faire allusion à cette réalité qui brûle encore leur amour propre.

En aggravant la pauvreté et la crise de conscience du peuple français, la Guerre d'indépendance américaine fut l'ultime convulsion qui précipita la France dans la Révolution : «Ce qu'il y eut de plus remarquable à l'époque où elle intervint dans la guerre, c'est que, à la Cour comme à la ville, chez les grands comme chez les bourgeois, parmi les militaires comme parmi les financiers, tout le monde fixait une attention sympathique sur la cause des Américains insurgés. C'était une singulière époque que celle qui présentait de pareils contrastes dans les opinions, dans les goûts et dans les mœurs.» Malgré tout, les signes évidents de décadence frappaient l'attention de ceux qui se donnaient la peine d'observer l'état de la société française. On voyait alors «des abbés écrire des contes licencieux, des prélats briguer des ministères, des officiers s'occuper de philosophie et de littérature. On parlait de morale dans les boudoirs, de démocratie chez les nobles, d'indépendance dans les camps. La Cour applaudissait les maximes républicaines du *Brutus* de Voltaire, et le monarque absolu qui y régnait embrassait enfin la cause d'un peuple, révolté contre son roi. Ce désordre dans les idées et dans les mœurs, cette désorganisation sociale, étaient les signes précurseurs d'une transformation à laquelle les Américains devaient donner une impulsion vigoureuse[1].»

Ce désordre effarant se produisait dans une pauvreté morale affligeante. Dans une lettre à George Whatley, Franklin mentionna à cette même époque un phénomène aussi terrible que la cohorte immense des 200.000 avortements légaux qui aujourd'hui endeuillent la France chaque année pour prix de la sacro-sainte liberté d'accueillir ou de refouler un enfant ; cette longue cohue de condamnés à mort représente chaque année des villes comme Longueuil au Québec ou Rennes en Bretagne. Choqué par le gâchis que les Français faisaient de leurs enfants, déjà au XVIIIe siècle, Franklin écrivait[2] : «Je vous renvoie votre ÉTAT DES ENFANTS REÇUS À L'HOSPICE DES ENFANTS-TROUVÉS DE PARIS, depuis 1741

---

1 ●Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-83*, Philadelphia, 2 vol., 1891-1895. *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance -1777-1783.* p. 213 de la version française.

2 ●Et les 20.000 qui endeuillent chaque année la Province de Québec.

jusqu'à 1755 inclusivement. J'y ai ajouté les années suivantes, jusqu'à 1770. Je n'ai pu obtenir celles qui ont suivi cette époque. J'ai noté en marge l'accroissement progressif, c'est à dire comment d'*un seul enfant sur dix* jeté à la charge du public, on en est arrivé à *un enfant sur trois* ! Quinze ans se sont écoulés depuis le dernier compte rendu, et probablement que le nombre des enfants trouvés s'élève aujourd'hui [en 1785] à *la moitié* des naissances[1]. Est-ce acceptable d'encourager ce manque monstrueux d'affection naturelle ? Un chirurgien que j'ai rencontré excusait les femmes de Paris en disant sérieusement qu'elles *ne pouvaient pas nourrir, car*, disait-il, *elles n'ont point de tétons*. Il m'assura que c'était un fait et m'engagea à observer combien leur poitrine était plate. "Il n'y en a pas plus, disait-il, que sur le dos de ma main… Puisse cette mode cesser d'envoyer aux *Enfants Trouvés*, les enfants aussitôt qu'ils sont nés en remarquant simplement que "le roi est plus en état que leurs parents d'en prendre soin." Je tiens de bonne source que les *neuf dixièmes de ces malheureux meurent bientôt dans cet établissement,* et l'on dit que c'est un grand soulagement pour l'hospice parce qu'autrement ses ressources ne seraient pas suffisantes. À l'exception de quelques personnes de qualité dont je viens de parler et de *la foule* qui a recours aux Enfants Trouvés, l'usage est ici de prendre des nourrices à la campagne, où elles emmènent et élèvent les enfants… Certains jours, elles [les nourrices] viennent par troupes à Paris pour y prendre les enfants. Nous en rencontrons souvent sur la route, des bandes qui s'en retournent dans les villages voisins, chacune d'elles portant un nourrisson dans les bras. Mais les parents qui sont assez humains pour prendre ce parti, ne sont pas toujours en état d'en supporter les frais. Les prisons de Paris sont remplies de malheureux pères et de malheureuses mères détenus pour "*mois de nourrice"*… Je souhaite bon succès au nouveau projet de secourir les pauvres qui garderont leurs enfants chez eux, parce que je crois qu'il n'y a que peu ou point de nourrices qui vaillent une mère, et que si les parents n'éloignaient pas immédiatement leurs enfants, ils commenceraient à les aimer au bout de quelques jours[2]."» Telle était la pauvreté morale et matérielle des Français au moment même où ils s'érigeaient en mécènes pour les Américains. Le mouvement de dépopulation de la France ne fit que croître, à tel point que la France passa de grand pays le plus peuplé d'Europe en 1783 à celui de moins peuplé en 1945, et seule l'arrivée massive d'immigrants africains lui fit retrouver sa fécondité perdue.

La révolution américaine avait creusé un tel marasme, une telle fosse abyssale dans le budget de la France qu'elle accéléra le déclenchement de la Révolution. Et il n'était pas question de taxer les riches, bar-

1 •Alors qu'il était d'un sur 3 au début de cette période !

2 •À n'en pas douter ce chirurgien était plus barbier que chirurgien. *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p.376 et suiv. lettre de Benjamin Franklin à George Whatley, Passy, le 23 mai 1785.

dés de scandaleux privilèges, pour panser cette blessure. Dès février 1788, les signes avant-coureurs indiquaient que la Révolution couvait. Franklin écrivit alors de sa lointaine Amérique : «Je suis affligé d'apprendre qu'il y a des troubles intérieurs dans *the country I love*. J'espère qu'il en sortira quelque bien et que tout finira sans désastre[1].» Un an après, les Français plongèrent dans l'enfer de la Révolution, et deux ans après, il alla lui-même rejoindre, non pas l'enfer, mais le paradis et l'*Au-delà* qui l'avaient tant fasciné. Le 13 novembre 1789, il écrivit à David Hartley, un ami anglais : «Je prie sincèrement Dieu pour que cette crise se termine heureusement pour le Roi et pour la Nation[2].» Et le 4 décembre : «Les convulsions dont souffre la France sont accompagnées de circonstances pénibles. Mais si cette crise lui vaut et lui assure sa liberté future et une bonne Constitution, la jouissance de ces deux bienfaits, durant quelques années, la dédommagera largement des maux que leur acquisition lui aura coûtés. Dieu veuille que non seulement l'amour de la Liberté, mais une connaissance parfaite des Droits de l'Homme, gagnent toutes les nations de la terre, de sorte qu'un philosophe puisse s'écrier en posant le pied n'importe où sur la terre : "C'est ici ma patrie[3]!"»

Il ne lui restait que 4 mois ½ à vivre, et il demeurait couché car les "calculs" lui interdisaient de s'asseoir. Il devait dicter ses textes, et quand la douleur devenait trop vive, il prenait de l'opium, de ce même opium que la *British East India Co*. produisait en masse dans sa colonie du Bengale, pour le vendre au monde entier, y compris aux États-Unis sous forme de drogue alcoolisée (laudanum). C'était la compagnie même qui avait versé la dernière goutte d'huile sur le feu de la Révolution américaine en cherchant à écouler ses énormes stocks de thé surtaxé, achetés à la Chine et accumulés dans ses entrepôts de Londres. *Business is business !*

Si les Américains qui aimaient la France ne se réjouissaient pas de voir éclater la Révolution, les Anglais par contre se frottaient les mains, car, loin de ressentir la moindre reconnaissance pour la générosité de la France qui leur avait laissé le Canada, ils ne rêvaient que vengeance, destruction, et savaient que la France affaiblie serait plus vulnérable et qu'ils pourraient peut-être parvenir à la détruire. *Dĕlenda est Gallĭa !* À ce sujet, Franklin répliqua à l'Anglais Alexander Small : «Vous me dites que le Gouvernement français est bien puni de la trahison dont il s'est rendu coupable envers l'Angleterre, en nous envoyant des secours. Vous eussiez pu remarquer également que le Gouvernement anglais avait été puni de sa trahison envers la France, pour avoir envoyé des

---

1 •*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 461; Lettre de Benjamin Franklin à monsieur Le Vieillard, à Philadelphie le 12 février 1788.

2 •*Ibidem.* p. 504; Lettre de Benjamin Franklin à monsieur Le Roy, à Philadelphie le 13 novembre 1789.

3 •*Ibid.* pp. 505-506; Lettre de Benjamin Franklin à l'Anglais David Hartley, à Philadelphie le 4 décembre 1789.

secours aux Corses et s'être emparé de vaisseaux français en pleine paix et sans déclaration de guerre préalable[1].» En effet, les Corses ─déçus de que le Gouvernement anglais avait nommé un Gouverneur-Général anglais dans leur île pour intégrer cette île à leur empire, et non pas un Corse, alors que Paoli aurait bien aimé s'offrir cet honneur─ les Corses, donc, avaient finalement expulsé les Anglais de leur île.

♦

Pourtant la stratégie *trop désintéressée* de la diplomatie française ne plut pas à tout le monde. Vergennes dut faire face à des détracteurs et certains historiens pensent qu'il inventa de toute pièce de nouvelles intentions moins candides afin de sauver sa propre face. Ces pseudo intentions s'inscrivent dans un certain *Mémoire* justificatif qui parle longuement de l'importance «de ne jamais perdre de vue la restitution du Canada pour la France.» Ce texte, censé avoir été rédigé par Vergennes *durant la Révolution américaine,* préconisait le contraire même de la politique qu'il suivit fidèlement. De deux choses l'une, ou ce n'était qu'une justification de l'homme politique français pour faire croire qu'il était *contre* l'abandon du Canada et du peuple fidèle qui l'habitait, ou ce fut, plus vraisemblablement sans doute, un document forgé par les diplomates anglais destiné à effrayer les Américains et à les obliger à rentrer dans le rang de l'obéissance impériale, et par la même occasion, à effrayer les Français concernant le géant auquel ils devraient bientôt faire face : «Sans doute la guerre actuelle est favorable à la France, parce qu'elle fait une diversion avantageuse, et qu'elle épuise les forces de l'Angleterre; mais il faut aussi jeter un coup-d'œil sur les suites de cet événement, et si dans ce moment nos colonies tirent un avantage de la division qui règne entre les Anglais, les Provinces-Unies de l'Amérique, après avoir secoué le joug de la métropole, seront en état de faire la loi à la France et à l'Espagne dans toute l'Amérique, et elles envahiront leurs possessions au moment où ces deux couronnes y penseront le moins[2].» Un indice semble indiquer que ce document est effectivement l'œuvre de faussaires soudoyés par les services anglais. Comme à leur habitude, ils ne peuvent s'empêcher de nommer par le substantif *Provinces*, les treize *États.* Le mot *État* semblait leur brûler les lèvres alors que les Indépendantistes ne voulaient plus entendre parler du mot *province* qui les vassalisait à l'Angleterre honnie. Le but était de jeter la panique au sein de la population française sur les visées futures du puissant peuple qui naissait. On voit par cela que les techniques d'*inversion de la vérité*, utilisées par les nazis et les soviétiques ne sont pas nées à Moscou ou Berlin mais à

1 ●*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie Hachette et Cie, Paris, 1866. Tome II (1775-1790); p. 503; Lettre de Benjamin Franklin à l'Anglais Alexander Small, à Philadelphie le 5 novembre 1789.

2 ●Vergennes, Charles Gravier, comte de et Ministre de Louis XVI, *Mémoire historique et politique sur la Louisiane, accompagné d'un Précis de la vie de ce Ministre et suivi d'autres Mémoires sur l'Indoustan* [Hindoustan], *Saint-Domingue, la Corse et la Guyane,* Chez Lepetit jeune, Librairie, Paris 1802 ou An X. pp. 26 et 28.

Londres.

Quoi qu'il en fut, et en dépit de cette désinformation anglaise, Vergennes conseilla au roi Louis XVI, en 1784, que «la puissance de la France devrait être utilisée non pas pour acquérir des territoires supplémentaires, mais plutôt pour *maintenir l'ordre public* en Europe, et pour empêcher la destruction des différentes puissances qui forment l'équilibre de l'Europe[1]."» Ainsi naquit le *Syndrome de Gendarme du Monde* dont souffrent les Américains et plus encore les Français en ce début de XXIe siècle[2]. Et l'historien Jonathan Dull conclut que l'œuvre de Vergennes dans la préservation de la paix et de la stabilité en Europe est "la base sur laquelle cet homme devrait être honoré[3]."

Le professeur américain Lawrence Kaplan, qui voyait faussement dans la stratégie de la France un *objectif commercial*, conclut que le succès de la politique française au moment de la guerre américaine fut illusoire : «Il était clair que cette grande supposition, celle qui semblait logiquement découler de ce projet (plan), fut manifestement erroné, à savoir que la Grande-Bretagne dépendait de son monopole sur le commerce américain pour nourrir sa force et sa prospérité. Privée de ses colonies, la position de la Grande-Bretagne dans l'équilibre des Puissances aurait dû être fondamentalement altérée. Elle ne le fut pas[4].» Kaplan estimait que le but de la France était d'*affaiblir* l'Angleterre alors que ce n'était pas le cas. C'était plutôt une volonté d'empêcher l'Angleterre de devenir une superpuissance en restant unie à ses colonies américaines[5]. Sachant que, vis-à-vis de ses colonies, l'Angleterre a toujours cherché à y entraver le développement économique afin de fouetter le sien propre, on peut deviner que le monde serait resté esclave des lobbies londoniens. Cette parturition forcée dans laquelle la France jouait "de façon dépassionnée[6]" le rôle de sage-femme et Rochambeau de forceps, fut donc un succès, car après la séparation, les Américains sont, comme prévu, deve-

1 ●Cité par l'historien Jonathan Dull dans *The French Navy and American Independence ; A Study of Arms and Diplomacy*, Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1975. p.340: "The power of France should be used not to gain extra territory but rather to maintain the public order of Europe and to prevent the destruction of the different powers which form the equilibrium of Europe." Le segment en italique n'était pas mis en évidence dans le texte original. Ce texte, cité par Dull est tiré des *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, Mémoires et Documents, France, volume 587: pp. 207-225, Lettre de Vergennes à Louis du 29 mars 1784.

2 ●Voir le Droit d'Intervention mis de l'avant par le médecin français et politicien Bernard Kouchner.

3 ●Dull, Jonathan R., *The French Navy and American Independence ; A Study of Arms and Diplomacy*, Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1975. p.340 : "Vergennes' part in the maintenance of European peace and stability is the basis upon which he should be honored"

4 ●Kaplan, Lawrence S. "*The Diplomacy of the American Revolution: the Perspective from France*." *Reviews in American History*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore (Maryland), 1976. Vol. 4. ; No 3 (septembre 1976), p. 389

5 ●Les États-Unis atteignirent une population de 76 millions en 1900, 152 millions en 1950, 275 millions en 2000. Les perspectives se situent entre 400 et 500 millions en 2050. [Sources: U.S. Census Bureau, Population Division, Interim State Population Projections, 2005.] On peut dire que, d'une façon générale, cette population américaine a doublé tous les 25 ans jusqu'à la deuxième Guerre mondiale, c'est à dire *grosso modo*, jusqu'à l'avènement de la pilule anticonceptionnelle et de l'avortement légal. Sans ces deux barrages, les États-Unis auraient atteint, en 1963— 320 000 000 d'habitants ; en 1988— 640 000 000 ; en 2013— 1 280 000 000 ; en 2038— 2 560 000 000, et enfin en 2063—5 120 000 000 d'habitants.

6 ●Selon l'historien américain Dull, "La France aida les USA de façon dépassionnée." Dull, Jonathan R. *The French Navy and American Independence*: *A Study of Arms and Diplomacy 1774–1787*, Princeton University Press, Princeton (N.J.), Princeton, 1975.

nus la première superpuissance de la planète, bien qu'ils soient eux-aussi dirigées par leurs lobbies économiques d'une avidité sans limite.

Pour ce qui fut de la croissance rapide du jeune géant américain, la réalité dépassa les espoirs, ou plutôt les craintes, des puissances européennes. Jusqu'à 1780, la France resta le pays le plus peuplé d'Europe avec vingt-cinq millions d'habitants, et les États-Unis un nain démographique avec 2.780.000 habitants. Il fallut 90 ans aux États-Unis pour atteindre l'égalité démographique avec la France : en 1870, les deux pays totalisaient 38 millions d'habitant, alors que l'Allemagne avait déjà dépassé la France avec 40 millions. Cette année-là, l'Empire allemand (mené par la Prusse) réussit à vaincre la France ; une tâches qui jusque-là nécessitait une coalition d'États européens. La page de la France dominante était désormais révolue. Les Anglais, devenus craintifs face au nouvel impérialisme germanique s'allièrent à la France pour faire face à l'Allemagne (Grande Guerre de 1914-1918), d'autant plus qu'il n'était plus question pour l'Angleterre d'utiliser le sang allemand pour défendre ses lobbies. Désormais les Gurkhas népalais offrirent leur vie pour le peuple anglais.

S'il fallut 90 ans aux États-Unis pour équivaloir les 38 millions de Français, 30 ans leur suffirent pour doubler la population de la France. En 1900, alors que la France piétinait encore à 38 millions, les États-Unis atteignirent 76 millions. Trente ans plus tard, en 1930, les Américains triplaient (39 contre 123.000.000) ; ils quadruplaient en 1960 (46 contre 179.000.000), et quintuplaient en l'an 2000 (60,5 contre 281.000.000).

Telle un kamikaze islamique qui se fait sauter pour son idéal amphigourique, la France a renoncé à son destin de grande nation[1] en sacrifiant le peuple canadien pour que l'équilibre européen et mondial ne soit pas trop perturbé. Car la paix n'était alors que le sous-produit de l'équilibre européen. Mais la paix peut difficilement être indéfiniment contrôlée, car, comme disait Bernanos, «la paix est une fille trop belle, mariée à un homme trop vieux qui ne peux l'honorer, et qui sait qu'un jour elle prendra le large sans lui tirer la moindre révérence.»

♦

Et l'Angleterre ?

Selon l'historien victorien, George Trevelyan, «le roi Georges III était déterminé à ne jamais reconnaître l'indépendance des Américains, et à châtier leur désobéissance par la prolongation indéfinie de cette guerre qui promettait d'être éternelle[2]."» Cela montre bien à quel point les milliers de morts, de veuves et d'orphelins, ainsi que les malheurs de la guerre, tourmentaient moins sa conscience que le déshonneur de perdre la face et de souiller son règne par cette humiliante défaite ; ce

1 ●En renonçant volontairement non seulement au Canada mais aussi à la Louisiane, pour ne parler que de ces territoires.

2 ●Trevelyan, George (1912). *George the Third and Charles Fox: The Concluding Part of the American Revolution*, Longmans Green., New York, vol. 1 p. 4.

qui était bien un comportement royal. Le roi «voulait "garder les rebelles harassés, anxieux et pauvres, jusqu'au jour où par une évolution naturelle et inévitable, le mécontentement et le désappointement se convertiraient en pénitence et en remords."»

Le Mémoire que Vergennes donnera au comte Adhémar en 1783 ─c'est-à-dire lorsque l'Angleterre aura définitivement signé l'abandon de tout contrôle sur les Treize-Colonies devenues les États-Unis d'Amérique─, aborde aussi le thème de la jalousie de l'Angleterre vis-à-vis de la France, sujet toujours brûlant à travers les siècles : «Il existe entre la France et l'Angleterre *un point jaloux* qui pourra facilement exciter de part et d'autre des mouvements de vivacité d'humeur, c'est l'Amérique septentrionale. Il est naturel que le Roi [de France] cherche à profiter d'une révolution qui est son ouvrage, comme il est de l'intérêt de la Grande-Bretagne, d'un côté, de ne point perdre le commerce de l'Amérique comme elle en a perdu la souveraineté, de l'autre, de former avec ses anciens sujets des liaisons politiques qui puissent remplacer jusqu'à un certain point celles qu'ils ont rompues. Cette matière exigera la plus grande vigilance de la part du comte d'Adhémar[1].»

Envoyé à Londres comme ambassadeur de France de 1783 à 1787, le Nîmois Jean Balthazar d'Adhémar de Montfalcon recevra donc après la défaite de l'Angleterre la mission de consoler et de rassurer les Anglais, dont la jalousie était aussi vive ─elle l'est encore d'ailleurs─ que celle d'une épouse trompée, et de leur montrer que les Français n'ont pas tenté d'obliger les Américains à s'éloigner des Anglais. Ils leur ont laissé le choix de leurs partenaires et même de commercer avec l'Angleterre s'ils le veulent. La seule chose qui a changé est la suppression de l'interdit de commercer avec nul autre que l'Angleterre qui tenait à faire de ses colonies des chasses-gardées qui n'avaient même pas le droit de concurrencer la mère-patrie.

On peut imaginer que la mission d'Adhémar était très délicate, totalement inconfortable même, car elle eut lieu après une guerre qui avait fortement humilié l'Angleterre, cette nation habituellement si habile à se faire tirer les marrons du feu par d'autres peuples, et si «accoutumée, depuis près d'un siècle à abuser de sa fortune, [qu'elle] aura de la peine à se familiariser avec sa situation actuelle. Elle oubliera difficilement que cette situation est l'ouvrage de la France, et ce qui l'affectera surtout, c'est la confiance que le Roi [de France] a su inspirer à toutes les Puissances de l'Europe par sa Justice, sa modération et par la sagesse de sa conduite. Ces différents motifs, joints à la jalousie que l'Angleterre éprouve naturellement à l'égard de la France, semble devoir rendre le rapprochement

1 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur comte d'Adhémar, maréchal des camps et Armées du roi, premier Écuier de Madame Élizabeth de France, allant en Angleterre en qualité d'ambassadeur de la part de Sa Majesté* [Louis XVI], l'original est aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Correspondance Politique, Angleterre, Supplément volume 14, fol 360, en date du 25 avril 1783. Cité par Vaucher, p. 517.

des deux Cours extrêmement difficile[1].»

Maîtresse dans l'art subtil de la diplomatie, grâce à son grand pouvoir de corruption dû aux fameuses guinées d'or de la Banque d'Angleterre, la Grande-Bretagne va bien vite se ressaisir, se réapproprier son habituel rôle de porte-drapeau, de leader, pour nuire à la concurrence commerciale, et coaliser l'Europe entière contre la France durant les longues guerres de la Révolution et de l'Empire. Loin d'éprouver quelque reconnaissance pour la France qui avait refusé de la dépouiller comme elle l'avait elle-même fait à la France à l'issue de la Guerre de Sept Ans, et qui, de ce fait, lui avait permis de conserver non seulement le Canada mais le droit de pêche sur le Grand-Banc de Terre-Neuve, Georges III d'Angleterre, plein de rancune pour cette humiliation, n'allait pas tarder d'ameuter cette coalition pour trouver vengeance contre cet Hexagone abhorré, car «ce qui l'irritait le plus, c'était l'obligation de devoir, à nouveau, compter et discuter avec cette France que les braves révolutionnaires français étaient presque parvenus à saigner à blanc[2].» Mais en Angleterre ce n'était pas le roi qui décidait de la guerre. C'était les lobbies financiers de Londres car l'Angleterre se compare essentiellement au peuple de marchands qu'était Carthage. Et le Traité d'Amiens, paradoxalement, «en remettant les fusils en faisceaux, venait de rallumer une guerre... commerciale. La paix établissait une concurrence fâcheuse, et d'autant plus dangereux que l'industrie et le commerce français, requinqués par le silence des armes et encouragés par le Premier consul, allaient prendre un essor qui, de l'autre côté de la Manche, justifierait[3]» la guerre. Ainsi, les lobbies londoniens allaient chercher et trouver le prétexte d'une nouvelle guerre qui allait durer 20 ans. Dans ce but, ils allaient refuser de rendre Malte à son propriétaire, *l'Ordre de Malte*, et, pour faire bonne mesure, s'emparer illégalement de plusieurs vaisseaux marchands français afin de provoquer les Français et d'allumer à nouveau le tonneau de poudre de la guerre. Comme toujours, l'état de Guerre était plus rentable que la paix pour les financiers buveurs-de-sang que sont les lobbies.

♦

Au fil des années, après avoir jeté un dernier éclat comme une supernova lorsque Victoria de Hanovre est devenue Impératrice des Indes au XIXe siècle, l'Angleterre a réduit la voilure au XXe pour prendre l'aspect d'un simple état-client des États-Unis. Le XXIe, après avoir quitté l'Union Européenne, verra vraisemblablement en elle le 51e État améri-

---

1 ●*Mémoire pour servir d'instruction au sieur comte d'Adhémar, maréchal des camps et Armées du roi, premier Écuier de Madame Élizabeth de France, allant en Angleterre en qualité d'ambassadeur de la part de Sa Majesté* [Louis XVI], l'original est aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Correspondance Politique, Angleterre, Supplément volume 14, fol 360, en date du 25 avril 1783. Cité par Vaucher, pp. 514-515.

2 ●Damamme, Jean-Claude, *Les soldats de la Grande Armée*, Éditions Perrin, Paris 1998. p. 20. L'Hexagone n'était pas parfait.

3 ●Ibidem. p. 22.

cain. Déjà, quand la reine Victoria commença son règne, la monarchie anglaise était au plus mal; la Dynastie de Hanovre était discréditée par la longue folie[1] de Georges III et les frasques de ses deux fils et successeurs Georges IV et Guillaume IV, ce dernier ayant procréé au moins 10 enfants illégitimes connus et une multitudes non reconnus. La société anglaise souffrait de douloureuses mutations générées par la Révolution Industrielle. À Londres, il était de notoriété publique qu'un quart des femmes se prostituaient ; le suffrage, pas encore universel, était réservé à la classe possédante. Mais ce qui est sûr, c'est que de cette Guerre d'Indépendance de sa première colonie, l'Angleterre sut tirer une leçon ; elle apprit à être prudente. Dès les premières velléités d'autonomie de l'une de ses colonies, l'Angleterre préféra s'entendre avec elle et conserver un bon lien commercial au sein du Commonwealth. La France, par contre, qui n'avait pas subi la même humiliation, se livra à plusieurs guerres coloniales inutiles (Indochine, Algérie).

Mais les lobbies —conglomérat ténébreux de financiers chafouins et de commerçants égoïstes et rusés— ne s'avouent jamais vaincus, car ils peuvent se battre sans risquer leur vie. Ils se plaisent dans ces guerres —ces parties d'échec— qui ne peuvent qu'engraisser leur veau d'or. Non seulement leurs enfants ne versent-ils pas leur sang mais ces financiers fournissent l'équipement, l'armement, les munitions "de bouche et de guerre" à tous les combattants, ce qui représente des marchés considérables.



Arche de la Paix situé sur la frontière canado-américaine. En anglais : Frères cohabitant dans l'unité. Collection de l'auteur.

Pour se consoler de la perte des Treize-Colonies, et, après avoir essayé en vain de les reconquérir (en 1812 et en 1815), les lobbies londoniens, boulimiques, allaient coloniser une bonne partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie. En 1857, la *British East India Co.*, incapable de maîtriser la Révolte des Cipayes[2], céda au Gouvernement britannique l'ensemble des territoires des Indes qui commençaient à ruer dans les brancards. Dès lors, la reine Victoria put être couronnée impératrice des Indes, marquant l'apothéose de l'Angleterre en une supernova, acmé de l'Empire anglais. En France, Napoléon III se fit même l'auxiliaire empressé de l'Angleterre en versant à profusion le sang français au profit de l'Impérialisme anglais et à la Gloire de son amie

1 ●Rappelons encore que la perte des Treize-Colonies ne fut pas étrangère à la folie tardive de Georges III.

2 ●Alors que, au Canada, la *British Hudson Bay Co.*, incapable elle-même de maîtriser les Métis-Français de la Rivière-Rouge qu'elle exploitait outrageusement, vendit son immense territoire aux Canadiens pour une somme gigantesque.

Victoria la Bonne[1]. Ainsi, les Français participèrent induement à deux sanglantes guerres, sous des prétextes insignifiants amplifiés et dramatisés par la Presse pour ameuter et déchaîner les lobbies catholiques de France et de Navarre qui tenaient encore le haut du pavé politique dans la nation : la deuxième Guerre de l'Opium ainsi que la Guerre de Crimée[2]. Mais tous ces rêves impériaux de grandeur allaient à nouveau être battus en brèche par les deux Guerres mondiales, véritables Baroud du Désespoir de l'Allemagne qui semblait vouloir dominer le monde ou se résigner à mourir. Toutes ces guerres d'usure allaient ruiner l'Angleterre impériale, décimer l'Europe et lui faire perdre son ascendant.

♦

Mais c'est toujours dans les crises que se dressent les hommes d'action. Avant de parvenir à ce funeste XXe siècle, de grands et riches lobbyistes anglais eurent le pressentiment de cet abaissement prochain de leur patrie et s'efforcèrent d'inventer un antidote pour y remédier et sauver l'Angleterre de la décadence impériale dont la Grèce et Rome avaient antérieurement été les victimes.

Vers la fin du XIXe siècle, donc, des lobbyistes et aristocrates anglais[3], voyant que l'Empire britannique allait nécessairement, comme tous les empire du monde, prendre fin après quelques années d'hégémonie, créèrent des *think tanks* clandestins, des Sociétés secrètes nommées *The Cecil Bloc, The Secret Society of Cecil Rhodes, Milner's Kindergarten, Milner Group, The Round Table, The Times Crowd, The Rhodes Crowd, The Chatham House Crowd, The All Souls Group, The Cliveden Set*… Ils annexèrent aussi à leurs mouvements occultes des journaux comme *The Times*, *The Quarterley Review*, des Universités célèbres (Oxford et les autres) et des Instituts comme *The Royal Institute of International Affairs* dans lequel se mignotait la politique internationale de l'Angleterre et la formation de ses diplomates. Ils s'adjoignirent aussi des banquiers, la Banque d'Angleterre qui restera une institution privée jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, sans oublier le financier vicomte Astor qui contrôlait une longue série de banques, ainsi que le financier Rothchild, dont les réseaux occultes s'assuraient de la coopération des grandes démocraties. Tout ce beau monde finançait l'ensemble des activités souter-

---

1 ●Tel est le surnom qui s'affiche sur certaines statues de la reine Victoria et en particulier sur celle érigée au Parc Stanley à Vancouver.

2 ●Le prétexte pour la *Guerre de Crimée* était que le Clergé orthodoxe slave de Jérusalem créait des difficultés sur les Lieux Saints. Pour la IIe *Guerre de l'Opium*, ce fut le meurtre d'un missionnaire français en Chine. En fait, l'Angleterre, toujours à court de combattants pour imposer les décisions de ses lobbies, demanda l'aide de Napoléon III qui lui fournit une armée de 300 000 soldats français, pour se battre en Crimée aux côtés d'une armée "britannique" de 95 000 soldats. Les Français, qui eurent droit aux premières lignes dans tous les combats, subirent des pertes de près de 100 000 tués, et les "Anglais", (mercenaires à 91%), 22 000 tués dont 20 000 de maladie. Un marché de dupes !

3 ●Le substantif *think tank* est bien sûr anachronique pour l'époque. Nous l'utilisons par souci de clarté. Le premier et l'initiateur fut le fameux colonialiste Cecil Rhodes, mais de nombreux autres Anglais ont accompagné et suivi ce fondateur : Lord Milner, Lord Selborne, Sir Patrick Duncan, le maréchal Jan Smuts, Lord Lothian, Lord Brand, la Banque d'Angleterre, les meilleures Universités de la Gentry,… pour ne citer que les principaux. (Carroll Quigley, The Anglo-American Establishment, Books in Focus, New York NY, 1981, Chapitre Premier.

raines des *think tanks* anxieux de voir les États-Unis[1] venir conjuguer leurs forces à celles de l'Angleterre sous le nom de *monde anglo-saxon*, dont l'adjectif désuet fut remis à la mode dans cette acception moderne. Les efforts de ces organisations secrètes portèrent essentiellement, comme déjà mentionné, sur le besoin de contrecarrer le déclin et de perpétuer la grandeur de leur nation à travers une nouvelle organisation qui conserverait à l'Angleterre la plupart des avantages de l'Empire sans en subir les inconvénients : le Commonwealth. Mais autant vouloir arrêter la Grande Marche du Temps pour figer la beauté, la jeunesse ou la vivacité de l'esprit sous les attaques corruptrices de la décadence et de la décrépitude.

Les fleurons de l'Empire, quant à eux, ex-Treize-Colonies devenues les États-Unis d'Amérique, auxquelles les Anglais inconsolables se refusaient obstinément à renoncer, lorsqu'il fut évident que l'Angleterre ne réussirait plus, par la force, à récupérer leurs Colonies devenues 48 États désormais puissamment unis, les lobbies clandestins tentèrent donc de se les adjoindre par une alliance qui se voulait fraternelle. *If you can't beat them, joint them !*

Tous ces *think tanks* —organisations occultes néo-impérialistes basées sur le *nationalisme*, la *finance* et la *domination* mondiale— tentèrent de créer des justifications à l'existence d'une forme innovante d'Empire britannique, le futur Commonwealth, des justifications basées sur des arguments plus acceptables de *Moralité, d'Union* dans l'intérêt de l'*Humanité, de Civilisation, de Liberté, de Paix éternelle, de Fraternité, de Ressources* communes*, d'Intégrité, de Valeur* morale*, de Langue anglaise universelle, de Succès* colonial*, d'Invincibilité* supposée.... En convaincre les différentes nations du Commonwealth et du reste de l'Humanité ne serait pas aisé tant l'Angleterre avait usé et abusé de son pouvoir discrétionnaire pour museler et interdire le développement économique dans les différentes entités de l'Empire britannique : des lois restrictives prohibaient le droit des colonies de concurrencer la Métropole[2]. Quant aux soi-disant "valeurs morales", il ne fallait pas y regarder de trop près, car, au même moment, l'Afrique du Sud et plusieurs autres colonies anglaises (en particulier les Rhodésies du Nord et du Sud) affichaient d'infectes séparations de races ou apartheid, sans que cela ne soulevât la moindre récrimination en Angleterre. Il fallut attendre les années 1960 avant que Londres ne fit mine de froncer les sourcils, sous les critiques du reste de l'Europe. Et puis, il fallait oublier la production massive de drogue (opium) par la *British East India Co*. dans sa colonie du Bengale ; oublier aussi les deux terribles *Guerres de l'Opium* qui s'ensuivirent avec

1 ●Population des États-Unis en 1914, 75 millions d'habitants, France 39 millions et Grande-Bretagne 41 millions.

2 ●Ainsi, au milieu du XIXe siècle, la moitié de la population québécoise dut émigrer vers les États-Unis pour trouver du travail dans l'Industrie textile.

l'appui de la *Royal Navy* dans le but de forcer la Chine à importer la drogue anglaise pour équilibrer la balance commerciale anglaise avec la Chine[1], de même que les horribles nettoyages ethno-religieux des catholiques d'Irlande, l'extermination des Béotuck de Terre-Neuve et des Aborigènes de Tasmanie ; et enfin, les fameux *Test Acts* créés pour terroriser les catholiques de l'Empire britannique et les réduire à l'état de sous-hommes[2]... Il y avait donc de quoi douter des Valeurs Morales ainsi revendiquées par le monde anglo-saxon.

♦

L'une des premières réalisations de ces *think tanks* fut créée sous le nom de *Rhodes Trust pour l'Éducation,* un outil dont le but initial se proposait de formater des jeunes impérialistes qui devaient servir de forceps à la naissance du fameux Commonwealth britannique des Nations.



Affiche de propagande célébrant la fraternité anglo-saxonne, préconisée par les think tanks anglais. Elle célébrait les exploits américains et anglais : la prise des Philippines et l'attaque sur Cuba par les Américains, la victoire de Trafalgar et la destruction de l'Armada.

L'Angleterre dépouillée de ses colonies menaçait de devenir aussi fragile, aussi falote et dérisoire que l'Autriche sans son Empire austro-hongrois. Selon les théories de Charles Darwin qui préconisait que seuls les plus forts subsisteraient[3], il était nécessaire de se regrouper pour faire front.

En ce qui concernait la France qui avait été l'élément déclencheur dans la perte des Treize-Colonies par l'Angleterre, le comportement que l'Angleterre adopta vis-à-vis de ce pays fut de deux ordres. La France dont l'indulgence et la bienveillance avaient évité à l'Angleterre en 1783 les inconvénients que doivent subir les nations vaincues dont voulaient l'affliger les nouveaux États-Unis[4], ne réussit pas à adoucir la rancune ineffable et l'acrimonie jalouse de l'An-

1 ●L'Angleterre importait des millions de tonnes de thé chinois mais la Chine refusait l'opium anglais pour équilibrer la balance commerciale anglaise. La première Guerre de l'Opium en 1840 força la Chine à importer la drogue anglaise.

2 ●Comme les Lacédémoniens par rapport aux Spartiates.

3 ●Ces théories furent à l'origine de la folie hitlérienne.

4 ●Les États-Unis voulaient expulser l'Angleterre de ses autres colonies nord-américaines : Canada, Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse, et du Grand-Banc de Terre-Neuve. Comme on l'a vu ailleurs dans cet ouvrage, la France s'y opposa, directement ou indirectement.

gleterre à son égard. Les Français purent croire à une éclaircie lorsque l'Angleterre se joignit à la France, à la fin du XIXe siècle, par crainte de l'impérialisme intempestif de l'Allemagne. Mais ce n'était pas un retour en grâce gratuit. L'objectif résidait dans le souhait que la France lui servit de première ligne de défense et de glacis de sécurité sur le continent européen[1]. De ce fait, par une volte-face brutale et totalement dépourvue de reconnaissance ou simplement d'empathie vis-à-vis d'un pays meurtri par quatre ans de guerre, l'Angleterre se retourna immédiatement contre la France, dès que les bruits de bottes germaniques parurent s'estomper.

Ce fut donc en concordance avec cette stratégie[2] que, dès la fin de la Première Guerre mondiale, la Diplomatie anglaise tenta de favoriser l'Allemagne non seulement pour frustrer la France du fruit de sa victoire totale mais aussi dans le but "d'obliger" l'Allemagne à son égard. L'Angleterre craignait que la France ne gagnât trop de puissance et trop de prestige par une victoire sur un pays beaucoup plus peuplé[3] Ce fut d'ailleurs pour cette raison spécifique, dans l'espoir que les deux nations (Allemagne et Angleterre) héréditairement ennemies de la France depuis les lointains temps médiévaux, feraient cause commune contre cette dernière, que, quelques années plus tard, Hitler afficha initialement l'espoir que les Anglais rejoindraient ses rangs en 1940. Ce ne fut que l'obstination de Churchill, plus soucieux de respecter les préceptes de l'éthique, règles peu compatibles avec celles préconisées par les *think tanks* lobbyistiques, qui évita une telle trahison. Mais, qui n'est pas mon ami est mon ennemi. La haine qui en résulta chez les nazis fut implacable, et elle se concrétisa par ce discours berlinois, en 1940, du Reichminister allemand Richard Walther Darre : «Dès que nous aurons battu l'Angleterre nous vous détruirons définitivement, vous autres Anglais. Les hommes valides et les femmes entre 16 et 45 ans seront envoyés comme esclaves sur le continent. Les vieux et les faibles seront exterminés. Tous les hommes restant comme esclaves en Angleterre seront stérilisés. Un ou deux millions de jeunes femmes de type nordique seront envoyées dans un certain nombre de Centres de reproduction où, inséminées pendant 10 à 12 ans par des mâles allemands sélectionnés, elles pourront produire chaque année des petits nordiques qui seront élevés comme des Allemands. Ces enfants formeront la future population britannique. Ils seront

---

1 ●Durant toute la guerre, l'Angleterre refusa d'imposer au peuple anglais la Conscription générale et totale en dépit des pressions exercées par le Haut-Commandement français sur le Gouvernement anglais. Le Corps Expéditionnaire originaire d'Angleterre (BEF) fut dont réduit à sa plus simple expression et remplacé par des troupes canadiennes, écossaises, irlandaises, indiennes, australiennes, néo-zélandaises, sud-africaines... Par contre, des troupes anglaises furent envoyées en Turquie afin de déstabiliser l'Empire ottoman dont les régions pétrolifères (Irak, Iran, Koweit, Arabie, Abou-Dhabi, Qatar, Oman, Ajman, Dubaï, Fujaïrah, Ras el Khaïmah, Oumm al Qaïwaïn.) galvanisaient l'attention et la cupidité des lobbies londoniens. Rusés comme des marchands, ils allaient découper ces territoires en regroupant de nombreux puits de pétrole dans des pays minuscules, vulnérables, qui les obligeraient à se mettre sous la protection des Anglais.

2 ●Stratégie qui consistait à se retourner contre son ennemi héréditaire français, idée toujours très polarisante pour ses lobbies financiers londoniens et ses *think tanks.*

3 ●En 1914, la Grande Allemagne totalisait 75.000.000 d'habitants, face aux 39.000.000 de la France.

en partie éduqués en Allemagne et seuls ceux satisfaisant aux critères nazis seront autorisés à retourner en Angleterre pour y résider de manière permanente. Les autres seront stérilisés et iront rejoindre les groupes d'esclaves en Allemagne. Ainsi, en une ou deux générations, les Britanniques auront disparu[1].» Un tel discours ancra plus encore les Anglais dans leur détermination de résister jusqu'au bout à Hitler, et de détruire l'Allemagne par des bombardements d'une horreur insoutenable dont quelques détails ont été exposés en annexe en page 346.

En 1919, lors des pourparlers de Paix, ce fut donc dans le but de poursuivre cette stratégie de séduction diplomatique que le *think tank* anglais appelé *Milner Group*[2] s'opposa à pénaliser trop sévèrement l'Allemagne qui avait causé la Grande Guerre en poussant l'Autriche-Hongrie à l'intransigeance avec la Serbie. Carroll Quigley, membre en règle de ces *think tanks* occultes, confirmera clairement l'assertion selon laquelle les lobbies anglais du Groupe Milner s'opposèrent à ce que la France forçât l'Allemagne à payer des dommages de guerre (à la France). Ce comportement des négociateurs anglais, secrètement membres du *think tank* Milner[3], était motivé par deux raisons très différentes : d'abord, l'Allemagne pouvait, grâce à des investissements massifs venant des pays anglo-saxons, redevenir un pilier du système capitaliste mondial face au monde communiste dans sa phase de développement. Il fallait donc faire obstacle à ce que la France n'affaiblisse l'Allemagne par ses "Réparations" agressives et punitives. Mais l'ultime objectif des lobbies anglais en sabordant les *Réparations punitives* est très clairement expliqué dans le même ouvrage de Carroll Quigley[4]. Cette stratégie était destinée à abais-

1 ●Le SS Obergruppenführer Richard Walther Darre, né en 1895 en Argentine de père allemand et de mère germano-suédoise, mourut en Allemagne en 1953 après avoir purgé sept ans de réclusion. Il fut l'un des principaux théoriciens nazis de l'idéologie Blut und Boden (Sang et Sol). Reichsleiter du Parti nazi, il fut, de 1931 à 1938, chef du Bureau de la Race et du Peuplement (RuSHA) de la Schutzstaffel, et, de 1933 à 1942, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Troisième Reich. "As soon as we beat England we shall make an end of you, Englishmen, once and for all. Able-bodied men and women between the ages of 16 and 45 will be exported as slaves to the Continent. The old and weak will be exterminated. All men remaining in Britain as slaves will be sterilised; a million or two of the young women of the Nordic type will be segregated in a number of stud farms where, with the assistance of picked German sires, during a period of 10 or 12 years, they will produce annually a series of Nordic infants to be brought up in every way as Germans. These infants will form the future population of Britain. They will be partially educated in Germany and only those who fully satisfy the Nazi's requirements will be allowed to return to Britain and take up permanent residence. The rest will be sterilised and sent to join slave gangs in Germany. Thus, in a generation or two, the British will disappear."

2 ●Les buts du Cecil Bloc (qui fut l'un de ces *think tanks*) était d'influencer la politique anglaise dans les domaines politiques, éducatifs et journalistiques. L'Édition devait être surveillée afin que seuls puissent être publiés les ouvrages historiques flatteurs pour le patriotisme anglais. Aujourd'hui encore les éditeurs n'acceptent pas les ouvrages critiques sur l'Histoire d'Angleterre des deux derniers siècles. Dans le domaine éducatif, les enfants les plus doués de l'Establishment devaient recevoir les bourses d'étude du fondateur Cecil Rhodes, et des mariages devaient renforcer les liens entre les familles de ce milieu. Dans le domaine politique, des politiciens formés au sein du Think Tank devaient noyauter les Gouvernements successifs du Royaume Uni et des différents pays au sein de l'Empire qui devait se préparer à se transformer en Commonwealth afin de perpétuer l'influence de l'Angleterre.

3 ●Si l'on en croit le professeur Quigley.

4 ●"Blindness to the real situation in Germany was also encouraged from another point of view… Roughly, this point of view advocated a British foreign policy based on the old *Balance-of-Power* system. Under that old system which Britain had followed since 1500, Britain should support the second strongest power (l'Autriche jusqu'à la Guerre de Succession d'Autriche puis la Prusse) on the Continent against the strongest power (France), to prevent the latter from obtaining supremacy on the Continent" et ainsi permettre à l'Angleterre de vaincre plus fort qu'elle.. En second lieu, "Their aim became the double one of keeping Germany in the fold of redeemed sinners by concessions, and of using this revived and purified Germany against Russia (Bolchévisme) and France (Militarisme)."   Carroll Quigley, The Anglo-American

ser la France et à la neutraliser en utilisant[1] l'Allemagne suivant l'habituel système de la *Balance of Powers* destiné à profiter hégémoniquement à la seule Angleterre.

Le dernier volet stratégique élaboré par le *think tank* Milner qui permettrait à l'Angleterre de s'adjoindre une énorme puissance, était la *ré-annexion psychologique* (si l'on peut dire) de l'Amérique afin d'exorciser et d'effacer définitivement la défaite de 1783 et la perte des Treize-Colonies. Il était nécessaire de créer par tous les moyens une f*raternité anglo-saxonne* ; si forte et si efficace qu'un seul appel à l'aide de la part des Anglais devait entraîner une réaction enthousiaste et immédiate de la part des Américains[2] ; et vice versa. Des stèles de propagande furent érigées (comme *Peace Arch* illustré ici), des affiches semblables à celle montrée dans ces pages diffusées dans les deux pays, un regroupement des deux drapeaux symboliquement encouragé en toutes occasions[3], une présentation fréquente des faits et gestes de la famille royale anglaise ; et, lorsque surgissaient un différend et une mésentente, ils devaient se régler au plus vite afin de ne laisser subsister aucune trace de désaccord. Une éclatante victoire pour le Milner Group fut l'adoption par l'Armée américaine du casque Brodie (anglais) qui représentait les soldats américains et britanniques comme des frères d'armes. Mais il fut vite remplacé à l'issue de la Grande Guerre[4].

Il fallait réparer à tout jamais cette séparation anglo-américaine de 1783, afin d'octroyer à l'Angleterre une puissance illimitée qui lui permettrait de soumettre n'importe quelle nation de la terre à sa domination économique ; Rêve ultime d'un commerçant vis-à-vis de ses concurrents ! Le *think tank* Milner aurait souhaité une alliance militaire aussi symbiotique que possible avec les États-Unis : «En 1918, le Groupe croyait qu'un système permanent de coopération entre l'Angleterre et les États-Unis pouvait être une conséquence possible de cette guerre. C'était le grand rêve de Rhodes, de Milner, de Lothian et de Curtis. Ils y auraient sacrifié n'importe quoi dans les limites du raisonnable. Mais quand il devint évident en 1920 que les États-Unis n'avaient aucune intention d'endosser la politique de l'Angleterre, et que, au contraire, ils revenaient à leur isolationnisme initial d'avant-guerre, l'amertume de la désillusion, au sein du Groupe Milner, fut incommensurable[5].» Inutile de mentionner

---

Establishment, Books in Focus, New York NY, 1981. p.195.

1 ●On se souvient de la British Petroleum qui, pour économiser une pièce de sécurité 500.000$, avait pollué tout le Golfe du Mexique et la Côte Sud des États-Unis. De nombreuses publicités télévisuelles annoncèrent que 150.000.000$ avaient été investis aux État-Unis alors qu'une grosse partie avait été engloutie en messages publicitaires.

2 ●On l'a vérifié lors des différentes guerres créées par les lobbies américains : Irak, Afghanistan... Les Anglais ont suivi même quand les causes étaient créées de toutes pièces par les Américains (Armes de destructions massives).

3 ●Cette proximité des deux drapeaux nationaux (USA et Royaume Uni) est encore mise en évidence en ce XXIe siècle.

4 ●Le casque anglais *Brodie* (surnommé *salatschüssel – saladier* par les soldats allemands) fut adopté par le Portugal, la Norvège et les États-Unis en dehors de l'Empire britannique. Le casque Adrian (français) fut adopté par la Russie puis l'URSS, la Belgique, le Brésil, La Chine, la Grèce, le Japon, le Luxembourg, le Maroc, le Pérou, la Pologne, le Mexique, la Yougoslavie, la Roumanie, l'Espagne, le Siam, et même partiellement par les États-Unis durant une période initiale.

5 ●Carroll Quigley, *The Anglo-American Establishment*, Books in Focus, New York NY, 1981. p.196.

que, en 1940, quand le discours nazi inclut la nation anglaise dans les projets criminels des Nazis (au point de vouloir en faire des esclaves au même titre que les Slaves)[1], certains adeptes des *think tanks* durent regretter d'avoir voulu collaborer et d'avoir contrecarré la volonté des Français de pénaliser l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. Mais les Anglo-Américains se rattrapèrent par leurs bombardements destructeurs sur la patrie d'Hitler.

Tous comptes faits, ce ne fut que partie remise car les lobbies ne se découragent jamais. Sauf que, lentement, insensiblement dans la marche irrésistible du temps, la faiblesse de natalité de la fraction anglo-saxonne, fit que la structure démographique de cette société tendit implacablement vers une hispanisation du pays. Ce fut *la revanche des berceaux* pour les Hispaniques et particulièrement pour les Mexicains qui s'étaient fait soustraire d'immenses territoires par les États-Unis.

Mais il ne faut pas compter sur les lobbies politico-économiques de Londres pour renoncer à l'exploitation de l'Empire britannique du fait qu'il ne leur était plus possible d'interdire aux membres du Commonwealth britannique d'exercer la moindre concurrence économiquement contre l'industrie d'Angleterre, comme cela se faisait autrefois. Aujourd'hui, les lobbies ont remplacé cet interdit par la création de *paradis fiscaux* fort lucratifs à travers lesquels l'exploitation des peuples du Commonwealth (et des autres pays) peut se perpétuer impunément et sans que cela ne soit dit publiquement. Le journal anglais *The Guardian* l'avouait le 7 november 2013 (par la plume de Simon Bowers), sous le titre de : *L'ANGLETERRE RÉGENTE LE MONDE DES PARADIS FISCAUX.* "L'Angleterre, en collaboration avec les territoires d'outremer de Sa Majesté et les dépendances de la Couronne, demeure "de loin le plus important acteur dans le système mondial des paradis fiscaux offshore et du secret bancaire," la reine en sera instruite dès demain par une lettre des experts fiscaux et des activistes... Aucun de ces territoires ultramarins ou dépendant de la Couronne ne tient de registre public suffisamment transparent des compagnies offshore, fiducies et fondations qu'il héberge," écrit Christensen, qui avait commencé sa carrière à Jersey dans l'industrie fiduciaire, et qui était devenu par la suite Conseiller économique de ce Gouvernement insulaire, avant de démissionner pour devenir activiste en faveur de la transparence fiscale... Personne ne peu obtenir la moindre information concernant les détenteurs de ces comptes... Les victimes de ce système occulte sont, parmi tant d'autres, deux milliards de citoyens du Commonwealth, dénonce Christensen à la reine. Une étude récente

1 ●"As soon as we beat England we shall make an end of you, Englishmen, once and for all. Able-bodied men and women between the ages of 16 and 45 will be exported as slaves to the Continent. The old and weak will be exterminated. All men remaining in Britain as slaves will be sterilised; a million or two of the young women of the Nordic type will be segregated in a number of stud farms where, with the assistance of picked German sires, during a period of 10 or 12 years, they will produce annually a series of Nordic infants to be brought up in every way as Germans. These infants will form the future population of Britain. They will be partially educated in Germany and only those who fully satisfy the Nazi's requirements will be allowed to return to Britain and take up permanent residence. The rest will be sterilised and sent to join slave gangs in Germany. Thus, in a generation or two, the British will disappear." *Discours du Reichminister hitlérien Richard Walter Darre, Berlin, 1940.*

sur 33 pays africains à mis en lumière qu'ils ont perdu plus d'un trillion (mille milliards) en fuite de capitaux depuis les années 1970, dont 640 milliards en provenance des 16 pays du Commonwealth africain. Ces pertes dépassent les dettes extérieure de ces 33 pays qui totalisent "seulement" 190 milliards..." Le TJN (l'ONG Tax Justice Network) en conclut que : "The UK is the most important player in the financial secrecy world[1]." Effectivement, en violation des traités internationaux, l'Angleterre contrôle des paradis fiscaux dans toutes les parties du monde : Jersey, Guernesey, Isle of Man, la City de Londres, Gibraltar, British Cayman Island, British Virgin Islands,... "Les victimes de ce système bancaire anglais secret seraient au nombre de deux milliards au sein du Commonwealth seulement." Le gouvernement anglais a toujours refusé d'intervenir car il est constitué de membres qui profitent du système ; on se souvient que le Premier ministre Cameron avait lui-même un compte dans les îles Caïman. Le système africain des multinationales prive la population de tout bénéfice. Chaque litre de pétrole, chaque tonne de minerai est vendu *au prix coûtant de production* à une pseudo filiale installée dans un paradis fiscal, laquelle les revend *au prix international* en empochant toute la valeur ajoutée. Ainsi, le si bien nommé Commonwealth (comme autrefois l'Empire) reste une source inépuisable de richesses qui permet à la Grande-Bretagne (pourtant presque dépourvue d'industries manufacturières) de conserver l'une des six premières places mondiales.

ANNEXE

W.G. Sebald, *Luftkrieg und Literature, traduction française de Patrick Charbonneau,* ***De la destruction comme élément de l'histoire naturelle***, Actes Sud, Paris, 2004. ISBN 2-7427-4614-5, p.36 et suiv. "*Au cœur de l'été 1943, durant une longue période de canicule, la Royal Air Force, soutenue par la 8e Flotte aérienne américaine, effectua une série de raids sur Hambourg. Le but de l'opération baptisées "Gomorrhe" était d'anéantir la ville en la réduisant entièrement en cendre. Au cours du raid qui eut lieu dans la nuit du 28 juillet et débuta à une heure du matin, dix mille tonnes de bombes explosives et incendiaires furent larguées sur la zone urbaine densément peuplée de la rive est de l'Elbe... Selon une méthode éprouvée ce sont d'abord toutes les fenêtres et les portes qui furent défoncées et arrachées de leurs cadres à l'aide de deux tonnes de bombes explosives, puis de petites charges incendiaires mirent le feu aux greniers, tandis que dans le même temps, des bombes pesant jusqu'à trente livres pénétraient jusqu'aux étages inférieurs. En quelques minutes, sur une surface de quelque vingt kilomètres carrés, des incendies s'étaient déclarés partout, qui se rejoignirent si vite qu'un quart d'heures après le largage des premières bombes, tout l'espace aérien, aussi loin qu'on pouvait voir, n'était qu'une mer de flammes. Et cinq minutes plus tard, à une heure vingt, un brasier s'éleva, d'une intensité que personne jusque-là n'aurait crue possible. Le feu qui montait maintenant à deux mille mètres dans le ciel aspirait l'oxygène avec une telle puissance que l'air déplacé avait la force d'un ouragan et bruissait comme de gigantesques orgues dont on aurait simultanément actionné tous les registres. L'incendie fit rage pendant trois heures. Au maximum de sa force, la tempête arracha les toits et les pignons des façades, fit tournoyer dans les airs et emporta poutres et panneaux d'affichage entiers, déracina les arbres et balaya les gens transformés en torches vivantes... Ceux qui avaient fui leur refuge s'enfonçaient, avec des contorsions grotesques, dans l'asphalte fondu qui éclatait en grosses bulles. Personne ne sait au juste combien périrent au cours de cette nuit, ni combien perdirent la raison avant que la mort les saisisse... (Le lendemain) Alignés bout à bout, ce sont deux cent kilomètres d'immeubles qui étaient complètement détruits. Partout gisaient des corps effroyablement mutilés. Sur certains brûlaient encore des flammèches de phosphore, d'autres étaient rouge pourpre ou bruns, calcinés et réduits d'un tiers de leur taille naturelle. Ils nageaient dans des flaques de leur propre graisse déjà partiellement figée...*"

---

1 THE GUARDIAN titre *Britain rules the world of tax havens,* "Britain, in partnership with Her Majesty's overseas territories and crown dependencies, remains by far the most important part of the global offshore system of tax havens and secrecy jurisdictions, the Queen will be told tomorrow in a letter from tax experts and campaigners. None of the overseas territories or crown dependencies operate a properly transparent public register of offshore companies, trusts and foundations, writes Christensen, who in his early career worked in the trust industry on Jersey, later being appointed economic adviser to the island's government before quitting to become a tax and transparency campaigner. "None obtain information on beneficial ownership and make this publicly available. The victims of this secrecy include, among others, 2 billion Commonwealth citizens... A recent study of 33 African countries found that they lost over $1tr in capital flight since the 1970s, of which $640bn came from 16 Commonwealth countries. These losses dwarf the external debts of 'just' $190bn for the 33 countries...The UK is the most important player in the financial secrecy world."

Livre II

Répertoire des opérations militaires franco-anglaises de la Guerre d'Indépendance américaine.



Index alphabétique des batailles franco-anglaises

.



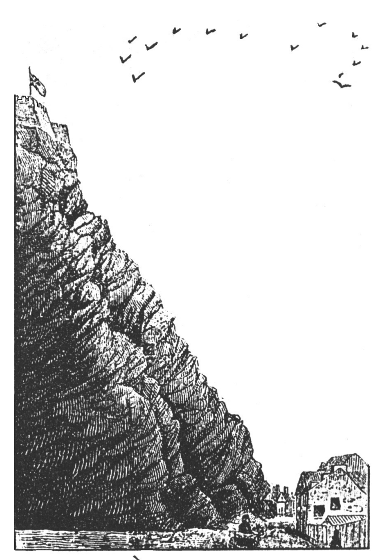
Québec. *Siège de*

Date de l'action : 8 novembre 1775 - 1[er] janvier 1776.

Localisation : Capitale du Canada à cette époque[1]. Coordonnées géographiques : 46° 49' de latitude Nord, et 71° 14' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [appelée aussi Révolution américaine]. Campagne du Canada.

Contexte : En octobre 1775, la Guerre d'Indépendance américaine[2] n'avait qu'un an; comme le règne de Louis XVI. L'Angleterre réagissait avec une violence désespérée.[3] À Versailles, l'Américain Benjamin Franklin travaillait à entraîner la France dans la guerre, sachant que les Treize-Colonies de Nouvelle-Angleterre ne pourraient vaincre, seules, les armées britanniques. La Fayette offrit ses services au nouveau pays. Le 6 février furent conclus les traités d'aide aux États-Unis.



PRÈS-DE-VILLE

Mais les Insurgents américains, pensant que les Canadiens français, nouvellement conquis par les Anglais, se révolteraient dès qu'ils en auraient l'occasion, décidèrent d'envahir le Canada pour l'annexer.

Le 8 novembre 1775, après une longue marche éprouvante, l'armée américaine d'invasion atteignit la Pointe de Lévis, vers 01h00 ou 02h00 du matin. Il neigeait. Le lendemain, se dessina devant les yeux des envahisseurs l'impressionnante ville de Québec, de l'autre côté du fleuve

---

1 ●De 1608 à 1627 et de 1632 à 1763, Québec fut la capitale du Canada et de la Nouvelle-France toute entière. De 1763 à 1791, la ville fut la capitale de la province de Québec.

2 ●Qui avait commencé le 10 mai 1774.

3 ●Par exemple, en novembre 1776, L'ANDREA-DORIA, vaisseau de guerre de la jeune marine américaine, entra dans le port d'Oranjestadt, dans l'île de Saint-Eustache [Antilles hollandaises]. Pour saluer les autorités portuaires, le vaisseau tira du canon et hissa le drapeau rebelle —13 bandes blanches et rouges, et l'Union Jack en coin. Les autorités portuaires rendirent le salut aux "*Américains*". Irrité par cette reconnaissance de facto du drapeau rebelle, et donc du gouvernement rebelle, les Anglais exigèrent un peu brutalement que les Hollandais *retirent* leur salut. Vexés dans leur fierté nationale, ces derniers refusèrent. Les Anglais occupèrent donc l'île, la pillèrent et levèrent l'ancre avec 200.000.000 $ de butin. Oranjestadt ne s'en remit jamais et perdit son rôle de plus grand comptoir de commerce des Indes Occidentales néerlandaises.

Saint-Laurent. Quoique le gouvernement anglais ait fait réquisitionner toutes les embarcations, des Indiens vendirent des canots aux Américains qui passèrent sur la rive Nord le 15 novembre. Benedict Arnold installa son PC dans la maison du colonel Henry Caldwell, à Sainte-Foy. Durant 6 jours, le colonel Arnold resta inactif devant Québec. Il envoya bien une sommation, mais l'estafette ne fut même pas admise à pénétrer dans les murs, les autorités préférant tenir les Américains aussi loin que possible des Canadiens-français afin de ne pas les contaminer par leurs idées de liberté. Prétextant qu'il n'avait pas assez de munitions, à cause des pertes dues à l'humidité durant le voyage, Arnold décida de s'éloigner de Québec, pour attendre la venue de l'armée de Montgomery, et aussi par crainte qu'une sortie ne vienne le surprendre et le mettre à mal. Dans la ville, la population était très divisée. Les Canadiens-Français se sentaient plutôt de cœur du côté des insurgés américains, mais le clergé canadien-français avait décidé que l'Angleterre était la meilleure garantie pour la religion catholique. D'un coup, les Anglais devenaient les défenseurs du papisme et les Québécois devaient éviter de trop songer à la liberté et surtout de prendre parti pour les Américains sous peine de péché mortel et d'excommunication. Certains marchands anglais, habités d'un républicanisme exacerbé similaire à celui des Insurgents, pensaient aussi qu'un gouvernement élu était préférable à la monarchie de droit soi-disant divin.

Le 3 décembre enfin, le général Richard Montgomery fit sa jonction avec le colonel Benedict Arnold à Pointe-aux-Trembles en amont de Québec. Le lendemain, l'armée combinée se jeta sur Québec et bloqua la ville. La ligne d'investissement américaine partait de l'Anse-au-Foulon,[4] traversait les Plaines d'Abraham et descendait vers la rivière Saint-Charles. Ce n'était pas une ligne continue, car le sol gelé empêchait de creuser des retranchements, mais des avant-postes isolés, ceinturés de parapets de glace. Montgomery envoya alors un ultimatum au gouverneur du Canada, Guy Carleton, et ordonna l'érection de batteries de siège avec les canons qu'il avait pris à Montréal. La première ouvrit le feu sur la ville le 9 décembre. Une batterie de mortiers entra en action à partir du Faubourg Saint-Roch.[5] Une autre, entourée d'un parapet de glace, ouvrit le feu tout près de la Porte Saint-Jean. Des francs-tireurs abattaient systématiquement les sentinelles sur les murailles. La population, bombardée pour la deuxième fois en 16 ans[6], se montrait fort nerveuse au début. Mais bientôt, voyant l'imprécision des tirs américains, les "bombettes "

4 ●Appelée *Wolfe's Cove* (l'Anse au Foulon en français) par les Anglais; ce fut en effet dans cette crique que débarqua nuitamment l'armée du général Wolfe en 1759.

5 ●Ou Basse-Ville.

6 ●Ce n'était en effet que 16 ans plus tôt que l'artillerie anglaise de Wolfe, en batterie à la pointe de Lévis, avait détruit la ville. Les maisons venaient d'être reconstruites.

firent l'objet de moqueries,[7] alors que les canons québécois infligeaient de lourdes pertes aux assaillants du Sud. Le froid sibérien et le découra-



gement commençaient à affecter les troupes Yankee, de même que la maladie: vérole, pleurésie, péri-pneumonie... Si un siège en règle était impossible, il fallait lancer l'assaut car le Congrès américain tenait à annexer le Canada de l'Angleterre impérialiste.

Le 16 décembre, la décision fut prise. Il faisait si froid que les hommes devenaient incapables de manipuler leurs armes après 10 minutes d'exposition. Les baïonnettes, les haches d'assaut, les grenades, et les échelles furent tenues prêtes. Des branches de houx furent attachées aux couvre-chefs afin de distinguer les Américains des Canadiens-français.[8] Le rouge des uniformes et le houx donnaient aux soldats un faux air de fête. Noël passa; morose. Le 27, tout était prêt pour l'assaut.

7 ●“Leurs bombettes ─comme ils les appelaient─ n'avaient pas plus d'effet que des pois contre une planche.”

8 ●Les deux armées portaient le même uniforme depuis quelques jours déjà, car Montgomery avait pillé un magasin d'habillement militaire en passant au Fort-Chambly, le long du Richelieu. Il voulait ainsi donner un uniforme à ses troupes vêtues de bric et de broc

La température s'adoucissait mais les nuits étaient trop claires et Montgomery repoussait le "Jour J". Selon la loi de conscription de la nouvelle république américaine, les Miliciens allaient devoir être libérés au début de l'année suivante et il fallait profiter du beau temps pour attaquer sans tarder. Le samedi 30 décembre, une tempête de neige se leva. En dépit de cette perturbation supplémentaire, l'attaque devenait urgente, car c'était l'avant-dernier jour de l'année, et, le surlendemain, les Miliciens américains allaient se retrouver légalement démobilisés... et Montgomery sans soldats. De toute façon c'était un temps idéal pour attaquer sans être vu... à condition de ne pas se perdre dans la tempête! En fin d'après-midi, le ciel s'obscurcit encore et la tempête se durcit.

Chefs en présence **♦Canadiens** : le colonel Maclean commandait les défenses; car, si les troupes étaient francophones, les officiers supérieurs demeuraient anglais, comme dans tout système colonial. **♦Américains** : colonel Benedict Arnold.[9]

Effectifs **♦Américains** : un millier d'hommes après la jonction de l'armée de Benedict Arnold [700 hommes] avec celle de Montgomery [300 hommes]. **♦Canadiens** : le 14 novembre, la garnison de Québec comptait plus de 1.100 hommes dont 500 Miliciens canadiens-français, 200 "Émigrants"[10] et Fusiliers, 300 Miliciens anglais locaux, 24 marins, 90 nouvelles recrues incorporées aux Émigrants et 32 artificiers en provenance de Terre-Neuve.

Stratégie ou tactique : Le plan prévu de l'attaque de Québec était simple. Il fut décidé au Quartier-Général d'Arnold, le 23 décembre. Montgomery avait espéré ouvrir une brèche dans les murailles de Québec afin de lancer un assaut sur la Haute-Ville où se trouvait le Quartier-Général administratif et militaire de Carleton. Croyant, à tort, qu'à l'intérieur une forte partie de la population était sur le point de s'insurger contre les Anglais, il présuma qu'il remporterait une rapide victoire. Mais l'artillerie américaine de siège était de trop faible calibre pour infliger des destructions suffisantes aux murs et des pertes aux Canadiens-français. Quand il vit que son artillerie ne pouvait ébrécher les murs, il changea de plan; il lancerait quatre assauts séparés [dont trois de diversion] contre la Haute-Ville, entre le Cap Diamant et la Porte du Palais. Cela forcerait Carleton à disperser ses forces. L'attaque principale serait commandée par Montgomery lui-même, au Cap-Diamant. Son aide-de-camp Aaron Burr, initierait 50 hommes au maniement des échelles d'assaut. Leur mission serait d'établir une tête de pont au sommet des murs afin de permettre à la troupe de grimper. Deux autres officiers suggéraient d'ajouter deux autres

---

9 •1741-1801. Il commença à trahir les États-Unis en 1779, car, en dépit de ses services contre les Anglais, le Congrès américain faisait attendre sa nomination au grade de général. À cette époque, il se remaria avec une Loyaliste et commença à se faire rémunérer pour les renseignements qu'il fournissait aux ennemis. De ce fait, il finit par s'exiler à Londres où le gouvernement anglais lui versa une pension symbolique bien insuffisante. Méprisé par les Américains, délaissé et oublié par la upper-class londonienne, il mourut, abandonné de tous et aigri, en 1801.

10 •Loyalistes en provenance des États-Unis.

axes d'attaque. Ils pensaient que l'objectif principal devait être la Basse-Ville où se trouvaient les entrepôts et les stocks de marchandise des commerçants de Québec, lesquels, en voyant leurs biens en danger,



feraient pression sur le gouverneur-général Carleton pour qu'il capitule. Ce plan était basé sur la conviction erronée selon laquelle la population se joindrait facilement à l'insurrection américaine. Mais c'était peu compter sur l'intelligence diplomatique et le sens des affaires du gouvernement anglais.

Stratégiquement parlant, la situation de l'Angleterre au Canada se trouvait en péril face au danger d'invasion des Américains. Londres devait absolument trouver l'appui des Canadien-français qui formaient alors la presque totalité de la population locale. Il était donc nécessaire de séduire le clergé catholique du Canada, seul corps constitué demeuré au Canada après le rapatriement des aristocrates au moment du Traité de Paris. Par *l'Acte de Québec*, furent donc réinstaurées *les anciennes fron-*

tières de la Nouvelle-France.[11] Cadeau inattendu et généreux pour celui qui n'était pas au courant du danger américain. *Ce pacte idéal fonctionna tant que dura le danger américain.* Mais pas au-delà. En effet, dès 1791, *l'Acte Constitutionnel* partagea en deux la Province de Québec pour créer la province d'Ontario [*Upper Canada* ; alors que ce qui restait du Québec formait le *Lower Canada*][12] au profit des Loyalistes qui arrivaient des États-Unis avec une haine profonde à l'égard des Français dont ils venaient de subir les baïonnettes[13]. Le carcan impérial se desserrait ainsi lorsque la menace américaine se précisait et durcissait à nouveau dès qu'elle s'éloignait. Ce phénomène se reproduisit en 1812, au moment du Ier Empire napoléonien.

Résumé de l'action : Vers 04h00 du matin, le 31 décembre, tout était très sombre. La neige interdisait toute observation et absorbait tous les bruits. Soudain, des éclats de lumière éclairèrent furtivement le ciel. Les tambours et les cloches donnèrent l'alarme. La garnison française bondit sur ses armes. L'artillerie américaine entrait en action contre la ville. Entre la falaise du Cap Diamant et le fleuve serpentait la rue du Petit-Champlain qui rétrécissait au bout du Cap-Diamant pour devenir un étroit sentier que 3 ou 4 hommes de front pouvaient obstruer. Il y avait donc peu de place pour faire manœuvrer une armée, à moins de déborder sur la glace du fleuve. Ainsi, il était difficile de contourner les avant-postes de *Près-de-Ville* et du *Sault-au-Matelot*. Ce fut le long de ce sentier que le général Montgomery commença lentement[14] son attaque, ce matin-là, avec une unité d'élite triée sur le volet. Mais les Américains arrivèrent en retard au premier obstacle de Près-de-Ville, une palissade non gardée. Les sapeurs s'activèrent immédiatement à scier une ouverture et avancèrent vers une deuxième palissade de rondins. Montgomery fit là-aussi pratiquer une ouverture, passa et se retrouva sous les fenêtres d'une maison appartenant à un certain Simon Fraser, tenue par trente Miliciens canadiens-français[15] et quelques marins. Cet avant-poste était commandé par le capitaine Chabot et le lieutenant Picard. Derrière les 50 hommes d'élite, l'armée américaine suivait en colonne. “En avant les gars! Québec est à nous!” cria Montgomery. Il y eut alors une puissante explosion. Les projectiles commencèrent à pleuvoir de la maison Fraser transformée en blockhaus. Montgomery et 8 autres hommes, dont le

---

11 ●Rebaptisée **Province de Québec**

12 ●Noter le côté hiérarchisant des deux expressions Haut et Bas Canada. Nuance ressentie à l'époque par une population francophone hypersensibilisée à la réaction de ces immigrants fort hostiles, qui avaient été installés sur leur nouvelles terres grâce aux contributions fiscales des Canadiens-français, mais qui refusaient leur présence et encore plus leur domination démocratique.

13 ●L'armée française de Rochambeau luttait aux côtés des Insurgents.

14 ●*Lentement* à cause de la neige et de la glace disloquée et déposée par les marées

15 ●Surnommés “les Potaches.” À comparer au sobriquet de *la Syntaxe Royale* dont avaient été affublés des étudiants au moment d'un précédent siège de Québec afin de souligner leur jeunesse.

guide canadien-français[16], tombèrent. Le colonel Donald Campbell, à qui devait échoir le commandement, fut pris de panique devant cette lourde responsabilité, tourna les talons et reflua, suivi par toute l'armée américaine qui abandonna morts et blessés[17] dans la neige. La fusillade cessa immédiatement et seuls les hurlements du vent et les plaintes des blessés abandonnés se firent entendre. Ainsi, l'armée américaine avait été arrêtée par un simple avant-poste-sonnette destiné seulement à donner l'alarme à la garnison.

Pendant ce temps, Benedict Arnold avec 700 hommes avait concentré ses forces dans le faubourg Saint-Roch, vers 02h00 du matin. Vers 04h00, il ordonna l'assaut. En avant-garde, Arnold, avec une centaine de soldats d'élite traçait dans la neige épaisse les sentiers à suivre, à l'abri de la falaise Nord. Derrière lui suivaient un canon de cuivre monté sur patins et enfin les bataillons d'assaut. Mais les sentiers s'effaçaient vite sous l'effet de la neige et du vent. La colonne atteignit la Côte du Palais, non loin de la gare actuelle dite du Palais. Ce fut alors que les sentinelles canadiennes-françaises l'aperçurent. Elles commencèrent un tir sur les Américains auquel ces derniers ne pouvaient répliquer. Pourtant il n'était pas question pour Benedict Arnold de sonner la retraite. Montgomery progressait [pensait-il] dans sa direction et il fallait agir avec la plus grande simultanéité. Il parvint enfin au Sault-au-Matelot où il trouva les entrepôts des marchands anglais de Québec. Mais là, il se heurta à un premier barrage. L'étroite rue du Sault-au-Matelot, juste sous les remparts et sous le [vieux] séminaire, était verrouillée par une barricade flanquée de deux petits canons. Arnold ordonna aussitôt d'attaquer la barricade et de s'emparer des embrasures. Le combat fut bref mais violent. Arnold fut blessé au genou et mordit... la neige. Mais ses hommes se rendirent rapidement maîtres de la barricade. Ces derniers déposèrent leurs armes, qu'utilisèrent immédiatement les Américains.[18] Le commandant anglais de la barricade simula l'ivresse pour excuser la résistance insuffisante qu'il avait offerte; ce qui fit penser à certains qu'il était secrètement favorable à la Révolution américaine.

Désormais commandés par Daniel Morgan, les Américains entrèrent dans la rue du Sault-au-Matelot où ils surprirent plusieurs séminaristes en route pour renforcer la seconde barricade qui se situait à l'autre extrémité de cette rue. Morgan hésita. Il devait faire escorter ces prisonniers et n'avait pas encore récupéré son canon qui avait été abandonné dans les combats. De plus, une partie de sa colonne s'était perdue dans la tempête. Sans compter que les pertes infligées par les tirs au juger

16 •Comme on peut le voir, certains Canadiens firent fi de leur Vie éternelle et aidèrent l'armée américaine. Ils furent excommuniés sans autre forme de procès.

17 •Les blessés abandonnés étaient condamnés à mourir de froid à brève échéance.

18 •Dont les armes étaient, dans bien des cas, enrayées par la neige gelée qui s'insinuait partout comme le sable brûlant du Sahara au cours des tempêtes.

des canadiens-français avaient été plus lourdes que prévues. En voyant passer Benedict Arnold blessé, soutenu par deux hommes, des soldats américains commencèrent à murmurer: "On a été trahi!" Le moral tomba au plus bas. L'hésitant Morgan ne réussit pas à retrouver l'initiative de la bataille. Son hésitation avait, par ailleurs, laissé le temps à des renforts canadiens-français d'arriver.

Dans la ville fortifiée, la situation semblait sous contrôle. Le colonel Caldwell et ses Miliciens canadiens-français, constatant que les bastions donnant sur les plaines d'Abraham n'étaient pas menacés mais simplement "divertis" par le pilonnage américain,[19] descendirent la rue de la Côte de la Montagne pour renforcer la deuxième Barrière à l'extrémité Sud du Sault-au-Matelot. La gouverneur général Carleton avait aussi envoyé 200 hommes[20] dans ce secteur menacé. Ils trouvèrent les Américain déjà dans la rue du Sault mais hésitants et inactifs. Caldwell prit le commandement du secteur et rangea ses troupes en ligne, baïonnette au canon derrière la palissade, afin de fusiller les Américains qui atteindraient le sommet avec leurs échelles. Ces derniers avaient en effet placé leurs échelles d'escalade contre la palissade de bois. Le commandant américain, Daniel Morgan, un Gallois, finit par en ordonner l'assaut. Mais le feu vif interdit le franchissement. Comme les Américains avaient infiltré une maison voisine afin de commander le secteur, un géant nommé Charles Chartrand, d'une force herculéenne, s'empara d'une échelle qui dépassait au sommet de la barricade, la tira à lui et la plaça contre la maison que les Américains venaient d'occuper. Puis, accompagné d'une troupe de Miliciens commandés par François Dambourges et Nairne, il envahit la maison et en chassa les Américains à la pointe de la baïonnette. D'autres Américains occupèrent alors des maisons voisines, et le combat se poursuivit de fenêtre à fenêtre. Un après l'autre, tous les officiers de Morgan furent mis hors de combat. Seul ce dernier, qui pourtant bravait le feu des Canadiens avec grande témérité, fut épargné. La baraka des grands chefs !

Le gouverneur Carleton décida de prendre l'initiative jugeant le moment critique pour les Américains. Il lança une sortie par la Porte du Palais en direction de la Basse-Ville, donc dans le dos des Américains. Cette saillie tomba sur l'unité de Dearborn, perdue dans la neige, qui tentait de retrouver Morgan. Après un bref combat, l'unité américaine se dispersa en désordre, et le capitaine George Lawes [commandant de la saillie] envoya un détachement détruire la batterie de Saint-Roch qui avait pilonné Québec durant plusieurs jours; puis l'ensemble contourna le Sault-au-Matelot pour attaquer Morgan à revers. Ce dernier se rendit compte du mouvement, mais, espérant toujours l'intervention de Montgo-

19 ●En provenance des batteries situées sur les Plaines d'Abraham et à Lévis.

20 ●Commandés par le colonel Voyer et le capitaine Alexandre Dumas (Sic!)

mery,[21] il continua de combattre farouchement. Puis, constatant que les Canadiens mettaient leur canon de campagne en batterie pour prendre la rue en enfilade, il finit par capituler, mais, par haine pour l'uniforme rouge britannique,[22] il refusa de se rendre à un soldat et n'accepta de remettre son épée qu'à un autre uniforme... un prête en soutane!

La bataille était terminée.

Pertes **♦Canadiens :** 156 tués et une soixantaine de blessés. **♦Américains :** 389 prisonniers de guerre; 30 tués et 42 blessés. Au total: 461 hommes perdus. 20 autres corps furent trouvés après la fonte des neiges.

Conséquence de ce siège: Le Canada était sauvé pour l'Angleterre. Ainsi, grâce au Clergé canadien-français que le gouvernement britannique avait su séduire, et surtout à la volonté de la France, les Canadiens-français avaient permis de garder le Canada au sein de l'empire britannique.

SOURCES & LECTURES γWard, Christopher, *The War of the Revolution,* The Macmillan Co., New York, 1952. γGabriel, Michael P. (2002). *Major General Richard Montgomery: The Making of an American Hero*. Fairleigh Dickinson Universdity Press, 2002. γSmith, Justin H, *Arnold's March from Cambridge to Quebec*. G. P. Putnams Sons, New York, 1903. γDale, Ronald J (2003). *The Invasion of Canada: Battles of the War of 1812*. James Lorimer. 2001. γMcConnell Hatch, Robert, *Thrust for Canada: The American Attempt on Quebec in 1775–1776*, Houghton Mifflin, 1979. γHarrison Bird: *Attack on Quebec*, Oxford University Press, 1968



21 ●Dont il ignorait la blessure mortelle.

22 ●Que, pourtant, ses hommes portaient.

Ouessant. *Bataille d'*

Date de l'action : 27 juillet 1778

Localisation : Île de l'Atlantique, au large des côtes de France; *Ushant* en Anglais. Coordonnées géographiques moyennes : 48° 28' de latitude Nord, et 05° 05' de longitude Ouest.

Contexte : Les coloniaux américains ne s'étaient pas plus tôt débarrassés des Français en se servant de l'Angleterre et de ses alliés [Guerre de Sept-ans, terminée en 1763], qu'ils utilisèrent la puissance de la France pour se débarrasser de leur encombrante mère-patrie, l'Angleterre. Le 11 juillet 1780, les troupes terrestres françaises envoyées au secours des Américains insurgés contre l'Angleterre arrivèrent à Newport. Rochambeau[23] qui commandait le Corps Expéditionnaire français fut déçu par le nombre et la qualité des troupes américaines et par leur État-Major.

Chefs en présence ♦amiral anglais Keppel. ♦le comte d'Orvilliers.

Effectifs engagés ♦30 vaisseaux de ligne et 16 frégates de part et d'autre.

Stratégie ou tactique: Lignes de bataille parallèles et canonnades sans idée de manœuvre.

Résumé de l'action: Toute l'escadre de Keppel se fit repousser sous Ouessant par le comte d'Orvilliers, fort, comme elle, de 30 vaisseaux de ligne et de 16 frégates.

Le combat s'engagea vers 11 heures du matin le 27 juillet, dura trois heures et demie et se termina sans conclusion nette quoique ce fut Keppel qui abandonna le champ de bataille aux Français. Les deux ennemis avaient manqué l'occasion de se détruire mutuellement leur arrière-garde. En fait, d'Orvilliers n'avait que des avaries mineures, tandis que les Anglais avaient une douzaine de navires en fort mauvais état, à la fin de la bataille. L'un d'eux était sur le point de capituler lorsqu'il fut secouru par un autre bâtiment. Enfin, l'escadre anglaise abandonna le champ de bataille et retraita, car, affirmait l'amiral anglais: «l'état dans lequel se trouvaient mes vaisseaux ne me laissait pas le choix.»

Pertes ♦Une douzaine de vaisseaux anglais avariés.

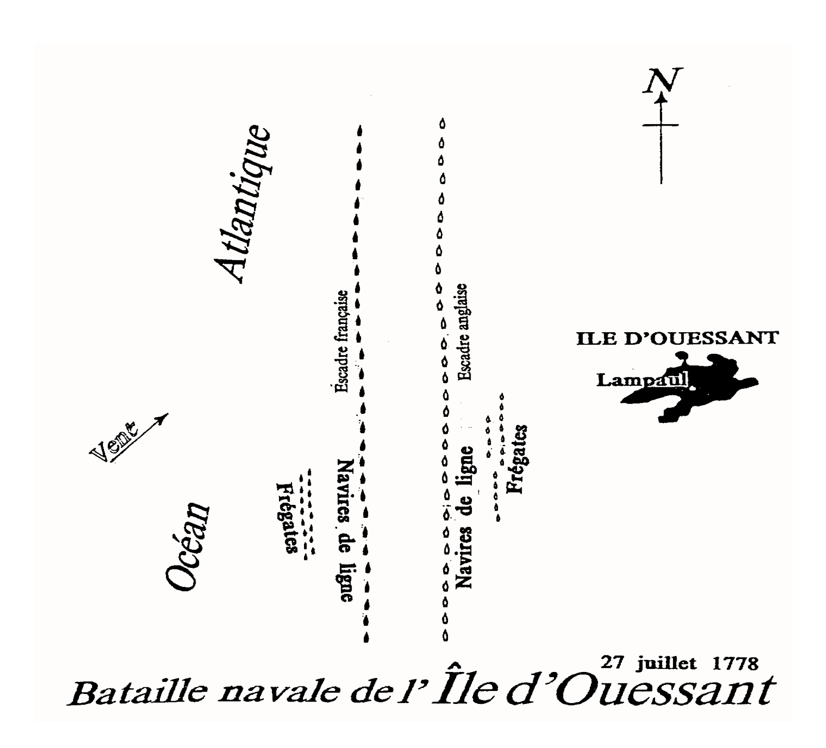
Conséquence de cette défaite anglaise: Cette victoire permit de maintenir intactes les lignes logistiques entre la France d'une part, le Corps Expéditionnaire français de Rochambeau et l'armée américaine de Washington et de La Fayette, de l'autre. Keppel essaya d'imputer son échec à Sir Hugh Palliser, son subordonné en mer, mais qui était membre en bonne et due forme du Conseil de l'Amirauté (Admiralty Board). Les

---

23 ●Jean-Baptiste, Donatien de Vimeur, comte de **Rochambeau**, maréchal de France, né à Vendôme en 1725 et mort à Thoré en 1807. Ce fut son fils Donatien qui prit le commandement du Corps expéditionnaire français en Haïti lorsque le général Leclerc fut tué.

récriminations de la presse menèrent Keppel en Cour martiale pour *négligence grave* et Palliser pour *insubordination.* L'affaire se politisa rapidement. Les Whigs souhaitaient considérer les accusations contre Keppel comme une tache dans la carrière du Premier ministre Lord North. La Cour martiale, peu désireuse d'aggraver la situation, acquitta les deux accusés. Mais Keppel fut limogé de son commandement en 1779. Il se lança alors en politique et devint... Premier Lord de l'Amirauté 3 ans plus tard, après que la défaite anglaise devant les Français et les Américains ait fait tomber le gouvernement de Lord North.

Sources et lectures: ◆*Sea kings of Britain...* par G. A. R. Callender, Longmans, Green, and Co., Londres, 1911. ◆*Some say that we won. They run and we run*. [chanson écrite sur le dernier engagement le duc de Chartres et l'amiral keppel, le 27 juillet 1778 au large d'Ouessant] Londres, 1778. ◆*How the Jubilee Fleet escaped Destruction, and The Battle of Ushant: or, two episodes in the career of a naval officer,* Philip L. Stevenson, Simpkin, Marshall & Co., Londres, 1899. ◆*Lettre d'un Officier de l'Armée Navale de France à M. l'Amiral Keppel,* Brest & Londres, 1778.



Conanicut. *Siège du fort de l'île de*

Date de l'action : 31 juillet 1778.

Localisation : Île américaine située dans la baie de Narragansett (Rhode Island). Coordonnées géographiques : 41° 31' de latitude Nord, et 71° 23' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris et de Versailles].

Contexte : Le 6 février 1778, le Congrès américain signa un traité d'alliance avec la France qui garantissait l'indépendance, la souveraineté, les libertés et toutes les possessions des USA.

Chefs en présence ♦inconnus.

Effectifs engagés ♦**Français:** inconnus. ♦**Anglais:** 1.500 hommes.

Stratégie ou tactique: Les Français utilisaient le canon et le mortier Gribeauval[1]**.** Jusqu'à présent, les Anglais pouvaient obtenir la suprématie maritime en un secteur donné de l'océan lorsqu'ils le voulaient. Pour des raisons variées (construction navale en France), ils perdirent leurs Treize-Colonies d'Amérique. Fatal enchaînement.

Résumé de l'action : Le 30 juillet 1778, l'escadre française, dans son ensemble, arriva au large et jeta l'ancre devant le phare à l'entrée du port de Newport dans le Rhode Island, à l'exception de deux frégates qui furent envoyées à l'extrémité orientale de l'île pour empêcher des bateaux de sortir par le passage Seconnet. En voyant apparaître les Français, les Anglais brûlèrent plusieurs vaisseaux de guerre de peur qu'ils ne tombent entre leurs mains.

Le 31 au matin, un vaisseau de 50 canons fut envoyé pour remonter la côte Ouest de l'île Conanicut. Après un échange de boulets avec les batteries côtières, les Anglais évacuèrent cette île lorsqu'ils eurent fait sauter leurs propres fortifications qui étaient gardées par 1.500 hommes. Ils firent aussi sauter quelques-unes de leurs fortifications dans Rhode-Island et brûler plusieurs maisons. Le même jour, les Français envoyèrent dans le passage Ouest un navire de 64 canons. Les jours suivants, il y eut beaucoup de brume qui donna à ce navire l'occasion de passer sans être vu autour de l'extrémité Nord de Conanicut, et de jeter l'ancre entre le port de Newport et une petite anse à l'Ouest de Rhode-Island dans laquelle se trouvaient trois frégates anglaises. Lorsque le brouillard se leva, les Anglais, voyant que leurs frégates ne pouvaient retourner à Newport, les abandonnèrent après les avoir incendiées.

Pertes ♦**Français :** inconnues. ♦**Anglais:** plusieurs vaisseaux.

Conséquence de cette défaite anglaise : La France avait la maîtrise de la

---

[1] ●En 1763, le secrétaire d'État à la Guerre, le duc de Choiseul, fit revenir d'Autriche le grand artilleur français Gribeauval où il était devenu feld-maréchal-lieutenant dans l'armée autrichienne. Il lui demanda de réorganiser l'artillerie française. Ce dernier créa l'école d'artillerie de La Fère. Du matériel nouveau fut créé, par exemple le mortier Gomer, caisson, canon...

mer.



Province de Carnate. Arcate. Shetou-Pet, Caveri-Pacom, Carangouli, Alamparvé; Document cartographique dressé par le capitaine du génie Leveux ; Catalogue de Dufossé.
Bib. Nat.

SOURCES ET LECTURES ◆The decisive battles of India. from 1746 to 1849 inclusive, George Bruce Allen Malleson, publié par l'auteur, Londres, 1885. ◆*Historical Fragments* (of the Mogul Empire, etc.), Robert Orme, Bangabasi Office, Calcutta, 1905. ◆*Les dernières Luttes des Français dans l'Inde et sur l'Océan Indien*, G. B. Malleson, traduit et annoté par Edmond Gaudart, Pondichéry: Bibliothè`que Publique, 1932. ◆*Les comptoirs français de l'Inde (1664-1954). trois siècles de présence française,* Arthur Annasse, La Pensée Universelle, Paris, 1975.

Pondichéry*. Siège de*

Date de l'action : 1er août - 18 septembre 1778.
Localisation : Indes, Côte du Coromandel. Coordonnées géographiques : 11° 56' de latitude Nord, et 79° 53' de longitude Est.
Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774-3 septembre 1783, Traité de Paris]. La France et l'Angleterre étaient officiellement en guerre depuis le 6 février 1778.
Contexte : Les soldats français jouaient le rôle de mercenaires dans les armées musulmanes du Carnate depuis que les Indes étaient perdues pour les Français à cause du sabotage de Lally Tollendal. Pour cette raison, Lally avait été décapité en Place de Grève. L'exécution de Lally avait d'ailleurs produit une grande indignation en France et dans l'aristocratie européenne[1].

Lorsque l'armée anglaise se présenta devant Pondichéry, Bellecombe demanda des explications à Munro qui la commandait; ce dernier donna des réponses évasives. Le chef des forces terrestres: le général Munro, somma donc Bellecombe de lui livrer la ville.

Le 20 août, l'amiral Tronjoly qui ne restait là que forcé, disparut durant la nuit et regagna l'île de France en dépit des ordres. L'Océan Indien appartenait donc maintenant aux Anglais. Faute d'escadre, Bellecombe dut fortifier la façade maritime de la ville. Et les Anglais purent débarquer à loisir autant de troupes et de matériel qu'ils voulurent. Ils finirent par totaliser 12.000 hommes. De ce fait, la résistance ne devenait qu'un simple *baroud d'honneur*. Bellecombe fera son possible pour le rendre extrêmement coûteux pour les Anglais: duel d'artillerie et sorties de la garnison française qui tuèrent beaucoup d'Écossais, fer de lance de l'armée anglaise.

Chefs en présence ♦**Anglais:** général Munro [ou Monroe]. ♦**Français :** général Bellecombe.

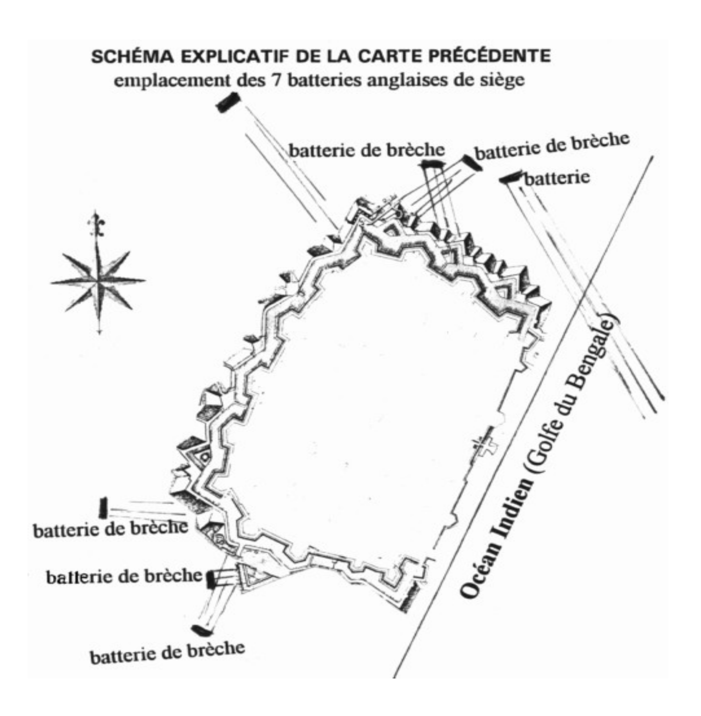
Effectifs engagés ♦**Français :** Bellecombe disposait de 568 Réguliers du Régiment de Pondichéry, 153 artilleurs, 428 Cipayes et 15 Dragons. Le commandant de Karikal abandonna sa forteresse à son sort et rejoignit Pondichéry avec 800 Cipayes supplémentaires et 12 soldats. Soit un grand total de 1.976 hommes. ♦**Anglais :** 12.000 hommes dont 1.200 Réguliers essentiellement écossais, 500 artilleurs, 10 bataillons de Cipayes et deux régiments de Cavalerie armés à l'Européenne.

Stratégie ou tactique : Il n'y eut aucune déclaration de Guerre de la part des Anglais, ce qui à l'époque était considéré comme un acte de déloyauté. Les Anglais avaient usé d'un pareil stratagème au début de la

[1] ●Voltaire, qui avait grandement contribué à son exécution en le chargeant et en le discréditant pour couvrir sa bienfaitrice Madame de Pompadour, oublia ses moqueries sur Lally et prit trop tard sa défense pour retrouver son rôle de défenseur du faible et de l'opprimé, même si, au même moment, une partie de ses avoirs étaient investis dans des compagnies négrières à gros rendements et plus particulièrement dans la négrière anglaise *South Sea Co*.

Guerre de Sept-ans lorsque tous les navires français qui se trouvaient dans les ports anglais furent enlevés.[2] À Chandernagor, le gouverneur français Chevalier fut aussi assiégé à l'improviste par les Anglais. Il se déguisa en femme et réussit à leur glisser entre les doigts pour rejoindre un prince indien ami qui... s'empressa de le revendre aux Anglais. *Business is business, isn't it ?*

Les changements d'ingénieurs avaient laissé les fortifications de Pondichéry inadéquates. Autour de l'enceinte, un avant-fossé était inter-



rompu sur presque toute la longueur. Le parapet lui-même n'était existant qu'à certains endroits; les glacis absents. Dans plusieurs secteurs, la ville était carrément ouverte. Comme les caisses publiques étaient vides, des citoyens fortunés payèrent, mais les travaux furent entrepris trop tard et effectués trop vite. Tout les obstacles[3], qui favorisaient l'approche aux Anglais furent abattus dans un rayon de 1.200 mètres autour de la ville.

Les Anglais installèrent 7 batteries: 2 battaient l'angle Nord-Ouest, une [de brèche] la façade Ouest; 3 l'angle Nord-Est, et la

[2] ●Le même stratagème fut utilisé en 1940 lorsque la France eut demandé l'armistice.
[3] ●Arbres, maisons.

dernière, installée à l'Est de la ville tenait tout secours maritime à l'écart[4].
Résumé de l'action : L'armée anglaise investit la ville le 1er août. Elle ouvrit la tranchée le 6 septembre, et, le 18, les batteries anglaises, totalisant 28 canons lourds et 27 mortiers, ouvrirent un feu d'enfer sur les défenses françaises. Le 26 août, une frégate française parut à l'horizon, mais, à cause du départ de l'escadre de Tronjoly, elle ne put approcher. Ce jour-là, un parlementaire anglais brandissant un drapeau blanc vint présenter à Bellecombe des échantillons de mitraille *antipersonnel* utilisée le 10 août par Tronjoly durant la bataille navale. Bellecombe répondit à Munro que sa plainte n'était pas recevable, que lui-même aurait pu soumettre aux Anglais un échantillon de la "mitraille anglaise qui violait plus encore les lois de la guerre, mais qu'il avait préféré s'en abstenir car il ne s'étonnait plus de rien de la part d'officiers qui l'avaient attaqué sans déclaration de guerre." Cependant les tranchées et les batteries anglaises approchaient de plus en plus. Leurs bombardements se faisaient de plus en plus meurtriers. Les Français refaisaient la nuit ce que les Anglais démolissaient le jour, mais l'état des fortifications, comme des maisons de la ville, était de plus en plus pitoyable. Les Français attaquaient souvent en violentes sorties qui faisaient beaucoup de mal aux troupes anglaises, mais les effectifs de ces derniers augmentaient de jour en jour, ne laissant aucun espoir sur l'issue du siège.

Le 4 octobre, Bellecombe fut blessé mais sans gravité. Le 13, les Anglais tentèrent de vider le fossé comme s'ils étaient sur le point de donner l'assaut. Les Français s'y préparèrent. Le 15, l'assaut n'était pas encore amorcé mais les Anglais avaient occupé ou détruit plusieurs ouvrages qui leur permettaient de s'approcher à une trentaine de mètres de la ligne française.

Le 15, Bellecombe réunit un Conseil de Guerre afin de discuter de la situation. Les munitions étaient presque totalement épuisées, l'artillerie détruite, les murs écroulés, les soldats fatigués par 77 jours de travail, de bombardement et de surveillance. Le 16 octobre, enfin, Bellecombe ordonna un cessez-le-feu et proposa des négociations à Munro. Le 18, l'acte de capitulation fut signé. Il stipulait que tous les soldats français originaires d'Europe seraient rapatriés en France ou dans *l'île de France* avec armes et bagages aux frais des Anglais; que les déserteurs des deux nations seraient rendus à leur armée mais qu'aucune représaille ne serait exercée sur eux.[5] Les Français sortiraient avec les Honneurs de la Guerre, drapeau déployé, tambour battant, mèches allumées, avec six pièces d'artillerie de campagne.

Pertes ♦**Français:** 682 tués et blessés, dont 202 tués [parmi lesquels 83

[4] ●Comme par exemple la frégate La BRISSON.

[5] ●L'application de cette clause était des plus difficiles à vérifier. Chaque armée feignait de jouer le jeu mais tenait absolument à récupérer ses déserteurs; l'article de la capitulation en fait foi. Les comptes étaient réglés ensuite, sans tambour ni trompette.

soldats européens, 52 cipayes, 64 travailleurs indiens et 3 civils], et 480 blessés [parmi lesquels 231 soldats européens, 94 cipayes,148 travailleurs indiens et 7 civils]. Ainsi, 34 % des effectifs avaient été mis hors de combat,... parmi lesquels tous les Européens. ♦**Anglais:** 7.120 tués ou blessés, dont 54 officiers, 489 soldats européens et 6.577 Cipayes ou auxiliaires indiens. 59,3 % des effectifs étaient hors de combat.[6]

Conséquence de cette défaite française: **L'Article 1er**, de l'*Acte de Capitulation*,[7] prévoyait que la Porte de Villenour [au Nord-Ouest] serait rendue le lendemain aux Anglais du major-général Munro, par Monsieur de Bellecombe. Les Honneurs de la Guerre étaient accordés aux Français. Ces derniers seraient rapatriés à l'Île de France [Île Maurice actuelle] avec tous leurs effets, esclaves et familles, sans être vérifiés. Les chefs français obtenaient un statut spécial; ils seraient rapatriés en France aux dépens des Anglais.

L'**Article XVII** précisait: «Les Habitants & autres Particuliers, soit Européens soit Indiens, ne seront recherchés ni inquiétés, sous quelque prétexte que ce soit, pour avoir porté les armes pendant le Siège de cette Place, attendu qu'ils y ont été forcés & que d'ailleurs, il est d'usage en pareil cas dans les colonies que chacun serve dans la milice.» [en marge ACCORDÉ, signé Munro].

Article XVIII prévoyait que: «Les Déserteurs nationaux seront rendus à leurs Couronnes avec l'assurance du pardon, mais on ne pourra réclamer comme déserteurs les particuliers qui n'ont fait que rejoindre le Pavillon de leur nation sous lequel ils demeureront sans pouvoir être recherchés ni inquiétés sous quelque prétexte que ce soit. Quand aux soldats faits prisonniers de l'une ou de l'autre part pendant le siège, ils seront respectivement rendus quelqu'en soit le nombre.» Dans la marge: *ACCORDÉ*

Pondichéry allait rester anglais un peu plus de quatre ans. La Paix de 1783 retourna ce territoire à la France.

SOURCES & LECTURES γSen, S.P. *The French in India*, 1763-1816, Firma K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1958. γClaude Wanquet, Benoît Julien, Indian Ocean : *Révolution française et océan Indien*. Édition L'Harmattan. Paris, 1996. γJoseph Siméon Roux : *Le Bailli de Suffren dans l'Inde*. Édition Barlatier-Feissat et Demonchy. Paris, 1862. γRoux, Joseph Siméon, *Le Bailli de Suffren dans l'Inde*, Barlatier-Feissat et Demonchy, Marseille, 1862. γAlfred Mahan, *The Influence of Sea Power upon History*, Dover Publications, New York, 1890. γRégine Pernoud, Suffren de Saint-Tropez, *La Campagne des Indes*, lettres inédites du bailli de Suffren ; publiées par Régine Pernoud, Imprimerie du "Petit Mantais", Mantes-la-Jolie,1941. γAmiral François Caron, *Le Mythe de Suffren*, Vincennes, Service historique de la Marine, 1996. γMoḥammad ʿAlī Khān, nabab d'Arcate, *Original paper transmitted by the nabab of Arcot to his agent in Great Britain, comprehending the transactions on the coast down to the 10th of October 1776*, T. Cadell, Londres, 1777. γPhillips, James, The Development of British authority in Southern India ; the Nawab of Arcot, the East India Company, et the British Government, 1775-1785 : submitted in partial fulfilment of the requirements for the degree of Doctor of Philisophy, Canadian theses on microfiche, Dalhousie University, Halifax, 1983. γCampbelle, Archibald, Sir, President and Governor of Fort St.George, Muhammad Ali, Umdatal-Mulk Anwar sal-Din Nawab (Arcot), *Traity concluded by Sir Archibald Csampbell with the Nabob of Arcot, in February 1787 ; the approbation transmitted by the Court of Directors of the treaty ; and, the several papers relative to it, and to the assumption of the government and revenues of the Carnatic,*

[6] ●On peut noter au passage que le commandement anglais avait tendance à mettre en première ligne les troupes indigènes, puisque ses pertes européennes ne représentaient que 7% des pertes totales, tandis que chez les Français, elles s'élevaient à 46% des tués et des blessés.

[7] ●*Capitulation de Pondichéry* (17 octobre 1778). Pondichéry, imprimerie de J. Fischer, 1778, in-fol. Bibliothèque Nationale de France Pièce Lh5-86.

in the year 1790. Which were presented to the House of Commons in the last session of Parliament. Ordered to be printed 16th March 1792, London, 1792. γDuff, James Grant (1878). *History of the Mahrattas, Volume 1*. London and Bombay: Times of India.



Blocus de New York en 1778.



Newport. *Bataille navale de*

Date de l'action : 8 - 10 août 1778.

Localisation : Rhode-Island; États-Unis d'Amérique. Coordonnées géographiques: 41° 13' de latitude Nord, et 71° 18' de longitude Ouest.

Contexte: La France de Louis XVI[8] venait de signer un traité d'alliance avec le Congrès américain accordant à la nouvelle nation une solide aide militaire.

Chefs en présence ♦**Royal Navy:** amiral Lord Howe. ♦**Marine Royale:** le Bailli de Suffren.

Effectifs engagés ♦24 voiles anglaises. ♦12 voiles françaises.

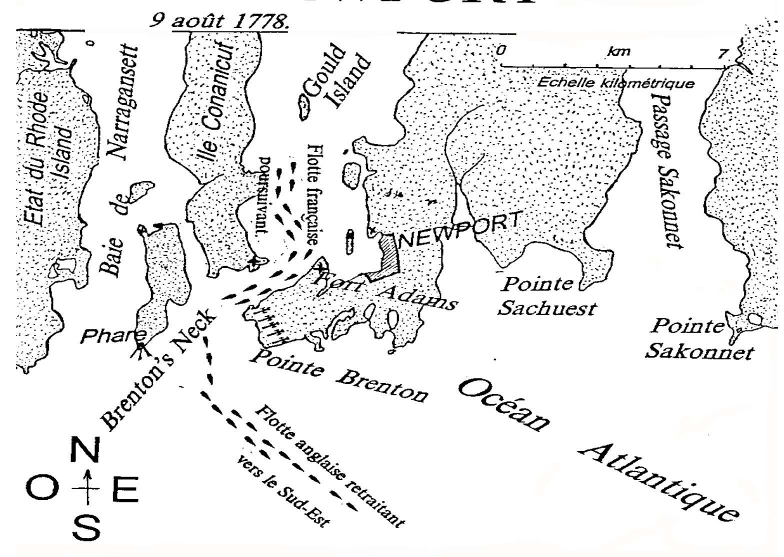
Stratégie ou tactique : Suffren traqua si bien cinq navires anglais qu'ils se brûlent eux-mêmes après avoir été obligés de se jeter à la côte.

Résumé de l'action : Le 8 août, un signal donna l'ordre à la flotte française de lever l'ancre et de se mettre en ligne. Ce fut fait vers 15h00. L'escadre française se mit en marche vers Newport. L'amiral était le premier de la ligne. Dès qu'il arriva à moins de 3 km, la batterie de *Brenton's Neck* commença à canonner Le LANGUEDOC qui n'ouvrit pas le feu jusqu'à ce qu'il fut à moins d'un kilomètre des canons anglais. Les canonniers français réussirent alors à réduire la batterie au silence en 2 ou 3 bordées, et la flotte passa sous le feu des canons de Fort-Island et de 2 forts situés à l'extrémité Nord de la ville de Newport, et jeta l'ancre entre Gold Island et Conanicut, sans avoir subi d'avarie.

Le 9 août, une flotte de 34 voiles apparut au large de Newport venant de New-York et commandée par l'amiral Lord Howe. Le vent soufflant du Sud, les Français ne purent sortir du port. Le 10 août dans la matinée le vent tourna et souffla du Nord. À un signal, la flotte française leva l'ancre et tous les navires hissèrent la voile excepté les frégates qui étaient toutes dans le passage Seconnet. À leur arrivée à la mer, le vent devint faible. Les Anglais semblaient avoir été alarmés par la vue de l'escadre française en position de combat, car ils coupèrent leurs câbles, abandonnèrent un grand nombre de baleinières de débarquement remorquées à leur poupe, et jetèrent de nombreux objets par dessus bord afin d'alléger leurs vaisseaux.

Le 11 août au matin, les Français les aperçurent à une distance beaucoup plus grande. Le vent forçant, les Français continuèrent la chasse. La flotte anglaise naviguait alors vers le Sud-Est. Voyant que les Français leur coupaient la route, ils changèrent de cap. Mais vers 17h00, les deux flottes se mirent en ligne. L'escadre anglaise était alors composée de 24 navires et la française de 12. Le vaisseau de tête français s'élança contre le navire anglais de guerre, mais la mer était maintenant si grosse qu'ils ne purent s'engager. Les navires français essayèrent de les

[8] ●Ce roi régnait depuis 1774.



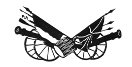
talonner jusqu'à ce que le vent tombât... inutilement.

Pertes ♦Inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : Les hésitations de la Royal Navy dans les eaux américaines étaient de mauvais augure pour la poursuite de la campagne anglaise sur le continent Nord-américain.



SOURCES & LECTURES γLa Varende, *Suffren et ses ennemis*, Flammarion, Paris,1967. γRoy, Just Jean Étienne, *Le bailli de Suffren,* Éditions Mame & Fils, Tours, 1879. γBescherelle aîné, *Vie de Suffren*, Éditions Ardant, Limoges, 1873. γUnienville, Raymond, *Hier Suffren*, Éditeur SI, Port Louis de l'Île Maurice. γHulot, Frédéric, *Suffren, l'Amiral Satan*, Imp. SEPC, Paris, 1994. γMiddlekauff, Robert, *The Glorious Cause, The American Revolution, 1763-1789,* The Oxford History of the United States, Oxford University Press, New York, 1982. γGalloway, Joseph, *A letter to the Right Honourable Lord Viscount H-e (i.e. Howe) on his naval conduct in the American War*, J. Wilkie, Londres, 1779. γHowe, Richard, *Candid and impartial narrative of the transaction of the Fleet under the Command of Lord Howe, from the Arrival of the Toulon Squadron on the Coast of America, to…* Londres, 1779.



Pondichéry. *Bataille navale de*

Date de l'action : 10 août 1778.

Localisation : Côte du Coromandel, Indes orientales. Coordonnées de la ville : 11° 56' de latitude Nord, et 79° 53' de longitude Est.

Contexte : À Paris, l'Américain Benjamin Franklin faisait tous ses efforts pour entraîner la France dans la guerre, sachant que les Treize Colonies seules ne pourraient vaincre les armées britanniques. La Fayette offrit ses services au nouveau pays. Le 6 février furent conclus les traités d'aide aux États-Unis, ce qui entraîna la guerre entre la France et l'Angleterre. Durant le siège de Pondichéry. Bellecombe retint les services de l'amiral Tronjoly qui devait repartir pour la France. Il mit à sa disposition trois vaisseaux de commerce qu'il ajouta au BRILLANT et à sa POURVOYEUSE. De sorte que Tronjoly se trouva à la tête d'une petite escadre de 5 navires et de 1.300 hommes d'équipage.

Chefs en présence ♦**Français:** amiral Tronjoly. ♦**Anglais:** inconnu.

Effectifs engagés ♦**Marine Royale:** 5 navires et 1.300 hommes d'équipage. ♦**Royal Navy :** 5 navires et 1.500 hommes d'équipage.

Stratégie ou tactique : Canonnade en lignes de bataille parallèles.

Résumé de l'action : Le 10 août, l'amiral Tronjoly sortit avec son escadre pour combattre la flotte anglaise, mais celle-ci, après quelques bordées, rompit le combat et s'éloigna vers le Nord. Le combat se déroula sur deux lignes parallèles et se résuma à une longue canonnade, sans aucune idée de manœuvre.

Les deux escadres étaient d'égale force. Un *Te Deum* fut chanté par les Français pour célébrer cette victoire qui leur donnait la suprématie maritime dans le Golfe du Bengale.

Pertes ♦inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : Le 20 août, l'escadre anglaise reparut devant Pondichéry, et, le 21, Tronjoly offrit le combat à l'amiral anglais qui refusa une deuxième fois. Toute la ville était aux fenêtres. La nuit tomba, et, le lendemain, les deux escadres avaient disparu. Bellecombe attendit le retour de Tronjoly, mais ce dernier, que Bellecombe forçait à rester dans les Indes, avait tout simplement profité de la nuit pour lui fausse compagnie et pour filer vers l'île de France, laissant à l'escadre anglaise la maîtrise de la mer.

SOURCES & LECTURES γMalleson, George Bruce, History of the French in India, from the Founding of Pondichery in 1674… Londres, 1868. γVincent, Rose, Pondichéry, 1674-1761, l'échec d'un rêve d'empire, Éd. Autremont, Paris, 1993. γDavid, Georgette, Pondichéry, porte de l'Inde, L'Harmattan, Montréal, 1999. γRamasamy, A., History of Pondicherry, New Delhi, 1987.

La Dominique. *Attaque contre*

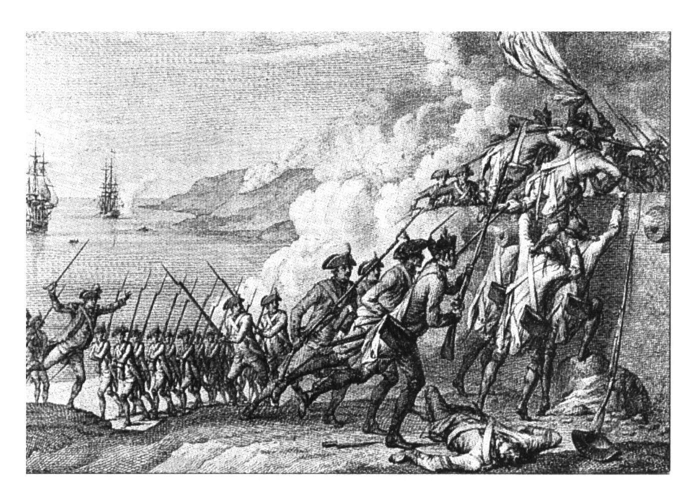
Date de l'action : 6 septembre 1778.

Localisation : Île des Antilles située entre la Martinique et la Guadeloupe. Coordonnées géographiques : 15° 30' de latitude Nord, et 61° 20' de longitude Ouest.

Contexte : Au mois d'août 1778, le marquis de Bouillé, gouverneur de La Martinique, reçut à Fort-Royal la déclaration de guerre entre la France et l'Angleterre. La France de Louis XVI n'était en paix que depuis 1763. Mais, bien avant la déclaration de guerre, les Colonies françaises des Antilles servaient de refuge aux corsaires américains qui désiraient attaquer les vaisseaux anglais.

Les Français n'étaient pas les seuls d'ailleurs à montrer plus de faveur pour les Américains. Les Danois de l'Île de Sainte-Croix et les Hollandais de Saint-Eustache faisaient de même.

Bouillé, qui voulait gagner de l'avancement en se distinguant, fit part à son État-Major de son intention d'attaquer la Dominique. Mais l'Angleterre avait dans ces parages des forces considérables alors que Bouillé n'avait qu'un seul vaisseau de ligne de 50 canons, une frégate et une corvette. Aussi le Conseil de Guerre tenta de s'opposer à cette offensive. Apprenant par des espions, quelque temps plus tard, que l'escadre anglaise était allée se radouber à La Barbade, le général de Bouillé ordonna l'embarquement de 1.200 soldats et 1.000 volontaires créoles sur les frégates La TOURTERELLE [Laurencie], La DILIGENTE [?], L'AMPHITRITE [Jassaud] et la corvette L'ÉTOURDIE [Montbas], et se prépara à son attaque. Dès le soir même, ce petit convoi prit la mer, escorté par le vaisseau de guerre Le PROTÉE [Dampierre] et



Ci-contre : la prise de l'île de la Dominique par les Français, en septembre 1778. Gravure de F. Godefroy, publiée en 1784 dans le *Recueil d'estampes sur l'Indépendance des États-Unis.*

les deux bâtiments plus petits. La Dominique est à environ 85 km de Fort-Royal. Ils firent route par une nuit de pleine lune. Ce qui n'en était pas moins dangereux car ils pouvaient être repérés par les Anglais au moment où ils arriveraient. De plus, c'était *l'hivernage*[1] et les ouragans pouvaient survenir. Le commandant de l'escadre fort puissante de l'amiral Barington,[2] qui était parti de La Dominique pour La Barbade, avait regardé comme invraisemblable qu'un général risquât, dans de telles conditions climatiques, les forces vives de son souverain et compromit par une telle imprudence le sort des autres colonies françaises. Et il avait raison. Mais le marquis de Bouillé était ambitieux, et il savait qu'on pardonne toujours à l'audacieux qui réussit.

Chefs en présence ♦**Français** : François-Claude-Amour, marquis de Bouillé[3]. ♦**Anglais** : Lord Stuart.

Effectifs engagés ♦**Français :** 200 marins. ♦**Anglais :** inconnus.

Stratégie ou tactique : Cette île entravait les communications logistiques entre les deux îles françaises de La Martinique et de la Guadeloupe. La perte de la Dominique était assez grave pour les Anglais, car c'était la seule île où une flotte pouvait facilement obtenir à la fois du bois et de l'eau.

Résumé de l'action : Vers trois heures du matin, on découvrit la pointe de l'île tournée vers la Martinique, où est situé le *Fort-Cachakrou*. Le chevalier de Vence, à bord d'un bâtiment léger avec un commando de 200 marins volontaires, débarqua dans une anse située à l'abri de l'artillerie anglaise et s'élança furtivement sur ce fort qu'il enleva à l'arme blanche [baïonnette et poignard.] Il amena ensuite le pavillon anglais et hissa celui de France. Voyant cela, le général français cingla avec sa flottille vers la ville de Roseau, chef-lieu de la colonie. Le canon d'alarme avait annoncé dans toute l'île l'arrivée des Français. Aussi ces derniers se dépêchèrent-t-ils afin de devancer la concentration des forces et la réaction des soldats anglais. Bouillé, favorisé par un bon vent, mouilla devant Roseau à la pointe du jour. Les troupes françaises furent débarquées sur le champ. Les régiments d'Auxerrois et de la Martinique attaquèrent les batteries de droite, et le Régiment du Viennois, renforcé d'un Corps de Volontaires, s'en prit à celles de gauche. Les batteries furent vite enlevées à la baïonnette. Lord Stuart, gouverneur anglais de la colonie de la Dominique, était loin de s'attendre à être attaqué en cette saison. Il évacua la ville avec sa garnison et retraita vers les hauteurs. Le marquis de Bouillé alla droit au *gouvernement,* fit mettre bas les armes aux milices locales, et envoya au général anglais un parlementaire avec

[1] ●Sous ces latitudes, “l'hivernage” est en été.

[2] ●Le CORNWALL, 74; Le BOYNE, 70; Le St-ALBAN, 64; Le NONSUCH, 64; Le CENTURION, 50; L'ISIS, 50, et 3 frégates.

[3] ●Né en 1739, mort en 1800 à Londres. Ainsi, pour fuir la guillotine de la Révolution française, il se réfugia en Angleterre auprès de ceux qu'il avait combattus toute sa vie.

les articles d'une capitulation. Lord Stuart crut devoir accepter les conditions du général français. La garnison anglaise fut renvoyée en Angleterre.

Pertes ♦Les Français perdirent peu de soldats quoique certains assauts contre des forts ou batteries furent assez coûteux.

Conséquence de cette défaite anglaise : Bouillé prit possession de la colonie au nom de la France, fit prêter serment de fidélité aux milices locales et aux habitants anglais qui conservaient leurs droits et leur religion.

Ceci fait, Bouillé laissa en garnison dans l'île le Régiment de Viennois, et, pour gouverneur, le colonel-marquis de Chilleau. Des officiers d'artillerie et du Génie furent chargés de mettre cette conquête en état de défense. Le reste des troupes retourna à la Martinique avec Bouillé.

SOURCES & LECTURES γVergé-Franceschi, Michel, *Dictionnaire d'Histoire maritime*, éditions Robert Laffont, collection Bouquins, 2002. γGeorges Lacour-Gayet, *La marine militaire de France sous le règne de Louis XVI*, éditions H. Champion, Paris. γChevalier, Louis Édouard, *Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine*, Éditions Hachette, Paris, 1877.γ Alfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913. γClowes, William Laird, *The Royal Navy : a history from the earliest times to the present*, Vol. IV. London, Sampson Low, Marston & Co. 1898. γAlfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913.

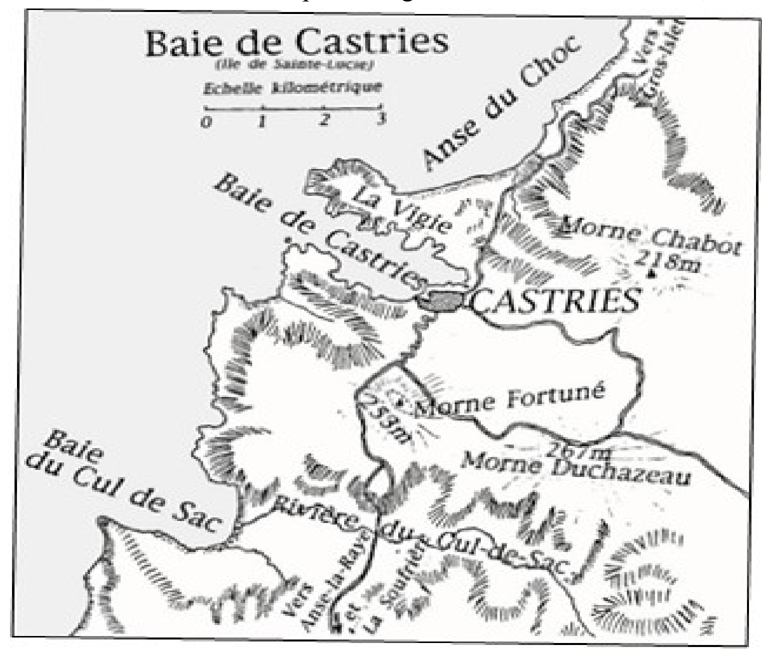


Sainte-Lucie. *Attaque sur*

Date de l'action : du 15 décembre à la fin décembre 1778.

Localisation : Île des Antilles. Coordonnées géographiques: 13° 53' de latitude Nord, et 60° 58' de longitude Ouest.

Contexte : Au mois de décembre 1778, le marquis de Bouillé reçut de France un convoi logistique de vivres et de munitions. De plus, une escadre de 12 vaisseaux de ligne, commandée par le vice-amiral d'Estaing, mouilla le 12 décembre dans la baie de Fort-Royal. Ce dernier convoqua aussitôt un Conseil de Guerre. Le 14 au matin, arriva un aviso de Sainte-Lucie annonçant que le contre-amiral anglais Samuel Barrington avait mouillé, le 13 décembre, devant l'île française de Sainte-Lucie avec 7 vaisseaux de ligne, plusieurs frégates et un convoi de transports de troupes de 18.000 hommes venant de Nouvelle-Angleterre. Ils avaient débarqué, avaient marché sur le Morne Fortuné, principal point d'appui militaire, et s'en étaient emparé. Le gouverneur de Sainte-Lucie, le che-



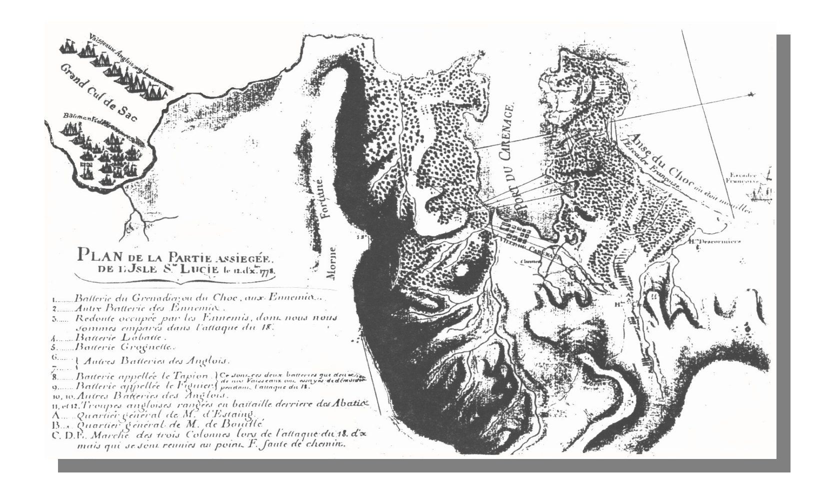
valier de Micoud, hors d'état de se défendre avec 300 hommes dont 100 malades, avait pris le maquis avec sa garnison sans attendre l'arrivée des Anglais devant Fortuné. Le 14 décembre 1778, un nouveau Conseil de Guerre de d'Estaing décida d'attaquer les Anglais à Sainte-Lucie. L'escadre mit à la voile le 15, avec des troupes embarquées.

Chefs en présence ♦vice-amiral Charles-Henri, comte d'Estaing.[1] Le marquis de Bouillé; le comte de Lowendal et le comte de Livarot. ♦contre-amiral Samuel Barrington.

Effectifs engagés ♦**Français:** 12 vaisseaux de ligne; 5.000 hommes. ♦**Anglais** : 18.000 hommes. Une vingtaine de vaisseaux dont 7 de ligne, 5 ou 6 frégates et des transports armés.

Stratégie ou tactique: Cette absurde attaque de retranchements anglais sans aucun appui d'artillerie ne fait pas honneur aux qualités de stratège du comte d'Estaing qui fut, certes, meilleur amiral que général.

Désireuse d'empêcher les Français de débarquer, la flotte anglaise était embossée très près de la terre. Néanmoins d'Estaing résolut de l'attaquer. Vers 10h00 du matin, il longea la ligne anglaise dont la forte position embossée[2] était encore renforcée par des batteries établies sur la côte. Les Anglais soutinrent hardiment cette attaque des douze vaisseaux



français, lesquels, en ligne, défilaient devant eux et recevaient autant de mal qu'ils en donnaient. D'Estaing résolut de refaire une passe dans la soirée. Convaincu que la Royal Navy resterait désormais sur la défensive et n'essaierait pas d'entraver son débarquement, le chef de guerre français cessa son attaque devenue inutile à la tombée de la nuit. Le lendemain matin, 16 décembre, tous les navires français qui transportaient des troupes de terre les débarquèrent, comme prévu sans aucune opposition de la Royal Navy, à Anse-du-Choc, au Nord de la Baie de Castries.

---

[1] ●Vice-amiral en 1778 et amiral en 1792; il fut guillotiné en 1794 sans laisser d'héritiers du nom; ce qui permit à la famille Giscard de s'approprier ce patronyme au début du XXe Siècle.

[2] ●C'est à dire que chaque vaisseau était immobilisé par au moins deux ancres, l'une en poupe, l'autre en proue.

Résumé de l'action : Ce jour-là, le 16, le marquis de Bouillé réunit ses 5.000 hommes sur la plage, mais, dans sa précipitation, il omit de débarquer la moindre artillerie de campagne. Il oublia même... les vivres. Ce qui montre l'incurie ou même l'incompétence de d'Estaing. De ce fait, les troupes restèrent à jeun toute la journée! Durant la nuit qui suivit, pour corser son moral, cette troupe *bivouaqua sous la pluie*. Les avant-postes français étaient tout près de ceux des Anglais. Au lever du jour le lendemain, les Français se mirent en marche sur trois colonnes. D'Estaing prit le commandement du Centre, Bouillé de la colonne de droite et le comte de Lowendal de celle de gauche qui incluait les régiments d'Armagnac et de la Martinique. L'avant-garde, commandée par le comte de Livarot, était composée de 200 Grenadiers de choc [2 compagnies d'élite].

L'ordre d'attaque étant donné, ces deux compagnies de tête s'élancèrent sur le premier avant-poste anglais et l'enlevèrent à la baïonnette. Mais elles perdirent la moitié de leurs effectifs. Alors, les trois colonnes françaises[3] s'élancèrent sur les retranchements anglais défendus par 18.000 hommes et appuyés par une artillerie formidable. Les Français ne disposaient pas d'un seul canon et n'avaient donc aucun appui d'artillerie. Les autres chefs français firent remarquer à d'Estaing la témérité d'une telle attaque sans appui d'artillerie, mais ce dernier s'entêta, refusa de s'autocritiquer et d'accepter le moindre conseil de la part de subalternes. Faiblesse assez commune chez les officiers peu doués. Il se contenta d'excuser son ordre absurde par une sottise: «rien n'était impossible à la valeur française.» Il lança donc sa petite armée vers la mort, le ventre vide.

Vers 07h00 du matin, le soleil était déjà très fort. Les Français devaient gravir un morne presque à pic. Les Anglais démasquèrent alors leur artillerie chargée à la mitraille antipersonnel et firent de terribles trouées dans les rangs français qui ne purent parvenir qu'à mi-pente. Devant l'inaptitude au commandement [terrestre][4] de d'Estaing et le déséquilibre des forces, la confusion s'empara des colonnes françaises. Ce que voyant, d'Estaing s'entêta encore plus dans sa tactique criminelle. Bouillé, dont les conseils n'étaient pas suivis par le vice-amiral trop jaloux de son autorité, tenta de manœuvrer pour pallier à son infériorité numérique et de position. Curieusement, les Anglais ne sortirent pas de leurs retranchements[5] pour contre-attaquer, ce qui aurait définitivement détruit les trois colonnes françaises. Cette prudence leur coûta beaucoup, car si l'armée française avait été anéantie, toutes les îles des Antilles au-

[3] ●Totalisant, rappelons-le, 5.000 hommes!

[4] ●On pensait à l'époque qu'un **chef d'escadre** possédait nécessairement des compétences aussi bien sur terre que sur mer. Dans ce cas précis, d'Estaing, officier de la Marine Royale, ne voulait pas paraître inférieur aux officiers de l'Armée de Terre.

[5] ●Traditionnellement prudents et habitués à la défensive.

raient pu tomber entre leurs mains.

Voyant que les Anglais ne contre-attaquaient pas, Bouillé vint rejoindre les colonnes qui s'étaient ralliées et remises en ordre. La colonne d'Estaing, au Centre, n'avait pas été plus heureuse. Elle avait été repoussée et l'amiral voulait lancer une autre attaque sans attendre. Bouillé lui rétorqua qu'il avait perdu 1/3 de ses effectifs et que les survivants étaient épuisés; de même que les munitions. Comme d'Estaing refusait encore de surseoir à l'attaque, Bouillé appela un Grenadier, leva le couvercle de sa giberne[6] qui était effectivement vide et déclara: "Général, voyez et soyez convaincu."

Alors d'Estaing, furieux d'être pris en défaut par un officier de l'armée de terre, tourna le dos et *donna l'ordre de retraite vers un secteur devant lequel les Anglais avaient installé des batteries*, qui se mirent de nouveau à bombarder les Français. Bouillé fit manœuvrer les troupes afin de les placer sur le flanc des batteries anglaises. Il était 13h00. Les Français retraitèrent à 4 km du camp retranché des Anglais qui[7] s'obstinaient à ne pas sortir de leurs retranchements pour poursuivre les Français en pleine retraite. Finalement, ces derniers retranchèrent un nouveau camp et la Marine Royale envoya des vivres. Le comte d'Estaing retourna à l'escadre qui le reçut très froidement, ayant vu les errements de leur vice-amiral, où en ayant entendu parler. Plusieurs jours passèrent sans que les Anglais, bizarrement, ne viennent inquiéter l'armée française. Les vivres et l'artillerie étaient arrivés de la Martinique et d'Estaing prépara une nouvelle attaque avec un parfait mépris pour la vie de ses hommes. Au jour dit, des frégates avertirent les Français que l'amiral John Byron allait arriver dans le secteur avec une escadre supplémentaire de 12 vaisseaux de ligne, ce qui portait l'escadre Byron-Barrington à 19 vaisseaux de ligne sans compter les frégates et les transports armés. Voyant aggraver son infériorité numérique, d'Estaing décida de rembarquer son Corps Expéditionnaire et de s'éloigner.

Pertes ♦inconnues avec précisions.

Conséquence de cette défaite française : Pour éviter que l'armée anglaise n'attaquât afin de perturber leur rembarquement, manœuvre toujours très délicate en présence de l'ennemi, les Français imaginèrent un stratagème; ils allumèrent de grands feux de bivouac le soir même pour tromper l'ennemi. Vers 00h00, les régiments commencèrent à rembarquer et vers 03h00 toute l'escadre française était sous voile. Elle alla mouiller dans la vaste baie de Fort-Royal[8]. Les Anglais ne s'aperçurent de la ruse qu'au lever du jour.

---

6 ●Le mot **giberne**, au sens de **cartouchière**, était assez récent en 1778; il ne datait que de 1748 [Puységur]. Il est issu du bas latin **zaberna**.

7 ●Malgré leur énorme supériorité numérique.

8 Aujourd'hui Fort-de-France à la Martinique.

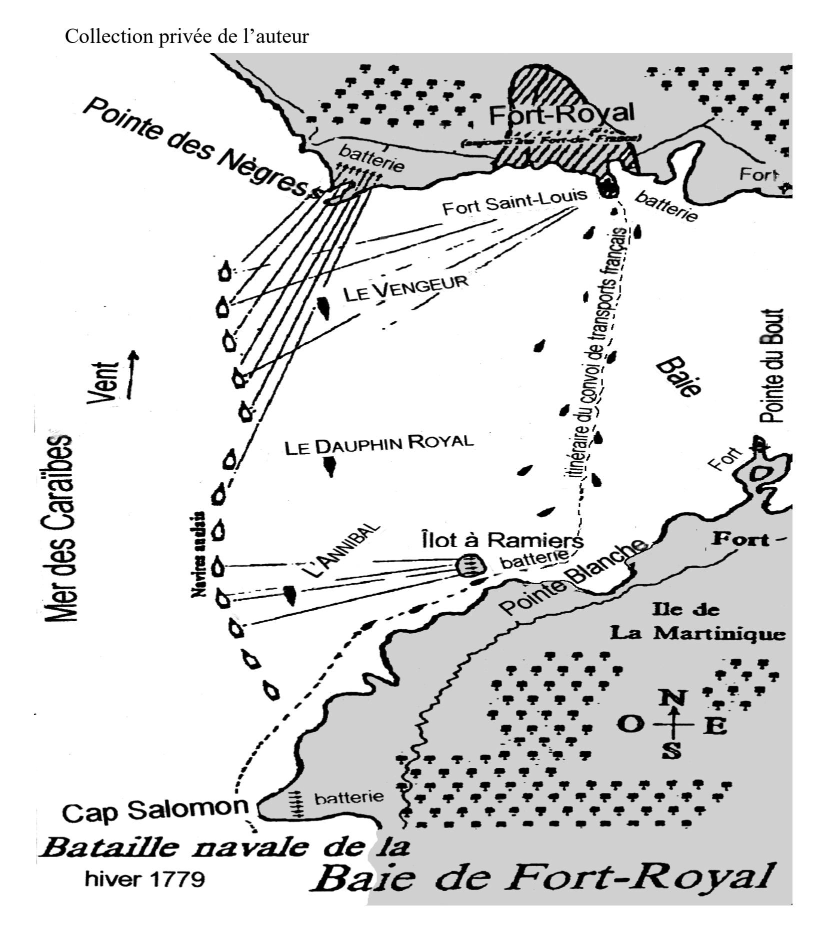
Baie de Fort-Royal. *Bataille navale de la*

Date de l'action : hiver 1779.

Localisation : Fort-Royal était le nom pré-révolutionnaire de Fort-de-France, chef-lieu de La Martinique. Coordonnées géographiques moyennes de la baie de Fort-de-France: 14° 34' de latitude Nord, et 61° 04' de longitude Ouest. À ne pas confondre avec Port Royal d'Acadie.

Contexte : Juste en face de La Martinique, l'île de Sainte-Lucie était entre les mains des Anglais. Vers février, on signala un convoi de ravitaillement français escorté par le chevalier de La Flotte avec une frégate. Ayant été faussement informé de ce que Sainte-Lucie avait été reprise par les Français, le convoi, qui faisait voile vers Fort-Royal, arriva par le Sud

Collection privée de l'auteur



et s'engagea dans le canal situé entre la Martinique et Sainte-Lucie.

Chefs en présence ♦lieutenant-général des Armées navales La Motte-Picquet.

Effectifs engagés ♦**Français:** une seule frégate française escortait le convoi logistique. La Division résidente de La Motte-Picquet[9] à Fort-Royal ne comptait que trois vaisseaux de ligne. ♦**Escadre anglaise :** 13 vaisseaux de ligne.

Stratégie ou tactique: Afin de favoriser le passage d'un convoi logistique, 3 vaisseaux de guerre français, appuyés par des batteries côtières, *fermèrent* la baie de Fort-Royal à une flotte anglaise.

Résumé de l'action: L'escadre anglaise de 13 vaisseaux de ligne, basée à Sainte-Lucie, leva l'ancre et mit à la voile pour s'emparer du convoi, dont une partie avait déjà atteint le Cap Salomon qui forme la pointe Sud de la baie de Fort-Royal, et qui était garni de batteries.

Au premier signal, le lieutenant-général des armées navales, La Motte-Picquet, appareilla aussitôt avec un seul vaisseau de guerre, L'ANNIBAL [74 canons], pour aller au secours du convoi et ordonna en partant aux deux autres vaisseaux[10] de s'apprêter à le suivre. Son escadre résidente, basée à Fort-Royal, ne comprenait que ces trois vaisseaux de ligne.

La Motte-Picquet se porta directement sur les 13 vaisseaux de l'escadre anglaise afin de l'empêcher de s'emparer des transports. Les batteries de L'ANNIBAL étaient appuyées par les batteries côtières qui encadraient la baie, à l'Îlette-à-Ramiers et à la Pointe-des-Nègres. Il soutint pendant une heure le feu des treize vaisseaux anglais. Il fut ensuite rallié par Le DAUPHIN-ROYAL et Le VENGEUR qui prirent part au combat. Le convoi fut sauvé. Même les quelques cargaisons échouées de vivres et de munitions[11] furent récupérées par des chaloupes, après la bataille, lorsque l'escadre anglaise eut retraité, la nuit venue, vers Sainte-Lucie. Dans une manœuvre délicate où La Motte-Picquet se trouva obligé de virer de bord sous le feu de l'ennemi,[12] le chevalier de Fornoue qui commandait Le VENGEUR vint s'interposer en présentant ses batteries au danger, et L'ANNIBAL effectua sa manœuvre sans mal.

Pertes ♦**Anglais :** Les Anglais perdirent 150 hommes, tués et blessés, par l'artillerie côtière et de la Marine Royale. ♦**Français:** Quelques marins français seulement furent tués ou blessés.

Conséquence de cette défaite anglaise : Le convoi français arriva à bon

[9] ●Guillaume Toussaint, comte de La Motte-Picquet [1720-1791].

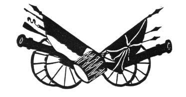
[10] ●Le DAUPHIN-ROYAL, 70 canons, capitaine Mithon, et Le VENGEUR, 64 canons.

[11] ●Plusieurs navires de transport préférèrent s'échouer plutôt que de tomber au pouvoir des Anglais.

[12] ●Manœuvre dangereuse car L'ANNIBAL pouvait être pris de l'avant sans possibilité de riposte de sa part.

port.

SOURCES & LECTURES ♦De Grasse à Yorktown, James Brown Scott, Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press,Baltimore, 1931. ♦The French navy and American independence, a study of arms and diplomacy, 1774-1787, Jonathan R. Dull, Princeton University Press, Londres, 1975. ♦Fort-de-France, ville militaire: 1639-1985, sous la dir. de Geneviève Leti, Fort-de-France, Collège de Coridon, 1986.♦Le Mouillage, port de Saint-Pierre de la Martinique: 3 siècles d'histoire, Adeline de Reynal, Association des amis du Musée régional d'histoire et d'ethnographie, Saint-Pierre. ♦Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine, précédée d'une étude sur la marine militaire de la France et sur ses institutions depuis le commencement du XVIIe siècle jusqu'à l'année 1877, par E. Chevalier, Hachette, Paris, 1877.



Saint-Vincent*. Attaque de*

Date de l'action : janvier 1779.

Localisation : Île des Antilles. Coordonnées géographiques : 13° 15' de latitude Nord, et 61° 12' de longitude Ouest.

Contexte : Profitant de la Guerre d'Indépendance américaine, les Français tâchaient de s'emparer des Antilles anglaises. Le comte d'Estaing, toujours mouillé dans la baie de Fort-Royal à La Martinique, où il était inattaquable, profita d'un moment d'absence de l'escadre anglaise qui avait quitté Sainte-Lucie, pour faire attaquer l'île de Saint-Vincent par des troupes qu'il envoya sur des navires de transport escortés de deux frégates, sous le commandement du comte du Rumain.

Chefs en présence ♦**Français:** chevalier Trolong de Rumain; le chef indien Chateauguay ou Château-Gué[1]. ♦***Anglais*** : gouverneur Morris.

Effectifs engagés ♦500 soldats anglais. ♦300 Français.

Stratégie ou tactique : Coopération avec les Indiens Caraïbes. Désireux de restaurer son image de marque après ses errements devant Sainte-Lucie, d'Estaing attaqua Saint-Vincent.

Résumé de l'action : Le lieutenant de vaisseau Rumain partit avec Le LIVELY, 3 frégates et deux goélettes, récentes prises anglaises. À bord, il transportait 150 soldats et 200 volontaires créoles. Après 12 jours de navigation, l'escadre aborda à Saint-Vincent, le 17 juin [sous pavillon anglais] et débarqua au Caliacana sans trop d'obstacles. Les Français virent aussitôt accourir 600 Caraïbes, et, guidés par eux, s'emparèrent par assaut direct des hauteurs qui dominaient la capitale Kingstown. Le succès fut complet et peu sanglant. Le gouverneur anglais proposa de capituler. La garnison de 500 soldats anglais du 60th Foot Regiment fut faite prisonnière de guerre sur parole. Les Caraïbes, habitants indiens de ces régions, secondèrent beaucoup les Français durant cette conquête. Ils étaient possesseurs souverains de la moitié de l'île.

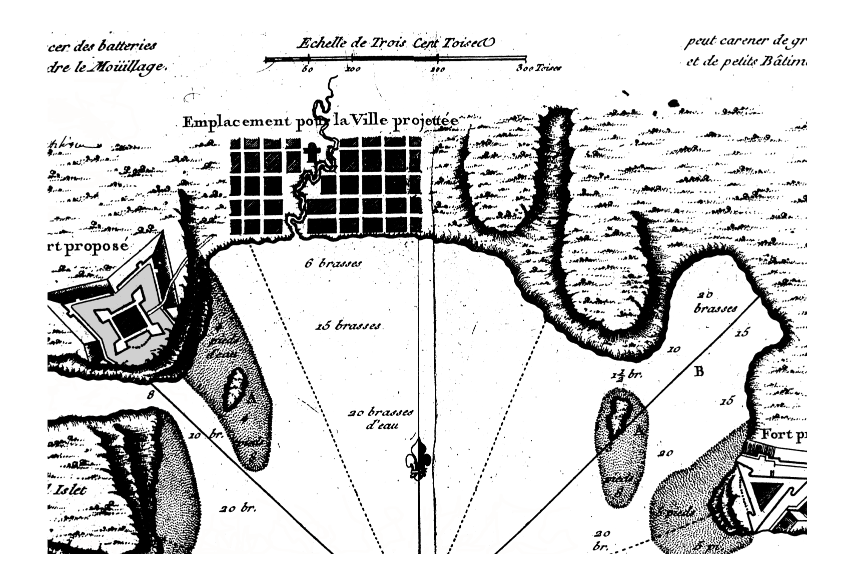
Pertes ♦les Anglais perdirent 500 hommes, tués, blessés et prisonniers. ♦pertes françaises inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : Après la prise de Saint-Vincent, le comte d'Estaing avait été obligé d'y laisser une forte garnison. À la fin de 1779, il reçut un renfort de 12 vaisseaux de ligne, ce qui porta son escadre à 24 vaisseaux. Il lui arriva en même temps un convoi de vivres, de munitions ainsi que de nouveaux régiments d'Infanterie de Ligne ou de

[1] ●Grand-Sachem des Indiens Caraïbes, qui allaient être exterminés par **nettoyage ethnique** par les Anglais.

[la] Marine.

SOURCES & LECTURES γGeorges Lacour-Gayet, *La marine militaire de France sous le règne de Louis XVI*, éditions H. Champion, Paris. γChevalier, Louis Édouard, *Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine*, Éditions Hachette, Paris, 1877. γ Alfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913. γClowes, William Laird, *The Royal Navy : a history from the earliest times to the present*, Vol. IV. London, Sampson Low, Marston & Co. 1898. γAlfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913.

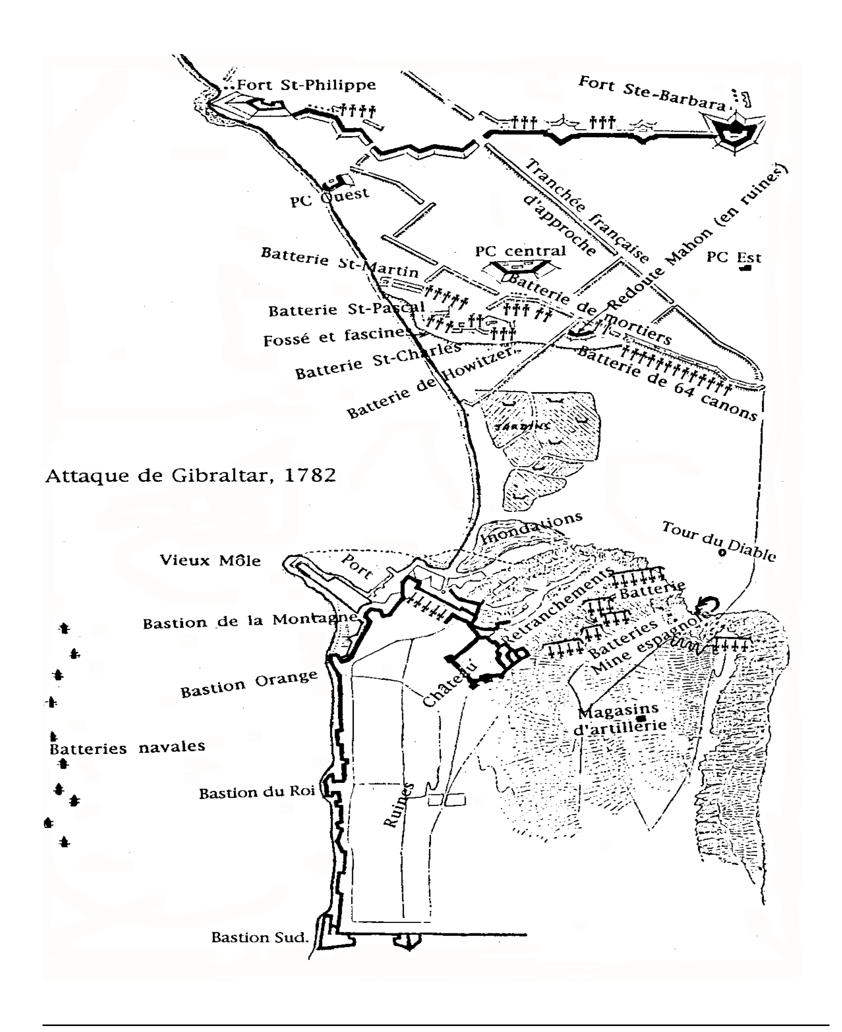


Gibraltar. *Siège de*

Date de l'action : 24 juin 1779 - 7 février 1783. Les Français y participèrent à partir de février 1782.

Localisation : Sud de l'Espagne. Coordonnées géographiques : 36° 09' de latitude Nord, et 05° 21' de longitude Ouest.

Contexte : Louis XVI régnait en France et George III en Angleterre [de 1760 à 1820]. L'investissement de Gibraltar par les Espagnols fut la conséquence immédiate de l'entrée de l'Espagne du côté Insurgent en 1779 dans la guerre d'Indépendance des Treize-Colonies anglaises d'Amérique contre l'Angleterre. La garnison, commandée par Sir George Eliott, plus tard baron de Heatfield, soutint un siège de 3 ans. À la suite



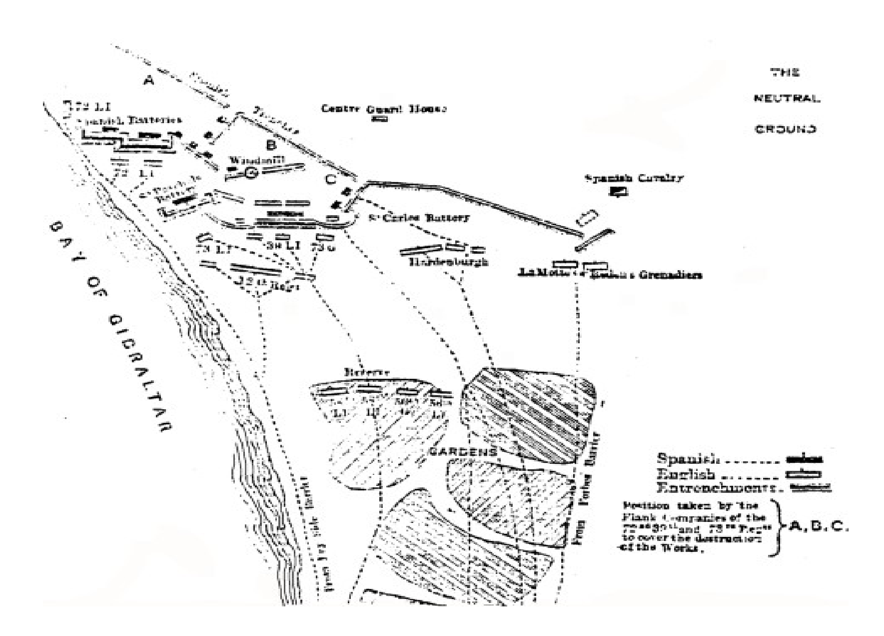
de la prise [aux Anglais] de l'île de Minorque par les Français en 1781, les flottes françaises et espagnoles tentèrent un assaut amphibie final contre Gibraltar en septembre 1782.

Chefs en présence **♦Anglais :** Général Sir George Eliott, gouverneur général de la colonie de Gibraltar. **♦Franco-espagnols:** Don Alvarez, plus tard rejoint par le duc de Crillon et l'amiral Morena.

Effectifs engagés **♦Anglais:** très variables suivant les époques; 8 bataillons hanovriens, 5 bataillons anglais, 412 canons de forteresse. Total: une garnison de 5.000 hommes[1]. ***♦Franco-espagnols***: très variables suivant les époques; 16 bataillons espagnols, 12 escadrons de Cavalerie, 150 canons, soit 14.000 hommes; puis 40.000 après l'arrivée de Crillon.

Stratégie ou tactique **♦Franco-Espagnols:** offensive. ♦Anglais: défen-

Dispositions des forces en présence dans le secteur des combats.



Collection privée.

sive. Les Anglais risquèrent peu de sorties.

Une innovation dans ce siège fut les batteries flottantes d'Arçon. Cet ingénieur français les avait construites à partir de coques de vaisseaux dont le côte exposé à l'ennemi avait été renforcé d'un pont en pente composé de trois couches de poutres carrées d'un mètre d'épaisseur, séparées par du sable humide et par une couche de liège humide. Ces ponts étaient, de plus, couverts de peaux humidifiées par un réservoir d'eau.

---

1 ●Qui plus tard atteignit 7.500 soldats.

Provenant de ce réservoir, des tuyaux arrosaient la totalité de la face exposée au feu de l'ennemi. L'armement de ces batteries variait, selon leur taille, entre 10 et 26 pièces d'artillerie, montées d'un côté seulement et servies par un équipage assez nombreux de plusieurs centaines d'hommes; du moins pour les plus grosses.

Résumé de l'action : En janvier 1780, la Royal Navy introduisit dans la base assiégée un grand convoi de ravitaillement et un renfort de 1.000 hommes. Elle recommença l'opération en avril 1781 à la barbe de la flotte espagnole. Furieux, les Espagnols commencèrent, ce mois-là, un long bombardement des défenses anglaises qui devait durer durant 15 mois, avec des interruptions. La ville souffrit beaucoup, mais les fortifications résistèrent, grâce aux améliorations apportées par Eliott entre 1777 et 1779. Les pertes humaines furent relativement faibles. Le 27 novembre, cependant, Sir George Eliott organisa une sortie-surprise contre le Fort San-Carlos mais ne put s'y maintenir.

À partir de 1781, les Espagnols, qui restaient seuls à assiéger la ville, exécutèrent un bombardement incessant qui dura 15 mois et transforma la ville en menu gravier[2] ! Les pertes anglaises (surtout en mercenaires allemands qui composaient l'essentiel) en vies humaines étaient lourdes. Mais ce ne fut pas le bombardement qui mit le plus en péril la garnison anglaise. Ce fut l'alcoolisme. En effet, les destructions mirent à jours de grands entrepôts secrets de vins et d'alcools, appartenant à des marchands. Les troupes anglaises se jetèrent avec frénésie sur ce paradis artificiel, à tel point que l'orgie dura sept jours complets sans interruption. Heureusement, les Espagnols ne lancèrent aucun assaut à ce moment crucial. Le général Eliott dut recourir au fouet plombé et même aux exécutions capitales pour rétablir un semblant de sobriété et de discipline.

Le 27 novembre 1781, la garnison fit une sortie assez remarquée. À l'aube, 2.200 Allemands [Hanovriens] et Anglais attaquèrent en deux colonnes les lignes espagnoles, prirent les batteries avancées, mirent le feu aux ouvrages, enclouèrent 28 canons et mortiers, firent sauter les poudrières et refluèrent enfin avec des pertes relativement légères. Leurs pertes ne furent pas substantielles car les Espagnols avaient négligé de protéger leurs batteries avec de l'Infanterie! Les banquettes [plateformes d'artillerie] n'étaient même pas munies de parapets pour les tirs d'Infanterie. De plus, les canons étaient tous orientés vers les hauteurs et ne purent être pointés assez rapidement vers la plaine pour arrêter cette attaque anglaise.

En février 1782, les événements empirèrent pour les Anglais lorsque la chute de l'île de Minorque rendit disponible une armée française commandée par le duc de Crillon, qui vint renforcer à Gibraltar l'ar-

[2] ●Durant les six premières semaines seulement, les Espagnols envoyèrent 56.000 boulets et 20.000 obus!

mée espagnole de siège. Les Anglais reçurent aussi en renfort le 97th Foot Regiment et une douzaine de canonnières. Le 26 mai, une centaine de transports espagnols et 60 vaisseaux français convoyèrent 5.000 hommes. Les attaques devinrent extrêmement destructrices.

Vers la fin de juin, les forces franco-espagnoles totalisaient 40.000 hommes[3], appuyés par une escadre de 40 voiles, grandes et petites. Un assaut était en préparation. Le 13 septembre au matin, couvert par l'escadre, l'assaut commença. Les 10 batteries flottantes de l'ingénieur français Arçon[4] furent touées à travers la Baie d'Algésiras jusqu'à 1 km du Bastion du Roi qui protégeait la face Ouest du Rocher. Le bombardement qui s'ensuivit atteignit des proportions phénoménales. Mais la très puissante artillerie de forteresse répliqua avec furie. Vers 01h00, le matin suivant, 6 batteries flottantes et 2 vaisseaux étaient en feu, et, dans la confusion, les 12 canonnières du capitaine Curtis de la Royal Navy firent une sortie remarquée. Les Franco-espagnols perdirent 2.000 tués et blessés; à l'aube, l'assaut avait été repoussé. La détermination des assiégeants ne se remit jamais de ce coûteux échec; le mois suivant, l'amiral Lord Howe n'eut pas de peine à renforcer la garnison.

Pertes ♦Plusieurs milliers de morts de part et d'autres, incluant, du côte anglais, les morts par épidémie.

Conséquence de cet échec franco-espagnol : Quoique réduit à des forces symboliques, le siège traîna jusqu'au 5 février 1783. La nation anglaise, fort reconnaissante pour ce succès, récompensa Eliott en le faisant pair d'Angleterre. Sa défense têtue[5] du Rocher de Gibraltar fut un baume sur le moral de l'Angleterre, si humiliée durant cette Guerre d'Indépendance américaine. Soutenus en cela par les Français durant les négociations de Paix (car en dehors de l'affaire de Gibraltar, les Espagnols avaient montré beaucoup de tiédeur pour aider la France durant ces hostilités), l'Angleterre put garder Gibraltar en dépit du fait qu'elle avait perdu la guerre. L'Angleterre conserva le rocher de Gibraltar jusqu'aux temps modernes et lui accorda l'autonomie à la fin du XXe siècle afin qu'il puisse devenir un paradis fiscal pour millionnaires non-anglais au même titre que l'île de Jersey, l'île de Man, l'archipel des Bahamas et bien d'autres possession britanniques. Les millionnaires anglais, eux, devaient payer des impôts à l'Angleterre.

---

3 ●Dont 5.000 Français.

4 ●Claude d'Arçon, 1733-1800, ingénieur militaire né à Pontarlier, et uniquement connu pour avoir conçu ses batteries flottantes durant ce siège.

5 ●3 ans, 7 mois et 12 jours.

SOURCES & LECTURES γDrinkwater Bethune, John: *A history of the siege of Gibraltar, 1779-1783,* John Murray Éditeur, Londres, 1850. γFalkner, James: *Fire over the Rock : The Great Siege of Gibraltar 1779-1783*, Pen & Sword, Londres, 2009. γMaria Monti, Angel, *Historia de Gibraltar: dedicada a SS. AA. RR., los serenisimos señores Infantes Duques de Montpensier*, Éditions Juan Moyano, Madrid, 1852. γBond, Peter. *Gibraltar's Finest Hour The Great Siege 1779-1783*, *300 Years of British Gibraltar 1704-2004*, Peter-Tan Publishing Co., Gibraltar, sd. γChartrand, René. *Gibraltar 1779–1783 : The Great Siege*. Patrice Courcelle, Osprey Publishing, Gibraltar 2006.



Fort-de-L'Hôpital. *Siège du*

Date de l'action : 2 - 3 juillet 1779.

Localisation : Dans l'île de Grenade, Antilles. Coordonnées géographiques: 12° 07' de latitude Nord, et 61° 44' de longitude Ouest.

Contexte : Le vice-amiral comte d'Estaing, dont les vaisseaux restaient inactifs depuis six longs mois dans la Baie de Fort-Royal,[6] sortit de sa longue inaction et se trouva en mesure d'exécuter le plan de campagne qu'il avait eu le temps de mûrir: l'attaque de l'île de La Grenade. Monsieur d'Estaing fit embarquer différents régiments dont celui de la Martinique. L'amiral anglais avait depuis quelques jours quitté Sainte-Lucie pour aller se radouber à Saint-Christophe.

Chefs en présence ♦**Français :** Jean-Baptiste comte d'Estaing [né en 1729, guillotiné en 1794]. ♦**Anglais :** Lord Macartney, gouverneur de La Grenade.

Effectifs engagés ♦La garnison anglaise de l'île comptait environ les effectifs de 7 compagnies, soit 1.000 hommes.

Stratégie ou tactique : La ruse fut l'un des éléments essentiels de l'invasion. Un journaliste londonien[7] écrivit que la garnison anglaise fut trompée par le fait que des Irlandais francophiles arrivèrent tranquillement en parlant anglais dans les retranchements anglais, et, dès qu'ils y furent installés, ils s'emparèrent des positions anglaises.

Résumé de l'action : Les troupes françaises étant embarquées, l'escadre mit à la voile le 1er juillet 1779 et parut le 2 devant La Grenade. Le débarquement se fit dans l'Anse Molinier, à 5 km de la ville de Saint-Georges. Le lendemain 3 juillet, l'armée marcha pour attaquer le Fort-de-L'Hôpital, et, comme il fallait longer le rivage, les Français essuyèrent le feu de petits bâtiments armés qui longeaient la côte. Le capitaine des Chasseurs du régiment fut tué, et son lieutenant, le chevalier de Kergus, blessé, ainsi que 3 autres officiers et quelques hommes.

Arrivé au bas de la colline appelée Morne de l'Hôpital, d'Estaing forma deux colonnes qui montèrent à l'assaut. Le chevalier de Vence, avec ses Volontaires de la Marine, sauta le premier dans les retranchements anglais. Il courut immédiatement au mât du pavillon de Grande-Bretagne, qu'il amena. Sept ou huit Grenadiers anglais se jetèrent sur lui à la baïonnette. Mais l'officier, ayant enveloppé son bras du pavillon anglais, se défendit avec l'énergie du désespoir et fut bientôt secouru par un sergent du régiment de Hainaut, nommé Oradour, qui lui sauva la vie. Ils durent tous deux lutter frénétiquement contre les Anglais, mais le reste

---

6 ●Fort-de-France de la Martinique.

7 ●De **Scots Magazine** de cette année-là [1779], une revue fondée en 1739 à Dundee, DD1 9QJ, qui paraît encore au XXIe siècle !

de la colonne finit par arriver, et les Anglais s'enfuirent. Les Français s'introduisirent de toutes parts dans le fort qui fut bientôt pris.

D'Estaing qui commandait en personne cette attaque était en veste blanche et son cordon bleu par dessus. Le fort fut pillé. Les riches habitants anglais de l'île y avaient enfermé ce qu'ils avaient de plus précieux: argenterie, meubles, bijoux, diamants; tout devint butin des soldats français.

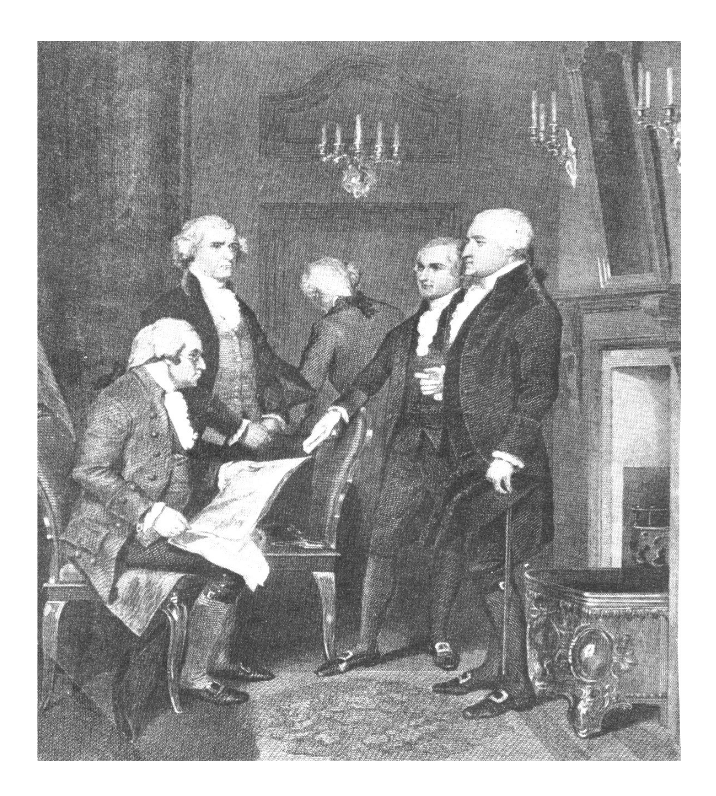
Pertes ♦une dizaine d'hommes de part et d'autre.

Conséquence de cette défaite anglaise: Lord Macartney, le gouverneur anglais de l'île, plein de confiance dans la résistance du Fort-de-l'Hôpital, y avait déposé sa vaisselle d'argent, ses meubles les plus précieux, et, entre autres, sa décoration de *l'Ordre du Bain*,[8] qui était en diamants et estimée à 150.000 Francs. D'Estaing la racheta pour une "bouchée de pain" aux soldats français afin de la rendre au gouverneur anglais, mais le noble gouverneur, à l'esprit sans doute plus démocratique que l'aristocratie française, répondit fièrement qu'*il ne voulait rien de ce qui était devenu le butin du soldat.* La capitulation rédigée en français, comme d'habitude, et signée, le comte d'Estaing établit dans cette colonie une administration française, tant civile que militaire.

SOURCES & LECTURES γ Alfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913. γClowes, William Laird, *The Royal Navy : a history from the earliest times to the present*, Vol. IV. London, Sampson Low, Marston & Co. 1898. γAlfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913.γVergé-Franceschi, Michel, *Dictionnaire d'Histoire maritime*, éditions Robert Laffont, collection Bouquins, 2002. γGeorges Lacour-Gayet, *La marine militaire de France sous le règne de Louis XVI*, éditions H. Champion, Paris. γChevalier, Louis Édouard, *Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine*, Éditions Hachette, Paris, 1877.

[8] ●**L'Ordre du Bain** est le plus vieil ordre de chevalerie en Angleterre. Il fut probablement institué en 1399 par Henri IV de Lancastre-Plantagenêt, roi d'Angleterre. Selon d'autres sources, il aurait été créé vers 1127 lorsque Henri Ier Plantagenêt ordonna Geoffroi d'Anjou, qui serait donc le premier Chevalier de l'Ordre du Bain. Ce dernier dut prendre un bain en signe de la pureté exigée de ces chevaliers dans la vie de tous les jours. Prendre un bain n'était pas alors un geste aussi coutumier qu'aujourd'hui. Cet Ordre déclina jusqu'à ce que Georges Ier le remette à la mode en 1725. Il fut aussi relancé par Georges III en 1825, puis par la reine Victoria en 1847. Il resta un Ordre strictement militaire jusqu'en 1847, année au cours de laquelle furent aussi ordonnés des écrivains, des savants et même des artistes. Il y avait trois classes de chevaliers, en ordre décroissant: **1)** Grand'Croix [G.C.B.], **2)** Commandeur du Bain [K.C.B.], **3)** Compagnon du Bain [C.B.]. Les récipiendaires de dernière classe ne portaient aucun titre. Ceux des deux premiers pouvaient être qualifiés de *Sir*.

Benjamin Franklin, physicien et philosophe, ambassadeur des États-Unis en France essaie de convaincre le gouvernement français d'envoyer un Corps expéditionnaire en Amérique du Nord afin d'aider les Américains à arracher leur indépendance à l'Angleterre. Les réticences de l'aristocratie française étaient grandes, et il semble aujourd'hui inconcevable qu'une aristocratie puisse aider un peuple à lutter contre son roi.



Collection privée.



Fort-Saint-Georges *et* ***Fort-Richemont*** *Sièges*

Date de l'action : 4 juillet 1779.

Localisation : Île de La Grenade, Antilles. Coordonnées géographiques : 12°03' de latitude Nord, et 61°45' de longitude Ouest.

Contexte : Désireux de s'emparer de l'île de Grenade, le comte d'Estaing y débarqua des troupes le 2 juillet. Le lendemain, le Fort-de-L'Hôpital capitulait.

Chefs en présence ♦ Lord Macartney, gouverneur de l'île. ♦le comte de Grasse.

Effectifs engagés ♦500 hommes assiégeaient le Fort Richemont. ♦la garnison du Fort et de la ville comptait 500 hommes environ.

Stratégie ou tactique : Les Indiens allaient se montrer un appoint fort intéressant pour les Français dans la conquête de l'île; 7 compagnies anglaises la défendaient. Les Indiens Caraïbe de l'île étaient au bord de l'insurrection contre les Anglais qui les traitaient avec mépris.

Résumé de l'action : Il restait pour être maître de l'île à s'emparer du fort qui dominait la ville de Saint-Georges, forteresse-résidence du gouverneur. Lord Macartney s'y était enfermé avec le reste de la garnison de l'île. Il avait pu assister à la prise du Morne de l'Hôpital qui se dressait face à la ville. D'Estaing envoya un parlementaire sommer le gouverneur de capituler, et en même temps détacha 500 hommes pour s'emparer du Fort-Richemont, qui, par sa position et son altitude, était le point-clé que les Anglais auraient dû choisir pour la défense de la ville et du port[1].

À la sommation des Français, Lord Macartney demanda 24 heures pour envoyer sa réponse. Il espérait gagner du temps pour que l'amiral Byron puisse accourir à son secours. Mais le commandant français lui fit dire que si dans l'heure qui venait il ne capitulait pas, il ferait donner l'assaut au fort.[2] Sur cette menace, Lord Macartney capitula.

Pertes ♦Les Anglais perdirent la garnison complète de l'île: 1.000 hommes, 100 pièces d'artillerie, 24 mortiers et des vaisseaux pour 40.000 livres sterling.

Conséquence de cette défaite anglaise : Les troupes anglaises et les colons sortirent avec les Honneurs de la Guerre. Réguliers et miliciens défilèrent devant les troupes françaises en bataille, qui formaient la haie. Les Anglais mirent bas les armes et les drapeaux au lieu désigné; mais, par faveur spéciale, les officiers gardèrent leur épée. L'Acte de Capitulation, rédigé en 28 articles, fut paraphé. Ainsi l'île de La Grenade tombait entre les mains des Français. Deux jours après [trop tard!], survenait l'escadre

[1] ●Ironie du sort, les Français réparèrent l'erreur des ingénieurs militaires anglais. À la paix de 1783, en leur rendant cette colonie, ils leur remirent bien fortifiée.

[2] ●Avec toutes les conséquences qu'une prise d'assaut entraînait selon la tradition fort barbare de l'époque: carte blanche pour les vainqueurs en fait de pillage, de viol et même, dans une certaine mesure, de meurtre.

de secours de la Royal Navy, sous les ordres de l'amiral John Byron. Non seulement ce dernier arriva-t-il trop tard, mais il dut subir une humiliante défaite navale face à la Marine Royale[1].

SOURCES & LECTURES γVergé-Franceschi, Michel, Dictionnaire d'Histoire maritime, éditions Robert Laffont, collection Bouquins, 2002. γGeorges Lacour-Gayet, La marine militaire de France sous le règne de Louis XVI, éditions H. Champion, Paris. γChevalier, Louis Édouard, Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine, Éditions Hachette, Paris, 1877.γ Alfred Thayer Mahan, The major operations of the navies in the war of American independence, Boston, Little, Brown, and company, 1913. γClowes, William Laird, The Royal Navy : a history from the earliest times to the present, Vol. IV. London, Sampson Low, Marston & Co. 1898. γAlfred Thayer Mahan, The major operations of the navies in the war of American independence, Boston, Little, Brown, and company, 1913.



1 ●Escadre du vice-amiral d'Estaing.

La Grenade. *Bataille navale de*

Date de l'action : 6 juillet 1779.

Localisation :Au large de l'île de La Grenade, dans les Antilles. Coordonnées géographiques moyennes de cette île: 12° 07' de latitude Nord, et 61° 40' de longitude Ouest.

Contexte : La flotte française de l'amiral d'Estaing venait de convoyer dans l'île de La Grenade un Corps Expéditionnaire qui s'était emparé de l'île. Mais deux jours plus tard, une flotte anglaise surgit avec le dessein de secourir la garnison. Le vice-amiral Byron voulut, en désespoir de cause, reprendre l'île. Le 6 janvier, donc, le vice-amiral John Byron arriva avec 9 vaisseaux de ligne et se joignit au contre-amiral Samuel Barrington au large de Sainte-Lucie. Les Anglais savaient que l'île de Saint-Vincent avait été prise par les Français et par les Indiens Caraïbes. Ils avaient aussi appris que l'amiral d'Estaing avait été joint par La Motte-Picquet. Les deux Divisions concentrées avaient quitté Fort-Royal de la Martinique pour prendre La Grenade, forçant le gouverneur anglais Lord Macartney à capituler à discrétion et à livrer aux Français ses 100 pièces de canons, ses 24 mortiers et des vaisseaux pour 40.000 livres sterling de l'époque. Reprendre l'île de La Grenade était donc devenu le premier objectif de l'amiral Byron qui avait immédiatement fait voile vers cette terre.

Chefs en présence ♦***Français*** : vice-amiral d'Estaing ; Suffren ; de Grasse ; Bougainville ; Lamotte-Picquet. ♦***Anglais*** **:** le vice-amiral John Byron[1].

Effectifs engagés ♦La ***Marine Royale*** comptait 25 vaisseaux de plus petite taille, car ils ne totalisaient que 1.468 canons[2]. ♦***Royal Navy*** : La flotte de l'amiral Byron comptait 21 vaisseaux de ligne armés de 1.516 canons; 11.641 hommes, incluant les troupes de débarquement[3].

Stratégie ou tactique : Lignes parallèles traditionnelles. Les batteries cô-

---

[1] ●John Byron [1723-1786] amiral anglais et grand-père du poète Byron. Il explora le Pacifique-Sud en 1764 à la tête d'une expédition, puis fut nommé en 1769 Gouverneur de la colonie de Terre-Neuve.

[2] ●**Ordre de bataille français:** [selon les Archives nationales de France, B[4] 141-277; et Archives historiques de France, Guerre: 1783, carton 50] **Avant-garde**, Le ZÉLÉ [74 canons, chef d'escadre Barras], Le FANTASQUE [64, Suffren], Le MAGNIFIQUE [74, Brach], Le TONNANT [80, chef d'escadre Breugnon, capitaine Bruyères], Le PROTECTEUR [74, Grasse-Limermont], Le FIER [50, Turpin], Le DAUPHIN-ROYAL [70, Mithon], Le PROVENCE [64, Champorcin], **frégates** La DILIGENTE [28, du Chilleau], La FORTUNÉE [32, Marigny], L'ELLIS [20, Fonteneau]. **Corps de bataille**, Le FENDANT [74, Vaudreuil], L'ARTÉSIEN [64, Peunier], Le FIER-RODRIGUE [50, Montaut], L'HECTOR [74, Moriès], Le LANGUEDOC [80, vice-amiral d'Estaing, capitaine Boulainvilliers], Le ROBUSTE [74, chef d'escadre de Grasse, capitaine Longueville], Le VAILLANT [64, Chabert], Le SAGITTAIRE [54, Albert], Le GUERRIER [74, Bougainville], **frégates** L'ALCMÈNE [28, Bonneval], La CHIMÈRE [32, Saint-Césaire], L'IPHIGÉNIE [32, Kersaint], Le LIVELY [24, du Rumain], La CÉRÈS [18, Traversay]. **Arrière-garde**, Le SPHINX [64, Soulange], Le DIADÈME [74, Dampierre], L'AMPHION [50, Ferron], Le MARSEILLAIS [74, La Poype], Le CÉSAR [74, chef d'escadre Broves], Le VENGEUR [64, Retz], Le RÉFLÉCHI [64, Cillart], L'ANNIBAL [74, chef d'escadre La Motte-Picquet, capitaine Lacroix], **frégates** L'AMAZONE [32, La Pérousse], La BOUDEUSE [32, Grenier], **cotre** (cutter) L'ALERTE [14, Capellis], **flûte** La MÉNAGÈRE [30, Faures], **goélette** Le BARINGTON, prise anglaise, [Desplaces].

[3] ●Ce nombre incluait entre autres: Le CONQUEROR [74 canons, contre-amiral Parker], Le SUFFOLK [74 canons, contre-amiral Rowley], Le GRAFTON [74 canons], L'ARIDANE, Le PRINCESSE-ROYALE [gros vaisseau-amiral de 98 canons de l'amiral Byron], accompagnés de nombreuses frégates.

tières prêtèrent main forte aux vaisseaux français pour mettre à mal les trois super-vaisseaux de **trois ponts** (98 canons). 20.699 coups de canon furent tirés. Pourquoi le comte d'Estaing n'a-t-il pas complété le succès de sa brillante journée navale par la saisie de 4 navires anglais, qui, en piteux état [Le MONTMOUTH surtout] ne pouvaient rallier facilement leur escadre? Il ne sut pas profiter d'incontestables avantages pour paralyser jusqu'à la fin de la campagne, sinon anéantir, la flotte anglaise. "La victoire ne peut lui être disputée, affirma Suffren à son sujet. Mais, s'il avait été aussi marin que brave, nous n'aurions pas laissé échapper 4 vaisseaux démâtés[1]."

Résumé de l'action : À l'aube du 6 juillet, la flotte française fut aperçue venant de la Baie Saint-Georges, une grande baie à l'Ouest de La Grenade. La marque personnelle du vice-amiral anglais flottait sur le PRINCESSE-ROYALE, gros vaisseau de 98 canons, suivi de 20 vaisseaux. Le navire-amiral français était Le LANGUEDOC [80 canons], mais, dans la ligne, certains capitaines portaient des noms qui devinrent célèbres par la suite: Suffren, de Grasse, Bougainville, La Motte-Picquet.

L'amiral anglais avait le vent en sa faveur et pensait surprendre les Français occupés à manœuvrer. Mais ces derniers, sans être encore en ligne, étaient parés à combattre. La bataille s'engagea.

Le PRINCESSE-ROYALE, au centre de la ligne anglaise, donna le signal de l'attaque. La canonnade commença à 07h30 entre le vice-amiral Barrington [PRINCE-OF-WALES 74 canons, soutenu par Le BOYNE, Le SULTAN, Le GRAFTON [capitaine Collingwood], Le CORNWALL [capitaine Edwards], Le LION [capitaine Cornwalis] et Le MONTMOUTH [capitaine Thomas Fanshawe], tous énormes 3 ponts de 98 canons, 3 rangées de sabords sur chaque flanc.

Les premiers vaisseaux anglais qui attaquèrent furent fortement malmenés par la ligne française et par les batteries côtières. Le MONTMOUTH, Le CORNWALL et Le LION durent bientôt quitter le champ de bataille, en dépit de leur énorme artillerie navale. La ligne anglaise fut en définitive coupée et mise en désordre.

Le LION fut si endommagé qu'il dut être coulé à Sainte-Lucie; il était irrécupérable ayant perdu presque tous ses mâts. Le GRAFTON, Le CORNWALL furent aussi avariés. Le MONMOUTH était devenu totalement inapte au combat.

L'amiral anglais pouvait apercevoir les couleurs françaises sur le fort et les batteries de Baie Saint-Georges. Mais cette défaite lui interdisait de penser à les en déloger. Le soir venu, il fit donc aligner les navires qui lui restaient, et le comte d'Estaing fit de même. Mais durant la nuit,

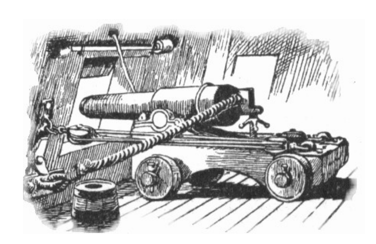
[1] ●Après ses erreurs de Sainte-Lucie [voir cette attaque durant la deuxième moitié de décembre 1778], ce fait ne contribua pas à redorer son blason.

l'amiral Byron décrocha et alla mouiller sous les canons de St-Kitts [Saint-Christophe]. L'escadre française revint mouiller devant La Grenade, "au grand mécontentement des spectateurs anglais de la colonie qui avaient compté sur la défaite de d'Estaing."[1]

Pertes ♦Les **Français** subirent des pertes humaines presque similaires [176 tués et 773 blessés] mais ne perdirent aucun vaisseau. ♦**Anglais :** Le CORNWALL, Le LION et Le MONTMOUTH furent fortement avariés. Le LION fut démâté de son grand mât de hune et de son perroquet de fougue. Les Anglais eurent un millier de tués et de blessés [1.055 en tout].

Conséquence de cette défaite anglaise : L'objectif de la bataille était de reprendre La Grenade aux Français. Ce fut un échec pour les Anglais. Cette bataille fut,[2] *la défaite la plus désastreuse de la Royal Navy depuis sa défaite de Béveziers en 1690*. Pourtant, au lieu de poursuivre et de détruire complètement la flotte anglaise, d'Estaing se contenta de la laisser retraiter.

SOURCES & LECTURES γCalmon Maison, L'Amiral d'Estaing, Calmann Levy, Paris, 1910. γVan Hille, Jean-Marc, Charles-Henri d'Estaing, amiral de France et franc-maçon, 1729-1794 ; suivi de Marine et franc-maçonnerie, Chevilly-Larue, Challenges d'Aujourd'hui, Paris, 1994. γVergé-Franceschi, Michel, La Royale au temps de l'amiral d'Estaing, La Pensée Universelle, Paris, 1977. γCaptain RN Thomas White, Honorable John Byron, Naval researches ; or, a candid inquiry into the conduct of Admiral Byron, Graves, Hood, and Rodney, in the actions off Grenada, Chesapeak, St. Christopher's, and of the ninth and twelfth of April, 1782 : being a refutation of the plans ans statements of Mr. Clerk, Rear Admiral Ekins and others, Illustrated, etc., John of Eldin Clerk Devonport Printed, Londres, 1830. γCavaliero, Roderick, Admiral Satan. The Life and Campaigns of Suffren, IB Tauris, Londres, 1994.



Caronnade (1800)
***in* Larousse Universel en 2 volumes - Vol.I - @ Archives Larousse**

[1] ●Précisa un chroniqueur.
[2] ●D'après l'historien et tacticien américain Mahan.

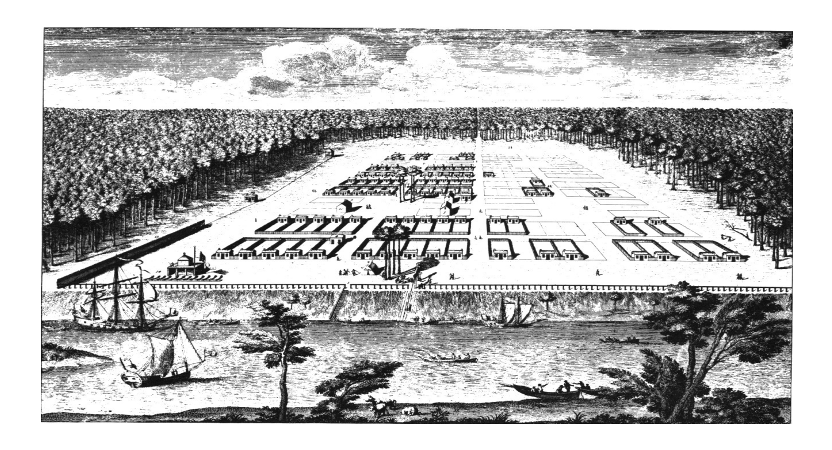


Savannah. *Siège de*

Date de l'action : 1er septembre - 10 octobre 1779.

Localisation : Dans les actuels U.S.A., Georgie, sur le fleuve du même nom. Coordonnées géographiques : 32° 04' de latitude Nord, et 81° 05' de longitude Ouest.

Contexte : Après la prise de l'île de La Grenade aux Anglais et la victoire navale de même nom, l'amiral d'Estaing, de retour, donna de nouveaux ordres. Mr. Rutledge, gouverneur de Caroline du Sud, écrivit à cet amiral qui était arrivé à Saint-Domingue avec la flotte française, pour l'inviter à utiliser la saison des ouragans pour faire voile vers le Nord et reprendre la Georgie aux Anglais, en coopération avec le général Lincoln. D'Estaing fit aussitôt voile vers l'embouchure de la Savannah où



Savanah. Collection privée.

il arriva le 1er septembre 1779. Son escadre comportait, à ce moment-là, 19 vaisseaux et 7 frégates, de même que des transports chargés d'un Corps de débarquement de 3.000 hommes. Il organisa à Saint-Domingue une garnison qui se composait de détachements des régiments de Hainaut, Foix, Royal-Comtois, Dillon, Walsh[1] et de 300 hommes du Régiment de La Martinique.

Chefs en présence ♦**Français:** amiral Jean-Baptiste comte d'Estaing.[2] ♦**Garnison anglaise:** général Prévost.[3]

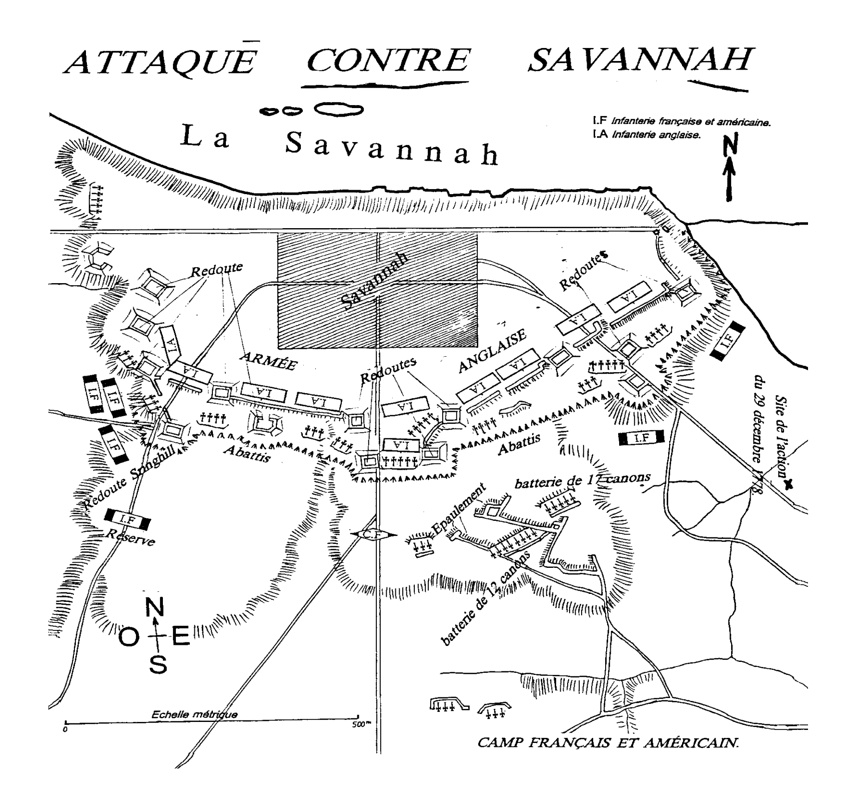
Effectifs engagés ♦**Franco-américains :** 10.000 hommes dont 3.000

[1] ●Ces deux dernières unités étaient irlandaises. Ainsi les Irlandais contribuèrent-ils à l'Indépendance des États-Unis, ainsi qu'à sa population puisque plus de 35.000.000 sont aujourd'hui d'origine irlandaise.

[2] ●Né en 1729 et guillotiné en 1794 sous la Terreur, à l'âge de 65 ans. Il avait donc 50 ans lors de cette attaque de La Grenade.

Français et 7.000 Américains. ♦**Garnison anglaise :** avec les renforts, 10.000 hommes environ.

Stratégie ou tactique : La ville était ouverte, c'est à dire sans fortifications, mais l'arrière était protégé par des abattis *en si mauvais état qu'ils n'auraient empêché personne de passer*.[4] Au cours de ce siège, les sorties de la garnison furent rares; les assauts peu nombreux et mal pensés. D'Estaing manquait totalement de génie en fait de tactique terrestre. Sa première erreur capitale fut d'accorder aux Anglais un long



délai de réflexion au début du siège, ce qui leur permit de se renforcer.[5]

3 ●Son fils fut Georges Prévost [né en 1767 à New-York, mort en 1816 à Londres]. Ce dernier émigra au Canada où il devint *Gouverneur-général des Canadas, Haut-Canada* ou Ontario et *Bas-Canada* ou Québec] de 1811 à 1815. Il fut nommé à la tête du Canada pour son côté conciliatoire vis-à-vis des Canadiens-français, car la menace américaine se précisait [les Yankees envahirent le Canada en 1812] et Londres avait besoin des Canadiens pour défendre sa colonie. Dès que le danger américain fut écarté, le gouvernement anglais reprit sa politique d'oppression qui conduisit à l'Insurrection de 1837.

4 ●Précisent les chroniqueurs.

5 ●Sun Tzu a fortement mis les stratèges en garde contre ce genre de stratagèmes dans son Chapitre IX [Les marches], Principe 23: «Lorsque les envoyés de l'ennemi tiennent des discours pleins d'humilité, mais qu'il continue ses préparatifs, il va avancer.» Et Chang You, l'un de ses commentateurs, ajouta pour illustrer ce principe: «Lorsque T'ien Tan défendait

Résumé de l'action : Toutes les mesures prises, l'escadre française fit voile vers la Nouvelle-Angleterre avec 3.000 hommes de débarquement, dont une compagnie de Grenadiers et une de Chasseurs. Les désastres de cette expédition, *qui fut aussi mal conduite que celle de Sainte-Lucie,* ne sont que trop connus. Là aussi, l'amiral montra que les titres de noblesse n'accordaient pas nécessairement le génie militaire, comme on le croyait à l'époque. Le comte d'Estaing voulut attaquer la ville de Savannah en Géorgie.

La garnison anglaise se composait d'éléments du 16th Foot Regiment, du 60th Foot, d'un bataillon d'élite [*Highlanders* écossais] et d'un autre de mercenaires hessois. Les Franco-américains totalisaient 9 ou 10.000 hommes, comme la garnison anglaise, en incluant les renforts. D'Estaing envoya une sommation aux Anglais et leur accorda un délai assez long. En fait, ils profitèrent de ce délai pour faire entrer dans la garnison des renforts [colonel Maitland], qui réussirent à s'y introduire en circulant par des secteurs de riziculture, de forêt et par de périlleux chemins. *À l'arrivée des renforts de Maitland, Prévost décida de résister.* Le capitaine Moncreiff, ingénieur en chef, aidé de soldats et de Noirs, termina rapidement une ligne de retranchements et de redoutes destinée à couvrir les troupes et à ceinturer la ville assiégée. Quoique le général Prévost ne privilégiait pas particulièrement les sorties, le major Colin Graham du 16th Regiment d'Infanterie, avec la *Compagnie Légère* de cette unité et les deux Bataillons de Fraser, lança une attaque surprise à l'aube du 24 septembre, repoussa momentanément les Franco-américains surpris, et se replia devant une contre-attaque française en laissant une vingtaine d'hommes hors de combat sur le terrain. De la même manière, le major Archibald MaCarthur du 71st Foot Regiment, avec des Highlanders, se coula sans aucun bruit entre des unités franco-américaines avant le lever du jour, de telle sorte que les Français et les Américains commencèrent à se mitrailler, comme cela arrive souvent dans les secteurs de combats.

Se rendant enfin compte que les Anglais avaient abusé de sa naïveté et n'avaient utilisé les négociations que pour gagner du temps, d'Estaing décida de lancer un assaut sur Savannah, le 9 octobre.

Avant le lever du jour, les forces franco-américaines, en position d'assaut, attendaient l'*Heure H.* L'obscurité[6] empêcha au début

---

Chi Mo, le général Ch'i Che, de l'État du Yen, investit cette ville. T'ien Tan saisit lui-même la pelle et participa au travail des troupes. Il envoya ses épouses et ses concubines s'enrôler dans l'armée et partagea ses propres vivres pour régaler ses officiers. Il envoya aussi des femmes sur les remparts de la ville pour demander des conditions de reddition. Le général de l'État du Yen fut très satisfait. T'ien Tan réunit en même temps 24.000 onces d'or et fit envoyer par les riches habitants au général du yen une lettre rédigée en ces termes: "La ville est prête à se rendre immédiatement. Notre unique désir est que vous ne fassiez pas prisonnières nos femmes ni nos concubines." L'armée du Yen se relâcha et devint de plus en plus négligente. T'ien Tan fit alors une sortie hors de la ville et infligea à l'ennemi une défaite écrasante.» L'Art de la Guerre, voir in fine.

[6] ●Rendue plus dense par un fort brouillard montant des rives marécageuses du cours d'eau.

de l'attaque la garnison anglaise de voir quel était l'objectif de l'assaut. Les Franco-américains attaquèrent en trois colonnes d'assaut. La colonne de gauche décrivit un mouvement tournant trop vaste et se retrouva prisonnière dans les longues herbes enveloppantes d'un marécage, où elle fut prise à partie par les canons de la garnison. La deuxième et la troisième colonne vinrent se heurter aux nouvelles fortifications en remblais[7] dont le feu efficace leur infligea des pertes sévères. Mais les Français firent serrer les rangs, escaladèrent le glacis, descendirent dans les fossés des premières redoutes, et bientôt les couleurs de France flottèrent au sommet sous le feu des Anglais. Le capitaine anglais Tawset du 71st Foot Regiment fut tué mais le capitaine écossais Archibald Campbell prit le commandement. Finalement l'attaque fut contenue, avec des pertes, lourdes des deux côtés.

Comme si la mort ne faisait pas assez de ravages, la maladie vint lui prêter main-forte et s'installa au sein des troupes anglaises. Le siège fut ensuite levé par d'Estaing.

Pertes ♦Assez lourdes de part et d'autre: 500 tués et blessés.

Conséquence de cet échec franco-américain : Les Américains retraitèrent vers la Caroline du Sud et les Français se divisèrent en deux, une partie reprit le chemin des Antilles, et l'amiral d'Estaing avec le reste de l'escadre partit pour la Métropole. Blessé grièvement au genou, et obligé de rembarquer ainsi que toutes ses troupes, le comte d'Estaing fit d'abord voile vers les Îles-du-Vent et Saint-Domingue. Puis, il ramena en France l'escadre avec laquelle il était venu de Toulon et partagea le reste de ses vaisseaux entre différentes stations, tant pour protéger les côtes des États-Unis que celles des Antilles.

SOURCES & LECTURES γClowes, William Laird, *The Royal Navy : a history from the earliest times to the present*, Vol. IV. London, Sampson Low, Marston & Co. 1898. γTaillemite, Étienne, *Histoire ignorée de la marine française*, Perrin, 1988. γMahan, Alfred T. *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown & Co., 1913. γChevalier, Louis É., *Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine, précédée d'une étude sur la marine militaire de la France et sur ses institutions depuis le commencement du XVIIe siècle jusqu'à l'année 1877*, Hachette, Paris, 1877.



[7] ●Et parapets.

Flamborough Head. *Bataille navale de*

Autre nom : Bataille navale de Leith.

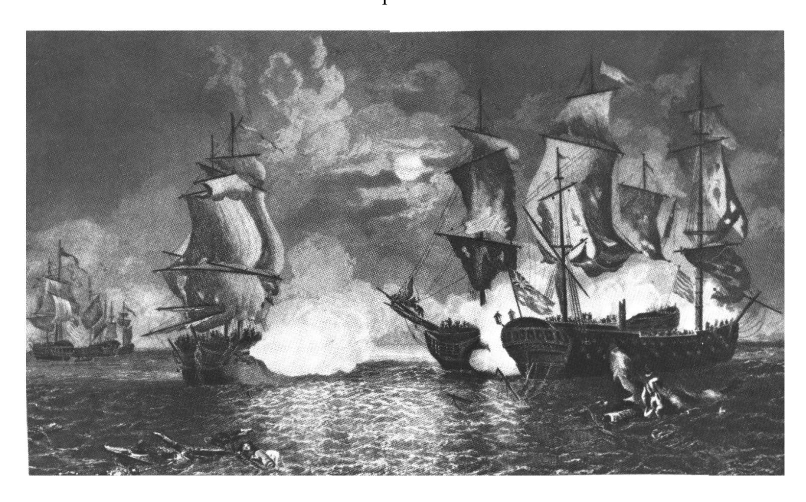
Date de l'action : 23 septembre 1779.

Localisation: Flamborough Head est situé dans le Forth en face de Leith [Écosse]. Coordonnées géographiques: 54° 07' de latitude Nord, et 00° 04' de longitude Ouest.

Conflit: Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte: Avec une escadre de 7 navires, John Paul Jones arriva de

Bataille navale de Flamborough Head.
Bibliothèque de l'Université Laval



Sainte-Croix le 14 août 1779. En chemin, il fut déserté par quatre de ses sept navires. Vers la mi-septembre, il apparut au large de Leith, port d'Édimbourg. À 13h00 Le BONHOMME-RICHARD aperçut un convoi de marchands escorté par plusieurs navires de guerre anglais.

Chefs en présence ♦**Franco-américains:** l'escadre était commandée par l'Écossais John Paul Jones[8], capitaine dans la Marine Royale française. Il est aujourd'hui considéré comme le fondateur de l'US Navy. ♦***Royal Navy*** : le capitaine Pearson commandait l'escadre anglaise.

---

[8] ●Le "*Chevalier Jones*" comme il aimait s'appeler, était un corsaire écossais né à Kirkcudbright [Écosse]. Avec Le RANGER, octroyé par le Congrès américain, il écuma la côte d'Écosse afin d'y capturer les navires anglais. Puis il obtint du gouvernement français le commandement du DURAS qu'il rebaptisa BONHOMME-RICHARD. Grâce à cette action et au pavillon américain, Jones est aujourd'hui considéré comme le fondateur de l'US Navy. Un tiers de l'armée insurgée était d'origine irlandaise et un autre d'origine écossaise. Vingt ans plus tard commençait le terrible nettoyage ethnique des Highlands écossais [Highlands Clearances] sous un prétexte économique.

Effectifs engagés ♦**Franco-américains:** La frégate Le BONHOMME-RICHARD [ex-DURAS 35 canons et 375 hommes dont la moitié de Français], la frégate française PALLAS [32 canons, 275 hommes], frégate américaine L'ALLIANCE [35 canons, 300 hommes en partie américains], La VENGEANCE [12 canons, 70 hommes]. ♦**Anglais:** The SERAPIS [40 canons, capitaine William Pearson], The COUNTESS OF SCARBOROUGH [20 canons, capitaine Percy], et un autre vaisseau.

Stratégie ou tactique: Flamborough Head est un magnifique escarpement rocheux qui s'étend sur des kilomètres le long de la côte du Yorkshire, et qui s'élève parfois verticalement jusqu'à des hauteurs de 45 mètres, ce qui pour l'Angleterre est remarquable.

Résumé de l'action: Dès que les antagonistes s'aperçurent, l'escorte, commandée par le capitaine Pearson, se plaça entre le convoi et les corsaires français.

Vers 17h30, comme les corsaires menaçaient encore le convoi, Pearson se prépara au combat. À 19h20 alors que le jour tombait, Le BONHOMME-RICHARD se porta sur Le SERAPIS à portée de mousquet. Aucun des deux n'avait hissé son pavillon. Le capitaine Pearson appela pour demander l'identité du navire. «The PRINCESSE-ROYALE» lui fut-il répondu par Paul Jones en Anglais.[9] Plein de soupçon,[10] Pearson posa quelques autres questions auxquelles Paul Jones répondit de façon évasive.

Pearson fit alors tirer un coup de canon en guise d'avertissement. Immédiatement le navire français répondit de la même façon et Paul Jones fit hisser son pavillon. Selon certains ce furent les couleurs américaines qui furent hissées sur Le BONHOMME-RICHARD,[11] et françaises sur les autres navires. Tous les équipages étaient parés. La canonnade commença aussitôt que les sabords furent ouverts. Une manœuvre énergique du BONHOMME RICHARD tenta l'abordage avec Le SERAPIS, mais l'Anglais repoussa le Français à bout de piques.

La nuit tombait rapidement et les éclairs des coups de feu[12] zébraient la nuit à partir des mâtures et des coques. Les coups étaient tirés à bout portant, à l'aveuglette dans l'obscurité, accompagnés de cris et du fracas des corps qui tombent de la mâture, tandis que, par moments, les énormes déflagrations des canons assourdissaient tout le monde. De la côte du Yorkshire, les habitants pouvaient suivre les éclairs et le bruit

[9] ●C'était un vaisseau qui existait vraiment. voir la Bataille navale de La Grenade [6 juillet 1779].

[10] ●En effet Jones avait mal choisi le pseudonyme car Le Princesse-Royale était alors un énorme 3-ponts de 98 canons et son nom devait être connu de tous les marins de la Royal-Navy, comme les porte-avions CHARLES-DE-GAULLE pour les marins français d'aujourd'hui ou FORRESTAL pour les Américains; tandis que Le Bonhomme-Richard n'était qu'une petite frégate de... 35 canons. C'est pourquoi Pearson ne le crut pas.

[11] ●Ce qui, on s'en doute, a dû faire blasphémer tous les matelots de Sa Gracieuse Majesté jusqu'au dernier mousse, car le Stars & Stripes n'était pas encore des plus populaires en Angleterre.

[12] ●Des armes individuelles et des canons.

de la bataille. Passionnant feu d'artifice. Pour aussi incroyable que cela puisse paraître, Le SERAPIS anglais prit feu douze fois sous l'effet des bombes incendiaires qui étaient projetées sur son pont; et ce n'était pas sans mal que son équipage éteignait le navire dont le pont était balayé par les projectiles et encombré de morts et de mourants.

Tout près, Le COUNTESS-OF-SCARBOROUGH luttait à mort avec la frégate française Le PALLAS et la petite corvette La VENGEANCE. Vers 21h30, une cartouche de poudre[13] d'artillerie fit long feu à bord de l'Anglais, soit par accident soit par l'action des Français. L'explosion se communiqua immédiatement d'une gargousse à l'autre avec la rapidité de l'éclair, brûlant grièvement et tuant tous ceux, canonniers et officiers, qui se trouvaient à proximité. De ce fait, tous les canons furent rendus inutilisables sur Le COUNTESS-OF-SCARBOROUGH; et cela, pour le reste de la bataille.

Pendant tout ce temps, la plus grosse des frégates françaises tournait sans fin autour du SERAPIS en truffant sans cesse de boulets la coque de ce navire et en balayant son pont d'un feu nourri. Le SERAPIS ressemblait de plus en plus à une morgue. Vers 22h00, il semble qu'un piège ait été tendu aux marins anglais qui y tombèrent immédiatement. Les Anglais entendirent les corsaires crier «Quartier».[14] Lorsque Pearson demanda s'ils se rendaient, personne ne répondit. Un équipage anglais de prise passa donc sur le navire français où elle se rendit compte qu'elle était attendue par des combattants armés jusqu'aux dents. Avec un cri de rage les Anglais retraitèrent sur leur navire; Le SERAPIS et la frégate française reprirent leur tir dans la coque et dans la mâture de ce navire avec des effets dévastateurs. Le grand mât de l'Anglais s'abattit soudain avec fracas sur le pont. Le combat continua un moment, puis en désespoir de cause, le capitaine anglais ordonna de baisser son pavillon. Il se rendait. Le feu cessa immédiatement. Le COUNTESS-OF-SCARBOROUGH s'était déjà rendu au PALLAS de même que le troisième navire anglais.

Pertes **♦Franco-américains :** 100 ou 150 tués et blessés. **♦Anglais :** environ 300 tués et blessés. Le SERAPIS à lui seul subit la moitié des pertes des trois vaisseaux anglais.

Conséquence de cette défaite anglaise : Les Français emmenèrent leurs trois prises à Texel. Le roi de France donna au corsaire Paul Jones

---

[13] ●Une gargousse.

[14] ●C'est a dire *«Épargnez-nous! Arrêtez de nous massacrer!»* L'étymologie du mot "*quartier*" dans les expressions: *"Pas de quartier." "Ne pas accorder quartier." "Demander quartier"* : Au Moyen-Âge on ne massacrait pas les vaincus qui pouvaient montrer leurs quartiers de noblesse; on préférait les libérer contre solide rançon. Par contre, on tuait sans pitié ceux qui ne montraient pas de quartier de noblesse sur leur écu ou blason, car on pouvait penser qu'ils n'avaient pas d'argent. Il semble donc que *Pas de quartier* signifiait : *Tuer les prisonniers comme s'ils ne possédaient aucun quartier de noblesse.*

capitaine de la Marine française, une épée d'or.[15] Les Américains considèrent aujourd'hui l'Écossais John Paul Jones comme le fondateur de l'US Navy.

John Paul Jones, 1747-1792, est aujourd'hui considéré comme le fondateur de l'US Navy. John Paul Jones était un Écossais émigré en Amérique. Il naquit à Kirkcudbright, en Ecosse le 6 juillet 1747. Il se battit pour l'indépendance américaine comme bon nombre de ses compatriotes. Les Irlandais, qui voulaient faire payer aux Anglais l'occupation de leur mère-patrie, formaient le tiers de l'armée américaine, et les Ecossais presque un autre tiers. Il mourut à Paris où il avait finalement émigré, après y avoir vécu de sa pension d'officier français à la retraite; les États-Unis s'étant montrés assez ingrats à son égard comme il avait essentiellement combattu pour la Marine Royale de France.



John Paul Jones nommé Chevalier par le roi de France Louis XVI.
Bibliothèque de l'Université Laval

Sources et lectures : ◆John Paul Jones' Memoir of the American Revolution presented to King Louis XVI of France, traduit du manuscrit français par Gerard W. Gawalt, Washington : Library of Congress, 1979. ◆John Paul Jones and the Battle off Flamborough Head. A reconsideration, par Thomas J. Schaeper, New York. P. Lang, 1989. ♦History of Paul Jones the pirate, Friends of Whitehaven Museum, Whitehaven, 1992. ♦The Life and Adventures of Rear-Admiral John Paul Jones, John Stevens Cabot Abbott, Dodd & Mead, New York, 1872. ◆Paul Jones, founder of the American Navy. A history, Augustus C. Buell, 2 vol., Kegan Paul & Co., Londres & New York, 1900. ◆The Sailor whom England feared. Being the story of Paul Jones, Scotch naval adventurer and admiral in the American and Russian fleets, Mary MacDermot Crawford, Publié par Eveleigh Nash, Londres, 1913. ◆Le Corsaire chez l'impératrice, Valentine Thompson, Paris, 1936. ◆The Life and Letters of John Paul Jones, par Mme Reginald de Koven, Vol. 2, T. Werner Laurie, Ltd., Londres, [date manquante]. ◆Night on fire; the first complete account of John Paul Jones's greatest battle, par John Evangelist Walsh, McGraw-Hill, New York. Londres, 1978. ◆The Royal Navy in European waters during the American Revolutionary War, par David Syrett, Columbia, S.C.. University of South Carolina, 1998.

[15] ●Ce corsaire mourut à Paris en 1792.

La Dominique. Bataille navale de

Date de l'action : 17 avril 1780

Localisation: Île de la Mer des Antilles. Coordonnées géographiques moyennes de l'île: 15°30' de latitude Nord, et 61°20' de longitude Ouest.

Contexte : Durant la nuit du 15, l'escadre française de l'amiral-comte de Guichen quitta Fort-Royal de La Martinique. Elle se trouvait, le lendemain 16 avril, au Nord-Ouest de l'île de Sainte-Lucie où elle attendit les Anglais. L'escadre anglaise s'approcha, se mit en ligne de bataille face aux 21 vaisseaux français de ligne, 3 frégates et deux brûlots. À bord des navires français avaient embarqué quelques compagnies en uniforme blanc du Régiment de Champagne [2e Régiment d'Infanterie de Ligne], de Touraine [98e de Ligne], d'Enghien [100e de Ligne], de Viennois et d'Ausenois. D'autres troupes avaient embarqué sur les navires français, mais ils étaient en uniforme rouge, c'était les Irlandais du 94e de Ligne de Dillon et de la *Brigade irlandaise* du comte Walsh, avec le Régiment de La Martinique, les Volontaires de Bouillé et quelques compagnies d'artillerie. Dans le but de se mettre *au vent* de la Dominique, Guichen passa la journée à essayer de remonter. Malgré cela, il ne parvint pas à prendre le vent aux Anglais qui manœuvraient en conséquence.

Le soir approchait et la ligne anglaise[16] sembla hésiter. Finalement, Rodney préféra attendre le lendemain pour attaquer.

Chefs en présence ♦**Royal Navy** : Sir George Bridge, baron Rodney, amiral anglais, né en 1717, mort en 1792. ♦**Marine Royale** : Luc de Bouëxic, comte de Guichen.[17]

Effectifs engagés ♦**Marine Royale** : les 22 vaisseaux français n'avaient que 50 ou 74 canons chacun. Un seul, le vaisseau-amiral, Le COURONNE, en avait 80. Au total *1.410 canons*[18]. ♦***Anglais*** : Les 22 vaisseaux anglais étaient tous de 74 à 90 canons. Le PRINCESS-OF-WALES, vaisseau-amiral, en avait 90. *Au total 2.014 canons, c'est à dire*

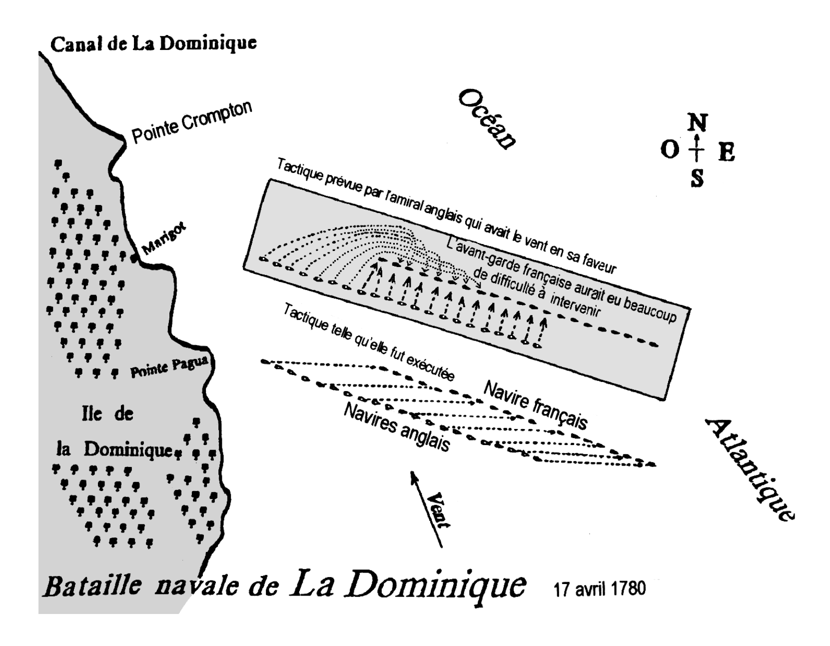
[16] ●Qui avait le vent et qui devait donc décider du moment de la bataille, les Français ne pouvant pas de ce fait s'approcher d'eux.

[17] ●Lieutenant-général, né à Fougères en 1712, mort en 1790.

[18] ●*Ordre de bataille:* **Escadre Blanche et Bleue** [avant-garde] Le DESTIN [74 canons, capitaine Dumaitz], Le VENGEUR [64, Retz], Le SAINT-MICHEL [60, Aymar], Le PLUTON [74, La Marthonie], Le TRIOMPHANT [80, chef d'escadre Sade, capitaine Gras-Préville], Le SOUVERAIN [74, Glandevès], Le SOLITAIRE [[64, Ciré de Champion], Le CITOYEN [74, Nieul]. **Escadre Blanche** (corps de bataille) Le CATON [64, Framond], Le VICTOIRE [74, Albert-St-Hippolyte], Le FENDANT [74, chef d'escadre Vaudreuil], Le COURONNE [80, amiral de Guichen, capitaine Buor], Le PALMIER [74, chef d'escadre Monteil, capitaine Kéroulas de Cohars], L'INDIEN [64, Balleroy], L'ACTIONNAIRE [64, L'Archantel]. **Escadre Bleue** (arrière-garde), L'INTRÉPIDE [74, Duplessis-Parscau], Le TRITON [64, Brun], Le MAGNIFIQUE [74, Brach], Le ROBUSTE [74, chef d'escadre de Grasse], Le SPHINX [64, Soulange], L'ARTÉSIEN [64, Peynier], L'HERCULE [74, Amblimont]. **Frégates:** L'IPHIGÉNIE [Kersaint], La COURAGEUSE [La Rigaudière], La MÉDÉE [Kergariou], La RÉSOLUE, La GENTILLE [La Villebrune]. **Corvettes:** La CÉRÈS [Framond], Le CHASSEUR [St-Georges], Le LIVELY [Le Poumelec], Le SANS-PAREIL [Mercey]. L'AIGLE, corvette anglaise capturée portait le train d'artillerie. Le SAINT-LOUIS portait les canonniers.

604 de plus que les Français. (!)

Stratégie ou tactique : Rodney, qui avait le vent pour lui, avait prévu *d'attaquer la moitié de la ligne française avec la totalité de ses forces;* ce qui lui aurait donné la *double supériorité*, puisqu'il avait déjà 2.014 canons contre 1.410 canons français.[19] Ce plan d'action portait tout le génie d'un Nelson à Aboukir[20] et à Trafalgar. Puis, après destruction de l'arrière-garde française, Rodney aurait attaqué et détruit le reste de l'escadre française. Rappelons que les Français, qui n'avaient pas le vent, ne pouvaient saisir, de ce fait, l'initiative de la manœuvre. Mais une erreur de signalisation fit échouer ce magnifique plan. Ironie du sort, ce furent les Français qui réussirent à faire attaquer par plusieurs unités



navales chacun des énormes 3-ponts anglais. Ce fut à cette époque que les nouveaux canons appelés "caronnade" furent employés dans les batterie marines ou terrestres.[21]

---

19 ●«Si je me concentre alors qu'il [l'ennemi] se disperse, je peux utiliser la totalité de mes forces pour attaquer une fraction des siennes.» **L'Art de la Guerre**, Principe 13, Chapitre VI "*Points Faibles et Points Forts.*"

20 ●Si du moins, à Aboukir, l'idée était bien de Nelson et non pas d'un de ses officiers. Dans son œuvre, le théoricien militaire Mahan fait état de cette controverse entre historiens anglais.

21 ●Ils étaient fondus dans la ville écossaise de **Loch Carron** [donc on peut écrire carronade ou caronnade], au pied du mont Ben Attow [qui culmine à 1015m] dans les Highlands, par la *Carron Company Ironworks*, d'où leur nom. Il s'agissait de canons courts, qui furent remplacés plus tard par des canons rayés. Plus courts et plus légers que les autres, ils avaient une chambre à poudre semblable à celle des mortiers.

Résumé de l'action : Le lendemain, 17 avril, les deux flottes faisaient route parallèlement. Dès l'aube, les Anglais auraient pu attaquer car, le vent n'ayant pas changé et les Français restant en ligne de bataille, ils gardaient l'avantage du vent. Mais il n'en fut rien; les Anglais n'ouvrirent pas immédiatement la bataille. Rodney attendit que le soleil soit presque au zénith pour ouvrir le combat. Il semblait hésiter fortement. Les Anglais toujours au vent étaient les seuls à pouvoir s'approcher de la ligne française. À midi, Rodney donna enfin le signal qui ordonnait d'assaillir le navire correspondant dans la ligne ennemi. Le plan était bon; Rodney comptait concentrer la totalité de ses forces sur la deuxième moitié de l'escadre française, à laquelle l'autre moitié ne pourrait que difficilement porter secours à cause de la direction du vent. Mais la ligne française était décalée, *et l'ordre ne précisait pas s'il fallait attaquer l'ennemi situé à sa hauteur ou dans l'ordre numérique de la ligne de bataille.* Rodney voulait que chacun attaque à son niveau. Or, il vit Le STIRLING-CASTLE, vaisseau de tête anglais, délaisser L'INDIEN [9e français en ligne mais à son niveau] et s'élancer sur L'HERCULE [premier de la ligne française]. Voyant que tout le monde imitait Le STIRLING-CASTLE, Rodney abandonna son plan initial et fit de même. À midi moins dix, donc, la ligne anglaise se laissa porter sur la ligne française, vaisseau contre vaisseau. Bientôt une immense ouragan de bruit s'éleva; c'étaient les milliers de canons qui tonnaient furieusement tout au long de la double rangée de vaisseaux. Le SANDWICH [90 canons] de l'amiral Rodney se mit à tirer sur Le COURONNE [80 canons] qui portait la marque de Guichen. À côté naviguait Le TRIOMPHANT,[22] suivi du FENDANT [74 canons, capitaine de Vaudreuil].

La bataille au canon dura plus de quatre heures: de midi quarante-cinq à 17h00. Dans le secteur de la Division de Grasse, elle fut extrêmement violente. L'AJAX anglais, gravement avarié, dut se faire culer pour se sortir d'un mauvais pas. Au centre, le navire-amiral de Rodney, Le SANDWICH [3-ponts; 90 canons], pris entre le vaisseau-amiral français, La COURONNE et Le FENDANT et Le TRIOMPHANT fut presque entièrement démâté; il reçut 80 boulets dont trois sous la ligne de flottaison. Rodney dut hisser sa marque sur un autre navire-amiral. L'INTREPID,[23] pour sa part, lançait des signaux de détresse. À l'arrière, Le SAINT-MICHEL [français, capitaine d'Aymard] fut fort mal traité.

Le 18 au crépuscule les Français ne virent plus la flotte anglaise

[22] ●74 canons avec le chef d'escadre comte de Larde.
[23] ●Anglais aussi, bien entendu.

qui avait décroché pour retraiter, profitant du crépuscule. Elle ne fut aperçue que le 19, alors qu'elle était sous le vent.

Pertes ♦À peu près 800 tués et blessés de part et d'autre.

Conséquence de cette défaite anglaise : Les deux amiraux réclamèrent officiellement la victoire mais Rodney avoua dans une lettre que l'amiral français avait été bien secondé mais que *«the British flag was not properley supported.»* Effectivement, même si les deux escadres étaient numériquement égales, l'escadre française comptait 604 canons de moins que l'escadre anglaise.

SOURCES & LECTURES ♦Private Sea Journals, 1778-1782, kept by Admiral Sir Thomas Pasley, Bart., when in command of H. M. Ships Glasgow ... Sybil ... and Jupiter ... publié par Rodney M. S. Pasley, J. M. Dent & Sons: London & Toronto, 1931. ♦The Life and Correspondence of the late Admiral Lord Rodney, Godfrey Basil Mundy, 2 volumes, Londres, 1830. ♦Naval researches; or, a candid inquiry into the conduct of Admirals Byron, Graves, Hood, and Rodney, in the actions off Grenada, Chesapeak, St. Christopher's, and of the ninth and twelfth of April, 1782: being a refutation of the plans and statements of Mr. Clerk, Rear Admiral Ekins and others. Illustrat, etc., capitaine de la Royal Navy Thomas White, Devonport printed, Londres, 1830. ♦News from Admiral Rodney. Extract of Letter from Admiral Rodney to Mr. Stephens dated in Carlisle Bay, Barbadoes, May 31, 1780, George Brydges Rodney, 1st baron, Londres, 1780.



Sainte-Lucie. *Bataille navale de*

Date de l'action : 15, 17 et 19 mai 1780

Localisation : Le combat se déroula dans le Canal de Sainte-Lucie, qui sépare cette île de La Martinique.

Contexte : Après la bataille navale de La Dominique, les deux flottes ennemies continuèrent de manœuvrer dans le secteur en se surveillant de près. L'amiral Rodney tentait d'éviter la confrontation mais restait sur le qui-vive pour empêcher les Français de s'emparer d'autres colonies anglaises. Le 9 mai, les Français menaçaient Sainte-Lucie. Déjà, Bouillé et 600 hommes montaient la frégate qui devait les déposer à terre lorsqu'on signala la présence de la flotte anglaise dans le canal qui sépare les deux îles de Sainte-Lucie et de La Martinique. *"Je louvoyai devant eux,* écrira Guichen, *afin de les engager à sortir du canal pour les combattre"* Mais ce fut inutile. Les escadres restèrent en présence jusqu'au 14, chacune essayant de son mieux de saisir l'avantage de la position et du vent.

Chefs en présence ♦**Marine Royale** : amiral Guichen. ♦**Royal Navy** : amiral Rodney.

Effectifs engagés ♦**Marine Royale** : les 23 vaisseaux français n'avaient que 50 ou 74 canons chacun. Un seul, le vaisseau-amiral, La COURONNE, en avait 80. Au total *1410 canons.*[1]

Stratégie ou tactique : Simple canonnade en lignes parallèles.

Résumé de l'action : Chaque amiral épiait les fautes que pourrait commettre son habile adversaire, et tâchait de saisir la supériorité du vent afin d'être en mesure de tomber sur un ennemi affaibli. Le DAUPHIN-ROYAL étant arrivé, l'escadre française comprenait 23 vaisseaux. À force d'évolutions savantes qui détruisaient tour à tour leurs avantages réciproques, les deux flottes se trouvèrent enfin, le 15 mai, à portée de canon. Branlebas de combat des deux côtés. Le vent favorisait d'abord les Anglais, mais, au moment où Rodney allait profiter de cette heureuse circonstance et couper, avec 7 vaisseaux d'avant-garde, la ligne française, la brise changea tout à coup de camp. Guichen, sans perdre de temps, vira

[1]. ●**Ordre de bataille**: E*scadre Blanche et Bleue* [avant-garde] Le DESTIN [74 canons, capitaine Dumaitz], Le VENGEUR [64, Retz], Le SAINT-MICHEL [60, Aymar], Le PLUTON [74, La Marthonie], Le TRIOMPHANT [80, chef d'escadre Sade, capitaine Gras-Préville], Le SOUVERAIN [74, Glandevès], Le SOLITAIRE [[64, Ciré de Champion], Le CITOYEN [74, Nieul]. *Escadre Blanche* (corps de bataille) Le CATON [64, Framond], Le VICTOIRE [74, Albert-St-Hippolyte], Le FENDANT [74, chef d'escadre Vaudreuil], La COURONNE [80, amiral de Guichen, capitaine Buor], Le PALMIER [74, chef d'escadre Monteil, capitaine Kéroulas de Cohars], L'INDIEN [64, Balleroy], L'ACTIONNAIRE [64, L'Archantel]. *Escadre Bleue* (arrière-garde), L'INTRÉPIDE [74, Duplessis-Parscau], Le TRITON [64, Brun], Le MAGNIFIQUE [74, Brach], Le ROBUSTE [74, chef d'escadre de Grasse], Le SPHINX [64, Soulange], Le DAUPHIN-ROYAL [70, Mithon], L'ARTÉSIEN [64, Peynier], L'HERCULE [74, Amblimont]. *Frégates*: L'IPHIGÉNIE [Kersaint], La COURAGEUSE [La Rigaudière], La MÉDÉE [Kergariou], La RÉSOLUE, La GENTILLE [La Villebrune]. *Corvettes*: La CÉRES [Framond], Le CHASSEUR [St-Georges], Le LIVELY [Le Poumelec], Le SANS-PAREIL [Mercey]. L'AIGLE, corvette anglaise capturée, portait le train d'artillerie de siège et de campagne. Le SAINT-LOUIS transportait les canonniers.

de bord et forma successivement ses unités en bataille. À 19h00 le combat s'engagea enfin. Le COURONNE et Le PALMIER [son matelot avant] ouvrirent le feu qui se propagea comme une traînée de poudre sur toute la ligne. À cause de l'obscurité, on ne perçut bientôt les vaisseaux ennemis qu'à la lueur de leurs canons. La canonnade dura 35 minutes puis se calma. Pendant trois longs jours les escadres restèrent ainsi face à face, manœuvrant pour prendre ou pour reprendre le vent. Les Anglais refusèrent systématiquement tout contact direct.

Le 19 mai, les Français remarquèrent chez les Anglais un mouvement insolite. Les plus gros vaisseaux passaient à l'avant-garde, et des chaloupes à voile laissaient croire à leur va-et-vient que les équipages des frégates renforçaient ceux des vaisseaux. Le combat semblait imminent. Les lignes de bataille étaient *à bords opposés.* Dans la ligne française, De Grasse était en tête, Guichen parvint à bien se placer. Le vent était si faible que les vaisseaux gouvernaient à peine. À 15h00 les lignes s'embrasèrent. Deux heures plus tard, Guichen signala à la ligne française de bien garder le vent et à son avant-garde [escadre bleue] de venir soutenir l'arrière-garde afin d'empêcher les Anglais de leur prendre le vent en dépassant la ligne française et en virant. Leur manœuvre contrariée, les Anglais cessèrent le combat pour ne s'occuper que d'*arriver* et de remettre en bon ordre leur ligne sous le vent. La nuit était tombée et le combat cessa complètement. Les deux lignes, *courant maintenant le même bord*, restèrent en parallèle. Durant la nuit, la ligne anglaise fit porter *plus plein* pour s'éloigner un peu des Français.

Le 20, l'escadre anglaise décrocha sans être poursuivie. Elle se porta vers La Barbade. Les Français partirent deux jours plus tard pour Fort-Royal de La Martinique.

Pertes **♦Royal Navy :** deux vaisseaux perdus et deux autres très endommagés. **♦Marine Royale :** 159 tués et 816 blessés. Durant le combat du 17, les vaisseaux qui eurent le plus de victimes furent Le DESTIN [65 tués ou blessés], Le PLUTON [39], L'INTRÉPIDE [61]. Le 15, Le SPHINX avait été le plus éprouvé avec 28 victimes; 12 vaisseaux n'avaient eu aucune perte.

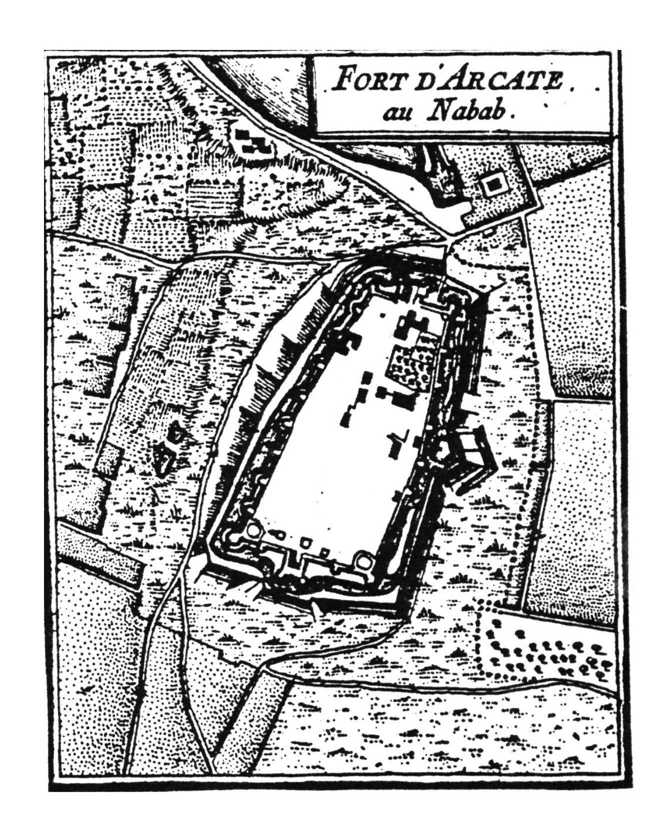
Conséquence de cette défaite anglaise : Ainsi la maîtrise de la mer échappait encore à la Royal Navy, et la Marine Royale put transporter le Corps Expéditionnaire français en Amérique. Lorsque ce Corps Expéditionnaire Français d'Amérique prit la mer à Brest le 2 mai 1780, sous le commandement du lieutenant-général comte de Rochambeau, la flotte qui le transportait comptait 48 navires dont 7 vaisseaux: Le DUC-DE-BOURGOGNE, Le CONQUÉRANT, Le PROVENCE, Le NEPTUNE, L'ÉVEILLÉ, Le JASON, L'ARDENT, et le vaisseau-hôpital Le FANTASQUE; 5 frégates: La BELLONE, La SURVEILLANTE, L'AMA-

ZONE, La GUÊPE, Le SERPENT; et 36 transports. Faute de moyens de transport, Rochambeau dut laisser à Brest les Régiments de Neustrie et d'Anhalt, un bataillon de Soissonnais et 400 Chasseurs à Pied de la Légion de Lauzun. Les 5.000 hommes emmenés au cours de cette traversée faisaient partie des régiments d'Infanterie Bourbonnais, Soissonnais, Saintonge, Royal-Deux-Ponts,[2] la Légion Mixte de Lauzun,[3] 2 bataillons d'artillerie de Gribeauval, 1 bataillon du Génie et du matériel de siège. Ils abordèrent à Newport le 11 juillet dans la presqu'île de Rhode-Island où Rochambeau construisit un camp retranché.

SOURCES & LECTURES γ*Lettres ou instructions de l'Assembléa générale coloniale de l'île Saint-Lucie la Fidèle à J.B. Thounens son député extraordinaire auprès de la Convention nationale, suivi de quelques autres pièces sur le même sujet*, Impr. De Testut, Paris, (sans date). γThounens, JB, *Compte rendu aux comités de marine et des colonies réunis et au public*, Impr. De Limbourg, Paris (pas de date). γLatouche, Eugène et Raymond, *Sainte-Lucie, fille de la Martinique,* Saint-Germain en Laye, (sans date). γSteiner, Xavier, *Contribution à l'étude de l'histoire de l'île de Sainte-Lucie*, Centre de Généalogie et d'histoire des îles d'Amérique, Paris, 1999. γMundy, Godefrey Basil, *The Life and Correspondence of the late Admiral Lord Rodney,* 2 vol., Londres, 1830. γBarck, Dorothy C., *Letter-Books and Order Book of George, Lord Rodney, Admiral of the White Squadron, 1780-1782*, 2 vol., New York, 1932. γ*News from Admiral Rodney. Extract of letter from Admiral Rodney to Mr. Stephens dated in Carlisle Bay, Barbados, May 31, 1780,* George Brydges Rodney, 1st baron, Londres, 1780.

[2].●Deux-Ponts est la traduction de la ville allemande de Zweibrücken. C'est une ville de Sarre, chef-lieu de l'ancien duché de Deux-Ponts (Palatinat), sur l'Erlbach. La ville fournissait un régiment d'Infanterie de Ligne à la France. Dans le cas de cett guerre spécifique, ce régiment allemand se joignit au Corps Expéditionnaire français dans le but psychologique d'inviter la grosse minorité allemande des États-Unis à se joindre à l'insurrection. Ce que, de toute façon, les Allemands faisaient.

[3].●Corps-franc amalgamé de fantassins [Chasseurs à Pied] et de cavaliers [Hussards], appelés autrefois *Grassins*, du nom de leur créateur.


FORT D'ARCATE
au Nabab.

Arcate. *Siège d'*

Date de l'action : août - novembre 1780.

Localisation : Côte du Coromandel, Indes. Coordonnées géographiques : 12° 54' de latitude Nord, et 79° 20' de longitude Est.

Conflit : Guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique. Théâtre des opérations des Indes.

Contexte : Après la défaite des troupes anglaises du colonel Baillie, Hyder Ali dont l'armée était encadrée par des officiers français, reprit le siège d'Arcate. Comme à l'accoutumée, les Français secondaient les musulmans et les Anglais les Hindous.

Chefs en présence ♦**Franco-indiens :** Hyder-Ali. ♦**Anglo-indiens :** inconnu.

Effectifs engagés ♦Les canonniers et certains officiers de l'armée de Hyder Ali étaient français. Une centaine en tout.

Stratégie ou tactique : Siège par batteries de brèche et assauts doubles, synchronisés. Les fortifications de cette place forte étaient *bonnes mais non parfaites.*(Sic!)

Résumé de l'action : Hyder Ali commença une série d'opérations et les officiers français érigèrent des batteries. Au bout de 6 semaines de siège, deux brèches praticables étaient faites. Le 31 octobre, la place fut simultanément assaillie par deux colonnes, l'une sous le commandement du fils de Hyder Ali, Tipou-Sultan,[1] et l'autre sous celui d'un officier supérieur nommé Maher Mirza Khan.

La première fut repoussée; mais la seconde ayant réussi à effectuer sa percée, la colonne de Tipou fit une seconde tentative qui réussit. La garnison anglaise se réfugia dans la citadelle. Le gouverneur brahmanique fut capturé durant l'assaut; mais au lieu de le traiter durement et de l'insulter, comme Hyder Ali avait coutume de le faire lorsqu'il capturait des ennemis, il fut traité avec une immense considération, et on lui déclara qu'il conserverait sous Hyder Ali le poste de gouverneur qu'il avait sous les Anglais et sous la nabab d'Arcate. L'effet fut immédiat. Le gouverneur brahmanique renonça à son allégeance et se mit à la disposition de ses nouveaux maîtres. Par son influence sur les troupes indiennes qui formaient la garnison, il se créa un esprit de défaitisme et de capitulation dans la garnison qui résistait encore. Le nouveau commandant de la citadelle capitula donc.

Pertes ♦Inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : L'importante place-forte passait ainsi aux Franco-indiens.

---

[1] ●Appelé aussi Tipou-Sahïb

SOURCES & LECTURES γMoḥammad ʿAlī Khān, nabab d'Arcate, *Original paper transmitted by the nabab of Arcot to his agent in Great Britain, comprehending the transactions on the coast down to the 10th of October 1776*, T. Cadell, Londres, 1777. γPhillips, James, The Development of British authority in Southern India ; the Nawab of Arcot, the East India Company, et the British Government, 1775-1785 : submitted in partial fulfilment of the requirements for the degree of Doctor of Philisophy, Canadian theses on microfiche, Dalhousie University, Halifax, 1983. γCampbelle, Archibald, Sir, President and Governor of Fort St.George, Muhammad Ali, Umdatal-Mulk Anwar sal-Din Nawab (Arcot), *Traity concluded by Sir Archibald Csampbell with the Nabob of Arcot, in February 1787 ; the approbation transmitted by the Court of Directors of the treaty ; and, the several papers relative to it, and to the assumption of the government and revenues of the Carnatic, in the year 1790. Which were presented to the House of Commons in the last session of Parliament*. Ordered to be printed 16th March 1792, London, 1792. γDuff, James Grant (1878). *History of the Mahrattas, Volume 1*. London and Bombay: Times of India.

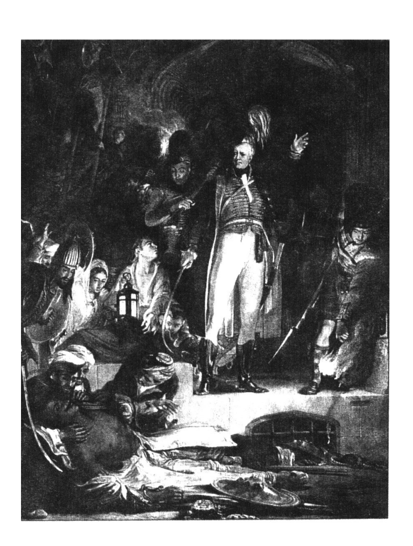


Conjeveram. *Bataille de*

Date de l'action : 9 septembre 1780.

Localisation : Ville des Indes, dans le Carnate, appelée aujourd'hui Kanchipuram. Coordonnées géographiques: 12° 50' de latitude Nord, et 79° 43' de longitude Est.

Contexte : Profitant de la Guerre d'Indépendance américaine à laquelle participait la France, une expédition anglaise fut envoyée sous le colonel Braithwaite contre le comptoir français de Mahé sur la côte indienne de Malabar.[1] Le comptoir, non défendu, fut occupé. Mais Hyder Ali protesta contre l'occupation du comptoir français et les Anglais l'évacuèrent. Dans les Circars du Nord, qui avaient été attribués aux Anglais à l'époque par les traités de paix, l'un des Circars [le Guntour] devait rester la possession de Basalat Jung, frère du Nizam, durant toute sa vie. Se sentant menacé par les Anglais, Basalat Jung prit à son service, comme mercenaires, des officiers et des soldats français. Ce que voyant, le gouvernement anglais de Madras décida d'envoyer une sommation au Guntour pour obliger le petit potentat à se défaire de ses auxiliaires français. Ce que fit Basalat Jung. Mais l'affaire créa le mécontentement de Hyder Ali.



Tipou Sahïb, général musulman francophile.
Source: SFU

Pour parer à toute éventualité, les Anglais envoyèrent trois bataillons de Cipayes encadrés d'officiers anglais et renforcés d'une compagnie d'artillerie anglaise. Cette armée, sous le commandement du lieutenant colonel Harpur, devait faire mouvement de Guntour à Adoni, capitale des autres possessions de Basalat Jung dans le Dekkan. L'habile Basalat Jung exprima officiellement sa satisfaction à l'égard des Anglais, mais leur "ordonna" un itinéraire qui passait à travers le territoire de Hyder Ali, lequel s'empressa d'interdire cette violation de son territoire en dépit d'une demande officielle des autorités

[1] ●Sur la côte Sud-Ouest des Indes.

anglaises, sous prétexte que, malgré leur amitié, cela pouvait provoquer de la violence entre Cipayes (?). En violation de cette interdiction, le colonel Harpur reçut l'ordre du gouverneur anglais, désireux de provoquer des troubles et la guerre, de poursuivre sa marche et, ainsi, de violer le territoire de Hyder Ali. Se voyant en danger d'être attaqué, Harpur se réfugia dans le Circar de Guntour que les Anglais occupèrent militairement [1779]. Quelques mois plus tard, les Anglais refusèrent de payer le symbolique tribut de vassalité au Nizam.

Chefs en présence **♦Franco-indiens :** Hyder Ali et son fils Tipou-Sahïb. **♦Anglais:** colonel mercenaire suisse Baillie; colonel Fletcher.

Effectifs engagés **♦Armée de Hyder Ali :** les officiers étaient des Français, de même que les artilleurs. La troupe était indienne. **♦Anglais :** Les troupes provenaient des régiments suivants: Royal-Artillery; Madras European Infantry, Fletcher's Reinforcement, et Native Infantry. Au total 5.000 hommes, dont une forte proportion d'Européens : Écossais, Allemands...

Stratégie ou tactique : Les Français empêchèrent le massacre complet des troupes anglaises du Corps anglais de Baillie en cette année 1780. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que, à l'issue de cette terrible bataille qui vit s'étaler tant de cruauté de la part des troupes indiennes d'Hyder Ali contre les soldats anglais, l'intervention du gouverneur de Madras [Sir Hector Munro] avec ses troupes aurait pu changer la défaite en victoire et empêcher toutes ces misères. Au lieu de cela, Munro retraita avec ses troupes anglaises toute fraîches ; ce qui, certes, ne contribua pas à améliorer sa réputation.

Résumé de l'action : Sous l'influence de Hyder Ali et du Nizam, Basalat Jung tenta, donc, d'entraver la marche de la colonne anglaise du colonel Harpur et demanda que la totale autorité sur le Guntour lui soit rendue. Le gouvernement anglais de Madras refusa de rendre le territoire. L'armée de Hyder Ali commença alors à s'agiter et à piller les villes et les villages sous contrôle anglais sans que ces derniers ne lèvent le petit doigt[2].

Le commandement militaire de Madras étant entre les mains de Sir Hector Munro, l'armée en campagne fut confiée à Lord Macleod. Le 29 août 1780, Sir Munro arriva à Conjeveram pour prendre le commandement de l'armée anglaise de 5.000 hommes. La colonne anglaise du Guntour[3] devait venir faire sa jonction avec ce Corps de troupes de l'armée anglaise à Conjeveram. Pour l'en empêcher, Hyder Ali envoya une troupe commandée par son fils Tipou-Sahïb qui interrompit le siège d'Arcate pour effectuer cette mission. Hyder Ali lui-même posta ses forces à

[2] ●Cette coutume, si cruelle pour les paysans, de brûler fermes et villages de l'ennemi, était destinée à priver cet ennemi du produit de l'impôt de cette région. Tactique similaire, en Europe, au Moyen-Âge.

[3] ●Commandée maintenant par Baillie, officier mercenaire suisse, et non plus par Braithwaite.

environ 10 km à l'Ouest de celles de Munro. Tipou commença à harceler l'armée du colonel Baillie afin de l'empêcher de poursuivre sa route vers le point de rendez-vous. Alors, durant la nuit du 8 septembre 1780, Munro envoya au secours de Baillie un Corps de 1.000 hommes d'élite commandé par le colonel Fletcher. Le 9 septembre, Fletcher fit sa jonction avec Baillie.

Le soir du 9, la colonne Baillie se mit donc en marche. Hyder Ali avait envoyé la plus grande partie de son Infanterie et de son artillerie. Il garda sa Cavalerie. Les Anglais furent aussitôt harcelés par les forces de ce dernier, encadrées par des officiers français [mercenaires]. Soudain, un Corps de Cavalerie fut observé s'approchant des bagages anglais, accompagné de canons qui ouvrirent le feu. Un assaut anglais fut immédiatement lancé pour s'emparer de l'artillerie, mais les Anglais échouèrent. Alors, l'artillerie anglaise, bien supérieure en nombre, pilonna efficacement l'armée d'Hyder Ali. Comme les Anglais ne profitaient pas de l'accalmie pour se remettre en mouvement vers l'avant, les artilleurs français déplacèrent leurs canons et les remirent en batterie sur des positions qui firent beaucoup de mal aux Anglais. Ces derniers se remirent alors en marche. Peu après, une batterie française pilonna de nouveau la colonne anglaise qui se trouva encore clouée au sol. Baillie lança une autre attaque en force contre ces canons. Les Grenadiers anglais atteignaient la batterie française, après avoir mis en fuite son escorte indienne, lorsque la nombreuse Cavalerie de Hyder Ali fit son apparition, provoquant par son seul aspect la brusque fuite en désordre des troupes anglaises.

À ce moment toute l'artillerie française d'Hyder Ali[4] ouvrit le feu sur le front anglais, tandis que sa Cavalerie et son Infanterie attaquaient de flanc. L'artillerie anglaise retourna le feu, jusqu'au moment où deux tombereaux[5] de poudre furent frappés de plein fouet par des projectiles français et explosèrent. Secouée par la terrible déflagration, l'armée anglaise tenta de résister désespérément à l'artillerie et aux charges de Cavalerie, puis, la confusion et la panique se faisant de plus en plus pressantes au sein des rangs anglais, le colonel Baillie fit lever un drapeau blanc pour demander à négocier une reddition, pendant que ses troupes déposaient les armes, fort imprudemment. Alors, les hordes indiennes mal disciplinées ne s'arrêtèrent pas si facilement et ne renoncèrent pas aisément à leurs coutumes bien établies; elles commencèrent à massacrer les soldats maintenant désarmés. Le colonel Wilks raconta que «les jeunes soldats d'Hyder s'amusaient beaucoup à faire des cartons sur les

[4] ●Une cinquantaine de pièces.

[5] ●Les tombereaux servaient de caissons d'artillerie.

blessés et les survivants, de même que sur les femmes et les enfants».[6] Tous les cadavres furent pillés.

Pendant ce temps, à Conjeveram, Sir Hector Munro [commandant militaire de Madras] entendit exploser les tombereaux et fut averti par des fuyards de la défaite de ses troupes, mais il n'osa pas tenter d'intervenir pour prêter main forte à Baillie. Il retraita vers Chingleput.

Pertes ♦**Français :** Les officiers français subirent peu de pertes. Les troupes indiennes perdirent un nombre indéterminé de tués et de blessés. ♦**Anglais :** la moitié des troupes anglaises fut détruite. Des 86 officiers anglais, 36 furent massacrés, dont le colonel Fletcher, et 34 blessés; 16 seulement furent faits prisonniers.

Conséquence de cette défaite anglaise : Les soldats anglais [les Européens], furent soumis à toutes les indignités par Hyder Ali qui les détestait tant. Les blessés furent rassemblés dans une grande tente, sans secours. Les prisonniers furent dépouillés de tous leurs vêtements et emmenés nus. L'humiliation fut atroce. De jeunes soldats d'Hyder Ali s'amusaient à transpercer de leur épée, sabres ou baïonnettes, les corps des malades et des blessés. Les soldats anglais couchèrent *durant* 4 *ans* sur une mince couche de paille, dévorés par la vermine. Ils furent forcés de se mettre en marche en direction d'Arnée, puis vers Bangalore, calvaire épuisant, pour être enfin enfermés dans des geôles infâmes, enchaînés, insultés, quelquefois violés par des gardes homosexuels, et tyrannisés.

Un historien anglais commenta: «Si le développement de l'influence britannique sur l'Inde n'avait eu d'autre effet que de terminer de telles abominations, qui pourrait le regretter? Il fut gratifiant de constater que les officiers français au service de Hyder Ali n'avaient pas oublié en sa compagnie la courtoisie de la guerre civilisée. Ils firent beaucoup pour adoucir les souffrances des prisonniers blessés, et auraient fait plus encore s'ils n'en avaient été empêchés par le tyran qu'ils servaient. Rien ne peut rendre plus justice à l'humanité de ces officiers sans l'aide desquels nombre d'entre eux auraient péri. Leur mérite restera pour toujours gravé dans notre cœur et dans l'esprit de ceux qui l'ont ressenti ou qui en ont bénéficié.» Le 14 septembre 1780, Sir Munro arriva à Madras où la nouvelle de la défaite jeta la panique au sein de la population; beaucoup d'Anglais retournèrent en Angleterre.

SOURCES ET LECTURES γHasan, *History of Tipu Sultan*, pp. 357-8 Hasan, Mohibbul. *History of Tipu Sultan*. Aakar Books.γ J. B. Prashant More, *Religion and society in South India: Hindus, Muslims, and Christians*, Institute for Research in Social Sciences and Humanities of Meshar, 2006 γ Brittlebank, Kate, *Tipu Sultan's Search for Legitimacy*, Oxford University Press, Delhi, Oxford, 1999. γThe decisive battles of India. from 1746 to 1849 inclusive, George Bruce Allen Malleson, publié par l'auteur, Londres, 1885. γ*Historical Fragments* (of the Mogul Empire, etc.), Robert Orme, Bangabasi Office, Calcutta, 1905. γ*Les dernières Luttes des Français dans l'Inde et sur l'Océan Indien*, G. B. Malleson, traduit et annoté par Edmond Gaudart, Pondichéry: Bibliothè`que Publique, 1932. γ*Les comptoirs français de l'Inde (1664-1954). trois siècles de présence française,* Arthur Annasse, La Pensée Universelle, Paris, 1975.

[6] ●On pourrait se demander ce que ces derniers pouvaient bien faire sur un champ de bataille; en fait, de nombreux soldats en campagne faisaient suivre leur famille, car les "permissions" étaient rares et les soldes minuscules!

***Jersey**. Attaque de*

Date de l'action : 6 janvier 1781.

Localisation : L'une des îles anglo-normandes, Manche. Coordonnées géographiques: 49° 15' de latitude Nord, et 02° 10' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774-3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : Pour cette attaque futile, une escadre française, transportant 2.000 hommes sous le commandement du baron Philippe de Rullecourt, fit voile vers Jersey. Le départ se fit de nuit, pour respecter le facteur surprise, et par mauvais temps. Mais ce mauvais temps dispersa l'escadre de transport et 5 ou 600 hommes seulement atteignirent Jersey le 6 janvier.

Chefs en présence ♦**Anglais** : le major Corbet; puis le major Pierson. ♦**Français** : Rullecourt.

Effectifs engagés ♦**Anglais** : 1.000 hommes environ. ♦**Français** : 5 ou 600 hommes.

Stratégie ou tactique : La surprise fut l'élément tactique essentiel de ce combat. Depuis le début de la guerre américaine, les deux grandes nations ennemies se livraient une lutte de coups de mains sur les côtes. Tout avait commencé en 1778, lorsque, le 27 juillet, la Royal Navy était venue provoquer la Marine Royale devant Ouessant,[7] mais le combat s'était terminé en faveur des Français. Aussi, les deux vaincus, le commandant en chef [l'amiral Keppel] et son contre-amiral Sir Hugh Palliser, se renvoyaient la responsabilité de l'échec, comme cela arrive souvent. Une Cour Martiale fut établie, mais la Royal Navy n'étant pas à l'époque une Grande Muette,[8] la politique s'en mêla aussitôt, Keppel se découvrant *Whig* et Palliser *Tory*; ce qui leur permit de sauver leur tête, mais contamina dangereusement la marine anglaise qui se divisa en clans politiques.

Sur le plan de la défense du territoire des Îles britanniques contre les incessantes incursions des corsaires franco-américains[9], des ordres furent donnés, en avril 1778, pour lever en Écosse trois régiments de Fencible Infantry[10]. En Écosse et en Irlande[11], des associations de vigilentes ou miliciens orangistes[12] destinées à réprimer toute tentative d'insurrection, commencèrent à se former pour la défense locale dans le cadre d'une éventualité d'une intervention française, car les "pieds-noirs"

---

7 ●En anglais *Battle of Ushant.*

8 ●Surnom des Forces armées françaises pour qui la politique est interdite.

9 ●Comme Paul Jones dont les équipages étaient mixtes, franco-américains.

10 ●*Secretary's Common Letter Book,* 14 avril 1778. Les *Fencible Infantry* étaient des troupes régulières, c'est à dire *engagées,* mais tenues de servir sur le territoire national, exclusivement.

11 ●De même qu'au Canada français, quelques années plus tard [1837].

anglo-protestants craignaient des débarquements français et, de ce fait, des soulèvements de catholiques locaux, qui à l'époque, étaient opprimés par des lois spéciales qui les privaient de tout droit humain [Test Act]. "Quoique ces associations aient été contraires aux lois, elles montraient de bonnes intentions, les Protestants établis à titre de colonisateurs en Irlande ayant été ralliés au loyalisme par la guerre contre la France; de ce fait, le Lord Lieutenant, quoique incapable de les reconnaître officiellement, ne prit aucune mesure pour les supprimer. En conséquence, en Écosse et en Irlande, furent organisées des unités d'hommes armés, tous Protestants fanatiques[13], en violation de la loi; et il est intéressant de noter que, un mois seulement après le début de ce mouvement en Écosse, le Parlement d'Angleterre suspendit nombre des incapacités imposées par une loi du roi Guillaume III sur les catholiques[14]". Les catholiques purent en particulier porter les armes pour servir dans les Fencible Infantry locales[15].

Résumé de l'action : Les Français débarquèrent à Banc-du-Violet à 6 km de Saint-Héliers, et marchèrent sur la ville. Deux postes anglais furent pris d'assaut, la ville occupée et le lieutenant-gouverneur, le major Corbet fait prisonnier. Il signa la capitulation de l'île.

Mais l'alarme avait été donnée et le major Pierson, officier le plus ancien de l'île, prit le commandement des troupes anglaises. Il refusa de reconnaître la capitulation de l'île signée par un prisonnier, rassembla des troupes plus nombreuses que celles des Français et vint attaquer la ville où ces derniers se trouvèrent bientôt assiégés sur la place du marché. Dans le combat qui s'ensuivit, Rullecourt fut tué et ses soldats capitulèrent.

Pertes ♦inconnues.

Conséquence de cette défaite française : La futilité de cette attaque n'eut d'égale que la futilité de ses conséquences.

SOURCES & LECTURES γLittell's Living Age, Fourth Series, Volume III, from the beginning volume 91, Littell, Son, and Company, Boston, 1866. γPégot-Ogier, Eugène, *Histoire des îles de la Manche, Jersey, Guernesey, Serck,* E. Plon et Cie, Paris, 1881. p.503.γ Fortescue, John

12 ●Protestants, bien sûr. En Irlande ces formations paramilitaires armées étaient appelées *Irish Volunteers*.

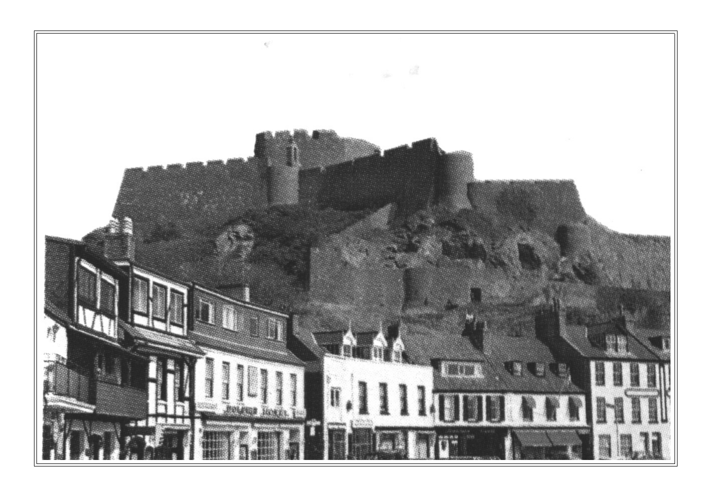
13 ●L'adjectif "*rabid*" n'est pas toujours péjoratif; il peut signifier *farouche*, mais aussi *féroce, enragé, fanatique, furieux, violent, forcené...* Le lecteur choisira dans ce champ notionnel.

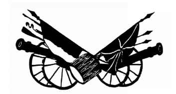
14 ●Fortescue, *History of the Army,* Book XI, ch XV, pp.293-295; *voir in fine*. Il s'agit bien entendu de Guillaume d'Orange, qui réduisit les Celtes britanniques [les Irlandais et les Écossais] à l'état de citoyens britanniques de seconde classe.

15 ●Mais la suppression par le Catholic Relief Act [1778] des articles de ces lois discriminatoires du Test Act [dont l'une, appelée *Abjuration Oath* était un serment d'abjuration de la transsubstantiation à laquelle croyaient les catholiques] déclencha, partout en Grande-Bretagne mais plus particulièrement à Londres, une violente insurrection anti-catholique [1780] appelée les Émeutes Gordon [Gordon Riots]. Elles étaient menées par un intégriste protestant nommé Lord George Gordon [1751-1793], fils du IIIe duc de Gordon. Les autorités laissant se développer la révolte, elle fit de nombreux morts et prit des allures de pogrom vis-à-vis des catholiques.

William *History of the British Army*, Macmillan and Co. Limited, St.Martin's Street 13 volumes, Londres, 1883. γJohn C. Francis, Oxford Journals January 7, 1888, *Notes and queries*, p.270 Attack on Jersey, Office, 22, Took's Court, Chancery Lane, Londres.

Le château de Jersey. L'île est aujourd'hui largement autonome au sein de l'Europe. Ce statut, souhaité par les lobbies financiers de Londres, permet à l'Angleterre de tenir le rôle de paradis fiscal au profit des mêmes grands magnats de la finance, en dépit des lois du gouvernement anglais qui, curieusement, ne s'appliquent pas en ces lieux. Un pharisaïsme capitaliste comparable à celui de la Suisse et du Luxembourg.





Tobago. *Prise de l'île de*

Date de l'action : 2 février 1781.

Localisation : Ville et fort de *Scarborough*, et *Calédonia*. L'île de Tobago est distante de "60 lieues" de la Martinique. Coordonnées géographiques: 11° 15' de latitude Nord, et 60° 40' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : Après la bataille navale de Fort-Royal, la flotte française mouilla dans ce port même. Le marquis de Bouillé. Gouverneur des Îles-du-Vent, proposa une attaque soudaine contre l'île de Tobago. Une diversion sur Sainte-Lucie trompa les calculs des Anglais. Le 27 janvier, Rodney apprit à Sainte-Lucie que les Pays-Bas et l'Angleterre étaient en guerre.

Immédiatement, et suivant la tactique habituelle du gouvernement de Londres, l'amiral anglais partit avec son escadre et les troupes de Vaughan afin de s'emparer des colonies hollandaises de Saint-Eustache [Sint-Eustatius], de Saba et de Saint-Martin, par surprise avant que les Hollandais n'apprennent la déclaration de guerre. À Saint-Eustache seulement, les Anglais s'emparèrent de marchandise pour une valeur de plusieurs millions de dollars. De plus 150 voiles hollandaises et 6 vaisseaux de guerre furent pris avant de savoir que leur pays était en état de guerre. Les Anglais gardèrent le drapeau hollandais au-dessus de l'île afin d'en faire une *souricière*; ainsi ils prirent 30 autres vaisseaux marchands. Le QG français des Îles-du-Vent décida de prendre l'île de Tobago aux Anglais.

Chefs en présence ♦général de Blanchelande; marquis de Bouillé.

Effectifs engagés ♦4.500 **Français** à la fin. Mais l'assaut fut donné par 1.500 hommes. ♦**Garnison anglaise :** inconnue.

Stratégie ou tactique : La prise de l'île hollandaise de Saint-Eustache fut un coup grave pour la Révolution américaine car l'île servait d'entrepôt de contrebande pour approvisionner les insurgés en armes et munitions.

Résumé de l'action : L'avant-garde française de 1.500 hommes, commandée par le général de Blanchelande, s'empara par assaut à la baïonnette de la ville et du fort de Scarborough. Le marquis de Bouillé arriva ensuite avec 3.000 hommes. Les troupes anglaises résistèrent d'abord puis se réfugièrent à Calédonia, le principal établissement de Tobago. Finalement, elles capitulèrent le 2 février 1781.

Pertes ♦inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : Le marquis de Bouillé mit une garnison française dans l'île de Tobago.

Baie de Chesapeake. *Bataille de la*

Date de l'action : 16 mars 1781.

Localisation : Embouchure de la Baie de Chesapeake, côte Atlantique des États-Unis d'Amérique. Coordonnées géographiques approximative du secteur de la bataille: 37° 00' de Latitude Nord; 76° 02' de Longitude Ouest.

Contexte: La guerre faisait rage dans les Treize Colonies américaines en révolte contre l'Angleterre. À la demande des Américains, qui refusaient



de payer les taxes supplémentaires [thé...] que Londres voulait leur impo-

Caricature américaine montrant les moqueries de ces derniers à l'égard de l'Angleterre. Archives de UBC

ser afin de remplir les caisses de l'État vidées par la Guerre de Sept-Ans, la France avait déclaré la Guerre à l'Angleterre. Pour la première fois, cette dernière devait faire face à la France sans l'appui de puissances étrangères.

Les escadres des nations en guerre patrouillaient la côte Atlantique. Le 16 mars, deux petites escadres de 8 vaisseaux chacune se rencontrèrent à l'embouchure de la Baie de Chesapeake, à l'endroit même où, le 5 septembre de la même année, allait se dérouler la grande bataille qui mit fin à la guerre.

Chefs en présence : ♦**Français:** chevalier Destouches. ♦**Anglais :** amiral Arbuthnot

Effectifs engagés ♦**Marine Royale:** Le chevalier Destouches disposait de 8 vaisseaux de ligne, y compris Le ROMULUS. Le CONQUÉRANT, Le JASON, L'ARDENT, L'ÉVEILLÉ... ♦**Royal Navy :** L'amiral anglais Arbutnot avait aussi 8 vaisseaux de ligne, dont Le LONDON, énorme vaisseau à trois ponts. Le ROBUST.

Stratégie ou tactique : Canonnade en lignes parallèles. Tirs de mousqueterie extrêmement denses.

Résumé de l'action : De part et d'autre, les quatre vaisseaux de tête s'engagèrent vivement dans un tir dense. L'action devint très vite fort meurtrière. Le CONQUÉRANT, commandé par La Grandière, Le JASON [Marigny] et L'ARDENT [La Clocheterie] s'y distinguèrent particulièrement pour leur combativité. L'ÉVEILLÉ combattit durement Le LONDON, et truffa sa coque de 300 coups de canons. Il n'en reçut lui-même qu'une cinquantaine. Les troupes de terre balayaient les ponts anglais de décharges de mousqueterie. Destouches réussit même à s'emparer d'une grosse frégate et à la retourner contre les Anglais avec un équipage de prise. Au cours de ce combat meurtrier, trois vaisseaux anglais furent obligés de sortir de la ligne, très endommagés. Deux vaisseaux français ne le furent pas moins. Et, alors que le chevalier Destouches se préparait à virer de bord pour se relancer dans le combat, la flotte anglaise décrocha et disparut dans la Baie de Chesapeake, laissant le champ de bataille à Destouches.

Pertes ♦**Marine Royale :** 72 tués et 112 blessés, deux vaisseaux avariés. ♦**Royal Navy :** environ 250 blessés, 3 vaisseaux avariés et un pris par les Français.

Conséquence de cette défaite anglaise : Destouches rentra à Rhodes Island en remorquant Le CONQUÉRANT qui avait perdu son gouvernail. Il fut nommé chef d'escadre pour son fait d'armes.

Sources et lectures: ♦The Siege of Charleston, by the British Fleet and Army, under the command of Admiral Arbuthnot and Sir H. Clinton, which terminated with the surrender of that place on the 12th of May, 1780, par Franklin B. Hough, Munsell: Albany [N.Y.], 1867. ♦French aid to the American Revolution, Samuel F. Scott, William L. Clements Library, 1976. ♦Redcoats and rebels. the war for America 1770-1781, Christopher Hibbert, Grafton, Londres, 1990. ♦The French navy and American independence, a study of arms and diplomacy, 1774-1787, Jonathan R. Dull, Princeton University Press, Londres, 1975. ♦The French forces in America, 1780-1783, Lee Kennett, Westport, Connecticut & Greenwood Press. Londres,1977. ♦The British Navy and the American Revolution, John A. Tilley, Columbia, S.C.. University of South Carolina Press, Columbia, 1987.



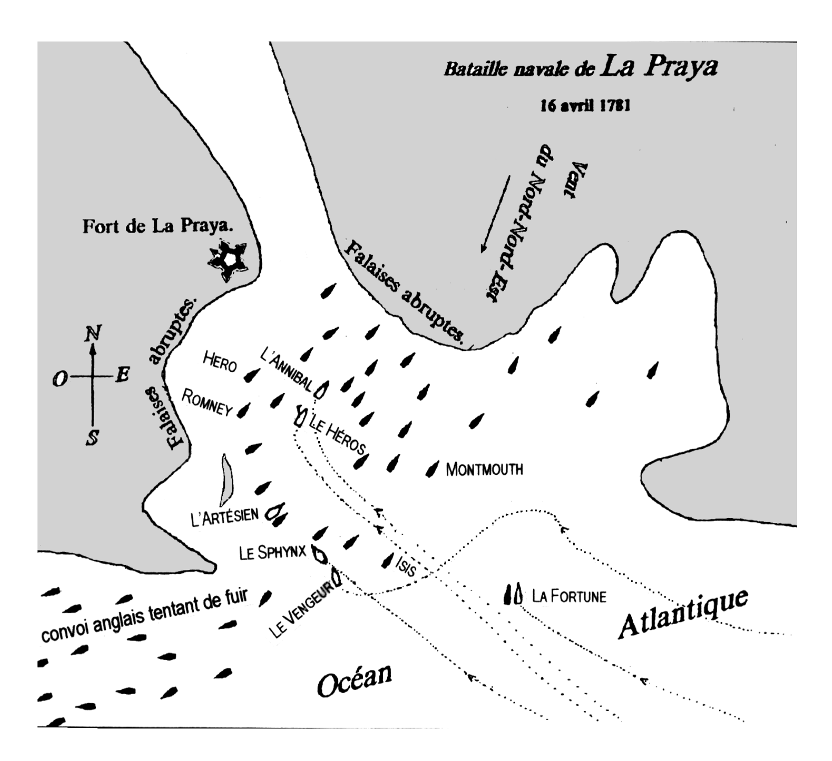
La Praya. Bataille navale

Date de l'action : 16 avril 1781.

Localisation : Dans la Baie de Praya, dans l'île San Yago, l'une des îles du Cap Vert. Coordonnées géographiques moyennes de l'archipel : 16° 00' de latitude Nord, et 24° 00' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique, 1774-1782.

Contexte : Suffren avait reçu l'ordre de transférer des troupes françaises au Cap de Bonne-Espérance pour mettre ce secteur en état de défense contre l'amiral Johnstone qui allait l'attaquer.[1] La Praya [la plage] était un fort portugais, donc neutre par rapport à ce conflit. L'escadre française se



dirigea vers le Cap de Bonne-Espérance, mais, le 11, L'ARTÉSIEN eut une voie d'eau et manqua d'eau douce, Suffren donna aussitôt l'ordre de se diriger vers la baie de La Praya. Le 16 avril à 08h45, L'ARTÉSIEN [en tête] signala une flotte mouillée dans la baie.

1 ●Le Cap de Bonne-Espérance était hollandais et la Hollande avait déclaré la guerre à l'Angleterre.

Chefs en présence ♦**Marine Royale** : Le Bailli de Suffren. ♦**Royal Navy** : Amiral Johnstone.

Effectifs engagés ♦**Marine Royale** : 3 transports de troupes et 5 navires de guerre dont une corvette. Le HÉROS [vaisseau-amiral, 74 canons], L'ANNIBAL [74 canons], L'ARTÉSIEN [64 canons], Le SPHYNX [64 canons], Le VENGEUR [64 canons], La FORTUNE[2]. ♦**Royal Navy** : 6 vaisseaux de guerre escortant une puissante flotte de transports de troupes qui participa à la bataille.

Stratégie ou tactique : Attaque surprise des Français. L'escorte française de la Marine Royale s'engouffra dans un passage étroit bordé de vaisseaux de la Royal Navy, ce qui aurait pu se révéler un piège mortel pour tout chef moins déterminé et avisé que Suffren. La Praya n'était pas un port mais un mouillage, une baie bordée d'une plage, et commandée par un fort portugais. Les Anglais avaient laissé une sorte de passage entre leurs deux groupes de navires: un passage en cul-de-sac d'environ 100 mètres de large. Les vaisseaux anglais formaient un vaste croissant le long du rivage du Nord au Sud. De chaque côté de ce passage, les navires anglais, à l'ancre, ne présentaient que leur avant ou leur arrière. S'ils avaient été embossés,[3] ils auraient pu présenter leurs flancs armés de canons, mais, n'étant que simplement ancrés, le vent du Nord les avait fait pivoter et ils présentaient à ce couloir une extrémité à peine armée. Suffren qui entra dans ce couloir orienté vers l'Ouest pouvait canonner et prendre les Anglais en enfilade, par la proue à bâbord et par la poupe à tribord, et les Anglais pouvaient difficilement riposter excepté par mousqueterie. Le tout fut complété par de nombreux abordages. Stratégiquement parlant, l'amiral et théoricien français Castex à décrit ainsi cette époque: «... Les côtes métropolitaines de la France et de l'Espagne ont joui pendant toute la guerre d'Amérique d'une quiétude totale. Jamais cependant nos forces navales ne se sont préoccupées, à la même époque, d'en assurer comme autrefois la protection directe. Bien mieux, elles ont passé de longues périodes sur la côte d'Espagne, se montrant même en Méditerranée, sans que pour cela notre littoral de la Manche et de l'Océan fut attaqué, pas même sous forme de bombardements comme au temps de la Ligue d'Augsbourg. La menace de nos forces de haute mer, tant en Europe qu'ailleurs, dirigée tant contre les communications que contre les territoires ennemis, avait protégé indirectement notre littoral. Elle réclamait de nos ennemis une vigilance qui ne leur laissait ni moyen ni liberté d'esprit pour envisager autre chose[4].»

Résumé de l'action : À 09h00, Suffren ordonna le branle-bas de combat.

---

2 ●Une corvette de 16 canons.

3 ●Ancrés aux deux extrémités, en proue et en poupe.

4 ●«*Théories stratégiques*», amiral Castex Raoul, Société d'Édition géographique, maritime et coloniale, Paris, 1929.

Son HÉROS pénétra dans la baie et se trouva en face de l'escadre anglaise venue aussi se ravitailler et se regrouper. Elle était là depuis 5 jours. Les Français hissèrent leur flamme et ouvrirent le feu. L'ISIS anglais encaissa une bordée. Le HÉROS de Suffren n'était suivi à distance que par L'ANNIBAL. Le VENGEUR était encore loin et L'ARTÉSIEN plus encore car il s'était laissé distancer. Le SPHINX, fort en retard, abandonna le touage[5] d'un gros navire de charge pour hâter le pas.

Suffren s'engagea donc dans le passage, cul de sac décrit plus haut, et commença à canonner et à jeter l'affolement général. Il tonnait des deux bords. À bâbord, il foudroya L'ISIS à 40 mètres, le ravageant de la proue au gaillard d'arrière. Par tribord, il s'en prit au MONTMOUTH dont il fit sauter le couronnement. Il recherchait le vaisseau-amiral anglais. L'ANNIBAL pénétra aussi à la suite de Suffren. Le HÉROS cargua enfin et jeta l'ancre. On ne lui avait pas encore répondu à coups de canons à cause de la panique. Par contre les troupes de terres, fort nombreuses sur les navires anglais, s'étaient mises à mitrailler les marins français. L'amiral anglais Johnstone ne regagna pas son navire. Il escalada le premier venu pour diriger la bataille.

L'ANNIBAL [Capitaine Trémignon], qui suivait Le HÉROS de Suffren, s'engagea à tribord, au vent du HÉROS, entre celui-ci et Le MONTMOUTH, dans l'espace de trente mètres qui séparait Le HÉROS du navire anglais. La manœuvre était si impressionnante que la mousqueterie anglaise s'interrompit subitement et les hourras s'élevèrent, chez les Français comme chez les Anglais, quand L'ANNIBAL sortit du défilé. Il restait moins d'un mètre de chaque côté. Le HÉROS qui venait de mouiller tomba dans le vent comme les navires anglais et se mit à leur présenter le flanc. L'ANNIBAL l'imita, jeta l'ancre juste devant Suffren, si près que ce dernier fut obligé de filer du câble pour ne pas recevoir sur son beaupré la poupe de L'ANNIBAL lorsque celui-ci pivota sur son aire. Et la tuerie commença. La Baie de la Praya devint rapidement une affreuse boucherie qui s'amplifia encore avec l'arrivée des autres navires français. La mousqueterie continua mais fut couverte par la canonnade. Les commandements se faisaient pas gestes.

La bataille avait commencé à 11h00. Accablé de projectiles par 10 navires anglais[6], Suffren tirait à tout rompre. Le VENGEUR s'était mis en troisième position. Il mouilla à tribord des combattants parce qu'il n'y avait plus de place près d'eux depuis que Le HÉROS et L'ANNIBAL avaient rempli le fond du cul-de-sac marin. Forbin du VENGEUR tenta donc de prendre entre deux feux les Anglais situés entre son vaisseau et

p.169

[5] ●La remorque.

[6] ●Car les transports de troupes étaient, bien entendu, armés et participaient à la bataille, au canon et à l'arme à feu individuelle.

les deux autres Français au fond du cul-de-sac; à bonne distance pour ne gêner ni leur tir ni le sien. Arrivé au point choisi, il ordonna de carguer et de mouiller, mais dans le bruit infernal et l'épaisse fumée suffocante, il ne fut pas entendu et dériva vers le Sud de la baie où il resta un peu hors du combat mais s'occupa utilement à bombarder les transports anglais qui s'enfuyaient vers le Sud. L'ARTÉSIEN entra à son tour dans le cul-de-sac, frôla l'arrière du HÉROS, lâcha sa bordée sur L'ISIS et le dépassa. Le capitaine de Cardaillac [L'ARTÉSIEN] vit un Anglais canonner Suffren, et lui accrocha le beaupré[7] en passant, mais à ce moment Cardaillac fut tué. Son second, La Boissière, prit le commandement. Le beaupré du FORTITUDE se brisa, libérant L'ARTÉSIEN qui dériva. Huit marins français avaient déjà sauté à bord du FORTITUDE. Ils furent délivrés beaucoup plus tard, dans les Indes, lorsque Le FORTITUDE fut capturé par La FINE. La Boissière, nouveau commandement de L'ARTÉSIEN, se jeta sur un navire anglais sous voile et s'en empara à l'abordage, puis il entraîna sa proie vers le large. Le SPHINX, retardé par sa remorque [L'ESPÉRANCE], survint presque en fin d'action, et, comme le vent avait changé, ne put passer au vent des Anglais. Pourtant, une de ses bordées emporta la queue du pavillon du dernier vaisseau de guerre anglais. La FORTUNE [Capitaine Lusignan] aborda L'INFERNAL, dernier anglais à l'Est, s'en empara mais dut l'abandonner par la suite et sur ordre. Le HÉROS et L'ANNIBAL luttèrent donc, seuls contre cinq vaisseaux de guerre et 3 frégates, sans compter une quarantaine de transports plus faiblement armés mais faisant dangereusement meute[8].

Les Français devaient aussi faire face au fort portugais qui se mit à les bombarder car ils avaient violé le territoire neutre du Portugal. L'ANNIBAL, dont la poupe avait pris feu, ripostait des deux bords, pendant que son second, Morard de Galles, luttait contre l'incendie. Le mât d'artimon et le grand-mât de L'ANNIBAL furent abattus. Finalement, Galles, quoique blessé, prit le commandement lorsque Trémignon tomba. Décidé à rompre le combat tant qu'il conservait un ultime mât, Suffren fit trancher son câble, mais il ne lui restait que 5 haubans sur un total de 34; L'ANNIBAL tendit alors ses haubans de secours. Mais en passant près de L'ISIS qui n'avait pu manœuvrer, L'ANNIBAL prit de plein fouet une entière bordée qui lui abattit son dernier mât. L'ANNIBAL transformé en ponton flottant fut alors remorqué par Le SPHINX vers l'extérieur de la baie en canonnant les Anglais. Pendant ce temps, une partie des vaisseaux anglais avait hissé les voiles et décroché vers le Sud.

Le combat avait duré une heure et trente minutes infernales.

---

7 ●Celui de l'Anglais FORTITUDE.

8 ●Et, de toute façon, extrêmement dangereux à cause des troupes de terre qui se trouvaient à bord et qui abreuvaient les Français d'un mortel nuage de projectiles de mousqueterie.

L'ARTÉSIEN [capitaine La Boissière] qui avait fait une prise anglaise [L'INFERNAL], reçut l'ordre de lâcher sa prise pour tenir les Anglais en respect pendant que L'ANNIBAL et les autres se réparaient. Mais, trop pressé d'exécuter cet ordre, La Boissière abandonna L'INFERNAL avec son équipage de prise à bord [22 marins français], qui fut fait prisonnier par les Anglais. Pour cette erreur, La Boissière fut limogé de la Marine Royale.

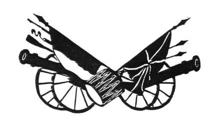
La bataille terminée, Suffren donna l'ordre au convoi français de passer sous le vent et de reprendre sa route vers le Sud. Quant aux navires de guerre, ils se mirent en ligne de bataille afin d'attendre les vaisseaux de guerre anglais de la baie. Le commodore Johnstone hésita, réunit un Conseil de Guerre des capitaines, entre 13h00 et 14h30, qui décida d'appareiller et d'abandonner le champ de bataille. À 15h00, ainsi, les Anglais sortirent enfin de la baie. Poursuivis par les navires français, ils se dirigèrent vers le convoi français qui voguait vers le Sud, comme s'ils voulaient l'attaquer [vers 16h30]. Mais les navires de guerre français se remirent en ligne de bataille et l'escadre anglaise n'attaqua pas mais reprit sa retraite vers le Sud. La nuit tomba finalement. Les Français continuèrent tous feux allumés. Les Anglais profitèrent de l'obscurité pour disparaître.

À l'aube, l'horizon était vide. Trop avarié, Johnstone avait dû retourner, incognito, à La Praya pour réparer ses avaries.

Pertes ♦Lourdes de part et d'autre.

Conséquence de cette défaite anglaise : L'amiral Johnstone sera retardé 16 jours pour réparer ses avaries. De plus, il arrivera au Cap à la fin du mois, et, intimidé, n'osera pas, comme il en avait reçu la mission, attaquer le Cap de Bonne-Espérance où se trouvait l'escadre française. Il repartit pour l'Angleterre.

Sources et lectures: ♦**Suffren et ses ennemis**, La Varende, Flammarion, Paris, 1967. ♦**La Manœuvre de La Praya, 16 avril 1781.** Etude politique, stratégique et tactique, d'après de nombreux documents inédits. Castex, Raoul, Paris, 1912. ♦**History of the French in India**, Colonel G.B., Malleson, CSI, Editions John Grant. Edimburgh, 1909. ♦**Le bailli de Suffren**, Just-Jean-Étienne Roy, Fr. Joubert, Editions Mame et fils, Tours, 1879. ♦**Vie de Suffren**, Bescherelle aîné, Editions Ardant, Limoges, 1873. ♦**Hier Suffren**, Raymond d'Unienville, Editeur S.l., Port-Louis, île Maurice], 1979. ♦**Suffren dans l'Océan Indien**, Claude Des Presles, Editions Économica, Paris, 1999. ♦**Suffren, l'Amiral Satan**, Frédéric Hulot, Imp. SEPC, le Grand livre du mois, Paris, 1994. ♦**Suffren, héros de l'Inde**, Landrieu, Gustave-Joseph-Henri (anagr. G. de Raulin), Edition J. Susse, Paris 1944.



Fort-Royal. *Bataille navale de*

Date de l'action : 29 avril 1781.

Localisation : Aujourd'hui Fort-de-France, chef-lieu de l'île de la Martinique. Coordonnées géographiques moyennes de la baie : 14° 34' de latitude Nord, et 61° 04' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774-3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : Le 29 avril 1781, après une traversée de trente-six jours alors qu'il escortait un convoi de ravitaillement logistique, l'amiral de Grasse arriva en vue de la Martinique, aux Antilles.

Chefs en présence ♦amiral de Grasse. ♦vice-amiral Hood.

Effectifs engagés ♦18 vaisseaux du côté anglais. ♦probablement autant du côté français.

Stratégie ou tactique : Bataille linéaire en deux formations parallèles; avec longue canonnade.

Résumé de l'action : Informé de l'approche du convoi français, l'amiral Rodney donna 18 vaisseaux au vice-amiral Hood. De Grasse qui venait de recevoir 4 vaisseaux de renfort, aperçut l'escadre anglaise devant Fort-Royal. Il l'attaqua. *La bataille dura quatre longues heures.* Finalement, les Anglais décrochèrent et l'escadre française lui donna la chasse.

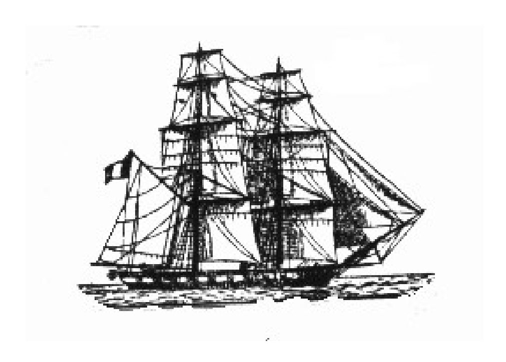
Pertes ♦inconnues. Avaries seulement; pas de perte de vaisseaux.

Conséquence de cette défaite anglaise : Il fut reproché à l'amiral français de ne pas avoir assez poursuivi l'escadre anglaise afin de l'anéantir. Mais de Grasse avait tout de même rempli sa mission première qui était d'escorter le convoi français jusqu'à bon port.

Sources et lectures ◆*The Operations of the French fleet under the Count de Grasse in 1781-1782, as described in two contemporaneous journals,* François-Joseph comte de Grasse, Shea. John Gilmary. New York, 1864. ◆*Admiral de Grasse and American independence*, par Charles Lee Lewis et John Francis Gough, New York. ◆*Fort-de-France, ville militaire: 1639-1985*, projet d'action éducative du Collège de Coridon sous la direction de Geneviève Léti, Impr. antillaise Saint-Paul, Fort-de-France, 1986. ◆*Petite histoire des grands vaisseaux du XVIIIe siècle,* Loïc du Rostu, A.R.H.I.M.S., Saint-Gilles-Croix-de-Vie, 1984. ◆*Les aventures de Louis-René de Latouche-Tréville, compagnon de La Fayette et commandant de l'Hermione dans la guerre d'indépendance américaine*, Rémi Monaque; préface de Jean-Louis Frot, S.P.M., Paris, 2000.



Brick de 20 canons. Le brick était un petit navire à voile à deux mâts dont le plus grand est à l'arrière; c'est donc l'absence de mât d'artimon qui le distingue essentiellement des autres navires. La vergue principale du grand-mât s'appelle *bôme*; elle porte celle des voiles du bâtiment qui offre au vent la plus grande surface. C'est à cette voile, appelée *brigantine*, que le *brick* ou *brig* doit son nom. Les deux mâts de cette sorte de navire sont munis de hunes. *in* Larousse Universel en 2 volumes - Vol.I - @ Archives Larousse



Gondelour. *Bataille de*

Date de l'action : 1er juin 1781.

Localisation : Carnate, Indes. Aujourd'hui Cuddalore. Coordonnées géographiques : 11°45' de latitude Nord, et 79°45' de longitude Est.

Conflit : Guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique, 1774-1782.

Contexte : Le 1er juin 1781, les forces anglaises, commandées par Sir Eyre Coote, avancèrent à partir de Porto-Novo, port de la côte du Coromandel situé à 55 km de Pondichéry, et se dirigèrent vers Gondelour où se trouvait Hyder Ali.

Chefs en présence ♦**Anglais:** colonel Sir Eyre Coote; major-général Munro; major-général James Stuart.

Effectifs engagés ♦Hyder Ali n'avait pas de troupes françaises mais certaines de ses formations indiennes étaient, désormais, encadrées par 2 ou 300 officiers mercenaires français. Au total, ses forces étaient évaluées à 20 ou 25.000 cavaliers et à 30 ou 40.000 fantassins armés de façons diverses; mais ils traînaient une quarantaine de canons, tous entre les mains d'artilleurs français. ♦**L'armée anglaise** avait 8 ou 10.000 hommes,[1] dont le régiment écossais du clan Macleod, sous le commandement du colonel anglais James Crawford. Les troupes indiennes, des Cipayes, étaient encadrées par des officiers blancs et avaient reçu une formation militaire européenne.

Stratégie ou tactique : Hyder Ali, dont certains bataillons étaient encadrés par des officiers français, avait, sur les conseils de ces officiers, construit des lignes retranchées flanquées de solides redoutes. La disproportion des forces entre les deux armées n'était qu'apparente. Le prestige militaire des soldats européens était si grand, à l'époque, que cela multipliait leur force; car *le moral* est l'une des composantes essentielles de la valeur d'une armée. Cela agissait dans un sens pour les Européens et en sens inverses pour les troupes indiennes qui se sentaient moralement battues avant de combattre. Un seul régiment européen pouvait vaincre une armée entière dans les Indes. Cela a été fait. Quant aux troupes Cipayes, elles étaient encadrées par des officiers européens et avaient reçu une formation militaire européenne, ce qui les rendait plus disciplinées, et donc plus fortes que les troupes indiennes.

Sir Eyre Coote déploya son armée en deux colonnes. La première commandée par le major-général Munro, la seconde par le major-général James Stuart. Entre les deux armées s'étendait une plaine fertile et plate. L'air était frais et légèrement humide grâce à la mer toute proche.

1.●Mais avec une forte proportion de soldats européens. Ce qui était capital à l'époque.

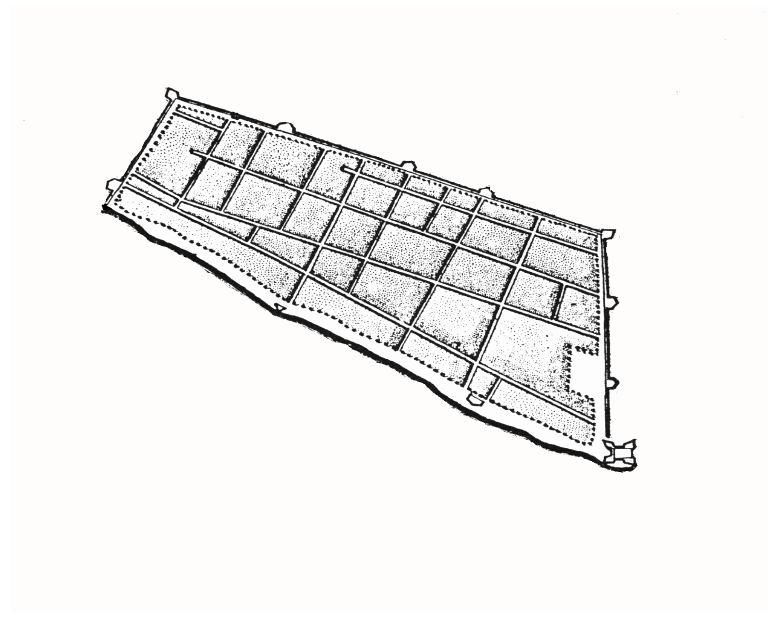
Résumé de l'action : À 09h00 commença la bataille. Elle allait durer huit heures. Durant les sept premières heures, ce ne fut qu'un banal combat frontal de lignes statiques, sans idées de manœuvres sérieuses. Mais à la fin, un officier anglais remarqua un chemin [nouvellement] tracé par Hyder Ali le soir qui précéda la bataille, et qui devait servir à contourner les adversaires et à les frapper de flanc ou à revers. En apprenant l'existence de ce chemin, Coote décida de l'utiliser immédiatement afin de frapper Hyder Ali. Ce qui fut fait avec un régiment européen. Le 73rd Highlanders écossais, qui était à gauche de la première ligne, reçut l'ordre d'attaquer par cette voie. Vers 17 heures, les retranchement et les batteries d'Hyder Ali étaient emportés.

Pertes ♦Hyder Ali perdit environ 2.000 hommes tués et blessés. ♦L'armée anglaise eut aussi de fortes pertes quoique inférieures à celles d'Ali.

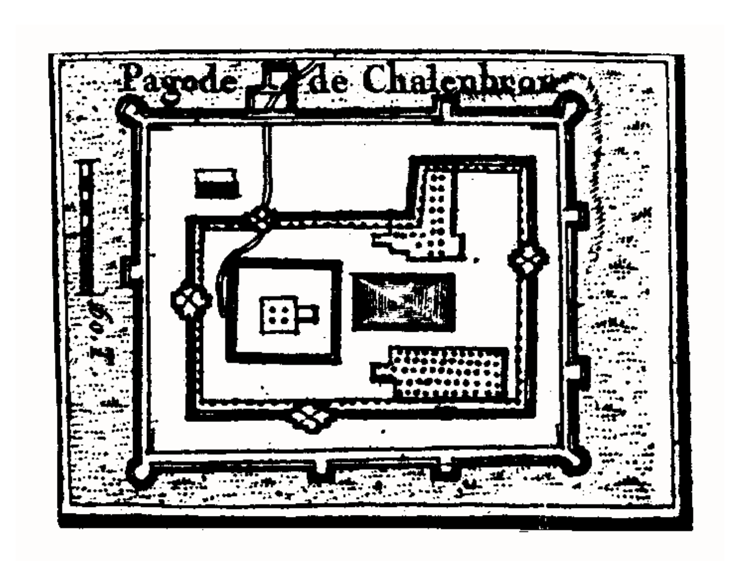
Conséquence de cette défaite franco-indienne : Hyder Ali réussit à décrocher avec toutes sa Cavalerie, et les Anglais qui n'avaient pas de Dragons ne purent les poursuivre; de ce fait, Ali étant encore vivant et encore plus haineux envers les Anglais, le problème ne fut pas réglé par cette bataille. De toute évidence, les Anglais ne pourraient pas continuer la construction de leur Empire sans éliminer physiquement cet homme trop fier pour collaborer avec les envahisseurs; comme Pontiac en Amérique du Nord et bien d'autres partout ailleurs.

SOURCES & LECTURES γSen, S.P. *The French in India*, 1763-1816, Firma K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1958. γClaude Wanquet, Benoît Julien, Indian Ocean : *Révolution française et océan Indien*. Édition L'Harmattan. Paris, 1996. γAlfred Mahan, *The Influence of Sea Power upon History*, Dover Publications, New York, 1890. γAmiral François Caron, *Le Mythe de Suffren*, Vincennes, Service historique de la Marine, 1996. γPhillips, James, The Development of British authority in Southern India ; the Nawab of Arcot, the East India Company, et the British Government, 1775-1785 : submitted in partial fulfilment of the requirements for the degree of Doctor of Philisophy, Canadian theses on microfiche, Dalhousie University, Halifax, 1983. γCampbelle, Archibald, Sir, President and Governor of Fort St.George, Muhammad Ali, Umdatal-Mulk Anwar sal-Din Nawab (Arcot), *Traity concluded by Sir Archibald Csampbell with the Nabob of Arcot, in February 1787 ; the approbation transmitted by the Court of Directors of the treaty ; and, the several papers relative to it, and to the assumption of the government and revenues of the Carnatic, in the year 1790. Which were presented to the House of Commons in the last session of Parliament*. Ordered to be printed 16th March 1792, London, 1792. γDuff, James Grant (1878). *History of the Mahrattas, Volume 1*. London and Bombay: Times of India.





La ville de Gondelour comportait trois côtés terrestres fortifiés et une façade maritime presque dépourvue de défenses.



Bibliothèque de l'Union territoriale
de Pondichéry

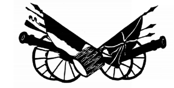
Chilambrun. *Siège de*

Autre nom : Chillumbrum.
Date de l'action : 16 juin 1781.
Localisation : Carnate des Indes.
Contexte : Sir Eyre Coote, qui commandait les troupes anglaises du Carnate indien, descendit le long de la côte et décida d'attaquer le poste d'Hyder Ali à Chilambrun. Ses troupes comportaient des unités européennes: le 1er bataillon du 71st Foot [700 hommes]; 350 ou 400 hommes du 101st Foot, 300 hommes du 102nd Foot, et 400 artilleurs. Les dix bataillons de Cipayes entraînés à l'anglaise comptaient 5.000 hommes et les 4 régiments de Cavalerie indienne 800 hommes. Au total plus de 7.650 hommes.
Stratégie ou tactique : Coote suivait la côte car une escadre de navires suivait l'armée par le golfe du Bengale, afin de rembarquer l'armée anglaise en cas de défaite, et de la ravitailler en munitions de guerre et de bouche.
Résumé de l'action : Le 16 juin, Coote attaqua d'assaut Chilambrun tenu par les troupes indiennes avec officiers français de Hyder Ali. Le combat et plus précisément l'assaut final furent d'une violence peu commune. En fin de compte, les Anglais furent repoussés avec de lourdes pertes de près de 300 tués et blessés, et un canon perdu.
Conséquence de cette défaite anglaise : Hyder Ali avait vengé dans le sang sa défaite de Gondelour[1]; et son prestige et le moral de ses troupes s'en ressentirent positivement.

SOURCES & LECTURES γMarshman John Clark, *The history of India from the Earliest Period to the Close of Lord Dalhousie's Administration*, 3 volumes, Part 1, from the earliest period to the close of the Eighteen Century, The Serampore Press, 1863. γBrittlebank, Kate, *Tipu Sultan's Search for Legitimacy*, Oxford University Press, Delhi, Oxford, 1999. γStanhope, Philip Dormer (of the 1st regiment of Dragoon Guards), *Genuine memoirs of Asiaticus, in a series of letters to a friend [dec. 1773-octob. 1778] during five years residence in different parts of India, three of which were spent in service of the Nabob of Arcot... containing an impartial account of the confinement and death of Lord Pigot,* J. Debrett, Londres, 1785. γ Hasan, *History of Tipu Sultan*, pp. 357-8 Hasan, Mohibbul. *History of Tipu Sultan*. Aakar Books.γ J. B. Prashant More, *Religion and society in South India: Hindus, Muslims, and Christians*, Institute for Research in Social Sciences and Humanities of MESHAR, 2006 γ Bowring, Lewin (1899). *Haidar Alí and Tipú Sultán, and the Struggle with the Musalmán Powers of the South*. Oxford: Clarendon Press γWilks, Mark, colonel, *Historical sketches of the South of India, in an attempt to trace the History of Mysoor from the Origin of the Hindoo Government of that State, to the extinction of the Mahommedan Dynasty in 1799, founded chiefly on Indian Authorities collected by the Author*

1.●Bataille du 1er juin 1781, entre les Anglais et Hyder Ali.

while officiating for several years as Political Resident at the Court of Mysoor, Longman, Hurst, Rees, Orme, and Brown, London, 1817. Volume II. γBegbie, Peter James, History of the services of the Madras artillery, with a sketch of the rise of the Power of the East India Company in Southern India, .Volume I, DPLC Connor, Society's Press, Madras, 1852. γFortescue, John William, A History of the British army, Macmilan & Co. Limited, Londres, 1902. Volume III. γ Warren Hastings, Selections from the letters, despatches and other state papers preserved in the Foreign Department of the Government of India, 1772-1785, George W. Forrest Superintendent of Government Printing, India, Calcutta, 1890. Volume 1 (de III)



Minorque. *Siège de*

Date de l'action : 20 août 1781 - 5 février 1782.

Localisation : Menorca, Minorca, Îles Baléares, Méditerranée. Coordonnées géographiques moyennes: 40° 00' de latitude Nord, et 04° 00' de longitude Ouest.

Contexte : La guerre faisait rage partout dans le monde et plus précisément en Méditerranée. Les Anglais utilisaient Minorque comme base avancée pour bloquer Toulon et pour perturber le commerce maritime français de la Méditerranée. Les Français décidèrent de s'en emparer.

Chefs en présence ♦**Anglais** : Sir William Draper, lieutenant-gouverneur de la colonie anglaise de Minorque. Le véritable chef militaire fut le gouverneur-général de cette colonie et brigadier-général James Murray [1721-1794][1]**.** ♦***Français*** : Louis duc de Crillon[-Mahon][2].

Effectifs engagés ♦**Franco-espagnols** : environ 10.000 hommes. ♦**Anglais** : garnison d'environ 5.500 hommes.

Stratégie ou tactique : La base anglaise de Minorque devenait menaçante, stratégiquement parlant, pour Toulon et pour le commerce français du secteur. Les Français décidèrent de faire sauter ce verrou.

Résumé de l'action : Le 20 août 1781, une force de 7.000 Espagnols, commandés par le duc de Crillon, arriva devant Minorque, avec une centaines de canons [de siège et de campagne]. Plusieurs débarquements se firent sur les côtes Est et Ouest de l'île, puis Crillon marcha directement sur la ville de Port-Mahon qui fut prise sans grande résistance. Après quoi, le général français envoya une sommation à Murray, gouverneur de la forteresse[3], qui la rejeta. Alors, les Espagnols commencèrent le siège et furent bientôt rejoints par des troupes françaises venant de Toulon. Les assiégeants totalisaient alors quelque 10.000 hommes. La garnison anglaise se composait de deux régiments anglais de Réguliers, le 51st Foot et le 61st Foot Regiment, de deux bataillons d'Infanterie hanovrienne, et d'un Corps d'artilleurs de la Royal Navy. De plus, Fort Saint-Philippe était ouvert aux renforts maritimes qui pouvaient être dépêchés.

Les Français érigèrent plusieurs batteries pour interdire le port aux vaisseaux anglais. De jours, personne ne passait; mais la nuit venue, les petits navires pouvaient se glisser silencieusement dans l'obscurité et

---

1 ●Murray avait été gouverneur-militaire de Québec après la prise de cette ville par les Anglais; en 1760 ses soldats avaient été battus par les troupes françaises de Lévis sur les Plaines d'Abraham à Québec. Puis Murray était devenu gouverneur de Québec après 1763. Son esprit de conciliation envers les Canadiens-français lui attira des accusations de partialité. En 1774, il devint Gouverneur-général de la colonie anglaise de Minorque, où sa résidence était le Fort San-Felipe.

2 ●1718-1796; né à Avignon, lieutenant-général, puis commandant des armées espagnoles [1780]. Pour avoir rendu Mahon à l'Espagne il fut nommé capitaine-général et *Grand* d'Espagne.

3 ●Ou Fort Saint-Philippe.

les artilleurs français et espagnols devaient tirer au juger. Ainsi, vers le 20 septembre, un groupe d'Indépendantistes corses, partisans de Paoli, passèrent de nuit. Ils étaient commandés par le neveu même de Paoli, pour prendre part à la défense de la forteresse. Peu après, les Anglais firent une sortie contre le PC de Crillon; ils réussirent à détruire une batterie espagnole et capturèrent quelques hommes avant de refluer dans la forteresse, poursuivis par une contre-attaque française.

Jusqu'à la fin de décembre, le siège continua avec des sorties refoulées par des contre-attaques meurtrières. Les pertes étaient lourdes des deux côtés. Les bombardements écrasaient chaque jour un peu plus la forteresse anglaise et la garnison répliquait du mieux qu'elle pouvait. Puis le scorbut apparut chez les Anglais, nourris depuis trop longtemps de viande salée sans légumes, dans leurs casemates et leurs galeries souterraines mal aérées. Puis la chicane s'installa entre le général Murray et Sir William Draper.[1] Ce dernier était lieutenant-gouverneur et voulait participer aux décisions à part égale.

Finalement, Murray capitula le 5 février 1782. Lorsque, à la suite de leur reddition, les 600 derniers combattants anglais sortirent, afin d'aller déposer leurs armes au pied des Français et des Espagnols, ces derniers pouvaient difficilement cacher leur émotion. Les Français leur accordèrent immédiatement les soins nécessaires avec grande compassion.

Pertes ♦**Anglais :** pertes énormes[2] en incluant les morts par maladie, si l'on considère que 600 hommes seulement sortirent afin d'aller déposer leurs armes devant les Franco-espagnols; d'autres étaient malades. ♦***Français:*** inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : Minorque était perdu à jamais par les Anglais, et le brigadier-général Murray dut en supporter tout le blâme, car, bien sûr, Draper ne manqua pas de le calomnier, par jalousie, et de le charger de toutes les erreurs possibles. Il fut donc jugé en Cour Martiale, acquitté, et reçut finalement [et avec juste raison] le grade de général d'armée, à la grande colère de Draper.

SOURCES & LECTURES γSchenk, Pieter, Plan de la fortification faite par les Anglais sur le fort St-Philippe, situé à l'embouchure du port de Mahon dans l'ile de Minorque,Amsterdam (Siège de 1782), Amsterdam, 1782. (Carte présentée dans ce chapitre) γTerrón Ponce, José L. *La toma de Menorca en las memorias y epistolario del duque de Crillon*, I.M.E, Mahon, 1998. γDesmond, Gregory, Minorca, the illusory prize : a history of the British occupations of Minorca between 1708 and 1802, Fairleigh Dickinson university press, Rutherford, 1990 γLe Règne de Louis XVI et la guerre d'Indépendance américaine, Colloque international de Sorèze, J. de Viguerie, Angers, 1977.

1 ●Qui avait peu auparavant conquis Manille aux Espagnols.

2 ●Près de 5.000 hommes.

Baie de Chesapeake. *Bataille navale de la*

Date de l'action : 5 septembre 1781.

Localisation : Côte Est des États-Unis. Coordonnées géographiques moyennes du secteur de la bataille: 37° 00' de latitude Nord, et 76° 02' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : Les coloniaux américains ne s'étaient pas plus tôt débarrassés des Français en se servant de l'Angleterre[1], qu'ils utilisèrent la puissance de la France pour se débarrasser de leur encombrante mère-patrie, l'Angleterre. Le 11 juillet 1780, les troupes terrestres françaises envoyées au secours des Américains arrivèrent à Newport. Rochambeau qui commandait le Corps Expéditionnaire français affirma qu'il fut déçu par la faiblesse en effectifs, ainsi que par la qualité des troupes américaines et par l'État-Major américain.

Les Anglais envahissaient la Caroline et la Virginie, et progressaient vers la Baie de Chesapeake où ils s'établirent à Yorktown, le 6 juillet 1781. L'amiral Hood arriva le premier, le 25 août, devant l'entrée de la Chesapeake, et continua son chemin vers le Nord. Cinq jours après, de Grasse arrivait à l'embouchure de la même baie.

Chefs en présence **♦Marine Royale :** amiral François Joseph Paul de Grasse. **♦Royal Navy :** contre-amiral Thomas Graves [1725-1802] plus tard baron Graves. Amiral Samuel Hood, Bart [1724-1816], plus tard vicomte Hood, commandant-en-second de l'escadre après Graves. Contre-amiral Francis Drake.

Effectifs engagés **♦Marine Royale :** 24 vaisseaux de ligne participèrent donc à la bataille[2]. **♦Royal Navy** : 27 bâtiments dont 19 de ligne et plusieurs 3-ponts.

Stratégie ou tactique : En voyant arriver l'armée française, George Washington, hiérarchiquement commandant en chef des forces alliées, décida d'attaquer New-York par surprise, par offensive nocturne. Rochambeau, pour sa part, trouvait plus logique de descendre vers le Sud afin de

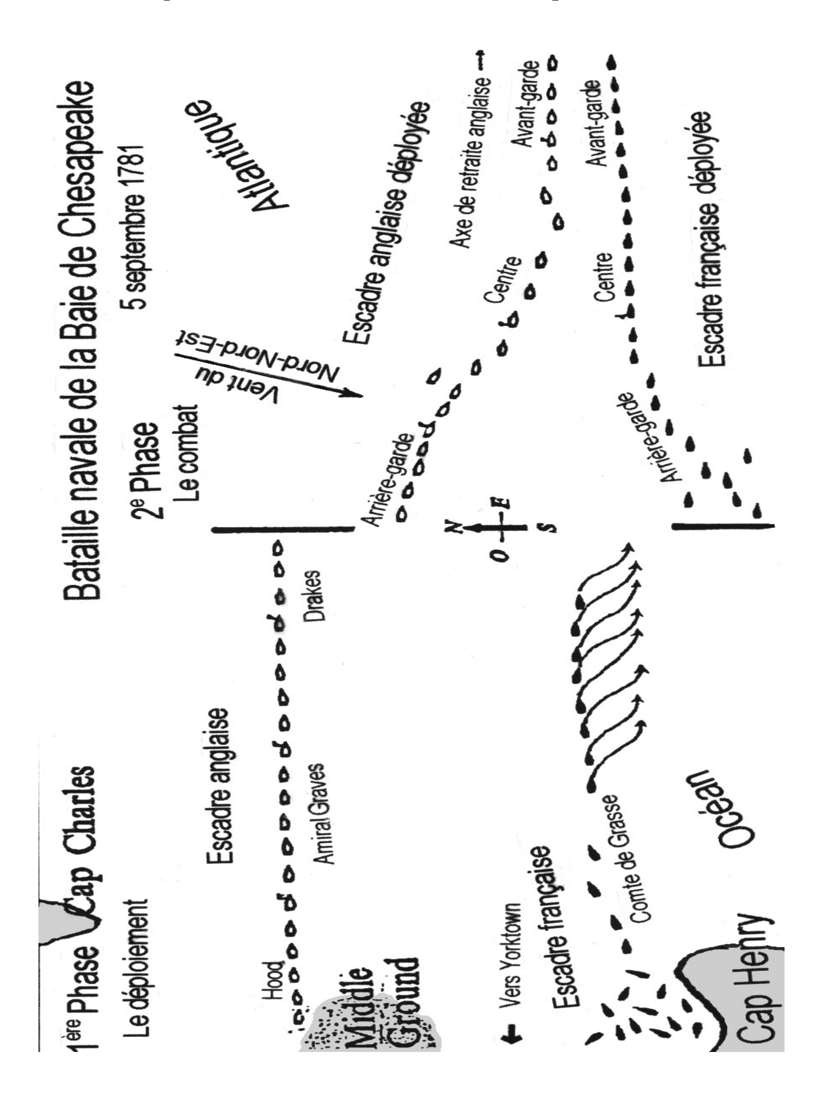
---

[1].●Guerre de Sept Ans, terminée en 1763.

[2].●**Ordre de bataille de la Marine Royale**: **Avant-garde**, Le PLUTON [74 canons, commandant Rions], Le MARSEILLAIS [74, Castellane-Majastre], Le BOURGOGNE [74, Charitte], Le RÉFLÉCHI [64, Brun], L'AUGUSTE [80, chef d'escadre Bougainville, capitaine Castellan], Le DIADÈME [74, Monteclerc], Le SAINT-ESPRIT [80, Chabert], Le CATON [64, Framond]. **Corps de bataille**, Le CÉSAR [74, Espinouse], Le DESTIN [74, Dumaitz], Le VILLE-DE-PARIS [3-ponts, 104 canons, amiral de Grasse, capitaine Saint-Césaire], La VICTOIRE [74, Albert-St-Hippolyte], Le SCEPTRE [74, Vaudreuil], Le NORTHUMBERLAND [74, Briqueville], Le PALMIER [74, Arros], Le SOLITAIRE [64, Ciré-Champion]. **Arrière-garde**, Le CITOYEN [74, Ethy], Le SCIPION [74, Clavel], Le MAGNANIME [74, Le Bègue], L'HERCULE [74, Turpin], Le LANGUEDOC [chef d'escadre Monteil, capitaine Duplessis-Parscau], Le ZÉLÉ [74, Gras-Préville], L'HECTOR [74, Renaud d'Aleins], Le SOUVERAIN [74, Glandevès]. Des 28 vaisseaux amenés des Antilles, de Grasse en avait laissé quatre à l'embouchure du James: L'EXPÉDIENT, Le TRITON, Le GLORIEUX, Le VAILLANT. Ces quatre derniers ne participèrent pas à la bataille.

porter secours à la petite armée américaine de La Fayette en difficulté, en coopération avec l'escadre française de l'amiral de Grasse. Ensemble, ils devaient reprendre l'offensive contre l'armée anglaise du général Cornwallis. Cette stratégie avait été élaborée au Ministère de la Marine à Paris. Finalement, ce fut l'opinion de Rochambeau qui prévalut.

Le 14 août, Washington mit en marche son avant-garde. Le 19, l'armée française franchissait l'Hudson à King's Ferry. Pour abuser Clinton, une attaque sur New York fut d'abord feinte, puis un cordon de 3.000



hommes fut déployé pour donner le change aux Anglais et les dissuader d'envoyer des renforts en Virginie.

Lorsque l'escadre française, en ligne, doubla le Cap Henry, le contre-amiral Graves manqua la plus belle occasion du monde en n'attaquant pas immédiatement les Français, sur qui il pouvait tomber vent arrière. Il aurait pu détruire l'avant-garde avant que le reste de la ligne française ne puisse intervenir. Au contraire, il donna à la ligne française tout le temps de se déployer. Erreur qui coûta à son pays la perte d'un empire.

Cette bataille fut décisive en ce sens qu'elle confirma la maîtrise de la mer aux Français, sans pour autant détruire le potentiel naval de l'Angleterre[1] et entraîna l'indépendance des États-Unis.

Résumé de l'action : L'amiral de Grasse, alors à Cap-Français[2], reçut, le 6 juillet 1781, l'ordre de faire voile vers la Baie de Chesapeake pour y appuyer la campagne terrestre des Franco-américains. Le contre-amiral anglais Graves se porta alors vers cette même baie où il arriva le premier, le 25 août, et se plaça en bonne position, en principe pour barrer la route à l'escadre française des Antilles.

Le 30 août, de Grasse doubla le Cap Henry et jeta l'ancre dans la baie de Lynnhaven, débarqua des troupes et envoya 4 navires bloquer les rivières James et York. Ainsi, Cornwallis était totalement investi et bloqué à Yorktown, du côté maritime comme du côté terrestre.

Hood se trouvait alors à la tête de 27 navires dont 19 gros vaisseaux de ligne formés en 3 escadres :

♦***au centre,*** le contre-amiral Graves; pavillon sur Le LONDON, 3-ponts de 108 canons.

♦*à l'**avant-garde,*** Hood, pavillon sur Le BARFLEUR, un 3-ponts de 100 canons.

♦*à l'**arrière-garde,*** Samuel Francis Drake, pavillon sur Le PRINCESSA de 82 canons.

Le 5 septembre, l'escadre anglaise venait du Nord, vent arrière, dans cette formation, lorsqu'elle aperçut l'escadre française au mouillage, laquelle, ne s'attendant pas à être attaquée, n'avait pas tous ses effectifs: 1.800 hommes et 90 officiers avaient débarqué.[3]

L'alerte fut aussitôt déclenchée chez les Français, mais le vent

---

1.●Pour Clausewitz «il reste éminemment vrai que les grandes batailles ne sont livrées que dans le but de **détruire** les forces de l'ennemi, et que cette destruction ne peut être effectuée qu'au moyen de la bataille principale.» [**De la Guerre**, Livre IV, chap XI] À comparer à Sun Tzu: «Capturer l'armée ennemie vaut mieux que de la détruire; prendre intact un bataillon, une compagnie ou une escouade de cinq hommes vaut mieux que de le détruire.» [**L'Art de la Guerre**, Chap. III, Principe 2]. *voir in fine*

2.●Aujourd'hui Cap-Haïtien.

3.●Comme à la Bataille de Damme [1213] et surtout d'Aboukir [1798] où les incorrigibles Français se feront surprendre par Nelson, 17 ans plus tard. Mais en 1781, au moment de cette bataille de la Baie de Chesapeake, Nelson n'était encore qu'un jeune matelot de 23 ans de l'escadre de l'amiral Sir Hugues qui se faisait régulièrement battre par le bailli de Suffren dans l'Océan Indien.

et le courant portaient à terre et poussaient vers la baie; aussi fallait-il louvoyer dans ce chenal étroit de 5 km de large entre le Cap Henry et le banc Middle Ground.

Pour gagner du temps, de Grasse donna l'ordre de filer les câbles au lieu de relever les ancres. En 15^{mn}, tous les bâtiments avaient appareillé. À 12h45, la flotte française avait réussi à doubler le Cap Henry. Bougainville en avant-garde, de Grasse au centre sur Le VILLE-DE-PARIS[1], et de Monteil à l'arrière-garde. Au lieu d'attaquer les Français pendant qu'ils manœuvraient, les Anglais hésitèrent et firent route jusqu'à hauteur du Middle Ground, puis virèrent de bord vent arrière, ce qui les plaça en ligne parallèle avec les Français qui achevaient de se déployer.

Graves désirait faire attaquer simultanément l'avant-garde française, le centre et l'arrière-garde, respectivement par son avant-garde, son centre et son arrière-garde. Les Anglais avaient le vent pour eux. Graves donna le signal du combat, mais Bougainville manœuvra de “façon à retarder le contact pour donner le temps à l'arrière-garde de se former.” De son côté, Hood continua en ligne droite au lieu d'attaquer le Centre français.

La bataille ne s'engagea que vers 16h00. Le RÉFLÉCHI, 5e de la ligne française, reçut la première bordée et perdit immédiatement son commandant [le capitaine de vaisseau Bourdet]. Les quatre bâtiments de tête luttaient contre 7 ou 8 vaisseaux anglais. Le PRINCESSA [Drake] avait incendié Le DIADÈME et se préparait à l'aborder lorsque Le SAINT-ESPRIT [commandant de vaisseau Chabert] l'en empêcha ; ce qui était fort sympathique ! Pendant ce temps, Bougainville dirigeait le feu de son vaisseau-amiral L'AUGUSTE sur l'Anglais The TERRIBLE qu'il avaria à un point tel que son équipage dut le saborder, le 10 septembre.

La situation évoluait rapidement en faveur des Français, et les Anglais finirent par abandonner le champ de bataille; les Français sous-ventés restant en position pour interdire la Baie de Chesapeake par où la Royal Navy aurait pu venir au secours de l’armée anglaise assiégée par les Franco-américains à Yorktown. Le combat de la Chesapeake fut suspendu. Les Anglais restèrent en vue durant 5 jours mais ne tentèrent plus rien contre la ligne française qui leur barrait désespérément la Baie. Finalement, ils firent demi-tour et disparurent derrière l'horizon, abandonnant à son sort l'armée anglaise de Cornwallis... et les Treize-Colonies !

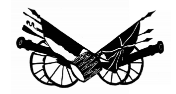
Pertes ♦**Français :** 220 tués et blessés. Le DIADÈME et le CATON furent avariés. ♦**Anglais :** 336 tués et blessés. 6 navires avariés dont The PRINCESSA, The SHREWSBURY, The INTREPID, The AJAX, The

[1] .●Le plus grand vaisseau de guerre de l'époque, bien que Le LONDON ait... 4 canons de plus; l'esprit de compétition des Anglais n'avait pu résister à ce détail.

MONTAGU et The TERRIBLE. Ce dernier fut incendié, puis coulé le 10 septembre.

Conséquence de cette défaite anglaise : Ce fut une victoire décisive. L'armée anglaise de secours [Sir Henry Clinton, 7.000 hommes] qui arrivait pour renforcer l'armée anglaise assiégée à Yorktown, fit demi-tour et retourna à New-York. Cela entraîna la capitulation de Yorktown. L'Angleterre avait définitivement perdu ses Treize-Colonies américaines[1]. La Bataille de la Chesapeake fut vraiment, selon l'historien américain Emil Reich, un Waterloo naval dont les conséquences furent énormes.

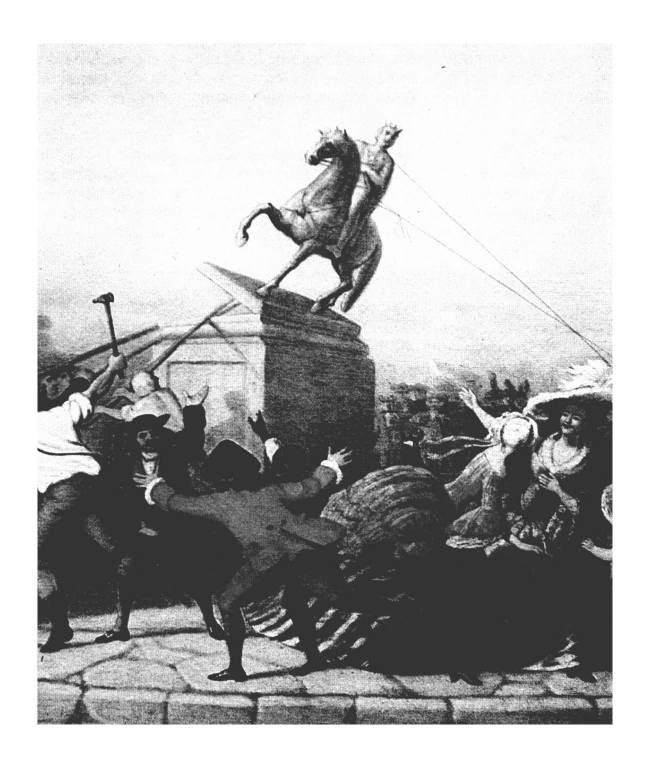
Sources et lectures : ♦*Yorktown*, par Alan Kemp, Almark Publishing, Londres, 1976. ♦*De Grasse à Yorktown,* James Brown Scott, Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1931. ♦*French aid to the American Revolution*, Samuel F. Scott, William L. Clements Library, 1976. ♦*Redcoats and rebels; the war for America 1770-1781*, Christopher Hibbert, Grafton, Londres, 1990. ♦*The French navy and American independence, a study of arms and diplomacy, 1774-1787*, Jonathan R. Dull, Princeton University Press, Londres, 1975. ♦*The French forces in America, 1780-1783,* Lee Kennett, Westport, Connecticut & Greenwood Press. Londres,1977. ♦*A short account of the naval actions of the last war; to prove that the French nation never gave such slender proofs of maritime greatness as during that period: with observations on the discipline and hints for the improvement of the British Navy,* by an Officer, Londres, 1788.



[1] ●Et la Quatorzième, le Canada, ne resta anglaise que par miracle, grâce au Clergé catholique que les Anglais avaient su stipendier.

Destruction de la statue du roi d'Angleterre

Georges III par les Insurgents américains



Gloucester. *Siège de*

Date de l'action : 28 septembre - 19 octobre 1781.

Localisation : Dans l'île Constitution, en face de Yorktown, sur la rive Nord de la York. Coordonnées géographiques : 37° 25' de latitude Nord, et 76° 32' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774-3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : Gloucester était une ville très fortifiée située en face de Yorktown, de l'autre côté du fleuve York. sur la rive Nord.

Chefs en présence ♦**Français** de Choisy, et l'Américain Weedon. ♦**Anglais :** général Tarleton.

Effectifs engagés ♦**Français :** Légion française de Lauzun, et 2.000 marins français de la Marine Royale du côté maritime. **Insurgents américains :** 1.500 hommes. ♦**Anglais :** la garnison était forte de 1.000 hommes; Les Chasseurs de la Reine; un détachement hessois.

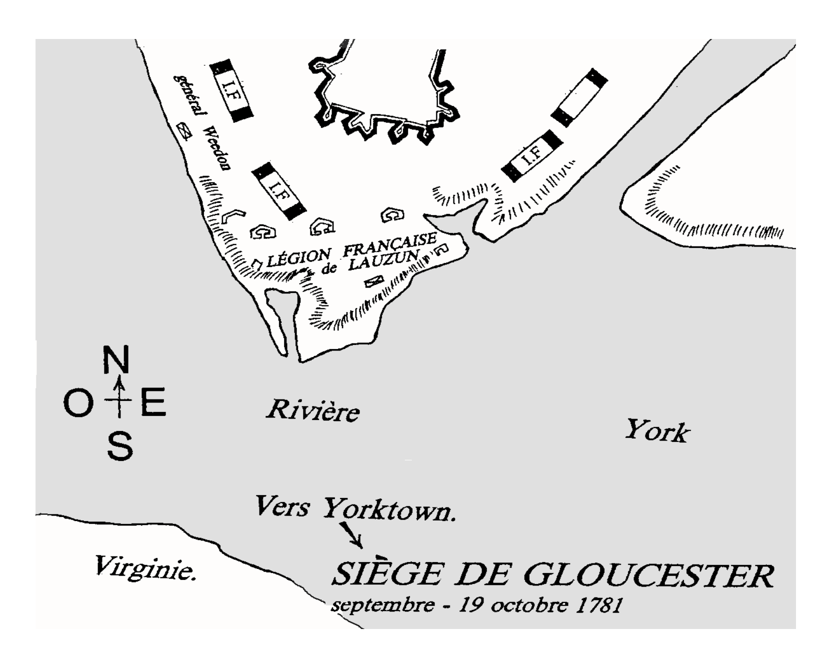
Stratégie ou tactique : Gloucester avait été occupée par les Anglais pour garder une tête de pont sur la rive Nord de la York, en cas de nécessité d'évacuation de Yorktown; ce que le général Cornwallis tenta de faire, en vain.

Résumé de l'action : La ville fut investie par la Légion française du duc de Lauzun et par 1.500 Insurgents américains du général Weedon. Dans la rivière James, à Burwell's Landing, mouillaient un vaisseau de 44 canons, deux frégates et un navire de 20 canons. L'embouchure de cette rivière James était gardée par deux vaisseaux, un de 50 et un de 40, deux frégates et un ravitailleur logistique.

Le 3 octobre, les Anglais firent une saillie. Tarleton sortit avec 400 Dragons montés pour protéger 200 fourrageurs. Les troupes françaises se rangèrent immédiatement en bataille, et, au cours d'une mêlée, Lauzun faillit capturer Tarleton, mais des Dragons s'interposèrent et Lauzun dut se contenter du cheval du commandant en chef anglais. Les Anglais chargèrent une deuxième fois, et, dès que leur vague eut échoué, Lauzun lança les cavaliers français qui bousculèrent les Dragons anglais. Ces derniers tournèrent bride et se précipitèrent vers leurs retranchements, poursuivis par les Français. Les Anglais au cours de cette bataille eurent une cinquantaine de tués et de nombreux prisonniers. Tarleton fut lui-même blessé. Trois Hussards français furent tués et 11 blessés. En conséquence de cette bataille, Choisy installa ses avant-postes à 1.500 m de Gloucester.

Le siège de cette ville dura une vingtaine de jours, jusqu'au 19 octobre, mais, en dehors des attaques préliminaires, se limita presque exclusivement à des fusillades intermittentes et à des patrouilles.

Le 15 octobre, Choisy reçut l'ordre de harceler Gloucester. Il s'imposa alors un objectif sérieux: s'emparer des retranchements qui le



gênaient. Il donna des haches aux Insurgents américains, leur adjoignit quelques compagnies françaises et se lança à leur tête à l'assaut des retranchements. Mais, aux premiers coups de feu les milices américaines, conscrits sans expérience, perdirent pied et Choisy se retrouva à la tête des seules compagnies françaises. Voyant l'inutilisé de poursuivre l'assaut avec des effectifs trop restreints, il abandonna l'attaque. Le 19 octobre, les Français occupèrent la ville après la capitulation et la reddition de Gloucester qui accompagnèrent celle de Yorktown.

Pertes ♦Inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : La capitulation de Gloucester fut incorporée dans celle de l'armée anglaise de Yorktown le 19 octobre 1778. "Deux ouvrages de Gloucester seront livrés[1], à une heure après-midi, à des détachements des troupes françaises et américaines envoyés pour en prendre possession. La garnison sortira à trois heures de l'après-

[1].●Selon l'Article 3 de la Capitulation de Yorktown.

midi: Cavalerie sabre au clair, trompettes sonnant; l'Infanterie défilera comme celle d'York.”

SOURCES & LECTURES γThomas Balch, *Les Français en Amérique pendant la guerre de l’Indépendance des États-Unis 1777-1783*, A. Sauton Éditeur, Philadelphie et Leipzig, 1872. γOdet-Julien Leboucher, *Histoire de la dernière guerre entre la Grande-Bretagne, les États-Unis de l’Amérique, la France, l’Espagne et la Hollande, depuis son commencement en 1775, jusqu’à sa fin en 1783*, Brocas, Paris, 1787. γPaul et Pierrette Girault de Coursac, *Guerre d'Amérique et liberté des mers 1778-1783*. F.X. de Guibert, 1991. γCountryman, Edward. *A People in Revolution : The American Revolution and Political Society in New York, 1760-1790*. Baltimore : Johns Hopkins UP, 1981.





Débarquement de l'Armée française de Secours au Rhode Island**,** le 11 juillet 1780. Il s'agit de l'une des 12 illustrations sur la Révolution américaine publiées dans le *Allegemeines historisches Taschenbuch* (Matthias Christian Sprengel; Berlin, 1784), de Daniel Nickolaus Chodowiecki, fameux graveur polonais. Le livre est la propriété de la John Carter Brown Library à Brown University.

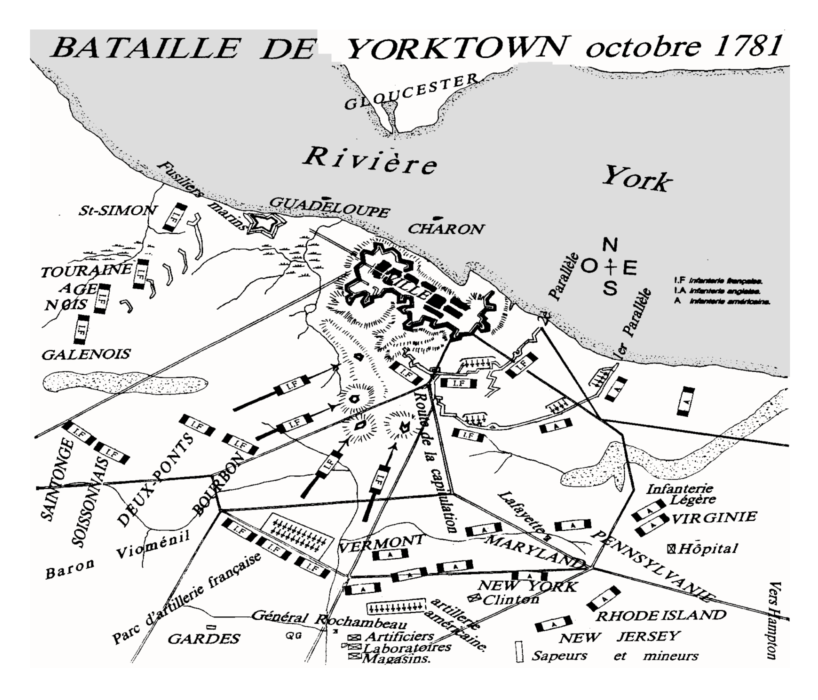
Yorktown. *Bataille de*

Date de l'action : 29 septembre - 19 octobre 1781.

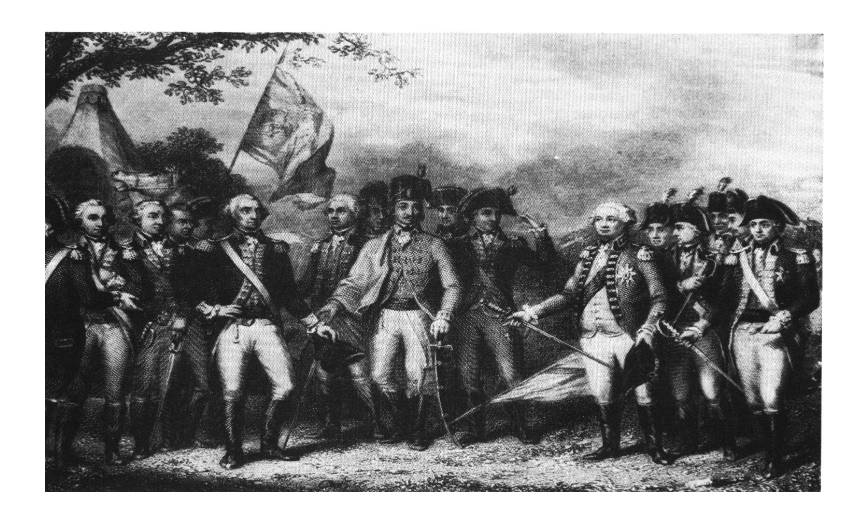
Localisation : Côte Est des État-Unis, Virginie. Coordonnées géographiques: 37° 14' de latitude Nord, et 76° 30' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : En mars 1781, Cornwallis battit le général américain Greene



à la bataille de *Guilford Court-House* en Caroline du Nord. Puis, il pénétra en Virginie. La situation devenait critique pour les Américains. Pourtant le commandant en chef anglais, Sir Henry Clinton, craignait que les Français ne fassent leur jonction avec les insurgés américains et n'organisent une attaque combinée contre son quartier-général de New-York, dont la garnison totalisait 16.701 soldats. Il ordonna donc à Cornwallis de se retrancher autour de la ville de Yorktown où la flotte anglaise pourrait le ravitailler par voie maritime. Il lui promit d'ailleurs que la Royal Navy ne tarderait pas à venir rétablir ses lignes de communication logistique.



Capitulation des Anglais aux Franco-américains, à l'issue de la bataille de Yorktown. Le général anglais présenta d'abord son épée au général français qu'il considérait comme son véritable vainqueur; c'est alors que Rochambeau lui fit signe de l'adresser au général américain.

Chefs en présence ♦*Français* : Le lieutenant-général comte Jean de Rochambeau[1] était officiellement sous les ordres du général américain Washington. L'armée américaine était commandée par La Fayette[2]. ♦*Anglais* : le général britannique Cornwallis[3].

Effectifs engagés ♦Franco-américains : 16.000 hommes, dont 9.000 Français et 7.000 Américains. ♦Anglais : 11.000 hommes bien retranchés, dont le 1st Battalion des *Guards* de Georges III, les 17th Foot, 23rd Foot, 33rd Foot, 45th Foot Regiments; les régiments d'élite écossais 75th, 76th, 80th *Highlanders Regiments*, les Éclaireurs de la Légion britannique [King's German Legion], les Forestiers de la Reine et des Régiments hessois et allemands.

---

1 .●Jean-Baptiste-Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau, né à Vendôme, 1725 - 1805.

2 ●Marie-Joseph Paul Yves Roch Gilbert du Motier, marquis de La Fayette, Lincoln... etc.

3 .●Charles, Ier marquis de Cornwallis [né à Londres en 1738 et mort en 1805 à Ghazipour, maintenant Uttar-Pradesh, Inde]. Grâce à sa haute naissance, sa carrière ne souffrit pas de sa défaite décisive de Yorktown. Au contraire, il fut nommé Gouverneur-général des Indes, de 1786 à 1793, puis deux mois en 1805. Et, entre ces deux nominations, il fut viceroy d'Irlande de 1798 à 1801. À son crédit, outre quelques victoires secondaires contre les Insurgents américains. il essaya d'éliminer la corruption chez les fonctionnaires britanniques des Indes et d'Irlande. Il fut limogé en 1801 par le roi d'Angleterre, George III, lorsqu'il tenta, courageusement et à ses dépens, d'obtenir des droits civiques et politiques pour le peuple irlandais [catholique].

Stratégie ou tactique : Un rivière marécageuse longeait une partie du flanc droit anglais. En face, le sol restait plat et sans obstacles sur plus d'un kilomètre. Au delà, s'étendait un bois. Yorktown était, avant la guerre, un marché important. La plupart des maisons s'alignaient le long d'une seule et unique rue, au bord d'une falaise qui dominait la rivière. Les abords de la ville s'entrecoupaient de ruisseaux et de fissures de terrain. Le camp anglais avait été renforcé de redoutes qui commandaient le terrain plat et couvraient de feux croisés ces ravins et ces rivières, afin de les interdire à la progression des Français. Plusieurs maisons furent démolies et une chaîne d'ouvrages reliés entre eux fut construite autour de la ville avec les flancs reposant contre la rivière York. La droite du camp anglais s'appuyait aux marécages qui couvraient la droite de la ville. Une grande redoute fut construite au-delà, tout contre la York. The CHARON et The GUADELOUPE, deux frégates anglaises, furent mouillées au niveau des marécages, en guise de points d'appui d'artillerie. Deux autres redoutes furent construites sur la droite à la tête du marais, de part et d'autre de la route de Williamsburgh. Le Centre était protégé par un petit bois taillé en abattis [les branches aiguisées] tournés vers les Franco-américains. Un ouvrage avec de l'artillerie couvrait Hampton Road. En fait, chaque point vulnérable ou sensible était solidement couvert par de l'artillerie et des abattis.

Suivant le schéma habituel des batailles franco-anglaises, les troupes anglaises occupaient de solides positions retranchées et les Français jouaient le rôle dynamique en les assaillant.

Sir Cornwallis, peint par Chalmers

Résumé de l'action : Le 28 septembre 1781, les armées combinées françaises et américaines commencèrent à envelopper l'armée anglaise autour de Yorktown. Les Français couvraient le secteur Ouest et les *Insurgents* le Sud. Surprise, l'armée anglaise évacua deux avant-postes durant la nuit du 29 au 30 septembre. Les Français les occupèrent le 30 au matin, et les Insurgents prirent possession d'une redoute dans leur secteur. Le 30, aussi, Vioménil força les Anglais à évacuer d'autres avant-postes à la gauche des lignes françaises, puis ratissa le bois qui séparait les Français de Yorktown. Ainsi, la brigade de Bourbonnais se rapprocha de la ville. De leurs côtés, les Américains piétinaient, retardés par des marécages et

des ponts détruits qu'ils reconstruisirent durant la journée du 28. Le 1er octobre, la ville était totalement investie du côté terrestre, la façade maritime étant bloquée par l'escadre française.

Les travaux de circonvallation allaient pouvoir commencer. Le 6 octobre, à 05h00 du matin, 1.000 soldats français guidés par les officiers du Génie de Querénet et du Portail commencèrent à creuser les tranchées. La première parallèle se situait à 500 mètres des murs de la ville. Pendant ce temps, le Régiment de Touraine, à l'extrême gauche, conduisait une manœuvre de diversion en mettant en batterie 8 pièces d'artillerie et 10 obusiers, ce qui provoqua des tirs de harcèlement intermittents.

La première parallèle s'étendait depuis la route Yorktown-Hampton jusqu'à la rivière York, et couvrait l'ensemble du front tenu par les Insurgés. La nuit suivante, cette parallèle fut renforcée par des batteries d'artillerie. Les deux nuits coûtèrent aux Alliés 19 tués et blessés; la plupart Français. La nuit du 7 au 8 octobre fut plus calme; 800 hommes terrassèrent. Le Régiment de Touraine termina la mise en place de sa batterie de diversion et les Américains d’une autre; le tout sous les tirs de harcèlement des Anglais, dont le succès[1] permet d’affirmer qu'ils manquaient de précision.[2]

La journée du 9 octobre fut plus active. À 15h00 entra en action, sur la gauche alliée, une batterie française de 4 pièces de douze et de 6 mortiers et obusiers. Ils pilonnèrent la ville et une redoute avancée que les Anglais avaient construite pour flanquer leur droite. Cet avant-poste était tenu par 120 soldats du 23th Foot et par des fusiliers marins. Le pilonnage de la batterie française dura jusqu'à ce que l'artillerie anglaise, qui lui faisait face, ait été réduite au silence. L'ouvrage anglais fut terriblement endommagé et leurs pertes en vies humaines considérables. Les Français par contre n'eurent que deux blessés; par miracle.

Durant la nuit, la batterie française de Touraine incendia l'une des épaves d'Arnold [la frégate CHARON], dont les flammes illuminèrent la rivière York. Le 10 octobre, les Français démasquèrent deux nouvelles batteries au milieu de l'arc formé par leurs lignes. L'une comportait 10 pièces de 18 et de 24 livres, six mortiers et obusiers; l'autre 4 pièces de 18. Les Insurgés américains, pour leur part, mirent en action 4 pièces de 18 et 2 mortiers. Écrasés sous le pilonnage de ces redoutables batteries, les Anglais retirèrent les canons de leurs embrasures et les protégèrent derrière les merlons.[3]

Au cours de la nuit du 11 octobre, 400 hommes, sous la protec-

---

1. ●Un tué et deux blessés.

2. ●C’était, bien évidemment, un tir au juger.

3. ●Un merlon est la “dent”, la murette ou parapet, entre deux créneaux ou embrasures

tion des Grenadiers de Saintonge et des Chasseurs de Bourbonnais, commencèrent à creuser la 2e parallèle située à 270 mètres des murs de la ville. L'opposition de l'armée anglaise fut très faible; quelques escarmouches firent un tué et deux ou trois blessés du côte français. Ce ne fut que le lendemain que Cornwallis se rendit compte des dangers que cette nouvelle parallèle faisait courir à son dispositif. Il fit donc ouvrir de nouvelles embrasures pour son artillerie qui fit 6 morts et 11 blessés durant la seule journée du 12 octobre. Son activité ne cessa plus.

Les percepteurs d'impôts anglais étaient maltraités partout dans les Treize-Colonies.

Le tracé de la nouvelle parallèle française rencontrait deux redoutes anglaises que les Français jugèrent gênantes. Le 12 et le 13, les batteries franco-insurgées les pilonnèrent durement, et, le 14 au soir, les troupes d'assaut alliées étaient prêtes: du côté français Viomé-nic disposait des Grenadiers et des Chasseurs de Gâtinais et de Deux-Ponts. Les troupes d'assaut insurgées étaient commandées par La Fayette en personne. Vers 23 heures, deux sergents français, Le Cornet et Forêt, sortirent de la tranchée française, suivis par 8 charpentiers et par 100 sapeurs munis de fascines, d'échelles et de haches. Derrière eux venaient, en colonne, 300 Chasseurs et Grenadiers français. L'ordre était de n'ouvrir le feu que sur ordre. Les Insurgés de La Fayette devaient assaillir la première redoute. Deux manœuvres de diversion étaient prévues, l'une par le Régiment de Touraine et l'autre par les troupes de Monsieur de Choisy devant Gloucester.

À 60 mètres de la redoute attaquée par les Français, les deux sergents furent repérés par une sentinelle anglaise qui ouvrit le feu après avoir crié les sommations d'usage. Les armes françaises restèrent totalement silencieuses tandis que les charpentiers ébranlaient les palissades à coups de haches. Les Anglais tiraient au juger dans l'obscurité mais sans résultat sérieux.[1] Lorsqu'un trou fut pratiqué, des fascines comblèrent les

[1] .●Sérieux pour le déroulement tactique de la bataille.

fossés et les Chasseurs s'élancèrent à l'assaut du parapet. Les Anglais déchargèrent leurs fusils à bout portant et s'enfuirent. D'autres se réfugièrent derrière un amas de tonneaux, puis, sans attendre l'assaut final, ils déposèrent leurs armes pour lever les bras et se rendre. La redoute avait été prise en 7 minutes d'assaut durant lesquelles 52 Français avaient été tués et 134 blessés, soit 46 % des effectifs. Du côte anglais, sur des effectifs de 231 hommes, 18 furent tués et 43 prisonniers; 170 s'étaient enfuis. Les Insurgents, menés par La Fayette, réussirent à occuper la deuxième redoute sans tirer un seul coup de feu. Ils firent 30 prisonniers anglais mais eurent 23 tués et 66 blessés. Car s'ils ne tirèrent pas, on leur tira dessus, bien entendu. Le lendemain, les travaux de la 2e parallèle purent être repris, et les redoutes, qui jusque-là couvraient le flanc gauche anglais, furent intégrées aux tranchées françaises.

Le 15 octobre continua la construction de la 2e parallèle ainsi que le bombardement de la ville, mais le 16 à 05h00 du matin, une contre-attaque anglaise fut déclenchée, menée par 4 ou 500 hommes commandés par le lieutenant-colonel Abercrombie.[1] Cette sortie avait pour objectif de s'emparer de deux batteries et d'enclouer les pièces. La surprise aidant, les batteries furent prises, mais l'enclouage dut être hâté et bâclé à cause de la contre-attaque française qui s'ensuivit immédiatement. Aussi, lorsque les batteries furent reprises, les pièces purent être remises en action le jour même. Dans les tranchées françaises, on releva un tué et 37 blessés.[2]

Perdant tout espoir d'être secouru, Cornwallis décida de tenter une percée. Le 16 octobre il allait essayer de s'enfuir, en traversant le fleuve York avec le gros de ses troupes, et de gagner la ville de Gloucester d'où il lui serait plus facile de décrocher. Il devait abandonner ses bagages et tout l'impedimenta pour ne pas être gêné dans sa retraite et laisser à Yorktown un détachement sacrifié qui couvrirait sa fuite puis capitulerait sur place. À 22 heures, 16 grosses barges étaient parées. Mais il était dit que l'armée anglaise devait être humiliée. Vers minuit, un malencontreux coup de vent dispersa les barges dont certaines, déjà chargées de troupes, furent emportées par le courant. Deux transports seulement atteignirent Gloucester. Troupes et barges finirent toutes par être récupérées dans la matinée du 17 et par retourner à la case-départ, Yorktown. L'assaut final des Français était imminent. Le 17 octobre à 10 heures, Cornwallis envoya un parlementaire aux Alliés pour demander un cessez-le-feu de 24 heures qui fut effectif à partir de 16h00. Les négociations de capitulation furent entreprises, et, le 19 octobre 1781 à midi, la capitulation signée.

1.●Plus tard commandant en chef dans les Indes; parfois orthographié avec un y final.

2.●Selon les Français; et une centaine de tués et de blessés selon des sources anglaises.

À 13h00 commença la cérémonie habituelle de reddition; deux redoutes furent remises, l'une aux forces françaises, l'autre aux Insurgés américains. À 14h00, la garnison, tambours battants mais drapeaux ployés et portant l'arme au bras, défila entre les Français et les Américains qui formaient deux haies. Les Anglais déposèrent leurs armes dans une plaine, sous les yeux du général Lincoln. Les officiers anglais furent autorisés à garder leur épée. Cornwallis, ne voulant pas risquer d'humiliation, ordonna au général O'Hara d'aller remettre son épée à sa place. O'Hara se dirigea vers Rochambeau qui lui désigna le général Washington. Ce dernier permit au brigadier-général Charles O'Hara d'aller rendre l'épée au général Cornwallis. Dans la soirée, Lord Cornwallis refusa malgré tout de dîner chez Washington, rebelle haï, mais accepta chez le Français Viomesnil.

Pertes ♦*Franco-américains*: 174 tués [dont 86 Français et 88 Américains] et de nombreux blessés. ♦*Anglais*: Très grand nombre de tués et de blessés. 9.131 prisonniers [dont plus de 1.500 dans les hôpitaux] et 274 canons, 22 drapeaux anglais, 7.320 fusils, 457 chevaux et une centaine de navires.

Conséquence de cette défaite anglaise : Ce fut une bataille décisive. Quand le Premier ministre Lord North apprit la défaite de Yorktown, il s'écria: *«Oh Dieu, c'est fini!»* Il démissionna et le nouveau cabinet britannique décida d'entamer des négociations avec les Français et les Américains, qui se terminèrent par l'indépendance des États-Unis d'Amérique. *C'était la première fois dans l'Histoire que l'Angleterre se mesurait à la France sans l'appui d'un ou de plusieurs alliés,*[1] *et le résultat était catastrophique.* La joie affichée à travers les États-Unis et la France [partout furent célébrés des *Te Deum*] fit grand contraste avec le désespoir qui balaya l'Angleterre. Seules les familles des victimes de la guerre ─des deux camps─ éprouvèrent des sentiments similaires[2].

Mais ce ne fut pas la dernière fois que les Français se battirent aux États-Unis. En effet, au moment de la *Guerre de Sécession,* Napoléon III, qui penchait plutôt pour le Sud pour des raisons économiques, constata que les opposants à son régime étaient pour les Nordistes[3]. Il

---

1.●Même durant la guerre de Cent Ans, l'Angleterre avait bénéficié de l'appui de ses provinces *continentales*, ou de la *Guerre civile* entre le roi de France et le duc de Bourgogne.

2.●Lire à ce sujet, afin de mieux connaître l'autre face de la guerre, *L'histoire d'un Conscrit de 1813,* roman historique d'Erckmann-Chatrian [1864]. Tout le récit s'appui sur le contraste du deuil des familles avec les *Te Deum* perpétuels qui célèbrent les ruineuses victoires. Les deux auteurs ont résolu le problème difficile de concilier cette thèse délicate avec le patriotisme.

3.●En fait ce gouvernement impérial français dirigé par les lobbies industriels et commerciaux penchait plutôt pour le Sud gros producteur de coton; et la France qui possédait une industrie textile florissante [275.000 ouvriers dont dépendaient 400.000 personnes] importait, en 1860, 93% de son coton des États sudistes qui avaient fait sécession. Le blocus du Sud par le Nord provoqua une montée vertigineuse des prix en France et en Angleterre. Tous les efforts du Gouvernement français, pour faire relâcher le blocus afin d'accorder un traitement préférentiel à la France, se heurtèrent au refus obstiné et furieux du Nord dont la marine de Guerre faisait le blocus des ports du Sud. Plusieurs chambres de commerce de France

resta prudent dans ses prises de position[1] mais s'efforça d'empêcher les Français d'aller combattre dans les armées nordistes de Lincoln. À partir du 28 septembre 1861, tout officier de l'armée française qui partait combattre dans les armées du Nord était immédiatement radié des cadres de l'armée française. En dépit de cela, certaines familles françaises, en exil en Angleterre, se mirent au service du Nord. Ainsi, les princes de la famille d'Orléans: le prince de Joinville,[2] son fils[3] et ses deux neveux[4] arrivèrent en Amérique en août 1861. Ces deux derniers, aides de camp du général McClellan, reçurent le grade de capitaine. Ce général, qui avait suivi la Guerre de Crimée en qualité d'observateur, parlait fort bien le français. À Yorktown, le duc de Chartres[5] poursuivit à cheval les derniers Sudistes qui évacuaient leurs positions et ramena à lui seul une quinzaine de prisonniers. Ils retournèrent en Angleterre lorsque l'Expédition française de Maximilien d'Autriche au Mexique rendit leur participation gênante.

Une vieille association de Français de New York, les Gardes de La Fayette, constituèrent un régiment de la National Guard, appelé le 55th New York Volunteers, qui comptait dans ses six compagnies une grande majorité de Français émigrés. Ils élurent comme colonel le comte Régis de Trobriand[6]. L'une des six compagnies de ce régiment portait l'uniforme caractéristique des zouaves.[7] Trobriand mena son régiment dans les diverses campagnes de l'Armée nordiste du Potomac, et participa avec fougue à la plupart des grandes batailles. Après la terrible défaite de Fredriksburg, son régiment français, réduit à 210 survivants, dut être fondu avec le 38th New York Volunteers Regiment dont Trobriand reçut le commandement en qualité de général.

[Lyon, Rouen, Mulhouse] réclamèrent donc une reconnaissance officielle du Sud et une entrée en guerre de la France et de l'Angleterre à ses côtés contre le Nord. [DUROSELLE, Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Éditions du Seuil, Paris, 1976.] Mais l'Empereur n'en fit rien.

1 ●Déclaration de stricte Neutralité de la France, le 10 juin 1861. L'Angleterre avait déjà annoncé sa neutralité le 14 mai. Cette déclaration française proclamait "une stricte neutralité... entre le gouvernement de l'Union et les États qui proclament la création d'une Confédération séparée." La formulation était bien une reconnaissance un peu hypocrite du Sud puisque Napoléon III reconnaissait ainsi les deux gouvernements ennemis comme deux adversaires et non pas comme un gouvernement légitime [le Nord] et un gouvernement rebelle [le Sud]. Seward, secrétaire d'État américain protesta énergiquement mais sans rien y changer. Et de ce fait, en représailles, le Gouvernement américain tenta de s'opposer sans y parvenir à *l'invasion du Mexique* par les soldats français de l'Empereur Maximilien.

2.●Troisième fils de Louis-Philippe.

3.●Le duc de Penthièvre.

4.●Le duc de Chartres et son frère le comte de Paris.

5.●Alors âgé de 21 ans.

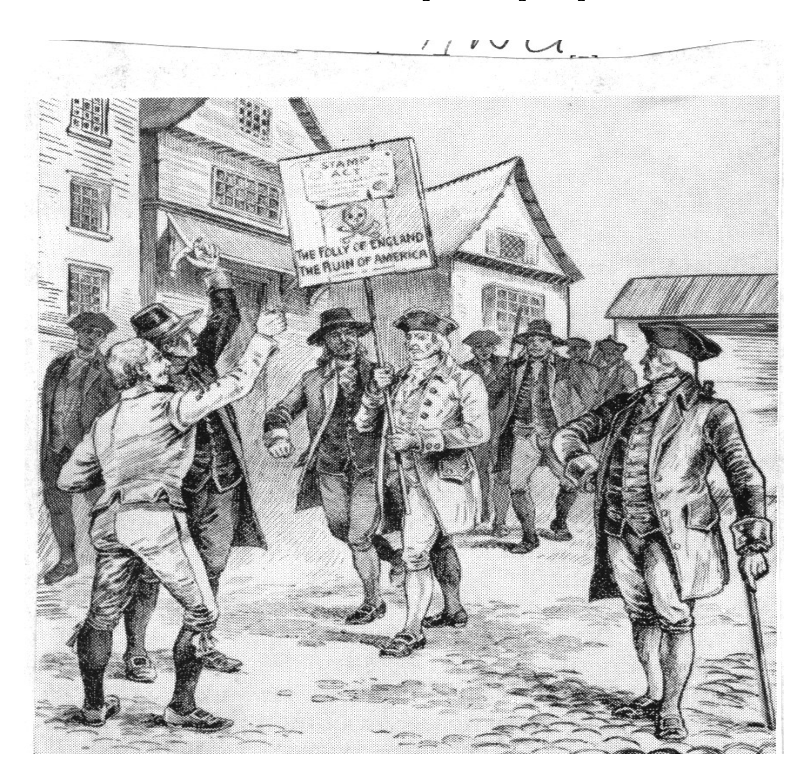
6.●Il devint plus tard général.

7.●Pantalon bouffant rouge serré aux chevilles, veste et chéchia. Les premiers régiments de zouaves [du Kabyle *zouaoua*] étaient constitués de Kabyles algériens. Au moment de la Guerre de Sécession, les zouaves combattaient au Mexique avec la Légion étrangère. Ils étaient tellement populaires que, à la même époque [1860], le général Lamoricière créa un corps de *zouaves pontificaux* pour la défense temporelle du pape. Mais ces zouaves étaient catholiques et d'origine française ou canadienne.

Ce dernier fut le second Français après La Fayette à porter le grade de général de l'armée des États-Unis[1]. Dans les Armées du Sud, combattait, entre autres Français, le prince Camille de Polignac, fils du Premier ministre de Charles X.

Lincoln dit un jour : «Vous, Français, vous avez compté sur le Sud ; et bien! Arrangez-vous avec les chefs Sudistes; s'ils vous tombent dessus, I am very sorry[2]!» En fait, si le gouvernement impérial français, sous l'impulsion des milieux d'affaire, penchait plutôt pour le Sud, le peuple de France, lui, appuyait le Nord à cause de l'aspect antiesclavagiste de cette guerre.

Manifestation contre le Stamp Act imposé par Londres.



1.●Tiré de KASPI, André, *La Guerre de Sécession, Les États désunis,* Éditions Gallimard, Paris, 1998.

2.●Chambrun, René de, *Un Français chez les Lincoln, Lettres inédites adressées pendant la Guerre de Sécession par Adolphe de Chambrun à son épouse restée en France,* Librairie Académique Perrin, Paris, 1976, ISBN 2-262-00038-7

Les tueries et hécatombes humaines qui eurent lieu durant la Guerre de Sécession[1] furent attribuées à plusieurs facteurs dont l'efficacité des armes nouvelles[2], l'insuffisance des services médicaux et la primauté de l'offensive à outrance.

SOURCES & LECTURES γDuroselle, Jean-Baptiste, La France et les États-Unis des origines à nos jours, Éditions du Seuil, Paris, 1976. γThomas Balch, Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance des États-Unis 1777-1783, A. Sauton Éditeur, Philadelphie et Leipzig, 1872. γOdet-Julien Leboucher, Histoire de la dernière guerre entre la Grande-Bretagne, les États-Unis de l'Amérique, la France, l'Espagne et la Hollande, depuis son commencement en 1775, jusqu'à sa fin en 1783, Brocas, Paris, 1787. γPaul et Pierrette Girault de Coursac, Guerre d'Amérique et liberté des mers 1778-1783. F.X. de Guibert, 1991. γCountryman, Edward. A People in Revolution : The American Revolution and Political Society in New York, 1760-1790. Baltimore : Johns Hopkins UP, 1981.



1. ●Chez les Sudistes, 20% environ des effectifs furent blessés ou tués; chez les Nordistes 15%

2. ●Le fusils à canon rayé et la balle conique du Français Minié.

Saint-Eustache. *Combats de*

Date de l'action : 26 novembre 1781.

Localisation : En néerlandais Sint-Eustatius, Île des Antilles. Coordonnées géographiques: 17° 30' de latitude Nord, et 62° 59' de longitude Ouest.

Contexte : Pendant l'expédition de la Chesapeake, le marquis de Bouillé ne restait pas inactif aux Antilles. Ayant appris que la garnison de Saint-Eustache avait relâché sa discipline, il décida de la surprendre.

Chefs en présence ♦**Français :** le marquis de Bouillé, gouverneur des Îles-du-Vent ou Petites Antilles[1]. ♦**Anglais :** général Cockburn.

Effectifs engagés ♦400 soldats français. ♦700 soldats anglais.

Stratégie ou tactique : Surprise et ruse.

Résumé de l'action : 1.200 hommes embarquèrent sur les frégates L'AMAZONE et La GALATHÉE, la corvette L'AIGLE et quelques bateaux du pays. L'expédition française leva l'ancre le 16 novembre, mais le gros temps empêcha l'expédition d'arriver devant la colonie anglaise avant le 25. Le même mauvais temps rendit le débarquement périlleux. La plupart des chaloupes de débarquement se brisèrent contre les rochers. Malgré tout, le 26 à 03h00 du matin, 400 hommes avaient réussi à établir une tête de pont... impossible à renforcer à cause de la fureur des éléments. La situation demeurait donc très dangereuse pour cette unité débarquée, que les Anglais, en montrant un peu d'initiative, auraient pu rejeter à la mer. Sans perdre son sang froid, Bouillé, gouverneur des Îles-du-Vent, se mit en marche vers la ville située à deux lieues de là. Vers six heures du matin, les Français parvinrent sur la place d'armes où la garnison anglaise effectuait tranquillement et sans passion son E.P.M[2]. En apercevant les Chasseurs Irlandais de Dillon, tout habillés de rouge, qui marchaient à dessein en tête de la colonne française, les Anglais pensèrent qu'il s'agissait de soldats britanniques et les laissèrent approcher sans méfiance. Mais lorsque les Français commencèrent à tirer sur eux à bout portant, ils se rendirent compte de leur fatale méprise et, interrompant brutalement leur échauffement musculaire, ils s'enfuirent dans toutes les directions. Le gouverneur militaire anglais de Saint-Eustache, le général Cockburn qui rentrait lui-aussi d'une promenade à cheval, fut fait prisonnier. Le comte Dillon, à la tête de 200 hommes[3], s'empara des casernes et cent hommes aux ordres du major Dufresnes

[1].●Pour les Français, les Îles-sous-le-Vent [ou Leeward Islands] sont les Grandes Antilles, tandis que pour les Anglais, ce sont les Petites Antilles septentrionales. Les autres Windward Islands étant les Petites Antilles méridionales. *voir supra* note de *La Dominique, 6 septembre 1778,* pour plus de détails.

[2].●Education Physique Matinale.

[3].●De fait, les Irlandais étaient britanniques, mais ceux-là étaient au service de la France.

s'élancèrent à la poursuite des fuyards anglais et s'introduisirent dans le fort sur leurs talons, avant qu'ils n'aient le temps d'en relever le pont-levis. Toute la garnison, 700 hommes environ, devint, ironie du sort, prisonnière des 400 Français, qui s'emparèrent en outre de 68 canons, de 4 drapeaux et de 6 bâtiments marchands.

Pertes ♦ faibles.

Conséquence de cette défaite anglaise : Un détachement français partit de Saint-Eustache et s'empara des îles anglaises de Saint-Martin[1] et de Saba[2]. Bouillé se montra généreux envers les prisonniers. Il fit distribuer aux habitants hollandais le butin que l'amiral Rodney et le général Vaughan avaient entreposé dans l'île. L'amiral anglais Rodney qui avait conquis cette île 6 mois plus tôt était en discussion avec le général Vaughan pour "un magot" de six millions issu du pillage local; chacun des deux chefs de terre et de mer prétendait que cet argent lui appartenait exclusivement. La décision en avait été déférée au gouvernement anglais. En attendant la réponse d'outre-mer, les scellés avaient été apposés. Le marquis de Bouillé les leva d'autorité et partagea cette somme entre les planteurs hollandais de l'île auxquels ces biens avaient été volés. Enfin, il restitua au gouverneur, avec le consentement de tous les officiers français, une somme fort élevée, celui-ci affirmant sur l'honneur en être le propriétaire: 274.000 Francs.

SOURCES & LECTURES ɡ Alfred Thayer Mahan, The major operations of the navies in the war of American independence, Boston, Little, Brown, and company, 1913. ɡClowes, William Laird, The Royal Navy : a history from the earliest times to the present, Vol. IV. London, Sampson Low, Marston & Co. 1898. ɡVergé-Franceschi, Michel, Dictionnaire d'Histoire maritime, éditions Robert Laffont, collection Bouquins, 2002. ɡGeorges Lacour-Gayet, La marine militaire de France sous le règne de Louis XVI, éditions H. Champion, Paris. ɡChevalier, Louis Édouard, Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine, Éditions Hachette, Paris, 1877.



1.●En néerlandais *Sint Maarten*, 18° 04' de Latitude Nord et 63° 04' de Longitude Ouest.

2.●Îlot habité des Antilles néerlandaises [17° 38' de Latitude Nord et 63° 10' de Longitude Ouest] de 13 km^2, à proximité de l'île de Saint-Eustache.

Saint-Christophe. *Attaque de*

Date de l'action : 11 janvier - 12 février 1782. ***Localisation*** : St-Kitts pour les Anglais, île des Antilles. Coordonnées géographiques: 17°20' de latitude Nord, et 62°45' de longitude Ouest.

Contexte : Au mois de février 1782, le comte de Grasse et le marquis de Bouillé vinrent attaquer par mer et par terre l'île Saint-Christophe.

Chefs en présence ♦**Français:** l'amiral de Grasse; le marquis de Bouillé. ♦**Anglais:** général Fraser; général Prescott; amiral Hood.

Effectifs engagés ♦**Français :** 5.000 hommes. ♦**Anglais:** un millier d'hommes au début; 5.000 à la fin.

Stratégie ou tactique : Attaque d'un refuge de montagne au canon de siège et au mortier. L'escadre de la Royal Navy était neutralisée et immobilisée dans une baie.

Résumé de l'action : L'amiral de Grasse avait quitté la Baie de Chesapeake le 5 novembre 1781 pour arriver à la Martinique le 26. Là, il concerta une attaque avec le gouverneur contre l'île de la Barbade. Empêché par des vents contraires, il décida de choisir un objectif davantage *sous-le-vent*, et, le 11 janvier 1782, l'escadre française arriva devant Basse-Terre[1] avec 5.000 hommes. La garnison anglaise, composée d'un millier de soldats réguliers du 1st Foot et du 15th Foot Regiments, sous le commandement du général Fraser, retraita sans combat jusqu'à Brimstone Hill, *le Refuge*. Le Corps français de débarquement suivit les Anglais et se prépara à les y assiéger.

Pendant ce temps, Sir Samuel Hood était revenu à La Barbade, le 5 décembre 1781. À la nouvelle de l'attaque française sur Saint-Christophe, il embarqua le 69th Foot Regiment et fit voile vers Antigua où il s’adjoignit d'autres troupes commandées par le général Prescott. Hood arriva devant *Basse-Terre*, le 25 janvier. Immédiatement, l'escadre française se jeta à sa poursuite pour lui livrer bataille, mais Hood refusa le combat, *et, faisant un large détour, vint s'ancrer dans la baie où se trouvaient auparavant les Français*[2]. Là, les vaisseaux anglais restèrent bloqués jusqu'à la fin du siège, ne voulant pas livrer bataille quoique leurs forces soient égales. Les Anglais réussirent à débarquer des renforts, le 28 janvier. Les troupes de terre [françaises] les attaquèrent immédiatement et les forcèrent à rembarquer.

Pourtant, les Français manquaient de munitions, après avoir perdu un vaisseau de poudre. Ils ne pouvaient plus mener le siège de Brimstone Hill où s'était réfugiée l'armée anglaise. L'armée anglaise de secours avait

---

1.●Saint-Christophe.

2.●Voir la **Bataille navale de Gondelour**, le 18 juin 1783, lorsque le Bailli de Suffren joua le même tour à l’amiral Hugues

constitué un convoi d'artillerie et de munitions pour aider le général Fraser et ses troupes assiégées. Mais les habitants de l'île, organisés en milices locales[1], réussirent à s'emparer du convoi et à donner le ravitaillement aux troupes françaises qui se trouvèrent réapprovisionnées.

Ainsi munis de canons de siège, les Français établirent plusieurs batteries et ouvrirent un feu d'enfer sur le camp anglais. Le 12 février, Mardi Gras, la garnison anglaise, désespérée de ne pas recevoir de secours de la flotte de Hood, capitula.

Cette escadre anglaise de secours, qui s'était réfugiée dans la baie et qui y était restée bloquée durant tout le siège sans pouvoir aider les assiégés, était si bien isolée qu'elle n'apprit la capitulation de l'île que beaucoup plus tard. Dès qu'il l'apprit, et voyant que les Français enfin libérés de la forteresse anglaise, installaient des batteries afin de pilonner son escadre, Hood profita d'une nuit sans lune pour décrocher avec ses 25 vaisseaux de guerre à travers les mailles des 25 vaisseaux français.

Pertes ♦Inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : Après avoir pris St-Kitts qui redevint Saint-Christophe, les Français s'emparèrent des îles de *Névis, Montserrat,* et des territoires de *Demerara* et d'*Essequibo.*

SOURCES & LECTURES ɡAlfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913. ɡClowes, William Laird, *The Royal Navy : a history from the earliest times to the present*, Vol. IV. London, Sampson Low, Marston & Co. 1898. ɡAlfred Thayer Mahan, *The major operations of the navies in the war of American independence*, Boston, Little, Brown, and company, 1913.ɡVergé-Franceschi, Michel, *Dictionnaire d'Histoire maritime*, éditions Robert Laffont, collection Bouquins, 2002. ɡGeorges Lacour-Gayet, *La marine militaire de France sous le règne de Louis XVI*, éditions H. Champion, Paris. ɡChevalier, Louis Édouard, *Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine*, Éditions Hachette, Paris, 1877.



[1].●En dépit du fait que les parents de ces colons avaient, 68 ans plus tôt, prêté serment d'allégeance à la couronne britannique. N'est-ce pas un exemple de fidélité pour des populations abandonnées par la cour de France, comme les Acadiens par Louis XIV, les Canadiens par Louis XV ou les Harkis deux siècles et demi plus tard par le président de Gaulle [rappelons que 150.000 Harkis furent abandonnés en Algérie à la torture et au massacre? Découverte par Colomb lors de son second voyage [1493], et nommée par lui-même pour son saint-patron, l'île fut, petit à petit, occupée par des colons français et anglais. De ce fait, elle fut fortement contestée. Par le Traité d'Utrecht [1714], à l'issue de la Guerre de Succession d'Espagne, Louis XIV la céda **avec sa population** à l'Angleterre [comme l'Acadie, Terre-neuve, la Baie-d'Hudson et, en principe, la ville de Dunkerque] afin que celle-ci fasse défection à l'alliance anti-française en pleine guerre. Alléchée par tous ces territoires, l'Angleterre accepta de trahir, et Louis XIV, peu soucieux de toutes les populations françaises livrées à l'ennemi pour subir mille humiliations et oppressions, eut la satisfaction de pouvoir atteindre son but:... affermir son petit-fils sur le trône d'Espagne.

Sadras. *Bataille navale de*

Date de l'action : 17 février 1782.

Localisation : Côte du Coromandel, Indes, à 100 km au S.-S.-O. de Madras. Coordonnées géographiques: 12° 10' de latitude Nord, et 80° 30' de longitude Ouest.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : L'escadre française escortait un convoi de débarquement destiné à prendre pied à Porto-Novo [Indes]. Le but de la bataille était de surprendre l'escadre anglaise au mouillage, en fixant comme point de ralliement la rade de Sadras.

Chefs en présence ♦**Marine Royale:** le Bailli de Suffren de Saint-Tropez[1]. ♦**Royal Navy:** amiral Sir Edgard Hugues.

Effectifs engagés Le combat ayant été livré après plus de deux mois de navigation, il y avait plus de 1.000 malades sur les navires français.

Stratégie ou tactique: À la bataille navale de Sadras, Suffren réussit à écraser l'arrière-garde anglaise et à neutraliser l'avant-garde. Le conflit de personnalité entre Suffren et ses officiers [spécialement Tromelin] entraîna la défection de deux navires français qui refusèrent de lui obéir: Le GRAND-ANNIBAL et Le FLAMAND. Ce fut donc un combat à 9 contre 9, tout au moins au début.

C'était la mousson du Nord et il fallait remonter vers ce même point cardinal afin de ne pas être rejeté trop vers le Sud. De ce fait, la redescente fut longue et les Anglais finirent par être avertis des mouvements de l'escadre française.

Résumé de l'action: Le 14 février 1782, la frégate La FINE signala la présence de l'escadre anglaise [9 vaisseaux de guerre] hors de portée de la protection de l'artillerie des forts anglais. Suffren ordonna immédiatement le branle-bas de combat et s'approcha de l'escadre anglaise qui revint se mettre sous la protection des canons des forts. Suffren réunit donc un Conseil de Guerre, et, comme l'attaque sur Porto-Novo était éventée, il fut proposé d'ajourner la tentative. Mais de Salvert s'objecta afin de ne pas décevoir les princes indiens locaux qui s'opposaient aussi à abandonner la campagne. L'escadre française se remit donc en route pour aller débarquer ses troupes de terre à Porto-Novo. En passant devant la rade de Madras, les Français virent que l'escadre anglaise appareillait et pensèrent qu'elle se préparait à venir perturber le débarquement.

Vers le soir du 14, l'amiral Hugues fit monter son escadre *au vent*, menaçant le convoi de transports français qui reçut l'ordre de passer *sous le vent* de l'escadre française de protection. Le convoi français s'exécuta. La manœuvre prit beaucoup de temps et le convoi perdit, durant la

[1] •L'incapable chef d'escadre d'Orves mourut le 9 février après avoir passé le commandement de l'escadre à Suffren.

manœuvre, une division légère qui naviguait par prudence tous feux éteints. Durant la nuit, Hugues réussit une excellente manœuvre. Il se glissa entre l'escadre française et son convoi de transports.

À l'aube, Hugues détacha cinq vaisseaux de guerre afin d'aller détruire les transports français. Ainsi Le LAURISTON, qui s'était arrêté pour arraisonner un navire indien, fut capturé à son tour; or il transportait toute l'artillerie et un fort détachement du Régiment de Lauzun. La flute BONS-AMIS, commandée par de Gaignières, fut attaquée par la frégate SEA-HORSE. La BONS-AMIS, qui avait débarqué la plus grande partie de son artillerie afin de servir de transport de troupes, avait à son bord le Régiment de Bourbon qui reçut Le SEA-HORSE sous un déluge de balles. Forcé de faire demi-tour en toute hâte Le SEA-HORSE battit en retraite.

Deux navires furent repris à la Royal Navy, ce qui ne rendait pas la journée bien coûteuse pour la Marine Royale qui ne perdit qu'un navire-hôpital, allé faire relâche à Négapatam[2] où, par ruse, les Anglais avaient hissé un pavillon hollandais. Voyant que cette escadre de la Royal Navy avait pour seul dessein de capturer des transports français, Suffren s'élanca vers le Sud-Ouest toutes voiles dehors pour l'attaquer. Hughes rappela ses cinq vaisseaux à grands coups de canons pour faire face aux Français.

Le 16 au soir, l'escadre anglaise naviguait sur une ligne vers le Sud-Est, bâbord amures.[3] L'escadre française se mit sur une ligne de bataille parallèle à celle des Anglais. Mais durant la nuit la confusion se remit dans les lignes.

Le 17 au matin, la ligne anglaise naviguait vers le Nord-Est, à 15 km sous le vent, vaisseaux très espacés. Suffren donna l'ordre de se déployer en bataille, mais le vent était incertain et cela prit du temps. À 15h00, un grain vint redonner du souffle aux voiles françaises qui en profitèrent pour se rapprocher des Anglais et se préparer à l'attaque. Mais, en fait, les Français étaient coupés en quatre tronçons. Cinq vaisseaux français menés par Suffren remontaient la ligne anglaise par l'arrière. Beaucoup plus loin derrière et au vent de la ligne, trois vaisseaux français[4] ; plus loin encore L'AJAX et Le FLAMAND; et Le BRILLANT était encore plus isolé.

Avec ses cinq vaisseaux, Suffren doubla L'EXETER qu'il canonna copieusement, puis Le MONARCA, L'ISIS, et Le HERO, pour s'arrêter enfin à côté du SUPERB, la navire-amiral anglais. Là, il diminua

---

2 .●Port-comptoir néerlandais dont les Anglais venaient de s'emparer par surprise.

3 .●C'est à dire, vent venant de leur gauche.

4 .●Le GRAND-ANNIBAL, Le BIZARRE et Le SÉVÈRE.

sa voilure pour s'attacher à lui. Ses quatre suivants s'attachèrent chacun à un vaisseau anglais. Suffren donna l'ordre à Tromelin et à sa division de remonter la ligne anglaise par l'autre côté, afin de prendre la Navy en tenaille, mais Tromelin qui détestait Suffren refusa d'obéir. Alors L'AJAX et Le FLAMAND voulurent quitter la ligne de Tromelin mais celui-ci leur intima l'ordre de rester avec lui. L'AJAX obéit à regret, mais Le FLAMAND désobéit à Tromelin, suivi par Le BRILLANT.

Ces deux navires contournèrent L'EXETER, le dernier de la



ligne de bataille anglaise, l'accompagnant, sous le vent, de leur feu. L'EXETER, qui avait auparavant reçu une bordée de chacun des quatre navires français remontant la ligne anglaise, était déjà mal en point. Il commença à demander de l'aide mais l'escadre anglaise, fort occupée, ne répondit pas à ses appels de détresse.

Heureusement pour lui, Le BRILLANT reçut un boulet perdu, tiré probablement par le PETIT-ANNIBAL qui accompagnait L'EXETER de l'autre côté, et qui détruisit son phare d'artimon et son mât d'artimon. De ce fait, Le BRILLANT pivota dans le vent et présenta son arrière désarmé à L'EXETER qui, en enfilade, lui tua 60 hommes d'une seule bordée. Après quelques manœuvres, Le FLAMAND réussit pourtant à prendre la place du BRILLANT et à continuer la canonnade sur L'EXETER. Ce que voyant, Hugues signala aux trois navires d'avant-garde de faire demi-tour pour venir porter secours à l'EXETER qui agonisait sous les coups du FLAMAND. En effet le navire anglais avait bien

hissé le pavillon pour signaler qu'il se rendait. Mais, dans la fumée, dans l'obscurité du soir qui tombait et aussi dans le feu de la bataille, Le FLAMANT ne s'était pas rendu compte que L'EXETER, véritable cimetière flottant, voulait capituler. Voyant arriver les renforts, Suffren ordonna au FLAMAND de regagner la ligne de bataille, ce qu'il fit. Les trois Anglais prirent L'EXETER en remorque et rompirent le combat au lieu d'attaquer la ligne française. La nuit tombait. L'escadre anglaise retraita vers Trinquemalé [Ceylan] qu'elle venait d'enlever aux Hollandais. Les Français restèrent un moment sur le champ de bataille, devenu désert, puis mirent le cap sur Pondichéry pour y continuer leur mission: l'escorte du convoi logistique. Le convoi arriva à destination le 19.

Pertes **♦Fr.:** 130 tués, 364 blessés. **♦Angl.**[5] : 137 tués, 430 blessés.

Conséquence de cette défaite anglaise : Le convoi de ravitaillement français arriva à bon port. Suffren fut personnellement très affecté par le refus d'obéissance de Tromelin. Ce fut, semble-t-il, la raison pour laquelle il ne poursuivit pas l'escadre anglaise en pleine retraite. En fait, bien qu'ayant gagné la bataille, les Français perdirent un navire, le navire-hôpital du convoi qui était allé relâcher dans le port de Négapatam, port hollandais que les Anglais venaient de prendre et où, par ruse, ils avaient laissé flotter le pavillon hollandais. Après Pondichéry, Suffren vit voile sur Porto-Novo, à 100 km au Sud de Pondichéry, pour y débarquer des troupes. Le nabab francophile Hyder Ali y envoya aussitôt 20.000 hommes. Le 7 mars, le nabab envoya aux Français un cadeau de 100.000 roupies et des approvisionnements.

Les transports français mouillés à Trinquebar[6] rejoignirent l'escadre sous l'escorte de la corvette BELLEDONE [32 canons]. Le 1er mars, cette corvette s'empara d'une corvette anglaise qui fut réarmée par les Français sous le nom de Le CHASSEUR. De son côte, la corvette La SUBTILE [24 canons, Pas de Beaulieu] détruisit 15 gros marchands anglais et délivra en même temps un transport français, sans doute Le LAURISTON, capturé le 15 février par les Anglais.

À Porto Novo, Suffren compléta ses équipages avec des indigènes mahométans appelés "Lascars."

SOURCES & LECTURES : ♦*Suffren et ses ennemis*, La Varende, Flammarion, Paris, 1967. ♦H*ier Suffren*, Raymond d'Unienville, Editeur S.l., Port-Louis, île Maurice], 1979. ♦*Suffren dans l'Océan Indien*, Claude Des Presles, Editions Économica, Paris, 1999. ♦*Suffren, l'Amiral Satan*, Frédéric Hulot, Imp. SEPC, le Grand livre du mois, Paris, 1994. ♦*Suffren, héros de l'Inde*, Landrieu, Gustave-Joseph-Henri (anagr. G. de Raulin), Edition J. Susse, Paris 1944. ♦*History of the French in India*, Colonel G.B., Malleson, CSI, Editions John Grant. Edimburgh, 1909. ♦*Le bailli de Suffren*, Just-Jean-Étienne Roy, Fr. Joubert, Editions Mame et fils, Tours, 1879. ♦*Vie de Suffren*, Bescherelle aîné, Editions Ardant, Limoges, 1873.

5 .●Selon le colonel anglais Malleson, *Final French Struggles in India and on the Indian Seas*, WMH Allen & Co, 13 Waterloo Place, London 1878.

6 .●Port danois.

Saintes. *Bataille navale des*

Autre nom : Bataille navale de La Dominique.

Date de l'action : 12 avril 1782.

Localisation : Petit archipel situé entre La Guadeloupe et l'île de La Dominique dans les Antilles. Coordonnées géographiques: 15°45' de latitude Nord, et 61°38' de longitude Ouest.

Conflit: Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris].

Contexte : Après avoir conquis de nombreuses îles anglaises dans les Caraïbes, de Grasse appareilla de Saint-Pierre de la Martinique le 8 avril 1782 avec 35 vaisseaux, 6 frégates ou corvettes et un convoi de 150 transports de troupes réunis pour une expédition contre la Jamaïque. Un malencontreux abordage accidentel survint dans la nuit du 11 avril, et obligea les Français à remorquer un navire. Cela retarda de Grasse et le mit en face, le 12, de la flotte anglaise de Rodney qui comptait 37 vaisseaux et une quinzaine de frégates. *Six vaisseaux français reçurent l'ordre de poursuivre leur route avec le convoi* tandis que 29 restaient pour barrer le passage à l'escadre anglaise. Le moral des Français était haut, renforcé par une longue série de victoires navales sur les Anglais.

Chefs en présence **♦Marine Royale :** l'amiral comte de Grasse. **♦Royal Navy :** amiral Rodney et son second Sir Samuel Hood. Le 3e au commandement était le contre-amiral Drake.

Effectifs engagés **♦Marine Royale :** 29 vaisseaux portant 2.246 canons. **♦Royal Navy :** 37 vaisseaux portant 3.012 canons et une quinzaine de frégates. Donc, une supériorité numérique de 8 vaisseaux de ligne et de 766 canons.

Stratégie ou tactique : Les lignes parallèles de bataille étaient orientées grosso modo Nord-Sud. Les Français naviguaient vers le Sud et les Anglais vers le Nord. Le vent d'E.-S.-E., passa au S.-S.-E. vers 10h30, le matin. L'amiral Rodney commandait le Centre, face à de Grasse, Hood l'arrière-garde face à l'avant-garde française de Bougainville, et Drake l'avant-garde anglaise face à l'arrière-garde française de Vaudreuil. De nouvelles techniques amélioraient grandement le pointage des pièces d'artillerie écossaises (caronades) aux dépens des gréements français. Le lieutenant-général Vaudreuil, commandant en second de l'escadre, écrivit dans son rapport à Versailles: «Tous les bâtiments de guerre anglais ont sur leurs gaillards une quantité de caronnades[1] dont l'effet est on ne peut plus meurtrier. Ce sont ces nouvelles armes qui nous ont dégréés à la journée du 12 avril. De plus, les Anglais ont adopté des platines à canons qui leur permettent de pointer infiniment mieux que nous avec des boute-

[1] .●Gros canons courts fabriqués à Loch Carron en Écosse; *déjà mentionné supra.*

feux.» Ce fut un corps-à-corps à l'abordage, et une canonnade à bout-portant pour laquelle les vaisseaux anglais étaient non seulement plus nombreux mais mieux armés, car la Marine Royale s'était momentanément laissée distancer quant aux progrès techniques.

Résumé de l'action : Au début, les Français avaient l'avantage du vent d'Est. Tout allait bien pour eux, malgré leur infériorité numérique, jusqu'au moment où le vent tourna au S.-S.-E., ce qui entraîna un certain flottement dans la ligne française qui s'efforçait de respecter la formation donnée. Rodney, de son côté, se lança dans la mêlée. Il parvint à franchir la ligne française par un espace en arrière du VILLE-DE-PARIS, navire-amiral français.

Soumis aux tirs précis des Anglais et assailli par une dizaine de gros vaisseaux anglais, Le VILLE-DE-PARIS combattit avec rage. Il finit par manquer de gargousses[1] et ses canonniers chargèrent ses canons «à la cuiller[2]», ce qui ôtait toute précision à leur tir.

Encerclé, avec les 2/3 de son équipage hors de combat, l'amiral de Grasse refusa de se transborder sur un autre vaisseau et même de se faire remorquer par Le PLUTON. Il se battit toute la journée jusqu'à 18h30. À court de boulets, les canonniers français chargeaient leurs canons avec tout ce qu'ils pouvaient trouver de métallique, y compris la vaisselle en argent de l'amiral de Grasse. Ce fut alors que de Grasse donna l'ordre au capitaine de vaisseau Lavilléon d'amener les couleurs.

Malgré leur grande supériorité numérique, les Anglais épuisés, ne poursuivirent pas. L'amiral Rodney en expliqua lui-même la raison[3]: «La longueur de la bataille fut telle que cela endommagea la plus grande partie de notre avant-garde et de notre centre, de même que certains vaisseaux de l'arrière-garde. De ce fait, poursuivre toute la nuit aurait été grandement inadéquat. De plus, les prisonniers à bord des prises n'auraient pu être transférés, et ces prises, accompagnées des vaisseaux extrêmement endommagés de la flotte britannique, auraient été exposées à une recapture par les Français; la nuit était extrêmement noire, et les ennemis qui s'éloignaient en Corps groupés, auraient pu défaire, par rotation, les navires qui les escortaient, et de ce fait auraient exposé la flotte britannique, après une victoire, à une défaite...»

Pertes ♦**Marine Royale :** de Grasse fut fait prisonnier, le gros vaisseau-amiral VILLE-DE-PARIS pris; 4 autres vaisseaux tombèrent entre les mains des Anglais, mais dans un tel état d'avarie que pas un seul ne parvint en Angleterre. ♦**Royal Navy :** Tous les vaisseaux anglais furent aussi plus ou moins avariés.

---

1. ●Charges standard de poudre en sac qui se glissaient dans le canon derrière le boulet.

2. ●**À la cuiller**, c'est à dire *en vrac*.

3. ●Citée par G.B. Mundy, *Life and Correspondance of Admiral Lord Rodney*.

Conséquence de cette défaite française : De fait la bataille des Saintes n'eut aucune répercussion sur la Guerre d'Indépendance américaine qui était déjà gagnée par les Français et les Insurgents. Elle sauva cependant la Jamaïque, même si un historien anglais a pu écrire que cette île anglaise fut plus sauvée par l'indécision des alliés que par cette bataille.

De Grasse fut conduit en tant que prisonnier de guerre en Angleterre où il fut reçu avec les honneurs les plus grands[1].

SOURCES & LECTURES γ*Histoire de la Guadeloupe, etc.,* Lenis Blanche, Paris, 1938. γ*Histoire de la Guadeloupe sous l'Ancien Régime, 1635-1789,* Maurice Satineau, Paris, 1928. γ*Les Saintes, dépendances de la Guadeloupe*, Recueil de notes et observations générales, Félix Breta, Paris, 1939. γ*Les Caraïbes. La Guadeloupe, 1635-1656. Histoire des vingt premières années de la colonisation de la Guadeloupe*, d'après les relations du R. P. Breton, Publiées par l'abbé Joseph Rennard, par Raymond Breton, dominicain, Paris, 1929.



La Galissonnière

1 .●Même s'il était celui qui, tout compte fait, était le responsable de la perte définitive, par les Anglais, de leurs Treize-Colonies américaines, en battant la Royal Navy dans la Baie de Chesapeake.

Provédien. *Bataille de*

Date de l'action : 12 - 13 avril 1782.

Localisation : Le champ de bataille était situé à 8 km au large de la côte du Sri Lanka [Ceylan]; il porte le nom de *îlot de Provédien*. Coordonnées géographiques approximatives: 09° 30' de latitude Nord, et 81° 00' de longitude Est.

Contexte : Des Français aidaient Hyder Ali à résister à la mainmise anglaise sur les Indes.

Stratégie ou tactique : Au début, deux lignes de bataille parallèles. Puis, grand désordre à tel point qu'on évoqua longtemps *«un désordre à la Provédien.»* La première formation s'étendait en direction Nordet, et la deuxième en direction Suroît,[1] bordée du large, et ensuite bordée de terre alors que la côte était inconnue pour les Français mais bien connue par les Anglais.

Durant cette bataille, comme à Sadras, Maurice Boudin de Tromelin, par esprit de vengeance[2], laissa l'escadre française se battre seule et empêcha sa division de participer au combat.

À 14 heures le 12 avril, les deux flottes étaient alignées dans un axe Sud-Nord. ♦La ligne anglaise, *sous le vent*, se composait de:

Chefs en présence ♦**Anglais :** Hugues. ♦**Français :** Suffren.

Effectifs engagés ♦**Français:** 12 vaisseaux avec 2.250 hommes. ♦**Anglais :** 11 vaisseaux.

R O Y A L N A V Y		
Ligne anglaise, *sous le vent.*	**Canons**	**Capitaine**
a] The EXETER	64	King
b] The SULTAN	74	Watt
c] The EAGLE	64	Reddel
d] The BURFORD	74	Reiner
e] The MONTMOUTH	64	Alms
f] The SUPERB	74	Amiral Hugues
g] The MONARCH[3]	74	Gell
h] The MAGNANIME	64	Wolseley
i] The ISIS	56	Lumley
j] The HERO	74	Hawker
k] The WORCESTER	54	Wood
TOTAL: 11 vaisseaux de ligne		

1 •●Sud-Ouest

2 •●Et se sentant protégé par sa puissante famille de marins. De ce fait, Maurice Boudin de Tromelin (1740-1825) finit sa carrière comme contre-amiral. Un autre Boudin de Tromelin (Jacques, Jean-Marie, François) fut général de division durant le Premier Empire français.

3 •●The MONARCH s'épelle aussi MONARCA.

Résumé de l'action : Le 12 avril au matin, les deux lignes de batailles étaient à 12 km l'une de l'autre. La ligne de bataille anglaise, orientée Sud-Nord et plus rapprochée de la côte, était sous le vent par rapport aux Français. Mais le vent d'Est demeurait instable et laissait présager un grain.

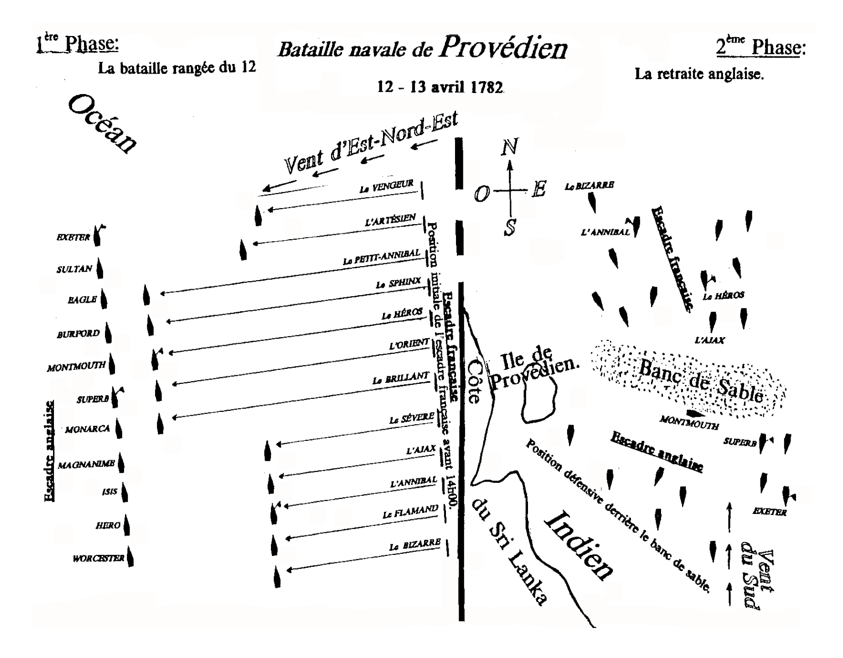
Suffren commença donc à se rapprocher de la ligne anglaise jusqu'à portée de pistolet. Quant au dernier vaisseau français, Le BIZARRE, il reçut l'ordre de contourner l'arrière-garde anglaise et de la remonter par l'Ouest, afin de prendre les vaisseaux anglais entre deux feux. Les Français étaient désormais à 8 km de la terre. Suffren devina que les Anglais voulaient remonter jusqu'à la pointe Nord de Ceylan pour s'esquiver vent arrière par le détroit. Aussi, sans plus attendre, arriva-t-il sur l'Ouest à portée de pistolet des Anglais et commença-t-il à les attaquer en se redressant et en présentant à l'ennemi le flanc bâbord.

MARINE ROYALE		
Ligne française, *au vent*	**canons**	**Commandant**
1] Le VENGEUR	64 canons	Forbin
2] L'ARTÉSIEN	64 canons	Maurville
3] Le PETIT-ANNIBAL[1]	50 canons	Morard de Galle
4] Le SPHINX	64 canons	du Chilleau
5] Le HÉROS	74 canons	amiral Suffren
6] L'ORIENT	74 canons	Des Pallières
7] Le BRILLANT	64 canons	Saint-Félix
8] Le SÉVÈRE	64 canons	Cillart
9] L'AJAX	64 canons	Bouvet
10] L'ANNIBAL	74 canons	Boudin de Tromelin
11] Le FLAMAND	50 canons	de Cuverville
12] Le BIZARRE	64 canons	de Lalandelle
quelques frégates		
TOTAL: 12 vaisseaux de ligne.		

En exécutant cette manœuvre, Le VENGEUR et L'ARTÉSIEN se redressèrent trop en avant de l'escadre anglaise. Les Anglais commencèrent à les canonner mais de trop loin; les boulets tombaient à l'eau. Vers midi, il était évident que l'ordre de progression avait été mal exécuté par l'arrière-garde et l'avant-garde françaises. Seul le centre de la ligne de bataille française naviguait à portée de pistolet. Les autres, avec le capitaine Tromelin, avaient refusé de s'approcher[2], et canonnaient de loin sans aucune efficacité. Sept vaisseaux français restaient donc inutiles, les cinq d'arrière-garde et les deux de tête.

1.●Le PETIT-ANNIBAL était une prise anglaise.

2.●Soit par opposition à Suffren que Tromelin détestait, soit par lâcheté. Il déshonora par son action sa famille qui dut changer de nom; ce qui était facile pour les aristocrates qui cumulaient les noms de tous les titres de leurs propriétés. Par contre, une petite île [1km²] de l'Océan Indien porte son nom, à l'Est de Madagascar, par 15°53'31″ de latitude Sud et 54°31'23″ de Longitude Est. Dans l'île, une piste d'envol et une station météorologique automatique. La France perpétue ainsi le souvenir de cet homme, car après le naufrage d'un vaisseau négrier dans cette île, qui portait alors le nom d *'île de Sable*, .ce fut lui qui vint, en 1776, soit 15 ans après le naufrage, rechercher les huit derniers esclaves survivants.



Au centre, les navires amiraux HÉROS et SUPERB se déchaînaient l'un contre l'autre. Bataille d'amiraux, Hugues en grande tenue et Suffren débraillé comme un pirate. Suffren, à bord du HÉROS, incendia Le SUPERB et se jeta sur Le MONTMOUTH après avoir ordonné à L'ORIENT de continuer l'attaque sur Le SUPERB qui essayait avec peine d'éteindre ses incendies.

Pendant ce temps, l'artillerie du HÉROS abattait l'un après l'autre tous les mâts du MONTMOUTH: le mât de hune arrière, puis le mât d'artimon et enfin le grand mât qui tombèrent avec un immense fracas. Ce fut la panique à bord du MONTMOUTH qui quitta la ligne anglaise, et, désemparé, se mit à tournoyer. Voyant que les Français s'apprêtaient à l'arraisonner, Le SUPERB qui avait réussi à éteindre ses incendies remonta en ligne et s'interposa courageusement entre Le HÉROS et Le MONTMOUTH, entièrement dévasté et réduit à un ponton flottant. Le HÉROS ayant enfin été touché lui aussi, L'ORIENT se jeta sur le SUPERB qui lui incendia sa grande voile. Le BRILLANT intervint et permit à L'ORIENT de s'éteindre. Le HÉROS manœuvra afin de s'abriter derrière Le MONTMOUTH et de s'éteindre à son tour.

Finalement, Tromelin [et le reste de l'escadre française] finit par s'approcher vers 15h45; l'amiral anglais donna alors l'ordre à l'escadre anglaise de se dégager et de décrocher. Suffren manœuvra aussitôt pour

poursuivre les Anglais; mais à 17h00, Le HÉROS perdit son petit hunier. Se voyant hors d'état de manœuvrer efficacement, l'amiral Suffren sauta dans un canot, et, à force de rame, se dirigea vers L'AJAX qui devint son navire-amiral. Après quoi, Suffren reprit la tête de la poursuite de l'escadre anglaise qui tentait de se mettre sous la protection de la côte bien connue d'eux seuls, dans les parages de l'île de Provédien, derrière des bancs de sable. La bataille avait duré cinq heures et douze minutes. L'orage, qui avait menacé toute la journée, éclata, précipitant la chute du jour. Peu après 17h00, L'AJAX toucha l'un des nombreux bancs de sable et Suffren donna l'ordre d'abandonner la poursuite.

Réfugié derrière ses bancs de sable et humilié, l'amiral anglais refusa l'échange de prisonniers que lui proposait Suffren, *préférant abandonner ses propres prisonniers aux mains des Français.*

Les deux escadres restèrent face à face quatre jours. Les Anglais derrière les bancs de sable et les Français en mer libre. Le 17 au matin, Suffren proposa aux Anglais une nouvelle bataille en eau profonde, mais l'amiral anglais refusa. Alors les vaisseaux français canonnèrent les Anglais deux jours complets, le 17 et le 18, espérant les forcer à sortir de leur retraite. Mais la Royal Navy, humiliée, préféra supporter ce bombardement à distance plutôt que d'accepter un combat rapproché.

Le 19, voyant qu'il ne parviendrait pas à les faire sortir, Suffren appareilla en jurant et prit le chemin de *Baticoala*[1], sur la côte orientale du Sri Lanka[2].

Les Français partis, l'escadre anglaise regagna Trinquemalé.

Pertes **♦Français :** 5 officiers tués, 220 hommes tués ou blessés; 1/10 des effectifs. **♦Anglais :** Le SUPERB, navire-amiral anglais, et Le MONTMOUTH furent fortement avariés. Pertes humaines équivalentes.

Conséquence de cette défaite anglaise : La bataille de Trinquemalé eut un effet désastreux sur le moral des équipages de la Royal Navy dans les Indes.



1 .●Un petit fort de rivière où les Hollandais avaient construit un poste, à 120 km au Sud de Trinquemalé.

2 .●Autrefois Ceylan.

SOURCES & LECTURES : ♦*Suffren et ses ennemis*, La Varende, Flammarion, Paris, 1967. ♦*Hier Suffren*, Raymond d'Unienville, Editeur S.l., Port-Louis, île Maurice], 1979. ♦*Suffren dans l'Océan Indien*, Claude Des Presles, Editions Économica, Paris, 1999. ♦*Suffren, l'Amiral Satan*, Frédéric Hulot, Imp. SEPC, le Grand livre du mois, Paris, 1994. ♦*Suffren, héros de l'Inde*, Landrieu, Gustave-Joseph-Henri (anagr. G. de Raulin), Edition J. Susse, Paris 1944. ♦*History of the French in India*, Colonel G.B., Malleson, CSI, Editions John Grant. Edimburgh, 1909. ♦*Le bailli de Suffren*, Just-Jean-Étienne Roy, Fr. Joubert, Editions Mame et fils, Tours, 1879.♦*Vie de Suffren*, Bescherelle aîné, Editions Ardant, Limoges, 1873.

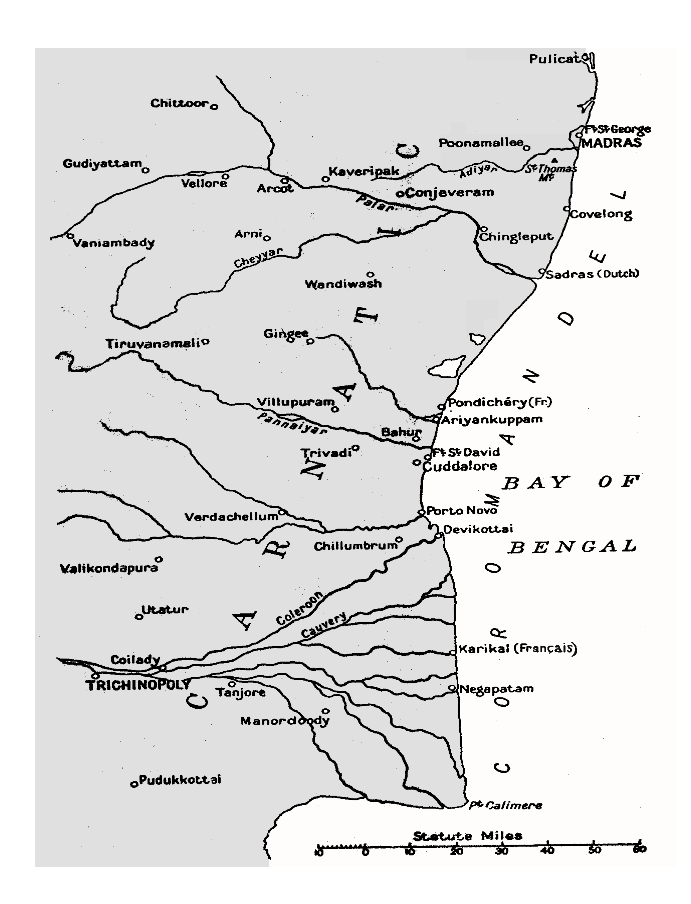


Kellinour. *Bataille de*

Date de l'action : 2 et 6 juin 1782.

Localisation : Ville des Indes, dans la région de Pondichéry. La bataille se déroula sur l'Arni, non loin de Kellinour.

Contexte : Duchemin, commandant en chef incompétent,



Le Carnate indien ; carte toponymique.

venait de débarquer le 20 avril à Porto Novo, port des Indes. Il avait quitté l'Île de France le 21 février.

La troupe française se trouvait du côté de Pondichéry, lorsque

Sir Eyre Coote vint se retrancher sur une forte position dans le voisinage de Kellinour. Ce mouvement de Sir Eyre Coote menaçait l'Arni.

Effectifs engagés ♦**Armée anglaise :** 12.000 hommes dont 2.000 Européens. ♦**Hyder Ali :** 10.000 hommes dont 1.500 Européens.[1] Mais en fait le Corps de Duchemin ne participa pas au combat. Le seul contingent français à prendre part à la bataille ne comportait que 200 ou 300 mercenaires [français] sous les ordres directs de Tipou-Sahïb.

Chefs en présence ♦Tipou-Sahïb. ♦Sir Eyre Coote.

Stratégie ou tactique : Hyder Ali souhaitait que Duchemin attaque Negapatam, mais ce dernier préféra commencer par ***Kadalur*** qui capitula le 6 mai. Puis, avec Hyder Ali, l'armée française alla frapper **Permacoil**. Mais Duchemin semblait manquer de nerfs[2]. En fait, il était malade, et Hyder Ali refusait de payer l'entretien de l'armée française dont le commandant en chef manquait de docilité. De plus, Duchemin avait reçu l'ordre écrit du roi de ne rien risquer dans le Carnate jusqu'à l'arrivée de la totalité du Corps expéditionnaire prévu, commandé par de Bussy. En dépit de bons effectifs, Duchemin déclina donc la bataille contre les Anglais. Alors que le Français assiégeait Wandewash,

Coote avança avec ses 12.000 hommes afin de proposer la bataille. Hyder Ali voulait combattre mais Duchemin déclina l'offre. Hyder, plein de mépris, leva le siège de Wandewash, rétrograda dans la direction de Pondichéry et occupa une forte position à Kellinour. Quelques jours après, la grande Guard de Sir Eyre Coote fut détruite par les Français dans une embuscade.[3] La bataille fut une série d'accrochages rapides suivis d'une embuscade.

Résumé de l'action : Le 2 juin, Hyder Ali tomba sur les Anglais devant l'Arni. Les Anglais faisaient face à Tipou-Sahïb, fils d'Hyder, qui commandait le contingent de mercenaires français[4] de l'armée d'Hyder. Coote tenta de décrocher et de manœuvrer, poursuivi par Hyder et Tipou. Ce fut une journée d'accrochages rapides, c'est à dire de décharges de mousqueterie suivies de retraits soudains. Coote était bon manœuvrier mais il dut battre en retraite. Quatre jours plus tard, le 6 juin, Hyder tendit une embuscade dans laquelle Coote perdit 166 hommes, 54 chevaux et 2 canons. Hyder perdit 60 hommes.

Pertes ♦Coote: 166 hommes, 54 chevaux et 2 canons. ♦Tipou: 60 hommes.

Conséquence de cette défaite anglaise: Les Anglais retraitèrent en toute

---

[1] ●Les Français de Duchemin.

[2] ·•«A man without brain and without nerve»" écrivit l'officier anglais Malleson. En réalité, il était gravement malade. Atteint par d'insidieuses fièvres tropicales, il mourut quelques semaines après.

[3] .●Voir l'historien anglais Orme, *in fine.*

[4] Ce contingent mercenaire était commandé par Lally le Jeune.

hâte jusque sous les canons de Madras, et les Franco-indiens purent reprendre le siège de Wandewash et commencer celui de Vellore. Duchemin était très malade; il mourut le 13 septembre 1782 dans son camp. Le comte d'Offelize lui succéda.

SOURCES & LECTURES γColonel George Bruce Malleson, *The Founders of the Indian Empire : Clive, Warren Hastings, and Wellesley; Lord Clive*, ,W.H. Allen & Co., London, 1882. γColonel George Bruce Malleson, *History of the French in India, from the founding of Pondichery in 1674 publié par l'auteur, Londres, 1885.* γRobert Orme, *Historical Fragments (of the Mogul Empire, etc.), Bangabasi Office, Calcutta, 1905.* γ Colonel George Bruce Malleson, L*es dernières Luttes des Français dans l'Inde et sur l'Océan Indien*, traduit et annoté par Edmond Gaudart, Pondichéry: Bibliothèque Publique, 1932. γDuff, James Grant (1878). *History of the Mahrattas, Volume 1*. London and Bombay: Times of India.



Négapatam. *Bataille navale de*

Date de l'action : 6 juillet 1782.

Localisation : Côte du Golfe du Bengale. Nagappatinam. Coordonnées géographiques: 10° 46' de latitude Nord, et 79° 50' de longitude Est.

Contexte : Dans les Indes, la politique de la France était favorable aux musulmans, à Hyder Ali, qui résistait à l'expansion anglaise dans cette partie du monde. Or, en 1781, le Bailly de Suffren, qui commandait l'escadre française sur la côte du Coromandel [Carnate indien] reçut l'ordre du Ministre de la Marine de se porter vers l'Île de France, dans les Mascareignes, de compléter ses approvisionnements et d'attendre, là, un renfort de France. Mais Suffren refusa d'abandonner Hyder Ali à son sort, et la côte du Coromandel à l'amiral anglais Hugues. Il savait en effet que seule la présence de l'escadre française maintenait les alliances avec les princes locaux et Hyder Ali. Suffren ravitailla donc les vaisseaux de l'escadre française à Baticaola, où il débarqua 1.500 malades du scorbut.

Les Hollandais, maîtres de Baticaola ne coopérèrent pas bien. Malgré cela, les Anglais profitèrent du fait que les hasards de l'histoire mettaient cette fois les Hollandais du côté des Français, alors qu'ils étaient presque toujours les alliés des Anglais, pour leur confisquer leurs comptoirs indiens : *Sadras, Pulicat, Négapatam,* de même que *Trinquemalé* et *Fort Ostenburgh* dans l'île de Ceylan[5]. Le 5, les Français mouillèrent dans le port danois de Trinquebar. Le 15 juin, ils capturèrent le vaisseau de guerre Le RESOLUTION, un véritable "monument" anglais que Cook avait conduit autour du monde, et le 16, Le YARMOUTH et Le RAILLEUR.

Le 3 juillet, Suffren compléta les effectifs de ses équipages avec des Lascars [Indiens mahométans], embarqua de l'artillerie de campagne pour assiéger éventuellement Négapatam, et fit route vers le Sud. Après quelque recherche, il repéra les Anglais à Trinquemalé. L'escadre française défila devant le port, leur offrit le combat, mais les Anglais ne sortirent pas. Afin de les débusquer, Suffren s'éloigna donc, et, le 6 juillet, les Anglais appareillèrent enfin, croyant tout danger écarté. Suffren se lança sur eux et les rencontra au large de Négapatam.

Mais, à 14h00, une tempête faillit couler L'AJAX qui y perdit ses mât de hune et de perroquet. Suffren envoya La BELLONE l'aider à réparer ses avaries. Ce fut alors que les Anglais prirent l'avantage du vent. Suffren mit en panne et mouilla en attendant L'AJAX.

[5].●Aujourd'hui le Sri Lanka

Chefs en présence ♦***Marine Royale*** **:** Suffren[6]. ♦***Royal Navy*** : Sir Edgard Hughes.

Effectifs engagés ♦**Marine Royale**: **1.** Le FLAMAND [50 canons], **2.** Le GRAND-ANNIBAL [74], **3.** Le BRILLANT [Saint-Félix, 64 canons], **4.** Le SÉVÈRE [64], **5.** Le SPHINX [64], **6.** Le HÉROS [74], **7.** Le PETIT-ANNIBAL [prise anglaise de 50 canons], **8.** L'ARTÉSIEN [64], **9.** Le VENGEUR [64], **10.** Le BIZARRE [64], **11.** L'ORIENT [74 canons, capitaine Des Pallières], Frégates: La BELLONE, La FINE ♦**Royal Navy** : **a.**The EXETER, **b.**The HERO, **c.**The IRIS, **d.**The BURFORD, **e.**The SULTAN [82 canons], **f.**The SUPERB, **g.**The MONARCH [70 canons], **h.**The WORCESTER, **i.**The MONTMOUTH [64 canons], **k.**The EAGLE, **l.**The MAGNANIME

Stratégie ou tactique : Dans les navires français s'entassaient de nombreux anglais prisonniers; ils encombraient littéralement les vaisseaux. Suffren avait demandé à l'amiral anglais Hugues de les échanger[7] mais celui-ci, humilié de sa défaite, avait refusé. Son surprenant refus avait été confirmé par le gouvernement anglais de Madras. Suffren avait donc décidé de se débarrasser des prisonniers en les envoyant au nabab, et les prisonniers anglais pleuraient comme des enfants, sachant que ce cruel potentat les torturerait peut-être.

Un cotre[8] anglais vint se présenter, sous pavillon parlementaire, pour réclamer Le SÉVÈRE [Cillart de Suvilue]. Ce dernier avait "baissé pavillon" la veille, puis avait “ouvert” le feu sur Le SULTAN qui lui envoyait un canot de prise. Suffren répondit que Le SÉVÈRE n'avait pas baissé pavillon mais qu'un boulet le lui avait arraché. Comme l'amiral Hugues insistait, Suffren lança aux parlementaires anglais la phrase célèbre : «Si Hugues veut Le SÉVÈRE, qu'il vienne le prendre.» Ce que Hugues ne fit pas.

Selon l'enquête qui suivit, voilà ce qui se passa: Le SÉVÈRE combattit durement contre Le BURFORD et en sortit fort avarié, avec une partie de sa voilure seulement. Il fut alors pris sous les feux croisés de trois vaisseaux anglais [dont Le SULTAN, 74 canons, lequel canonnait son tribord] qui voulaient l'achever. Derrière lui, sur sa hanche, frappait un 64 canons, et un 74 à bâbord. Se voyant sur le point de succomber, Cillart ordonna à deux fantassins de baisser le pavillon. Ils refusèrent. Il le fit alors amener par un de ses marins. Les trois vaisseaux anglais cessèrent alors la canonnade, et Le SULTAN mit en panne pour envoyer un canot de prise.

Ce fut alors que des hurlements de fureur s'élevèrent des batte-

---

[6].●Le Bailli de Suffren de Saint Tropez, lieutenant-général des Forces Navales de sa Très Chrétienne Majesté.

[7].●À la suite de la bataille de Provédien. Plus tard, Suffren renouvela son offre. Mais cette fois le refus était destiné à gêner les navires français.

[8].●Ou cottre, ou cotre ; cutter, en anglais.

ries françaises. L'équipage français devenait menaçant pour Cillart qui fut consigné dans ses quartiers par deux lieutenants de brûlot. Ces officiers, Dieu et Rosbo, commandaient des batteries sur Le SÉVÈRE. Ils relevèrent le pavillon et reprirent la canonnade sur Le SULTAN, en panne par le travers par rapport au vent; le navire anglais reçut d'horribles et cruelles bordées dans ses flancs. Le SULTAN s'éloigna alors du champ de bataille et Le SÉVÈRE revint prendre sa place dans la ligne française.

Résumé de l'action : Le 6 à l'aube, comme L'AJAX n'était pas encore réparé, Suffren fit lever l'ancre à l'escadre française. Le vent était d'Ouest. La ligne française, *bâbord amures*,[9] *montait parallèlement à la ligne de bataille anglaise, dans le Noroît*. Mais les deux lignes étaient trop séparées. Alors, pour se rapprocher, la ligne française vira pour redescendre *Suai,* et les deux lignes de bataille se rapprochèrent à bords opposés. Aucune des deux lignes n'était régulière. Les Anglais virèrent à leur tour pour remettre de l'ordre dans leur propre ligne et les deux formations s'accompagnèrent parallèlement.

Puis, les avant-gardes s'embrasèrent soudain: les canons tonnaient dans la fumée. Les arrière-gardes n'y participaient pas. Le BIZARRE, ne distinguant pas un signal de Suffren, sortit de la ligne pour demander confirmation. Suffren l'envoya à l'arrière.

Le changement de direction ayant été mal exécuté par les vaisseaux de tête, ils s'étaient séparés des 6 vaisseaux français bien groupés qui faisaient face à la ligne anglaise. L'arrière-garde anglaise tardait aussi. Hugues décida donc, par ruse, de maintenir son SUPERB[10] en face du HÉROS.[11] Ainsi, Le FLAMAND français [Cuverville], à la tête, se trouvait aux prises avec les deux vaisseaux anglais de l'avant. Mais Cuverville les reçut dans un feu d'enfer. Le FLAMAND fut entraîné dans la bataille presque dans la ligne anglaise, écrasé lui-même sous les boulets et la mitraille; il perdit 80 hommes. De leurs côtés, les deux navires anglais [L'EXETER et Le HERO anglais] étaient eux-mêmes mis à mal: Le HERO perdit son gouvernail, et l'autre, L'EXETER, cessa le feu et quitta la ligne de bataille pour aller réparer sans même demander l'autorisation. Le PETIT-ANNIBAL se battit contre L'ISIS; Le BRILLANT [Saint-Félix, 64 canons] contre Le SULTAN [74 canons]. Le BRILLANT souffrit beaucoup, perdit son grand mât et fut assailli par plusieurs Anglais. Suffren [HÉROS] arriva alors à la rescousse, s'interposa avec un feu terrible et le dégagea. Derrière Le HÉROS, Le SPHINX [64] prit en charge le navire-amiral anglais Le SUPERB [74]. Pendant ce temps, Le SÉVÈRE [Cillart] se battait aussi avec vigueur.

9.●C'est à dire **vent à gauche**.

10.●6e de la ligne anglaise.

11.●Suffren, 5e de la ligne française.

C'était la mêlée organisée. Or, vers 13h00, le vent changea soudainement au Sud et les deux lignes furent jetées dans le plus grand désordre. Alors, les Français virèrent de bord vent arrière pour remonter vers le Nord et se regrouper en direction du BRILLANT, démâté, impuissant et incapable de manœuvrer, qui dérivait, sous le vent des Français, en pleine ligne anglaise. Dans le désordre général, les Anglais amorcèrent un début de retraite vers Négapatam. Les navires se canonnaient au hasard des rencontres. Le HÉROS voulut aborder Le SUPERB au passage mais le vaisseau-amiral anglais se déroba. Furieux, Le HÉROS envoya une bordée sur l'arrière du SUPERB, ce qui déclencha une masse de hurlements et de God Damned sur le pont du navire anglais. Le SÉVÈRE fut durement touché.

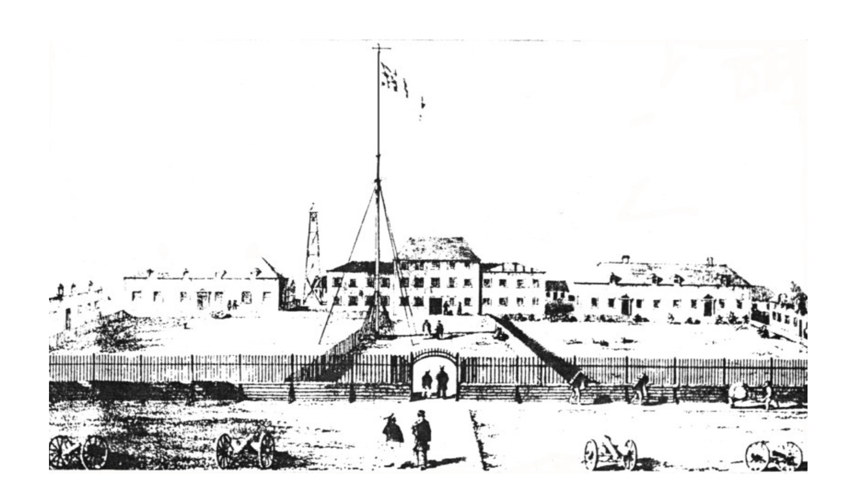
Finalement l'escadre anglaise ne retraita pas mais cessa le combat dès qu'elle fut *au vent* des Français. Elle mouilla au vent des Français. L'escadre française, *sous le vent*, se trouvait pour cette raison incapable de s'approcher des Anglais pour les attaquer. Suffren proposa le combat mais les Anglais ne bougèrent pas. Il lança, selon son habitude peu reluisante, des bordées de provocations et d'injures contre la Royal Navy, de jurons et même d'insultes contre les Anglais; vainement. Alors il ordonna à son escadre de regagner Karikal, à 10 km au Nord.

Pertes **♦Marine Royale** : environ 100 tués et 400 blessés, soit 1/8 des effectifs hors de combat. **♦Royal Navy :** Sévères pertes aussi.

Conséquence de cette défaite anglaise : Cette bataille ne fut pas déterminante. Mais elle servit plutôt les Français. Le lendemain, l'escadre française fit voile vers Gondelour. Cillart [Le SÉVÈRE], de Maurville [L'ARTÉSIEN], de Forbin [Le VENGEUR] et Bouvet [L'AJAX] furent punis pour manque de mordant.

SOURCES & LECTURES ♦Suffren et ses ennemis, La Varende, Flammarion, Paris, 1967.♦History of the French in India, Colonel G.B., Malleson, CSI, Editions John Grant. Edimburgh, 1909. ♦Le bailli de Suffren, Just-Jean-Étienne Roy, Fr. Joubert, Editions Mame et fils, Tours, 1879. ♦Vie de Suffren, Bescherelle aîné, Editions Ardant, Limoges, 1873. ♦Hier Suffren, Raymond d'Unienville, Editeur S.l., Port-Louis, île Maurice], 1979. ♦Suffren dans l'Océan Indien, Claude Des Presles, Editions Économica, Paris, 1999. ♦Suffren, l'Amiral Satan, Frédéric Hulot, Imp. SEPC, le Grand livre du mois, Paris, 1994. ♦Suffren, héros de l'Inde, Landrieu, Gustave-Joseph-Henri (anagr. G. de Raulin), Edition J. Susse, Paris 1944. SEPC, le Grand livre du mois, Paris, 1994.





Fort York Factory en 1853.

Fort-Prince-de-Galles. *Siège de*

Date de l'action : 9 août 1782.

Localisation : Fort situé dans ce qui est aujourd'hui le Manitoba [Canada] à l'embouchure de la rivière Churchill, Baie d'Hudson. Le fort avait été construit en 1717 par James Knight, à 11 km de l'embouchure. Le fort actuel, de pierre, fut érigé plus tard, en 1731, à la Pointe à l'Esquimau. Coordonnées géographiques: 58°47' de Latitude Nord; 94° 14' de Longitude Ouest.

Contexte : La Pérouse, né en 1741, s'embarqua pour la Baie d'Hudson avec 250 soldats d'Infanterie, 40 artilleurs, 4 canons de campagne, 2 mortiers, 300 bombes... Sa mission consistait à détruire les établissements anglais qui s'y trouvaient, et tout particulièrement le Fort-Prince-de-Galles.

Chefs en présence ♦**Français :** La Pérouse[1]**.** ♦**Anglais:** Samuel Hearne, gouverneur du fort.

Effectifs engagés ♦ Vaisseau Le SCEPTRE [74 canons, La Pérouse], frégates L'ASTRÉE [26 canons, lieutenant de vaisseau Fleuriot de Langle] et L'ENGAGEANTE [26 canons, lieutenant de vaisseau de La Jaille].

Stratégie ou tactique : 42 canons étaient montés sur les murs. Les Français enclouèrent toute l'artillerie anglaise avant de repartir.

Résumé de l'action : Cette croisière, maritime autant que militaire, ne pouvait être confiée qu'à un navigateur consommé. La flottille quitta le Cap Français [Cap Haïtien] le 31 mai 1782. À peine entrée dans la Baie d'Hudson, en juillet, elle fut immobilisée par les glaces qui lui causèrent des avaries. Les Français se dégagèrent, non sans mal, et atteignirent le Cap Wolstenholme,[2] à la partie Ouest du détroit. Le climat imposait à La Pérouse une grande rapidité d'exécution dans sa mission. En effet, il était de toute nécessité d'avoir quitté ces parages le 1er septembre, à défaut de quoi les Français couraient le risque de rester bloqués jusqu'à la saison suivante, avec tous les dangers qu'une telle situation peut laisser supposer. Les brumes environnent à leur tour l'escadre, rendant sa marche difficile, et, lorsqu'elles se dissipent enfin, c'est pour découvrir un panorama de glaces menaçantes, hérissées de tous côtés. Profitant d'une ouverture qui se pratiquait dans la banquise, le chef d'escadre, à force de voiles, se

---

1.●Jean-François de Galaup, comte de **La Pérouse**, né en 1741. Navigateur né à Albi, France. Il périt en 1788 à Vanicoro en Océanie, au cours d'un voyage de découverte dont l'avait chargé Louis XVI, sur la frégate La BOUSSOLE et L'ASTROLABE. Les débris de ses navires furent retrouvés en 1828 par Dumont d'Urville, rapportés en France et déposés au Musée de la Marine.

2.●Point le plus septentrional du Québec, à la sortie Ouest du détroit d'Hudson, par 62° 35' de Latitude Nord et 77° 30' de Longitude Ouest.

dégagea heureusement, et, quelques heures après, le 8 août, aperçut le pavillon de Fort-Prince-de-Galles. Les Français avancèrent la sonde à la main, mouillèrent par 18 brasses[3]. L'officier chargé de reconnaître la côte annonça qu'il était possible d'approcher encore, mais Le SCEPTRE seul s'aventura et débarqua ses troupes par une nuit obscure, malgré les courants de marée contraires. Les soldats allèrent délivrer une sommation au commandant anglais du fort qui capitula à discrétion sans tenter la moindre défense.

Pertes ♦Le fort fut détruit et l'artillerie anglaise enclouée. Tous les stocks de fourrure saisis.

Conséquence de cette défaite anglaise : Dès que le fort fut détruit et les marchandises embarquées, les Français remirent à la voile, dès le 11 août. À la suite de la destruction de ce fort, Hearne revint l'année suivante afin de reconstruire la fortification, un peu en amont. Puis le fort tomba en désuétude jusqu'en 1934-35, années durant lesquelles les canons furent retrouvés et remontés sur les murs qui sont, aujourd'hui, la principale attraction touristique de Churchill... avec les ours polaires dont l'existence est menacée par le réchauffement climatique.


Fort Prince-de-Galle, au Canada actuel.



[3].●La brasse mesurait 6 pieds ou 1,83^{m}

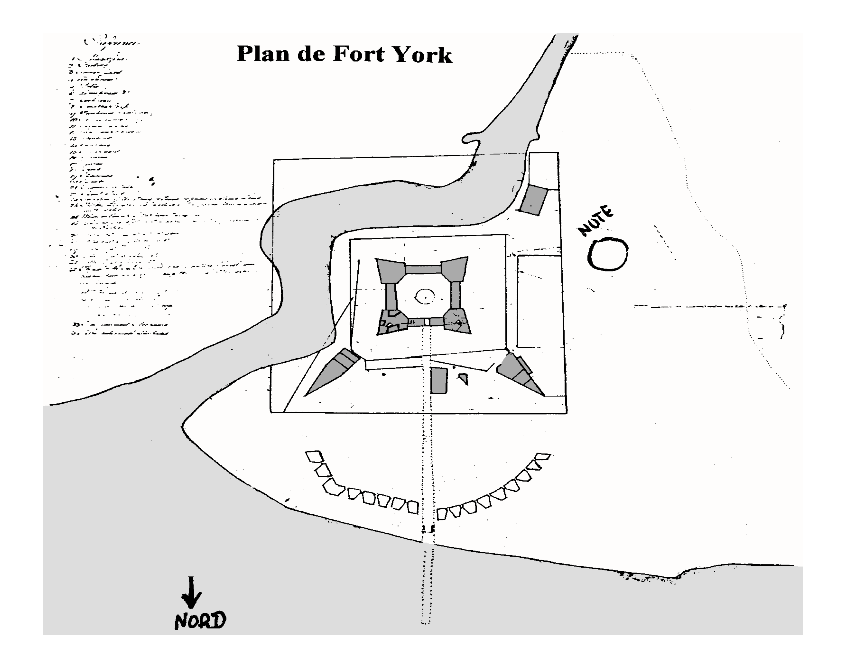
SOURCES & LECTURES γNewman, Peter C (1985). *Company of Adventurers: The Story of the Hudson's Bay Company*, Viking, Markham, Ontario. γValentin, F (2007) [1839]. *Voyages et aventures de La Pérouse*. La Rochelle: La Découvrance. γDunmore, John (2007). *Where fate beckons: the life of Jean-François de la Pérouse*, University of Alaska Press, Fairbanks, Alaska. γJean-François de La Pérouse, *Voyage autour du monde sur l'Astrolabe et la Boussole*, Paris : La Découverte, 2005. γRubrique «Jean-François de La Pérouse», dans Louis-Gabriel Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne : histoire par ordre alphabétique de la vie publique et privée de tous les hommes avec la collaboration de plus de 300 savants et littérateurs français ou étrangers*, A. Thoisnier Desplaces Éditeur, Paris, 1843. 53 volumes (80 volumes avec les suppléments). γBrossard, Maurice de, *La Pérousse : des combats à la découverte*, France-Empire, Paris, 1978. γJohn Dunmore, *La Vie de La Pérouse, L'appel d'un destin*, Privat, Toulouse, 2006.



Fort York Factory sur la Baie d'Hudson.

Fort-York. *Siège de*

Date de l'action : 20 août 1782.
Localisation : Fort de la Compagnie de la Baie d'Hudson[4] situé dans la péninsule des Hayes, à l'embouchure d'une grande rivière qu'elle divise en deux branches: la rivière des Hayes [qui passe devant le fort] et la rivière Nelson. Aujourd'hui au Manitoba, Canada.
Coordonnées géographiques : 57° 00'36" de Latitude Nord; 92° 10'54" de Longitude Ouest.



Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris]. Conflit entre la France de Louis XVI et l'Angleterre de George III [1760-1820].
Contexte : La Pérouse s'embarqua pour la Baie d'Hudson avec 250 soldats d'Infanterie, 40 artilleurs, 4 canons de campagne, 2 mortiers, 300 bombes... Sa mission consistait à détruire les établissements anglais qui s'y trouvaient, et tout particulièrement le Fort-Prince-de-Galles. Cette croisière, maritime autant que militaire ne pouvait être confiée qu'à un

[4].●Compagnie créée par deux Français (Pierre-Esprit Radisson et Médard des Groseilliers) pour le compte de l'Angleterre sous le nom de *The Governor and Company of Adventurers of England trading into Hudson's Bay.* Les deux Français avaient essayé de commercer au profit de la France mais l'Administration français les en avait empêchés.

bon navigateur.

Chefs en présence ♦**Français :** Jean-François Galaup, comte de La Pérouse. ♦**Anglais:** le nom du gouverneur du fort est inconnu.

Effectifs engagés ♦Le SCEPTRE [vaisseau de 74 canons, La Pérouse], frégates L'ASTRÉE [26 canons, lieutenant de vaisseau Fleuriot de Langle] et L'ENGA GEANTE [26 canons, lieutenant de vaisseau de La Jaille]. ♦Une centaine d'hommes de garnison.

Stratégie ou tactique: Une quarantaine de canons étaient montés sur les murs. Les Français enclouèrent toute l'artillerie anglaise avant de repartir.

Résumé de l'action: La flottille quitta le Cap Français le 31 mai 1782. À peine entrée dans la Baie d'Hudson, en juillet, elle fut immobilisée par les glaces qui lui causèrent des avaries.

Les Français se dégagèrent et atteignirent le Cap Wolstenholme, à la sortie Ouest du détroit[5]. Le climat imposait à La Pérouse une grande rapidité d'exécution dans sa mission. Après avoir pris et détruit Fort-Prince-de-Galles, les Français firent voile vers Fort-York. La rivière Nelson était munie de moyens de défense. Un navire de la Compagnie de la *Hudson's Bay Company* en protégeait l'entrée. La Pérouse décida donc de pénétrer dans le secteur par la Nelson, bien que ce parcours soit plus long. Toutes les dispositions furent prises pour agir sans le concours des deux frégates avec lesquelles il allait devenir impossible de rester en contact. Le 21 au soir, les Français parvinrent à l'embouchure de la rivière, avec 250 hommes et les canons indispensables. Les chaloupes mouillèrent par trois brasses[6] à son entrée, tandis que La Pérouse, Rostaing,[7] et le commandant du Génie Monneron s'avancèrent dans un canot, sondant toujours pour examiner les abords. Plus de 200 mètres d'une vase molle et infecte les séparaient de la côte.[8] Le débarquement semblait impraticable de nuit; mieux valait attendre le jour. Mais le jusant mit à la longue toutes les chaloupes à sec. Maintenant, plus d'un kilomètre de boue séparait le rivage de l'intérieur des terres. Ainsi, les difficultés avaient augmenté. Pourtant, le temps pressait. Il fallait agir ou retraiter. Langle proposa alors de traverser les battures à pied. Ce qu'ils firent.

5.●Le cap Wolstenholme est situé à une trentaine de kilomètres au nord-est du village québécois d'Ivujivik. C'est le cap le plus septentrional du Québec. Il se trouve par 62°34′55″ de latitude Nord et 77°30′30″ de longitude Ouest, à la même latitude que la ville d'Isfjorden au fond du fjord norvégien de Romsdalsfjord. Au cours de la dernière mission de Henry Hudson, en 1610, il cartographia la côte et baptisa le *cap Wolstenholme* pour honorer un marchand qui avait investi en subventionnant l'expédition destinée à trouver le fameux *Passage du Nord-Ouest*. Des membres de son expédition s'en prirent à des Inuïts locaux dans les îles voisines de Digges. Ce fut le deuxième accrochage connu entre des marins anglais et des Inuïts dans ces parages. Le premier avait eu lieu quatre ans plus tôt lors de l'expédition de John Knight sur le côte du Labrador septentrional. Quatre marins du HOPEDALE, parmi lesquels se trouvait Knight, étaient allés à terre en chaloupe. Ils disparurent corps et biens. Le jour suivant les Esquimaux attaquèrent les huit autres membres de l'équipage restés dans le vaisseau. Ils levèrent rapidement l'ancre pour fuir. En 1697, le Canadien Pierre Le Moyne d'Iberville chassa les Anglais de la Baie d'Hudson, et, plus respectueux des autochtones, réussit à établir les premiers rapports commerciaux avec les Inuïts du cap Wolstenholme.

6.●C'est à dire 5,50^{m}

7.●Le commandant des troupes de terre.

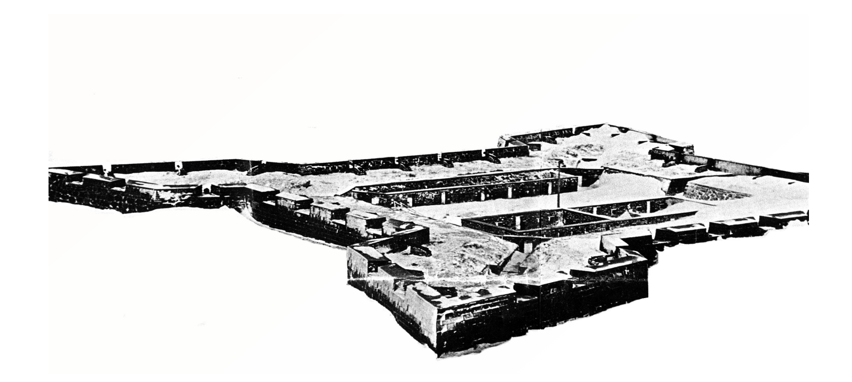
8.●«*Estran*» ou «*laisse*», appelé les «*battures*» au Canada.

Cette difficulté passée, les soldats se rangèrent en bataille dans une prairie puis pénétrèrent dans un bois plutôt clairsemé. Malgré cela, ils se perdirent dans la forêt et ce ne fut que le surlendemain matin qu'ils en sortirent pour constater que le temps s'était gâté. Craignant pour ses frégates, La Pérouse courut à ses chaloupes mais ne put les rejoindre tant la mer était agitée. Les Français ne purent retourner à leur vaisseau que le lendemain. Heureusement, La Pérouse avait pris soin d'envoyer une délégation militaire au fort pour lui présenter une sommation. Le gouverneur anglais avait aussitôt accepté de déposer les armes.

Pertes ♦Le fort fut détruit et l'artillerie anglaise enclouée; tous les stocks de fourrure saisis.

Conséquence de cette défaite anglaise : Le gouverneur de ce fort fut, lui aussi, emmené prisonnier, tandis que le fort était détruit par les Français, les canons encloués et les stocks de marchandise saisis. Après quoi, l'escadre française s'empressa de quitter ces régions inhospitalières avant le retour de la mauvaise saison et des glaces.

SOURCES & LECTURES γNewman, Peter C (1985). *Company of Adventurers: The Story of the Hudson's Bay Company*, Viking, Markham, Ontario. γValentin, F (2007) [1839]. *Voyages et aventures de La Pérouse*. La Rochelle: La Découvrance. γDunmore, John (2007). *Where fate beckons: the life of Jean-François de la Pérouse*, University of Alaska Press, Fairbanks, Alaska. γJean-François de La Pérouse, *Voyage autour du monde sur l'Astrolabe et la Boussole*, Paris : La Découverte, 2005. γRubrique «Jean-François de La Pérouse», dans Louis-Gabriel Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne : histoire par ordre alphabétique de la vie publique et privée de tous les hommes avec la collaboration de plus de 300 savants et littérateurs français ou étrangers*, A. Thoisnier Desplaces Éditeur, Paris, 1843. 53 volumes (80 volumes avec les suppléments). γBrossard, Maurice de, *La Pérousse : des combats à la découverte*, France-Empire, Paris, 1978. γJohn Dunmore, *La Vie de La Pérouse, L'appel d'un destin*, Privat, Toulouse, 2006.



Le Fort Prince-of-Wales de la Baie d'Hudson dans la neige.

Trinquemalé. *Siège de*

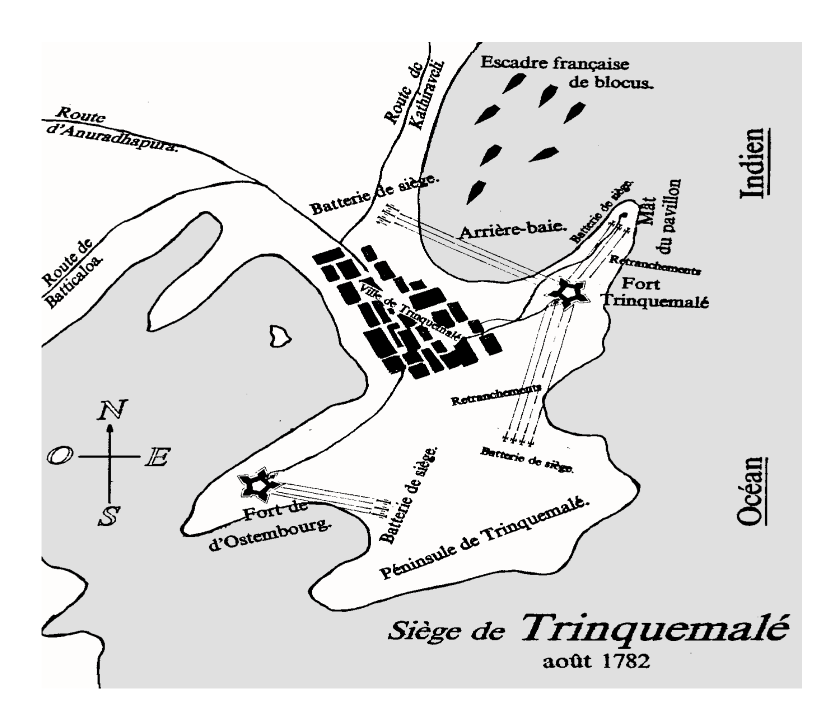
Date de l'action : 25 août - 1er septembre 1782.

Localisation : Ville située sur la côte orientale du Sri Lanka; aujourd'hui Trincomalee. Coordonnées géographiques: 08° 34' de latitude Nord, et 81° 14' de longitude Est.

Contexte : Le port hollandais de Trinquemalé venait d'être pris aux Hollandais par les Anglais. Il était assiégé par les Français. Ces derniers désiraient capturer ce port afin de se donner un vrai havre qui ne soit pas toujours menacé. Ce fut le SAINT-MICHEL qui passa le premier.

Chefs en présence ♦**Français** : Suffren[1]. ♦**Anglais** : gouverneur militaire Macdonald.

Archives publiques de la Bibliothèque de Pondichéry



Effectifs engagés ♦inconnus.

Stratégie ou tactique : La baie de Trinquemalé était belle et grande; de

[1].●Pierre, André de Suffren de Saint-Tropez [1729 - 1788], commandeur et bailli de l'Ordre de Malte. Il fut nommé vice-amiral en 1786.

30 km de profondeur. Les Français devaient réduire deux forts et plusieurs batteries. L'ensemble des défenses était composé de deux rades dont la plus sûre contre le vent d'Ouest, dite *arrière-baie*, était celle du Nord-Ouest. Cette arrière-baie militaire était sous la surveillance de la forteresse de Trinquemalé dont la hauteur ne permettait que les tirs courbes difficilement réglables. Au pied de cette citadelle et défendant la Pointe du Pavillon, les Anglais venaient d'installer une batterie. La ville s'étendait sur la presqu'île; le Fort-Ostembourg couvrait le port civil.

Résumé de l'action : Les Français accostèrent au N.-O. du fort. Les soldats, à qui on avait donné trois jours de vivres, consommèrent en quelques heures la totalité de l'alcool des rations. Grâce à cela, le moral était au zénith. Même les noirs et les Cipayes étaient gais. Si gais que les travaux de terrassement étaient exécutés assez mal. Soudain une impétueuse sortie des Anglais éparpilla tout le monde, et, lorsque ces derniers eurent été repoussés, les Français se montrèrent plus sérieux qu'auparavant. Le Bailli de Suffren débarqua au matin et se mit à dessiner des redoutes et des tranchées. Le 28, la grosse artillerie de siège française fut mise en action et commença à faire des dommages importants. Les Malais, que les Anglais détestaient et craignaient, furent débarqués. Le 29 au matin, le bombardement français continua et redoubla. Comme une brèche commençait à être praticable, Suffren proposa aux Anglais de capituler. Vers 11h00, deux parlementaires anglais sortirent de la place-forte afin de négocier une reddition honorable. L'un retourna pour présenter les termes à ses chefs pendant que l'autre , qui savait vivre, s'attablait pour banqueter avec les Français. Au retour du négociateur, il parut évident que les Anglais en demandaient trop; ils refusaient d'engager l'autre fort dans la capitulation! Alors Suffren renvoya les parlementaires anglais et ordonna de reprendre le bombardement; ce fut alors que le gouverneur Macdonal sortit du fort et accepta de remettre aux Français les clés du premier fort. Grand prince, Suffren accepta de leur accorder les Honneurs de la Guerre en dépit de leur refus initial.

Le deuxième fort capitula le 1er septembre par manque d'eau.

Pertes ♦Inconnues.

Conséquence de cette défaite anglaise : Pour célébrer la capitulation, les Français organisèrent un énorme banquet auquel furent conviés les Anglais. Tous étaient encore à table lorsque Suffren apprit que la Royal Navy arrivait dans le but de porter secours à Trinquemalé. Afin de ne pas porter ombrage au plaisir des Anglais présents, Suffren ne dit rien, se leva et alla donner des ordres afin que l'escadre française se préparât au combat. Après quoi, il revint poursuivre le repas avec les officiers anglais. Petit à petit, le bruit se répandit parmi les officiers français, mais les Anglais ne l'apprirent qu'après avoir quitté le camp français.

Gueule de Bois. *Bataille navale de la*

Autre nom : La Bataille *de Trinquemalé*.

Date de l'action : 1er au 6 septembre 1782.

Localisation : Ville de la côte du Golfe du Bengale; Sri Lanka. Appelée aujourd'hui Trincomalee. Coordonnées géographiques : 08° 34' de latitude Nord, et 81° 14' de longitude Est.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris]. Théâtre des Opérations en [Extrême] Orient.

Contexte : Le port de Trinquemalé, assiégé par les Français, venait de capituler. Sir Edgard Hughes avec son escadre de Secours arrivait avec quelque retard pour forcer le blocus.

Chefs en présence **♦Marine Royale :** Le Bailli de Suffren. **♦Royal Navy :** Sir Edgard Hugues.

Effectifs engagés ***♦Marine Royale*** : L'ARTÉSIEN [64] St-Félix, Le BRILLANT [64] de Kersauson, Le HÉROS [74] Suffren, L'ILLUSTRE [74] Bruyères, L'AJAX [64] Beaumont, Le GRAND-ANNIBAL [74] Boudin de Tromelin, Le SAINT-MICHEL [64] Aymar [+Le VENGEUR, 64, Cuverville]; mais trois vaisseaux français seulement participèrent réellement au combat. **♦Royal Navy :** The EXETER [64] King, The ISIS [74] Lumley, The BURFORD [74] Reiner, The SUPERB [74] Hugues, The MONARCA [74] Gell, The EAGLE [64] Reddel, The MONTMOUTH [64] Alms.

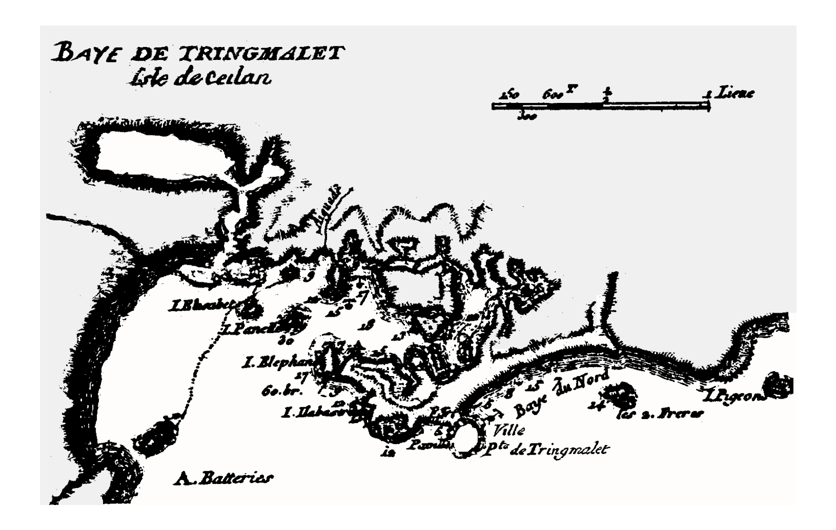
Stratégie ou tactique : Cette victoire fut tactiquement inutile pour les Français qui, après la capitulation de Trinquemalé, auraient pu rester sous la protection des forts ; mais, par esprit de contradiction vis-à-vis d'un groupe d'officiers[2] qui lui conseillaient de ne pas bouger, Suffren ordonna l'appareillage. Là encore, Boudin de Tromelin continua de saboter les ordres de son commandant en chef. Mais, cette fois, il fut sanctionné.

Résumé de l'action : La flotte anglaise apparut et mit en panne à 40 km au large de Trinquemalé. Suffren et les Français avaient certes un peu trop fêté[3] la chute de cette place forte. Immédiatement, Suffren envoya une frégate, La BELLONE, surveiller l'ennemi pendant que les Français appareillaient. Ce fut "la bataille de la Gueule de Bois". Fort confuse. Désavantagé par le vent qui venait de l'Est et par la grande proximité de la côte, Suffren essaya de regrouper les Français, et, par des manœuvres complexes, de rejoindre contre le vent l'escadre anglaise qui croisait au

2.●Qui incluait le fameux Boudin de Tromelin, chef de file des mutins. Ce dernier cherchait à saboter les ordres de Suffren dont il était jaloux, assuré de la protection de sa puissante famille.

3.●D'ailleurs, avec la garnison anglaise de Trinquemalé que les Français avaient invitée.

large, au vent. Au lieu de s'approcher pour livrer bataille au plus vite,



l'escadre anglaise observa ces manœuvres de loin et avec circonspection.

Dans la confusion la plus grande, l'escadre française réussit enfin à former trois divisions devant la ligne anglaise. Seule la division du centre, commandée par Suffren, disposait d'un vent suffisant. Vers 15h00, les Anglais s’obstinant à ne pas bouger, Suffren, furieux, tira un coup de canon pour donner le signal de la bataille. L'impatience était si grande que toutes les batteries françaises commencèrent à tirer hors de portée. Suffren essaya de corriger la situation en ordonnant à l'avant-garde de se remettre en ligne, mais ce groupe, pris dans le calme, ne réussit pas à exécuter l'ordre efficacement. Certains vaisseaux se firent touer par leurs chaloupes. À l'arrière-garde, la confusion était identique. Suffren ordonna au VENGEUR et à la petite frégate La CONSOLANTE de dépasser les Anglais afin de les prendre en tenaille. Mais Hugues devina la manœuvre et l'arrière-garde anglaise concentra toute son artillerie sur Le VENGEUR, ce qui enflamma sa poupe et son mât d'artimon. Le VENGEUR canonnait de toutes ses embrasures, mais, par crainte de prendre feu à leur tour, les autres unités de l'arrière-garde française s'éloignèrent aussi, suivies bientôt du VENGEUR lui-même qui avait prématurément vidé ses soutes à munitions, sans doute incomplètes au départ de l’action.

Ces manœuvres firent croire à Suffren, qui se battait au Centre, que son arrière-garde l'abandonnait délibérément. Il connaissait parfaitement la mesquinerie de Boudin de Tromelin. Il ordonna de virer de bord

pour accompagner l'ennemi. Mais les voiles mal en point du HÉROS et de L'ILLUSTRE ne leur permirent pas de manœuvrer correctement et ces deux navires se retrouvèrent bientôt seuls face aux Anglais. L'AJAX se joignit à eux pour les couvrir. Les navires des deux escadres étaient déjà sauvagement ravagés.

Voyant l'avant-garde anglaise esquisser une attaque contre les trois navires français, L'ARTÉSIEN se jeta sur elle pour l'arrêter. Le grand mât du HÉROS prit feu et dut être abattu mais sans arrêter l'incendie. Puis L'AJAX perdit son mât d'artimon et pivota. Le HÉROS devait faire face au SUPERB, au MONTMOUTH, au BENFORD, au WORCESTER et à L'EAGLE. Il se battit avec le courage des désespérés. Soudain, son mât d'artimon tomba avec fracas, entraînant le pavillon français dans la mer.

Croyant —ou voulant croire— que les Français se rendaient, les Anglais poussèrent un grand «Hourrah!», ce qui n'eut pour effet que d'enrager Suffren: “Couvrez mon navire de pavillons!” hurla-t-il en jurant comme un damné. Immédiatement, l'équipage hissa tout ce qui lui tomba entre les mains en fait de linges, de draps et de nappes. Les hourras cessèrent et les boulets anglais furent concentrés sur les gréements. La mitraille croisée des cinq navires anglais balaya le pont du HÉROS et le transforma en carnage.

Le HÉROS allait mourir sous les coups, lorsque les autres navires français, qui n'avaient pu, faute de vent et aussi par la mauvaise volonté de Boudin de Tromelin, participer à la bataille, arrivèrent enfin sur le champ de bataille. L'amiral anglais donna immédiatement l'ordre de rompre le combat et de faire voile vers le Nord.

Abandonnant le champ de bataille aux Français, il leur concédait la victoire.

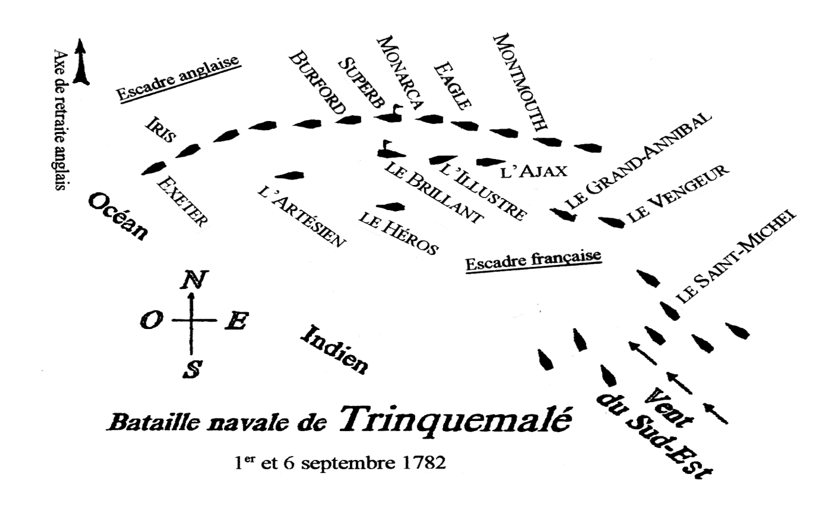
Pertes **♦Marine Royale :** 398 hommes et 18 officiers tués ou blessés; 1/4 des effectifs. **♦Royal Navy :** inconnues; probablement équivalentes.

Conséquence de cette défaite anglaise : Les Anglais sentaient passer le vent de la défaite dans les Indes, lorsque la signature de la Paix de Versailles[4] sauva la situation britannique si compromise. L'escadre française mit en panne sur les lieux de la bataille pour le cas où les Anglais reviendraient. Le lendemain, l'horizon étant vide, la Marine Royale fit voile vers Trinquemalé. Les commandants de vaisseaux de Lalandelle, de Boudin de Tromelin, de Saint-Félix et de Galles furent, pour insubordination au combat et sabotage des ordres, limogés de leur commandement et renvoyés à l'Île de France. Une telle conduite dix ans plus tard, lorsque leurs familles ne pouvait plus les protéger des foudres révolutionnaires, les au-

[4].●Appelée aussi **Paix de Paris** puisqu’elle fut signée aux deux endroits.

rait conduits à la guillotine. Il fut tout de même radié de la Marine de Guerre et servit la République avant d'émigrer.

SOURCES & LECTURES : ♦Suffren et ses ennemis, La Varende, Flammarion, Paris, 1967. ♦History of the French in India, Colonel G.B., Malleson, CSI, Editions John Grant. Edimburgh, 1909. ♦Le bailli de Suffren, Just-Jean-Étienne Roy, Fr. Joubert, Editions Mame et fils, Tours, 1879. ♦Vie de Suffren, Bescherelle aîné, Editions Ardant, Limoges, 1873. ♦Hier Suffren, Raymond d'Unienville, Editeur S.l., Port-Louis, île Maurice], 1979.♦Suffren dans l'Océan Indien, Claude Des Presles, Editions Économica, Paris, 1999. ♦Suffren, l'Amiral Satan, Frédéric Hulot, Imp. SEPC, le Grand livre du mois, Paris, 1994. ♦Suffren, héros de l'Inde, Landrieu, Gustave-Joseph-Henri (anagr. G. de Raulin), Edition J. Susse, Paris 1944.



Bataille navale de Trinquemalé

1er et 6 septembre 1782

Bednore. *Siège de*

Autre nom : Biddanore.

Date de l'action : mi-avril - 3 mai 1783.

Localisation : Ville des Indes. 13.824°Nord ; 75.034°Est.

Conflit : Paix officielle entre la France de Louis XVI et l'Angleterre de Georges III.

Contexte : Profitant de la paix entre la France et l'Angleterre, le général anglais Matthews, commandant en chef des forces anglaises de Bombay décida d'entrer en campagne afin de vaincre Tipou-Sahïb[1] qui avait quitté le Carnate pour envahir l'état indien de Mysore. La guerre faisait donc rage entre le sultan Tipou-Sahïb qui voulait se débarrasser des Anglais et ces derniers qui luttaient pour que l'East Indian Company puisse continuer et développer son monopole commercial dans les Indes. Bednore fut le siège du gouvernement du rajah de Bednore dès le milieu du XVIIe siècle. La ville avait été prise par Hyder Ali en 1763 et rebaptisée Hydernuggur. Ce nom, d'abord abrégé en Nuggur, est à l'origine du nom actuel de Nagara. Matthews avait occupé sans combat la forteresse de Bednore le 14 février 1783.

Chefs en présence ♦**Franco-indiens :** prince Tipou Sahïb; général Lally-Tollendal; colonel Cassigny. ♦**Anglo-indiens :** le général Matthews.

Effectifs engagés ♦**Anglo-indiens** : Les forces anglaises de l'Armée de Terre dans les Indes comptaient à ce moment-là[2] 47.800 hommes dont 17.800 Britanniques et 30.000 soldats Indiens. Les 17.800 se composaient du 23rd Light Dragoons[3] la *Bengal's Cavalry* de l'East India Company [700 cavaliers], et 9.000 fantassins européens [Grenadiers]. Deux bataillons d'élite [Highlanders écossais], le 98th Foot Regiment (ou North Staffordshire Regiment, dont certains bataillons étaient des recrues indiennes), le 100th Foot Regiment (ou Gordon Highlanders écossais), le 101st Foot Regiment, le 102nd Foot Regiment (composé de catholiques irlandais), et enfin 431 artilleurs européens. ♦**Franco-Indiens** : Les forces Indiennes [Mysoriennes] de Tipou-Sahïb comptaient un nombre indéterminé de combattants, certains historiens anglais gonflaient les effectifs jusqu'à 90.000 hommes afin d'excuser leur défaite, mais cela était une exagération car jamais une région n'aurait pu nourrir une telle armée en campagne. Le chiffre de 40 ou 50.000 semble plus proche de la vérité. Le noyau dur de l'armée de Tipou-Sahïb était le *"Corps"* de soldats français:

---

1 .●Fils de Hyder Ali.

2 .●Selon l'historien anglais Grant.

3 .●Ou *Burgoyne's Regiment.*

Infanterie européenne originaire de l'Île-de-France (Île Maurice actuelle) et commandée par le colonel Cassigny, le Corps de Lally composé de Français et d'indigènes, et un détachement de cavaliers français[4] venant aussi de l'archipel des Mascareignes. Au total environ 700 Français avec 80 canons.

Stratégie ou tactique : La ville fut prise d'assaut par escalade. La citadelle fut pilonnée par des batteries de brèche puis prise d'assaut. Les effectifs français de 700 hommes étaient bien peu nombreux face aux 2.500 soldats européens des Anglais.

Résumé de l'action : À l'approche de Bednore, Tipou divisa son armée en deux colonnes; l'une d'elle s'empara de la garnison anglo-indienne de *Hyderghur*, et, ce faisant, coupa les lignes logistiques de Matthews avec la côte du Malabar (c'est à dire avec l'escadre anglaise), tandis que l'autre, après avoir détaché une unité destinée à masquer Anantpour, investit Bednore.

Le mur de cette ville, trop long pour être *effectivement* défendu par les Anglais, fut emporté au premier assaut par les Franco-indiens. La garnison se réfugia immédiatement dans *la citadelle*. Là, une défense désespérée fut maintenue jusqu'à ce que la totalité des fortifications fut en ruines sous l'effet des artilleurs français.

Le 3 mai, les Anglais signèrent la reddition. Il était convenu qu'ils recevraient un sauf-conduit vers la côte du Malabar et Bombay. Mais Tipou-Sahïb, qui détestait les Anglais, décida de violer cette clause. En dépit des protestations des Français, la garnison tout entière fut mise aux fers et emmenée en colonne en captivité. Le général Matthews fut conduit enchaîné à Srirangam, torturé et mis à mort le 16 août 1783. Certains prétendirent que du plomb fondu fut déversé dans sa gorge. Parmi les troupes anglaises, Tipou épargna 210 hommes plus avisés *"qui embrassèrent la foi de son peuple[5],"* et massacra tous les autres prisonniers. Ils furent d'abord enchaînés deux par deux *"sans distinction de rang"*, nous dit le chroniqueur. Un officier fut enchaîné à un marin qui mourut de dysenterie ; il resta ainsi trois jours dans ce climat chaud alors que le cadavre était en pleine putréfaction. Les prisonniers anglais durent parcourir à pied 4 ou 500 kilomètres, presque nus et sans chaussures. Des 19 officiers prisonniers, 17 furent massacrés en chemin, non sans cruauté barbare.

Mais de tels massacres n'étaient pas perpétrés par les Indiens seulement, et les Indiens ne l'ignoraient pas. Ainsi, il était connu que les

---

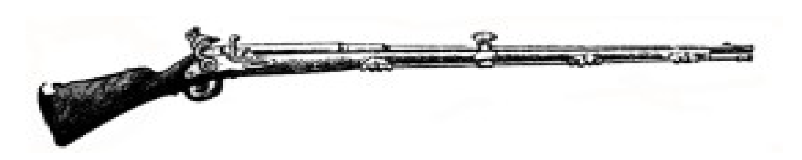
4 .●Mais démontés.

5 .●L'Islam. Dans les Indes, les Français étaient les alliés traditionnels des Musulmans et les Anglais optaient plutôt pour les Hindouistes, en fonctions des intérêts.

Anglais se laissaient parfois aller à massacrer les soldats indiens[6] sans tenir compte du fait que ces derniers étaient dans leur pays, chez eux, et se trouvaient en état de légitime défense. Le 6 mai, par exemple, une troupe indiennes fut attaquée et totalement exterminée par les troupes du colonel Campbell[7]. Les Anglais ne perdirent que quelques hommes: 24 Highlanders écossais[8]. Tipou alla investir Mangalore.

Pertes ♦Lourdes, surtout du côté anglais, à cause du massacre de prisonniers.

Conséquence de cette défaite anglaise : Quoique l'ensemble des conquêtes anglaises de la côte de Malabar aient été perdues par cette défaite, le Fort de Mangalore tenait encore sous le commandement du major John Campbell.



Mousquet anglais d'Infanterie, surnommé *Brown Bess.*

SOURCES & LECTURES γMarshman John Clark, *The history of India from the Earliest Period to the Close of Lord Dalhousie's Administration*, 3 volumes, Part 1, from the earliest period to the close of the Eighteen Century, The Serampore Press, 1863. γStanhope, Philip Dormer (of the 1st regiment of Dragoon Guards), *Genuine memoirs of Asiaticus, in a series of letters to a friend [dec. 1773-octob. 1778] during five years residence in different parts of India, three of which were spent in service of the Nabob of Arcot... containing an impartial account of the confinement and death of Lord Pigot,* J. Debrett, Londres, 1785. γ Hasan, *History of Tipu Sultan*, pp. 357-8 Hasan, Mohibbul. *History of Tipu Sultan*. Aakar Books.γ J. B. Prashant More, *Religion and society in South India: Hindus, Muslims, and Christians*, Institute for Research in Social Sciences and Humanities of MESHAR, 2006 γ Bowring, Lewin (1899). *Haidar Alí and Tipú Sultán, and the Struggle with the Musalmán Powers of the South*. Oxford: Clarendon Press γ Brittlebank, Kate, *Tipu Sultan's Search for Legitimacy*, Oxford University Press, Delhi, Oxford, 1999.

6 .●Déjà Georges II d'Angleterre [1683 - 1760] accordait une prime à ses soldats ou aux civils de ses Treize-Colonies américaines pour chaque Indien tué, mais les *chasseurs de primes* devaient apporter le scalp comme preuve. La tradition survécut à ce roi. À cause de septicémie, il était extrêmement rare que le scalpé ne meure pas. On peut comparer cette façon de procéder à celle des Mérovingiens [les Francs] qui scalpaient aussi ceux qu'ils voulaient déclasser ou humilier; la longueur des cheveux étant un signe de classe sociale. La victime était scalpée à coups de bâton et sa vie était préservée. Chaque coups de bâton créait une *plaie contuse* [blessure sous-cutanée sans déchirure de la peau ni perte de substance] sur le cuir chevelu qui perdait ainsi sa pilosité. L'homme était ainsi marqué, comme au fer rouge. Quant à la calvitie naturelle, elle était encore rare à cause de la faible longévité humaine.

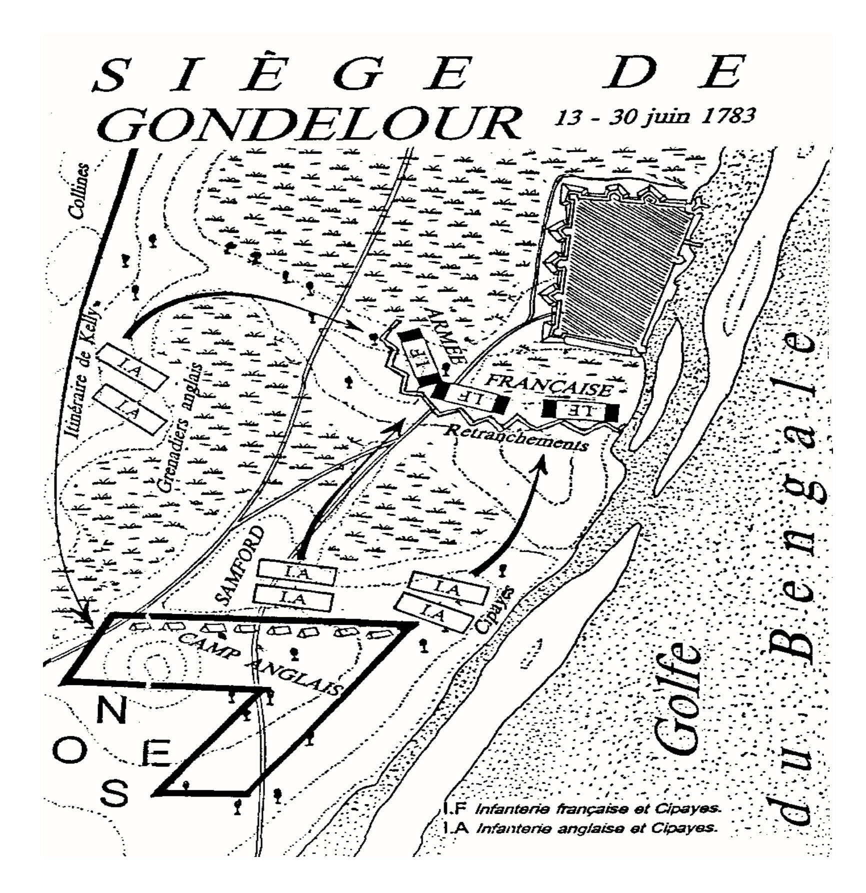
7 .●En remplacement du général Matthews.

8 .●Le chroniqueur ne mentionne d'ailleurs que les tués européens!

Bataille de Gondelour – *Archives Nationales*



Gondelour. *Siège de*
Date de l'action : 13 - 30 juin 1783.
Localisation : Ville du Carnate indien [Cuddalore]. Coordonnées géographiques: 11° 45' de latitude Nord, et 79° 45' de longitude Est.
Conflit : Guerre d'Indépendance américaine [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris]. Le cessez-le-feu avait officiellement été



paraphé entre la France de Louis XVI et l'Angleterre de George III; mais les Indes ne l'apprirent que le 28 juin.
Contexte : Quand Suffren débarqua Duchemin à Porto Novo, le 21 février 1782, sa première initiative fut de reprendre les négociations avec Hyder Ali qui continuait sa campagne victorieuse contre les Anglais dans le Carnate, et dont le fils Tipou venait d'infliger une défaite aux Anglais

à Tanjore.[1] Hyder qui avait déjà des troupes françaises dans le Corps de Tipou, était content de ce débarquement et de ces renforts. Il envoya Piveron de Morlat afin d'accueillir Suffren à Porto Novo, et ordonna au gouverneur de Chilambrun de protéger le débarquement français contre toute attaque possible de la part de la garnison anglaise de Gondelour. Bussy devait venir renforcer Duchemin en débarquant lui aussi dans les Indes. À son arrivée dans les Indes, Bussy apprit par des espions que l'armée anglaise se mettait en marche de Madras avec 11.545 Cipayes et 3.500 soldats européens, 78 canons et un grand nombre de chariots logistiques. Sur ces entrefaites, Sir Eyre Coote qui revenait d'Angleterre pour prendre le commandement anglais dans le Carnate fut poursuivi plusieurs jours de suite par un vaisseau français. Cela le bouleversa tant qu'il en mourut d'émotion, peu après son débarquement. Stuart prit le commandement à sa place.

Chefs en présence ♦**Français :** général de Bussy[2]. ♦**Anglais :** brigadier-général James Stuart [amputé d'une jambe].

Effectifs engagés ♦**Français :** les troupes de Bussy devaient compter 9.000 hommes, dont 1.000 Européens, 3.000 Cipayes, 3.000 fantassins de Mysore et 2.000 cavaliers de Mysore. ♦**Anglais :** L'armée de Stuart totalisait 18.000 hommes dont 1/6 d'Européens [3.000]. Des préparatifs avaient été faits pour attaquer Gondelour au printemps de cette même année. La garnison avait donc été renforcée par quelques Français et Africains venus de l'Île de France. Mais l'armée anglaise l'avait aussi été par le 101st Regiment of the Ligne, le 102nd Regiment of the Ligne, le 15th Hanovrians [colonel Wagenheim] et 250 recrues écossaises qui venaient renforcer les 73rd et 78th Highlanders Regiments [écossais]. Les Anglais avaient aussi un Corps de Cavalerie, le 23rd Light Dragoons de Burgoyne. Le *général* Stuart, amputé d'une jambe, prit le commandement à la mort de Sir Eyre Coote.

Stratégie ou tactique : Le 21 avril, donc, Stuart se mit en marche vers le Sud, occupa sans coup férir *Chingleput* où il resta quelques jours, prêt à repartir vers *Permacoi*l. Les Français envoyèrent à *Tindivanam* [près de Permacoil] un Corps d'Observation[3] destiné à surveiller les Anglais. Houdetot fit demander quelques renforts à Bussy pour s'emparer de Permacoil, mais ce dernier refusa. Le reste des forces françaises restées avec Bussy fut divisé en deux brigades: la Brigade d'Aquitaine,[4] et la Brigade d'Austrasie.[5] Le comte d'Hoffelize devint Commandant en Second français. Devant l'importance des forces anglaises, Bussy ordonna à Houde-

---

[1]Lally, avec 400 Français, formait le centre de l'armée de Tipou-Sahïb. La téméraire charge des Français, à la baïonnette et aux cris de: “Vive le Roi!”, détermina en faveur du Mysore la victoire de Tanjore où fut détruite la colonne anglaise du général Braithwaite.

[2]Charles-Joseph Patissier, marquis de Bussy-Castelnau.

[3]De 616 hommes dont 180 volontaires, 36 Hussards et 400 Cipayes, le tout commandé par d'Houdetot.

[4]Comte de La Marck avec 1.400 Européens, 8 canons et 850 Cipayes. Ces brigades avaient des effectifs de régiments. Une brigade comporte habituellement deux régiments.

[5]Baron d'Albignac, 8 canons, 1.300 Européens et 900 Cipayes.

tot de venir se retrancher à Villenour, près de Pondichéry et de rester en observation. Les Anglais occupèrent Parmacoil le 9 mai, réparèrent le fort et y accumulèrent des munitions de guerre et de bouche. Comme ils semblaient montrer l'intention de marcher sur Gondelour, Bussy obtint des renforts de 10.000 fantassins et cavaliers de Hyder Ali. Apprenant l'arrivée des Anglais, Bussy ordonna à Houdetot de rétrograder et de se retrancher sur la Panar [Ponnaiyar], dernière ligne de défense avant Gondelour. Il construisit une batterie de 6 pièces à l'embouchure de la Panar et déploya ses troupes en une ligne le long de la rive Sud, gardant le contingent Hindou de Sayyid Sahïb à gauche. La Panar est sèche au mois de juin, mais le cours d'eau passant au milieu du lit de sable est assez profond tout en restant facilement guéable.

La Droite française s'établit jusqu'à la mer où le fleuve n'était plus guéable, et la Gauche s'appuya à de hautes digues où Bussy plaça un poste d'observation pour surveiller les Anglais.

Le 2 juin, les Anglais formèrent une ligne de bataille sur la rive Nord, face aux Français. Peu désireux d'attaquer frontalement, Stuart fit avancer ses hommes en directions de la Gauche française, vers l'Ouest, et campa à Vellapakkam. Les Français suivirent le mouvement pour leur barrer le passage et vinrent se poster, leur aile droite contre la Panar et leur Gauche au Sud-Ouest contre la colline de Bandapollam. Ce que voyant, et toujours réfractaires à livrer bataille en dépit de leurs effectifs nettement supérieurs, les Anglais reprirent leur mouvement vers l'Ouest. En prenant soin de cacher leurs manœuvres, ils franchirent la Gadillam le 6 juin à 08h00. Bussy avait bien essayé d'utiliser la Cavalerie de son "allié" Sayyid Sahïb afin de surveiller les Anglais plus efficacement, mais ce dernier, fort soucieux du respect de son autorité, refusait de coopérer. Après avoir franchi la rivière, les Anglais avancèrent rapidement vers le Sud-Est, tournèrent la colline de Bandapollam et prirent position le 7 juin au Sud de Gondelour.[1]

Deux événements contribuèrent à démoraliser les Anglais. D'abord, comme nous l'avons déjà mentionné, Sir Eyre Coote, un chef très capable dont la santé s'était améliorée en Angleterre, retournait à Madras avec The RESOLUTION de la Royal Navy, qui transportait en outre une énorme somme d'argent. Or, vers la fin du voyage, Le RESOLUTION fut pris en chasse durant deux jours et deux nuits par un navire français de la Marine Royale. Extrêmement anxieux, le général Coote resta constamment sur le pont où il fut affecté par la chaleur excessive de la journée et par l'humidité de la nuit. Epuisé aussi par le stress de cette poursuite, Sir Eyre Coote expira deux jours après son arrivée à Madras. Il devait venir prendre le commandement des forces anglaises sur la Côte de Coromandel. L'autre événement démoralisant pour les Anglais fut l'ar-

[1].●Leur armée s'étendait de l'embouchure de la rivière Uppanar jusqu'au pied Est de la colline.

rivée de Monsieur de Bussy, qui prit le commandement des troupes françaises dans les Indes avec des renforts venant de l'Île de France.

Désireux de reprendre Gondelour, l'armée anglaise, commandée par le brigadier-général James Stuart, vint prendre position sur deux lignes à trois kilomètres au Sud du Fort de Gondelour, le 7 juin 1783.

C'était donc une position extrêmement forte pour les Anglais. Leur flanc droit était bien protégé par la mer et ils restaient ainsi en contact avec leurs vaisseaux qui jetèrent l'ancre à l'embouchure [le 8] et débarquèrent un régiment allemand.[1] Leur position gauche était aussi effectivement protégée par un épais bosquet qui masquait leurs manœuvres. Dès que Bussy se rendit compte que les Anglais allaient prendre position au Sud de Gondelour, il fit lui-même mouvement pour aligner ses hommes face à eux et à 7 ou 800 mètres. La ligne française s'étendait à partir d'une élévation proche de la mer, jusqu'au flanc Sud-Est de la colline de Bandapollam. Ses flancs étaient donc bien couverts. Afin de protéger plus effectivement son flanc droit, Bussy posta sur la pente de la Bandapollam les Cipayes de Sayyid Sahïb. À leur gauche s'alignaient 200 Européens et 100 Cipayes[2] commandés par Benth. Le reste de la ligne[3] était tenu par les deux brigades d'Austrasie et d'Aquitaine ainsi que par le détachement de Houdelot.

L'artillerie fut ainsi distribuée: ***à gauche*** furent érigées deux batteries, une de 4 pièces de 12, l'autre de 4 pièces de 8. ***Sur la droite*****,** une autre batterie de 4 pièces de 24, et, près de là, 3 howitzers, les seuls que possédaient les Français. Deux autres batteries de petits calibres étaient établies à gauche. De plus, chaque brigade avait son artillerie réglementaire. Le 8, donc, l'escadre anglaise était venue débarquer des renforts ainsi que l'artillerie de siège.

Les lignes de bataille couvraient une envergure d'environ 2 km.

Ordre de Bataille anglais

PREMIÈRE LIGNE ANGLAISE

1st Brigade, un bataillon du 71st Foot, 72nd Foot, 101st Foot, un régiment de Hanovriens.
2nd Brigade, 102nd Foot, 5 bataillons de Cipayes.
3rd Brigade, 4 bataillons de Cipayes.

DEUXIÈME LIGNE ANGLAISE

4th Brigade, 5 bataillons de Cipayes.
5th Brigade, un bataillon du 71st Foot, 5 bataillons de Cipayes.

1.●Hanovrien; Georges III d'Angleterre, comme les deux autres Georges, étaient hanovriens (brunswickois) et Électeur de Hanovre. Il avait donc tout loisir de puiser *gratuitement* dans son Électorat allemand du *matériel humain* de grande qualité combative.

2.●Avec 6 pièces d'artillerie de campagne.

3.●Ligne qui faisait environ deux kilomètres de long.

L'installation de retranchements périphériques par les assiégés français, à l'extérieur et en avant des murs de qualité médiocre, était une mesure incitative destinée à amener les assiégeants anglais à prendre l'offensive. Plus pratiquement, cela évitait aux Anglais de creuser des mines pour abattre les fortifications. Les Anglais ne surent pas profiter de l'affaiblissement des lignes françaises[1] pour les attaquer.

D'un point de vue stratégique, le G.Q.G. anglais de Madras apprit, en cours de siège, la signature des Préliminaires de Paix en Europe. Mais, espérant une victoire, les officiers anglais cachèrent la nouvelle aussi longtemps que possible. Une victoire les aurait grandement aidés dans leur carrière militaire. Ils ne dévoilèrent la cessation des hostilités que lorsqu'ils furent certains de leur défaite et nombreux furent les soldats anglais qui moururent pour leur gloire. Mais, n'est-ce pas plus fréquent qu'on ne le pense?.

Résumé de l'action : Les troupes françaises de Bussy à Gondelour étaient trop nombreuses pour que les Anglais se décident à assaillir cette forteresse. Sachant que, même s'ils disposaient de trois fois plus de soldats européens, les Anglais [2] ne les attaqueraient jamais dans le fort, les Français sortirent de Gondelour durant la nuit du 7 et commencèrent à creuser des positions avancées, à 2 km de celles de Stuart, quoique pas totalement parallèles aux retranchements des Anglais dont la Droite était postée un peu en arrière.

Le 12, lorsque tout son matériel fut débarqué, Stuart réunit un Conseil de Guerre qui décida d'attaquer le lendemain matin, 13 juin. Avant l'aube, le lieutenant-colonel Kelly, avec le 102nd Foot Regiment et trois bataillons de Cipayes anglais, fit un mouvement tournant autour de la colline de Bandapollam, et, vers 05h00 du matin, attaqua par surprise une batterie française de 7 canons qui avait été établie sur une arête rocheuse.

Dès que la batterie fut prise, Kelly tourna les canons vers les régiments Mysoriens qui occupaient l'extrême droite des positions françaises, et les dispersa sous l'effet de la surprise. Après quoi, ce lieutenant-colonel anglais avança un peu au Nord, position d'où il pouvait apercevoir la ligne française de dos. Ceci fait, il envoya à Stuart un rapport si encourageant que ce dernier ordonna aux Grenadiers des régiments européens, renforcés du 71st Foot, du 72nd Foot et de trois bataillons de Cipayes anglais, de contourner les positions françaises par la droite et de les attaquer à revers.

L'attaque s'amorça à 08h30 mais fut accueillie par un feu nourri de mousqueterie et d'artillerie (tirs en grappes ou à fragments antiperson-

1.●Au moment où Bussy avait prêté des hommes à Suffren et se trouvait, de ce fait, fort affaibli.
2.●Plus habitués à tenir des retranchements qu'à des mouvements offensifs, tout au moins lorsqu'ils étaient confrontés à leurs ennemis héréditaires, les Français.

nel). Cette résistance provenait surtout d'une redoute qui formait un angle saillant dans la ligne française. Conséquemment, malgré l'importance des effectifs anglais mis en branle, l'attaque échoua et les troupes anglaises refluèrent après avoir subi des pertes considérables. Tel un nabab local, Bussy se faisait porter en palanquin dans les endroits les plus dangereux.

Stuart envoya alors une batterie d'artillerie qui se posta sur la colline de Bandapollam afin de pilonner la redoute mortelle, et, lorsque l'État-Major anglais crut qu'elle était enfin neutralisée et même totalement réduite au silence, à 10h30, une deuxième attaque anglaise fut lancée sur cette redoute. Elle comportait le Sandord Regiment, deux régiments de Hanovriens et trois bataillons de Cipayes. Ces milliers d'hommes s'élancèrent à la baïonnette, et en criant pour évacuer leur anxiété et leur trop plein d'émotion. Les Français les laissèrent approcher en retenant leur tir; puis, au signal, une immense décharge déchira de profondes trouées sanglantes dans les rangs anglais. Ceci fait, les Français surgirent de leurs lignes afin de contre-attaquer et poursuivirent les fuyards sur près d'un demi-kilomètre avec la baïonnette dans les reins. Le lieutenant-colonel Stuart du 72nd Foot[1] fit avancer ses Grenadiers en une seconde attaque contre le Centre-droit du front et le flanc droit des Français. Les Grenadiers entrèrent dans les tranchées et se battirent âprement pour la possession de ces positions jusqu'à ce qu'une contre-attaque française les refoulât. Une seule redoute resta entre leurs mains.

Voici le récit de ce combat par un autre témoin, un officier anglais: “L'attaque fut lancée sur trois points principaux. Trois canons devaient donner le signal de l'attaque simultanément à partir de collines voisines. Mais la canonnade des batteries françaises fit que les Anglais se trompèrent de signal et les trois attaques ne furent pas synchronisées. De ce fait, les Français purent contre-attaquer avec la presque totalité de leurs forces contre un tiers des forces anglaises[2]. Le résultat fut que l'une des colonnes anglaises fut contre-attaquée par les Français qui poursuivirent les Anglais sur une distance considérable. Voyant cela, le lieutenant-colonel Carthcart et le lieutenant-colonel Stuart réussirent à occuper les retranchements et les redoutes vides des Français avec le 73rd Foot Regiment. Aussi, lorsque les Français revinrent de leur poursuite, après avoir sabré les fuyards, ils trouvèrent leurs positions occupées, et durent s'élancer à l'assaut de leurs propres retranchements et les reprendre à la pointe de la baïonnette. Seule une redoute ne put être reprise. Mais, durant la nuit, le marquis de Bussy donna l'ordre d'abandonner la ligne extérieure de retranchements et de s'établir sur une deuxième ligne plus forte. La manœuvre se fit sous le couvert de l'obscurité. L'artillerie fut remorquée et les troupes se mirent en position. Les combats de la journée

---

1.●À ne pas confondre avec le général.

2.●Cela n'empêchait pas “ce tiers” de forces anglaises d'être aussi important que l'ensemble des effectifs français qui lui faisaient face.

du 13 avaient duré 13 heures, de 04h00 du matin jusqu'à 17h00."

Mais le prix de cette redoute avait été énorme en vies humaines, surtout pour les Anglais qui avaient perdu plus de 1.000 hommes.[1] Les Français avaient subi des pertes de près de 500 hommes.

Selon d'autres historiens, la succession des événements fut la suivante: Les journées du 7 au 11 juin furent passées en préparatifs. Les Français construisirent des parapets d'artillerie. Bussy tâchait de faire évacuer les nombreux malades français qui se trouvaient à l'hôpital de Manjakuppam en direction de Gondelour. Le 12, paradoxalement, alors que c'étaient les Anglais qui assiégeaient mais qui, par prudence, se limitaient à des tactiques statiques, ce furent les Français qui se préparèrent à passer à l'offensive. Le 2e Bataillon d'Aquitaine alla occuper une position avancée, sa gauche contre la Tombe du Fakir où une batterie de 4 pièces de 12 avait été érigée, et sa droite contre une autre batterie de six pièces. Leur Gauche[2] et leur Centre étaient solides mais leur Droite faible. En effet, cette Droite[3] s'appuyait sur le flanc de la colline de Bandapollam. Immédiatement à leur gauche était le poste occupé par Benth avec 200 Européens et 100 Cipayes. Les Anglais concentrèrent donc leur tir sur les Cipayes de Mysore qui s'éparpillèrent après quelques salves, laissant le flanc de la colline dégarni, en face des Anglais. Ces derniers occupèrent le secteur et profitèrent de la nuit du 12 juin pour hisser des canons sur la colline. Ils érigèrent deux batteries, les renforcèrent par de l'Infanterie, et ainsi furent capables de concentrer le tir de leur artillerie sur le secteur tenu par Benth.

Dès que Bussy eut connaissance du décrochage des Cipayes de Mysore, il se rendit compte du danger que courait la position de Benth. Il renforça immédiatement ce dernier et convoqua la Cavalerie de Sayyid Sahïb. À l'aube du 13, les Anglais déclenchèrent leur attaque sur les positions de Benth. Ils lancèrent plusieurs colonnes appuyées par leur artillerie. Mais toutes leurs attaques furent repoussées en dépit de leur acharnement tactique.

Les Français disposaient d'une artillerie plutôt faible sur leur flanc droit [2 pièces de 18 et 4 de 8][4], mais leurs artilleurs tiraient de façon continue et étonnement précise; ils infligeaient ainsi des pertes sévères aux Anglais. Vers 08h00, Bussy réalisa que ces derniers voulaient concentrer leurs attaques sur son flanc droit. Il ne laissa que le 2e Bataillon d'Aquitaine pour garder sa Gauche et retira les deux bataillons de La Marck de la seconde ligne. Le 2e Bataillon de La Marck fut envoyé à droite, quand il remarqua que plusieurs colonnes de Cipayes anglais ten-

1.●Dont quelques Européens, car les Cipayes faisaient surtout les frais de ces attaques.
2.●Celle des Français.
3.●Composée de Cipayes de Mysore sous le commandement de Canaple qui prenait pour acquis que cette position était solide car les Anglais ne pourraient pas monter de l'artillerie jusque là.
4.●Le calibre correspondait alors au poids d'un boulet en livres. Les pièces de 18 envoyaient donc des projectiles de 9kg environ.

taient d'envelopper la ligne française. Craignant d'être assaillis, les Cipayes se retirèrent aussitôt. La canonnade se durcit tout au long de la ligne jusqu'à 09h30. Puis, plusieurs colonnes d'assaut anglaises s'élancèrent vers les positions de Benth. Elle furent reçues par un feux très dense [artillerie et mousqueterie] mais parvinrent tout de même à s'emparer des positions trop faiblement tenues. Benth fut tué avec la plupart de ses hommes, et les survivants se retirèrent vers la Brigade d'Austrasie qui s'élança à laur rencontre, baïonnette au canon, pour couvrir le repli des hommes de Benth. Constatant que pratiquement toute l'armée anglaise était concentrée sur ce secteur, Bussy ordonna au 1er Bataillon de La Marck de s'ébranler et de charger. Les deux bataillons d'Austrasie et le 1er Bataillon de La Marck repoussèrent les Anglais au-delà du secteur antérieurement tenu par Benth, mais, après une heure de dur combat, ils rétrogradèrent sur leurs positions de départ. Selon S.P. Sen,[1] «Le cours de la bataille aurait changé si les Français avaient eu 2.000 cavaliers pour faire pencher la balance en leur faveur, mais en dépit des demandes pressantes de Bussy, Sayyib Sahïb, qui campait à environ 5 lieues (20 km) du champ de bataille, resta totalement inactif, par peur ou par trahison[2].» Le reste du jour se passa en simples tirs d'artillerie et d'armes légères. Les troupes étaient épuisées des deux côtés. La nuit tomba et les deux armées épuisées, fait exceptionnel dans les annales de l'histoire militaire, couchèrent sur le champ de bataille.

Au coucher du soleil, Bussy avait l'intention de reprendre le combat le lendemain matin. Mais il changea d'idée pour deux raisons[3] : Il avait perdu un grand nombre d'attelage à bœufs, seule façon de manœuvrer son artillerie, car la plupart des bouviers indiens, peu soucieux de donner leur vie pour le potentat, avaient profité du désordre de la bataille pour déserter et prendre la clé des champs. De plus, sa petite armée ayant subi de lourdes pertes face à une armée numériquement plus forte, il jugea plus prudent de se retrancher derrière les murs de Gondelour et d'y soutenir la suite du siège. Les blessés furent d'abord charriés dans les murs, puis ce fut l'artillerie, quoique, par manque d'attelages de bœufs, 9 petites pièces de campagne durent être abandonnées. Aux petites heures du jour, l'Infanterie elle-même rétrograda vers les murailles sans que les Anglais ne tentent le moindrement de les en empêcher ou même de gêner la manœuvre. Ces derniers approchèrent leurs batteries des murs afin de créer une brèche, mais, le 15, l'escadre française de Suffren apparut devant Gondelour, forçant l'escadre de la Royal Navy à prendre le large et coupant ainsi les lignes logistiques maritime de l'armée anglaise.

Après la bataille navale de Suffren, le 16 juin, Gondelour était

---

1 .●Sen, S.P. *The French in India*, 1763-1816, Firma K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1958.

2.●Ou, plus probablement, par refus de se plier à la tactique de "l'inférieur hiérarchique" qu'était Bussy.

3.●Toujours selon S.P. Sen.

presque débloquée. La joie était grande chez les Français. Toute la population et l'armée française se précipitèrent sur le rivage. Parallèlement, la consternation de l'armée anglaise était à son comble. Sir James Stuart ne trouvait plus l'énergie d'effectuer la moindre tentative. Un coup de canon venait seul briser de temps en temps la monotonie et le vague à l'âme de l'attente. Les Français vinrent même le provoquer en lançant une petite sortie de harcèlement. L'escadre anglaise retraita vers Madras à la grande colère de Stuart et sous les “goddam!” blasphématoires de l’armée anglaise de siège. Suffren débarqua les 1.200 hommes qu'il avait embarqués pour renforcer ses équipages, et de Bussy put alors lancer une sortie qui lui permit de détruire les lignes de contrevallation anglaises, en dépit de pertes sévères[1].

La situation de l'armée anglaise devenait de plus en plus périlleuse car les Français avaient la maîtrise totale de la mer. C'était paradoxal, car, en effectifs, l'armée anglaise de la *British East India Company* était deux fois plus puissante que l'armée française. Stuart élaborait des plans pour décrocher et retraiter, et les Français se voyaient déjà, avec raison, maîtres du sous-continent indien; mais l'État-Major anglais de Madras gardait une arme secrète qu'il sortit au moment opportun de son chapeau haut-de-forme: la paix. Cette paix, si chérie par les peuples laborieux et si redoutée par les généraux ambitieux. Les préliminaires de paix avaient été signés en Europe. Il fallait désormais cesser les hostilités *sous peine de violation de la Morale des peuples et du Droit Universel.*

Le 29 juin au soir, en effet, on signala une frégate anglaise portant le pavillon parlementaire, The MEDEA. Suffren dépêcha un vaisseau pour lui servir d'escorte et la frégate mouilla au milieu de la flotte à la nuit tombante. Un souriant officier anglais monta à bord du HÉROS et remit des lettres à Suffren. Lord MacCartnay et l'amiral Hugues proposaient à Suffren et à Bussy de suspendre les hostilités, *conformément aux préliminaires de paix*. Suffren fit réveiller le marquis de Bussy qui ne fut pas charmé de voir que les Anglais, en perdition, étaient sauvés *in extremis* de la destruction complète par ces nouvelles qu'ils s'étaient empressés de rendre publiques au moment opportun. La population était déjà au courant par les soins des Anglais; les Français durent bien s'y résoudre.

Pertes ♦Les combats périphériques du 13 avaient infligé de lourdes pertes aux deux armées. Peu de prisonniers avaient été pris. Les Anglais ne firent que 31 prisonniers, dont 6 officiers, et les Français 11 dont un seul officier. La principale attaque anglaise de 3.500 Européens et de 11.500 Cipayes avait été essentiellement reçue et refoulée par les deux bataillons français de la Brigade d'Austrasie, le 2e Bataillon de Royal Roussillon et le 1e Bataillon de La Marck, au total... 1.750 hommes

---

[1] .●2 ou 300 tués et blessés et une centaine de prisonniers dont un certain soldat gascon nommé sergent Bernadotte qui deviendra plus tard, sous le Premier Empire français, **roi de Suède**.

seulement ! Les Français avaient subi 40 tués. Du côté anglais, les pertes s'élevèrent à 2.064 dont 64 Européens et 2.000 Cipayes[1].

_***Conséquence de cette défaite anglaise*** : Pour cette défaite, Stuart fut cassé de son grade et renvoyé en Angleterre aux arrêts de rigueur.

Les préliminaires de paix avaient donc déjà été signés en Europe, mais le G.Q.G. anglais de Madras avait caché la nouvelle aussi longtemps que possible. Il n'avait eu que des échecs contre les Français et essayait ainsi de redorer son blason contre cette minuscule armée franco-indienne et cette escadre, mais sans succès ! Les Anglais continuèrent la guerre contre Tipou Sahib qui avait succédé à son père Hyder Ali.

SOURCES & LECTURES γSen, S.P. *The French in India*, 1763-1816, Firma K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1958. γClaude Wanquet, Benoît Julien, Indian Ocean : *Révolution française et océan Indien*. Édition L'Harmattan. Paris, 1996. γJoseph Siméon Roux : *Le Bailli de Suffren dans l'Inde*. Édition Barlatier-Feissat et Demonchy. Paris, 1862. γRoux, Joseph Siméon, *Le Bailli de Suffren dans l'Inde*, Barlatier-Feissat et Demonchy, Marseille, 1862. γAlfred Mahan, *The Influence of Sea Power upon History*, Dover Publications, New York, 1890. γRégine Pernoud, Suffren de Saint-Tropez, *La Campagne des Indes*, lettres inédites du bailli de Suffren ; publiées par Régine Pernoud, Imprimerie du "Petit Mantais", Mantes-la-Jolie,1941. γAmiral François Caron, *Le Mythe de Suffren*, Vincennes, Service historique de la Marine, 1996



[1].●Voir Sen, ibidem. On voit que les troupes coloniales avaient été beaucoup plus exposées au feu par les Anglais; selon une tradition désormais solidement établie.

Gondelour. *Bataille navale de*

Date de l'action : 18 juin 1783.

Localisation : Ville côtière des Indes. Cuddalore ou même Kadalùr, port du Carnate situé au Sud de Pondichéry par 11° 45' Nord et 79° 45' Est.

Conflit : Guerre d'Indépendance américaine appelée aussi, par les Américains, *Révolution américaine* [5 septembre 1774 - 3 septembre 1783, Traité de Paris]. Guerre coloniale anglo-mysorienne.

Contexte : Le 17 juin, l'escadre française de l'Océan Indien apparut devant Gondelour où Bussy était assiégé par les Anglais. Les préliminaires de paix avaient été signés entre les Alliés (France et États-Unis) d'une part, et l'Angleterre de l'autre, pour mettre un terme à la Guerre d'Indépendance, mais la nouvelle ne fut divulguée par le GQG de Madras [qui bien entendu espérait une victoire] que lorsque l'armée anglaise fut sur le point de capituler. Les signatures rendant le traité de paix définitif furent échangées à Versailles le 3 septembre 1783. Manchester signa pour l'Angleterre, Vergennes pour la France. "L'Angleterre avait redouté que la France n'émette des prétentions qui l'humilieraient. Vergennes avait répondu à cela que le dessein de la France n'était pas d'humilier sa voisine mais de négocier une paix générale conforme à son honneur national."

Chefs en présence ♦**Marine Royal**e : le Bailli de Suffren. Il reçut l'ordre exprès de la cour de Versailles de ne pas mettre sa vie en danger comme il avait coutume de le faire. Aussi transféra-t-il sa marque sur la petite frégate CLÉOPÂTRE, alors que jusque-là son navire-amiral était Le HÉROS. ♦**Royal Navy** : amiral Edward Hugues.

Effectifs engagés ♦**Marine Royale** : 14 vaisseaux[1] et 978 canons. Sur les navires de 74 canons, les équipages étaient réduits à 500 hommes au lieu de 740. 5 vaisseaux de 74 canons, 8 de 64 et 2 de 50. ♦**Royal Navy** : 18 vaisseaux de guerre avec 1.286 canons, dont 1 vaisseau de 80 canons, 7 de 74, 7 de 64 et 1 de 52.

Stratégie ou tactique : Traditionnelles doubles files parallèles. Il n'y eut aucun abordage malgré la supériorité numérique des Anglais. Le danger pour les Français était que les Anglais, plus nombreux, ne prennent la tactique de Suffren qui consistait à utiliser les vaisseaux en surnombre pour envelopper l'arrière-garde et la prendre en tenaille.

Dans le camp français régnait la méfiance. Lorsque Bussy s'adressa à Suffren, pour le *"prier"* poliment de venir à son aide, celui-ci, méfiant, crut déceler un piège dans ses phrases[2] qui semblaient une défé-

---

1 •●Mais huit d'entre eux n'étaient pas doublés de cuivre.

2 •●De Bussy insistait sur le fait que l'amiral était *totalement libre de sa décision.*

rence mais qui pouvaient devenir, en fait, un moyen de se dégager de toute responsabilité; car il fallait risquer l'escadre française contre une escadre anglaise numériquement supérieure.

MARINE ROYALE Nord au Sud	ROYAL NAVY Nord au Sud
1] Le SPHINX [du Chilleau, 64 canons]	a] The DEFENCE [Newnham, 74]
2] Le BRILLANT [Kersozon de Guimoalquin, 64]	b] The ISIS [Holladay, 50]
3] Le FENDANT [Peynier, 74]	c] The GIBRALTAR [amiral Bikerton,80]
4] Le FLAMAND [Salvert, 50]	d] The INFLEXIBLE [Chewind, 64]
5] L'AJAX [Mancelière, 64]	e] The EXETER [Smith, 64]
6] Le PETIT-ANNIBAL [du Pas de Beaulieu, 50]	f] The WORCESTER [Hugues, 64]
7] Le HÉROS [Moissac, 74]	g] The AFRICA [Macdonnel, 64]
8] L'ILLUSTRE [Bruyères, 74]	h] The SULTAN [Mitchell, 74]
9] Le SAINT-MICHEL [Beaumont, 60]	i] The SUPERB [Hugues, 74]
10] Le VENGEUR [Cuverville, 64]	j] The MONARCH [Gell, 70]
11] Le SÉVÈRE [De Langle, 64]	k] The BURFORD [Reiner, 70]
12] Le GRAND-ANNIBAL [Aymar, 74)	l] The SCEPTRE [Graves, 64]
13] Le HARDI [Kerhue, 64]	m] The MAGNANIME [Mackenzie,64]
14] L'ARTÉSIEN [de Vignes, 64]	n] The EAGLE [Clarke, 64]
navire-amiral, frégate La CLÉOPÂTRE,	o] The HERO [King, 74]
Frég. La FINE et La CONSOLANTE au niv. de L'AJAX	p] The BRISTOL [Rumey, 50]

	q] The MONTMOUTH [Alms, 64]
	r] The CUMBERLAND [Allen,74]serrefile
	s] The MEDEA, au niveau du SCEPTRE.
TOTAL: 14 vaisseaux de ligne	TOTAL: 18 vaisseaux de ligne.

L'escadre était le seul espoir de se maintenir aux Indes pour les Français. C'était donc un véritable coup de dé. Mais Suffren accepta et livra la bataille navale dite *de Gondelour*. Cette méfiance entre chefs français ne facilitait pas la prise de décisions adéquates.

Il est ici nécessaire de mentionner la brillante manœuvre qui permit à Suffren de se débarrasser de la flotte anglaise afin de porter secours à Gondelour assiégée. Le 11 juin, l'escadre française [15 vaisseaux de ligne, 3 frégates et un brûlot] sortit de sa base de Trinquemalé. Par manque de personnel, toutes les autres frégates avaient été désarmées et leur équipages répartis sur les vaisseaux. De plus, des Cipayes et des lascars avaient renforcé les équipages. En dépit de cela, les équipages français ne comptaient que les trois-quarts de leurs pleins effectifs. Certains vaisseaux avaient des voies d'eau. Ce fut dans cette situation d'infériorité matérielle que l'escadre française[1] se mit en mouvement afin de faire face à l'anglaise qui se composait de 18 vaisseaux de ligne, tous en parfaite condition après avoir été réparés à Bombay.[2] Le 13 juin, les Français furent en vue de l'escadre anglaise ancrée au Nord de Porto Novo pour appuyer les opérations terrestres de Stuart. A la vue de la Marine Royale, Hugues considéra avec justesse que l'objectif essentiel de la campagne était la prise de Gondelour; en conséquence, il déplaça ses vaisseaux un peu plus vers le Nord, devant cette place-forte. Le 14, les vaisseaux français approchèrent plus près et se déployèrent en ligne de bataille afin de provoquer la Royal Navy. Lui même déménagea ses quartiers à bord de la frégate La CLÉOPÂTRE.[3] Suffren voulait engager immédiatement le combat afin de débloquer la façade maritime de Gondelour, mais les vents contraires l'empêchèrent de s'approcher des Anglais qui mouillaient tranquillement devant la ville assiégée, peu soucieux de livrer une bataille inutile et hasardeuse.

1 .●15 vaisseaux de ligne.

2 .●Roux, *Le Bailli de Suffren dans l'Inde*, p. 192-193. Bombay a été rebaptisé *Mumbai* à la fin du XXe siècle afin d'effacer une trace de la colonisation.

3 .●À la suite de la capture du comte de Grasse dans les eaux américaines, un ordre royal obligea les chefs d'escadre de la Marine Royale à se tenir loin de la ligne de bataille, à la grande frustration de Suffren qui aimait l'afflux d'adrénaline des combats.

Le 16 juin, enfin, les vents changèrent et les Français purent se précipiter à la curée. Hugues, se voyant obligé d'accepter le défi, et désireux d'obtenir l'avantage du vent pour ses vaisseaux[1], hissa ses voiles et se dirigea vers la haute mer. Mais il se rendit vite compte que les vents ne favorisaient pas ses manœuvres. De plus, les Français piquèrent droit sur Gondelour, vers le même mouillage que venait d'abandonner la Royal Navy[2]. L'audace et le courage de Suffren venaient de remporter une grande victoire sans tirer le moindre coup de canon. Il put ravitailler Gondelour, compléter ses équipages avec les soldats de la garnison et démoraliser l'armée anglaise assiégeante[3]. Bussy, commandant de la garnison française, avait été prévenu et tenait prêtes des embarcations de 15 à 20 mètres de longueur, pleines d'artilleurs et de Cipayes. Suffren savait bien que, des deux forces anglaises qui assiégeaient Gondelour, il devait d'abord attaquer l'escadre, car s'il avait débarqué des troupes pour attaquer l'armée de terre d'abord, son escadre aurait été dangereusement exposée aux coups de la Royal Navy. Il devait donc en priorité, renforcer ses équipages, battre l'escadre anglaise, puis débarquer des renforts pour battre les assiégeants terrestres.

En dépit d'une certaine méfiance, la correspondance entre Suffren et Bussy montre une parfaite entente au moins quant à la tactique: les fortifications de Gondelour ne permettant pas de résister indéfiniment à une armée trop nombreuse, il fallait d'abord éliminer l'escadre anglaise, puis embarquer les blessés, libérant ainsi les mains de la garnison qui pourrait lancer une sortie générale contre les arrières de l'armée anglaise et lui infliger une défaite. Les renforts[4] embarquèrent le 18.

Résumé de l'action_: Le soleil baissait, lorsque le pavillon blanc de la Marine Royale apparut devant Gondelour bloquée par l'armée anglaise, sur terre, et par la Royal Navy, sur mer. Suffren décida de compléter d'abord ses équipages avec des canonniers français pris à la garnison de Gondelour et par des Cipayes de la même garnison. Incapable d'approcher la flotte anglaise de 18 navires qui mouillait devant Gondelour, il resta au large, et, pendant la nuit du 18 au 19 juin, les vents ayant changé et les Anglais ayant fait voile vers le large pour livrer bataille, il s'approcha de Gondelour et embarqua 600 artilleurs et 600 cipayes. Il était nécessaire de garder ce secret bien gardé car l'armée anglaise n'aurait pas

---

1 .●C'est du moins l'explication qu'il donna de son décrochage subit.

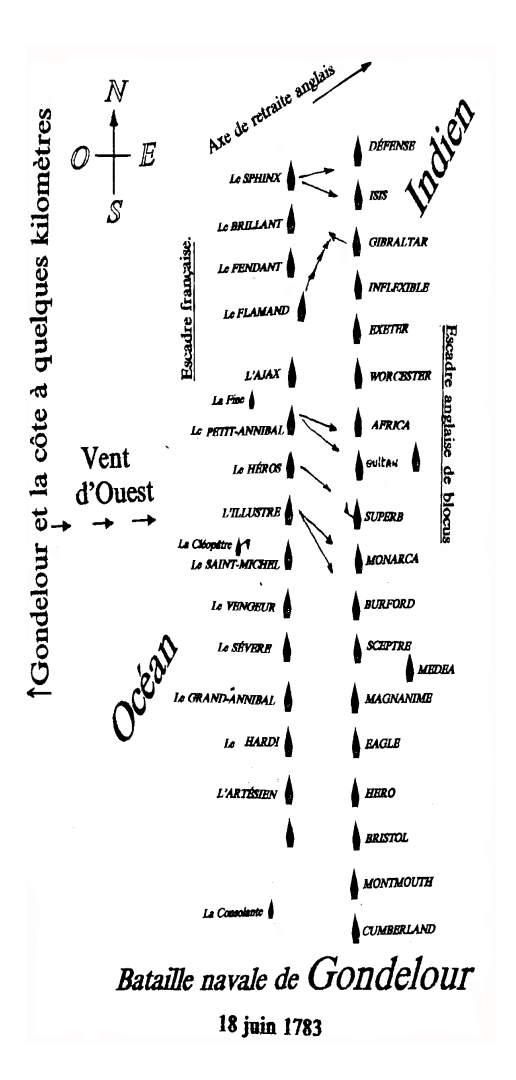
2 .●Ce tour avait été joué à l'amiral de Grasse par l'amiral anglais Hood, un an plus tôt, devant l'île de St-Christophe, le 25 janvier 1782.

3 .●«Ainsi, avancez par des voies détournées et distrayez l'ennemi en l'appâtant. Grâce à ce procédé, il se peut que, parti après lui, vous arriviez avant. Qui est capable d'agir ainsi comprend la stratégie du direct et de l'indirect.» Sun Tzu, *L'Art de la Guerre*, Chapitre VII [Manœuvre], Principe 3, p. 142-143. Ts'ao Ts'ao ajoute en écho: «Le spécialiste tirera profit des manœuvres; pour celui qui ne l'est pas, elle est dangereuse.»

4 .●600 artilleurs européens et 600 Cipayes.

manqué d'attaquer Gondelour si elle avait su que la garnison française était affaiblie.

Le lendemain matin, Suffren offrit le combat aux Anglais. Mais le rusé amiral Hugues déclina, voulant attirer les Français encore plus loin de Gondelour, et surtout, en dépit de sa supériorité numérique, désirant engager la bataille aux dernières heures du jour afin de pouvoir rompre le combat et décrocher à la faveur de la nuit en cas de difficultés. Suffren profita du répit pour faire entraîner ses 1.200 canonniers et Cipayes au combat naval.



Bataille navale de Gondelour

18 juin 1783

Le 20 juin au matin, enfin, après un jour et une nuit d'attente, le vent fut à l'avantage des Français [vent d'Ouest] qui s'élancèrent vers les Anglais. Ils les atteignirent dans la soirée et leur offrirent la bataille. L'amiral anglais ne pouvait plus refuser le combat sans perdre la face. Il l'accepta donc. À bord de la frégate La CLÉOPÂTRE, hors de la ligne française, Suffren allait partout afin de ranger ses navires en bataille. Le SPHINX faisait face à deux Anglais dont L'ISIS, ce qui ne lui donnait que 64 canons contre 148. Pour prendre sa place dans la ligne française, Le FLAMAND vint faire une arabesque sous le nez de l'escadre anglaise qui l'accueillit par une tornade de feu, laquelle tua Salvert, son commandant. Trublet prit le commandement. La canonnade faisait

maintenant rage. Le feu prit à la hune d'artimon du FENDANT, où explosa la réserve de grenades du navire, tandis que les Anglais le bombardaient sans cesse. Soudain Le FLAMAND vint s'interposer pour donner le temps au FENDANT de s'éloigner afin d'éteindre ses incendies.

Alors Le GIBRALTAR[1] sortit de la ligne anglaise pour venir occuper le vide laissé par Le FENDANT. Hicks avait imprudemment parié qu'il ramènerait un navire français de son premier combat. Il s'en était vanté un peu fort, et, pour le plus grand plaisir de ses subordonnés, le sort allait se charger de l'humilier. Le FLAMAND réduisit sa voilure pour se laisser rattraper et Le GIBRALTAR, qui réapprovisionnait ses canons, reçut une bordée meurtrière à bout portant qui lui truffa de métal les flancs. Le capitaine Hicks manœuvra en catastrophe pour regagner la ligne anglaise sous les ricanements moqueurs des autres marins anglais. Il avait non seulement perdu son pari, mais il avait, avec ses 82 canons, battu en retraite devant les 64 canons du FLAMAND. Le PETIT-ANNIBAL[2], comme L'AJAX, tenait tête à deux Anglais. L'ILLUSTRE aussi devait lutter contre deux Anglais, tandis que le quart de son équipage devait pomper pour l'empêcher de sombrer. Toute la ligne était embrasée. La bataille avait commencé à 15h30. Et petit à petit, les vaisseaux anglais prenaient une attitude défensive malgré leur supériorité numérique et matérielle en artillerie.

Peu avant que la nuit ne tombe, l'escadre de la Royal Navy commença à décrocher. Elle s'éloigna insensiblement, poursuivie par les Français. Les gros navires anglais ne présentaient pas directement la poupe mais obliquaient leurs flancs armés. Deux heures de jour supplémentaires auraient permis aux Français de détruire la flotte anglaise qui put s'enfuir à la faveur de la nuit. Suffren[3] avait beau essayer d'arrêter la poursuite, les navires feignaient de ne pas voir ses signaux pour continuer de canonner les Anglais. Au jour, les Anglais avaient disparu au delà de l'horizon. Suffren fit mouiller son escadre pour ne pas s'écarter trop de Gondelour qu'il devait couvrir et à laquelle il devait surtout rendre la garnison.

À midi, l'escadre anglaise fut signalée dans l'E.-S.-E. Le 22, elle fut aperçue en route vers le Nord. Au début, Hugues n'avait pas vu les navires français dont les couleurs se mêlaient à la côte. Les Français, offrant la bataille, s'élancèrent en ligne de bataille vers la ligne anglaise, mais Hugues changea de cap et décrocha en toute hâte. Suffren ne poursuivit pas car il n'avait pas encore débarqué la garnison de Gondelour, les

---

1 .●Capitaine Hicks. Le GIBRALTAR était un gros et puissant vaisseau pris aux Espagnols et portant la marque de l'amiral anglais Bikerton.

2 .●Une prise anglaise. Les Français avaient déjà un ANNIBAL. Ils se contentèrent donc de les distinguer par PETIT ou GRAND, suivant leur tonnage.

3 .●À bord de La CLÉOPÂTRE.

assiégeants anglais pouvant se rendre compte à tout instant qu'ils n'avaient presque plus personne devant eux. De plus, raison supplémentaire, les vaisseaux anglais étaient beaucoup plus récents et plus rapides que ceux des Français, et une poursuite aurait été vaine.

Gondelour était débloquée du côte maritime.

Pertes ♦**Marine Royale :** Le navire français le plus touché fut Le FLAMAND qui perdit une centaine d'hommes dont le capitaine Salvert. ♦**Royal Navy:** inconnues; probablement du même ordre.

Conséquence de cette défaite anglaise : Après cette victoire, Suffren ne poursuivit pas Hugues, préférant aller rendre les 1.200 soldats à la garnison de Gondelour assiégée par les Anglais. En fait, débloquer Gondelour avait été le but essentiel de la bataille.

SOURCES & LECTURES ♦*Suffren et ses ennemis*, La Varende, Flammarion, Paris, 1967. ♦*History of the French in India*, Colonel G.B., Malleson, CSI, Editions John Grant. Edimburgh, 1909. ♦*Le bailli de Suffren*, Just-Jean-Étienne Roy, Fr. Joubert, Editions Mame et fils, Tours, 1879. ♦*Vie de Suffren*, Bescherelle aîné, Editions Ardant, Limoges, 1873. ♦*Hier Suffren,* Raymond d'Unienville, Editeur S.l., Port-Louis, île Maurice], 1979. ♦*Suffren dans l'Océan Indien*, Claude Des Presles, Editions Économica, Paris, 1999. ♦*Suffren, l'Amiral Satan*, Frédéric Hulot, Imp. SEPC, le Grand livre du mois, Paris, 1994. ♦*Suffren, héros de l'Inde*, Landrieu, Gustave-Joseph-Henri (anagr. G. de Raulin), Edition J. Susse, Paris 1944.



Mangalore. *Siège de*

Date de l'action : 15 mai 1783 - 23 janvier 1784.

Localisation : Côte de Malabar ou Ouest des Indes.

Conflit : Paix officielle entre la France de Louis XVI et l'Angleterre de Georges III.

Contexte : Une guerre sans merci se déroulait dans les Indes entre les Anglais et Tipou-Sahïb, prince musulman et fils de Hyder Ali qui résistait désespérément au colonialisme anglais. Tipou avait recruté des mercenaires français à La Réunion et à l'Île de France.

Chefs en présence ♦**Armée de Tipou Sahïb**. Ce dernier, fils de Hyder Ali, était conseillé dans le domaine tactique par des officiers français, dont le colonel de Cossigny. ♦**Anglais :** major Campbell.

Effectifs engagés ♦**Anglais** : Les forces anglaises de l'Armée de Terre dans les Indes comptaient[1], à ce moment-là, 47.800 hommes dont 17.800 Britanniques et 30.000 soldats Indiens. La garnison de Mangalore comptait probablement 6 ou 7.000 hommes, dont un tiers d'Anglais[2] et deux-tiers de Cipayes entraînés à l'anglaise. ♦**Franco-Indiens** : Les forces indiennes [Mysoriennes] de Tipou-Sahïb comptaient un nombre indéterminé de combattants, probablement 40 ou 50.000. Le noyau dur de l'armée de Tipou Sahïb était le "Corps" de soldats français: Infanterie européenne originaire de l'Île de France et commandée par le colonel de Cossigny, le Corps de Lally composé de Français et d'indigènes, et un détachement de cavaliers français démontés venant *des Îles*[3]. Au total, environ 700 hommes [avec 80 canons] auxquels s'ajoutaient 150 ou 200 nouvelles recrues.

Stratégie ou tactique : La haine de Tipou-Sahïb pour les Anglais lui fit commettre[4] l'erreur psychologique de torturer la garnison anglaise de Bednore, à tel point que la garnison de Mangalore, terrorisée, résista jusqu'au bout. Tous les assauts furent repoussés, mais la famine fit son œuvre car le stock logistique de vivres était trop faible.

---

1 .●Selon l'historien anglais Grant.

2 .●Ou plutôt *de Britanniques*, car les Écossais représentaient un énorme pourcentage des effectifs dits *anglais,* de même que des Allemands (Hanovriens), sujets du roi d'Angleterre qui se trouvait être Électeur de Hanovre.

3 .●De l'Archipel des Mascareignes.

4 .●En dépit des conseils réitérés de ses officiers français. La *haine*, et la *colère* qu'elle engendre, sont toujours mauvaises conseillères. C'est tellement vrai que certains stratèges essaient de susciter ces deux sentiments "enivrants" chez l'ennemi afin de l'induire à commettre des erreurs tactiques. Le Chinois Tu Mu, commentateur de Sun Tzu voir in fine, donne, de ce danger un exemple précis : «Vers la fin de la dynastie des Weï, l'empereur T'ai Wu conduisit cent mille hommes à l'attaque du général des Sung, Tsang Chih, à Yu T'ai. L'empereur demanda d'abord du vin à Tsang Chih. [c'était la coutume de faire précéder une bataille par un échange de cadeaux!] Tsang Chih scella un pot plein d'urine et le lui envoya. T'ai Wu, fou de rage, attaqua aussitôt la ville, ordonnant à ses troupes d'escalader les murs et d'engager le corps à corps. Les cadavres s'entassèrent jusqu'au haut des murs et au bout de trente jours le nombre de morts représentait plus de la moitié des effectifs Weï.» Monstrueux carnage qui mettait fin aux espoirs de l'empereur de s'emparer de la ville. Les pertes énormes soutenues par les assaillants envoyés à l'assaut sans aucun plan tactique leur fit perdre la bataille.

Mangalore était située sur la Côte de Malabar, au bord d'un grand étang salé. Les habitants étaient essentiellement *Moplas,* descendants d'une colonie arabe. La ville était défendue par deux forts, l'un dominant l'autre, le tout entouré par un fossé, très profond et fort large à certains endroits. Les ouvrages n'étaient pas de grande qualité; par exemple aucune casemate n'était à l'épreuve des bombes, et on se demande pourquoi les troupes anglaises n'en avaient pas construit.

Résumé de l'action : L'armée de Tipou Sahïb mit le siège devant la ville à la mi-mai 1783. Elle fut complètement investie à l'exception d'un avant-poste à 1,5 km de Mangalore. Cet avant-poste fut attaqué presque immédiatement et son commandant anglais capitula après quelques heures de combat. Le célèbre régiment écossais *Black Watch*[1] fut envoyé, trop tard, pour le secourir. Le siège commença par un bombardement systématique, non seulement par boulets et bombes, mais aussi par des roches énormes de 60 à 70 kg lancées par de gros mortiers. Ces pierres détruisirent de nombreuses maisons et tuèrent beaucoup de monde en se fragmentant.

Le bombardement, dirigé par les Français, creusa très vite de larges brèches dans les murailles de la ville et des forts. Malgré cela, la garnison était si terrorisée à l'idée de subir le même sort que l'autre armée anglaise, en cas de reddition, qu'elle se défendit avec l'énergie du désespoir. Chaque assaut des troupes de Tipou-Sahïb fut repoussé.

Ces attaques continuèrent jusqu'au 20 juillet, date à laquelle les Anglais demandèrent à parlementer. Les hostilités furent momentanément suspendues. Par une impardonnable négligence de la part du commandement anglais, les stocks logistiques de vivres n'avaient pas été suffisamment approvisionnés en vue d'un siège, et la famine commençait à se faire cruellement sentir. Trois jours après le début de la trêve, voyant que la garnison, qui demandait à être réapprovisionnée en vivres, ne cherchait qu'à gagner du temps en espérant voir arriver des secours, Tipou-Sahïb reprit les hostilités en lançant un assaut qui fut encore repoussé.

Le 29 juillet, une autre trêve fut signée. Tipou accepta de laisser les Anglais acheter des vivres dans la région, mais, selon les chroniqueurs anglais, il interdit en secret à la population de la région de leur en vendre sous peine de se voir *"priver du nez ou des oreilles".* Ainsi la garnison en fut réduite à l'horrible extrémité de manger "du cheval [Sic!], des rats, des souris, des grenouilles, des serpents, des oiseaux et aussi des chacals qui sortaient des bois pour dévorer les cadavres des soldats tués."

Le siège en était là, lorsque apparut enfin, le 17 août, l'escadre

---

1 .●Rappelons que le *Black Watch Regiment* ou *Garde Noire*, selon la tradition, est le descendant du clan qui avait pris parti pour les Anglais, lors de la *bataille de Culloden*; ce combat-massacre mit fin à l'ultime résistance organisée des derniers clans écossais.

anglaise de secours chargée d'une armée commandée par le brigadier-général Macleod. Folle de joie et d'espoir, la garnison anglaise se défendit avec plus de courage encore, si c'était possible.

Mais le général Macleod, après avoir lu avec attention les termes du dernier armistice rédigé en français, par lequel Tipou-Sahïb fournissait des vivres à la garnison, les trouva acceptables et honorables, et... fit demi-tour en direction de Tellicherry! Comportement assez incompréhensible, sauf si l'on considère que la multitude armée qui composait l'armée de Tipou-Sahïb pouvait très bien, par sa seule présence, intimider les décisions de ce général et l'inciter à aller voir s'il n'était pas plus utile ailleurs ! La garnison fit demander à l'escadre de la Royal Navy de faire débarquer des troupes en renfort. Le général Macleod fit effectivement charger d'*Habits-Rouges*[1] les chaloupes de débarquement, mais, à peine la garnison commençait-elle à pousser un immense soupir de soulagement en voyant approcher les chaloupe de secours, qu'un contre-ordre vola d'une chaloupe à l'autre et qu'elles firent demi-tour. Et, devant les yeux incrédules de la garnison anglaise, les troupes rembarquèrent et... l'escadre anglaise décrocha pour disparaître derrière l'horizon. On peut imaginer le désespoir des troupes anglaises devant le comportement de ce général, trop honnête pour se permettre de rompre les termes de la trêve signée en apportant des renforts à ses compatriotes. Car telle pouvait aussi être la vraie motivation du comportement de Macleod, si ce n'était pas la peur.

Le 31 décembre, l'escadre anglaise de Macleod revint mettre quelque espoir dans le cœur des soldats anglais, mais elle repartit bientôt vers l'horizon, laissant la garnison dans un état proche de l'hystérie. Le colonel Campbell avait réussi à envoyer un message à Macleod pour lui affirmer que, dès qu'il disparaissait, Tipou violait la trêve en ne fournissant plus de vivres à la garnison, mais, lorsque Macleod avait demandé des explications à Tipou, ce dernier lui avait fait répondre une lettre en français où il affirmait que les allégations de Campbell n'étaient que purs mensonges.

Les effectifs de la garnison avaient fondu de moitié, et la moitié des survivants étaient malades. Les Cipayes, encore plus mal nourris que les troupes européennes, *devenaient aveugles* les uns après les autres ; c'est dire à quel point les Anglais négligeaient leurs troupes coloniales. Le taux de mortalité augmentait chaque jour.00

Finalement, les Anglais firent savoir que le traité de paix entre l'Angleterre et la France exigeait que le colonel français de Cossigny retirât ses troupes de l'armée de Tipou Sahïb[2]. Tipou répliqua en offrant des soldes fabuleuses aux Français qui voudraient rester à son service à titre

---

1 .●Surnom habituel des fantassins anglais depuis que Guillaume d'Orange leur a fait adopter cette couleur de vareuse. Les Français disent plutôt : *Tuniques-Rouges*.

de mercenaires. Mais le colonel français interdit la désertion dans ce but et fusilla deux déserteurs. Les Français partirent donc.

Ce départ des Français incita Tipou-Sahïb à accepter immédiatement que la garnison anglaise, ou ce qu'il en restait, quittât Mangalore après avoir capitulé. La reddition fut signée le 23 janvier 1784. Les survivants quittèrent la ville avec, au moins, la vie sauve, et furent embarqués sur des navires anglais de l'escadre de l'Océan Indien pour être débarqués à Tillicherry, autre ville côtière de la Côte de Malabar.

Pertes ♦Très lourdes du côté anglais : 5.000 hommes.

Conséquence de cette défaite anglaise : Désespéré de ne pas avoir donné cette région à l'Angleterre, ou plutôt à l'*East India Company* qui était la propriétaire en titre des vastes Indes, le colonel écossais Campbell mourut peu après[1]. Ce ne fut qu'en 1799 que, sous l'influence du lobby des marchands, cette province indienne, appelée Koryal, fut de nouveau envahie et occupée par l'armée anglaise. La victoire de Tipou avait donné un délai de grâce de 16 ans de liberté à cette province.

SOURCES & LECTURES γFortescue, John. *A history of the British army*. Volume 3,γMarshman, John Clark (2010), *History of India from the Earliest Period to the Close of the East India Company's Government,* Cambridge University Press, Cambridge, 1876. γBarua, Pradeep, *The State at War in South Asia*, University of Nebraska Press, 3005. 2005. γ'Second Anglo-Mysore War (1780-1784). Internet.γTreaty of Mangalore between Tipu Sultan and the East India Company, 11 March 1784. Project South Asia. Internet.



2 .●Ce qui était peut-être l'origine réelle de la crainte de MacLeod pour intervenir militairement.

1 .●En tant qu'Écossais, il craignait surtout d'être accusé d'incurie, incompétence ou même pire... de trahison !

COMPARAISON DES PERTES NAVALES FRANÇAISES ET ANGLAISES DURANT LA GUERRE D'INDÉPENDANCE AMÉRICAINE

(Quelques coquilles peuvent s'être glissées dans cette compilation, en dépit des soins infinis de l'auteur.)

PERTES NAVALES DE LA MARINE ROYALE de 1778 à 1783

1778, 17 juin, Le COUREUR, 14, pris par The ALERT dans la Manche.
1778, 18 juin, La LICORNE, 32, pris par l'escadre de Lord Keppel dans la Manche.
1778, 19 juin, Le PALLAS, 32, pris par l'escadre de Lord Keppel dans la Manche.
1778, 25 août, Le SARTINE, 32, pris dans les Indes par l'escadre de Lord Vernon.
1779, 31 janvier, L'OISEAU, 32, pris par les Anglais dans la Manche.
1779, 13 mai, Le VALEUR, 6,coulé par l'escadre de Sir Wallace à Cancale Bay.
1779, 13 mai, L'ÉCLUSE, 8, coulé par l'escadre de Sir Wallace à Cancale Bay.
1779, Le SPHINX, 20, capturé par The PROSERPINE [28].
1779, 13 mai, Le DIEPPE, cotre de 16, détruit par l'escadre de Sir Wallace à Cancale Bay.
1779, Le FÉNELON, 14, pris par les Anglais.
1779, 13 mai, La DANAË, 26, pris par The EXPERIMENT [50].
1779, 2 juin, La PRUDENTE, 36,pris par The RUBY [60].
1779, 22 juin, L'HÉLÈNE, 16, pris par The AMBUSCADE [32]
1779, août, Le COMPAS, flûte de 18 canons, pris par The BOREAS [28].
1779, 2 octobre, Le PILOTE, 14, pris par The JUPITER [50] dans la Manche.
1779, 2 octobre, La MUTINE, 14,pris par The APOLLO [32] & ses consorts dans la Manche.
1779, 20 octobre, L'ALCMÈNE, 26, pris par The PROSERPINE [32]
1779, 21 octobre, La BLANCHE, 32,pris par The MAGNIFICENT [74].
1779, 22 décembre, La FORTUNÉE, 32, pris par The SUFFOLK [74].
1779, 22 décembre, L'ÉLISE, 28, prise par The MAGNIFICENT [74] et The STIRLING CASTLE [64].
1780, 24 février, Le PROTÉE, 64, pris par l'escadre du contre-amiral Robert Digby, Golfe de Gascogne.
1780, 26 juin, Le SANS-PAREIL, cotre de 12, pris par The PHŒNIX [44] & consorts dans les Antille.
1780, 1er juillet, L'ARTOIS, 40 canons, pris par The ROMNEY [50] sur la côte du Portugal.
1780, 5 juillet, Le HUSSARD, 18, pris au large d'Ouessant par The NONSUCH [64].
1780, 5 juillet, La CAPRICIEUSE, 32, attaquée par The PRUDENT [36] et The UNICORN [32].
1780, 5 juillet, La PERLE, 18, prise par The ROMNEY [50] sur la côte du Portugal.
1780, 12 juillet, La BELLE POULE, 32, prise par The NONSUCH [64] sur la côte de France.
1780, La LÉGÈRE, 33, incendiée par The NONSUCH [64].
1780, Le RENARD, 18, pris par The BRUNE [32] dans les Antilles.
1780, 10 août, La NYMPHE, 32, prise par The FLORA [36] & ses consorts au large d'Ouessant.
1780, octobre, L'INTRÉPIDE,74, perdu corps et biens dans un ouragan des Antilles.
1780, Le PALMIER, 74, perdu corps et biens dans un ouragan des Antilles.
1780, Le MAGNIFIQUE,74, perdu corps et biens dans un ouragan des Antilles.
1780, octobre, Le JUNON, 40, perdu corps et biens dans un ouragan des Antilles.
1780, 2 novembre, Le SÉNÉGAL, ex The RACEHORSE, 18, pris par les Anglais sur la côte d'Afrique.
1781, 4 janvier, Le MINERVE, 32, ex The MINERVA, 32, pris par The COURAGEUX [74], renommé The RECOVERY.
1781, février, Le ROVER (ex Britannique), 18, pris par un corsaire.
1781, L'ALERTE, 18, pris par The PERSEVERANCE [36] sur la côte américaine.
1781, 20 avril, La LICORNE, 20, pris par The RESOURCE [28] dans les Antilles.
1781, 26 juillet, Le LIVELY (ex Britannique), 26, pris par The PERSEVERANCE [36] dans la Manche.
1781, 2 septembre, La MAGICIENNE, 32, prise par The CHATHAM [50] sur la côte américaine.
1781, 26 octobre, Le NECKER, 28, pris par The HANNIBAL [50] au large du Cap de Bonne Espérance.
1782, 12 avril, Le VILLE-DE-PARIS, 104, pris par l'escadre de Lord Rodney.
1782, 12 avril, Le GLORIEUX, 74, pris par l'escadre de Lord Rodney.
1782, 12 avril, L'HECTOR, 74, pris par l'escadre de Lord Rodney.
1782, 12 avril, Le CÉSAR, 74, brûlé par l'escadre de Lord Rodney.
1782, 12 avril, L'ARDENT, 64, pris par l'escadre de Lord Rodney.
1782, 19 avril, Le CATON, 64, pris par l'escadre de Lord Hood dans le Passage Mona.
1782, Le BIZARRE, 64, échoué près de Trinquemalé [Indes].
1782, 19 avril, Le JASON, 64, pris par l'escadre de Lord Hood dans le Passage Mona.
1782, 19 avril, L'AIMABLE, 32, pris par l'escadre de Lord Hood dans le Passage Mona.
1782, 19 avril, Le CÉRÈS, 18, pris par l'escadre de Lord Hood dans le Passage Mona.
1782, 21 avril, Le PÉGASE, 74, pris par The FOUDROYANT [80] dans le Golfe de Gascogne.
1782, L'ORIENT, 74, échoué près de Trinquemalé.
1782, 23 avril, L'ACTIONNAIRE, 64 mais en flûte de 24 canons seulement, pris par The QUEEN [98]
1782, Le DAUPHIN, 64 mais en flûte de 26 canons seulement, pris par The ARGO [44] dans les Antilles.
1782, 20 juillet, L'AMAZONE, 36, pris puis abandonné par les Anglais en Amérique du Nord.
1782, 30 juillet, Le TÉMÉRAIRE, 10, pris par The CORMORANT [16] & ses consorts.
1782, 1er septembre, L'AIGLE, 22, pris par les Anglais au large du cap Henry.
1782, L'ESPION, cotre de 16, pris par The LIZARD [28] devant St-Kitts.
1782, 4 septembre, Le HÉBÉ, 40, pris par The RAINBOW [44] & ses consorts dans la Manche.
1782, 14 septembre, L'AIGLE, 40, capturé par l'escadre d'Elphinstone au large du Delaware.

1782, 18 octobre, Le SCIPION, 74, détruit par The LONDON [98] et The TORBAY [74], Hispaniola.
1782, 6 décembre, Le SOLITAIRE, 64, pris par trois vaisseaux dont The RUBY [64] dans l'Atlantique.
1782, 6 décembre, L'AMPHITRITE, 18, prise par l'escadre de Sir R. Hugues.
1782, 12 décembre, La MÉNAGÈRE, 61 mais en flûte de 34 canons seulement, pris par The MEDIATOR [44].
1783, 11 janvier, Le RAILLEUR, 14, pris par The CYCLOPS [28] sur la côte américaine.
1783, 16 janvier, Le CHASSEUR, 20, pris par The MEDEA [28] sur la côte américaine.
1783, 22 janvier, La SIBYLLE, 36, pris par les Anglais au large de l'Amérique du Nord.
1783, 15 février, La CONCORDE, 36, pris par l'escadre accompagnant The St-ALBAN.
1783, 2 mars, La COQUETTE, 28, prise par The RESISTANCE [44], îles Turc.
1783, 14 avril, La NAÏADE, 20, prise par The SCEPTRE [64] dans les Indes.

72 vaisseaux perdus en tout dont 66 pris ou détruits par les Anglais.

PERTES NAVALES DE LA ROYAL NAVY de 1778 à 1783

1778, The GRAMPUS [32 canons; cap[t]. John Frodsham]; coulé par les Français au large de Terre-Neuve.
1778, The MERMAID [28 canons; James Hawker]; jeté à la côte devant d'Estaing.
1778, The MERCURY [24; James Montagu]; détruit devant New York.
1778, The SWALLOW [16; C. Warre]; détruit en venant du Cap de Bonne Espérance.
1778, The SWIFT [16; Joseph Tathwell]; brûlé par les Français au large de Cap Henry.
1778, The CUPID [16; William Carlyon]; détruit au large de Terre-Neuve.
1778, The DISPATCH [14; J. Botham]; chavira dans le Golfe du Saint-Laurent.
1778, The YORK [12; Thomas Walbeoff]; capturé par les Français au large de la côte américaine.
1778, The SPY [12; Thomas Lennox Frederick]; détruit au large de Terre-Neuve.
1778, The HINCHINBROKE [12; inconnu]; capturé par les corsaires Français.
1778, The HELENA [12; Thomas Hicks]; capturé par Le SENSIBLE.
1778, The OTTER [10; John Wright]; détruit au large de la Floride.
1778, The ENTERPRISE [10; inconnu]; capturé par les Américains et brûlé.
1778, 24 avril, The DRAKE [14; George Burdon]; pris par Le RANGER, 18, près de Belfast.
1778, 24 juin, The FOLKESTONE [8; W. Smith]; capturé par les Français au large de la côte française.
1778, 9 juillet, The LIVELY [22; Roger Biggs]; capturé par L'IPHIGÉNIE.
1778, 17 juillet, The ALERT [cotre de12; William Fairfax]; capturé par Le JUNON.
1778, 30 juillet, The KINGFISHER [16; inconnu]; brûlé au Rhode Island].
1778, août, The STANLEY [10; inconnu]; pris par Le CÉSAR.
1778, 7 août, The JUNO [32; Hugh Dalrymple]; brûlé par les Français au Rhode Island.
1778, 7 août, The LARK [32; Richard Smith]; brûlé au Rhode Island.
1778, 7 août, The ORPHEUS [32; Charles Hudson]; brûlé par les Français au Rhode Island.
1778, 7 août, The FLORA [32; John Brisbane]; coulé par les Français au Rhode Island.
1778, 7 août, The CERBERUS [28; John Symons]; brûlé par les Français au Rhode Island.
1778, 7 août, The FALCON [16; Harry Harmood]; brûlé par les Français au Rhode Island.
1778, 14 août, The SENEGAL [ex-THE RACEHORSE] [18; John Inglis]; pris par d'Estaing.
1778, 17 août, The THUNDER [8; James Gambier] pris par d'Estaing.
1778, 22 août, The MINERVA [32; John Stott]; pris par les Français au large des Antilles.
1778, 23 août, The ZEPHYR [14; Thomas West]; pris par les Français
1778, 1 septembre, The ACTIVE [28; William Williams]; pris par les Français dans les Antilles.
1778, 10 septembre, The FOX [28; Thomas Windsor]; pris par Le JUNON.
1778, octobre, The SOMERSET [70; George Ourry]; coulé près du Cap Cod.
1778, octobre, The ZEBRA [16 Henry Collins]; coulé à Egg Island Habour.
1778, 17 décembre, The CERES [18; james Richard Dacres]; pris par les Français
1779, The SUPPLY [logistique de 20 canons; John Lockhart Nasmyth]; brûla accidentellement.
1779, The TORTOISE [32; Jahleel Brenton]; coulé au large de Terre-Neuve.
1779, The NORTH, 20, George Selby, coulé au large de la Nouvelle Ecosse.
1779, The THORN, 16, William Wardlaw, pris par une frégate américaine.
1779, The TAPAGEUR, cotre de 14, Lord Charles Fitzgerald, coulé dans les Antilles.
1779, The HOPE, 14, Michael Hindman, pris par un corsaire américain.
1779, The WEST FLORIDA, 14, John Willet Payne, pris à Pensacola par les Américains.
1779, The YORK,12, Daniel Dobree, pris par l'amiral d'Estaing à La Grenade.
1779, The LEVIATHAN ex-NORTHUMBERLAND, 50, Robert Lambert, coulé par les Français
1779, The PENELOPE, 24, James Jones, coulé dans les Antilles.
1779, The WEAZEL, 16, Lewis Robertson, capturé par La RODEUSE dans les Antilles.
1779, The ARETHUSA,32, Charles Everitt, coulé près d'Ouessant par les Français
1779, The MONTREAL, 32, Stair Douglas, pris par un vaisseau français en Méditerranée.
1779, The DILIGENT, 12, Thomas Walbeoff, capturé par Le PROVIDENCE.
1779, The GLASGOW, 24, Thomas Lloyd, incendié par les Français Au large de la Jamaïque.
1779, The EGMONT, schooner de 10, John Gardiner, pris par le WILDCAT, 14, à Terre-Neuve.
1779, The HAARLEM, Josias Rogers, pris par les corsaires américains.
1779, The HOLDERNESSE, cotre de 8, pris par les Français en Manche.
1779, The ACTIVE, cotre de 12, pris par La MUTINE, en Manche.
1779, The ARDENT, 64, Philip Boteler, capturé par les Français.
1779, The SPHINX, 20, Robert Sutton, pris par L'AMPHITRITE.
1779, The ROSE, 20, John Brown, coulé pour bloquer Savannah.
1779, The SAVANNAH, brick de 14, Richard Fisher, coulé pour bloquer Savannah.
1779, The ARIEL, 20, Thomas Mackenzie, pris par L'AMAZONE.

1779, The SERAPIS, 44, Richard Pearson, pris par Le BONHOMME-RICHARD.
1779, The COUNTESS-OF-SCARBOROUGH, 20, pris par Le BONHOMME-RICHARD.
1779, The EXPERIMENT, 50, James Wallace, capturé par d'Estaing.
1779, The QUEBEC, 32, George Farmer, coulé par La SURVEILLANTE.
1779, The JACKAL, cotre de 14, John Gibson, pris par des prisonniers français.
1779, The HUSSAR, 28, Charles Maurice Pole, coulé près de New York.
1780, The TRUE BRITON, Patrick Napier, capturé par les Français
1780, The ACTIVE, 14, William Quarme, pris par les Insurgents.
1780, The DEFIANCE, 64, Maximillian Jacobs, coulé à Savannah.
1780, The VIPER, 16, John Augustud Lord Harvey, coulé dans le Golfe du Saint-Laurent.
1780, The SCORPION, 16, capitaine inconnu, coulé par les Fr, au large de l'Amérique du Nord.
1780, The COUREUR, schooner de 16, C. Major, capturé au large de Terre-Neuve.
1780, The CORMORANT, 16, Robert M'Evoy, capturé par de Grasse devant Charleston.
1780, The FORTUNE, 18, Lewis Robertson, capturé par les Français dans les Antilles.
1780, The UNICORN, 20, Thomas Lennox Frederick, capturé par les Français dans les Antilles.
1780, The VIGILANT, 20, Thomas Goldesbrough, brûlé à Beaufort, Caroline du Sud.
1780, The ROVER, 18, Henry Savage, pris par les Français dans les Antilles.
1780, The BELLONA, 18, Francis Tinsley, coulé à l'embouchure de l'Elbe.
1780, The ENDEAVOUR, brick de 14, Francis Wooldrigh, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The NIMBLE, cotre de 12, W. Furnival, coulé par les Français à Mount'Bay.
1780, The PHŒNIX, 44, Hyde Parker, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The VICTOR, brick de 10 canons, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The INCENDIARY, 8, William Augustus Merrick, coulé par les Français devant l'île de Wight.
1780, The SCARBOROUGH, 20, Samuel Hood Walker, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The STIRLING CASTLE, 64, Robert Carkett, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The BARBADOS, 14, Ralph Milbank, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The THUNDERER, 74, Robert Boyle Nicholas, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The CORNWALL, 74, Timothy Edwards, coulé par les Français à Ste-Lucie.
1780, The LAUREL, 28, Thomas Lloyd, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The SHARK, 28 canons, Howell Lloyd, coulé en Amérique du Nord.
1780, The ANDROMEDA, 28, Henry Bryne, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The DEAL CASTLE, 24, James Hawkins, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The CAMELEON, 14, James Johnstone, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The BLANCHE, 32, Samuel Uppleby, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The BEAVER'S PRIZE, 16, John Drummond, perdu corps et biens dans un ouragan.
1780, The SARTINE, 32, Robert Simonton, coulé dans les Indes.
1781, The FAIRY, 14, Joseph Browne, pris par les Français
1781, The CULLODEN, 74, George Belfour, coulé au large de Long Island.
1781, The TERRIBLE, 74, William Clement Finch, brûlé.
1781, The ROMULUS, 44, George Gayton, pris par les Français
1781, The MENTOR, 20 canons, Robert Deans, brûlé à Pensacola.
1781, The MOLLY, 20 canons, William Long, brûlé accidentellement.
1781, The GERMAINE, 20, Georges Augustus Keppel, pris par les Américains.
1781, The ECHO, 18, John manley, coulé dans le Plymouth Sound.
1781, The MINORCA, 18, H. Lawson, coulé à Mahon par les Français
1781, The PORT-ROYAL, 18, Kelly, pris par les Espagnols à Pensacola.
1781, The ST-FIRMIN, 16, Jonathan Faulknor, pris par les Espagnols à Gibraltar.
1781, The ATALANTA, 16, Sampson Edwards, pris par L'ALLIANCE.
1781, The TREPASSEY, 14, James Smyth, pris par L'ALLIANCE.
1781, The HOPE, cotre de 14, L. Vickers, pris par les Français
1781, The ANTIGUA, 14, John Hutt, capturé par les Français
1781, The FLY, cotre de 14 canons, Milham Ponsonby, capturé par les Français
1781, The BONETTA, 14, Ralph Dundas, capturé par les Français dans la Chesapeake.
1781, The SNAKE,12, William jackson, capturé par les Français
1781, The CASTOR, 36 canons, capturé par La FRIPONNE.
1781, The CRESCENT, 28, John Gligh, pris par La FRIPONNE.
1781, The LOYALIST, 14, Morgan Laugharne, pris par les Français dans la Chesapeake.
1781, The RATTLESNAKE, 14, Philip d'Auvergne, perdu dans les Antilles.
1781, The PIGMY, cotre de 14, Thomas Dyson, pris par les Français
1781, The ROVER, 14 canons, J. Duncan, coulé en Amérique.
1781, The GIBRALTAR, brick de 14 canons, W. Anderson, pris par les Espagnol à Gibraltar.
1781, The THUNDER, 8, John Wallace, coulé par les Français dans la Manche.
1781, The PELICAN, 24, Cuthbert Collingwood, perdu dans un ouragan à la Jamaïque.
1781, The SANDWICH, 20, William Bett, pris par de Grasse.
1781, The CORMORANT, 14, Robert M'Evoy, pris par de Grasse.
1781, The SAVAGE, 16 canons, Charles Stirling, pris par les corsaires français
1781, The SWALLOW, 16, Thomas Wells, coulé devant Long island.
1781, The HOPE, 16, William Thomas, coulé devant Savannah.
1781, The SHELANAGIG, 16, James Shepard, pris par les Français
1781, The DUCHESS OF CUMBERLAND, 16, Edward marsh, coulé devant Terre-Neuve.
1781, The DELIGHT, 16, Francis Drake, coulé dans l'Atlantique.
1781, The RACEHORSE, 14, George de Brisac, coulé par les Français devant Beachy Head.

1781, The PHEASANT, cotre de 14, George Matthews, chavira dans la Manche.
1781, The IRIS, 32, George Dawson, capturé par de Grasse.
1781, The RICHMOND, 32, Charles Hudson, capturé par de Grasse.
1781, The FOWEY, 24, Peter Aplin, coulée par les Français dans la Chesapeake.
1781, The SANDWICH, 24 canons, William Bett, capturé par les Français devant Charleston.
1781, The SYREN, 24, Isaac Vaillant, coulé par les Français sur la côte du Sussex.
1781, The GUADALUPE, 28, Hugh Robinson, coulé par les Français dans la Chesapeake.
1781, The GREYHOUND, 28, William Fox, coulé par les Français près de South Sand Head.
1781, The CHARON, 44, Thomas Symonds, coulé par les Français Dans la Chesapeake.
1781, The THETIS,32, Robert Linzoe, coulé par les Français devant Ste-Lucie.
1781, The FIREBRAND, Richard Hill, brûlé accidentellement près de Falmouth.
1781, The VULCAN, 8, George Palmer, brûlé par les Français dans la Chesapeake.
1781, The CONFLAGRATION, 8, J. Duncan, perdu corps et biens en Amérique du Nord.
1782, The HANNIBAL, 50, Alexander Christie, pris par les Français au large de Sumatra.
1782, The SANTA-MONICA, 36, John Linzee, coulé au large de Tortola.
1782, The BLONDE, 32, Edward Thornbrough, coulé sur les écueils de Nantucket.
1782, The SOLEBAY, 28, Charles Holmes Everitt, brûlé à Névis.
1782, The COVENTRY, 28, William Wolseley, capturé par les Français dans le Golfe du Bengale.
1782, The HINCHINBROKE, 20, capitaine inconnu, coulé par les Français devant La Jamaïque.
1782, The ORONOQUE, 20, William Tabourdin, confisqué par les Français à la capitulation du Demerara.
1782, The SYLPH, 18, Lawrence Graeme, confisqué par les Français à la capitulation du Demerara.
1782, The BARBUDA, 16, Francis Pender, confisqué par les Français à la capitulation du Demerara.
1782, The STORMONT, 16, Chrismas Paul, confisqué par les Français à la capitulation du Demerara.
1782, The RODNEY, brick de 16, John Douglas Brisbane, pris par les Français à la capit. du Demerara.
1782, 25 février, The CHASER, 18, Thomas Parr, pris par les Français dans le Golfe du Bengale.
1782, The GENERAL MONK, 18, Josias Rogers, pris par Le HYDER ALI [Pennsylvanien, 16].
1782, The JACKAL, 20, Gustavus Logie, capturé par les Français dans les Antilles.
1782, The BRITANNIA, 20, M. Davis, coulé dans le Kentish Knock.
1782, The ALLIGATOR, 14, John, Frondham, capturé par les Français dans la Manche.
1782, The REPULSE, cotre de 14, J. Atkinson, coulé par les Français devant Yarmouth.
1782, The SWAN, 14, Lewis Robertson, chavira au large de Waterford.
1782, The ROYAL GEORGE, 100 canons, Martin Waghorn & contre-amiral Richard Kempenfelt, chavira à Spithead.
1782, The RAMILLIES, 74, Sylverius Moriarty & contre-amiral Thomas Graves, brûlé.
1782, The HECTOR, 74, John Ronchler, coulé sur les bancs de Terre-Neuve.
1782, The CENTAUR, 74, John Nicholson Inglefield, coulé en revenant de la Jamaïque.
1782, The RACOON, brick de 14, Edmund Nagle, capturé par les Français [Le GLOIRE].
1782, The POLECAT, brick de 14, Patrick Napier, capturé par les Français en Amérique du Nord.
1782, The ALLEGIANCE, 14, David Phips, pris par les Américains.
1782, The LIVELY, brick de 14, M. Stanhope, pris par des prisonniers français
1782, The PRINCE EDWARD, brick de 14, Richards Simmonds, pris par ses prisonniers américains.
1782, The RESOLUTION, 14, R. F. Hassard, pris par les Français dans les Indes.
1782, The RAIKES, 14, Norris Thompson, pris par les Français dans les Indes.
1782, The FLYING FISH, cotre de 14, Charles Craven, coulé près de Calais par les Français
1782, The PLACENTIA, brick de 14, Charles Anderson, coulé à Terre-Neuve.
1782, The CORNWALLIS,14, R. T. Appleby, coulé dans l'Atlantique.
1783, The ARGO, 44, John Butchart, pris par les Français [La NYMPHE, 36].
1783, The SUPERB, 74, Henry Newcome & vice-amiral Sir Edward Hughes; coulé dans les Indes.
1783, The CATO, 50, James Clark & vice-amiral Sir Hyde Parker, perdu vers les Antilles.
1783, The PALLAS, 36, Christopher parker, s'est jeté à la côte dans l'Isle St-Georges devant les Français
1783, The CERBERUS, 32, Sir Jacob Wheate, coulé aux Bermudes.
1783, The RAVEN, 16, John Wells, capturé par les Français dans les Antilles.
1783, The MENTOR, 16, R. Tullidge, coulé aux Bermudes.
1783, The TICKLER, 14, William O'Brien Drury, capturée par une frégate française dans les Antilles.

en tout 242 vaisseaux perdus, dont 103 pris ou détruits par les Français.



Bibliographie générale des Livres I et II

♦*A genuine account of some transactions in the East Indies, containing the most material occurrences on the coast of Coromandel since the death of the late Nabob of Arcot*, Londres, 1753.

♦Abbott, John S. C., *American Pioneers and Patriots : Benjamin Franklin : A picture of the struggles of our infant nation, one hundred Years ago,* Dodd, Mead & Company, New York, 1876.

♦Allaire, B. « L'occupation de Québec par les frères Kirke », dans R. Litalien et D. Vaugeois (dir.), *Champlain : la naissance de l'Amérique française*, Éditions du Nouveau Monde et Éditions du Septentrion, Paris et Sillery, 2004, p. 245-257.

♦*American Historical Review* (AHR), Oxford University Press, Cary (Caroline du Nord).

♦Amiot, Joseph-Marie, [missionnaire en Chine] *Art militaire des Chinois, ou Recueil d'anciens traités sur la guerre,* Édité chez Didot l'aîné, Paris M.DCC.LXXII [1772] *(Ce fut la première traduction des théories du Chinois Sun Tsu dans une langue occidentale*.)

♦*An Account of the War in India, between the English and French, on the Coast of Coromandel, from the year 1750, to the year 1760; together with a Relation of the late remarkable events on the Malabar Coast, and the expeditions to Golconda and Surat* ... The whole compiled from original papers, Richard Owen Cambridge, T. Jefferys: Londres, 1761.

♦An impartial View of the origin and progress of the present disputes in the East India Company, relative to Mahomed-Ally-Khan, Nabob of Arcot, and Sulja-gee, Raja of Tanjore, etc., Muhammad Ali Khan, Nabab d'Arcate, Edimbourg, 1777.

♦Anderson, Fred, *Crucible of War, The Seven Years' War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, Alfred A. Knopf; London et New York: Faber and Faber, 2000.

♦Andros, Thomas. "*The old Jersey captive: Or, A narrative of the captivity of Thomas Andros...on board the old Jersey prison ship at New York*, 1781. In a series of letters to a friend." W. Peirce. 1833.

♦Archives de la Marine, France.

♦Archives Nationale du Royaume Uni, Collection British War Office. 4:275, Lettre de Jenkinson à Clinton, du 5 Dec. 1780.

♦Asclépiodote, *Traité de tactique*, traduction de L. Poznanski, Les Belles Lettres, Paris, 1992.

♦Asimov, Isaac, *The Shaping of England*, Houghton Mifflin Company, Boston, 1969.

♦Au Roi et à Nosseigneurs du conseil de marine, requête de Naynapa, marchand malabar de Pondichéry, appelant de la confiscation de ses biens au profit des jésuites, [non identifié et non daté].

♦Au Roi et à Nosseigneurs du conseil de marine, requête de Ramanada, marchand malabar de Pondichéry, demandeur en restitution de ses biens confisqués par le sieur Hébert, Imprimerie de J. Quillau, Paris, 1717.

♦Balch, Thomas, *The French in America during the War of Independence of the United States, 1777-1783*, Philadelphia, 2 volumes, 1891-1895. Traduction : *Les Français en Amérique pendant la guerre de l'Indépendance* -1777-1783.
♦Bancroft, George, traduit et annoté par Adolphe de Circourt, *Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis*, publiée à compte d'auteurs, Paris, 1876. 3 volumes. Le 3e volume contient des documents historiques.
♦Batchelder, Tobert F., "*The Counterfeiting of Colonial Paper Money as Seen through the Letters of Signer of the Declaration of Independence*, Josiah Bartlett," Manuscripts 31, no. 3 (Summer 1979): 207-11.
♦Battistini, Olivier, *La Guerre. Trois tacticiens grecs, Enée, Asclépiodote, Onasandre*, Anthologie. Editions Nil, Paris 1994.
♦*Battlefields of Europe*, Chilton Books, Philadelphia.
♦Baudoin, Archives des Colonies, *Correspondance générale. Canada*. Paris, "Journal de Monsieur Baudoin", 14:4
♦Baudoin, L.,*Origines de l'Inde française, Jâne Begum* (l'épouse de Dupleix), Isidore Guët, Librairie militaire de L. Baudoin, Paris, 1892.
♦Beatson, William Burns, *The English in India, from Plassey to Seringapatam*, reprinted, with notes, from the "Bath Chronicle", Bath, 1891.
♦Belloc, Hilaire, *British battles*. S.Swift & Co, Hugh Rees, Londres, 1911-1913. 6 volumes.
♦Bissonnette, Antoine*, Soixante Ans de Liberté 1837-1897, Souvenirs patriotiques par nos meilleurs écrivains,* Deom Frères, Montréal, 1897.
♦Bonsal, Stephen, *When the French were here*: *a narrative of the sojourn of the French forces in America, and their contribution to the Yorktown campaign, drawn from unpublished reports and letters of participants in the national archives of France and the Ms. Division of the Library of Congress,* Doubleday, New York, 1945.
♦British Colonial Office Papers in The National Archives of the United Kingdom, Manuscripts in the British Record Office, Kew, Richmond, Surrey, Royaume-Uni
♦British War Office Papers. Manuscripts in ther British Record Office. 1:682. "Resolution of Nobility of Norfolk";
♦Calvert, Michael & Young, Peter, *A Dictionary of Battles 1715 - 1815*, New English Library, Londres, 1978.
♦Castex, amiral Raoul, *Les Idées militaires de la marine au XVIIIe siècle*. De Ruyter à Suffren, Paris, 1911.
♦Castex, amiral Raoul, *Mélanges stratégiques*, Académie de Marine, Paris, 1976.
♦Castex, amiral Raoul, *Théories stratégiques*, 5 vol., Éditions maritimes, Paris, 1929-1935.
♦Castex, Jean-Claude, *Dictionnaire des batailles franco-anglaises de la Guerre de Succession d'Autriche*, Éditions P-O., Vancouver, 2011.
♦Castries, duc de, *Le maréchal de Castries (1727-1800)*, Arthème Fayard, Paris,1956.
♦Castries, Scipion de, *Souvenirs maritimes de Scipion de Castries*, Mercure de France, Paris, 1997. Édition établie, présentée et annotée par Gérard de Colbert-Turgis.
♦*Chandernagor ou le Lit de Dupleix*, Georges Tailleur, Africa nostra, Montpel-

lier, 1979.
♦Chandler, David, Beckett, Ian, *The Oxford History of the British Army*, Oxford Paperbacks, Oxford, 2003. p.103.
♦Chandler, David, Editor, *A Guide to the Battlefields of Europe*, Chilton Books, Philadelphia.
♦Chassaigne, Philippe, *Histoire de l'Angleterre*, Éditions Aubier, Paris 1966.
♦Chevalier de Chastellux, major général de l'armée du général Rochambeau, *Nouveau Voyage dans l'Amérique septentrionale en l'année 1781 et Campagne de l'Armée de M. le comte de Rochambeau par M. l'Abbé Robin,* Chez Moutard, À Philalelphie, et aussi Imprimeur-Libraire de la Reine, Paris, 1782.
♦Choiseul dès 1765 : Mémoire présenté au roi en 1765, tiré de Mémoires du duc de Choiseul, 1719-1785, p.393
♦Chotteau, Léon, *Les Français en Amérique*, Charpentier et Cie, Librairies-Editeurs, Paris.
♦Christopher, Emma, *A Merciless Place:The Fate of Britain's Convicts after the American Revolution,* Oxford University Press, Oxford, 2010.
♦Clausewitz, Carl von, *De la Guerre*, traduction de Denise Naville, Les Editions de Minuit, Paris 1955. [5 volumes]
♦*Clive and Dupleix; the beginning of empire*, Henry Dodwell, Asian educational services, New Delhi, 1989.
♦*Clive; the life and death of a British emperor*, Robert Harvey, Hodder & Stoughton, Londres, 1998.
♦Clowes, sir William Laid, *The Royal Navy, A History from the Earliest Times to the Present*, Sampson Low, Marston & Company, Ltd, Londres, 1897. 7 vol.
♦Colin, J., *Les Grandes Batailles de l'Histoire*, Paris, 1915.
♦Colleville, Vicomte de, *Les mission secrètes du général-major Baron de Kalb et son rôle dans la guerre de l'Indépendance américaine*, Librairie académique Didier, Emile Perrin, Paris, 1885.)

♦Corbett, William, *Parliamentary History of England; from the Earliest Period to the Year 1803.* Vol.XX (décembre 1778-février 1780), Longman, Hurst, Rees, Orme & Brown, Debate in the Commons on the Bill for better Recruiting the Aremy, Jan.21 1779, Mr. Jenkinson, Secretary at War, Londres, 1814.

♦Cornélis Henri De Witt, *Thomas Jefferson : étude historique sur la démocratie américaine*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1861.
♦*Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite de l'anglais et annotée par Édouard Laboulaye de l'Institut de France et des Sociétés historiques de New-York et de Massachusetts, Librairie de L. Hachette et Cie, Paris, 1866.
♦*Correspondance du Conseil supérieur de Pondichéry avec le Conseil de Chandernagor, 1728-1757*, Archives de l'Inde française, Alfred Martineau, Paris, 1915-1930, 6 vol.
♦*Correspondance Politique, Angleterre*, Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Quai d'Orsay, Paris.
♦*Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939.

♦*Correspondence of the American Revolution; Being Letters of Eminent Men to George Washington, from the Time of His Taking Command of the Army to the End of His Presidency,* Volume I., Jared Sparks, 1853
♦Cottret, Bernard, *La Révolution américaine : La quête du bonheur 1763-1787*, Paris, Perrin, 2003)
♦Damamme Jean-Claude, *Les soldats de la Grande Armée*, Perrin, Paris, 1998. p.372 ISBN 978-2-262-02949-4.
♦De Castries, Scipion, *Souvenirs maritimes*, présentés et annotés par Gérard de Colbert-Turgis, Éditions du Mercure de France, Paris, 1997. Ch. IV.
♦De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, publié sous les auspices du *Ministère des Affaires étrangères* par M. de Clercq, ancien ministre plénipotentiaire et M. Jules de Clercq, Consul de France, Tome 15, supplément 1713-1885, A. Durand et Pedone-Lauriel, Éditeurs, Paris, 1888.
♦De Laboulaye, Edward (Édouard René Lefèbvre), *Political History of the United States,* The Office of the Boston Daily Advertiser, Boston. 1855-66. 3 vols.
♦De Laboulaye, Edward (Édouard René Lefèbvre), *The United States and France*, The Office of the Boston Daily Advertiser, Boston, 1862].
♦De Ségur, Louis-Philippe, [1753-1830] *Mémoires ou souvenirs et anecdotes par M. le comte de Ségur, Alexis Eymery*, Libraire-Éditeur, Paris, 1824.
♦De Witt, Cornélis Henri, *Thomas Jefferson, Étude historique sur la démocratie américaine,* Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1862.
♦Dépêches de Conrad A. Gérard (Ambassadeur de France) à M. de Vergennes (Ministre des Affaires Étrangères), à Philadelphie le 25 juillet 1778.
♦*Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780.*
♦Muhammad Ali Khan, Nabab d'Arcate, *Dispassionate observations on the subject of the death and succession of the late Nabob of Arcot, and the Carnatic,* Londres, 1796.
♦*Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada,* 1759—1791. 2 vol. édités par Adam Shortt.
♦Doniol, Henri, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, correspondance diplomatique et documents, Alphonse Picard Editeur de l'Imprimerie Nationale, Paris, 1888. *Mémoire communiqué au Roi le 23 juillet 1777*, *et approuvé le même jour par Sa Majesté,*
♦Dufour, *Atlas de Géographie* (nombreux plans de batailles), Paris, date inconnue.
♦Dull, Jonathan, *The French Navy and American Revolution : A Study of Arms and Diplomacy*, 1774-1787, Princeton University Press, Princeton and London, 1975.
♦Duncan, *Hist. of R. A.,* I, 164, 334. Cf. the opinions expressed by Colonel Pattison, "Letters" (N. Y. Hist. Soc. Coll. 1875).
♦Dutertre, Père Jean-Baptiste, *Histoire Générale des Antilles Habitées par les Français*, Paris, 1667.
♦Edwardes, Michael, *The Battle of Plassey and the Conquest of Bengal,* B. T. Batsford, London, 1963.
♦Énée le Tacticien, Poliorcétique, traduction de A. Bon, Les Belles Lettres, Paris, 1967.
♦*Essai biographique sur Guillaume-Léonard de Bellecombe, maréchal des*

camps et armées du roy, grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandant général des établissements français dans l'Inde, gouverneur général des îles françaises d'Amérique sous le vent, baron de Cuzorn, seigneur de Tayrac, Fontneuve, etc. (1728-1792), H. de Bellecombe, suivi de la *relation du siège de Pondichéry en 1778*, Imprimerie de Vve Lamy, Agen, 1896.
♦*Etudes statistiques sur la population des établissements de Pondichéry et de Karikal,* M. Loude, Imprimerie du Gouvernement, Pondichéry,1868.
♦Extrait du livre de Michel Brunet, Guy Frégault et Marcel Trudel, *Histoire du Canada par les textes*, publié chez Fides.
♦Faragher, John Mack, *A Great and Noble Scheme, The tragic Story of the Expulsion of the French Acadians from their American Homeland*, WW Norton & Co, New York, London, 2005.
♦Faucherre, Nicolas, *Places fortes, bastions du pouvoir*, R.E.M.P.A.R.T., Desclée de Brouwer, 1986, 4éme édition de 1991, Paris
♦Firminger, Walter Kelly, *The Plassey expedition programme*, Calcutta Historical Society, The Edinburgh Press, Calcutta, 1908.
♦Fish, Hamilton, *New York State, The battleground of the Revolutionary War,* Vantage Press, New York, 1976.
♦Foch, Ferdinand, Maréchal, *Des Principes de la Guerre*, Conférences faites en 1900 à l'École Supérieure de Guerre, Berger-Levrault, Libraires-Éditeurs, Nancy-Paris-Strasbourg, 1903.
♦Force, Peter, *American Archives*, publiées de 1837 à 1853,
♦Force, Peter, *Extract of a letter from London about the Infamous Quebec Bill* (qui deviendra le Quebec Act), dated 1st July 1774, et reproduits dans Peter Force, *American Archives*, 9 vol., 1837–1853, Series V, Volume I : pp.498-499.
♦Force, Peter, Josiah Quincy Jr. Avocat à Boston, *Memoir of the Life of Josiah Quincy,* lettre d'octobre 1774, p.182, édités par E.C. Burnett.
♦Ford, C. W., *The Writings of George Washington*, collected and edited by Worthington Chauncey Ford, G.P. Putnam's Sons, The Knickerbocker Press, New-York, 1890. Vol.8, 1778-1780.
♦Fortescue, John William *History of the British Army*, Macmillan and Co. Limited, St.Martin's Street 13 volumes, Londres, 1883.
♦Fortescue, The Honorable Sir John William, (1859 1933), History of the British Army. London.
♦Franklin, Benjamin, *Œuvres posthumes de Benjamin Franklin, éditions Janet, 1817* vol.II, p.187.
♦Friedrich Kapp, *The soldier Trade of the German Princes to* America, Berlin,
♦Garnham, Neal, *Military Desertion and Deserters in Eighteenth-Century Ireland, Eighteenth-Century Ireland,* article publié par: Eighteenth-Century Ireland Society, Dublin, 2005.
♦Garthoff, Raymond L., *La doctrine militaire Soviétique*, Librairie Plon, Paris, 1952, traduit de l'américain par Mario Lévi.
♦George Pocock. *Ode to General Draper. An epistle to John Sherratt, Esq.*, Christopher Smart, publié à compte d'auteur, Londres,
♦Gérard, Conrad Alexandre, *Despatches and instructions of Conrad Alexandre Gérard, 1778-1780. Correspondence of the First French Minister to the United States with the Comte de Vergennes*, Historical Documents par l'Institut français de Washington, The Johns Hopkins Press, Baltimore, 1939.

♦Gomer, *History of the Liverpool Privateers and Letters of Marque with an account of the Liverpool Slaves Trade,* William Heinemann Publishing, London, 1897.
♦Grant, J.G., *British Battles on Land and Sea*. Cassel Petter & Galpin, Londres.
♦Graymont, Barbara, *The Iroquois in the American Revolution*, Syracuse University Press, Syracuse, New York, 1972.
♦Great Britain. Statute Law Committee, *Chronological Table and Index of the Statutes,* printed for Her Majesty's Stationery Office, Londres, Edinbourg et Dublin, 1882.
♦Guibert, lieutenant-général, comte Jacques Antoine Hippolyte de, *Essai de tactique générale*, Paris, 1773.
♦Hale, *Les grands combats sur mer, de Salamine au Jutland*, Paris, 1932.
♦Hardÿ de Périni, Édouard, *Batailles françaises*, 6 vol. de 1214 jusqu'en 1789, Editeur Ernest Flammarion, Paris, 1894.
♦Hibbert, Christopher, *The English, A Social History, 1066-1945*, W.W.Norton & Company, London, 1986.
♦*Histoire des Français dans l'Inde, depuis la fondation de Pondichéry jusqu'à la prise de cette ville (1674-1761)*, lieutenant-colonel anglais George-Bruce Malleson, traduction de Mme S. Le Page, Librairie de la Société bibliographique, Paris, 1874.
♦*Historical Fragments* (of the Mogul Empire, etc.), Robert Orme, Bangabasi Office, Calcutta, 1905.
♦*Historique et statistique de Karikal*, présentation par François Gros, Joseph Marie Emmanuel Cordier, publications de l'Institut français d'indologie, Pondichéry, 1971.
♦History of Pondicherry, Ayyasamy Ramasamy, Sterling Publishers, New Delhi, 1987.
♦Holmes, Richard, *Soldiers: Army Lives and Loyalties from Redcoat to Dusty Warriors*. HarperCollins, London, 2011.
♦Huebner, Johann l'Aîné, *Les Généalogies historiques des Rois, Empereurs, etc., et de toutes les maisons souveraines qui ont subsisté jusqu'à présent, etc*, traduit de l'allemand en français pour diffusion internationale, 4 tomes, Paris 1736 - 1738.
♦Johnson, T.R. *St, Antigua and the Antiguans*, 2 vol. Londres, 1842.
♦Jomini, baron de, général et aide de camp de l'empereur de Russie, *The Art of War*, traduit du Français par le capitaine G.H. Mendell et par le lieutenant W.P. Craighill, Greenwood Press Publishers, Westport, Connecticut, USA.
♦*Journals of the Continental Congress.* 31 vol. édités par
♦Kageneck, M. de., *Lettres de M. de Kageneck (...) au baron Alströmer, de 1779 à 1784,* Paris, 1884. (rumeurs aussi selon le Canadien)
♦Kaplan, Lawrence S. "*The Diplomacy of the American Revolution: the Perspective from France*." *Reviews in American History*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore (Maryland),1976. Vol.4. ; No.3 (septembre 1976), pp 385 à 390. review of Dull (1975
♦Kapp, Friedrich, *The soldier Trade of the German Princes*
♦Kapp, Friedrick, Von Eelking, Max, Von Riedesel, Generalin, Leiste, Christian, Melsheimer, FB, Von Ewald, J, Biedermann, Karl, Pfister, Ferdinand, Seume, IG, Schlozer, August Ludwig, etc…*The Hessians, Les Hessois*, en ligne

♦Kenneth Scott, *Counterfeiting in Colonial America*, 2nd ed., with a foreword by David R. Johnson (Philadelphia, 2000).
♦Kingship and political practice in colonial India, Pamela G. Price, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
♦La Chenaye-des-Bois, *Dictionnaire de la noblesse*, tome VI, Paris.
♦La Fayette, Marie-Joseph, *Mémoires, correspondance et manuscrits du général La Fayette, publiés par sa famille,* Société belge de Librairie, Hauman, Cattoir et Cie. Bruxelles [publié simultanément à Paris par Fournier aîné, et à Londres par Saunders & Otley], 1837.
♦*La Guerre de sept ans. Histoire diplomatique et militaire*, Richard Waddington, Firmin-Didot, Paris, 1899-1914. 5 volumes.
♦*La Marseillaise,* chant national des Français traduit en vers tamouls par P. L. Djesingh, à Pondichéry, le 14 juillet 1887. [sans nom]
♦Laboulaye, Édouard, *Correspondance de Benjamin Franklin*, traduite et annotée par Édouard Laboulaye, Tome Second 1775-1790, Hachette et Cie, Paris, 1866.
♦Lacroix, Jean-Michel, *Canada et Canadiens*, Presses Universitaires de Bordeaux, Centre d'Études canadiennes, Bordeaux. P.32
♦Lang, Patrick J.. "*The horrors of the English prison ships, 1776 to 1783, and the barbarous treatment of the American patriots imprisoned on them*." Society of the Friendly Sons of Saint Patrick, 1939.
♦Lanning, Michael. *African Americans in the Revolutionary War*. New York: Kensington Publishing, 2000
♦Lawton, Richard, and Pooly, Colin G., Britain 1740-1950, *An Historical Geography*, Edward Arnold Publishing, London, 1992.
♦ldham, Wilfred, *Britain's Convicts to the Colonies*, Library of Australian History, Sydney, 1990.
♦Lee, Richard Henry, *Life of Arthur Lee*, Boston, 1829. 2 vol.
♦Léon VI le sage, *Institutions militaires*, traduction de Joly de Maizeroy, in Liskenne et Sauvant, Bibliothèque historique et militaire, t.II, Paris 1840.
♦*Les comptoirs français de l'Inde (1664-1954). trois siècles de présence française,* Arthur Annasse, La Pensée Universelle, Paris, 1975.
♦*Les dernières Luttes des Français dans l'Inde et sur l'Océan Indien*, G. B. Malleson, traduit et annoté par Edmond Gaudart, Pondichéry: Bibliothè`que Publique, 1932.
♦*Les Indes françaises: Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon et Mahé*, Arnaud d'Aunay, Gallimard, Paris, 2001.
♦Letters from Lafayette to La Luzerne, 1780-1782. Au Quartie-général. Dans *American Historical Review*, Edited by Waldo G. Leland, Vol.XX, Nos 2 and 3, January and April 1915.
♦*Letters of members of the Continental Congress. édition Burnett* 8 vol.
♦Lettre de Henry Laurens à John Lewis Gervais du 5 septembre 1777. LMCC II 478-483 Letters of Members of the Continental Congress, édition Burnett
♦*Life and Writings of Benjamin Franklin, The Private Correspondance*, Derby & Jackson, New York, 1859.
♦Louis XV, *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère avec le comte de Broglie, etc. et autres documents*, Paris 1866. 2 vol. édités par Edgar Boutaric.

♦Louis XVI, *Correspondance secrète sur Louis XVI, Marie-Antoinette, la Cour et la Ville, de 1777 à 1792. Paris 1866,* 2 vol., Publié par de Lescure, d'après des manuscrits de Saint-Pétersbourg. D'authenticité douteuse, ces documents sont intéressants pour l'étude des commérages de Cour et des rumeurs fantaisistes.
♦Lowell, Edward J., *The Hessian and the other German Auxiliaries of Great-Britain in the Revolutionary War,* Harper and Brothers Publishers, New York, 1884.
♦Malleson, George Bruce Allen, *The decisive battles of India. from 1746 to 1849 inclusive,*, publié par l'auteur, Londres, 1885.
♦Marshall, P.J. editor, *British Empire*, Cambridge University Press, Cambridge [England], 1996.
♦McHenry, Chris: *Rebel Prisoners at Quebec 1778-1783, Being a List of American Prisoners Held by the British during the Revolutionary War*, Lawrenceburg, Indiana (1981) regarding prisoners held at Fort Chambly.
♦McHenry, Chris: *Rebel Prisoners at Quebec 1778-1783, Being a List of American Prisoners Held by the British during the Revolutionary War*, Lawrenceburg, Indiana (1981) regarding prisoners held at Fort Chambly.
♦*Mémoire de Beaumarchais Au Roi seul.* Février 1776, tiré de New York Historical Society, Collections pour l'année 1886. Col.I, pp.100-108 «
♦*Mémoire pour servir d'instruction au sieur marquis de Noailles, mestre de camp de Cavalerie, allant à Londres pour y résider en qualité d'ambassadeur du roi auprès de Sa Majesté britannique*. Versailles le 3 octobre 1776.
♦*Mémoires du duc de Choiseul*, 1719-1785, Librairie Plon-Nourrit et Cie, Paris, 1904. Plan de campagne contre l'Angleterre rédigé vers 1778-1779, pp.427-
♦*Memoirs of count Lally from his embarking for the East Indies, as commander in chief of the French forces in that country, to his being sent prisoner of war to England, after the surrender of Pondichery, consisting of pieces written by himself and addressed to his judges in answer to the charges brought against him by the attorney general of his M. C. M. ... to which are added accounts of the prior part of his life, his condemnation and execution,* comte Thomas Arthure Lally, F. Newbery, Londres, 1766.
♦*Memoirs of the revolution in Bengal*, Anno. Dom. 1757, William Watts, Bimal Kanti Ghosh, Londres.
♦Métraux, Alfred, *Haïti, la Terre, les Hommes et les Dieux*, À la Baconnière, Neuchâtel [Suisse], 1957.
♦Michaud, J.F.R., *Biographie Universelle Ancienne et Moderne*, Akademische Druck-U. Verlangsanstalt, Graz-Austria, 1970.
♦Michelet, Jules, *Histoire de France*, 19 vol., Paris, 1879.
♦Middlekauff, Robert. *The Glorious Cause: The American Revolution, 1763-1789,* Oxford University Press, Oxford, 2005. P
♦Mihm, Stephen, "*Accept No Imitations: The Campaign against Counterfeits, Past and Present,"* Common-Place 4, no. 4 (July 2004).
♦Moir, J. S., *Dictionnaire biographique du Canada*, t. I : « De l'an 1000 à 1700 », Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1967, p. 416-420.
♦Morgan, Kenneth, O., *The Oxford Illustrated History of Britain*, Edited by Kenneth O. Morgan, Guild Publishing, London, 1984
♦*Muslim struggle for freedom in Bengal. from Plassey to Pakistan A D 1757-1947*, Muin-ud-Din Ahmad Khan, 2e édition, Islamic Foundation Bangladesh,

Dhaka, 1982.
♦Newman, Eric P., "*Nature Printing on Colonial and Continental Currency,*" Numismatist 77 (1964): 147–54, 299–305, 457–65, 613–23.
♦Nicolas, sir Nicholas Harris, GCMG, *A History of the Royal Navy, from the earliest times to the wars of the French Revolution*, 2 vol. Londres 1847.
♦Onasandre, *Strategikos*, traduction de Guischardi, in Liskenne et Sauvan, Bibliothèque historique et militaire, t.III Paris, 1840.
♦*Origines de l'Inde française, Jâne Begum* (l'épouse de Dupleix), Isidore Guët, Librairie militaire de L. Baudoin, Paris, 1892.
♦Pajol, général de division, *Les Guerres sous Louis XV*, 7 volumes, Paris, 1883.
♦Parkman, Francis, *Montcalm and Wolfe*, MacMillan & Co., Londres, 1884.
♦Parkman, Francis, *Pionneers of France in the New World,*, Little, Brown & Co., Boston, 1896.
♦Parton, James, *Life and Times of Benjamin Franklin*, Vol.II Mason Brothers , New York, 1864. p.393
♦Phillips, James, *The development of British authority in southern India; the Nawab of Arcot, the East India Company, and the British Government, 1775-1785*, Dalhousie University Canada, 1983.
♦*Plassey 1757. Clive of India's finest hour*, Peter Harrington, Osprey, Londres, 1994.
♦*Plassey: the founding of an empire,* Michael Edwardes, Hamilton, Londres, 1969.
♦*Pondichéry en 1746. La Compagnie de l'Inde. Des Expéditions des escadres anglaise et française dans l'Inde en 1746. Prise de Madras*, [anonyme], Publications de la Société de l'histoire de l'Inde française. noà. 6., Pondichéry, 1911.
♦Pondichéry, 1674-1761, l'échec d'un rêve d'empire, dirigé par Rose Vincent, Editions Autrement, Paris, 1993.
♦Price, Pamela G.,Kingship and political practice in colonial India, Pamela G. Price, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
♦Puységur, Jacques-François de Chastenet, marquis de Puységur, maréchal de France, *Traité de l'Art de la Guerre, par principes et par règles,* ouvrage de M. le maréchal de Puységur, mis à jour par M. le marquis de Puységur son fils, etc... Paris, 1748, puis La Haye, 1749.
♦Quarles, Benjamin, *The Negro in the American Revolution*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1961.
♦Raja-Ram, R., *The Nawabship of Arcot*, St. Joseph's Industrial School Press, Trichinopoly, 1912.
♦*Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec* [RAPQ], Département du Secrétaire de la Province, Imprimeur de Sa Majesté le Roi, Québec, [année]. 1924-1925 : *Lettres de protestation de diverses Chambres de Commerce de France en 1760-1762, contre l'intention du Gouvernement de céder le Canada*. (*Protestation des C de C de Bordeaux, La Rochelle, Nantes, Marseille, Lyon, Le Havre, Dunkerque et Montpellier*) pp.199-228.
♦*Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, publié sous les auspices de la Commission des Archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères, XII, ESPAGNE, avec une introduction et des notes par Morel-Fatio, A., et Léonardon, H., Tome Deuxième (1701-1722), Félix Alcan Éditeur [An-

cienne Librairie Germer Baillière et C[ie]], Paris, 1898.
♦*Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, XXV 2-ANGLETERRE Tome Troisième (1698-1791), avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Éditions du CNRS (Centre national de la Recherche scientifique), Paris, 1965.
♦*Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, Government Printing Office, Washington, 1889. 6 tomes.
♦Robert F. Batchelder, "*The Counterfeiting of Colonial Paper Money as Seen through the Letters of Signer of the Declaration of Independence*, Josiah Bartlett," Manuscripts 31, no. 3 (Summer 1979): 207–11.
♦Rogers, H.C.B., colonel, *The British Army of the Eighteenth Century*, George Allan & Unwin Ltd, London, 1977.
♦Roncière, Charles de La, *Histoire de la marine française*, Plon, Paris, 1899.
♦Rosengarten, Joseph G., *A defence of the Hessians*, The Pennsylvania Magazine of History and Biography, Philadelphie, 1899.
♦Schiff, Stacy, *A Great Improvisation* : *Franklin, France and the Birth of America,* Owl Books ; Henry Holt Books, New York, NY 2005.
♦Schneider, Lieutenant Colonel Fernand, *Histoire des Doctrines militaires*, PUF, Paris, 1957.
♦Scott, Kenneth, *Counterfeiting in Colonial America*, 2nd ed., with a foreword by David R. Johnson (Philadelphia, 2000).
♦*Secret journals of the Continental Congress.* 4 vol.
♦Shy, John. *A People Numerous and Armed: Reflections on the Military Struggle for American Independence*. New York: Oxford University Press, 1976.
♦Sir Edward Shepherd Creasy (1812-1878) est un historien britannique, *The Fifteen Decisive Battles of the World : From Marathon to Waterloo, Humphrey Milford Oxford University Press, Toronto, 1915. «Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, Government Printing Office, Washington, 1889. 6 tomes. T.1, p.342.
♦Smoyer, Stanley C. "Indians as Allies in the Intercolonial Wars." New York History, 17, 1936.
♦*Souvenirs maritimes de Scipion de Castries*, édition établie, présentée et annotée par Gérard de Colbert-Turgis, Mercure de France, Paris, 1997.
♦Sparks, Jared, *The Diplomatic Correspondence of The American Revolution.* New York.
♦Stephen Mihm, "*Accept No Imitations: The Campaign against Counterfeits, Past and Present,"* Common-Place 4, no. 4 (July 2004).
♦Stillé, Charles J., *Comte de Broglie, the Proposed Stadtholder of America,* article dans *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, XI, 1887.
♦Stillson et Hughan, *History of Freemasonry and Concordant Orders,*, 1890.
♦Stuart, Bérault, *Traité sur l'Art de la Guerre*, Introduction et Édition par Élie de Comminges, Éditions Martinus Nijhoff, La Haye, 1976.
♦Sue, Eugène, *Histoire de la Marine française*, 1835.
♦Sullivan John, *Letters and Papers of Major-General John Sullivan, Continental Army,* publié par O.G. Hammond, volumes XIII (1930), XIV (1931), XV (1939), Collections of the New Hampshire Historical Society.

♦Suntzu, *L'Art de la guerre*, Flammarion, Paris, 1972. [traduction de Francis Wang]
♦Susane, Louis, général, *Histoire de l'Artillerie française*, Bibliothèque d'Éducation Hetzel & Cie, Paris, 1874.
♦*The Heath Papers*, in *Collection of the Massachusetts Historical Society*, Published by the Society, Boston, 1878. vol.II, Lettre de Heath au Conseil du Massachusetts, le 9 septembre 1778.
♦The Princeton Historical Association, *A Brief Narrative of the Ravages of the British and Hessians at Princeton in 1776-77*, Edited by Varnum Lansing Collins, Princeton, N.J., 1906.
♦*The Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States, Edited under Direction of Congress by Francis Wharton with Preliminary, Index, and Notes Historical and Legal,* Government Printing Office, Department of State, Washington, 1889. 6 volumes.
♦The *Writings of George Washington, from the Original Manuscript Source,* 1745-1799, John C. Fitzpatrick, Editor, Washington, 1936. 39 vol.,
♦Thomas, Andros, "*The old Jersey captive: Or, A narrative of the captivity of Thomas Andros...on board the old Jersey prison ship at New York, 1781*. In a series of letters to a friend." W. Peirce. 1833.
♦Thomas, Peter D. G. *British Politics and the Stamp Act Crisis: The First Phase of the American Revolution, 1763-1767,* Clarendon Press, Oxford, 1975.
♦Trevelyan, George (1912). *George the Third and Charles Fox: The Concluding Part of the American Revolution*, New York: Longmans, Green, New York, 1912. vol.1.
♦Trevelyan, George-Macauley, O.,M., *Illustrated English Social History*, 4 vol. Longmans Publishing, Londres, 1944.
♦Trevelyan, II, 33-34. Cf. Andrews, *Journal of a Lady of Quality,* p. 38 and Appendix I.]
♦Trudel, Marcel, *La Révolution américaine (1775-1783),* Éditions du Boréal Express, Sillery, 1976.
♦*Un marin de l'île de Ré, Jacob Dechezeaux, au siège de Pondichéry en 1778*, D. Lièvre, Alger : Imprimerie Minerva, Alger, [sans date].
♦Vauban, Maréchal de, *Traité de l'attaque des places*, Paris 1706.
♦Vaucher, P., *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les Traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, XXV.2 Angleterre, Tome Troisième (1698-1791), avec une introduction et des notes par Paul Vaucher, Editions du Centre national de la Recherche scientifique, Paris, 1965.
♦Verne, Jules *Famille-sans-nom,* Guérin, Montréal, 1982. p.20
♦Vidal, général, *L'Armée française à travers les âges; L'Artillerie*, Paris, 1933.
♦Vincent, Bernard et Marienstras, Élise, *Les Oubliés de la Révolution américaine : femmes, Indiens, Noirs, quakers, francs-maçons dans la guerre d'Indépendance,* Presses universitaires, Nancy, 1990.
♦Wanty, Émile, général, *La pensée militaire des origines à 1914*, Brépols, Bruxelles, 1962.
♦Washburn, Wilcomb E., *Indians and the American Revolution*,

♦Watt, Thomas, B., *Secret Journals of the Acts and Proceedings of Congress, Thomas B. Watt, Boston, 1821.* 4 tomes, t.I, et *Journals of the Continental Congress*.
♦West, Charles E.. "*Horrors of the prison ships: Dr. West's description of the wallabout floating dungeons, how captive patriots fared*." Eagle Book Printing Department, 1895.
♦Wharton, Francis*, Lettre de Franklin à James Hutton* écrite à Passy (France) le1er février 1778, *Revolutionary Diplomatic Correspondence of the United States*, Government Printing Office, Washington, 1889. 6 tomes.
♦Worthington C., Ford, Journals of the Continental Congress, Édition Ford, (31 volumes.)



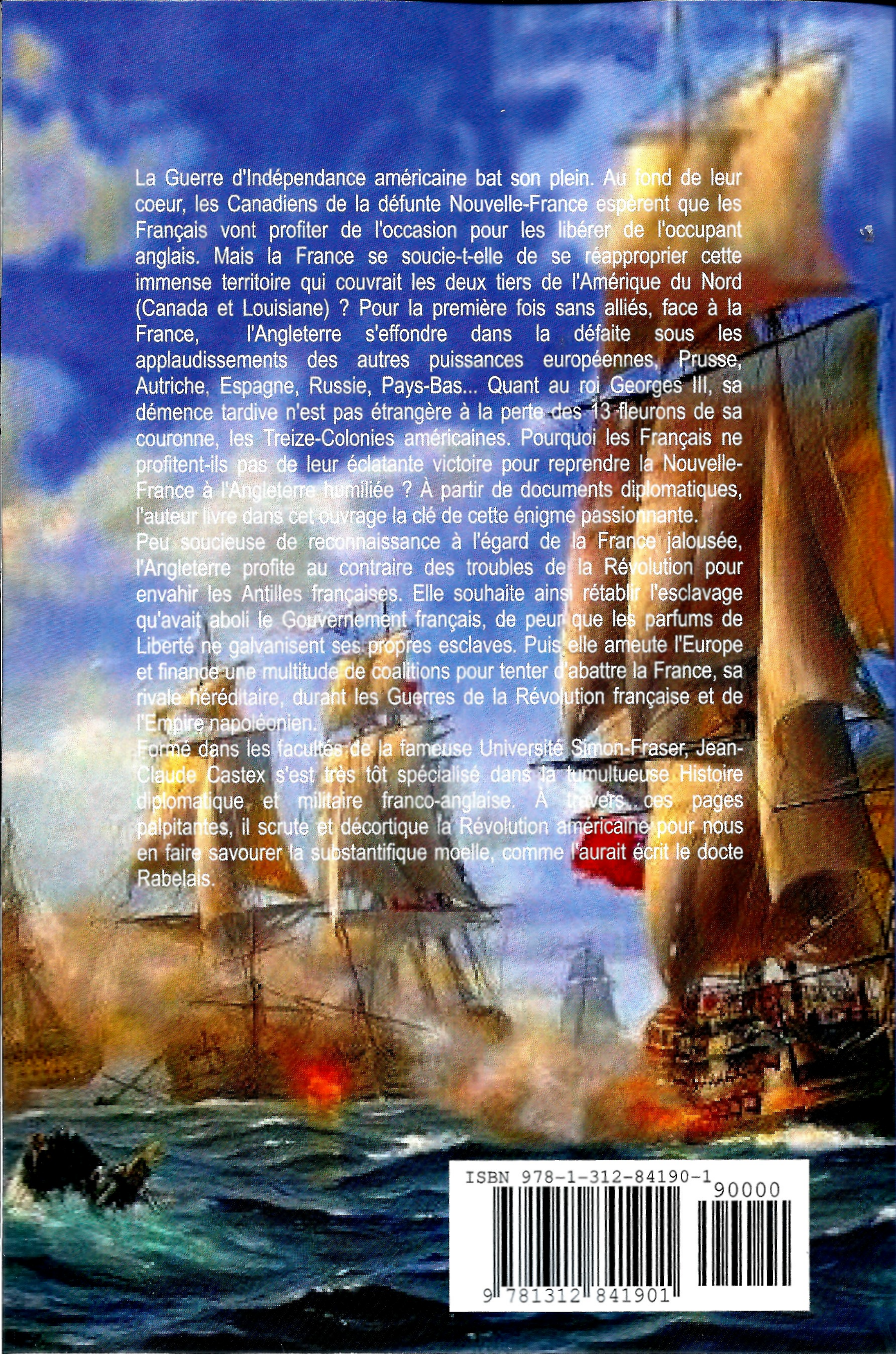
Table chronologique des matières

LIVRE I Synthèse

LIVRE II Opérations militaires

Index alphabétique des opérations militaires





La Guerre d'Indépendance américaine bat son plein. Au fond de leur coeur, les Canadiens de la défunte Nouvelle-France espèrent que les Français vont profiter de l'occasion pour les libérer de l'occupant anglais. Mais la France se soucie-t-elle de se réapproprier cette immense territoire qui couvrait les deux tiers de l'Amérique du Nord (Canada et Louisiane) ? Pour la première fois sans alliés, face à la France, l'Angleterre s'effondre dans la défaite sous les applaudissements des autres puissances européennes, Prusse, Autriche, Espagne, Russie, Pays-Bas... Quant au roi Georges III, sa démence tardive n'est pas étrangère à la perte des 13 fleurons de sa couronne, les Treize-Colonies américaines. Pourquoi les Français ne profitent-ils pas de leur éclatante victoire pour reprendre la Nouvelle-France à l'Angleterre humiliée ? À partir de documents diplomatiques, l'auteur livre dans cet ouvrage la clé de cette énigme passionnante.

Peu soucieuse de reconnaissance à l'égard de la France jalousée, l'Angleterre profite au contraire des troubles de la Révolution pour envahir les Antilles françaises. Elle souhaite ainsi rétablir l'esclavage qu'avait aboli le Gouvernement français, de peur que les parfums de Liberté ne galvanisent ses propres esclaves. Puis elle ameute l'Europe et finance une multitude de coalitions pour tenter d'abattre la France, sa rivale héréditaire, durant les Guerres de la Révolution française et de l'Empire napoléonien.

Formé dans les facultés de la fameuse Université Simon-Fraser, Jean-Claude Castex s'est très tôt spécialisé dans la tumultueuse Histoire diplomatique et militaire franco-anglaise. À travers ces pages palpitantes, il scrute et décortique la Révolution américaine pour nous en faire savourer la substantifique moelle, comme l'aurait écrit le docte Rabelais.

ISBN 978-1-312-84190-1

90000

9 781312 841901